

LE PROJET ATLANTISTE DE DEMANTELEMENT DE LA RUSSIE

Un plan contre la paix du monde

© 2025 – Éditions Perspectives Libres – ADARL

ISBN : 978-2-487376-17-5

NICOLAS TACCHI

**LE PROJET ATLANTISTE
DE DEMANTELEMENT
DE LA RUSSIE**

Un plan contre la paix du monde

Perspectives Libres

*À Internet et à ses innombrables contributeurs,
connus ou anonymes, sans qui ce travail
n'aurait jamais vu le jour.*

Citations

L'Europe occidentale est devenue, sans même s'en apercevoir, un protectorat des Américains. Il s'agit maintenant de nous débarasser de leur domination. Mais la difficulté, dans ce cas, c'est que les colonisés ne cherchent pas vraiment à s'émanciper. Depuis la fin de la guerre, les Américains nous ont assujettis sans douleur et sans guère de résistance.

Charles de Gaulle (1890-1970).

Président de la République française de 1959 à 1969, cité dans le livre *C'était de Gaulle*, d'Alain Peyrefitte, tome 2, pp.15-16¹.

La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort.

François Mitterrand (1916-1996).

Président de la République française de 1981 à 1995, cité dans le livre, *Le dernier Mitterrand*, de Georges-Marc Benhamou².

¹ HARBULOT Christian (13 février 2019) « *La main invisible de l'oncle Sam* », EPGE – École de Pensée sur la Guerre Économique. [En ligne] Consulté le 1^{er} Mars 2023. URL: <https://www.epge.fr/la-main-invisible-de-loncle-sam/>

² VERNER Robin (25 juin 2015) « *Les hommes d'Etat français sans illusion à l'égard de l'allié américain* », Slate. [En ligne] Consulté le 1^{er} Mars 2023. URL : <https://www.slate.fr/story/103453/les-hommes-detat-francais-sans-illusion-allie-americain>

Cette Europe de l'impuissance. Cette Europe ouverte comme une passoire à toutes les crises du monde. Cette Europe non-européenne, mais dominée par les intérêts germano-américains. Cette Europe mollusque, sans corps et sans dessein véritable. Cette Europe où les sociétés multinationales dictent leurs lois aux États. Cette Europe où la France serait engluée comme dans un marécage, je le dis avec calme et détermination, cette Europe-là nous ne l'accepterons jamais.

Jacques Chirac (1932-2019).

Chef du Rassemblement pour la République (RPR), lors d'un rassemblement pour les élections européennes de 1979 ; et président de la République française de 1995 à 2007³.

³ RIPOCHE Bruno (27 septembre 2019) « *Jacques Chirac et l'Europe : du « mollusque » à « la grande aventure »* », Ouest-France. [En ligne] Consulté le 1^{er} Mars 2023. URL : <https://www.ouest-france.fr/politique/jacques-chirac/jacques-chirac-et-l-europe-du-mollusque-la-grande-aventure-5488905>

INTRODUCTION

Ce livre se veut être un message d'alerte et en même temps une note d'espérance. À l'heure où la convergence de crises multiformes menace d'ébranler nos sociétés, nous devons garder espoir. Nous vivons un basculement de notre monde, nul ne peut le nier. Un basculement qui ne sera pas sans conséquences pour les peuples, tant les enjeux sont colossaux. Quand l'histoire s'écrit avec un grand H, l'encre utilisée pour l'écrire est généralement celui du sang des peuples. Pourtant, et je le répète, nous devons garder espoir. Nos aïeux ont supporté bon nombre de fléaux en plus de deux millénaires. Les guerres, les révolutions, les famines, les maladies, la barbarie, l'occupation, mais ils n'ont pas renoncé pour autant à la vie, ni sombrer dans une forme de fatalisme. Ils n'ont pas emprunté ce chemin conduisant à un renoncement à l'existence. Car c'est bien par ce mal que nous sommes rongés, en Occident tout au moins. La condition première si nous voulons affronter le monde d'aujourd'hui et surtout celui de demain qui se prépare, c'est de ne pas être dans l'abandon, de faire corps et de résister. Oui, les temps sont durs et ils vont être durs. Cependant, l'histoire a montré que l'humanité a toujours su s'adapter à son époque, même dans les temps les plus sombres. L'histoire nous enseigne aussi que les fléaux sont passagers à l'égard de cette longue courbe qu'est le temps. Tel un orage revenant régulièrement déverser sa grisaille, ses foudres, ses précipitations, sa grêle, son vent, ainsi que son froid glacial. Mais à la fin, il se dissipe pour laisser place aux rayons du soleil et entrevoir un avenir radieux. Alors, préparons-nous à affronter l'orage qui vient, le temps qui passe et tentons de bâtir un avenir radieux pour les générations futures. Elles comptent sur nous. Tâchons de préserver cet instinct d'agir pour ce qu'il y a de bon en nous.

Oui, nous assistons à la confrontation de plusieurs empires ayant pour enjeu l'*imperium mundi* ou la domination mondiale.

Une Amérique voulant conserver son rang d'hyperpuissance mondiale incontestée alors qu'elle est entrée dans une phase déclinante.

Une Chine en pleine ascension souhaitant supplanter cet empire américain et le monde occidental en général. La Chine, cette nation passée en l'espace de trente ans de pays « en voie de développement » à quasiment première puissance économique mondiale, fait valoir désormais ses prétentions sur l'ensemble de la Mer de Chine et l'île de Taïwan.

Une Russie sur le renouveau, sortie de son déclin après la chute de l'Union soviétique pour redevenir un acteur dans les relations internationales. Elle aspire avant tout à préserver son espace d'influence historique en Asie centrale, dans le Caucase, sur la Biélorussie et bien entendu sur l'Ukraine. Un allié de la Chine dans un but commun, celui d'évincer la puissance américaine dominante et le monde unipolaire qu'il incarne.

À côté de ces ensembles géopolitiques impériaux de premier plan, nous pouvons situer d'autres acteurs de second rang.

L'Union européenne a démontré l'inverse de sa propagande deservie aux peuples d'Europe durant des décennies : « L'Europe c'est la paix ! », « L'Europe c'est garantir la prospérité ! », « L'Europe c'est faire contrepoids face aux États-Unis et à la Chine ! », « L'Europe c'est la défense des libertés et de la démocratie ! ». Nous assistons lentement à l'effondrement de ces narratifs officiels au regard de l'actualité. Bien qu'elle reste encore une puissance économique, elle ne pèse pas grand-chose sur le plan diplomatique et devient faible sur le plan démographique. « L'empire non-impérial » comme le déclarait l'ancien président de la Commission européenne, José Manuel Durão Barroso, n'a jamais été un « contrepoids » face aux États-Unis. Elle n'a été que le supplétif d'une Amérique qui se veut,

elle, impériale et dominatrice. Le sabotage des pipelines Nord Stream orchestré par les États-Unis pour couper l'Europe du gaz russe et le fait que les dirigeants européens acceptent cet état de fait, en se murant dans un silence assourdissant, en est l'exemple le plus criant. D'autre part, l'Europe est devenue une proie pour la Chine ; en matière de concurrence déloyale par rapport aux coûts du travail et à ses prises de positions dans le capital de certaines entreprises ou d'infrastructures européennes, et des traités de libre-échange avec d'autres pays.

La Turquie du président Recep Tayyip Erdoğan veut renouer avec l'héritage de ce que fut jadis l'empire ottoman. Une Turquie multipliant les prétentions maritimes en mer Égée ainsi qu'en Méditerranée et portant un discours de plus en plus anti-occidental¹. Cette Turquie s'appuyant sur le nouveau partenaire de l'UE en matière de pétrole et de gaz, l'Azerbaïdjan, qui dans sa guerre du Haut-Karabagh² est responsable de crimes de guerre envers les prisonniers arméniens³. Cette Turquie jouant sur tous les tableaux impériaux. Tantôt avec l'OTAN, tantôt avec les Russes, tantôt jouant sa propre tactique impériale. Contenir les velléités de cette puissance régionale montante va être un défi auquel l'Europe n'est pas préparée.

Nous avons également l'internationale djihadiste et ses pendants que sont les Frères Musulmans, qui rêvent de mettre en place un

¹ ARTUR DU PLESSIS Laurent, *Erdogan ou la haine de l'Occident*, Paris, éditions Jean-Cyrille Godefroy, 2021.

² Conflit ethnico-culturel qui concerne un territoire peuplé majoritairement d'arméniens (le Haut Karabagh) mais appartenant à l'Azerbaïdjan.

³ VINCENT Faustine (17 octobre 2022) « *L'Azerbaïdjan face aux crimes de guerre de ses soldats contre des Arméniens* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/17/l-azerbaïdjan-face-aux-crimes-de-guerre-de-ses-soldats-contre-des-armeniens_6146082_3210.html

califat islamique mondial⁴. Cet empire hybride, bien qu'il ait comme principaux théâtres d'opérations l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient, a parallèlement dans sa ligne de mire, le continent européen. Un continent faible politiquement, une passoire pour les trafics illégaux en tout genre, tiraillé sur les questions migratoires et identitaires. Une religion, l'islam, en ascension en raison du dynamisme démographique dans les pays musulmans, des importantes communautés musulmanes présentes en Europe qui est le résultat d'une immigration étalée sur plusieurs décennies, mais aussi disposant de puissants relais financiers et culturels au travers de l'Arabie saoudite et du Qatar. Toutes ces combinaisons ne manqueront pas d'accentuer « l'archipélisation »⁵ des sociétés occidentales, et particulièrement la société française, ainsi que l'accroissement des communautarismes, voire du séparatisme pouvant déboucher sur une guerre civile. Un chaos qui affaiblirait davantage le continent européen et renforcerait la mainmise américaine sur l'Europe par le jeu de la dépendance (économique, énergétique, diplomatique et militaire) pour ne devenir qu'un insipide protectorat.

Il y a aussi les frictions récurrentes, que ce soit avec la Corée du Nord souhaitant toujours réunifier les deux Corées, par la force si nécessaire, celles entre l'Inde et le Pakistan pour le contrôle du Cachemire, mais aussi entre l'Inde et la Chine ; ou encore Israël concernant les territoires palestiniens. Il va de soi que ces cinq puissances détiennent l'arme atomique. Sans oublier que l'Iran souhaite l'obtenir pour sanctuariser son territoire, ce qui n'est pas sans créer des tensions avec Israël.

Enfin, nous ne pouvons terminer ce petit tour d'horizon sans aborder la situation catastrophique, probablement la plus atroce depuis la Seconde Guerre mondiale, en République démocratique du

⁴ BESSON Sylvain, *La Conquête de l'Occident - Le projet secret des islamistes*, Paris, éditions Seuil, 2005.

⁵ FOURQUET Jérôme, *L'archipel français – Naissance d'une nation multiple et divisée*, Paris, éditions Seuil, 2019.

Congo (R.D.C.). La population congolaise subit depuis des années les exactions, tortures, viols et massacres des milices armées du Rwanda dirigées par Paul Kagame, que certains surnomment « le boucher des Grands Lacs ». Il a été estimé que cette guerre visant à exterminer un groupe ethnique et à piller les richesses minières de la R.D.C. aurait déjà fait 10 millions de morts et 500 000 femmes violées, et ce, dans une certaine indifférence de la communauté internationale⁶.

Tel est le cadre synthétique des grandes tensions géopolitiques interétatiques actuelles.

Certains pourraient lire à travers cette brève présentation, le présage d'un « choc des civilisations » comme l'avait écrit Samuel Huntington dans son livre, *Clash of civilizations*. Soit la théorie de la confrontation entre plusieurs civilisations, dont la civilisation « occidentale », « orthodoxe », « islamique » et « sino-confucéenne ». Pourtant, gardons à l'esprit qu'un empire peut très bien soutenir des factions issues d'une autre civilisation pour atteindre l'objectif qu'il s'est fixé. Nous pouvons citer comme exemple bien connu celui des États-Unis qui ont financé et armé les Moudjahidines lors de la guerre d'Afghanistan contre les Russes. De même qu'ils ont soutenu l'UÇK, une organisation paramilitaire et terroriste kosovare, contre les Serbes lors des guerres de Yougoslavie. Plus récemment, l'appui explicite aux rebelles libyens et syriens, qui s'avèreront être pour la plupart des djihadistes d'Al-Qaïda et plus tard de Daech. Inversement, la Chine confucéenne, communiste et en grande partie athée, va intégrer le Pakistan musulman et majoritairement sunnite dans le cadre de ses projets de route de la soie avec la création d'infrastructures reliant l'empire du Milieu à l'océan Indien. De plus, le Pakistan est membre de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Elle regroupe la Chine, la Russie, les pays d'Asie centrale, l'Inde majoritairement de confession hindoue et

⁶ ONANA Charles, *Holocauste au Congo : L'Omerta de la communauté internationale*, éditions L'Artilleur, Paris, 2023.

pour finir l'Iran, le berceau de l'islam chiite. Ces pays, bien qu'appartenant à des « civilisations différentes », sont davantage attirés par un monde multipolaire face à la prédominance américaine qu'à un conflit de civilisation. Sans pour autant nier les rivalités géopolitiques, culturelles et religieuses de ces pays. Il en va de même avec les BRICS. Un empire s'appuiera toujours sur des forces – et quelles que soient ces forces – qui lui serviront d'auxiliaires et viseront à affaiblir, voire détruire son adversaire du moment. Il existe une autre stratégie impériale et appliquée depuis maintenant plus de deux millénaires dans diverses civilisations : *Divide ut regnes*, diviser pour mieux régner. Cette devise est centrale dans le projet de démantèlement de la Russie que souhaitent mettre en œuvre les impériaux américains, avec dans le viseur, la Chine. Appuyer sur les faiblesses de son adversaire, accroître les divisions de la société, semer le trouble et le chaos en son sein, orchestrer la subversion auprès des masses par la propagande ou la désinformation. En somme, utiliser toutes les armes nécessaires visant à atteindre l'objectif, celui de dominer, voire terrasser l'ennemi. Telle est cette pensée multimillénaire ayant inspiré tant de stratèges dans l'histoire. Les lecteurs de *L'art de la guerre* de Sun Tzu, de *La guerre des Gaules* de Jules César ou *Le Prince* de Machiavel, ne peuvent que trop bien le comprendre.

Il y a un autre acteur que je n'ai pas abordé et dont le rôle est croissant. Il s'agit des GAFAM, des grandes firmes transnationales, des grandes banques, des think tanks et plus généralement du privé. Pour illustrer le propos, la crise des subprimes de 2008 a montré la puissance de certaines entités sur les États. Nous pouvons citer le cas de la banque Goldman Sachs. Cette banque, disposant d'une influence considérable au sein de l'UE, a aidé à maquiller les comptes de la dette grecque tout en spéculant sur cette dernière. Cela a conduit à une crise économique, la mise en place des plans d'austérité ainsi qu'une mise sous tutelle européenne. Nous pouvons citer aussi la société américaine BlackRock devenue le premier gestionnaire d'actifs au monde avec ce chiffre astronomique de 8 500 milliards

de dollars d'actifs sous gestion⁷. BlackRock pèse deux fois le PIB de l'Allemagne en 2022⁸. Un autre exemple, l'arrivée des sous-traitants privés comme acteurs dans des domaines relevant autrefois exclusivement de la compétence des États. Nous avons observé des sociétés militaires privées du style Black Water⁹ sur les théâtres d'opérations, notamment en Irak. Nous avons aussi vu des sous-traitants privés atterrir dans la gestion du renseignement américain¹⁰. Par ailleurs, nous soulignons l'explosion et l'importance des think tanks. Que ce soit l'Atlantic Council, le Center for Strategic and International Studies (CSIS), le Wilson Center, la Carnegie Foundation, la Rockefeller Foundation, le Council on Foreign Relations (CFR) et tant d'autres¹¹. Des entreprises comme Google, Amazon, Microsoft, dépassant le PIB de plusieurs États. La montée de ces nouveaux acteurs a été fulgurante. On ne peut pas parler d'entité impériale, mais de sortes de conglomérats, pourtant en rivalité sur la forme, mais partageant sur le fond le même idéal mondialiste. Nous pouvons le voir au travers de la fréquentation des diverses

⁷ Le Temps (18 mars 2023) « *BlackRock dément travailler sur une offre de reprise de Credit Suisse* ». [En ligne] Consulté le 23 mars 2023.

URL : <https://www.letemps.ch/economie/finance/blackrock-dement-travailler-une-offre-reprise-credit-suisse>

⁸ International Monetary Fund, GDP, current prices, Germany. [En ligne] Consulté le 23 mars 2023. URL :

<https://www.imf.org/external/datamapper/NGDPD@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD/DEU>

⁹ Devenu le groupe Academi.

¹⁰ PIERRET Coralie (13 juin 2013) « Le boom des sous-traitants privés dans les agences de renseignement américain », *Le Monde*. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : https://www.lemonde.fr/ameriques/article/2013/06/13/le-boom-des-sous-traitants-privés-dans-les-agences-de-renseignement-americain_3429912_3222.html

¹¹ MEDVETZ Thomas, « Les think tanks aux États-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1-2 (n° 176-177), p. 82-93. DOI : 10.3917/arss.176.0082. URL : <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2009-1-page-82.htm>

organisations comme le Club le Siècle et la French-American Foundation en France, mais aussi au niveau international avec le Groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, le World Economic Forum et consorts. Ces organisations regroupent aussi bien les milieux économiques, universitaires, médiatiques, militaires et politiques. D'autre part, il est à noter qu'après chaque grand conflit mondial, les conglomérats et les institutions internationales ont gagné en puissance et en notoriété. À la suite de la Première Guerre mondiale, est apparue la Société des Nations, des compagnies pétrolières comme la Standard Oil de la dynastie Rockefeller, appartenant au futur cartel des Sept Sœurs¹². Après la Seconde Guerre mondiale, ont émergé l'Organisation des Nations Unies (ONU), la Banque Mondiale, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), donc les prémices de l'Union européenne ; mais aussi l'émergence du « complexe militaro-industriel » dénoncé par le président américain Dwight Eisenhower¹³. Encore, le renforcement du poids de certaines ONG, fondations et instituts privés, le plus souvent en lien avec les services de renseignement américains et certaines multinationales, notamment américaines. À l'heure d'une potentielle Troisième Guerre mondiale, que pourrait-il émerger après, si ce n'est le

¹² Le cartel des Sept Sœurs désigne les 7 compagnies pétrolières transnationales qui ont dominé l'industrie pétrolière mondiale du milieu des années 1940 aux années 1970. Il s'agissait de : Exxon, Shell, BP, Mobil, Texaco, Gulf et Chevron. En 1914, la Standard Oil a été divisée en plusieurs compagnies sur décision de la justice américaine pour ses prises de décision monopolistiques, deviendra les compagnies que nous connaissons aujourd'hui : Exxon, Mobil, Chevron et Texaco (qui a fusionné avec Chevron). Réf. : DELAHAYE Martine (01/10/2011) « *Le Secret des sept sœurs* » Le Monde. [En ligne] Consulté le 21 avril 2023. URL : https://www.lemonde.fr/vous/article/2011/10/01/le-secret-des-sept-soeurs_1580999_3238.html

¹³ Source : Site Perspective Monde, rattaché à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, Québec, Canada. « *Discours du président américain sur le complexe militaro-industriel* », 17 janvier 1961. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?idictionnaire=1846>

gouvernement mondial tant annoncé depuis longtemps par les mondialistes et devant s'imposer « au nom de la paix », mais au prix d'une société de contrôle où les conglomerats privés seraient chargés de superviser le reste de l'humanité ?

*Vous ne posséderez rien, mais vous serez heureux*¹⁴ peut-on lire dans les articles du World Economic Forum à l'horizon 2030. Si le « vous » désigne les peuples, alors qui possèdera tout ? Qui possèdera le monde ? Comment peut-on être heureux si le citoyen ne possède plus rien. C'est-à-dire ne possède pas les biens et les ressources issus du fruit de son travail et de l'héritage de ses ancêtres lui permettant, certes, de jouir d'un certain confort, mais surtout de sa liberté et de son indépendance ? Doit-il se réjouir de son esclavage ? Au-delà de la confrontation entre empires, il s'agit d'un monde nouveau qui se prépare. Un monde du contrôle, de la surveillance, de la privation de libertés, au profit d'une élite mondialiste ayant décidé du sort de l'humanité. Une grande réinitialisation est à l'œuvre et qui est si chère à Klaus Schwab et ses semblables. Mais ce sera « pour notre bien », car ne dit-on pas que l'enfer est pavé de bonnes intentions ? Après la lecture de cet ouvrage, vous pourrez constater que le projet de démantèlement de la Russie ne relève pas d'une énième « théorie conspirationniste » reposant sur des « fake news », mais bien d'un objectif géostratégique pensé et réfléchi par les dirigeants atlantistes. Un objectif vital pour assurer la domination de l'empire américain et d'une oligarchie « internationaliste et fière de l'être », et de la mise en place de leur projet de gouvernement mondial. Leur nouvel ordre mondial.

Nicolas TACCHI

Paris, 23 novembre 2023

¹⁴ Voir ANNEXE 1, image 1.

Citations

L'objectif de la politique étrangère américaine est d'œuvrer, avec d'autres acteurs partageant les mêmes idées, à « améliorer » le fonctionnement du marché et à renforcer le respect de ses règles fondamentales. Si possible de bon gré, mais, si nécessaire, par la contrainte. En dernière instance, la régulation du commerce international est une doctrine impériale dans le sens où elle cherche à promouvoir un ensemble de normes auxquelles nous adhérons. Ce qu'il ne faut pas confondre avec l'impérialisme, qui n'est qu'une politique étrangère d'exploitation.

Richard N. Haass.

Bourse d'étude Cecil Rhodes, membre de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), assistant spécial du président George H. W. Bush, membre du Conseil de sécurité nationale (NSC) et président du Council on Foreign Relations (CFR) en 2003¹⁵. Cité dans *The Reluctant Sheriff*, Council on Foreign Relations, 1997¹⁶.

¹⁵ Council on Foreign Relations, Richard N. Haass, biography. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : https://www.cfr.org/sites/default/files/one-page-bio/Dr.%20Richard%20Haass%20-%20long%20bio_0.pdf

¹⁶ Richard N. Haass, *The Reluctant Sheriff*, Council on Foreign Relations, New York, 1997. Cité dans : SCHILLER Herbert I., (Août 1998) (op. cité).

Pour les États-Unis, l'objectif central d'une politique étrangère de l'ère de l'information doit être de gagner la bataille des flux de l'information mondiale, en dominant les ondes, tout comme la Grande-Bretagne régnait autrefois sur les mers.

David Rothkopf.

Chercheur américain au Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)¹⁷, directeur général de Kissinger Associates¹⁸, et membre du Council on Foreign Relations (CFR)¹⁹. Cité dans le Foreign Policy, « In Praise of Cultural Imperialism ? », 1997²⁰.

¹⁷ Columbia University – World Leaders Forum, David Rothkopf. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://worldleaders.columbia.edu/directory/david-rothkopf>

¹⁸ Kissinger Associates est la société de conseil internationale fondée et présidée par l'ancien secrétaire d'État américain Henry A. Kissinger.

¹⁹ Council on Foreign Relations, Membership Roster, David J. Rothkopf. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

²⁰ ROTHKOPF David, « In Praise of Cultural Imperialism ? », Foreign Policy, n° 107, Washington, été 1997. Cité dans : SCHILLER Herbert I., (Août 1998) (op. cité).

CHAPITRE 1

UN ENJEU DE DOMINATION MONDIALE

Si nous pensions que les grandes confrontations entre empires étaient révolues, qu'après la chute de l'Union soviétique nous allions vivre ce que Francis Fukuyama appelait la fin de l'histoire, soit le triomphe du modèle occidental américain qui serait imité dans le reste du monde et que l'Amérique resterait pour toujours la seule hyper-puissance mondiale, le gendarme du monde, alors rien n'est plus faux que notre monde actuel. Les confrontations entre blocs reviennent, nous voyons la résurgence de certains empires que l'on croyait appartenir au passé et un nouvel ordre international est en train d'émerger. Un nouvel ordre remettant en question la prédominance américaine. Il aura fallu seulement trois décennies pour que les certitudes d'hier deviennent les doutes les plus préoccupants d'aujourd'hui. Comment en sommes-nous arrivés là ? Telle est la question que doivent se poser bons nombres d'experts en ce moment à Washington. Pour donner un élément de réponse, on ne peut comprendre notre monde contemporain sans étudier les pensées et l'esprit de certaines élites américaines. Nous allons nous intéresser à deux personnages en particulier et que le grand public doit connaître pour analyser la stratégie américaine de domination mondiale. Car oui, il s'agit bien d'atteindre la primauté globale. Une quête d'un pouvoir suprême, sans partage et qu'importe le prix à payer, même celui de la paix du monde.

JAMES BURNHAM

Une Fédération mondiale créée et dirigée par les États-Unis serait, nous l'avons reconnu, un Empire mondial. Dans cette fédération impériale, les États-Unis jouiraient, avec le monopole des armes atomiques, d'une supériorité matérielle décisive sur tout le reste du monde. C'est-à-dire qu'il n'y aurait pas, dans la politique mondiale, « d'équilibre des puissances »¹.

Ces phrases sont tirées des écrits de James Burnham (1905-1987), dans son livre *The Struggle for the World* ou en français *Pour la domination mondiale*, écrit en 1947. Ce politologue américain a été ancien agent de l'Office of Strategic Services (OSS) durant la Seconde Guerre mondiale, puis expert auprès de la CIA durant la Guerre froide. En 1955, il a participé à la création du magazine conservateur américain *National Review* avec William F. Buckley Jr². Il est à noter qu'il fut un ancien trotskiste avant de devenir un conservateur. Un transfuge idéologique loin d'être une exception³, nous pouvons mentionner le cas d'Irving Kristol. Rompant avec la gauche, il est devenu le théoricien d'un conservatisme agressif. Il concédait de voir *l'émergence d'un empire américain* et se félicitait que les nations européennes soient progressivement subordonnées à cet empire, notamment en politique étrangère : *Un prochain jour, le peuple américain va prendre conscience du fait [qu'il est devenu] une nation impériale. Les nations européennes sont des nations dépendantes, bien qu'elles jouissent d'une très large autonomie locale*, disait-il⁴. Irving Kristol n'est pas seulement qu'un

¹ BURNHAM James, *Pour la domination mondiale*, Paris, éditions Calmann-Lévy, 1954, page 283.

² CONTINETTI Matthiew. (26 mars 2015) « *James Burnham: A Visionary Like No Other* », *National Review*. [En ligne] Consulté le 17 octobre 2022. URL : <https://www.nationalreview.com/2015/03/james-burnham-visionary-no-other-matthew-continetti/>

³ VAÏSSE Justin, *Histoire du néoconservatisme aux États-Unis*, Paris, éditions Odile Jacob, 2008.

⁴ SCHILLER Herbert I., (Août 1998) « *Vers un nouveau siècle d'impérialisme américain – Dominer l'ère électronique* » *Le Monde*

farouche conservateur, il est aussi le père de William Kristol. Son fils sera l'un des fondateurs du Project for the New American Century (PNAC)⁵. Ce groupe de réflexion a influencé la politique américaine au niveau international, singulièrement, lors des guerres du Moyen-Orient sous l'administration de George W. Bush.

Burnham a contribué à l'émergence de ce courant politique qui donnera plus tard le néoconservatisme. Un synonyme pour désigner l'impérialisme américain. Il reflète cette pensée traversant les âges : la recherche de la domination du monde par une seule puissance. Dans cette logique, il prône l'établissement par les États-Unis d'un pouvoir mondial, centralisé, dominateur et qui régenterait le genre humain : un gouvernement mondial.

*La reconnaissance du fait que la survivance de la civilisation occidentale, et peut-être celle de l'humanité, dépend du prochain établissement d'un monopole du contrôle des armes atomiques, conduit généralement, nous l'avons vu, à la conclusion qu'un Gouvernement mondial doit être constitué. **Ce gouvernement mondial exercerait la souveraineté mondiale suprême et serait investi du monopole atomique.** Du moment où **il n'y aurait plus de nations souveraines indépendantes**, la guerre internationale deviendrait, par définition, impossible et l'humanité échapperait à la destruction générale atomique que rendrait probable une ou deux guerres de plus.*⁶

Un pouvoir donc sans partage, disposant du contrôle des armes nucléaires et de l'autorité suprême pour tenir le monde dans le creux de la main. Une *souveraineté mondiale suprême* ne peut signifier que l'établissement d'une dictature mondiale au profit d'une élite mondialiste contre les intérêts des peuples qui ne disposeraient plus de leur souveraineté nationale et ne contrôleraient plus leur destinée. Dans ces conditions, comment ce gouvernement mondial serait-il

diplomatique, pages 1, 18 et 19. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023.

URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/08/SCHILLER/3927>

⁵ En français Projet pour un nouveau siècle américain.

⁶ BURNHAM James, (op. cité), page 63.

légitime auprès des peuples ? Qui élirait les représentants de ce gouvernement du monde ? Quels contre-pouvoirs à ce gouvernement ? Comment serait votées les lois ? Est-ce que ces lois serviraient les intérêts des peuples ou bien de ceux d'une caste de lobbyistes ou de technocrates comme c'est le cas avec le prototype continental qu'est l'Union européenne ? Y aura-t-il un ou des impôts mondiaux ? Mais nous ne doutons pas qu'une telle dictature serait présentée par la propagande comme la solution aux problèmes du monde et « au nom de la paix ». Le mal agit toujours au nom du bien, jamais en tant que tel. Toujours dans son ouvrage, James Burnham explique les méthodes pour arriver à établir cette dictature globale. Soit par la guerre, soit par la ruse et l'intimidation.

Un empire mondial est devenu possible et on tentera de l'établir.[...] J'entends par Empire mondial un État non nécessairement mondial par son étendue physique, mais dont le pouvoir politique dominera le monde, pouvoir imposé en partie par coercition (probablement par la guerre, mais certainement par la menace de guerre) et dans lequel un groupe de peuples, dont le noyau sera l'une des nations existantes, détiendra plus que sa part égale de pouvoir⁷.

Pour Burnham, le gouvernement mondial dominé par les États-Unis n'est pas un choix pour les peuples, c'est une obligation. Si vous refusez, on vous menacera, on vous fera pression, quitte à vous mettre le pistolet sur la tempe et, dans l'absolue nécessité, on vous fera la guerre. Un gouvernement mondial se voulant garant de la paix, mais devant s'imposer par la guerre et, à coup sûr, par une tyrannie impériale. L'écrivain anglais George Orwell décrivait dans son célèbre livre dystopique *1984*, un régime totalitaire avec son ministère de la Vérité chargé de corriger les informations du passé afin qu'elles soient en conformité avec la ligne du Parti d'aujourd'hui. Ce ministère avait pour devise : « la guerre, c'est la paix ; la liberté, c'est l'esclavage et l'ignorance, c'est la force ». Dans un futur proche, on proclamera sans doute que le gouvernement mondial,

⁷ BURNHAM James, (op. cité), pp. 77-78.

c'est la paix, la liberté et la prospérité pour tous. Affirmer le contraire sera probablement considéré comme un crime de pensée.

ZBIGNIEW BRZEZINSKI

Maintenant que nous connaissons le dessein des impériaux américains, quels sont les instruments déployés pour l'atteindre ? Une autre personnalité tout aussi influente peut répondre à cette question ô combien importante, Zbigniew Brzezinski (1928-2017). Ancien conseiller à la sécurité nationale sous le président américain Jimmy Carter, membre de l'un des plus influents think tank américains, le Council on Foreign Relations (CFR) – ou Conseil des relations étrangères⁸, participant du cénacle mondialiste du Groupe Bilderberg⁹ et cofondateur de la Commission Trilatérale, avec Henry Kissinger et le milliardaire David Rockefeller¹⁰. En 1997, il écrit *The Grand Chessboard* ou *le Grand échiquier* dans lequel il détaille la stratégie que doivent adopter les États-Unis afin de conserver ce qu'il appelle la *primauté mondiale*. Elle devait passer par le contrôle de l'Eurasie, ce vaste espace continental regorgeant de ressources énergétiques. La puissance qui contrôlerait l'Eurasie, contrôlerait indirectement le monde. Il cite les outils nécessaires pour permettre à cette primauté globale de se réaliser : l'OTAN, les organismes économiques que sont l'APEC et l'ALENA, les institutions internationales comme le FMI, la Banque Mondiale et l'OMC. Il rajoute à cette liste l'Union européenne. Brzezinski apporte son soutien à une Europe unie dans laquelle l'Allemagne jouerait *le rôle de bon*

⁸ Council on Foreign Relations, membership roster, Brzezinski Zbigniew. [En ligne] Consulté le 9 mai 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20170127192725/http://www.cfr.org/about/membership/roster.html?letter=B>

⁹ E.W. (10 juin 2010) « Bilderberg: une réunion secrète qui fait beaucoup de bruit », RTBF. [En ligne] Consulté le 9 mai 2023. URL : <https://www.rtbf.be/article/bilderberg-une-reunion-secrete-qui-fait-beaucoup-de-bruit-4914963>

¹⁰ ROCKEFELLER David, *Mémoires*, Paris, éditions de Fallois, 2006.

citoyen de l'Europe et de partisan déterminé des États-Unis. Avant d'aller plus loin, nous devons relever plusieurs éléments clés. D'abord, Brzezinski ne voit pas du tout l'unification du continent européen comme un modèle de contrepoids à l'Amérique, mais bien au contraire, comme une force supplétive à cette dernière. Ensuite, l'Allemagne est chargée de gérer l'Europe sous le patronage américain. Cela signifie que le couple franco-allemand tant rabâché par les élites françaises n'est qu'une fumisterie¹¹, car le vrai couple est germano-américain. En effet, les impériaux américains n'ont pas confiance en la France et la relèguent au second plan. Il peut y avoir une explication. Pour eux, les Français ne sont pas assez dociles à obéir aux injonctions de Washington, contrairement aux Allemands. En effet, certains n'ont pas digéré la période de Gaulle où la France était apparue comme une puissance reconnue et ayant son mot à dire dans les relations internationales, quitte à fâcher « l'ami » américain¹². Puis, au moment des préparatifs de la guerre d'Irak de 2003, la France s'était opposée à l'interventionnisme américain à l'O.N.U. Mais surtout, qu'il existe une forte minorité allemande en Amérique et appartenant aux élites White Anglo-Saxon Protestant (WASP). Une minorité ayant davantage de liens culturels, économiques, historiques, ainsi que religieux avec l'Allemagne. Il n'est pas à négliger cette opposition entre le monde anglo-saxon protestant et le monde latin catholique dans les relations euro-américaines¹³.

¹¹ DELAUME Coralie, *Le couple franco-allemand n'existe pas*, éditions Michalon, Paris, 2018.

¹² *L'Ami américain, l'Amérique contre De Gaulle*, documentaire réalisé par Patrick JEUDY (2001 ; France, Point du Jour), diffuseur France 3. Disponible sur internet.

¹³ Rappelons que lors de la crise de 2008, la presse anglo-saxonne avait surnommé les pays d'Europe du Sud catholiques sous l'acronyme péjoratif des PIIGS (Portugal, Italie, Irlande, Grèce et Espagne en anglais) qui veut dire porcs ou cochons, en raison de leur mauvaise gestion budgétaire. Ce mépris pour les pays catholiques en matière de finance tire ses origines contemporaines de l'économiste et sociologue allemand Max Weber (1864-1920). Dans son ouvrage majeur, *L'éthique*

Pour revenir à Brzezinski, il fait donc un plaidoyer à une Europe unie dans laquelle serait intégrée *l'un des pivots géostratégiques cruciaux*, l'Ukraine. Il prévoyait son intégration, en plus des anciens pays du bloc de l'Est, à l'Union européenne et à l'OTAN pour la période de 2005 à 2010. Le but est de former la *colonne vertébrale de la sécurité européenne* regroupant la France, l'Allemagne, la Pologne et l'Ukraine pour isoler la Russie et l'empêcher de redevenir un empire en Eurasie :

L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'État russe. De seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasien devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie. Et quand bien même elle s'efforcerait de recouvrer un tel statut, le centre de gravité en serait alors déplacé, et cet empire pour l'essentiel asiatique serait voué à la faiblesse, entraîné dans des conflits permanents avec ses vassaux agités d'Asie centrale. Ceux-ci n'accepteraient pas sans combattre la perte de leur indépendance, récemment acquise, et s'assureraient le soutien de leurs alliés islamistes du Sud, tandis que la Chine, qui manifeste un intérêt croissant pour ces nouveaux États d'Asie centrale s'opposerait sans doute à la restauration de la mainmise russe. Pour Moscou, en revanche, rétablir le contrôle sur l'Ukraine - un pays de cinquante-deux millions d'habitants doté de ressources nombreuses et d'un accès à la mer Noire - c'est s'assurer les moyens de redevenir un État impérial puissant, s'étendant sur l'Europe et l'Asie. La fin de l'indépendance ukrainienne aurait des conséquences immédiates pour l'Europe centrale. La Pologne

protestante et l'Esprit du capitalisme (1904-1905), il tente à démontrer que les protestants travaillent et gagnent plus que les catholiques, et que le protestantisme a permis le développement du capitalisme, donc à l'accroissement des richesses. Or, si nous regardons aujourd'hui les chiffres abyssaux de la dette américaine tout comme ceux du Royaume-Uni, la « discipline budgétaire » protestante et anglo-saxonne n'est pas de rigueur non plus. Réf. :

AFP (26 mars 2010), « « PIGS » : dettes publiques et notations », Les Échos. [En ligne] Consulté le 18/10/2022.URL : <https://www.lesechos.fr/2010/03/pigs-dettes-publiques-et-notations-439654>

*deviendrait alors le pivot géopolitique sur la bordure orientale de l'Europe unie.*¹⁴

Dans son livre, le projet de l'intégration de la Suède et de la Finlande à l'OTAN était déjà dans les cartons :

En suivant ces règles, il est d'ores et déjà possible d'indiquer les étapes possibles du double élargissement de l'Europe et du système de sécurité transatlantique. En supposant un engagement soutenu de l'Amérique et de l'Europe de l'Ouest, le calendrier, théorique mais réaliste, serait le suivant :

- 1. En 1999, une première série de pays d'Europe centrale auront été admis dans l'OTAN. Leur intégration dans l'UE ne devrait pas prendre place avant 2002 ou 2003.*
- 2. Au cours de cette même période, l'UE va entamer des discussions avec les républiques baltes. De manière concomitante, l'OTAN va commencer à avancer sur la question de leur intégration et sur celle de la Roumanie qui pourrait devenir effective en 2005 (OTAN). Durant cette période, les autres états des Balkans devraient pouvoir satisfaire aux critères de candidature.*
- 3. L'intégration des États balkaniques pourrait amener la Suède et la Finlande à envisager leur candidature à l'OTAN.*
- 4. Au cours de la période suivante (soit de 2005 à 2010), l'Ukraine pourrait à son tour être en situation d'entamer des négociations en vue de rejoindre l'UE et l'OTAN. Cela exige des progrès dans les réformes et, à l'extérieur, une meilleure perception de son identité centro-européenne.*¹⁵

¹⁴ BRZEZINSKI Zbigniew, *Le grand Échiquier – L'Amérique et le reste du monde*, Bayard Éditions, Paris, 1997, pp. 74-75.

¹⁵ BRZEZINSKI Zbigniew, (op. cité), pp. 116-118.

La doctrine de Brzezinski sur l'élargissement de l'OTAN vers l'Est fut appliquée en deux temps par les administrations américaines qui se sont succédées, démocrates comme républicaines. En 1999, conformément aux prévisions, trois pays d'Europe de l'Est intégrèrent l'alliance atlantique : la Pologne, la République Tchèque et la Hongrie. En 2004, ce fut au tour de la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovénie et surtout les trois pays baltes (Lituanie, Lettonie et Estonie). Les frontières de l'OTAN se trouvent désormais à 160 km de Saint-Petersbourg, la deuxième plus grande ville de la Fédération de Russie. L'OTAN dispose désormais d'un large contrôle de la mer Baltique, limitant donc les capacités de projection de la marine russe. Pour finir, l'oblast¹⁶ de Kaliningrad est encerclé par des pays de l'alliance atlantique. Tous ces pays ont intégré l'Union européenne après la ratification du traité d'Athènes de 2003, en plus de Malte et de Chypre. L'agenda de Zbigniew Brzezinski a été respecté à la lettre

En 2005, lors d'un entretien pour la chaîne France 3, Vladimir Poutine avait déjà mis en garde que l'élargissement de l'OTAN remettait en cause la sécurité du monde, notamment si l'Ukraine devait intégrer l'alliance atlantique.

Tout élargissement de l'OTAN n'améliorerait pas la sécurité du monde, je ne vois pas en quoi l'élargissement à nos voisins baltes, par exemple, peut améliorer la sécurité du monde, cela dit si d'autres républiques de l'ex-URSS adhèrent à l'OTAN, nous respectons leur choix, c'est leur droit souverain en matière de défense, mais certains problèmes pourraient surgir dans le cadre de notre coopération militaire avec l'Ukraine qui est énorme. Cette coopération est un tel niveau que s'il devait y avoir une présence militaire de l'OTAN en Ukraine, je n'y maintiendrais plus nos technologies

¹⁶ Région administrative.

*de pointe et nos armements sensibles, l'Ukraine pourrait alors avoir des problèmes, je le dis franchement*¹⁷.

En 2007, lors de la Conférence de Munich sur la sécurité (*Munich Security Conference*, MSC) consacrée sur les questions de sécurité internationale, Vladimir Poutine est allé beaucoup plus loin, en dénonçant un monde unipolaire dominé par les États-Unis par l'emploi de la force :

J'estime que le modèle unipolaire n'est pas seulement inadmissible pour le monde contemporain, mais qu'il est même tout à fait impossible. Non seulement parce que, dans les conditions d'un leader unique, le monde contemporain (je tiens à le souligner : contemporain) manquera de ressources militaro-politiques et économiques. Mais, et c'est encore plus important, ce modèle est inefficace, car il ne peut en aucun cas reposer sur la base morale et éthique de la civilisation contemporaine.

Nous sommes en présence de l'emploi hypertrophié, sans aucune entrave, de la force - militaire - dans les affaires internationales, qui plonge le monde dans un abîme de conflits successifs. Par conséquent, aucun des conflits ne peut être réglé dans son ensemble. Et leur règlement politique devient également impossible. Nous sommes témoins d'un mépris de plus en plus grand des principes fondamentaux du droit international. Bien plus, certaines normes et, en fait, presque tout le système du droit d'un seul État, avant tout, bien entendu, des États-Unis, a débordé de ses frontières nationales dans tous les domaines : dans l'économie, la politique et dans la

¹⁷ Archive INA (Institut National de l'Audiovisuel), 19/20, France 3, le 7 mai 2005.

INA Actu, « 2005 Vladimir Poutine "L'Ukraine pourrait avoir des problèmes, je le dis franchement" », YouTube, 25 février 2022. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2022. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=SW-fqQILMGk>

*sphère humanitaire, et est imposé à d'autres États. À qui cela peut-il convenir ?*¹⁸

Pour conclure, Vladimir Poutine avait de nouveau dénoncé l'élargissement de l'OTAN avec l'installation de bases militaires américaines en Bulgarie et en Roumanie. Le président russe a interprété cela comme une provocation et une atteinte sérieuse à la sécurité de la Russie. Il lança aussi quelques piques aux occidentaux, les accusant d'être de mauvaise foi et de ne pas respecter leurs engagements :

...on voit apparaître en Bulgarie et en Roumanie des « bases américaines légères avancées » de 5000 militaires chacune. Il se trouve que l'OTAN rapproche ses forces avancées de nos frontières, tandis que nous - qui respectons strictement le Traité - ne réagissons pas à ces démarches. Il est évident, je pense, que l'élargissement de l'OTAN n'a rien à voir avec la modernisation de l'alliance, ni avec la sécurité en Europe. Au contraire, c'est un facteur représentant une provocation sérieuse et abaissant le niveau de la confiance mutuelle. Nous sommes légitimement en droit de demander ouvertement contre qui cet élargissement est opéré. Que sont devenues les assurances données par nos partenaires occidentaux après la dissolution du Pacte de Varsovie ? Où sont ces assurances ? On l'a oublié. Néanmoins, je me permettrai de rappeler aux personnes présentes dans cette salle ce qui a été dit. Je tiens à citer des paroles tirées du discours de M. Werner, alors Secrétaire général de l'OTAN, prononcé à Bruxelles le 17 mai 1990 : « Que nous soyons prêts à ne pas déployer les troupes de l'OTAN à l'extérieur du territoire de la RFA, cela donne à l'Union soviétique des garanties sûres de sécurité ». Où sont aujourd'hui ces garanties ?

¹⁸ Site Perspective Monde, rattaché à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, Québec, Canada. Discours de Vladimir Poutine à la Conférence de Munich sur la sécurité, 10 février 2007. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2022. URL : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1886>

Malgré ces avertissements répétés, l'OTAN a poursuivi son élargissement dans les Balkans. En intégrant en 2009, l'Albanie et la Croatie. En 2017, le Monténégro. En 2020, la Macédoine du Nord. En 2022, la Suède et la Finlande ont présenté leur candidature. Et dernièrement, l'Ukraine en pleine guerre a demandé son adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN¹⁹.

CONTRÔLER L'UKRAINE

Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, il y a eu deux grandes tentatives américaines d'arracher ce pivot géostratégique crucial de la sphère d'influence russe. La première fut lors des élections présidentielles ukrainiennes de 2004. Lors du deuxième tour, le candidat pro-russe, Viktor Ianoukovytch fut déclaré vainqueur. Cependant, les résultats sont contestés par l'opposition qui dénonce des fraudes électorales. Ces accusations mutent en grandes manifestations ont conduit à l'annulation des résultats et à l'organisation d'un troisième tour. Il verra cette fois la victoire du candidat pro-occidental, Viktor Iouchtchenko. Cet événement fut appelé la révolution orange. Elle s'inscrivait dans le cadre des révolutions de couleurs au cours des années 2000 à 2005 (Serbie en 2000, Géorgie en 2003, Ukraine en 2004-2005, Kirghizistan en 2005). Des « révolutions non-violentes » dont nous savons aujourd'hui qu'elles ont été soutenues par des organismes en lien avec la CIA et le département d'État américain. Il y avait les ONG comme l'Open Society Institute²⁰ de George Soros, des organisations politiques comme l'International Republican Institute (IRI) dirigé par le sénateur américain John McCain, des fondations comme la National Endowment for Democracy (NED), le National Democratic Institute for International Affairs (NDI) et la Freedom House²¹. L'objectif était de mettre

¹⁹ Voir ANNEXE 2, image 2.

²⁰ Aujourd'hui appelée Open Society Foundations.

²¹ Confirmé par le fondateur de l'Observatoire du conspirationnisme, Rudy Reichstadt. Même si ce dernier tente de relativiser l'ingérence

en place des gouvernements pro-occidentaux dans les pays de l'Est longtemps favorables aux intérêts de Moscou. L'utilisation de certains éléments de la jeunesse ayant épousé le modèle occidental américain, puis formés par les Américains, ont été les auxiliaires indispensables dans le basculement des régimes ciblés. Ces jeunes engagés ont été surnommés « les combattants de la liberté » par le président américain George W. Bush. Du point de vue de Moscou, ces combattants de la liberté s'apparentaient plutôt à des pions de Washington.

Nous vous renvoyons au documentaire de Manon Loizeau *États-Unis à la conquête de l'Est* (2005) qui revient sur ces événements²².

L'un des exemples les plus emblématiques aura été en 2003, avec la révolution des Roses en Géorgie. Elle a entraîné la chute du président Edouard Chevardnadze et son remplacement par le très pro-atlantiste, Mikheil Saakachvili. Au cours de son mandat, il a plaidé ardemment pour que son pays intègre l'Union européenne et l'OTAN. Cependant, en 2007, Saakachvili a été au centre d'accusations de corruption et de meurtre entraînant une série de manifestations anti-gouvernementales réprimées dans la violence²³. Les forces

américaine en la faisant passer pour un encouragement aux « aspirations démocratiques ». Ceci n'est pas une fausse nouvelle (fake news).
Réf. :

REICHSTADT Rudy, « Les « révolutions de couleurs » : coups d'État fabriqués ou soulèvements populaires ? », *Diplomatie. Affaires stratégiques et relations internationales*, n°73, mars-avril 2015, pp. 60-63.
[En ligne] Consulté le 23 octobre 2022. URL : <https://tempspresents.com/2015/05/15/les-revolutions-de-couleurs-coups-detat-fabriques-ou-soulevements-populaires/>

²² *États-Unis à la conquête de l'Est*, documentaire réalisé par Manon Loizeau (2005, France, Lundi investigation), diffuseur Canal +. Disponible sur internet.

²³ Affaire du meurtre de Sandro Girgvliani. Agé de 28 ans, il était le chef du département des affaires étrangères de la United Georgian Bank. Il fut enlevé, torturé par 4 employés du MIA (Ministry of Internal affairs ou ministère des Affaires Intérieures), et retrouvé mort le 28 janvier

de police avaient reçu l'ordre de prendre d'assaut les locaux de la station de télévision Imedi car elle diffusait les déclarations des dirigeants de l'opposition et qui a dû cesser d'émettre. Saakashvili est resté aussi dans l'histoire comme le responsable du déclenchement de la guerre de 2008 qui ouvra les hostilités contre les régions autonomistes pro-russes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. L'offensive des troupes géorgiennes sur Tskhinvali a été le *casus belli* qui a conduit à l'intervention militaire russe, à la défaite de la Géorgie, puis *de facto* à l'indépendance des deux régions séparatistes mais non reconnues internationalement²⁴. Après son mandat, il s'exile dans un premier temps aux États-Unis pour échapper à ses nombreuses poursuites judiciaires²⁵. Par la suite, il a renoncé à la nationalité géorgienne pour devenir citoyen ukrainien et être nommé, en 2015, gouverneur de la région d'Odessa par le président Petro Porochenko²⁶. Après plusieurs années d'exil, il fut arrêté en octobre 2021 à son retour en Géorgie où l'attendent une cellule et ses procès en

2006 dans les environs de Tbilissi, dans la forêt d'Okrokan. Les quatre employés du MIA furent condamnés dans cette affaire, mais Saakashvili avait réduit de moitié leurs peines de prison.

GVAFZIA Mikheil (გვაფზია მიხეილ) (28 septembre 2021) « რა საქმეების გამო ემუქრება პატიმრობა სააკაშვილს – მოკლედ », Netgazeti.ge. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2022. URL : <https://netgazeti.ge/news/565401/>

²⁴ RFI, (08 août 2008), « *Offensive géorgienne, riposte russe* ». [En ligne] Consulté le 24 octobre 2022. URL : <https://savoirs.rfi.fr/fr/comprendre-enrichir/geopolitique/offensive-georgienne-riposte-russe>

²⁵ En plus des affaires de répression des manifestations, de la saisie du média Imedi, et de corruption, Saakashvili est accusé de détournement de fonds budgétaires. Son procès s'est ouvert en 2021. Réf :

SKHIRTLDADZE Ketevan, (2 Décembre 2021), « *Mikheil Saakashvili's Trial on Embezzlement of Budget Funds* », Georgia Today. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2022. URL : <https://georgiatoday.ge/mikheil-saakashvilis-trial-on-embezzlement-of-budget-funds/>

²⁶ BBC (1er Juin 2015), « *Georgia ex-leader Saakashvili gives up citizenship for Ukraine* ». [En ligne] Consulté 23 octobre 2022. URL : <https://www.bbc.com/news/world-europe-32969052>

suspens²⁷. Voilà comment a fini la carrière de cet homme politique au parcours tourmenté que les médias, du côté occidental, ont présenté durant des années comme un président courageux, défenseur de la démocratie face au régime belliciste et autocratique de Vladimir Poutine. Comment ne pas observer certaines concomitances avec le conflit ukrainien en cours ? Comment ne pas trouver certaines similitudes avec les présidences de Petro Porochenko et surtout celle de Volodymyr Zelensky ? La propagande atlantiste le présente, tel un Saakachvili, en héros, un combattant de la liberté et de la démocratie. Pourtant, ce dernier, non content d'être impliqué dans les Pandora Papers²⁸, n'a pas appliqué le volet politique du

²⁷ GRYNSZPAN Emmanuel, (1^{er} Octobre 2021) « *Mikheïl Saakachvili, ancien président de Géorgie, arrêté à son retour au pays* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2021. URL : https://www.le-monde.fr/international/article/2021/10/02/l-ancien-president-georgien-joue-son-va-tout-en-se-constituant-comme-prisonnier-politique_6096826_3210.html

²⁸ Une enquête menée par plus de 600 journalistes dans 117 pays ont révélé l'ampleur de l'évasion fiscale régentée par des hommes politiques de premier plan par le biais de montages financiers et de sociétés offshore. Il serait question de 40 millions de dollars qu'auraient été versés à Volodymyr Zelensky par l'oligarque Igor Kolomoisky et qui ont échappé au fisc ukrainien. Il aurait, entre autres, plusieurs appartements luxueux à Londres, mais aussi d'une villa en Italie (villa di Forte dei Marmi évalué à 3,8 millions d'euros) qui a fait l'objet de suspicions concernant sa location pour 50 000 euros à un couple russe. Réf. :

RFI, (3 octobre 2021) « *Les « Pandora Papers » révèlent l'évasion fiscale de plusieurs chefs d'État et de gouvernement* ». [En ligne] Consulté le 24 octobre 2022. URL : <https://www.rfi.fr/fr/europe/20211003-les-pandora-papers-r%C3%A9v%C3%A8lent-l%C3%A9vasion-fiscale-de-plusieurs-chefs-de-gouvernement>

EUCHNER Celina, (2022), « *La villa de Zelensky en Italie aurait été louée à des Russes* », Blick. [En ligne] Consulté le 24 octobre 2022. URL : <https://www.blick.ch/fr/news/monde/cest-pourtant-ce-quil-avait-interdit-la-villa-de-zelensky-en-italie-aurait-ete-louee-a-des-russes-id17842705.html>

protocole de Minsk²⁹. Dans ces accords, la partie ukrainienne devait respecter un cessez-le-feu sous la supervision de l'OSCE et il était prévu une réintégration des territoires russophones (Donetsk et Lougansk) à l'Ukraine sous conditions : la création d'un statut spécial pour les régions du Donbass avec une large autonomie politique et linguistique, ainsi qu'une modification de la constitution ukrainienne garantissant l'usage de la langue russe dans ces territoires. Autrement dit, revenir sur l'annulation de la loi « Sur les principes de la politique linguistique de l'État » de 2014 qui garantissait l'usage de la langue russe dans treize régions d'Ukraine. L'abrogation de cette législation avait été l'étincelle du soulèvement des populations russophones dans le Sud et l'Est de l'Ukraine et le début de la guerre du Donbass. Pourtant, le président Zelensky – sous la pression occidentale – a, comme son prédécesseur, continué de bombarder le Donbass durant huit ans. En bon démocrate, il a aussi réprimé l'opposition en interdisant une dizaine de partis politiques accusés « de diviser » et de « collaborer avec l'ennemi (russe) »³⁰. Respectueux et garant de la liberté de la presse, il a fermé trois chaînes de média, accusées d'être « pro-russes ». Même RSF s'est plaint de cette atteinte à la liberté d'expression et s'affiche « en

²⁹ ONU, Couverture des réunions & communiqués de presse du Conseil de sécurité, CS/11785, 7384^e séance, 17 février 2015 « *Le Conseil de sécurité demande à toutes les parties au conflit en Ukraine de respecter le cessez-le-feu signé le 12 février 2015 et les Accords de Minsk de septembre 2014* ». [En ligne] Consulté le 27 octobre 2022. URL : <https://press.un.org/fr/2015/cs11785.doc.htm>

LB.ua (23 février 2014) « Рада скасувала мовний закон Ківалова-Колесніченка ». [En ligne] Consulté le 04 novembre 2022. URL : https://lb.ua/news/2014/02/23/256787_rada_otmenila_yazikovoy_zakon.html

³⁰ ROMANI Hugo (23 mars 2022), « *L'Ukraine interdit onze partis politiques d'opposition accusés d'être "pro-russes"* », Marianne. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : <https://www.marianne.net/monde/europe/ukraine-interdit-onze-partis-politiques-doposition-accuses-detre-pro-russes>

contradiction avec les engagements internationaux de l'Ukraine »³¹. Incarnant le camp du Bien, Volodymyr Zelensky a accusé Amnesty International de « tenter d'amnistier l'État terroriste russe » et de participer à la « une campagne de désinformation et de propagande »³². La raison ? Le rapport d'enquête de l'ONG mettant en cause les forces ukrainiennes qui installent des bases militaires ou utilisent des systèmes d'armement dans des zones résidentielles³³. Une stratégie revenant à se servir des civils ukrainiens comme boucliers humains. En bon homme de paix, il a suggéré à l'OTAN de faire des frappes préventives sur la Russie³⁴ (de telles frappes déclenchaient la Troisième Guerre mondiale) et il a signé un décret déclarant formellement que des pourparlers avec Vladimir Poutine étaient « impossibles »³⁵. Interdisant, de fait, le principe même de

³¹ Reporters Sans Frontières (RSF) (26 février 2021), « *L'interdiction à effet immédiat de médias pro-russes en Ukraine marque une escalade de la guerre de l'information* ». [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : <https://rsf.org/fr/l-interdiction-%C3%A0-effet-imm%C3%A9diat-de-m%C3%A9dias-pro-russes-en-ukraine-marque-une-escalade-de-la-guerre-de>

³² GALLICHER Bertrand (5 août 2022) « *Guerre en Ukraine : Amnesty International met en cause l'armée de Kiev* » France Info. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-monde-est-a-nous/guerre-en-ukraine-amnesty-international-met-en-cause-larmee-de-kiev_5230795.html

³³ Amnesty International (4 août 2022) « *Ukraine. Les tactiques de combats ukrainiennes mettent en danger la population civile* ». [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2022/08/ukraine-ukrainian-fighting-tactics-endanger-civilians/>

³⁴ The Kyiv independant (6 octobre 2022) « *Zelensky's staff forced to clarify statement after president suggests 'preemptive strike' on Russia* ». [En ligne] Consulté le 3 novembre 2022. URL : <https://kyivindependent.com/news-feed/zelenskys-staff-forced-to-clarify-statement-after-president-suggests-preventive-strike-on-russia>

³⁵ FARBEROV Snejana, (4 octobre 2022) « *Zelensky signs law that rules out Ukraine peace talks with Putin as 'impossible'* », New York Post. [En ligne] Consulté le 3 novembre 2022. URL :

négociation pour mettre fin à la guerre. En somme, la recherche d'un accord de paix voire d'un cessez-le-feu ne serait pas à l'ordre du jour.

Dans le cas de Saakachvili comme celui de Zelensky, ils sont les fruits de révolutions opérées par les États-Unis. Une fois arrivés au pouvoir, ils appliquent, par tous les moyens possibles et même les plus extrêmes, leur agenda géopolitique : l'intégration de leur pays dans l'Union européenne et l'OTAN.

Revenons à l'Ukraine post-révolution orange. En 2004, bien que Viktor Iouchtchenko ait finalement gagné les élections présidentielles, et que son gouvernement ait tenté de se rapprocher vers l'Ouest, il n'a pas réussi à faire intégrer l'Ukraine ni à l'Union européenne, ni à l'OTAN au cours de sa présidence. Pire encore, le Parti des Régions conduit par son ancien rival, Viktor Ianoukovytch, a remporté les élections législatives anticipées en 2006, et devient Premier ministre. Après une courte cohabitation difficile, de nouvelles élections furent organisées en 2007, qui voit cette fois la nomination de Ioulia Timochenko, pro-occidentale, comme Première ministre. Nouveau rebondissement en 2010, où Iouchtchenko est battu par Ianoukovytch lors de la nouvelle élection présidentielle. Il devait sa victoire notamment au vote des Ukrainiens russophones. Si nous consultons les cartes des résultats électoraux, nous pouvons entrevoir une Ukraine fracturée et tiraillée, entre une partie nord-ouest, tournée vers l'Europe et de l'autre le sud-Est tourné vers la Russie³⁶. Les prémisses annonciatrices des événements à venir. L'année 2010 était passée, et après plusieurs mouvements de balance entre l'Ouest et l'Est selon les élections, l'Ukraine n'a toujours pas entamé des négociations en vue d'intégrer l'Union européenne et l'OTAN. L'agenda de Zbigniew Brzezinski prenait du retard et l'élection d'un président ukrainien de tendance pro-russe voyait les

<https://nypost.com/2022/10/04/zelensky-signs-law-declaring-talks-with-putin-impossible/>

³⁶ Voir ANNEXE 3, image 3.

perspectives d'intégration de l'Ukraine s'éloigner au profit d'un rapprochement avec la Russie. Les craintes d'un retour de la Russie comme « État impérial puissant s'étendant sur l'Europe et l'Asie » se profilait. Inacceptable pour les impériaux américains.

Nous abordons à présent la deuxième tentative d'arracher l'Ukraine de l'influence russe lors des événements du Maïdan. Fin 2013, l'Ukraine traverse de nombreux problèmes structurels : corruption, crise financière, les factures de gaz impayées à la compagnie russe Gazprom et des tensions politiques croissantes sur le destin de l'Ukraine. Divisée entre le rêve européen et un rapprochement avec la Russie historique. C'est dans ce contexte que le pays est courtisé aussi bien par l'Occident que par la Russie. L'Union européenne a proposé à l'Ukraine ainsi qu'à d'anciens pays d'ex-URSS, un partenariat oriental prévoyant un accord d'association et de libre-échange qui permettrait de renforcer les liens économiques avec l'Europe. À l'opposé, Vladimir Poutine, cherchant à déjouer cette manœuvre occidentale, a fait une contre-proposition avec une aide financière de 15 milliards de dollars et une baisse du prix du gaz³⁷. Moscou souhaitait par conséquent faire pencher l'Ukraine de son côté pour l'intégrer à son union douanière, la future Union économique eurasiatique (UEEA). L'Ukraine jouant une pièce maîtresse dans la volonté de Poutine de reconstituer un espace économique et géopolitique aux dimensions à peu près équivalente de l'ancien empire soviétique. Ianoukovytch a accepté la proposition russe et a mis fin aux négociations avec l'UE. Cette décision a eu pour conséquence les événements de l'Euromaïdan. Des manifestations se transformant en insurrection, puis au départ de Ianoukovytch pour le remplacer par un gouvernement de transition pro-occidental. Or, il est indiscutable que ces événements ont été appuyés par les Américains. Nous le savons au travers des déclarations

³⁷ AFP (17 décembre 2013), « *Poutine accorde 15 milliards de dollars à Kiev et baisse du prix du gaz* », L'Express. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2022. URL : https://lexpansion.lexpress.fr/actualites/1/actualite-economique/poutine-accorde-15-milliards-de-dollars-a-kiev-et-baisse-du-prix-du-gaz_1483100.html

de la secrétaire d'État américaine assistant pour l'Europe et l'Eurasie sous l'administration de Barack Obama, et membre du conseil d'administration de la National Endowment for Democracy (NED), Victoria Nuland³⁸. Lors d'un discours qu'elle a prononcé le 13 décembre 2013 à l'International Business Conference, sponsorisée par Chevron, elle reconnaissait le rôle des États-Unis, depuis 1991, de vouloir intégrer l'Ukraine dans l'Union européenne et d'avoir investi 5 milliards de dollars pour atteindre ce but.

*Depuis l'indépendance de l'Ukraine en 1991, les États-Unis ont soutenu les Ukrainiens alors qu'ils devenaient un État démocratique dans les institutions et qu'elle encourageait la participation pacifique dans une bonne gouvernance. **Tout ceci comme précondition pour atteindre son aspiration européenne. Nous avons investi 5 milliards de dollars pour l'Ukraine afin qu'elle atteigne ses objectifs** et qu'elle puisse s'assurer de devenir une nation sécurisée, prospère et démocratique.*³⁹

En février 2014, peu de temps avant la destitution du président Ianoukovytch par la Rada⁴⁰, une conversation entre Victoria Nuland et l'ambassadeur des États-Unis Geoffrey Pyatt a fuité – par l'entremise selon toute vraisemblance des services secrets russes – et a été diffusée sur YouTube. Dans cet échange, Victoria Nuland développe la stratégie américaine de transition politique de l'Ukraine et de travailler avec les trois figures de l'opposition : Vitali Klitschko, Arseny Yatseniuk et Oleh Tyahnibok, pour qu'ils intègrent le futur gouvernement. Le tout, avec une remarque courtoise contre

³⁸ U.S. Department of State, Ambassador Victoria Nuland, under secretary for political affairs. [En ligne] Consulté le 24 mars 2023. URL : <https://www.state.gov/biographies/victoria-nuland/>

³⁹ U.S.-Ukraine Foundation, « *Victoria Nuland: Ukrainians Deserve For Respect From Their Government* », YouTube, 7min26s, 19 décembre 2013. [En ligne] Consulté le 25 octobre 2022. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=2y0y-JUsPTU>

⁴⁰ Le parlement ukrainien.

l'Union européenne en raison de divergences entre cette dernière et l'Amérique, disant « qu'elle pouvait aller se faire foutre »⁴¹.

Je pense que (Yatseniuk) est le gars qui a l'expérience économique, l'expérience de gouvernance. Ce dont il a besoin, c'est (Klitschko) et (Tyahnybok) à l'extérieur. Il doit leur parler quatre fois par semaine.

Victoria Nuland s'afficha aux côtés de ces trois figures de l'opposition⁴², tout comme le sénateur américain et président de l'IRI, John McCain⁴³ ; la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères, Catherine Ashton⁴⁴ ou encore le ministre des Affaires étrangères français de l'époque, Laurent Fabius⁴⁵.

⁴¹ “*So that would be great, I think, to help glue this thing and have the U.N. help glue it and you know ... fuck the EU,*” – Victoria Nuland.
Réf. :

CHIACU Doina, MOHAMMED Arshad (7 février 2014), « *Leaked audio reveals embarrassing U.S. exchange on Ukraine, EU* », Reuters. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2022. URL : <https://www.reuters.com/article/us-usa-ukraine-tape-idUSBREA1601G20140207>

Véro rehearsais, « *Ukraine, la manipulation américaine (audio: Victoria Nuland/G. Pyatt -ambassadeur US en Ukraine-)* », YouTube, 8 février 2014. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2022. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=2-kbw00aqqc>

⁴² Voir ANNEXE 4, image 4.

⁴³ TAYLOR Adam (16/12/2013) « *John McCain Went To Ukraine And Stood On Stage With A Man Accused Of Being An Anti-Semitic Neo-Nazi* », Business Insider. [En ligne] Consulté le 1^{er} novembre 2022. URL : <https://www.businessinsider.com/john-mccain-meets-oleh-tyahnybok-in-ukraine-2013-12?r=US&IR=T>

⁴⁴ RFE/RL (5 Février 2014) « *Ashton says ‘A Lot More Work’ Needed To Resolve Ukraine’s Crisis* ». [En ligne] Consulté le 1^{er} Novembre 2022. URL : <https://www.rferl.org/a/ukraine-ashton-meeting-yanukovich/25253747.html>

⁴⁵ @LaurentFabius (Laurent Fabius) « *À Kiev avec les leaders des principales forces d'opposition, dont MM. Klitschko, Iatseniouk et Tyahnybok* », 8h50 AM, 20/02/2014, Twitter. [En ligne] Consulté le 1^{er}

Abordons donc ces trois personnages incarnant cette opposition dite démocratique :

Vitali Klitschko, ancien boxeur, dirige le parti politique UDAR⁴⁶. Un parti ayant pour partenaire, la Klitschko Brothers Foundation, le parti politique allemand, la CDU⁴⁷, mais aussi le National Democratic Institute for International Affairs (NDI) et l'International Republican Institute (IRI)⁴⁸. Des organisations qui, comme nous l'avons dit plus haut, ont des liens avec le département d'État américain, et avaient déjà joué un rôle dans la révolution orange. Pour finir, Klitschko s'est aussi rapproché de la U.S.-Ukraine Foundation⁴⁹ dont le but est de « développer la démocratie, l'économie de marché, et les droits de l'Homme, ainsi qu'un partenariat stratégique avec les États-Unis »⁵⁰. Une fondation qui a pour « ami du réseau de l'Ukraine » et membre 2022 de la *national security task force*, Ian Brzezinski⁵¹, le fils de Zbigniew Brzezinski. Il a été ancien

novembre 2022. URL : <https://twitter.com/LaurentFabius/status/436407500678889472?t=kacw6n4I4azxzEyMcImc3A&s=19>

⁴⁶ Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme ou *Український демократичний альянс за реформи Віталія Кличка* (УДАР ou UDAR qui veut dire « coup »). Un parti politique se présentant comme libéral et pro-européen.

⁴⁷ Union chrétienne-démocrate d'Allemagne ou *Christlich Demokratische Union Deutschlands* (CDU). Parti politique de centre-droit, libéral et pro-américain. Il fut longtemps présidé par Angela Merkel.

⁴⁸ Voir ANNEXE 5, image 5.

⁴⁹ Voir ANNEXE 5, images 6 et 7.

⁵⁰ « *The U.S.-Ukraine Foundation (USUF) is a non-governmental 501(c)3 based in Washington, D.C. that supports Ukraine in its development of democracy, a free market economy, human rights, and strategic partnership with the U.S.* ». Source : <https://usukraine.org/about/who-we-are> (Consulté le 27 octobre 2022).

⁵¹ « *friend of the ukraine network* » et « *national security task force members 2022* » (ou membres du groupe de travail sur la sécurité nationale 2022). Réf :

sous-secrétaire adjoint à la Défense pour l'Europe et la politique de l'OTAN de 2001 à 2005, sous le président George W. Bush. Ian est également membre du puissant think tank, le Atlantic Council⁵².

Arseny Yatseniuk a été vice-président de la banque nationale d'Ukraine avant de devenir ministre de l'Économie, puis ministre des Affaires étrangères sous la présidence de Viktor Iouchtchenko. Lors de l'Euromaïdan, il fut nommé Premier ministre lors de la transition du pouvoir. Ensuite, c'est lui qui signa, le 24 mars 2014, l'accord d'association avec l'Union européenne⁵³. Celui-là même que le président Ianoukovytch avait rejeté et conduit au changement de régime. Et surtout, il a participé à la réunion de la Commission Trilatérale, le 27 octobre 2013, au Cracovie Hotel Sheraton, en Pologne. Il s'agissait de la 37^e réunion du groupe européen intitulé « L'Ukraine et l'Union européenne »⁵⁴. À cette occasion, il rencontra le président pour la section Europe de la Commission Trilatérale, Jean-Claude Trichet. L'ancien président de la Banque centrale européenne (BCE) et membre éminent du Groupe Bilderberg⁵⁵.

Oleh Tyahnybok, est l'un des fondateurs et leader du parti d'extrême droite néonazi *Svoboda* (Свобода), signifiant « Liberté ». Il

U.S. Ukraine Foundation – 30 years. « *Humanitarian aid report. Supporting the people of Ukraine yesterday, today, and tomorrow* ». 6312 Seven Corners Center #361 Falls Church, VA 22044, U.S.A. September 2022. Page 12 du rapport. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2022. URL : <https://usukraine.org/what-we-do>

⁵² Atlantic Council, Ian Brzezinski. [En ligne] Consulté le 1^{er} novembre 2022. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/ian-brzezinski/>

⁵³ COMTE Jean (21 mars 2014) « *L'Ukraine signe l'accord d'association avec l'UE* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2010. URL : https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/21/l-ukraine-a-signe-un-accord-d-association-avec-l-ue_4386643_3214.html

⁵⁴ Voir ANNEXE 6, images 8a et 8b.

⁵⁵ EUI, Historical Archives of the European Union, Jean-Claude TRICHET. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2022. URL : <https://archives.eui.eu/en/isaar/648>

fut fondé initialement sous l'appellation de Parti Social-National d'Ukraine (Соціал-Національна партія України - СНПУ/SNPU) en 1991⁵⁶. Il avait comme symbole un dérivé du *Wolfsangel* ou crochet de loup (noir sur fond jaune), une héraldique germanique. Le parti commence à s'implanter dans la région de Lviv et à se présenter aux élections législatives de 1994⁵⁷. Bien qu'au début marginal, il va remporter quelques succès électoraux dans les années qui suivront. À partir de 2000, le SNPU se rapproche avec d'autres partis politiques d'extrême droite en Europe, dont le Movimento Sociale Fiamma Tricolore (MSFT) de Pino Rauti en Italie, et le Front National dirigé à l'époque par Jean-Marie Le Pen, en France. Le 21 mai 2000, Jean-Marie Le Pen avait rencontré Oleh Tyahnybok et les leaders du SNPU en Ukraine⁵⁸. En 2004, Tyahnybok prend la tête du parti et adopta comme nouvel insigne la main jaune à trois doigts levés, symbolisant le trident ukrainien. Un changement de logo pour donner une meilleure respectabilité en matière d'image⁵⁹. Par la suite, il va poursuivre le rapprochement avec d'autres formations politiques européennes partageant le même idéal : la défense d'un occident chrétien et rejet du fédéralisme européen. Svoboda s'affilie

⁵⁶ POLISHCHUK Oleg [Поліщук Олег] (13 octobre 2016) « 25 років "Свободи". Шлях по спіралі від чорносорочечників з СНПУ до ВР », Dsnews.ua. [En ligne] Consulté le 1er novembre 2022. URL: <https://www.dsnews.ua/ukr/politics/25-let-svobody-put-po-spirali-ot-chnorubashechnikov--13102016100000>

⁵⁷ POLISHCHUK Oleg [Поліщук Олег] (13/10/2016) « 25 років "Свободи". Шлях по спіралі від чорносорочечників з СНПУ до ВР », Dsnews.ua. [En ligne] Consulté le 1er novembre 2022. URL: <https://www.dsnews.ua/ukr/politics/25-let-svobody-put-po-spirali-ot-chnorubashechnikov--13102016100000>

⁵⁸ ВО «Свобода», 20 juin 2021. « ВО «Свобода»: 20 років вірності! 20 років боротьби! / Фільм до 20-ти річчя партії // 2011 ». YouTube. 1h03min54sec. [En ligne] Consulté le 13 avril 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=I BJ1LZ0M5Pg>

⁵⁹ Un blason dont l'origine remonte à la dynastie des Riourikides qui régna sur la Rus' (l'État) de Kiev au X^e siècle.

au Front National Européen (FNE)⁶⁰, une fédération de partis politiques ultranationalistes européens avant de la quitter en 2009 pour devenir membre observateur d'une organisation similaire, l'Alliance européenne des mouvements nationaux (AEMN)⁶¹. C'est dans ce nouveau cadre que le 23 novembre 2009, Tyahnybok retrouva Jean-Marie Le Pen, au siège du Front National, où ils signeront un protocole d'accord pour une « union des patriotes »⁶². Cependant, les deux partis politiques finissent par diverger en raison de différends sur la crise en Ukraine et du positionnement de certains membres en faveur de la Russie⁶³. Le 5 mars 2014, l'AEMN, par la voix de Bruno Gollnisch, membre du Front National et président de l'Alliance, publia un communiqué justifiant l'action de la Russie en Crimée⁶⁴ en

⁶⁰ Dans les membres du FNE, nous avons le parti néonazi allemand, Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD), le Renouveau Français, la Falange (Espagne), Forza Nuova (Italie), l'Alliance patriotique et Aube Dorée pour la Grèce, et Ion Coja (Roumanie).

European National Front, « *The Legionary Movement: 80 years celebration* », 23 juin 2007. [En ligne] Consulté le 13 avril 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20070702202335/http://www.europeannationalfront.org/?p=49>

⁶¹ KHOMENKO Sviatoslav [Хоменко Святослав] (24 janvier 2013) « "Свобода" і європейські націоналісти: конфлікти є, війни нема ». BBC – Ukraine. [En ligne] Consulté le 13 avril 2023. URL : https://www.bbc.com/ukrainian/politics/2013/01/130124_svboda_alliance_sx

⁶² Istaria (2014) « Le Front National reçoit le parti ukrainien Svoboda ». Dailymotion. 0min14sec. [En ligne] Consulté le 13 avril 2023. URL : <https://www.dailymotion.com/video/x1e8ikj>

⁶³ AMES Paul (Apr. 10, 2014) « *Europe's Far Right Is Embracing Putin* » Business Insider. [En ligne] Consulté le 13 avril 2023. URL : <https://www.businessinsider.com/paul-ames-europes-far-right-is-embracing-putin-2014-4?r=US&IR=T#!HGOh8>

⁶⁴ AEMN, Ukraine – Official Statement, (05/03/2014) « *What's going on – and what should Britain do?* ». [En ligne] Consulté le 17 avril 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20140307190409/http://aemn.eu/2014/03/05/ukraine-official-statement/>

raison des « violations en Ukraine des droits du peuple russophone de Crimée »⁶⁵. Fou de rage, Svoboda avait publié un communiqué de réponse en déclarant quitter l'AEMN⁶⁶. Jean-Marie Le Pen va suivre ce positionnement tourné vers la Russie, au même moment où le Front National cherche de nouvelles ressources financières pour renflouer ses caisses. Il se mit en contact avec le milliardaire russe Konstantin Malofeev, un proche de Vladimir Poutine⁶⁷. Mais revenons à Svoboda. Ce parti politique ne manque pas de célébrer en héros national, le collaborateur nazi durant la Seconde Guerre mondiale, Stepan Bandera. Le leader ukrainien de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) et figure importante de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN)⁶⁸. Parmi les différents « héros »

⁶⁵ CHERVONENKO Vitaly [Червоненко Віталій] (03/06/2015) « Ле Пен і Тягнибок: чому друзі стали ворогами? » BBC Ukraine. [En ligne] Consulté le 17 avril 2023. URL : https://www.bbc.com/ukrainian/politics/2015/06/150527_le_pen_svoboda_vc

⁶⁶ Svoboda.org.ua, (19/03/2014) « Звернення до Президента Альянсу європейських національних рухів ». [En ligne] Consulté le 17 avril 2023. URL : <https://international.svoboda.org.ua/news/documents/zvernennya-do-prezydenta-alyansu-evropejskyh-natsionalnyh-ruhiv/66964/>

⁶⁷ *Front National : L'œil de Moscou*, documentaire réalisé par Nicolas Dumond et Raphaël Trésanini (2015, France, Spécial Investigation), diffuseur Canal+. Disponible sur internet.

⁶⁸ L'Organisation des nationalistes ukrainiens (Організація українських націоналістів, *Orhanizatsiya ukrayins'kykh natsionalistiv* ou ОУН/OUN) est un mouvement créé lors du 1er Congrès de Vienne en 1929 par Yevhen Konovalts et Andriy Melnyk. Dans les figures du mouvement, nous retrouvons Stepan Bandera et Yaroslav Stetsko. En 1941, cette organisation a fourni de précieux renseignements à l'Allemagne nazie pour préparer l'opération Barbarossa. L'OUN a même été entraînée militairement par les Allemands en Pologne occupée pour servir d'auxiliaire lors de l'invasion de l'URSS. L'organisation s'est lancée pleinement dans la collaboration avec les nazis ainsi que dans la participation active aux crimes de guerre contre les populations civiles (polonaises, juives, russes, etc.) et les partisans.

célébrés de l'OUN, Yaroslav Stetsko⁶⁹ et le colonel Yevhen Konovalets⁷⁰. Autre ébouriffante célébration, celle de l'anniversaire de la création de la division SS galicienne (*Halychyna*)⁷¹. Une division, composée de volontaires ukrainiens adhérant à l'idéologie nazie, et qui est restée tristement célèbre pour ses massacres envers les civils polonais (dans le village de Palikrowy entre autres). Au sein de Svoboda, alors encore sous l'appellation SNPU, une personnalité va se remarquer et être très actif au sein de sa branche locale de Kharkiv, Andriy Biletsky. En 2002, il était déjà chef de la branche local d'une organisation paramilitaire appelée « Trident » (*Tryzub*). Lorsque le SNPU change de nom pour devenir Svoboda, Biletsky a protesté contre ce changement de nom. Par la suite, il va fonder et diriger une organisation indépendante « Patriote d'Ukraine », avec toujours le crochet de loup noir sur fond jaune comme symbole⁷². Cette organisation comprenait des groupes d'extrême droite tels que les

⁶⁹ svoboda.org.ua. (19 janvier 2012) « В Умані молоді націоналісти вшанували пам'ять ідеолога ОУН Ярослава Стецька » [En ligne] Consulté le 29 novembre 2022. URL : <https://svoboda.org.ua/news/v-umani-molodi-natsionalisty-vshanuvaly-pam-yat-ideologa-oun-yaroslava-stetska/91306/>

⁷⁰ Svoboda.org.ua (20 FÉVRIER 2018) « У ТЕРНОПОЛІ НАЦІОНАЛІСТИ УРОЧИСТО ВІШАНУВАЛИ ПАМ'ЯТЬ ГЕРОЇВ НЕБЕСНОЇ СОТНІ ». [En ligne] Consulté le 29 novembre 2022. URL : <https://svoboda.org.ua/news/86425-revision-v1/120938/>

⁷¹ MONNIER Louis (13 décembre 2013), « *PHOTOS. J'ai vu l'autre Ukraine, celle qui célèbre les SS et les crimes nazis* », Le Nouvel Obs. [En ligne] Consulté le 29 novembre 2022. URL : <https://m-leplus.nouvelobs.com/contribution/980272-ukraine-j-ai-assiste-a-une-commemoration-d-une-division-ss-une-autre-realite-du-pays.html?xtref=https%3A%2F%2Fwww.google.com%2F#https://www.google.com/>

⁷² EFREMOV Sergueï [Єфремов Сергій] (10/09/2021) « *DOSSIER : Andriy Biletsky* », DSnews.ua. [En ligne] Consulté le 2 novembre 2022. URL : <https://www.dsnews.ua/ukr/dosie/andrey-bileckiy-05092021-435990>

combattants de l'UNA-UNSO⁷³, des membres nostalgiques du SNPU et du « Trident »⁷⁴. Tous ces groupes, avec d'autres, ont joué un rôle non négligeable dans les manifestations de l'Euromaïdan, et surtout dans l'extrême confrontation avec les forces l'ordre. Ils ont été reconnaissables avec les brassards de la *Wolfsangel* ou bien des drapeaux rouges et noirs du parti ultranationaliste Secteur Droit (*Pravyi sektor*) inspirés du drapeau de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) créée par Stepan Bandera. Lors du changement de régime de 2014, le parti Svoboda a obtenu, durant une courte période, plusieurs postes ministériels avant de basculer rapidement dans l'opposition. Plus tard, le symbole de la *Wolfsangel* réapparaît lors de la guerre du Donbass, avec la constitution du bataillon - devenu régiment - Azov. L'un de ses fondateurs n'est autre qu'Andriy Biletsky⁷⁵. Le blason du bataillon Azov reprend la *Wolfsangel* de « Patriotes d'Ukraine » avec en plus, la représentation du Soleil Noir inversé en arrière-fond, un symbole mystique nazi. Non seulement le bataillon Azov a pour emblème un signe appartenant à l'origine à un parti néonazi, mais tend à ressembler à celui de la division SS Das Reich, représenté également avec un crochet de loup⁷⁶. Sur le plan électoral, Oleh Tyahnybok a fédéré sous la bannière Svoboda

⁷³ L'Assemblée nationale ukrainienne – Autodéfense ukrainienne (Українська Національна Асамблея–Українська Народна Самооборона, UNA-UNSO) est un parti nationaliste ukrainien mais aussi une organisation paramilitaire créé en 1990. Nous y reviendrons plus tard dans le livre.

⁷⁴ EFREMOV Sergueï (op.cité).

⁷⁵ FEDORENKO Kostiantyn, UMLAND Andreas (10 August 2021) « *Between Frontline and Parliament: Ukrainian Political Parties and Irregular Armed Groups in 2014–2019* », Cambridge University, United Kingdom, Nationalities Papers, Volume 50, Issue 2, March 2022, pp. 237 – 261. [En ligne] Consulté le 24 avril 2023. URL : <https://www.cambridge.org/core/journals/nationalities-papers/article/between-frontline-and-parliament-ukrainian-political-parties-and-irregular-armed-groups-in-20142019/90BAFE7AA179511DA2B58240D943D8C4>

⁷⁶ Voir ANNEXE 7, images 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 a) et 13 b).

divers partis d'extrême droite, dont celui de « Corps national » de Biletsky et Secteur Droit de Dmytro Yarosh, pour les élections législatives de 2019⁷⁷. Cette union ne fera que 2,15% des voix aux sorties des urnes. Svoboda, qui représentait en 2012 la cinquième force politique d'Ukraine avec 10,4% des voix et la quatrième en nombre de sièges au parlement, finit par retomber dans la marginalité. Dernière chose, Oleh Tyahnybok avait rencontré le 22 avril 2014 à Kiev, le vice-président des États-Unis de l'époque, un certain Joseph Biden. Les deux hommes se sont serrés la main⁷⁸.

Nous vous renvoyons au documentaire de Paul Moreira, *Ukraine, les masques de la révolution* (2016) qui revient sur les coulisses de la révolution ukrainienne⁷⁹.

Les impériaux américains ne se sont donc pas embarrassés pour appuyer des forces néonazies ukrainiennes afin atteindre leurs finalités : mettre la main sur l'Ukraine, la dégager de l'influence russe et isoler la Russie sur l'échiquier européen. Quant aux valeurs de liberté, de démocratie et des droits de l'homme, elles ont été utilisées avant tout comme d'un outil de propagande et de subversion. Face à cette nouvelle tentative d'amarrer l'Ukraine aux structures atlantistes, comment pouvait-on croire un seul instant que Vladimir Poutine allait laisser faire les impériaux américains mettre la main sur la Crimée et le port de Sébastopol, hautement stratégique pour la marine russe en mer Noire, ainsi que les ressources minières du Donbass ? Inacceptable pour le maître du Kremlin.

Le changement de régime a entraîné de lourdes conséquences. Après la restriction de l'usage de la langue russe par le nouveau régime, ce fut le soulèvement des populations russophones dans le sud et l'Est de l'Ukraine, encouragées cette fois par Moscou. Puis, le

⁷⁷ Voir ANNEXE 7, image 14.

⁷⁸ Voir ANNEXE 7, image 15.

⁷⁹ *Ukraine, les masques de la révolution*, documentaire réalisé par Paul Moreira (2016, France, Spécial Investigation), diffuseur Canal+. Disponible sur internet.

basculement de la Crimée et son rattachement à la Russie. Un engrenage conduisant à la guerre du Donbass et ses atrocités. Ensuite, ce fut le sabotage des accords de Minsk par les occidentaux, et de l'aveu même de l'un de ses acteurs, Angela Merkel. L'ancienne chancelière allemande avait reconnu devant la presse que les négociations n'ont servi en réalité qu'à faire gagner du temps à l'Ukraine pour être armé par l'OTAN. Que le processus de paix ne serait jamais appliqué par Kiev et que la France et l'Allemagne, pourtant garantes de l'application des accords par la partie ukrainienne, n'en feraient rien⁸⁰. Le 14 décembre 2021, Vladimir Poutine avait appelé ses homologues occidentaux à des négociations immédiates sur les garanties juridiques pour la sécurité de la Russie. Il a précisé qu'elles devaient permettre d'exclure tout élargissement de l'OTAN vers l'Est et l'interdiction du déploiement de systèmes d'armement en Ukraine et dans d'autres États voisins. Une ligne rouge à ne pas franchir⁸¹. Considérant, de son point de vue, d'avoir reçu une fin de non-recevoir, Vladimir Poutine est allé dans la surenchère. Tout d'abord, la reconnaissance des deux républiques séparatistes de Donetsk et de Lougansk le 21 février 2022. Suivi trois jours après de l'invasion de l'Ukraine, le 24 février, en violant ainsi le droit international. Et pour couronner le tout, un message à l'Occident menaçant d'utiliser toutes les armes disponibles, y compris l'arme nucléaire. Au travers de cette grille de lecture, nous pouvons supposer que si les accords de Minsk avaient été appliqués, il aurait été probable que cette invasion n'aurait pas eu lieu. Il ne s'agit pas de dédouaner les actions de

⁸⁰ ROGALLA Lukas (10/12/2022) « *« Unerwartet » : Kreml-Chef Putin sieht « enttäuschende » Merkel-Aussagen zum Minsker Abkommen.* », Merkur.de. [En ligne] Consulté le 26 février 2023. URL : <https://www.merkur.de/politik/russland-ukraine-krieg-angela-merkel-interview-zeit-minsker-abkommen-kreml-putin-sacharowa-91967216.html>

⁸¹ AFP (14/12/2021) « *Otan : Poutine veut des négociations immédiates pour assurer la sécurité de la Russie* », Europe 1. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2022. URL : <https://www.europe1.fr/international/otan-poutine-veut-des-negociations-immediates-pour-assurer-la-securite-de-la-russie-4082538>

Vladimir Poutine, mais de replacer les événements dans un contexte global et de juger la responsabilité de chaque partie qui nous a conduit au bord de la Troisième Guerre mondiale. On ne peut pas s'arrêter à ce récit enfantin que tout ne se passait pas trop mal avec cette gentille Ukraine jusqu'au jour où la méchante Russie a décidé de l'attaquer. Adopter une telle posture serait une insulte envers la vérité et l'histoire. La Russie ne peut tolérer l'installation de bases militaires de l'OTAN à sa frontière ukrainienne, à moins de 550 km de Moscou. Au même titre que durant la Guerre froide, les États-Unis ne pouvaient supporter l'installation de missile nucléaires soviétiques à Cuba en 1963, à 1900 km de Washington et à 425 km de Miami. Dans les deux cas, cela constitue une menace pour la sécurité nationale du pays. Que diraient les États-Unis si le Mexique intégrait une alliance militaire avec la Fédération de Russie et acceptait l'installation de bases militaires russes au large du fleuve Rio Grande

COUPER L'EUROPE DE LA RUSSIE

En réponse à l'invasion russe, l'Ukraine a réclamé son adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN. La Suède et la Finlande ont demandé également à faire partie de l'alliance atlantique. La Première ministre finlandaise Sanna Marin⁸² a même déclaré qu'elle n'excluait pas l'installation de bases permanentes de l'OTAN, y compris l'installation d'armes nucléaires⁸³. Mais plus grave encore, le 26 septembre 2022, c'est le sabotage des pipelines de Nord Stream 1 et 2, organisés par les États-Unis et ses alliés. Il s'agit d'une attaque

⁸² Sanna Marin est Young Global Leader du World Economic Forum (WEF).

Source : *The Forum of Young Global Leaders*, Sanna Marin. [En ligne] Consulté le 2 novembre 2022. URL : <https://www.younggloballeaders.org/community?utf8=%E2%9C%93&q=Sanna+Marin>

⁸³ YLE News, (29 octobre 2022) « *PM does not rule out nuclear weapons or permanent Nato bases in Finland* ». [En ligne] Consulté le 31 octobre 2022. URL : <https://yle.fi/news/3-12670106>

ciblant directement les infrastructures de la Russie qui alimentaient l'Europe en gaz. Les impériaux américains veulent étouffer ce secret de polichinelle en tentant maladroitement et désespérément de faire accuser la Russie d'avoir détruit ses propres installations. Quel illogisme. Quel intérêt de détruire des installations qui ont coûté une fortune alors qu'il suffisait juste à la Russie de fermer le robinet pour couper le gaz ? De plus, comment et pourquoi commettre un sabotage au large du Danemark, dans des eaux peu profondes et traversant des zones étroitement surveillées par les pays de l'OTAN ? Que ce soit le Danemark, l'Allemagne, la Pologne, les pays Baltes, tous font partie de l'Alliance. Sans oublier la présence permanente des États-Unis dans la région dans le cadre de la mission Baltic Air Policing⁸⁴. Qui peut croire une telle fable ? Souvenons-nous que le président américain Joseph Biden avait affirmé, lors de sa conférence de presse du 7 février 2022, que si la Russie envahissait l'Ukraine : *alors il n'y aurait plus de Nord Stream. Nous y mettrons fin [...] Je vous promets que nous serons en mesure de le faire*⁸⁵. Hasard du calendrier, au lendemain du sabotage, la Norvège, la Pologne et le Danemark ont inauguré un gazoduc, le Baltic Pipe, pour permettre aux Européens d'être moins dépendant du gaz russe⁸⁶. La Norvège

⁸⁴ Une mission de l'OTAN qui a pour but de surveiller l'espace aérien des pays Baltes.

⁸⁵ "If Russia invades... again, then there will be longer Nord Stream 2. We will bring an end to it." [...] "I promise you we will be able to do it." – Joseph Biden.

SHALAL Andrea (8 février 2022) « *If Russia invades Ukraine, there will be no Nord Stream 2, Biden says* », Reuters. [En ligne] Consulté 03 novembre 2022. URL : <https://www.reuters.com/business/energy/if-russia-invades-ukraine-there-will-be-no-nord-stream-2-biden-says-2022-02-07/>

⁸⁶ AFP, (27 septembre 2022) « *Énergie. Inauguration d'un gazoduc en Pologne pour rendre les Européens plus indépendants* », Ouest-France. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2022. URL : <https://www.ouest-france.fr/economie/energie/gaz-naturel/energie-inauguration-d-un-gazoduc-en-pologne-pour-rendre-les-europeens-plus-independants-7d630cf2-3e5c-11ed-8aab-3274d8312c34>

a vu ses recettes fiscales en pétrole et en gaz atteindre un record de 89 milliards de dollars⁸⁷. Visiblement, le sabotage des pipelines Nord Stream a fait les affaires de certains. Malgré la propagande atlantiste tentant de nous faire avaler cette couleuvre autant que celle des armes de destruction massive pour l'Irak, cela n'a pas empêché le député polonais Radosław dit « Radek » Sikorski - qui certainement pris d'exaltation à l'annonce du sabotage - de poster sur le réseau social Twitter, un remerciement aux États-Unis avec la photo de la fuite de gaz provenant des pipelines sabotés Nord Stream⁸⁸. Avant d'être député européen, Radek Sikorski a été ministre de la Défense nationale (2005-2007), ministre des Affaires étrangères (2007-2014) sous la présidence du conseil du très pro-atlantiste Donald Tusk, ainsi que président de la Diète (2014-2015)⁸⁹. Et *last but not least*, il a participé à la 37^e réunion du groupe européen de la Commission Trilatérale où était présent Arseni Iatseniouk. Au vu de son parcours, les gardiens de la doxa atlantiste ne pourraient se permettre de l'accuser de complotisme, ni d'être un agent payé par le Kremlin. Tout au moins se contraindre au silence. En novembre 2022, la Russie a accusé le gouvernement britannique dirigé à l'époque par Liz Truss d'avoir réalisé le sabotage avec les États-Unis⁹⁰. Le 8 février 2023, c'est au tour du journaliste américain de renom Seymour Hersh de révéler comment le sabotage de Nord

⁸⁷ REUTERS (26/01/2023) « *Norway's oil and gas tax revenue soars to record \$89 bln* ». [En ligne] Consulté le 27 février 2023. URL : <https://www.reuters.com/business/energy/norways-oil-gas-tax-revenue-soars-record-89-bln-2023-01-26/>

⁸⁸ Voir ANNEXE 8, image 16.

⁸⁹ Parlement polonais, la chambre basse.

⁹⁰ PHILLIPS Morgan (1^{er} novembre 2022), « *US slams Russia's 'ridiculous' claims with 'no factual basis' that British PM Liz Truss sent a text to Antony Blinken saying 'it's done' after the Nord Stream pipeline explosion* », Daily mail. [En ligne] Consulté le 3 novembre 2022. URL : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-11377539/amp/Russia-claims-British-PM-texted-Blinken-shortly-Nord-Stream-pipeline-explosion.html>

Stream aurait été conduit par la CIA avec l'US Navy, à la demande du président Biden et avec le soutien logistique de l'armée norvégienne⁹¹. Quelques mois plus tôt, en juin 2022, sous couvert d'un exercice de l'OTAN (BALTOPS 22), des plongeurs de l'US Navy avaient installé des engins explosifs télécommandés à distance sur les canalisations. Le 26 septembre 2022, un avion de reconnaissance de l'armée norvégienne a lancé une bouée sonar dans la mer Baltique à proximité de l'emplacement des bombes pour les déclencher au travers de l'émission d'une séquence de sons tonals à basse fréquence unique⁹². Ce sabotage des États-Unis n'est pas un fait unique dans l'histoire. Durant la Guerre froide, à l'été 1982, le président américain Ronald Reagan avait donné son approbation pour le sabotage du pipeline transsibérien soviétique devant alimenter l'Europe occidentale en gaz. L'intention était déjà à l'époque d'affaiblir économiquement l'URSS et d'empêcher un rapprochement avec les pays européens qui en échange de leurs devises obtiendraient un gaz russe bon marché⁹³.

Cette stratégie de vouloir couper la Russie du reste de l'Europe n'est pas nouvelle. Ce concept a été développé par le géographe

⁹¹ HERSH Seymour, « *How America Took Out The Nord Stream Pipeline* ». [En ligne] Consulté le 20 février 2023. URL : <https://seymourhersh.substack.com/p/how-america-took-out-the-nord-stream>

⁹² SCHEIDLER Fabian (14/02/2023) « *Seymour Hersh im Interview: Joe Biden sprengte Nord Stream, weil er Deutschland nicht traute* » Berliner Zeitung. [En ligne] Consulté le 20 février 2023. URL : <https://www.berliner-zeitung.de/politik-gesellschaft/seymour-hersh-im-interview-joe-biden-sprengte-nord-stream-weil-er-deutschland-nicht-traut-li.317700>

⁹³ Ce sabotage a pu être réalisé avec la contribution des renseignements français et du colonel Vladimir Vetrov (alias « Farewell »).

HOFFMAN David E. (27/02/2004) « *Reagan Approved Plan to Sabotage Soviets* » Washington Post. [En ligne] Consulté le 20 février 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2004/02/27/reagan-approved-plan-to-sabotage-soviets/a9184eff-47fd-402e-beb2-63970851e130/>

britannique et considéré comme l'un des pères fondateurs de la géopolitique, Sir Halford John Mackinder (1861-1947). Il développa en 1904 dans son célèbre article *The geographical pivot of History* ou « Le pivot géographique de l'Histoire », sa théorie du *Heartland*⁹⁴. Il divise la planète entre d'un côté « l'île mondiale », qui regrouperait l'Eurasie et l'Afrique (représentant les 2/12^e de la Terre), et les *Outlying Islands* ou îles périphériques avec l'Amérique et l'Australie (pour 1/12^e) au sein d'un vaste océan mondial (9/12^e). Mackinder donne ainsi une vision thalassocratique⁹⁵ du monde en raison du positionnement géographique du Royaume-Uni en tant qu'île. Si l'empire britannique est arrivé à son apogée, c'est avant tout grâce à sa marine commerciale et de guerre pour contrôler les routes maritimes et les comptoirs stratégiques de la planète (Gibraltar, Malte, Chypre, Singapour, Hong Kong, etc.). Partant de cette idée insulaire, il en conclut que la domination du monde passe par l'endiguement du *Heartland* représentant la région de l'Eurasie qui concentre pour l'essentiel de la Russie et de l'Asie centrale. Cette vaste zone partant de l'Europe orientale, traversant la Volga et allant jusqu'aux frontières de la Chine est « le pivot géographique de l'Histoire ». Pour Mackinder, il est indispensable de contrôler l'Europe orientale face au *Heartland*, le carrefour des grandes invasions de l'histoire et empêcher son expansion vers l'Ouest. Bien évidemment, cette doctrine consiste à viser la Russie et à freiner son expansionnisme. La guerre de Crimée (1853-1856) en était déjà un précurseur. Cette théorie s'inscrit dans un contexte dans lequel la Russie représentait, avant la Première Guerre mondiale, 175 millions d'habitants⁹⁶ éparpillés sur

⁹⁴ PAGE Arnaud, « Un « pivot » inamovible ? Genèse(s) et usages du *Heartland* de Halford J. Mackinder », *Outre-Terre*, 2016/3 (N° 48), p. 357-369. DOI : 10.3917/oute1.048.0357. [En ligne] Consulté le 3 novembre 2022. URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2016-3-page-357.htm>

⁹⁵ État dont la puissance réside dans la suprématie qu'il possède sur les mers.

⁹⁶ Hérodote (27/11/2018) « *Piotr Stolypine (1862 - 1911) Un réformateur à poigne* », herodote.net. [En ligne] Consulté le 24 mars 2023. URL :

plus de 22 millions de km², soit un peu plus d'1/10^e des terres du monde⁹⁷. Cet empire colossal disposait aussi d'une influence dans les Balkans et avait toujours cette ambition séculaire de reprendre Constantinople aux Turcs. L'empire tsariste se considérant comme la troisième Rome et l'héritière de l'empire Byzantin après la chute de Constantinople, le 29 mai 1453. De plus, la Russie était à ce moment-là en rivalité avec l'Empire britannique, notamment dans le sud de l'Asie centrale autour de l'Afghanistan. Remarque intéressante, dans la carte du monde de 1904 décrivant le *Heartland* dessiné par Mackinder, les territoires regroupant les pays baltes, la Finlande, l'Ukraine, la Carélie, l'Ingrie et la Laponie ne font pas partie du « pivot géographique de l'Histoire »⁹⁸. Ils appartiennent du « croissant intérieur » que le journaliste américain, et autre père de la géopolitique, Nicholas Spykman (1893-1943), appela le *Rimland* (Europe de l'Ouest, Moyen-Orient et Extrême-Orient). Il cherche à compléter la théorie de Mackinder en insistant sur la nécessité de diriger le *Rimland* pour dominer l'île mondiale⁹⁹. La pensée de Mackinder se résumait en ses propres mots restés célèbres :

*qui tient l'Europe orientale tient le heartland, qui tient le heartland domine l'île mondiale, qui domine l'île mondiale domine le monde*¹⁰⁰.

https://www.herodote.net/Un_reformateur_a_poigne-synthese-1929.php

⁹⁷ L'Histoire (septembre 2021) « *La Russie en 1914, un empire de 22 millions de km²* » [en ligne] Consulté le 22 novembre 2022. URL : <https://www.lhistoire.fr/carte/la-russie-en-1914-un-empire-de-22-millions-de-km2>

⁹⁸ Voir ANNEXE 9, image 17.

⁹⁹ LACOSTE Yves, « « Le pivot géographique de l'histoire » : une lecture critique », *Hérodote*, 2012/3-4 (n° 146-147), p. 139-158. DOI : 10.3917/her.146.0139. [En ligne] Consulté le 3 novembre 2022. URL : <https://www.cairn.info/revue-herodote-2012-3-page-139.htm>

¹⁰⁰ Halford J. Mackinder, *Democratic Ideals and Reality : a Study in the Politics of Reconstruction*, Londres, Constable & co., 1919, p. 194.

Nous retrouvons une continuité avec *Le grand Échiquier* de Zbigniew Brzezinski¹⁰¹, mais cette fois concernant l'Eurasie :

*Le grand échiquier est évidemment cette Eurasie où vivent 75 % de la population du monde, où se trouvent la majeure partie des ressources ainsi que les deux tiers de la production mondiale. L'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale*¹⁰².

Cette réflexion, datant de plus d'un siècle, ambitionnant de couper la Russie (*Heartland*) de l'espace européen oriental (*Rimland*) était ancrée chez les impériaux britanniques. Aujourd'hui, elle est enracinée chez les impériaux américains qui la mettent toujours en pratique avec le conflit ukrainien. Il était inenvisageable pour les impériaux anglo-saxons de l'époque, et il l'est d'autant plus avec les impériaux américains actuellement, de voir une Europe de l'Ouest s'alliant avec la Russie pour ne former qu'un seul bloc uni, un vaste *Heartland* de Brest à Vladivostok. La constitution d'une telle union eurasiatique était la menace vitale pour la domination britannique tout comme elle l'est maintenant pour la domination américaine. De cette façon, nous pouvons mieux comprendre le sabotage des pipelines Nord Stream. Couper l'Europe du gaz et du pétrole russe, et quel qu'en soit le prix pour les peuples européens (baisse du niveau de vie, crise économique et sociale) car il en va de la primauté mondiale de l'Empire américain. Il faut conserver mordicus le *Rimland* européen dans le giron atlantiste et l'amarrer à l'Amérique. Pour renforcer les liens euro-américains, Brzezinski défendait dans son livre déjà l'idée d'un « traité de libre-échange transatlantique » afin d'éviter, selon lui, la rivalité économique entre les États-Unis et l'Union Européenne. De la sorte, l'espace géopolitique dit euro-atlantique serait alors constitué. La création de cette zone de libre-

¹⁰¹ De plus, Zbigniew Brzezinski fait référence à MacKinder dans son livre *Le Grand Échiquier*. Il ne fait qu'actualiser des concepts préexistants, mais dont le fond ne change pas : la recherche de la domination mondiale.

¹⁰² BRZEZINSKI Zbigniew, (op. cité), pp. 18 et 24.

échange était en cours, sous l'appellation de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) lors de la décennie 2010. La Commission européenne avait publié un projet de mandat de négociation le 12 mars 2013¹⁰³. Ce projet, donnant des avantages considérables pour les multinationales américaines¹⁰⁴, a connu l'obstruction du président des États-Unis élu en 2016, Donald Trump. Le marché transatlantique a fini par prendre du retard et fut vidé de sa substance. La culture est une autre caractéristique des mécanismes de domination que détaillait Brzezinski, notamment dans le *Rimland* européen et à destination des populations. Il insistait sur la nécessité de propager la culture de masse américaine et en particulier sur la jeunesse, permettant le déploiement de ce qu'il appelait, une *séduction irrésistible*. Le cinéma, la musique, les programmes TV, les phénomènes de mode vestimentaire ou alimentaire, les plateformes de service, etc. Une domination culturelle se traduisant par un changement de mentalité et de comportement. En consommant les produits américains, en pensant américain, parlant l'américain, adoptant tous les codes américains, en devenant la pâle copie des Américains. Faire naître chez les masses européennes, comme américaines, un sentiment de servitude volontaire. Un renoncement à leur souveraineté, à leur liberté, à leur indépendance et à leur identité nationale par les plaisirs, les divertissements ainsi que par un certain abrutissement. Puisqu'il est plus facile de contrôler des abrutis que des érudits. Du temps de l'ancienne Rome, nous avions le pain et les jeux (*panem et circenses*). Avec Washington, il y a le McDonald's et Netflix.

¹⁰³ European Commission, press release, Brussels, 12 march 2013, « European Commission Fires Starting Gun for EU-US Trade Talks ». [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/IP_13_224

¹⁰⁴ GADREY Jean, « Grand marché transatlantique : attention danger ! », Revue Projet, 2014/3 (N° 340), p. 80-88. DOI : 10.3917/pro.340.0080. [En ligne] Consulté le 4 novembre 22. URL : <https://www.cairn.info/revue-projet-2014-3-page-80.htm>

Le théoricien du conservatisme agressif Irving Kristol affirmait, quant à lui, que *nos missionnaires* [de l'empire américain] *vivent à Hollywood*. Cette domination culturelle ne se limitait pas seulement à l'Europe, mais plus largement dans le monde et en particulier en Amérique latine, considérée comme la « chasse gardée » des États-Unis¹⁰⁵ depuis la doctrine Monroe¹⁰⁶. *Elle* [l'Amérique latine] *commence à reconnaître la légitimité du leadership des États-Unis et à [accepter] une américanisation progressive de sa culture populaire et de son mode de vie*, écrivait-il¹⁰⁷.

James Burnham et Zbigniew Brzezinski sont des clés de lecture indispensables pour comprendre les enjeux de notre époque. Nous ne saurons insister aux lectrices et aux lecteurs de lire leurs ouvrages majeurs pour analyser le programme de l'empire américain. Un programme en cours de réalisation et ne pouvant qu'amener à la confrontation avec le reste du monde. En particulier avec les autres

¹⁰⁵ DEARBORN Matthew, « La « chasse gardée » latino-américaine : un concept désuet ? », *Revue internationale et stratégique*, 2009/4 (n° 76), p. 197-202. DOI : 10.3917/ris.076.0197. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2009-4-page-197.htm> [Consulté le 31 mars 2023]

¹⁰⁶ La doctrine Monroe fait référence au cinquième président des États-Unis, James Monroe (1758-1831) qui avait établi, dans un message annuel au Congrès, le 2 décembre 1823, que les Amériques ne sont plus des territoires ouverts à la colonisation des européens, que toute intervention des européens dans les affaires du continent serait considérée par les États-Unis comme une menace pour la paix et la sécurité, et qu'en contrepartie les États-Unis n'interviennent pas dans les affaires européennes. Cette doctrine allait ouvrir la voie à l'impérialisme américain sur les caraïbes et plus largement sur l'Amérique latine. La doctrine Monroe se résumait ainsi : « L'Amérique aux américains ». Hérodote.net, « 2 décembre 1823 - La doctrine de Monroe ». [En ligne] Consulté le 31 mars 2023. URL : https://www.hérodote.net/2_decembre_1823-evenement-18231202.php#:~:text=Le%202%20d%C3%A9cembre%201823%2C%20James,ont%20jamais%20cess%C3%A9...

¹⁰⁷ SCHILLER Herbert I., (op. cité).

empires qui lui font de la concurrence et qui sont en passe de les détrôner.

Pour les néoconservateurs américains tels que Paul Wolfowitz, l'un des premiers à rejoindre le Project for the New American Century (PNAC) au moment de sa création et qui sera nommé sous-secrétaire adjoint à la Défense sous l'administration de George W. Bush (2001-2005)¹⁰⁸, la première mission de l'Amérique après l'effondrement de l'Union soviétique était d'empêcher l'émergence de toute puissance rivale qui menacerait les intérêts prédominants américains. Que cela soit en Eurasie ou ailleurs. Le *New York Times* en date du 8 mars 1992, nous révèle ainsi la « doctrine Wolfowitz » de l'après-Guerre froide :

*Notre premier objectif est d'empêcher la réémergence d'un nouveau rival, soit sur le territoire de l'ex-Union soviétique, soit ailleurs, qui représente une menace de l'ordre de celle que représentait autrefois l'Union soviétique. Il s'agit d'une considération dominante qui sous-tend la nouvelle stratégie de défense régionale et exige que nous nous efforcions d'empêcher toute puissance hostile de dominer une région dont les ressources seraient, sous contrôle consolidé, suffisantes pour générer une puissance mondiale*¹⁰⁹.

Pour terminer, Zbigniew Brzezinski déclarait en septembre 1997, au *Foreign Affairs*, concernant le potentiel devenir de la Russie post-soviétique :

¹⁰⁸ Paul Wolfowitz a été aussi président du Groupe de la Banque Mondiale entre 2005 et 2007.

The World Bank, archives, past presidents, Paul D. Wolfowitz. [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://www.worldbank.org/en/archive/history/past-presidents>

¹⁰⁹ WOLFOWITZ Paul (march 8, 1992) « *Excerpts From Pentagon's Plan: 'Prevent the Re-Emergence of a New Rival'* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://www.ny-times.com/1992/03/08/world/excerpts-from-pentagon-s-plan-prevent-the-re-emergence-of-a-new-rival.html>

Compte tenu de la taille et de la diversité (de la Russie), un système politique décentralisé et une économie de marché libre seraient les plus susceptibles de libérer le potentiel créatif du peuple russe et les vastes ressources naturelles de la Russie. Une Russie vaguement confédérée - composée d'une Russie européenne, d'une République sibérienne et d'une République d'Extrême-Orient - trouverait également plus facile de cultiver des relations économiques plus étroites avec ses voisins. Chacune des entités confédérées pourrait exploiter son potentiel créatif local, étouffé depuis des siècles par la lourde main bureaucratique de Moscou. À son tour, une Russie décentralisée serait moins sensible à la mobilisation impériale ¹¹⁰.

Un pays donc encore plus affaibli, devenant une sorte de confédération de façade divisée en trois entités largement autonomes et empêchant tout retour d'une velléité impériale. En 2023, les prévisions de Brzezinski se révélèrent inexactes, mais les intentions de voir cette puissance eurasiatique durablement affaiblie ne se sont pas évaporées. Démanteler la Russie pour rester la seule superpuissance mondiale est toujours l'un des objectifs des impériaux américains. Il s'inscrit en réalité dans une continuité historique.

Citations

La propagande est l'organe exécutif du gouvernement invisible.

¹¹⁰ BRZEZINSKI Zbigniew (september-october 1997) « A Geostrategy for Eurasia », Foreign Policy. [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/1997-09-01/geostrategy-eurasia>

La propagande moderne désigne un effort cohérent et de longue haleine pour susciter ou infléchir des événements dans l'objectif d'influencer les rapports du grand public avec une entreprise, une idée ou un groupe [...]

Oui, des dirigeants invisibles contrôlent les destinées de millions d'êtres humains. Généralement, on ne réalise pas à quel point les déclarations et les actions de ceux qui occupent le devant de la scène leur sont dictées par d'habiles personnages agissant en coulisse. Plus important encore, nous ne réalisons pas non plus à quel point les autorités façonnent à leur guise nos pensées et nos comportements.

Edward Bernays (1891-1995).

Considéré comme le père de la propagande politique institutionnelle et de l'industrie des relations publiques, dans son livre *Propaganda*¹¹¹.

La presse doit grandir à pas de géant, c'est l'arme la plus tranchante et la plus puissante de notre Parti.

Joseph Staline (1878-1953).

Dirigeant de l'URSS, cité dans le journal КРАСНЫЙ СЕВЕР (Nord Rouge) du 5 mai 1953¹¹².

Toute propagande doit être populaire et placer son niveau spirituel dans la limite des facultés d'assimilation du plus borné parmi ceux auxquels elle doit s'adresser. Dans ces conditions, son niveau spirituel doit être situé d'autant plus bas que la masse des hommes

¹¹¹ BERNAYS Edward, *Propaganda – Comment manipuler l'opinion en démocratie*, traduction par Oristelle Bonis, éditions Zones, Paris, 2007, pp. 39, 43 et 51.

¹¹² « Печать должна расти не по дням, а по часам, - это самое острое и самое сильное оружие нашей партии ». И. В. СТАЛИН. КРАСНЫЙ СЕВЕР, n°89 (10568), 5 МАЯ 1953.

à atteindre est plus nombreuse. Mais quand il s'agit, comme dans le cas de la propagande pour tenir la guerre jusqu'au bout, d'attirer un peuple entier dans son champ d'action, on ne sera jamais trop prudent quand il s'agira d'éviter de compter sur de trop hautes qualités intellectuelles.

Adolf Hitler (1889-1945)

Chancelier et Führer de l'Allemagne nazie, dans son livre *Mein Kampf*¹¹³.

¹¹³ HITLER Adolf, *Mein Kampf*, Tome 1, traduction intégrale par J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes, Nouvelles éditions latines, 192 ? , page 320. La Bibliothèque électronique du Québec. Collection *Polémique et propagande*. Volume 3 : version 1.2.

CHAPITRE 2

LES PROJETS ANTÉRIEURS DE DÉ- MANTÈLEMENT DE LA RUSSIE

La volonté de démanteler la Russie n'est pas une première dans l'histoire. Elle puise ses sources contemporaines au XIX^e siècle, en Allemagne. À la suite de la victoire sur la France de Napoléon III, puis à la proclamation du II^e Reich en 1871 dans la galerie des glaces au château de Versailles, les idées pangermanistes, nationalistes et expansionnistes allaient conduire, plus que jamais, la politique étrangère du jeune empire. Dans ses mémoires, Otto von Bismarck (1815-1898), l'artisan de l'unification allemande devenu Chancelier impérial d'Allemagne, rapporte les volontés expansionnistes d'un groupe d'élites voulant démanteler la Russie et étendre la Prusse jusqu'au cœur de son territoire :

Dans cette situation, le parti du « Wochenblatt »¹, comme on l'appelait, jouait un curieux double jeu. Je me souviens des mémorandums détaillés que ces messieurs s'échangeaient entre eux, et comment, en me les communiquant, ils cherchaient même de temps à autre à me gagner à leur cause. Le but spécifié, dans ceux-ci comme celui que la Prusse devait s'efforcer d'atteindre en tant que championne de l'Europe, était la partition de la Russie par la

¹ Le parti du Wochenblatt (*Wochenblattpartei*) a été fondé par Moritz August von Bethmann-Hollweg (1795-1877). C'était un partisan de l'Union d'Erfurt (*Erfurter Union*), soit le remplacement de la confédération allemande en État-nation. Il est devenu membre du parlement de la Prusse, puis ministre de l'Éducation de Prusse.

confiscation des provinces baltes, y compris Saint-Pétersbourg, à la Prusse et à la Suède, la perte de tout le territoire de la République de Pologne dans sa plus large étendue, et la désintégration du reste par la division entre Grands et Petits Russes, indépendamment du fait que la plus grande partie de la Petite Russie² avait autrefois fait partie du territoire polonais lorsqu'il était au plus grand. Pour justifier ce programme, la théorie du baron von Haxthausen-Abbenburg³ (dans son livre « Études sur la situation intérieure, la vie nationale et les institutions rurales de la Russie »⁴) a été utilisée, à savoir que les trois zones avec leurs produits complémentaires ne

² La Petite Russie désigne l'Ukraine actuelle. Du temps du Tsarat de Russie (1547-1721), on la désignait sous l'appellation de la Rus' de Kiev. Depuis 1547, le monarque avait le titre de « Tsar de toutes les Russies » (la Rus' de Kiev [l'Ukraine], la Rus' ou la Ruthénie [la Biélorussie], et Moscou [la Russie]). Sous la Russie impériale (1721-1917), les territoires de l'Ukraine actuelle étaient regroupés dans une entité administrative appelée Gouvernement de Kiev (*Kievskaja gubernia*). Ce gouvernement a existé de 1708 à 1925. Au cours de son existence, elle a porté le nom de Gouvernement de la Petite Russie (*malorossiiskaia gubernia*) avant d'être divisée en deux autres entités, en 1802 : un gouvernement de Tchernigov et un gouvernement de Poltava.

Tchernigov est une ville ukrainienne située au nord-est du pays, non loin de la frontière biélorusse.

Poltava est une ville ukrainienne située à l'Est de l'Ukraine, sur la rive droite du fleuve du Dniepr.

³ Le baron August von Haxthausen (1792-1866) était un agronome et économiste allemand. Il est connu pour ses écrits sur son voyage réalisé en Russie en 1843. Haxthausen s'était intéressé sur les institutions communales et agraires de la Russie impériale.

⁴ « Studien über die innern Zustände, das Volksleben und insbesondere die ländlichen Einrichtungen Russlands ». Livre publié en français à Hanovre, en 1848. Disponible en français sur Gallica, la bibliothèque numérique de la Bibliothèque nationale de France (BnF). URL : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k84392w.image> [consulté le 17 mars 2023].

*pouvaient manquer d'assurer la prédominance en Europe aux centaines de millions de Russes à condition qu'ils restent unis*⁵

Nous pouvons citer dans les intellectuels, Paul de Lagarde (1827-1891)⁶. Il a développé dans son livre, « Les Écrits allemands » (*Deutsche Schriften*) paru en 1878 : l'espace vital vers l'Est (*Lebensraum*), la constitution d'une Europe centrale dominée par l'Allemagne et l'aspiration d'un christianisme allemand débarrassé des Juifs. Paul de Lagarde a été aussi le théoricien du mouvement intellectuel et politique appelé le « mouvement völkisch ». Soit la notion d'enracinement du peuple germanique dans un territoire défini et de le préserver de toute « impureté raciale ». Ce fut le développement du « nationalisme völkisch »⁷. Autre influence justifiant l'expansionnisme allemand, le darwinisme social développé par le

⁵ BISMARCK Otto von, *The Man and the Statesman*, Vol. I, originally published by Harper & Brothers in 1899, Cosimo Inc., New York, 2005, pp. 119-120.

⁶ De son vrai nom Paul Anton Bötticher. Orientaliste, il a été professeur à l'Université de Göttingen.

⁷ LINDEMANN, Thomas (2005) « *Les doctrines darwiniennes et la guerre de 1914 – Première partie : Le nationalisme völkisch (ethno-culturel) et darwinien* » stratisc.org. [En ligne] Consulté le 22 novembre 2022. URL : https://web.archive.org/web/20051016115515/http://www.stratisc.org/Lindemann_Darwin_Ch1.html

NOTE : Lancé en 2002, le site stratisc.org a été le premier site français de stratégie et de l'histoire militaire. Il a été exploité par l'Institut de stratégie comparée, la Commission française de l'Histoire militaire et l'Institut d'Histoire des Conflits Contemporains (IHCC). Aujourd'hui, il n'est disponible qu'à travers Web archive. Réf. :

Coutau-Bégarie Hervé. Histoire des doctrines stratégiques. In: *École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques. Livret-Annuaire* 17. 2001-2002. 2003. pp. 326-328. [En ligne] Consulté le 22 novembre 2022. URL : www.persee.fr/doc/ephe_0000-0001_2001_num_17_1_11069

Britannique Herbert Spencer (1820-1903). Cette théorie a été récupérée par les mouvements nationalistes pour se transformer très vite en un « darwinisme national ». Soit, la transposition de l'idée de Darwin de la sélection des meilleurs à des réalités sociales, à l'idée d'une sélection des meilleures nations, des meilleurs peuples à des réalités géopolitiques et internationales dans un enjeu vital de survie, de puissance et de domination mondiale. Le sentiment d'appartenir à un peuple supérieur, à une nation supérieure, conférerait donc le droit de dominer les peuples et les nations « plus faibles ». Ce serait dans l'ordre « naturel » des choses. Cette vision n'a pas manqué de développer un état d'esprit belliqueux. La guerre serait en fait indispensable pour la survie du peuple, la survie de la nation et la survie de la civilisation. À la veille du premier conflit mondial, une guerre semble plus acceptable auprès des opinions car nous allions assister à cette sélection naturelle. Nous allions non seulement nous battre pour notre survie et prouver la supériorité de notre peuple, de notre nation et de notre civilisation. Tel était le sentiment partagé par plus d'un. Pourtant, les dirigeants allemands étaient inquiets de l'importance du poids territorial et de la croissance démographique de la Russie. Comme nous l'avons dit plus haut, l'empire tsariste en 1914, c'est plus de 22 millions de km², soit 1/10^e des terres du monde et 175 millions d'habitants. En face, nous avons une jeune Allemagne unie ne comptant que 67 millions d'habitants⁸. Soit, un rapport d'un contre deux et demi, avec une superficie de seulement 540 667 km² sur le continent européen. C'est-à-dire

⁸ BAUX Jean-Pierre, « 1914 : une France démographiquement affaiblie », *Population & Avenir*, 2014/2 (n° 717), p. 14-16. DOI : 10.3917/popav.717.0014. [En ligne] Consulté le 22 novembre 2022. URL : <https://www.cairn.info/revue-population-et-avenir-2014-2-page-14.htm>

quarante fois moins que son voisin russe. Cette crainte était partagée par le chancelier du Reich allemand, Theobald von Bethmann Hollweg⁹, qui était d'ailleurs un admirateur de Darwin. Le 20 juillet 1914, soit huit jours avant la date de la déclaration de guerre de l'empire austro-hongrois à la Serbie, il déclarait que la Russie était un danger mortel qui écraserait l'Allemagne tel un rouleau compresseur :

*Encore une fois sur la force explosive de la Russie. Dans quelques années, elle sera imparable surtout si la constellation européenne reste inchangée... Elle [la Russie] est devenue trop puissante*¹⁰.

La guerre contre la Russie semblait donc être inévitable pour la survie de l'Allemagne et un passage obligé pour atteindre le rang de grande puissance européenne, puis mondiale. Une puissance mondiale se traduisant par le démembrement de la Russie, par la colonisation, l'annexion ou la vassalisation de ses territoires, notamment d'Europe orientale.

⁹ Théobald von Bethmann Hollweg (1856-1921) a été chancelier de l'empire allemand de 1909 à 1917. Il est le petit-fils du fondateur du parti *Wochenblatt*, Moritz August von Bethmann-Hollweg.

¹⁰ LINDEMANN, Thomas. Perceptions faussées de l'autre, darwinisme social et la crise de juillet 1914 In : *Les Européens et la guerre* [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 2013 (généré le 22 novembre 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/psorbonne/92330>>. ISBN : 9791035107154. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.92330>.

PREMIÈRE TENTATIVE DE DÉMANTÈLEMENT DE LA RUSSIE

C'est dans cette « constellation européenne » que le Chancelier Bethmann Hollweg met au point avec son secrétaire privé, Kurt Riezler, au début de la Première Guerre mondiale (soit le 9 septembre 1914), un plan d'extension de l'Empire allemand appelé *Septemberprogramm* ou le Programme de septembre¹¹. Le projet prévoyait, en cas de victoire, la reconstitution de l'Europe centrale et de ses frontières au profit du Reich allemand qui en serait l'hégémon (la *Mitteleuropa*)¹². Les objectifs ont été formulés par la Ligue pangermanique (*Alldeutscher Verband*) dont le président de l'époque était Heinrich Class¹³. Cette ligue représentait le courant intellectuel et politique du nationalisme völkisch. Une Europe unie sous domination allemande, faisant rempart à l'empire britannique et éloignée de la menace russe, tel était le cœur de ce

¹¹ FEUCHTWANGER Edgar. *Imperial Germany 1850-1918* [en ligne]. United Kingdoms : Routledge, 2002, p. 178. (Consulté le 22 novembre 2022) Disponible sur Internet : https://books.google.fr/books?id=GhCEAgAAQBAJ&pg=PA178&redir_esc=y#v=onepage&q&f=false. ISBN : 9780415207898.

¹² EPSTEIN Klaus. (1962). *German War Aims in the First World War*. *World Politics*, 15(1), 163-185. doi:10.2307/2009574 [en ligne] Consulté le 23 novembre 2022. URL : <https://www.cambridge.org/core/journals/world-politics/article/abs/german-war-aims-in-the-first-world-war/C72D3A427F0DD240FB0B5044A5775428>

¹³ Heinrich Class (1868-1953) était un juriste allemand et président de la ligue pangermaniste (*Alldeutscher Verband*) de 1908 à 1939. Il fut plus tard membre du NSDAP (*Nationalsozialistische deutsche Arbeiterpartei*).

Source : BNF [En ligne] Consulté le 23 novembre 2022. URL : https://data.bnf.fr/fr/16657202/heinrich_class/

programme¹⁴. En Afrique, des grandes concessions auraient été faites à l'empire colonial allemand pour constituer une *Mittelafrika* (Afrique centrale). À l'Ouest de l'Europe, en France, le bassin minier de Longwy-Briey, une partie des Vosges et du littoral de la Manche, dont Dunkerque, auraient été annexés par l'Allemagne. Le Luxembourg aurait disparu en tant qu'État pour être intégré au Reich. La Belgique serait amputée de sa partie Est et transformée en état vassal. La Hollande aurait été un partenaire économique assez étroit de l'Allemagne pour qu'ensuite soit proposé une alliance offensive ou défensive en Europe et dans les colonies. Le Reich accorderait à la Hollande la cession du port belge d'Anvers en échange de l'installation d'une garnison allemande à l'embouchure du fleuve Escaut¹⁵. Mais c'est surtout à l'Est que la réorganisation des territoires était déterminante. L'extension des frontières du Reich et la création d'états satellites en Europe orientale. Il était planifié la mise en place d'un protectorat de Pologne et l'annexion d'une partie des Pays baltes : la Lituanie et le Courlande (représentant 21% de la Lettonie actuelle). L'Estonie et la Lettonie restante constitueraient des partenaires et alliés baltiques de l'Allemagne. La Finlande retrouverait son indépendance et rejoindrait cet axe. Une fois la guerre remportée par l'Allemagne, une union économique aurait été érigée dans

¹⁴ LÖFFELBEIN Nils (September 06, 2017) « *War Aims and War Aims Discussions (Germany)* » International Encyclopedia of the First World War [en ligne] Consulté le 23 novembre 2022. URL : https://encyclopedia.1914-1918-online.net/article/war_aims_and_war_aims_discussions_germany

¹⁵ FISCHER, Fritz, 1908-1999. (1967). *Germany's aims in the First World War*. New York : W. W. Norton, pp. 104-105. [en ligne] Consulté le 23 novembre 2022. Disponible sur Internet : <<https://ia600204.us.archive.org/31/items/FischerFritzGermanysAimsInTheFirstWorldWar/Fischer%2C%20Fritz%20-%20Germany%E2%80%99s%20Aims%20in%20the%20First%20World%20War.pdf>>

laquelle serait incorporée l'ensemble des pays d'Europe, le tout piloté de Berlin¹⁶. Bethmann Hollweg aborde la création d'une « association économique d'Europe centrale ». Elle aurait pour vocation à être la « province de l'économie mondiale » (*Weltwirtschaftsprovinz*)¹⁷. En somme, un prototype de Communauté économique européenne avant l'heure¹⁸. Ce type de projet avait déjà été proposé en 1913 par l'industriel et homme politique allemand, Walther Rathenau. Il avait développé l'idée d'une union douanière entre les empires centraux et certains pays des Balkans¹⁹.

Pour mener à bien ce plan de *Mitteleuropa* durant la Première Guerre mondiale, les dirigeants allemands vont s'appuyer sur une stratégie ambitieuse : semer l'agitation au sein de la Russie par un soutien combiné à une révolution des nationalismes et à une révolution sociale au sein de la Russie. En effet, le gouvernement allemand s'était rapproché des milieux révolutionnaires marxistes russes, par le biais d'Israil Lasarevich Helphand, dit Alexandre Parvus²⁰. En février 1915, ce

¹⁶ FISCHER, Fritz, (op. cité) page 107.

¹⁷ WEINRICH Arndt, « Du blocus à l'obsession de l'autarcie ? Le blocus de 14-18 et le nazisme », *Les Cahiers Sirice*, 2021/1 (N° 26), p. 109-120. [En ligne] Consulté le 23 novembre 2022. URL : <https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-sirice-2021-1-page-109.htm>

¹⁸ La Communauté économique européenne a vu le jour le 25 mars 1957 lors du traité de Rome. Elle est devenue par la suite, l'Union européenne.

¹⁹ WEINRICH Arndt (op. cité).

²⁰ Israil Lasarevich Helphand alias Alexandre Parvus (1867-1924) était un révolutionnaire marxiste russe et un ami de Trotski. Il a appuyé la révolution d'Octobre en soutenant Lénine, mais en servant également les intérêts allemands. En raison de ses liens avec le ministère des Affaires étrangères allemand et de sa déception devant l'instauration du régime de terreur de Lénine, il demanda la nationalité allemande. Il termine sa vie en Allemagne et se rapproche de la social-démocratie.

dernier s'est rendu au ministère des Affaires étrangères sur la Wilhelmstrasse à Berlin, où il fut reçu par le ministre Gottlieb von Jagow²¹. Il rédigea un plan pour la Révolution russe de 23 pages dont voici quelles étaient les grandes lignes : une grève générale en Russie sous le slogan « paix et liberté » organisée sous la direction de la social-démocratie, le soulèvement de la flotte de la mer Noire afin d'enflammer les dépôts pétroliers, porter l'attention sur la paysannerie vivant en Sibérie et attachée à une certaine fierté ainsi qu'un esprit d'indépendance, organiser l'évasion des déportés politiques retenus en Sibérie²² pour créer des milliers d'agitateurs dans la Russie et notamment à Saint-Pétersbourg (renommée Petrograd en août 1914), la publication de brochures russes en Suisse pour appuyer la propagande révolutionnaire, utiliser les communautés juives et slaves russes vivant à l'étranger comme éléments d'agitation contre le tsarisme, le démantèlement d'une partie du territoire russe, dont le Caucase libéré de la tutelle orthodoxe au profit d'un gouvernement musulman, et dernier point : obtenir le renversement du gouvernement et un accord de paix rapide avec l'Allemagne²³. Afin de réaliser cette insurrection, des connaissances techniques étaient exigées : obtenir des cartes précises des chemins de fer, des principaux ponts à cibler pour paralyser le trafic, recevoir des instructions claires sur la fabrication

²¹ Gottlieb von Jagow (1863-1935) était le ministre allemand des Affaires étrangères de 1913 à 1916. Il serait le principal artisan du plan qui consistait à pousser le Mexique à entrer en guerre contre les États-Unis.

²² Parmi les déportés politiques en Sibérie se trouvait un certain Iossif Vissarionovitch Djougachvili dit Joseph Staline.

²³ AUST Stephan, GEIGES Adrian (8 avril 2017) « *Als Deutschland die russische Revolution in Gang setzte* », Welt. [en ligne] Consulté le 24 novembre 2022. URL : <https://www.welt.de/geschichte/article163523294/Als-Deutschland-die-russische-Revolution-in-Gang-setzte.html>

et la manipulation des explosifs pour former les révolutionnaires et viser les objectifs définis. Pour accomplir la révolution sociale avec succès, le Reich allemand devait apporter le soutien financier nécessaire à la faction majoritaire de la social-démocratie russe, c'est-à-dire les bolcheviks²⁴. Parvus reçu immédiatement la confiance du gouvernement allemand qui lui a versé, par le biais du ministère des Affaires étrangères, la somme de deux millions de marks au cours de l'hiver 1915-1916, puis vingt autres millions en roubles²⁵. Sur instruction du gouvernement allemand, Parvus a créé une vaste organisation dont le siège était situé à Copenhague, au Danemark, pour préparer la révolution en Russie. Il gérait autant ses affaires, tel un profiteur de guerre pour se constituer une petite fortune²⁶, que celles des préparatifs pour l'insurrection. En finançant et en envoyant du matériel de propagande communiste, comme l'impression du journal la Pravda, puis des armes et des explosifs en Russie. La transition du matériel se faisait à Haparanda, une ville suédoise frontalière avec la Finlande, alors appartenant à l'Empire russe. Parvus travaillait d'ailleurs en étroite collaboration avec Yakov Furstenberg²⁷, le collecteur de fonds de Lénine. Celui-ci devient le directeur de sa

²⁴ En 1903, le Parti Ouvrier social-démocrate de Russie (POSDR) s'était scindé en deux factions, les mencheviks (minoritaires) et les bolcheviks (majoritaires) dirigés par Vladimir Ilitch Oulianov, dit Lénine.

²⁵ FISCHER, Fritz (op.cité), p. 149.

²⁶ En 1919 et 1920, le fisc suisse note un patrimoine de 2,2 millions de francs et d'un revenu annuel de 123 000 francs. Réf. : AUST Stephan, GEIGES Adrian (op. cité).

²⁷ Yakov Furstenberg était connu sous le nom de Yakov Hanecki (1879-1937). Il fut plus tard nommé président de la Banque centrale soviétique. Il est arrêté, puis exécuté sur ordre de Staline durant la Grande Terreur qui a fait 750 000 morts et plus d'un million de déportés entre août 1937 et novembre 1938.

société d'importation et d'exportation à Copenhague. Parvus en profite aussi pour constituer un réseau d'espionnage ayant compté jusqu'à dix-huit agents sous couvert de « l'Institut de recherche sur les conséquences sociales de la guerre »²⁸. Quant à l'Allemagne, elle disposait d'agents de liaison dans les pays neutres : Freiherr von Romberg à Berne, en Suisse, le comte Brockdorff-Raatzau à Copenhague, au Danemark, et Freiherr Lucius von Stoedten à Stockholm, en Suède²⁹. Les sédimentations pour la future révolution sociale commençaient à s'opérer. Parallèlement, le gouvernement allemand allait soutenir les mouvements nationalistes finlandais, polonais, ukrainiens, baltes, géorgiens, arméniens, mais aussi islamiques et même juifs. Tous ces groupes de nationalités au sein de l'Empire russe représentaient, selon un recensement de 1897, 75 millions de personnes sur une population de 131 millions, soit 57,5% de la population³⁰.

Pour le député allemand et soutien du chancelier von Bethmann Hollweg, Matthias Erzberger³¹, le but de guerre pour l'Europe de l'Est était le suivant :

La libération des peuples non russes du joug moscovite et l'établissement de l'autorité interne de chaque peuple. Le tout, sous

²⁸ « Institut zur Erforschung der sozialen Folgen des Kriegeres ». Réf. : AUST Stephan, GEIGES Adrian (op. cité).

²⁹ FISCHER, Fritz (op.cité), pp. 125-126.

³⁰ ZETTERBERG Seppo. *Die Liga der Fremdvölker Russlands 1916-1918. Ein Beitrag zu Deutschlands antirussischem Propagandakrieg unter den Fremdvölkern Russlands im ersten Weltkrieg*, Suomen Historiallinen Seura — Finska Historiska Samfundet Vol. 8, Helsinki, 1978, page 42. ISBN : 951-9254-16-1. Disponible sur Internet : <https://core.ac.uk/download/pdf/186507859.pdf>

³¹ Matthias Erzberger (1875-1921) était membre du Deutsche Zentrums-partei (centre), il fut ministre des Finances allemand de 1919 à 1920. En 1921, il est assassiné par l'organisation d'extrême droite Consul.

*la suprématie militaire allemande, mais également peut-être une union douanière*³².

En Europe orientale, la Russie serait coupée de la Baltique à la mer Noire. Les élites baltes étaient plutôt acquises à la cause allemande. Une révolution n'était pas jugée nécessaire si au cours de la guerre, les troupes allemandes devaient pénétrer dans ces territoires pour être accueillies en « libérateurs » pour assurer une transition pacifique. Une libération qui se serait transformée en annexion si l'Allemagne avait gagné la guerre, conformément au Programme de septembre. Pour la Finlande, des fonds ont été débloqués à hauteur de 100 000 marks par le chancelier d'Allemagne pour entretenir l'agitation dans le pays et obtenir son indépendance³³. Cependant, les efforts étaient davantage concentrés sur la « libération » de la Pologne et de l'Ukraine, en plus de rétrocéder la Bessarabie à la Roumanie, ce qui aurait constitué des états tampons « non russes »³⁴. La Pologne, la Bessarabie et l'Ukraine, enlevées à la Russie, permettaient en tout d'arracher plus de 30 millions d'âmes de l'influence de l'Église grecque-orthodoxe au profit des églises uniates (grecques-catholiques orientales rattachées à Rome), notamment celles d'Europe centrale qui étaient sous l'influence de l'Empire austro-hongrois. Cela représentait 23% des croyants de l'empire russe.

³² FISCHER, Fritz (op.cité), p. 134.

³³ MOUSSON-LESTANG, Jean-Pierre. La menace activiste du printemps à l'automne 1915 In : Le Parti social-démocrate suédois et la politique étrangère de la Suède : 1914-1918 [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 1989 (généré le 25 novembre 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/psorbonne/50733>>. ISBN : 9791035103996. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.50733>.

³⁴ FISCHER, Fritz (op.cité), p. 133.

Nous pouvons citer un exemple historique antérieur ayant connu ce phénomène avec les Ruthènes au XVII^e siècle. Cette petite région de l'Ukraine actuelle, où vit une forte minorité hongroise, appartenait à l'époque au Royaume de Hongrie. À la suite d'une activité missionnaire appuyée par les hauts prélats hongrois, de l'évêque d'Eger et par les seigneurs protestants convertis au catholicisme, les Ruthènes, autrefois orthodoxes, ont été rattachés à l'Église catholique (l'uniatisme). Le but était de contrebalancer la présence de l'orthodoxie issue d'immigrés serbes installés dans la région depuis que les troupes ottomanes avaient établi le siège de Belgrade en 1690³⁵. Ces églises uniates sont toujours présentes de nos jours en Ukraine. Les Allemands avaient sans doute l'idée de reproduire la même opération, mais à plus grande échelle.

L'Ukraine était un enjeu stratégique important pour l'Allemagne. D'une part, pour l'accès à la mer Noire, mais aussi pour ses ressources en charbon, en minerais, en sel et en pétrole. Nonobstant que la population ukrainienne représentait à elle seule 22 millions de personnes. Soit plus de 17% des sujets de l'empire tsariste en 1897. Détacher l'Ukraine de la Russie permettait d'amputer une part significative du potentiel démographique russe. Les Allemands se sont donc servi des immigrés socialistes ukrainiens pour former un mouvement révolutionnaire au sein d'un « comité national ruthène » basé

³⁵ En 1690, l'empire ottoman est en guerre avec le Saint-Empire romain germanique et ses alliés. Les Turcs établissent le siège de Belgrade, ce qui provoque une immigration des serbes orthodoxes notamment vers les Ruthènes, au nord-est du royaume de Hongrie.

BAÁN István, « La pénétration de l'uniatisme en Ukraine subcarpatique au XVII^e siècle », *Dix-septième siècle*, 2003/3 (n° 220), p. 515-526. DOI : 10.3917/dss.033.0515. [En ligne] Consulté le 25 novembre 2022. URL : <https://www.cairn.info/revue-dix-septieme-siecle-2003-3-page-515.htm>

en Autriche, dans la province de Galicie. La future organisation serait appuyée par le consul général d'Allemagne à Lemberg³⁶, Heinze³⁷. En août 1914, ce comité fut créé et financé par les ministères des Affaires étrangères allemand et autrichien. Il prit pour nom d'Union pour la Libération de l'Ukraine et visait à créer un État indépendant, d'aspiration sociale-démocratique. Nous retrouvons au sein de ses membres : V. Dorochenko, A. Jouk, A. Melenevskyi, O. Skoropys-Yoltoukhovskyi, M. Zalizniak, mais surtout Dmytro Dontsov³⁸, le théoricien du nationalisme intégral ukrainien dont un certain Stepan Bandera deviendra plus tard son disciple idéologique³⁹. Pour grossir les rangs de ces mouvements révolutionnaires ukrainiens, les Allemands n'hésitaient pas à recruter, au cours de la guerre, les anciens soldats tsaristes originaires d'Ukraine internés dans les camps de prisonniers de guerre. Des commissions allemandes spéciales étaient chargées de les endoctriner pour les retourner et être les « flambeaux » du mouvement indépendantiste ukrainien et, en même temps, être les pions sur l'échiquier du Reich allemand. Ce procédé fut utilisé pour les Polonais, Géorgiens et d'autres nationalités. À titre d'exemple, à Cracovie, une légion polonaise a été formée et était sous le

³⁶ Aujourd'hui Lviv en Ukraine.

³⁷ FISCHER, Fritz (op.cité), p. 136.

³⁸ KOSYK, Wolodymyr. Chapitre V. L'indécision et l'expectative In : La politique de la France à l'égard de l'Ukraine : Mars 1917 - février 1918 [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 1982 (généré le 05 décembre 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/psorbonne/53628>>. ISBN : 9791035104122. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.53628>.

³⁹ LAFFITTE Thomas (2 octobre 2022) « Éric Aunoble : « *Sous les Tsars, le mot même d'Ukraine était proscrit* ». Le courrier d'Europe centrale. [En ligne] Consulté le 5 décembre 2022. URL : <https://courrierdeuropecentrale.fr/eric-aunoble-sous-les-tsars-le-mot-meme-dukraïne-était-proscrit/>

commandement militaire austro-hongrois. Les Allemands ont aussi encouragé le soulèvement des populations dans le Caucase. Il était initialement prévu une fédération caucasienne indépendante regroupant aussi bien chrétiens que musulmans avec un royaume de Géorgie et deux districts. L'un arménien, l'autre tatar avec un prince musulman. Mais devant le refus catégorique des Turcs qui voulaient annexer ces territoires du Caucase qu'ils avaient perdu auparavant lors de la guerre de 1877-1878⁴⁰, le projet est resté lettre morte⁴¹. L'Allemagne avait également envisagé de soutenir l'émancipation des Juifs de Russie qui à cette époque subissaient les pogroms⁴². En août 1914, le ministère des Affaires étrangères allemand approuva la fondation d'un « Comité pour la Libération des Juifs de Russie » dont la présidence a été assurée par le professeur Franz Oppenheimer⁴³, avec Max Bodenheimer comme vice-

⁴⁰ La guerre russo-turque de 1877-1878 a conduit à une lourde défaite pour l'empire ottoman qui voit la perte d'importants territoires dans les Balkans et le Caucase au profit de la Russie et du panslavisme.

⁴¹ FISCHER, Fritz (op.cité), p. 135.

⁴² Le pogrom se définit comme un massacre et un pillage des Juifs par le reste de la population, le plus souvent encouragé par le pouvoir. Entre 1881 et 1902, une série de pogroms se déroulèrent dans les territoires ouest de la Russie, appelés les zones de Résidence. Cette période a vu aussi l'émergence de mouvements sionistes comme le Bilou sous l'impulsion d'Israël Belkind en 1882, favorable à l'émigration des Juifs de Russie en Palestine. A contrario, nous avons l'émergence de l'Union générale des travailleurs juifs (Bund) en 1897, le premier parti socialiste juif laïc, qui était, quant à lui, antisioniste. Plus tard, ce mouvement s'est illustré dans la résistance armée contre l'occupation nazie en Pologne et dans le soulèvement du Ghetto de Varsovie en 1943.

⁴³ Franz Oppenheimer (1864-1943) était un sociologue et économiste allemand. Il a participé en 1928 aux premiers cours de l'université internationale de Davos, en Suisse. En 1938, il fuit les persécutions nazies pour se réfugier à l'étranger, dont les États-Unis.

président⁴⁴. Bodenheimer était le premier président de la Fédération Sioniste d'Allemagne, associé de Théodor Herzl et l'un des fondateurs du Fonds national juif chargé de racheter les terres en Palestine pour y développer l'installation de colons juifs⁴⁵. Le Commandement suprême des armées allemande et autrichienne a même lancé un appel aux Juifs de Russie à se lever en armes en leur promettant l'égalité des droits civiques et la liberté de culte. Parmi les dépliants circulant dans le Comité des Juifs de Galicie, on pouvait lire ceci : *Juifs de Russie ! Levez-vous ! Prenez-les armes ! Aidez-nous à chasser le Moskal [le Russe] de l'Ouest, hors de Pologne, de la Lituanie, de la Russie Blanche, de la Volhynie et de Podolie*⁴⁶ ! *La liberté vient d'Europe* ! Les Juifs de Russie représentaient environ cinq millions de personnes, soit 3,9% de la population de l'empire tsariste en 1897. Ce nombre n'était pas à négliger pour les Allemands. Pourtant, le succès n'a pas été au rendez-vous. À la suite des revers de l'armée allemande au cours de l'été 1914, le comité exécutif de l'Organisation Sioniste mondiale⁴⁷ à Copenhague s'est prononcé en faveur d'une

⁴⁴ FISCHER, Fritz (op.cité), p. 142.

⁴⁵ The National Library of Israel, Max Bodenheimer (1865-1940). [En ligne] Consulté le 27 février 2023. URL : <https://www.nli.org.il/en/a-topic/987007258975205171>

⁴⁶ Territoires constituant l'Ouest de l'Ukraine actuelle.

⁴⁷ Son nom d'origine est l'Organisation sioniste, elle s'intitule Organisation sioniste mondiale qu'à partir de 1960. Elle a été fondée en 1897 par Theodor Herzl et Max Nordau. Son objectif premier était l'établissement d'un foyer juif en Palestine. En 2023, son président se nomme Avraham Duvdevani. Il est membre honoraire du Conseil des gouverneurs de l'Agence juive pour Israël et co-président du Fonds national juif. Réf. :

<https://www.jewishagency.org/avraham-duvdevani/> (Consulté le 27 février 2023)

stricte neutralité et força les membres de ce comité de libération à démissionner. Pour finir, les Allemands étaient allés demander de l'aide, en vain, auprès du Saint-Siège au Vatican pour qu'il incite les catholiques polonais à se révolter face à la domination orthodoxe russe. Nous l'aurons compris, l'Allemagne était prête à soutenir n'importe quel groupe ethnique, religieux, politique ou nationaliste tant que cela servait à atteindre le but de guerre : l'effondrement de la Russie. Quitte à faire des alliances contrenatures jusqu'à s'associer avec des révolutionnaires marxistes comme les bolchevicks qui haïssaient la bourgeoisie capitaliste et la monarchie⁴⁸.

En 1916, le ministère allemand des Affaires étrangères a financé une ligue rassemblant ces mouvements nationalistes indépendantistes. Elle fut appelée la ***Liga der Fremdvölker Rußlands***, pouvant se traduire par la Ligue des peuples étrangers de Russie. Elle se voulait être le porte-voix des peuples opprimés en Russie : finlandais, polonais, ukrainiens, baltes, géorgiens, juifs et musulmans. Cette organisation fut fondée par les barons germano-baltes Friedrich von der Ropp⁴⁹,

<https://archive.jewishagency.org/fr/executive-members/clone-avraham-duvdevani-0/> (Consulté le 27 février 2023)

http://rrfei.org/wp-content/uploads/2016/05/JPPJ-Jewish_and_Democratic_English-full-report-5.14.pdf (Consulté le 27 février 2023).

⁴⁸ Rappelons que le Tsar Nicolas II était le cousin du Kaiser Guillaume II lui-même cousin du roi d'Angleterre George V et avaient tous comme lien de parenté commun leur grand-mère, la reine Victoria (1837-1901).

⁴⁹ Friedrich von der Ropp (1879-1964) est un aristocrate allemand qui après la Première guerre mondiale s'est rapproché des idéaux du parti nazi. En 1935, à Londres, il a fondé avec Ernest Tennant une association, l'Anglo-German Fellowship (la Confrérie anglo-germanique), rassemblant des Anglais profascistes et pronazis. Elle consistait à rapprocher l'Allemagne nazie et l'Angleterre contre le bolchevisme, mais servait aussi de relais pour Joachim von Ribbentrop, alors

Bernhard von Uexküll et le lituanien Juozas Gabrys⁵⁰. La Ligue s'est fait connaître au tout début en envoyant un télégramme datant du 9 mai 1916 et adressé au président des États-Unis, Woodrow Wilson. Un message dans lequel la ligue réclamait aide et assistance face à l'oppression russe. Il dénonçait les exactions qu'auraient été commises par le gouvernement russe, l'armée russe et la population russe à l'égard des peuples étrangers. La ligue arborait les expropriations, les pillages, l'interdiction de pratiques religieuses autres que le christianisme orthodoxe, les meurtres, voire le génocide en ce qui concernait les Ukrainiens⁵¹. Il est à noter que le représentant du groupe ukrainien pour la Ligue et cosignataire du télégramme était Dmytro Dontsov. Son but était d'avoir une reconnaissance internationale et de réaliser une propagande devant susciter la haine envers la Russie, et ce, afin d'émouvoir le public pour obtenir un soutien humain, matériel et financier. Elle avait des bureaux dans plusieurs pays : à Berne,

ambassadeur d'Allemagne au Royaume-Uni. Ce dernier échoua lamentablement dans sa tentative de rapprochement. Réf. :

DOUGLAS-HAMILTON, J. (1970). Ribbentrop and War. *Journal of Contemporary History*, 5(4), 45–63.

<https://doi.org/10.1177/002200947000500403> (Consulté le 1er décembre 2022)

CHANDLER, A. (2022). *Resisting a Rapprochement, 1935–1937. In British Christians and the Third Reich: Church, State, and the Judgment of Nations* (pp. 139-202). Cambridge : Cambridge University Press. doi:10.1017/9781316415993.009

⁵⁰ Juozas Gabrys (1880-1951) est un homme politique lituanien ayant milité pour l'indépendance de la Lituanie, mais il a profité de sa position au sein de Ligue pour détourner les sommes d'argent versées par l'Allemagne afin de s'enrichir personnellement. Lorsque la Lituanie est devenue indépendante, il a tenté en vain d'obtenir un poste au gouvernement. Il termina sa vie en Suisse.

⁵¹ Voir ANNEXE 10, image 18.

en Suisse ; à Stockholm, en Suède, dirigé par Hermann Gummerus et à Berlin, en Allemagne. L'intermédiaire entre le gouvernement allemand et la Ligue pour son financement était le banquier Max Warburg⁵². Ce dernier reçut plusieurs versements à hauteur de 50 000 Marks du ministère des Affaires étrangères allemand pour entretenir les activités de la Ligue au début de sa fondation. Entre 1916 et 1917, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Arthur Zimmermann, a établi un versement mensuel de 20 000 Marks par mois. Pareillement, la Ligue essayait de se faire financer à l'étranger pour masquer les dépôts allemands. Warburg remplissait ce rôle en ayant obtenu des fonds venants « d'américains qui soutenaient la cause »⁵³ de la Ligue, mais qui se gardait de délivrer les noms des donateurs. Il faut savoir que Max Warburg avait d'importantes relations en Amérique, surtout familiales, puisque son frère n'était autre que Paul Warburg, l'un des artisans de la création de la Réserve fédérale américaine (FED) et son vice-président⁵⁴. Plusieurs conférences ont été organisées au cours

⁵² Max Warburg (1867-1946) est issu d'une famille de banquier juif allemand qui fut à la tête de la banque privée allemande M. M. Warburg & Co. Il fut le conseiller personnel du Kaiser Guillaume II et membre du cercle restreint du chancelier Bethmann Hollweg. En 1933, il était membre du conseil d'administration de la Reichsbank aux côtés de Hjalmar Schacht qui en était le gouverneur. Il sera contraint de rester aux États-Unis à la suite de l'instauration des lois de Nuremberg en 1935 et ses avoirs furent saisis.

⁵³ « *dass es sich um amerikanische Unterstützungen handelt* ». ZETTERBERG Seppo, (op.cité), page 163.

⁵⁴ Paul Warburg (1868-1932) a jeté les bases du Federal Reserve act de 1913. Cette loi a permis la création du système de réserve fédérale américain qui existe encore aujourd'hui. Le président des États-Unis Woodrow Wilson l'avait nommé au premier conseil d'administration de cette nouvelle entité en 1914. Il était associé de la même banque que son frère, Max, à la MM Warburg & Co. fondée par leur arrière-grand-père. Il démissionne du conseil d'administration de la Réserve Fédérale

de la brève existence de la Ligue. D'abord en juin 1916 à Lausanne, en Suisse, sous l'égide de « l'Union des nationalités » dont l'initiateur était Friedrich von der Ropp et son secrétaire général Juozas Gabrys. Puis en décembre 1916, aux États-Unis, lors de la « Conférence des peuples opprimés » à Washington organisée par l'écrivaine, féministe finlandaise et agent de liaison de la Ligue, Aino Malmberg⁵⁵. Cette conférence voyait défiler des personnalités de diverses nationalités qui réclamaient tous l'indépendance de leur pays dans l'espoir de susciter le ralliement de l'opinion publique et nouer des contacts dans les sphères d'influence américaines. Aino Malmberg a pu établir des contacts avec James Luther Slayden⁵⁶, membre du Congrès des États-Unis et proche de l'industriel Andrew Carnegie. James Luther Slayden faisait partie, depuis 1910, du conseil d'administration du think tank Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)⁵⁷. Il était

à partir de 1918. La Réserve Fédérale américaine (FED), tout comme ses banques centrales régionales, sont des banques privées en lien avec Wall Street. À titre d'exemple, la FED de New York est détenue majoritairement en 2018 par JP Morgan (à 29, 5%) et Citigroup (à 42,8%).
Réf. :

Federal Reserve History. [En ligne] Consulté le 2 décembre 2022.
URL : <https://www.federalreservehistory.org/people/paul-m-warburg>
AÏT-KACIMI Nessim, (26 août 2020), « *La Réserve fédérale de New York est détenue par une poignée de banques de Wall Street* » Les Echos. [En ligne] Consulté le 2 décembre 2022. URL : <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/la-reserve-federale-de-new-york-est-detenu-par-une-poignee-de-banques-de-wall-street-1236849>

⁵⁵ ZETTERBERG Seppo, (op.cité), pp. 175-178.

⁵⁶ ZETTERBERG Seppo, (op.cité), page 177.

⁵⁷ James Luther Slayden (1853-1924), était membre de la Chambre des représentants des États-Unis du 14^e district du Texas sous l'étiquette du Parti démocrate. En 1910, il fut nommé par Andrew Carnegie comme

également président du Groupe américain de l'Inter-Parliamentary Union (IPU). La plus ancienne des institutions internationales à caractère intergouvernementale chargée de promouvoir la démocratie, la paix et l'arbitrage international⁵⁸. Néanmoins, cette influence outre-Atlantique restait limitée et devint difficile à gérer pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le manque de personnel qualifié, suivi de la grande distance en matière de communication avec la Ligue en Europe, et pour finir, la censure. Elle s'abattit surtout après que les États-Unis sont entrés en guerre contre l'Allemagne en avril 1917, à la suite des révélations du « télégramme de Zimmermann »⁵⁹.

En février 1917, devant les revers militaires et la misère que connaissaient des Russes, un profond mécontentement a émergé pour se transformer en mouvements de grève. 87 000 grévistes, ensuite 97 000, jusqu'à 240 000. Les manifestations réclamaient la paix et le pain. Les soldats russes cessèrent le

l'un des premiers administrateurs du think tank Carnegie Endowment for International Peace.

Source : History, Art & Archives – United States House of Representatives. [en ligne] Consulté le 2 décembre 2022. URL : <https://history.house.gov/People/Detail/21741>

⁵⁸ Inter-Parliamentary Union (IPU) ou Union Interparlementaire est l'organisation mondiale des parlements nationaux fondée en 1889 à Paris. Son siège actuel est à Grand-Saconnex, en Suisse. URL : <https://www.ipu.org/fr> (Consulté le 2 décembre 2022).

⁵⁹ Le télégramme de Zimmerman a été le *casus belli* qui a fait entrer les États-Unis dans la Première guerre mondiale. Le ministère des Affaires étrangères allemand Arthur Zimmermann avait envoyé un télégramme le 16 janvier 1917 à l'ambassadeur d'Allemagne au Mexique afin de sceller une alliance dans le but d'entrer en guerre contre les États-Unis. Zimmermann proposait de donner les États américains du sud au Mexique (Texas, Nouveau-Mexique et Arizona). Intercepté par les Britanniques, le télégramme fut rendu public et précipita l'Amérique dans le conflit.

combat et fraternisèrent avec les soldats allemands. La révolution de Février venait d'éclater et elle aboutit à l'abdication du tsar Nicolas II. Le plan de Parvus se déroulait comme prévu. Il y avait néanmoins un problème. Le nouveau gouvernement provisoire de Petrograd, mené à partir de juillet 1917 par Alexandre Kerenski, était partisan pour la continuité de la guerre. C'est à ce moment-là que Parvus proposa à ses interlocuteurs allemands d'envoyer Lénine en Russie dans un train spécial pour quitter la Suisse en direction de la Russie. L'idée était intéressante pour les Allemands qui voyaient en Lénine un agitateur qui sèmerait l'anarchie et le chaos, mais aussi l'interlocuteur qui mettrait fin aux hostilités à l'Est. Le Kaiser Guillaume II approuva cette suggestion. Le 9 avril 1917, Lénine et 31 autres immigrés russes montèrent dans le train quittant Zürich pour se rendre à Petrograd⁶⁰. Puis, comme attendu, Lénine organise la révolution d'Octobre et renverse le gouvernement provisoire de Kerenski⁶¹. Ce fut le commencement de la guerre civile, mais aussi le début des tractations pour signer la paix avec l'Allemagne. Le secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Berlin, le baron Richard von Kühlmann, envoya un télégramme au général Ludendorff pour commenter les événements en Russie : *Le mouvement bolchevique n'aurait jamais pu atteindre l'ampleur qu'il a aujourd'hui sans notre vaste et constant soutien*. Le général Ludendorff dira plus tard :

⁶⁰ MARCY Sandrine (16 juin 2014) « *Alexandre Parvus : l'escroc révolté* », France info. [en ligne] Consulté le 24 novembre 2022. URL : https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-roman-des-espions/alexandre-parvus-lescroc-revolte_1763107.html

⁶¹ FISCHER, Fritz (op.cité), p.147.

*Nous avons pris une grande responsabilité en amenant Lénine en Russie, mais il fallait le faire pour que la Russie tombe*⁶².

Le but de guerre était enfin atteint avec la signature du traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918. La Russie se retirait du conflit et amputée d'une grande partie de son territoire⁶³. La perte de la Finlande ayant déjà acté son indépendance, le 6 décembre 1917. Rajoutons, les Pays baltes, la Russie blanche (la Biélorussie)⁶⁴, la Pologne et l'Ukraine, sans oublier des territoires dans le Caucase devant être cédés à la Turquie⁶⁵. Pourtant, ce traité ne devait être qu'une étape, car l'Allemagne avait des vues sur la Crimée. Le général Ludendorff souhaitait en faire une colonie allemande rattachée au Reich. La Crimée sous domination allemande était la garantie de routes maritimes et terrestres sûres allant en Arabie, en Iran et jusqu'en Inde en passant par le Caucase. En effet, les Allemands espéraient, dans la situation d'effondrement de la Russie, voir l'émergence de nouveaux États dans cette région du Caucase : une république cosaque du Don et un Kouban libre intégrés économiquement dans une « Fédération du Sud-Est » en lien avec le Reich⁶⁶. Ces projets ne manquaient pas de s'opposer, encore une fois, aux ambitions ottomanes. Les Turcs voulaient

⁶² AUST Stephan, GEIGES Adrian (op. cité).

⁶³ Voir ANNEXE 11, image 19.

⁶⁴ Les forces allemandes avaient parrainé la création de la République populaire de Biélorussie (*Belaruskaja Narodnaja Respublika*, BNR) en mars 1918. Elle ne durera que neuf mois lorsque l'armée allemande se retire de Biélorussie après l'armistice, et que la ville de Minsk est prise par l'Armée rouge en janvier 1919.

⁶⁵ Herodote.net, « 3 mars 1918 De la paix de Brest-Litovsk à la guerre civile ». [en ligne] Consulté le 3 décembre 2022. URL : https://www.herodote.net/3_mars_1918-evenement-19180303.php

⁶⁶ FISCHER, Fritz (op.cité), pp. 345-350.

récupérés la Crimée avec l'aide de la minorité musulmane tatare, ainsi que tout le Caucase à leur profit. Ces aspirations ne furent finalement pas concrétisées. Les Allemands restaient avant tout concentrés sur l'Ukraine. Ils occupaient Kiev et ont mis fin à la fragile République Populaire d'Ukraine, née des suites de la révolution d'Octobre 1917, pour y substituer l'*Hetmanat*⁶⁷. Une dictature nationaliste pro-allemande avec à sa tête Pavlo Skoropadsky⁶⁸. Il s'est proclamé « Hetman », à savoir, le chef cosaque de toute l'Ukraine. Pour maintenir son pouvoir, il s'est appuyé sur l'armée allemande, la faction Blanche, c'est-à-dire les monarchistes russes et les classes

⁶⁷ L'Hetmanat ou l'État ukrainien a existé entre le 28 avril 1918 et le 14 décembre 1918. Ce régime militaire et nationaliste s'inspire de l'Hetmanat cosaque ayant existé de 1649 à 1764. L'Hetmanat cosaque a émergé après le soulèvement de Khmelnytsky de 1648, où le chef militaire cosaque Bohdan Khmelnytsky (1595-1657) se révolte contre la République des Deux Nations (royaume de Pologne et grand-duché de Lituanie). Il incite les paysans ukrainiens de confessions orthodoxes à se révolter contre la noblesse polonaise catholique, la présence des Églises uniates et des Juifs. Cette révolte a conduit à plusieurs massacres. Bohdan Khmelnytsky devient Hetman d'Ukraine et se rapproche par la suite de la Russie lors de la signature du traité de Pereïaslav de 1654 qui entérine l'établissement de l'Hetmanat cosaque sur l'Ukraine de la rive gauche du Dniepr, mais cette fois, sous domination russe.

KOHUT, Zenon E. "The Khmelnytsky Uprising, the Image of Jews, and the Shaping of Ukrainian Historical Memory." *Jewish History*, vol. 17, no. 2, 2003, pp. 141–63. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/20101495>. Accessed 17 Mar. 2023.

⁶⁸ Pavlo Skoropadsky (1879-1945) était avant qu'il se proclame Hetman, général de l'armée tsariste et appartenait à la noblesse ukrainienne d'origine cosaque. Après la fin de la Première guerre mondiale et la chute de l'Hetmanat, il s'exila en Allemagne. Il a refusé systématiquement toute collaboration avec les nazis que ce soit durant l'entre-deux guerres ou durant la Deuxième guerre mondiale. Il meurt des suites de ses blessures après un bombardement allié sur Plattling, en Bavière.

privilégiées. Toutefois, le nouvel état satellite de l'Allemagne est éphémère en raison du mécontentement des paysans ukrainiens qui ne se reconnaissaient pas dans ce nouveau régime. D'autre part, l'affaiblissement des puissances centrales a conduit à la signature de l'armistice du 11 novembre 1918. Le 14 décembre 1918, l'Hetmanat est renversé par l'Armée populaire ukrainienne et plus particulièrement par l'unité des fusiliers de la Sitch commandé par le colonel Yevhen Konovalets⁶⁹. La République populaire d'Ukraine était de nouveau rétablie pour un temps, avant d'être le théâtre de guerre entre Rouges et Blancs pour aboutir à la création de la République socialiste soviétique d'Ukraine en 1919. Ayant échoué à rallier les pays neutres à sa cause, un sort similaire attendait la Ligue des peuples étrangers de Russie. Cette organisation de propagande et de subversion au service de l'Allemagne finit par perdre le soutien financier du ministère des Affaires étrangères du Reich. Peu de temps avant l'armistice, Friedrich von der Ropp, Gummerus et d'autres protagonistes, voulaient créer une Union d'Europe de l'Est qui engloberait les nouveaux États indépendants de la Russie⁷⁰. Un projet mort-né au moment où l'Allemagne sombrait à son tour dans la révolution⁷¹.

⁶⁹ uinp.gov.ua « Євгену Коновальцю - 130. Мистецтво єднати: штрихи до портрета Євгена Коновальця » [en ligne] Consulté le 4 décembre 2022. URL : <https://uinp.gov.ua/informaciyini-materialy/statti/yevgenu-konovalcyu-130-mystectvo-yednaty-shtryhy-do-portreta-yevgena-konovalcya>

⁷⁰ ZETTERBERG Seppo, (op.cité), page 253.

⁷¹ La révolution allemande de 1918 à 1919 est le soulèvement communiste qui a émergé en Allemagne après la défaite des puissances centrales et de l'abdication du Kaiser Guillaume II. La révolution communiste fut écrasée par l'armée allemande et les *Freikorps* ou les Corps Francs dont certains de leurs membres vont rejoindre - une fois

Si nous devons faire un bilan sur cette première tentative de démembrement de la Russie, nous pouvons reconnaître qu'elle a partiellement réussi. En effet, aux sorties de la Première Guerre mondiale et de la Guerre civile russe, la Russie devenue l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS) a perdu : la Finlande (376 600 km²), les Pays baltes (175 000 km²), une partie de la Russie blanche au profit de la Pologne nouvellement indépendante (387 000 km²)⁷² et la Bessarabie rattachée à la Roumanie (50 100 km²). Rajoutons également la perte dans le Caucase de la région historique géorgienne Tao-Klarjeti et de plusieurs territoires arméniens au profit de la Turquie après la signature du traité de Kars de 1921⁷³. Au total, une perte territoriale d'environ un million de kilomètres carrés. La Première Guerre mondiale a coûté la vie à 1 700 000 soldats russes⁷⁴. Ces pertes font de la Russie le premier pays au niveau des puissances Alliées et le premier concernant tous les belligérants à avoir payé le plus lourd tribut en matière de vie humaine. De plus, il ne s'agit que des pertes militaires, si nous rajoutons les pertes civiles durant la Grande guerre et durant la Guerre civile, nous arrivons à un chiffre autour de dix millions de morts⁷⁵. Avec le triomphe

les corps dissous - les *Sturmabteilung* ou les Sections d'Assaut (SA), la milice d'Adolf Hitler.

⁷² À ce chiffre il faut retirer le corridor de Danzig et certains territoires Est-allemand cédée à la Pologne à la suite du traité de Versailles en 1919.

⁷³ Le Traité de Kars a été signé le 13 octobre 1921 entre la Turquie et l'Union soviétique qui redéfinit les frontières entre les deux pays. La Turquie voit son territoire s'agrandir au Nord-Est au détriment des républiques soviétiques géorgienne et arménienne.

⁷⁴ Library of Congress. « *Newspaper Pictorials: World War I Rotogravures, 1914 to 1919* ». [En ligne] Consulté le 4 décembre 2022. URL : <https://www.loc.gov/collections/world-war-i-rotogravures/articles-and-essays/events-and-statistics/mobilized-strength-and-casualty-losses/>

⁷⁵ MARIE Jean-Jacques, « Introduction », dans : *La guerre civile russe (1917-1922). Armées paysannes rouges, blanches et vertes*, sous la direction de MARIE Jean-Jacques. Paris, Autrement, « Mémoires/Histoire », 2005, p. 5-14. [En ligne] Consulté le 4 décembre 2022. URL :

des bolcheviks et du communisme, l'URSS est désormais indésirable : les puissances européennes lui sont hostiles. La peur du « péril rouge » allait battre son plein pour des décennies. Malgré cette saignée, l'URSS a préservé dans son giron le Caucase avec le pétrole de Bakou, mais surtout l'Ukraine pour l'accès à la mer Noire, ses minerais et son blé. Ces deux zones stratégiques redeviendront les objectifs militaires de l'Allemagne durant la Seconde Guerre mondiale, avec aussi un autre projet de démantèlement de la Russie.

DEUXIÈME TENTATIVE DE DÉMANTÈLEMENT DE LA RUSSIE

Le deuxième projet de démantèlement de Russie fut affirmé très clairement par Adolf Hitler dans son livre *Mein Kampf*. Il reprit la notion du *Lebensraum*, l'espace vital dont l'Allemagne a besoin pour devenir la grande puissance mondiale qu'elle doit être, ainsi que la plupart des théories développées au XIX^e siècle dont le nationalisme völkisch. Voici ce qu'il écrivait :

L'Allemagne sera une puissance mondiale, ou bien elle ne sera pas. Mais, pour devenir une puissance mondiale, elle a besoin de cette grandeur territoriale qui lui donnera, dans le présent, l'importance nécessaire et qui donnera à ses citoyens les moyens d'exister. Aussi, nous autres nationaux-socialistes, biffons-nous délibérément l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre. Nous commençons là où l'on avait fini il y a six cents ans. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et vers l'ouest de l'Europe, et nous jetons nos regards sur l'Est. Nous mettons un terme à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir. Mais si nous parlons aujourd'hui de nouvelles terres en Europe, nous ne saurions

*penser d'abord qu'à la Russie et aux pays limitrophes qui en dépendent.*⁷⁶

Pour réaliser cette nouvelle recomposition des territoires et des populations de l'Est, les nazis vont s'appuyer sur diverses minorités nationales et organisations nationalistes comme du temps de la Première Guerre mondiale. À la différence qu'il s'agira davantage d'une guerre idéologique, d'une guerre raciale et par-dessus tout, d'une guerre totale.

- **Les fascistes finlandais de l'IKL et les volontaires de la division SS Wiking.**

En 1929, après la Grande dépression, une organisation d'extrême droite émerge en Finlande avec le mouvement Lapuan (*Lapuanliike*). Elle était connue pour sa radicalité anti-communiste et n'hésitait pas à utiliser la violence comme moyen d'expression politique. Le mouvement fut dirigé par Vihtori Kosola, un admirateur de Benito Mussolini, partisan de l'instauration d'un régime fasciste en Finlande⁷⁷. Le mouvement Lapuan fut impliqué dans les événements troubles appelés la rébellion de Mäntsälä (*Mäntsälän kapina*) qui s'est déroulée entre le 27 février et le 6 mars 1932. Au moment où le pays est frappé durement par la crise économique avec la montée du chômage et de la pauvreté, la formation d'extrême droite tente un coup de force. Elle rassemble ses partisans armés dans la ville de Mäntsälä, non loin d'Helsinki, pour y interrompre un rassemblement du Parti social-démocrate finlandais, réclamant la démission du gouvernement et un changement radical de politique. Le coup d'État fut

⁷⁶ HITLER Adolf, *Mein Kampf*, Tome 2, traduction intégrale par J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes, Nouvelles éditions latines, 192 ?, pp. 492-493. La Bibliothèque électronique du Québec. Collection *Polémique et propagande*. Volume 3 : version 1.2.

⁷⁷ TUOMINEN Marja, ASHPLANT T. G., HARJUMAA Tiina, *Reconstructing Minds and Landscapes - Silent Post-War Memory in the Margins of History*, Taylor & Francis, USA, 2020.

finalement stoppé par le manque de soutien populaire, le renforcement de l'armée prête à écraser la rébellion ainsi que par l'intervention à la radio du président finlandais Svinhufud qui somme les rebelles de déposer les armes et s'engage à ne punir que les meneurs⁷⁸. Vihtori Kosola est arrêté, emprisonné durant quelque temps et le mouvement Lapuan est dissous. À sa libération, Kosola crée le 5 juin 1932 un parti politique, le Mouvement populaire patriotique (*Isänmaallinen kansanliike*, IKL) avec Hermann Gummerus, l'ancien représentant de la Ligue des peuples étrangers de Russie en Suède (*Liga der Fremdvölker Rußlands*). Outre les invariables orientations fascistes, le parti défendait l'idéal irrédentiste finlandais. L'IKL prônait la création d'une Grande Finlande devant regrouper tous les peuples finno-ougriens vivant en URSS, autour des régions de Carélie, d'Ingrie, de Laponie, la péninsule de Kola, le comté norvégien de Finnmark ainsi que l'État d'Estonie. Parmi les figures charismatiques de ce nouveau parti fasciste, le prêtre Elias Simojoki. Il appartenait déjà à la mouvance nationaliste en étant membre actif du syndicat étudiant à l'Université d'Helsinki, la Société Académique de Carélie (*Akateeminen Karjala-Seura*, AKS) qui soutenait l'idéal de la Grande Finlande. Il intégra rapidement la direction de l'IKL et en 1933, il prend le commandement du mouvement de jeunesse du parti appelé *Sinimustat*, voulant dire « Bleu et Noir ». Une organisation de jeunesse s'inspirant du modèle des jeunesses hitlériennes et de l'Opera Nazionale Balilla⁷⁹ : uniforme noir et adoption du salut fasciste⁸⁰. L'organisation se dote d'un hymne appelé *Luo lippujen*, utilisant le même air que le *Horst*

⁷⁸ FELDMAN Matthew, GRIFFIN Roger, *Fascism: Critical Concepts in Political Science*. (2004). Royaume-Uni : Routledge, page 170.

⁷⁹ L'Opera Nazionale Balilla ou l'Œuvre Nationale Balilla était une organisation regroupant les jeunesses fascistes italiennes.

⁸⁰ VARJUS Seppo, (03/03/2017) « *Suomalainen fasistijohtaja kuoli Laatokan jäälle talvisodassa – lopetti hevosen ja kaatui konekivääri-suihkuun* » *Iltä-Sanomat*. [En ligne] Consulté le 20 décembre 2022. URL : <https://www.is.fi/kotimaa/art-2000005098508.html>

Wessel Lied, la chanson du NSDAP⁸¹. Au cours des années 30, des contacts avaient même été établis entre l'IKL et le parti nazi. Aux élections parlementaires de 1933, l'IKL obtient avec son allié, le Parti de la Coalition Nationale (*Kansallinen Kokoomus*, KOK)⁸² près de 17% des voix et 32 sièges⁸³. L'IKL et le KOK constituaient alors la troisième force politique du pays. Simojoki est élu député et le resta jusqu'en 1939. En 1935, il participe avec son organisation « Bleu et Noir » à un projet de coup d'État en Estonie, en apportant aide et assistance au mouvement d'extrême droite estonien, la Ligue des Vétérans de la Guerre d'Indépendance (*Vabadussõjalased* ou *Vapsid*), dirigé par Artur Sirk. Le coup d'état échoue, Simojoki échappe à la condamnation judiciaire, mais il devient sujet à critiques au sein du parlement. De plus, il ne peut empêcher en 1936 l'interdiction par les autorités finlandaises des activités de « Bleu et Noir ». Par la suite, Simojoki va recréer une organisation de jeunesse appelée *Mustapaidat* ou les « Chemises noires », mais son importance s'amenuise, tout comme l'IKL. En effet, l'influence du parti fasciste décroît dans le paysage politique finlandais lors des élections parlementaires de 1936. Tout d'abord, il perd l'appui du KOK. Son ancien allié a pris ses distances avec l'extrême droite à la réputation sulfureuse pour s'orienter au centre politique⁸⁴. Ensuite, avec le retour de la prospérité économique, les discours contestataires de l'IKL sont moins audibles auprès des électeurs finlandais. Résultat,

⁸¹ TEPORA Tuomas. (2011). *Sinun puolesta elää ja kuolla: Suomen liiput, nationalismi ja veriuhri 1917-1945*. Finlande: WSOY.

⁸² Le Parti de la Coalition Nationale (*Kansallinen Kokoomus*, KOK) était d'orientation conservatrice, mais pas fasciste. Le parti existe toujours et il est membre du groupe du Parti Populaire Européen (PPE) au sein du Parlement européen.

⁸³ MYLLY Juhani, BERRY R. Michael, *Political Parties in Finland: Essays in History and Politics*. (1984). Finlande : Department of Political History, University of Turku, page 31.

⁸⁴ BLINKHORN, Martin. *Fascists and Conservatives: The Radical Right and the Establishment in Twentieth-century Europe*. Royaume-Uni: Taylor & Francis, 2012, page 241.

le parti ne réalise que 8,3% des voix et n'obtient que 14 sièges, rétrogradé en tant que cinquième force politique, derrière le KOK qui réalise 10,3%. Aux élections de 1939, le parti tombe à 6,6% et à huit sièges⁸⁵.

Le 30 novembre 1939, Staline ordonne à l'Armée rouge d'envahir la Finlande en vue d'une annexion complète du pays⁸⁶. La Finlande faisait partie de la sphère d'influence de l'URSS selon les dispositions prises lors de la ratification du pacte germano-soviétique et de ses clauses secrètes. Elia Simojoki s'enrôle comme volontaire au sein de l'armée finlandaise et trouve la mort le 25 janvier 1940, à Konnunsaar⁸⁷. La Finlande résiste aux assauts soviétiques malgré le déséquilibre des forces, mais finit par signer le traité de paix avec l'URSS, le 12 mars 1940. Le pays reste finalement un État indépendant mais doit concéder des territoires, notamment une zone tampon pour sécuriser la ville de Leningrad. Le 13 mars 1940, le cessez-le-feu entre en vigueur, la Guerre d'Hiver prenait fin.

Durant la Grande trêve, vers l'automne 1940, l'Allemagne nazie s'est rapprochée de la Finlande dans le but de l'intégrer à « l'ordre nouveau » qu'elle était en train de mettre en place en Europe après la défaite de la France et l'isolement de la Grande-Bretagne. En octobre 1940, l'IKL organise de son côté un congrès rassemblant tous les groupes de sympathisants à cet ordre nouveau européen. Pourtant, le parti perd en liberté d'action. Le 4 janvier 1941, le nouveau

⁸⁵ CARAMANI Daniele. *Elections in Western Europe 1815-1996*. Royaume-Uni: Palgrave Macmillan UK, 2017, pp. 272-275.

⁸⁶ SPRAGUE Martina. *Swedish Volunteers in the Russo-Finnish Winter War, 1939-1940*. États-Unis, McFarland, Incorporated, Publishers, 2010, page 191.

⁸⁷ SIEKKINEN Marko (12/03/2017) « *Elias Simojoki oli oman aikansa populisti, joka kihisi vihaa ja puhui fasismille alttiit puolelleen* » YLE. [En ligne] Consulté le 21 décembre 2022. URL : <https://yle.fi/a/3-9472329>

président de l'IKL Vilho Annala⁸⁸ accède au gouvernement d'unité nationale en tant que ministre des Transports⁸⁹. Les partisans de l'IKL, faisant désormais partie d'une coalition gouvernementale, devaient donc cesser d'attaquer les sociaux-démocrates et le système parlementaire⁹⁰. Par la suite, l'IKL va collaborer activement avec les nazis entre 1941 et 1943⁹¹. Lorsque Hitler attaque l'URSS le 21 juin 1941, la Finlande se joint à l'Axe le 25 juin, avec pour objectif de récupérer les territoires perdus lors de la guerre d'Hiver, mais aussi pour réaliser le projet irrédentiste d'une Grande Finlande. C'est dans ces espoirs que les fascistes de l'IKL intégreront le Bataillon de volontaires finlandais de la Waffen-SS (*Finnisches Freiwilligen-Bataillon der Waffen-SS*)⁹². Ce bataillon a été intégré à la division SS Wiking qui a participé à des crimes de guerre et à la Shoah⁹³. La

⁸⁸ Vilho Annala (1888-1960) est le président de l'IKL depuis 1937. Il a succédé à Vihtori Kosola après son décès en 1936. Il reste ministre des Transports jusqu'en mars 1943.

⁸⁹ Le gouvernement avait comme Premier ministre Jukka Rangell, condamné à 6 ans de prison après la guerre pour crime contre la paix, il fut par la suite gracié et libéré en 1949.

⁹⁰ WOOLF Stuart, *Fascism in Europe*. Royaume-Uni, Taylor & Francis, 2020.

⁹¹ LYNCH Derek, and DAVIES Peter. *The Routledge Companion to Fascism and the Far Right*. Royaume-Uni, Taylor & Francis, 2005.

⁹² Les membres de l'IKL ne représentaient pas le seul contingent, mais il était non négligeable. Le Bataillon sera dissous en 1943 et les volontaires finlandais survivants retourneront en Finlande.

⁹³ Au total, 1 408 finlandais intégreront les différentes unités de la division SS Wiking. Ils ont combattu l'Armée rouge en Ukraine et dans le Caucase entre 1941 et 1943. Réf. :

WESTERLUND Lars. *The Finnish SS-volunteers and Atrocities: Against Jews, Civilians and Prisoners of War in Ukraine and the Caucasus Region 1941-1943 : an Archival Survey*. Finlande, Suomalaisen Kirjallisuuden Seura - Finnish Literature Society, 2019.

Site des Archives nationales de Finlande : *Kansallisarkisto*. [En ligne] Consulté le 21 décembre 2022. URL :

division a été impliquée entre autres dans les pogroms de Lemberg et de Ternopol qui ont fait plusieurs milliers de morts⁹⁴. En 1943, la défaite de la Wehrmacht à Stalingrad a pour conséquence la chute du gouvernement finlandais et un changement de ligne politique. L'agenda du nouveau Premier ministre Edwin Linkomies⁹⁵ était dorénavant de faire la paix avec l'Union soviétique. Désormais, l'IKL ne disposait plus d'aucun poste ministériel. C'est finalement son successeur, Antti Hackzell⁹⁶, qui conclut l'armistice le 19 septembre 1944. La Finlande s'engage à céder de nouveaux territoires, notamment la région de Petsamo, privant le pays d'un accès à la mer de Barents⁹⁷. Elle se doit de chasser les troupes allemandes de son territoire. Puis de dissoudre toutes les organisations politiques, militaires, fascistes et pro-hitlériennes. Ce dernier point a conduit le gouvernement finlandais à dissoudre l'IKL. La division SS Wiking s'est rendue à l'armée américaine en Autriche, en mai 1945⁹⁸.

<https://arkisto.fi/news/2531/61/SS-selvityksen-suomennos-julkaisu/d%2Cajankohtaista>

WESTERLUND Lars, *Suomalaiset SS-VAPAAEHTOiset ja väkivaltaisuudet 1941–1943*, SKS, Finland, 2019. [En ligne] Consulté le 21 décembre 2022. URL : https://arkisto.fi/uploads/Julkaisut/sarjajulkaisut/suomalaiset_ss-vapaaehtoiset.pdf

⁹⁴ CÜPPERS Martin, « 16. La participation de la Waffen-SS à la Shoah », *Revue d'Histoire de la Shoah*, 2018/2 (N° 209), p. 355-378. DOI : 10.3917/rhsho.209.0355. [En ligne] Consulté le 21 décembre 2022. URL : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-de-la-shoah-2018-2-page-355.htm>

⁹⁵ Edwin Linkomies était membre du Parti de la Coalition Nationale (KOK) autrefois allié de l'IKL.

⁹⁶ Antti Hackzell était également membre du KOK.

⁹⁷ Une mer de l'océan Arctique située au Nord de la Norvège et de la Russie occidentale.

⁹⁸ GILBERT Adrian, *Waffen-SS - Hitler's Army at War*, Da Capo Press, USA, 2019.

• Le Front des activistes lituaniens (LAF) et le Loup de fer

Au moment de la signature du pacte germano-soviétique conclu le 23 août 1939 entre les ministres des Affaires étrangères allemand Ribbentrop et soviétique Molotov, le traité de non-agression disposait des protocoles secrets prévoyant le partage de l'Europe de l'Est entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. La partie Est de la Pologne, l'Isthme de Carélie et ses alentours⁹⁹, la Bessarabie¹⁰⁰, et les trois pays baltes (Estonie, Lettonie et Lituanie) allaient donc être annexés à l'URSS¹⁰¹. En juin 1940, conformément au pacte, Staline envoie l'Armée rouge envahir les pays baltes pour y créer de nouvelles républiques socialistes soviétiques. En novembre 1940, une organisation nationaliste se forme à Berlin et vise à réinstaurer l'indépendance du pays. Elle est nommée le Front des activistes lituaniens (*Lietuvių aktyvisty frontas*, LAF)¹⁰². Une coalition de groupes antisoviétiques et nationalistes dont les membres étaient en grande partie partisans du président-dictateur Antanas Smetona¹⁰³, ainsi que de Loup de fer (*Geležinis Vilkas*). Une organisation paramilitaire

⁹⁹ Les territoires finlandais qui regroupaient une étroite bande de terre qui séparait le lac Ladoga du golfe de Finlande située au Nord-Ouest de l'URSS et proche de la ville de Léninegrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg).

¹⁰⁰ Région qui appartenait autrefois à la Roumanie et qui va devenir la Moldavie et la Transnistrie. Cette dernière est non reconnue internationalement et contestée par la Moldavie qui revendique ce territoire comme lui appartenant.

¹⁰¹ *Le pacte Hitler-Staline*, documentaire réalisé par Cédric Tourbe (2019 ; France, ARTE France, Agat Films & Cie), diffuseur Arte. Disponible sur internet.

¹⁰² SUŽIEDĖLIS *Saulius*, *Historical Dictionary of Lithuania*, Scarecrow Press, U.S.A., 2011, pp. 21-25.

¹⁰³ Antanas Smetona (1874-1944) était le président de la République lituanienne de 1926 à 1940. Il devient dictateur à partir de 1929. En 1940, il s'exile aux États-Unis lors de l'invasion de la Lituanie par l'Armée rouge. Il trouva la mort dans des circonstances douteuses lors d'un incendie en 1944.

fasciste conduite par l'ancien Premier ministre Augustinas Volde-
maras¹⁰⁴. Elle compta jusqu'à 36 000 membres en 1941. La LAF
adoptait rapidement une ligne pro-allemande, contre les Juifs et la
minorité polonaise présents en Lituanie. L'un de ses dirigeants et
fondateur était l'ambassadeur lituanien basé en Allemagne, le colo-
nel Kazys Škirpa¹⁰⁵. Ce dernier avait envoyé une lettre, non signée,
au gouvernement de Lituanie concernant la position de la Lituanie
au début du conflit, et intitulée « Libérer à jamais la Lituanie du joug
juif »¹⁰⁶. Au moment du déclenchement de l'opération Barbarossa,
le LAF a organisé le soulèvement de juin 1941 en Lituanie par le
relais de ses réseaux clandestins basés à Vilnius et à Kaunas. Un
gouvernement provisoire a vu le jour et présidé par Juozas Ambraze-
vičius-Brazaitis. Celui-ci déclare, le 23 juin 1941, l'indépendance de
la Lituanie¹⁰⁷. Les autorités d'occupation allemandes refusent de re-
connaître ce gouvernement qui le dissous dès le début d'août 1941.
Les espoirs de certains nationalistes de voir leur pays retrouver leur
indépendance volaient en éclats avec la création du *Reichskommis-
sariat Ostland*¹⁰⁸, regroupant les pays baltes et une partie de la Bié-
lorussie. Une région administrative contrôlée directement par le III^e
Reich et devant accueillir les futurs colons allemands en vue de réa-
liser le *Lebensraum* dans le cadre du schéma directeur pour l'Est
(*Generalplan Ost*). Entre-temps, les nazis, appuyés par les Einsatz-
gruppen et les Lituniens locaux, mettent en place le génocide des

¹⁰⁴ BARTAL Israel, POLONSKY Antony, URY Scott, *Polin: Studies in Polish Jewry Volume 24 - Jews and Their Neighbours in Eastern Europe Since 1750*, Liverpool University Press, United Kingdoms, page 265.

¹⁰⁵ VARDYS V. Stanley, *Lithuania - The Rebel Nation*, Taylor & Francis, United Kingdoms, 2018.

¹⁰⁶ European Holocaust Research Infrastructure (EHRI). Lithuanian Ambassador to Germany (Skirpa), Fond 1398/1. [En ligne] Consulté le 16 décembre 2022. URL : <https://portal.ehri-project.eu/units/us-005578-irn502481>

¹⁰⁷ VARDYS V. Stanley, (Op. cité), page 56.

¹⁰⁸ Créé le 1er septembre 1941 et dissous le 10 novembre 1944.

Juifs dès la prise de contrôle des premières villes du pays. Des pogroms sont organisés comme à Kaunas dès le 25 juin 1941. Cette nouvelle configuration va amener les membres du LAF à se scinder en deux camps. Certains vont continuer dans la collaboration avec le III^e Reich comme les fascistes de Loup de fer¹⁰⁹ et d'autres, dans la résistance antinazie comme Juozas Ambrazevičius-Brazaitis, qui fonde l'organisation clandestine baptisée le Front Lituanien (*Lietuvių frontas*). En 1943, il intègre le Comité suprême pour la libération de la Lituanie (*Vyriausiasis Lietuvos išlaisvinimo komitetas*, VLIK). Soit, une forme de gouvernement lituanien de transition¹¹⁰. Entre 1944 et 1945, lorsque l'Armée rouge chasse les Allemands des pays baltes et réoccupe la Lituanie, le VLIK s'exile aux États-Unis, de même que Kazys Škirpa. Après la guerre, il travaille au sein de la Bibliothèque du Congrès des États-Unis pendant 16 ans avant de prendre sa retraite et décède en 1979¹¹¹. L'éphémère Premier ministre de la Lituanie de juin 1941 ne fut jamais inquiété pour sa collaboration de circonstance avec l'Allemagne hitlérienne.

• L'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN).

Durant l'entre-deux guerre, la République de Weimar, puis l'Allemagne nazie, a soutenu l'Organisation militaire ukrainienne

¹⁰⁹ HALE Christopher, *Hitler's Foreign Executioners - Europe's Dirty Secret*, History Press, United Kingdoms, 2011, page 132.

¹¹⁰ PETRAITIENĖ Irena, (20/05/2020) « *Apie Juozą Brazaitį* », bernardinai.lt. [En ligne] Consulté le 18 décembre 2022. URL : <https://www.bernardinai.lt/2012-05-20-irena-petraitiene-apie-juozas-brazaiti/>

¹¹¹ The Washington Post (21/08/1979) « *Kazys Skirpa, 84, Ex-Leader in Lithuania, Dies* ». [En ligne] Consulté le 17 janvier 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/local/1979/08/21/kazys-skirpa-84-ex-leader-in-lithuania-dies/0641e67e-7f52-49b3-84ca-11d9d90eb71e/>

(UVO)¹¹² devenant à partir de 1929, l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) sous l'impulsion de Yevhen Konovalets. Le colonel ukrainien s'était réfugié en Allemagne après la Première Guerre mondiale et la chute de la République populaire d'Ukraine. L'OUN avait comme théoricien idéologique Dmytro Dontsov¹¹³. Ce dernier était partisan du darwinisme social, de la pensée *völkisch* et du nationalisme radical. Dontsov croyait au nazisme et au modèle du III^e Reich. Il était même le traducteur et éditeur d'Alfred Rosenberg¹¹⁴, de Joseph Goebbels, d'Adolf Hitler¹¹⁵ et de Hans Günther¹¹⁶, le principal idéologue des théories raciales du national-socialisme¹¹⁷.

¹¹² L'organisation militaire ukrainienne (Українська Військова Організація, UVO) est une organisation militaire ukrainienne créée en septembre 1920 à Berlin, en Allemagne.

¹¹³ Dmytro Dontsov (1883-1973) finira par quitter l'Europe après la Deuxième guerre mondiale pour se réfugier aux États-Unis, puis au Canada. Il est même devenu professeur auxiliaire à l'Université de Montréal. Il entretiendra une correspondance avec Yaroslav Stetsko.

¹¹⁴ Alfred Rosenberg (1893-1946) est l'un des théoriciens du nazisme, il était à la tête du ministère des territoires occupés de l'Est (l'Ostministerium). En 1946, il est reconnu coupable en tant que criminel de guerre lors du procès de Nuremberg et condamné à mort.

¹¹⁵ Dmytro Dontsov a été le premier traducteur en ukrainien de *Mein Kampf* dès 1926.

¹¹⁶ Hans F. K. Günther (1891-1968) était surnommé au sein du parti nazi le *Rassengünther* ou le « Günther-des-races ». De 1940 à 1945, il a été professeur à l'Université Albert Ludwigs. Après la Deuxième guerre mondiale, il fut interné pendant trois ans avant d'être libéré sans inculpation. Il continua cependant de publier sur l'eugénisme et la race.

¹¹⁷ RUDLING Anders (2019). Eugenics and racial anthropology in the Ukrainian radical nationalist tradition. *Science in Context*, 32(1), 67-91. doi:10.1017/S0269889719000048

Cambridge university press (24 may 2019). [En ligne] Consulté le 5 décembre 2022. URL : <https://www.cambridge.org/core/journals/science-in-context/article/eugenics-and-racial-anthropology-in-the-ukrainian-radical-nationalist-tradition/16E526E005BCAD7A8B34D15EE3D243DA#article>

Il affirmait que l'Ukraine devait changer par de profondes réformes sur le plan intellectuel et spirituel. Prônant la volonté à l'intellect, l'agression au pacifisme, à l'action qu'à la pensée¹¹⁸. Dénonçant l'humanisme et la démocratie, considérés comme une « dégénérescence » associés aux « juifs et aux francs-maçons ». Et non des moindres, il développe le concept « d'homme nouveau », celui qui détruirait sans pitié les ennemis ethniques de l'Ukraine¹¹⁹. Dontsov a énormément influencé l'OUN sur le plan idéologique et sur son orientation fasciste, notamment auprès de Yaroslav Stetsko et de Stepan Bandera¹²⁰. Au cours des années 30, l'OUN se lance dans une série d'attentats terroristes visant les représentants diplomatiques soviétiques, des responsables polonais, mais aussi des ukrainiens accusés de « collaboration » avec les autorités polonaises. En 1934, Stepan Bandera fait assassiner le ministre de l'Intérieur polonais Bronisław Pieracki. En réaction, les autorités polonaises traquent les nationalistes ukrainiens et arrêtent Bandera avec ses complices. En 1936, il est condamné à la peine de mort, mais dans un souci d'apaisement avec la minorité ukrainienne présente en Pologne, sa peine est commuée à la prison à vie. En 1938, un tournant

¹¹⁸ SHKANDRIJ, Myroslav, 'Dmytro Dontsov', *Ukrainian Nationalism: Politics, Ideology, and Literature, 1929-1956* (New Haven, CT, 2015; online edn, Yale Scholarship Online, 21 May 2015), <https://doi.org/10.12987/yale/9780300206289.003.0004>, accessed 4 Dec. 2022.

¹¹⁹ Pour Dontsov, la confrontation entre races « des maîtres » et « races plébéiennes » était un processus nécessaire qui devait faire émerger cet homme nouveau animé par « une foi brûlante et d'un cœur de pierre » qui éliminerait tous les ennemis ethniques de l'Ukraine. Dontsov soutenait qu'il y avait cinq groupes raciaux originaux en Europe : les nordiques, les méditerranéens, les alpins, les groupes raciaux de la Baltique orientale et des Dinariques, avec les Nordiques au sommet de la hiérarchie. Réf. : RUDLING Anders, Cambridge University press, (op. cité).

¹²⁰ Ces figures du nationalisme ukrainien qui ont collaboré avec le IIIe Reich sont aujourd'hui célébrées par le parti néonazi Svoboda d'Oleh Tyahnybok. Revoir le CHAPITRE 1.

va bouleverser l'organisation lorsque Yevhen Konovalts, le chef de l'OUN, est assassiné à Rotterdam par un agent du NKVD¹²¹ sur l'ordre de Staline. L'organisation se scinde en deux factions, OUN-M et OUN-B. Celle des modérés, emmenée par Andriy Melnyk, le beau-frère et confident du défunt Konovalts et celle des radicaux de Stepan Bandera, libéré par l'*Abwehr* (les services de renseignement allemands) au moment de l'invasion de la Pologne en 1939¹²². Le conflit entre ces deux factions était dû au fait que Melnyk souhaitait une collaboration étroite avec l'Allemagne nazie tout en attendant patiemment une Ukraine indépendante. Bandera voulait une indépendance de l'Ukraine immédiate. Par ailleurs, lors de la création du gouvernement général de Pologne¹²³, la ville de Cracovie était devenue le centre important des activistes nationalistes ukrainiens avec l'appui des Allemands. L'OUN a même été entraînée militairement par l'*Abwehr* aussi bien pour constituer des unités auxiliaires, que des agents de renseignement pour la préparation de l'invasion de l'URSS. En avril 1941, l'OUN de Bandera (OUN-B) est créée officiellement. Les bandéristes adoptent la bannière rouge et noire (*Blut und Boden*) symbolisant le sang et la terre, ainsi que le salut fasciste. Le programme politique de l'OUN-B prévoyait *un plan organisé par l'État pour la santé nationale, l'expansion et l'unité de la race ukrainienne*. Il exige que les territoires de Galicie orientale, de la Volhynie et de la Podlachie d'Ukraine soient la

¹²¹ NKVD ou Commissariat du peuple aux Affaires intérieures est l'ancêtre du KGB, le service de renseignement de l'URSS et la police politique de l'État.

¹²² « Le mystère d'Erich Koch », *Le Monde Juif*, 1960/1 (N° 20 (87)), p. 5-9. URL : <https://www.cairn.info/revue-le-monde-juif-1960-1-page-5.htm> (Consulté le 5 décembre 2022).

¹²³ Le gouvernement général de Pologne ou *Generalgouvernement Polen* est une entité administrative chargée de gérer les territoires polonais occupés qui a existé de 1939 à 1945. Son gouverneur était le nazi Hans Frank (1900-1946), surnommé le « Bourreau de la Pologne ». En 1946, il est condamné à mort au procès de Nuremberg pour crimes de guerre et crime contre l'humanité.

propriété exclusive des Ukrainiens¹²⁴. Le programme traite également des ennemis de l'Ukraine :

- Les Juifs :

Les Juifs en URSS sont les partisans les plus dévoués du régime bolchevique au pouvoir et l'avant-garde de l'impérialisme moscovite en Ukraine et l'Organisation des nationalistes ukrainiens combat les Juifs en tant que partisans du bolchevisme moscovite, au plus haut niveau. *En même temps, en éclairant les masses populaires, Moscou est le principal ennemi*¹²⁵.

- Les francs-maçons :

L'OUN est engagé à combattre la maçonnerie et à démasquer leurs organisations partout où elles apparaissent.

- Les minorités ethniques comme les Polonais, les Hongrois et les Russes :

Des minorités considérées comme impures et auxquels tout métissage avec les Ukrainiens doit être proscrit. Nous luttons contre les mariages mixtes (ukrainien-polonais, ukrainien-moscovite, ukrainien-hongrois, ukrainien-juif [(ukr.-pol', ukr.-mosk., ukr.-, -madiar., ukr.-zhyd.)] et il faut éliminer la possibilité qu'ils aient lieu. Nous considérons le fait même de leur existence ou de leur établissement [sur le sol ukrainien] comme un crime et une trahison nationale.

Ensuite, le programme projette l'établissement d'une dictature. En 1938, le collaborateur de Bandera, Yaroslav Stetsko, avait déjà dénoncé la démocratie comme *une corruption de la morale.... Le règne de l'argent est absolu et la bourgeoisie financière, la maçonnerie ainsi qu'une clique de criminels internationaux dirigés*

¹²⁴ Les territoires revendiqués ont été intégrés à l'URSS conformément aux dispositions du pacte germano-soviétique, notamment sur le partage de la Pologne. Plus tard, certains d'entre eux allaient intégrer le gouvernement général de Pologne après l'opération Barbarossa en 1941.

¹²⁵ RUDLING Anders, Cambridge University press, (op. cité).

*par des Juifs contrôlent les gouvernements*¹²⁶. Enfin, la mise en place de l'eugénisme. La société doit être pensée comme une « vie organique » et la vie d'une nation comme organisme unifié. L'État a le devoir d'éviter les mariages avec des personnes physiquement en mauvaise santé. Seule la reproduction entre personnes saines de corps et d'esprit serait acceptée afin de faire émerger une société forte pour arriver à l'aboutissement de cet « homme nouveau » théorisé par Dmytro Dontsov.

Après le déclenchement de l'Opération Barbarossa, le 22 juin 1941, l'OUN de Bandera a initié des pogroms à Lviv, dès la prise de la ville par les troupes allemandes. Les bandéristes se sont illustrés dans un déchainement de sauvagerie ayant conduit en l'espace d'un mois au massacre de 12 000 Juifs en Galicie orientale¹²⁷. Les prémices de la Shoah à l'Est. Le 30 juin 1941, Yaroslav Stetsko se rendit à Lviv pour proclamer l'État ukrainien « unitaire et souverain » au nom de Stepan Bandera et de l'OUN - B. Stetsko devient le nouveau Premier ministre et Mykola Lebed¹²⁸, le nouveau ministre de la Sécurité. Les Allemands, furieux, exigent que Stetsko et Bandera renoncent à cette proclamation, ce qu'ils refusent. Ils sont arrêtés avec d'autres dirigeants de l'OUN-B, mis en résidence surveillée, et à partir de 1942, envoyés dans le camp de concentration de Sachsenhausen, mais aux conditions de détentions relativement confortables¹²⁹. Peu après, les Allemands confient les postes d'administration et de direction de la sécurité auxiliaire en Ukraine occidentale à l'OUN-M, c'est-à-dire à la faction concurrente contrôlée par Andriy Melnyk. Les bandéristes sont

¹²⁶ *Ibid.*

¹²⁷ BREITMAN Richard, GODA Norman J. W., *L'ombre d'Hitler – Les services secrets américains et des criminels nazis pendant la guerre froide*. Paris, 2022, éditions Jean-Cyrille Godefroy, pp. 130-131.

¹²⁸ Mykola Lebed (1909-1998) membre de l'OUN-B, il a été formé par la Gestapo aux méthodes de sabotage, de guérilla, et d'assassinat à Zakopane, aujourd'hui en Pologne. Il a été condamné au même titre que Bandera pour l'assassinat du ministre polonais Bronisław Pieracki en 1934.

¹²⁹ BREITMAN Richard, GODA Norman J. W. (op. cité) pp.128-129.

quant à eux traqués par la police de sécurité allemande de peur qu'ils se soulèvent contre les nazis après la décision de créer le Reichskommissariat d'Ukraine¹³⁰. Une entité administrée par le ministère du Reich aux Territoires occupés de l'Est, sous la direction d'Alfred Rosenberg¹³¹. Le projet était de faire de l'Ukraine une zone de colonisation allemande pour être ensuite intégrée dans le Grand Reich Germanique. Une Ukraine souveraine et indépendante prônée par les bandéristes allait à contresens des réalisations du Lebensraum. Mykola Lebed finit par s'évader de sa détention pour reprendre en main l'OUN-B en passant désormais dans la clandestinité. Il va contribuer à fonder en 1942 l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA)¹³² avec comme étendard, le drapeau rouge et noir. La mission de l'UPA était de lutter à la fois contre l'armée allemande, contre la résistance polonaise, contre les partisans russes et plus tard contre l'Armée rouge. Mais surtout, de poursuivre le nettoyage ethnique de l'Ukraine. Au cours de l'année 1943, après avoir massacré les Juifs, l'UPA s'est concentré sur l'extermination des populations polonaises en Ukraine occidentale. Dmytro Klyachivsky, l'un des dirigeants de l'UPA, a initié le

¹³⁰ Le *Reichskommissariat* d'Ukraine est une entité administrative allemande qui fut créé par décret le 21 août 1941 et dissout en mars 1944 lorsque les troupes soviétiques reconquirent l'Ukraine. La Crimée ne faisait pas partie de cette structure administrative, qui devait servir de région de colonisation allemande.

¹³¹ Le ministère des Territoires occupés de l'Est ou *Reichsministerium für die besetzten Ostgebiete*, surnommé l'Ostministerium, a été créé par un décret de Hitler du 17 juillet 1941, et confié à Alfred Rosenberg.

¹³² L'Armée insurrectionnelle ukrainienne ou Українська повстанська армія, ou УПА (UPA) avait pour principales figures dirigeantes :

- Dmytro Klyachivsky surnommé Klym Savur (1911-1945) qui fut l'initiateur du génocide des populations polonaises en Volhynie entre 1943 et 1945. Il fut tué par le NKVD en 1945.
- Roman Shukhevych (1907-1950) a participé au génocide en Volhynie. Après 1945, il mena une guérilla contre les Soviétiques en Ukraine jusqu'en 1950 où il sera tué au combat.
- Stepan Bandera (1909-1959) restera caché en Allemagne de l'Ouest après la guerre.

génocide des populations polonaises en Volhynie ayant fait 60 000 morts¹³³. Autre figure dirigeante de l'UPA, le commandant du bataillon ukrainien Nachtigall, Roman Shukhevych. Il participa au génocide aussi bien des Juifs que des Polonais¹³⁴. Toujours en 1943, l'UPA se renforce avec l'apport des Ukrainiens ayant servi autrefois de policiers auxiliaires aux Allemands. L'UPA et les bandéristes vont ainsi semer un climat de terreur en Ukraine occidentale tout en appliquant leur idéologie dans un élan de fanatisme. En juillet 1944, les nationalistes ukrainiens formèrent le Conseil Suprême pour la libération de l'Ukraine (UHVR) qui servit de gouvernement clandestin et fut dominé par l'OUN bandériste et l'UPA. La même année, à la suite des contre-offensives de l'Armée rouge progressant à l'Est de l'Ukraine, les Allemands et les bandéristes décidèrent de reprendre leur coopération. En septembre, Bandera et Stetsko sont donc libérés. En novembre 1944, ils sont convoqués à Berlin pour former un Comité national ukrainien afin de réunir les deux factions rivales de l'OUN, mais Bandera et Stetsko refusent de coopérer. En décembre 1944, ils s'évadent et fuient Berlin pour se rendre dans le Sud de l'Allemagne où ils ne réapparaîtront qu'après la guerre, à Munich. Peu avant que les Soviétiques prennent Lviv, l'UHVR avait envoyé une délégation pour nouer des contacts auprès du Vatican et des pays occidentaux. Cette délégation était connue sous le nom Représentation étrangère du Conseil Suprême pour la libération de

¹³³ SZUMIŁO Mirosław (23/12/2020) « Dmytro Klyachivsky "Klym Savur" - the main perpetrator of the Volhynian genocide » Przystanek Historia. [En ligne] Consulté le 7 décembre 2022. URL : <https://przystanekhistoria.pl/pa2/tematy/english-content/77551,Dmytro-Klyachivsky-quotKlym-Savurquot-the-main-perpetrator-of-the-Volhynian-gen.html>

¹³⁴ Le bataillon Nachtigall (en français Rossignol) était une unité de volontaires ukrainiens de la Wehrmacht composés essentiellement des membres de l'OUN de Bandera et qui s'est illustré dans la prise de Lviv le 29 juin 1941, peu de temps après le déclenchement de l'Opération Barbarossa. Le bataillon a été formé par le nazi Theodore Oberländer, sous les auspices de l'Abwehr. Il est dissous en août 1941 et intégré au 201^e bataillon Schutzmannschaft ou *Schutzmannschaft Battalion 201* sous le commandement de la SS.

l'Ukraine (ZP/UHVR) présidée par le père Ivan Hrynokh et composée de Mykola Lebed devenu ministre des Affaires étrangères et de Yuri Lopatinski, délégué de l'UPA. Le père Ivan Hrynokh servait d'agent de liaison entre l'archevêque de Lviv, Andrei Shepstitski, et l'évêque Ivan Buczko, représentant de l'Église uniate au Vatican¹³⁵. La Seconde Guerre mondiale se terminant, l'OUN ne disparut pas pour autant, leurs membres furent réutilisés par les États-Unis pour la nouvelle guerre qui s'annonçait, la Guerre froide.

• Les collaborateurs russes

À la suite de la victoire des bolcheviks aux sorties de la Guerre civile, nombreux sont les monarchistes russes - les Blancs – à trouver refuge en Europe occidentale. Durant l'entre-deux guerre, l'Allemagne était l'un des pays de transit et d'accueil le plus important pour les réfugiés en provenance de Russie. Berlin disposait d'une importante diaspora et était devenue une zone de contact politique et culturel entre Russes et Allemands¹³⁶. Naturellement, des rapprochements ont été effectués entre les nazis et le milieu de l'aristocratie et militaire russe ayant déjà combattu les Rouges avec cette arrière-pensée qu'ils serviraient d'auxiliaires dans leur combat futur contre l'URSS. Connaissance des territoires de la Russie et de leurs populations, parlant et comprenant le russe, maîtrise des techniques militaires et de guérilla. C'est-à-dire autant d'atouts indispensables et de sources d'informations vitales pour mener efficacement une guerre contre l'Union soviétique. Parmi ces personnalités, nous pouvons citer Vasily Biskupski¹³⁷, qui fut ancien général de cavalerie de l'armée impériale russe. Durant la Guerre civile, il dirigeait le

¹³⁵ BREITMAN Richard, GODA Norman J. W. (op. cité) pp.133-135.

¹³⁶ SCHLÖGEL Karl, *Russische Emigration in Deutschland 1918 bis 1941: Leben im europäischen Bürgerkrieg*, Wiley-VCH Verlag GmbH, Deutschland, 1995.

¹³⁷ Vasily Viktorovich Biskupsky (1878-1945) appartenait à la noblesse d'origine ukrainienne. Vers la fin de la Deuxième guerre mondiale, il finit par perdre les faveurs de Hitler qui le limoga brièvement.

district militaire d'Odessa¹³⁸ au moment où Pavlo Skoropadsky a instauré l'État ukrainien (*Hetmanat*) avec l'aide des Allemands, alors stationnés en Ukraine en 1918. Il avait été commandant de la première division de cavalerie dans l'Armée de volontaires ukrainiens qui coopérait généralement avec les forces d'occupation allemandes jusqu'à la chute de l'*Hetmanat*¹³⁹. Après la fin de la Première Guerre mondiale, Vasily Biskupski s'était rapproché de l'extrême-droite allemande au travers de l'Union nationale (*Nationale Vereinigung*, NV). Une organisation anti-républicaine impliquée dans la tentative de putsch de Krapp en 1920¹⁴⁰. Peu de temps après, Biskupski est devenu le vice-président de l'organisation *Aufbau*, soit Reconstruction¹⁴¹. Elle fut fondée par l'écrivain et homme politique Max Erwin von Scheubner-Richter¹⁴² dont

¹³⁸ JARNO Witold (28/12/2020) « *4th Rifle Division in Kuban and Odessa as Part of Polish Army in France (1918–1919)* », University of Lodz, Poland. [en ligne] (consulté le 8 décembre 2022). URL : <https://journals.umcs.pl/rh/article/view/9457/8387>

¹³⁹ ALFORDE Nicholas (30/05/2014) « *The White International: anatomy of a transnational radical revisionist plot in Central Europe after World War I* », University of Bradford, United Kingdoms, pp. 35-37 [En ligne] Consulté le 8 décembre 2022. URL : <https://bradscholars.brad.ac.uk/handle/10454/6359>

¹⁴⁰ L'Union nationale ou *Nationale Vereinigung* (NV) fut fondée avec le soutien du général Erich Ludendorff en octobre 1919. L'un des principaux initiateurs de l'organisation était le chef des *Freikorps* (corps francs) le Major Waldemar Pabst qui avait orchestré le meurtre de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, les figures de la révolte Spartakiste lors de la révolution allemande de 1918-1919.

¹⁴¹ FINK, A. H. (16/04/2020) « *The importance of conspiracy theory in extremist ideology and propaganda* », Universiteit Leiden, Nederland (Hollande), pp. 245-246 [en ligne] Consulté le 8 décembre 2022. URL : <https://scholarlypublications.universiteitleiden.nl/handle/1887/87359>

¹⁴² Max Erwin von Scheubner-Richter (1884-1923) était issu d'une famille allemande de la Baltique, en Lettonie, alors appartenant à l'empire russe. Il avait déjà combattu les révolutionnaires en 1905 et il était farouchement antibolchevique et antisémite.

l'ambition était la poursuite de la lutte antibolchevique en Ukraine, la restauration de la monarchie en Russie, mais aussi le renversement de la République de Weimar¹⁴³. Nous pouvons citer dans les fondateurs de l'organisation, le général Erich Ludendorff et l'un des futurs théoriciens du nazisme, Alfred Rosenberg. En 1936, Hitler va nommer Biskupski à la tête du Département des affaires des immigrés russes en Allemagne (*Vertrauensstelle für russische Flüchtlinge in Deutschland*). Sa mission était de tenir le registre d'émigration des Russes en Allemagne et de surveiller leurs opinions politiques¹⁴⁴. Observer qui seraient les potentiels ennemis tout comme les potentiels alliés du Reich. Un autre collaborateur russe fut chargé de ce travail sous la direction de Biskupski en tant qu'adjoint, Sergueï Taboritski. C'était un monarchiste et ultra-nationaliste russe travaillant en étroite collaboration avec Max Erwin von Scheubner-Richter lorsqu'il était basé en Lettonie. Il a été lieutenant dans l'armée tsariste avant de rejoindre, durant la Guerre civile russe, les corps francs de la Baltique antibolcheviques commandé par le général allemand Rüdiger von der Goltz¹⁴⁵. En 1922, il fut impliqué, avec son compagnon d'armes, Piotr Chabelski-Bork¹⁴⁶, dans l'assassinat du juriste

¹⁴³ Roderick Stackelberg, MICHAEL KELLOGG. *The Russian Roots of Nazism: White Émigrés and the Making of National Socialism, 1917–1945*. (New Studies in European History.) New York: Cambridge University Press. 2005. Pp. xiii, 327. \$75.00, *The American Historical Review*, Volume 111, Issue 5, December 2006, Pages 1618–1619, <https://doi.org/10.1086/ahr.111.5.1618>

Source : <https://academic.oup.com/ahr/article-abstract/111/5/1618/14004> (Consulté le 8 décembre 2022).

¹⁴⁴ *Geheimes Staatsarchiv Preußischer Kulturbesitz, Repositur 83a*, no. 14953, 16, cited in Michael Kellogg's *The Russian Roots of Nazism: White Émigrés and the Making of National Socialism, 1917–1945* (Cambridge: Cambridge University Press, 2005), 86–7. Cité par ALFORDE Nicholas (op.cité) page 85.

¹⁴⁵ ALFORDE Nicholas (op. cité) page 32.

¹⁴⁶ Piotr Chabelski-Bork (1893–1952) devient secrétaire du Département des affaires des immigrés russes en Allemagne. Il espérait que les nazis, une fois les communistes chassés du pouvoir en Russie,

et ancien fonctionnaire du gouvernement républicain de Kerenski, Vladimir Nabokov¹⁴⁷. Il a été condamné à 14 ans de prison, mais il fut libéré en 1927 grâce à une amnistie. Plus tard, Taboritski s'est rapproché du NSDAP et a commencé à travailler avec la Gestapo¹⁴⁸. En 1939, il est placé à la tête de l'Organisation nationale de la jeunesse russe (NORM) qui était soumise à la *Hitlerjugend*, la Jeunesse hitlérienne. La NORM regroupait les jeunes émigrés russes et recevaient une scolarisation ainsi qu'une éducation nazie¹⁴⁹. Vasily Biskupski, Sergueï Taboritski, Piotr Chabelski-Bork et d'autres meneurs, vont former idéologiquement les émigrés russes d'Allemagne afin de constituer des groupes paramilitaires russes blancs et pro-allemands pour appuyer la Wehrmacht lors de l'invasion de l'URSS. Certains avaient l'espoir de rétablir une monarchie en Russie, d'autres espéraient la mise en place d'un régime fasciste¹⁵⁰. Nous pouvons citer Nikolai Dmitriev, l'initiateur du Mouvement de libération populaire russe (ROND), une organisation proche du NSDAP. En 1933, il déclarait lors d'un de ses rassemblements que *la Russie doit être et sera fasciste*. Par conséquent, ces émigrés russes engagés aux côtés du III^e Reich, qu'ils soient monarchistes, fascistes ou nationalistes, serviraient avant tout de pions sur l'échiquier nazi pour détruire non seulement l'URSS, mais également

rétabliraient la monarchie. Il sera le secrétaire de Biskupski dans le Département des affaires des immigrés russes. Vers la fin de la guerre, il s'exile en Argentine avant de mourir de la tuberculose en 1952.

¹⁴⁷ Vladimir Dmitrievitch Nabokov (1869-1922) était l'un des fondateurs du Parti constitutionnel démocratique (KD). Le parti participa au Gouvernement provisoire de Kerenski avant d'être renversé par les Bolcheviks de Lénine.

¹⁴⁸ SCHLÖGEL Karl (op. cité), page 477.

¹⁴⁹ BEYDA Oleg (May 2019) « *'Iron Cross of Wrangel's Army': White Russian Émigrés and the German-Soviet War, 1941–1945* », UNSW – University of New South Wales, Camberra. Page 47 [En ligne] Consulté le 13 décembre 2022. DOI : <https://doi.org/10.26190/unsworks/3718>

¹⁵⁰ ALFORDE Nicholas (op. cité) page 138.

annexer son immense territoire au profit exclusif du peuple allemand. Comme le théorisait Hitler dans *Mein Kampf*.

Autre représentant des émigrés russes qui collaboreront avec l'Allemagne nazie, le capitaine Viktor Aleksandrovich Larionov. Ancien combattant durant la Première Guerre mondiale, il intègre l'organisation militaire secrète du général Alexander Kutepov chargée de mener des actions de reconnaissance et de sabotage en URSS depuis la Finlande¹⁵¹. En 1927, il aurait notamment participé à une action terroriste consistant à poser des bombes lors d'une réunion du parti communiste à la salle des fêtes de Leningrad¹⁵². Par la suite, il continue ses activités antibolcheviques en France, à Paris. Mais en 1938, devant la pression de l'URSS, le gouvernement français expulse Larionov, lequel se réfugie désormais en Allemagne. Lorsque le général Kutepov fut assassiné par l'OGPU¹⁵³ en 1930, l'organisation militaire secrète qu'il commandait est privée de chef et finit par péricliter. Larionov fonda alors l'organisation de jeunesse paramilitaire *Belaia Ideia* (Idée Blanche) pour éduquer et former les nouvelles générations de combattants Blancs¹⁵⁴. Son symbole était le « signe de soudure », un cercle percé d'une épée, signifiant l'idée de lutte¹⁵⁵. Parallèlement, il faisait partie de l'Union générale des

¹⁵¹ Ce groupe est connu sous l'appellation d'Organisation de combat du général Kutepov.

¹⁵² ROBINSON Paul. *The White Russian Army in Exile 190-1941*. Oxford : Clarendon Press, 2002, page 199 [En ligne] Consulté le 9 décembre 2022. URL : <https://ora.ox.ac.uk/objects/uuid:9ef9cae6-6f94-4733-8e19-bb8e8ad117ae/files/mf2b4b62c3a1ac77f0d3482035d1003db>

¹⁵³ OGPU ou Direction politique unifiée d'État. L'organe spécial de la sécurité de l'État de l'URSS, qui a succédé à la Tcheka qui sera absorbée par le NKVD à partir de 1934.

¹⁵⁴ ROBINSON Paul (op. cité) page 219.

¹⁵⁵ « Idée Blanche » avait son magazine qui fut publié en 1939 à Paris. Seulement 4 numéros sont sortis. Source : <https://www.litfund.ru/auction/328/212/> (Consulté le 12 décembre 2022).

combattants russes (ROVS)¹⁵⁶. Une autre organisation militaire russe anticomuniste à laquelle appartenait Kutepov et qui l'a dirigé entre 1929 jusqu'à son assassinat en 1930¹⁵⁷. Leurs membres vont en partie collaborer avec les nazis durant la Seconde Guerre mondiale sur le front de l'Est et dans les Balkans pour lutter contre les partisans communistes de Tito¹⁵⁸. En 1942, Larionov a été correspondant pour le journal *Novoye Slovo* (imprimé à Berlin et contrôlé par les nazis) à Smolensk en Russie, alors sous occupation allemande¹⁵⁹. En 1944, il rejoindra le « mouvement de libération russe » et deviendra officier de renseignement au sein de l'Armée de libération russe (*Rouskaïa osvoboditelnaïa armia*, ou ROA) commandé par le général Andreï Vlassov¹⁶⁰. Ce dernier était le général de l'Armée rouge qui commandait la 2^e armée de choc, chargée de briser l'encerclement de Léninegrad. Le 12 juillet 1942, il est capturé avec son armée lors de la bataille de Liouban. Au cours de sa captivité, il changea de camp pour se mettre au service de Hitler. Dans un premier temps, sa tâche fut d'effectuer de la propagande auprès des prisonniers russes afin de les convaincre de rejoindre l'Allemagne. Le 14 novembre 1944, Vlassov obtient, avec l'accord du Reichsführer-SS Heinrich Himmler, la création d'un mouvement de libération

¹⁵⁶ L'Union générale des combattants russes (ROVS) fut fondée par le général russe Piotr Nikolaïevitch Wrangel (1878-1928). L'organisation avait plusieurs sections en Europe : France, Allemagne, Bulgarie, Yougoslavie, Belgique et Tchécoslovaquie.

¹⁵⁷ JORDAN Pamela A. *Stalin's Singing Spy: The Life and Exile of Nadezhda Plevitskaya*, Rowman & Littlefield, 2016, page 131.

¹⁵⁸ Nous pouvons citer le général Aleksei Aleksandrovich Lampe. Sa collaboration avec les nazis fut toutefois limitée et il ne joua qu'un rôle de conseiller auprès d'Hitler.

¹⁵⁹ BENVENISTI, J. L. « Russia and Brotherhood », *Commonweal*, 23 octobre 1942, Volume 37-38, page 440.

¹⁶⁰ Report N° 122, date 27/05/1946, Archives de la Central Intelligence Agency, Volume 1, fichier 11. [En ligne] Consulté le 13 décembre 2022. URL : https://archive.org/details/LarionoffVictor/LARIO-NOFF%2C%20VICTOR%20%20%20VOL.%201_0011/

russe dont il en serait le chef, le Comité pour la libération des peuples de Russie (KONR)¹⁶¹. Ce Comité¹⁶² est accompagné d'une déclaration, « le Manifeste de Prague ». Au nom de la « civilisation », de la « paix » et de la « liberté », il appelle les peuples de la Russie à prendre les armes contre le bolchevisme et au renversement du régime de Staline. Il proposait la fin des persécutions politiques, le rétablissement de la propriété privée, la fin des kolkhozes, le rétablissement de la liberté de culte, mais surtout « l'égalité de tous les peuples de Russie et un droit réel au développement national, à l'autodétermination, à l'autonomie et à l'indépendance gouvernementale »¹⁶³. En d'autres termes, le manifeste prévoyait le démantèlement de la Russie en jouant sur les minorités nationales. Cette structure n'est pas sans rappeler celle de la Ligue des peuples étrangers de Russie (*Liga der Fremdvölker Rußlands*) fondée par l'Allemagne wilhelmienne lors de la Première Guerre mondiale.

¹⁶¹ LONGERICH Peter, NOAKES Jeremy, SHARPE Lesley. *Heinrich Himmler : A life*. OUP Oxford; Reprint édition, 2012, page 703.

¹⁶² Trois autres propagandistes avaient joué un rôle important dans ce comité :

- Vassili Malychkine, général de division de l'Armée rouge. Il a été aussi transfuge après sa capture par les Allemands. En 1946, il sera pendu par les Soviétiques pour trahison.
- Georgy Zhilenkov, ancien membre du Conseil militaire de la 32^e armée de l'Armée rouge. Il fut capturé par les Allemands le 14 octobre 1941. En 1942, il devient l'un des plus proches collaborateurs de Vlassov, et intègre la RNN, puis l'Armée de Libération russe (ROA) en tant que lieutenant-général. Fin mai 1945, il tenta de négocier auprès des Américains son asile politique, mais sans succès. Il fut livré aux Soviétiques qui le condamnent à la peine de mort par pendaison pour trahison en 1946.
- Dmitry Zakoutny, commandant du 21^e corps des fusiliers de l'Armée rouge. Capturé par les Allemands puis transfuge, il devient lieutenant-général au sein de la ROA. En 1946, il est pendu pour trahison par les Soviétiques.

¹⁶³ Voir ANNEXE 12, image 20.

Le 27 décembre 1942, Vlassov avait signé la Déclaration de Smolensk dans laquelle il développait l'agenda politique pour la Russie et de son intégration dans la famille européenne ainsi qu'à la « nouvelle Europe » (*Das Neue Europa*) :

L'Allemagne, quant à elle, ne fait pas la guerre au peuple russe et à sa patrie, mais uniquement au bolchevisme. L'Allemagne ne veut pas empiéter sur l'espace de vie du peuple russe ni sur ses libertés nationales et politiques. L'Allemagne nationale-socialiste d'Adolf Hitler vise à organiser une « nouvelle Europe » sans bolcheviks ni capitalistes, dans laquelle chaque nation se voit garantir une place honorable.[...] La place de la nation russe est dans la famille des nations européennes ; sa place au sein de la « nouvelle Europe » dépendra de son degré de participation à la lutte contre le bolchevisme, puisque la destruction du pouvoir sanglant de Staline et de sa clique criminelle est avant tout la tâche du peuple russe. [...] Afin d'unir le peuple russe et de le mener dans sa lutte contre ce régime détesté, afin de coopérer avec l'Allemagne dans sa lutte contre le bolchevisme et dans sa création d'une « Nouvelle Europe », nous, les fils de notre peuple et les patriotes de notre patrie, ont formé le Comité russe¹⁶⁴.

Les hauts dignitaires nazis ont même accordé à Vlassov et à son Comité, la reconnaissance en tant que gouvernement légitime de la « Nouvelle Russie ». Ce gouvernement de transition serait en liaison avec le ministre des Affaires étrangères du Reich, Joachim von Ribbentrop¹⁶⁵. Parallèlement, Vlassov a eu l'aval des nazis pour la création de l'Armée de libération russe (ROA), chargée de compenser les immenses pertes de la Wehrmacht sur le front de l'Est. La formation de la ROA s'inscrivait dans un contexte dans lequel l'Allemagne hitlérienne avait échoué à faire plier l'URSS et enchaînait de cuisants revers. Défaite devant Moscou en 1942, la capitulation de

¹⁶⁴ ANDREYEV Catherine (Op. cité) pp. 206-209.

¹⁶⁵ Federal Archival Agency of Russia, *The Vlasov Case: History of a Betrayal: Volume 1: 1942–1945*, ibidem - Verlag Jessica Haunschild Christian Schoen GbR, Germany, 2021, pp.112-114.

la 6^e armée du général Friedrich Paulus à Stalingrad, le 31 janvier 1943, replis des troupes allemandes dans le Caucase (1943), le siège de Léninegrad brisé au début 1944, la récente offensive de l'Armée rouge en Biélorussie, en août 1944, l'opération Bagration a enfoncé les lignes allemandes de 600 km. Et dernièrement, la perte totale de l'Ukraine à la fin octobre 1944. Depuis le début du conflit et jusqu'en décembre 1944, le III^e Reich avait déjà perdu 4 440 000 soldats¹⁶⁶. Aussi, il était urgent pour les nazis de recruter de nouvelles troupes face à la progression de l'Armée rouge qui se trouvait à présent en Pologne et se rapprochait dangereusement de la frontière allemande. Même si ces nouveaux contingents provenaient de prisonniers russes considérés comme des *Untermenschen* (sous-hommes) et de faire quelques entorses sur le plan idéologique. L'emblème de la ROA était un drapeau blanc avec la croix de Saint-André (en bleu) et elle disposait d'un effectif de 50 000 soldats russes¹⁶⁷. À la fin de la guerre, et sentant la défaite approchée pour l'Allemagne nazie, l'armée se mutine et aide les insurgés tchèques à lutter contre l'occupation allemande durant l'insurrection de Prague, entre le 5 et 8 mai 1945¹⁶⁸. La ROA s'est ensuite rendue à la 3^e armée américaine commandée par le général George Patton¹⁶⁹. Vlassov et les autres

¹⁶⁶ BIRADEN Jean-Noël. Pertes allemandes au cours de la deuxième guerre mondiale. In: *Population*, 16^e année, n°3, 1961. pp. 517-520. [En ligne] Consulté le 14 décembre 2022. DOI : 10.2307/1526018
URL : www.persee.fr/doc/pop_0032-4663_1961_num_16_3_9852

¹⁶⁷ THOMAS Nigel, *The German Army 1939-45 (4): Eastern Front 1943-45*, Osprey, Oxford, United Kingdoms, 1999. [En ligne] Consulté le 14 décembre 2022. URL : https://www.google.fr/books/edition/The_German_Army_1939_45_4/gKfvCwAAQBAJ?hl=fr&gbpv=1&dq=ROA+50+000+VLASOV&pg=PT18&printsec=frontcover

¹⁶⁸ KUBIŠTA Anna (05 mai 2020), « *Le 75^e anniversaire de l'insurrection de Prague sur fond de crise sanitaire et de conflit mémoriel* », Radio Prague International. [En ligne] Consulté le 14 décembre 2022. URL : <https://francais.radio.cz/le-75e-anniversaire-de-linsurrection-de-prague-sur-fond-de-crise-sanitaire-et-de-8101126>

¹⁶⁹ Federal Archival Agency of Russia (Op. cité) page 363.

dirigeants de la ROA ont tenté de négocier en vain leurs exfiltrations auprès des Américains. Ces derniers ne pouvaient les accepter sans prendre le risque de dégrader fortement les relations diplomatiques avec l'Union soviétique. Ils furent livrés aux Soviétiques, jugés lors des procès de Moscou, condamnés, puis pendus en août 1946¹⁷⁰. Les soldats de la ROA qui ont survécu à la guerre furent, quant à eux, envoyés au goulag. Si l'Histoire a surtout retenu la ROA, il existait pourtant d'autres armées composées de Russes qui ont servi l'Allemagne nazie dès 1941, soit peu de temps après le déclenchement de l'opération Barbarossa. La création en juillet 1941 de la *Sonderdivision Russland* ou Division spéciale de Russie, plus connue sous le nom de 1^{ère} Armée nationale russe. Elle était commandée par le général russo-finlandais Boris Smyslovsky, ancien membre de la Garde impériale russe¹⁷¹. Elle resta active jusqu'en 1945. Après-guerre, Smyslovsky émigra au Lichtenstein et y resta jusqu'à la fin de sa vie. En 1942, naissait l'Armée nationale populaire russe (*Russkaya natsional'naya narodnaya armiya*, RNNa) ou en allemand *Russische Nationale Volksarmee*. Elle a vu le jour au travers de Sergueï N. Ivanov, *Sonderführer*¹⁷² au sein de la Wehrmacht. Il avait persuadé l'Abwehr, notamment l'amiral Wilhelm Canaris, de recruter des prisonniers russes pour les incorporer dans une armée chargée d'effectuer des missions de reconnaissance, de sabotage et de lutte contre les Partisans communistes. Les commandants de cette armée étaient Konstantin G. Kromiadi, et Georgy N. Zhilenkov. Le 1^{er} septembre 1942, elle était composée de 7 000 soldats russes. En 1944, elle est intégrée dans l'Armée de Libération de la Russie (ROA)¹⁷³. Après la défaite du III^e Reich, certains se sont réfugiés au

¹⁷⁰ Federal Archival Agency of Russia (Op. cité) page 376.

¹⁷¹ THOMAS Nigel, *Hitler's Russian & Cossack Allies 1941–45*, Bloomsbury Publishing, United Kingdoms, 2015, page 19.

¹⁷² *Sonderführer* est une fonction de spécialiste au sein de la Wehrmacht. Le *Sonderführer* apportait des compétences d'experts et de spécialistes civils pour être exploitées à des fins militaires.

¹⁷³ THOMAS Nigel, *Hitler's Russian & Cossack Allies 1941–45* (Op. cité) pp. 15-16.

Lichtenstein, d'autres ont pu obtenir le droit d'asile de la part du gouvernement argentin, en Amérique du Sud. Autre exemple, en mars 1942, le *Sicherheitsdienst* (SD) ou service de renseignement de la SS, présidé par Reinhard Heydrich, décide de constituer une unité russe pour mener des actions anti-partisans dans les territoires occupés de l'URSS. Elle fut nommée la brigade SS Verband Drushina. Elle était commandée par Vladimir Guil. Nous pouvons citer aussi la terrible SS *Sturmbrigade RONA* (Armée de libération du peuple russe - *Russkaya Osvoboditelnaya Narodnaya Armiya*, RONA) dirigée par Bronislav Kaminski¹⁷⁴. La brigade Kaminski est restée tristement célèbre pour ses atrocités contre les civils polonais lors du massacre d'Ochota, où 10 000 personnes perdirent la vie en août 1944 lors des événements de l'Insurrection de Varsovie. Pour ce crime de guerre, Kaminski est arrêté par les Allemands et exécuté près de Łódź, le 28 août 1944. La brigade est dissoute pour être intégrée dans la ROA de Vlassov¹⁷⁵. Nous terminons avec le 15^e corps SS de cavalerie cosaque (*SS-Kosaken-Kavalerie-Korps*) créé en 1943 par le lieutenant-général Helmuth von Pannwitz. Elle regroupait les Cosaques du Don, du Kouban, de Terek et de Sibérie.

• Le Conseil Central Biélorusse (CCB)

Durant l'occupation temporaire de la Ruthénie au cours de la Première Guerre mondiale, les forces allemandes avaient voulu soulager leurs charges administratives en s'appuyant sur les nationalistes biélorusses et en parrainant la création de la République populaire biélorusse (*Belaruskaja Narodnaja Respublika*, BNR) en mars 1918. Neuf mois plus tard, après que l'Allemagne avait signé l'armistice et que ses troupes évacuaient l'Europe de l'Est, l'Armée

¹⁷⁴ Connue sous le nom de la 29^e Waffen-Grenadier-Division de la SS (russische Nr. 1).

¹⁷⁵ Russian State Archive for Social and Political History, *The Vlasov Case : History of a Betrayal Volume 2*, Columbia University Press, U.S.A., 2020, page 190.

rouge reprit le contrôle du territoire par la prise de Minsk, en janvier 1919. Cet événement parachevait la création de la République Socialiste Soviétique de Biélorussie intégrée à l'URSS. Parmi ces nationalistes biélorusses ayant combattu l'Armée rouge durant la Guerre civile, et devenant des ennemis politiques des bolcheviks, nous avons Francizek Kushel¹⁷⁶, l'éphémère ministre de l'Éducation du gouvernement de la BNR, Radoslaw Ostrowski¹⁷⁷ et Juri Sobolewski¹⁷⁸. Ces personnalités vont s'impliquer pleinement dans la collaboration avec l'Allemagne nazie et à leurs crimes lors du prochain conflit mondial¹⁷⁹. Pour l'heure, ils trouvèrent refuge, comme beaucoup de leurs compatriotes, dans la Pologne nouvellement recréée selon les conditions du Traité de Versailles de 1919. Après la

¹⁷⁶ Francizek Kushel ou Franciśak Kuśal (1895-1969) avait été lieutenant dans l'armée russe durant la Première Guerre mondiale avant de combattre les bolcheviks dans l'armée polonaise durant la guerre soviéto-polonaise (1919-1921). Il resta dans l'armée polonaise jusqu'à sa capture par l'Armée rouge en 1939. Au moment du déclenchement de l'opération Barbarossa, il fut libéré par les Soviétiques en 1941, pour intégrer l'armée polonaise du général Wladyslaw Anders. Finalement, il échappa aux autorités soviétiques et se rendra à la Wehrmacht avant d'être libéré et de rejoindre le comité central biélorusse.

¹⁷⁷ Radoslaw Ostrowski ou Radaślaŭ Astroŭski (1887-1976) était un officier de réserve qui n'a pas vraiment combattu durant la Première guerre mondiale. Il n'a servi que quelques mois dans les Armées blanches commandées par le général Anton Dénikine contre les bolcheviks avant de désertir pour rejoindre le mouvement d'indépendance biélorusse où il fut nommé ministre de l'Éducation durant la brève existence de la République populaire biélorusse. Il est présenté comme un agitateur politique et un opportuniste.

¹⁷⁸ Juri Sobolewski a servi dans l'armée russe à partir de 1915 jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale avant de se réfugier en Pologne. Il devient le rival d'Ostrowski au sein de la représentation de la communauté biélorusse de Pologne et autant opportuniste.

¹⁷⁹ ALEXANDER Mark, *"Nazi Collaborators, American Intelligence, and the Cold War: The Case of the Byelorussian Central Council"* (2015), pp. 11-17. Graduate College Dissertations and Theses. 424. URL : <https://scholarworks.uvm.edu/graddis/424>

signature du traité de Riga de 1921, mettant fin à la guerre soviéto-polonaise et redéfinissant les frontières de l'Est de la Pologne, les nouveaux réfugiés biélorusses sont plongés dans des conditions de vie exécrables. Ils souffrent de la pauvreté, du manque d'infrastructures d'accueil et de malnutrition. Toutes ces combinaisons accroissent le sentiment anti-polonais. Pour calmer les ardeurs, l'État polonais avait accordé quelques avantages à la minorité biélorusse, notamment en 1922, avec l'autorisation d'avoir des représentants à la Diète¹⁸⁰. Nous retrouvons comme député de la minorité biélorusse au sein du parlement : Ostrowski et Sobolewski. Les deux hommes ne s'appréciaient pas, ils étaient opportunistes et se rivalisaient pour le leadership au sein de la communauté biélorusse. Malgré cette concession faite par les Polonais aux Biélorusses, elle se retourna contre eux. La raison était qu'ils utilisaient leur mandat pour critiquer le gouvernement pour sa « campagne oppressive de polonisation » des émigrés biélorusses. En 1924, le gouvernement polonais répondit par la fermeture d'écoles biélorusses, la restriction des activités politiques et par l'augmentation de l'impôt dans le *Kresy*¹⁸¹. Cette répression va non seulement accroître le fossé entre les deux communautés, mais aussi conduire à la montée du nationalisme biélorusse. En 1925 est créé le parti politique Union des paysans et des travailleurs biélorusses (*Hramada*)¹⁸². Il prônait l'autonomie politique des régions de l'Est de la Pologne et était en lien étroit avec le Parti communiste de Biélorussie occidentale (KPZB)¹⁸³, lui-même

¹⁸⁰ La Diète (*Sejm*) ou le parlement polonais.

¹⁸¹ Le *Kresy* signifie la « périphérie ». Elle correspondait aux régions orientales de la Pologne où étaient présentes une forte minorité biélorusse.

¹⁸² L'Union des paysans et des travailleurs Biélorusses (*Hramada*) comptait à la fin des années 1920, plus de 100 000 adhérents et avait comme figure, Symon Rak-Michajloŭski, ancien diplomate du temps de la courte existence de la République populaire biélorusse.

¹⁸³ Le Parti communiste de Biélorussie occidentale (KPZB) prônait la révolution socialiste en Pologne ainsi que le rattachement de la Biélorussie occidentale (soit les territoires de l'Est de la Pologne, *Kresy*) à la République socialiste soviétique de Biélorussie, et donc à l'URSS.

en lien avec Moscou. Ostrowski était membre du comité central de la *Hramada*. Sobolewski n'a rejoint le parti qu'en février 1926. En 1927, le gouvernement polonais mit en prison les principaux militants du parti sous l'accusation d'activités anti-polonaises subversives. Ostrowski et Sobolewski sont arrêtés. Néanmoins, ils furent relâchés peu de temps après¹⁸⁴. Durant les années 1930, surtout après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les nationalistes biélorusses voyaient dans la politique expansionniste allemande, surtout contre la Pologne, des convergences politiques pour se « libérer » du joug polonais. Développement d'un sentiment national, méfiance d'une partie de la communauté biélorusse envers les bolcheviks depuis la Guerre civile de 1917, accroissement du ressentiment anti-polonais, la recherche désespérée d'appuis extérieurs dans l'espoir de réaliser un projet politique d'indépendance nationale et l'opportunisme qui permettrait à certains d'accéder à des postes à responsabilité, sont autant de facteurs qui ont pu contribuer à la collaboration des nationalistes biélorusses avec l'Allemagne hitlérienne. Ostrowski faisait partie de ceux-là, sans trop se faire d'illusion concernant la vision du monde des nazis et de l'application de leur idéologie raciale.

Après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et de l'occupation de la partie Ouest de la Pologne, Ostrowski s'était rapproché des autorités allemandes et avait proposé ses services. Il se rendit à Berlin où il créa un comité central réunissant toutes les organisations biélorusses existantes d'Allemagne et de Pologne. En 1940, les autorités allemandes transfèrent le comité d'Ostrowski à Varsovie afin de former un détachement de parachutistes dans le but de mener des actions de sabotage derrières la ligne de démarcation

Dans les années 1920, le parti fut interdit par les autorités polonaises qui masquait alors ses activités à travers le parti *Hramada*. Le KPZB avait comme figure Branislau Taraskievic.

¹⁸⁴ Ostrowski était à cette époque le directeur de la banque coopérative biélorusse, et à ce titre, il fut accusé d'avoir reçu des « fonds de sources bolcheviques ». Une fois libéré, il dut renoncer à ce poste.

au moment où l'invasion sur l'URSS serait lancée. Lors du déclenchement de l'opération Barbarossa, les premiers effets de cette collaboration s'avèrent être décevants pour les nationalistes biélorusses. La moitié des parachutistes engagés furent tués au cours des combats et Ostrowski se plaint de ne pas avoir pris part au contrôle des opérations alors qu'il était à la tête du comité central. Ensuite, le peu d'illusion s'évapora pour les nationalistes biélorusses lorsque les nazis intégrèrent les Pays baltes et la Ruthénie (avec Minsk) dans le *Reichskommissariat Ostland*, créé au printemps 1941. Ils comprirent qu'ils ne seraient que des pions aux yeux des Allemands qui n'avaient pas l'intention d'accéder à leur requête d'une Biélorussie indépendante, mais de voir ces territoires être subjugués par une nouvelle puissance. Malgré cet état de fait, la collaboration entre les nationalistes biélorusses et les autorités allemandes se poursuit. Disposant d'une connaissance du terrain, ils servent d'éclaireurs et d'informateurs pour orienter la Wehrmacht dans sa progression en Biélorussie. Ces collaborateurs biélorusses, considérés par les Allemands comme des « personnes de confiance » (*Vertrauensleute*), guidèrent les Einsatzgruppen dans leur entreprise d'élimination des Juifs de Biélorussie et des civils polonais. Lorsque Minsk est prise par les forces allemandes au printemps 1941, Ostrowski et ses camarades s'y installèrent. Ils établissent très rapidement des registres de quelque 75 000 résidents Juifs de la ville, les obligeant à porter une étoile jaune et à les entasser dans un ghetto nouvellement créé. Par cette politique volontariste, Ostrowski veut ainsi apparaître auprès des Allemands – et dans un climat de rivalité entre collaborateurs biélorusses – comme un atout indispensable dans leur politique de nettoyage ethnique et de contrôle des territoires¹⁸⁵. Il s'occupe également du recrutement de nouveaux fonctionnaires locaux pour faciliter l'administration allemande et de procéder à l'exécution des ennemis du Reich. Au sein de ces « personnes de confiances » pour les Allemands, nous avons Emanuel Jasiuk, membre du comité central de Varsovie, qui a guidé en tant

¹⁸⁵ ALEXANDER Mark, (op. cité) page 33.

qu'agent du SD, les *Vorkommando Moskau* de la SS en Biélorussie. Il fut aussi chargé du recrutement de la police auxiliaire biélorusse durant l'occupation de la Biélorussie et a été nommé bourgmestre de Stolpce. Autre figure, Jan Avdziej, un anti-polonais notoire et adhérent à l'idéal national-socialiste. Il livra au SD une longue liste de l'intelligentsia polonaise dans la région de Baranovichi¹⁸⁶. Nous avons par ailleurs Stanislaw Stankievich, qui intègre le comité en 1941. Celui-ci est considéré comme l'un des criminels de guerre les plus notoires pour sa participation dans le massacre des Juifs en Biélorussie, notamment à Borisov où 7 000 Juifs perdirent la vie. Il fut choisi personnellement par le commandant S.S. de l'Einsatzgruppe B, Franz Alfred Six, pour identifier, localiser et liquider les ennemis du régime nazi¹⁸⁷. Juri Sobolewski, le rival d'Ostrowski, finit par le rejoindre par opportunisme en essayant d'exploiter la situation à son avantage. Ce calcul politique lui permet d'être nommé bourgmestre de la Baranovichi par les autorités allemandes où il travaille en étroite collaboration avec la Gestapo et contribua aux persécutions des Juifs et des Polonais¹⁸⁸. En 1943, il réussit à gravir les échelons en étant nommé, à Minsk, à la tête de l'Organisation d'entraide des Ruthènes blancs créée par le Rottenführer-SS Wilhelm Kube pour lutter contre les partisans communistes¹⁸⁹. Pour terminer, l'ancien

¹⁸⁶ ALEXANDER Mark, (op. cité) page 45.

¹⁸⁷ Stanislaw Stankievich fut surnommé pour ses crimes « le boucher de Borisov ».

ALEXANDER Mark, (op. cité) pp. 18-31.

¹⁸⁸ Pour montrer la quintessence de l'opportunisme de Soboleswki, il n'a pas hésité à organiser un comité d'accueil au moment où l'Armée rouge envahit l'Est de la Pologne en 1939, et lors de l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht en 1941, il commença à collaborer avec l'occupant allemand.

ALEXANDER Mark, (op. cité) page 46.

¹⁸⁹ Wilhelm Kube (1887-1943) a été nommé Commissaire général de la Ruthénie blanche. Il a créé à partir de 1941, l'organisation d'entraide des Ruthènes blancs ou *Bielaruskaja narodnaja samapomach* (BNS) qui était chargée de traquer les partisans communistes.

officier biélorusse de l'armée polonaise, Francizek Kushel, devient à partir de juillet 1942, le chef des Corps d'autodéfense biélorusse (BSA), la police auxiliaire biélorusse collaborationniste. Entre le début de l'opération Barbarossa et la fin de l'année 1941, ce sont près de 200 000 civils qui ont été brutalement assassinés dans les territoires biélorusses occupés¹⁹⁰.

À l'été 1943, c'est le tournant de la guerre. La Wehrmacht ayant échoué à prendre Moscou l'année dernière, venait de perdre à Stalingrad et à Koursk. Ce n'est qu'après ces défaites majeures, conjuguées au harcèlement des partisans dans les zones occupées, que les autorités allemandes ont envisagé de soutenir, de manière limitée,

Wilhelm Kube a également contribué à la création de l'Union des jeunes biélorusses (Саюз беларускай моладзі) basé sur le modèle des jeunesses hitlériennes pour endoctriner la jeunesse biélorusse aux idéaux nazis, mais aussi de servir comme main d'œuvre et plus tard comme soldats auxiliaires de la Wehrmacht. L'organisation compte jusqu'à 90 000 membres. Kube participe aussi à la création des Corps d'autodéfense biélorusse (Беларускі корпус самааховы, BSA, BKS, BKA) pour servir de police auxiliaire aux autorités allemandes. Le 22 septembre 1943, il est tué à la bombe par une partisane et remplacé par Curt von Gottberg.

IOFFE Georgy (06/03/2015) « *Belarusian Collaborators in World War II* » Publication : Eurasia Daily Monitor Volume : 12 Issue : 42, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 8 février 2023. URL : <https://jamestown.org/program/belarusian-collaborators-in-world-war-ii/>

БЕЛАРУСКАЯ НАРОДНАЯ САМАПОМАЧ. БЕЛАРУСКАЯ САМААХОБА, (21/11/2010), library.by. [En ligne] Consulté le 8 février 2023. URL : https://library.by/portalus/modules/belarus/re-adme.php?subaction=showfull&id=1290343930&archive=1290362895&start_from=&ucat=8&

¹⁹⁰ Sur le front de l'Est, notamment en Biélorussie occupée, les Einsatzgruppen utilisaient fréquemment la technique d'exécution appelée la méthode de la sardine. Les victimes sont couchées vivantes, tête-bêche, avant d'être fusillées puis recouvertes d'une autre ligne d'individus prêts à être tués. Réf. : ALEXANDER Mark, (op. cité) pp. 38-40.

les aspirations des nationalistes biélorusses afin d' enrôler la population pour soutenir l' effort de guerre. Le 21 décembre 1943, l' Obergruppenführer-SS et commissaire général de la Ruthénie blanche, Curt von Gottberg, autorise la création officielle du Conseil Central Biélorusse (CCB), avec comme président Radoslaw Ostrowski. Juri Sobolewski est nommé vice-président et Francizek Kushel représente la section militaire¹⁹¹. Il s' agit d' un gouvernement fantoche totalement subjugué à la SS. Il est chargé « de mobiliser toute la main-d' œuvre disponible du peuple biélorusse pour l' anéantissement des communistes »¹⁹². À coup de propagande nationaliste et de campagne d' intimidation sur les populations, ce sont près de 28 000 personnes qui sont embrigadées dans les forces militaires auxiliaires de la Wehrmacht¹⁹³. Ces forces restaient cependant mal équipées et sous-entraînées au moment du déclenchement de l' opération Bagration. L' offensive soviétique conduit à la libération de toute la Biélorussie au cours de l' été 1944. Le CCB ne resta finalement que six mois à Minsk avant de s' exiler. Le reste des forces auxiliaires biélorusses, qui n' ont pas été décimées par le rouleau compresseur soviétique, vont être incorporés dans la 30^e division SS : 30. *Waffen-Grenadier-Division der SS (weißruthenische Nr. 1)*. Composée de Biélorusses, d' Allemands, d' Ukrainiens et de Polonais, cette division, dont leurs composants sont expérimentés à la lutte anti-partisane, est envoyée dans le Sud de la France pour traquer dans les maquis les mouvements de résistance français. Les dirigeants du CCB réfugiés désormais en Allemagne, tentaient, quant à eux, de négocier la création d' une division SS composée uniquement de Biélorusses pour restaurer le caractère national. Ironiquement, les négociations ont fini par aboutir en raison des nombreuses désertions de la division au cours des opérations militaires contre les

¹⁹¹ Declassified CIA Archives, Attach to EGMA – 00853, date : 6 october 1952, subject : Radislaw Ostrowsky, page 12. [En ligne] Consulté le 8 février 2023. URL : <https://archive.org/details/OSTROWSKYRADI-SLAW-0020/page/n11/mode/1up>

¹⁹² ALEXANDER Mark, (op. cité) page 57.

¹⁹³ ALEXANDER Mark, (op. cité) pp.63-64.

FFI¹⁹⁴. En novembre 1944, la 30^e division SS est retirée de France pour être transférée en Allemagne, avant d'être dissoute peu de temps après. Début 1945, une nouvelle division de la Waffen-SS est créée et incorpore les unités biélorusses restantes, tandis qu'une autre partie de la division dissoute a été incorporée à l'Armée de libération russe (ROA) commandée par Vlassov¹⁹⁵. Mais sentant la fin du III^e Reich approcher et sans faillir à leur opportunisme, Ostrowski et les autres membres du CCB tentaient au même moment d'entrer en contact avec le commandement allié pour négocier leur reddition, mais surtout leur protection. Sachant par avance qu'ils allaient être exécutés pour trahison s'ils étaient pris par les Soviétiques. Francizek Kushel et ses hommes incorporés dans la division SS se rendirent près de la frontière tchèque à la troisième armée américaine commandée par le général George Patton, le 28 avril 1945. Ostrowski suspend temporairement les activités du CCB et se réfugie dans la petite ville d'Höxter, située dans l'Ouest de l'Allemagne, où il établit des contacts avec les autorités britanniques¹⁹⁶.

- **Les minorités nationales et musulmanes de l'URSS utilisées comme supplétifs de la Wehrmacht et de la Waffen-SS.**

Durant les opérations sur le Front de l'Est, l'Allemagne nazie, par l'entreprise du SD et de la SS, s'était appuyée sur les minorités nationales de l'URSS pour former des unités auxiliaires de la Wehrmacht. Rappelons que durant la Première Guerre mondiale, les Allemands ont utilisé le même stratagème. Dans les camps de prisonniers, on sélectionnait les soldats soviétiques en fonction des nationalités et des commissions étaient chargées de les retourner idéologiquement en appuyant notamment sur le sentiment national ou religieux. Un homme va jouer un rôle fondamental dans le recrutement des minorités de l'URSS dans l'armée allemande, le nazi Gerhard von Mende. En 1941, il était le chef de la Commission

¹⁹⁴ Forces Françaises Intérieures (FFI).

¹⁹⁵ ALEXANDER Mark, (op. cité) pp.70-75.

¹⁹⁶ ALEXANDER Mark, (op. cité) pp.76-79.

allemande des affaires turkmènes ainsi qu'à la tête du Département du Caucase de l'*Ostministerium*¹⁹⁷ sous la direction d'Alfred Rosenberg¹⁹⁸. En outre, von Mende était un spécialiste des questions concernant les minorités nationales de l'Union soviétique. Et pour cause, il avait des origines lettones¹⁹⁹, il était polyglotte, professeur en slavistique²⁰⁰ à l'Université de Berlin et a traité la question des peuples turcophones de Russie dans son livre écrit en 1936, « Le combat national des Turcs Russes - une contribution à la question nationale en Union soviétique » (*Der nationale Kampf der Russlandtürken - ein Beitrag zur nationalen Frage in der Sowjetunion*)²⁰¹. Il s'était intéressé tout particulièrement aux musulmans d'Asie centrale.

Après les succès des premiers mois de l'opération Barbarossa, Gerhard von Mende participa aux efforts pour convaincre ses supérieurs de recruter, parmi les cinq millions de prisonniers soviétiques, les minorités nationales dans l'armée allemande. Cette « guerre politique » visait à présenter l'Allemagne comme la libératrice et la protectrice des minorités non russes opprimées par les bolcheviks. Par la suite, Gerhard von Mende devient « l'un des principaux

¹⁹⁷ Le ministère des Territoires occupés de l'Est.

¹⁹⁸ Declassified CIA archives, CR-63-D275, report of 24 march 1961. [En ligne] Consulté le 17 janvier 2023. URL : <https://archive.org/details/MENDEGERHARDVON-0127>

¹⁹⁹ Gerhard von Mende est né le 25 décembre 1904 à Riga en Lettonie, alors intégrée à la Russie tsariste. À l'époque, il existait une forte minorité allemande dans cette région.

²⁰⁰ Étude linguistique sur les langues slaves.

²⁰¹ MENDE Gerhard von, *Der nationale Kampf der Russlandtürken - ein Beitrag zur nationalen Frage in der Sowjetunion*, Weidmannsche Buchhandlung, Berlin SW 68, 1936. [En ligne] Consulté le 17 janvier 2023. URL : https://opendata.uni-halle.de/explore?bitstream_id=c6e5f7e5-bef3-4c5c-adc9-5beda1b7308a&handle=1981185920/36509&provider=iiif-image

architectes de la politique nazie envers les minorités soviétiques »²⁰². Il a établi plusieurs comités devant servir, provisoirement, de gouvernements nationaux en exil. Le but était à terme de mettre en place des administrations fantoches, tous pilotés en réalité par le III^e Reich. Les nazis n'avaient pas l'intention de tenir leurs engagements sur la création d'États indépendants. Nous pouvons citer l'exemple du Comité national d'unité du Turkestan (TNEK) dirigé par Veli Kayum-Khan²⁰³ qui appartenait au mouvement prométhéen²⁰⁴. Un mouvement des minorités non-russes né de l'échec de la création d'États indépendants durant la Guerre civile russe de 1917 à 1922. Il s'était exilé par la suite en Europe occidentale et en Turquie. Khan avait réussi à convaincre des prisonniers soviétiques originaires de

²⁰² JOHNSON Ian, (July 12, 2005) « *How a Mosque for Ex-Nazis Became Center of Radical Islam* » The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 17 janvier 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/SB111964664777469127>

²⁰³ Veli Kajum-Khan (1904-1993) est né à Tachken (actuellement l'Ouzbékistan) et était un ardent collaborateur nazi. Il a résidé en Allemagne durant les années 30 et avait pour supérieur direct Gerhard von Mende. Les deux hommes ont gardé le contact après-guerre. Khan se refugia en Allemagne de l'Ouest où il milita jusqu'à la fin de sa vie pour l'indépendance du Turkestan.

²⁰⁴ Le « prométhéisme » se définit comme « *un mouvement de réfugiés non russe d'URSS, né de l'échec des républiques indépendantes surgies dans l'empire [russe] lors de la révolution de 1917. Les capitales d'Europe occidentale en reçurent alors les anciens dirigeants, qui, après avoir tenté une opposition contre l'armée rouge, cherchèrent à reconstituer un front antibolchevique dans l'exil* ». Ce mouvement finit par collaborer avec l'Allemagne nazie lors de l'invasion de l'URSS. Réf. :

COPEAUX Étienne. Le mouvement « prométhéen ». In: *CEMOTI*, n°16, 1993. Istanbul - Oulan Bator: autonomisation, mouvements identitaires et construction du politique, pp. 9-46. [En ligne] Consulté le 17 janvier 2023. DOI : <https://doi.org/10.3406/cemot.1993.1050>
URL : www.persee.fr/doc/cemot_0764-9878_1993_num_16_1_1050

la région du Turkestan²⁰⁵ pour rejoindre la Wehrmacht, dont l'historien d'origine ouzbek Baymirza Hayit²⁰⁶. Les Légions de l'Est (*OstLegionen*) ont vu le jour :

- La Légion arménienne (*Armenische Legion*), créée le 4 juillet 1942. Elle fut anéantie en 1944 lors de la prise par les Alliés de Toulon, en France ²⁰⁷.
- La Légion azerbaïdjanaise (*Aserbaidtschanische Legion*), créée le 22 juillet 1942. En 1944, elle a participé au massacre de Wola, à Varsovie, où 40 à 50 000 civils Polonais ont trouvé la mort ²⁰⁸.
- La Légion géorgienne (*Georgische Legion*), formée le 30 décembre 1941. Capturée en Hollande en 1945 par les Alliés après s'être rebellée contre les Allemands ²⁰⁹.
- Les légions caucasiennes : La Légion caucasienne-mahométane (*Kaukasisch-Mohammedanische Legion*) formée le 13 janvier 1942. La Légion nord caucasienne (*Nordkaukasische Legion*), en août 1942. Elles regroupaient

²⁰⁵ Le Turkestan désigne l'ensemble des territoires regroupant les populations turcophones en Asie centrale. Aujourd'hui, il désigne les États du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Turkménistan et d'Ouzbékistan, autrefois appartenant à l'URSS. Le Turkestan peut englober plus largement la région chinoise du Xinjiang avec les Ouïghours, ainsi qu'une partie du nord de l'Afghanistan.

²⁰⁶ Baymirza Hayit (1917-2006) va être un proche de Veli Kajum-Khan et de Gerhard von Mende. Il fait partie des transfuges de l'Armée rouge qui, une fois prisonniers des Allemands, vont s'enrôler dans la Légion Turkestane. Après-guerre, il devient un historien renommé en Turquie.

²⁰⁷ THOMAS Nigel, *The German Army 1939-45 (5) : Western Front 1943-45 · Volume 5*, Bloomsbury Publishing, United Kingdoms, 2012.

²⁰⁸ HALE Christopher, *Hitler's Foreign Executioners: Europe's Dirty Secret*, Stroud, United Kingdoms, The History Press. 2011, p. 334.

²⁰⁹ TUCKER-JONES Antony, *The Battle for the Caucasus, 1942-1943*, Pen & Sword Books, United Kingdoms, 2018.

différentes ethnies du Caucase : Abkaze, Circassienne, Balkar, Tchétchène, Karachays, Ingouche, et du Daghestan²¹⁰.

- La Légion Turkestane (*Turkestanische Legion*) formée le 13 janvier 1942.
- La Légion des Tatars de la Volga (*Wolgatatarische Legion*) en septembre 1942.

Aux légions de l'Est qui dépendaient de la Wehrmacht, nous devons rajouter les divisions ukrainiennes et baltes rattachées à la Waffen-SS :

- La 14^e Grenadier division SS « Galicienne » (*Galizien*) créée le 28 avril 1943. Composée de volontaires ukrainiens et impliquée dans les massacres de civils polonais dans les villages de Palikrowy, Malinska, et Czernicy²¹¹. En 1945, elle fut intégrée dans l'Armée nationale ukrainienne (UNA)²¹².
- La Légion Estonienne (*Estnische Legion*), formée en octobre 1942.
- La Légion Lettone (*Latviešu leģions*), créée en janvier 1943. Elle a participé à la bataille de Berlin en 1945²¹³.

Durant la Seconde Guerre mondiale, il a été estimé qu'entre 600 000 et 1 400 000 Soviétiques, russes comme non-russes, ont

²¹⁰ MONTADEL David, *Islam and Nazi Germany's War*, Harvard University Press, U.S.A., 2014, page 224.

²¹¹ PIOTROWSKI Tadeusz, *Poland's Holocaust - Ethnic Strife, Collaboration with Occupying Forces and Genocide in the Second Republic, 1918-1947*, McFarland Incorporated Publishers, U.S.A., 2007, page 230.

²¹² LOGUSZ Michael O., *Galicia Division : The Waffen-SS 14th Grenadier Division 1943-1945*, University of Michigan, U.S.A., 1997.

²¹³ HALE Christopher, *Hitler's Foreign Executioners - Europe's Dirty Secret*, History press, United Kingdoms, 2011, page 13.

rejoint la Wehrmacht²¹⁴. Concernant les motivations des prisonniers soviétiques transfuges de se battre pour l'Allemagne hitlérienne, elles pouvaient varier entre un engagement réel par anti-stalinisme et antibolchevisme, mais aussi pour échapper à la dure vie quotidienne des camps de prisonniers qui les réduisaient à l'état d'esclaves²¹⁵. Dans les collaborateurs, bon nombre étaient également volontaires et croyaient aux idéaux nazis comme les Ukrainiens de l'OUN. D'autres, par nationalisme, voyaient la possibilité de voir leur patrie « libérée » en s'alliant au III^e Reich, comme ce fut le cas avec les Litvaniens, les Biélorusses et d'autres minorités nationales au sein de l'URSS. Certains volontaires étrangers voyaient l'opportunité de pouvoir réaliser leur projet d'expansion territoriale au nom d'un idéal irrédentiste comme avec les fascistes finlandais. Néanmoins, nous devons relativiser cette présentation en précisant qu'il ne s'agissait que d'une portion des minorités nationales et musulmanes et non d'une généralité. Nous pouvons donner en exemple le cas de l'Ukraine. Il a été démontré qu'une majorité d'Ukrainiens avait combattu dans l'Armée rouge²¹⁶. Si les Ukrainiens de l'Ouest ont effectivement collaboré avec l'Allemagne hitlérienne et ont rejoint l'OUN de Bandera, les Ukrainiens de l'Est ont en revanche intégré les groupes de partisans et ont protégé un nombre considérable de Juifs. Selon les statistiques du musée Yad Vashem, l'Ukraine est

²¹⁴ ALEXIEV Alexander R., *Ethnic Minorities In The Red Army - Asset Or Liability ?*, Taylor & Francis, United Kingdoms, 2019.

²¹⁵ GRAFENSTEIN Burkhard (12/03/2010) « *Hitlers vergessene Geheimtruppe* ». Spiegel. [En ligne] Consulté le 14 décembre 2022. URL : <https://www.spiegel.de/geschichte/sondverband-graukopf-a-948725.html>

²¹⁶ GOUJON Alexandra, « *La Seconde Guerre mondiale a été particulièrement meurtrière en Ukraine.* » dans : L'Ukraine : de l'indépendance à la guerre. Nouvelle édition revue et augmentée, sous la direction de GOUJON Alexandra. Paris, Le Cavalier Bleu, « Idées reçues », 2023, p. 41-48. [En ligne] Consulté le 14 décembre 2022. URL : <https://www.cairn.info/l-ukraine-de-l-independance-a-la-guerre--9791031805634-page-41.htm>

le quatrième pays comptant le plus de Justes parmi les nations avec 2691²¹⁷, dont le patriarche orthodoxe Aleksey Glagolev²¹⁸.

Faisons à présent un bilan de cette deuxième tentative de démantèlement de la Russie aux sorties de la Seconde Guerre mondiale. Nous pouvons en conclure que ce fut un échec cinglant. L'Union soviétique a récupéré tous ses territoires et constitue désormais un vaste glacis géopolitique regroupant l'ensemble des pays d'Europe centrale. Sont réintégrés les Pays baltes au sein de l'URSS, puis a lieu l'installation de régimes communistes en Pologne, Roumanie, Bulgarie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Albanie et en Allemagne de l'Est. L'URSS pesait désormais 22,4 millions de kilomètres carrés. À cela s'ajoutait comme prise symbolique, la moitié de la Prusse orientale représentant le bastion du militarisme allemand. Autre trophée, la prise en Extrême-Orient des îles Kouriles et la moitié sud de l'île de Sakhaline, après son entrée en guerre contre le Japon, le 7 août 1945. L'empire du soleil levant signant l'acte de capitulation le 2 septembre 1945. L'URSS est devenue une puissance mondiale incontournable et son prestige international immense. En revanche, l'empire soviétique, outre le fait d'avoir subi des destructions matérielles gigantesques, a connu une nouvelle saignée dans sa population. Les pertes sont estimées autour de 27 millions de personnes. Soit, le pays qui a une nouvelle fois payé le plus cher en vie humaine par rapport à tous les autres belligérants durant

²¹⁷ Les Justes parmi les nations désignent les personnes ayant risquées leur vie pour sauver les Juifs des persécutions nazies durant la Deuxième guerre mondiale. La Pologne est le premier pays comptant le plus de Justes parmi les nations avec 7232, suivi des Pays-Bas avec 5982 et de la France pour 4206. Ref. : Yadvashem, « Noms et nombres de Justes parmi les Nations par pays, au 1er janvier 2022 ». [En ligne] Consulté le 14 décembre 2022. URL : <https://www.yadvashem.org/fr/justes/statistiques.html>

²¹⁸ Yad Vashem, « Sous l'aile protectrice de l'Eglise - Le prêtre russe orthodoxe Aleksey Glagolev ». [En ligne] Consulté le 14 décembre 2022. URL : <https://www.yadvashem.org/yv/fr/expositions/justes/glagolev.asp>

le conflit²¹⁹. Si la guerre contre l'Allemagne nazie était terminée, une autre venait de commencer au même moment. La rivalité entre le bloc capitaliste avec les États-Unis comme leader et première puissance mondiale. Puis à l'autre extrémité, le bloc communiste avec l'URSS comme patron. Au cours de la Guerre froide, chaque camp va utiliser diverses stratégies dans le but d'affaiblir son adversaire. L'URSS, par le biais du KGB²²⁰, va pratiquer la subversion idéologique pour imposer des régimes communistes dans d'autres pays en utilisant la propagande et le relais des divers partis communistes dans le monde et en soutenant des guérillas. Les États-Unis vont également employer la subversion idéologique par le biais de la culture, de l'économie de marché, des think tanks, ainsi que le renseignement et les opérations spéciales du style coup d'État, contre-guérilla ou les stratégies de la tension par le biais de la CIA.

TROISIÈME TENTATIVE DE DÉMANTÈLEMENT DE LA RUSSIE

Dans cette confrontation idéologique qui va durer près d'un demi-siècle, les États-Unis ne se gêneront pas pour récupérer aussi bien des nationalistes de tendance démocrate ayant dû s'exiler après l'occupation de leur pays par l'Armée rouge, que d'anciens nazis et fascistes ayant commis pour la plupart des crimes de guerre. Peu après, ils ont été recyclés comme les nouveaux ambassadeurs du « camp du Bien », de la liberté et de la démocratie face à l'oppression soviétique, « l'empire du Mal ». Certains ont même été recrutés pour des opérations clandestines ou des actions de propagande anti-communiste. Nous allons énumérer quelques organisations et

²¹⁹ ELLMAN, M., & MAKSDUDOV, S. (1994). Soviet Deaths in the Great Patriotic War: A Note. *Europe-Asia Studies*, 46(4), 671–680.
<http://www.jstor.org/stable/152934>. [En ligne] Consulté le 18 décembre 2022.

²²⁰ KGB (*Komitet gossoudarstvennoï bezopasnosti*) ou Comité pour la Sécurité de l'État est le successeur du NKVD, les services de renseignement soviétiques.

personnalités chargées de cette subversion axée sur l'aspiration à l'indépendance des pays d'Europe centrale, mais aussi au démantèlement de l'Union soviétique. Il s'agit de la troisième tentative de démantèlement de la Russie, mais cette fois, conduite par les États-Unis.

- **L'OUN bandériste recyclée pour le renseignement et les opérations clandestines.**

Comme nous l'avons dit plus haut, la fin de la guerre n'a pas conduit à la disparition de l'Organisation des Nationalistes Ukrainiens (OUN), ni de ses chefs. Le Conseil Suprême pour la libération de l'Ukraine (UHVR), dominé par l'OUN bandériste et exilé au Vatican, entra très vite en contact avec les services secrets américains pour bénéficier de leur protection en échange de leurs connaissances sur les activités soviétiques. Ces renseignements étaient indispensables au moment où la Guerre froide venait de débuter. Malgré les demandes de l'URSS pour arrêter et rapatrier les criminels de guerre ukrainiens ayant collaboré avec l'Allemagne nazie et réfugiés en Europe de l'Ouest, les États-Unis les ont protégés et utilisés. Dès le printemps 1946, les premiers contacts avec les services secrets américains étaient établis. L'objectif était de mettre en place une collaboration avec les Ukrainiens afin de collecter des informations sur l'identification des agents soviétiques présents en Allemagne de l'Ouest, au sein de l'armée soviétique, en URSS, et surtout dans la République Socialiste Soviétique d'Ukraine. Les noms de code des opérations étaient connus sous les appellations « Opération Belladonna »²²¹ et « Lynx »²²². La connexion se faisait par le biais du Père

²²¹ Voir ANNEXE 13, image 21.

²²² L'opération Belladonna fut complétée avec un autre projet nommé Lynx chargé spécifiquement de l'identification des agents soviétiques en Allemagne de l'Ouest. Lynx a changé de nom en 1947 pour devenir TRIDENT.

Mémoire Opérationnel SSU, Aradi, "Operation Belladonna," 27 December 1946, MGH-391, (S), in DO Records, [] Box 1, Folder 5,

Ivan Hrynokh, le deuxième vice-président de l'UHVR. Hrynokh fut aussi l'aumônier du tristement célèbre bataillon ukrainien Nachti-gall. Il était notamment en contact avec le SD allemand au travers de Fritz Arlt²²³. Malgré ses péchés plus que véniels, il fut recruté par les services de renseignement américains et a endossé le cryptonyme opérationnel de CAPARISON. Hrynokh a fourni des informations sur l'Ukraine soviétique jusque dans les années 1970²²⁴. Venait ensuite Mykola Lebed, le ministre des Affaires étrangères de l'UHVR, l'assassin avec Stepan Bandera du ministre de l'Intérieur polonais Bronisław Pieracki en 1934, et formé par la Gestapo. Puis, arrivait Yuri Lopatinski. Il servit de liaison entre l'UHVR et de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) qui combattait toujours les Soviétiques en Ukraine. Ensuite, Myron Matvieyko, le chef de la sécurité de l'OUN. Pour finir, Yaroslav Stetsko, le proche collaborateur de Bandera. Du côté américain, la connexion se faisait par l'agent Boleslav A. Holtsman²²⁵, le représentant du contre-

CIA ARC (hereafter cited as "Operation Belladonna," 27 December 1946).

Source : [https://www.cia.gov/readingroom/docs/AERODYNAMIC%20%20VOL.%209%20%20\(DEVELOPMENT%20AND%20PLANS\).0001.pdf](https://www.cia.gov/readingroom/docs/AERODYNAMIC%20%20VOL.%209%20%20(DEVELOPMENT%20AND%20PLANS).0001.pdf)

²²³ BREITMAN Richard, GODA Norman J. W. (op. cité) page 136.

NOTE : Le SD a été fondé en 1931 par Heinrich Himmler et a été présidé par Reinhard Heydrich. Le père Ivan Hrynokh (1907-1994) fut utilisé par les Allemands pour créer des contacts avec les nationalistes ukrainiens pour servir de volontaires alliés lors de l'invasion de l'URSS en 1941.

²²⁴ RUFFNER Kevin Conley, *Eagle and Swastika: CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, History Staff Central Intelligence Agency Washington, DC April 2003, pp. 207-212. [En ligne] Consulté le 4 janvier 2023. URL : <https://archive.org/details/EagleAndSwastika>

²²⁵ Boleslav (Bill) Holtsman a été nommé officier du contre-espionnage en mars 1946 et a rejoint l'Office of Special Operations (OSO) ou Bureau des opérations spéciales en octobre 1946. Holtsman est transféré

espionnage (X-2) du Strategic Services Unit (SSU)²²⁶ basé à Munich. Holtsman était le principal contact américain avec les leaders nationalistes ukrainiens en Allemagne, dans la zone d'occupation américaine²²⁷. Le consultant hongrois pour le SSU, Zsolt Aradi, était chargé des premières rencontres et de récolter les premiers renseignements sur ces personnalités ukrainiennes auprès d'Holtsman. Aradi les décrivit comme des hommes déterminés, prêts à tuer, à sacrifier leur vie ou à se suicider à n'importe quel moment, si cela peut faire avancer leur cause. Aradi rapportait « qu'ils ont un culte presque religieux de leur nation et se méfient de tout ce qui est étranger : d'abord et avant tout, les Polonais, puis les Russes et les Allemands ». Il en conclut qu'ils pouvaient être malgré tout utiles si les Américains les traitaient bien²²⁸. En 1947, ce groupe de nationalistes ukrainiens fut ensuite transféré de Rome à Munich avec l'aide américaine²²⁹. Aradi surnomma ce groupe de Munich, Referat-33 (ou R-33)²³⁰. Néanmoins, les responsables de l'Office of Special Operations (OSO)²³¹ à Washington voyaient d'un mauvais œil le travail de

de Munich à Berlin en 1948 pour travailler sur les opérations polonaises et retourna aux États-Unis en 1953.

²²⁶ Le Strategic Services Unit (SSU) ou Unité des Services Stratégiques était le successeur en temps de guerre de l'Office of Strategic Services (OSS) et précurseur du Central Intelligence Group (CIG) et de la Central Intelligence Agency (CIA).

²²⁷ RUFFNER Kevin Conley, *Cold War Allies: The Origins of CIA's Relationship with Ukrainian Nationalists* (S), Fitly Years of the CIA Central Intelligence Agency 1998, page 20. [En ligne] Consulté le 4 janvier 2023. URL : <https://archive.org/details/ColdWarAllies-CIAsRelationsWUkrainianNationalists>

²²⁸ RUFFNER Kevin Conley, *Cold War Allies: The Origins of CIA's Relationship with Ukrainian Nationalists* (S), (op. cité) pp.23-27.

²²⁹ Ce fut le cas pour Mykola Lebed.

²³⁰ RUFFNER Kevin Conley, *Eagle and Swastika: CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, (op. cité), page 210.

²³¹ En 1946, le Strategic Services Unit (SSU) fut alors intégré au CIG et, à cette occasion, il fut renommé Office of Special Operations (OSO).
Réf : LE VOGUER, Gildas. *Chapitre III. Transformer : Les*

ces Ukrainiens à Munich qui se révéla être minime. L'OSO les qualifiait même « d'organisation terroriste »²³². C'est pourtant par le biais du R-33, jugé comme « terroriste », que les opérations clandestines américaines en URSS ont été entreprises. Le 3 décembre 1948, la CIA²³³, par le biais de Richard Helms, chef de la Branche M chargée de l'espionnage en Europe centrale et orientale, télégraphie à Munich pour demander au Père Ivan Hrynokh et aux membres de l'UHVR, s'ils pouvaient fournir des volontaires ukrainiens dans le but de les faire passer en Ukraine soviétique afin de porter une assistance aux insurgés et à l'UPA toujours active. Hrynokh et Lebed ont approuvé cette nouvelle coopération. La CIA fournit avec l'aide de l'aviation américaine les volontaires ukrainiens, de l'argent, des fournitures, du matériel radio aux insurgés pour faciliter la communication entre eux et les messagers de l'UPA en Tchécoslovaquie. Les premières opérations de parachutage près de Lviv, en Ukraine occidentale, commençaient à partir de septembre 1949²³⁴. En 1950, la CIA entreprend de lancer depuis Munich des opérations d'infiltration en Biélorussie, Lettonie, Lituanie et dans d'autres régions d'URSS²³⁵. Toutefois, ces opérations se sont terminées en désastre, 75% des 85 agents de la CIA envoyés derrière le rideau de fer, ont soit disparu, soit ont échoué dans leur mission. Après 1953, la CIA

opérations secrètes In : *Le renseignement américain : Entre secret et transparence, 1947-2013* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2014 (généré le 05 janvier 2023). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/pur/42732>>. ISBN : 9782753552999. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pur.42732>.

²³² Voir ANNEXE 14, image 22.

²³³ La Central Intelligence Agency (CIA) a vu le jour le 18 septembre 1947. L'OSO a été intégré à la nouvelle agence.

²³⁴ Le nom de code de ce projet était : Projet CARTEL (plus connu sous le nom d'ANDROGEN). Réf : RUFFNER Kevin Conley, *Eagle and Swastika: CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, (op. cité), pp. 235-236.

BREITMAN Richard, GODA Norman J. W. (op. cité) pp. 154-155.

²³⁵ Le nom de code de ce nouveau projet était : Projet REDSOX.

a abandonné les missions aériennes en Ukraine pour se concentrer davantage sur la propagande anticomuniste qui s'avère être moins risquée et peu coûteuse²³⁶.

- **Les Américains cachent Stepan Bandera, les Britanniques l'utilisent.**

Stepan Bandera ne faisait pas partie du groupe R-33. Il était en Allemagne de l'Ouest et se cachait aussi bien des Soviétiques que des Américains. Il continuait pourtant à exercer une grande influence aussi bien au sein de l'UPA et de l'OUN, que des émigrés ukrainiens à l'étranger. Il a été estimé que les bandéristes représentaient 80% de l'OUN²³⁷. Ayant appris que le chef des nationalistes ukrainiens se trouvait dans la zone d'occupation américaine en Allemagne, les Soviétiques ont averti les États-Unis. Le 15 octobre 1946, le Colonel-Général Pavel A. Kourotchikine, commandant adjoint de l'Administration militaire soviétique en Allemagne, a écrit à son homologue américain, le lieutenant-général Lucius D. Clay, pour réclamer l'arrestation de Stepan Bandera comme criminel de guerre et de le leur livrer afin qu'il soit jugé par un tribunal militaire. Clay répondit que *l'armée américaine faisait ce qu'elle pouvait pour localiser Bandera* et qu'une enquête allait être menée. Pourtant, les Américains ne pouvaient se permettre de livrer Bandera aux Soviétiques sans perdre la confiance du groupe R-33 et des Ukrainiens collaborant aux renseignements sur l'URSS. Cela ruinerait leurs efforts en pleine Guerre froide et compromettrait durement les opérations clandestines de Belladonna et Lynx en cours. Plus largement, cela montrerait aux Ukrainiens qu'ils pouvaient être trahis à tout moment. Les Américains n'ont pas voulu prendre ce risque. Ainsi, le

²³⁶ RUFFNER Kevin Conley, *Eagle and Swastika: CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, (op. cité), pp. 237-238.

²³⁷ Mémorandum Opérationnel SSU, Aradi, "Operation Belladonna," 27 December 1946, MGH-391, (S), (op. cité) pp. 2 et 3.

Central Intelligence Group (CIG)²³⁸ a exhorté le major-général Withers A. Burrese de retarder l'enquête après le 15 janvier 1947. Cela laissait le temps à l'agent Aradi de prévenir les bandéristes afin que leur leader ait jusqu'à cette date pour obtenir une nouvelle couverture afin d'échapper aux recherches. Si les services de renseignement américains ont bien joué un rôle dans la protection de Bandera, ils ont cependant toujours été réticents de conclure une alliance avec ce dernier. En effet, Bandera était toujours partisan d'une Ukraine indépendante, mais également favorable à l'instauration d'une dictature à parti unique dont il serait le chef. Avec ce positionnement, il entra en conflit avec l'UHVR dont Hrynokh et Lebed, suivis de Stetsko, qui n'acceptaient pas Bandera comme dictateur. Au cours des opérations clandestines opérées en Ukraine soviétique, des pourparlers entre la CIA et le MI6²³⁹ ont été engagés pour coordonner leurs actions. Mais pendant que les Américains s'associaient avec l'UHVR, parallèlement, les Britanniques soutenaient Bandera et l'OUN. Cela rendait d'autant plus la coopération entre les deux représentations ukrainiennes impossibles. Enfin, la radicalité de Bandera le rendait incontrôlable et imprévisible. En 1951, il devient même ouvertement antiaméricain, et donc, *persona non grata* pour la CIA. Mais cela n'empêche pas le MI6 de continuer sa collaboration avec lui dans le cadre des opérations clandestines. À l'été 1953, l'UHVR fait de Mikola Lebed le représentant de « l'ensemble du mouvement de libération ukrainien » en Ukraine. La CIA et le MI6 tentent alors une dernière fois de réconcilier Bandera avec Lebed, en vain. En 1954, le MI6 finit par lâcher Bandera et coupe ses relations avec lui. En 1957, tous les anciens agents de Bandera en Ukraine ont été neutralisés par les Soviétiques. Par la suite, Bandera a collaboré pendant un temps avec les services de renseignement ouest-

²³⁸ L'OSS est dissoute en octobre 1945 pour faire place au Central Intelligence Group (CIG).

²³⁹ Les services de secrets de Grande-Bretagne.

allemands (*Bundesnachrichtendienst*, BND). Le 15 octobre 1959, il est assassiné à Munich par l'agent du KGB, Bogdan Stashinskiy²⁴⁰.

- **Mikola Lebed, le protégé d'Allen Dulles.**

Le 4 octobre 1949, la CIA a amené Mikola Lebed aux États-Unis où il devient le président de la Prolog Research Corporation de 1952 à 1974, une société contrôlée par Langley²⁴¹. Prolog était une maison d'édition ainsi qu'une société de distribution qui avait des filiales à Munich, Londres et Paris. Elle s'inscrivait dans le cadre des opérations baptisées AERODYNAMIC, QRDYNAMIC et QRPLUMB visant à publier et diffuser de la propagande antisoviétique destinée aux émigrés ukrainiens présents en Europe et en Amérique, en plus d'apporter un soutien financier à l'UHVR. Ces opérations ont continué jusqu'en septembre 1990, au moment où la chute de l'URSS était inéluctable²⁴². Cependant, son entrée à New-York n'était pas passé inaperçue auprès de la communauté ukrainienne émigrée. Il fut dénoncé au FBI comme étant un criminel « qui avait commis de nombreux assassinats ». En 1951, Lebed fut interrogé sur ces allégations, notamment sur sa participation, aux côtés de Stepan Bandera, dans le meurtre en 1934 du ministre de l'Intérieur polonais, Bronisław Pieracki. En raison de cette affaire, Lebed risquait d'être expulsé d'Amérique. Le 1^{er} juin 1951, le FBI avait signalé que l'Immigration and Naturalization Service (INS) envisageait d'ouvrir une enquête à son encontre. En octobre 1951, le colonel Sheffield Edward de la CIA a déclaré auprès de l'INS, que les renseignements américains ne « disposaient d'aucune information » indiquant que

²⁴⁰ BREITMAN Richard, GODA Norman J. W. (op. cité) pp 143-151.

²⁴¹ Langley est utilisé comme métonymie pour désigner la CIA.

²⁴² RUFFNER Kevin Conley, *Eagle and Swastika: CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, (op. cité), pp. 237-239. Source : [https://www.cia.gov/readingroom/docs/AERODYNAMIC%20%20VOL.%205%20\(DEVELOPMENT%20AND%20PLANS\)_0004.pdf](https://www.cia.gov/readingroom/docs/AERODYNAMIC%20%20VOL.%205%20(DEVELOPMENT%20AND%20PLANS)_0004.pdf)

Lebed est engagé dans des activités préjudiciables aux intérêts des États-Unis. Edward rejeta en bloc les accusations d'assassinat du ministre polonais et minimisa son rôle dans la collaboration avec le III^e Reich. Afin de prouver les activités antinazies de Lebed, la CIA avait cité un mandat d'arrêt émis par la Gestapo datant d'octobre 1941. L'Agence rappela aussi sa fonction de ministre des Affaires étrangères de l'UHVR qui lui conférait une position influente et un rôle indispensable dans la poursuite des missions de renseignements. Malgré ces assurances, l'INS conserva des doutes sur le cas Lebed mais sans pour autant lancer de procédure d'expulsion à son encontre. Pour éviter tout problème à venir sur son statut, la CIA conclut que les activités de Lebed pour le compte de Langley étaient « d'une valeur inestimable ». Le 5 mai 1952, le Directeur adjoint au renseignement central, Allen W. Dulles, a finalement déclaré au commissaire de l'immigration et de la naturalisation que l'Agence prévoyait de parrainer Lebed aux États-Unis en vertu de l'article 8 du *CIA Act* de 1949. Cette loi permettait d'admettre jusqu'à 100 étrangers par an pour des raisons de « sécurité nationale » et ce, indépendamment de « leur éligibilité en vertu des réglementations normales en matière d'immigration ». Dulles a aussi demandé que la date d'entrée de Lebed soit rendue rétroactive à son arrivée initiale en 1949²⁴³. Mikola Lebed ne pouvait plus être expulsé. Durant toute la Guerre froide, il a milité pour le nationalisme ukrainien sans jamais répondre de ses crimes d'avant et pendant la Seconde Guerre mondiale. À la tête de la Prolog Research Corporation, il fut chargé de surveiller et de rapporter les événements économiques, culturels et politiques en Ukraine soviétique. Pareillement, il a élaboré des études sur les mouvements dissidents durant les années 1960 et

²⁴³ Voir ANNEXE 15, image 23.

1970²⁴⁴. Mikola Lebed est resté en contact avec la CIA jusqu'à sa mort en 1998²⁴⁵. Il portait le cryptonyme ANTLER²⁴⁶.

- **Yaroslav Stetsko, le Bloc des nations antibolcheviques (ABN) et consorts.**

Durant la Guerre froide, Yaroslav Stetsko a joué un rôle important dans la propagande antisoviétique en Occident au travers d'une organisation qu'il va diriger à partir de 1948, le Bloc des nations antibolcheviques (*Anti-bolchevik Bloc of Nations*, ABN). Cette organisation a été fondée par l'OUN bandériste, les 21 et 22 novembre 1943, lors d'une conférence secrète dans les forêts de Jytomyr, en Ukraine occidentale. Elle avait comme nom d'origine la *première conférence des peuples asservis d'Europe de l'Est et d'Asie*. Elle avait rassemblé à ses débuts 39 délégués issus de 13 peuples différents. Ce rassemblement prônait la libération des peuples opprimés d'Europe orientale et d'Asie, aussi bien que « l'impérialisme de l'Allemagne nazie » et « l'impérialisme et du communisme russe »²⁴⁷. À l'issue de la réunion, les participants ont décidé de créer « un comité central » visant à coordonner les activités révolutionnaires avec l'objectif d'un soulèvement général dans tous les pays subjugués²⁴⁸. Mais avec l'avancée de l'Armée rouge en Ukraine, l'organisation dut s'exiler et se réorganiser sous l'impulsion de

²⁴⁴ Ukrainian Research Institute, Harvard University. « *Lebed Papers* ». [En ligne] Consulté le 13 janvier 2023. URL : <https://huri.harvard.edu/lebed-papers>

²⁴⁵ RUFFNER Kevin Conley, *Eagle and Swastika: CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, (op. cité), pp. 239-249.

²⁴⁶ RUFFNER Kevin Conley, *Cold War Allies: The Origins of CIA's Relationship with Ukrainian Nationalists* (S), (op. cité), page 38.

²⁴⁷ Foreign intelligence service of Ukraine (02/07/2022) « *Anti-Bolshevik Bloc of Nations. A New Reading* » fisu.gov.ua. [En ligne] Consulté le 11 janvier 2023. URL : <https://fisu.gov.ua/en/history/stories/anti-bolshevik-bloc-of-nations-a-new-reading>

²⁴⁸ Voir ANNEXE 16, images 24 a) et 24 b).

l'UHVR. Au début de l'après-guerre, elle va disposer de plusieurs sections en Europe et en Amérique, avec la bienveillance des services secrets américains. C'est finalement le 16 avril 1946 que l'organisation réunie à Munich prend officiellement le nom de Bloc des nations antibolcheviques. L'ABN, avec Stetsko à sa tête, se veut désormais être l'étendard de la liberté et le porte-parole des peuples opprimés vivant en URSS et dans les États communistes. Ironiquement, les bandéristes, adeptes des thèses de Dmytro Dontsov sur la pensée *völkisch* et le nationalisme radical, qui durant les années 30 et la Seconde Guerre mondiale avaient milité et ont tenté d'appliquer un régime fasciste en Ukraine, nettoyé des « éléments indésirables » comme les Juifs, les Polonais et les Russes, et qui ont d'autre part collaboré avec l'Allemagne nazie avant de la combattre, se sont donc reconvertis en démocrates et défenseurs du monde libre. Le tout, parrainé par l'Oncle Sam afin d'obtenir le précieux sésame en respectabilité. En 1949, l'ABN se dote d'un bulletin d'information, *ABN Correspondence*²⁴⁹. Imprimé à Munich et en plusieurs langues, il devient le fer de lance de sa propagande anticommuniste et du soutien aux mouvements nationaux actifs en URSS, dont l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) commandée par Roman Shukhevyh²⁵⁰. L'ABN coopère aussi avec d'autres organisations nationales en exil, dont le Comité suprême pour la libération de la Lituanie (VLIK) qui s'était formé en 1943 pour lutter contre

²⁴⁹ Liste des bulletins d'information de *ABN Correspondence* des années 1950 à 2000. [En ligne] Consulté le 12 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/?s=Abn+correspondence+>

²⁵⁰ Roman Shukhevyh était à la fois le commandant en chef de l'UPA, le président du secrétariat général de l'UHVR, et président de l'OUN. Il aurait été l'un des fondateurs des prémices de l'ABN. Il était surtout l'ancien commandant du bataillon nazi Nachtigall. Shukhevyh est tué au combat par les Soviétiques à Lviv en Ukraine, le 5 mars 1950. Il devient un héros et un martyr pour l'ABN. Réf : *ABN Correspondence*, Mars-Avril 1985, Vol. XXXVI, n° 2, page 1. [En ligne] Consulté le 12 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/14110/file.pdf>

l'occupation nazie²⁵¹, mais également le Conseil Central Biélorusse (CCB) qui avait, quant à lui, collaboré avec l'Allemagne hitlérienne et toujours présidé par Radoslaw Ostrowski. L'ancien collaborateur biélorusse devient même l'un des vice-présidents de l'ABN au cours des années 1960²⁵². Nous avons aussi le Comité national d'unité du Turkestan (TNEK). Il était continuellement dirigé par l'ancien collaborateur nazi, Veli Kajum-Khan²⁵³. Ce dernier avait gardé contact avec Gerhard von Mende²⁵⁴, lequel travaillait désormais aussi bien avec le gouvernement ouest-allemand, qu'avec la CIA²⁵⁵. Au cours

²⁵¹ *ABN Correspondence*, May-August 1985, Vol. XXXVI, n° 3-4, page 18. [En ligne] Consulté le 12 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/14110/file.pdf>

²⁵² *ABN Correspondence*, 1961, January-February, Vol XII, n°1, page 28. [En ligne] Consulté le 23 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13904/file.pdf>

²⁵³ *ABN Correspondence*, August 1952, Vol. III, n° 8, page 2. [En ligne] Consulté le 17 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13879/file.pdf>

²⁵⁴ Selon les rapports déclassifiés de la CIA, après la guerre, Gerhard von Mende serait resté toujours attaché aux idéaux nazis. Il est cité par une source comme « un fasciste allemand » qui « ne changera jamais son attitude de base ». Gerhard von Mende et Veli Kajum Khan étaient également en contact avec Yaroslav Stetsko. Ils ont pris part à certaines discussions portant sur le combat antibolchevique en 1949. Réf. : Declassified CIA Archives, MENDE Gehard von, DIR 11635 (OUT 52257), 1258Z, July 1rst, 1955. [En ligne] Consulté le 17 janvier 2023. URL : <https://archive.org/details/MENDEGER-HARDVON-0088/mode/1up>

Declassified CIA Archives, Report information, n° 00-B-16738, Jun 3th 1950, Subject : Professor von Mende. [En ligne] Consulté le 18 janvier 2023. URL : <https://archive.org/details/MENDEGER-HARDVON-0066/mode/1up?view=theater>

Declassified CIA Archives, MGI-A-44, secret copy, 28 June 1949. [En ligne] Consulté le 18 janvier 2023. URL : <https://archive.org/details/STETSKOYAROSLAV-0018/mode/1up>

²⁵⁵ Von Mende a été pris en charge par une unité de contre-espionnage de l'OSS (l'ancêtre de la CIA), nommée l'X-2, et installée à Francfort en

des années 1950 et 1960, l'ABN va grimper en influence au niveau international. Stetsko entreprend plusieurs voyages à Taïwan en 1956, 1957, 1961 et 1964 pour assister aux conférences de l'Asian People's Anti-Communist League²⁵⁶, l'ancêtre de la World Anti-Communist League (WACL) ou Ligue anti-communiste mondiale, dans laquelle il devient l'un des leaders²⁵⁷. Dans le catalogue des participants à la WACL, nous retrouvons Théodore Oberländer, un ancien officier allemand du bataillon ukrainien Nachtigall devenu après-guerre député du Bundestag. L'homme avait réussi à troquer sa carte du NSDAP avec celle de la CDU²⁵⁸. Il était devenu ministre ouest-allemand des Affaires des réfugiés dans le gouvernement du chancelier Konrad Adenauer durant les années 1950. Oberländer et Stetsko se connaissaient depuis au moins 1941 et ont poursuivi leur collaboration au sein de la WACL. Par la suite, Oberländer a obtenu

Allemagne de l'Ouest. Réf. : JOHNSON Ian, *Une mosquée à Munich – Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, éditions Jean-Claude Lattès, France, 1^{ère} édition, 2011, pp. 87-102.

²⁵⁶ Asian People's Anti-Communist League ou la Ligue anti-communiste des peuples asiatiques est fondée en 1952 à Taipei sous l'impulsion de Tchang Kai-chek, chef du Kuomintang et président de Taïwan.

²⁵⁷ ANDERSON Scott, ANDERSON Jon Lee. *Inside the League : The Shocking Expose of How Terrorists, Nazis, and Latin American Death Squads have Infiltrated the World Anti-Communist League*. Dodd Mead & Co, New-York (U.S.A.) 1980, page 20. [En ligne] Consulté le 19 janvier 2023. URL : <https://archive.org/details/pdfy-YAnJOkt3G0B4uEGh/page/n3/mode/2up>

²⁵⁸ Théodore Oberländer (1905-1998) était un nazi convaincu. Il adhère au NSDAP en 1933 et a été officier honoraire de la Gestapo en 1936. Il fut accusé plus tard par l'Union soviétique d'avoir « coordonné et ordonné des massacres de Juifs, de partisans et de responsables du Parti communiste dans la région de Lviv en 1941 ». Après la guerre, il devient ministre ouest-allemand des affaires des réfugiés dans le gouvernement du chancelier Konrad Adenauer. Son passé nazi l'ayant rattrapé, il aurait été contraint de démissionner de son poste ministériel au début des années 1960. Réf. : ANDERSON Scott, ANDERSON Jon Lee. (op. cité) pp. 44, 282.

un poste important au European Freedom Council (EFC)²⁵⁹, la branche européenne de l'ABN²⁶⁰. En 1965, il donna même un discours devant les membres américains de l'ABN²⁶¹.

La WACL comptait comme autres associés et non des moindres :

- Ante Pavelić, ancien dictateur de l'État indépendant de Croatie et vassal de l'Allemagne nazie durant la guerre, chef du mouvement fasciste Oustachis²⁶² et responsable du génocide des Serbes, des Roms et des Juifs en Yougoslavie. Il était le chef du Mouvement de libération croate (*Hrvatski oslobodilački pokret*, HOP) fondé en 1956 à Buenos Aires. À sa mort en 1959, son successeur fut Stejpan Hefer, réfugié en Argentine et recherché pour crimes de guerre par les autorités yougoslaves. Il participa aux conférences de l'ABN aux États-Unis et en Europe²⁶³.
- Le général Alfredo Stroessner. Dictateur du Paraguay de 1954 à 1989.
- Mario Sandoval Alarcón, l'un « des éminents orateurs principaux » de la WACL. Il était le secrétaire général du Mouvement de Libération National (*Movimiento de Liberación Nacional*, MLN) du Guatemala. En 1954, le parti a soutenu le coup d'État

²⁵⁹ European Freedom Council (EFC) ou Conseil européen des libertés.

²⁶⁰ ANDERSON Scott, ANDERSON Jon Lee. (op. cité) page 45.

²⁶¹ *ABN Correspondence*, November – December 1965, Vol. XVI, n°5, page 41. [En ligne] Consulté le 20 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13908/file.pdf>

²⁶² Les Oustachis ou Ustaše qui signifie les insurgés, est un mouvement fasciste croate fondé par Ante Pavelić en 1929. Le mouvement collaborera pleinement avec l'Allemagne nazie durant la Deuxième guerre mondiale.

²⁶³ ANDERSON Scott, ANDERSON Jon Lee. (op. cité) page 279.

ABN Correspondence, October – December 1964, Vol. XV, n°5, page 59. [En ligne] Consulté le 20 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13907/file.pdf>

du colonel Carlos Castillo contre le président Jacobo Arbenz. La raison était sa réforme agraire qui menaçait les intérêts de la compagnie américaine United Fruit Compagny (UFC) dont Allen Dulles, le directeur de la CIA, était membre du conseil d'administration. Ce dernier orchestra en retour le changement de régime du pays²⁶⁴. Après le coup d'État, le MLN fut responsable de l'institutionnalisation des escadrons de la mort qui visaient à réprimer dans la terreur toute opposition politique, y compris au moment de la longue Guerre civile de 1960 à 1996²⁶⁵. Durant les années 1960, Mario Sandoval Alarcón avait notamment financé l'escadron de la mort, la *Mano Blanca*²⁶⁶. La guerre civile fera près de 200 000 morts²⁶⁷.

- Giorgio Almirante. Leader fasciste dans l'Italie d'après-guerre et membre du Mouvement Social Italien (*Movimento sociale italiano*, MSI).
- Yoshio Kodama. Une figure de la mafia japonaise, les Yakuzas. Il a fait fortune durant la guerre au travers du marché noir et était proche des politiciens conservateurs japonais. Après 1945, il devient l'un des plus importants financeurs de la WACL avec son ami Ryoichi Sasakawa, l'un des fascistes et ultra-nationalistes japonais les plus actifs d'avant-guerre, devenu une personnalité

²⁶⁴ Le nom de code de cette opération était connu sous le nom de BPFortune.

²⁶⁵ ANDERSON Scott, ANDERSON Jon Lee. (op. cité) page 9.

²⁶⁶ FOSS Sarah, *On Our Own Terms: Development and Indigeneity in Cold War Guatemala*, University of North Carolina Press, U.S.A., page 183.

²⁶⁷ DESAUTELS Mylène (10 janvier 2018) « *Coup d'État de 1954 au Guatemala : une opération téléguidée par la CIA* » Radio-Canada. [En ligne] Consulté le 20 janvier 2023. URL : <https://ici.radio-canada.ca/ohdio/premiere/emissions/aujourd-hui-l-histoire/segments/entrevue/53273/coup-d-etat-1954-guatemala-cia-united-fruit-company-mylene-desautels>

influyente du Parti Libéral Démocrate (PLD)²⁶⁸. Il est à relever que Ryoichi Sasakawa et Yoshio Kodama avaient été arrêtés pour crimes de guerre, mais qu'ils furent libérés en 1948 et réutilisés par les Américains dans leur combat contre le communisme. Plus tard, Kodama devient l'un des principaux bailleurs de fonds du PLD²⁶⁹. Il fut ensuite impliqué dans l'affaire Lockheed des années 1970. Un scandale de corruption révélant le mélange des genres entre les élites politiques nippones avec les réseaux mafieux et la CIA sur des versements de pots-de-vin concernant la vente d'appareils aéronautiques de la société américaine Lockheed Aircraft Corporation²⁷⁰.

- Le révérend Sun Myung Moon. Le prêtre sud-coréen et fondateur de la secte Moon ou Église de l'Unification. Il entretenait des liens avec la KCIA, les services de renseignement sud-coréens. Sun Myung Moon est également un important contributeur de la WACL²⁷¹.
- Le général américain à la retraite John « Jack » Singlaub. Il est élu président du comité exécutif de la région nord-américaine de la WACL en 1982. Il rencontra à cette occasion Yaroslav Stetsko²⁷². Singlaub était en contact avec le directeur adjoint de la CIA, Ray Cline. Celui-ci assistait aux conférences de la Ligue et surveillait son développement depuis 1958, en tant que chef de

²⁶⁸ Le parti libéral-démocrate ou *Jiyūminshutō* est un parti japonais pro-américain fondé en 1955 et qui existe toujours.

²⁶⁹ ANDERSON Scott, ANDERSON Jon Lee. (op. cité), pp. 60-63.

²⁷⁰ CRITTENDEN Ann (April 2, 1976) « *C.I.A. Said to Have Known In 50's of Lockheed Bribes* », The New-York Times. [En ligne] Consulté le 23 janvier 2023. URL : <https://www.nytimes.com/1976/04/02/archives/cia-said-to-have-known-in-50s-of-lockheed-bribes-data-on-japanese.html>

²⁷¹ ANDERSON Scott, ANDERSON Jon Lee. (op. cité), pp. 64-70.

²⁷² *ABN Correspondence*, May – June 1982, Vol. XXXIII, n° 3, page 87. [En ligne] Consulté le 20 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/14106/file.pdf>

station de l'Agence basé à Taïwan²⁷³. Singlaub était aussi l'un des collecteurs de fonds des Contras et avait des liens étroits avec l'opération secrète d'Oliver North agissant au nom du président Ronald Reagan. Cette opération est plus connue sous le nom de l'affaire Iran-Contra ou Irangate. Un scandale politico-militaire impliquant plusieurs hauts responsables du gouvernement américain dans un trafic d'armes vers l'Iran, malgré l'embargo voté par le Congrès des États-Unis. Les recettes de cette entreprise devaient permettre de financer les Contras, soit les groupes armés luttant contre le gouvernement sandiniste au Nicaragua. Singlaud ne fut jamais poursuivi dans cette affaire²⁷⁴.

De cette façon, l'ABN de Stetsko se voit siéger dans la WACL où il côtoie aussi bien des démocrates que d'anciens fascistes et nazis, voire des nostalgiques, des dictateurs et criminels d'Amérique latine et d'Europe, des membres de la pègre, un gourou d'une des sectes les plus importantes en Extrême-Orient, le tout sous l'œil bienveillant de la CIA. Un front anti-communiste très élargi, s'éri-geant en rempart du monde libre et de la démocratie. Il va de soi que les États-Unis s'accommodaient de s'associer avec n'importe quelle personnalité ou institution – même les plus « controversées » – du moment qu'elles combattaient l'ennemi commun : l'URSS et le communisme. Outre la WACL, un autre élément va renforcer la notoriété de l'ABN, principalement en Amérique. Le 17 juillet 1959, le président des États-Unis, Dwight D. Eisenhower, promulgue la loi publique 86-90 faisant de la troisième semaine de juillet « la semaine

²⁷³ Ray S. Cline (1918-1996), était un ancien officier de l'OSS pendant la Deuxième guerre mondiale, chef de station de la CIA à Taïwan de 1958 à 1962, puis directeur adjoint de la CIA de 1964 à 1967. Enfin il a été *senior associate* (associé principal) du Center for Strategic and International Studies (CSIS) de la Georgetown University.

ANDERSON Scott, ANDERSON Jon Lee. (op. cité) pp.55-58, 276.

²⁷⁴ BERLET Chip (Nov. 7, 2008) « *McCain Advised Ultra-Right Group Tied to Death Squads* » The Huffington Post. [En ligne] Consulté le 27 janvier 2023. URL : https://www.huffpost.com/entry/mccain-advised-ultra-righ_b_132612

des nations captives »²⁷⁵. Une célébration annuelle sous le patronage du président des États-Unis visant à sensibiliser le public sur l'occupation soviétique et la menace du communisme. Il est à souligner que cette loi promulgue que les États-Unis s'engagent à soutenir l'indépendance de l'Ukraine, des Pays baltes, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan, de la Géorgie, du Turkestan, de la Ruthénie blanche (soit la Biélorussie), de l'Idel-Oural²⁷⁶, de la Cossackia²⁷⁷ et du Tibet. Sachant que le Tibet est incorporé à la République populaire de Chine après le traité de Pékin du 23 mai 1951. À l'époque, la Commission internationale de juristes (CIJ) créée en 1952 et financée par la CIA, avait tout fait pour empêcher cette intégration en dénonçant les violations du traité par la Chine²⁷⁸. La CIA a même formé les combattants tibétains du *Chushi Gangdruk* à la guérilla au moment du soulèvement de 1959 au Tibet²⁷⁹. En somme, le but était le démantèlement de l'URSS et d'une partie de la Chine. Cette loi a permis de donner un tremplin pour l'ABN. Elle n'aurait pas vu le jour sans l'appui de Lev Dobriansky, un Américain d'origine ukrainien,

²⁷⁵ Voir ANNEXE 17.

²⁷⁶ L'Idel-Oural est une République Tatare ayant brièvement vu le jour durant la guerre civile russe et regroupait les peuples de la Volga à l'Oural. Cette République éphémère se réclamait de l'héritage islamique du khanat de Kazan qui a existé de 1438 à 1552, avant d'être annexé par le Tsarat de Russie dirigé par Ivan IV, dit Ivan le Terrible.

²⁷⁷ La Cossackia désigne les territoires cosaques traditionnels des Hôtes du Don, du Kouban, du Terek, de l'Oural, de la Kalmoukie, de l'As-trakhan et d'Orenbourg dans le sud-est de la Russie. Ils bordent les mers Caspienne et Azov.

²⁷⁸ RASK MADSEN Mikael, « « La Cour qui venait du froid. ». Les droits de l'homme dans la genèse de l'Europe d'après-guerre », *Critique internationale*, 2005/1 (n° 26), p. 133-146. DOI : 10.3917/crii.026.0133. URL : <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2005-1-page-133.htm>

²⁷⁹ United States Bureau of Citizenship and Immigration Services, *Tibet [Chine] : Information on Chushi Gangdruk [Gangdrug]*, 22 janvier 2003, CHN03002.NYC, disponible sur : <https://www.refworld.org/docid/3f52003b4.html> [accessible 15 janvier 2023]

consultant au Département d'État des États-Unis, farouchement anticomuniste, fondateur et président du National Captive Nations Committee (NCNC)²⁸⁰, président de l'Ukrainian Congress Committee of America (UCCA)²⁸¹ et de l'American Council for World Freedom (ACWF), la branche américaine de la WACL²⁸². Il était admirateur de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) de

²⁸⁰ Le National Captive Nations Committee (NCNC) ou Comité national des nations captives est un groupe de défense anticomuniste créé selon les dispositions de la loi publique 86-90 du 17 juillet 1959.

²⁸¹ L'Ukrainian Congress Committee of America (UCCA) ou le Comité du congrès ukrainien de l'Amérique est une organisation communautaire à but non lucrative qui représente les intérêts des Ukrainiens aux États-Unis. Réf : <https://ucca.org/>

²⁸² L'American Council for World Freedom (ACWF) ou Conseil américain pour la liberté mondiale était la branche américaine de la World Anti-Communist League (WACL) ou Ligue anti-communiste mondiale. L'ACWF est fondée en 1970 par Lee Edwards. Nous retrouvons dans les membres du conseil d'administration de l'ACWF dans les années 1980, un certain représentant devenu sénateur américain du nom de John McCain. Réf. : *Militaris Monitor* (January 9, 1990) « *United States Council for World Freedom* ». [En ligne] Consulté le 19 janvier 2023. URL : <https://militarist-monitor.org/united-states-council-for-world-freedom/>

BERLET Chip (Nov. 7, 2008) « *McCain Advised Ultra-Right Group Tied to Death Squads* » *The Huffington Post*. [En ligne] Consulté le 27 janvier 2023. URL : https://www.huffpost.com/entry/mccain-advised-ultra-right_b_132612

NOTE : En 1982, Lev Dobriansky avait été élu en tant que vice-président du North American Regional World Anti-Communist League Organization (NARWACL) ou la Région Nord-américaine de la Ligue anti-communiste mondiale avec comme président, le général John Singlaub.

ABN Correspondence, May – June 1982, Vol. XXXIII, n° 3, page 87 (op. cité).

Bandera ainsi qu'un sympathisant de l'ABN²⁸³. Stetsko et Dobriansky ont d'ailleurs participé ensemble à la conférence de la WACL en 1965²⁸⁴. Chaque année et durant toute la Guerre froide, le président des États-Unis rappela le combat de l'Amérique à libérer les nations captives qui reste sous le joug des « politiques impérialistes et agressives du communisme russe ».

Toujours en 1959, après l'assassinat de Stepan Bandera, l'ABN et Stetsko ont rendu un hommage grandiloquent à son égard en l'érigéant au rang de « symbole de l'indépendance de l'Ukraine ». D'après l'*ABN Correspondence*, il a été un « combattant de la liberté » ayant connu une mort « sacrificielle » et « héroïque »²⁸⁵. Dans les sommités ayant rendu hommage à Stepan Bandera, nous pouvons citer : Gerhard von Mende ; Veli Kajum-Khan, président du TNEK ; Baymirza Hayit qui a servi dans la Légion Turkestane ; Radoslaw Ostrowski, président du Conseil Central Biélorusse ; August Hoppe, agent de l'organisation Gehlen qui va devenir le BND²⁸⁶ ; Horia Sima, chef du mouvement paramilitaire fasciste roumain « la Garde de Fer », en exil et condamné à mort *par contumace* en tant que criminel de guerre ; ou encore le général serbe Svetomir Đukić, membre du mouvement Chetnik et collaborateur de l'Allemagne nazie durant la guerre. Que de sympathiques personnages amoureux de la liberté et de la démocratie au passé irréprochable.

²⁸³ *The Ukrainian review*, Vol. I, n° 1, London 1954, page 72. [En ligne] Consulté le 19 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13981/file.pdf>

²⁸⁴ *ABN Correspondence*, November-December 1965, Vol. XVI, n° 5, pp. 3-8 [En ligne] Consulté le 23 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13908/file.pdf>

²⁸⁵ *ABN Correspondence*, December 1959, Vol. X, n° 12, pp.1-5. [En ligne] Consulté le 12 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13885/file.pdf>

²⁸⁶ SCHMIDT Caroline (17/05/2017) « *Kommunistenjagd beim Rundfunk* », Spiegel. [En ligne] Consulté le 24 janvier 2023. URL : <https://www.spiegel.de/geschichte/spionage-beim-nwdr-operation-gehlen-jagte-kommunisten-a-1148037.html>

Nous listons également à l'hommage à Bandera la baronne d'Asquith de Yarnbury, Violet Bonham Carter. Une proche amie de Winston Churchill et membre de l'Anglo-Ukrainian Society. Dernière personnalité, Richard Jaeger, le vice-président du Bundestag d'Allemagne de l'Ouest²⁸⁷.

Durant la guerre du Vietnam, l'ABN tout comme la WACL défendaient obstinément l'intervention militaire américaine qui devait « libérer » l'Asie du Sud-Est de la terreur rouge. L'ABN, si prompte à dénoncer les atrocités perpétrées par le communisme, n'exposera pas celles de l'armée américaine sur les populations civiles nord-vietnamiennes, voire les minimisera. La publication des images d'enfants brûlés par les bombes au napalm ayant provoqué un choc dans l'opinion publique occidentale, sont qualifiées par l'ABN de « pathétiques » et créent un esprit de « culpabilité » auprès des Américains, tout en négligeant les charniers de milliers de civils orchestrés par les communistes²⁸⁸. En somme, même si l'armée américaine a commis des crimes, cela reste les communistes les plus criminels. Remettons-nous en mémoire que l'entrée en guerre des États-Unis contre le Nord-Vietnam a été déclenchée après les soi-disant incidents du golfe du Tonkin entre le 2 et le 4 août 1964 où des torpilleurs nord-vietnamiens avaient attaqué les destroyers américains USS Maddox et USS Turner Joy. En réalité, ces incidents n'ont jamais eu lieu. Il s'agissait d'un mensonge reposant sur de la

²⁸⁷ *ABN Correspondence*, January-February 1960, Vol. XI, n°1, pp. 10-14. [En ligne] Consulté le 24 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13903/file.pdf>

²⁸⁸ « *The war also created a strange new and incongruous phenomenon of national "guilt" in which normally intelligent and sophisticated people covered themselves with sackcloth and ashes at the pathetic picture of a child burned with napalm, but blandly disregarded the mass graves of the thousands of civilians the Communists coldly machinegunned at hue* ». - Basil Mailat (Roumanie). Réf. : *ABN Correspondence*, January-February 1975, Vol. XXVI, n° 1, page 16. [En ligne] Consulté le 26 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/13976/file.pdf>

falsification d'informations (fake news) de la NSA²⁸⁹. Cette tromperie a servi de prétexte pour permettre à l'armée américaine d'intervenir contre le Nord-Vietnam et épauler le régime Sud-Vietnamien pro-occidental dans le cadre de la stratégie de l'endiguement pour empêcher la progression du communisme à d'autres pays²⁹⁰. Bilan, 58 220 soldats américains tués²⁹¹ et près de deux millions de Vietnamiens ont perdu la vie, dont 1,1 million de soldats nord-vietnamiens et du Vietcong²⁹² dans un conflit où deux fois plus de bombes américaines ont été larguées que durant la Seconde Guerre mondiale. Sans oublier les dégâts perpétrés par l'agent orange de l'entreprise Monsanto et utilisé par l'aviation américaine pour détruire la forêt tropicale, mais retombant également sur les civils et même sur des soldats américains. Ces retombées ont provoqué quantité de

²⁸⁹ La National Security Agency (NSA) ou Agence de Sécurité Nationale est un organisme gouvernemental américain chargé de récolter les renseignements d'origine électromagnétique et responsable de la sécurité des systèmes d'information (SSI) – la sécurité informatique. Elle est créée le 4 novembre 1952.

²⁹⁰ SHANE Scott (Oct. 31, 2005) « *Vietnam Study, Casting Doubts, Remains Secret* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 26 janvier 2023. URL : https://www.nytimes.com/2005/10/31/politics/vietnam-study-casting-doubts-remains-secret.html?_r=0

²⁹¹ National Archives, « *Vietnam War U.S. Military Fatal Casualty Statistics* ». [En ligne] Consulté le 26 janvier 2023. URL : <https://www.archives.gov/research/military/vietnam-war/casualty-statistics>

²⁹² Le Vietcong ou le Front national de libération du Sud Vietnam était une organisation révolutionnaire communiste vietnamienne active durant la guerre du Vietnam.

FRANQUI-RIVERA Harry, « *Vietnam War* », Centro - Center for Puerto Rican Studies. [En ligne] Consulté le 26 janvier 2023. URL : <https://centroprr-archive.hunter.cuny.edu/digital-humanities/pr-military/vietnam-war>

malformations chez les nouveaux nés et perdurent encore aujourd'hui²⁹³.

Au cours de la décennie 1980, l'ABN va multiplier les actions militantes : rassemblements, congrès, campagnes auprès du public, lobbying et rencontres avec de hauts dignitaires pour accroître en influence et la portée de son discours. Lors de la réunion de l'ABN à Londres du 24 au 26 septembre 1982, il a été pris une résolution proclamant que Moscou était le « centre du terrorisme international ». Que le monde libre doit soutenir la lutte pour la libération nationale de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Estonie, du Turkestan, de la Géorgie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord, de la Pologne, de l'Arménie, de la Tchéquie, de la Slovaquie, de la Croatie, de la Slovénie, de la Serbie, de l'Albanie, de Cuba, du Vietnam, du Cambodge, du Laos, de l'Idel-Oural, de l'Angola et des autres nations subjuguées par le communisme ou l'URSS. La résolution assure que « la dissolution de l'empire russe » permettrait de mettre fin aux crises dans le monde et de voir émerger « un nouvel ordre mondial juste et libre, fondé sur le respect mutuel du droit de chaque nation à l'indépendance nationale, à l'État et à la souveraineté »²⁹⁴. Dans les crédos de l'ABN, il y avait un appel au monde libre à la proclamation d'une « grande charte d'indépendance » pour les nations subjuguées en URSS et ses pays satellites. Une charte d'indépendance basée sur la résolution des Nations Unies sur la décolonisation²⁹⁵ et imiterait les idéaux exprimés dans la loi

²⁹³ RUSCIO Alain, « *Défaite américaine au Vietnam* », Le monde diplomatique. [En ligne] Consulté le 26 janvier 2023. URL : https://www.monde-diplomatique.fr/publications/manuel_d_histoire_critique/a53239

²⁹⁴ Voir ANNEXE 18.

²⁹⁵ « *En 1960, par sa résolution 1514 (XV), l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Dans cette résolution, considérant le rôle important de l'Organisation des Nations Unies comme moyen d'aider le mouvement vers l'indépendance dans les territoires sous tutelle et les*

publique américaine 86/90 (1959) sur les nations captives. Elle serait « la pierre angulaire d'une politique occidentale concrète de libération vis-à-vis de l'empire colonial soviéto-russe »²⁹⁶. Ses principes étaient : la liberté, la démocratie, l'indépendance et le droit à l'autodétermination des peuples. Pour que ces idéaux soient transmis aux peuples subjugués de l'autre côté du rideau de fer, l'ABN suggérerait la création par les pays de l'OTAN d'une station de radiodiffusion que l'organisation de Stetsko contrôlerait pour donner la parole aux représentants des « mouvements de libération nationale » afin qu'ils puissent propager leurs convictions de liberté et d'indépendance. L'ABN suggérerait que les émissions de radios de Radio Liberty, Radio Free Europe, Voice of America et de la BBC soient orientées sur ces thèmes et sur la « nécessité de la dissolution de l'empire russe ainsi que du système communiste ». L'ABN réclamait également que les pays d'Europe occidentale mettent fin aux accords avec l'URSS concernant la construction de gazoducs qui permettrait la livraison de gaz aux européens. L'ABN affirmait que cela renforcerait indirectement le potentiel militaire de la Russie, un soutien à « la terreur et à la tyrannie russe », et la création d'une dépendance en hydrocarbures entraînant à une « neutralisation » de l'Europe occidentale²⁹⁷. Pour terminer, l'ABN demandait aux puissances occidentales de déchirer des Accords d'Helsinki signé en

territoires non autonomes, l'Assemblée a proclamé solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations et déclaré entre autres principes que tous les peuples avaient le droit de libre détermination ». Réf :

ONU, « Les Nations Unies et la décolonisation ». [En ligne] Consulté le 13 janvier 2023. URL: <https://www.un.org/dppa/decolonization/fr/about#:~:text=1960,le%20droit%20de%20libre%20d%C3%A9termination.>

²⁹⁶ ABN Correspondence, September-December 1983, Vol. XXXIV, N°5-6, Munich, pp. 92-94. [En ligne] Consulté le 13 janvier 2023. UR : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/14108/file.pdf>

²⁹⁷ ABN Correspondence, Mars-Avril 1983, Vol. XXXIV, N°2, Munich, pp.43-45. (op. cité).

1975. Ils engageaient les européens, les Américains et les Soviétiques à respecter l'inviolabilité des frontières de l'Europe, rejetaient tout recours à la force et à toute ingérence dans les affaires intérieures²⁹⁸. Le motif était que ces accords « préserveraient l'empire russe ». Un positionnement ultra-atlantiste qui n'a pas manqué de créer quelques sympathies à Washington.

Le 18 juillet 1983, lors de la 25^e célébration du dîner de conférence de la semaine des nations captives, Yaroslav Stetsko a rencontré chaleureusement le vice-président des États-Unis, George H. W. Bush²⁹⁹. Le lendemain, il serrait la main au président Ronald Reagan lors de la cérémonie de célébration de la semaine des nations captives, le 19 juillet 1983, à la Maison-Blanche³⁰⁰. C'est la consécration pour l'ABN, ayant désormais un appui de taille, l'administration Reagan. Elle va apporter un soutien financier aux organisations anticomunistes comme la WACL dirigée par le général américain à la retraite John Singlaub. Ce dernier avait par ailleurs purgé ses participants aux opinions fascistes ou antisémites - mais seulement qu'une partie - par souci d'honorabilité de la Ligue. L'opposition nicaraguayenne au gouvernement sandiniste de gauche a été encouragée par le financement des Contras (l'opération secrète d'Oliver North) et l'appui aux Moudjahidines contre l'armée soviétique est accentué³⁰¹. Des Moudjahidines dont l'ABN ne manquait

²⁹⁸ Diplomatie.gouv.fr (2020) « 45 ans des accords d'Helsinki (1er août 2020) ». [En ligne] Consulté le 24 janvier 2023. URL : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-proliferation/actualites-et-evenements-lies-a-la-securite-au-desarmement-et-a-la-non/2020/article/45-ans-des-accords-d-helsinki-01020#:~:text=Sign%C3%A9s%20le%201er%20ao%C3%BBt%201975,ing%C3%A9rence%20dans%20les%20affaires%20int%C3%A9rieures.>

²⁹⁹ Voir ANNEXE 19, images 25 et 26.

³⁰⁰ Voir ANNEXE 20, image 27.

³⁰¹ BABCOCK Charles R. (September 17, 1985) « Dallas Hosts Anti-Communist League », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 27

pas de faire l'éloge dans sa propagande en les décrivant comme des « combattants de la liberté »³⁰². L'ABN ira jusqu'à faire intervenir dans ses conférences Habib Mayar, le leader de la communauté afghane en Amérique et représentant des Moudjahidines³⁰³. Celui-ci a même été reçu par le président Reagan³⁰⁴. Pourtant, la lune de miel entre les néoconservateurs américains et Stetsko n'aura duré qu'un temps. Après avoir passé près de 40 ans à la tête de l'ABN, Yaroslav Stetsko décède le 5 juillet 1986. À cette occasion, le président Ronald Reagan envoya un message de condoléance à sa femme et veuve, Slava Stetsko, décrivant son défunt mari comme un combattant de la liberté ayant lutté pour les Droits de l'homme et l'indépendance de l'Ukraine face aux totalitarismes nazi et communiste³⁰⁵. Yaroslav Stetsko, le proche de Stepan Bandera, collaborateur de l'Allemagne hitlérienne, membre important de l'OUN responsable de crimes de guerre envers les Juifs et les Polonais, adepte des thèses de Dmytro Dontsov qui considérait la démocratie comme une source de « dégénérescence » et favorable à l'établissement d'un régime fasciste en Ukraine, puis devenu un supplétif de la CIA ayant trouvé une âme de démocrate, est donc érigé au panthéon des défenseurs de la liberté et de la dignité humaine. Après sa mort, sa femme, Slava Stetsko, reprend la présidence de l'ABN jusqu'à sa dissolution dans les années 1990, lorsque la Guerre froide prit fin avec la chute du mur de Berlin et la disparition de l'Union soviétique en 1991.

janvier 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1985/09/17/dallas-hosts-anti-communist-league/85ed2354-925f-4089-966e-d098b8cf5ab2/>

³⁰² *ABN Correspondence*, July-August 1983, Vol. XXXIV, n° 4, page 3.

³⁰³ *ABN Correspondence*, January-February 1987, Vol. XXXVIII, n°1, pp. 9,11-12. [En ligne] Consulté le 30 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/14112/file.pdf>

³⁰⁴ CRAFT Matthew (November 20, 2001) « *The Mayor of Little Afghanistan* » The village voice. [En ligne] Consulté le 30 janvier 2023. URL : <https://www.villagevoice.com/2001/11/20/the-mayor-of-little-afghanistan/>

³⁰⁵ Voir ANNEXE 20, image 28.

En 1990, la WACL est renommée la Ligue mondiale pour la liberté et la démocratie (*World League for Freedom and Democracy*, WLFD). Elle existe toujours et son siège social est basé à Taïwan³⁰⁶. Aujourd'hui en Ukraine, les collaborateurs nazis de l'OUN sont célébrés en héros³⁰⁷. Il existe désormais une statue à Lviv, des noms de rue et d'avenue à Kiev et dans d'autres villes à la mémoire de Stepan Bandera³⁰⁸. Le stade de la ville de Ternopil a même été rebaptisé en l'honneur du leader et criminel de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), Roman Shukhevych. Un changement de nom qui n'a pas manqué de provoquer l'indignation du Centre Wiesenthal³⁰⁹. Rajoutons que les nouvelles recrues du régiment néonazi

³⁰⁶ BARON James (Jan 23, 2022) « *A league with a dark past* », Taipei Times. [En ligne] Consulté le 27 janvier 2023. URL : <https://www.taipetimes.com/News/feat/archives/2022/01/23/2003771895>

³⁰⁷ « Пересмотр истории Второй Мировой Войны », Интернет-платформа для изучения ксенофобии, радикализма и проблем межкультурных коммуникаций. [En ligne] Consulté le 13 avril 2023. URL : <https://www.ru.civic-nation.org/ukraina/vlast/peresmotr-istorii-vtoroy-mirovoy-voyny/>

NOTE : Le lien ci-dessus est celui de la plate-forme internet pour l'étude de la xénophobie, du radicalisme et des problèmes de communication interculturelle. Elle est parrainée par l'European International Tolerance Center et par l'European Center for Democracy Development.

³⁰⁸ LA CÔTE (7 juillet 2016) « *Ukraine : une avenue à Kiev renommée du nom d'un ancien collaborateur nazi* ». [En ligne] Consulté le 26 février 2023. URL : <https://www.lacote.ch/monde/ukraine-une-avenue-a-kiev-renommee-du-nom-d-un-ancien-collaborateur-nazi-554244>

DION Jack (25/02/2023) « *Stepan Bandera célébré en Ukraine : sujet tabou* » Marianne. [En ligne] Consulté le 27 février 2023. URL : https://www.marianne.net/agora/les-signatures-de-marianne/le-nationaliste-pro-nazis-stepan-bandera-encense-en-ukraine-une-glorification-choquante?utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echo-box=1677319909#xtor=CS2-5

³⁰⁹ Times of Israël (18 mars 2021) « *Ukraine : Un stade renommé en l'honneur d'un collaborationniste nazi* ». [En ligne] Consulté le 26

ukrainien Azov sont formées dans leur école militaire baptisée en l'honneur du colonel Yevhen Konovalts, le fondateur de l'OUN³¹⁰. Pour finir, la semaine des nations captives n'a pas disparu malgré la fin de la Guerre froide. Le 15 juillet 2022, à cette occasion, le président des États-Unis, Joseph Biden, a défini la liste des pays ayant adopté « un régime répressif » assujettissant leurs peuples et considérés comme un « outrage » à l'ordre international « fondé sur les règles qui sous-entend la paix et la sécurité internationale » : la Russie, la Corée du Nord, la Chine, l'Iran, la Biélorussie, la Syrie, le Nicaragua, Cuba et le Venezuela. La Maison-Blanche a appelé les démocraties du monde à s'unir et montrer la force de leur détermination pour mettre fin aux injustices émanant de ces régimes répressifs et autoritaristes³¹¹. Autrement dit, encourager des changements de régime dans ces pays et dont les nouvelles autorités seraient, bien sûr, pro-américaines.

• Les collaborateurs russes et biélorusses changent de camp.

Lors de la chute du III^e Reich, les anciens collaborateurs russes et biélorusses se mirent au service des Alliés pour apporter leurs renseignements sur l'état des mouvements antisoviétiques en Europe. Ils vont ainsi être réemployés durant la Guerre froide. Nous avons Georg (Yourri) Gerebkov, l'un des adjutants du général Vlassov, membre du parti nazi, puis de la SS et chef du Conseil des émigrés russes en France. Il était chargé de recruter des émigrés russes dans

février 2023. URL : <https://fr.timesofisrael.com/ukraine-un-stade-renomme-en-lhonneur-dun-collaborationniste-nazi/>

³¹⁰ Azov, "Military School". [En ligne] Consulté le 15 janvier 2023. URL : <https://azov.org.ua/military-school/>

³¹¹ BIDEN Joseph R. (July 15, 2022) « *A Proclamation on Captive Nations Week, 2022* » The White House. [En ligne] Consulté le 30 janvier 2023. URL : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2022/07/15/a-proclamation-on-captive-nations-week-2022/#:~:text=BIDEN%20JR.%2C%20President%20of%20the,2022%2C%20as%20Captive%20Nations%20Week.>

l'armée allemande avec l'aide de la Gestapo³¹². Après la guerre, il se réfugie en Allemagne de l'Ouest et il fait l'objet d'une condamnation par contumace par un tribunal français à 20 ans de travaux forcés en 1948. Néanmoins, les Américains vont exploiter Gerebkov comme source d'information anticommuniste en Europe de l'Ouest et va porter le cryptonyme de SLOTH³¹³. Dans le cadre de ses nouvelles missions, Gerebkov va recruter trois sous-agents de renseignements issus des émigrés russes blancs : George Konstantinovich von Meyer (CLIP), Sergei Froehlich (PRUNE) et le fondateur d'Idée Blanche connu pour ses actes terroristes en URSS durant l'entre-deux-guerres, puis ancien officier de l'Armée de libération russe (ROA), Victor A. Larionov³¹⁴. Ce dernier a porté le cryptonyme GULL et fut actif dans le contre-espionnage en Allemagne de l'Ouest jusqu'à la fin des années 1960³¹⁵. Cette reconversion professionnelle de certains anciens collaborateurs russes n'était pas étrangère à celle que connaissaient leurs homologues du Conseil Central Biélorusse (CCB). Pour échapper dans un premier temps au rapatriement exigé par les Soviétiques, les collaborateurs biélorusses, regroupés dans les camps de prisonniers alliés, cachaient leur identité sous un pseudonyme et tentaient de se rendre indispensables auprès des autorités. À partir de 1948, certains ont commencé à travailler pour l'Office of Policy Coordination (OPC), le département des opérations secrètes de la CIA dirigé par Frank G. Wisner³¹⁶. Ce fut le cas pour Emanuel Jasiuk, exploité dans le cadre de campagnes de propagande et d'actions secrètes contre l'URSS. Il finit par obtenir un visa d'entrée aux États-Unis en 1949. En 1950, c'est au tour de

³¹² Declassified CIA Archives, *F-6020*, 30 January 1946. [En ligne] Consulté le 21 février 2023. URL : https://archive.org/details/Gerebkov-Georg/GEREBKOV%2C%20GEORG_0008/mode/2up

³¹³ Gerebkov sera pourtant lâché par la CIA dès 1949 en raison de la médiocrité de ses renseignements collectés.

³¹⁴ Voir ANNEXE 21, image 29.

³¹⁵ RUFFNER Kevin Conley, *Eagle and Swastika: CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, (op. cité), pp.62-67.

³¹⁶ Frank G. Wisner est considéré comme l'un des fondateurs de la CIA.

Juri Sobolewski, le vice-président du CCB, d'être libéré du camp de prisonniers et de se rendre aux États-Unis avec l'aval du FBI. L'agence fédérale n'ayant trouvé « aucune preuve d'activité pro-communiste » le concernant. La même année, Francizek Kushel, le chef des Corps d'autodéfense biélorusse (BSA) et officier de la 30^e division SS, reçut des visas pour lui et sa femme en tant que personnes déplacées pour entrer en Amérique. Kushel va coopérer avec la CIA en fournissant des informations sur la Biélorussie et sur de potentielles cellules de résistance anticomuniste que les Américains pourraient utiliser en cas de guerre entre les États-Unis et l'URSS. Mais plus tard, il s'avéra que ces informations étaient obsolètes et n'avaient servi qu'à satisfaire son ambition personnelle au sein de la communauté biélorusse en exil. En revanche, Stanislaw Stankievich, « le boucher de Borisov », ne reçut pas l'autorisation d'entrer aux États-Unis. Il se rend alors en Écosse où il représente le CCB au sein du Bloc des Nations Antibolcheviques (ABN) dirigé par Yaroslav Stetsko. Stankievich devient ensuite le président de l'Institut pour l'étude de l'URSS, une organisation patronnée par la CIA³¹⁷. Pour Radoslaw Ostrowski, les choses étaient plus compliquées. En raison de sa réputation de chef du gouvernement fantoche biélorusse pronazi, le président du CCB a été contraint de s'enfuir en Argentine pour échapper aux poursuites. En 1950, il put bénéficier de l'asile sous le président Juan Peron qui avait déjà accueilli de nombreux criminels nazis. Avant de partir en Amérique du Sud, Ostrowski avait entretemps fondé le Mouvement de Libération Biélorusse au Royaume-Uni. Une sorte de guérilla clandestine composée d'émigrés biélorusses, sponsorisée par les services secrets britanniques et conçue pour être subornée au CCB. Cependant, cette entreprise obtint très peu d'adhésion auprès de la communauté biélorusse du Royaume-Uni et la confiance du MI6 envers le projet déperissait³¹⁸. De plus, avec l'exil d'Ostrowski en Argentine, ses lieutenants se disputaient le leadership au sein de la communauté

³¹⁷ ALEXANDER Mark, (op. cité), pp 70-86.

³¹⁸ ALEXANDER Mark, (op. cité), pp 86-87.

biélorusse. Deux factions émergeaient, celle d'Ostrowski qui périlait et celle de sa rivale conduite par Mikola Abramchik, le président de la Rada de la République populaire biélorusse (BNR)³¹⁹. Ce dernier, ne manquant pas d'ambition pour bien se montrer auprès de ses protecteurs américains, a proposé de mener une nouvelle action clandestine associant des expatriés biélorusses et la CIA pour saper la Biélorussie soviétique. Cela tombait bien, elle eut un écho auprès d'Allen Dulles qui venait d'être nommé directeur adjoint de la CIA. En 1951, l'opération AEQUOR est lancée. La CIA parraine donc les activités antisoviétiques en Biélorussie telles des actions de propagande, des missions d'infiltration d'agent biélorusse pour récolter des renseignements et la création de réseaux de résistance au niveau local. Toutefois, la faction Abramchik avait été en grande partie infiltrée par des agents doubles soviétiques. Ils fournissaient à la CIA des informations fabriquées de toute pièce et la plupart des agents biélorusses envoyés en Biélorussie soviétique ont été liquidés par le KGB. L'opération AEQUOR fut un échec et stoppée en 1956. Ostrowski, quant à lui, va se rapprocher de l'ABN de Stetsko pour regagner en légitimité. Comme nous l'avons dit plus haut, il devient l'un des vice-présidents de l'ABN au cours des années 1960.

En résumé, la direction du CCB, ayant pleinement collaboré avec l'Allemagne hitlérienne, a pris part aux opérations d'espionnage contre l'Union soviétique avec le soutien des services de renseignement américains. Ces collaborateurs biélorusses ont par la suite obtenu la nationalité américaine. Kushel a été naturalisé le 27

³¹⁹ Mikola Abramchik avait dans sa jeunesse été un membre important de la *Komsomol* (Ligue de la jeunesse communiste) avant de devenir un antisoviétique et d'embrasser le nationalisme biélorusse. Après l'invasion de la Pologne en 1939, il se rendit à Berlin pour travailler pour le journal de propagande en langue biélorusse, *Ranitsa*, qui était parrainée par l'Ostministerium d'Alfred Rosenberg. Depuis 1944, il est le président de la Rada (conseil) de la République populaire biélorusse (BNR) qui a cessé d'exister en 1919, mais souhaitant conserver une existence légale. Dans la faction Abramchik, nous avons Francizek Kushel, Boris Ragula, Stanislaw Stankiewicz et Vitaut Tumash.

décembre 1955. Jasiuk devient américain en décembre 1956 et Stan-kievich, en mars 1969. En fin de compte, aucun d'entre eux n'a jamais fait l'objet de poursuite pour leur participation aux crimes nazis³²⁰.

- **Le Comité américain pour la libération des peuples de Russie (Amcomlib).**

Durant la Guerre froide, les États-Unis vont pratiquer la guerre psychologique et dépenser près d'un demi-milliard de dollars annuels pour manipuler l'opinion publique dans différentes parties du monde. L'une de ces entreprises de manipulation en direction des minorités nationales de l'URSS était le Comité américain pour la libération des peuples de Russie, plus connu sous l'acronyme de l'Amcomlib. Cette ONG a vu le jour le 21 janvier 1951, et est basée à Munich, en Allemagne de l'Ouest. Elle devait coordonner les actions des organisations non-russes représentant six nationalités : Ukrainiens, Géorgiens, Azerbaïdjanais, Caucasiens du Nord, Arméniens et Biélorusses. L'ONG s'inscrivait dans l'opération QKACTIVE de la CIA consistant à orienter les activités de propagande antisoviétique pour affaiblir l'URSS de l'intérieur en appuyant sur les valeurs de liberté et d'émancipation des peuples subjugués³²¹. Ces activités de propagande se développaient par des émissions de radios émises par deux stations : Radio Liberty, créée pour cette opération, et Radio Free Europe (RFE)³²². Nous retrouvons comme

³²⁰ ALEXANDER Mark, (op. cité), pp 87-120.

³²¹ Le financement de la CIA a duré jusqu'en 1971 lorsque le Congrès américain décide de couper les liens de Langley avec le Comité américain pour la libération des peuples de Russie (connu aussi sous le nom d'*American Committee for Liberation from Bolshevism*).

³²² Radio Free Europe a vu le jour en 1949 et était chapotée par le Comité national pour une Europe libre, une organisation financée par la CIA. Son siège était à Munich et son objectif était de diffuser en ondes courtes des messages de propagande en direction de la Tchécoslovaquie communiste. Radio Liberty a été créée en 1951 par l'Amcomlib

représentant du comité de coordination des organisations non-russes, Mikola Abramchik, le rival de Radoslaw Ostrowski au sein de la communauté biélorusse à l'étranger. Quant aux employés qui composaient la toute jeune Radio Liberty, 75 à 85% d'entre eux étaient d'anciens collaborateurs nazis, dont des proches de Gerhard von Mende comme Garip Sultan. Ce dernier tentait de convaincre les Tatars de l'Idel-Oural et d'autres minorités nationales de l'URSS de combattre le pouvoir soviétique. Aman Bertimurat et Veli Zunun représentaient le bureau turkestanais. Hussein Ikhran au bureau ouzbek. Abdul Fatalibey pour le bureau azerbaïdjanais. Puis, Edige Kirimal, au bureau tatar. Toutes ces personnes avaient été associées à l'Ostministerium dirigé par Alfred Rosenberg durant la Seconde Guerre mondiale³²³. Pourtant, les dissensions apparaissaient entre les différentes nationalités. Pour remédier au problème, le chef de l'Amcomlib, Isaac Patch³²⁴, s'est tourné vers l'ancien nazi Gerhard

avec le même soutien financier de la CIA. En 1976, les deux stations de radio ont fusionné pour devenir Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) qui existe toujours.

³²³ JOHNSON Ian, *Une mosquée à Munich – Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, (op. cité), pp. 83-84.

³²⁴ Isaac « Ike » Patch (1912-2014) est un Américain ayant servi comme diplomate au service extérieur américain pendant la Seconde Guerre mondiale à Moscou, puis en Mandchourie et en Tchécoslovaquie au début de la Guerre froide. Il a été par la suite directeur des projets spéciaux de Radio Liberty et chef du projet de distribution de livres de Bedford Publishing. Cette distribution consistait à envoyer gratuitement aux citoyens soviétiques des livres critiquant le totalitarisme communiste comme « *La Ferme des animaux* » de George Orwell. D'après RFE/RL, « l'opération de Bedford Publishing a été intégrée à l'International Literary Center, une organisation financée par la CIA qui a poursuivi les efforts de distribution de livres de Radio Free Europe (via son Free Europe Press) et Radio Liberty jusqu'en 1991 ». Réf. :

ZVANERS Martins (June 23, 2014) « *Isaac Patch, 'A True Cold War Warrior'* », RFE/RL. [En ligne] Consulté le 28 février 2023. URL : <https://pressroom.rferl.org/a/in-memoriam-isaac-patch-a-true-cold-war-warrior/25432712.html>

von Mende. Celui-ci préconisait de jouer à fond la carte des minorités nationales et en particulier musulmanes pour affaiblir l'URSS. Cet avis ne faisait pas l'unanimité au sein de l'Amcomlib car il rentrait en opposition avec la représentation russe anticomuniste³²⁵. Mais le point de vue de von Mende finit par s'imposer. Utiliser l'islam et les musulmans contre les Soviétiques allaient être la stratégie américaine de référence durant la Guerre froide.

Dans les années 1950, l'Amcomlib s'associe avec Ibrahim Ga-caoglu, ancien soldat nazi du Caucase et embauché à Radio Free Europe pour influencer les musulmans contre le communisme. Gerhard von Mende tisse son réseau et renoue ses contacts, notamment avec son ami Veli Kajum-Khan qui dirigeait toujours le Comité national d'unité du Turkestan (TNEK). Il en profite aussi pour recruter Baymirza Hayit, qui servit dans la Légion Turkestane sous la Wehrmacht, afin d'influencer les musulmans d'Asie centrale. Parallèlement, Von Mende va tenter de fédérer les musulmans d'Allemagne de l'Ouest en créant une nouvelle organisation où il met à sa tête un homme de confiance, l'imam Nurredin Namangani. Du temps de la guerre, il était intégré au sein d'une division SS³²⁶. Cet agencement avait pour ambition d'avoir des relais de Bandung jusqu'à la Mecque³²⁷. Mais encore, pour avoir une certaine notoriété et une légitimité auprès des musulmans, l'organisation opte pour la construction d'une mosquée à Munich³²⁸. De cette façon, en décembre 1958,

³²⁵ JOHNSON Ian, *Une mosquée à Munich – Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, (op. cité), pp. 87-102.

³²⁶ La division SS à laquelle Namangani a appartenu, aurait aidé à réprimer le soulèvement de Varsovie de 1944, mais les archives de guerre allemandes ne précisent pas si Namangani a participé personnellement à la répression.

³²⁷ L'organisations se nommait l'Administration ecclésiastique des réfugiés musulmans de RFA.

JOHNSON Ian, *Une mosquée à Munich – Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, (op. cité), pp. 137-150.

³²⁸ Dans l'islam, construire une mosquée fait partie des actes de piété les plus méritoires pour un musulman.

une réunion de la Commission pour la construction de la mosquée est organisée et présidée par Namangani. Nous notons dans les invités d'honneur, un certain Saïd Ramadan, le secrétaire général basé à Genève du Congrès islamique mondial et l'une des figures de la confrérie des Frères musulmans³²⁹. Saïd Ramadan va s'associer avec l'Amcomlib qui va cofinancer le « Congrès musulman européen » dans un premier temps pour évincer l'autorité de Namangani et prendre sa place et pour ensuite devenir le leader de la communauté musulmane d'Allemagne de l'Ouest. La CIA apporte pleinement son soutien à Saïd Ramadan et aux Frères musulmans pour contrer l'influence trop grandissante du réseau d'informateurs de von Mende. Au moment de la mort de ce dernier des suites d'une crise cardiaque en 1963, Saïd Ramadan, pensant pouvoir reprendre le projet de construction de la mosquée à son avantage, se voit à son tour être évincé par l'un de ses lieutenants, Ghaleb Himmat. Celui-ci prend le contrôle de la mosquée juste avant son ouverture en août 1973³³⁰. Sous sa direction, la mosquée de Munich devient un important centre de diffusion de l'idéal des Frères musulmans en Europe³³¹. Un idéal prônant un islam politique et appelant la religion musulmane à dominer tous les aspects de la vie. Cette doctrine va engranger les futures recrues islamistes pour le djihad afin d'être utilisées par les Américains en Afghanistan. En 1979, le président des États-Unis Jimmy Carter donne son accord à « l'Opération cyclone ». Elle consistait à former, financer et armer des djihadistes, pour la plupart

³²⁹ JOHNSON Ian, *Une mosquée à Munich – Les nazis, la CIA et la montée des Frères musulmans en Occident*, (op. cité), pp. 175-178.

³³⁰ JOHNSON Ian, (July 12, 2005) « *How a Mosque for Ex-Nazis Became Center of Radical Islam* » The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 17 janvier 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/SB111964664777469127>

³³¹ La Commission de construction de mosquées a changé plusieurs fois de nom avec le temps pour devenir la Communauté islamique d'Allemagne du Sud, puis la Communauté islamique d'Allemagne. C'est aujourd'hui l'une des organisations islamiques les plus importantes du pays : elle représente 60 mosquées et centres islamiques.

membres de la confrérie des Frères musulmans, et les envoyer combattre le gouvernement communiste afghan, précipitant ainsi l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée soviétique quelques mois plus tard. Cet événement majeur a permis l'émergence d'Al-Qaïda³³² qui va s'illustrer durant le conflit et conduire à la retraite des Soviétiques en 1989³³³. Cette défaite a contribué à accélérer la chute de l'URSS et la fin de la Guerre froide. Bien après, nous retrouverons les combattants d'Al-Qaïda et les Frères musulmans lors des deux guerres de Tchétchénie contre l'armée russe, dans les guerres de Yougoslavie contre les forces serbes³³⁴ et lors des guerres au Moyen-Orient (Afghanistan, Irak et Syrie) contre la coalition menée par les États-Unis.

Pour vaincre l'URSS et le communisme, les États-Unis n'ont pas hésité à travailler avec près d'un millier de nazis durant la Guerre froide³³⁵, avec d'anciens collaborateurs nazis et fascistes, des organisations mafieuses, des dictateurs d'Amérique latine ainsi qu'avec des terroristes islamistes. Soutenir n'importe quelle force pour atteindre le but de guerre recherché, comme avec l'Allemagne wilhelmienne durant la Première Guerre mondiale.

³³² Rappelons qu'au niveau de la fondation d'Al-Qaïda, nous avons le Saoudien Oussama Ben Laden et le Palestinien Abdullah Azzam, membre des Frères musulmans.

³³³ PUROHIT Teena U., *Sunni Chauvinism and the Roots of Muslim Modernism*, Princeton University Press, United Kingdom, 2023.

³³⁴ Journal officiel de l'Union européenne, « *QUESTION ÉCRITE E-3308/01 posée par Konstantinos Hatzidakis (PPE-DE) à la Commission. Cellules terroristes dans les Balkans* ». Journal officiel n° 172 E du 18/07/2002 p. 0036 – 0037. [En ligne] Consulté le 3 mars 2023. URL : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:92001E003308&from=FR>

³³⁵ L'Express (27/10/2014) « *Un millier de nazis ont travaillé pour les Etats-Unis pendant la Guerre froide* ». [En ligne] Consulté le 24 février 2023. URL : https://www.lexpress.fr/monde/un-millier-de-nazis-ont-travaille-pour-les-etats-unis-pendant-la-guerre-froide_1615929.html

Si nous faisons un récapitulatif de cette troisième tentative de démantèlement de la Russie, nous pouvons conclure qu'elle fut un succès partiel. Avec la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin de la Guerre froide, l'URSS disparaît au profit de la Fédération de Russie et passe de 22,4 millions de km² à 17,1 millions de km². Soit une perte territoriale de 5,3 millions de km² regroupant les Pays baltes, la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan, le Turkménistan, l'Azerbaïdjan, l'Arménie et la Géorgie. Avec ces nouvelles frontières, des millions de russophones se retrouvent du jour au lendemain dans un autre pays. En 1989, l'URSS représentait 286 millions d'habitants³³⁶, avec sa disparition, la Fédération de Russie ne compte plus que 148 millions d'habitants en 1992. Soit presque une division par deux en matière de poids démographique. À partir de 1994 et jusqu'en 2008, la Russie connaît une chute démographique entraînant la perte de près de 6 millions d'habitants³³⁷. De plus, l'émergence de mouvements sécessionnistes dans le Caucase va conduire à la première guerre de Tchétchénie (1994-1996) qui se soldera par une victoire des séparatistes tchétchènes sur les forces armées russes et à l'indépendance *de facto* de la République tchétchène d'Itchkérie. Ensuite, avec la fin du modèle communiste et son basculement vers un capitalisme dérégulé durant les années de la présidence de Boris Eltsine, l'économie russe se voit être contrôlée par une poignée de nouveaux oligarques. La presse russe parle de *semibankirschina* ou le gouvernement des sept banquiers : Piotr Aven et Mikhaïl Fridman (groupe

³³⁶ STATISTA, « Population totale de certaines ethnies et nationalités en Union soviétique en 1979 et 1989 ». [En ligne] Consulté le 27 février 2023. URL : <https://www.statista.com/statistics/1248304/population-ussr-by-ethnicity-cold-war/>

³³⁷ STATISTA, « Russie : population totale de 1992 à 2026 ». [En ligne] Consulté le 27 février 2023. URL : <https://fr.statista.com/statistiques/565077/population-totale-de-la-russie-2024/#:~:text=En%202021%2C%20on%20comptait%20environ,millions%20d'habitants%20en%20Russie.>

Alfa), Boris Berezovski³³⁸ (groupe Logovaz et banque Obiédionni), Vladimir Goussinski (groupe Most), Mikhaïl Khodorkovski (groupe Menatep), Vladimir Potanine (banque Onexim), et Alexandre Smolenski (banque Stolitchni)³³⁹. Rajoutons à tout cela que la Russie subit une crise financière en 1998 qui entraîne un krach du rouble, un défaut de paiement sur la dette russe, ainsi qu'un effondrement bancaire. Une convergence de catastrophes amenant à un effondrement du niveau de vie des Russes. Entre 1989 et 1998, le PIB a chuté de 55% et le taux de mortalité avait augmenté de 30%. En 1995, la moitié de la population russe vivait sous le seuil de pauvreté³⁴⁰. C'est dans ce contexte que Vladimir Poutine accède au pouvoir. À partir de sa présidence, la tendance commence à s'inverser et la Russie retrouve une certaine place dans l'ordre international. Tout d'abord, en préservant l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie en mettant fin à l'indépendance de la République tchétchène d'Ichkérie lors de la seconde guerre de Tchétchénie (1999-2000) et à sa réintégration dans la fédération. Puis, la mise au pas

³³⁸ Boris Berezovski (1946-2013) est un oligarque russe proche de la famille Eltsine ayant eu des relations d'affaire avec tous les milieux, y compris avec le crime organisé. Il tombe en disgrâce après l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000. Dès lors, il se rapproche des occidentaux et soutiendra la « révolution orange » en Ukraine en 2004. Il vécut en exil au Royaume-Uni jusqu'à sa mort.

Le Monde (3 septembre 2007) « *Après avoir soutenu la "révolution orange", Berezovski veut être remboursé* ». [En ligne] Consulté le 28 mars 2023. URL : https://www.lemonde.fr/europe/article/2007/09/03/apres-avoir-soutenu-la-revolution-orange-berezovski-veut-etre-rembourse_950858_3214.html

³³⁹ NOUGAYRÈDE Natalie, « Les oligarques et le pouvoir : la redistribution des cartes », *Pouvoirs*, 2005/1 (n° 112), p. 35-48. DOI : 10.3917/pouv.112.0035. URL : <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2005-1-page-35.htm>

³⁴⁰ THOREZ Pierre, *La Russie*, SEDES, 2007. [En ligne] Consulté le 24 février 2023. URL : <https://manuelnumeriquemax.belin.education/hggsp-premiere/topics/simple/hggsp-th2-axe1-105-02>

des oligarques russes et le redressement de l'économie nationale³⁴¹. En œuvrant pour un monde multipolaire en s'associant avec la Chine pour fonder l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) en 2001, et les sommets annuels des BRIC, devenus BRICS, regroupant le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, et l'Afrique du Sud depuis 2011. Le lancement d'une politique nataliste pour enrayer l'effondrement démographique russe. Enfin, empêcher la progression des structures atlantistes comme l'OTAN et l'Union européenne sur l'espace post-soviétique en optant pour un contre-modèle : l'Union Économique Eurasiatique (UEE) et l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) ralliant d'anciens pays de l'ex-URSS. Cette opposition entre bloc atlantique et bloc eurasiatique va s'accroître avec la révolution orange de 2004 en Ukraine, puis le coup d'État de l'Euromaïdan en 2014 et atteint son paroxysme depuis le 24 février 2022, dans le conflit entre l'Ukraine appuyé par l'OTAN et la Russie. Au cours de cette guerre, un nouveau projet de recomposition des territoires de la Russie va émerger. Comme ce fut le cas lors de la Première Guerre mondiale avec la Ligue des peuples étrangers de Russie. Comme avec le Comité des nations libres de Russie d'Andreï Vlassov durant la Seconde Guerre mondiale. Ou encore avec les résolutions des conférences du Bloc des Nations Antibolcheviques (ABN) sur les nations subjuguées durant la Guerre froide. Une nouvelle organisation va être mise en place pour reprendre les thèmes semblables à ses prédécesseuses avec toujours le même objectif final : démanteler la Russie.

³⁴¹ Certains oligarques autrefois proches du pouvoir russe ont fini en prison, comme Mikhaïl Khodorkovski, avant de s'exiler.

Citations

L'hégémonie américaine est la seule défense fiable contre un effondrement de la paix et de l'ordre international.

Robert Kagan et William Kristol.

Les fondateurs du think tank, Project for the New American Century (PNAC)³⁴².

En vérité, c'est au XXI^e siècle, et non au XX^e, que les États-Unis seront au faite de leur prééminence. L'information est la nouvelle monnaie du royaume international, et les États-Unis sont mieux placés que tout autre pays pour valoriser leur potentiel de ressources matérielles et logicielles par le biais de l'information.

Joseph S. Nye et William A. Owens,

dans le *Foreign Affairs*, « *America's Information Edge* », 1996³⁴³.

Joseph S. Nye

Ancien secrétaire adjoint à la défense U.S., ancien président du groupe nord-américain au sein de la Commission Trilatérale³⁴⁴.

³⁴² KAGAN Robert, KRISTOL William, « Toward a Neo-Reaganite Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 75, n° 4, juillet/août 1996 p. 23. Cité dans : BOURGOIS Pierre, « Retour sur le Project for the New American Century (1997-2006) et le « moment néoconservateur » post-Guerre froide », *Politique américaine*, 2018/2 (N° 31), p. 173-198. [En ligne] Consulté le 7 septembre 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-americaine-2018-2-page-173.htm?ref=doi#no31>

³⁴³ NYE Joseph S. Jr. et OWENS William A. O., « *America's Information Edge* », *Foreign Affairs*, New York, mars-avril 1996. Cité dans : SCHILLER Herbert I., (Août 1998) (op. cité).

³⁴⁴ The Trilateral Commission, North America Executive Committee, Joseph S. Nye Jr. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.trilateral.org/about/members-fellows/>

Joseph Nye est membre du conseil d'administration de l'Atlantic Council³⁴⁵ ainsi que du Council on Foreign Relations (CFR)³⁴⁶.

William A. Owens

Ancien vice-président du comité conjoint des chefs d'état-major U.S., assistant militaire principal des secrétaires à la Défense Frank Carlucci et Dick Cheney de 1990 à 1991, a servi comme commandant de la sixième flotte des États-Unis de 1990 à 1992 pendant l'opération Desert Storm (1^{ère} guerre d'Irak), a été nommé par le président Bill Clinton vice-président des chefs d'État-major interarmées de 1994 à 1996 - soit le deuxième officier militaire le plus haut gradé des forces armées américaines³⁴⁷. Il est également administrateur de la Carnegie Corporation of New-York³⁴⁸. Membre du Council on Foreign Relations (CFR)³⁴⁹.

³⁴⁵ Atlantic Council, board of directors, Joseph S. Nye. [En ligne] Consulté le 2 mai 2023. URL : <https://www.atlantic-council.org/about/board-of-directors/>

³⁴⁶ Council on Foreign Relations, Membership Roster, Joseph S. Nye Jr. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

³⁴⁷ Office of the Governor North Dakota, Admiral William A. Owens. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.governor.nd.gov/theodore-roosevelt-rough-rider-award/admiral-william-owens>

³⁴⁸ Carnegie Corporation of New York, William A. Owens. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20080108065930/http://www.carnegie.org/sub/about/w.owens.html>

³⁴⁹ Council on Foreign Relations, Membership Roster, William A. Owens. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

CHAPITRE 3

LE FORUM DES NATIONS LIBRES DE RUSSIE

Le *Free Nations of Russia Forum* ou en français Forum des nations libres de Russie, se présente comme une plateforme voulant rassembler les représentants des divers peuples autochtones « opprimés » vivant en Russie et partageant la nécessité d’une transformation structurelle et profonde de l’État russe afin de mieux correspondre, selon le forum, aux aspirations de ces derniers. Ce forum cherche avant tout à discuter, échanger, sur les moyens et les plans d’actions en vue de la réalisation de ses vues. Il rassemble des militants de la société civile, des figures de l’opposition à Moscou, mais pas seulement comme vous le verrez. La première conférence internationale du Forum s’est réunie le 8 et 9 mai 2022, à Varsovie, en Pologne. La deuxième, ce fut du 22 au 24 juillet 2022 à Prague, en République Tchèque. La troisième conférence s’est tenue du 23 au 25 septembre 2022, à Gdańsk en Pologne. La quatrième, du 7 au 11 décembre 2022, à Helsingborg en Suède. La cinquième, le 31 janvier 2023 à Bruxelles, en Belgique. Sur leur ancien site internet¹, les adhérents ont adopté un constat dans lequel ils définissent la Russie comme un *État terroriste, dont les pratiques coloniales depuis des siècles, telles que les expulsions forcées et le génocide, ont fait des peuples autochtones des victimes d’injustices historiques*. Pour eux,

¹ L’ancien site internet du forum (<https://freenationsrf.org/en.html>) n’est plus en ligne mais nous l’avons retrouvé sur Web archive. URL : <https://web.archive.org/web/20220816170105/https://freenationsrf.org/en.html> (Consulté le 5 novembre 2022).

Poutine conduit la Russie vers le chaos et la guerre civile, et que *seule une décolonisation complète et contrôlée de la Russie peut empêcher cela*². En d'autres mots, mettre en place une post-Russie par le séparatisme ethnoculturel, la disparition de l'État russe en tant que tel et le tout arboré au nom de la paix et de la liberté. Le forum se donne quatre objectifs :

- Dé-impérialisation et décolonisation
- Dépoutinisation et dénazification
- Démilitarisation et dénucléarisation
- Changements économiques et sociaux

Avant d'aller plus loin, nous allons émettre des scénarios dans le cas où les objectifs du Forum se réaliseraient dans le but d'analyser les possibles conséquences sur la paix et la sécurité du monde.

Dé-impérialisation et décolonisation. La transformation de « État impérial autoritaire » russe en une « galaxie de pays libres, indépendants et démocratiques » afin de garantir, selon eux, une « paix durable en Eurasie ». Cela se traduirait par le démantèlement et la disparition de la Russie et de l'État fédéral russe. Dans ce projet, la Russie connaîtrait le même sort que la Yougoslavie. Loin d'apporter la paix, une telle décolonisation conduirait à l'effondrement de l'autorité centrale et à des guerres ethno-culturelles incessantes entre les minorités et les populations russes réparties dans toutes les républiques, oblasts, kraïs³ et districts autonomes de la post-Russie. Selon un recensement de 2010, l'ethnie russe représente le groupe majoritaire aux alentours de 81 % au sein de la Fédération de Russie⁴. Nous aurions une forme de balkanisation à l'échelle continentale. Un désordre que ne manqueraient pas d'exploiter diverses forces, notamment les organisations djihadistes dans le Caucase et

² Voir ANNEXE 22, images 30 a) et b).

³ Territoires.

⁴ Minority Rights Group International, « *Minorities and ingenious peoples in Russian Federation* ». [En ligne] Consulté le 7 novembre 2022. URL : <https://minorityrights.org/country/russian-federation/>

en Asie centrale pour créer un ou des califats islamiques. Des organisations criminelles pourraient prendre le contrôle sur des territoires entiers et se transformeraient en seigneurs locaux. Nous aurions, avec une probabilité élevée, des états faibles et dont les nouvelles administrations ne manqueraient pas de se tourner vers un protecteur extérieur, au hasard les États-Unis, en échange de l'accès à leurs ressources énergétiques (gaz, pétrole, minerais, etc.). La protection ne se faisant pas gratuitement.

Dépoutinisation et dénazification. Nous pouvons l'interpréter comme le renversement ou l'assassinat du « dictateur » Vladimir Poutine, à défaut de le conduire devant un tribunal, comme avec Saddam Hussein. La fin de son régime, la traque, l'arrestation ou l'élimination de ses partisans, et la purge de toutes les administrations russes.

Démilitarisation et dénucléarisation. Dissoudre toute l'armée russe, son aviation, sa marine, son programme spatial, le FSB et démanteler tout son arsenal nucléaire. Un tel programme, s'il devait être mis en place, créerait une période de chaos et d'anarchie qui donnerait un boulevard aux organisations terroristes pour accéder, non seulement, à du matériel militaire (tanks, véhicules, hélicoptères, armes de guerres), mais aussi aux 6 257 têtes nucléaires de la Russie⁵. Le danger serait qu'elles tombent dans des mains mafieuses ou dans celles de pays aux visions bellicistes. Loin de garantir la sécurité collective, le cœur de cette post-Russie pourrait se transformer rapidement en marché noir de l'armement et un risque de voir cette technologie hautement sensible être accessible pour quelques millions de dollars. À moins que les nouvelles autorités locales fassent appel à un protecteur extérieur, en prenant toujours au hasard Washington, pour faire le nécessaire afin de récupérer cet arsenal

⁵ HUET Natalie (4 octobre 2022) « *La Russie pourrait-elle utiliser ses armes nucléaires dans la guerre avec l'Ukraine ?* », Euronews. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2022. URL : <https://fr.euronews.com/next/2022/10/04/la-russie-pourrait-elle-utiliser-ses-armes-nucleaires-dans-la-guerre-avec-lukraine>

nucléaire encombrant, moyennant l'exploitation des ressources énergétiques présentes dans leurs sols. Dans cette nouvelle configuration, les États-Unis auraient la garantie d'être à nouveau la première puissance militaire mondiale en disposant du plus gros arsenal nucléaire au monde (5 500 têtes nucléaires).

Changements économiques et sociaux. Pour le Forum, les peuples devront choisir leur meilleure forme d'organisation pour leur territoire : républiques, unions, fédérations, ou confédération. Le but est « d'empêcher l'effondrement des institutions juridiques et économiques pendant la période de transition », mais aussi empêcher « la ruine économique du peuple » pour « garantir la durabilité de la coopération entre les nouvelles entités politiques et économiques ». Derrière ces bonnes intentions, il est fort envisageable qu'il s'agirait aussi de changer de système économique. On passerait d'un capitalisme d'État, une économie planifiée sous la Russie, à un capitalisme à l'américaine : une économie dérégulée, privatisation des secteurs publics, ouverture à l'économie de marché et réduction des interventions de l'État. Un nouveau modèle économique permettant à des entreprises étrangères - dans l'imaginaire ExxonMobil ou BP - de pouvoir s'installer et exploiter les ressources naturelles de ces « colonies libérées » devenues des États « indépendants ». En clair, l'arrivée des Chicago Boys après leurs exploits au Chili ou en Argentine⁶. Un nouveau siphonnage pouvant entraîner, pour le coup, à une certaine « ruine économique » des peuples autochtones, mais les nouvelles élites s'en accommoderaient en échange, bien entendu, de quelques dessous-de-table de la part de ces charmantes compagnies. « Le bien-être, la prospérité et l'avenir des 144 millions de personnes » qui vivront dans cette post-Russie semblent assurés.

Ce préambule est accompagné d'une « déclaration de décolonisation de la Russie »⁷ qui détaille les méthodes nécessaires pour parvenir à la réalisation des quatre ambitieux objectifs. Tout d'abord,

⁶ KLEIN Naomi, *La stratégie du choc – La montée d'un capitalisme du désastre*. Éditions Actes Sud, 2008.

⁷ Voir ANNEXE 23, images 31 a), b), c) et d).

ce communiqué s'appuie sur différents textes internationaux pour rechercher une légitimité sur le plan politique. Sont mentionnés, la déclaration universelle des droits de l'homme, le droit des peuples à l'autodétermination de la Charte des Nations Unies, la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et surtout la déclaration sur la souveraineté de la RSFSR⁸ du 12 juin 1990. Cette dernière a proclamé la souveraineté de la Russie au sein de l'URSS. Si cette procédure a marché pour la Russie au sein de l'URSS avant qu'elle ne disparaisse, pourquoi les nations autochtones n'en feraient pas de même au sein de la Fédération de Russie...avant qu'elle ne disparaisse à son tour. Le « processus de décolonisation » serait alors abouti. Il est justifié par :

- La violation des droits et libertés fondamentaux des peuples autochtones
- La politique systémique de terreur et de répression internes en Fédération de Russie
- La mise en œuvre systémique de pratiques discriminatoires envers les autochtones
- Les « pratiques impériales » d'écocide, par la privation de terres.
- L'assimilation forcée et la destruction des cultures, religions et langues des autochtones
- L'incapacité à être des peuples à accéder à l'autonomie politique.
- Le stockage d'armes nucléaires et d'armes de destructions massives sur leur territoire.

Dans cette proclamation et son préambule, les mots utilisés sont assez forts. Ils visent à choquer et à semer l'émoi de n'importe quelle

⁸ République socialiste fédérative soviétique de Russie, RSFSR.

Herodote.net « 12 juin 1990 La Russie se proclame souveraine au sein de l'URSS ». [En ligne] Consulté le 6 novembre 2022. URL : <https://www.herodote.net/almanach-ID-2823.php>

personne lisant un pareil document. Il serait question de génocide, de peuples opprimés, de terreur et de spoliation. Cela ne nous rappelle-t-il pas les boniments de la Ligue des peuples étrangers de Russie durant la Première Guerre mondiale ? À lire cette déclaration, on croirait que la Russie serait la nouvelle Allemagne nazie et Poutine le nouvel Hitler.

Nous allons à présent apporter une certaine temporisation à leurs affirmations aussi fougueuses que volontairement exagérées. La Fédération de Russie compte plus de 193 groupes ethniques différents. Elle reconnaît au moins 37 langues différentes qui sont enseignées à l'école, selon la particularité des régions⁹. Dans sa constitution, bien qu'il soit mentionné « le rôle spécial de l'orthodoxie dans l'histoire de la Russie »¹⁰, les différentes religions (orthodoxie, catholicisme, islam, juive, bouddhiste) sont représentées au sein du Comité pour les questions religieuses de la Douma¹¹ et du Conseil pour la coopération avec les organisations religieuses¹². Néanmoins, il existe bien des rivalités au sein de ces structures pouvant servir autant pour résoudre les conflits interreligieux et de travailler en collaboration avec l'exécutif russe que comme d'un outil du Kremlin pour les contrôler. Pour ce qui est de la spoliation, selon les chiffres de la Banque mondiale, entre 1991 et 1999, le PIB par habitant est passé de 3 490 \$ à 1 330 \$, soit plus d'une division par deux en moins d'une décennie. Avec l'arrivée de Vladimir Poutine, vers la fin de l'année 1999, le PIB par habitant passe de 1 330 \$ à 12 172 \$ en 2021, soit presque

⁹ Minority Rights Group International (op. cité).

¹⁰ LLOBET Anaïs (mars 2018) « *Échange de bons procédés entre le Kremlin et l'Église orthodoxe* », *Le monde diplomatique*. [En ligne] Consulté le 6 novembre 2022. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/03/LLOBET/58469>

¹¹ Assemblée nationale russe.

¹² MONIAK-AZZOPARDI Agnieszka, « Les religions et l'Etat en Russie. Une relation équivoque », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/5 (n° 1045), p. 28-38. DOI : 10.3917/cpe.045.0028. URL : <https://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-5-page-28.htm>

une multiplication par 10 en l'espace de 20 ans. Les Russes ont donc vu leur niveau de richesse en moyenne augmenter¹³. Pourtant, il est vrai qu'il y a toujours des problèmes récurrents concernant le niveau de vie en raison de la consommation d'alcool¹⁴, de l'épidémie du VIH¹⁵, ainsi que des inégalités de richesses selon les territoires. Sans oublier la présence de la corruption, du favoritisme et de la mafia. Des difficultés que nous retrouvons tout aussi bien du côté occidental. Autre indication, la législation russe a été renforcée pour lutter contre les discours et les actes de séparatisme au sein de la Fédération de Russie. Les sanctions peuvent aller de lourdes amendes à des peines d'emprisonnement¹⁶. Les autorités russes justifient ces lois répressives contre le séparatisme en pointant la menace contre la souveraineté de l'État russe et portant atteinte au respect de l'intégrité territoriale garanti aussi dans la Charte des Nations Unies¹⁷. Pour poursuivre sur la déclaration du Forum, la Russie est

¹³ La Banque Mondiale. « PIB par habitant (\$ US Courants) Russian Federation ». [En ligne] Consulté le 6 novembre 2022. URL : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?locations=RU&start=1988>

¹⁴ ONU info (1^{er} octobre 2019) « En Russie, le nombre de décès dus à l'alcool recule grâce à de strictes mesures de contrôle (OMS) ». URL : <https://news.un.org/fr/story/2019/10/1052972> (Consulté le 8 novembre 2022).

¹⁵ KASTOUEVA-JEAN Tatiana (2 juin 2021) « VIH/SIDA en Russie, une épidémie longtemps ignorée », IFRI. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/vihsida-russie-une-epidemie-longtemps-ignoree>

¹⁶ LUHN Alec (24 may 2014) « Russia toughens up punishment for separatist ideas – despite Ukraine », The Guardian. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.theguardian.com/world/2014/may/24/russia-toughens-punishment-separatist-ideas>

¹⁷ Conseil de sécurité des Nations Unies, « Buts et principes de la Charte des Nations Unies ». [En ligne] Consulté le 6 novembre 2022. URL : <https://www.un.org/securitycouncil/fr/content/purposes-and-principles-un-chapter-i-un-charter>

considérée comme un État « criminel » et « terroriste » qui conduirait à un « génocide » contre les Ukrainiens. N’y a-t-il pas là une concordance avec les proclamations de l’ABN qui définissaient Moscou comme « le centre du terrorisme international » durant la Guerre froide ? Le Forum insiste sur ces lourdes incriminations qui trouvent un écho dans les think tanks atlantistes¹⁸ et à Washington¹⁹. Le thème est une nouvelle fois excessif dans le but d’émouvoir le public afin de rallier la cause de l’Ukraine et justifier la décolonisation de la Russie. Il s’agit avant tout d’une guerre dont la mort frappe les deux camps. Qu’il y ait des crimes de guerre, des exactions de part et d’autre, on peut très bien le concevoir, mais d’un programme en cours d’extermination de millions d’Ukrainiens égalant celui des Arméniens (1915-1923), des Tutsis au Rwanda (1994) ou de l’actuel génocide en République Démocratique du Congo par les troupes du « boucher des Grands Lacs » Paul Kagame ; on serait en droit de demander à voir les preuves de pareilles accusations. Surtout si ces accusations provenaient des États-Unis qui ont menti devant la communauté internationale pour justifier la guerre en Irak en 2003 et ayant fait, pour le coup, plusieurs centaines de milliers de morts. Nous devons comprendre que le peuple ukrainien - en partie russo-phone - est un peuple extrêmement mélangé avec le peuple russe historiquement. Bon nombre de familles ukrainiennes et russes ont des parents et des grands-parents, d’un côté comme de l’autre de la frontière. Le résultat de la présence russe depuis des siècles sur la

¹⁸ KHARA Alexander (16 August 2022) « *Putin’s Ukraine genocide is rooted in Russian impunity for Soviet crimes* », Atlantic Council. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/putins-ukraine-genocide-is-rooted-in-russian-impunity-for-soviet-crimes/>

¹⁹ BOURDILLON Yves (13 avril 2022) « Ukraine : Washington accuse Moscou de génocide, les négociations au point mort », Les Échos. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/ukraine-washington-accuse-moscou-de-genocide-les-negociations-au-point-mort-1400544>

rive droite du Dniepr²⁰ et la création de la Rus' de Kiev²¹ au IX^e siècle. Il s'agit de la plus ancienne entité commune aux trois pays contemporains : Russie, Ukraine et Biélorussie. Au XVIII^e siècle, sous le règne de l'impératrice Catherine II de Russie, le khanat de Crimée, alors sous protectorat de l'empire ottoman, a été conquis par les Russes. La colonisation russe de ce nouveau territoire s'amorce et des villes nouvelles ont émergé dont Marioupol, Sébastopol, Kherson et Odessa. En conclusion, les populations vivant dans le sud de l'Ukraine actuelle sont les descendants de colons russes. En raison de ces liens historiques, culturelles et linguistiques, le conflit entre Ukraine et la Russie peut être abordé sous l'angle d'une « guerre fratricide »²². Si Vladimir Poutine devait orchestrer un génocide des Ukrainiens, il décimerait par la même occasion des familles russes, ce qui ne manquerait pas de provoquer de vives émotions en Russie et à l'international. Son pouvoir en sortirait grandement affaibli et toucherait sa fin.

Pour terminer, la déclaration de décolonisation se termine par une énumération de proclamations et de prises de décisions qui sont les suivantes :

Une demande d'aide aux pays membres de l'ONU pour fournir le soutien et l'assistance nécessaire dans la réalisation des aspirations du forum. Un appel aux élites nationales et régionales à lancer dans l'immédiateté des gouvernements et administrations de transition. Appel aux États membres des Nations Unies à soutenir ces gouvernements et administrations de transition. Appel aux assemblées régionales de Russie à proclamer l'indépendance des États des peuples autochtones. Appel à des actions de résistance dans les

²⁰ Important fleuve traversant l'Ukraine.

²¹ Principauté, ou État de Kiev.

²² ZHARKEVICH Ina (19 avril 2022) « *From Fraternal Nations to Fratricidal War ?* », COMPAS, School of Anthropology, University of Oxford. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.compas.ox.ac.uk/2022/from-fraternal-nations-to-fratricidal-war/>

territoires colonisés : manifestations, grèves, refus de servir les forces armées russes, actes de sabotage, etc. Appel aux militaires et aux forces de l'ordre des peuples autochtones à retourner à leur terre natale afin d'assurer la transition du pouvoir. En résumé, un appel à la désertion et à la sédition. Le Forum a également pour ambition d'initier à la formation de légions nationales appelées « forces d'autodéfenses » pour « protéger la souveraineté, les droits des peuples autochtones » pour « assurer la paix ». En d'autres termes, financer et armer des combattants pour attaquer l'État central russe, créant les prémices d'une guerre civile. Le forum veut aussi préparer les nouvelles constitutions de ces nouveaux États et la création d'une « Administration transitoire unie » (*United Transitional Administration*) qui serait un organe représentatif temporaire de tous les peuples autochtones et chargé d'assurer la transition à partir du moment où le régime de Poutine sera renversé. C'est-à-dire recruter les futurs membres des gouvernements de transition chargés d'assurer le transfert de pouvoir. Un organe comptant appliquer, naturellement, les quatre objectifs cités plus haut.

Au cours de ces réunions en Pologne et en République Tchèque, les organisateurs ont présenté des cartes d'une post-Russie remplacée par une myriade de nouveaux États indépendants²³.

Au nord de ce qui serait l'ex-Russie, bordant la Finlande, nous aurions la Laponie avec pour capitale Mourmansk, la Carélie, l'Ingrie dont la capitale serait Saint-Pétersbourg. À côté de ces nouveaux pays, nous aurions la Pomorie (capitale Arkhangelsk), la création d'une république Moscovite (capitale Moscou) et Komi (capitale Syktyvkar). Bordant la Biélorussie, nous aurions l'État de Smolend avec pour capitale Smolensk.

Bordant le Nord et l'Est de l'Ukraine, se constitueraient la République de Tchernozomie (Republic of Chernozemye), avec pour capitale Voronezh, et la République du Don, capitale Rostov-on-Don. Jouxant la mer d'Azov, l'État du Kouban.

²³ Voir ANNEXE 24, image 32.

Dans la région du Caucase, la République de Circassie, une Confédération caucasienne (capitale Vladikavkaz), la République tchétchène d'Itchkérie « désoccupée » et le Daghestan.

Bordant le nord de la mer caspienne, la Kalmoukie (peuple d'origine mongole), et la République de Nogai (peuple turcophone).

Au niveau des anciens districts fédéraux centraux et de la Volga : la Mordovie, une République d'Erzya (Erzyan Mastor), la Tchouvachie, la République des Maris (Mari El), le Tatarstan, l'Oudmourtie, Bashkortostan et une fédération de la Volga avec pour capitale Samara.

Au centre de l'ancienne Russie, nous aurions la République de l'Oural et la Fédération Ougra-Tioumen (capitale Tioumen) qui disposerait des plus importantes ressources en matière de pétrole et de gaz, avec le gisement de Yamal. La création, et ils ont osé, des « États-Unis de Sibérie » (*United-States of Siberia*) dont nous vous laissons deviner à partir de quel drapeau a été inspiré l'étendard de cette fédération si elle voyait le jour²⁴. Longeant les frontières du Kazakhstan et de la Mongolie, nous aurions la République d'Altaï, la République de Touva, la Khakassie et la Bouriatie.

À l'Extrême-Orient, du côté de l'océan Pacifique. Au nord, la République de Sakha, la République de Kamchatka et de Chukotka. Au sud, la Fédération du Pacifique avec Khabarovsk pour capitale.

Nous relevons deux détails importants. Le premier est que l'archipel des îles Kouriles serait rétrocédé au Japon et la moitié de l'île de Sakhaline redeviendrait la préfecture de Karafuto. Cela consisterait à revenir aux frontières établies lors du traité de Portsmouth, à la suite de la défaite de la Russie contre l'empire du Japon lors de la guerre russo-japonaise de 1904 à 1905. Dans l'article 9 du traité²⁵, il

²⁴ Voir ANNEXE 25, image 33.

²⁵ MAURY Jean-Pierre, (2014) « *Traité de paix entre le Japon et la Russie* ». DigiThèque de matériaux juridiques et politiques. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2022. URL : <https://mjp.univ-perp.fr/traites/1905portsmouth.htm>

était prévu que l'empire tsariste cède au gouvernement japonais « à perpétuité et en toute souveraineté » la partie méridionale de l'île de Sakhaline. Le 50^e degré de latitude Nord fut adopté comme frontière, ainsi que toutes les îles adjacentes, incluant donc une partie des îles Kouriles. Ces îlots sont hautement stratégiques car elles ferment la mer d'Okhotsk. Elles permettent à la Russie de jouir d'une souveraineté maritime de près de 1 580 000 km², soit une superficie de presque trois fois la France. De plus, la région maritime regorge de poissons, de minerais et de métaux rares, indispensables dans certains secteurs comme l'aviation. Toutefois, cet archipel d'îles volcaniques donne une surveillance de la région avec l'installation de bases militaires russes. D'où ce contentieux récurant avec le Japon qui conteste la souveraineté de la Russie sur ces îles depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale²⁶. Une mer apportant donc un contrôle sur l'économie maritime et ses ressources naturelles avec la Z.E.E.²⁷, mais aussi ouvrant les portes de la marine de guerre russe vers l'océan Pacifique. Le *Heartland* russe ne peut pas être contenu dans cette zone géographique, ce qui n'est pas sans irriter les stratèges impériaux américains. Le deuxième détail relevant l'attention est l'enclave de Kaliningrad. Que deviendrait-elle ? Sur la carte remodelée, l'ancien oblast serait une république baltique avec pour capitale... Königsberg. Avant 1945, l'oblast de Kaliningrad se nommait la Prusse orientale. Après la défaite de l'Allemagne nazie, ce

²⁶ CAVAILLÈS Thibaut (17 février 2019) « Archipel des Kouriles : le désaccord majeur qui divise Russie et Japon depuis plusieurs siècles », France Culture. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2022. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/archipel-des-kouriles-le-de-saccord-majeur-qui-divise-russie-et-japon-depuis-plusieurs-siecles-4920242>

²⁷ Zone Economique Exclusive (Z.E.E.), soit l'espace maritime dans lequel un Etat côtier exerce sa souveraineté, et s'étendant jusqu'à 200 milles marins de ses côtes au maximum. La ZEE rentre dans le cadre de Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM). Parmi les pays non-signataires, nous retrouvons les États-Unis, la Turquie, la Syrie, Israël, le Kazakhstan, le Turkménistan, le Venezuela, ou encore le Pérou.

territoire a connu des transformations. Tout d'abord, l'expulsion de tous les Allemands au-delà de la nouvelle frontière de l'Allemagne tracée par les Alliés lors de la conférence de Postdam. Puis, le partage de la Prusse-Orientale entre l'URSS et la Pologne nouvellement recréée. Le nord de la Prusse allait devenir l'oblast de Kaliningrad. Sa ville, Königsberg, a été débaptisée pour prendre le même nom. Le sud allait prendre le nom de la Voïvodie²⁸ de Varmie-Mazurie²⁹ rattachée à la Pologne. Kaliningrad reprendrait donc son nom d'origine de Königsberg. D'ailleurs, le drapeau que le Forum a choisi pour cette nouvelle république baltique n'est rien d'autre que l'armoirie de cette ancienne ville allemande³⁰. Si cette nouvelle république baltique devait voir le jour, elle serait très probablement un partenaire privilégié de l'Allemagne. On pourrait imaginer que d'ici une à deux générations, après le lancement de multiples accords économiques, culturels, politiques, linguistiques ainsi qu'une immigration durable d'Allemands dans cette république baltique, qu'elle finisse par demander un rattachement à la mère patrie. Le chancelier allemand de ce futur pas si lointain célébrerait avec joie ce nouvel *Anschluss*³¹. La République de Königsberg, décolonisée de la Russie, pourrait devenir le dix-septième Länder de la République fédérale d'Allemagne. Revenir sur les acquis territoriaux qui ont coûté la vie à près de 27 millions de personnes lors du dernier conflit mondial, et au-delà, abandonner l'héritage séculier de ses ancêtres transmis de génération en génération qui a consolidé la plus grande nation du globe³² et sa grande histoire. Il est difficile de concevoir que les

²⁸ Région administrative.

²⁹ Województwo warmińsko-mazurskie.

³⁰ Voir ANNEXE 25, image 34.

³¹ Rattachement. Il désigne historiquement l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne nazie en 1938.

³² Au niveau de sa superficie avec 17,1 millions de km², la Russie dépasse de très loin celle des États-Unis qui est de 9,834 millions de km². Si le projet de « décolonisation complète » de la Russie arrive à son terme, alors les USA seraient la deuxième nation la plus grande du monde,

Russes, dans leur écrasante majorité, laisseront les desseins du Forum des nations libres de Russie sans y opposer une farouche résistance. Une résistance amplifiée si ces projets étaient parrainés par un empire étranger.

Si nous faisons une synthèse des objectifs du Forum, nous nous rendons compte que c'est une véritable déclaration de guerre contre la souveraineté, l'indépendance, l'intégrité de l'État russe et contre le peuple russe. Prôner un changement de régime, le démantèlement du territoire, financer des groupes d'autodéfense séparatistes pour contrer le pouvoir central, renoncer aux armes nucléaires et à la puissance mondiale, pour finir vassaux de puissances extérieures.

Soutenir et appuyer le Forum des nations libres de Russie revient *ipso facto* à déclarer une guerre totale à la Russie !

Or, ce Forum affirme qu'au sein de ses participants et orateurs, figurent des militants de l'opposition et des politiciens de Russie, mais également des *hommes d'État, des diplomates et des politiciens d'Europe, d'Asie, d'Amérique du Nord, des experts militaires, des économistes, des politologues, autorités religieuses, journalistes*. Dans le communiqué de presse du II^e Forum du 22 au 24 septembre 2022 à Prague³³, nous observons en toute fin la liste des principaux orateurs dont nous reviendrons plus tard :

Rajana Dugar-De Ponte (Buryatia), Ruslan Gabbasov (Bashkortostan), Rafis Kashapov (Tatarstan), Oleksiy Manannikov (Siberia), Danny Teps (Ichkeria), Olena Mykhaylova (Velky Novgorod), Yuriy Moskalenko (Far East), Ilya Ponomaryev (Novosibirsk), Gennadiy Gudkov (Kolomna), as well as public leaders, political thinkers and international experts from Europe and North America : Janusz Bugajski (USA), Pavlo Klimkin (Ukraine), Edward Lucas (Great Britain), Wojciech Pokora (Poland), Tamila Tasheva (Ukraine), Andrius Almanis (Lithuania), Oleg Dunda (Ukraine), Paul Massaro

juste devant la Chine et ses 9,597 millions de km², si cette dernière conserve ses dimensions et ne soit pas « décolonisée » à son tour.

³³ Voir ANNEXE 26, images 35 a) et 35 b).

(USA), Taras Stetskiv (Ukraine), Mariusz Pilis (Poland), Yevhen Magda (Ukraine), Vadym Prokopiev (Belarus), Pavlo Zhovnirenko (Ukraine).

Nous repérons que le Forum a été organisé par l’Institute of Russia’s Regions (IRR) ou en français, l’Institut des régions de Russie.

Citations

Dans les assemblées du gouvernement, nous devons donc nous garder de toute influence injustifiée, qu'elle ait ou non été sollicitée, exercée par le complexe militaro-industriel. Le risque potentiel d'une désastreuse ascension d'un pouvoir illégitime existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette combinaison mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques. Nous ne devrions jamais rien prendre pour argent comptant. Seule une communauté de citoyens prompts à la réaction et bien informés pourra imposer un véritable entrelacement de l'énorme machinerie industrielle et militaire de la défense avec nos méthodes et nos buts pacifiques, de telle sorte que sécurité et liberté puissent prospérer ensemble.

Dwight Eisenhower (1890-1969)

34^e président des États-Unis, dans son discours à la nation, le 17 janvier 1961³⁴.

³⁴ Site Perspective Monde, rattaché à l’École de politique appliquée de l’Université de Sherbrooke, Québec, Canada. « *Discours du président américain sur le complexe militaro-industriel* », 17 janvier 1961. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022. URL : <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1846>

Le mot même de « secret » est répugnant dans une société libre et ouverte ; et nous sommes, en tant que peuple, intrinsèquement et historiquement opposés aux sociétés secrètes, aux serments secrets et aux procédures secrètes. Nous avons décidé il y a longtemps que les dangers d'une dissimulation excessive et injustifiée de faits pertinents l'emportaient de loin sur les dangers qui sont invoqués pour la justifier. Même aujourd'hui, il est peu utile de s'opposer à la menace d'une société fermée en imitant ses restrictions arbitraires. Même aujourd'hui, il est peu utile d'assurer la survie de notre nation si nos traditions ne survivent pas avec elle. Et il y a un très grave danger qu'un besoin annoncé de sécurité accrue soit saisi par ceux qui sont soucieux d'en étendre le sens jusqu'aux limites mêmes de la censure et de la dissimulation officielles. Ce que je n'ai pas l'intention de permettre dans la mesure où c'est sous mon contrôle.

John Fitzgerald Kennedy (1917-1963)

35^e président des États-Unis, discours devant l'American Newspaper Publishers Association, le 27 avril 1961³⁵.

³⁵ John F. Kennedy – presidential library and museum. [En ligne] Consulté le 20 mars 2023. URL : <https://www.jfklibrary.org/archives/other-resources/john-f-kennedy-speeches/american-newspaper-publishers-association-19610427>

CHAPITRE 4

DE L'INSTITUT DES RÉGIONS DE RUSSIE À LA JAMESTOWN FOUNDATION

L'Institut des régions de Russie est basé à Vilnius en Lituanie et créé en mars 2021¹. Selon sa fiche de présentation sur son site internet (<https://rureg.eu/en/>)² sa mission est « d'étudier les spécificités politiques, économiques et culturelles des régions de Russie dans la perspective de leur souveraineté après l'inévitable chute du régime impérial de Poutine »³. L'institut part du principe qu'un changement de régime en Russie et la désintégration de la fédération est irréversible et qu'il faut accompagner ce processus. Il y dénonce le manque d'indépendance sur l'étude des régions de la Russie ainsi que les lois répressives qui « interprètent toute protection des intérêts régionaux comme appel à la violation de l'intégrité territoriale ». Pour cet institut, la Fédération de Russie est morte avec l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine et une « nouvelle fédéralisation de la conscience des habitants des régions » doit être opérée. Derrière ce jargon, il traduit que les habitants des régions de Russie doivent avoir une conscience régionale, locale et non plus nationale. Pour simplifier, rejeter le patriotisme russe au profit d'un ethno-

¹ БАКТЕМИР Тодар [бактемир тодар] (26 mars 2021) « В Литве зарегистрирован независимый Институт регионов России », idel.real.org. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2022. URL : <https://www.idelreal.org/a/31171298.html>

² Voir ANNEXE 27, image 36.

³ Voir ANNEXE 28, image 37.

régionalisme. L'organisme dénonce la démocratie de façade qu'il existe en Russie, qu'il assimile à un système empêchant les « communautés civiles régionales » de s'exprimer (que nous interprétons derrière ce vocabulaire les mouvements indépendantistes régionaux). L'institut fait le constat que les ressources naturelles sont « détenues par des sociétés oligarchiques » basée à Moscou et dont les impôts vont à Moscou et pas aux régions⁴. Du point de vue culturel, l'IRR dénonce la perte des identités locales au profit d'une uniformisation russe, notamment par la perte des langues. Une situation qualifiée de « néocoloniale ». L'Institut omet de dire qu'il s'agit en réalité d'un phénomène mondial. Il y a près de 7 000 langues dans le monde et 25 d'entre elles disparaissent chaque année pour diverses raisons : trop peu de locuteurs, transmission orale de certaines langues, mouvements des populations, politiques éducatives privilégiant une langue en particulier⁵, mais aussi mondialisation⁶, interconnexion du monde et émergence de nouveaux moyens de communication, dont internet. De cette conjonction, plusieurs langues sont amenées à perdre en influence, voire à disparaître pour certaines d'entre elles, au profit d'autres plus répandues dans le monde comme l'anglais, l'espagnol, le français, le portugais, etc. L'ONU nous apprend d'ailleurs que 96 % des 6 909 langues

⁴ Il est vrai que dans les démocraties occidentales, nous n'avons pas ce genre de société à part BP, ExxonMobil ou Halliburton. La liste peut être rallongée. Elles procèdent pratiquement tous à l'optimisation fiscale et plaçant leurs bénéfices dans des paradis fiscaux comme l'État américain du Delaware dont son sénateur de 1973 à 2009 n'était nul autre que Joseph Biden.

⁵ BÉCHEREL Sophie (7 février 2021) « 7 000 langues sont parlées dans le monde mais 25 disparaissent chaque année », France Inter. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.radio-france.fr/franceinter/7-000-langues-sont-parlees-dans-le-monde-mais-25-disparaissent-chaque-annee-5795372>

⁶ MORIN Hervé (26 août 2005) « La mondialisation menace la planète Babel », Le Monde. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : https://www.lemonde.fr/planete/article/2005/08/25/la-mondialisation-menace-la-planete-babel_682526_3244.html

répertoriées sont parlées par seulement 4 % de la population mondiale⁷. Nous assistons à une contraction des langues au niveau mondial. Le cas de la Russie n'est donc pas spécifique.

L'Institut entend étudier particulièrement les protestations régionales et « coopérer avec leurs représentants afin que leur point de vue soit connu du monde, et non étouffés par les médias pro-Kremlin ». En somme, nouer des contacts au sein de la Russie pour avoir des forces locales sur qui un acteur extérieur pourrait s'appuyer le cas échéant, voire coordonner des actions probablement dommageables envers l'État central. Il insiste aussi sur la situation dans l'oblast de Kaliningrad considéré comme « une base militaire russe contre l'Europe » où les habitants sont « des otages impuissants de la politique militariste du Kremlin ». La Lituanie, par sa position géographique, a cultivé cette hantise qu'en cas de confrontation entre les forces de l'OTAN et celles de la Russie d'être la première victime. Dans les scénarios militaires connus, nous avons celui de l'attaque combinée des forces militaires russes et biélorusses qui prendraient en étau la Lituanie en occupant le corridor de Suwałki pour la couper de ses alliés de l'OTAN. Cette bande de terre, longue d'un peu plus de 65 kilomètres, fait office de frontière entre la Pologne et la Lituanie. Kaliningrad est donc dans la géopolitique lituanienne un canon pointé sur sa tempe autant que l'était le port d'Anvers contrôlé par la France de Napoléon Bonaparte et pointé en direction de l'Angleterre. Une Kaliningrad « décolonisée » et « libérée » des Russes enlèverait quelques sueurs froides à l'État-major lituanien. Pour finir, l'Institut dispose d'un outil médiatique, le web-journal *Region.Expert* (Регион. Эксперт)⁸. L'organisme se vante d'être le « seul portail Web indépendant consacré au thème du

⁷ 'UTOIKAMANU Fekitamoeola, « Préserver la diversité culturelle et linguistique dans le contexte de la citoyenneté mondiale », ONU. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.un.org/fr/chronicle/article/preserver-la-diversite-culturelle-et-linguistique-dans-le-contexte-de-la-citoyennete-mondiale>

⁸ URL du site : <https://region.expert/> (Consulté le 8 novembre 2022).

régionalisme russe » regroupant des experts engagés, libres de toute censure russe. Vraiment libres et indépendants ? Voyons donc ses deux principaux acteurs.

LES DIRIGEANTS DE L'INSTITUT DES RÉGIONS DE RUSSIE

Le président de l'Institut des Régions de Russie se nomme **Andrius Almanis**. Né le 27 mai 1965 en Lituanie, il a étudié à l'Académie lituanienne d'agriculture où il obtient un diplôme d'ingénieur forestier en 1988. En 1990, année de la déclaration d'indépendance du pays, il devient instructeur à la défense nationale pour le compte du ministère de la Défense lituanien. Il fut basé à la municipalité du district d'Akemenė (*Akmenės rajono savivaldybė*), situé au Nord-Ouest de la Lituanie, à la frontière avec la Lettonie. En 1991, il est promu commandant adjoint de la même municipalité. En 1993, il est commandant de compagnie dans le cadre du Service volontaire de la Défense nationale. En 2000, il est promu commandant du bataillon de défense territoriale d'Akemenė dans la Force des volontaires de la Défense nationale (KASP)⁹. En 2003, il devient professeur au Centre de formation Petros Bartkauskas, toujours dans la KASP. En 2004, il fut le représentant national dans la mission de maintien de la paix au Kosovo pour l'armée lituanienne¹⁰. En 2005, il est

⁹ Krašto apsaugos savanorių pajėgos (KASP). Depuis 2003, la KASP fait partie des forces terrestres lituaniennes. Réf. : <https://www.kariuomene.lt/sausumos-pajegos/padaliniai/krasto-apsaugos-savanoriu-pajegos/22915> (Consulté le 17 mai 2023).

¹⁰ L'Armée lituanienne a participé à la mission de maintien de la paix au Kosovo, la KFOR, dirigée par l'OTAN. En 2009, la Lituanie a signé un accord de coopération militaire avec le Kosovo pour accroître l'intégration de la région séparatiste serbe dans l'OTAN ainsi que renforcer son indépendance. Sources : NATO, KFOR, « *Peace Troops from the East* », No. 03/99 - November 1999 - Page 11. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2022. URL : https://www.nato.int/Kfor/chronicle/1999/chronicle_199903/p11.htm

GREENHALGH Nathan, (novembre 30, 2009) « *Lithuania, Kosovo sign military agreement* », Baltic Reports. [En ligne] Consulté le 9

responsable des relations publiques pour le Quartier général de la KASP. À partir 2007, Almanis se range dans la vie civile pour intégrer la direction du parc régional de la Venta. Depuis 2016, il est président de la Communauté de soutien internationale « Road to a dream » ("Kelias į svajonę"). Mais le point le plus fondamental est qu'Andrius Almanis s'est lancé en politique. Il a été membre du Parti de la Liberté (*Laisvės partija*)¹¹. Un parti politique d'orientation libérale et europhile. Dans son programme politique de 2020, il proposait l'ouverture au mariage pour les couples LGBTQI+, contre une politique punitive en matière de drogue (concernant le cannabis), ambitionne d'atteindre la neutralité carbone en 2040 au nom de la lutte contre le changement climatique et pour le renforcement des moyens de la Défense nationale. Précisons que la Lituanie avait abandonné son service militaire en 2008, puis l'a rétabli en 2015 dans le contexte de la guerre dans le Donbass et l'annexion de la Crimée par la Russie¹². Dans le chapitre 7.1.4 du programme concernant les relations avec la Fédération de Russie, il est mentionné la mise en place de nouvelles sanctions aux membres de l'élite politique et économique de Poutine ainsi qu'à leurs avoirs dans les pays de l'UE. Il est ajouté que *la normalisation des relations avec la Russie n'est possible qu'après le retour de la Crimée à l'Ukraine, de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie à la Géorgie et de la Transnistrie à la Moldavie*. Pour clôturer ce chapitre, le Parti de la Liberté s'engage à soutenir la Moldavie, la Géorgie et l'Ukraine afin qu'ils atteignent les critères pour rejoindre l'Union européenne¹³. Autre

novembre 2022. URL : <https://balticreports.com/2009/11/30/lithuania-kosovo-sign-military-agreement/>

¹¹ Voir ANNEXE 29, image 38.

¹² Courrier International (3 mars 2015) « *Lituanie. Par crainte de la Russie, le pays réinstaura le service militaire* ». [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.courrierinternational.com/article/2015/02/25/par-crainte-de-la-russie-le-pays-reinstaura-le-service-militaire>

¹³ *Laisvės partijos - 2020 metų Seimo rinkimų programa - Pasiūlymai Lietuvos proveržiui*, "7.1.4 Santykiai su Rusijos Federacija", page 132.

composante du programme qui ne manquera pas de créer des tensions diplomatiques, le Parti de la Liberté propose la reconnaissance de Taïwan comme État indépendant¹⁴. Il n'est pas sûr que la Chine compte apprécier ce cher Andirus Almanis à la tête d'un institut souhaitant non seulement le démantèlement de son partenaire gazier et d'être membre d'un parti politique plaidant ouvertement pour l'indépendance d'un territoire qu'elle considère comme le sien. Aux élections législatives de 2020, le Parti de la Liberté a recueilli 9 % des voix et devient la cinquième force politique du pays¹⁵. Il participe au gouvernement de coalition de la Première ministre Ingrida Šimonytė et obtient des postes ministériels dont celui de l'Économie et de l'Innovation avec Aušrinė Armonaitė (présidente-fondatrice du parti de la Liberté et participante du World Economic Forum) et celui de la Justice avec Ewelina Dobrowolska¹⁶. Au niveau du Parlement européen, le Parti de la Liberté est membre de l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE)¹⁷, une coalition de partis politiques libéraux en partenariat avec le groupe Renew

[En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://www.laisves-partija.lt/wp-content/uploads/2020/06/Laisv%C4%97s-partijos-2020-m.-Seimo-rinkim%C5%B3-programa.pdf>

¹⁴ Laisvės partija. « Lietuva turi remti Taivano valstybingumą » traduit du lituanien au français : « La Lituanie doit soutenir le statut d'État de Taïwan ». [En ligne] Consulté 8 novembre 2022. URL : <https://www.laisvespartija.lt/programa-2020/>

¹⁵ HERMAN Nathanaël (12 octobre 2020) « *Tout savoir sur les élections législatives en Lituanie* », Euractive. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.euractiv.fr/section/all/news/tout-savoir-sur-les-elections-generales-en-lituanie/>

¹⁶ Ingridos Šimonytės vadovaujama Vyriausybė nuo 2020. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.vle.lt/straipsnis/ingridos-simonytes-vadovaujama-vyriausybe-nuo-2020/>

¹⁷ Alliance of Liberals and Democrats for Europe Party (ALDE). [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL: https://www.alde-party.eu/alde_member_parties

Europe¹⁸. Soit la même formation à laquelle appartient le parti Renaissance d’Emmanuel Macron. Pour terminer, Andrius Almanis est membre du conseil de coordination du Forum des nations libres de Russie. Nous avons donc à la tête de cet institut, un ardent patriote lituanien qui a passé au moins 17 ans à servir dans les forces de Défense lituanienues, un europhile, un atlantiste pro-taiwanais et viscéralement antirusse.

Intéressons-nous maintenant au directeur de l’Institut des régions de Russie, **Vadim Shtepa**. De nationalité russe et originaire de la région de Carélie. Il est présenté comme un philosophe et idéologue du régionalisme de la Russie. Il est diplômé en 1992 de la Faculté de journalisme de l’Université d’État de Moscou et de l’École d’études politiques de Moscou en 2012. Il fut ancien élève du cours de recherche sur le fédéralisme américain à l’Université du Missouri, aux États-Unis, et en 2013. Shtepa a participé en tant qu’intervenant à la dixième réunion du Free Russia Forum, une plateforme regroupant divers opposants russes et initiée par Garry Kasparov¹⁹. Il est aussi le rédacteur en chef du webjournal Region.Expert faisant la promotion du séparatisme régional en Russie au nom des identités locales. Auteur de plusieurs ouvrages sur le régionalisme russe et chroniqueur pour les antennes régionales de la Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), *Sever.Realii* et *Sibir.Realii*²⁰. Et surtout, il est analyste au sein de la Jamestown Foundation²¹, une fondation américaine²².

¹⁸ Renew europe (RE). [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022. URL : <https://www.reneweuropengroup.eu/fr/our-family-in-europe>

¹⁹ Free Russia Forum, Vadim Shtepa. [En ligne] Consulté le 27 mai 2023]. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/biographies/shtepa-2>

²⁰ Sites des antennes locales de RFE/RL : <https://www.severreal.org/> - <https://www.sibreal.org/> (Consultés le 9 novembre 2022).

²¹ The Jamestown Foundation, Vadim Shtepa. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2022. URL : <https://jamestown.org/analyst/vadim-shtepa/>

²² Voir ANNEXE 30, image 39.

LA JAMESTOWN FOUNDATION, l'ACPC ET LA
TCHÉTCHÉNIE

La Jamestown Foundation est créée en 1984 par l'avocat américain William W. Geimer (1937-2002), une « organisation à but non lucrative » s'autocongratulant d'avoir contribué directement à la chute de l'empire soviétique en diffusant des informations sur les sociétés totalitaires fermées d'Europe de l'Est et d'Union soviétique. Elle a permis, entre autres, le transfuge de certains fonctionnaires soviétiques et du bloc de l'Est dont le sous-secrétaire général des Nations Unies pour l'Union soviétique, Arkady Shevchenko. La fondation s'est imposée rapidement comme un réseau international se voulant comme « l'un des principaux fournisseurs d'informations sur l'Eurasie des plus fiables ». Elle comptait dans les membres de son conseil d'administration de l'époque, R. James Woolsey. Celui-ci a occupé les fonctions de directeur de la Central Intelligence Agency (CIA) de 1993 à 1995. En 2003, ce dernier a rendu hommage à William Geimer considéré comme « un héros de la Guerre froide »²³. Autre ancien membre honorable du conseil d'administration, le néoconservateur Dick Cheney²⁴, devenu le vice-président des États-Unis sous l'administration de George W. Bush de 2000 à 2008. Dernière personnalité renommée du conseil consultatif, puis membre du conseil d'administration de la Jamestown Foundation, un certain Zbigniew Brzezinski²⁵.

²³ Voir ANNEXE 31, images 40 a) et 40 b).

²⁴ Congressional Record Volume 149, Number 2 (Wednesday, January 8, 2003) [Page E39] From the Congressional Record Online through the Government Publishing Office. « IN MEMORY OF COLD WAR HERO WILLIAM G. GEIMER ». [En ligne] Consulté le 9 novembre 2022. URL : <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CREC-2003-01-08/html/CREC-2003-01-08-pt1-PgE39.htm>

²⁵ ABBAS Hassan (August 22, 2003) « *Brzezinski Joins Jamestown Foundation Board* », The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté 9 novembre 2022. URL : <https://jamestown.org/press-releases/brzezinski-joins-jamestown-foundation-board/>

Depuis septembre 2023, le président de la Jamestown Foundation se nomme Peter Mattis. Il a été conseiller principal au National Democratic Institute (NDI) et avait commencé sa carrière comme analyste du contre-espionnage pour la CIA. Mais c'est davantage son prédécesseur qui retient le plus notre attention. Il s'agissait de Glen E. Howard, un expert américain de l'Eurasie et de la Russie. De 1984 à 1986, il a travaillé à l'ambassade des États-Unis à Moscou. Entre 2002 et 2008, il a collaboré avec Zbigniew Brzezinski en tant que directeur exécutif « d'une organisation de défense cherchant une résolution pacifique de la deuxième guerre russo-tchétchène »²⁶. Cette organisation se dénommait l'American Committee for Peace in Chechnya (ACPC) ou en français le Comité américain pour la paix en Tchétchénie²⁷. Cette « organisation non gouvernementale » était coprésidée par Zbigniew Brzezinski²⁸ avec les néoconservateurs américains incarnés par les figures que sont Alexander Haig²⁹,

²⁶ The Jamestown Foundation, Glen E. Howard. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://jamestown.org/analyst/glen-e-howard/>

²⁷ BRZEZINSKI Zbigniew, KAMPELMAN Max, HAIG Alexander M. Jr. (July 4, 2001) « *An Opening on Chechnya* », Washington Post. [En ligne] Consulté le 3 mars 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2001/07/04/an-opening-on-chechnya/9dec8f65-6aa4-4213-96da-197ccc622282/>

²⁸ The Jamestown Foundation (18/05/2005) « *ACPC CALLS ON NEW REBEL LEADERSHIP TO PURSUE TALKS* », Publication: North Caucasus Weekly Volume: 6 Issue: 19. [En ligne] Consulté le 3 mars 2023. URL : <https://jamestown.org/program/acpc-calls-on-new-rebel-leadership-to-pursue-talks/>

²⁹ Alexander M. Haig Jr. (1924-2010) était un ancien militaire américain ayant occupé les fonctions de conseiller militaire d'Henry Kissinger en 1969, d'ancien chef de cabinet de la Maison-Blanche (1973-1974), ancien commandant suprême des forces armées en Europe (OTAN) de 1974 à 1979, et ancien secrétaire d'État (1981-1982) sous l'administration de Ronald Reagan. En 1982, il est poussé à démissionner de son poste de secrétaire d'État en raison de son comportement « narcissique névrosé » et ayant développé « une soif inextinguible de pouvoir ». Réf. : HITCHENS Christopher (22/02/2010) « *Death of a Banana Republican* », Slate. [En ligne] Consulté le 3 mars 2023. URL :

Stephen J. Solarz³⁰ et Max Kampelman³¹. L'ACPC fut fondée en 1999 par la Freedom House³², une autre « organisation non

<https://slate.com/news-and-politics/2010/02/al-haig-was-a-neurotic-narcissist-with-an-unquenchable-craving-for-power.html>

Office of the Historian. « *Biographies of the Secretaries of State : Alexander Meigs Haig Jr. (1924–2010)* ». history.state.gov. [En ligne] Consulté le 3 mars 2023. URL :

<https://history.state.gov/departmenthistory/people/haig-alexander-meigs>

- ³⁰ Stephen J. Solarz (1940-2010) était un homme politique américain, ancien membre de la Chambre des représentants des États-Unis sous l'étiquette du parti Démocrate. Sa carrière politique s'est arrêtée en 1992 en raison de l'implication de sa femme dans le scandale bancaire de la Chambre des représentants des États-Unis qui autorisait ses membres à mettre à découvert leurs comptes courants sans risquer d'être pénalisé par la banque de la Chambre. Plusieurs centaines de représentants et d'anciens représentants ont été impliqués dans ce scandale. En 1995, son épouse, Nina K. Solarz, qui avait joué un rôle de premier plan dans son ascension politique, plaide coupable devant le tribunal fédéral pour avoir volé de l'argent à un groupe caritatif qu'elle dirigeait et avoir intentionnellement écrit un chèque sans provision sur la banque de la Chambre des représentants.

LABATON Stephen, (avril 19, 1995) « *Solarz's Wife Pleads Guilty in House Bank Case* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://www.nytimes.com/1995/04/19/nyregion/solarz-s-wife-pleads-guilty-in-house-bank-case.html>

- ³¹ Max M. Kampelman (1920-2013) était un diplomate américain. Il a été ambassadeur à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (*Conference on Security and Cooperation in Europe*, CSCE) de 1985 à 1989 et ancien conseiller au Département d'État de 1987 à 1989.

The American Academy of Diplomacy, Max M. Kampelman. [En ligne] Consulté le 3 mars 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20090528130036/http://www.academyofdiplomacy.org/members/bios/Kampelman.htm>

- ³² GORLICKA Sylwia (Warsaw University), « Selected Western countries in the face of the Chechen conflict », (*Wybrane państwa zachodnie wobec konfliktu czeczeńskiego*), p. 65-84. DOI : 10.36121/sgorlicka.17.2020.4.065

gouvernementale », mais financée par le gouvernement américain³³ et qui était présidée au cours des années 2000 par nul autre que R. James Woolsey³⁴. La Freedom House reçoit également des subventions privées venant notamment des Open Society Foundations de George Soros³⁵. La Freedom House tout comme l'Open Society ont contribué par la suite à la réalisation des « révolutions de couleurs » en Serbie, au Tadjikistan, au Kirghizistan, en Géorgie et en Ukraine. Rappelons qu'elles avaient pour but de faire basculer ces pays autrefois proches de Moscou dans le camp occidental³⁶.

En tant que branche de la Freedom House, l'ACPC était très liée à la CIA ainsi qu'aux réseaux néoconservateurs américains. Dans la liste des membres « distingués » de l'ACPC, nous retrouvons :

Elliott Abrams. Il fut l'un des premiers signataires de la « déclaration de principe » du think tank très conservateur, Project for the New American Century (PNAC) au moment de sa création en 1997. Le PNAC prône comme principe que l'Amérique se doit de rester la

Wschodni Rocznik Humanistyczny, vol. XVII (2020), N° 4: Political Sciences and History of Administration, edited by Tomasz Stępniewski and Andrzej Szabaciuk. [En ligne] Consulté le 3 mars 2023. URL : http://wrh.edu.pl/wp-content/uploads/2020/12/067_WRH_17_4_wrh_2020_no4_Gorlicka.pdf

³³ Freedom House, financial reports. [En ligne] Consultés le 3 mars 2023. URL : <https://freedomhouse.org/about-us/financials>

<https://freedomhouse.org/sites/default/files/2023-01/Freedom%20House%20Final%20Report%20-%202022%20%28OK%29.pdf>

³⁴ MUDGE Rob, KNIGGE Michael (16/05/2011) « *Terrorism threat* », DW. [En ligne] Consulté le 3 mars 2023. URL : <https://www.dw.com/en/bin-ladens-killing-is-not-death-knell-for-al-qaeda/a-15078778>

³⁵ Open society foundations, awarded grants, Freedom House. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : https://www.opensocietyfoundations.org/grants/past?filter_keyword=freedom+house

³⁶ Revoir le CHAPITRE 1 sur le rôle des ONG dans les « révolutions de couleurs ».

seule grande puissance mondiale dans le siècle à venir et, par conséquent, augmenter considérablement le budget de la Défense. Il y avait pour mission primordiale de « défier les régimes hostiles » aux intérêts et aux valeurs de l'Amérique³⁷. Ce groupe de réflexion impacta énormément la politique étrangère de l'administration du président George W. Bush³⁸. Abrams est membre du conseil d'administration de la National Endowment for Democracy (NED), une ONG ayant également participé aux « révolutions de couleurs »³⁹. Il a été impliqué auparavant dans le scandale de l'Iran-Contra (Irangate) sur le trafic d'armes illégal approuvé par Reagan à destination de l'Iran pour financer les Contras au Nicaragua. Il est membre du Council on Foreign Relations (CFR).

Richard Perle. Conseiller du Pentagone dans les années 2000. Membre du PNAC et de l'American Enterprise Institute (AEI)⁴⁰. Ce think tank prônait la limitation des actions de l'État dans l'économie en défendant une ligne interventionniste des États-Unis à l'étranger⁴¹.

³⁷ VOIR ANNEXE 32.

³⁸ BOURGOIS Pierre, « Retour sur le *Project for the New American Century* (1997-2006) et le « moment néoconservateur » post-Guerre froide », *Politique américaine*, 2018/2 (N° 31), p. 173-198. DOI : 10.3917/polam.031.0173. URL : <https://www.cairn.info/revue-politique-americaine-2018-2-page-173.htm>

³⁹ National Endowment for Democracy (Feb 2, 2023) « NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY ANNOUNCES APPOINTMENT OF NEW BOARD MEMBERS ». [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.ned.org/national-endowment-for-democracy-announces-appointment-of-new-board-members/>

⁴⁰ American Enterprise Institute, Richard Perle. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20060206193309/http://www.aei.org/scholars/scholarID.49/scholar.asp>

⁴¹ ROSE David (Feb 24, 2014) « *Why Was the Dalai Lama Hanging Out with the Right-Wing American Enterprise Institute ?* ». Vanityfair. [En

Kenneth Adelman. Ambassadeur des Nations Unies et directeur du contrôle des armements pour le président Ronald Reagan. De 1975 à 1977, il a été assistant du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld⁴². Il faisait partie de ceux qui ont le plus milité pour l'intervention militaire en Irak en 2003, au nom de la lutte contre « l'Axe du mal »⁴³.

Midge Decter. Journaliste néoconservatrice américaine. Elle a été la biographe de Donald Rumsfeld et membre du PNAC. Elle fait partie des premiers signataires de la « déclaration de principe »⁴⁴.

Frank Gaffney. Fondateur du groupe de réflexion Center for Security Policy (CSP)⁴⁵ axé sur la sécurité nationale, considéré comme très à droite et très critique envers l'islam⁴⁶.

Bruce P. Jackson. Ancien officier du renseignement militaire américain et ancien vice-président de la première compagnie américaine et mondiale d'armement, Lockheed Martin. Un « initié du complexe militaro-industriel ». Il a créé, avec l'encouragement des responsables de la Maison-Blanche, un groupe appelé le Comité pour la libération de l'Irak ayant plaidé en faveur de la guerre en

ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.vanityfair.com/culture/2014/02/dalai-lama-american-enterprise-institute>

⁴² Ken Adelman, about. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.kenadelman.com/about/>

⁴³ ADELMAN Ken (feb 13, 2002) « *Cakewalk in Iraq* ». Washington Post. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/2002/02/13/cakewalk-in-iraq/cf09301c-c6c4-4f2e-8268-7c93017f5e93/>

⁴⁴ Project for the New American Century, Statement of Principles, June 3, 1997. (op. cité).

⁴⁵ En français, Centre de politique de sécurité.

⁴⁶ C-Span, organization, Center Security Policy. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.c-span.org/organization/?12123/Center-Security-Policy>

2003. Ensuite, il a été président du comité américain sur l'OTAN⁴⁷. Pour finir, Bruce Jackson est membre du CFR⁴⁸.

Michael Ledeen. Nous allons traiter assez longuement de ce personnage tant son *curriculum vitae* est considérable. Il a été l'assistant spécial du secrétaire d'État de l'époque, Alexander Haig, de 1981 à 1982. Ancien consultant du National Security Council (NSC)⁴⁹ du Département d'État et du Département de la Défense américain. Il est également membre du think tank American Enterprise Institute (AEI) où il travaille avec Richard Perle. Ledeen est aussi éditorialiste pour la revue conservatrice *National Review*, celle-là même cocrée par James Burnham⁵⁰. Il est aussi boursier au Center for Strategic and International Studies (CSIS) de la Georgetown University. Toujours dans les années 1980, Ledeen a régulièrement collaboré avec les services de renseignement italiens, le SISMI⁵¹, où il porta le cryptonyme de Z-3. Le SISMI avait des connexions, à travers son dirigeant de l'époque Francesco Pazienza,

⁴⁷ SILVERSTEIN Ken (Sept. 17, 2015) « *How to Make Millions by Selling War* ». Vice. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.vice.com/en/article/avygkx/how-to-make-millions-by-selling-war-917>

⁴⁸ Council on Foreign Relations, Membership Roster, Bruce P. Jackson. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

⁴⁹ Le National Security Council (NSC) ou Conseil de sécurité nationale est une organisation administrative dépendant directement du président des États-Unis. Son rôle est de conseiller, de coordonner et d'impulser sur les sujets de politique étrangère, de sécurité nationale, et plus largement sur l'ensemble des questions stratégiques.

⁵⁰ Revoir le CHAPITRE 1 sur James Burnham.
National Review, author, Michael Ledeen. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.nationalreview.com/author/michael-ledeen/>

⁵¹ Servizio per le Informazioni e la Sicurezza Militare (SISMI) ou Service de renseignements et de la sécurité militaire.

avec la Loge P2⁵² ainsi qu'avec le réseau *stay-behind* Gladio qui dépendait de l'OTAN⁵³. Le SISMI fut impliqué dans de nombreuses

⁵² La loge P2 ou Propaganda Due, est une loge maçonnique italienne regroupant des personnalités influentes qui était dirigée durant les années de plomb par le Grand Maître Licio Gelli. La loge P2 fut impliquée dans diverses activités criminelles et de corruption. Elle avait également des accointances avec la Mafia et le réseau Gladio. En 1981, le parlement italien finit par interdire la loge. L'un de ses membres emblématiques était un certain Silvio Berlusconi.

Licio Gelli (1919-2015) avait été adhérent du parti néofasciste Mouvement Social Italien (MSI), avant d'intégrer la loge P2 en 1970. Il fut soupçonné d'avoir trempé dans plusieurs affaires de terrorisme dans les années 1970, mais sa culpabilité n'a pas été prouvée. En 1992, la justice italienne le condamne à 18 ans et demi de prison pour son rôle dans la banqueroute de la banque Ambrosiano. Au moins une dizaine d'enquêtes a été ouverte contre lui, notamment pour son association avec la Mafia. Il a vécu en résidence surveillée dans sa villa de Toscane jusqu'à sa mort. Il était surnommé le « Marionnettiste ». Réf. :

Le Temps (16 décembre 2015) « *Mort de Licio Gelli, figure rayonnante et trouble d'une certaine Italie* ». [En ligne] Consulté le 7 mars 2023. URL : <https://www.letemps.ch/monde/mort-licio-gelli-figure-rayonnante-trouble-dune-certaine-italie>

⁵³ Gladio (en français, Glaive) est un réseau paramilitaire italien appartenant aux cellules clandestines créées et coordonnées par l'OTAN appelées *stay-behind*, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale. Ces cellules clandestines présentes dans les pays d'Europe de l'Ouest - en lien surtout avec la CIA et le MI6 - ont été montées initialement pour combattre une éventuelle occupation soviétique en cas de guerre avec l'URSS. Cependant, elles ont été utilisées dans le cadre de la « stratégie de la tension » visant à créer un climat de terreur (attentats terroristes) pour influencer sur la population. Par réaction, elle opérerait pour un régime fort et d'orientation atlantiste, en votant notamment lors des élections italiennes pour le parti Démocratie Chrétienne (DC). En somme, il s'agissait d'actions subversives, d'opérations psychologiques et d'un terrorisme d'État. Au sein du réseau Gladio, nous retrouvons des néofascistes italiens, les services secrets italiens, la loge maçonnique P2, ainsi que la CIA et d'autres services de renseignement, mais aussi la Mafia. Réf. :

affaires durant les années de plomb que connut l'Italie, dont l'attentat sous faux drapeau de Bologne en 1980 faisant 85 morts. Le but de ce type d'attentat perpétré par les services secrets italiens en lien avec la CIA et l'OTAN, étaient de semer la terreur au sein de la population pour faire porter après la responsabilité de ces attentats sur les communistes dans le but de les discréditer⁵⁴. Lors de la campagne présidentielle américaine de 1980, Ledeen a manœuvré pour faire perdre l'élection au président démocrate Jimmy Carter, candidat à sa réélection. En tant que correspondant à Rome pour le journal *The New Republic*, il publia, avec le journaliste Arnaud de Borchgrave⁵⁵, de fausses informations (fake news) sur son frère Bill Carter. Le frère du président aurait reçu 50 000 dollars en plus du prêt accordé de 220 000 dollars de la part du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et avait rencontré secrètement le chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Yasser Arafat. Cette entreprise de désinformation, connue sous le nom de Billygate, devait le faire passer pour un corrompu ayant des sympathies avec une organisation considérée par les États-Unis comme terroriste. Elle a entaché par ricochet le président Carter et favorisé l'élection de

GANSER Daniele, *Les Armées Secrètes de l'OTAN - Réseaux Stay Behind, Opération Gladio et Terrorisme en Europe de l'Ouest*, Éditions Demi-Lune, 2007.

⁵⁴ 1950 - 1990 : le scandale des armées secrètes de l'OTAN, documentaire réalisé par Emmanuel AMARA (2011, France, France 5), diffuseur France 5. Disponible sur internet.

⁵⁵ Arnaud Charles Paul Marie Philippe de Borchgrave (1926-2015) était un journaliste belgo-américain qui occupa les postes de directions du quotidien conservateur Washington Times et de l'agence de presse internationale américaine, United Press International (UPI). De Borchgrave a joué un rôle clé dans la vente des actifs d'UPI à la société New World Communication, contrôlée par l'Église de l'Unification, la secte sud-coréenne du révérend Sun Myung Moon. Il a été médaillé chevalier de la légion d'Honneur en 2014.

CNN Money (May, 15 2000) « *UPI name, assets sold* ». [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://money.cnn.com/2000/05/15/deals/upi/>

Ronald Reagan⁵⁶. Le SISMI a aussi pris part à cette machination. Selon les déclarations de Francesco Pazienza, Ledeen aurait reçu, entre 1981 et 1982, 120 000 dollars du SISMI pour ses services rendus, notamment sur le Billygate⁵⁷. Ledeen a participé à une autre entreprise de désinformation appelée « la connexion bulgare » où il a tenté d'établir que Mehmet Ali Ağca, le terroriste ayant tiré sur le Pape Jean-Paul II en 1981, avait reçu ses ordres de l'Union soviétique par le biais des communistes bulgares. Ce qui était erroné car Ağca faisait partie d'un groupe d'extrême droite néofasciste turc appelé les Loups gris⁵⁸, la branche paramilitaire du Parti du

⁵⁶ UGER Craig (October 17, 2006) « *The War They Wanted, The Lies They Needed* », Vanity Fair. [En ligne] Consulté le 8 mars 2023. URL : <https://www.vanityfair.com/news/2006/07/yellowcake200607>

⁵⁷ CALVI Fabrizio, SCHMIDT Olivier, *Intelligences secrètes : Annales de l'espionnage*, Éditions Hachette, Paris, 1988.

⁵⁸ Les Loups gris ou Bozkurtlar est une organisation ultranationaliste turque considérée comme néofasciste, anticommuniste, ethno-nationaliste responsable de plusieurs assassinats, d'actes terroristes, ainsi que de tentatives de coups d'État en Turquie et à l'étranger. Elle cible particulièrement les groupes ethniques « non turcs » comme les Alaouites, les Kurdes, les Arméniens, les chrétiens et des intellectuels de la gauche turque. Des membres de Loups gris ont participé aux deux guerres de Tchétchénie dans les années 1990 contre les forces russes et à la guerre au Haut-Karabagh aux côtés de l'Azerbaïdjan contre les Arméniens. Loups gris soutient également la cause des Ouïghours persécutés au Xinjiang (région chinoise) appelé le « Turkestan oriental ». Loups gris est plus connue officiellement sous l'appellation de « Jeunesse idéaliste » (Ülkü Ocakları) qui est la branche militaire du Parti du mouvement nationaliste (MHP). Enfin, Loups Gris a été créé par Alparslan Türkeş (1917-1997). Une des figures politiques du panturquisme, président et fondateur du MHP.

CUNNINGHAM Susan (Aug. 24, 2015) « *Thailand's Shrine Bombing - The Case For Turkey's Grey Wolves* », Forbes. [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://www.forbes.com/sites/susancunningham/2015/08/24/thailands-shrine-bombing-the-case-for-turkeys-grey-wolves/?sh=bad3455d3f7>

mouvement nationaliste (MHP)⁵⁹. De plus, les Loups gris, par l'intermédiaire d'un de ses membres actifs Abdullah Çatlı, avaient des connexions aussi bien avec la Mafia turque, les services de renseignement turcs (MÎT)⁶⁰, qu'avec Gladio⁶¹. Ledeen, tout comme

KEDDIE Patrick (24 Nov. 2020) « *France has banned the 'Grey Wolves' – but who are they ?* », Al Jazeera. [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://www.aljazeera.com/features/2020/11/24/france-has-banned-the-grey-wolves-but-who-are-they>

⁵⁹ Le Parti du mouvement nationaliste (*Milliyetçi Hareket Partisi*, MHP) est un parti politique turc fondé par Alparslan Türkeş (1917-1997). Le MHP est considéré comme appartenant à l'extrême droite et défendant une ligne ultranationaliste, le panturquisme, et un islam très conservateur. Dans le cadre des élections présidentielles et législatives de 2018, le MHP s'est allié avec le Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP), contribuant ainsi à la victoire de Recep Tayyip Erdoğan. Le MHP appartient à la coalition électorale l'Alliance populaire (*Cumhur İttifakı*) avec l'AKP, ce qui permet au président Erdoğan d'avoir une majorité à la Grande Assemblée nationale de Turquie.

France culture (9 juillet 2021) « *Turquie : Sainte-Sophie instrument de l'islamo-nationalisme* » Radio France. [En ligne] Consulté le 8 mars 2023. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/grand-reportage/turquie-sainte-sophie-instrument-de-l-islamo-nationalisme-9435152>

⁶⁰ Millî İstihbarat Teşkilatı (MÎT) ou Organisation nationale de renseignement.

⁶¹ Abdullah Çatlı (1956-1996) était devenu le numéro 2 de Loups gris en 1978. Il était en lien avec le réseau Gladio, et était étroite relation avec la Mafia turque dans le trafic de drogue. Ce serait la Mafia turque qui aurait commanditée l'attentat contre le Pape Jean-Paul II. Abdullah Çatlı travaillait également avec la police turque et avec le MÎT, les services de renseignement turcs, dans le cadre d'opérations anti-terroristes conduites contre les Kurdes du PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*), le Parti des travailleurs du Kurdistan. Il meurt en 1996 dans un accident de voiture. Réf. :

Milliyet (23/07/1997) « Eken: Çatlı MÎT'e çalıştı ». [En ligne] Consulté le 10 mars 2023. URL : <https://www.milliyet.com.tr/the-others/eken-catli-mite-calisti-5391069>

Elliott Abrams, fut aussi impliqué dans le scandale de l'Iran-Contra où il aurait été « une figure clé » de l'approche américaine avec les dirigeants iraniens en 1985 pour pouvoir entamer les négociations sur la livraison d'armes⁶². Enfin, il a été un ardent partisan de la guerre en Irak, de la déstabilisation de l'Iran, de la Syrie, du Liban et même de l'Arabie saoudite⁶³ dans le cadre de la doctrine du « Grand Moyen Orient » voulue par le président George W. Bush et les néoconservateurs américains. Elle consistait à mettre la main sur les ressources pétrolières dans la région tout en y installant des bases militaires américaines pour en garder le contrôle⁶⁴.

R. James Woolsey. L'ancien directeur de la CIA qui non-content de piloter la Freedom House, est impliqué dans l'ACPC⁶⁵. James

LEE Martin A. (Mars 1997) « *Les liaisons dangereuses de la police turque* » Le monde diplomatique. [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/1997/03/LEE/4621>

NEZAN Kendal (Juillet 1998) « *La Turquie, plaque tournante du trafic de drogue* », Le monde diplomatique. [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/1998/07/NE-ZAN/3839>

⁶² BABCOCK Charles R. (July 5, 1987) « *KEY IRAN-CONTRA FIGURE LEDEEN MIGHT NOT TESTIFY* » Washington Post. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1987/07/05/key-iran-contra-figure-ledeen-might-not-testify/3925ce79-61f0-46ec-a5e6-83650fd88944/>

⁶³ UGER Craig, Vanity Fair (Op. cité).

⁶⁴ ACHCAR Gilbert (avril 2004) « *Greater Middle East: the US plan* », Le monde diplomatique. [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://mondediplo.com/2004/04/04world>

⁶⁵ LAUGHLAND John (8 Sept 2004) « *The Chechens' American friends* ». The Guardian. [En ligne] Consulté le 6 mars 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2004/sep/08/usa.russia>

Woolsey est aussi administrateur à vie de l'Atlantic Council⁶⁶ et membre du CFR⁶⁷.

Et pour finir, *last but not least*, **William Kristol** et **Robert Kagan**, les fondateurs du Project for the New American Century (PNAC)⁶⁸. Robert Kagan est aussi le mari de Victoria Nuland⁶⁹.

Le rôle de l'ACPC devait, sous couvert d'apporter une résolution de paix lors de la Deuxième guerre de Tchétchénie (1999-2000), soutenir médiatiquement et diplomatiquement la cause des séparatistes tchétchènes. Sa mission était de dépeindre la Russie de Poutine comme un pays antidémocratique violant les droits de l'homme. Dans sa communication, la crise tchétchène est comparée à la guerre en Bosnie et au Kosovo. Cela laissait entendre que seule une intervention internationale pouvait ramener la paix dans le Caucase. Cette communication offensive devait faire pression sur Moscou pour parvenir à une solution politique plutôt que militaire au conflit. En d'autres termes, négocier avec les séparatistes tchétchènes pour obtenir une paix qui avantagerait ces derniers. En soutenant les séparatistes tchétchènes de manière subreptice, les États-Unis espéraient donc affaiblir la Russie et s'implanter durablement dans le Caucase. L'objectif à long terme était de faciliter l'accession aux ressources naturelles de cette région par les conglomérats occidentaux, quitte à coopérer avec des partenaires trempant pour certains

⁶⁶ Atlantic Council, Lifetime Directors, R. James Woolsey. [En ligne] Consulté le 4 avril 2023. URL : <https://www.atlantic-council.org/about/board-of-directors/>

⁶⁷ Council on Foreign Relations, Membership Roster, Robert James Woolsey Jr. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

⁶⁸ Voir ANNEXE 33, image 41.

⁶⁹ Revoir le CHAPITRE 1 sur Victoria Nuland.

Brookings (September 4, 2014) « *The POLITICO 50: Robert Kagan and Victoria Nuland* ». [En ligne] Consulté le 24 mars 2023. URL : <https://www.brookings.edu/opinions/the-politico-50-robert-kagan-and-victoria-nuland/>

dans la criminalité, la Mafia, voire avec le terrorisme islamiste. Revenons quelques années en arrière pour comprendre le contexte. À la suite de l'effondrement de l'URSS et devant la fragilité de la toute jeune Fédération de Russie, la montée des mouvements séparatistes dans le Caucase, particulièrement en Tchétchénie, était au plus fort de son activité. D'autant plus qu'ils recherchaient des appuis extérieurs afin de pérenniser leur indépendance après la proclamation de la République tchétchène d'Itchkérie en 1991. Cette assistance allait se faire plus pressante, surtout après la victoire des sécessionnistes contre les troupes russes aux sorties de la Première guerre de Tchétchénie (1994-1996). Il en résultait que la République tchétchène d'Itchkérie était *de facto* indépendante, même si *de jure*, elle était sous l'autorité de Moscou.

Dans ce climat agité de 1991, les séparatistes tchétchènes avaient donc besoin d'atteindre la pleine souveraineté économique ainsi que la reconnaissance internationale. Il ne restait plus qu'aux Américains de leur tendre la main pour accomplir ces desseins et c'est ce qui arriva en 1992. Les États-Unis avaient en effet reçu sur leur sol le président tchétchène, Djokhar Doudaïev⁷⁰. Ce dernier cherchait des appuis en Occident pour faire importer dans son pays du matériel nécessaire à l'extraction et au raffinage du pétrole. Il suggérait auprès de ses partenaires de développer l'idée d'une Confédération des peuples montagnards du Caucase, dégagée de toute influence russe. Une confédération regroupant le district fédéral du Caucase du Nord

⁷⁰ Djokhar Doudaïev (1944-1996) a été le président de la République Tchétchène d'Itchkérie de 1991 à 1996. Le 21 avril 1996, alors qu'il s'entretenait par téléphone satellite avec l'envoyé russe Konstantin Borovoi au sujet de l'établissement de pourparlers de paix avec Eltsine, il aurait été tué au cours de l'appel téléphonique par un missile guidé par signal tiré d'un chasseur à réaction russe. Aslan Maskhadov le succède après sa victoire aux élections présidentielles anticipées de 1997.

PELTON Robert Young, (March 3, 2012) « *Kill the Messenger* », Foreign Policy. [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : <https://foreign-policy.com/2012/03/03/kill-the-messenger/>

(appartenant à la Russie)⁷¹ et l'Abkhazie (région séparatiste de la Géorgie, située à l'extrême nord-ouest du pays)⁷². Mais le projet se heurta aux réticences des autres pays du Caucase et ne resta qu'au stade d'ébauche. En 1994, dans le cadre de cette recherche de souveraineté à la fois économique et de cette reconnaissance internationale, le président Doudaïev et le gouvernement tchéchène avaient décidé d'émettre leur propre monnaie et leurs passeports pour les citoyens de la République tchéchène d'Itchkérie⁷³. Le gouverneur de la Banque nationale de la République tchéchène de l'époque, Usman Kasimovich Imaev, avait la charge du projet d'impression de la monnaie nationale, le *nakhar*⁷⁴. Il s'était tourné vers le groupe

⁷¹ Le district fédéral du Caucase du Nord regroupe sept entités de la Fédération de Russie : la République du Daghestan, la République d'Ingouchie, la République de Kabardino-Balkarie, République de Karatchaïévo-Tcherkessie, la République d'Ossétie du Nord, le Kraï (territoire) de Stavropol et la République de Tchétchénie.

⁷² Suite à la guerre russo-géorgienne de 2008 se soldant par une victoire de la Russie, l'Abkhazie est devenue *de facto*, et au même titre que l'Ossétie du Sud-Alanie, un État indépendant de la Géorgie, sous protectorat russe, mais non reconnu internationalement.

⁷³ WOOD Tony, *Chechnya - The Case for Independence*, Verso, United Kingdom, 2007.

⁷⁴ Le *nakhar* ou *naxar* ou encore *nahar* (en tchéchène, *нахар*) était l'unité monétaire donnée à la monnaie nationale de la République tchéchène d'Itchkérie. Ce mot vient de l'Antiquité, les Tchétchènes appelaient l'argent ou les pièces de monnaie en utilisant le terme « *nakhar* ». Réf. : ROMATCHEV Roman V., « Финансовый суверенитет » Чеченской Республики Ичкерия », *Muzey Deneg* (Musée de la monnaie – Moscou). [En ligne] Consulté le 15 mars 2023. URL : <http://muzeydeneg.ru/research/finansovyy-suverenitet-chechenskoy-respubliki-ichkeriya/>

NOTE : L'URL ci-dessus correspond au lien du site officiel du musée de la Monnaie à Moscou. Adresse : *Muzey Deneg* (Музей денег), Leningradskoye Hwy, 59, Moscow, Russia, 125195.

d'imprimerie français Oberthur Fiduciaire⁷⁵. Le contrat de la Banque nationale de Tchétchénie avec la société prévoyait à terme une commande de 100 millions de nakhars en plusieurs coupures. Le groupe d'Oberthur aurait été représenté par son directeur général adjoint, Jean-Claude Tillon. Des modèles de billets ont été présentés et la nouvelle monnaie devait être introduite en Tchétchénie début 1995. Cependant, le contrat aussi bien pour l'impression des billets que pour les passeports ne fut pas signé pour plusieurs explications. Tout d'abord, le déclenchement de la Première guerre de Tchétchénie, le 11 décembre 1994, puis le manque de financement, mais aussi la pression russe exercée sur la France⁷⁶. Dans cette situation, les autorités tchéchènes se sont adressées à d'autres fournisseurs. Il serait question de la société allemande Giesecke & Devrient GmbH⁷⁷. Cette dernière aurait imprimé pour 100 tonnes de billets de banque, mais seulement des billets en coupures de 1, 3 et 5 nakhars. Pourtant, les billets ne furent pas livrés aux autorités tchéchènes en raison des réticences du fait que la Russie avait placé les leaders de la République tchéchène d'Itchkérie sur la liste des terroristes. Cela aurait exposé ces sociétés occidentales à participer à des activités illégales et donc à des poursuites pénales. En 1997, après la guerre, les autorités tchéchènes ont tenté une nouvelle fois de se débarrasser du rouble⁷⁸ pour introduire leur monnaie nationale via « une presse secrète en Grande-Bretagne ». Il s'agirait de l'entreprise d'impression anglaise De la Rue⁷⁹. Il était prévu un taux de change de 1 pour 1 par

⁷⁵ Le groupe privé français Oberthur Fiduciaire, anciennement François-Charles Oberthur, est spécialisé dans l'impression de documents sécurisés et de billets de banque. Il est contrôlé par la famille Savare.

⁷⁶ ROMATCHEV Roman V. (op. cité).

⁷⁷ GORLICKA Sylwia (op. cité), page 77-79

⁷⁸ Le rouble est l'unité monétaire de la Fédération de Russie.

⁷⁹ De La Rue est considérée comme « le plus grand fabricant de billets de banque commercial au monde ». L'entreprise est également citée dans l'affaire des Panama Papers pour avoir engagé un homme d'affaires de New Delhi afin de l'aider à remporter des appels d'offres en Inde en échange d'une commission de 15 %.

rapport au dollar et au mark⁸⁰. Seulement, la Tchétchénie ne disposait plus de réserve d'or pour soutenir la nouvelle monnaie en plus d'avoir une partie de son économie infiltrée par les organisations mafieuses. La monnaie est restée scellée dans des coffres en Grande Bretagne jusqu'à ce que les forces de la Fédération de Russie reprennent Grozny en 1999, lors de la Deuxième guerre de Tchétchénie⁸¹. Un autre contact était tout aussi désireux de travailler avec les occidentaux et qui deviendra le premier vice-Premier ministre sous le président Doudaïev, le chef de la mafia tchéchène Khozh-Ahmed Noukhayev alias « Khozha ». Ce dernier voulait créer un Marché commun du Caucase tourné vers l'Occident⁸². Pour réaliser cette entreprise, Noukhayev a noué des liens étroits avec un homme

IVER Vaidyanathan P. (April 7, 2016) « *Panama Papers: Currency maker De La Rue offered payoff for its India deal* », The Indian Express. [En ligne] Consulté le 16 mars 2023. URL : <https://indianexpress.com/article/india/india-news-india/panama-papers-currency-maker-offered-payoff-for-its-india-deal/>

⁸⁰ BROWNING Lynnley (26 avril 1997) « *Chechnya's New Secret Weapon, the Nakhar* ». The Moscow Times. [En ligne] Consulté le 16 mars 2023. URL : <https://www.themoscow-times.com/1997/04/26/chechnyas-new-secret-weapon-the-nakhar-a308001>

⁸¹ DEROUEN Karl, HEO Uk, *Civil Wars of the World : Major Conflicts since World War II* (2 Volume set), ABC-CLIO, 1st Edition, 2007, page 639.

⁸² Il existe un film documentaire sorti en 1999 et réalisé par Jos de Putter traitant de Khozh-Ahmed Noukhayev où il développe ses idées sur l'avenir de la Tchétchénie. Le titre du film se nomme : *The Making of a New Empire*.

Source : <https://www.josdeputter.com/the-making-of-a-new-empire> [Consulté le 28 mars 2023].

NOTE : Le film est disponible avec les sous-titres en anglais sur la plateforme ok.ru :

« Создание империи. Хож-Ахмед Нухаев ». Posté le 26 novembre 2017. URL : <https://ok.ru/video/365782567454> [Consulté le 29 mars 2023].

d'affaires saoudien qui va jouer un rôle important dans la mise en relation des élites tchétchènes avec les élites américaines et britanniques, Adnan Khashoggi⁸³. Khashoggi collaborait avec plusieurs grands groupes américains de l'armement comme Lockheed, Northrop ou Raytheon⁸⁴. Il représentait aussi les intérêts du Saudi Binladin Group, fondé par Mohammed ben Laden, le père du futur chef d'Al-Qaïda, Oussama ben Laden. Khashoggi avait présenté Nouk-hayev à son co-investisseur et conseiller de Carlyle Group⁸⁵,

⁸³ Voir ANNEXE 34, image 42.

⁸⁴ Adnan Khashoggi (1935-2017) était tout comme le mafieux japonais Yoshio Kodama, un important partenaire de la CIA. Il servait d'intermédiaire pour de la réalisation de contrats entre les entreprises américaines de l'armement et l'Arabie saoudite. À chaque contrat signé, il touchait sa commission occulte. Lockheed avoua avoir versé à Khashoggi 106 millions de dollars de commissions entre 1970 et 1975.

HARTUNG William D., *Prophets of War : Lockheed Martin and the Making of the Military-Industrial Complex*, Nation Books, New York, 2011, page. 26. Cité dans : SCOTT Peter Dale, *L'État profond américain – La finance, le pétrole et la guerre perpétuelle*, éditions Demi-Lune, Plogastel-Saint-Germain (France), 2015, page 218.

⁸⁵ Le Carlyle Group ou Groupe Carlyle est une société de gestion d'actifs américaine et de réputation mondiale, créée en 1987. Le groupe investit dans de nombreux domaines d'activités tel que l'aéronautique et la défense. On compte dans ses investisseurs la famille Ben Laden avant que celle-ci ne liquide ses avoirs peu de temps après le 11 septembre 2001. Parmi les dirigeants du Groupe Carlyle, nous retrouvons l'ancien président américain George H. W. Bush ou encore Olivier Sarkozy, le demi-frère de Nicolas Sarkozy. Le Groupe Carlyle compte aussi comme investisseur un certain George Soros.

EICHENWALD Kurt (Oct. 26, 2001) « *Bin Laden Family Liquidates Holdings With Carlyle Group* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2001/10/26/business/bin-laden-family-liquidates-holdings-with-carlyle-group.html>

CLOUTIER Jean-François (16 février 2016) « *Jacques Villeneuve vend pour 7,2 M\$* » Le journal de Québec. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <https://www.journaldequebec.com/2019/02/15/jacques-villeneuve-vend-pour-72m>

l'ancien secrétaire d'État américain et néoconservateur James Baker. Noukhayev a rencontré par la suite l'ancienne première ministre du Royaume-Uni, Margaret Thatcher⁸⁶, Zbigniew Brzezinski et le président de la Banque Mondiale James Wolfensohn, pour traiter de ce projet de holding. Le poste de président du conseil d'experts de l'organisation du Marché commun du Caucase serait confié quant à lui, à un certain Jacques Attali⁸⁷. Celui-ci était à l'époque le premier président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)⁸⁸, mais dû démissionner en 1993 en raison du

⁸⁶ Voir ANNEXE 34, image 43.

⁸⁷ Jacques Attali est l'ancien conseiller spécial de François Mitterrand. Il est aussi surnommé « l'homme qui murmure à l'oreille des présidents » (Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande). Il a appuyé la candidature d'Emmanuel Macron à la présidentielle de 2017. En 2008, Emmanuel Macron, alors simple inspecteur des finances, connaissait très bien Jacques Attali puisqu'il a été le coauteur du rapport de la Commission Attali sur la libération de la croissance adressé au président de la République de l'époque Nicolas Sarkozy. Attali plaide depuis des années pour l'établissement d'une gouvernance mondiale qui serait, selon lui, la solution pour résoudre les crises du monde actuel. Nous pouvons dire que c'est le porte-parole du mondialisme en France.

BISEAU Grégoire (09/12/2014) « *Attali, l'homme qui murmure à l'oreille des présidents* », Libération. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : https://www.liberation.fr/france/2014/12/09/attali-l-homme-qui-murmure-a-l-oreille-des-presidents_1160437/

LEGENDRE Raphaël (22 janvier 2008) « *Le rapport Attali, aux sources du macronisme* », L'Opinion. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <https://www.lopinion.fr/economie/le-rapport-attali-aux-sources-du-macronisme>

P. Jean-Claude (30/12/2008) « *Jacques Attali : vers une gouvernance mondiale* » Le Temps. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <https://www.letemps.ch/jacques-attali-vers-une-gouvernance-mondiale>

⁸⁸ EVANGELISTA Matthew, *The Chechen Wars: Will Russia Go the Way of the Soviet Union ?* Brookings Institution Press, U.S.A., 2002, page 54.

scandale révélant ses dépenses d'apparat⁸⁹. Jacques Attali avait d'ailleurs, lui aussi, rencontré Khozh-Ahmed Noukhayev en présence de l'ancien diplomate soviétique Boris Dimitrievitch Pan-
kine⁹⁰. L'intérêt pour les séparatistes tchéchènes était de pouvoir intégrer le système financier et bancaire mondial pour permettre à la Tchétchénie d'être économiquement indépendante, de ne plus dépendre de la Russie et, progressivement, d'avoir cette reconnaissance internationale tant convoitée. Noukhayev était très ambitieux, il voulait créer un oléoduc transcaucasien qui contournerait la Russie et l'Iran pour alimenter l'Europe centrale, en espérant aussi toucher les dividendes. Début 1997, la Tchétchénie annonce le lancement d'un projet évalué à 3 milliards de dollars pour la relance de l'industrie pétrolière, un pipeline transcaucasien et un complexe de raffinerie dont Noukhayev fait la promotion aux États-Unis, en tant que premier vice-Premier ministre de la Tchétchénie⁹¹. Le 13 octobre 1997, Noukhayev et le nouveau président de la République tché-
chène d'Itchkérie Aslan Maskhadov, accueillent à Grozny, la capi-
tale de la Tchétchénie, une délégation anglaise composée de : Lord McAlpine⁹², membre de la Chambre des Lords britannique ; Francis Pike, de la banque d'investissement Peregrine basée à Hong Kong ; Patrick Robertson, directeur de la société britannique Robertson and

⁸⁹ En 1993, Jacques Attali a été contraint de démissionner de son poste de président de la BERD en raison d'un scandale dans lequel il a été découvert que la BERD dépensait davantage pour ses propres besoins plutôt que de soutenir les pays d'Europe de l'Est, alors que c'était sa mission principale. On peut citer l'exemple que 100 millions de dollars ont été dépensés pour l'ameublement du siège de la BERD de Londres.

⁹⁰ Voir ANNEXE 34, image 44.

⁹¹ BOUSTANY Nora (26 février 1997) « *A VISIT FROM THE MEN (ONLY) WHO NOW RULE AFGHANISTAN* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 10 mars 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1997/02/26/a-visit-from-the-men-only-who-now-rule-afghanistan/a9b71b59-4365-4240-86ea-da1fd7717447/>

⁹² Lord McAlpine a servi pendant 15 ans, sur nomination par le Premier ministre Margaret Thatcher, en tant que trésorier du Parti conservateur britannique.

Associates ; et Imram Khan, le chef du parti pakistanais Mouvement du Pakistan pour la justice (PTI)⁹³. Toutes ces personnes avaient des liens plus ou moins étroits avec la riche famille anglaise d'origine allemande Goldsmith (en allemand, Goldschmidt)⁹⁴. La délégation devait signer un protocole d'intention sur la création d'un consortium international, le Transcaucasus Energy Company (TCEC). Il impliquerait des banques d'investissement et les institutions financières internationales⁹⁵. Le gouvernement d'Itchkérie proposait quant à lui, un bail de la partie de l'oléoduc traversant le territoire

⁹³ Imram Khan est devenu le Premier ministre du Pakistan de 2018 à 2022.

⁹⁴ Lord McAlpine était un proche du politicien Sir James Goldsmith au sein du Referendum Party. Francis Pike s'était marié avec la fille de Marcus Birley et d'Annabel Goldsmith, India Jane Birley. Patrick Robertson était auparavant directeur du personnel et assistant de Sir James Goldsmith. Imram Khan s'est marié Jemima Goldsmith. Par ces liens, cette délégation pouvait représenter les intérêts financiers de la famille Goldsmith lors des négociations avec le gouvernement tchéchène. Les Goldschmidt sont une famille de banquiers et financiers juive d'origine allemande depuis le XVI^e siècle. Au cours de leur histoire, les Goldschmidt se sont mariés avec d'autres familles de la haute banque comme avec les Rothschild. Nous pouvons citer l'exemple du banquier Maximilian von Goldschmidt-Rothschild (1843-1940), né de l'union de Benedict Hayum Salomon Goldschmidt et de Minna Caroline von Rothschild.

The Rothschild Archive, Related family papers: Goldschmidt-Rothschild family. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <https://guide-to-the-archive.rothschildarchive.org/rothschild-family-collection/depts/related-family-papers/related-family-papers-goldschmidt-rothschild-family>

⁹⁵ Selon la Jamestown Foundation, peu de temps avant la présentation du projet du Fonds d'investissement du Caucase qui était le principal organisme financier du *Marché commun du Caucase*, Noukhayev avait rencontré la baronne Margaret Thatcher ainsi qu'un groupe d'une vingtaine de grands financiers et banquiers de la City de Londres. Des membres de la famille Goldsmith étaient présents et ont donné un dîner de gala en l'honneur du parrain de la Mafia tchéchène. Réf. : ROTAR Igor (ci-dessous).

de la Tchétchénie ainsi qu'à ses infrastructures au consortium ou à toute société transnationale permettant au gouvernement tchéchène d'être actionnaire ou co-fondateur⁹⁶. Cette nouvelle configuration allait mettre la Russie sur la touche. À l'avenir, lorsqu'elle transporterait le pétrole de la mer Caspienne vers le port de la mer Noire à Novorossiisk, en direction de l'Europe de l'Ouest, la Russie devrait non seulement traiter avec Grozny, car l'oléoduc traverserait la Tchétchénie⁹⁷, mais en plus, avec un consortium occidental. Du point de vue des élites russes, cela représentait une ingérence inacceptable. Pour eux, la Tchétchénie fait partie de la Russie, et qui plus est, cela représentait une perte d'hégémonie sur le plan économique dans sa sphère d'influence historique qu'est le Caucase. Une perte d'influence pouvant faire des émules. En 1998, le président tchéchène Aslan Maskhadov, avec l'approbation des Britanniques, va manœuvrer pour tenter de séduire les dirigeants de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan pour que ces pays intègrent économiquement le projet de marché commun du Caucase⁹⁸. Le président d'Itchkérie avait même promis aux Britanniques qu'ils bénéficieraient du monopole pour l'extraction du pétrole en Tchétchénie⁹⁹. Mais encore, les compagnies d'énergie américaines allaient pouvoir profiter de ce marché et parachever leur conquête de cette région vitale de la Caspienne ; surtout après avoir réussi à s'implanter en Azerbaïdjan depuis le début des années 1990 au travers du consortium Azerbaïdjan International Operating Compagny (AIOC). Cette entreprise exploitait les

⁹⁶ ROTAR Igor (Dec. 5, 1997) « *Grozny is lobbying for a Caucasus Common Market, hoping the profit motive will force the world community to recognize Chechnya's independence* ». The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <https://jamestown.org/program/grozny-is-lobbying-for-a-caucasus-common-market-hoping-the-profit-motive-will-force-the-world-community-to-recognize-chechnyas-independence/>

⁹⁷ Il s'agit du pipeline transcaucasien Bakou-Grozny-Novorossiisk. L'entreprise russe Transneft est chargée du transport du pétrole.

⁹⁸ EVANGELISTA Matthew (op. cité) pp. 54-55.

⁹⁹ GORLICKA Sylwia (op. cité), page 75.

trois principaux champs pétrolifères du pays : Azeri, Chirag et Guneshli. L'AIOC était composée entre autres de BP (British Petroleum), Unocal, Amoco, Exxon, McDermott, Pennzoil... ainsi que des compagnies pétrolières azéries et étrangères¹⁰⁰. À cette époque, Zbigniew Brzezinski était consultant pour la compagnie pétrolière américaine Amoco¹⁰¹. Appuyé par le président américain Bill Clinton, c'est lui qui avait négocié avec le président azéri, Heydar Aliyev, pour la construction de l'oléoduc¹⁰² contournant la Russie et l'Iran, et passant par la Géorgie puis la Turquie¹⁰³. Le soutien des États-Unis et de la Grande-Bretagne aux séparatistes tchéchènes ne se limitait pas uniquement à un appui diplomatique et économique, mais aussi à un apport logistique voire militaire. En 1997-1998, les relations anglo-russes ont été envenimées par un scandale. Les Russes ont été furieux d'apprendre que la Grande Bretagne avait formé militairement des séparatistes tchéchènes. Des instructeurs – anglais, mais aussi américains – d'une société de sécurité privée britannique ont entraîné des militants tchéchènes à des tactiques de guérilla pour lancer des attaques à la bombe et à la mine contre les troupes de la Fédération de Russie. Ce procédé n'était pas une première au regard de l'histoire. Au XIX^e siècle, pour empêcher la progression de l'empire russe – le *Heartland* – dans le Caucase, l'empire britannique soutenait déjà les rebelles tchéchènes. Des agents britanniques déguisés en journalistes avaient livré, via les côtes de la

¹⁰⁰ Les entreprises américaines Amoco, McDermott, Unocal et Pennzoil représentaient collectivement plus de 40 % du consortium AIOC.

¹⁰¹ Amoco avait pour nom original, la Standard Oil Company (Indiana) créée par le magnat américain John Davidson Rockefeller (1839-1937). Amoco est acquise par BP en 1998.

¹⁰² Il s'agit de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. La maîtrise d'ouvrage a été réalisée notamment par BP.

¹⁰³ MORGAN Dan, et OTTAWAY David B. (Oct 4, 1998) « *Azerbaijan's Riches Alter the Chessboard* » - « *A British 'Coup'* » page 3, The Washington post. [En ligne] Consulté le 13 mars 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/europe/caspian100498c.htm>

mer Noire, des armes aux Tchétchènes pour combattre les Russes. Durant la Première guerre de Tchétchénie (1994-1996), ce sont des officiers des forces spéciales britanniques à la retraite qui ont formé des recrues musulmanes anglaises sur le territoire de Sa Majesté pour aller combattre en Tchétchénie¹⁰⁴. Ce n'était que *bis repetita*.

Le 7 août 1999, près de 2000 militants islamistes, soutenus par la Tchétchénie envahissent la République fédérale russe du Daghestan¹⁰⁵ avec pour objectif d'instaurer une république islamique intégriste¹⁰⁶. Un Daghestan islamique coupé de la Russie et allié d'une Tchétchénie indépendante aurait permis à cette dernière de renforcer sa position dans le Caucase. Elle se traduirait par le contrôle des gisements de pétrole et de gaz du Daghestan, leurs acheminements par pipeline jusqu'à Grozny, ainsi qu'un accès à la mer Caspienne et aux 400 km de littoral du pays. Ce débouché ouvrirait la voie au commerce d'Asie centrale¹⁰⁷ et la Tchétchénie serait par conséquent désenclavée par rapport à sa position géographique et son relief montagneux. Ce scénario aurait parachevé le Marché commun du Caucase si cher aux firmes transnationales occidentales, à Nouk-hayev et aux élites politiques tchétchènes. Parmi les dirigeants de

¹⁰⁴ World view (April 23, 2005) « *Russia, United States : The Chechen War as a Geopolitical Battle* » Rane Corporation – Statfor. [En ligne] Consulté le 14 mars 2023. URL : <https://worldview.stratfor.com/article/russia-united-states-chechen-war-geopolitical-battle>

¹⁰⁵ Les premiers combats ont lieu dans le district montagneux reculé de Botlikh, situé dans le Sud-Ouest du Daghestan. Le district jouxte avec la frontière Sud-Est de la Tchétchénie.

¹⁰⁶ HEARST David (9 Aug 1999) « *Russia on brink of new Caucasus war* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/1999/aug/09/chechnya.david-hearst>

¹⁰⁷ TONEV Nicolas (16 août 1999) « *Le Daghestan, république pauvre mais porte stratégique sur la Caspienne* », Les Echos. [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/1999/08/le-daghestan-republique-pauvre-mais-porte-strategique-sur-la-caspienne-774603>

cette petite armée d'islamistes ayant pris pied au Daghestan, deux d'entre eux retiennent notre attention. Le premier, le saoudien Ibn al-Khattab. Il a fait le djihad en rejoignant les Moudjahidines pour combattre les Soviétiques en Afghanistan où il aurait rencontré Ousama Ben Laden. Il participe ensuite aux différents théâtres de guerre : la Bosnie contre les troupes serbes lors des guerres de Yougoslavie et lors de la Première guerre de Tchétchénie contre les Russes. Le deuxième, le chef de guerre et terroriste tchétchène Shamil Basayev. En 1998, il a été nommé Premier ministre de la Tchétchénie d'Itchkérie par le président Aslan Maskhadov, mais ne resta en poste que six mois. Il sera tristement célèbre pour son rôle dans la prise d'otages massive de Beslan de 2004, dans le sud de la Russie, ayant fait 334 morts dont 186 enfants¹⁰⁸. Il a été considéré par les autorités russes comme l'ennemi numéro un à abattre. Ces deux hommes étaient les commandants de l'organisation terroriste, la Brigade islamique internationale (IIB), affiliée à Al-Qaïda¹⁰⁹. Basayev était aussi l'un des chefs de la Brigade des Martyrs, Riyadus-Salikhin. Une unité spécialisée dans les attaques suicides, qui, à partir de 2003, est répertorié par le Conseil de sécurité des Nations Unies comme une organisation associée avec Al-Qaïda¹¹⁰. Cette attaque sur le Daghestan est considérée comme l'un des éléments

¹⁰⁸ PALISSON Miriam (02/09/2015) « *1er septembre 2004 : la prise d'otages de Beslan par un commando tchétchène* », France Info. [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/russie/1er-septembre-2004-la-prise-d-otages-de-beslan-par-un-commando-tchetchene_3065109.html

¹⁰⁹ Conseil de sécurité des Nations Unies, ISLAMIC INTERNATIONAL BRIGADE (IIB). [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1267/aa_sanctions_list/summaries/entity/islamic-international-brigade-%28iib%29

¹¹⁰ Conseil de sécurité des Nations Unies, RIYADUS-SALIKHIN RE-CONNAISSANCE AND SABOTAGE BATTALION OF CHECHEN MARTYRS (RSRSBCM). [En ligne] Consulté le 28 mars 2023. URL : https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1267/aa_sanctions_list/summaries/entity/riyadus-salikhin-reconnaissance-and-sabotage

déclencheurs de la Deuxième guerre de Tchétchénie qui débute quelques semaines plus tard, le 26 août 1999, au moment où les troupes russes pénètrent de nouveau en République d'Ichkérie.

Lorsque la guerre éclate, l'ACPC entre en jeu et s'active dans le soutien aux séparatistes tchétchènes de différentes manières. Tout d'abord, dans sa communication, au travers de la publication d'un magazine d'information, *Chechnya Weekly*, qui va changer de nom en 2004 pour devenir *North Caucasus Weekly*, et produit par la Jamestown Foundation¹¹¹. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'objectif était de concentrer essentiellement les critiques sur la Russie et l'armée russe pour les discréditer internationalement au nom de « la défense des droits de l'homme ». Le journaliste Andreï Babitski, qui sera célèbre pour avoir couvert les guerres tchétchènes en tant que correspondant de Radio Free Europe / Radio Liberty (RFE/RL), était également chargé de cette mission¹¹². Ensuite, l'ACPC et Washington vont accorder l'asile politique à des officiels tchétchènes. Ils s'entretiennent avec le ministre des Affaires étrangères de la République tchétchène d'Ichkérie, Ilyas Akhmadov¹¹³, pour à la fois le protéger et promouvoir la cause séparatiste tchétchène dans les différentes institutions internationales (ONU, OSCE, Conseil de l'Europe, etc.) afin d'obtenir un soutien diplomatique. Le ministre russe des Affaires étrangères de l'époque, Igor Ivanov, avait dénoncé les États-Unis sur ces entretiens en prétextant que cela

¹¹¹ Chechnya Weekly va changer de nom pour devenir North Caucasus Weekly. À partir de 2004, le magazine sera édité par Lawrence A. Uzzell membre de la Jamestown Foundation et président de l'Institut Keston spécialisé dans l'étude de la religion et des pays communistes. Columbia International Affairs Online, North Caucasus Weekly (formerly Chechnya Weekly), The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 20 mars 2023. URL : <https://ciaotest.cc.columbia.edu/pbei/sites/cw.html>

¹¹² GORLICKA Sylwia (op. cité), page 70.

¹¹³ Ilyas Akhmadov a été nommé ministre des Affaires étrangères seulement un mois avant le conflit et contraint à l'exil.

encouragerait « les terroristes et les séparatistes »¹¹⁴. Ilyas Akhmadov a été reçu par des officiels américains tels que le sénateur démocrate Paul Wellstone et le sénateur républicain Sam Brownback. Il a aussi rencontré des personnalités importantes de Washington telles que :

- Richard Perle. Membre du think tank American Enterprise Institute (AEI).
- Franck Carlucci. Ancien secrétaire américain à la Défense et membre de la Commission Trilatérale¹¹⁵.
- Lee Hamilton. Ancien président de la commission des Affaires étrangères à la Chambre des représentants et membre du Council on Foreign Relations (CFR)¹¹⁶.
- Strobe Talbott. Sous-secrétaire d'État durant la présidence Bill Clinton. Il est passé par la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP) en tant qu'ancien administrateur et par l'Aspen Strategy Group. Il est membre de l'Association américaine des boursiers Rhodes, membre du CFR¹¹⁷, membre du comité exécutif pour l'Amérique du Nord de la Commission Trilatérale et a participé au World Economic Forum (WEF)¹¹⁸.

¹¹⁴ Conseil de l'Europe. Doc 8630, 25 janvier 2000. Le conflit en Tchétchénie. Rapport : Commission des questions politiques. Rapporteur : Lord Judd, Royaume Uni, Groupe Socialiste. [En ligne] Consulté le 20 mars 2023. URL : <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/X2H-Xref-ViewHTML.asp?FileID=8835&lang=FR>

¹¹⁵ Trilateral Commission, authors, Frank Carlucci. [En ligne] Consulté le 5 mai 2023. URL : <https://www.trilateral.org/authors/frank-carlucci/>

¹¹⁶ Council on Foreign Relations, Membership Roster, Lee H. Hamilton. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

¹¹⁷ Council on Foreign Relations, Membership Roster, Strobe Talbott. [En ligne] Consulté le 21 mars 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

¹¹⁸ World Economic Forum, people, Strobe Talbott. [En ligne] Consulté le 29 avril 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/strobe-talbott>

- Stephen Sestanovich. Ancien planificateur politique pour le département d'État américain sous l'administration Reagan et membre du CFR¹¹⁹.
- Paula Dobriansky. Ancienne diplomate spécialisée dans les affaires de sécurité nationale. Elle est la fille de l'ambassadeur ukraino-américain Lev Dobriansky¹²⁰ qui était membre de la WACL, avait côtoyé Yaroslav Stetsko et était un admirateur de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne (UPA) des criminels Roman Shukhevych et de Stepan Bandera¹²¹. Paula Dobriansky a été cheffe adjointe de la délégation américaine à Copenhague en 1990 de la Conférence sur la Sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et directrice associée des politiques et des programmes à l'Agence d'information des États-Unis (USIA)¹²². Elle est vice-présidente du Scowcroft Center for Strategy and Security qui dépend du think tank Atlantic Council. Dobriansky est membre de la Commission Trilatérale, a siégé au conseil d'administration de la Freedom House¹²³ et à celui de la National

¹¹⁹ Council on Foreign Relations. Stephen Sestanovich. [En ligne] Consulté le 20 mars 2023. URL : <https://www.cfr.org/expert/stephen-sestanovich>

¹²⁰ Victims of Communism Memorial Foundation, Truman-Reagan Medal of Freedom, The Hon. Paula J. Dobriansky, Ph. D. [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : <https://victimsofcommunism.org/award/hon-paula-dobriansky-phd/>

¹²¹ Revoir le CHAPITRE 2 sur le troisième projet de démantèlement de la Russie concernant l'ABN.

NOTE : Suite au décès de Lev Dobriansky, le président George W. Bush lui a rendu hommage.

The Washington Times (February 5, 2008) « *Anti-communist Lev Dobriansky dead at 89* ». [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : <https://www.washingtontimes.com/news/2008/feb/05/anti-communist-lev-dobriansky-dead-at-89/>

¹²² Nous reviendrons en détail sur l'USIA dans le Chapitre 5 sur Paul Goble.

¹²³ Paula Dobriansky est devenue membre émérite du conseil d'administration de la Freedom House.

Endowment for Democracy (NED)¹²⁴, et a été vice-présidente principale et directrice du bureau de Washington du CFR (1997-2001)¹²⁵. Pour finir, Paula Dobriansky fait partie des premiers signataires de la « déclaration de principes » du Project for the New American Century (PNAC)¹²⁶. C'est ce qui s'appelle cocher toutes les cases, un royal flush.

- R. James Woolsey. Ancien directeur de la CIA, président de la Freedom House, membre de la Jamestown Foundation, de l'ACPC et du CFR.
- Zbigniew Brzezinski. Membre du CFR, de la Commission Trilatérale, de la Jamestown Foundation et de l'ACPC¹²⁷.

Ilyas Akhmadov obtient par la suite l'asile politique aux États-Unis et bénéficie même d'une bourse de la National Endowment for Democracy (NED)¹²⁸. Selon le *Washington Post*, les autres bailleurs de fonds d'Akhmadov étaient les deux anciens secrétaires d'État, Madeleine Albright et Alexander Haig, l'ancien commandant suprême des forces armées en Europe (OTAN) de 1974 à 1979. Rajoutons à cette liste non exhaustive les sénateurs Ted Kennedy et John McCain, en plus de Franck Carlucci et de Zbigniew Brzezinski

¹²⁴ National Endowment for Democracy, (September 1, 2002) « 2002 DEMOCRACY SERVICE MEDAL PRESENTED TO CHEN-WU SUE-JEN, JAN NOWAK, AND PAULA J. DOBRIANSKY ». [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : <https://www.ned.org/events/2002-democracy-service-medal/>

¹²⁵ Under Secretary of Defense for Policy – US Department of Defense, Paula Dobriansky. [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : <https://policy.defense.gov/OUSSDP-Offices/Defense-Policy-Board/Paula-Dobriansky/>

¹²⁶ BOURGOIS Pierre, (op. cité).

¹²⁷ GORLICKA Sylwia (op. cité), pp. 72-73.

¹²⁸ The Jamestown Foundation. « *Akhmadov Granted Asylum* ». North Caucasus Weekly Volume : 5 Issue : 32. By : Lawrence Uzzell. [En ligne] Consulté le 20 mars 2023. URL : <https://jamestown.org/program/akhmadov-granted-asylum-2/>

déjà mentionnés plus haut¹²⁹. Akhmadov et Zbigniew Brzezinski coécrivront un livre sur le sujet des guerres de Tchétchénie : *The Chechen Struggle : Independence Won and Lost*. Il publia de nombreux articles d'opinion dans différents journaux américains¹³⁰.

Autre officiel tchétchène ayant trouvé refuge en occident, Akhmed Zakaïev. Ancien général de brigade durant la Première guerre de Tchétchénie, puis ministre des Affaires étrangères de 1997 à 1999, avant de devenir vice-Premier ministre d'Itchkérie. Il a obtenu le droit d'asile au Royaume-Uni où il put constituer son gouvernement en exil depuis Londres en s'auto-proclamant Premier ministre de la République tchétchène d'Itchkérie. Zakaïev est accusé par les autorités russes d'avoir perpétré « des attentats terroristes, des meurtres et des enlèvements »¹³¹. Il est aussi soupçonné par le FSB d'être celui qui dirige les forces armées commandées par le « chef de gang » Arbi Yavmerzaev, le « bras droit » du chef islamiste tchétchène Dokou Oumarov¹³². En 2007, ce dernier abandonne la cause séparatiste tchétchène au profit de l'islamisme. Oumarov veut désormais créer un « Émirat du Caucase » et s'autoproclame émir. Il mena plusieurs actes terroristes, dont l'attentat-suicide de l'aéroport de Moscou-Domodovo du 29 mars 2010 et ayant fait 37

¹²⁹ BRZEZINSKI Matthew (March 20, 2005) « Surrealpolitik », Washington Post. [En ligne] Consulté le 23 mars 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/magazine/2005/03/20/surrealpolitik/c91c6dd5-2aa3-410f-b781-c1c19861513f/>

¹³⁰ The National Endowment for Democracy, Past Fellows, Ilyas Akhmadov (2004-2005). [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20060330033421/https://www.ned.org/forum/past.html>

¹³¹ BBC News (June 9, 2003) « *Chechen accused of terror acts* ». [En ligne] Consulté le 23 mars 2023. URL : http://news.bbc.co.uk/2/hi/uk_news/2975682.stm

¹³² RIA Novosti (27/01/2009) « Закаев пытается создать "вооруженные силы Ичкерии", заявляют в ФСБ ». [En ligne] Consulté le 23 mars 2023. URL : <https://ria.ru/20090127/160202908.html>

morts¹³³. Zakaïev nie les affirmations du FSB le reliant à Yavmerzanev¹³⁴ et le Royaume-Uni va blanchir son nouveau protégé des accusations de la Russie qui demande son extradition¹³⁵.

Le tournant du conflit arrive le 6 février 2000. La capitale de la Tchétchénie, Grozny, est reprise par les troupes russes, ce qui acte la fin de la guerre, du moins officiellement. Les opérations de contre-insurrection vont perdurer jusqu'en 2009 pour mater les poches de résistance. L'ACPC entre de nouveau en action et utilise le levier de l'aide humanitaire pour tenter de résoudre politiquement le conflit par des négociations devant aboutir à un processus de paix. Une concorde devant, évidemment, avantager les séparatistes tchétchènes. C'est dans ce cadre qu'intervient le directeur exécutif de l'ACPC, Glen E. Howard, le proche de Brzezinski et futur président de la Jamestown Foundation. En février 1999, il s'était rendu auparavant en Tchétchénie pour « mener une évaluation des besoins humanitaires ». Il a profité de cette visite pour rencontrer le président Aslan Maskhadov et entamer des pourparlers. La Jamestown Foundation considère Howard comme « l'architecte en chef » des dialogues entre les parties russes et tchétchènes¹³⁶. Mais derrière « l'aide

¹³³ AFP (31/03/2010) « Moscou : les attentats revendiqués », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 23 mars 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/03/31/97001-20100331FILWWW00656-moscou-les-attentats-revendiques.php>

¹³⁴ ABBAS Hassan (January 30, 2009) « FSB Accuses Zakaev of Organizing Armed Attacks in Chechnya » North Caucasus Weekly Volume: 10 Issue: 4, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 24 mars 2023. URL : <https://jamestown.org/program/fsb-accuses-zakaev-of-organizing-armed-attacks-in-chechnya/>

¹³⁵ Deutsche Welle (DW) (16/09/2010) « Russia protests against Chechen conference in Poland ». [En ligne] Consulté le 23 mars 2023. URL : <https://www.dw.com/en/russia-protests-against-chechen-conference-in-poland/a-6012439>

¹³⁶ The American Committee for Peace in Chechnya, Committee Staff, Glen E. Howard. [En ligne] Consulté le 24 mars 2023. URL : http://web.archive.org/web/20050404123934/http://www.peacein-chechnya.org/about_staff.htm

humanitaire » que l'ACPC souhaitait apporter, il y avait aussi l'idée de soutenir financièrement d'une part les séparatistes tchéchènes, de l'autre, nouer des liens directs avec des dirigeants du Caucase du Nord indépendamment de Moscou. Au dos de cette assistance se cachait la volonté d'affaiblir la Russie en sapant son autorité sur les autres républiques fédératives russes du Caucase du Nord, comme le Daghestan¹³⁷. Si cette entreprise – de dépendance économique, mais aussi de corruption des élites locales – était arrivée à son terme, il est possible que cela aurait poussé certains dirigeants de ces républiques à quitter la Fédération de Russie¹³⁸. Evidemment, ce double standard des collectes de fonds humanitaires servant *in fine* à d'autres desseins tels que le financement de militants séparatistes tchéchènes ou des recrues musulmanes étrangères voulant faire leur *djihad* en Tchétchénie, a provoqué l'ire de Moscou. L'ACPC n'était pas la seule organisation que les autorités russes soupçonnaient de financer le séparatisme tchéchène. Il était relevé : Chechen Relief Expenses, International Relief Association, Islamic Relief Worldwide et Islamic Circle of North America. Avec l'entrée de l'administration Bush, Washington a multiplié les coercitions sur la Russie pour qu'elle négocie avec les séparatistes tchéchènes¹³⁹. Néanmoins, les dirigeants russes refusèrent toute compromission sur la remise en cause de sa « loi fondamentale ». C'est-à-dire la Constitution russe et la souveraineté de la Russie sur l'ensemble de son

¹³⁷ Le sous-secrétaire d'État adjoint américain John Tefft avait exprimé son mécontentement sur la gestion de la Russie concernant la situation en Tchétchénie. Il a déclaré au Congrès que l'aide américaine serait fournie directement aux résidents du Caucase du Nord, outrepassant ainsi l'autorité de Moscou.

¹³⁸ World view (Mars 19, 2005) « *Chechnya: Russian Moves, U.S. Countermoves* », Rane Corporation – Statfor. [En ligne] Consulté le 24 mars 2023. URL : <https://worldview.stratfor.com/article/chechnya-russian-moves-us-countermoves>

¹³⁹ World view (April 23, 2005) « *Russia, United States : The Chechen War as a Geopolitical Battle* » (op. cité).

territoire, dont la Tchétchénie¹⁴⁰. Finalement, les bases d'un processus de paix débouchent sur l'organisation d'un référendum pour le 23 mars 2003 avec l'établissement d'une nouvelle constitution pour la Tchétchénie conforme à cette loi fondamentale. Un mécanisme actant la réintégration de la Tchétchénie au sein de la Fédération de Russie. Le référendum est remporté à une très large majorité, à plus de 95%. Les résultats de ce référendum ont été dénoncés comme « incertains » sur leur légitimité par plusieurs organisations atlantistes ou tchétchènes en exil qui les qualifiaient de « farce »¹⁴¹. L'Institut américain pour la paix (*United States Institute for Peace*, USIP) faisait partie de ceux-là. Il s'agit d'une institution créée et financée par le Congrès des États-Unis « qui s'associe au gouvernement [américain] et aux organisations de la société civile pour prévenir les conflits à l'étranger »¹⁴². Quant aux organisations auxquelles l'USIP collabore, nous avons le **Kennan Institute** par son représentant et « analyste politique tchétchène », Zaindi

¹⁴⁰ La loi fondamentale est définie dans l'article 4 aux alinéas 1, 2, et 3 de la Constitution russe :

1. La souveraineté de la Fédération de Russie s'étend à l'ensemble de son territoire.
2. La Constitution de la Fédération de Russie et les lois fédérales ont primauté sur tout le territoire de la Fédération de Russie.
3. La Fédération de Russie assure l'intégrité et l'inviolabilité de son territoire.

Council of Europe, Strasbourg, le 4 février 2021, CDL-REF(2021)010, Avis n° 992 / 2020, COMMISSION EUROPENNE POUR LA DEMOCRATIE PAR LE DROIT (COMMISSION DE VENISE), Fédération de Russie – Constitution. [En ligne] Consulté le 24 mars 2023. URL : <https://rm.coe.int/constitution-of-the-russian-federation-fr/1680a1a260>

¹⁴¹ FEIFER Gregory (March 24, 2003) « *Chechnya: Russian Officials Say Chechen Referendum Broadly Approves Constitution* », RFE/RL. [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/1102652.html>

¹⁴² United States Institute for Peace, about. [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://www.usip.org/about>

Choltaev. L'homme a été, dans les années 1990, vice-ministre des Affaires étrangères et président de l'administration du Conseil d'État provisoire du gouvernement séparatiste tchéchène¹⁴³. Il est aussi rédacteur pour le magazine *North Caucasus Weekly*, produit par la Jamestown Foundation¹⁴⁴. Autre institution familière collaborant avec l'USIP, l'ACPC par le biais de son directeur exécutif Glen E. Howard. Il avait décrit les actions potentielles que pourrait prendre les États-Unis après ce référendum :

1. *Appliquer une pression politique sur les dirigeants russes et tchéchènes, dans un rôle similaire à l'implication des États-Unis dans les pourparlers menant aux accords du Vendredi saint, pour entamer un dialogue actif sur une solution politique au conflit en Tchétchénie.*
2. *Travailler avec la communauté internationale pour fournir un ensemble d'incitations économiques pour la paix en Tchétchénie.*
3. *Continuer à travailler avec le gouvernement de Poutine et d'autres pour lutter contre le travail des groupes terroristes internationaux en Tchétchénie et d'autres « spoilers » potentiels d'un processus de paix sérieux.*

La position d'Howard était que dans « l'état actuel », les efforts politiques pour résoudre le conflit en Tchétchénie sont dans « une impasse ». Il cherchait donc à faire pression sur les autorités russes pour leur forcer la main à négocier avec les séparatistes tchéchènes. Pourtant, il était parfaitement conscient qu'au sein des combattants tchéchènes, il existait une faction islamiste en lien avec des

¹⁴³ The Jamestown Foundation, analyst, Zaindi Choltaev. [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://jamestown.org/analyst/zaindi-choltaev/>

¹⁴⁴ CHOLTAEV Zaindi « *The Failure Of "chechenization"* », Publication: North Caucasus Weekly Volume: 5 Issue: 31 -The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://jamestown.org/program/the-failure-of-chechenization-2/>

organisations terroristes. Howard craignait de voir la Tchétchénie devenir un refuge pour les terroristes et les extrémistes qui menaceraient non seulement la Russie, mais aussi les États-Unis qui sont en conflit ouvert avec eux depuis les attaques du 11 septembre 2001. Les Moudjahidines, les « combattants de la liberté » d'hier, étaient devenus les infames terroristes d'aujourd'hui. Sa position était donc délicate : on ne pouvait affaiblir la Russie sans renforcer, du même coup, les extrémistes islamistes, lesquels incarnent désormais « les ennemis du monde libre ». Un sentiment aussi partagé par la Conférence de Sécurité et de Coopération en Europe (CSCE) au travers du représentant Christopher H. Smith. L'élue républicain relevait de « graves exactions » causées par les forces tchétchènes en citant le Département d'État américain :

*Selon des informations non confirmées, les rebelles ont tué des civils qui ne voulaient pas les aider, ont utilisé des civils comme boucliers humains, ont forcé des civils à construire des fortifications et ont empêché des réfugiés de fuir la Tchétchénie. Dans plusieurs cas, des civils russes âgés ont été tués sans autre raison apparente que leur appartenance ethnique*¹⁴⁵.

Ces événements s'inscrivaient dans un environnement où l'armée américaine intervenait en Afghanistan depuis octobre 2001 et qu'elle venait tout juste d'ouvrir un nouveau front en Irak depuis le 20 mars 2003, au nom de la « guerre contre le terrorisme ». Dans cette architecture, le positionnement de la Russie a été de lutter, comme les États-Unis, contre le terrorisme pour légitimer sur le plan international ses opérations militaires en Tchétchénie et, plus largement, dans les autres républiques fédératives russes du Caucase du Nord. Durant ces opérations contre-insurrectionnelles qui vont durer près d'une décennie, le magazine de la Jamestown Foundation *North Caucasus Weekly* va prendre soin de mesurer sa communication

¹⁴⁵ United States Institute for Peace, (march 27, 2003) « *The referendum in Tchechnya* ». [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://www.usip.org/publications/2003/05/chechnyas-referendum-towards-dialogue-or-dead-end>

lorsqu'il s'agira d'aborder les actes terroristes des séparatistes tchéchènes. Là où les autorités russes emploient le mot « terroriste » pour définir le mode opératoire des séparatistes tchéchènes et des islamistes, *North Caucasus Weekly* utilise le terme « guérilla ». En voici un exemple concret. En 2004, des bâtiments gouvernementaux de la République fédérale russe d'Ingouchie¹⁴⁶ sont la cible d'attaques de terroristes tchéchènes lourdement armés. Ces attaques ont fait dans un premier temps 22 morts, dont le ministre de l'Intérieur par intérim de l'administration ingouche, Abukar Koshtoyev. Les instigateurs des attaques avaient lancé des slogans islamiques et des cris de « Allahu Akhbar ! » (Allah est grand !). Elles ont été considérées par le magazine comme *une escalade audacieuse des tactiques et des ciblage par les guérilleros séparatistes tchéchènes*¹⁴⁷. Une escalade audacieuse qui a fait au moins 46 morts¹⁴⁸.

En réponse aux attaques terroristes, la Russie va éliminer tour à tour les différents chefs séparatistes tchéchènes comme islamistes. Ibn al-Khattab, le commandant de la Brigade islamique internationale (IIB) qui avait déclenché les hostilités au Daghestan et ayant conduit à la Deuxième guerre de Tchétchénie, a été assassiné après

¹⁴⁶ L'Ingouchie est une petite république fédérale russe du Caucase ayant pour voisin, à l'Est, la Tchétchénie, et au Sud, la Géorgie.

¹⁴⁷ « ...a bold escalation in tactics and targeting by Chechnya's separatist guerrillas ».

UZZELL Lawrence (June 23, 2004) « *Guerrillas Strike Ingushetia's Capital* » - Publication: North Caucasus Weekly Volume: 5 Issue: 25, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 23 mars 2023.
URL : <https://jamestown.org/program/guerrillas-strike-ingushetias-capital/>

¹⁴⁸ The Washington Post, (22/06/2004) « *WORLD IN BRIEF* ». [En ligne] Consulté le 23 mars 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2004/06/22/world-in-brief/41b8a14f-da38-4bdd-82ab-2df7fefd80ef/>

avoir ouvert une lettre empoisonnée en 2002¹⁴⁹. Rizvan Chitigov, le commandant de terrain tchéchène est éliminé par les forces spéciales russes lors d'une opération ciblée, le 23 mars 2002¹⁵⁰. Il était soupçonné par le FSB d'avoir été un agent de la CIA car, au début des années 1990, il vivait aux États-Unis et aurait suivi une formation militaire. Les enquêteurs russes avaient trouvé sur son cadavre une plaque d'identité de l'US Marine Corps avec écrit dessus en anglais, « Chitigov Rizvan Umarovich. Chechnya. 1965 »¹⁵¹. Le président tchéchène Aslan Maskhadov trouve la mort lors d'une opération antiterroriste conduite par le FSB, dans le village de Tols-toï-Iourt, près de Grozny, le 8 mars 2005¹⁵². La perte de Maskhadov est un coup dur pour les États-Unis. Ils perdent la raison de poursuivre les négociations qui devait aboutir sur un processus de paix en faveur des séparatistes tchéchènes¹⁵³. Son successeur, le président Abdoul-Khalim Saïdoullaïev, sera tué lors d'une fusillade contre les forces du FSB et les redoutables Kadyrovtsy¹⁵⁴, à Argun,

¹⁴⁹ BBC (29 avril 2002) « *Chechens 'confirm' warlord's death* ». [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/1957411.stm>

¹⁵⁰ « *SEVERAL MAJOR REBEL COMMANDERS REPORTEDLY KILLED* », Chechnya Weekly, Volume 6, Issue 13. The Jamestown Foundation, March 30, 2005. [En ligne] Consulté le 28 mars 2023. URL : https://web.archive.org/web/20070930155647/https://jamestown.org/publications_details.php?article_id=2369505&issue_id=3282&volume_id=409

¹⁵¹ World view (April 23, 2005) « *Russia, United States : The Chechen War as a Geopolitical Battle* » (op. cité).

¹⁵² Le Monde (8 mars 2005) « *Tchéchénie : Aslan Maskhadov a été tué par les forces russes* ». [En ligne] Consulté le 24 mars 2023. URL : https://www.lemonde.fr/europe/article/2005/03/08/tchetchenie-aslan-maskhadov-a-ete-tue-par-les-forces-russes_400862_3214.html

¹⁵³ World view (April 23, 2005) « *Russia, United States : The Chechen War as a Geopolitical Battle* » (op. cité).

¹⁵⁴ Les Kadyrovtsy sont les forces de sécurité du chef de la République de Tchétchénie, loyales à la Russie. Elles sont nommées en l'honneur de

le 17 juin 2006¹⁵⁵. Shamil Basayev, le commandant de l'IIB et de la Brigade des Martyrs Riyadus-Salikhin¹⁵⁶, a trouvé la mort le 10 juillet 2006 après l'explosion d'un camion alors qu'il se trouvait dans une voiture à proximité¹⁵⁷. Dokou Oumarov, l'émir autoproclamé de « l'Émirat du Caucase » sera tué quant à lui en 2013. Sa nourriture avait été empoisonnée¹⁵⁸.

LE REVIREMENT DE NOUKHAYEV

Nous terminons avec le cas particulier de Khozh-Ahmed Noukhayev, dit « Khozha ». Le parrain de la mafia tchéchène, ancien premier vice-Premier ministre sous le président Djokhar Doudaïev et

Ramzan Kadyrov, le président de la République de Tchétchénie depuis 2007.

¹⁵⁵ Radio Canada (17 juin 2006) « *Le chef des rebelles tchéchènes abattu* ». [En ligne] Consulté le 27 mars 2023. URL : <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/311423/tchetchenie-mort-saidoullaiev>

¹⁵⁶ D'après *Le Monde Diplomatique* en date de novembre 1999, il existait des relations troubles entre Shamil Basayev et l'oligarque russe Boris Berezovski, le financier proche de la famille Eltsine. Les deux hommes auraient été en affaire pour gérer toute une économie parallèle dans le Caucase du Nord (contrebande, braconnage, trafic en tout genre, etc.). Berezovski faisait partie du *semibankirschina* ou « le gouvernement des sept banquiers ».

RADVANI Jean (novembre 1999) « *Pourquoi Moscou relance la guerre de Tchétchénie* », *Le Monde Diplomatique*, pp. 4-5. [En ligne] Consulté le 28 mars 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/1999/11/RADVANI/3375>

¹⁵⁷ MILLOT Lorraine (10 juillet 2006) « *La guerre tchéchène perd Chamil Bassaïev* », *Libération*. [En ligne] Consulté le 22 mars 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/2006/07/10/la-guerre-tchet-chene-perd-chamil-bassaiev_6157/

¹⁵⁸ RFE/RL (July 23, 2014) « *Insurgency Commanders Divulge Details Of Umarov's Death* ». [En ligne] Consulté le 28 mars 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/insurgency-commanders-divulge-of-umarovs-death/25467747.html>

contact des occidentaux. Avec la reprise Grozny par l'armée russe en 2000, il voit disparaître ses projets du Marché commun du Caucase ainsi que les dividendes qu'il espérait toucher. Il quitte la Tchétchénie en secret pour l'étranger avant de se rendre à Moscou où il s'engage en politique à partir de 2001. Il prend notamment part aux activités du Parti Eurasie¹⁵⁹ d'Alexandre Douguine¹⁶⁰. Il est présent aux réunions publiques bien qu'il soit recherché par les autorités russes comme suspect dans l'affaire du « gang Lazovsky » sur les attentats à la bombe à Moscou en 1999¹⁶¹. Pareillement, il en profite

¹⁵⁹ Le Parti Eurasie (*Partiya « Yevraziya »* / Партия « Евразия ») est un parti politique fondé par Alexandre Douguine. Le parti est considéré comme ultranationaliste, prônant le concept d'eurasisme. Il se définit comme une « doctrine géopolitique et une idéologie politique néo-impériale russe qui considère l'ensemble formé par la Russie et ses voisins proches, slaves, roumains, grecs ou musulmans, comme une entité continentale à part entière, appelée Eurasie ». Le parti Eurasie a comme emblème une étoile chaos représentant huit flèches orientées dans toutes les directions. Un symbole tiré de l'occultisme, notamment de la « Magie du Chaos » dont l'un des promoteurs fut l'occultiste franc-maçon anglais Aleister Crowley (1875-1947).

¹⁶⁰ Alexandre Douguine est un théoricien politique russe considéré comme le promoteur de l'impérialisme russe devant s'opposer aux États-Unis au travers du concept d'Eurasisme. Ses théories trouvent un écho relatif auprès l'intelligentsia russe mais sensiblement plus audible pour les divers partis politiques d'extrême-droite européens. Douguine est un adepte de l'occultisme et passionné des écrits d'Aleister Crowley.

¹⁶¹ ИНФОРМАЦИОННО-АНАЛИТИЧЕСКИЙ ЦЕНТР "СОВА" (04/08/2003) « Политический антисемитизм в современной России (авг. 2003) - Часть I. Политика. Глава 1. Российские политические партии и антисемитизм ». [En ligne] Consulté le 28 mars 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20091014153658/http://xeno.sova-center.ru/1ED6E3B/216049A/2161854>

NOTE : L'URL ci-dessus correspond au lien du site SOVA Center, une ONG basée à Moscou qui « mène des recherches sociologiques principalement sur le nationalisme, la xénophobie et le radicalisme politique en Russie ». Elle citée comme référence dans les

pour créer son propre mouvement *Nokhchi Latta Islam*, regroupant les *Teips*. Les clans tribaux tchéchènes et ingouches. Le 28 juin 2001, il participe à une conférence conjointe avec Douguine et le grand mufti de Russie, Talgat Tadzhuiddin, au Président-Hôtel (Президент-Отель) à Moscou¹⁶². La conférence portait sur le thème : « Menace islamique ou menace contre l'islam ? ». À cette réunion, il fait des déclarations à l'emporte-pièce contre l'impérialisme américain et le mondialisme. Il propose même à la Russie la paix en Tchétchénie :

*Ce n'est un secret pour personne que la politique du mondialisme menace les intérêts vitaux de la Russie, et la voie que je propose à Moscou ne mènera pas seulement à la fin de la guerre, mais aussi à atteindre les objectifs des deux parties. De plus, cette voie donnera à la Russie la seule véritable opportunité d'affronter avec succès les forces atlantiques. Et cela m'a donné confiance en ma sécurité lorsque j'ai accepté l'invitation à venir à Moscou - il n'y avait donc pas besoin d'héroïsme particulier ici*¹⁶³.

Noukhayev a aussi développé un rapport autour de l'idée d'eurasisme qui serait en adéquation avec la cause tchéchène. En voici les contours :

L'auteur du rapport [Noukhayev] était la thèse selon laquelle la Russie et les Tchétchènes ont désormais un ennemi commun – l'Occident, le modernisme, l'atlantisme, le mondialisme. Nous rencontrons avec compréhension la thèse du président Poutine selon laquelle le statut de la Tchétchénie n'est pas important, mais il est important d'empêcher la formation d'un pied hostile sur le territoire tchéchène. La confiance est exprimée que la transformation du Caucase en une zone d'influence atlantique pose à la fois aux Tchétchènes et à la Russie une menace directe de saper leur

médias occidentaux et par des organisations de renom tels que l'OSCE ou Amnesty International.

¹⁶² Voir ANNEXE 34, image 45.

¹⁶³ Noukhaev.info (28 juin 2001) « ОТ РЕДАКЦИИ » [En ligne] Consulté le 30 mars 2023. URL : <https://noukhaev.info/books/conf/1.htm>

*identité. Il est proposé que la Russie donne à l'Occident une réponse asymétrique - non pas pour entrer dans une course aux armements formalisée, mais pour s'appuyer sur les valeurs spirituelles des confessions traditionnelles eurasiennes*¹⁶⁴.

Ces déclarations laisseraient entendre que Noukhayev se serait retourné contre ses partenaires atlantistes au moment de la Deuxième guerre de Tchétchénie. Il voit désormais l'impérialisme américain comme un danger beaucoup plus mortel que l'impérialisme russe. Selon lui, le mondialisme, poussé par les États-Unis, menace la civilisation, l'identité, les traditions – tribales – et la culture tchétchène. Sa vie, ses idées et son positionnement sont davantage explicités par le journaliste américain d'origine russe, Paul Klebnikov¹⁶⁵. Ce dernier a rencontré Noukhayev en 2000, à Bakou, en Azerbaïdjan. Il rapporte son entretien avec le parrain de la mafia tchétchène dans son livre *Conversation avec un barbare* sorti en 2003¹⁶⁶. Nous allons en faire un rapide résumé.

¹⁶⁴ Noukhaev.info (28 juin 2001) « ТЕЗИСЫ ДОКЛАДА Х.-А. НУХАЕВА » [En ligne] Consulté le 30 mars 2023. URL : <https://noukhaev.info/books/conf/III.htm>

¹⁶⁵ Paul Klebnikov (1963-2004) était un journaliste américain et descendant d'émigrés russes blancs ayant fui la révolution bolchévique. Il a été rédacteur en chef du magazine Forbes Russia et avait déjà écrit un livre à scandale sur l'oligarque russe Boris Berezovsky, *Parrain du Kremlin - Boris Berezovski et le pillage de la Russie*. Le livre est disponible en langue française sur les sites internet de chaîne de magasins culturels français.

¹⁶⁶ 1) Le livre peut être téléchargeable gratuitement sur la plateforme booksprime.ru. Le livre n'est cependant disponible qu'en langue russe.

Павел Хлебников « Разговор с варваром ». [En ligne] Consulté le 31 mars 2023. URL : <https://booksprime.ru/books/razgovor-s-varvarom/#dnld-block>

2) Autre lien disponible, la bibliothèque numérique russe : Rulit.me. Vous pouvez utiliser le navigateur Google Chrome pour avoir une

Dans le livre, nous apprenons comment, dans les années 1980, la mafia tchéchène basée à Moscou, et dont Noukhayev était l'un des leaders, a soutenu les intérêts de l'oligarque russe Boris Berezovski au tout début de sa carrière. Elle l'a aidé à faire de sa société Logovaz, le plus grand concessionnaire privé de voitures. Berezovski a fait partie des sept banquiers qui ont contrôlé une part significative de l'économie russe en devenant même un proche d'Eltsine durant les années 1990. À la même époque, Noukhayev entre en politique et se rapproche du président tchéchène Doudaïev où il mena plusieurs opérations financières clandestines pour soutenir l'indépendance de la République d'Ichkérie. Il a même participé à la défense de Grozny contre les troupes russes lors de la Première guerre de Tchétchénie. En 1995, il est blessé à la jambe au cours d'une bataille. Depuis ce jour, il boite et marche désormais avec une canne. L'ouvrage aborde également le projet du Marché commun du Caucase et ses rencontres en 1997 avec les partenaires occidentaux. La personne qui avait organisé les rencontres entre Noukhayev et les occidentaux se nommait Mansour Maciej Jachimczyk, un Anglais d'origine polonaise, initialement de confession juive, se convertissant par la suite au catholicisme puis à l'islam, diplômé d'Oxford et ancien directeur de l'Institut des études juives polonaises (*Institute for Polish-Jewish Studies*)¹⁶⁷. Jachimczyk était le « bras droit » de Noukhayev et travaillait auprès de Zelimkhan Yandarbiev, le président d'Ichkérie par intérim après que Djokhar Doudaïev avait été tué. Jachimczyk se présentait comme le conseiller principal du gouvernement de la République tchéchène d'Ichkérie aux Affaires

traduction automatique du livre, passant du russe au français, en réglant vos paramètres.

URL : <https://www.rulit.me/books/razgovor-s-varvarom-read-5687-1.html> [Consulté le 2 avril 2023]

NOTE : Les deux liens sont des sites sécurisés.

¹⁶⁷ Gov.uk, Mansour Maciej Jachimczyk. [En ligne] Consulté le 31 mars 2023. URL : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/officers/PypqISRNEsCiBVYw-laUeBDc788/appointments>

étrangères et aux relations économiques extérieures, tout en étant le secrétaire général de la Table ronde internationale pour la reconstruction de la Tchétchénie, la paix dans le Caucase et la démocratie en Russie¹⁶⁸. Ensuite, Noukhayev développe assez longuement sa vision, à savoir un retour aux valeurs traditionnelles et spirituelles avec un système tribal, des clans familiaux et des liens du sang. Il rejette la conception de l'État, de la civilisation moderne et prône un certain retour à la barbarie. Pour lui, la civilisation moderne tue les traditions, les identités, les codes anciens et même la foi. Par conséquent, et selon lui, un retour aux sources est indispensable : se déciviliser pour mieux se retrouver. Une organisation clanique, refermée, avec ses propres lois, ne dépendant pas de l'État, dont les liens du sang comptent avant tout, le refus d'une certaine technologie et des influences extérieures, tout en pratiquant l'islam et ses principes rigoureux ; tout cela serait la garantie d'une société pérenne et régénérée. Parmi les principes tribaux qu'il recommandait, le retour de la loi du talion et la vendetta¹⁶⁹. Un ordre basé sur « des lois fortes et vivifiantes » qu'il souhaitait appliquer en Tchétchénie : *Pour le renouveau de la nation, il suffit de partir des grands principes : monothéisme, système communautaire et loi de rétribution*. Sur la Russie, Noukhayev souhaitait un retour de la monarchie qui s'appuierait sur une aristocratie, donc sur un système traditionnel familial avec un retour de la pratique de l'Orthodoxie, lui-même reposant sur les tribus et les clans. Il rappelle que la grandeur de la Russie du temps de la Rus' du Moyen Âge s'est faite sur les liens du sang. Par ailleurs, il pointe le doigt sur le problème contemporain de la Russie, à savoir son déclin démographique. Il explique le

¹⁶⁸ GOLTZ Thomas, *Chechnya Diary: A War Correspondent's Story of Surviving the War in Chechnya*, Thomas Dunne Books, USA, 1st edition, 2003.

¹⁶⁹ La vendetta ou loi de la vengeance. Cela signifie que les enfants et les petits-enfants sont considérés comme responsables des fautes de leur ancêtre et peuvent, par conséquent, subir la vengeance de la personne ou du clan qui a éprouvé l'affront émanant de cet ancêtre, au nom de la responsabilité collective.

phénomène par la modernité : la promotion de l'avortement, de la prostitution et de l'alcool. La perte des valeurs morales : manque de dignité, lâcheté, irresponsabilité, toxicomanie, kleptomanie et manque de protection sociale concernant la femme qui souhaite avoir des enfants. Noukhayev condamne aussi ce qu'il appelle « le nouvel islam », le wahhabisme. Il affirme que cet islam n'a rien à voir avec un islam fondamental, il prône un islam ayant une approche la plus simpliste possible et strictement monothéiste, comme avec les protestants pour le christianisme. Le wahhabisme n'a rien de traditionnel pour lui, car il ne se repose ni sur les liens du sang ni sur les traditions nationales. Noukhayev cite l'exemple de l'islam soufi que le wahhabisme rejette et combat. Cet islam simpliste doit détruire les traditions des peuples islamiques parce qu'elles constituent un frein à la constitution d'un État islamique supranational, le Califat mondial. En somme, les musulmans doivent être déracinés, coupés de leurs particularités locales et nationales au nom d'un mondialisme islamique. Noukhayev explique que cet idéal, ancré en Arabie saoudite, est en train de se propager en Tchétchénie, mais aussi en Afghanistan, au Pakistan, à d'autres pays islamiques et même dans des régions où l'islam est minoritaire comme en Amérique. Autre élément dans le livre, Noukhayev ne croit pas en la version officielle des attaques du 11 septembre 2001. À la question du journaliste sur le fait que ces attentats ont été perpétrés par des terroristes musulmans au nom de l'islam et sous le patronage d'Oussama Ben Laden, Noukhayev répond :

C'est impossible. Ben Laden est dans les montagnes, il n'a pas pu organiser une telle attaque, c'est absurde.

Noukhayev affirme que Ben Laden n'avait ni la quantité de renseignements, ni l'argent, ni l'organisation nécessaire pour planifier et exécuter ces attaques simultanément à l'autre bout du monde. Il laisse entendre que ceux qui ont organisé les attentats étaient stationnés aux États-Unis.

Cela devrait être une organisation profondément enracinée dans le pays lui-même [aux U.S.A.].

À la question, qui a alors commis les attaques, si ce n'était pas Ben Laden ? Noukhayev dit :

Nous ne savons pas. [...] Mais nous savons qui en a profité : les États-Unis.

Pour terminer, Noukhayev promeut l'eurasisme et le combat historique qui est en train de se jouer dans le Caucase du Nord. Une lutte entre d'un côté l'Occident et de l'autre l'Eurasie.

Le centre de l'Eurasie aujourd'hui est la région Mer Noire-Caspienne. L'eurasisme signifie une alliance entre l'Orthodoxie et l'Islam sur la base de l'opposition à l'Occident. [...] Pour les Tchétchènes, la Russie est un ennemi. Mais un ennemi encore plus grand est la civilisation, c'est-à-dire l'Ouest. Si nous choisissons entre les deux ennemis, alors la Russie est plus proche de nous, en ce sens, nous sommes comme des alliés. La barbarie peut nous unir. Disons que nous sommes de purs barbares, et la Russie fait partie des semi-barbares.

En réponse, le journaliste Paul Klebnikov apporte dans son livre des critiques assez acerbes contre Noukhayev. Il dénonce sa vision fantasmée de retour aux sources en rappelant que le peuple tchéchène avait une tradition, depuis des siècles, de pratiquer le brigandage et d'être des combattants de la foi¹⁷⁰ en glorifiant le *ghazwa*¹⁷¹, c'est-à-dire le raid contre les non-musulmans pour « l'expansion du territoire musulman et/ou la conversion de non-musulmans à l'islam ». Que la société qu'il proposait était passéiste et archaïque, ne laissant aucune place à la liberté individuelle ainsi qu'à une soumission à la loi islamique pouvant conduire aux pires excès. Quant aux valeurs morales, il détaille le rôle que jouaient les Tchétchènes dans le commerce d'otages qui était toujours présent en Tchétchénie

¹⁷⁰ MEAUX Lorraine de « *L'IMAGE DES TCHÉTCHÈNES ET AUTRES CAUCASIENS DANS LA RUSSIE DU XIX^E SIÈCLE* », La Revue des deux mondes, mars 2005, pp. 120-134. [En ligne] Consulté le 31 mars 2023. URL : <https://www.jstor.org/stable/44188827>

¹⁷¹ *Ghazwa*, est un terme en arabe qui peut être assimilé à celui de *razzia*.

et dans le Caucase du Nord durant les années 1990. Pour finir, Klebnikov dénonce l'islam conquérant et belliqueux, dont le wahhabisme, qui est en train de pénétrer en Europe et particulièrement en France par deux leviers : celui de l'immigration et de la démographie. Dans ses écrits, il laisse entrevoir l'arrivée, tôt ou tard, d'un choc des civilisations, à l'instar de ce qu'ont connu les Serbes du Kosovo au XX^e siècle. Cette province historique de Serbie a vu sa population devenir majoritairement albanaise à travers un long processus d'installation et a fait émerger des fractures autant ethniques que religieuses. Des fissures atteignant leur point culminant lors des guerres de Yougoslavie.

Le 9 juillet 2004, Paul Klebnikov est abattu dans une rue de Moscou¹⁷². Selon le parquet général russe, il aurait été tué en raison des critiques que le journaliste avait formulé contre Noukhayev dans son livre. En retour, le chef de la mafia tchéchène aurait commandité son assassinat¹⁷³. Depuis octobre 2003, Noukhayev était tombé dans la clandestinité et avait annoncé son intention de reprendre les armes dans le Caucase du Nord. Il est considéré aujourd'hui comme disparu depuis 2004. Certaines rumeurs ont laissé entendre qu'il aurait été liquidé, d'autres qu'il se cacherait à l'étranger¹⁷⁴. Ainsi disparaît le mafieux sur qui les Occidentaux comptaient pour contrôler les ressources énergétiques du Caucase, avant de se retourner contre

¹⁷² REED Christopher, WHELEER Carolynne (16/07/2004) « *Paul Klebnikov - American journalist probing Russian business* » The Guardian. [En ligne] Consulté le 2 avril 2023. URL : <https://www.theguardian.com/news/2004/jul/16/guardianobituaries.pressandpublishing>

¹⁷³ Libération (17 juin 2005) « *Russie : piste tchéchène dans la mort de Klebnikov* ». [En ligne] Consulté le 31 mars 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/2005/06/17/russie-piste-tchetchene-dans-la-mort-de-klebnikov_523644/

¹⁷⁴ Фоломов Никита [FOLOMOV Nikita] (08/11/2021) « От Англии до Турции: где прячутся боевики «Ичкерии»* », gazeta.ru. [En ligne] Consulté le 2 avril 2023. URL : https://www.gazeta.ru/politics/2021/11/08_a_14180245.shtml

eux, ayant sans doute compris qu'il n'était qu'un vulgaire pion sur leur vaste échiquier géopolitique qu'est l'Eurasie. La disparition de Noukhayev et des principaux chefs séparatistes tchéchènes résume l'échec des impériaux américains sur plusieurs points. Tout d'abord, l'arrêt du processus de démantèlement de la Russie depuis la chute du mur de Berlin. Puis, l'ancrage de la Tchétchénie et des républiques fédératives russe du Caucase du Nord dans la Fédération de Russie. Ensuite, l'impossibilité d'obtenir un processus de paix favorable aux séparatistes tchéchènes en raison de leur proximité avec des organisations terroristes comme Al-Qaïda, considérées comme ennemis par l'Amérique après les événements du 11 septembre 2001. Enfin, l'insuccès de mettre la main sur les ressources énergétiques du Caucase du Nord par les compagnies occidentales, notamment après la victoire des forces russes et de la défection de leur contact sur place, Noukayev. Entre-temps, la Russie a réaménagé son pipeline dans le Caucase du Nord en contournant la Tchétchénie afin de renforcer sa dépendance économique vis-à-vis de Moscou¹⁷⁵. En 2013, le budget de la Tchétchénie dépendait à 80% du financement fédéral russe¹⁷⁶. Retour en 2008 : devant ce constat d'échec, la mission de Glen E. Howard en tant que directeur exécutif de l'ACPC est terminée. Entre temps, il est devenu à partir de 2003 le nouveau président de la Jamestown Foundation, il le restera jusqu'en 2023, avant de laisser les rênes à Peter Mattis.

¹⁷⁵ REKACEWICZ Philippe « *Géopolitique des tubes en Asie centrale* », Le monde diplomatique. Batailles pour l'énergie, « manière de voir » # 115, Février – mars 2011. [En ligne] Consulté le 2 avril 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/asietubes>

¹⁷⁶ Site Perspective Monde, rattaché à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke, Québec, Canada. (4 novembre 2013) « *Tchéchénie : entre un passé chaotique et un futur incertain* ». [En ligne] Consulté le 2 avril 2023. URL : <https://perspective.usher-brooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse?codeAnalyse=1598>

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA JAMESTOWN FOUNDATION

Le conseil d'administration de la Jamestown Foundation est présidé par Willem de Vogel¹⁷⁷. Né aux Pays-Bas, il a étudié au Pays de Galle (Royaume-Uni) avant d'intégrer l'Université de Chicago. Il a dirigé jusqu'en 2013 la société de capital-investissement Three Cities Research, basé à New-York et disposant de 700 millions de dollars de fonds de gestion¹⁷⁸.

Les 19 autres membres du conseil d'administration de la Jamestown Foundation sont :

- **Philip M. Breedlove.** Général américain à la retraite hautement décoré¹⁷⁹ de l'US Air Force. Il a commandé le Grand Quartier général des puissances alliées en Europe, basé en Belgique, qui planifie et exécute les opérations militaires de l'OTAN. En tant que commandant suprême des forces alliées en Europe, il relevait directement du secrétaire à la Défense et du président des États-Unis.
- **Linda H. Bond.** Cette Américaine a travaillé au bureau de la gestion et du budget sous l'administration de Ronald Reagan, puis pour le directeur de Voice of America. Elle était chargée de la collecte de

¹⁷⁷ The Jamestown Foundation, board members. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2022. URL : <https://jamestown.org/about-us/board-members/>

¹⁷⁸ Mass investor, Three Cities Research (TCR). [En ligne] Consulté le 9 novembre 2022. URL : <https://massinvestordatabase.com/public-firm.php?name=Three+Cities+Research>
Site de la société. URL : <https://www.tcr-ny.com/>

¹⁷⁹ Distinguished Service Medal, Defense Superior Service Medal, Legion of Merit with three oak leaf clusters, Defense Meritorious Service Medal with two oak leaf clusters, Meritorious Service Medal with three oak leaf clusters, Aerial Achievement Medal. Source : Airn.nato.int. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2022. URL : https://web.archive.org/web/20130403021838/http://www.airn.nato.int/bios/breedlove_eng%20Jul12.htm

fonds pour plusieurs organisations caritatives ou lors des campagnes politiques, mais également pour un think tank, Empower America. Linda Bond fut pendant plus d'une décennie consultante pour la Ronald Reagan Presidential Foundation. Elle a été aussi commissaire à la Commission des boursiers de la Maison-Blanche de 2016 à 2020. Depuis 2015, Linda Bond est associée fondatrice et directrice financière du groupe KBS¹⁸⁰. Un groupe qui a ses relations au sein des institutions publiques à Washington D.C.

■ **Mattiew Bryza.** Cet ancien diplomate américain a exercé de nombreux postes au cours de sa carrière. Conseiller spécial du président et secrétaire d'État sur l'énergie de la mer Caspienne. Conseiller sur la réforme économique dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. Responsable du bureau de la Russie au département d'État. Responsable politique aux missions américaines en Russie (1995-97) et Pologne (1989-91). De 2001 à 2005, il a servi à la Maison-Blanche en tant que directeur des affaires européennes et eurasiennes au sein du personnel du National Security Council (NSC). Entre 2005 et 2009, sous-secrétaire d'État adjoint pour l'Europe et l'Eurasie. Il a été coprésident américain du groupe de Minsk de l'OSCE chargé de la médiation de plusieurs conflits : Haut-Karabakh, Chypre, Ossétie du Sud et Abkhazie. Un bien beau parcours, mais en 2010 et 2011, Mattiew Bryza a été impliqué dans un conflit d'intérêts en raison de sa nomination en tant qu'ambassadeur pour l'Azerbaïdjan par le président Barack Obama¹⁸¹. La communauté américano-arménienne a reproché ses liens étroits avec les dirigeants azerbaïdjanais. À titre d'exemple, la présence de plusieurs hauts responsables du gouvernement azéri à son mariage en Turquie, alors qu'au même moment, il assurait les négociations dans le conflit

¹⁸⁰ KBS Group, Linda Bond Partner. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2022. URL : <https://www.kbsgroupllp.com/team/linda-bond/>

¹⁸¹ ABBASOV Shahin (May 21, 2010) « *Matthew Bryza Named New US Ambassador to Azerbaijan* », Eurasianet. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://eurasianet.org/matthew-bryza-named-new-us-ambassador-to-azerbaijan>

entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh en tant que coprésident du groupe de Minsk. Autre élément, le ministre du Développement économique de l'époque, Haydar Babayev avait même payé une part importante des frais du mariage¹⁸². Ces liens étroits avec des dirigeants azerbaïdjanais posaient évidemment la question de son éventuel parti pris dans la résolution du contentieux. À la suite de ce scandale, Mattiew Bryza sera relevé de son poste d'ambassadeur en 2012 pour résider en Turquie avec sa femme, Zeyno Baran, une turco-américaine qui a étudié au Hudson Institute de Washington, connu pour être un think tank des plus conservateurs. Autre tâche dans la carrière du brillant diplomate, il fut critiqué pour avoir fait croire au président de la Géorgie de l'époque, Mikheil Saakachvili, du soutien inconditionnel des États-Unis à Tbilissi¹⁸³ dans son bras de fer avec les régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie¹⁸⁴. Ses gages sécuritaires auraient encouragé le président géorgien à lancer son offensive en Ossétie du Sud en 2008 et provoquer en retour l'intervention de l'armée russe et la défaite de la Géorgie¹⁸⁵.

■ **James G. Gidwitz.** Industriel américain, membre émérite de la Lincoln Academy, de l'État de l'Illinois ; président directeur général

¹⁸² JULLIARD Jean-François & LE COZ Clothilde (August 11, 2010), « JULLIARD & LE COZ: Emissary entanglements », The Washington Times. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://www.washingtontimes.com/news/2010/aug/11/emissary-entanglements/>

¹⁸³ Capitale de la Géorgie, dans la région du Caucase.

¹⁸⁴ Territoires séparatistes composés de populations russophones, situés dans le nord et le nord-ouest de la Géorgie. Ces deux territoires revendiquent le droit à l'autodétermination pour devenir des États indépendants avant de souhaiter leur rattachement à la Fédération de Russie.

¹⁸⁵ KUCERA Joshua (July 22, 2010), « Baku Envoy Nominee Faces Grilling During Confirmation Hearing », Eurasianet. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://eurasianet.org/baku-envoy-nominee-faces-grilling-during-confirmation-hearing>

et président du conseil d'administration¹⁸⁶ de la Continental Materials Corp¹⁸⁷. Une entreprise familiale spécialisée dans le commerce de gros de matériaux de construction et enregistré dans l'État du Delaware¹⁸⁸. Il a été président directeur général et co-fondateur de Riverbend Industries Inc¹⁸⁹ avant de laisser la place à un membre de sa famille, l'ancien ambassadeur Ronald J. Gidwitz comme nouveau Executive Chair & Chief Executive Officer¹⁹⁰. Ronald J. Gidwitz a été ambassadeur américain en Belgique de 2018 à 2021¹⁹¹ et ambassadeur par intérim des États-Unis auprès de l'Union européenne de 2020 à 2021¹⁹². La famille Gidwitz n'est pas n'importe quelle famille. Il s'agit de celle qui a apporté le plus grand soutien financier lors de la campagne présidentielle de 2016 dans l'État de l'Illinois au candidat devenu président, Donald Trump¹⁹³. Ronald Gidwitz

¹⁸⁶ Chairman and Chief Executive Officer (CEO), Chairman of the Board.

¹⁸⁷ The Lincoln Academy of Illinois, members, James G. Gidwitz. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://thelincolnacade-myofillinois.org/members/james-gidwitz/>

¹⁸⁸ Securities and Exchange Commission (SEC). [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://sec.report/Document/0001558370-20-003027/>
https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/24104/000110465920048514/a20-15932_3sc13da.htm

¹⁸⁹ Bloomberg. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://www.bloomberg.com/profile/person/1405150?lead-Source=uverify%20wall>

¹⁹⁰ Riverbend industries. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://www.riverbendindustries.com/team/>

¹⁹¹ US Embassy in Belgium. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://be.usembassy.gov/tag/ambassador-ron-gidwitz/>

¹⁹² US Mission to the European Union. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://useu.usmission.gov/ronald-j-gidwitz/>

¹⁹³ JANSSEN Kim (May 31, 2017) « *Judge to Trump's top Illinois donor, Ron Gidwitz: Fork over \$5.7M in damages* ». Chicago Tribune. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL :

était le président du comité des finances de l'Illinois. En 2017, la famille Gidwitz a été condamnée par la justice à 5,7 millions de dollars de dommages et d'intérêts pour avoir rompu leur contrat avec le cabinet d'avocats Ungaretti & Harris sans payer leurs frais juridiques¹⁹⁴.

■ **Patrick W. Gross.** Président de la société de conseil et d'investissement en affaire et en technologie, The Lovell Group. Il a fondé et dirigé pendant trente ans l'American Management System Inc (AMS) avec quatre collègues de l'Office of the Secretary of Defense¹⁹⁵ dont le chiffre d'affaires atteint 1 milliard de dollars et compte 7 000 professionnels en Amérique du Nord et en Europe. Gross est aussi administrateur dans quatre sociétés ouvertes : Career Education Corporation, Capital One Financial Corporation, Liquidity Services Inc et Mobius Management Systems Inc. Puis, administrateur de sociétés fermées : Sarnoff Corporation et Development Alternatives Inc. Vice-président du Council for Excellence in Government¹⁹⁶, une organisation qui avait comme coprésidents

<https://www.chicagotribune.com/news/ct-gidwitz-lawsuit-0601-chicago-inc-20170531-story.html>

¹⁹⁴ Hinshaw (June 22, 2018) « *Hinshaw Client Ungaretti & Harris LLP Secures \$5.7 Million Judgment for Unpaid Attorneys' Fees* ». [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <https://www.hinshawlaw.com/newsroom-news-Ungaretti-Secures-Judgment-Attorneys-Fees.html>

¹⁹⁵ Le bureau du secrétaire à la Défense, est « *responsable de l'élaboration des politiques, de la planification, de la gestion des ressources et de l'évaluation des programmes* ». Le secrétaire de la Défense « *supervise le département de la Défense et agit en tant que principal décideur et conseiller en matière de défense* ».

Source : Office of Secretary of Defense. [En ligne] Consulté 10 novembre 2022. URL : <https://www.defense.gov/About/Office-of-the-Secretary-of-Defense/>

¹⁹⁶ Council for Excellence in Government ou Conseil pour l'Excellence dans la Gouvernance. Une organisation de partenariat public/privé créée pour améliorer l'efficacité du gouvernement fédéral et local.

honoraires rien de moins que trois anciens présidents américains : Jimmy Carter, George H.W. Bush et William Jefferson alias « Bill » Clinton¹⁹⁷. Mais Gross est surtout membre de l'International Institute for Strategic Studies (IISS)¹⁹⁸. Ce think tank britannique est connu pour avoir publié le dossier « controversé » *Iraq's Weapons of Mass Destruction : A Net Assessment* et que le *Senior adviser*¹⁹⁹ pour l'Europe, François Heisbourg²⁰⁰, a promu en affirmant que les armes de destruction massive irakienne existaient « bel et bien »²⁰¹. Ce dossier fut utilisé par le Premier ministre anglais de l'époque Tony Blair et par le président américain George W. Bush pour justifier l'intervention militaire en l'Irak en 2003²⁰². Nous savons aujourd'hui que ce n'était qu'un pur mensonge et une propagande de guerre. Au passage, François Heisbourg est toujours en poste malgré ce scandale. Enfin, Patrick Gross est aussi membre du Conseil

¹⁹⁷ The Council for Excellence in Government, Board of Trustees. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : <http://web.archive.org/web/20090220192730/http://excelgov.org/About/content.cfm?ItemNumber=8743&navItemNumber=9428>

¹⁹⁸ L'International Institute for Strategic Studies (IISS) ou en français Institut international des études stratégique se présente comme « *un institut de recherche international qui fournit des informations objectives sur les développements militaires, géopolitiques et géoéconomiques qui pourraient conduire à un conflit* ». Source : <https://www.iiss.org/> (Consulté le 10 novembre 2022).

¹⁹⁹ Conseiller principal.

²⁰⁰ IISS. [En ligne] Consulté le 10/11/2022. URL : <https://www.iiss.org/people/european-security-and-defence/francois-heisbourg>

²⁰¹ Le Monde (16 juillet 2003) « *Armes irakiennes : l'embarras des spécialistes du désarmement* ». [En ligne] Consulté le 10 novembre 2022. URL : https://www.lemonde.fr/archives/article/2003/07/16/armes-irakiennes-l-embarras-des-specialistes-du-desarmement_327900_1819218.html

²⁰² YAGHOUBIAN, David N. *Iranian Studies*, vol. 41, no. 5, 2008, pp. 773–79. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/25597516>. Accessed 10 Nov. 2022.

consultatif d'un autre think tank, l'Aspen Institute²⁰³. Membre du Council on Foreign Relations (CFR).

■ **Bruce Hoffmann.** Professeur américain à l'Université de Georgetown à Washington DC, dont son thème de prédilection est l'étude du terrorisme et de l'insurrection. Il a obtenu plusieurs postes au sein du think tank, la RAND Corporation²⁰⁴. Cette dernière avait publié en 2019 un rapport intitulé *Overextending and Unbalancing Russia : Assessing the Impact of Cost-Imposing Options*²⁰⁵, qui peut se traduire par « Surmener et déséquilibrer la Russie : Évaluation de l'impact des options coûteuses ». Ce rapport se donne pour but *d'examiner en détail les options non violentes et coûteuses que les États-Unis et leurs alliés pourraient poursuivre dans les domaines économiques, politiques et militaires pour stresser – surmener et déséquilibrer - l'économie et les forces armées de la Russie et la*

²⁰³ Aspen Institute. [En ligne] Consulté 10 novembre 2022. URL : <https://www.aspeninstitute.org/our-people/patrick-w-gross/>

²⁰⁴ La RAND Corporation se définit comme « *une organisation de recherche qui développe des solutions aux défis de politique publique pour aider à rendre les communautés du monde entier plus sûres et plus sécurisées, plus saines et plus prospères. RAND est à but non lucratif, non partisan et engagé dans l'intérêt public* ». Source : <https://www.rand.org/about.html> (Consulté le 11 novembre 2022).

²⁰⁵ Dobbins, James, Raphael S. Cohen, Nathan Chandler, Bryan Frederick, Edward Geist, Paul DeLuca, Forrest E. Morgan, Howard J. Shatz et Brent Williams, *Overextending and Unbalancing Russia: Assessing the Impact of Cost-Imposing Options*. Santa Monica, Californie : RAND Corporation, 2019. URL : https://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB10014.html. (Consulté le 11 novembre 2022).

*position politique du régime à l'intérieur et à l'étranger*²⁰⁶. Bruce Hoffmann est également membre du CFR²⁰⁷.

■ **Michael E. Kavoukjian.** Associé du cabinet d'avocat international White & Case, où il a dirigé pendant douze ans le groupe Global Private Clients. Cette firme a joué « un rôle central » dans les privatisations en l'Europe de l'Est après la Guerre froide et leur conversion à l'économie de marché. Il a occupé le poste d'officier des opérations à la Direction des Opérations de la CIA. Il est membre du conseil de surveillance de la Hoover Institution qui est une division de l'Université de Stanford²⁰⁸. L'organisation comprend un grand nombre de documents d'archives traitant de l'histoire de l'Union soviétique. L'Institution Hoover est un think tank dont sa directrice n'est autre que l'ancienne secrétaire d'État américaine sous la présidence de George W. Bush, Condoleezza Rice²⁰⁹. Membre du CFR²¹⁰.

■ **Timothy J. Keating.** Amiral de l'U.S. Navy à la retraite, hautement décoré de la marine américaine et à l'étranger. Il a servi en tant

²⁰⁶ « *This brief summarizes a report that comprehensively examines non-violent, cost-imposing options that the United States and its allies could pursue across economic, political, and military areas to stress—overextend and unbalance—Russia's economy and armed forces and the regime's political standing at home and abroad.* ». URL : https://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB10014.html (Consulté le 11 novembre 2022).

²⁰⁷ Council on Foreign Relations. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2022. URL : <https://www.cfr.org/expert/bruce-hoffman>

²⁰⁸ Sources : Hoover Institution. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2022. URL : <https://www.hoover.org/about/who-we-are/overseers>

²⁰⁹ Hoover Institution. Who we are ? Leadership. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2022. URL : <https://www.hoover.org/about/who-we-are/leadership>

²¹⁰ Council on Foreign Relations. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2022. URL : <https://web.archive.org/web/20161127231837/http://www.cfr.org/about/membership/roster.html?letter=K>

que commandant de l'United States Pacific Command (CINPAC) qui est l'un des 11 commandements de combattants unifiés responsable de la région Indopacifique. Il s'agit d'une structure disposant d'un commandement interarmées et permanent des Forces armées américaines dont la mission est de « sanctuariser le territoire des États-Unis, son peuple, et ses intérêts » de concert avec d'autres agences gouvernementales. Il a servi aussi dans l'United States Northern Command (NORTHCOM) qui concerne cette fois la zone d'Amérique du Nord. Dans la foulée, il a été commandant du NORAD²¹¹ dont la mission est la surveillance de l'espace aérien des États-Unis et du Canada. Après cette exceptionnelle carrière, il est devenu vice-président du conseil d'administration de l'U.S. Naval Institute²¹². Une association militaire professionnelle privée à but non lucratif cherchant à offrir des forums pour débattre des questions de défense et de sécurité nationales. Parmi ses membres notables figurait le général, puis secrétaire d'État américain sous l'administration Bush, Colin Powell²¹³. Timothy Keating est aussi membre du conseil d'administration de l'entreprise Sparton²¹⁴, se présentant comme « le leader mondial de la conception, du développement, des tests, et de la production de systèmes électroniques maritimes

²¹¹ North American Aerospace Defense Command (NORAD) ou le Commandement de la Défense Aérospatiale de l'Amérique du Nord.

²¹² U.S. Naval Institute, board directors. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2022. URL : <https://www.usni.org/about-us/board-directors/adm-timothy-j-keating-usn-ret>

²¹³ U.S. Naval Institute. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2022. URL : <https://www.usni.org/magazines/proceedings/1992/july/special-annapolis-seminar-general-colin-l-powell-usa-address>

²¹⁴ Sparton, leadership. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2022. URL : <https://www.sparton.com/about-us/leadership/keating/#:~:text=In%20addition%20to%20numerous%20awards,in%20the%20United%20States%20Navy>

complexes »²¹⁵. L'entreprise Sparton est une filiale de la société El-bit Systems of America²¹⁶.

■ **Louise V. Oliver.** Ancienne ambassadrice. Elle doit en partie sa carrière à la famille Bush. En 1989, elle fut nommée par le président George H.W. Bush à la Commission nationale pour les enfants. Puis nommée par George W. Bush - devenu président à son tour - en tant que représentante permanente des Etats-Unis à l'UNESCO entre 2004 et 2009. Fellow²¹⁷ de l'Institute of World Politics à Washington, une école privée formant les étudiants dans les domaines de la sécurité nationale, du renseignement et des affaires internationales. Elle a travaillé avec plusieurs départements et agence de l'administration américaine : le Département d'État, l'éducation, le commerce, la santé et l'énergie. Elle a également travaillé en étroite collaboration avec le NSC. Ensuite, nous notons qu'elle a contribué à fonder, en 1996, la New Atlantic Initiative (NAI)²¹⁸, un centre de recherche international, mais surtout un think tank se donnant comme le but de *renforcer la coopération transatlantique entre gouvernements américains et européens*. Une consolidation devant se faire au travers des « institutions démocratiques » de l'OTAN et du libre-échange. On compte dans ses mécènes, Helmut Schmidt, Margaret Thatcher ou Henry Kissinger. Ce dernier était aussi membre du conseil consultatif de la NAI, avec Zbigniew Brzezinski, Colin Powell, Donald Rumsfeld, William Kristol, John Bolton, Robert Zoellick et même Rupert Murdoch²¹⁹. Bref, toute la clique des

²¹⁵ Complex Maritime Electronic Systems. Source : Sparton, about us. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2022. URL : <https://www.sparton.com/about-us/>

²¹⁶ Site : <https://www.elbitamerica.com/> (Consulté le 11 novembre 2022).

²¹⁷ Boursière ou étudiante émérite.

²¹⁸ Council of American Ambassadors. Louise V. Oliver. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL : <https://www.americanambassadors.org/members/louise-v-oliver>

²¹⁹ American Enterprise Institute for Public Policy Research. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL :

néoconservateurs américains. Et cerise sur le gâteau, en 2002, le nouveau directeur exécutif de la NAI était Radek Sikorski²²⁰, le député européen polonais ayant remercié les États-Unis après le sabotage des pipelines Nord Stream²²¹.

■ **John P. Oswald.** Président directeur général de la banque d'affaire et d'investissement, Capital Trust Group. Il s'est spécialisé dans les opérations de fusion et d'acquisitions, notamment dans l'immobilier. Capital Trust Group est partenaire d'une autre société de capital-investissement dont John Oswald membre de l'équipe dirigeante, The EuroMena Funds²²². Ses actionnaires sont des institutions financières de développement²²³, la Banque européenne d'investissement (BEI), Proparco, la Caisse des Dépôts (parrainée par les Fonds publics français), l'institution financière du développement du Royaume-Uni (anciennement CDC pour devenir la BII, British International Investment) qui gère un actif total de 7,5 milliards de livres sterling²²⁴, l'International Finance Corporation

<http://web.archive.org/web/20060206235749/http://www.aei.org/research/nai/about/projectID.11/default.asp>

²²⁰ BOURGE Christian (May 15, 2002) « *Sikorski to Expand New Atlantic Initiative* ». American Enterprise Institute. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL : <https://www.aei.org/articles/sikorski-to-expand-new-atlantic-initiative/>

²²¹ Revoir le CHAPITRE 1 du livre sur le sabotage de Nord Stream.

²²² The Euromena Funds. John P. Oswald. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL : <https://euromenafunds.com/team/j-o-h-n-p-o-s-w-a-l-d/>
<https://euromenafunds.com/our-partners-capital-trust/>

²²³ Development Financial Institution (DFI). Les DFI jouent un rôle important dans le financement des investissements dans les pays en développement, sous la forme de prêts à risque plus élevé, de prises de participation et de garanties. Cela peut impliquer des acteurs publics et privés.

²²⁴ BII, our compagny. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL : <https://www.bii.co.uk/en/about/our-company/>

(IFC)²²⁵, la société allemande d'investissement et de développement (DEG)²²⁶, et des riches familles d'affaires²²⁷. La holding EuroMena participe au pacte mondial des Nations Unies²²⁸ qui vise à inciter les entreprises du monde entier à « adopter une attitude socialement responsable » en s'engageant à promouvoir certains principes fondamentaux comme les droits de l'homme, le respect des normes internationales du travail et environnementales, ainsi que la lutte contre la corruption. Cependant, le fonds est basé dans trois pays : à Beyrouth au Liban, à Malte, et à Londres au Royaume-Uni, à deux pas du Ritz Hotel. Des pays où la fiscalité n'est pas trop imposante et dont l'opacité est de mise. Pour preuve, son adresse basée à Malte (B2 Industry Street – Qormi QRM 3000 Malte) est citée par l'International Consortium of Investigative Journalists²²⁹ comme faisant partie du registre des adresses qui abritent des sociétés offshores dans les paradis fiscaux et de leurs vastes réseaux de blanchiment d'argent et d'évasion fiscale. C'est l'affaire dite des Paradise Papers, révélée en 2017²³⁰. On compte 79 sociétés offshores rien que pour cette seule adresse, dont Euromena Holding Limited, et Euromena FMC Limited. Ces deux sociétés ont pour directeur ainsi que

²²⁵ La société financière internationale est une organisation dépendant du Groupe de la Banque Mondiale (World Bank Group) consacré au secteur privé.

²²⁶ Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (DEG)

²²⁷ The Euromena Funds, about. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL : <https://euromenafunds.com/about/>

²²⁸ UN Global Compact. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL : <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/participants/121301-The-Euromena-Funds>

²²⁹ Le consortium international des journalistes d'investigation est un réseau mondial de 280 journalistes d'investigation dans plus de 100 pays qui collaborent à des reportages d'investigation approfondis.

²³⁰ International Consortium of Investigative Journalists. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL : <https://offshore-leaks.icij.org/nodes/58058519>

représentant légal et judiciaire, Gilles de Clerck²³¹, le cofondateur de l'EuroMena Funds²³². Si nous consultons *The Gazette*, monsieur de Clerck est aussi le représentant de la société EuroMena Capital Partners LLP²³³, dont le siège est situé à Londres, soit à la même adresse que la société Capital Trust dirigée par John Oswald²³⁴. Montrer l'exemple en matière d'honnêteté et de transparence, voilà le nouveau défi à relever pour John Oswald et ses sociétés.

■ **William B. Richards.** Un professionnel dans le domaine de l'investissement et des fonds spéculatifs avec plus de 40 ans d'expérience. Il a aussi servi comme lieutenant d'infanterie pendant la guerre du Vietnam. Il entama sa carrière à Wall Street chez Donaldson, Jenrette et Lufkin. Associé directeur de WBR Advisors LLC qui fournit des conseils stratégiques aux sociétés financières. Depuis 2018, William Richards est membre du conseil d'administration de la société d'intelligence artificielle avec analyse prédictive, Potentia Analytics. En 2019, il rejoint un autre conseil d'administration d'une autre société de gestion de données, Mydayda Inc²³⁵.

²³¹ International Consortium of Investigative Journalists. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://offshore-leaks.icij.org/nodes/56102703>

²³² Dogfinance. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : https://m.dogfinance.com/fr/p/gilles-de-clerck?auth_user=

²³³ Soit le registre public du Royaume-Uni. The Gazette. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://www.thegazette.co.uk/company/OC393542>

²³⁴ 48 Fao Capital Trust Ltd, Dover Street, London, England, W1S 4FF. GOV.UK. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/OC393542>

²³⁵ American Corporate Partners. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2022. URL : https://www.acp-usa.org/ABOUT_ACP/Advisory_Council/WilliamB.Richards

■ **Scott Robins.** Entrepreneur américain et président-directeur général de Virtual Procurement Services (VSP) qu'il a fondé en 2009. Cette entreprise « combine des données analytiques prédictives et des processus prioritaires pour aider les entreprises et les gouvernements aux États-Unis, en Asie, et dans les Caraïbes à récupérer l'argent déjà dépensé sur les actifs technologiques et réduire le coût d'acquisition ». Une entreprise se voulant pionnière dans le domaine de l'analyse augmentée. Depuis 2020, il est membre du Forbes Councils²³⁶.

■ **Clinton I. Smullyan.** Président-directeur général de Mosbacher Properties Group LLC, qui excelle dans « le développement, la propriété et la gestion de biens immobiliers ».

■ **Robert Spalding (Robert S. Spalding III).** Général de brigade américain à la retraite de l'U.S. Air Force. Il a assuré les fonctions d'assistant spécial du vice-chef d'état-major pour l'U.S. Air Force en 2018²³⁷. Robert Spalding a été ancien directeur principal de la planification stratégique du NSC de la Maison Blanche. Il a été l'un des plus ardents opposants de l'entrée de la 5G de l'entreprise chinoise Huawei aux États-Unis. Spécialiste des relations internationales entre la Chine et les États-Unis, il est auteur de deux ouvrages dont les titres sont révélateurs de sa pensée. *Stealth War : How China took over while America's Elite Slept* (2019) qui peut se traduire par « Guerre furtive : Comment la Chine a pris le pouvoir pendant que l'élite américaine dormait ». Le deuxième, *War without rules : China's Playbook for Global Domination* (2022), ou

²³⁶ Forbes Councils « est une organisation professionnelle sur invitation unique où les meilleurs PDG et entrepreneurs développent des compétences professionnelles et acquièrent des relations et de la visibilité sur Forbes.com. » Forbes Councils. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://councils.forbes.com/profile/Scott-Robins-CEO-Virtual-Procurement-Services/59e0964a-a2f9-4810-9a01-b2b39347f403>

²³⁷ US Air Force. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://www.af.mil/About-Us/Biographies/Display/Article/999629/brigadier-general-robert-s-spalding-iii/>

« Guerre sans règles : le manuel de la Chine pour la domination mondiale ». Pour ce général, la montée en puissance de la Chine est préoccupante, voire obsessionnelle. Dans le chapitre 1 de son deuxième ouvrage, « Connaître votre ennemi » (*Know Your Enemy*), il désigne explicitement la Chine comme « la menace numéro un » pour les États-Unis. Voici ces affirmations : *Au cours de ces années, j'en suis venu à deux réalisations clés. Premièrement, le but numéro un du Parti communiste chinois est la survie du Parti communiste chinois. Et deuxièmement, la menace numéro un pour atteindre cet objectif est la démocratie américaine. Nous ne les considérons peut-être pas comme nos ennemis, mais ils nous voient sûrement comme leurs ennemis. Les seuls existants*²³⁸. Comment le régime démocratique américain – pouvant être fort discutable – pourrait menacer la Chine, alors qu'elle s'est développée ces trente dernières années sans pour autant avoir ébranlé les institutions américaines ? N'est-ce pas plutôt grâce à la mondialisation, au libre-échange et aux délocalisations des entreprises occidentales en Chine qui ont contribué à faire de cette dernière, la puissance faisant tant redouter notre général ? Malicieusement, nous pourrions consigner que c'est grâce au modèle américain et son exportation au monde qui a favorisé son modèle concurrent. De plus, les dirigeants chinois auraient une tout autre façon de percevoir les choses s'ils devaient juger la politique étrangère de l'empire américain de ces dernières décennies. Ils pourraient raisonner comme ceci : « Le but de l'Amérique est la survie de l'Amérique en tant que superpuissance mondiale. Et la menace numéro un, c'est la Chine qui monte en puissance. Nous ne considérons peut-être pas les Américains comme nos ennemis, mais ils nous

²³⁸ *Over those years I came to two key realizations. First, the number one goal of the Chinese Communist Party is the survival of the Chinese Communist Party. And second, the number one threat to achieving that goal is American democracy. We may not see them as our enemy, but they surely see us as their enemy. An existential one.*

SPALDING Robert, *War Without Rules: China's Playbook for Global Domination* [En ligne], Sentinel, U.S.A., 2021, Chapter 1, page 6. [In English]

voient sûrement comme leurs ennemis. Les seuls existants avec la Russie ». Connaître son ennemi, certes, mais le comprendre et se mettre à sa place, c'est mieux. Le comprendre pour permettre de créer des passerelles pour que plus tard, l'ennemi d'hier ne soit pas l'ennemi de demain, et ce, pour l'éternité. Qu'il devienne au fil du temps un partenaire dans la recherche d'une nouvelle coexistence pacifique. Sauf si le véritable objectif est l'anéantissement total de l'ennemi. Pour terminer, le général de brigade à la retraite est *senior fellow*²³⁹ du think tank Hudson Institute et membre à vie du CFR²⁴⁰.

■ **Robert E. Spring.** Directeur général de la société d'investissement et de conseil, Gracie Square Capital, LLC. Robert Spring a « une longue histoire » avec la National Defense University²⁴¹. Une université qui est en partenariat avec le Département d'État américain²⁴². Membre du conseil consultatif au Center for Global Risk and Security²⁴³ du think tank RAND Corporation. Il a aussi travaillé sur des questions qui impliquent la base industrielle de la défense avec le Defense Science Board²⁴⁴ qui est rattaché au Département

²³⁹ Chercheur principal.

²⁴⁰ Hudson Institute, Robert Spalding. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://www.hudson.org/experts/1265-robert-spalding>

²⁴¹ L'Université de la Défense nationale des États-Unis est chargée de l'étude et de l'élaboration de stratégie de sécurité nationale. NDU. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://www.ndu.edu/About/Vision-Mission/>

²⁴² NDU. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://www.ndu.edu/News/Article-View/Article/572657/the-view-from-the-bridge-sailing-in-information-with-the-state-department/>

²⁴³ Le centre pour le risque global et la sécurité de la RAND Corporation est chargé « développer une recherche multidisciplinaire et une analyse des politiques traitant des risques systémiques pour la sécurité mondiale ».

Source : <https://www.rand.org/international/cgrs.html> (Consulté le 13 novembre 2022).

²⁴⁴ Le Defense Science Board ou Comité des sciences de la Défense, est un conseil d'experts civils nommés pour conseiller le Département

de la Défense américain. En 2019, il devient vice-président de la société Lumina, spécialisé dans l'analyse prédictive basée sur l'intelligence artificielle (IA) pour *assurer la sécurité des personnes et des lieux grâce à une détection active et précoce des comportements potentiels à risque*. Parmi les membres du conseil d'administration de Lumina, nous retrouvons : l'ancien procureur général de Floride et secrétaire d'État, Jim Smith. L'ancien gouverneur de l'État de Floride, Jeb Bush, le frère de George W. Bush. Kathleen Shanahan, ancienne chef de cabinet du vice-président Dick Cheney et du gouverneur Jeb Bush. Michael Chertoff, l'ancien secrétaire à la Sécurité intérieure. Et, Charles E. Allen, ancien assistant spécial du directeur de la CIA²⁴⁵ et ancien secrétaire adjoint pour l'analyse de l'information au Département de la sécurité intérieure nommé par le président George W. Bush²⁴⁶.

■ **David R. Stilwell.** Ancien général de brigade pour U.S. Air force avec 35 années de service. Ancien secrétaire d'État adjoint au Bureau des affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique de 2019 à 2021²⁴⁷. Il a été le conseiller pour l'Asie auprès du Chairman of the Joint

américain de la Défense sur les questions scientifiques et techniques. Il fournit « des solutions innovantes à une myriade de problèmes technologiques, opérationnels et de gestion depuis 1956 ». Le Comité est « composé d'anciens hauts responsables militaires et gouvernementaux, ainsi que de dirigeants de l'industrie et du milieu universitaire ».

DSB. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://dsb.cto.mil/>

²⁴⁵ Lumina Analytics (October, 22, 2019) « *Lumina Announces Robert Spring will Join Board of Managers as Vice Chair* ». [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://luminaanalytics.com/2019/10/22/lumina-announces-robert-spring-will-join-board-of-managers-as-vice-chair/>

²⁴⁶ The American Presidency Project. [En ligne] Consulté 13 novembre 2022. URL : <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/personnel-announcement-416>

²⁴⁷ Bureau of East Asian and Pacific Affairs (EAP)

Chiefs of Staff (CJCS)²⁴⁸, qui est l'officier le plus haut gradé des forces armées des États-Unis et le principal conseiller militaire auprès du président des États-Unis. Notre général à la retraite a donc fréquenté le Pentagone²⁴⁹. Il fut attaché de défense à l'ambassade des États-Unis à Pékin de 2011 à 2013. Considéré comme un « ardent défenseur²⁵⁰ » des intérêts américains dans les négociations avec la République populaire de Chine. Il a favorisé les relations diplomatiques avec les pays de ASEAN²⁵¹, notamment pour faire respecter la Convention des Nations Unies du droit de la mer qui établit une Z.E.E. à ces pays, face aux prétentions chinoises. Convention que les États-Unis eux-mêmes n'ont toujours pas signé et ratifié à ce jour²⁵².

■ **Michelle Van Cleave.** Avocate et consultante. Considérée comme « une sommité en matière de contre-espionnage, de politique technologique et de sécurité nationale ». Assistante spéciale du sous-secrétaire à la défense pour la politique et conseillère principale du secrétaire des armées de 2001 à 2003. Elle a occupé le poste de directrice nationale du contre-espionnage sous la présidence de George W. Bush en 2003²⁵³. Elle était chargée de diriger et d'intégrer les activités de contre-espionnage, du FBI, de la CIA, du ministère de la Justice et d'autres organisations fédérales. Elle a occupé des postes gouvernementaux pour trois présidents américains et trois

²⁴⁸ Président du personnel des Chefs d'État-major.

²⁴⁹ US Air Force. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://www.af.mil/About-Us/Biographies/Display/Article/108721/brigadier-general-david-r-stilwell/>

²⁵⁰ « Strong advocate »

²⁵¹ Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN). Cette organisation regroupe plusieurs pays de la région afin de renforcer leurs coopérations économiques, politiques, et culturelles.

²⁵² Nations Unies. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : https://treaties.un.org/pages/ViewDetailsIII.aspx?src=TREATY&mtdsg_no=XXI-6&chapter=21&Temp=mtdsg3&clang=fr

²⁵³ Nommée au National Counterintelligence Executive.

comités du Congrès couvrant le renseignement, la défense nationale et la sécurité intérieure. Après avoir quitté ses fonctions, elle a rejoint la faculté de la National Defense University jusqu'en 2011²⁵⁴.

■ **Arthur Waldron.** Professeur de Relations internationales au Département d'histoire à l'Université de Pennsylvanie. C'est un historien de la Chine « spécialisé dans les origines et le développement du nationalisme, et dans l'étude de la guerre et de la violence en général ». Il a été membre de la Commission Tilelli (2000-2001) qui a été chargé d'étudier les reportages de la CIA concernant l'émergence de la puissance chinoise. Dans son rapport final, la commission d'expert en a conclu que *les rapports et programmes de renseignement de la CIA liés à la Chine souffraient d'une « prédisposition institutionnelle » à minimiser ou à mal interpréter les problèmes de sécurité nationale posés par le régime communiste de Pékin*²⁵⁵. En somme, de ne pas prendre la menace chinoise au sérieux. Arthur Waldron a aussi cumulé plusieurs postes importants au sein de diverses structures. Ancien directeur des études asiatiques à l'American Enterprise Institute²⁵⁶, un think tank néoconservateur qui avait abrité dans ses locaux un think tank similaire, la New Atlantic Initiative (NAI) pour lequel Louise Oliver, autre membre du conseil d'administration de la Jamestown Foundation avait contribué par le passé²⁵⁷. Vice-président de l'International Assessment

²⁵⁴ National Security Institute, Michelle Van Cleave. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://nationalsecurity.gmu.edu/michelle-van-cleave/>

²⁵⁵ The Washington Times (July 6, 2001) « *Panel finds CIA soft on China* ». [En ligne] Consulté 13 novembre 2022. URL : <https://www.washingtontimes.com/news/2001/jul/6/20010706-024147-1037r/>

²⁵⁶ American Enterprise Institute. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://www.aei.org/>

²⁵⁷ American Enterprise Institute. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <http://web.archive.org/web/20060206235749/http://www.aei.org/research/nai/about/projectID.11/default.asp>

and Strategy Center, autre think tank installé à Washington. Arthur Waldron est membre du conseil consultatif de Global Taiwan Institute²⁵⁸ visant à promouvoir les relations entre Taïwan et le reste du monde. Dernier élément, M. Waldron est membre du CFR²⁵⁹.

Nous allons maintenant aborder le dernier membre du conseil d'administration de la Jamestown Foundation. On ne pouvait que finir en beauté avec un tel *curriculum vitae*.

■ **Michael Vickers.** Ancien des Forces spéciales de l'U.S. Army (Bérets verts) et ancien agent de la CIA²⁶⁰. Selon la Jamestown Foundation il serait « l'un des meilleurs professionnels de la sécurité nationale » des États-Unis. Il a été un stratège opérationnel clé dans le programme d'action secret le plus réussi de la CIA dans les années 1980 qui a visé à vaincre l'armée soviétique en Afghanistan en soutenant les Moudjahidines, « les combattants de la liberté (dont l'un de ses combattants était un certain Oussama Ben Laden) ». Mais également un stratège opérationnel contre Al-Qaïda (cette fois, contre Oussama Ben Laden, les Talibans et « l'Axe du Mal ») au cours des années 2000. Cela étant, il est connu pour avoir planifié l'opération visant à l'assassinat de Oussama Ben Laden. Michael Vickers aura décidément accompagné Ben Laden du début jusqu'à la fin. Toujours dans les années 2000, Vickers a couvert également la modernisation des forces nucléaires pour la dissuasion et les représailles, et le rééquipement des forces conventionnelles

²⁵⁸ Global Taiwan Institute. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://globaltaiwan.org/member/arthur-waldron/>

²⁵⁹ Council on Foreign Relations. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://web.archive.org/web/20161125051027/http://www.cfr.org/about/membership/roster.html?letter=W>

²⁶⁰ TYSON Ann Scott (December 28, 2007) « Sorry, Charlie. This Is Michael Vickers's War », Washington Post. [En ligne] Consulté le 13 nov. 2022. URL : https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/12/27/AR2007122702116.html?itid=ik_inline_manual_22

pour « lutter contre le terrorisme » sous l'administrations Bush. De 2011 à 2015, il aura été sous-secrétaire à la Défense pour le renseignement, sous l'administration Obama. Après avoir servi cette dernière, il devient vice-président exécutif du fonds d'investissement In-Q-Tel, qui est la branche d'investissement stratégique de l'Intelligence Community, soit la communauté du renseignement des États-Unis qui regroupe 18 services de renseignement américains²⁶¹ dépendant de plusieurs ministères²⁶². Pour finir avec ce *Pontifex maximus*²⁶³ du renseignement américain, Michael Vickers est conseiller principal pour le groupe Telemus et conseiller pour le cabinet de conseil américain Boston Consulting Group (BCG).

Après cette longue présentation, nous pouvons conclure qu'au sein des instances dirigeantes de la Jamestown Foundation, nous avons une imbrication entre les milieux politiques, militaires, économiques et universitaires. Des personnalités appartenant pour la plupart à des think tanks néoconservateurs à différents degrés, ayant des liens avec le renseignement américain et partageant une hostilité primordiale envers la Chine et la Russie. Nous remarquons aussi la

²⁶¹ Office of Naval Intelligence (ONI), Coast Guard Intelligence (CGI), Bureau of Intelligence and Research (INR), Central Intelligence Agency (CIA), Sixteenth Air Force (16 AF) (USAF ISR Enterprise), National Security Agency (NSA), National Reconnaissance Office (NRO), Defense Intelligence Agency (DIA), Military Intelligence Corps (MIC), Office of Intelligence and Counterintelligence (OICI), Marine Corps Intelligence (MCI), National Geospatial-Intelligence Agency (NGA), Office of Intelligence and Analysis (OIA), Intelligence Branch (IB), Office of National Security Intelligence (ONSI), Office of Intelligence and Analysis (I&A), National Space Intelligence Center (NSIC). URL : <https://www.intelligence.gov/how-the-ic-works#our-organizations> (Consulté le 13 novembre 2022).

²⁶² Associated Press, (Janury 10, 2021) « *US intel community expands with Space Force unit* », Air Force Times. [En ligne] Consulté le 13 novembre 2022. URL : <https://www.airforcetimes.com/news/your-air-force/2021/01/10/us-intel-community-expands-with-space-force-unit/>

²⁶³ Grand pontife. Un titre donné au grand prêtre à la tête du collège du temps de la Rome antique.

représentation du CFR avec 5 membres sur les 21 qui composent les instances dirigeantes de la Jamestown Foundation. Soit près d'un quart de l'effectif. Voilà les personnes avec qui Vadim Shtepa travaille, en plus de ses activités au sein des branches locales de la station Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) qui a initialement été créée et financée par la CIA²⁶⁴.

En 2015, M. Shtepa a été contraint de s'exiler en Estonie pour « échapper aux persécutions politiques » dont il fait l'objet de la part des autorités russes. Nous invitons nos lectrices et nos lecteurs à répondre à la problématique suivante. Imaginons que notre cher Vadim Shtepa soit né sur le sol américain, et que plus tard à l'âge adulte, il se rapproche d'une fondation que nous nommerons « Foundation of the Kremlin ». Dans son organigramme, nous aurions des anciens hauts gradés de l'armée russe, des membres du conseil d'administration d'entreprises comme Gazprom, ainsi que des anciens diplomates russes, du FSB et des Spetsnaz²⁶⁵. Cette fondation lui payerait une bourse d'étude à l'université d'État de Moscou. À sa sortie, il travaillerait sur la décomposition des États-Unis d'Amérique sur des critères ethniques, culturels et religieux. Il en ferait également la promotion à son retour en Amérique. Dans ces conditions, notre cher Vadim Shtepa ne connaîtrait-il pas les mêmes « persécutions politiques » mais cette fois venant du FBI et de la CIA ? Ne serait-il pas fiché comme un agent de subversion au service d'une puissance étrangère hostile ? Pire, être considéré comme un traître à sa patrie ayant rompu son serment de fidélité envers la bannière étoilée²⁶⁶, la main sur le cœur, le tout entonné de la musique

²⁶⁴ Revoir le CHAPITRE 2 du livre sur l'Amcomlib.

²⁶⁵ Forces spéciales russes.

²⁶⁶ Ce serment de fidélité est appelé *Pledge of Allegiance* : « *Je jure allégeance au drapeau des États-Unis d'Amérique et à la République qu'il représente, une nation unie sous l'autorité de Dieu, indivisible, avec la liberté et la justice pour tous* ». Approuvé lors d'une loi du Congrès en date du 18 juin 1942.

*The Star-Spangled Banner*²⁶⁷ ? Dans ce cas, ne serait-il pas contraint à l'exil et être *persona non grata* en Amérique ?

Un persécuté vu de l'Occident, un traître et un agent de l'étranger vu de Moscou. Tout dépend de quel angle nous nous plaçons.

RÉSUMÉ

Philip M. Breedlove : Général / US Air Force – OTAN.

Linda H. Bond : Administration Reagan – Groupe KBS.

Mattiew Bryza : Ambassadeur en Azerbaïdjan - National Security Council (NSC).

James G. Gidwitz : Continental Materials Corp – Ambassadeur auprès de l'UE – Financement de la campagne de 2016 pour Donald Trump.

Patrick W. Gross : The Lovell Group - American Management System Inc (AMS) - Council for Excellence in Government - International Institute for Strategic Studies (IISS) – Aspen Institute – CFR.

Bruce Hoffmann : Professeur américain – RAND Corporation - CFR.

Michael E. Kavoukjian : Avocat - White & Case - Global Private Clients – CIA – Hoover Institution – CFR.

Timothy J. Keating : Amiral / US Navy – NORAD - U.S. Naval Institute – Sparton / Elbit Systems of America.

²⁶⁷ L'hymne national des États-Unis d'Amérique a été adopté en 1931 par le Congrès.

Louise V. Oliver : Administration George H.W. Bush - NSC
- New Atlantic Initiative (NAI).

John P. Oswald : Capital Trust Group - The EuroMena
Funds.

William B. Richards : Gestionnaire de fonds spéculatifs -
Potentia Analytics - Mydayda Inc.

Scott Robins : Entrepreneur - Virtual Procurement Services
(VSP).

Clinton I. Smullyan : Mosbacher Properties Group LLC.

Robert S. Spalding III : Général / US Air Force – NSC –
Hudson Institute – CFR.

Robert E. Spring : Gracie Square Capital, LLC – RAND
Corporation - Département de la Défense américain –
Lumina – CIA – Administration George W. Bush.

David R. Stilwell : Général / US Air Force.

Michelle Van Cleave : Avocate et consultante –
Administration George W. Bush – Contre-espionnage.

Arthur Waldron : Historien - Commission Tilelli sur les
rapports de la CIA - American Enterprise Institute -
International Assessment and Strategy Center - Global
Taiwan Institute – CFR.

Michael Vickers : Forces spéciales de l'U.S. Army – CIA –
Administrations George W. Bush et Barack Obama - In-
Q-Tel – Telemus - Boston Consulting Group (BCG).

Citations

En temps de guerre, la vérité est la première victime.

Eschyle (525 - 456 avant J.-C.).
Dramaturge grec²⁶⁸.

Les 10 principes élémentaires de propagande de guerre :

1. Nous ne voulons pas la guerre
2. Le camp adverse est le seul responsable de la guerre
3. Le chef du camp adverse a le visage du diable (ou « l'affreux de service »)
4. C'est une cause noble que nous défendons et non des intérêts particuliers
5. L'ennemi provoque sciemment des atrocités, et si nous commettons des bavures c'est involontairement
6. L'ennemi utilise des armes non autorisées
7. Nous subissons très peu de pertes, les pertes de l'ennemi sont énormes
8. Les artistes et intellectuels soutiennent notre cause
9. Notre cause a un caractère sacré
10. Ceux (et celles) qui mettent en doute notre propagande sont des traîtres

Anne Morelli.

Historienne belge, dans son livre :
Principes élémentaires de propagande de guerre ²⁶⁹

²⁶⁸ The Guardian, « Who coined the phrase, "The first casualty of War is Truth" ? ». [En ligne] Consulté le 20 mars 2023. URL : <https://www.theguardian.com/notesandqueries/query/0,5753,-21510,00.html>

²⁶⁹ MORELLI Anne, *Principes élémentaires de propagande de guerre*, Éditions Aden, Belgique, 2010.

CHAPITRE 5

LE PORTAIL REGION.EXPERT ET SES COLLABORATEURS

Dans les précédents chapitres, nous avons pu observer les liens entre le Forum des nations libres de Russie avec l'Institut des Régions de Russie, lui-même ayant des connexions, via Vadim Shtepa, avec la Jamestown Foundation dont nous avons démontré l'imbrication avec les milieux néoconservateurs américains ainsi qu'avec les agences de renseignement américaines. Nous allons maintenant nous intéresser aux 13 collaborateurs du portail web Region.Expert de l'Institut des Régions de Russie et auquel Vadim Shtepa est le rédacteur en chef.

■ **Paul Goble.** Un Américain présenté comme un « spécialiste des problèmes ethniques et politiques en Eurasie ». Il a été formé à l'Université de Miami dans l'Ohio et à l'Université de Chicago. Il a été vice-doyen pour les sciences sociales et humaines à l'Université Audentes de Tallinn ainsi qu'associé de recherche principale à l'EuroCollege de l'Université de Tartu en Estonie. Avant cela, il a occupé divers postes au Département d'État américain, à la CIA, puis à l'International Broadcasting Bureau (IBB) qui dépendait de l'United States Information Agency (USIA)¹. Il a travaillé pour de multiples

¹ International Broadcasting Bureau (IBB) ou le Bureau international de radiodiffusion était intégré au Broadcasting Board of Governors (BBG) ou Conseil des gouverneurs de la radiodiffusion, lui-même dépendant de l'United States Information Agency (USIA) ou l'Agence d'information des États-Unis. Cette dernière était une organisation gouvernementale

médias tel que Voice of America (VOA), Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), mais aussi en tant que rédacteur pour les médias ukrainiens *Kyiv Post*² et *Euromaidan Press*³. Il a également été *senior associate*⁴ pour la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)⁵, une organisation non gouvernementale existant depuis

américaine servant de soft-power, soit « la capacité d'un État à influencer et à orienter les relations internationales en sa faveur ». À titre d'exemple, en 1954, l'USIA s'est illustrée dans le soutien à une campagne médiatique contre le président du Guatemala, Jacobo Arbenz, afin de conditionner l'opinion publique au coup d'État orchestré par la CIA la même année. En 1999, l'USIA fut abolie et ses prérogatives ont été transférées au Département d'État américain avec la création du poste de Sous-secrétaire d'État à la diplomatie publique et aux affaires publiques. Le 30 avril 1994, le président américain Bill Clinton signe l'International Broadcasting Act (Public Law 103-236) qui crée l'IBB ainsi que le Broadcasting Board of Governors (BBG). Aujourd'hui, le BBG est renommé l'U.S. Agency for Global Media (USAGM) ou l'Agence américaine pour les médias mondiaux, bien qu'indépendante, elle est financée par le gouvernement américain. L'agence regroupe six entités que sont : Voice of America (VOA), Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), Radio Free Asia (RFA), les stations de langue arabe Alhurra Television et Radio Sawa, l'Office of Cuba Broadcasting (OCB) avec sa Radio et TV Martí.

SHEININ David. Review of Streeter, Stephen M. *Managing the Counterrevolution: The United States and Guatemala, 1954-1961*. H-Diplo, H-Net Reviews. November, 2001. [En ligne] Consulté le 1^{er} Mars 2023. URL : <https://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=5672>

U.S. Agency for Global Media, History. [En ligne] Consulté le 1^{er} Mars 2023. URL : <https://www.usagm.gov/who-we-are/history/>

² Kyiv post, author Paul A. Goble. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/author/paul-goble>

³ Euromaidan press, author Paul A. Goble. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://euromaidanpress.com/author/paulgoble/>

⁴ Associé principal.

⁵ Baltimore Council on Foreign Affairs, « Paul Goble, Senior Associate, Carnegie Endowment for International Peace », 11 août 2018.

1910 – que nous avons déjà traité dans l’ouvrage⁶ - qui est en réalité un think tank proche des services de renseignement américains. En 2015, le neuvième président de la CEIP n’était nul autre que William J. Burns⁷, ancien sous-secrétaire d’État⁸ et ancien ambassadeur en Jordanie puis en Russie, nommé en 2021 par le président des États-Unis Joseph Biden en tant que nouveau directeur de la CIA⁹. Par ailleurs, l’un des experts de renom de la CEIP se trouve être un certain Francis Fukuyama, l’un des principaux signataires de la « déclaration de principes » du think tank Project for the New American Century (PNAC)¹⁰ et membre du conseil d’administration de la

YouTube. 2min32. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=mk0pdX2OV4w>

⁶ Rappelons que lors de la Première guerre mondiale, l’agent de la Ligue des peuples étrangers de Russie travaillant pour le compte de l’Allemagne, Aino Malmberg, avait réussi à établir des contacts avec James Luther Slayden qui faisait partie du conseil d’administration de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP). Le but de la Ligue était de trouver des soutiens pour faire basculer l’opinion publique des pays neutres contre la Russie et de soutenir les « peuples opprimés » sous son joug.

Revoir le CHAPITRE 2 sur la première tentative de démantèlement de la Russie.

⁷ Carnegie Endowment for International Peace, William J. Burns. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://carnegieendowment.org/2015/02/04/william-j.-burns-begins-as-president-of-carnegie-endowment/i0ws>

⁸ Un poste qui relève du Département d’État des États-Unis, soit l’équivalent du ministère des Affaires étrangères.

⁹ CIA.GOV, director of CIA, William J. Burns. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://www.cia.gov/about/director-of-cia/>

¹⁰ Carnegie Endowment for International Peace, Francis Fukuyama. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://carnegieendowment.org/experts/570>

Freedom House¹¹. Paul Goble a été plusieurs fois décoré par les gouvernements de Lituanie, de Lettonie et d'Estonie pour son travail « pour la promotion de l'indépendance de la Baltique et le retrait des forces russes de ces terres autrefois occupées »¹². Puis, il a été rédacteur pour le « Centre international pour la défense et la sécurité » (*Rahvusvaheline Kaitseuringute Keskus*, RKK)¹³, le principal groupe de réflexion en Estonie spécialisé sur les questions de défense, de sécurité et de politique étrangère. L'une de ses missions est de *contribuer à renforcer le rôle intellectuel de l'Estonie au sein de l'OTAN et de l'UE en développant des idées politiques et des solutions stratégiques tournées vers l'avenir et innovantes pour l'agenda européen et transatlantique commun en matière de sécurité et de défense*¹⁴. Il est intéressant de noter que Vadim Shtepa figure aussi parmi les contributeurs en matière d'articles ayant pour thème la Russie pour le site internet du RKK¹⁵. Mais le point culminant est que Paul Goble a été membre de l'American Committee for Peace in Chechnya (ACPC)¹⁶, ce qui signifie qu'il a côtoyé Glen E. Howard, Zbigniew Brzezinski et toute la bande des néoconservateurs américains, mais qu'en plus, c'est un analyste pour la Jamestown Foundation. Dans un article de 2016, il appelait à la création d'un

¹¹ Freedom House, Board of Trustees, Francis Fukuyama. [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://freedomhouse.org/about-us/board-leadership>

¹² Jamestown Foundation, analyst, Paul Goble. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://jamestown.org/analyst/paul-goble/>

¹³ ICDS, Paul Goble. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://icds.ee/en/autor/paul-goble/>

NOTE : En anglais le think tank estonien se prononce International Centre for Defense and Security (ICDS).

¹⁴ ICDS, About. [En ligne] Consulté le 2 mars 2023. URL : <https://icds.ee/en/about/>

¹⁵ ICDS, author, Vadim Shtepa. [En ligne] Consulté le 17 mai 2023. URL : <https://icds.ee/ru/autor/vadim-shtepa/>

¹⁶ The American Committee for Peace in Chechnya, members. (op. cité).

nouveau Bloc des nations antibolcheviques (ABN)¹⁷ « actualisé » à l'occasion de la célébration du 70^e anniversaire de sa création. L'article a comme image de présentation, les drapeaux des nouveaux états indépendants d'une post-URSS présentée par l'ABN. Voici ce qu'il écrit :

Un nouvel ABN, engagé à unir les valeurs de la défense de la démocratie et de la défense des droits nationaux, pourrait constituer un point de convergence pour beaucoup et promouvoir ainsi la combinaison de valeurs que les Nations Unies en général et l'Occident en particulier ont déclarées depuis longtemps qu'ils les soutenaient. Par conséquent, à tout le moins, cet anniversaire et la parution de l'article de Bykov fournissent l'occasion de discuter de cette possibilité¹⁸.

Le nouvel ABN que Paul Goble appelait de ses vœux en 2016 a fini par éclore en 2022 avec le Forum des nations libres de Russie.

■ **Edward Lucas.** Journaliste anglais, chroniqueur au *Times*, ancien rédacteur en chef de *The Economist*¹⁹, il est également conseiller et chercheur principal du think tank Center for European Policy Analysis (CEPA)²⁰ qui promeut le renforcement des liens euro-

¹⁷ Revoir le CHAPITRE 2 sur la troisième tentative de démantèlement de la Russie concernant l'ABN.

¹⁸ Voir ANNEXE 35, image 46.

¹⁹ Plus précisément, Lucas a été chef du bureau de Moscou du journal de 1998 à 2002. Il couvre les affaires d'Europe centrale et orientales depuis 1986. Il est diplômé de la London School of Economics et parle plusieurs langues : le lituanien, le polonais, le tchèque, le russe et l'allemand.

World Bank, archive. [En ligne] Consulté le 4 avril 2023. URL : https://web.worldbank.org/archive/website01503/WEB/0_C-288.HTM

²⁰ CEPA, author, Edward Lucas. [En ligne] Consulté le 4 avril 2023. URL : <https://cepa.org/author/edward-lucas/>

atlantiques²¹. L'institution comprend comme « contributeurs » : Amazon, Google, Microsoft, Mercedes-Benz, l'ancien ambassadeur américain en Indonésie Robert S. Gelbard²², membre du conseil d'administration du think tank Atlantic Council²³ et a été le représentant des États-Unis auprès du Club de Paris de 1978 à 1982²⁴ ; **Thomas Firestone**, membre du comité directeur de la conformité et

²¹ Le Center for European Policy Analysis (CEPA) ou en français Centre d'analyse des politiques européennes, se décrit comme une « institution de politique publique à but non lucratif et non partisane basée à Washington DC, qui se concentre sur le renforcement de l'alliance transatlantique grâce à des recherches, des analyses et des programmes de pointe ».

URL : <https://cepa.org/about-cepa/> [Consulté le 4 avril 2023]

²² US Department of State, archive, biography, Robert S. Gelbard. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : https://1997-2001.state.gov/about_state/biography/gelbard_r_indonesia.html

²³ Atlantic Council (avril 8, 2014) « *Montenegro's Moment: Moving Forward with NATO* ». [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/event/montenegros-moment-moving-forward-with-nato/>

²⁴ Le Club de Paris est un groupe « strictement informel » et fermé. Il rassemble des fonctionnaires issus des principaux pays créanciers qui se réunissent pour discuter des dettes des États. Son rôle est de « trouver des solutions coordonnées et durables face aux difficultés de paiement des pays débiteurs ». Il existe 22 pays membres permanents. En 2023, la présidence du Club de Paris est assurée par Emmanuel Moulin, ancien administrateur suppléant de la Banque mondiale, ancien banquier senior chez Citigroup, ancien conseiller économique du président Nicolas Sarkozy et Directeur général du Trésor depuis 2020 sous la présidence d'Emmanuel Macron. Réf. : Club de Paris, présidence, Emmanuel Moulin. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : <https://clubdeparis.org/fr/communications/page/presidence>

Ministère de l'économie, des finances, et de la souveraineté industrielle numérique. Direction générale du trésor, gouvernance. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/qui-sommes-nous/gouvernance-et-organisation-de-la-dg-tresor>

des enquêtes mondiales de Baker McKenzie²⁵ et membre du Council on Foreign Relations (CFR)²⁶ ; **Victor Ashe**, ancien ambassadeur américain en Pologne, a été nommé à la Broadcasting Board of Governors (BBG) qui dépend de l'United States Information Agency (USIA) et membre des sociétés occultes Skull & Bones et du Bohemian Club²⁷ ; Lockheed Martin Corporation, Leonardo US Corporation, la division diplomatique de l'OTAN²⁸, la National

²⁵ Backer McKenzie est un grand cabinet d'avocat américain où avait travaillé Christine Lagarde, l'ancienne patronne du Fonds Monétaire International (FMI) et présidente de la Banque Centrale Européenne (BCE).

²⁶ Thomas Firestone a occupé divers postes au sein du ministère de la Justice américaine et a été conseiller juridique résident à l'ambassade des États-Unis à Moscou. Il obtient diverses distinctions dont le Superior Honor Award du Département d'État américain en 2010 et 2014. Il est également membre de la US-Russia Foundation.

Council on Foreign Relations, membership, Thomas A. Firestone. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

US-Russia Foundation, Tom Firestone. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : <https://www.usrf.us/tom-firestone>

²⁷ Victor Ashe a fait ses études à l'Université de Yale où la Skull & Bones a émergé. Son colocataire d'université et tout aussi membre de cette fraternité occulte était nul autre que le futur président des États-Unis, George W. Bush. C'est ce dernier qui l'a nommé ambassadeur en Pologne en avril 2004.

CREEKMORE Betsey B. (September 24, 2018) « *Victor Henderson Ashe* ». Publisher : University of Tennessee Libraries. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : <https://volopedia.lib.utk.edu/entries/victor-henderson-ashe/>

²⁸ Selon le site de l'OTAN, cette division « s'emploie activement à renforcer l'image publique de l'Alliance, en favorisant la compréhension, la confiance et le soutien envers l'Alliance ».

NATO, (9 mars 2023) « *NATO Public Diplomacy Division's Co-Sponsorship Grants* ». [En ligne] Consulté le 4 avril 2023.

Endowment for Democracy (NED), et le Département d'État américain²⁹.

Edward Lucas a aussi un parcours politique. Il a été sélectionné pour être le candidat potentiel pour devenir député dans la circonscription des Cités de Londres et Westminster en Angleterre, sous l'étiquette du parti des Libéraux-démocrates (*Liberal Democrats*, abrégé en Libdems)³⁰. Ce parti se positionne au centre de l'échiquier politique et a milité pour le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne lors de la campagne du référendum du 23 juin 2016. Au cours des trois années d'âpres négociations entre le 10 Downing Street³¹ et Bruxelles, les Libdems avaient adopté une ligne politique officielle visant à révoquer l'enclenchement opéré en mars 2017 de l'article 50 du Traité sur l'Union Européenne³², qui permettait au Royaume-Unis de quitter l'UE³³. En clair, annuler le Brexit, malgré l'expression de la majorité des sujets de sa Majesté. Aux dernières élections générales de 2019, les Libdems ont obtenu 11,5%, soit une

URL : <https://www.nato.int/cps/en/natohq/63610.htm#:~:text=The%20NATO%20Public%20Diplomacy%20Division,and%20support%20for%20the%20Alliance>.

²⁹ CEPA, our supporters. [En ligne] Consulté le 4 avril 2023. URL : <https://cepa.org/about-cepa/our-supporters/>

³⁰ Voir ANNEXE 36, images 47 a) et 47 b).

³¹ Le 10 Downing Street est depuis plus de 200 ans la résidence du Premier ministre britannique à Londres.

³² Eur-lex, retrait de l'Union Européenne. « *L'article 50 du traité sur l'Union européenne prévoit un mécanisme de retrait volontaire et unilatéral d'un pays de l'Union européenne (UE)* ». [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM:withdrawal_clause#:~:text=L'article%2050%20du%20trait%C3%A9,son%20intention%20de%20le%20faire.

³³ JAMES William, SITHOLE-MATARISE Emelia (September 15, 2019) « *Liberal Democrats formally adopt 'Stop Brexit' policy* », Reuters. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : <https://www.reuters.com/article/uk-britain-eu-libdems-idUKKBN1W00EO>

progression par rapport à 2017 où ils n'avaient récolté que 7,4%. Le parti se consolide comme la troisième force politique du pays en nombre de voix et la quatrième en nombre de sièges³⁴, derrière le Parti National Écossais (*Scottish National Party*, SNP)³⁵. Les Lib-dems sont affiliés, tout comme le Parti de la Liberté (*Laisvès partija*) d'Andrius Almanis, à l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE), partenaire du groupe Renew Europe au Parlement européen³⁶.

Dernière note, sur son site internet de campagne³⁷, Edward Lucas revendique comme qualité : *Honesty, Integrity, bravery* traduit en « Honnêteté, intégrité, courage ». Dans son communiqué, il prétend apparaître en sauveur de la démocratie en danger :

J'ai enfin atteint le point de non-retour. La démocratie est en danger. Nous devons la sauver. J'ai essayé le journalisme, écrit des livres, des groupes de réflexion, des experts et conseillé des gouvernements. Rien de tout cela n'a fonctionné. On nous trompe et on nous ment dans notre pays. Nos ennemis sont menaçants à l'étranger. C'est pourquoi je me tourne vers la politique, en essayant de gagner ce siège vital du centre de Londres pour les libéraux démocrates. [...] Mon objectif est simple : Sauvez la démocratie

³⁴ UK Parliament, House of Commons Library, General Election 2019: full results and analysis, 28 January, 2020. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : <https://commonslibrary.parliament.uk/research-briefings/cbp-8749/>

³⁵ Le SNP est un parti indépendantiste souhaitant que l'Écosse quitte le Royaume-Uni pour réintégrer l'UE.

³⁶ Alliance of Liberals and Democrats for Europe Party (ALDE) (op. cité)

³⁷ Le site n'est plus en ligne mais nous l'avons retrouvé sur Web Archive. URL : <https://web.archive.org/web/20221208003906/https://www.edwardlucas.com/> [Consulté le 5 avril 2023]

*de l'argent sale, de la désinformation, de la manipulation numérique*³⁸.

Sauver la démocratie, mais tout en appartenant à une formation politique proposant d'annuler le Brexit, c'est-à-dire le résultat du référendum qui est l'expression de la volonté populaire, la *vox populi*, soit la quintessence de la démocratie. Curieux n'est-il pas ce sauvetage ? *Democracy or no democracy ? That is the question.*

■ **Avraham Shmulevich.** Rabbin, politologue, historien et homme politique israélien d'origine russe. Né à Mourmansk, en Russie, sous le patronyme Demin Nikita Sergeevich. Lorsque ses parents ont divorcé, il reprit le nom de jeune fille de sa mère, Shmulevich. En 1981, il prit le prénom d'Avraham, en référence au principal patriarche dans la religion juive, Abraham. Il a étudié à la Faculté de biologie de l'Université d'État de Leningrad où il finit par être expulsé pour « activité sioniste » à la demande du KGB. Dans les années 1980, Shmulevich était très impliqué en tant que militant pour l'émigration des juifs d'URSS en Israël. Pour ses activités illégales, la Knesset³⁹ lui octroie la citoyenneté honoraire de l'État d'Israël. Il est à cette époque correspondant à Leningrad pour plusieurs samizdats⁴⁰. En 1989, il devient l'un des fondateurs de la première organisation sioniste légale en URSS, « Irgun Zioni », dont le chef était Lev Gorodetsky⁴¹. Shmulevich dirigea la branche de Leningrad. Au même moment, il voyage dans le Caucase et étudie

³⁸ Edward Lucas, *why we fight*. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : https://web.archive.org/web/20221208095052/https://www.edwardlucas.com/why_we_fight

³⁹ Le parlement israélien.

⁴⁰ Diffusion clandestine d'ouvrages ou de journaux interdits par la censure en l'URSS.

⁴¹ Jewish Telegraphic Agency, « *Soviet Panel Charges Zionists Have Set Up Spy Network in USSR* », November 29, 1990. [En ligne] Consulté le 6 avril 2023. URL : <https://www.jta.org/archive/soviet-panel-charges-zionists-have-set-up-spy-network-in-ussr>

l'islam ainsi que les sectes des Subbotniks⁴². Apparues au XVIII^e siècle dans le sud de la Russie tsariste, elles regroupaient des chrétiens russes adoptant au départ certaines pratiques juives pour finir par se convertir au judaïsme⁴³ et créant des communautés en Ukraine, et particulièrement dans le Caucase du nord (Circassie, Tchéchénie, Daghestan, Ingouchie, etc.). Ils sont englobés sous l'appellation des « Juifs des montagnes » ou « Juifs du Caucase »⁴⁴. Shmulevich s'est instruit notamment dans la yeshiva⁴⁵ des kabbalistes mystiques ashkénazes *Shaarei Shamayim* (« Porte du Ciel »). En 1991, il émigre en Israël où il reçoit une formation rabbinique et s'installe à Hébron, la deuxième ville la plus sainte pour les Juifs après Jérusalem⁴⁶. Elle est aussi un théâtre d'affrontement entre communautés israéliennes et palestiniennes. Cela pousse Shmulevich à prendre part aux activités des détachements d'autodéfense des

⁴² FREUND Michael (July 15, 2021) « *Save Russia's Subbotnik Jews* », The Jerusalem Post. [En ligne] Consulté le 6 avril 2023. URL : <https://www.jpost.com/opinion/save-russias-subbotnik-jews-comment-673946>

⁴³ Dans les pratiques, le respect du « subbot » ou sabbat, soit le samedi, d'où l'appellation « subbotniks ».

⁴⁴ GREBENNIKOV Marat (2015) « *The Mountain Jews in Post-Soviet Caucasus: Reconstructing Ethnic Identification and Political Orientation* ». Journal of Political Sciences & Public Affairs, Department of Political Science, Concordia University, Canada, 3: 154. DOI :10.4172/2332-0761.1000154. [En ligne] Consulté le 7 avril 2023. URL : <https://www.longdom.org/open-access/the-mountain-jews-in-postsoviet-caucasus-reconstructing-ethnic-identification-and-political-orientation-2332-0761-1000154.pdf>

⁴⁵ Une yeshiva (ישיבה) est un centre d'étude de la Torah (l'Ancien Testament) et du Talmud (recueil principal des commentaires sur la Torah), dans le judaïsme.

⁴⁶ Hébron est une ville située au Sud-Ouest de la Cisjordanie abritant le Tombeau des Patriarches. Un monument juif construit entre le VI^e siècle av. J.-C. et le I^{er} siècle apr. J.-C. Il recouvre des monuments funéraires construits au-dessus des tombes attribuées aux patriarches Abraham, Isaac, Jacob et à leurs épouses.

colons israéliens où ses faits d'armes ont forgé sa réputation de « rabbin-partisan ». À partir d'avril 2001, il intègre le bureau politique du mouvement Eurasie d'Alexandre Douguine, lors de son congrès fondateur. Mais lorsqu'en 2002, le mouvement devient un parti politique, il le quitte⁴⁷. Parallèlement, il fonde durant des années 2000, le mouvement « hyper-sioniste international », « Bead Arzeinu » (Pour la patrie). Shmulevich prône alors une lutte contre l'islam intégriste en s'alliant avec les mouvements nationalistes en Europe pour réaliser le Grand d'Israël, dont les frontières iraient des fleuves du Nil jusqu'à l'Euphrate. Il est également favorable à la reconstruction du Troisième Temple de Jérusalem sur le mont du Temple, et devant remplacer la mosquée Al-Aqsa et le Dôme du Rocher⁴⁸. Deux monuments considérés comme des lieux saints de l'islam. Par conséquent, Shmulevich appartient au courant messianique voulant accomplir la prophétie d'Ezéchiel où le Temple de Salomon serait reconstruit vers la fin des temps, et devant parachever l'œuvre de Dieu en accordant la récompense au peuple élu : le peuple Juif. Ce courant messianique est imprégné dans une part non négligeable de la population israélienne, y compris aux États-Unis chez les chrétiens évangéliques⁴⁹.

⁴⁷ Avant de créer le Parti Eurasie, Alexandre Douguine était, avec l'écrivain Édouard Limonov, le fondateur du Parti national-bolchevique (PNB) qui voulait réunir « les idées d'extrême droite et d'extrême gauche comme alternative au libéralisme d'État de l'ère Eltsine ». Le PNB a été créé en 1993 puis interdit en 2007 par les autorités russes. Alexandre Douguine l'avait quitté entre-temps.

ATANESYAN Grigor [Атанесян Григор] (27/08/2022) « Фашизм, эзотерика, троллинг. Справедливо ли связывать идеи Дугина с идеологией Кремля », BBC Russie. [En ligne] Consulté le 17 avril 2023. URL : <https://www.bbc.com/russian/features-62692348>

⁴⁸ Voir ANNEXE 37, image 48.

⁴⁹ *Dieu au-dessus de tout ? | Les évangéliques à la conquête du monde* (3/3), documentaire réalisé par Thomas Johnson (2023, France et États-Unis, Arte), diffuseur Arte. Disponible sur internet. URL :

Nous vous renvoyons au documentaire du journaliste Charles Enderlin, ainsi que son ouvrage du même titre, *Au nom du Temple*⁵⁰.

Toujours dans les années 2000, pour défendre le « Grand Israël », Shmulevich estime qu'il faut constituer des alliances solides dans la région mer Noire-méditerranée. En Ukraine, il s'appuie sur Ioulia Timochenko. En Europe occidentale, il noue des contacts étroits avec des personnalités islamiques tels que l'imam de la communauté islamique italienne, Abdul Hadi Palazzi, et des représentants de partis politiques comme Jean-Marie Le Pen⁵¹, à l'époque président du Front National⁵². Au cours des années 2010, Avraham Shmulevich

<https://www.arte.tv/fr/videos/093036-000-A/les-evangeliques-a-la-conquete-du-monde-3-3/> [Consulté le 13 avril 2023].

⁵⁰ *Au nom du Temple*, documentaire réalisé par Charles Enderlin (2013, France, Zadig Productions), diffuseur France Télévisions. Disponible sur internet.

ENDERLIN Charles, *Au nom du Temple - Israël et l'irrésistible ascension du messianisme juif*, éditions Seuil, Paris, 2013.

⁵¹ Le 24 février 2003, lors d'une conversation avec Alexeï Venediktov sur la radio *Ekho Moskvy* (Écho de Moscou), Jean-Marie Le Pen aurait déclaré qu'Avraham Shmulevich était "un grand patriote du grand Israël". À la question que lui adressait Avraham Shmulevich : « *Comme vous le savez, la partie occidentale de l'Irak est située sur le territoire de l'Israël historique, à l'intérieur des frontières du Nil à l'Euphrate. À cet égard, comment voyez-vous le rôle d'Israël et le droit à son territoire ?* ». Jean-Marie Le Pen aurait répondu : « *Je me permettrai de ne pas répondre à cette question, en disant seulement que les pays font maintenant tout leur possible pour préserver ces frontières, qui pendant des siècles, ont réussi à créer et à renforcer.* »

⁵² Peoples.ru (22/04/2008) « Шмудевич Авраам / Shmulevich Avraam : Биография ». [En ligne] Consulté le 17 avril 2023. URL : https://www.peoples.ru/state/statesmen/shmulevich_avraam/

NOTE : Le site peoples.ru, est un quotidien russe traitant notamment des célébrités en Russie. Il a été créé en 1998 par Alexandre Kargin-Utkin. Le site est utilisé comme référence en Occident. Nous pouvons citer l'exemple de l'écrivaine et politologue américaine Karen Dawisha

abandonne les concepts d'eurasisme de Douguine pour se tourner vers un positionnement pro-occidental et antirusse. Il soutient dorénavant la création d'une Circassie dont les frontières coïncideraient à celles du XVIII^e siècle, où ce territoire du Caucase n'appartenait pas à l'Empire russe. Il plaide pour le retour des descendants des Circassiens en exil depuis leurs expulsions de 1864 à 1867, soit après l'annexion de ce territoire par la Russie. Ces événements font suite à la guerre russo-circassienne qui a duré un siècle, de 1763 à 1864⁵³. En 2014, Shmulevich avait même participé à une manifestation de Circassiens israéliens devant l'ambassade de Russie à Tel-Aviv pour protester contre l'arrestation d'activistes comme Andzor Akhokhov⁵⁴ par les autorités russes et contre l'organisation des jeux olympiques d'hiver à Sotchi. Il arborera à cette occasion le drapeau de la Circassie⁵⁵. Il réclame, rien de moins, que la reconnaissance par la Russie du « génocide circassien » et la restauration de « l'intégrité de la nation [circassienne] » sur son territoire historique. Enfin, Shmulevich se plaint que Moscou refuse même de discuter de ce problème. Il est intéressant d'analyser qu'Avraham Shmulevich défend corps et âme une patrie, la Circassie, qui a été opprimée, annexée et occupée par une puissance étrangère colonisatrice, dénonçant les expulsions d'un peuple ayant été arraché à sa terre d'origine

qui utilise peoples.ru comme source dans son livre paru en 2015, *Putin's Kleptocracy - Who Owns Russia ?* à la page 378.

⁵³ Aujourd'hui ces descendants de circassiens en exil sont principalement en Turquie.

⁵⁴ Un activiste circassien que n'hésite pas à défendre la Jamestown Foundation via son magazine *North Causasus Weekly*.

DZUTSATI Valery (24/02/2014) « *Circassian Activist Details Mistreatment by the Police and Why He Protests* » North Caucasus Weekly Volume: 15 Issue: 4, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 20 avril 2023. URL : <https://jamestown.org/program/circassian-activist-details-mistreatment-by-the-police-and-why-he-protests/>

⁵⁵ SHMULEVICH Avraham [Шмудевич Авраам] (07/09/2017) « Черкесский узел » Регион.Эксперт. [En ligne] Consulté le 20 avril 2023. URL : <https://region.expert/circassia/>

et qui pourtant... cautionne ce même processus en soutenant la colonisation israélienne, condamnée internationalement⁵⁶. Shmulevich valide, en même temps, l'expulsion des Palestiniens présents sur leur terre depuis des siècles, l'édification d'un Grand Israël allant du Nil à l'Euphrate et la destruction de lieux saints de l'islam pour y reconstruire le Troisième Temple de Salomon au nom d'un projet messianique. Ne serions-nous pas en présence de ce qu'en hébreux on appelle la *chutzpah* ? C'est-à-dire une forme de culot monstre ayant dépassé sans vergogne les limites de l'acceptable et suscitant l'indignation⁵⁷. Mais là où la *chutzpah* peut être la plus expressive, c'est au moment de la guerre en Ukraine où Avraham Shmulevich organise des conférences sur YouTube pour traiter du conflit avec Dmytro Korchynsky, le fondateur de l'Assemblée nationale ukrainienne – Autodéfense ukrainienne (UNA-UNSO)⁵⁸. Un parti nationaliste ukrainien disposant d'une organisation paramilitaire. Au cours de la Première guerre de Tchétchénie, les séparatistes tchétchènes avaient bénéficié de soutiens extérieurs, notamment de l'UNA-UNSO dirigée par Dmytro Korchynsky et Anatoli Lupinos. Ils formèrent la « brigade viking » composée de près de 200 hommes sous le commandement d'Aleksandr Muzychko. L'organisation est

⁵⁶ En 2023, la colonisation israélienne a été condamnée au conseil de sécurité des Nations Unies.

AFP (20 février 2023) « *Le Conseil de sécurité de l'ONU dénonce les colonies israéliennes et provoque la colère d'Israël* » Le Temps. [En ligne] Consulté le 20 avril 2023. URL : <https://www.le-temps.ch/monde/moyenorient/conseil-securite-lonu-denonce-colonies-israeliennes-provoque-colere-disrael#:~:text=Na-tions%20unies&text=Le%20Conseil%20de%20s%C3%A9curit%C3%A9%20de%20l'ONU%20a%20d%C3%A9nonc%C3%A9%20lundi,pro-voqu%C3%A9%20la%20col%C3%A8re%20d'Isra%C3%ABl>.

⁵⁷ CYPEL Sylvain (15 janvier 2013) « *De la "chutzpah" en affaires* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 20 avril 2023. URL : https://www.le-monde.fr/idees/article/2013/01/15/de-la-chutzpah-en-affaires_1817212_3232.html

⁵⁸ Voir ANNEXE 38, image 49.

accusée par les autorités russes d'avoir participé à la Deuxième guerre de Tchétchénie en plus de promouvoir des idéologies antisémites et fascistes⁵⁹. L'UNA-UNSO fut par la suite impliqué dans le bloc de soutien politique de l'ancienne Première ministre Ioulia Timochenko, puis dans les affrontements avec les forces de l'ordre lors des événements de l'Euromaïdan. La branche politique de l'organisation (UNA) va ensuite fusionner, le 22 mai 2014, avec un autre parti politique, le Secteur Droit de Dmytro Yaroch, proche de la mouvance néonazie et du parti Svoboda d'Oleh Tyahnybok⁶⁰. Après avoir quitté l'UNA-UNSO en 1997, Korchynsky fonde en 2002 le parti Fraternité (Bratstvo) très axé sur la défense du christianisme orthodoxe⁶¹. En 2004, il a tenté sans succès de se présenter aux élections présidentielles d'Ukraine. Ayant finalement abandonné, il s'était rangé du côté de... Viktor Ianoukovitch, le candidat de tendance pro-russe. À la suite de la révolution orange et à la victoire du candidat de tendance pro-occidentale, Viktor Iouchtchenko, Korchynsky voulait créer une « opposition populaire » face au nouveau gouvernement et sa politique de rapprochement avec les États-Unis et l'Union européenne⁶². Cette opposition voulait inclure, outre

⁵⁹ MCGREGOR Andrew, « *Radical Ukrainian Nationalism and the War in Chechnya* », North Caucasus Weekly Volume: 7 Issue: 13, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 3 avril 2023. URL : <https://jamestown.org/program/radical-ukrainian-nationalism-and-the-war-in-chechnya-2/>

⁶⁰ TASS (17/11/2014) « *Russia's top court bans Ukraine's UNA-UNSO, Right Sector as extremist organizations* ». [En ligne] Consulté le 21 avril 2023. URL : <https://tass.com/russia/760085>

⁶¹ GREBENYUK Yaroslav [ГРЕБЕНЮК Ярослав] (14/06/2016) « Українці мали створити власні ДНР-ЛНР на Донбасі - Дмитро Корчинський » Online.UA. [En ligne] Consulté le 21 avril 2023. URL : https://novyny.online.ua/ukrayintsi-mali-stvoriti-vlasni-dnr-lnr-na-donbasi-dmitro-korchinskiy_n744748/

⁶² AR'EV Volodymyr [АР'ЄВ ВОЛОДИМИР] (26/04/2005) « Скінхеди з "Братства" Корчинського » Ukrayinska Pravda. [En ligne] Consulté le 21 avril 2023. URL : <https://www.pravda.com.ua/rus/articles/2005/04/26/4387775/>

son parti Fraternité et son allié le Parti socialiste progressiste d'Ukraine (PSPU) de Natalka Vitrenko, toutes les oppositions, y compris le Parti des Régions de Viktor Ianoukovitch, mais en vain⁶³. Le parti « Bloc d'opposition populaire » conduit par Natalka Vitrenko ne remporta que 2,93 % des voix aux élections législatives de 2006. Autre élément, entre 2004 et 2006, Dmytro Korchynsky était, à l'instar de Natalka Vitrenko, membre du conseil suprême du Mouvement international eurasiatique fondé en 2003 par Alexandre Douguine⁶⁴. Le but de cette organisation était de promouvoir au niveau

NOTE : Ukrayinska Pravda ou *La vérité ukrainienne* est un site internet d'information ukrainien fondé en avril 2000 par le journaliste ukrainien d'origine géorgienne Gueorgui Gongadze. Ce dernier fut assassiné en septembre 2000 par d'anciens policiers qui ont agi sous l'ordre de commanditaires dont la culpabilité n'a pas été prouvée encore aujourd'hui. Parmi les commanditaires qui sont soupçonnés d'avoir donné l'ordre d'assassinat figure le président ukrainien de l'époque, Leonid Koutchma (1994-2005). Ce dernier a été ensuite choisi par le président Petro Porochenko pour représenter l'Ukraine lors des accords de Minsk en 2014 et 2015. En 2019, il a été nommé par le président Volodymyr Zelensky en tant que représentant de l'Ukraine au sein du groupe de contact pour la paix dans le Donbass.

TASS (03/06/2019) « *Zelensky appoints ex-Ukrainian President Kuchma envoy to Donbass Contact Group* ». [En ligne] Consulté le 21 avril 2023. URL : <https://tass.com/world/1061474>

⁶³ Korrespondent.net (23/02/2005) « Корчинський і Вітренко створюють народну опозицію і запрошують усіх без винятку ». [En ligne] Consulté le 21 avril 2023. URL : <https://ua.korrespondent.net/ukraine/253940-korchinskij-i-vitrenko-stvoryuyut-narodnu-opozyciyu-i-zaproshuyut-usih-bez-vinyatku>

⁶⁴ TARASIUK Taras, UMLAND Andreas (September 29, 2021) « *Unexpected Friendships: Cooperation of Ukrainian Ultra-Nationalists with Russian and Pro-Kremlin Actors* » Illiberalism Studies Program, The Institute for European, Russia, and Eurasian Studies, The George Washington University, U.S.A. [En ligne] Consulté le 21 avril 2023. URL : <https://www.illiberalism.org/unexpected-friendships-cooperation-of-ukrainian-ultra-nationalists-with-russian-and-pro-kremlin-actors/#19>

international le concept d'eurasisme. Soit, l'union du monde eurasiatique sous le patronage de la Russie en opposition à la domination des États-Unis. Rappelons qu'Avraham Shmulevich était presque au même moment proche de ces idéaux. En 2005, le site *Censor.net* avait interrogé Dmytro Korchynsky sur ses liens avec cette organisation. Voici ce qu'il répondit :

Censor.net : *Le [parti] « Fraternité » travaille en étroite collaboration avec l'Union de la jeunesse eurasiatique, qui prône l'établissement de l'Empire eurasien de la Russie, de l'Ukraine et de la Biélorussie. Comment le partenariat des nationalistes de Korchynsky avec une telle organisation est-il devenu possible ?*

Korchynsky : *Le mouvement eurasiste, dirigé par Douguine, essaie d'établir des relations entre nationalistes de différentes nations. Il n'y a rien d'étonnant à cela.*

Censor.net : *Comment voyez-vous l'avenir de la Russie et de l'Ukraine ? Les deux pays ont-ils la possibilité d'un avenir commun ?*

Korchynsky : *Le principal problème est que, dans toute famille, les relations entre frères sont très compliquées. Il n'y a jamais de relation sans nuages dans une telle situation. De plus, il existe une concurrence évidente entre la Russie et l'Ukraine dans l'espace post-soviétique. L'Ukraine, bien sûr, aimerait un jour dominer cet espace. Mais l'avenir des relations ukraino-russes est déterminé avant tout par le fait que les Slaves sont discriminés dans le monde moderne [...]. Les grandes forces politiques, la bureaucratie américaine et européenne nient toute souveraineté étatique nationale. La seule véritable façon de résister à ces forces passe par des efforts et des actions conjoints. Bien sûr, les Slaves ont un avenir commun. S'il y a un avenir, alors un seul en commun ⁶⁵.*

⁶⁵ TARASIUK Taras, UMLAND Andreas (op. cité).

Dans cet entretien, Korchynsky était même favorable à la prolongation du bail de la base navale russe sur la mer Noire stationnée dans la ville portuaire de Sébastopol, tandis que la plupart des nationalistes ukrainiens s'y opposaient. À partir de 2010, il finit par couper ses liens avec le mouvement eurasien en raison de dissensions avec Douguine. Ce dernier avait plaidé en faveur d'une division de l'Ukraine en deux États. L'État qui regrouperait le Sud et l'Est de l'Ukraine, peuplé majoritairement de russophones, serait *de facto*, sinon *de jure*, intégré à la Russie. En 2014, l'UNA-UNSO et le parti Fraternité participent aux manifestations de l'Euromaïdan. Au moment de la guerre du Donbass, Dmytro Korchynsky va brièvement s'impliquer avec le bataillon néonazi Azov avant de constituer sa propre unité paramilitaire, le bataillon Saint Mary. Dans une interview de 2015 accordée à *The Intercept*, il déclare : *Nous nous battons jusqu'à ce que Moscou brûle*⁶⁶. Korchynsky finira par dissoudre le bataillon en 2016 en raison de son affectation à l'ordre public et non au combat⁶⁷. Peu de temps après le 24 février 2022, date de l'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, Korchynsky crée le bataillon de volontaires ukrainiens, Bratstvo

⁶⁶ MAMON Marcin (March 18, 2015) « *THE MAKING OF A CHRISTIAN TALIBAN IN UKRAINE* » *The Intercept*. [En ligne] Consulté le 24 avril 2023. URL : <https://theintercept.com/2015/03/18/ukraine-part-3/>

⁶⁷ ONLINE.UA (12 juin 2016) « Стало известно о роспуске добровольческого батальона, который воевал на Донбассе ». [En ligne] Consulté le 24 avril 2023. URL : https://news.online.ua/stalo-izvestno-o-rospuske-dobrovolcheskogo-batalona-kotoryy-voeval-na-donbasse_n745451/

(« Fraternité »)⁶⁸, du même nom que son parti politique⁶⁹. Il se spécialise dans l'infiltration du territoire russe pour y mener des actes de sabotage des infrastructures et de tenter de kidnapper de hauts-gradés de l'armée russe⁷⁰. Ce bataillon a fait l'objet d'une couverture médiatique de la part d'une certaine presse occidentale pourtant souvent encline à dénoncer la montée en Europe des groupes et partis politiques qu'elle qualifie d'extrême droite (*The Guardian*⁷¹, *Le Monde*⁷², *Slate*⁷³, etc.). Résumons, Dmytro Korchynsky a soutenu au départ Viktor Ianoukovitch contre la révolution orange de 2004 -

⁶⁸ Y.R avec AFP (8 mars 2023) « *Bakhmout prise en étau, du nouveau sur le sabotage de Nord Stream... Le point sur la situation en Ukraine* » TF1. [En ligne] Consulté le 24 avril 2023. URL : <https://www.tf1info.fr/international/guerre-en-ukraine-russie-bakhmout-prise-en-etau-par-wagner-du-nouveau-sur-le-sabotage-des-gazoducs-nord-stream-le-point-sur-la-situation-du-mercredi-8-mars-2023-2250311.html>

⁶⁹ Voir ANNEXE 38, image 50, 51 et 52.

⁷⁰ The Observer (23 février 2023) « *Reportage. Bratstvo, un bataillon de saboteurs ukrainiens aussi utile qu'encomrant* » Courrier International. [En ligne] Consulté le 24 avril 2023. URL : <https://www.courrierinternational.com/article/reportage-bratstvo-un-bataillon-de-saboteurs-ukrainiens-aussi-utile-qu-encomrant>

⁷¹ BOFFEY Daniel (4 Feb 2023) « *'We killed three Russians': the secretive Ukrainian special forces taking the fight across the border* » The Guardian. [En ligne] Consulté le 24 avril 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2023/feb/04/ukraine-special-forces-russia-border>

⁷² D'ISTRIA Thomas (March 14, 2023) « *War in Ukraine: The volunteer group going behind Russian lines* » Le Monde. [En ligne] Consulté le 24 avril 2023. URL : https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/03/14/war-in-ukraine-the-volunteer-group-going-behind-russian-lines_6019324_4.html

⁷³ BURGEL Thomas (06/02/2023) « *Le bataillon Bratstvo, l'unité ukrainienne qui mène sabotages et attentats en territoire russe - Le danger est partout, le courage aussi.* » Korii, Slate. [En ligne] Consulté le 24 avril 2023. URL : <https://korii.slate.fr/et-caetera/ukraine-bataillon-bratstvo-unite-mene-sabotages-attentats-territoire-russe-partisans-missions-secret>

encouragée par les États-Unis -, et a été un partisan de l'eurasisme de Douguine. Puis, lors des événements de l'Euromaïdan de 2014 - toujours appuyés par les États-Unis -, il adopta une posture anti-lanoukovitch et pro-occidentale. Cette ambivalence sur le plan politique ne fut pas la seule. Nous la retrouvons dans les conflits armés auxquels l'UNA-UNSO a participé alors qu'il en était l'un des leaders. Si l'organisation a effectivement combattu aux côtés des séparatistes tchéchènes lors de la Première guerre de Tchétchénie, soit contre les forces armées russes, il en est tout autrement sur le théâtre d'opération de la Transnistrie. En 1992, Dmytro Korchynsky à la tête de l'UNA-UNSO, s'était battu contre les forces armées moldaves aux côtés des séparatistes transnistriens... soutenus par la Russie, dans la guerre du Dniestr. La Transnistrie est une région stratégique traversée par le fleuve Dniestr et donnant accès à la mer Noire, disposant d'une base russe héritée de l'ère soviétique. Elle est considérée par la Fédération de Russie comme faisant partie de son « glacis géopolitique »⁷⁴. Du point de vue russe, il était inacceptable de voir l'aboutissement du projet d'union de la Roumanie et de la Moldavie, avec la Transnistrie incluse, pour ne former qu'une seule nation. Cela aurait contraint la Russie à fermer sa base et d'abandonner définitivement ce territoire géostratégique au profit d'une

⁷⁴ Outre l'approche géographique, le Dniestr a une dimension historique et politique pour la Russie. À la suite de la guerre russo-turque de 1787 à 1792, l'empire Ottoman défait est contraint de signer le traité de Iași (ou Jassy) qui reconnaît non seulement l'annexion du khanat de Crimée par la Russie en 1783, mais aussi accepte la cession de la province turque du Yédisan (qui sont aujourd'hui les oblasts d'Odessa et de Mikolaïv de l'Ukraine, ainsi que la moitié méridionale de la Transnistrie). L'empire russe avait désormais une nouvelle frontière avec l'empire ottoman, le fleuve du Dniestr. Ensuite, cette frontière naturelle sera prolongée vers le nord au moment du Deuxième partage de la Pologne (appelée à l'époque la République des Deux Nations) en 1793. Ses territoires sont redistribués au profit de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie. Cette dernière récupère alors les territoires de l'Est de la Pologne et le fleuve du Dniestr constitue la nouvelle frontière avec son nouveau voisin, la principauté de Moldavie, vassale de l'empire ottoman.

influence occidentale. Moscou avait donc appuyé les séparatistes transnistriens. L'UNA-UNSO a participé aux combats contre l'armée moldave au motif de la protection de la minorité ukrainienne de Transnistrie et en espérant que cette région serait un jour intégrée à l'Ukraine⁷⁵. Au même moment, lors des guerres de Yougoslavie, l'UNA-UNSO s'était battue en Bosnie-Herzégovine pour appuyer les Croates locaux contre les Serbes, alliés de la Russie. En Géorgie, l'UNA-UNSO avait soutenu les forces géorgiennes contre les séparatistes abkhazes pro-russes lors de la Guerre d'Abkhazie de 1992 à 1993⁷⁶. Enfin, et dernière anecdote croustillante concernant cette sympathique organisation, le premier chef de l'UNA-UNSO était un certain Yuriy-Bohdan Shukhevych, le fils de Roman Shukhevych⁷⁷, le criminel et collaborateur nazi, commandant du bataillon Nachti-gall, proche de Stepan Bandera et chef de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA)⁷⁸. Voilà qui Dymtro Korchynsky côtoyait au début de la création de l'UNA-UNSO.

Avraham Shmulevich est donc un ultra-sioniste messianique, et Dymtro Korchynsky, un nationaliste ukrainien imbriqué dans la mouvance fasciste et néonazie ukrainienne ; ayant un passé politique commun avec Alexandre Douguine, le théoricien de l'eurasisme et du néo-impérialisme russe, avant de se mettre au service de l'impérialisme américain contre la Russie. L'un au sein du Forum des nations libres de Russie au travers du portail Region.Expert en tant que collaborateur ; l'autre, sur le théâtre de guerre à la tête du bataillon Bratstvo. Quelle troublante fraternité.

⁷⁵ Voir ANNEXE 38, images 53 et 54.

⁷⁶ TARASIUK Taras, UMLAND Andreas (op. cité).

⁷⁷ RAMET Sabrina P. *Radical Right in Central and Eastern Europe Since 1989*, Pennsylvania State University Press, 1999, U.S.A., page 290.

⁷⁸ Revoir le CHAPITRE 2 sur l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN).

■ **Pavel Mezerin.** Politologue russe, mais surtout régionaliste de Saint-Pétersbourg et représentant du mouvement Free Ingria⁷⁹. Une organisation militant pour l'indépendance de la région de Saint-Pétersbourg qui deviendrait « l'Ingrie »⁸⁰. Ce terme fait référence à l'ancienne possession suédoise appelée *Ingermanland* aux XVI^e et XVII^e siècles. Cette région appartenait autrefois au royaume de Suède et était hautement vitale car elle donnait accès à la mer et au commerce maritime baltique via le golfe de Finlande. Les marchands russes étaient donc obligés de passer par ce territoire. Le contrôle était donc un enjeu économique pour la Russie. La guerre de Livonie de 1558 à 1583, puis celle d'Ingrie de 1610 à 1617 qui opposa le royaume de Suède et le Tsarat de Russie, vont accoucher du traité de Stolbovo⁸¹. Dans ses clauses, la Suède cède à la Russie la province d'Ingrie et *Kexholm*, et un renoncement à toute prétention sur l'Estonie et la Livonie⁸². Dans un entretien accordé à *Euromaidan Press*, Pavel Mezerin déclarait :

Si mon Saint-Pétersbourg natal en 1991 était devenu indépendant de la Russie, alors aujourd'hui ce serait un Singapour européen, Hong Kong et Monaco réunis en un seul.

⁷⁹ Free Russia Forum, Pavel Mezerin. [En ligne] Consulté le 25 avril 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/biographies/mezerin-2>

⁸⁰ WHITMORE Brian (31/07/2017) « *The Daily Vertical: The Kremlin's Ingermanland-Phobia (Transcription)* » RFE/RL. [En ligne] Consulté le 25 avril 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/daily-vertical-russia-ingermanland-phobia/28650579.html>

⁸¹ SARMANT Thierry, « 10. Narva », dans : , *Pierre le Grand. La Russie et le monde*, sous la direction de SARMANT Thierry. Paris, Perrin, « Biographies », 2020, p. 132-145. URL : <https://www.cairn.info/pierre-le-grand--9782262048143-page-132.htm> [Consulté le 25 avril 2023]

⁸² La Livonie est le nom d'une entité de la baltique qui est passé sous diverses influences au cours de l'histoire (suédoise, lituanienne, polonaise, russe). Aujourd'hui son ancien territoire recouvre principalement l'Estonie actuelle et une partie de la Lettonie.

Je suis terriblement fatigué de tout l'impérialisme de l'État russe et aussi des « opposants de toute la fédération » comme Khodorkovski, Navalny, Yavlinsky, Kasparov, Kasyanov et ainsi de suite...⁸³.

Rappelons que Khodorkovski était l'un des sept oligarques russes qui avaient mis la main sur une part significative de l'économie de la Russie sous les années Eltsine (*semibankirschina*). Il a été emprisonné en 2003 pour « fraude fiscale », libéré en 2013, et vit désormais en exil à Londres. Quant à l'avocat et opposant Alexeï Navalny - emprisonné en Russie depuis 2021 -, il n'est plus considéré par l'ONG Amnesty International comme « prisonnier de conscience » en raison de ses propos nationalistes et racistes qu'il avait tenu dans les années 2000 et qui ont refait surface⁸⁴. Le chevalier blanc avait apparemment quelques taches noires sur son armure.

Pour ses idées portant atteinte à la loi fondamentale de la Russie sur son intégrité territoriale, Pavel Mezerin se réfugie dans un premier temps en Ukraine à partir de 2007. Selon un entretien pour le site du journal ukrainien, *Vikna* (Вікна), Mezerin se rendit aux moments des événements de l'Euromaïdan pour voir cette révolution populaire tout en dénonçant la propagande mensongère du Kremlin concernant la présence de « fascistes », de « bandéristes » ou « d'occidentaux » au sein des manifestants. Un « stupide agitprop à la Goebbels » selon lui : *C'est tellement irréal qu'il est même difficile de le commenter*⁸⁵. Pavel Mezerin n'a peut-être pas croisé Victoria

⁸³ A. N. (28/02/2017) « *'Stop feeding Moscow!'* – slogan of next Russian revolution, St. Petersburg regionalist says » Euromaidan Press. [En ligne] Consulté le 25 avril 2023. URL : <https://euromaidan-press.com/2017/02/28/stop-feeding-moscow-slogan-of-next-russian-revolution-st-petersburg-regionalist-says-euromaidan-press/>

⁸⁴ RAINSFORD Sarah (24 February 2021) « *Amnesty strips Alexei Navalny of 'prisoner of conscience' status* », BBC. [En ligne] Consulté le 25 avril 2023 : <https://www.bbc.com/news/world-europe-56181084>

⁸⁵ Вікна (13/03/2014) « Павло Мезерін: «В Росії зараз жити страшно. В Росії зараз жити небезпечно...» ». [En ligne] Consulté le 25 avril

Nuland lors du Maïdan, mais ce qui est sûr, c'est qu'en 2010, il avait croisé Yuriy Mykhalchyshyn, le conseiller idéologique du parti néonazi Svoboda. Cette rencontre a eu lieu le 30 avril 2010, au Press Club à Lviv, lors d'une réunion intitulée « Format de l'opposition et scénarios de la lutte pour le pouvoir en Ukraine », dans la perspective des élections locales de Lviv. À cette réunion figurait aussi : Stepan Kurpil, député du « Bloc d'Ioulia Timochenko » (BYU) ; Stepan Koubiv, chef du parti « Front du Changement » ; et Volodymyr Podgornov, directeur du fonds ukrainien d'opinion publique⁸⁶. L'objectif de cette rencontre était de débattre sur la stratégie que l'opposition devait adopter lors des prochaines échéances électorales après que l'élection présidentielle a été remportée par Viktor Ianoukovitch quelques mois plus tôt. Pavel Mezerin avait déclaré à cette réunion : *Si l'opposition ukrainienne comprend qu'elle est une opposition et sait ce qu'elle veut, alors elle trouvera une occasion d'agir dans le cadre de la Constitution*⁸⁷. L'opposition ukrainienne comprenait-elle aussi Svoboda ? Les élections législatives de 2012 dans la région de Lviv nous répondent par l'affirmatif lorsque Yuriy Mykhalchyshyn, membre de Svoboda, a été le candidat représentant plusieurs partis d'opposition, dont « Batkivshchyna », le parti d'Ioulia Timochenko⁸⁸, et « Front du Changement » qui avait pour chef un certain Arseni Iatseniouk (de 2009 à

2023. URL : <https://vikna.if.ua/news/category/articles/2014/03/13/16910/view>

⁸⁶ Daily Lviv (29/04/2010) « АНОНС: пряма трансляція засідання з Прес-клубу «Формат опозиції і сценарії її боротьби за владу в Україні», 30 квітня, 13.00 ». [En ligne] Consulté le 25 avril 2023. URL : <https://old.dailylviv.com/news/26648>

⁸⁷ pressclub.lviv.ua (30/04/2010) « Українська опозиція один до одного повторює долю російської,- політолог Павло Мезерін ». [En ligne] Consulté le 25 avril 2023. URL : <https://pressclub.lviv.ua/ukrainska-opozytsiia-odyn-do-odnoho-po/>

⁸⁸ « Batkivshchyna » ou en français Union panukrainienne « Patrie » est affilié au Parti populaire européen (PPE). Source : <https://www.epp.eu/parties-and-partners> [Consulté le 26 avril 2023].

2012)⁸⁹. Mykhalchyshyn est élu député de la Rada dans la circonscription à mandat unique n° 118 avec 57,21% des voix⁹⁰. Il faut savoir que Yuriy Mykhalchyshyn est une personnalité sulfureuse de Svoboda. Il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques et sa thèse abordait la comparaison de la formation des partis politiques de Hitler et de Mussolini. En 2005, il a créé un centre atypique, le « Centre de Recherche Politique Joseph Goebbels » qui changea de nom en « Ernst Jünger ». Il animait un blog dénommé nachtigal88⁹¹, en référence au bataillon Nachtigall composé d'Ukrainiens volontaires - dont l'OUN de Bandera - ayant combattu aux côtés de la Wehrmacht en 1941⁹². 88 est une référence nazie, elle désigne la huitième lettre de l'alphabet, le H. 88 = HH = Heil Hitler⁹³. En 2010, il rédigea un livre nommé *Vatra* ou « Feu » avec le symbole du *Wolfsangel* comme couverture⁹⁴. Cet ouvrage regroupe des textes de nationalistes ukrainiens et dont nous relevons des noms familiers : Dmytro Dontsov, Yaroslav Stetsko et Stepan Bandera. Le livre est aussi composé de textes d'européens comme l'Allemand Gregor

⁸⁹ KOSTENKO Victor [Костенко Віктор] (20/02/2020) « Юрій Михальчишин » Dsnews. [En ligne] Consulté le 26 avril 2023. URL : <https://www.dsnews.ua/ukr/dosie/yuriy-mihalchishin-28022022-450034>

⁹⁰ La circonscription n° 118 regroupe les parties des districts de Lychakivskiy et Shevchenkivskiy de Lviv, district de Pustomyivskiy de la région de Lviv.

⁹¹ URL : <https://nachtigal88.livejournal.com/> [Consulté le 27 avril 2023]

⁹² Revoir le CHAPITRE 2 sur l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN).

⁹³ WOZNIAK Taras [ВОЗНЯК ТАРАС] (27 juillet 2011) « Андерс Берінг Брейвік і наші праві радикали та сектантські групи довкола них », pravda.com.ua. [En ligne] Consulté le 26 avril 2023. URL : https://blogs.pravda.com.ua/authors/voznak/4e2fb2f01c8b9/page_3/

⁹⁴ 24tvivfr, (29 novembre 2013), « В місті презентували книгу Ю.Михальчишина "Ватра. Версія 2.0" » YouTube, 1 min00sec. [En ligne] Consulté le 26 avril 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=bYeuVQEIT0Y>

Strasser, membre du NSDAP⁹⁵. Le 9 mai 2011, le jour de la célébration de la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie, des groupes de skinheads, auxquels participait Yuriy Mykhalchyshyn, ont perturbé à Lviv la cérémonie des anciens combattants de la Seconde Guerre mondiale⁹⁶. En 2012, dans un entretien accordé à *LB.ua*, Yuriy Mykhalchyshyn se réclamait de l'héritage de Stepan Bandera : *Nous sommes l'armée de Bandera luttant contre le désespoir*. Et de rajouter que *Bandera est un exemple de croissance personnelle phénoménale et de carrière réussie*. Pour terminer, il déclarait que les générations de 20 à 30 ans *deviendront l'avant-garde de la révolution sociale-nationale en Ukraine*⁹⁷. Fin 2013, il participe aux événements de l'Euromaïdan. Puis de 2014 à 2016, il entre dans le Service de Sécurité d'Ukraine (SBU) afin d'y mener « une analyse des informations opérationnelles et élaborer des propositions de mesures opérationnelles ». Toujours en 2014, son adhésion à Svoboda est suspendue en raison de différends avec le chef du parti, Oleh Tyahnybok. Au cours de la guerre du Donbass, il devient officier du bataillon devenu régiment Azov⁹⁸. L'irréel ne l'était peut-être pas tant que ça.

Revenons à Pavel Mezerin. En 2014, il a participé à la deuxième journée de l'école d'été sur la sécurité de l'information, qui a été initiée par le Kyiv Security Forum de l'Open Ukraine Foundation

⁹⁵ Yuriy Mykhalchyshyn gèrait un site internet portant le même nom que son ouvrage. Réf. :

URL : <http://www.vatra.cc/nasha-vatra> [Consulté le 26 avril 2023].

⁹⁶ Vgolos, (9 mai 2011), « Михальчишин рулить на Марсовому полі », YouTube, 0min14sec. [En ligne] Consulté le 26 avril 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=v-1DoDWNeMY>

⁹⁷ KOSHKINA Sonia [Кошкіна Соня] (19/12/2012) « Юрій Михальчишин: "Ми - бандерівська армія, що бореться проти безнадії" », *LB.ua*. [En ligne] Consulté le 26 avril 2023. URL : https://lb.ua/news/2012/12/19/183088_yuriy_mihalchishin_mi_banderivska.html

⁹⁸ KOSTENKO Victor (op. cité).

créée en 2007 par Arseni Iatseniouk⁹⁹. La fondation a pour partenaires :

- Le gouvernement canadien ;
- Le German Marshall Fund. Une institution américaine chargée de promouvoir les liens transatlantiques ;
- La fondation Friedrich-Ebert (*Friedrich-Ebert Stiftung*). Proche du parti social-démocrate allemand (*Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD*) ;
- La Victor Pinchuk Foundation. Créée en 2006 par l'homme d'affaires ukrainien Victor Pinchuk qui a fondé un think-tank cherchant à rapprocher l'Ukraine de l'Union Européenne, *Yalta European Strategy* (YES)¹⁰⁰. Mais surtout, la Victor Pinchuk Foundation est associée avec le think tank américain, l'Atlantic Council¹⁰¹. C'est aussi un partenaire du World Economic Forum (WEF) à travers la Ukraine House Davos qu'elle a cofondée¹⁰² ;

⁹⁹ Voir ANNEXE 39, images 55 et 56.

¹⁰⁰ Parmi les invités du think tank YES figuraient Tony Blair et Dominique Strauss-Kahn.

BENHAMOU-HUET Judith (24/01/2011) « *Pinchuk, l'amateur d'art qui venait du froid* », Le Point. [En ligne] Consulté le 26 avril 2023. URL : https://www.lepoint.fr/culture/pinchuk-l-amateur-d-art-qui-venait-du-froid-24-01-2011-130601_3.php

¹⁰¹ Victor Pinchuk Foundation, Atlantic Council. [En ligne] Consulté le 26 avril 2023. URL : <https://pinchukfund.org/en/projects/18442/>

¹⁰² Dans les conférenciers passés à l'Ukraine House Davos, nous avons : Anna Maria Corazza Bildt, ancienne députée européenne suédoise ; Sir Suma Chakrabarti, président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ; Vitaliy Klitschko, maire de Kiev ; Volodymyr Klitschko, co-fondateur de la Fondation Klitschko ; Petro Porochenko, président de l'Ukraine (2014-2019) ; Sophia the Robot, humanoïde en chef chez Singularity-Net ; et Timothy Snyder, auteur et historien.

- L'entreprise du secteur de l'énergie DTEK. Contrôlée par l'oligarque ukrainien Rinat Akhmetov, considéré comme l'homme le plus riche d'Ukraine, avec 7,6 milliards de dollars en 2021¹⁰³ ;
- Le centre Eurasie du think tank Atlantic Council ;
- Le Centre Razoumkov (Розумков центр). Une ONG fondée en 1994 par Oleksandre Razoumkov, décédé en 1999. Ce centre ukrainien de recherche économique et politique a pour partenaires en Ukraine : la Fondation Konrad Adenauer, l'USAID, le bureau de liaison de l'OTAN, le Centre d'information et de documentation de l'OTAN en Ukraine, la compagnie d'État ukrainienne Naftogaz¹⁰⁴ ;
- Le Forum économique de Krynica¹⁰⁵. Il se présente comme « la plus grande plate-forme de rencontre en Europe centrale et orientale » traitant des questions de sécurité et des

Nous avons dans les cofondateurs de l'Ukraine House Davos : Horizon Capital, Western NIS Enterprise Fund et l'Ukrainian Venture Capital and Private Equity Association.

Victor Pinchuk Foundation, Ukraine House Davos. [En ligne] Consulté le 26 avril 2023. URL : <https://pinchukfund.org/en/projects/19408/>

¹⁰³ DATSKEVYCH Natalia (31/10/2022) « *Ukraine's top oligarch Akhmetov loses half his assets to Russia's invasion* », Kyiv Independent. [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://kyivindependent.com/ukraines-top-oligarch-akhmetov-loses-half-his-assets-to-russias-invasion/>

¹⁰⁴ Розумков центр, Партнери. [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://razumkov.org.ua/pro-nas/partnery>

¹⁰⁵ Initialement, le forum se réunissait dans la ville de Krynica située dans le sud-est de la Pologne, avant de déménager pour la ville de Karpacz, située dans la région de Basse-Silésie, dans le sud-ouest de la Pologne. CCI France Pologne, « *Forum économique de Karpacz 2022* ». [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://www.ccifp.pl/wydarzenia/forum-ekonomiczne-w-karpaczu-2021.html>

perspectives de développement économique¹⁰⁶. Ce forum a été créé par la Fondation de l'Institut des études orientales (*Fundacja Instytut Studiów Wschodnich*). Elle bénéficie du soutien du Fonds européen de développement régional (FEDER), donc de l'UE, et du gouvernement polonais notamment¹⁰⁷ ;

- La Chatham House. Elle porte aussi le nom de Royal Institute of International Affairs (RIIA), un think tank britannique équivalent au Council on Foreign Relations (CFR) aux États-Unis ;
- L'*Ukraine World*. Un projet multimédia en anglais traitant de l'actualité sur l'Ukraine qui est géré par l'ONG, Internews Ukraine, elle aussi partenaire de l'Open Ukraine Foundation. Il serait né « d'une initiative bénévole aidant les journalistes internationaux pendant la révolution Euromaïdan de 2013-2014 ». Le projet compte désormais un réseau de 300 journalistes dans le monde et fonctionne grâce au financement de l'Ukrainian Cultural Foundation, l'Ukrainian Institute, du programme U-Media financé par l'USAID, de l'International Renaissance Foundation qui est

¹⁰⁶ Ce forum est surnommé le « Davos de l'Europe de l'Est » (réf. au World Economic Forum). En 2010, le 20^{ème} forum économique de Krynica s'est ouvert en présence du chef d'État polonais Bronislaw Komorowski, du président de la commission européenne, Jose Manuel Barroso et du président du parlement européen, Jerzy Buzek. Le petit journal.com (09/06/2010) « *BUSINESS - Ouverture du forum économique de Krynica* ». [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://lepetitjournal.com/varsovie/business-ouverture-du-forum-economique-de-krynica-116667>

¹⁰⁷ Forum Ekonomiczne w Karpaczu. [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://www.forum-ekonomiczne.pl/>

intégrée aux Open Society Foundations de George Soros¹⁰⁸, et du Centre de l'OTAN en Ukraine entre autres¹⁰⁹ ;

- L'Ukrainian Helsinki Human Rights Union, ou Union ukrainienne des droits de l'homme d'Helsinki. Une organisation à but non lucrative créée le 1er avril 2004. Elle est composée de 25 organisations civiles de défense des droits de l'homme¹¹⁰. Dans ses partenaires et donateurs, nous avons l'entreprise Microsoft de Bill Gates, le Conseil de l'Europe, la délégation de l'Union Européenne en Ukraine, le gouvernement canadien, les ambassades des Pays-Bas, d'Allemagne et des États-Unis en Ukraine, l'USAID, la National Endowment for Democracy (NED), l'International Renaissance Foundation et les Open Society de George Soros¹¹¹ ;
- Et le Centre d'information et de documentation de l'OTAN.

L'Open Ukraine Foundation compte aussi comme partenaires plusieurs médias ukrainiens : *Armiya.com.ua*, *Espresso TV*, *Ukraine 24* (Ykpaïha 24), *Priamy* (Прямий), *European Pravda*, *Censor.net*, *Liga.net*, *LB.ua*, *Interfax-Ukraine*, *The Ukrainian Week*, *Focus* (ФОКУС), *New Voice*, *Defense Express*, *BRG Business Radio*, et *Den'* (le Jour)¹¹².

¹⁰⁸ International Renaissance Foundation, about. [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://www.irf.ua/about/>

¹⁰⁹ Ukrainian World, about. [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://ukraineworld.org/about>

¹¹⁰ Ukrainian Helsinki Human Rights Union, members of the union. [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://www.helsinki.org.ua/en/members-of-the-union/>

¹¹¹ Ukrainian Helsinki Human Rights Union, partners and donors. [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://www.helsinki.org.ua/en/partners-and-donors/>

¹¹² The Jamestown Foundation, analyst, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://jamestown.org/analyst/pavel-luzin/>

L'Open Ukraine Foundation et l'Euromaidan Press ne sont pas les seules tribunes auxquelles Mezerin peut s'exprimer. Il intervient souvent aux micros de la Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) pour aborder la situation en Ukraine et en Russie, ainsi que de son mouvement Free Ingria. Il appelle de ses vœux à un « Maïdan russe » qui se déroulerait dans les régions de la Fédération de Russie. Par rapport à la guerre du Donbass, il déclarait que les émigrants politiques russes pourraient devenir des alliés efficaces de l'Ukraine [contre la Russie et les régions séparatistes pro-russes]¹¹³. Pavel Mezerin a participé ensuite au cinquième Forum de la Russie libre (Free Russia Forum), du 11 et 12 avril 2018 à Vilnius en Lituanie. Il était en compagnie de Garry Kasparov pour traiter de la coopération entre dissidents russes et étrangers. Le forum de Kasparov est, quant à lui, promu par la Jamestown Foundation sous la plume distinguée de Vadim Shtepa¹¹⁴. Pour terminer, Pavel Mezerin vit actuellement en exil en Lituanie et est membre du conseil de coordination du Forum des nations libres de Russie¹¹⁵.

■ **Pavel Luzin.** Politologue russe, spécialiste des relations internationales et expert de la politique russe, des affaires de défense et de la sécurité mondiale. Il a travaillé pour les groupes de réflexion russes IMEMO et PIR-Center et a enseigné à l'Université d'État de Perm et à la Higher School of Economics (HSE) en Russie. Il a rédigé et développé ses analyses dans plusieurs journaux : le *Moscow*

¹¹³ SHURKHALO Dmytro [Шурхало Дмитро] (13 octobre 2015) « Третій Майдан доцільніший у Москві – російський опозиціонер Вихорєв », Радіо свобода (RFE/RL). [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://www.radiosvoboda.org/a/27303484.html>

¹¹⁴ SHTEPA Vadim (April 20, 2018) « *Russian Opposition Leaders From the Regions Increasingly Willing to Cooperate With Dissidents Abroad* », The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 25 avril 2023. URL : <https://jamestown.org/russian-opposition-leaders-from-the-regions-increasingly-willing-to-cooperate-with-dissidents-abroad/>

¹¹⁵ Free nations of Russia Forum. [En ligne] Consulté le 17 mai 2023. URL : <https://www.freenationsrf.org/>

*Times*¹¹⁶, le *Kyiv Post*¹¹⁷, ou encore le *Foreign Affairs*, le magazine du CFR¹¹⁸. Il a également collaboré avec plusieurs think tanks atlantistes tels que Foreign Policy Research Institute (FPRI)¹¹⁹, et le Wilson Center au sein du Kennan Institute¹²⁰. Il est aussi chercheur principal non-résident au Programme de résilience démocratique du Center for European Policy Analysis (CEPA)¹²¹. Pavel Luzin a donc travaillé pour le même think tank que son collègue du portail Region.Expert, Edward Lucas. Luzin a écrit aussi pour le groupe de réflexion paneuropéen, European Leadership Network, basé au Royaume-Uni¹²². Ce think tank a comme bailleurs de fonds : la MacArthur Foundation, la Carnegie Corporation of New-York, le Rockefeller Brothers Fund, la Heinrich Böll Stiftung, Schnider Group, la U.S.-Russia Foundation, les ministères des Affaires étrangères allemand, finlandais et britannique, et ...l'OTAN¹²³. De plus,

¹¹⁶ The Moscow Times, author, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.themoscowtimes.com/author/pavel-luzin>

¹¹⁷ Kyiv Post, author, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/author/pavel-luzin>

¹¹⁸ Foreign Affairs, authors, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/authors/pavel-luzin>

¹¹⁹ Foreign Policy Research Institute, contributor, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.fpri.org/contributor/pavel-luzin/>

¹²⁰ LUZIN Pavel (April 1, 2019) « *The Inner Workings of Rostec, Russia's Military-Industrial Behemoth* » The Russia File, Kennan Institute, Wilson Center. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/blog-post/the-inner-workings-rostec-russias-military-industrial-behemoth>

¹²¹ CEPA, author, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://cepa.org/author/pavel-luzin/>

¹²² LUZIN Pavel (15/09/2017) « *The political logic of the Zapad exercises* » European Leadership Network. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.europeanleadershipnetwork.org/commentary/the-political-logic-of-the-zapad-exercises/>

¹²³ European Leadership Network, funders. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.europeanleadershipnetwork.org/about/how-we-are-funded/>

il travaille en partenariat avec l'Altantic Council¹²⁴. Ce n'est pas fini, Pavel Luzin est également un collaborateur régulier de la Jamestown Foundation en tant que chercheur principal¹²⁵. Depuis 2015, il est collaborateur analyste au sein de la société basée à Washington, Wikistrat, Inc¹²⁶. Cette société, fondée en 2010 en Israël, est spécialisée dans « l'analyse collaborative, la planification stratégique et les simulations »¹²⁷. Elle dispose dans son carnet d'importants clients comme : l'Armée de l'air (française), la Royal Air Force, l'Université de New-York, Accenture, les cabinets d'audit financier Ernst & Young (EY) et Deloitte, Lockheed Martin, le Département d'État américain, et l'OTAN¹²⁸. De 2016 à 2018, Pavel Luzin a été consultant sur la politique intérieure de la Russie dans le cadre du projet « Nations in Transit » de la Freedom House¹²⁹. Le projet devait

¹²⁴ European Leadership Network, ایران مورد در فراآلتانتیک راهبرد بازبینی, *November 2020*, Eli Granmayeh, Barbara Esalvin, Sohail Shah. [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.european-leadershipnetwork.org/wp-content/uploads/2020/11/Transatlantic-Strategy-Iran-IB-Farsi-v2-2.pdf>

¹²⁵ The Jamestown Foundation, analyst, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://jamestown.org/analyst/pavel-luzin/>

¹²⁶ European Leadership Network, person, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.europeanleadershipnetwork.org/person/pavel-luzin/>

¹²⁷ Les fondateurs de cette société se nomment Joel Zamel et Daniel Green. En 2018, Wikistrat a été visée par l'avocat, et ancien directeur du FBI, Robert Mueller concernant ses affaires avec les Émirats Arabes Unis. À l'époque, les Émirats avaient tenté d'obtenir des États-Unis le blocus régional sur le Qatar.

LEE Yen Nee (03/04/2018) « *Mueller's team 'informally met' with a consulting firm on its work with the UAE, report says* », CNBC. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.cnn.com/2018/04/03/trump-investigation-mueller-questions-wikistrat-on-work-with-uae.html>

¹²⁸ Wikistrat. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.wikistrat.com/>

¹²⁹ Belgrade Security Forum, speaker, Pavel Luzin. [En ligne] 28 avril 2023. URL : <https://www.belgradeforum.org/speaker/pavel-luzin/>

mesurer le pourcentage et le statut de la démocratie des pays. Pavel Luzin mesurait celui de la Russie, qui lui conférait le statut de « régime autoritaire consolidé ». La Russie obtient en pourcentage de démocratie, 7,14% en 2017¹³⁰ et 6,55% en 2018¹³¹. Durant la guerre du Donbass et depuis l'invasion de l'Ukraine en 2022, Pavel Luzin est intervenu plusieurs fois dans les médias pour souligner les faiblesses des capacités militaires de la Russie. Au *Huffington Post*, il insiste sur le fait que le programme spatial russe a « du plomb dans l'aile » et qu'il est miné par les retards, la corruption et les échecs¹³². Au web media roumain, *Universul.net*, il déclare que les conscrits russes, sont pour la plupart « stupides, soumis et intimidés » mais surtout démoralisés. Selon lui, l'armée russe connaît une « dégradation intellectuelle et morale » en plus du manque de moyens¹³³. Au journal allemand *Frankfurter Rundschau*, il atteste que de nombreuses armes nucléaires ont dépassé leur durée de vie et seraient « prêtes pour la ferraille »¹³⁴. Dans le magazine en ligne russe, *Republic.ru*, Luzin voit la défaite de la Russie comme inévitable, et

¹³⁰ Freedom House, nation transit 2017, Russia. [En ligne] 28 avril 2023. URL : <https://freedomhouse.org/country/russia/nations-transit/2017>

¹³¹ Freedom House, nation transit 2018, Russia. [En ligne] 28 avril 2023. URL : <https://freedomhouse.org/country/russia/nations-transit/2018>

¹³² ROZIÈRES Grégory (03/12/2018) « *Même si le nouveau Soyouz atteint l'ISS, le programme spatial russe a du plomb dans l'aile* », *Huffington Post*. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : https://www.huffingtonpost.fr/c-est-demain/article/meme-si-le-nouveau-soyouz-atteint-l-iss-le-programme-spatial-russe-a-du-plomb-dans-l-aile_135990.html

¹³³ *Universul.net* (20/04/2023) « *Adevărata viață a mobilizaților din armata Rusiei: Beții crâncene, somn, mulși de bani, zero instrucție / „Au săpat cu linguri, au mestecat frunze”* ». [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://universul.net/adevarata-viata-a-mobilizatilor-din-armata-rusiei-betii-crancene-somn-mulsi-de-bani-zero-instructie-au-sapat-cu-linguri-au-mestecat-frunze/>

¹³⁴ SERIF Moritz (28/04/2023) « „Zeit läuft ab“: Viele von Putins Atomwaffen sind offenbar schrottreif » *Frankfurter Rundschau*. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.fr.de/politik/schrottreif-militaerexperte-putins-atomwaffen-sind-92236693.html>

qu'elle « ouvrira un espace d'opportunités » : la dénucléarisation de la Fédération de Russie et les réparations à l'Ukraine : *La Russie a déjà perdu la guerre en tant qu'acte politique, son armée s'est dégradée et la défaite finale de la Fédération de Russie en Ukraine sera bénéfique pour les Russes ordinaires*¹³⁵. Pourtant, selon les déclarations du général Christopher Cavoli, commandant du Commandement européen des États-Unis au House Armed Services Committee, les forces terrestres russes sont « plus importantes aujourd'hui [en avril 2023] qu'au début de la guerre en Ukraine. L'armée de l'air russe a perdu 80 chasseurs de combats, elle lui en resterait 1000. Pour ce qui est de la Marine russe, elle n'a perdu qu'un navire »¹³⁶. Mais en attendant ce jour de la défaite, Pavel Luzin plaide pour un isolement complet de la Russie devant conduire à son effondrement. L'hebdomadaire croate *Novosti* nous rapporte ses déclarations : *La seule vision réaliste est l'isolement complet et l'auto-isolement de la Russie et sa complète dégradation*¹³⁷. Pour terminer, Pavel Luzin est analyste du groupe de réflexion Riddle Russia¹³⁸ dont l'une des fondatrices et rédactrice en chef se nomme

¹³⁵ SENSHIN Evgueniy [Сеньшин Евгений] (15/12/2022)

« «Поражение откроет для России пространство возможностей». Военный эксперт Павел Лузин — о предварительных итогах войны в 2022 году, денуклеаризации РФ и будущих репарациях », Republic.ru. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://republic.ru/posts/106495>

¹³⁶ BRITZKY Haley Britzky, (27/04/2023) « *Russian ground forces 'bigger today' than at start of the war in Ukraine, US general says* », CNN. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://edition.cnn.com/2023/04/26/politics/russia-forces-ukraine-war-cavoli/index.html>

¹³⁷ ERCEG Tena (03/03/2022) « *Pavel Luzin: Ovaj rat je potpuno iracionalan* » Novosti. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.portalnovosti.com/pavel-luzin-ovaj-rat-je-potpuno-iracionalan>

¹³⁸ Riddle Russia, author, Pavel Luzin. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://ridl.io/ru/auth/pavel-luzin/>

Olga Irisova¹³⁹, ancienne élève de l'Association des écoles d'études politiques du Conseil de l'Europe, boursière 2019 du Kennan Institute dépendant du Wilson Center, et boursière 2021-2022 de l'Alexander von Humboldt-Stiftung¹⁴⁰. À l'instar de Pavel Luzin, elle a publié des articles dans le journal *Kyiv Post*¹⁴¹. Le 6 juin 2019, Olga Irisova avait participé avec le directeur éditorial de Riddle Russia, Anton Barbashin¹⁴², en tant que conférenciers invités au World Affairs Council of South Texas¹⁴³, aux États-Unis¹⁴⁴. Une

¹³⁹ Wilson Center, person, Olga Irisova. Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/olga-irisova>

¹⁴⁰ L'Alexander von Humboldt-Stiftung ou la fondation Alexander von Humboldt délivre chaque année les « bourses du chancelier allemand » (en anglais : German Chancellor Fellowship). Ces bourses sont délivrées aux étudiants ayant un potentiel pour être les leaders de demain.

Alexander von Humboldt-Stiftung, German Chancellor Fellowship. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://www.humboldt-foundation.de/en/apply/sponsorship-programmes/german-chancellor-fellowship>

¹⁴¹ Kyiv Post, author, Olga Irisova. [En ligne] Consulté le 28 avril 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/author/olga-irisova>

¹⁴² Riddle Russia, author, Anton Barbashin. [En ligne] Consulté le 29 avril 2023. URL : <https://ridl.io/auth/anton-barbashin-2/>

¹⁴³ Le World Affairs Council of South Texas ou Conseil des Affaires mondiales du Sud du Texas est la branche locale du World Affairs Councils of America. L'organisation se présente comme « indépendante et non partisane qui se consacre à impliquer le public et les principales voix mondiales pour mieux comprendre le monde, le rôle international de l'Amérique et les choix politiques qui ont un impact sur notre vie quotidienne et notre avenir. »

World Affairs Councils of America, our mission. [En ligne] Consulté le 29 avril 2023. URL : <https://www.worldaffairscouncils.org/About/index.cfm?PageID=4>

¹⁴⁴ WHITEHURST Tom Jr. (20/06/2019) « *Russian journalists say their country was surprised as U.S. by Donald Trump's 2016 victory* », *Caller Times*. [En ligne] Consulté le 29 avril 2023. URL : <https://eu.caller.com/story/news/2019/06/20/russia-shocked-u-s-donald-trumps-election-victory/1503016001/>

organisation américaine « à but non lucrative » ayant pour sponsors : Google, Chevron, Claremont Group, le Programme alimentaire mondial (ONU), l'United States Institute of Peace (USIP), la Carnegie Corporation of New York, The American Academy of Diplomacy, le ministère des Affaires étrangères du Qatar et la Korea Foundation¹⁴⁵. En 2022, elle était présente au Forum annuel du German Marshall Fund of the United States organisé à Bruxelles, en Belgique. Plus précisément, Irisova assista le 28 juin au débat ayant pour thème « La Russie de l'après-Poutine » en présence de hauts dignitaires atlantistes tels que : Jim Costa, représentant démocrate américain à la Chambre ; James Risch, sénateur républicain américain ; Roberta Metsola, présidente du Parlement européen ; Frans Timmermans, vice-président de la Commission européenne, Olha Stefanichyna, vice-Première ministre d'Ukraine chargée de l'Intégration européenne et euro-atlantique ; Mircea Geoană, secrétaire général adjoint de l'OTAN ; Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN ; Joseph Wu, ministre des Affaires étrangères de Taïwan ; Heidi Crebo-Rediker, chercheuse principale adjointe au CFR ; Carl Bildt, coprésident du think tank European Council on Foreign Relations (ECFR) ; Dr. Jan Mischke, partenaire de McKinsey Global Institute ; Jamie Fly, président de RFE/RL¹⁴⁶. Riddle Russia devrait plutôt se renommer Riddle Atlantic.

■ **Natalia Zoubarevitch.** Professeur de l'Université d'État de Moscou et chercheuse en chef de l'Institut de politique sociale à l'université HSE, considérée comme l'une des meilleures universités

¹⁴⁵ World Affairs Councils of America, sponsors. [En ligne] Consulté le 29 avril 2023. URL : <https://www.worldaffairscouncils.org/About/index.cfm?PageID=6>

¹⁴⁶ United States House of Representative – CLERK, public disclosure, Committee of Ethics, German Marshall Fund Forum 2022, pp.4-9. [En ligne] Consulté le 29 avril 2023. URL : <https://disclosures-clerk.house.gov/gtimages/MT/2022/500024903.pdf>

d'économie et de sciences sociales de Russie¹⁴⁷. Au cours des années 2000, elle a apporté sa contribution au rapport mondial sur le développement humain pour le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)¹⁴⁸. Depuis 2017, elle est experte pour l'Observatoire franco-russe¹⁴⁹ créé en 2012 par le conseil économique de la CCI¹⁵⁰ France-Russie¹⁵¹. L'observatoire compte comme partenaires : le Conseil russe pour les affaires internationales (Moscou), l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), l'Institut Choiseul, l'Institut des relations internationales et stratégie (IRIS), mais surtout le Club de Valdaï¹⁵². Le Club Valdaï est un laboratoire d'idées créé en 2004 et considéré par le journal *Le Monde* comme un « think-tank proche du Kremlin ». Vladimir Poutine est régulièrement présent à ce forum international version russe¹⁵³. Néanmoins, toujours en 2017, Natalia Zoubarevitch est aussi experte

¹⁴⁷ HSE, persons, Natalia Zubarevitch. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://www.hse.ru/en/org/persons/373006>

¹⁴⁸ Rapport mondial sur le développement humain 2003, Programme des Nations Unies pour le développement, page 7. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://hdr.undp.org/system/files/documents/rapport-sur-le-developpement-humain-2003.rapport-sur-le-developpement-humain-2003>

¹⁴⁹ L'observatoire a pour mission « de produire une expertise approfondie sur la Russie et de sensibiliser les décideurs et relais d'opinion russes aux enjeux de la France d'aujourd'hui ». URL : <https://fr.obsfr.ru/about/> [Consulté le 30 avril 2023]

¹⁵⁰ CCI : Chambre de commerce et de l'Industrie.

¹⁵¹ L'observatoire -centre d'analyse de la CCI France-Russie, Natalia Zoubarevich. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://fr.obsfr.ru/search/index.php?s=&q=Natalia+Zoubarevitch>

¹⁵² L'observatoire -centre d'analyse de la CCI France-Russie, partners. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://fr.obsfr.ru/about/partners/>

¹⁵³ *Le Monde* (27/10/2022) « *Guerre en Ukraine : pour Vladimir Poutine, le monde entre dans sa décennie « la plus dangereuse » depuis la seconde guerre mondiale* ». [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/live/2022/10/27/guerre-en-ukraine-en-direct-vladimir-poutine-rejette-la-responsabilite-du-conflit-sur-le-soi-disant-occident_6147515_3210.html

pour la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)¹⁵⁴. Souvenons-nous que Paul Goble a occupé un poste également dans cette ONG, et qu'en 2017, le président de la CEIP était William J. Burns, devenu directeur de la CIA en 2021. Natalia Zoubarevitch est plus connue en Occident pour avoir développé « la théorie des quatre Russies ». D'après elle, il existe quatre blocs socio-économiques distincts au sein de la Russie : les conglomérats urbains occidentalisés ; les villes et villages de taille moyenne travaillant surtout pour l'industrie ; les villages éloignés de l'État central, et les « républiques ethniques »¹⁵⁵. Ses travaux ont été diffusés, entre autres, par l'Open Democracy¹⁵⁶. Cette structure se présente comme « une plateforme médiatique internationale indépendante » basée à Londres et chargée de produire « un journalisme de haute qualité qui défie le pouvoir, inspire le changement et renforce le leadership parmi les groupes sous-représentés dans les médias »¹⁵⁷. Nous notons sur la liste des plus gros donateurs de la plateforme en 2021 : la Oak Foundation, fondée par l'homme d'affaires et milliardaire britannique Alan M. Parker¹⁵⁸, avec une généreuse donation d'1 000 000 \$ pour

¹⁵⁴ Carnegie Endowment for International Peace, experts, Natalya Zubarevitch. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://carnegie-moscow.org/commentary/experts/1426>

¹⁵⁵ PIROGOVSKY Mikhail (22/04/2022) « *The Four Russias and Ukraine* », The Moscow Times. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://www.themoscowtimes.com/2022/04/20/the-four-russias-and-ukraine-a77423>

¹⁵⁶ Open Democracy, author, Natalia Zubarevich. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://www.opendemocracy.net/en/author/natalia-zubarevich/>

¹⁵⁷ Open Democracy, about. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://www.opendemocracy.net/en/about/>

¹⁵⁸ Alan M. Parker était associé avec Charles Feeney, Robert Warren Miller, Julian Robertson et un certain George Soros dans la Duty Free Shoppers (DFS), un détaillant de produits de luxe basé à Hong Kong. En 1996, DFS a été racheté par le groupe français LVMH de Bernard Arnault. En vendant ses parts à hauteur de 20%, Alan M. Parker a engrangé une fortune colossale.

« le journalisme exposant la réaction contre les droits des femmes et des LGBTQI+ »¹⁵⁹. À hauteur de 650 000 \$, Luminate, une émanation de l'organisation humanitaire Omidyar Group¹⁶⁰ créée par Pierre Omidyar, le fondateur de la société de commerce en ligne Ebay¹⁶¹, et sa femme Pamela Omidyar¹⁶². Et avec 600 000 \$, les Open Society Foundations de George Soros¹⁶³.

STORM Stephanie (30/10/1996) « *LVMH to Buy Duty-Free Empire for \$2.47 Billion* » The New York Times. [En ligne] Consulté le 17 mai 2023. URL : <https://www.nytimes.com/1996/10/30/business/lvmh-to-buy-duty-free-empire-for-2.47-billion.html>

- ¹⁵⁹ La fondation finance de nombreuses organisations écologistes dans le monde tel que Climateworks, Environmental Institute, le Fonds mondial pour la nature (WWF) ou Green Peace. Elle subventionne également le Rockefeller Philanthropy Advisors

Oak Foundation, annual report 2018, pp. 24-25. Accessible. Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20190710214342/https://oakfnd.org/assets/oak-foundation-annual-report-2018-1.3.19.pdf>

- ¹⁶⁰ Luminate Group. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://www.luminategroup.com/portfolio>

- ¹⁶¹ Pierre Omidyar se présente comme un philanthrope et un défenseur de la cause humanitaire. Pourtant, il a été cité dans l'affaire des « Paradise papers » où une enquête menée par consortium international de journalistes d'investigation (ICIJ) a révélé un système d'évasion fiscale par le biais de sociétés offshore implantées dans des paradis fiscaux. Sont visés dans cette enquête : des politiciens de premier plan, des entreprises et de riches particuliers.

VILAGINES Yves (05/11/2017) « *Les « Paradise papers » révèlent des montages internationaux d'optimisation fiscale* » Les Echos Exécutives. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://business.lesechos.fr/directions-financieres/fiscalite/optimisation-fiscales/030828941799-les-paradise-papers-revelent-des-montages-internationaux-d-optimisation-fiscale-315385.php>

- ¹⁶² Omidyar Group, ours founders. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://www.omidyargroup.com/the-omidyar-group/>

- ¹⁶³ Autre contributeur, cette fois plus modeste, nous avons le Rockefeller Brothers Fund avec 45 000 \$.

■ **Vadim Sidorov.** Doctorant de la Faculté de philosophie de l'Université Charles à Prague, en République Tchèque. D'origine russe, il se présente comme un « expert des processus ethno-politiques, du nationalisme et de la construction de la nation »¹⁶⁴. Dans les années 1990 et début 2000, Vadim Sidorov avait côtoyé plusieurs organisations nationalistes russes et était animé par le traditionalisme intégral ainsi que par le paganisme. L'un des livres l'ayant le plus influencé est « Le mythe du XX^e siècle » de l'idéologue nazi Alfred Rosenberg. En 2003, ses positionnements idéologiques fluctuent lorsqu'il se convertit à l'islam, mais tout en restant nationaliste. Il change - temporairement - de nom pour devenir Harun al-Rusi. Cette conversion avait été faite sous l'influence du penseur Heydar Jemal (1947-2016)¹⁶⁵, le président du Comité islamique de Russie et membre du Cercle Yuzhinsky (Южинский кружок). Ce dernier est un groupe d'extrême droite s'intéressant au mysticisme ésotérique et dans lequel nous retrouvons un certain Alexandre Douguine¹⁶⁶. En 2004,

Open Democracy, supporters. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023.

URL : <https://www.opendemocracy.net/en/supporters/>

¹⁶⁴ « Вадим Сидоров », НЕЗАВЕРШЕННАЯ РЕВОЛЮЦИЯ. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : https://revolution-sidorov.com/?page_id=33

¹⁶⁵ Kutyavin N.A. [Кутявин Н.А.] « Роль неоязыческого национализма в генезисе феномена «праворадикального ислама» or « The role of neo-pagan nationalism in the genesis of the phenomenon of «far-right Islam» FGBOU VO "Udmurt State University" (Izhevsk) – Russia. ВОСТОЧНО-ЕВРОПЕЙСКИЙ НАУЧНЫЙ ВЕСТНИК, 2018, № 1. [En ligne] Consulté le 3 mai 2023. URL : <https://core.ac.uk/download/pdf/235151504.pdf>

NOTE : La source provient d'un article universitaire de Nikita Alexandrovitch Kutiavin, de l'Institut d'histoire et de sociologie à l'Université d'État d'Oudmourtie au sein de la Fédération de Russie. L'article a été publié sur le service de recherche CORE qui dépend de l'Open University basé au Royaume Uni.

Source : <https://core.ac.uk/about> [Consulté le 3 mai 2023]

¹⁶⁶ PETRIK Gordey [Петрик Гордей] (09/07/2021) « Призраки московской богемы. Воспоминания Игоря Дудинского » Radio

Vadim Sidorov, maintenant Harun al-Rusi, devient l'un des initiateurs de la création de l'Organisation nationale des musulmans russes (NORM) voulant regrouper les Russes convertis à l'islam. Seulement, cette organisation se scinde entre chiïtes et wahhabites, pour finir par périlcliter au bout de quelques années d'existence¹⁶⁷. En 2013, les dirigeants de NORM finissent par quitter la Russie, dont Haroun al-Rusi (Sidorov) et déclare aux micros d'*Écho du Caucase* (Эхо Кавказа), la branche locale de RFE/RL, que la Russie est une « théocratie chrétienne » persécutant les musulmans¹⁶⁸. Plus tard, Haroun al-Rusi redevient Vadim Sidorov et rédige quantité d'articles dans plusieurs médias. Nous allons nous intéresser à deux en particulier. Le premier est la chaîne publique turque en langue russe, *Türkiye Radyo Televizyon Kurumu* (TRT)¹⁶⁹, avec comme confrères, Dmitri Gorevoy¹⁷⁰, journaliste pour *Radio Europa Liberă Moldova*, une autre branche locale (moldave) de RFE/RL¹⁷¹ et Kirill

Svoboda. [En ligne] Consulté le 2 mai 2023. URL : <https://www.svoboda.org/a/prizraki-moskovskoy-bogemy-vospominaniya-igorya-dudinskogo/31343195.html>

¹⁶⁷ Kutyavin N.A. (op. cité).

¹⁶⁸ POLANDOV Demis [Поландов Дэмис] (13/12/2023) « Харун ар-Руси: «Объявите официально, что Россия – христианская теократия» », Ekho Kavkaza. [En ligne] Consulté le 3 mai 2023. URL : <https://www.ekhokavkaza.com/a/25200210.html>

¹⁶⁹ SIDOROV Vadim [Вадим Сидоров] (18/03/2022) « Против «коллективного Запада»: есть ли шансы у России ? » TRT НА РУССКОМ. [En ligne] Consulté le 2 mai 2023. URL : <https://www.trtrussian.com/mnenie/protiv-kollektivnogo-zapada-est-li-shansy-u-rossii-8278292>

¹⁷⁰ GOREVOY Dmitri [Горевой Дмитрий] (20 juillet 2022) « Конец полувековому расколу. Как появилась новая Македонская Церковь » TRT. [En ligne] Consulté le 3 mai 2023. URL : <https://www.trtrussian.com/mnenie/konec-poluvekovomu-raskolu-kak-poyavilas-novaya-makedonskaya-cerkov-9612631>

¹⁷¹ « Autor: Дмитрий Горевой ». Radio Europa Liberă Moldova. [En ligne] Consulté le 3 mai 2023. URL : <https://moldova.eu-ropalibera.org/author/%D0%B4%D0%BC%D0%B8%D1%82%D1%80%D0%B8%D0%thor/%D0%B4%D0%BC%D0%B8%D1%82%D1%80%D0%B8%D0%thor/>

Semenov¹⁷², contributeur - à l'instar de Pavel Luzin - pour Riddle Russia¹⁷³. Le deuxième est *Idel.Realii*, une nouvelle branche locale (Tatar-Bashkir) de la RFE/RL¹⁷⁴. Petite annotation, depuis 2021, RFE/RL est inscrit sur la liste des organisations considérées comme « agent étranger » par la Fédération de Russie¹⁷⁵.

En 2019, Vadim Sidorov écrit un livre intitulé, *Révolution inachevée* (Незавершенная революция)¹⁷⁶ dans lequel il détaille que la Russie est « un empire colonial » subjuguant les peuples qui le composent¹⁷⁷. À son chapitre 23 : *Westphalien russe : Nations Unies*

%B9-%D0%B3%D0%BE%D1%80%D0%B5%D0%B2%D0%BE%D0%B9/jygtqy

¹⁷² SEMENOV Kirill [Семенов Кирилл] (26/05/2020) « Москва и Дамаск: кто в тандеме ведущий? », TRT. [En ligne] Consulté le 3 mai 2023. URL : <https://www.trtussian.com/mnenie/moskva-i-damask-kto-v-tandeme-vedushij-2022086>

¹⁷³ MARDASOV Anton, SEMENOV Kirill (05/02/2020) « Will Russia Deliver the S-400 to Iran After Ukrainian Passenger Plane Downing ? », The Moscow Times. [En ligne] Consulté le 3 mai 2023. URL : <https://www.themoscowtimes.com/2020/02/05/russia-s-400-iran-ukrainian-passenger-plane-a69174>

¹⁷⁴ « ХАРУН СИДОРОВ » Idel.Realii. [En ligne] Consulté le 2 mai 2023. URL : <https://www.idelreal.org/author/%D1%85%D0%B0%D1%80%D1%83%D0%BD-%D1%81%D0%B8%D0%B4%D0%BE%D1%80%D0%BE%D0%B2/uvbvqm>

¹⁷⁵ PINCHUK Alina [Пинчук Алина] (31/01/2021) « Иноагенты всех мастей. Новые законы и правила для неугодных Путину » Radio Svoboda. [En ligne] Consulté le 3 mai 2023. URL : <https://www.svoboda.org/a/31041553.html>

¹⁷⁶ Le livre est disponible gratuitement sur le site <https://revolution-sidorov.com>. Il est en PDF mais uniquement en langue russe. Source : https://revolution-sidorov.com/?page_id=39 (Consulté le 3 mai 2023). Il est aussi disponible numériquement sur la bibliothèque en ligne russe Book Zip. Vous pouvez paramétrer sur Google Chrome pour avoir une traduction automatique de l'ouvrage. Source : <https://bookzip.ru/reader/8032/> (Consulté le 3 mai 2023).

¹⁷⁷ Vadim Sidorov sera interrogé sur son livre par le journaliste Lenar Miftahnyky (Lenar Miftaxniqi) qui a contribué à l'ouvrage.

ou guerre de Trente ans ? il table sur la formation de nouvelles nations basées sur le républicanisme régional et l'établissement d'une union fédérale entre elles, détachées de la Fédération de Russie. Estimant que c'est « le seul avenir prometteur » pour échapper à l'effondrement de la Russie et à une potentielle occupation de la Chine. Il appelle de ses vœux à un processus « historiquement attendu » de « westphalisation de l'Eurasie du Nord ». Le terme de « westphalisation » fait référence aux événements découlant du traité de paix de Westphalie et de la guerre de Trente ans (1618-1648) qui opposa deux coalitions européennes, mais surtout le royaume de France au Saint-Empire Romain Germanique. L'une des grandes conséquences politiques de la paix a été l'éclatement du Saint-Empire Romain Germanique en une multitude d'États pratiquement indépendants et l'autorité de l'Empereur fortement réduite. Par conséquent, Vadim Sidorov appelle à une évolution similaire pour la Russie. Dans son avant-dernier chapitre, le 24 : *Pour l'achèvement de la Révolution nationale* Sidorov soutient que le monde entre dans une ère post-nationale et que les Russes devront participer à ce changement. Ce post-nationalisme doit concrétiser la « révolution nationale » qui avait échoué dans le passé, notamment durant la Seconde Guerre mondiale. Sidorov fait explicitement référence au général Vlassov et à son manifeste de Prague, émit par le Comité pour la libération des peuples de Russie (KONR) en 1944¹⁷⁸ :

Devenu involontairement un ennemi de l'empire stalinien et restant un croque-mitaine pour ses successeurs, le général Andreï Vlassov a appelé « à se battre pour l'achèvement de la Révolution nationale ». Dans le même temps, contrairement à beaucoup de ceux

Lenar Miftaxniqi (16/06/2020) « Вадим Сидоров: «Незавершенная революция» / Путин, Солженицын, Гитлер, Власов, Кемаль, Эрдоган и др ». YouTube, 01min41sec. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=glVuJ6ifXSQ>

Réf. : <https://revolution-sidorov.com/?p=746> (Consulté le 4 mai 2023).

¹⁷⁸ Revoir le CHAPITRE 2 sur la deuxième tentative de démantèlement de la Russie.

qui utilisent ce terme aujourd'hui, dans le Manifeste de Prague du KONR, il a clairement exprimé ce qui doit être achevé et comment cela doit être accompli exactement, en formulant la tâche principale « le retour aux peuples de Russie des droits qu'ils ont acquis lors de la révolution populaire de 1917 » faisant référence à la révolution de février¹⁷⁹.

Le fait que le portrait du général Vlassov, le collaborateur russe de l'Allemagne hitlérienne et exécuté pour trahison par les Soviétiques, soit présent sur la couverture de son livre n'était pas anodin. De nationaliste païen teinté de mysticisme ésotérique, puis converti à l'islam voulant défendre la cause musulmane en Russie, pour ensuite être un ardent partisan du régionalisme et de l'éclatement de la Russie, et le tout en ayant dans ses références historiques, un collaborateur nazi, les orientations idéologiques de Vadim Sidorov ont donc changé à plusieurs reprises au fil du temps. En 2020, il fonde une « nouvelle plateforme pour le fédéralisme russe » appelée : « Autodétermination des peuples de Russie » (SONR). Cette nouvelle organisation se déclare vouloir rassembler les forces politiques régionales de Russie contre le « centralisme du Kremlin ». Pour Sidorov, la « pierre angulaire » du SONR est « la reconnaissance de l'inviolabilité du droit des peuples de Russie à l'autodétermination nationale ». En somme, la plateforme prône le séparatisme régional. On remarquera que la SONR bénéficie d'une tribune médiatique au travers de l'antenne locale de RFE/RL, *Idel.Realii*¹⁸⁰. Parallèlement, Sidorov a été membre du comité éditorial du Free Russia Forum de Garry Kasparov. Mais le 4 septembre 2022, dans un communiqué, Sidorov quitte le comité pour des désaccords concernant la structure

¹⁷⁹ Сидоров Вадим, НЕЗАВЕРШЕННАЯ РЕВОЛЮЦИЯ, revolution-sidorov.com, 2019, page 333.

¹⁸⁰ SIDOROV Haroun [сидоров харун] (03/08/2020) « Самоопределение народов России как платформа нового федерализма », *Idel.Realii*. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : <https://www.idelreal.org/a/30758362.html>

organisationnelle¹⁸¹. Pour terminer, le 31 janvier 2023, Vadim Sidorov a fait partie d'une délégation d'opposants russes qui a été invitée par le groupe Conservateurs et Réformistes européens (*European Conservatives and Reformists Group*, ECR) à Bruxelles, au Parlement européen, et sous le patronage de Roberts Zīle, un homme politique letton, membre du parti Alliance Nationale (*Nacionālā Apvienība*)¹⁸² affilié au groupe ECR¹⁸³, et vice-président du Parlement européen¹⁸⁴. Petite anecdote, l'Alliance Nationale prend traditionnellement part à la manifestation annuelle du 16 mars commémorant la Légion lettone de la Waffen S.S.¹⁸⁵. Sur leur site internet, le parti avait défendu la Légion lettone en argumentant qu'elle ne s'était pas battue pour Adolf Hitler ou le III^e Reich, mais exclusivement contre l'occupation soviétique, voire jusqu'à nier son implication dans l'Holocauste¹⁸⁶. Aux élections législatives de 2022

¹⁸¹ « Заявление о выходе из Редакционного комитета Форума Свободной России (4.09.22) », НЕЗАВЕРШЕННАЯ РЕВОЛЮЦИЯ. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : <https://revolution-sidorov.com/?p=1345>

¹⁸² Le parti Alliance Nationale (*Nacionālā Apvienība*) a comme nom officiel : *Nacionālā apvienība "Visu Latvijai!"* — "*Tēvzemei un Brīvībai/LNNK*". Il est issu de la fusion des partis : « Tout pour la Lettonie ! » (*Visu Latvijai !*) et Pour la patrie et la liberté (*Tēvzemei und Brīvība"/LNNK*).

¹⁸³ Roberts ZĪLE, MEP, European Conservatives and Reformists. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : https://ecrgroup.eu/ecr/mep/roberts_ziile

¹⁸⁴ Roberts ZĪLE, Groupe des Conservateurs et Réformistes européens (ECR), Députés du Parlement européen. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/28615/ROBERTS_ZILE/home

¹⁸⁵ WOLFF Reinhard (06/03/2012) « *Niemand stoppt die SS-Veteranen* », Die Tageszeitung. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : <https://taz.de/Nazi-Gedenken-in-Lettland/!5099132/>
« 16 marts : Leģionāru piemiņas diena », » *Nacionālā Apvienība*. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : <https://nacionaalapvieniba.lv/tradicija/legionaru-pieminas-diena/>

¹⁸⁶ « *Latvian Legion in The Light of Truth* » *Nacionālā Apvienība*. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL :

de Lettonie, le parti a réalisé 9,29% des voix et a obtenu 13 sièges au parlement, devenant donc la quatrième force politique du pays¹⁸⁷. L'Alliance Nationale¹⁸⁸ appartient au gouvernement de coalition d'Arturs Krišjānis Kariņš, et dispose de plusieurs portefeuilles ministériels, dont celui de la Culture, des Affaires économiques et de la Défense¹⁸⁹. Au Parlement européen, Sidorov avait prononcé un discours insistant sur l'importance de la démilitarisation de la Russie post-Poutine et des régions voisines, ainsi que sur leurs relations avec l'UE et l'OTAN. L'OTAN, dont Sidorov verrait bien comme « membres potentiels » : l'Ukraine et la Biélorussie (post-Loukachenko)¹⁹⁰. Cette délégation s'inscrivait dans le cadre de la cinquième conférence internationale du Forum des nations libres de Russie !

<http://web.archive.org/web/20180204001028/https://nacion-alaapvieniba.lv/l/en/latvian-legion-light-truth-2/>

Delfi (10/12/2021) « NA neatbalsta latviešu leģionāriemveltītā pieminēklā Zedelgeimā noņemšanu ». [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : <https://www.delfi.lv/news/national/politics/na-neatbalsta-latviesu-legionariem-veltita-pieminekla-zedelgeima-no-nemsanu.d?id=53856025>

¹⁸⁷ « Provizoriskie 14. Saeimas vēlēšanu rezultāti » LSM.lv. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : <https://www.lsm.lv/velesanas2022/rezultati/>

¹⁸⁸ Dans le programme politique à la section sécurité, l'Alliance Nationale veut renforcer la coopération transatlantique avec l'OTAN et refuse toute fédéralisation de la sécurité européenne ainsi que de la politique étrangère. En clair, tout projet d'une défense européenne indépendante des États-Unis est inconcevable. Source : <https://nacionalaapvieniba.lv/programma/> (Consulté le 4 mai 2023).

¹⁸⁹ SPALVĒNS Raivis (14/12/2022) « Saeima apstiprina 41. Ministru kabinetu ar Kariņu priekšgalā », Delfi. [En ligne] Consulté le 4 mai 2023. URL : <https://www.delfi.lv/news/national/politics/saeima-apstiprina-41-ministru-kabinetu-ar-karinu-prieksgala.d?id=55035854>

¹⁹⁰ Voir ANNEXE 40, image 57.

Le Parlement européen, institution de l'Union européenne, a accueilli en son sein, un forum ayant pour objectif primordial le démantèlement de la Russie.

■ **Alexeï Vorsine.** Homme politique et opposant russe. Il s'est présenté plusieurs fois aux élections législatives de la Douma dans la 69^e circonscription uninominale du territoire de Khabarovsk¹⁹¹. En 2014, il avait réussi à arriver deuxième avec 26% des voix, juste derrière le candidat du parti de la majorité présidentielle Russie Unie¹⁹². En 2016, il se représente dans la même circonscription, avec un résultat similaire en n'obtenant que 25% des voix, et une nouvelle fois derrière le candidat de Russie Unie (37,31%)¹⁹³. Il portait au cours de sa campagne l'étiquette du Parti républicain de Russie, évoluant ensuite en Parti de la liberté du peuple (*Partiya Narodnoy Slobody* – abrégé en PARNAS). Il a pour chef Mikhail Kassianov, l'ancien Premier ministre sous le président Vladimir Poutine de 2000 à 2004, avant de basculer dans l'opposition. Le PARNAS est affilié au niveau international avec l'Alliance des Libéraux et des

¹⁹¹ Le Kraï (ou territoire) de Khabarovsk est une subdivision régionale de la Russie située en Extrême-Orient, et administré par la ville du même nom. Il dispose d'une frontière avec la Chine et d'un important littoral sur la mer d'Okhotsk qui ouvre la voie vers l'océan Pacifique.

¹⁹² MILOV Vladimir (v_milov) [Владимир Милов] (02/09/2016) « Алексей Ворсин и его борьба » (demchoice) LiveJournal. [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : https://demchoice.livejournal.com/27536.html?utm_medium=endless_scroll#

NOTE : Vladimir Milov est un homme politique russe, opposant à Vladimir Poutine et soutien d'Alexeï Navalny. Il a été le président et fondateur du parti Choix Démocratique de 2012 à 2015.

Source : <http://milov.org/about.htm> (Consulté le 12 mai 2023).

¹⁹³ Debri-DV (22/09/2016) « Результаты выборов в Госдуму утверждены хабаровским крайизбиркомом ». [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : http://debri-dv.com/article/14737/rezultaty_vybora_v_gosdumu_utverzhdeny_habarovskim_krayizbirkomom

Démocrates pour l'Europe (ALDE)¹⁹⁴, aujourd'hui partenaire du Groupe Renew Europe¹⁹⁵. Ensuite, Vorsine devient un partisan de l'opposant Alexeï Navalny en devenant le coordinateur de son quartier général dans la ville de Khabarovsk. Il aurait organisé les rassemblements du 23 et du 31 janvier 2021 en soutien à l'opposant et aux prisonniers politiques¹⁹⁶. En mars 2021, son militantisme conduira à son arrestation pour interrogatoire, à la perquisition du quartier général de Navalny et à l'ouverture d'une enquête pénale sur la violation répétée de la législation sur les rassemblements¹⁹⁷. L'ONG Mémorial le considère désormais comme prisonnier politique¹⁹⁸. Le tribunal du district central de Khabarovsk a condamné Alexeï Vorsine à trois ans de prison avec sursis et l'a assigné à résidence pendant trois ans. Le « quartier général de Navalny » a quant à lui été reconnu comme organisation extrémiste et interdite en Russie¹⁹⁹. En septembre 2022, il décide de quitter « temporairement » la Russie. Le ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie place désormais son nom sur la liste des personnes recherchées dans le cadre d'une nouvelle affaire pénale sur l'organisation d'une communauté

¹⁹⁴ PARNAS [ПАРНАС], СОТРУДНИЧЕСТВО. [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : <https://parnasparty.ru/party/cooperation>

¹⁹⁵ ALDE Member Parties. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : https://www.aldeparty.eu/alde_member_parties

¹⁹⁶ Sibir.Realii – RFE/RL (23/04/2021) « Координатора хабаровского штаба Навального признали политзаключенным ». [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : <https://www.sibreal.org/a/31218456.html>

¹⁹⁷ Sibir.Realii – RFE/RL (19/03/2021) « На координатора штаба Навального завели уголовное дело в Хабаровске ». [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : <https://www.sibreal.org/a/31158840.html>

¹⁹⁸ Memorial (06/05/2021) « Aleksei Vorsin, head of Navalny's office in Khabarovsk, is a political prisoner ». [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : https://memohrc.org/en/news_old/aleksei-vorsin-head-navalnys-office-khabarovsk-political-prisoner

¹⁹⁹ Debri-DV (28/09/2021) « Экс-глава штаба Навального* в Хабаровске получил три года условно по «дадинской» статье ». [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : <http://debri-dv.com/article/29060/eks-glava-shtaba-navalnogo-v-habarovske-poluchil-tri-goda-uslovno-po-dadinskoy-state>

extrémiste²⁰⁰. Pour terminer, il accorde son premier entretien à Region.Expert en juillet 2020, avant d'en devenir l'un de ses collaborateurs²⁰¹.

■ **Airat Dilmukhametov.** Militant politique bachkir. Né en 1966 dans la ville d'Oufa, dans la République du Bachkortostan (ou Bachkirie), sujet de la Fédération de Russie, située non loin du Kazakhstan. Au début des années 1990, il intégra le mouvement de l'Union de la jeunesse bachkir visant à défendre l'identité culturelle bachkire. Dilmukhametov en est devenu le vice-président de l'Union et a même dirigé son service de presse²⁰². Fin des années 1990-début 2000, il tenta sans succès de se présenter plusieurs fois au Parlement régional. En 2005, il est à la tête du Front populaire de Bachkirie, un parti politique non enregistré officiellement, et s'affiche ouvertement comme un opposant à Vladimir Poutine. En 2007, Airat Dilmukhametov a tenu une conférence « non officielle » de la branche bachkire de l'Union démocratique populaire russe²⁰³ ; il

²⁰⁰ Sibir.Realii – RFE/RL (14/09/2022) « МВД объявило в федеральный розыск экс-главу штаба Навального в Хабаровске Алексея Ворсина ». [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : <https://www.sibreal.org/a/mvd-obyavilo-v-federalnyy-rozysk-eks-glavu-shtaba-navalnogo-v-habarovske-alekseya-vor-sina/32017863.html>

²⁰¹ VORSINE Alexeï [Ворсин Алексей] (30/07/2020) « Алексей Ворсин: У нас происходит пробуждение спящих институтов », Region.expert. [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : <https://region.expert/institutes/>

²⁰² KOURNIKOV Maxime, VALIEV Rouslan, [Курников Максим ,Валиев Руслан] (30/01/2020), « Пять уголовных дел вместо Четвертой республики. Башкирского публициста Дильмухаметова ФСБ обвинила сразу в терроризме, экстремизме и сепаратизме », Mediazona. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://zona.media/article/2020/01/30/fourth-republic>

²⁰³ L'Union démocratique populaire russe (Российский народно-демократический союз) a été créée en 2006 par Mikhail Kassianov. Le parti va ensuite fusionner avec d'autres organisations pour former

démet de ses fonctions le chef de la branche locale du parti, Viktor Shmakov, pour se faire élire à l'unanimité comme nouveau chef. Viktor Shmakov, qui n'avait pas été convié à cette réunion, qualifia Airat Dilmukhametov « d'imposteur »²⁰⁴. L'activiste va ensuite être l'un des organisateurs des actions militantes de l'opposition contre le président de la République de Bachkirie de l'époque, Mourtaza Rakhimov²⁰⁵. À partir de 2007, le militant engagé sera à plusieurs reprises condamné par la justice pour ses déclarations ou publications qualifiées « d'appel au séparatisme, d'appel à la haine, soutien aux discours et aux activités terroristes ». Parallèlement, il devient le chef d'un autre mouvement bachkir, « Nation of Islam »²⁰⁶. Toujours en 2007, Dilmukhametov publie un livre, « Les guerriers contre les bâtards » (*Warriors Against Bastards*), qui fut interdit par le tribunal l'année suivante en raison de son contenu jugé extrémiste. L'ouvrage traitait notamment des relations historiques et aussi conflictuelles (guerres, soulèvements) entre les Bachkirs et les Russes

le Parti de la liberté du peuple (PARTIYA NARODNOY SVOBODY – abrégé en PARNAS).

GALPEROVITCH Danila [Гальперович Данила] (19/05/2012) « Касьянов ведет РНДС к ПАРНАСУ » Svoboda – RFE/RL. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.svoboda.org/a/24586331.html>

²⁰⁴ В-KHANNANOVA Gulchachak, В-AMLADOV Илья [Ъ-Ханнанова Гульчачак, Ъ-Амладов Илья] (27/03/2007) « Народно-демократический союз противников » Коммерсáнтъ. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.kommersant.ru/doc/753463>

²⁰⁵ TOLTS Vladimir [Тольц Владимир] (14/06/2008) « История Башкирии в условиях соединения «байского капитализма» и Интернета » Radio Svoboda – RFE/RL. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.svoboda.org/a/452468.html>

²⁰⁶ GAINULLIN Ilshat [Гайнуллин Ильшат] (01/04/2009) « Башкирского оппозиционера обвинили в экстремизме » Коммерсáнтъ. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.kommersant.ru/doc/1147728>

depuis la fin du XVI^e siècle²⁰⁷. On se demande bien qui Dilmukhametov qualifiait-il de « bâtards » dans son ouvrage ? En 2011, le militant bachkire, alors rédacteur en chef du journal *Maïdan*, a été condamné pour « appels publics à des activités extrémistes » et « appels publics à des activités terroristes ou justification publique du terrorisme » pour avoir copublié avec Robert Zagreyev, « une série d'articles à contenu extrémiste ». Ces écrits insistaient sur la justification à un changement de régime par la violence, incitant à la haine et à « l'inimitié ethnique »²⁰⁸. D'après Svetlana Abramova, l'assistante principale du chef de la commission d'enquête de la Fédération de Russie pour la Bachkirie, les accusés « poursuivaient l'objectif de créer un État islamique par la révolution »²⁰⁹. Initialement condamné à une lourde peine de prison, elle fut ensuite allégée. Le 12 mars 2015, Dilmukhametov est de nouveau condamné, cette fois à trois ans de prison dans une colonie stricte assortie d'une interdiction d'exercer le métier de publiciste pendant deux ans. Il avait divulgué un article sur le site internet « Akhyr Zaman » jugé par les autorités comme contenant des appels extrémistes et justifiant également le terrorisme²¹⁰. Après sa sortie de prison en 2017, il a essayé de se présenter aux élections présidentielles de septembre 2019. Dans son programme, Airat Dilmukhametov milita pour la révision du fédéralisme russe et à la création d'une « quatrième République bachkire

²⁰⁷ LAGUNINA Irina [Лагунина Ирина] (12/06/2008) «Воины против ублюдков». Или нестандартное противодействие экстремистской деятельности в Башкирии » [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.svoboda.org/a/451849.html>

²⁰⁸ Sova Center (13/03/2015) « В Уфе осудили оппозиционера Айрата Дильмухаметова ». [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.sova-center.ru/religion/news/extremism/counter-extremism/2015/03/d31498/>

²⁰⁹ AMLADOV Илья [Амладов Илья] (16/12/2009) « Нагнали краху » Коммерсáнтъ. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.kommersant.ru/doc/1293502>

²¹⁰ KORZIK Olga [Корзик Ольга] « Кировский суд Уфы приговорил Айрата Дильмухаметова к трем годам колонии строгого режима » Коммерсáнтъ. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.kommersant.ru/doc/2685013>

»²¹¹. La première république bachkire est celle ayant vu le jour des suites de la révolution de février 1917. Elle a été proclamée en 1918 et portait le nom d'État d'Idel-Oural (*Idel-Ural ştatı*) regroupant les ethnies tatares et bachkirs. Cette république éphémère fut rapidement écrasée par l'Armée rouge la même année. En 1919, c'est la création de la deuxième république, sous l'appellation de République socialiste soviétique autonome bachkire, intégrée à l'URSS. Cette république a été créée spécifiquement pour séparer l'ethnie Bachkir de celle des Tatars. Elle a duré jusqu'en 1992 pour laisser place à l'actuelle République du Bachkortostan, la troisième. La quatrième république, selon Dilmukhametov, serait plus largement autonome et remettrait en question le statut de sujet de la Fédération de Russie²¹². La réponse du FSB ne s'est pas fait attendre et ouvre une nouvelle affaire pénale contre l'activiste cherchant à récolter des dons pour réaliser un but « visant à violer l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie »²¹³. Nouvelle affaire, Dilmukhametov est encore accusé d'avoir justifié le terrorisme après sa déclaration du 6 novembre 2018²¹⁴ lorsqu'il aborde la condamnation de 21 membres de l'organisation islamiste radicale Hizb ut-Tahrir, et qui fut interdite par la Fédération de Russie en tant qu'organisation terroriste²¹⁵. Dans sa déclaration, le militant bachkir défend Hizb ut-Tahrir et

²¹¹ KOURNIKOV Maxime, VALIEV Rouslan, [Курников Максим ,Валиев Руслан] (30/01/2020) (op. cité).

²¹² Аспекты – Башкортостан (23/05/2018) « Персонально Ваш» Айрат Дильмухаметов. Выборы в Курултай; «Четвёртая башкирская республика » YouTube, 27min30sec. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=RMqAIGbVeUY>

²¹³ KOURNIKOV Maxime, VALIEV Rouslan, [Курников Максим ,Валиев Руслан] (30/01/2020) (op. cité).

²¹⁴ АЙРАТ ДИЛЬМУХАМЕТОВ (06/11/2018) « Хизбы - террористы по разнарядке. Взгляд № 31 » YouTube, 06min25sec. [En ligne] Consulté le 5 mai 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=ZFPmjHCnziw>

²¹⁵ Idel.Realii (10/06/2022) « ЕСПЧ признал неправомерным слишком длительное содержание под стражей Айрата Дильмухаметова ». [En ligne] Consulté le 5 mai 2023. URL : <https://www.idel-real.org/a/31892188.html>

affirme qu'aucun de leurs membres n'a de liens avec des activités terroristes. Pourtant, Hizb ut-Tahrir, signifiant « Parti de la libération », est né au début des années 1950 à Jérusalem d'une scission de l'organisation des Frères Musulmans²¹⁶. Selon l'ONG Counter Extremism Project, Hizb ut-Tahrir est considéré comme « un mouvement islamiste international cherchant à unir les musulmans sous un seul califat islamique »²¹⁷. D'après le *Daily Mail*, en 2015, une centaine de leurs membres basés au Royaume-Uni se sont affiliés à l'organisation terroriste du Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, ainsi qu'avec l'État islamique (Daesh) lors de la guerre civile en Syrie. Hizb ut-Tahrir a été interdit dans au moins 13 pays : en Russie depuis 2003, en Turquie, en Allemagne, au Pakistan, dans certains pays du Golfe. Curieusement, Hizb ut-Tahrir n'a pas été fiché comme organisation terroriste en Australie, ni aux États-Unis, ni au Royaume-Uni²¹⁸. En mars 2019, le département d'enquête du

²¹⁶ CHICHIZOLA Jean (19/10/2022) « *La France accusée de vouloir «désislamiser» les jeunes musulmans* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 5 mai 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/la-france-accusee-de-vouloir-desislamiser-les-jeunes-musulmans-20221019>

²¹⁷ « *Extremist Groups : Hizb ut-Tahrir* », Counter Extremism Project. [En ligne] Consulté le 5 mai 2023. URL : <https://www.counterextremism.com/threat/hizb-ut-tahrir>

NOTE : L'ONG Counter Extremism Project a pour partenaire le ministère des Affaires étrangères d'Allemagne mais surtout le Département américain de la sécurité intérieure (U.S. Department of Homeland Security) créé en 2002 à l'initiative du président George W. Bush suite aux attaques du 11 septembre 2001.

Source : <https://www.counterextremism.com/government-partnerships> (Consulté le 5 mai 2005)

²¹⁸ MALM Sara (11/04/2015) « *100 members of controversial Islamic group linked to radicalised British students including Jihadi John have 'joined forces with al Qaeda in Syria'* » Mail Online (Daily Mail). [En ligne] Consulté le 5 mai 2023. URL : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-3034733/100-members-controversial-Islamic-group-linked-radicalised-British-students-including-Jihadi-John-joined-forces-al-Qaeda-Syria.html>

FSB ouvre une nouvelle procédure pénale contre Dilmukhametov pour appel au séparatisme dans une vidéo YouTube, où l'activiste s'adresse aux participants du Free Russia Forum de l'opposant russe Garry Kasparov²¹⁹. Dilmukhametov accusa publiquement l'État russe de perpétrer un « génocide » des Bachkirs et lança un appel à la création d'une « nouvelle fédération » :

Nous établirons une nouvelle fédération par le bas. Nous nous tournerons vers tous les sujets, les républiques, en premier lieu, vers le Tatarstan, et poserons la question : avons-nous besoin d'une fédération, sur quels principes allons-nous l'établir et quels pouvoirs allons-nous déléguer ? Et si nous décidons que nous établissons un nouveau gouvernement fédéral, alors nous signerons un accord bilatéral avec un tel gouvernement fédéral.

Si à l'avenir le gouvernement fédéral manque à ses obligations, nous devrions avoir le droit de nous retirer d'une telle fédération [de Russie], qui a cessé d'être une fédération²²⁰.

²¹⁹ KOURNIKOV Maxime, VALIEV Rouslan, [Курников Максим ,Валиев Руслан] (30/01/2020) (op. cité).

²²⁰ Idel.Realii – RFE/RL (13/04/2018) « Айрат Дильмухаметов заявил о геноциде башкир российским государством и о намерении создать новую федерацию ». [En ligne] Consulté le 10 mai 2023.
URL : <https://www.idel-real.org/a/%D0%B0%D0%B9%D1%80%D0%B0%D1%82-%D0%B4%D0%B8%D0%BB%D1%8C%D0%BC%D1%83%D1%85%D0%B0%D0%BC%D0%B5%D1%82%D0%BE%D0%B2-%D0%B7%D0%B0%D1%8F%D0%B2%D0%B8%D0%BB-%D0%BE-%D0%B3%D0%B5%D0%BD%D0%BE%D1%86%D0%B8%D0%B4%D0%B5-%D0%B1%D0%B0%D1%88%D0%BA%D0%B8%D1%80-%D1%80%D0%BE%D1%81%D1%81%D0%B8%D0%B9%D1%81%D0%BA%D0%B8%D0%BC-%D0%B3%D0%BE%D1%81%D1%83%D0%B4%D0%B0%D1%80%D1%81%D1%82%D0%B2%D0%BE%D0%BC-%D0%B8-%D0%BE-%D0%BD%D0%B0%D0%BC%D0%B5%D1%80%D0%B5%D0%BD%D0%B8%D0%B8-%D1%81%D0%BE%D0%B7%D0%B4%D0%B0%D1%82%D1%8C-%D0%BD%D0%BE%D0%B2%D1%83%D1%8E-%D1%84%D0%B5%D0%B4%D0%B5%D1%80%D0%B0%D1%86%D0%B8%D1%8E/29166228.html>

En 2020, le tribunal militaire du district central de Samara condamne Dilmukhametov à neuf ans de prison dans une colonie à régime strict pour participation à des activités extrémistes²²¹. Il continue de purger sa peine. Pour toutes ces « persécutions », l'activiste a reçu plusieurs soutiens. Tout d'abord, celui du centre russe des droits de l'homme, Memorial. Depuis 2019, l'ONG l'a déclaré comme prisonnier politique²²². Ensuite, celui de Vadim Sidorov, qui accueille les partisans de Dilmukhametov au sein de son organisation, SONR²²³. Autre appui, la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) qui, en 2022, estime que la Russie a violé le droit à la liberté et à la sécurité de Dilmukhametov et lui a accordé une indemnité financière de 3 100 euros. La Cour ayant déclaré « illégale » la détention excessivement longue du condamné²²⁴. Or, la CEDH a été mise en cause pour le manque d'indépendance et d'impartialité de ses juges²²⁵, dont une part significative a des liens avec les Open Society Foundations de George Soros²²⁶. Depuis 2020, le

²²¹ OVD-Info (27/07/2022) « Башкирского оппозиционера, осужденного за высказывания, перевели на более строгий режим в колонии » [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://ovd.news/express-news/2022/07/27/bashkirskogo-oppozicionera-osuzhdenного-za-vyskazyvaniya-pereveli-na-bolee>

²²² Idel.Realii – RFE/RL (26/07/2022) « Башкирский активист Айрат Дильмухаметов пробудет в строгой изоляции полгода » [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.idelreal.org/a/31960642.html>

²²³ SIDOROV Haroun [сидоров харун] (op. cité).

²²⁴ Idel.Realii – RFE/RL (10 juin 2022) « ЕСПЧ признал неправомерным слишком длительное содержание под стражей Айрата Дильмухаметова ». [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.idelreal.org/a/31892188.html>

²²⁵ SUGY Paul (20/04/2023) « *Un rapport pointe à nouveau le manque d'indépendance de la CEDH* » Le Figaro. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/un-rapport-pointe-a-nouveau-le-manque-d-independance-de-la-cedh-20230420>

²²⁶ PUPPINCK Grégor (2021) « *Le Conseil de l'Europe admet la véracité du rapport sur les ONG et les juges de la CEDH et rejette la candidature d'une nouvelle « juge-Soros* » » European Centre for Law and Justice. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL :

militant bachkir est considéré comme prisonnier politique par la Free Russia Foundation²²⁷. Cette structure est intégrée à une « coalition d'organisations de la société civile » chargée de faire libérer les prisonniers politiques de Russie : *Coalition to free the Kremlin's political prisoners*, ou en français « Coalition pour libérer les prisonniers politiques du Kremlin ». Nous allons vous présenter quelques-unes d'entre-elles :

- Le Raoul Wallenberg Centre for Human Right. Une ONG dirigée par l'ancien ministre de la Justice et procureur général du Canada, Irwin Cotler²²⁸. Ce dernier est membre du conseil d'administration du Middle East Media Research Institute (MEMRI)²²⁹. Une organisation « à but non lucrative » fondée par Meyrav Wurmser²³⁰, chercheuse principale

<https://eclj.org/geopolitics/echr/le-conseil-de-leurope-admet-la-veracite-du-rapport-sur-les-ong-et-les-juges-de-la-cedh-et-rejette-la-candidature-dune-nouvelle--juge-soros-?lng=fr>

²²⁷ Free Russia Foundation (28/08/2020) « *THE KREMLIN'S POLITICAL PRISONERS: THE CASE OF AIRAT DILMUKHAMETOV* ». [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.4free-russia.org/the-kremlin-s-political-prisoners-the-case-of-airat-dilmukhametov/>

²²⁸ Raoul Wallenberg Centre for Human Rights, leadership, Irwin Cotler. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.raoulwallenbergcentre.org/en/leadership/irwin-cotler>

²²⁹ MEMRI, about. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.memri.org/about>

²³⁰ Meyrav Wurmser était une ardente partisane de l'intervention militaire en Irak et pro-israélienne. De plus, son mari David Wurmser a été conseiller en chef du vice-président Dick Cheney pour les affaires du Moyen-Orient. Durant ses fonctions, il était considéré comme « le faucon le plus radical de l'administration Bush ».

RICHE Pascal (29/01/2003) « *Pourquoi le président américain veut à tout prix renverser Saddam* » Libération. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/2003/01/29/pourquoi-le-president-americain-veut-a-tout-prix-renverser-saddam_429305/

au sein du think tank néoconservateur Hudson Institute²³¹, et Yigal Carmon, ancien colonel dans le corps du renseignement des Forces de défense israéliennes (*Israel Defense Forces* - IDF), plus connues sous le nom de Tsahal. Il supervisait la lutte contre le terrorisme auprès des gouvernements israéliens du Likoud et du Parti travailliste²³². Le conseil d'administration du MEMRI comporte aussi : le général américain à la retraite Michael V. Hayden, ancien directeur de la NSA (1999-2005), puis de la CIA ; le général américain à la retraite Keith Alexander, fondateur et PDG d'IronNet Cybersecurity, lui aussi ancien directeur de la NSA (2005-2014) ; James Woolsey - ancien directeur de la CIA, ancien président de la Freedom House, membre de la Jamestown Foundation, de l'Atlantic Council et du CFR²³³ ; Ehoud Barak, ancien Premier ministre israélien, le prêtre français Patrick Desbois - conseiller du Vatican et président de Yahad-In Unum,...et même l'imam franco-tunisien de la mosquée de Drancy, Hassen Chalghoumi²³⁴. En 2014, Irwin Cotler figure sur la liste des 13 personnes sanctionnées par la Russie en guise de représailles à la décision du gouvernement canadien d'imposer des sanctions économiques et à des interdictions de voyager sur son sol à 45 responsables ukrainiens et

DREYFUSS Robert (24/07/2007) « *Another Cheney-Linked Hawk Down* » Huffington Post. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : https://www.huffpost.com/entry/another-cheneylinked-hawk_b_57538

²³¹ Endowment for Middle East Truth, advisory, Dr Meyrav Wurmser. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://emetonline.org/advisory/dr-meyrav-wurmser/>

²³² U.S. House of Representatives, Document Repository, Biography Carmon Yigal. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://docs.house.gov/meetings/FA/FA00/20160706/105161/HHRG-114-FA00-Bio-CarmonY-20160706.pdf>

²³³ Revoir le CHAPITRE 4 sur la Jamestown Foundation et l'ACPC.

²³⁴ MEMRI, about. (op. cité).

russe, dans le contexte de la crise en Ukraine²³⁵. Il est désormais *persona non grata* en Russie. On se demande bien pourquoi lui en particulier ?

- La Lantos Foundation, dont l'un des piliers de travail est la création d'une « citoyenneté mondiale »²³⁶. Elle organise une conférence annuelle sur l'état de droit ouvert aux dissidents politiques. En 2017, le dissident invité était l'oligarque russe en exil Mikhaïl Khodorkovski²³⁷. La présidente de la fondation se nomme Katrina Swett, née Lantos²³⁸. Elle fait aussi partie du conseil d'administration du MEMRI²³⁹.
- Human Rights Foundation. L'organisation de défense des droits de l'homme a bénéficié en 2010 d'une subvention de 100 millions de dollars étalée sur 10 ans des Open Society Foundations de George Soros²⁴⁰.
- The Center for Civil Liberties (CCL). Créé en 2007 pour promouvoir les droits de l'homme, le centre a pour donateurs : le Programme de Développement des Nations Unies (UNPD), la Helsinki Foundation, l'ONG anglaise Sigrid Rausing Trust, l'Agence suédoise de coopération

²³⁵ MAS Susana (24 mars 2014) « *Russian sanctions against Canadians a 'badge of honour'* », CBC News. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.cbc.ca/news/politics/russian-sanctions-against-canadians-a-badge-of-honour-1.2584137>

²³⁶ Lantos Foundation, global citizenship. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.lantosfoundation.org/global-citizenship>

²³⁷ Lantos Foundation, rule of law. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.lantosfoundation.org/rule-of-law>

²³⁸ Lantos Foundation, about leadership. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.lantosfoundation.org/about-leadership/>

²³⁹ MEMRI, about (op. cité)

²⁴⁰ Open Society Foundations, (06/09/2010) « *Soros and Open Society Foundations Give \$100 Million to Human Rights Watch* ». [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.opensocietyfoundations.org/newsroom/soros-and-open-society-foundations-give-100-million-human-rights-watch>

internationale au développement (SIDA), le ministère des Affaires étrangères d'Allemagne, la Commission européenne, la National Endowment for Democracy (NED), le Département d'État américain et les indéniables Open Society Foundations de George Soros²⁴¹.

- Le McCain Institute, qui compte comme donateurs de 100 000 \$ et plus : la Oak Foundation, la Bill and Melinda Gates Foundation, la Carnegie Corporation of New York, la Eranda Rothschild Foundation, la JPMorgan Chase Foundation, la Ford Foundation, la GE Foundation (GE : General Electric), la Robert Bosch Stiftung, l'ancien secrétaire d'État américain de la Marine John Lehman et ancien membre du Project for the New American Century (PNAC)²⁴², la Dalberg Catalyst avec le soutien de la Fondation Rockefeller, le Mercedes-Benz Group, la Microsoft Corporation (Bill Gates), Amazon Web Services, la FedEx Corporation, Chevron (Rockefeller), les Open Society Foundations de George Soros, et chose surprenante... l'Ambassade du Royaume d'Arabie saoudite²⁴³. Jamal Khashoggi²⁴⁴ doit certainement pousser un

²⁴¹ Center for Civil Liberties, about the ccl. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://ccl.org.ua/en/about-the-ccl/>

²⁴² John Lehman a été aussi membre de la commission d'enquête sur les attentats du 11 septembre 2001.

MANDER Jerry, PAIK Koohan (26/02/2009) « *Surfers vs. the Superferry* », The Nation. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.thenation.com/article/archive/surfers-vs-superferry/>

²⁴³ Dans la liste des donateurs entre 25 000 et 99 999 \$ nous retrouvons aussi : BlackRock, BP, SpaceX (Elon Musk), Pegasus Capital Advisors, Taipei Economic and Cultural Representative Office in the United States (ou Bureau de représentation économique et culturelle de Taipei aux États-Unis - Taïwan) et George Soros en personne.

McCain Institute, donors. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.mccaininstitute.org/ways-to-give/donors/>

²⁴⁴ Jamal Khashoggi (1958-2018) était un journaliste saoudien qui a été assassiné par démembrement au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul, en Turquie. L'assassinat a été ordonné par le prince héritier et Premier

riectus du haut des cieux, tout comme les victimes du terrorisme islamiste financé par l'Arabie saoudite, mais aussi par le Qatar²⁴⁵.

■ **Lenar Miftakhov.** Militant politique, blogueur et publiciste tatar, vivant dans la ville de Yelabuga, dans la république du Tatarstan faisant partie de la Fédération de Russie. Militant pour la défense de la langue tatar et de l'indépendance du Tatarstan, et fondateur de l'organisation publique régionale Kerpe Yuly (Керпе Юлы). En septembre 2020, il déclarait à la branche locale de RFE/RL, *Azatlyk Radiosy*, le danger de l'assimilation des Tatars au sein de la Russie : *Nous soulevons souvent la question de la langue, mais sans l'indépendance du Tatarstan, elle ne sera pas résolue. [...] les Tatars, s'ils ne parlent pas la langue maternelle, devraient déménager au Tatarstan avant que les enfants ne fondent une famille afin de préserver leurs racines. Il sera trop tard quand nous nous marierons.*²⁴⁶. Par ailleurs, il a assisté à la neuvième réunion du Free Russia Forum organisé par l'opposant Garry Kasparov, le 20 et 21 novembre 2020.

ministre d'Arabie saoudite, Mohammed Ben Salmane. Le journaliste était devenu très critique à l'égard de « MBS » depuis qu'il a accédé au pouvoir en 2017. Petite anecdote, dans les années 1990, au Soudan, Jamal Khashoggi avait interviewé un certain Oussama Ben Laden.

JDD (21/10/2018) « *Qui était vraiment Jamal Khashoggi ? Cinq choses à retenir de l'enquête du JDD* ». [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : <https://www.lejdd.fr/International/qui-etait-vraiment-jamal-khashoggi-cinq-choses-a-retenir-de-lenquete-du-jdd-3783785>

²⁴⁵ Le président de la République française, Emmanuel Macron, a reconnu l'implication de l'Arabie saoudite et du Qatar dans le financement du terrorisme islamiste en 2017.

BONNEFOY Geoffrey (31/08/2017) « *Pour Macron, le Qatar et l'Arabie Saoudite ont financé le terrorisme* », L'Express. [En ligne] Consulté le 10 mai 2023. URL : https://www.lexpress.fr/politique/pour-macron-le-qatar-et-l-arabie-saoudite-ont-finance-le-terrorisme_1939265.html

²⁴⁶ Azatlyk Radiosy – RFE/RL (15/09/2020) « *Ленар Мифтахов: "Русия республикалар федерациясенә әйләнергә тиеш"* ». [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://www.azatliq.org/a/30837769.html>

Il est intervenu à la table ronde intitulée : *Est-il possible de relancer le fédéralisme en Russie ?* en présence de Vadim Sidorov et avec comme modérateur, Vadim Shtepa²⁴⁷. En 2022, la Commission d'enquête de la Fédération de Russie pour le Tatarstan a ouvert une enquête pénale pour « appels publics à des activités terroristes, justification publique du terrorisme ou propagande du terrorisme ». Le domicile de Lenar Miftakhov a été perquisitionné ainsi que celui de sept journalistes travaillant pour la branche locale de RFE/RL, *Idel.Realii*²⁴⁸, à la suite d'une publication d'une vidéo de l'agression de l'ambassadeur russe en Pologne, Sergei Andreev, par des Polonais et des Ukrainiens, le 9 mai 2022 à Varsovie²⁴⁹. Miftakhov reste libre et poursuit toujours ses activités sur le portail Region.Expert, et depuis son organisation publique Kerpe Yuly. Il travaille notamment sur le « Manifeste du régionalisme du Tatarstan »²⁵⁰. Adopté le 2 janvier 2021, et actualisé depuis, il stipule : la souveraineté étatique du Tatarstan et la réalisation de « la décentralisation de la Russie et la décolonisation de ses sujets »²⁵¹. En résumé, créer un Tatarstan indépendant, et encourager une dérussification du territoire sur le plan culturel, linguistique et institutionnel.

²⁴⁷ Free Russia Forum (12 février 2020) « Программа IX Форума свободной России ». [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/archives/forum-ix/programma-ix-foruma-svobodnoj-rossii>

²⁴⁸ Idel.Realii – RFE/RL (12/09/2022) « Обыски в Елабуге: силовики допросили местного жителя о его связи с Татаро-башкирской службой Радио Свободная Европа ». [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://www.idelreal.org/a/32025661.html>

²⁴⁹ RIA Novosti (16/05/2022) « Дело о нападении на посла России в Польше передали в прокуратуру ». [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://ria.ru/20220516/prokuratora-1788879676.html>

²⁵⁰ MIFTAKHOV Lenar [Мифтахов Ленар] (17/11/2022) « Татарстанский «путь ежей» », Region.expert. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://region.expert/kerpeler/>

²⁵¹ MIFTAKHOV Lenar [Мифтахов Ленар] (lenarmif) (06/11/2022) « Манифест татарстанского регионализма » Livejournal. Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://lenarmif.livejournal.com/577.html>

■ **Yaroslav Zolotarev.** Il se présente comme un philologue, traducteur, personnage public et homme d'affaires. Originaire de la ville de Tomsk, situé en Sibérie occidentale, au sein de la Fédération de Russie²⁵². En 2005, il a été l'initiateur d'un projet de développement de la langue sibérienne. Une ambition qui s'est heurtée à de vives critiques entraînant la fermeture de son blog sur *Livejournal* en 2008. Dans les années 2010, ses travaux sur la création d'une communauté linguistique sibérienne ont été interdits par le FSB²⁵³. Depuis 2017, il est intervenu dans quelques médias occidentaux, *Wiadomości* (média polonais)²⁵⁴, *The EurAsian Times*²⁵⁵, et

²⁵² Region.expert, author, Yaroslav Zolotarev. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://region.expert/author/yaroslav-zolotarev/>

²⁵³ ZOLOTAREV Iaroslav [Золотарёв Ярослав] (14/12/2016) « Сибирский язык: как запрещали лингвистический эксперимент », Region.expert. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://region.expert/siberian-language/>

²⁵⁴ CHEDA Robert (13/02/2013) « *Regiony Rosji domagają się autonomii. Jaki jest pomysł Putina na zażegnanie kryzysu ?* » Wirtualnej Polski. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://wiadomosci.wp.pl/regiony-rosji-domagaja-sie-autonomii-jaki-jest-pomysl-putina-na-zazegnanie-kryzysu-6082112239334017a>

²⁵⁵ NANDA Prakash (19/06/2022) « *Checkmate Russia! As Moscow Gains Control Of Ukraine, How Putin Is Losing Its South-East Region To China* », The Eurasian Times. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://eurasian-times.com/checkmate-russia-as-moscow-gains-control-of-ukraine-how-putin-is-losing-china/> NOTE : Le président du comité de rédaction du média *The EurAsian Times* se nomme Prakash Nanda. Ce journaliste indien a la particularité d'être analyste à la Jamestown Foundation. Yaroslav Zolotarev, le collaborateur de Region.expert dont son rédacteur en chef Vadim Shtepa travaille pour la Jamestown Foundation, a donc été interviewé par un autre de ses collaborateurs. Réf. : The Eurasian Times, Know EurAsian Times, Editorial Board & Committee, Prakash Nanda, Chairman Editorial Board. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://eurasian-times.com/publish-your-news/>

The Jamestown Foundation, analyst, Prakash Nanda. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://jamestown.org/analyst/prakash-nanda/>

*Euromaidan Press*²⁵⁶, pour expliquer son point de vue sur l'avenir de la Sibérie, à savoir la crainte de voir cette dernière tomber sous pavillon chinois. Il agite la crainte d'un retour de ce territoire dans le giron de la Chine pour des raisons à la fois économiques, démographiques - la Russie étant moins peuplée et perd en nombre d'habitants, en particulier dans les zones reculées - et pour des raisons historiques : le fait que certains territoires d'Extrême-Orient de la Russie ont appartenu jadis à l'empire du Milieu. Zolotarev fait ici allusion à cette période historique où l'empire tsariste, en pleine expansion, décide de coloniser la Sibérie au XVI^e siècle et de repousser ses frontières jusqu'à la partie septentrionale du bassin du fleuve Amour au XIX^e siècle. Afin d'établir les frontières entre les deux grandes puissances, une solution diplomatique a été trouvée lors de la signature du traité Nertchinsk, le 7 septembre 1689, et puis complétée avec le traité de Kiakhta, le 1^{er} novembre 1727. Cependant, un siècle plus tard, après la défaite de la Chine lors des deux guerres de l'opium (1839-1842 et 1856-1860) conduites par l'Empire britannique²⁵⁷ et de la révolte des Taïping (1851-1864), les Russes en profitent pour avancer leurs pions en multipliant les postes militaires sur la rive gauche du fleuve Amour. Ils iront plus loin dans leur conquête en posant le pied sur ce qui sera appelée l'île de Sakhaline. De

²⁵⁶ A.N. (08/09/2017) « *Russian fears about China's aspirations east of the Urals on the rise* » Euromaidan Press. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://euromaidanpress.com/2017/09/08/russian-fears-about-chinas-aspirations-east-of-the-urals-on-the-rise-euromaidan-press/>

²⁵⁷ À la suite des guerres de l'opium, la Chine a été contrainte d'accepter le commerce de stupéfiants. Autre concession, elle a dû céder aux anglais l'île de Hong Kong. Par la suite, une banque sera créée pour gérer le commerce britannique dans la région. Cette banque a été créée en 1865, la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation, plus connue aujourd'hui sous son abréviation, la HSBC.

RIBADEAU-DUMAS Laurent (10/02/2015) « HSBC, une banque à l'odeur d'opium et de scandales », France info. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/royaume-uni/hsbc-une-banque-a-lodeur-dopium-et-de-scandales_3065517.html

cette manière, le traité de Nertchinsk était devenu caduc. Finalement, le 28 mai 1858, le traité d'Aïgoun conclu entre la Chine et la Russie entérine cette annexion et ses dispositions fixant les nouvelles frontières furent confirmées lors du traité de Pékin, signé le 16 novembre 1860²⁵⁸. Cette peur, version actualisée du péril jaune que Zolotarev nous décrit, cherche à faire réveiller chez les Russes un sentiment antichinois en ravivant leurs doutes sur les intentions à moyen et long terme de leur partenaire géostratégique, espérant sans doute desserrer l'alliance Russie-Chine contre les États-Unis. Cela consiste aussi à conforter les opinions publiques occidentales dans l'idée que la relation entre les deux géants de l'Eurasie sont fragiles et à minimiser. Pourtant, si on en croit *France 24*, un an après le conflit en Ukraine, les relations sino-russes se sont au contraire renforcées. La Chine a augmenté ses importations en hydrocarbures en provenance de Russie, tout en exportant des technologies et des voitures à son partenaire. Il en résulte que les échanges commerciaux entre la Chine et la Russie ont augmenté en 2022 de 34 %, et ont atteint un chiffre record de 190 milliards de dollars²⁵⁹. À l'inverse, nous avons des pays traditionnellement alliés des États-Unis, qui se détachent progressivement pour se tourner vers l'Eurasie. Par exemple, en novembre 2022, les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG)²⁶⁰ devraient utiliser pleinement la Bourse nationale du

²⁵⁸ D'ENCAUSE Hélène Carrère (avril 1963) « *Au XIXe siècle la Russie réussit à arracher à la Chine de vastes territoires* », *Le Monde diplomatique*, page 7. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : https://www.monde-diplomatique.fr/1963/04/CARRERE_D_ENCAUSSE/25291

²⁵⁹ SAIKALI Elie (21/03/2023) « *Russie-Chine : une relation renforcée par la guerre en Ukraine malgré une rivalité régionale* », *France 24*. [En ligne] Consulté le 11 mai 2023. URL : <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20230321-russie-chine-une-relation-renforc%C3%A9e-par-la-guerre-en-ukraine-malgr%C3%A9-une-rivalit%C3%A9-r%C3%A9gionale>

²⁶⁰ Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) est composé de six États : l'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis (E.A.U), le Koweït, Oman et le Qatar.

pétrole et du gaz de Shanghai comme plate-forme pour effectuer les règlements en yuan²⁶¹. En conclusion, les échanges en hydrocarbures autrefois opérés avec le dollar vont désormais se faire avec la monnaie chinoise, encourageant ainsi la dédollarisation de l'économie mondiale. En mars et avril 2023, c'était au tour du Brésil, puis de l'Argentine d'abandonner le dollar au profit du yuan pour payer leurs importations chinoises²⁶². L'Amérique latine était pourtant considérée comme la « chasse gardée » de l'Oncle Sam. La valeur du dollar est l'un des piliers fondamentaux sur lequel repose l'Empire américain. Si sa valeur s'effondre, c'est l'empire qui s'écroule.

■ **Daniil Kotsyubinsky.** Historien et journaliste russe. Il est professeur adjoint au Département des problèmes de synthèse interdisciplinaire dans le domaine des sciences sociales et humaines, à la Faculté des arts libéraux et des sciences de l'Université de Saint-Petersbourg²⁶³. Il est l'auteur de plus de 60 livres et articles scientifiques. Durant les années 1990, Kotsyubinsky a travaillé en tant que journaliste dans plusieurs journaux, *Smena*, *Rush Hour*, *Komar*, *Petersburg Line*, ainsi que les périodiques *Delo*, et *Expert - North-West*²⁶⁴. Il a d'ailleurs été membre du Conseil d'administration de

²⁶¹ CHOPRA Toby, FLETCHER Philippa, WOO Rayan (09/12/2023) « *China to use Shanghai exchange for yuan energy deals with Gulf nations – Xi* », Reuters. [En ligne] Consulté le 12 mai 2023. URL : <https://www.reuters.com/business/energy/chinas-xi-tells-gulf-nations-use-shanghai-exchange-yuan-energy-deals-2022-12-09/>

²⁶² AFP (27/04/2023) « *L'Argentine abandonne le dollar au profit du yuan pour payer ses importations chinoises* », La Tribune. [En ligne] Consulté le 13 mai 2023. URL : <https://www.latribune.fr/economie/international/l-argentine-abandonne-le-dollar-au-profit-du-yuan-pour-payer-ses-importations-chinoises-960393.html>

²⁶³ Faculty of liberal arts and sciences, University of Saint Petersburg, Daniil Kotsyubinsky. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://artesliberales.spbu.ru/en/faculty/personalii/kotsyubinsky>

²⁶⁴ Rosbalt.ru [Росбалте] (07/10/2021) « Историк Даниил Коцюбинский проведет встречу «Свобода vs безопасность: кто кого?». Продолжение. », [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://rosbalt.timepad.ru/event/1798872/>

l'Union des journalistes de Saint-Pétersbourg et de la région de Leningrad²⁶⁵ avant de la quitter en 2010 en raison d'une discorde avec son président. Il juge sévèrement la direction tant sur le plan de la gestion du syndicat que d'être trop conformiste face à la montée de « l'État autoritaire » en Russie²⁶⁶. En 2007, il s'engage en politique au sein du parti démocratique russe unifié « Iabloko » (*Rossiskaïa obiedinionnaïa demokratitcheskaïa partiïa*, abrégé en *Iabloko*), et intègre le bureau de la branche régionale de Saint-Pétersbourg²⁶⁷. Le parti est d'orientation libérale et europhile, et a pour affiliation au niveau européen l'Alliance des Libéraux et des Démocrates pour l'Europe (ALDE), partenaire du Groupe Renew Europe²⁶⁸. Au niveau international, Iabloko est partenaire de Liberal International (L.I.), la fédération mondiale des partis politiques libéraux²⁶⁹. Elle

NOTE : Rosbalt est un média qui a été placé par le ministère russe de la Justice comme « agent étranger ».

SOLDATKIN Vladimir, REESE Chris (15/10/2021) « *Russia labels Moscow Digital Media and legal entity of Rosbalt 'foreign agents'* », Reuters. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.reuters.com/business/media-telecom/russia-labels-moscow-digital-media-legal-entity-rosbalt-foreign-agents-2021-10-15/>

²⁶⁵ Союза Журналистов (06/02/2007) « Правление Союза журналистов Санкт-Петербурга и Ленинградской области ». Accessible. Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20080218042231/http://www.journalists.spb.ru/about/pravlenie/>

²⁶⁶ BELOVRANINE Andrzej [БЕЛОВРАНИН Анджей] (25/03/2010) « Союз остался нерушим », *Novaïa Gazeta*. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://novayagazeta.spb.ru/articles/5727/>

²⁶⁷ Peoples.ru (09/09/2008) « Коцюбинский Даниил Александрович – биография ». [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : https://www.peoples.ru/state/journalist/daniil_kotsubinskiy/

²⁶⁸ IABLOKO « «ЯБЛОКО» в международных организациях ». [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.yabloko.ru/international>

²⁶⁹ Liberal International, members, Yabloko. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : https://liberal-international.org/members/yabloko_russia/

est présidée par Hakima El Haité²⁷⁰, ancienne ministre marocaine déléguée auprès du ministre de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement de 2013 à 2017, membre de la Friedrich Naumann Foundation (*Friedrich-Naumann-Stiftung*)²⁷¹. Le député président de L.I. se nomme quant à lui, Karl-Heinz Paqué, membre du parti libéral démocrate allemand (*Freie Demokratische Partei* - FDP), et président du conseil d'administration de la Friedrich Naumann Foundation²⁷². Cette fondation allemande proche du FDP est partisane de la « société ouverte » axée sur le libéralisme, la diversité, le climat, les droits LGBTQI+, et la promotion de l'Union européenne²⁷³. Depuis 2019, le président de Iabloko se nomme Nikolai Rybakov²⁷⁴. De 2008 à 2015, il a été directeur exécutif du Centre des droits environnementaux « Bellona » de Saint-Petersbourg²⁷⁵.

²⁷⁰ Liberal International, who we are, bureau members. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://liberal-international.org/who-we-are/political-leadership/bureau-members/>

²⁷¹ Le Dr Hakima El Haité est considérée comme une « *championne du climat des Nations Unies lors de la COP 22 et l'une des 100 personnes les plus influentes au monde en matière de politique climatique en 2019* ». Elle a également reçu la légion d'Honneur par le président français, François Hollande.

Friedrich Naumann Stiftung für die Freiheit, Hakima El Haité. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.freiheit.org/fr/hakima-el-haite>

²⁷² Friedrich Naumann Stiftung für die Freiheit, Karl-Heinz Paqué. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.freiheit.org/karl-heinz-paque>

²⁷³ Friedrich Naumann Stiftung für die Freiheit, « Für die Freiheit. Begabung. Leidenschaft. Mut. » [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.freiheit.org/de/begabtenfoerderung>

²⁷⁴ IABLOKO, « Руководящие органы Российской объединенной демократической партии ЯБЛОКО » [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.yabloko.ru/Persons/index.html>

²⁷⁵ DIGGES Charles (16/03/2012) « *Bellona's Rybakov and other environmentalists meet Russian president with list of ecological demands* », Bellona. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://bellona.org/news/russian-human-rights-issues/access-to->

Bellona se présente comme une organisation à but non lucratif norvégienne de défense de la cause environnementale, mais aussi de l'Union européenne. Elle reçoit des fonds venant de la Fondation européenne pour le climat (*European Climate Foundation* - ECF)²⁷⁶, elle-même recevant des fonds d'organisations comme : la Ikea Foundation, Oak Foundation, la McCall MacBain Foundation - dont son directeur et fondateur est le milliardaire canadien John H. McCall MacBain, et un boursier Cecil Rhodes²⁷⁷ ; Bloomberg Philantropies, Stiftung Mercator – dont son président Johannes Meier est membre du conseil allemand du think tank European Council on Foreign Relations (ECFR)²⁷⁸ ; ou encore du Rockefeller Brothers Fund²⁷⁹. Bellona a aussi comme partenaire l'ONG anti-corruption Transparency International²⁸⁰. Cette dernière est financée par plusieurs pays et organisations internationales : l'Agence

information/2012-03-bellonas-rybakov-and-other-environmentalists-meet-russian-president-with-list-of-ecological-demands

²⁷⁶ Dans les bailleurs de fonds de Bellona nous soulignons : le Fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF), Climateworks, l'Union européenne dans le cadre des subventions accordées au projet EU Horizon 2020 « European Negative Emissions Projects », ainsi que des subventions de la Norvège et de l'EEA and Norway Grants (financé par l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège).

Bellona, about. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://bellona.org/about-bellona>

²⁷⁷ McCall MacBain Foundation, about, our story. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.mccallmacbain.org/about#our-story>

²⁷⁸ European Council of Foreign Relations (ECFR), Deutsche Council Mitglieder. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://ecfr.eu/berlin/de/council/>

²⁷⁹ European Climate Foundation, funders. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://europeanclimate.org/funding-grantmaking/>

²⁸⁰ ZHVIRBLIS Andrey [Жвирблис Андрей] (27/10/2015) « Николай Рыбаков («Беллона»): «Заказные кампании – бич экологических организаций» » Transparency International – Russie. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://transparency.org.ru/projects/prozrachnost-nko/nikolay-rybakov-bellona-zakaznye-kampanii-bich-ekologicheskikh-organizatsiy>

française du développement, les ministères des Affaires étrangères du Canada, de Nouvelle-Zélande, de l'Australie, du Danemark, des Pays-Bas, de Taïwan, d'Allemagne, du Royaume-Uni²⁸¹, bien entendu le Département d'État américain, l'Office des Nations unies contre les drogues et le crime (UNODC), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), et la Commission européenne. On retrouve aussi des entreprises comme Siemens ou encore des ONG familières : la Friedrich-Naumann-Stiftung, Luminate (qui finance aussi l'Open Democracy), l'International Republican Institute (IRI) - qui a contribué aux « révolutions de couleurs » - et les indéboulonnables Open Society Foundations de George Soros²⁸².

En novembre 2007, Daniil Kotsyubinsky participa à la marche des dissidents et sera arrêté²⁸³. Une fois relâché, il se présenta aux élections législatives de la Douma de décembre 2007, sur la liste des candidats Iabloko à Saint-Petersbourg (n°2 de la liste régionale). Le 16 mars 2008, après l'échec électoral de Iabloko qui n'obtient aucune représentation à la Douma, le journaliste militant a publié une lettre ouverte dans laquelle il appelle à la démission du président du parti de l'époque, Grigory Yavlinsky, en raison de ses « négociations secrètes » avec Vladimir Poutine. Finalement, Kotsyubinsky claque la porte du parti quelques mois plus tard²⁸⁴. En juin 2011, il publie un article dans le média *Fontanka*, relatant que la véritable date de fondation de Saint-Petersbourg n'est pas 1703 sous l'ordre du tsar Pierre I^{er} dit « le Grand », mais en 1611, date à laquelle les

²⁸¹ Le ministère des affaires étrangère du Royaume-Uni se nomme le Foreign, Commonwealth & Development Office.

²⁸² Transparency International, who supports us. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.transparency.org/en/the-organisation/who-supports-us>

²⁸³ Delfi (25/11/2007) « "Марш несогласных" в Санкт-Петербурге: задержаны лидеры СПС ». [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.delfi.lt/ru/archive/marsh-nesoglasnyh-v-sankt-peterburge-zaderzhany-lidery-sps.d?id=15119666>

²⁸⁴ Peoples.ru (09/09/2008) « Коцюбинский Даниил Александрович – биография » (op. cité).

Suédois ont construit la première place-forte, Nyenskans, située à l’embouchure de la Neva. Une place-forte, qui voit développer à ses pieds la petite ville de Nyen avec une population assez cosmopolite : suédoise, finno-ougrienne, russe et allemande. Kotsyubinsky souhaite donc fêter le 400^e anniversaire de Saint-Pétersbourg en 2011 en lui redonnant son caractère européen :

Ainsi, Saint-Pétersbourg et Nyen ne sont pas deux villes différentes, mais une seule et même ville, qui a changé plusieurs fois de nom et de centre au cours de son histoire. [...] Cela signifie que l'histoire de la ville ne doit pas être comptée à partir de 1703, mais à partir de 1611. [...] Ce n'est qu'alors que les Pétersbourgeois pourront retourner en Europe et devenir des Européens à part entière, lorsqu'ils comprendront que leur ville natale n'est pas un caprice du tsar de Moscou, pas « l'ancienne capitale de l'ancien empire », mais, avant tout, le centre de la communication européenne²⁸⁵.

Cette révision historique de la date de fondation de Saint-Pétersbourg cherche à intégrer cette ville dans une histoire plus européenne que russe. Toujours en 2011, pour valoriser ses écrits, Kotsyubinsky se rapproche d’une officine que nous avons déjà abordée avec Natalia Zoubarevitch, l’Open Democracy, financée massivement par la Oak Foundation, Luminate, et l’Open Society²⁸⁶. Ensuite, il commence à collaborer pour le portail Region.Expert. Dans un entretien de février 2018 avec Vadim Shtepa, il fait un état des lieux des séparatismes régionaux dans le monde avec une photo de présentation, où il pose avec un T-shirt, avec le drapeau de la Catalogne, avec comme inscription « Catalonia is not Spain » (la Catalogne n’est pas l’Espagne). Dans l’article, il plaide pour

²⁸⁵ KOTSYUBINSKY Daniil [Коцюбинский Даниил] (08/06/2011) « Городу на Неве – 400 лет », Фонтанка.Ру. [En ligne] Consulté le 17 mai 2023. URL : <https://www.fontanka.ru/2011/06/08/176/>

²⁸⁶ Open Democracy, auteur, Daniil Kotsyubinsky. [En ligne] Consulté le 16 mai 2023. URL : <https://www.opendemocracy.net/en/author/daniil-kotsyubinsky/page/3/>

l'autodétermination des régions en Europe, et plus spécifiquement pour l'indépendance de la Catalogne au nom du principe de la « souveraineté régionale » tout en fustigeant l'Europe des nations²⁸⁷. En 2021, dans une interview cette fois accordée à RFE/RL, Daniil Kotsyubinsky se révoltait de la décision du bureau du procureur général russe de nommer le partenaire américain de la Faculté des arts libéraux et des sciences de Saint-Pétersbourg, le Bard College, comme « organisation étrangère indésirable ». La raison était que le Bard College avait reçu une promesse de don de 500 millions de dollars d'un philanthrope renommé, George Soros²⁸⁸. Le Bard College a également joué un rôle important dans deux autres « initiatives de Soros » : l'Université d'Europe centrale et l'Open Society University Network²⁸⁹. Kotsyubinsky s'était alors exclamé en affirmant qu'il s'agissait de la « paranoïa d'État autodes-tructrice ». Avis aux lectrices et aux lecteurs de l'ouvrage.

Nous arrivons maintenant au dernier collaborateur du portail Region.Expert qui mérite une attention spécifique :

■ **Mikhaïl Feldman.** Militant politique dans l'oblast de Kalinigrad. Il s'est fait connaître sur la scène médiatique en mars 2014,

²⁸⁷ SHTEPA Vadim (06/02/2018) « Когда в очередной раз произойдет обвал империи... » Регион.Эксперт.

[En ligne] Consulté le 17 mai 2023. URL : <https://region.expert/kotsyubinsky/>

²⁸⁸ Bard College (15/04/2021) « *Bard College Receives \$500 Million Endowment Pledge from Investor and Philanthropist George Soros* ».

[En ligne] Consulté le 17 mai 2023. URL : <https://www.bard.edu/news/bard-college-receives-500-million-endowment-pledge-from-investor-and-philanthropist-george-soros-2021-04-01>

²⁸⁹ COALSON Robert, VOLTSKAYA Tatyana (23/06/2021) « 'An Attack On Young People': Russia's Decision To Ban U.S. Bard College Baffles Observers », RFE/RL. [En ligne] Consulté le 17 mai 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/russia-bard-college-banned-foreign-undesirable-petersburg-soros/31322574.html>

lorsqu'avec deux de ses collègues, Oleg Savvin et Dimitri Fonarev, il a hissé un drapeau allemand sur le bâtiment officiel du FSB de Kaliningrad. Les trois militants ont été arrêtés pour acte d'hooliganisme portant atteinte à l'ordre public²⁹⁰. D'après l'enquête, le geste des militants était motivé par « la nécessité pour la région de Kaliningrad de se retirer de la Fédération de Russie et de rejoindre l'Union européenne ». Immédiatement, diverses organisations de défenses des droits de l'homme sont intervenues pour apporter soutien et assistance à ces « prisonniers d'opinion » comme Amnesty International ou Sova Center²⁹¹, voire apporter une version différente des autorités russes. D'après l'organisation ukrainienne de défense des droits de l'homme, Kharkiv Human Rights Protection Group (KHRP)²⁹², ces militants ont justifié leur acte en dénonçant « l'invasion de la Crimée par la Russie » et « qu'ils n'étaient pas des sécessionnistes »²⁹³. Pourtant, Feldman et ses camarades

²⁹⁰ « *Acte d'hooliganisme prémédité, fondé sur la haine politique, commis par un groupe organisé contre un groupe social* », en vertu de l'article 213(2) du code pénal russe.

Amnesty International (09/06/2015) « *FÉDÉRATION DE RUSSIE. LE JUGEMENT DANS L'AFFAIRE DE KALININGRAD BIENTÔT RENDU. (MIKHAÏL FELDMAN, OLEG SAVVIN ET DIMITRI FONAREV)* ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.amnesty.be/veux-agir/agir-individus/reseau-actions-urgentes/node/13967>

²⁹¹ Sova Center (13/02/2018) « *Misuse of Anti-Extremism in January 2018* ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.sova-center.ru/en/misuse/news-releases/2018/02/d38834/>

²⁹² Kharkiv Human Rights Protection Group (KHRP) est financé entre autres, par l'Union européenne, Norwegian Helsinki Committee, l'ambassade américaine à Kiev (Ukraine), United States Agency for International Development (USAID), et Freedom House, Human Rights in Ukraine - Kharkiv Human Rights Protection Group (26/02/2023) « *Finances and annual reports of the KHPG* ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://khpg.org/en/1608811872>

²⁹³ Human Rights in Ukraine - Kharkiv Human Rights Protection Group (24/06/2014) « *Kaliningrad FSB finds 'deep offence' in a German*

appartiennent au Comité local d'autodéfense publique (Комитет Общественной Самозащиты, КОС)²⁹⁴. Cette association organise depuis des années plusieurs manifestations réclamant plus d'autonomie pour la région²⁹⁵ en brandissant son drapeau aux côtés de celui de l'emblème de la ville allemande de Königsberg, l'ancien nom de Kaliningrad, ainsi que le drapeau de la Prusse orientale, à bandes noire et blanche avec l'aigle germanique au centre²⁹⁶. La Prusse orientale ayant appartenu à l'Allemagne, puis annexée au profit de l'URSS et de la Pologne après la Seconde Guerre mondiale. Nous retiendrons dans les bannières flottant au-dessus des manifestations, celui de la Russie tsariste (à bandes noire, or et blanc), du parti d'opposition Iabloko, de l'Union européenne, de l'Ukraine, de la République populaire biélorusse de 1918 (deux bandes blanches et une rouge au centre), le drapeau représentant le *kolovrat* (la roue touronnante, un symbole mythologique slave), et surtout le symbole de l'Ordre Teutonique (croix noire sur fond blanc avec un aigle germanique au centre)²⁹⁷. Des drapeaux bien différents des significations multiples, mais la référence germanique du territoire de Kaliningrad est présente dans presque tous les attroupements. Cette affaire du drapeau est allée au-delà des frontières, puisque l'avocate de

flag ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://khpg.org/en/1403487420>

²⁹⁴ Zona.media [Медиазона] (20/10/2014) « В Калининграде фигурант дела о водружении немецкого флага на здание ФСБ пожаловался в ЕСПЧ ». [En ligne] Consulté le 23 mai 2023. URL : <https://zona.media/news/2014/20/10/flag-vse-eshe-v-pleny>

²⁹⁵ Комитет Общественной Самозащиты (КОС) Regionmont (07/02/2019) « ПРОГРАММА КОС ». VK.com. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : https://vk.com/kos_kgd?w=wall-33691094_39552

²⁹⁶ FELDMAN Mikhaïl [Фельдман Михаил] (09/01/2017) « Региональная партия Янтарного края », Регион.Эксперт. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://region.expert/brp/>

²⁹⁷ Комитет Общественной Самозащиты (КОС) Regionmont, « Album - All Photos ». VK.com. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://vk.com/albums-33691094>

Feldman, Irina Khrunova²⁹⁸, a porté plainte auprès de la CEDH pour violation de son droit à la liberté et à la sécurité de sa personne et de la liberté d'expression garanti par l'article 5 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales²⁹⁹. La Cour a établi cette violation dans sa décision rendue en 2017. Mikhaïl Feldman a pu bénéficier d'une somme de 5 000 euros³⁰⁰ et de l'appui médiatique du Free Russia Forum de Garry Kasparov³⁰¹. Le 17 juin 2015, le juge du tribunal central du district de Kaliningrad relâche les trois militants après qu'ils ont passé plus d'un an de détention et d'avoir été reconnus coupables d'hooliganisme³⁰². Feldman va ensuite se rapprocher du portail Region.Expert où il promeut le Parti républicain balte (*Baltiyskaya respublikanskaya partiya*, BRP) présidé par Sergei Pasko. Un parti régionaliste voulant changer le statut de Kaliningrad en passant de région à

²⁹⁸ Irina Khrunova a également défendu Nadezhda Tolokonnikova, membre des Pussy Riot.

RFE/RL (07/11/2023) « Russia: Pussy Riot's Tolokonnikova appeals to Supreme Court » UNHCR. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.refworld.org/docid/528b68c03a7.html>

²⁹⁹ Gazeta.ru [Газета.Ру] (20/10/2014) « Фигурант дела о немецком флаге на здании ФСБ в Калининграде пожаловался в ЕСПЧ ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : https://www.gazeta.ru/social/news/2014/10/20/n_6577121.shtml

³⁰⁰ European Court of Human Rights, « CASE OF LASHMANKIN AND OTHERS v. RUSSIA – Judgment Strasbourg 07/02/2017 ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : [https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:\[%22001-170857%22\]}](https://hudoc.echr.coe.int/fre#{%22itemid%22:[%22001-170857%22]})

³⁰¹ Free Russia Forum, (11/05/2023) « Mikhail Feldman's freedom was restricted by a ban on approaching government buildings ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.forumfree-russia.org/en/news-en/2023-05-11/mikhail-feldmans-freedom-was-restricted-by-a-ban-on-approaching-government-buildings>

³⁰² Amnesty International (19/06/2015) « Fédération de Russie: Informations complémentaires: Libération des militants de Kaliningrad ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur46/1892/2015/fr/>

celui de république afin d'obtenir plus de souveraineté. Le « deuxième homme » du BRP était un oligarque russe déchu, Oleg Berезовski, celui-là même qui était en affaire avec le parrain de la mafia tchéchène Khozh Ahmed Noukhayev³⁰³. En 2003, le BRP finit par disparaître sur décision de justice en raison de la nouvelle loi sur les partis politiques de juillet 2001 prévoyant la liquidation des structures des partis « qui n'ont pas leurs propres bureaux de représentation dans diverses régions de la Fédération de Russie »³⁰⁴. Dans ses derniers articles du portail Region.Expert, Feldman insiste sur la résurgence du « régionalisme » à Kaliningrad³⁰⁵.

Résumé

Andrius Almanis : Force des volontaires de la Défense nationale (KASP), Parti de la Liberté – ALDE – Groupe Renew Europe au Parlement européen, président de l'Institut des Régions de Russie (IRR), membre du conseil de coordination du Forum des nations libres de Russie.

Vadim Shtepa : Jamestown Foundation, International Centre for Defence and Security (ICDS), Free Russia Forum, directeur de l'Institut des Régions de Russie (IRR), rédacteur en chef du portail Region.Expert, RFE/RL.

³⁰³ Revoir le CHAPITRE 4 sur la Jamestown Foundation, l'ACPC, et la Tchétchénie.

³⁰⁴ FELDMAN Mikhaïl [Фельдман Михаил] (09/01/2017) « Региональная партия Янтарного края », Регион.Эксперт. (op. cité).

³⁰⁵ FELDMAN Mikhaïl [Фельдман Михаил] (19/11/2020) « БРП: история с продолжением » [En ligne] Consulté le 22 mai 2023.
URL : <https://region.expert/brp-2/>

Paul Goble : CIA, Département d'État américain, IBB – USIA, *Voice of America*, RFE/RL, *Kyiv Post*, *Euromaidan Press*, Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), International Centre for Defence and Security (ICDS), Jamestown Foundation, collaborateur du portail Region.Expert.

Edward Lucas : *Times*, *The Economist*, Center for European Policy Analysis (CEPA), Liberal Democrats (Libdems) – ALDE – Groupe Renew Europe au Parlement Européen, collaborateur du portail Region.Expert.

Avraham Shmulevich : Irgun Zioni, yeshiva "Shaarei Shamayim", Mouvement Eurasie d'Alexandre Douguine, mouvement « hyper-sioniste international » "Bead Arzeinu", en contact avec Dmytro Korchynsky (UNA-UNSO), collaborateur du portail Region.Expert.

Pavel Mezerin : Mouvement Free Ingria, Open Ukraine Foundation - Arseni Iatseniouk, Free Russia Forum, collaborateur du portail Region.Expert, membre du conseil de coordination du Forum des nations libres de Russie.

Pavel Luzin : IMEMO, PIR-Center, Foreign Policy Research Institute (FPRI), Kennan Institute – Wilson Center, Center for European Policy Analysis (CEPA), European Leadership Network, Jamestown Foundation, Wikistrat, Inc, Freedom House, Riddle Russia, collaborateur du portail Region.Expert.

Natalia Zoubarevitch : Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Observatoire franco-russe – Club Valdaï, Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), Open Democracy – Oak Foundation, Luminat, Open Society (George Soros), collaborateur du portail Region.Expert.

Vadim Sidorov : Groupes d'extrême droite, conversion à l'islam par Heydar Jemal - Cercle Yuzhinsky – Alexandre

Douguine, Organisation nationale des musulmans russes (NORM), TRT, Idel.Realii – RFE/RL, Autodétermination des peuples de Russie (SONR), Free Russia Forum, en contact avec Alliance Nationale - groupe Conservateurs et Réformistes européens (ECR) au Parlement européen, collaborateur du portail Region.Expert.

Alexei Vorsine : PARNAS – ALDE – Groupe Renew Europe au Parlement européen, quartier général de Navalny de Khabarovsk, sur la liste des personnes recherchées par la Russie, collaborateur du portail Region.Expert.

Airat Dilmukhametov : l'Union de la jeunesse bachkir, branche bachkire de l'Union démocratique populaire russe – fusionné dans PARNAS ; soutenu par la Free Russia Foundation– Coalition to free the Kremlin's political prisoners - MEMRI, ONG Memorial, SONR, CEDH – Open Society (George Soros), collaborateur du portail Region.Expert.

Lenar Miftakhov : Kerpe Yuly, Free Russia Forum, manifeste du régionalisme du Tatarstan, collaborateur du portail Region.Expert.

Yaroslav Zolotarev : Développement de la langue sibérienne, *Euromaïdan Press*, *The EurAsian Times* – Jamestown Foundation, collaborateur du portail Region.Expert.

Daniil Kotsyubinsky : Union des journalistes (syndicat), parti démocratique russe unifié "Iabloko" – ALDE – Groupe Renew Europe au Parlement Européen, Liberal International - Friedrich-Naumann-Stiftung ; Open Democracy – Oak Foundation, Luminate, Open Society (George Soros), collaborateur du portail Region.Expert.

Mikhaïl Feldman : Comité local d'autodéfense publique (Kaliningrad), soutenu par Amnesty International, soutenu par Sova Center, soutenu par Kharkiv Human Rights

Protection Group – USAID, Freedom House, US Ambassade in Kyiv, et UE ; soutenu par la CEDH – Open Society (George Soros), soutenu par le Free Russia Forum, collaborateur du portail Region.Expert.

Citations

Lorsque l'Union soviétique a envahi l'Afghanistan, nous avons eu cette brillante idée que nous allions venir au Pakistan et créer une force de Moudjahidines, les équiper de missiles Stinger et tout. D'autres pour s'en prendre aux Soviets à l'intérieur de l'Afghanistan et nous avons réussi. Les Soviets ont quitté l'Afghanistan et ensuite nous avons dit au revoir en laissant ces gens entraînés qui étaient fanatiques en Afghanistan et au Pakistan [...] Nous étions si heureux de voir la chute de l'URSS.

Hillary Clinton,
Secrétaire d'État des États-Unis³⁰⁶.

Vous voyez, ISIS (DAESH) a été créée grâce au financement de nos amis et alliés car, comme ces gens vous le diront dans cette région, si vous cherchez quelqu'un qui soit prêt à se battre jusqu'à la mort contre le Hezbollah, vous n'allez pas placarder des affiches de recrutement et dire : « Engagez-vous à nos côtés et on bâtera un monde meilleur ! ». Vous chercherez plutôt des zélotes, vous chercherez ces fondamentalistes religieux. Voilà qui combat le Hezbollah.

Wesley Clark,
Général américain à la retraite,
sur la chaîne de télévision CNN³⁰⁷.

³⁰⁶ Pabbpabb (08/06/2011) « *Afghanistan-taliban - Clinton We created the problem to fight against Soviet Union.mpg* », YouTube. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=L9riC3944m8>

³⁰⁷ @UPR_Asselineau (François Asselineau) « *LE GÉNÉRAL [AMÉRICAIN] WESLEY CLARK CONFIRME QUE DAESH A ÉTÉ CRÉÉ PAR LES ÉTATS-UNIS. C'est parce que je dénonçais exactement ce scandale il y a 9 ans que je fus traité d'«anti-américain primaire» et accusé de «dire n'importe quoi» par Léa Salamé dans l'émission de Ruquier du 20/9/2014* ». 7h41 PM, 29/10/2023, Twitter. [En ligne]

Nous sommes surpris que le Comité permanent spécial sur le renseignement de la Chambre des États-Unis (HPSCI [@houseintel] promeuve la désinformation sur son compte officiel, sachant que le bureau politique du Hamas au Qatar a été ouvert à la suite d'une demande des États-Unis d'établir des lignes de communication indirectes avec le Hamas.

Ambassade du Qatar aux États-Unis,
Compte officiel de Twitter (« X »), 3 novembre 2023 ³⁰⁸.

Consulté le 11 novembre 2023. URL : https://twitter.com/UPR_Asse-ligneau/status/1718699659055542531

³⁰⁸ QARJOULI Asmahan (04/11/2023) « *Qatar fires back at US intelligence body after official threatens Doha with 'ramifications'* », Dohanews. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://dohanews.co/qatar-fires-back-at-us-intelligence-body-after-official-threatens-doha-with-ramifications/>

CHAPITRE 6

LA CONNEXION KHODORKOVSKI

Après cette présentation des membres du portail Region.Expert rattaché à l'Institut des régions de Russie (IRR) et formant le noyau du Forum des nations libres de Russie, il a été relevé que la plupart d'entre eux sont passés par le Forum de la Russie libre (Free Russia Forum) organisé par Garry Kasparov. Ce forum a pour figure de proue un certain Mikhaïl Khodorkovski. En 2021, il avait participé en tant qu'orateur avec Garry Kasparov à 11^e réunion du Free Russia Forum qui s'est tenue à Vilnius, en Lituanie¹. Si aujourd'hui il peut bénéficier de la tribune du think tank Atlantic Council² et être présenté comme un démocrate modéré pourfendeur du système de corruption de Vladimir Poutine, nous devons rappeler qu'en 2003, le Washington Post le dépeignait comme l'un des magnats qui ont amassé de vastes richesses lors de la vente souvent corrompue d'entreprises publiques dans les années 1990³. Aussi que Mikhaïl Khodorkovski faisait partie du gouvernement des sept banquiers

¹ BNS, (02/12/2021) « *Khodorkovsky and Kasparov among speakers at Free Russia Forum in Vilnius* », LRT. [En ligne] Consulté le 27 mai 2023. URL : <https://www.lrt.lt/en/news-in-english/19/1555354/khodorkovsky-and-kasparov-among-speakers-at-free-russia-forum-in-vilnius>

² Atlantic Council (05/04/2022) « *A conversation with founder of the Open Russia movement Mikhail Khodorkovsky* ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/event/a-conversation-with-mikhail-khodorkovsky/>

³ BAKER Peter (10/07/2003) « *U.S. Questions Russians on Probe of Tycoon* » The Washington Post. [En ligne] Consulté le 27 mai 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2003/07/10/us-questions-russians-on-probe-of-tycoon/f4c0e1f7-40f1-4190-b69d-fb380ec1aac6/>

(*semibankirschina*) qui avait accaparé des parts considérables de l'économie russe, et qu'il possédait la banque Menatep contrôlant la compagnie pétrolière Ioukos. En 2003, lorsqu'il est visé par une enquête pour fraude fiscale – ordonnée par Vladimir Poutine –, Khodorkovski avait tenté de vendre une grande partie de Ioukos à plusieurs conglomérats occidentaux dont Chevron Texaco ou Exxon Mobil pour 20 milliards de dollars⁴. Lord Jacob de Rothschild aurait dû prendre la succession de l'entreprise à la demande de Khodorkovski mais cela n'aboutit pas⁵. La justice russe met sous séquestre 44% du capital de Ioukos, les actifs et les comptes bancaires sont ensuite gelés. Puis, elle met en vente Iouganskneftegaz, filiale de Ioukos pour rembourser partiellement sa dette au fisc⁶. La filiale sera par la suite rachetée à 100% par la compagnie d'État russe Rosneft⁷. Mikhaïl Khodorkovski fut incarcéré pendant 10 ans avant d'être libéré et de s'exiler aux États-Unis afin de poursuivre les

⁴ BUSH Jason, KRANZ Patricia (31/05/2004) « When Powers Collide: Putin vs. Khodorkovsky » Bloomberg. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2004-05-30/when-powers-collide-putin-vs-dot-khodorkovsky#xj4y7vzkg>

⁵ ROSSITER James (15/07/2003) « *Rothschild lined to take over at Yukos* », Evening Standard. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.standard.co.uk/hp/front/rothschild-lined-to-take-over-at-yukos-6971290.html>

⁶ Cette affaire Ioukos a eu des suites judiciaires au niveau international. La Russie a été condamnée à une amende record de 50 milliards de dollars à verser aux anciens actionnaires de la société. Reste à savoir si le Kremlin compte honorer cette amende. Affaire à suivre.

DHELLEMES Gaspard (17/08/2014) « *Emmanuel Gaillard met la Russie échec et mat* », Le JDD. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.lejdd.fr/economie/emmanuel-gaillard-met-la-russie-echec-et-mat-119355>

⁷ LEROY Thomas, AFP (05/11/2021) « *IOUKOS: RETOUR SUR UN FEUILLETON JUDICIAIRE TENTACULAIRE* », BFM TV. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : https://www.bfmtv.com/economie/international/ioukos-retour-sur-un-feuilleton-judiciaire-tentaculaire_AD-202111050032.html

activités de l'Open Russia Foundation, une organisation ayant pour but de « soutenir les peuples et les mouvements sociaux qui tentent de ramener la Russie sur sa trajectoire européenne d'origine »⁸. Le nom faisait directement écho à l'Open Society de Georges Soros. Parmi les membres du conseil d'administration de cette fondation (en 2003), nous n'avions rien de moins que l'ancien conseiller à la sécurité nationale, membre éminent du Council on Foreign Relations (CFR)⁹ et de la Commission Trilatérale, Henry Kissinger¹⁰, ainsi que Lord Jacob Rothschild¹¹.

L'OPEN RUSSIA FOUNDATION ET L'I.M.R.

Créée en 2002, l'Open Russia Foundation a par la suite changé plusieurs fois de nom. Le 7 décembre 2004, elle devient Future of Russia Foundation, puis le 22 mars 2023, New Generation Europe Foundation¹². On remarquera que le mot « Russie » a laissé place à « Europe ». La fondation de Mikhaïl Khodorkovski pèse financièrement en moyenne entre 13 et 15 millions de livres sterling en

⁸ « *Mikhail Khodorkovsky Initiatives* », khodorkovsky.com. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://khodorkovsky.com/programmes/initiatives/>

⁹ Council on Foreign Relations, « *Henry A. Kissinger Chair for U.S. Foreign Policy* ». [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.cfr.org/henry-kissinger-chair-us-foreign-policy>

¹⁰ BOIRAL Olivier (novembre 2003) « *Pouvoirs opaques de la Trilatérale* », Le Monde diplomatique, page 14. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/BOIRAL/10677>

¹¹ MEIER Andrew (05/11/2003) « *Autumn of the Oligarchs ?* » The New York Times. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.ny-times.com/2003/11/05/opinion/autumn-of-the-oligarchs.html>

¹² Find and update company information, « NEW GENERATION EUROPE FOUNDATION Company number 04529663 » page 1, Gov.Uk. [En ligne] Consulté le 27 mai 2023. URL : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/04529663/filing-history?page=1>

fonction des années. Pour l'année 2016, elle a financé à hauteur de 344 732 £, l'Institute of Modern Russia (IMR)¹³. L'IMR avait notamment apporté son appui à Mikhaïl Feldman à la suite de son arrestation avec deux de ses camarades dans l'affaire du drapeau allemand hissé sur le bâtiment officiel du FSB. L'IMR avait qualifié leur détention et leur procès dignes de l'ère soviétique¹⁴. Cet institut est un groupe de réflexion existant depuis 2010, dont le siège est basé à New-York, aux États-Unis¹⁵. L'IMR a fondé *The Interpreter*, un journal en ligne traitant des actions et des politiques du gouvernement russe¹⁶. L'institut se vante que ses rapports et ses analyses présents dans son journal ont été « sollicités par des présidents, des ambassadeurs, l'OTAN et le département d'État américain »¹⁷. Il n'est donc pas étonnant de retrouver dans les rédacteurs du journal, un certain Paul Goble, membre du portail Region.Expert, « ancien » de la CIA et analyste de la Jamestown Foundation¹⁸. Depuis le 1^{er} janvier 2016, *The Interpreter* est intégré à RFE/RL¹⁹. Autre élément

¹³ Find and update company information, « NEW GENERATION EUROPE FOUNDATION Company number 04529663 » page 2, Gov.Uk. [En ligne] Consulté le 27 mai 2023. URL : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/04529663/filing-history?page=2>

¹⁴ PODRABINEK Alexander (28/01/2015) « *Symbols and Sentences* », Institute of Modern Russia. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://imrussia.org/en/opinions/2160-symbols-and-sentences>

¹⁵ Institute of Modern Russia, about us. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://imrussia.org/en/about-us>

¹⁶ The Interpreter, about us. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.interpretermag.com/about-us/>

¹⁷ Institute of Modern Russia, projects, The Interpreter. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://imrussia.org/en/projects/478-the-interpreter>

¹⁸ The Interpreter, author, Paul Goble. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://www.interpretermag.com/author/paul-goble/>

¹⁹ WEISS Michael (23/12/2015) « *The Interpreter Joins RFE/RL* », The Interpreter. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL :

concernant l'IMR, son président et fondateur²⁰ se nomme Pavel Khodorkovski, le fils de Mikhaïl Khodorkovski²¹.

L'IMR compte neuf contributeurs :

▪ **Donald N. Jensen.** Chercheur résident américain au Center for Transatlantic Relations qui dépend de l'Université Johns Hopkins. De 1996 à 2008, il a été directeur de recherche et directeur associé de la diffusion à la Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL) où il a contribué à étendre sa diffusion en Asie centrale. Il a aussi été un commentateur régulier pour divers médias tels que *CNBC*, *Fox News*, *RFE/RL* et *Voice of America*. Jensen a enseigné en tant que professeur dans plusieurs universités prestigieuses, dont Oxford, Stanford, Harvard, Sarah Lawrence et George Washington²². En 2016, il a été chercheur invité au Collège de défense de l'OTAN à Rome. Chercheur principal pour le Center for European Policy Analysis (CEPA)²³. Puis, directeur pour la Russie et l'Europe de l'United-States Institute of Peace (USIP)²⁴. En 2019, il a participé à un débat sur le thème : « Intérêts stratégiques des États-Unis en Ukraine ». Cet événement a été organisé par une multitude de think tanks dont l'Atlantic Council, l'American Enterprise Institute (AEI),

<http://www.interpretermag.com/starting-january-1-the-interpreter-will-be-a-special-project-of-rferl/>

²⁰ KROLL Luisa (09/05/2011) « *Names You Need To Know: Pavel Khodorkovsky* » Forbes. [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : <https://www.forbes.com/sites/luisakroll/2011/05/09/names-you-need-to-know-pavel-khodorkovsky/?sh=4d9bd1152457>

²¹ Voir ANNEXE 41, image 58.

²² The Jamestown Foundation, analyst, Donald N. Jensen. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://jamestown.org/analyst/donald-n-jensen/>

²³ Center for European Policy Analysis, Senior Adjunct Fellow, CEPA, Donald Jensen. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : http://cepa.ecms.pl/Speakers/2017/Donald_Jensen

²⁴ United-States Institute of Peace, Senior Advisor, Russia and Europe, Donald N. Jensen, Ph.D. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://www.usip.org/people/donald-n-jensen-phd>

American Foreign Policy Council (AFPC), la Jamestown Foundation, la Brookings Institution, Centre for European Policy Analysis (CEPA), le Center for Strategic & International Studies (CSIS), le German Marshall Fund, The Heritage Foundation et la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)²⁵. Dernière chose, Jensen a été analyste pour le programme « Russia in the Middle East » de la Jamestown Foundation²⁶.

- **Olga Khvostunova.** Journaliste russe ayant été rédactrice en chef à la maison d'édition *Kommersant* à Moscou de 2005 à 2010. Elle est boursière de la Free Russia Foundation²⁷. Nous traiterons de cette organisation dans le prochain chapitre.

- **Ekaterina Mishina.** En tant qu'experte juridique ou directrice générale russe, elle a participé à plusieurs projets de la Fondation Ford, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'USAID (financé par le Département d'État américain). Elle est actuellement professeure invitée à l'Université du Michigan et collabore auprès de la Free Russia Foundation²⁸.

- **Tatyana Stanovaya.** Politologue russe. Elle est fondatrice et directrice du bulletin d'information *R.Politik*²⁹. Ce journal a parmi ses

²⁵ Atlantic Council (04/12/2019) « *Transcript: US strategic interests in Ukraine* ». [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/news/transcripts/atlantic-council-event-what-can-be-done-to-ensure-ukraine-succeeds/>

²⁶ The Jamestown Foundation, About Russia in the Middle East. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://jamestown.org/programs/rme/about/>

²⁷ Free Russia Foundation, Olga Khvostunova. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/by/olgakhvostunova/>

²⁸ Free Russia Foundation, Ekaterina Mishina. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/lawmaking-of-the-coun-termotion-state/>

²⁹ Rpolitik. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://rpolitik.com/>

NOTE : Le site est en maintenance depuis le 24 mai 2023. Le lien est disponible sur Web Archive :

abonnés : l'Institut français des relations internationales (IFRI), l'Ambassade Suisse en Russie, l'entreprise de conseil stratégique Global Counsel, l'Université d'Édimbourg (Écosse, Royaume-Uni), le Center for Naval Analyses (CNA) - une organisation de recherche à but non lucratif qui produit des analyses pour les dirigeants de la Marine, du Corps des Marines et du Département américain de la Défense³⁰ ; l'ambassade de Finlande en Russie, le Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth, et l'ambassade ainsi que les consulats des États-Unis. Tatyana Stanovaya est *senior fellow* auprès du Carnegie Russia Eurasia Center qui dépend du think tank Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)³¹. Elle a aussi fait valoir son expertise auprès de l'Institut Montaigne³².

▪ **Denis Volkov.** Chercheur au Levada-Center, une agence de sondage ainsi qu'un groupe de réflexion qui figure en Russie comme faisant partie des ONG exerçant les fonctions « d'agents étrangers »³³. Il est expert pour la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)³⁴.

<http://web.archive.org/web/20230428061538/https://rpolitik.com/> (Consulté le 25 mai 2023).

³⁰ CNA, about us, what is CNA ? [En ligne] Consulté le 24 mai 2023.

URL : <https://www.cna.org/about-us/what-is-cna>

³¹ Carnegie Endowment for International Peace, expert, Tatiana Stanovaya. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://carnegieendowment.org/experts/1103>

³² Institut Montaigne, experts, Tatiana Stanovaya. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://www.institutmontaigne.org/en/experts/tatiana-stanovaya>

³³ Levada center, about us. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://www.levada.ru/en/about-us/>

³⁴ Carnegie Endowment for International Peace, experts, Denis Volkov. [En ligne] Consulté le 24 mai 2023. URL : <https://carnegiegiemoscow.org/experts/1101>

- **Robert Louis Arsenault, Jr.** Membre du conseil d'administration de l'IMR et président de la Ligue internationale des droits de l'homme, basée à New York.
- **Margery Kraus.** Membre du conseil d'administration de l'IMR, fondatrice et directrice de la société de conseil international APCO Worldwide, dont nous retrouvons dans les membres du conseil consultatif international : Richard V. Allen, l'ancien assistant du président Ronald Reagan sur les affaires de sécurité nationale et de politique étrangère, et ancien membre de l'American Committee for Peace in Chechnya (ACPC)³⁵. Margery Kraus a été membre du conseil consultatif international du groupe Menatep de Khodorkovski et c'est une participante régulière du World Economic Forum (WEF)³⁶.
- **Alina Polyakova.** Membre du conseil d'administration de l'IMR et professeur à l'université John Hopkins. Ancienne chercheuse de la Kennan Institute qui dépend du Wilson Center³⁷, puis directrice fondatrice de la démocratie mondiale et des technologies émergentes de la Brookings Institution³⁸. On retrouve comme expert de cet institut Robert Kagan le cofondateur du think tank Project for the New American Century (PNAC)³⁹. Alina Polyakova est aussi directrice de recherche pour l'Europe et l'Eurasie au sein de l'Atlantic

³⁵ APCO Worldwide, Richard V. Allen. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://apcoworldwide.com/people/richard-v-allen>

NOTE : Richard V. Allen était assis à côté de Yaroslav Stetsko lors du dîner de la conférence des nations captives, à proximité du Vice-président des États-Unis de l'époque, George H.W. Bush, le 18 juillet 1983, à Washington. Revoir l'ANNEXE 19, image 26.

³⁶ World Economic Forum, Margery Kraus. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/margery-kraus>

³⁷ Wilson Center, Alina Polyakova. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/alina-polyakova>

³⁸ Brookings Institution, Alina Polyakova. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.brookings.edu/author/alina-polyakova/>

³⁹ Brookings Institution, Robert Kagan. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.brookings.edu/experts/robert-kagan/>

Council⁴⁰, mais surtout présidente et directrice générale du Center for European Policy Analysis (CEPA)⁴¹. Ce qui signifie que les deux collaborateurs du portail Region.Expert, Edward Lucas et Pavel Luzin, travaillent sous sa direction. Ensuite, Alina Polyakova est experte à l'Institut Montaigne⁴². Son travail consiste à examiner *la guerre politique russe, le populisme européen, l'autoritarisme numérique, et les implications des technologies émergentes pour les démocraties*. Enfin, elle est contributrice pour le *Foreign Affairs*, le magazine du CFR⁴³, et membre du conseil d'administration de la Free Russia Foundation.

Nous atteignons maintenant au dernier membre du conseil d'administration de l'IMR et clé de voute de la connexion Khodorkovski.

▪ **Leonid Nevzlin.** Homme d'affaires russe qui durant les années 1990 et début 2000 a été actionnaire et cadre supérieur de la Bank

⁴⁰ POLYAKOVA Alina (08/03/2017) « *Here's Why You Should Worry About Russian Propaganda* », Atlantic Council. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/here-s-why-you-should-worry-about-russian-propaganda/>

⁴¹ Center for European Policy Analysis, Alina Polyakova. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://cepa.org/author/alina-polyakova/>

⁴² Institut Montaigne, Dr Alina Polyakova. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.institutmontaigne.org/experts/dr-alina-polyakova>

⁴³ Foreign Affairs, Authors, Alina Polyakova. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/authors/alina-polyakova>

NOTE : Alina Polyakova n'hésite pas à critiquer Emmanuel Macron en qualifiant sa vision pour l'Europe « d'imparfaite » en soulignant que des divisions persistantes l'empêcheront de réaliser ses rêves de pouvoir mondial.

GAVIN Francis J., POLYAKOVA Alina (19/01/2022) « *Macron's Flawed Vision for Europe* », Foreign Affairs. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/articles/europe/2022-01-19/macrons-flawed-vision-europe>

Menatep, du groupe Rosprom et de la compagnie pétrolière Ioukos⁴⁴. Leonid Nevzlin travaillait en étroite collaboration avec son associé Mikhaïl Khodorkovski. Il a été de ceux qui ont perdu une fortune lorsque Ioukos est passé sous le contrôle de la compagnie d'État russe Rosneft. Autant dire qu'il est devenu après cette mésaventure un farouche opposant à Vladimir Poutine. Avant de s'exiler en Israël pour échapper aux poursuites menées par le parquet général russe, Leonid Nevzlin avait plusieurs fonctions importantes au sein de la communauté juive de Russie. En 2000, il était devenu président du conseil de coordination du Congrès des communautés et organisations religieuses juives. En 2001, il était nommé président par intérim du Congrès juif russe (Russian Jewish Congress - RJC) chargé de développer la vie communautaire juive en Russie⁴⁵. Fin 2001, il démissionna du RJC quand il fut nommé représentant de la République de Mordovie⁴⁶ au Conseil de la Fédération, soit la chambre haute du parlement russe⁴⁷. Par la suite, Leonid Nevzlin poursuit sa coopération avec Mikhaïl Khodorkovski en devenant l'un des directeurs de l'Open Russia Foundation en 2003⁴⁸. L'année suivante, il quitte son poste. Néanmoins, sa fille, Irina Nevzlin, fait toujours

⁴⁴ Voir ANNEXE 42, image 59.

⁴⁵ Russian Jewish Congress – At the Center of Jewish life in Russia since 1996, page 16. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : https://web.archive.org/web/20161213055412/http://www.rjc.ru/files/RJC_in_English.pdf

⁴⁶ La république de Mordovie est un sujet fédéral de la Fédération de Russie. Sa capitale est Saransk, et sa population parle trois langues : deux langues finno-ougriennes, l'erza et le mokcha ; puis le russe.

⁴⁷ Jewish Virtual Library, Leonid Borisovitch Nevzlin. [En ligne] Consulté le 25 mai 2023. URL : <https://www.jewishvirtuallibrary.org/nevzlin-leonid-borisovich>

⁴⁸ Find and update company information « Leonid Nevzlin – NEW GENERATION EUROPE FOUNDATION » GOV.UK. [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/officers/HdzNOsCSukF9YkWsHaT2jdSsKNw/appointments>

partie des instances dirigeantes en activité de la fondation⁴⁹ aux côtés de Maria Petina Logan, l'avocate de longue date de Mikhaïl Khodorkovski, et d'Anastasia Khodorkovskaya, la fille de Khodorkovski. Maria Logan est l'une des administratrices de l'organisme de bienfaisance, la Khodorkovsky Foundation⁵⁰ et aussi l'une des trois dirigeantes de la Justice for Journalists Foundation (JJF)⁵¹. Une fondation caritative ayant pour but de *lutter contre l'impunité pour les attaques contre les médias* avec comme cible privilégiée, Vladimir Poutine⁵². La JJF est en partenariat avec la Free Russia Foundation et a comme membres du conseil consultatif :

- **Leonid Nevzlin** ;
- **Dmitri Muratov**, fondateur et éditeur du média russe *Novaya Gazeta* ;
- **David Satter**, ancien journaliste au *Wall Street Journal*, et chercheur principal au think tank, Foreign Policy Research Institute (FPRI)⁵³ ;

⁴⁹ Find and update company information « Irina Nevzlin – NEW GENERATION EUROPE FOUNDATION » GOV.UK. [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/officers/AYI8_LTvVQJazuoY5QcNOvEqcS8/appointments

⁵⁰ Charity Commission for England and Wales, « KHODORKOVSKY FOUNDATION ». [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : <https://register-of-charities.charitycommission.gov.uk/charity-search/-/charity-details/4005195/trustees>

⁵¹ Find and update company information « Maria Petina LOGAN – JUSTICE FOR JOURNALISTS FOUNDATION » GOV.UK. [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/13882886/officers>

⁵² Justice for Journalists, « Poutine ». [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : <https://jfi.fund/?s=putin>

⁵³ Foreign Policy Research Institute, David Satter. [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : <https://www.fpri.org/contributor/david-satter/>

- **Luke Harding**, correspondant étranger du *Guardian* – notamment en Ukraine ;
- **Jeffrey Gedmin (alias, Jeff Gemin)**, ancien président de Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), ancien chercheur résidant à l'American Enterprise Institute (AEI) à Washington, ancien PDG de l'Aspen Institute à Berlin, ancien directeur exécutif de la New Atlantic Initiative (NAI), ancien chercheur principal du Atlantic Council, membre du conseil consultatif du MEMRI, membre du conseil de recherche de la National Endowment for Democracy (NED)⁵⁴ et membre du CFR⁵⁵ ;
- et Mikhaïl Khodorkovski⁵⁶.

LA NADAV FOUNDATION

En Israël, Leonid Nevzlin est très actif pour devenir une sorte de *key opinion leader*, soit une personne digne de confiance et respectée. En 2005, il lance la Nadav Foundation dont la présidente n'est nulle autre que sa fille, Irina Nevzlin⁵⁷. Sa mission est de « cultiver et favoriser un sentiment d'identité personnelle et collective, promouvoir le pluralisme et les valeurs libérales, et participer à la construction d'un peuple juif fort et sûr ». Pour appliquer cette noble

⁵⁴ Atlantic Council, "Expert, Jeffrey Gedmin". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/jeffrey-gedmin/>

⁵⁵ National Endowment for Democracy, "Expert, Jeffrey Gedmin". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/jeffrey-gedmin/>

⁵⁶ Justice for Journalists, about us. [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : <https://jffj.fund/about-us/>

⁵⁷ Nadav Foundation. [En ligne] Consulté le 26 mai 2023. URL : <https://nadavfoundation.org/>

mission, la fondation va créer plusieurs projets en Israël et à l'étranger.

Elle établit un partenariat avec le Jewish People Policy Institute (JPPI), un groupe de réflexion rassemblant *bon nombre des meilleurs stratèges et planificateurs politiques du monde juif*. En effet, lorsque nous consultons la composition du conseil exécutif de l'institut, nous avons deux coprésidents :

- **Denis Ross.** Ancien directeur de la planification politique rattaché au Département d'État américain sous l'administration du président George H.W. Bush, puis conseiller spécial pour le Golfe et l'Asie du Sud-Ouest auprès de la secrétaire d'État Hillary Clinton, assistant spécial du président Obama et directeur principal du Conseil de sécurité nationale (NSC) pour la région centrale. Ross est proche de l'Israeli American Council, une organisation ayant pour but de renforcer les liens entre les États-Unis et Israël⁵⁸. Il est également expert auprès du Washington Institute⁵⁹. Ce groupe de réflexion a été fondé en 1985 par des universitaires affiliés à l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), l'influent groupe de pression pro-Israélien⁶⁰.
- **Stuart Eizenstat.** Ancien ambassadeur américain auprès de l'Union européenne, et ancien membre de l'administration Bill Clinton. Au début des années 2000, il a été membre du conseil d'administration de la Freedom House avec

⁵⁸ Israeli American Council, IAC National Summit, Amb. Dennis Ross. [En ligne] Consulté le 27 mai 2023. URL : <https://www.israeliamerican.org/iac-national-conference/team-member/amb-dennis-ross>

⁵⁹ Washington Institute, experts, Dennis Ross. [En ligne] Consulté le 27 mai 2023. URL : <https://www.washingtoninstitute.org/experts/dennis-ross>

⁶⁰ LANDLER Mark (22/01/2011) « *Trying to Break Logjam, Scholar Floats an Idea for a Palestinian Map* » The New York Times. [En ligne] Consulté le 27 mai 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2011/01/23/world/middleeast/23boundary.html>

Zbigniew Brzezinski, Samuel P. Huntington et l'ancien directeur de la CIA, R. James Woolsey, sous la direction de Bill Richardson⁶¹. Actuellement, il est membre du conseil d'administration de l'Atlantic Council⁶². Il est aussi président de United States Holocaust Memorial Council (USHMC), une organisation créée par le Congrès des États-Unis servant à récolter des fonds pour créer le United States Holocaust Memorial Museum. Il s'agit d'un musée dédié à la commémoration de l'Holocauste. Une fois créé en 1993, l'USHMC est devenu le conseil d'administration du musée et leurs membres sont nommés par le président des États-Unis⁶³. En 2022, Stuart Eizenstat a été nommé par le président Joseph Biden⁶⁴. Auparavant, il a fait partie du conseil consultatif international chez APCO Worldwide sous la direction de Margery Kraus, qui rappelons-le, est administratrice de l'Institute of Modern Russia (IMR)⁶⁵. Mais ce n'est pas tout. Il est associé du prestigieux cabinet d'avocats Covington &

⁶¹ Freedom House, *Freedom in the World – The annual Survey of Political Rights and Civil Liberties 2001-2002*, page 3. [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : [https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/Freedom in the World 2001-2002 complete book.pdf](https://freedomhouse.org/sites/default/files/2020-02/Freedom%20in%20the%20World%202001-2002%20complete%20book.pdf)

⁶² Atlantic Council, board of directors, Stuart E. Eizenstat. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.atlantic-council.org/about/board-of-directors/>

⁶³ United States Holocaust Memorial Council, Board of Trustees. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.ushmm.org/information/about-the-museum/council>

⁶⁴ White House (26/01/2022) « *President Biden Announces Appointees for the United States Holocaust Memorial Council* ». [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/01/26/president-biden-announces-appointees-for-the-united-states-holocaust-memorial-council/>

⁶⁵ APCO Worldwide, Stuart Eizenstat. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://apcoworldwide.com/people/stuart-eizenstat/>

Burling⁶⁶, l'un des meilleurs de Washington⁶⁷. Or, en tant qu'avocat, Maître Eizenstat avait défendu les intérêts de Mikhaïl Khodorkovski et de Leonid Nevzlin, alors actionnaires du groupe Menatep, au moment où Ioukos passait sous le contrôle de la compagnie d'État russe Rosneft. En 2003, il avait même tenté de faire pression sur le gouvernement américain et l'Union européenne au nom du groupe Menatep, mais sans résultats concrets⁶⁸. Et encore plus fort, M. Eizenstat était à ce moment actionnaire de Menatep et le principal actionnaire de Ioukos⁶⁹. Depuis 2009, il est président du conseil consultatif international de Coca-Cola et aussi membre du conseil d'administration d'UPS tout comme celui du très puissant fonds BlackRock⁷⁰. Pour terminer, M. Stuart Eizenstat fait aussi partie du MEMRI, il est membre

⁶⁶ Covington, Stuart Eizenstat. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.cov.com/en/professionals/e/stuart-eizenstat>

⁶⁷ Covington, (29/06/2021) « *Covington Ranks First in The American Lawyer's 2021 Pro Bono Scorecard* ». [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.cov.com/en/news-and-insights/news/2021/06/covington-ranks-first-in-the-american-lawyers-2021-pro-bono-scorecard>

⁶⁸ SARASOHN Judy (25/12/2003) « *Russia's Jailed Titans Have Washington Ally* » The Washington Post. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2003/12/25/russias-jailed-titans-have-washington-ally/fde94709-3067-41fb-bf5d-52f0706483db/>

⁶⁹ MAURIAC Laurent BIGG Claire (24/12/2004) « Le billard russe de Ioukos », Libération. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : https://www.liberation.fr/futurs/2004/12/24/le-billard-russe-de-ioukos_504045/

⁷⁰ Sec.gov. « SCHEDULE 14A Proxy Statement Pursuant to Section 14(a) of the Securities Exchange Act of 1934 – BlackRock Board ». [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/65109/000119312507156482/ddefa14a.htm>

du CFR et c'est un participant régulier⁷¹ et même un contributeur du World Economic Forum⁷².

Nous retrouvons également au sein du conseil d'administration du JPPI, **Elliott Abrams**. Nous l'avons déjà abordé lorsqu'il était membre de l'American Committee for Peace in Chechnya (ACPC) - contrôlé par la Jamestown Foundation et la Freedom House - qui fut utilisé pour soutenir de manière subreptice les séparatistes tchéchènes au moment de la Deuxième guerre de Tchétchénie. Nous avons détaillé son appartenance aussi bien à la National Endowment for Democracy (NED), qu'au Project for the New American Century (PNAC) et au Council on Foreign Relations (CFR)⁷³. Mais Elliott Abrams a été aussi membre du US Holocaust Memorial Council⁷⁴ et du conseil d'administration de l'Israel Democracy Institute (IDI)⁷⁵. Ce dernier est un centre ayant pour but de renforcer la démocratie en Israël et a dans ses mécènes la Trump Foundation, dans ses contributeurs la Fondation Konrad Adenauer, et parmi ses amis la Edmond de Rothschild Foundation (basée en Israël)⁷⁶.

Leonid Nevzlin a été, quant à lui, président associé du conseil d'administration du JPPI et du conseil d'orientation professionnelle

⁷¹ VITTORI Jean-Marc (29/07/2007) « *Un Davos multicolore* », Les Echos. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/2007/01/un-davos-multicolore-1073452>

⁷² World Economic Forum, Stuart E. Eizenstat. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/stuart-e-eizenstat>

⁷³ Revoir le Chapitre 4 sur la Jamestown Foundation, l'ACPC et la Tchétchénie.

⁷⁴ United States Commission on International Religious Freedom, Elliott Abrams. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.us-cirf.gov/about-uscirf/elliott-abrams-commissioner>

⁷⁵ Tikvah Fund, Elliott Abrams. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://tikvahfund.org/faculty/elliott-abrams/>

⁷⁶ The Israel Democracy Institute, our partners. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://en.idi.org.il/support/our-partners/>

de 2008 à 2016 aux côtés des deux coprésidents⁷⁷. À cette époque, une personnalité française appartenait à son conseil d'administration, un certain « philosophe » du nom de Bernard-Henri Lévy, dit « BHL »⁷⁸. Cet « écrivain » aux œuvres fortement critiquables pour ses inexactitudes, sa médiocrité et ses insuccès⁷⁹, milite depuis plus de 30 ans pour pratiquement toutes les interventions militaires atlantistes au nom de la sacro-sainte démocratie et des droits de l'homme (Bosnie, Afghanistan, Irak, Libye, Syrie, Ukraine)⁸⁰. La collaboration entre la Nadav Foundation et le JPPI durera de 2006 à 2017. Depuis 2009, la fondation décerne chaque année un prix, The Nadav Peoplehood Award, pour récompenser une personnalité ayant « apportée une contribution distincte dans le domaine du peuple juif, aidant ainsi à garantir que le peuple juif soit prospère dans le monde ». Sans trop de surprises, la première personne ayant reçu cette distinction était Stuart Eizenstat⁸¹. Pour gagner en respectabilité et en quête de reconnaissance, la Nadav Foundation va aussi être l'un des donateurs pour la rénovation du musée du Peuple juif : ANU - Museum

⁷⁷ Nadav Foundation, « THE JEWISH PEOPLE POLICY INSTITUTE (JPPI) 2006-2017 ». [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://nadavfoundation.org/the-jewish-people-policy-institute-jppi-2006-2017/>

⁷⁸ HERZOG Michael, ROSS Dennis, *THE INTERNATIONAL De-Legitimization CAMPAIGN AGAINST ISRAEL - ANALYSIS & COUNTER-STRATEGY*, The Jewish People Policy Institute, 2018, page 2. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : https://jppi.org.il/wp-content/uploads/2018/03/JPPI-De-legitimization_eng.pdf

⁷⁹ DORRONSORO Gille (Décembre 2003) « *BHL en Afghanistan ou « Tintin au Congo » ?* » Le Monde Diplomatique. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/12/DORRONSORO/10583>

⁸⁰ SAN Louis (07/11/2011) « *Les vingt ans de guerre de BHL* », France Info. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/les-vingt-ans-de-guerre-de-bhl_24085.html

⁸¹ Nadav Foundation, « THE NADAV PEOPLEHOOD AWARD ». [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://nadavfoundation.org/the-nadav-peoplehood-award/>

of the Jewish People⁸². Ce musée célèbre « le multiculturalisme de la diversité juive et adopte une approche inclusive et pluraliste »⁸³. Son conseil d'honneur des Leaderships Laïcs est composé :

- Au poste de président, **Alfred H. Moses**. Ancien ambassadeur américain et avocat principal dans le même cabinet que Stuart Eizenstat, à savoir Covington & Burling.
- Au poste de coprésident, **Joseph I. Lieberman**. Ancien sénateur américain et membre du CFR⁸⁴. En 2013, il est nommé coprésident de l'American Internationalism Project du think tank American Enterprise Institute (AEI)⁸⁵.
- En tant que président honoraire de l'ANU, **Leonid Nevzlin**.

Au sein du conseil d'administration du musée du Peuple juif, nous retrouvons, Irina Nevzlin. La famille est décidément inséparable jusque dans leur fonction, aussi bien à l'Open Russia Foundation, qu'à la Nadav Foundation et dans ce musée⁸⁶.

Peu de temps après, Leonid Nevzlin va créer un centre à son nom, le *Leonid Nevzlin Research Center for Russian and East European Jewry* ou en français, Centre de recherche Leonid Nevzlin pour les Juifs de Russie et d'Europe de l'Est. Ce centre promeut la recherche

⁸² ANU Museum of the Jewish People, our donors. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.anumuseum.org.il/our-donors/>

⁸³ ANU Museum of the Jewish People, about anu. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.anumuseum.org.il/about-anu/>

⁸⁴ Council on Foreign Relations, Joseph I. Lieberman. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

⁸⁵ KYL Jon (11/03/2013) « Senator Joseph Lieberman to Join Senator Jon Kyl as Co-Chair of the American Internationalism Project at the American Enterprise Institute », American Enterprise Institute. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.aei.org/press/senator-joseph-lieberman-to-join-senator-jon-kyl-as-co-chair-of-the-american-internationalism-project-at-the-american-enterprise-institute/>

⁸⁶ ANU Museum of the Jewish People, lay leadership. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.anumuseum.org.il/lay-leadership/>

et l'enseignement dans les domaines de l'histoire, de la culture et du patrimoine juifs russes et est-européens. Il dépend désormais de l'Université hébraïque de Jérusalem⁸⁷. Parmi les candidats ayant reçu la bourse Nevzlin (2021-2023) du centre Nevzlin, nous avons **Anna Kushkova**⁸⁸, une ancienne professeure assistante de recherche à l'université de Caroline du Nord (2018-2019) ayant bénéficié d'une subvention du programme de soutien à la recherche de l'Open Society de George Soros⁸⁹. Elle a été aussi chercheuse invitée au Kennan Institute du Wilson Center pour la recherche archivistique au United States Holocaust Memorial Museum⁹⁰.

LA CONFÉRENCE D'HERZLIYA

La Nadav Foundation travaille en étroite collaboration avec le centre interdisciplinaire israélien du collège privé Herzliya (IDC Herzliya)⁹¹ où Leonid Nevzlin devient membre honoraire de son

⁸⁷ Leonid Nevzlin Research Center for Russian and East European Jewry, who we are. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://nevzlin-center.huji.ac.il/who-we-are-0>

⁸⁸ Leonid Nevzlin Research Center for Russian and East European Jewry, "Nevzlin Fellowship". [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://nevzlincenter.huji.ac.il/nevzlin-fellowship>

⁸⁹ The University of North Carolina, "Department of Anthropology, Anna Kushkova". [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://anthropology.unc.edu/person/anna-kushkova/>

⁹⁰ Wilson Center, "Former Short-Term Scholar Anna Kushkova". [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/anna-kushkova>

⁹¹ Nadav Foundation, « THE NEVZLIN CENTER FOR JEWISH PEOPLEHOOD AT THE INTERDISCIPLINARY CENTER (IDC), HERZLIYA ». [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://nadavfoundation.org/the-nevzlin-center-for-jewish-peoplehood-at-the-interdisciplinary-center-idc-herzliya/>

conseil d'administration en 2008⁹². Le collège est rebaptisé en 2021 pour prendre le nom d'université Reichman, la première université privée d'Israël⁹³. En devenant l'un des importants donateurs pour l'université Reichman⁹⁴, et du fait de ses actions à travers la Nadav Foundation, Leonid Nevzlin obtient la reconnaissance espérée. On le considère à présent comme « un grand bienfaiteur d'Israël »⁹⁵ et disposant d'un solide carnet d'adresse avec des personnalités éminentes de la société israélienne allant jusqu'au gouvernement⁹⁶. Car l'université Reichman n'est pas un établissement ordinaire. Il abrite l'Institute for Policy and Strategy (IPS), l'organisateur de la série de conférences annuelles d'Herzliya. Une réunion qui aspire à « contribuer à la sécurité nationale et à la résilience d'Israël »⁹⁷. La conférence d'Herzliya se présente officiellement comme « le plus important rassemblement politique mondial annuel d'Israël »⁹⁸. À ce titre, elle réunit aussi bien les milieux politiques israéliens de bords

⁹² Nadav Foundation, « LEONID NEVZLIN, FOUNDER ». [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://nadavfoundation.org/leonid-nevzlin/>

⁹³ JEAN Celia (02/06/2020) « IDC Herzliya to change its name to Reichman University », Jerusalem Post. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.jpost.com/israel-news/idc-herzliya-to-change-its-name-to-the-reichman-university-630009>

⁹⁴ Reichman University, Donor Recognition. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/about/runifriends/donors-recognitions/>

⁹⁵ Reichman University, The Interdisciplinary Center Herzliya, Leonid Nevzlin. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/media/t1cdfuon/leonid-nevzlin.pdf>

⁹⁶ Reichman University, Donor Recognition, Leonid Nevzlin. [En ligne] Consulté le 29 mai 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/about/runifriends/donor-recognition/leonid-nevzlin/>

⁹⁷ Reichman University, IPS. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/research-institutes/government/ips/>

⁹⁸ Reichman University, IPS, about. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/research-institutes/government/ips/about/>

confondus que des hauts gradés militaires, mais aussi des personnalités influentes des médias et de l'économie d'Israël ainsi que des intervenants étrangers. Pour démontrer son importance, la conférence est officialisée chaque année par le président de l'État d'Israël. Par exemple, en 2019, lors de la 19^e conférence d'Herzliya, c'était Reuven Rivlin (2014-2021). Les organisateurs de la conférence étaient : Uriel Reichman, le président et fondateur de l'Université Reichman, et le général à la retraite Amos Gilead, le directeur exécutif de l'Institute for Policy and Strategy (IPS)⁹⁹.

Parmi les intervenants israéliens à cette conférence pour l'année 2019, nous pouvons citer :

- **Boaz Bismuth.** Rédacteur en chef du média *Israel Hayom*.
- **Ariel Levite.** Chercheur principal non-résident, Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), et ancien directeur général adjoint pour la politique à la Commission israélienne de l'énergie atomique.
- **Yossi Matias.** Vice-président de l'ingénierie et de la recherche chez Google.
- **Avichai Mandelblit,** le procureur général d'Israël. Il a été secrétaire de cabinet du Premier ministre Benjamin Netanyahu.
- **Tzipi Livni.** Ancienne Première ministre israélienne.
- **Yair Lapid.** Ancien ministre des Finances dans le gouvernement de Benjamin Netanyahu de 2013 à 2014¹⁰⁰.
- **Naftali Bennett.** Membre du parti Yamina (à droite), député de la Knesset et ayant occupé plusieurs postes ministériels¹⁰¹.

⁹⁹ Reichman University, IPS, Amos Gilead. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/research-institutes/government/ips/about/ips-team/amos-gilead-e/>

¹⁰⁰ Yair Lapid a été Premier ministre de juin 2021 à juillet 2022.

¹⁰¹ Naftali Bennett a été Premier ministre de juillet à novembre 2022.

- **Benjamin Gantz.** Lieutenant-général à la retraite, chef du parti Bleu et Blanc, devenu opposant à Benjamin Netanyahu¹⁰².
- **Avigdor Liberman.** Député de la Knesset, et dirigeant du parti ultra-nationaliste, Israel Beytenou. Il a été ancien ministre de la Défense et des Affaires étrangères dans les gouvernements de Benjamin Netanyahu¹⁰³.
- **Michael Herzog.** Général de brigade à la retraite, membre du Washington Institute for Near East Policy et *senior fellow* du Jewish People Policy Institute (JPPI)¹⁰⁴. Rappelons que la direction du JPPI est composée de Denis Ross, Stuart Eizenstat et du « bienfaiteur » Leonid Nevzlin.
- **Yair Golan.** Général à la retraite et ancien chef adjoint de l'État-major général de Tsahal.
- **Gadi Eisenkot.** Lieutenant général à la retraite et ancien chef d'État-major des Forces de défenses israéliennes.
- **Yigal Unna.** Directeur général de la Direction nationale de la cybersécurité d'Israël (*Israel National Cyber Directorate*, INCD) qui est la principale agence opérationnelle israélienne chargée de sécuriser le cyberspace et les infrastructures critiques d'Israël. Son poste relevait directement du Premier ministre. Antérieurement, il a servi pendant 23 ans au sein de l'Agence de sécurité israélienne

¹⁰² Benjamin Gantz a été vice-Premier ministre dans le gouvernement des premiers ministres Naftali Bennett et Yaïr Lapid de 2021 à 2022.

¹⁰³ Avigdor Liberman a été ministre des Finances dans le gouvernement des premiers ministres Naftali Bennett et Yaïr Lapid de 2021 à 2022.

¹⁰⁴ KASNETT Israel, (23/09/2021) « *Israel's new ambassador to the United States seeks to heal rifts* », Pittsburgh Jewish Chronicle. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://jewishchronicle.timesofisrael.com/israels-new-ambassador-to-the-united-states-seeks-to-heal-rifts/>

(Shabak) dans les domaines du renseignement électromagnétique et de la guerre des données¹⁰⁵.

- **Yosef Cohen.** Ancien directeur de l'Institut du renseignement et des opérations spéciales, plus connu sous le nom de Mossad. Les services secrets israéliens.

- Et nous finissons avec **Irina Nevzlin**, la fille de Leonid Nevzlin, représentant la Nadav Foundation et participant depuis quelques années à cette conférence annuelle¹⁰⁶. En septembre 2020, elle était interrogée à l'IPS par le journaliste David Horovitz, éditeur du média israélien *The Times of Israel* sur l'alliance vitale entre les États-Unis et Israël. Au cours de l'entretien, elle a déclaré que l'alliance se poursuivra pendant longtemps et a insisté sur le partage de valeurs communes : de la démocratie et des ennemis en commun, les extrémistes. Elle invite également les Juifs du monde à venir émigrer en Israël qu'elle décrit comme un paradis. C'est-à-dire accomplir l'Alya. Elle avait même abordé l'importance de l'identité et de l'appartenance à la communauté juive afin de renforcer la cohésion en Israël à travers un livre traitant de ces sujets : *The Impact of Identity - The Power of Knowing Who You Are* (L'impact de l'identité - Le pouvoir de savoir qui vous êtes)¹⁰⁷.

La conférence invite aussi d'importantes personnalités internationales, mais surtout américaines. Pour 2019, les intervenants étaient (liste non complète) :

- **Matthew Rojansky.** Directeur américain de la Kennan Institute du Wilson Center, ainsi que président et chef de la direction de la

¹⁰⁵ Reichman University, International Institute for Counter-Terrorism (ICT), Yigal Unna. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://ict.org.il/ourteam/yigal-unna/>

¹⁰⁶ IPS (22 mai 2023) « Israel and World Jewry Is Solidarity Intact? - Irina Nevzlin » YouTube, 1min40 sec. [En ligne] Consulté le 3 juin 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=cgl1pDwPHAc>

¹⁰⁷ Reichman University, IPS, Ms. Irina Nevzlin. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/research-institutes/government/ips/events/conference-9-20/irina-nevzlin-vod/>

U.S.-Russia Foundation¹⁰⁸. Il est aussi ancien directeur adjoint du programme Russie et Eurasie de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)¹⁰⁹. Rojansky a été un contributeur pour le cercle Valdai¹¹⁰.

▪ **Dennis Ross.** L'ancien ambassadeur américain qui a collaboré avec Leonid Nevzlin au sein du Jewish People Policy Institute (JPPI). Il est un participant régulier de la conférence.

▪ **David Siegel.** Président-directeur général de l'European Leadership Network (ELNET)-Israël. Une organisation ayant pour but de renforcer les liens entre l'Europe et Israël et ayant pour partenaires : le ministère de la Défense allemand, l'ambassade de Pologne de Tel-Aviv, le gouvernement espagnol, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées français, l'European Policy Centre – un think tank cofondé par l'Union européenne et dont le président d'honneur est l'ancien président du Conseil européen Herman Van Rompuy¹¹¹, la fondation Bertelsmann, la fondation Konrad Adenauer, le German Marshall Fund, le Hudson Institute, la Chatham House et l'OTAN¹¹².

¹⁰⁸ U.S. Russia Foundation, Matthew Rojansky. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://www.usrf.us/matthew-rojansky>

¹⁰⁹ Carnegie Endowment for International Peace, expert, Matthew Rojansky. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://carnegieendowment.org/experts/487>

¹¹⁰ Valdai Club, experts, Matthew Rojansky. [En ligne] Consulté le 30 mai 2023. URL : <https://valdaiclub.com/about/experts/425/>

¹¹¹ European Policy Centre, Strategic Council. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://epc.eu/en/strategic-council>

¹¹² European Leadership Network, partners. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://elnetwork.eu/partners/>

- **Pierre Dassas.** Président de l'European Leadership Network (EL-NET)-France, et membre du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)¹¹³.
- **Mathieu Duchâtel.** Directeur du programme Asie de l'Institut Montaigne et directeur adjoint et associé au programme Asie et Chine à l'European Council on Foreign Relations (ECFR)¹¹⁴.
- **Jean-David Levitte.** Ancien diplomate français et sherpa¹¹⁵ de Nicolas Sarkozy. Il est membre du comité exécutif de la French-American Foundation¹¹⁶.
- **Antonia Dimou.** Directrice de l'unité de renseignement du Moyen-Orient et du Golfe au sein de l'Institute for Security and Defence Analysis. Une organisation privée à but non lucratif basée en Grèce et traitant ses sujets de sécurité et de défense. Dans sa composition, nous retrouvons d'anciens hauts gradés militaires grecs à la retraite ayant travaillé avec l'OTAN, comme les généraux Polychronis Nalmpantis et Konstantinos Loukopoulos, et le lieutenant général Ioannis Anastasakis. Le président de l'Institut se nomme Periklis N. Zorzovilis, analyste militaire ayant travaillé au Defense Analyses Institute (DAI) affilié au ministère de la Défense hellénique et de la Défense nationale¹¹⁷.
- **Constanze Stelzenmüller,** directrice pour le Centre sur les États-Unis et l'Europe au sein du think tank Brookings Institution, *senior*

¹¹³ Conseil représentatif des institutions juives de France, Comité directeur. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://www.crif.org/fr/gouvernance/comite-directeur>

¹¹⁴ European Council on Foreign Relations, Experts & Staff, Mathieu Duchâtel. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : https://ecfr.eu/profile/mathieu_duchatel/

¹¹⁵ Le sherpa est le représentant personnel d'un chef d'État ou de gouvernement. Il prépare également les sommets.

¹¹⁶ French-American Foundation, qui sommes-nous. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://french-american.org/qui-sommes-nous/>

¹¹⁷ Institute for Security and Defence Analysis, about us. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://i-sda.eu/about-us/>

transatlantic fellow du German Marschall Fund, et ancienne rédactrice du quotidien allemand *Die Zeit*¹¹⁸. Elle est une participante régulière de la conférence d’Herzliya depuis 2012.

- **Paul Misener.** Vice-président pour la politique d’innovation mondiale et les communications chez Amazon.
- **Janwillem C. Acket.** Économiste en chef de la banque suisse Julius Baer.
- **Marvin C. Feuer.** Directeur de la stratégie au sein de l’American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), qui est un des plus, si ce n’est le plus important lobby pro-israélien aux États-Unis.
- **Mark Kirk.** Ancien sénateur américain de l’Illinois et membre depuis 2012 du conseil d’administration de l’International Republican Institute (IRI)¹¹⁹.
- **Christine E. Wormuth.** Ancienne sous-secrétaire américaine de la Défense sous l’administration Barack Obama et directrice du centre des politiques de sécurité internationale et de défense à la RAND Corporation¹²⁰.
- **Kori Schake.** Directrice général adjoint de l’International Institute for Security Studies (IISS), membre de la Hoover Institution, et directrice des études de politique étrangère et de défense à l’American Enterprise Institute (AEI)¹²¹. Elle a occupé divers postes à haut niveau aussi bien au Département d’État américain à la Défense

¹¹⁸ Brookings Institution, experts, Constanze Stelzenmüller. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://www.brookings.edu/experts/constanze-stelzenmuller/>

¹¹⁹ International Republican Institute, experts, Mark Kirk. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://www.iri.org/who-we-are/iri-experts/mark-kirk/>

¹²⁰ RAND Corporation, authors, Christine Wormuth. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : https://www.rand.org/pubs/authors/w/wormuth_christine.html

¹²¹ American Enterprise Institute, Kori Schake. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://www.aei.org/profile/kori-schake/>

qu'au Conseil de sécurité national de la Maison-Blanche durant l'administration de George W. Bush¹²².

▪ **Kenneth R. Weinstein.** Ancien président et directeur exécutif du think tank Hudson Institute. En 2021, il est devenu membre émérite après que John P. Walkers l'a remplacé à son poste. C'est un participant régulier de la conférence d'Herzliya depuis 2011¹²³. Kenneth Weinstein est marié avec Amy Kauffman, qui était auparavant la directrice des relations avec le Congrès au Hudson Institute¹²⁴.

• Le conseil d'administration de l'IPS.

Si nous observons la composition du conseil d'administration de l'Institute of Policy and Strategy (IPS) rattaché à l'Université Reichman et organisateur de la conférence d'Herzliya, nous remarquons l'ancien Premier ministre israélien **Ehud Barak** et participant régulier de la conférence depuis 2010, soit aux débuts de son lancement. Rappelons qu'il est aussi membre du conseil d'administration du Middle East Media Research Institute (MEMRI) avec l'ancien directeur de la CIA et membre de la Jamestown Foundation, James Woolsey. Les autres membres du conseil de l'IPS sont (liste non exhaustive)¹²⁵ : **Uriel Reichman**, président fondateur et président du conseil d'administration. **Rafi Melnick**, président de l'Université Reichman. **Yoram Torbovich** ancien chef de cabinet du Premier

¹²² LOCHHEAD Carolyn, (04/01/2009) « *Bush: Only time will tell about his legacy* », SFGATE. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://www.sfgate.com/nation/article/Bush-Only-time-will-tell-about-his-legacy-3177615.php>

¹²³ Reichman University, IPS, The 19th Herzliya Conference. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/research-institutes/government/ips/herzliya-conference/hc2019/speakers-2019/>

¹²⁴ Hudson Institute, "Expert, Amy Kauffman". [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/206-amy-kauffman>

¹²⁵ Reichman University, IPS, Board of Directors. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/research-institutes/government/ips/about/board-directors>

ministre Ehud Olmert, et ancien PDG de la compagnie publique pétrolière et gazière israélienne Delek Energy¹²⁶. **Daniel C. Kurtzer** et **Zalman Shoval**, tous les deux anciens ambassadeurs, américain pour le premier et israélien pour le second. **Silvan Shalom**, ancien premier vice-Premier ministre israélien. **Eli Yones**, ancien PDG de la banque israélienne, Bank Mizrahi-Tefahot. Le Major-général à la retraite **Shlomo Yanai**, nommé PDG de plusieurs entreprises israélienne dont Protalix, Teva et Cambrex¹²⁷. Il a été aussi vice-président de la Fondation Rothschild de Césarée¹²⁸ créée par le Baron Edmond de Rothschild (1926-1997)¹²⁹. **Yishai Beer**, major-général israélien à la retraite. Et pour finir, **Tamir Pardo**, l'ancien chef du Mossad (2011-2016)¹³⁰. Ce dernier a rejoint en 2022 le conseil d'administration du Jewish People Policy Institute (JPPI) où il traite de la géopolitique¹³¹. Tamir Pardo est devenu président du conseil d'administration du fonds CLP-OSEG, une société orientée dans le

¹²⁶ APPLEBERG Shelly (03/05/2011) « 'טורבוניץ יורם: רשמי זה עכשיו » « אנרגיה דלק ר"כיו לכהן מפסיק » TheMarker. [En ligne] Consulté le 31 mai 2023. URL : <https://www.themarker.com/markets/2011-05-03/ty-article/0000017f-ea41-dea7-adff-fbfb20340000>

¹²⁷ d'HABIB WALDHORN Chansons (07/08/2019) « קמברקס שבראשות » « שלמה ינאי נמכרת ב-2.4 מיליארד דולר », Globes. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.globes.co.il/news/article.aspx?did=1001296428>

¹²⁸ KORIN LIEBER Stella et TZIPORI Tali (17/03/2013) « שלמה ינאי » « "מונה לסגן יו"ר קרן קיסריה ;ינאי" :התפקיד - שליחות ציבורית חשובה » Globes. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.globes.co.il/news/article.aspx?did=1000830418>

¹²⁹ CLOAREC Glenn (02/07/201) « *Césarée, la ville israélienne des Rothschild sous pression de l'Etat* », The Times of Israel. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://fr.timesofisrael.com/cesaree-la-ville-israelienne-des-rothschild-sous-pression-de-letat/>

¹³⁰ Ice (26/05/2022) « ראש המוסד לשעבר בג'יב חדש :זה המכון שיצטרף » « אלי » [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.ice.co.il/positions/news/article/859474>

¹³¹ The Jewish People Policy Institute, « הנהלה ». [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://jppi.org.il/he/staff/staff/#.ZHh1qHZBzIU>

domaine de l'énergie fondé par l'homme d'affaires israélien Asi Shalgui. Dans le conseil d'administration de CLP-OSEG, nous avons un Français du nom de Nicolas Tissot¹³². Ancien inspecteur des finances en France, ancien directeur adjoint de GDF Suez devenu ENGIE, directeur financier du Groupe Alstom sous la direction de Patrick Kron (2011-2015)¹³³, et directeur financier de la société

¹³² Other Sources Energy Group Ltd (OSEG), team. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.oseg.co.il/team>

¹³³ En 2014, quand le conseil d'administration d'Alstom décide de vendre son activité d'équipements, essentiellement pour les centrales électriques, au fonds d'investissement allemand Triton, Nicolas Tissot avait déclaré : « *Cette transaction illustre la capacité du groupe à réaliser une stratégie de cessions sélective et créatrice de valeur* ». Puis, il quitte Alstom un an à peine après cette cession pour intégrer le groupe Scor. Le conseil d'administration était présidé à l'époque par André Levy-Lang, qui cumulait les fonctions d'expert à l'Institut Montaigne et de vice-président du conseil de surveillance de Rothschild & Co, là où avait travaillé en tant que banquier un certain Emmanuel Macron. Enfin, André Levy-Lang a été nommé au sein du comité de pilotage du Groupe Bilderberg. En 2016, Nicolas Tissot devient directeur financier de Bureau Veritas où il remplace Sami Badarani. Celui-ci avait effectué l'essentiel de sa carrière chez General Electric en Europe et aux États-Unis.

HUIJGEN Annelot (02/04/2014) « *Alstom engage ses cessions d'actifs* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/societes/2014/04/02/20005-20140402ART-FIG00049-alstom-engage-ses-cessions-d-actifs.php>

Scor, Board of Directors, André Lévy-Lang. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20160416135206/https://www.scor.com/en/scor-foundation/governance-and-structure/board-of-directors.html>

Rothschild & Co. Gouvernement d'entreprise, 2015-2016. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : https://www.rothschildandco.com/sitesassets/publications/rothschild_and_co/2015-2016/reports_on_internal_control_and_corporate_governance/rco_fr_1516_governance_internal-control.pdf

CLP basée à Hong Kong¹³⁴. En 2003, il a intégré le programme des *young leaders* de la **French-American Foundation**¹³⁵ et depuis 2016, il est membre de son conseil d'administration¹³⁶.

• Les sponsors de la Conférence d'Herzliya.

Intéressons-nous à présent aux partenaires et aux donateurs de la conférence depuis son lancement. Nous pouvons citer (liste non complète) :

Les ministères de la Défense et des Affaires étrangères israéliens, la municipalité de Herzliya, la Bank Hapoalim, Philips, Siemens, Johnson & Johnson, Véolia, AXA, Bombardier, JCDecaux, Raytheon, la RAND Corporation, Science Po Paris, la China Foreign Affairs University, la banque Rothschild (depuis 2015), Carmel Winery (Rothschild), l'European Jewish Congress, I24 News (propriété de Patrick Drahi), la Patrick and Lina Drahi Foundation (en

Institut Montaigne, experts, André Lévy-Lang. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.institutmontaigne.org/experts/andre-levy-lang>

LOSSON Christian, QUATREMER Jean et RICHE Pascal (05/08/2003) « *Messes basses entre maîtres du monde* », Libération. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : https://www.liberation.fr/futurs/2003/08/05/messes-basses-entre-maitres-du-monde_441431/

DAUZAT Olivier (26/05/2016) « *Changement de directeur financier chez Bureau Veritas* », Le revenu. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.lerevenu.com/bourse/valeurs-en-vue/changement-de-directeur-financier-chez-bureau-veritas>

¹³⁴ CLP Group, our leadership. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.clpgroup.com/en/about/overview/our-leadership.html>

¹³⁵ French-American Foundation, young leader 2003, Nicolas Tissot. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://frenchamerican.org/young-leader/nicolas-tissot/>

¹³⁶ French-American Foundation, qui sommes-nous. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://french-american.org/qui-sommes-nous/>

2015), l'Institute for National Security Studies (INSS)¹³⁷, Boeing, Lockheed Martin, The european leadership network, l'Union européenne (2019), l'ambassade américaine à Tel Aviv, l'OTAN, le musée du peuple juif ANU (ou les Nevzlin sont administrateurs), depuis 2017 la Nadav Foundation (contrôlée par les Nevzlin), et la famille Nevzlin (eux-mêmes en personne)¹³⁸.

Rajoutons à cette liste **Ronald S. Lauder**. Milliardaire américain¹³⁹, ancien sous-secrétaire adjoint à la Défense pour la politique européenne et de l'OTAN sous l'administration Ronald Reagan, et ancien ambassadeur des États-Unis en Autriche¹⁴⁰. Il est depuis 2007 le président du Congrès juif mondial (*World Jewish Congress*, WJC), soit la fédération internationale des communautés et des organisations juives. Une organisation présente dans plus de 100 pays et ayant pour but de défendre les droits des communautés juives dans le monde et un appui à l'État d'Israël¹⁴¹. Le président du conseil d'administration de la WJC se nomme, quant à lui, David de

¹³⁷ L'INSS est un centre de recherche israélien concentré sur les questions de sécurité, de relations internationales et de géopolitiques. On retrouve au sein des membres de son conseil d'administration l'ancienne Première ministre Tsipi Levni.

Institute for National Security Studies, board of directors. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.inss.org.il/board-of-directors/>

¹³⁸ Voir ANNEXE 43, images 60 et 61.

¹³⁹ FANDOS Nicholas, RUBINSTEIN Dana (06/11/2022) « *Ronald Lauder: New York's Billionaire Political Disrupter* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.ny-times.com/2022/11/06/nyregion/ronald-lauder-zeldin-governor.html>

¹⁴⁰ U.S. House of Representatives, Ronald S. Lauder, President, World Jewish Congress. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://docs.house.gov/meetings/FA/FA16/20150324/103237/HHRG-114-FA16-Bio-LauderR-20150324.pdf>

¹⁴¹ World Jewish Congress, about. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.worldjewishcongress.org/en/about>

Rothschild¹⁴². En 2015, lors de la crise migratoire, le WJC par la voix de son président et vice-président Josef Schuster, avait salué l'accueil des migrants en Allemagne, plaidait pour une répartition égale des migrants en Europe ainsi que l'évolution « vers une société ouverte »¹⁴³. Un contraste par rapport à la politique migratoire de l'État d'Israël qui restreint l'immigration non-juive et utilise le système du *jus sanguinis* (loi du sang) pour déterminer la citoyenneté des immigrés et de leurs descendants. Autre exemple, la migration de la main-d'œuvre étrangère non-juive est de nature temporaire qui n'aboutira pas à l'obtention de la citoyenneté israélienne. Et afin d'éviter les séjours prolongés, le gouvernement israélien n'autorise pas les travailleurs étrangers à rester plus de 63 mois et avec interdiction de faire venir leur conjoint ou tout autre parent pour empêcher de fonder un foyer en Israël¹⁴⁴. Le contraste est d'autant plus manifeste lorsque nous apprenons que Ronald Lauder a été pendant des années l'un des soutiens financiers du Likoud, le parti présidé

¹⁴² World Jewish Congress, David de Rothschild. [En ligne] Consulté le 1^{er} juin 2023. URL : <https://www.worldjewishcongress.org/en/bio/david-de-rothschild>

¹⁴³ LAUDER Ronald S. Lauder, SCHUSTER Josef (09/09/2015) « „*Wir Juden wissen, wie bitter Flucht ist* “ », Die Welt. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.welt.de/debatte/kommentare/article146203997/Wir-Juden-wissen-wie-bitter-Flucht-ist.html>

¹⁴⁴ RAIJMAN Rebeca (05/06/2020) « A Warm Welcome for Some: Israel Embraces Immigration of Jewish Diaspora, Sharply Restricts Labor Migrants and Asylum Seekers », Migration Policy Institute. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.migrationpolicy.org/article/israel-law-of-return-asylum-labor-migration>

NOTE : La source est le Migration Policy Institute (MPI) qui était autrefois un programme du Carnegie Endowment for International Peace (CEIP) et travaille aujourd'hui en collaboration avec l'ONU.

United Nations Network on Migration, ressources, Migration Policy Institute. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://migration-network.un.org/resources/migration-policy-institute>

par Benjamin Netanyahu, de tendance national-conservatrice¹⁴⁵. Benjamin Netanyahu a été Premier ministre de 1996 à 1999, et de 2009 à 2021, avant de revenir aux affaires après les élections législatives anticipées de novembre 2022. Une longévité baroque au regard de la vie politique israélienne. D'après le *Times of Israel*, sans l'apport financier de Lauder, il est possible que Netanyahu n'aurait jamais pu devenir Premier ministre. Les deux hommes finissent par se brouiller en raison du virage nationaliste qu'a entrepris Netanyahu quand ce dernier se rapproche des partis religieux ultra-orthodoxes pour former son gouvernement de coalition¹⁴⁶. En novembre 2018, Ronald Lauder a rendu hommage à la famille Rothschild en décernant le prix annuel Théodor Herzl du WJC¹⁴⁷ à New York en présence de David de Rothschild et de Lord Jacob de Rothschild, l'ancien administrateur de l'Open Russia Foundation avec Mikhaïl Khodorkovski, Leonid et Irina Nevzlin¹⁴⁸. Ensuite, Ronald Lauder

¹⁴⁵ KOMPEAS Ron (22/03/2018) « *Le soutien de Ronald Lauder à la solution à deux états pourrait être déterminant* », The Times of Israel. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://fr.timesofisrael.com/le-soutien-de-ronald-lauder-a-la-solution-a-deux-etats-pourrait-etre-determinant/>

¹⁴⁶ SALES Ben (17/08/2018) « *Quand celui sans qui Netanyahu ne serait pas Netanyahu le critique ouvertement* », The Times of Israel. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://fr.timesofisrael.com/quand-celui-sans-qui-netanyahu-ne-serait-pas-netanyahu-le-critique-ouvertement/>

¹⁴⁷ Le prix Hertzl du WJC récompense « les personnes exceptionnelles qui travaillent à promouvoir les idéaux de Herzl pour un monde plus sûr et plus tolérant pour le peuple juif ». Elle représente « la plus haute distinction dans le monde juif » d'aujourd'hui.

JCS International a Ronald S. Lauder Compagny, « *Ron Lauder to Present Theodor Herzl Award to Rothschild Family in NYC* ». [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://www.jcs-international.org/news/ron-lauder-to-present-theodor-herzl-award-to-rothschild-family-in-nyc/>

¹⁴⁸ World Jewish Congress, (07/11/2018) « *WJC Theodor Herzl Award Dinner, 2018* ». [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL :

dirige avec son frère la société de cosmétique familiale Estée Lauder Companies qui est partenaire du World Economic Forum¹⁴⁹. Au sein du conseil d'administration d'Estée Lauder Companies, nous avons Lynn Forester de Rothschild¹⁵⁰, présidente d'E.L. Rothschild LLC, présidente et cofondatrice de *Coalition for Inclusive Capitalism* (Coalition pour un capitalisme inclusif), membre du McCain Institute, de l'International Advisory Council of Asia House, du Foreign Policy Association, de l'International Institute of Strategic Studies (IISS), de la Chatham House, et Council on Foreign Relations (CFR)¹⁵¹. Ronald Lauder faisant lui aussi partie du CFR¹⁵². Dernier élément, l'université Reichman abrite une faculté internationale à son nom, la Lauder School of Government Diplomacy and Strategy. Cette école a pour mission « de préparer les étudiants à des postes de direction au sein du gouvernement et de la société »¹⁵³. L'école travaille en collaboration avec l'université de Syracuse de New York, aux États-Unis, dans le cadre du programme d'échange

<https://www.worldjewishcongress.org/en/events/wjc-theodor-herzl-award-dinner-2018-11-5-2018>

¹⁴⁹ World Economic Forum, The Estée Lauder Companies. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.weforum.org/organizations/estee-lauder>

¹⁵⁰ The Estée Lauder Companies, board of Director, Lynn Forester de Rothschild. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.el-companies.com/en/investors/corporate-governance/board-of-directors#lynn-forester>

¹⁵¹ McCain Institute, leadership, Lynn Forester de Rothschild. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.mccaininstitute.org/fr/a-propos-de-linstitut/leadership-fr/lynn-forester-de-rothschild/>

¹⁵² Council on Foreign Relations, membership, Ronald S. Lauder. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.cfr.org/membership/roster>

¹⁵³ Reichman University, Lauder School of Government Diplomacy and Strategy. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/schools/government/>

d'étudiants Dafna et Gerry Cramer¹⁵⁴. Or, l'université de Syracuse fait partie des établissements où la CIA recrute ses nouveaux agents¹⁵⁵. Elle compte dans ses partenaires rien de moins que la NSA, le Département américain de la Défense, l'US Air Force et même l'entreprise Google¹⁵⁶. On peut donc supposer que cette division de l'université Reichman formerait parmi ses candidats les futurs agents du Mossad. Pour s'en convaincre, il figure parmi les membres du personnel de la faculté Lauder, le général de division à la retraite Amos Gilead. Directeur exécutif de l'IPS¹⁵⁷, mais surtout ancien chef de la division sécurité-politique au ministère de la Défense et ancien chef de la division de renseignement AMAN (אגף המודיעין) dans les Forces de défenses israéliennes (IDF)¹⁵⁸.

Autre soutien de la conférence d'Herzliya, et ce, depuis 2014, la Fondation Rothschild Césarée¹⁵⁹, basée en Israël. Elle est la branche

¹⁵⁴ Reichman University, Lauder School of Government Diplomacy and Strategy. The Dafna and Gerry Cramer Student Exchange Program. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/schools/government/special-programs/syracuse-exchange/>

¹⁵⁵ KUEBRICH Ben (07/11/2012) « *Student says CIA recruiters lied to SU about fundamental ethical concerns* » The Daily Orange. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://dailyorange.com/2012/11/student-says-cia-recruiters-lied-to-su-about-fundamental-ethical-concerns/>

Syracuse University, resources. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://cisat.syr.edu/ia-resources/>

¹⁵⁶ Syracuse University, our partners. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://cisat.syr.edu/about/our-partners/>

¹⁵⁷ Reichman University, Faculty Lauder School of Government Diplomacy and Strategy. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/schools/government/faculty/>

¹⁵⁸ KURIEL Ilana, (12/11/2022) « *אם סמוטריין 'ימונה* » « *לשר הביטחון* » Ynet. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.ynet.co.il/news/article/bkmra7tbs>

¹⁵⁹ La Fondation Rothschild Césarée (The Rothschild Caesarea Foundation) a changé de nom pour devenir Edmond Rothschild Foundation.

israélienne de la maison mère, des Edmond de Rothschild Foundations, créées par Benjamin et Ariane de Rothschild. Dans les membres du conseil d'administration du réseau philanthropique des Rothschild, nous remarquons un certain Alain Fischer, l'ancien président du Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale en France¹⁶⁰. Il a fait partie des personnalités publiques ayant le plus critiqué les personnes qui refusaient de se faire injecter la thérapie génique présentée comme un vaccin contre le Covid-19. En 2023, il a attaqué la sortie du livre de la généticienne Alexandra Henrion-Caude, *Les apprentis sorciers*, où elle expose les dangers que représente l'ARN messager développé par les laboratoires Pfizer et Moderna ayant servi de vaccin contre le Sars-Cov-2. Fischer qualifia la sortie du livre de « scandaleux et honteux »¹⁶¹. Avis aux lectrices et aux lecteurs de lire le livre de la généticienne et de faire sa propre opinion. Intéressons-nous maintenant à la PDG des Edmond de Rothschild Foundations, Karin Jestin. Elle avait commencé sa carrière comme consultante en stratégie et organisation auprès d'une société jouissant désormais d'une réputation dégradante en France, la McKinsey & Company. Quant aux partenaires des fondations Rothschild, nous avons bien évidemment le Groupe Edmond de Rothschild présidé par Ariane de Rothschild, mais aussi la banque JPMorgan, Bain & Co, le cabinet d'avocats Latham & Watkins, l'Institut français, et les

Interagency, task force, Rothschild Caesarea Foundation. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.iataskforce.org/entities/view/1234>

¹⁶⁰ Edmond de Rothschild Foundations, gouvernance. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.edmondderothschildfoundations.org/nous-connaître/gouvernance>

¹⁶¹ SIBERROL Adrien (12/03/2023) « Vaccins contre le Covid-19 : l'ARN messager dangereux ? Pourquoi un livre polémique est vivement critiqué », La Dépêche. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.ladepeche.fr/2023/03/12/vaccins-contre-le-covid-19-larn-messager-dangereux-pourquoi-un-livre-polemique-est-vivement-critique-11051701.php>

ministères français de la Culture et de l'Éducation¹⁶². Puis, dans les récents partenaires de la Conférence d'Herzliya (en 2021), nous apercevons le Kennan Institute du Wilson Center¹⁶³. L'institut auquel a travaillé le collaborateur du portail Region.Expert Pavel Luzin, mais aussi Olga Irisova, la cofondatrice de Riddle Russia, et Alina Polyakova, membre du conseil d'administration de l'Institute of Modern Russia (IMR) et présidé par le fils de Mikhaïl Khodorkovski.

- **Liste non exhaustive des participants à la conférence depuis sa création.**

Au cours de son existence, cette conférence a accueilli plusieurs personnalités atlantistes telles que **Condoleezza Rice**, l'ancienne secrétaire d'État sous l'administration George W. Bush ; **José Manuel Barroso**, ancien président de la Commission européenne ; l'ancien président français **Nicolas Sarkozy** (en 2015) ; **Dominique Strauss-Kahn** (2010), **Bruno Tertrai**, directeur adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), *senior fellow* à l'Institut Montaigne, et participant au groupe Bilderberg (2010) ; l'ancien Premier ministre grec et « honorable » **George A. Papandreou** (2012) ; **Cem Özdemir**, président national du Parti des Verts allemands (*Die Grünen*), membre du Parlement européen et du German Marshall Fund¹⁶⁴ ; **Tamar Shchory**, vice-président du Congrès juif mondial (2012), **John Hofmeister**, ancien président de la compagnie Shell Oil (2015) ; **Claire Spencer**, *Senior Research Fellow* de

¹⁶² Edmond de Rothschild Foundations, partenaires. [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.edmondderothschildfoundations.org/nous-connaître/partenaires>

¹⁶³ Wilson Center (03/06/2019) « *Coping with the Russian Challenge in the Middle East: U.S.-Israeli Perspectives and Opportunities for Cooperation* ». [En ligne] Consulté le 2 juin 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/article/coping-the-russian-challenge-the-middle-east-us-israeli-perspectives-and-opportunities-for>

¹⁶⁴ Cem Özdemir a été nommé ministre fédéral de l'agriculture en 2021.

la Chatham House (2015) ; **Jonathan Paris**, *senior fellow* au Atlantic Council (2010) ; **Kori Schake** chercheur principal à la Hoover Institution ; **Dalia Dassa Kaye**, directrice du centre de politique publique du Moyen-Orient à la Rand Corporation (2020) ; le lieutenant-général américain à la retraite **Dennis D. Cavin** et vice-président des initiatives stratégiques de défense aérienne et antimissile chez Lockheed Martin (2010) ; **Laurent Dassault**, de l'entreprise française Dassault Systèmes (2015) ; **Gil Bafman**, économiste en chef de la banque israélienne Leumi (2011) ; **Sherif El Diwany**, directeur principal pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au World Economic Forum (WEF) ; **Stanley Fischer**, le gouverneur de la Banque d'Israël (en 2010) ; le général israélien à la retraite **Danny Rothschild** qui fut pendant longtemps directeur de l'IPS et président de la Conférence annuelle d'Herzliya (dès 2010) ; **Yosef Maiman**, président de Merhav Group ; **Robert B. Zoellick**, président de la Banque Mondiale (2012) ; **Elliott Abrams** que nous ne présentons plus (2010) ; nous avons même **Victoria Nuland**, la secrétaire d'État assistant pour l'Europe et l'Eurasie qui a joué un rôle dans la transition du pouvoir en Ukraine en 2014 au moment des événements de l'Euromaïdan (2018) ; **Jacob Frenkel**, président de la JPMorgan Chase International et ancien gouverneur de la banque d'Israël (2010) ; **Anders Fogh Rasmussen**, secrétaire général de l'OTAN de 2009 à 2014 ; **Antony Blinken**, promu *Young Leader* de la French-American Foundation en 1998¹⁶⁵, et nommé en 2021 secrétaire d'État sous l'administration de Joseph Biden ; **Henry Kissinger** (2016) ; **Jimmy Carter**, ancien président des États-Unis ; **Shimon Peres**, ancien Premier ministre israélien ; **Benjamin Netanyahu**, Premier ministre israélien ; **Benjamin** et **Ariane de Rothschild** ; **Richard N. Haass**, le président du Council on Foreign Relations (2010) ; le général américain à la retraite **David H. Petraeus**, ancien directeur de la CIA et ancien chef des troupes de

¹⁶⁵ French-American Foundation, Historique des promotions Young Leaders, année 1998. [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : <https://french-american.org/programmes/young-leaders/historique-des-promotions-young-leaders/>

l'OTAN (2020) ; et nous retrouvons l'inénarrable **James Woolsey** - ancien directeur de la CIA, membre du conseil d'administration du MEMRI et de la Jamestown Foundation, membre de l'Atlantic Council, du CFR et ancien président de la Freedom House (participant en 2010, 2011, 2012, 2013 et 2014).

NEVZLIN, LES MÉDIAS ET L'OPPOSITION RUSSE

Revenons à présent sur Leonid Nevzlin. Outre le fait de diriger la fondation Nadav, d'être administrateur du JPPI, du musée ANU, d'être l'un des donateurs de l'université Reichman et de la Conférence d'Herzliya, il avait siégé au conseil d'administration de l'Agence juive pour Israël. Cette dernière se donne comme mission d'encourager les juifs du monde à venir s'installer en Israël. Une nomination ayant déplu à Moscou et conduisant à l'annulation de la réunion de l'Agence à Saint-Pétersbourg en 2010¹⁶⁶. Depuis, Leonid Nevzlin se veut être un influenceur dans les médias israéliens. En 2011, il entre dans le capital du groupe Haaretz qui contrôle le média du même nom à hauteur de 20%. En 2022, il atteint 25% des parts. Amos Schocken et sa famille possèdent, quant à eux, la part majoritaire à hauteur de 60%¹⁶⁷. *Haaretz* est considéré comme un quotidien national classé à gauche. En 2014, Nevzlin cofonde le magazine

¹⁶⁶ En 2022, le ministère de la justice de la Fédération de Russie a demandé la liquidation de l'Agence Juive pour Israël en raison de la violation de la loi concernant les agents étrangers.

SOKOL Sam, REUTERS (21/07/2022) « *Russia's Justice Ministry Demands Liquidation of Jewish Agency* » Haaretz. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.haaretz.com/israel-news/2022-07-21/ty-article/russias-justice-ministry-demands-liquidation-of-jewish-agency/00000182-209a-d15a-a197-73bf9bf90000>

¹⁶⁷ Family Business (06/10/2016) « *German firm plans to sell its stake in family-controlled Haaretz* ». [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.familybusinessmagazine.com/german-firm-plans-sell-its-stake-family-controlled-haaretz>

israélien, *Liberal*¹⁶⁸, traitant de la politique, des médias et de la culture. On remarquera dans ses propres articles que la quasi-totalité étaient dirigés contre une personne en particulier, Vladimir Poutine¹⁶⁹. Par exemple, en 2019, il n'hésite pas à définir que « la Russie représente actuellement (avec la Chine) le plus grand risque pour le monde libre » et que Donald Trump aurait « une relation suspecte » avec le Kremlin¹⁷⁰. Une collusion cependant non prouvée par le rapport du procureur John Durham sorti le 15 mai 2023¹⁷¹. Pire, en 2020, il a osé critiquer le Premier ministre Benjamin Netanyahu qui se serait « incliné » face à Vladimir Poutine lorsqu'il a négocié la libération de Naama Issachar, une américano-israélienne

¹⁶⁸ ABERBACH Li-Or (02/02/2014) « שמו של המגזין החדש של ליאוניד נבזלין » « ליברל » Globes. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.globes.co.il/news/article.aspx?did=1000913828>

¹⁶⁹ The Liberal, author, Leonid Nevzlin. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://theliberal.co.il/author/leonid/>

¹⁷⁰ NEVZLIN Leonid (13/02/2019) « הטורל המסוכן בעולם // מלחמתו של פוטין » « ליברל », The Liberal. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://theliberal.co.il/%d7%94%d7%98%d7%a8%d7%95%d7%9c-%d7%94%d7%9e%d7%a1%d7%95%d7%9b%d7%9f-%d7%91%d7%a2%d7%95%d7%9c%d7%9d-%d7%9e%d7%90%d7%aa-%d7%9c%d7%90%d7%95%d7%a0%d7%99%d7%93-%d7%a0%d7%91%d7%96%d7%9c%d7%99%d7%9f/>

¹⁷¹ Le procureur spécial Robert Mueller qui a mené l'enquête avait affirmé dans un rapport de 2019 qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes pour établir une collusion entre l'équipe de Donald Trump et la Russie. Le 15 mai 2023, le procureur spécial John Durham a publié son « enquête sur l'enquête » faisant mention du manque de rigueur de la part FBI s'étant appuyé sur "des renseignements bruts qui n'avaient pas été analysés ni corroborés" dans ses investigations ainsi qu'un « manque d'objectivité ».

L. L., AFP (16/05/2023) « Trump et la Russie : le rapport qui pointe la "faiblesse" de l'enquête du FBI », L'Express. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.lexpress.fr/monde/amerique/trump-et-la-russie-le-rapport-qui-pointe-la-faiblesse-de-lenquete-du-fbi-IP7PE77B25FFHSDXQV5LRJROA/>

condamnée en Russie pour trafic de drogue¹⁷². Nevzlin accusait Netanyahu d'être en position de demandeur face à Vladimir Poutine. Celui-ci a accédé à sa requête en accordant la grâce à la criminelle, ce qui l'a placé dans un rôle de bienfaiteur, permettant au Premier ministre de marquer un coup politique pour regagner en popularité en vue des échéances électorales et de faire taire les accusations de corruption pesant sur lui¹⁷³. En somme, il reprochait au Premier ministre de se présenter comme un faible face à la Russie et de rabaisser Israël pour sauver ses ambitions personnelles. En 2017, le « bienfaiteur d'Israël » lance son dernier quotidien, *Detaly* (Détails) en langue russe¹⁷⁴. Pour finir, Leonid Nevzlin s'implique activement dans l'opposition politique russe. Depuis 2018, il est membre du Comité permanent du Free Russia Forum où il traite de la relation avec les médias¹⁷⁵. En 2021, il a participé au dixième forum auquel était présent Garry Kasparov, mais surtout Vadim Sidorov et Vadim Shtepa, les collaborateurs du portail Region.Expert¹⁷⁶. En 2022, au moment de la guerre en Ukraine, il décide de renoncer à la

¹⁷² STAFF Toi (28/01/2020) « *Moscow governor signs Naama Issachar's pardon, leaving only Putin* », The Times of Israel. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.timesofisrael.com/moscow-governor-signs-naama-issachars-pardon-leaving-only-putin/>

¹⁷³ NEVZLIN Leonid (06/02/2020) « כך כופף פוטין את פרשת נעמה יששכר : נתניהו מאת ליאוניד נבזלין », The Liberal. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://theliberal.co.il/%d7%9b%d7%9a-%d7%9b%d7%95%d7%a4%d7%a3-%d7%a4%d7%95%d7%98%d7%99%d7%9f-%d7%90%d7%aa-%d7%a0%d7%aa%d7%a0%d7%99%d7%94%d7%95-%d7%9e%d7%90%d7%9e%d7%a8-%d7%9e%d7%99%d7%95%d7%97%d7%93-%d7%9e%d7%90%d7%aa/>

¹⁷⁴ Detaly, Leonid Nevzlin. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://detaly.co.il/?s=nevzlin>

¹⁷⁵ Free Russia Forum, Leonid Nevzlin. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/biographies/nevzlin>

¹⁷⁶ Free Russia Forum, X Forum, May 28-29 2021. [En ligne] Consulté le 5 juin 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/archives-en/forum-x-en>

citoyenneté russe en signe de protestation. La même année, Leonid Nevzlin assiste à la 11^e conférence du Free Russia Forum du 20 mai, à Vilnius, avec la présence cette fois de Mikhaïl Khodorkovski¹⁷⁷. Les deux anciens actionnaires de Menatep se retrouvent à nouveau, et en compagnie des organisateurs du Forum des nations libres de Russie dont la première réunion s'était tenue les 8 et 9 mai 2022. Soit, moins de deux semaines avant celle du Free Russia Forum.

Nous devons aborder un autre collaborateur du portail Region.Expert, le rabbin ultra-sioniste et messianiste, Avraham Shmulevich. Nous avons omis de préciser dans sa présentation qu'il occupe le poste de président de l'Institut du partenariat oriental (*Institute of Eastern Partnership*) basé en Israël. Shmulevich traite en tant que politologue les questions relatives à la Russie et plus particulièrement au Caucase. À ce titre, il a conseillé les administrations gouvernementales de la Géorgie, d'Ukraine et... d'Israël¹⁷⁸.

LE KYIV JEWISH FORUM

Outre Leonid Nevzlin appuyant l'opposition russe, l'illustration du soutien actif pour l'Ukraine en lien avec Israël et la diaspora juive présente à l'étranger ne pouvait pas mieux être représentée qu'au travers de Boris Evgenovich Lozhkin, un oligarque ukrainien originaire de Kharkiv, dont la fortune est estimée à 220 millions de

¹⁷⁷ The Baltic Times (20/05/2022) « *Kasparov in Vilnius: Putin's dictatorship won't survive defeat, Russia to change after war* ». [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://www.baltictimes.com/kasparov-in-vilnius-putin-s-dictatorship-won-t-survive-defeat-russia-to-change-after-war/>

¹⁷⁸ SARAPIK Aili (07/03/2016) « *Avraham Shmulevich: Russia continues on track to restoring empire* », ERR.EE. [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://news.err.ee/117767/avraham-shmulevich-russia-continues-on-track-to-restoring-empire>

NOTE : La source provient de la Radiodiffusion nationale estonienne (Eesti Rahvusringhääling). Un média public de l'Estonie.

dollars en 2021, soit la 47^e personne la plus riche d'Ukraine¹⁷⁹. Il est le fondateur du plus grand groupe de médias d'Ukraine, l'United Media Holding. En 2012, United Media Holding fusionne ses actifs internet avec Media Group Ukraine contrôlé par l'oligarque Rinat Akhmetov, et KP Media contrôlé par un certain Petro Porochenko¹⁸⁰. Lorsque ce dernier devient président de l'Ukraine en 2014, il nomme Boris Lozhkin, en tant que chef de l'administration présidentielle (2014-2016)¹⁸¹. Il était entre autres chargé de *déterminer une nouvelle stratégie de la sécurité nationale de l'Ukraine*¹⁸². Selon RFE/RL, il a été le *bras droit* du président ukrainien¹⁸³. À ce poste, il s'était donné comme objectif d'encourager les privatisations de quelques 1350 entreprises d'État au motif *qu'elles ne sont pas rentables*, de la *lutte contre la corruption* et de se *débarrasser de la bureaucratie corrompue*. Lozhkin voulait aussi encourager la

¹⁷⁹ Forbes Ukraine (06/05/2021) « 100 найбагатших українців 2021 ». [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://forbes.ua/ratings/100-bogateyshikh-ukraintsev-2021-06052021-1536>

¹⁸⁰ KUTIK Maxim [Кутик Максим] (20/02/2012) « Собственники I.ua, Bigmir.net и tochka.net сливают порталы в одну компанию ». AIN.ua. [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://ain.ua/ru/2012/02/20/sobstvenniki-i-ua-bigmir-net-i-tochka-net-slivayut-portaly-v-odnu-kompaniyu/>

¹⁸¹ BERSHIDSKY Leonid Bershidsky (01/04/2015) « A Multimillionaire Helps Reinvent Ukraine » Bloomberg. [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20220818011341/https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2015-04-01/a-multimillionaire-helps-reinvent-ukraine>

¹⁸² Kyiv Post (21/10/2014) « Poroshenko tasks by Nov. 18 to prepare National Security Strategy draft for Rada's discussion ». [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/article/content/may-25-presidential-election/poroshenko-tasks-by-nov-18-to-prepare-national-security-strategy-draft-for-radas-discussion-368792.html>

¹⁸³ BEZPIATCHUK Zhanna, COALSON Robert, (June 18, 2014) « Poroshenko's Right-Hand Man Emerges ». [En ligne] Consulté le 17 avril 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/poroshenkos-right-hand-man-emerges/25426487.html>

création d'un *marché du foncier libre* qui permettrait de lever le moratoire sur la vente des terres agricoles d'Ukraine et attirer les investisseurs étrangers¹⁸⁴. Notamment les sociétés de production de semences - déjà présentes sur place - telles que Monsanto et DuPont qui voyaient le marché agricole ukrainien comme l'un des secteurs les plus prometteurs pour l'avenir¹⁸⁵. Le géant américain de l'agriculture Cargill était même entré dans le capital du principal groupe agricole d'Ukraine, Ukrlandfarming, à hauteur de 5%¹⁸⁶. Ce changement de réglementation que voulait opérer Lozhkin était en fait voulu par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et ses clients agro-industriels. Le but était de *stimuler le secteur agricole*. Parmi les changements nécessaires que l'Ukraine devait réaliser pour lever l'obstacle à l'investissement des clients agro-industriels de la BERD, figurait la réglementation sur *les taxes, les exigences d'importation et d'exportation, des contrôles de qualité normalisés* et la mise en place d'un *marché des baux*

¹⁸⁴ Корреспондент (28/04/2015) « Земля на продаж. Україна хоче створити вільний ринок земель ». [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://ua.korrespondent.net/business/economics/3509059-zemlia-na-prodazh-ukraina-khoche-stvoryty-vilnyi-rynok-zemel>

¹⁸⁵ MULLANEY Tim (01/12/2015) « *For US-Russia, Cold War and corn share long history* », CNBC. [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://www.cnbc.com/2014/03/18/for-us-russia-cold-war-and-corn-share-long-history.html>

¹⁸⁶ Reuters (13/01/2014) « *Cargill buys 5 pct of Ukraine's Ukrlandfarming* ». [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://www.reuters.com/article/ukraine-cargill-idINL6N0KN0QA20140113>

NOTE : Ukrlandfarming appartient à l'oligarque ukrainien Oleg Bakhmatyuk. Il a participé à la réunion annuelle du World Economic Forum de janvier 2014.

World Economic Forum, "World Economic Forum Annual Meeting List of Participants As of 19 January 2014". [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : https://www3.weforum.org/docs/AM14/WEF_AM14_Media_Participants_List_kho257j.pdf

fonciers fonctionnel permettant d'éliminer le problème du régime foncier¹⁸⁷. La politique de Porochenko-Lozhkin recommandée par la BERD fut actée sous la présidence de Volodymyr Zelensky en 2021 avec la levée de l'interdiction de la vente de terres agricoles de près de 20 ans. Cela ouvrait à la location des terres ukrainiennes accordée aux entreprises étrangères ainsi que la participation aux enchères pour l'achat de terres agricoles jusqu'à 100 hectares à partir de 2024¹⁸⁸. Toujours en 2021, il a été estimé que 4 millions d'hectares de terres ukrainiennes sont loués à des investisseurs étrangers. Soit l'équivalent de la superficie d'un pays comme la Suisse. Dans ces nouveaux investisseurs, on note la société américaine d'investissement NCH Capital avec 480 000 hectares, soit la troisième plus grande exploitation d'Ukraine¹⁸⁹. Cette transformation du marché foncier s'inscrivait dans le cadre de la « Stratégie de développement durable Ukraine-2020 » visant à réformer l'Ukraine dans tous les secteurs¹⁹⁰. Elle est lancée en 2014 et fut approuvée par décret

¹⁸⁷ European Bank (BERD), (09/10/2014) « *EBRD AND PRIVATE SECTOR READY TO INVEST IN UKRAINE'S AGRIBUSINESS* ». [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20141011155035/http://www.ebrd.com/pages/news/press/2014/141009b.shtml>

¹⁸⁸ POLITYUK Pavel (01/07/2021) « *Ukraine launches free farmland trade despite criticism* », Reuters. [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : <https://www.reuters.com/article/ukraine-agriculture-land-idUSL5N2OD3WM>

¹⁸⁹ IVCHENKO Vadym, (17/03/2021) « *There for the Taking: How Ukraine's fertile real estate has quickly become the centre of international attention* ». LB.ua. [En ligne] Consulté le 6 juin 2023. URL : https://en.lb.ua/news/2021/03/17/8936_taking_how_ukraines.html

¹⁹⁰ Nous pourrions nous demander si ces réformes appliquées à l'Ukraine correspondaient à celles qu'attendait Zbigniew Brzezinski comme condition sine qua non de son intégration à l'UE et l'OTAN (Réf. Chapitre 1).

présidentiel en 2015¹⁹¹. L'élaboration des réformes a été le fruit de la collaboration de l'équipe de l'administration présidentielle (Porochenko-Lozhkin) avec la **BERD** mais aussi :

- de l'**Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)**¹⁹²,
- de la société de conseil privée canadienne **Agriteam Canada Consulting**, présidée par Robert Francis¹⁹³,
- du **Fonds de soutien aux réformes en Ukraine (Фонд підтримки реформ в Україні)**, ayant pour partenaires les ambassades des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada en Ukraine ainsi que le ministère des Affaires étrangères de Norvège¹⁹⁴,
- de la « **Société allemande de coopération internationale** » (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, GIZ*), une société de prestataires allemande ayant comme seul actionnaire la République fédérale d'Allemagne, représentée par le ministère fédéral de la Coopération

¹⁹¹ Verkhovna Rada, « Указ Президента України Про Стратегію сталого розвитку "Україна - 2020" ». [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://zakon.rada.gov.ua/laws/show/5/2015#Text>

¹⁹² ВПРОВАДЖУЄМО РЕФОРМИ, "Партнери". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20191005043718/http://reforms.in.ua/ua/storinka/partnery>

¹⁹³ Affaires mondiales Canada, (19 avril 2013) « Le ministre Fantino fait la promotion des partenariats avec le secteur privé aux réunions de printemps du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international ». [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://www.international.gc.ca/media/dev/news-communiques/2013/04/19c.aspx?lang=fra>

¹⁹⁴ ФОНД ПІДТРИМКИ РЕФОРМ В УКРАЇНІ, "ПАРТНЕРИ ФОНДУ". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://fsr.org.ua/page/partnery-fondu>

économique et du Développement (BMZ) et le ministère fédéral des Finances (BMF)¹⁹⁵,

- de l'**International Renaissance Foundation**, une ONG ukrainienne fondée en 1990 par George Soros¹⁹⁶,
- De l'**Ukraine Crisis Media Center (Український кризовий медіа центр, УКМЦ)**, une organisation à but non lucratif ayant pour donateurs : GIZ ; les ministères des Affaires étrangères d'Allemagne et du Canada ; les ambassades de Norvège, de Finlande, de Suède et des États-Unis à Kiev ; l'European Endowment for Democracy (qui collabore avec la NED, la NDI et l'IRI)¹⁹⁷ ; le Black Sea Trust for Regional Cooperation du German Marshall Fund ; la « Fondation de solidarité internationale » (*Fundacja Solidarności Międzynarodowej*, FSM) qui est financée par la GIZ ; l'USAID ; la directions générale de la Commission européenne EuropeAide ; le ministère des Affaires étrangères de Pologne¹⁹⁸ ; l'International Renaissance Foundation de George Soros ; la National Endowment for Democracy (NED) ; et l'OTAN¹⁹⁹,

¹⁹⁵ Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), "Shareholder". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://www.giz.de/en/aboutgiz/shareholder.html>

¹⁹⁶ Міжнародний фонд «Відродження», "Про нас". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://www.irf.ua/about/>

¹⁹⁷ European Endowment for Democracy, "Publications" « *Five messages for the Summit for Democracy* ». [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://democracyendowment.eu/en/component/attachments/attachments.html?id=409>

¹⁹⁸ Fundacja Solidarności Międzynarodowej, "O nas". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://solidarityfund.pl/kim-jestesmy/o-nas/>

¹⁹⁹ Ukraine Crisis Media Center, "Donors". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://uacrisis.org/uk/donors#>

- de la société de conseil en marketing **TNS Ukraine** (devenu Kantar Ukraine),
- du gouvernement britannique,
- de la société de prestation de services **PwC**,
- et du fonds de gestion **Western NIS Enterprise Fund (WNISEF)** pesant 150 millions de dollars, et créé par le Congrès des États-Unis et financé par le gouvernement américain via l'United States Agency for International Development (USAID)²⁰⁰.

C'est aussi sous la présidence de Porochenko que sont entamées les négociations qui vont aboutir en 2019 sur l'établissement d'un traité de libre-échange entre l'Ukraine et Israël²⁰¹. Boris Lozhkin n'était pas seulement un oligarque ou un haut fonctionnaire ukrainien, il cumulait aussi les fonctions de premier vice-président du Congrès juif euro-asiatique (*Euro-Asian Jewish Congress*)²⁰², de président de la Confédération juive d'Ukraine (*Jewish Confederation of Ukraine*)²⁰³, et de vice-président du Congrès juif mondial

²⁰⁰ Western NIS Enterprise Fund. [En ligne] Consulté le 4 août 2023.
URL : <https://wnisef.org/>

²⁰¹ Jewish Confederation of Ukraine, (22/01/2019) « ЛОЖКІН: «УКРАЇНСЬКІ БІЗНЕС-ПРОЕКТИ ЗМОЖУТЬ НЕ ТІЛЬКИ ВІЙТИ НА ІЗРАЇЛЬСЬКІ РИНКИ, А Й ЗНАЙТИ ТАМ НАДІЙНИХ ПАРТНЕРІВ І ІНВЕСТОРИВ» ». [En ligne] Consulté 19 juin 2023. URL : <https://jcu.org.ua/news/lozhkin-ukrainski-biznes-proekti-zmozhut-ne-tilki-viyti-na-izrailski-rinki-y-znayti-tam>

²⁰² Euro-Asian Jewish Congress, "Boris Lozhkin, First Vice-President of EAJC". [En ligne] Consulté le 17 avril 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20210624180932/https://eajc.org/en/about/leadership/boris-lozhkin/>

²⁰³ Jewish Confederation of Ukraine, "President Boris Lozhkin". [En ligne] Consulté le 17 avril 2023. URL : <https://jcu.org.ua/en/management>

(*World Jewish Congress*, WJC) dont Ronald Lauder en est le président²⁰⁴.

La Confédération juive d'Ukraine est une association d'organisations publiques ukrainiennes contribuant à soutenir les juifs d'Ukraine et l'État d'Israël²⁰⁵. Dans les membres de la Confédération, nous répertorions : la Conférence des Rabbins européens ; The Jewish Foundation of Ukraine ; le Congrès juif européen (*European Jewish Congress*) dont nous retrouvons à la présidence du conseil exécutif Francis Kalifat, l'ancien président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF)²⁰⁶ ; le Congrès juif euro-asiatique ; l'Organisation de sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ; l'American Jewish Committee ; la Fondation Ronald Lauder ; l'Agence juive pour Israël ; la Boris Lozhkin Charitable Foundation, fondée en 2014 par Boris Lozhkin et sa femme Nadia Shalomova ; et le Congrès juif mondial²⁰⁷.

À partir de 2019, la Confédération juive d'Ukraine devient l'une des organisatrices, avec le magazine *Tablet*, du Forum Juif de Kiev (*Kyiv Jewish Forum*)²⁰⁸. Il s'agit d'un événement annuel réalisé sous le patronage de Boris Lozhkin et qui rassemble *les meilleurs leaders mondiaux* pour discuter des problèmes auxquels sont confrontées les communautés juives du monde entier, mais aussi d'encourager le

²⁰⁴ World Jewish Congress, "WJC Vice-President Boris Lozhkin". [En ligne] Consulté 17 avril 2023. URL : <https://www.worldjewishcongress.org/en/bio/boris-lozhkin>

²⁰⁵ Jewish Confederation of Ukraine, "About the Confederation". [En ligne] Consulté 19 juin 2023. URL : <https://jcu.org.ua/index.php/en/about-confederation>

²⁰⁶ European Jewish Congress, "Our Structure". [En ligne] Consulté le 19 juin 2023. URL : <https://eurojewcong.org/who-we-are/our-structure/executive-committee/>

²⁰⁷ Jewish Confederation of Ukraine, "Organizations". [En ligne] Consulté le 19 juin 2023. URL : <https://jcu.org.ua/index.php/en/organizations>

²⁰⁸ Kyiv Jewish Forum, "Organizers". [En ligne] Consulté le 19 juin 2023. URL : <https://kyivjewishforum.com/#organizers>

soutien international à l'Ukraine dans son *combat pour l'indépendance*²⁰⁹.

- **Les participants du forum 2023.**

Parmi les intervenants du Forum 2023, nous n'avons rien de moins que (liste non complète) : **Boris Johnson**, ancien Premier ministre du Royaume-Uni ; **Moshé Reuven Azman**, le grand rabbin de l'Ukraine ; **Rabbi Yaakov Dov Bleich**, grand rabbin de Kiev et d'Ukraine ; **Ihor Klymenko**, le ministre des Affaires intérieures de l'Ukraine ; **Oleksii Reznikov**, le ministre de la Défense de l'Ukraine ; **Dmytro Kuleba**, ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine ; **Yevgen Korniychuk**, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Ukraine auprès de l'État d'Israël ; **Michel Brodsky**, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'État d'Israël en Ukraine ; **Amichai Chikli**, ministre israélien des Affaires de la diaspora ; **Eli Cohen**, ministre des Affaires étrangères israélien ; **Isaac Herzog**, le président de l'État d'Israël ; **Ksenia Svetlova**, ancienne députée israélienne et chercheuse principale non résidente au Atlantic Council ; **Joseph Joffe**, membre émérite de la Hoover Institution et ancien éditeur-rédacteur en chef à l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* ; **Robert O'brien**, ancien conseiller américain à la sécurité nationale (2019-2021) sous l'administration de Donald Trump ; **Marcy Kaptur**, représentante républicaine à la Chambre des États-Unis ; **Ted Deutch**, ancien représentant démocrate à la Chambre des États-Unis et président-directeur général de l'American Jewish Committee ; **Katharina von Schnurbein**, coordinatrice de la Commission européenne pour la lutte contre l'antisémitisme et la promotion de la vie juive ; **Michel Doran**, chercheur principal et directeur au Centre pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient qui dépend du

²⁰⁹ Kyiv Jewish Forum, "About". [En ligne] Consulté le 19 juin 2023.

URL : <https://kyivjewishforum.com/#about>

Hudson Institute et participant du World Economic Forum²¹⁰ ; **Emanuele Ottolenghi**, *Senior Fellow* auprès de la Foundation for Defence of Democracies à Washington ; **Leon Panetta**, ancien directeur de la CIA (2009-2011) et ancien secrétaire d'État à la Défense (2011-2013) sous l'administration de Barack Obama ; nous retrouvons également **Joseph I. Lieberman**, l'ancien sénateur américain membre du CFR, de l'AEI, et du conseil d'honneur des *Leaderships Laïcs* du musée du peuple juif ANU avec Leonid Nevzlin, ; et pour terminer en beauté, le philosophe et écrivain français va-t-en-guerre depuis trois décennies, **Bernard-Henri Lévy** !

À ce forum, BHL a comparé de manière caricaturale la Russie de Poutine à l'Allemagne de Hitler²¹¹ alors que dans une tribune écrite le 4 mai 2023 au *Wall Street Journal*, il a glorifié la brigade Azov et se vantait d'avoir rencontré l'un de leurs officiers, Illia Samoilenko²¹². Cette unité néonazie dont l'un des commandants et fondateurs a été Andriy Biletsky, proche de Dmytro Yarosh du Secteur Droit et d'Oleh Tyahnybok du parti Svoboda. Bernard-Henri Lévy a osé associer la bataille de Marioupol à laquelle Azov avait participé à celle de Massada, au moment de la Grande révolte des Juifs (66-73 après J.-C.) en Judée contre l'occupation romaine²¹³. Depuis

²¹⁰ World Economic Forum, "Michael Doran". [En ligne] Consulté le 19 juin 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/michael-doran>

²¹¹ Boris Lozhkin (15/02/2023) « Panel: Ukraine as the Israel of Europe » YouTube. 8min30sec. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=N1Hsi4jDIWA>

²¹² LÉVY Bernard-Henri (04/05/2023) « *A New Masada Is Born in the Ukraine War* ». The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/a-new-masada-is-born-in-ukraine-war-putin-azov-brigade-judaism-battle-israel-ca6b7a9>

²¹³ Sur le point d'être défaits face aux légions romaines, les Juifs s'étaient repliés sur la forteresse de Massada surplombant de 400 mètres les rives de la mer Morte. Dans le désespoir, les résistants ont préféré se suicider pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi. Le 2 mai 73, Massada est prise par les Romains. Aujourd'hui, la forteresse fait partie des hauts lieux de l'histoire juive en Israël.

plusieurs années, cet écrivain au talent fort discutable prend la sérieuse habitude de taxer de complotiste, d'extrême droite et de nazisme la plupart des mouvements de contestation populaire en France. Par exemple, il laisse entendre que le mouvement social contre la vie chère des « Gilets Jaunes » pourrait être une nouvelle version des ligues nationales-socialistes²¹⁴, alors que ce mouvement, devenu international, a aussi émergé en Israël²¹⁵. Au moment de la période du Covid-19, il qualifia le mouvement anti-passeport sanitaire et ceux qui refusaient les injections de « complotistes », « d'égoïstes », voire de « fous » et de « paranoïaques » manifestant contre la démocratie. Bien que ce mouvement ait aussi émergé dans le monde, y compris en Israël²¹⁶. Les manifestants israéliens avaient qualifié le passeport sanitaire d'apartheid rappelant l'étoile jaune et le tatouage que portaient les détenus des camps de concentration durant la Seconde Guerre mondiale²¹⁷. Sur la guerre en Ukraine, il a

Herodote.net, « 2 mai 73 Chute de Massada ». [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : https://www.herodote.net/2_mai_73-evenement-730502.php

²¹⁴ MERLER Sylvia (10/12/2018) « *Les Gilets Jaunes* », Bruegel. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://www.bruegel.org/blog-post/les-gilets-jaunes>

²¹⁵ OBERLÉ Thierry (14/12/2018) « *Premières manifestations de « gilets jaunes » en Israël* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/2018/12/14/01003-20181214ARTFIG00192-premieres-manifestations-de-gilets-jaunes-en-israel.php>

²¹⁶ @BHL (Bernard-Henri Lévy) : « Chimiquement purs, dans nos rues, cette haine du progrès, ce goût de la violence, cette paranoïa d'une foule prétendument brimée par le « pays légal », qui, depuis un siècle, annoncent le pire. Les #AntiPassSanitaire ne manifestent pas pour la liberté, mais contre la démocratie ». Twitter. 31/07/2021. 22H34. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://twitter.com/BHL/status/1421569885155561472?lang=fr>

²¹⁷ ZONSHINE Idan (24/02/2021) « Protesters demonstrate against vaccine coercion, green passports in Tel Aviv » The Jerusalem Post. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://www.jpost.com/israel->

traité des partisans de la paix et de la désescalade de faire le jeu de Vladimir Poutine²¹⁸ qui est, selon lui, *un jumeau de Trump*²¹⁹. BHL a fait aussi un plaidoyer pour livrer des armes à l'Ukraine qui *défend une certaine idée de la civilisation et de l'Europe* dans le but d'arrêter la guerre :

Vous voulez que cette guerre s'arrête ? Il faut livrer plus, beaucoup plus, de canons, de munitions, d'avions à l'Ukraine²²⁰.

La guerre, c'est la paix. George Orwell ne peut qu'approuver un tel laïus. Notons que dès 2008, Bernard-Henri Lévy avait rédigé une tribune avec André Glucksmann, et publiée dans le journal *Le Monde*, dans laquelle les deux philosophes interpelaient les dirigeants français et allemand de l'époque dans le but de faire rentrer la Géorgie et l'Ukraine dans l'OTAN²²¹.

[news/protesters-demonstrate-against-vaccine-coercion-green-passports-in-tel-aviv-660106](https://www.lespropos.com/actualites/news/protesters-demonstrate-against-vaccine-coercion-green-passports-in-tel-aviv-660106)

²¹⁸ MAHLER Thomas (11/07/2022) « BHL : "La paix de Poutine en Ukraine, c'est la garantie d'une guerre plus effrayante encore" » L'Express. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : https://www.lexpress.fr/idees-et-debats/bhl-la-paix-de-poutine-en-ukraine-c-est-la-garantie-d-une-guerre-plus-effrayante-en-core_2176704.html

²¹⁹ M.L. (22/02/2022) « Ukraine : Vladimir Poutine "est un jumeau de Trump", estime Bernard-Henri Lévy ». LCI. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://www.tf1info.fr/politique/video-ukraine-russie-vladimir-poutine-est-un-jumeau-de-trump-estime-bernard-henri-levy-2211512.html>

²²⁰ @BHL (Bernard-Henri Lévy) : « Vous voulez que cette guerre s'arrête? Il faut livrer plus, beaucoup plus, de canons, de munitions, d'avions à l'Ukraine ». Twitter. 10/06/2023. 20H52. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://twitter.com/BHL/status/1667605675889905665?t=AQHBQPiiKBXuASVVRdYizw&s=19>

²²¹ GLUCKSMANN André, LÉVY Bernard-Henri (01/04/2008) « Accueillez l'Ukraine et la Géorgie, par André Glucksmann et Bernard-Henri Lévy » Le Monde. [En ligne] Consulté le 20 juin 2023. URL : <https://www.lemonde.fr/idees/article/2008/04/01/accueillez-l-ukraine->

- **Un forum récent.**

La première réunion du Forum juif de Kiev fut réalisée du 5 au 7 mai 2019 dans la capitale ukrainienne. Le discours d'ouverture du Forum a été donné à **Carl Gershman**. Ancien diplomate américain aux Nations-Unies sous l'administration Reagan et ancien membre du Conseil d'administration de l'American Jewish Congress, une association visant à renforcer les liens entre les États-Unis et Israël. En 1968, il a travaillé au département de recherche de la Ligue anti-diffamation (*Anti-Defamation League*, ADL) du B'nai B'rith (« Les fils de l'Alliance », soit la franc-maçonnerie exclusivement juive)²²². L'ADL et le B'nai B'rith sont deux organisations affiliées au Congrès juif mondial²²³. En 2015, Gershman figurait parmi les membres du conseil consultatif des libertés humaines du George W. Bush Institute, aux côtés d'**Elliott Abrams** (ACPC, CFR, NED, PNAC, Conférence d'Herzliya, IDI, JPPI, United States Holocaust Memorial Council) ; **Tom A. Bernstein**, directeur de l'United States Holocaust Memorial Museum ; **Kenneth Wollack**, président de la National Democratic Institute (NDI) ; **Mark Green**, président de l'International Republican Institute (IRI) ; **David J. Kramer**, président de la Freedom House ; et **Stephen J. Hadley** ancien conseiller à la sécurité nationale sous l'administration de George W. Bush²²⁴.

et-la-georgie-par-andre-glucksmann-et-bernard-henri-levy_1029673_3232.html

²²² University of Colorado Boulder, « *WHO IS WHO 24th Annual Conference on World Affairs, March 29-April 2, 1971* ». [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20110429014546/http://www.colorado.edu/cwa/archives/prosopographies/cwa1971.pdf>

²²³ World Jewish Congress, "Les membres". [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : https://www.worldjewishcongress.org/fr/about/fr_tab_1

²²⁴ George W. Bush Institute, "Human Freedom Team". [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20151210002635/https://www.bushcenter.org/human-freedom/human-freedom-team>

Et le summum, Carl Gershman a été le fondateur et le président jusqu'en 2021 de la National Endowment for Democracy (NED)²²⁵.

Ce premier Forum a rassemblé 500 personnes venant d'Israël, d'Europe et d'Amérique du Nord. Il a comme but évident de soutenir l'Ukraine contre les séparatistes prorusses à cette époque, puis maintenant contre la Russie. Autre point capital, le Forum a été organisé en partenariat avec le Congrès juif mondial²²⁶, c'est-à-dire avec l'aval de son président **Ronald Lauder**, lequel avait d'ailleurs participé au Forum juif de Kiev de 2020 en compagnie du président ukrainien **Volodymyr Zelensky** ; du maire de Kiev **Vitaly Klitschko** ; du Premier ministre suppléant d'Israël **Benjamin Gants** ; de l'ancien président polonais ayant fait entrer son pays dans l'Union européenne et dans l'OTAN **Aleksander Kwaśniewski** ; et de **Denis Ross**, le coprésident du Jewish People Policy Institute (JPPI) qui était en partenariat avec la Nadav Foundation dirigée par la famille Nevzlin²²⁷. Nous notons aussi la présence du député français de l'étranger **Meyer Habib**. En 2021, nous retenons la présence du sénateur démocrate américain **Ben Cardin**. Il coprécide la Commission sur la sécurité et la coopération en Europe (*Commission on Security and Cooperation in Europe*, CSCE)²²⁸. Autre personne

²²⁵ National Endowment for Democracy, « *CARL GERSHMAN FORMER PRESIDENT OF THE NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY (1983-2021)* ». [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/carl-gershman/>

²²⁶ Ukrainian Jewish Encounter (12/08/2019) « *Keynote address by NED President Carl Gershman at the Kyiv Jewish Forum* ». [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <https://ukrainianjewishencounter.org/en/keynote-address-by-ned-president-carl-gershman-at-the-kyiv-jewish-forum/>

²²⁷ Kyiv Jewish Forum, "KJF 2020". [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <https://kyivjewishforum.com/kjf2020>

²²⁸ Commission on Security and Cooperation in Europe, "Senator Ben Cardin". [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <https://www.csce.gov/about-csce/commissioner/senator-ben-cardin-maryland>

familière assistant à l'évènement, le Canadien **Irwin Cotler**²²⁹, celui-là même qui est à la tête de l'ONG Raoul Wallenberg Centre for Human Right, affiliée à la Coalition pour libérer les prisonniers politiques du Kremlin²³⁰.

- **Les partenaires du Kyiv Jewish Forum.**

Au sein des partenaires du Forum juif de Kiev, nous retrouvons des organisations que nous avons déjà mentionnées : l'**European Jewish Congress**, l'**Euro-Asian Jewish Congress**, et sans oublier le **Congrès juif mondial** présidé par Ronald Lauder. Il y a aussi l'**Ukrainian Jewish Encounter**, une association visant à renforcer l'identité des juifs ukrainiens et fondée par le Canadien James C. Temerty²³¹. Or, ce dernier est membre du conseil consultatif international du think tank Atlantic Council, au même titre que l'homme d'affaires ukrainien Victor Pinchuk²³². Nous retiendrons comme partenaire dissemblable du Forum juif de Kiev, la fondation et le centre commémoratif de l'Holocauste **Babyn Yar**²³³. Son conseil de surveillance est présidé par Natan Sharansky, participant du Forum juif de Kiev et membre du conseil consultatif des libertés humaines du George W. Bush Institute aux côtés de l'ancien président de la NED, Carl Gershmann, de Paula Dobriansky (PNAC), d'Elliott

²²⁹ Kyiv Jewish Forum, "KJF 2021". [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <https://kyivjewishforum.com/KJF2021>

²³⁰ Revoir le CHAPITRE 5 sur Airat Dilmukhametov.

²³¹ Ukrainian Jewish Encounter, "Board of Directors". [En ligne] Consulté le 22 juin 2023. URL : <https://ukrainianjewishencounter.org/en/about-us/uje-team/board-of-directors/>

²³² Atlantic Council, "International Advisory Board". [En ligne] Consulté le 22 juin 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/about/international-advisory-board/>

²³³ Babyn Yar, "Supervisory board of the Foundation". [En ligne] Consulté le 22 juin 2023. URL : <https://babynyar.org/en/about#about-supervisory-board>

Abrams et de David J. Kramer (Freedom House)²³⁴. Nous retrouvons des personnalités susmentionnées : Aleksander Kwaśniewski ; Ronald Lauder (Congrès juif mondial) ; Rabbi Yaakov Dov Bleich ; Wladimir Klitschko, le frère de Vitaly Klitschko ; Joseph I. Lieberman (CFR, AEI, et musée du Peuple juif ANU) ; ainsi que l'homme d'affaires ukrainien Victor Pinchuk et fondateur de la Victor Pinchuk Foundation. Celle-là même qui est en partenariat avec l'Atlantic Council, le World Economic Forum et l'Open Ukraine Foundation créée par l'ancien Premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk.

Nous avons comme autre partenaire du Forum, l'opérateur de terminal privé ukrainien **TIS** stationné non loin du port d'Odessa. Il permet d'accéder aux marchés internationaux pour la production et la consommation de céréales, d'engrais, de minerai et de charbon²³⁵. Le groupe TIS est dirigé par l'oligarque ukrainien Andreï Stavnitser²³⁶. Selon *Forbes*, il fait partie des 100 personnes les plus riches d'Ukraine avec 215 millions de dollars en 2021, soit à la 49^e place²³⁷. En 2016, Stavnitser, via sa société MV Cargo, avait signé un accord avec le groupe agricole américain Cargill pour développer un terminal portuaire à Youjne (Yuzhni), dans le sud-ouest de l'Ukraine, non loin de la ville d'Odessa²³⁸. L'objectif était d'augmenter la capacité

²³⁴ George W. Bush Institute, "Human Freedom Team". (op.cité).

²³⁵ TIS, "О нас". [En ligne] Consulté le 22 juin 2023. URL : https://web.archive.org/web/20220401040703/http://www.tis.ua/main_ru.html

²³⁶ SEVRYUGIN Igor (15/05/2022) « *UN Could Organize 'Humanitarian Corridor' For Ukrainian Black Sea Shipping, Port Owner Says* » RFE/RL. [En ligne] Consulté le 22 juin 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/ukraine-odessa-grain-exports/31851545.html>

²³⁷ Forbes Ukraine (06/05/2021) « 100 найбагатших українців 2021 ». (op.cité).

²³⁸ Cargill (24/02/2016) « *Cargill and MV Cargo take final steps to build port terminal in Yuzhni, Ukraine* ». [En ligne] Consulté le 22 juin 2023. URL :

de traitement en tonne de céréales en direction du marché international. Cet investissement s'est élevé à 100 millions de dollars, et l'officialisation de ce contrat s'est faite en présence des représentants de MV Cargo et de Cargill, mais aussi du Premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk et de l'ambassadeur américain Geoffrey Pyatt, celui-là même qui était en contact avec Victoria Nuland pour décider des futurs dirigeants de l'Ukraine au moment des événements de l'Euromaïdan²³⁹. Stavnitser est aussi un proche de Boris Lozhkin en tant que membre du conseil de surveillance de la Confédération juive d'Ukraine, affiliée au Congrès juif mondial²⁴⁰. Pour finir, l'oligarque ukrainien est un contributeur pour le think tank Atlantic Council²⁴¹.

Dernier partenaire intéressant du Kyiv Jewish Forum, la **Verkhovna Rada**, soit le Parlement ukrainien²⁴². Plus précisément le groupe interparlementaire ukrainien des relations avec l'État d'Israël²⁴³ qui se donne comme mission de renforcer la coopération

<https://web.archive.org/web/20160411152410/https://www.cargill.com/news/releases/2016/NA31931055.jsp>

²³⁹ Revoir le CHAPITRE 1 dans le sous-chapitre « Contrôler l'Ukraine » sur Victoria Nuland.

²⁴⁰ Confédération juive d'Ukraine [Еврейская конфедерация Украины], "Борис Ложкин" (Boris Lozhkin). [En ligne] Consulté le 22 juin 2023. URL : <https://jcu.org.ua/index.php/ru/management>

²⁴¹ STAVNITSER Andrey (22/02/2023) « *Superhumans Center : Symbol of Ukrainian defiance amid Russia's war* », Atlantic Council. [En ligne] Consulté le 22 juin 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/superhumans-center-symbol-of-ukrainian-defiance-amid-russias-war/>

²⁴² Kyiv Jewish Forum, "May 5-7, 2019, Kyiv, Ukraine". [En ligne] Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://kyivjewishforum.com/KJF2019>

²⁴³ Verkhovna Rada of Ukraine, (25/11/2021) « The Deputy Group of the Parliament of Ukraine for Interparliamentary Relations with the State of Israel met with the Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the State of Israel to Ukraine Michael Brodsky ». [En ligne]

interparlementaire entre les deux pays, le développement des relations commerciales et la lutte contre l'antisémitisme. Parmi ses représentants figure Oleksandr Kunytskyi, membre du parti de Volodymyr Zelensky, Serviteur du Peuple. Un Israélien d'origine ukrainien ayant servi dans Tsahal qui est retourné dans son pays natal pour devenir député²⁴⁴. Ce parlementaire a été sous les projecteurs en raison de son implication dans des affaires de corruption le liant à l'oligarque ukrainien Igor Kolomoisky²⁴⁵. Ce dernier étant la quatrième fortune d'Ukraine avec 1,8 milliard de dollars en 2021²⁴⁶, et disposant de la triple nationalité : ukrainienne, chypriote et israélienne²⁴⁷. Mais surtout, Kolomoisky a financé à ses débuts le bataillon néonazi Azov²⁴⁸. La lutte contre l'antisémitisme a visiblement un long chemin à faire. Par ailleurs, Igor Kolomoisky a été le soutien financier de Volodymyr Zelensky lorsqu'il a concouru pour la

Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://www.rada.gov.ua/en/news/News/216176.html>

²⁴⁴ Israel Valley (01/03/2022) « *Député juif en Ukraine et ancien de Tsahal. En Israël, cet Ukrainien a fait sensation* ». [En ligne] Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://israelvalley.com/2022/03/01/en-israel-cet-ukrainien-a-fait-sensation-un-depute-juif-a-kiev-ex-tsahal/>

²⁴⁵ Radio Svoboda – RFE/RL (11/12/2020) « Низка депутатів безоплатно отримали офіси під приймальні у бізнес-центрі, пов'язаному з Коломойським – «Схеми» ». [En ligne] Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://www.radiosvoboda.org/a/news-schemes-pryymalni-deputativ/30994139.html>

²⁴⁶ Forbes Ukraine (06/05/2021) « *100 найбагатших українців 2021* ». (op.cité).

²⁴⁷ ROSSIER Roland (30/05/2014) « *L'oligarque « genevois » qui défie Poutine* » Tribune de Genève. [En ligne] Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://www.tdg.ch/loligarque-genevois-qui-defie-poutine-989498303219>

²⁴⁸ QUEVRAIN Caroline (24/03/2022) « *Ukraine : quel est ce régiment Azov, accusé d'être néonazi ?* » TF1 info. [En ligne] Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://www.tf1info.fr/international/guerre-en-ukraine-quel-est-ce-regiment-azov-de-l-armee-ukrainienne-accuse-d-etre-neonazi-2211759.html>

campagne de l'élection présidentielle ukrainienne de 2019. Il fut ensuite empêtré dans un autre scandale de corruption via la compagnie d'exploitation pétrolière et gazière Burisma dans laquelle se trouvait au sein du conseil d'administration Hunter Biden, le fils du président Joseph Biden²⁴⁹. Le président du conseil d'administration était quant à lui Alan Apter, qui avait travaillé auparavant pour Morgan Stanley, Merrill Lynch et Renaissance Capital. Aujourd'hui, il est directeur général et directeur national pour le Royaume-Uni de la société Eaglestone²⁵⁰. Nous soulignons aussi la présence de Joseph Cofer Black, un ancien cadre de la CIA²⁵¹. D'après le *Wall Street Journal*, Black aurait fait partie de ceux qui auraient aidé « à persuader les procureurs ukrainiens d'abandonner les poursuites pénales » à l'encontre d'Hunter Biden et de Burisma²⁵². Joseph Biden, à l'époque vice-président sous l'administration Obama, aurait quant à lui fait pression sur le président ukrainien Petro Porochenko pour licencier

²⁴⁹ KENNEDY Dana (31/10/2020) « *Hunter Biden's Ukraine contact allegedly a 'fixer' for shady oligarchs* », New York Post. [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://nypost.com/2020/10/31/hunter-bidens-ukraine-contact-allegedly-fixer-for-rulers/>

²⁵⁰ Eaglestone, "Alan Apter". [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://www.eaglestone.eu/en/our-group/people/alan-apter/90/>

²⁵¹ Joseph Cofer Black était ancien chef de station de la CIA et ex-directeur du National Counterterrorism Center (NCTC).

Intelligence Online, (18/01/2023) « *États-Unis -L'ancien cadre de la CIA Cofer Black pris dans les affres de la serial consultance* ». [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://www.intelligenceonline.fr/renseignement-d-affaires/2023/01/18/l-ancien-cadre-de-la-cia-cofer-black-pris-dans-les-affres-de-la-serial-consultance,109903204-art>

²⁵² GROVE Thomas, CULLISON Alan (07/11/2019) « *Ukraine Company's Campaign to Burnish Its Image Stretched Beyond Hunter Biden* », The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/ukraine-companys-campaign-to-burnish-its-image-stretched-beyond-hunter-biden-11573154199>

un procureur en charge de l'enquête en brandissant la menace de suspendre une aide financière à l'Ukraine d'un milliard de dollars. Petro Porochenko se serait alors exécuté²⁵³. Enfin, Burisma a été le co-organisateur de la conférence de l'Atlantic Council sur le thème « Investir en Ukraine » tenue en 2017 à Washington²⁵⁴. En septembre 2023, Igor Kolomoisky est arrêté dans le cadre d'une enquête pour fraude et blanchiment d'argent²⁵⁵.

- **Le soutien d'Israël à l'Ukraine.**

Le Forum juif de Kiev réunit traditionnellement les chefs d'État d'Ukraine et d'Israël. Lors de son rassemblement annuel tenu en février 2023, le président de l'État d'Israël, Isaac Herzog, a rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky renouvelant son soutien au peuple ukrainien et à ses dirigeants dans la guerre avec la Russie²⁵⁶. En tant président de l'État d'Israël depuis 2021, Isaac Herzog,

²⁵³ CATENACCI Thomas (25/08/2023) « *Former Ukraine prosecutor makes explosive claims against Joe and Hunter Biden in new interview* », Fox News. [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://www.foxnews.com/politics/former-ukraine-prosecutor-makes-explosive-claims-joe-hunter-biden-new-interview>

²⁵⁴ Burisma Group, "Рада Директорів". [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20171206172327/http://burisma-group.com/uk/>

²⁵⁵ VOITOVYCH Olga, PENNINGTON Josh, LOCKWOOD Pauline, CHEN Heather (03/09/2023) « *Ukrainian oligarch and Zelensky supporter Ihor Kolomoisky arrested in fraud investigation* », CNN. [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://edition.cnn.com/2023/09/03/world/ihor-kolomoisky-ukraine-fraud-investigation-intl-hnk/index.html>

²⁵⁶ БОУКО Julia [Бойко Юлія] (15/02/2023) « Президент Ізраїлю пообіцяв підтримку народу України у війні з Росією », РБК-Україна. [En ligne] Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://www.rbc.ua/rus/news/prezident-izrayilyu-poobitsyav-pidtrimku-1676471585.html>

non content de participer au Forum juif de Kiev, assure aussi la cérémonie d'ouverture de la Conférence d'Herzliya²⁵⁷. À la suite de ses déclarations, en mars 2023, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a tenu une réunion des hauts dirigeants israéliens pour traiter d'un éventuel changement de politique concernant la guerre en Ukraine. Il serait question d'apporter une aide militaire en livrant à l'armée ukrainienne des systèmes de défense²⁵⁸. Benjamin Netanyahu voudrait-il cette fois incarner le rôle de l'homme fort face à Vladimir Poutine ?

Terminons avec Boris Lozhkin. En 2016, il a écrit un livre dans lequel il détaille l'importance de l'Ukraine à rejoindre la famille européenne : *THE FOURTH REPUBLIC. Why Europe Needs Ukraine and Ukraine, Europe* (La Quatrième République. Pourquoi l'Europe a besoin de l'Ukraine, et l'Ukraine a besoin de l'Europe)²⁵⁹. La même année, il a participé au rassemblement annuel du Yalta European Strategy (YES) organisé par la Victor Pinchuk Foundation aux côtés de **Victor Pinchuk**, soit la deuxième personne la plus riche d'Ukraine en 2021 et pesant 2,5 milliards de dollars²⁶⁰, mais également de **Volodymyr Groysman**, le Premier ministre de l'Ukraine. **Leon Panetta**, ancien directeur de la CIA (présent au Kyiv Jewish Forum de 2023). **Tacan Ildem**, secrétaire général adjoint pour la diplomatie publique de l'OTAN. **Richard N. Haass**, président du Council on Foreign Relations (CFR). **David M. Rubenstein**,

²⁵⁷ Herzliya Conference 2023, *Vision & Strategy in an Era of Uncertainty*, 22-23 may, 2023. [En ligne] Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/media/utpe3nbg/program2023e.pdf>

²⁵⁸ EICHNER Itamar (14/03/2023), « לתגניתו ערך דיון על האפשרות » Ynet.co.il. [En ligne] Consulté le 23 juin 2023. URL : <https://www.ynet.co.il/news/article/b1aoazaj2>

²⁵⁹ FONDS CARITATIF BORIS LOZHKIN [БЛАГОДІЙНИЙ ФОНД БОРИСА ЛОЖКИНА], "ПРО ФОНД". [En ligne] Consulté le 24 juin 2023. URL : <https://lozhkin.foundation/ua/blagodiyniy-fond-borisa-lozhkina>

²⁶⁰ Forbes Ukraine (06/05/2021) « 100 найбагатших українців 2021 ». (op.cité).

cofondateur et coprésident du Groupe Carlyle et président du conseil d'administration du CFR²⁶¹. **Pat Cox**, ancien président du Parlement européen. **Fareed Zakaria**, journaliste de CNN et membre du conseil d'administration du CFR. **Pavlo Klimkin**, député ukrainien. L'ancien député français **Pierre Lellouche**, qui de 2004 à 2006, avait été le président de l'assemblée parlementaire de l'OTAN. Et pour finir en beauté, **Mikheil Saakashvili**, l'ancien président géorgien ayant fui son pays pour échapper aux poursuites judiciaires²⁶².

Selon ses propres déclarations, Boris Lozhkin aurait participé en 2018 à la réunion annuelle du World Economic Forum²⁶³. Il rapporte le fait que les PDG de Goldman Sachs et de BlackRock, respectivement David Salomon et Larry Fink, s'intéressent à l'Ukraine et ont fait part de leurs intentions d'investir dans la reconstruction. Ce qui pour Lozhkin ne peut signifier qu'une chose : *personne ne doute de notre victoire* [contre la Russie]²⁶⁴.

²⁶¹ Council on Foreign Relations, "Board of Directors". [En ligne] Consulté le 24 juin 2023. URL : <https://www.cfr.org/board-directors>

²⁶² Victor Pinchuk Foundation, "Second day of the 13th Yalta European Strategy Annual Meeting, 2016". [En ligne] Consulté le 24 juin 2023. URL : https://www.pinchukfund.org/en/projects/21/photo/379/?PAGEN_3=39&PAGEN_2=82&PAGEN_1=28

²⁶³ Compte Twitter, "Boris Lozhkin". Publication du 18 janvier 2022, PM 12h24. [En ligne] Consulté le 24 juin 2023. URL : https://twitter.com/lozhkin_boris/status/1483399809948078080

²⁶⁴ Facebook, compte "Борис Ложкин" (Boris Lozhkin), Publication du 20 janvier 2023. [En ligne] Consulté le 24 juin 2023. URL : <https://www.facebook.com/boris.lozhkin.7/posts/pfbid0PsmhkhkFSBZVqsBgBVgNugTHNSQf65BuYEE nA19vR3SMtyu9RUwSv5B7zMsMKRRF1>

« Хотя на нынешнем Давосе слово «танки» звучало чаще, чем это предполагает тематика форума, без громких экономических заявлений тоже не обошлось. Они, как и разговоры о танках, тоже касались Украины. »

L'ISRAEL COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS

Nous avons mentionné le très influent think tank américain Council on Foreign Relations (CFR), mais aussi son semblable européen, l'European Council on Foreign Relations (ECFR), et leur modèle britannique, la Chatham House ; mais il existe un think tank israélien similaire, l'Israel Council on Foreign Relations (ICFR). Ce forum de discussion traitant des politiques étrangères opère sous les auspices du Congrès juif mondial. L'ICFR, qui se veut être un calque du CFR et de la Chatham House, a été créé en 1989 par le Dr. **David Kimche** (1928-2010)²⁶⁵. Ancien ambassadeur israélien, il a été l'un des fondateurs du département de recherche du Mossad. Kimche est intervenu notamment dans les opérations de l'unité Bitzur des services secrets israéliens, chargé de la sécurité des Juifs dans le monde et de leur immigration venant des pays arabes. Il a même été *l'homme de confiance d'Israël* dans l'affaire de l'Iran-Contra où Washington a autorisé Israël à vendre des armes américaines à la république islamique d'Iran malgré l'embargo international²⁶⁶. En 2010, après le décès de David Kimche, c'est l'ancien ambassadeur israélien auprès de l'Union européenne, de l'Allemagne et de la Belgique, **Avi Primor**, qui le remplace. En 2004, il avait pris la direction du centre d'étude européenne du Centre interdisciplinaire d'Herzliya, aujourd'hui l'université Reichman qui accueille la Conférence d'Herzliya²⁶⁷. En 2014, il cède la présidence de l'ICFR à

²⁶⁵ World Jewish Congress, "Israel Council on Foreign Relations". [En ligne] Consulté le 25 juin 2023. URL : <https://www.worldjewishcongress.org/en/programs/foreign-relations>

²⁶⁶ MELMAN Yossi (09/05/2010) « *Israeli Spymaster and Mossad Founding Father David Kimche Dies at 82* », Haaretz. [En ligne] Consulté le 25 juin 2023. URL : <https://www.haaretz.com/2010-03-09/ty-article/israeli-spymaster-and-mossad-founding-father-david-kimche-dies-at-82/0000017f-f05c-d8a1-a5ff-f0de188b0000>

²⁶⁷ Haaretz (14/06/2006) « *עיתור ממלך בלגיה לשגריר לשעבר אבי פרימור* ». [En ligne] Consulté le 25 juin 2023. URL : <https://www.haaretz.co.il/misc/2006-06-14/ty-article/0000017f-f2fa-d223-a97f-ffff34070000>

Dan Meridor²⁶⁸, un homme politique israélien ayant plusieurs fois été ministre dans les gouvernements présidés par Benjamin Netanyahu sous l'étiquette du Likoud. Il a été notamment Premier vice-Premier ministre et ministre des Affaires du renseignement israélien de 2009 à 2013. L'un de ses frères, Sallai Meridor, non content d'avoir été l'ancien ambassadeur d'Israël aux États-Unis (2009-2013), a été président du conseil d'administration de l'Organisation sioniste mondiale ainsi que celui de l'Agence juive pour Israël. Cette agence qui, rappelons-le, avait comme membre de son conseil d'administration Leonid Nevzlin. Elle était affiliée aussi bien avec le Congrès juif mondial, présidé par Ronald Lauder, que la Confédération juive d'Ukraine, présidée par Boris Lozhkin, le vice-président du Congrès juif mondial, et organisateur du Kyiv Jewish Forum²⁶⁹. Quant à l'un de ses neveux, Eli Horvitz²⁷⁰, il est le PDG de la Trump Foundation en Israël et fut le directeur général adjoint de Yad Hana-div, une fondation philanthropique de la famille Rothschild²⁷¹. Souvenons-nous que la Trump Foundation est l'un des mécènes de l'Israel Democracy Institute (IDI) dans laquelle Eliott Abrams est membre de son conseil d'administration. Dan Meridor est considéré comme l'un des hommes politiques les plus riches d'Israël. Selon le classement *Forbes* de 2012, il y figurait à la septième place avec 30 millions de shekels, soit juste en dessous de Benjamin Netanyahu

²⁶⁸ Avi Primor est devenu président émérite de l'ICFR.

²⁶⁹ National Library of Israel, USA, "Sallai Meridor". [En ligne] Consulté le 25 juin 2023. URL : <https://nliusa.org/people/sallai-meridor>

²⁷⁰ Ynet.co.il (20/08/2021) « לבן מייעצים ללמוד פיזיקה ומחשבים, לבת אומרים "לבחור במה שהיא אוהבת" ». [En ligne] Consulté le 25 juin 2023. URL : <https://www.ynet.co.il/economy/article/rkxc4bygk>

²⁷¹ Trump Family Foundation, "הורביץ אלי". [En ligne] Consulté le 25 juin 2023. URL : <https://www.trump.org.il/team/%D7%90%D7%9C%D7%99-%D7%94%D7%95%D7%A8%D7%91%D7%99%D7%A5-2>

avec 41 millions de shekels²⁷². En 2017, il avait participé à la conférence d'Herzliya²⁷³.

Comme pour le *Foreign Affairs* du CFR américain, l'ICFR dispose de son propre magazine, *The Israel Journal of Foreign Affairs*²⁷⁴. En tant que président, Dan Meridor en est l'éditeur²⁷⁵. L'ICFR organise, à l'instar de la Chatham House, des forums de discussions à huis clos qui eux se tiennent généralement dans les résidences des ambassadeurs en Israël. L'ICFR affiche clairement que ses forums offrent « une occasion de réseautage sans précédent ». Il incite les ambassadeurs étrangers de demain à acquérir « à la fois une connaissance approfondie d'Israël et un réseau de contacts israéliens ». Parmi les invités de l'ICFR, on relèvera en 2007, la présence de **Viktor Iouchtchenko**, le président de l'Ukraine de l'époque qui avait traité du thème, *Ukraine and Israel: A Dialogue in the Name of the Future* (L'Ukraine et Israël : un dialogue pour l'avenir) et où il déclara que l'essence de la politique étrangère ukrainienne était de rejoindre l'Union européenne et l'OTAN :

²⁷² Israel Forbes (13/05/2012) « **לשנת בישראל העשיריים הפוליטיקאים** ». [En ligne] Consulté le 25 juin 2023. URL :

<https://forbes.co.il/%D7%94%D7%A4%D7%95%D7%9C%D7%99%D7%98%D7%99%D7%A7%D7%90%D7%99%D7%9D-%D7%94%D7%A2%D7%A9%D7%99%D7%A8%D7%99%D7%9D-%D7%91%D7%99%D7%A9%D7%A8%D7%90%D7%9C-%D7%9C%D7%A9%D7%A0%D7%AA-2012/>

²⁷³ Herzliya Conference, *The 17th Annual Conference, June 20-22, 2017, Israel's Strategic Balance : Opportunities and risks*, page 9. [En ligne] Consulté le 25 juin 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/media/yqofskz4/programe2017e.pdf>

²⁷⁴ Israel Council on Foreign Relations, « *Israel Council on Foreign Relations Founded by Dr. David Kimche* ». [En ligne] Consulté le 26 juin 2023. URL : <https://www.israelcfr.com/>

²⁷⁵ Taylor & Francis Online, "Israel Journal of Foreign Affairs", "Editorial board". [En ligne] Consulté le 26 juin 2023. URL : <https://www.tandfonline.com/action/journalInformation?show=editorialBoard&journalCode=rifa20>

Je suis sûr qu'il ne faudra pas longtemps avant que nous signions un accord avec l'UE qui prévoit une adhésion associée pour l'Ukraine. Je porte la plus grande partie de mon attention à cette question parce que c'est l'essence de la politique étrangère de l'Ukraine - l'aspiration d'acquérir l'adhésion à l'UE et à l'OTAN. L'Ukraine s'efforce de vivre au sein du modèle de sécurité européen. [...] Pour l'Ukraine, il est impossible de mettre en œuvre un modèle d'autonomie militaire. C'est pourquoi la meilleure façon de construire une sécurité efficace politique ukrainienne est d'adhérer au modèle européen de sécurité collective, c'est-à-dire le modèle euro-atlantique²⁷⁶.

Au passage, il en profita pour réhabiliter l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) de Stepan Bandera et dirigée par Roman Shukevych au motif qu'aucune organisation ukrainienne n'aurait été citée aux procès de Nuremberg pour les atrocités commises contre les Juifs :

Je voudrais dessiner votre attention sur le fait qu'il n'y avait pas une seule organisation de liberté ukrainienne (y compris celle du général Roman Shukhevyh) impliqués dans la persécution des Juifs. Lors des procès de Nuremberg, aucune organisation de liberté de l'Ukraine n'a été reconnue ou exposée comme celle qui s'est battue contre la société. Dans le déroulement de ce procès, aucune organisation ukrainienne n'était mentionnée sur la liste des auteurs d'atrocités ».

J'ai du matériel et des documents indiquant qu'au cours de réunions de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), Shukhevyh a signé une pétition qui a empêché les atrocités²⁷⁷.

Retenons que c'est au cours de son mandat que Viktor Iouchtchenko, le leader de la révolution Orange de 2004 et présenté

²⁷⁶ Israel Journal of Foreign Affairs II : 1 (2008), *Ukraine and Israel: A Dialogue in the Name of the Future*, by Victor Yushchenko, November 15, 2007, page 78. [En ligne] Consulté le 26 juin 2023. URL : <https://icfr-website.s3.amazonaws.com/uploads/lecturer/lecture/27/victor-yushchenko.pdf>

²⁷⁷ Israel Journal of Foreign Affairs II : 1 (2008), (op.cité), page 76.

en Occident comme le symbole de la démocratie ukrainienne, a reconnu l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) comme organisations ayant participé à la lutte pour l'indépendance de l'Ukraine²⁷⁸. Le 22 janvier 2010, jour de l'Unité de l'Ukraine²⁷⁹, le président ukrainien avait décerné le titre de « Héros de l'Ukraine » à Stepan Bandera. Un titre que Iouchtchenko a remis au petit-fils du nationaliste ukrainien²⁸⁰. Cette reconnaissance allait, sur le temps long, contribuer à la fracturation de la société ukrainienne culminant avec l'Euro-maidan de 2014. Une division entre les Ukrainiens ukrainophones, appartenant pour la plupart à l'Église grecque-catholique, tournés vers l'Europe, avec pour héritage historique l'OUN et l'UPA de Stepan Bandera ; puis de l'autre, les Ukrainiens russophones, largement

²⁷⁸ Radio Svoboda – RFE/RL (29/01/2010) « Ющенко визнав ОУН-УПА учасниками боротьби за незалежність України ». [En ligne] Consulté le 26 juin 2023. URL : <https://www.radiosvoboda.org/a/1943341.html>

²⁷⁹ Le jour de l'Unité de l'Ukraine désigne l'acte d'unification du 22 janvier 1919 entre République Nationale Ukrainienne et la République Nationale Ukrainienne de l'Ouest pour former un seul État ukrainien indépendant réunissant les territoires ukrainiens des anciens empires tsariste et austro-hongrois à la suite de la chute de la monarchie des Habsbourg et durant la guerre civile russe. Mais cette unité est purement symbolique en raison des troubles qui ravageaient le pays et ont abouti à la création de la République socialiste soviétique d'Ukraine intégrée à l'Union soviétique.

Ukrinform (22/01/2020) « 22 Janvier : jour de l'Unité de l'Ukraine ». [En ligne] Consulté le 26 juin 2023. URL : <https://www.ukrinform.fr/rubric-society/2860580-22-janvier-jour-de-lunite-en-ukraine.html>

²⁸⁰ LB.ua (22/09/2010), « Ющенко удостоил Степана Бандеру звания Героя Украины ». [En ligne] Consulté le 26 juin 2023. URL : https://lb.ua/news/2010/01/22/21457_yushchenko_udostoil_stepana_banderu_.html

de confession orthodoxe, orientés vers la Russie et avec comme souvenir la Grande Guerre patriotique et l'Armée rouge²⁸¹.

Outre Viktor Iouchtchenko, l'ICFR a reçu l'ancien président américain et ancien membre de la Commission Trilatérale, Jimmy Carter ; l'ancienne Première ministre israélienne Tzipi Livni et participante à la Conférence d'Herzliya ; Konstanty Gerbert, journaliste polonais et expert associé à l'European Council on Foreign Relations (ECFR) ; plusieurs ministres et chefs d'États d'Europe orientale et balkanique tels que Andrzej Duda, Karel Schwarzenberg, Rumen Radev, Lubomír Zaorálek, Dittmir Bushati, Adrian Măișă, Plamen Oresharski et Algirdas Butkevičius ; l'ambassadrice d'Allemagne Susanne Wasum-Rainer, dans le cadre d'une réunion de l'ICFR et de la Konrad-Adenauer-Stiftung Israël sur le thème des relations germano-israéliennes ; le Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Salam Fayyad ; et même la ministre française de la justice sous la présidence de Nicolas Sarkozy, Rachida Dati.

Nous soulignons l'invitation de l'ancien ministre des Affaires étrangères du Kosovo, **Enver Hoxhaj**. Il s'agit de l'ancien chef du Parti Démocratique du Kosovo (*Partia Demokratike e Kosovës*, PDK). Le parti fut fondé par Hashim Thaçi en 1999 et est devenu l'aile politique de l'organisation considérée comme terroriste durant les guerres de Yougoslavie, l'Armée de Libération du Kosovo (*Ushtria Çlirimtare e Kosovës*, UÇK)²⁸². Or, l'UÇK avait initialement comme ossature politique le Mouvement populaire albanais (*Lëvizja*

²⁸¹ Nous pourrions, là aussi, nous demander si la reconnaissance de Stepan Bandera en tant qu'héros de l'Ukraine, s'accordait avec la « *meilleure perception* » de « *l'identité centro-européenne* » de l'Ukraine que préconisait Zbigniew Brzezinski dans son livre *Le Grand Échiquier* comme autre condition de son intégration à l'UE et à l'OTAN (Réf. Chapitre 1).

²⁸² U.S. Department of State Archive, "Special Representative Robert S. Gelbard, Press Conference, Pristina, Serbia and Montenegro February 22, 1998". [En ligne] Consulté le 26 juin 2023. URL : https://1997-2001.state.gov/policy_remarks/1998/980222_gelbard_pristina.html

popullore shqitare, LPK), un parti politique kosovar partisan de la création d'une Grande Albanie dans laquelle le Kosovo serait intégré avec des parcelles de territoire de la Serbie, de la Macédoine et du Monténégro où les Albanais sont majoritaires²⁸³. Le parti d'Has-him Thaci a par la suite absorbé de nombreux anciens dirigeants du LPK au point de devenir incontournable²⁸⁴. Aujourd'hui, le PDK, la branche politique de l'UÇK, appartient à l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE), au même titre que le Parti de la Liberté (*Laisvès Partija*)²⁸⁵.

Citations

Il y a deux façons de conquérir un pays et de le réduire à l'esclavage. L'un par le glaive. L'autre par la dette.

John Adams (1735-1826),
Deuxième président des États-Unis²⁸⁶.

²⁸³ CHICLET Christophe, « Les soldats perdus de l'UCK », *Confluences Méditerranée*, 2001/3 (N°38), p. 25-30. [En ligne] Consulté le 26 juin 2023. DOI : 10.3917/come.038.0025. URL : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2001-3-page-25.htm>

²⁸⁴ JUDA Tim (17/05/2001) « *Greater Albania ?* », The New York Review of Books. [En ligne] Consulté le 26 Juin 2023. URL : <https://www.nybooks.com/articles/2001/05/17/greater-albania/>

²⁸⁵ ALDE, "member parties". [En ligne] Consulté le 26 Juin 2023. URL : https://www.aldeparty.eu/alde_member_parties

²⁸⁶ John Adams Historical Society, quotes. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <http://www.john-adams-heritage.com/quotes/>

Le reste du monde considère presque unanimement les États-Unis comme le principal fauteur de guerre.

Jimmy Carter,

39^e président des États-Unis. Cité dans le livre de
Peter Dale Scott, *L'État profond américain*, page 25 ²⁸⁷.
Membre de la Commission Trilatérale.

Chaque nation, dans chaque région, a maintenant une décision à prendre. Soit, vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes.

George W. Bush,

43^e président des États-Unis,
lors de son discours devant le Congrès, le 20 septembre 2001 ²⁸⁸.
Membre de la société occulte Skull & Bones.

²⁸⁷ DALEY David (April 10, 2014) « "America as the No. 1 warmonger": President Jimmy Carter talks to Salon about race, cable news, "slut-shaming" and more ». Salon.com. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <https://www.salon.com/2014/04/10/america-as-the-no-1-warmonger-president-jimmy-carter-talks-to-salon-about-race-cable-news-slut-shaming-and-more/>. Cité dans : SCOTT Peter Dade, *L'État profond américain – La finance, le pétrole et la guerre perpétuelle*, éditions Demi-Lune, Plogastel-Saint-Germain (France), 2015, page 25.

²⁸⁸ The White House – President George W. Bush. « Address to a Joint Session of Congress and the American People », 20 september 2001. [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html>

CHAPITRE 7

DES DÉMOCRATES PROGRESSISTES À L'EXTRÊME DROITE IDENTITAIRE EN PASSANT PAR LES ISLAMISTES ET CONVERGEANT VERS WASHINGTON

Au moment où ces lignes sont écrites, nous avons relevé que le site du Forum des nations libres de Russie (<https://www.free-nationsrf.org/>) était de nouveau actif. Nous découvrons que le nom a légèrement changé entretemps pour devenir le *Free Nations of Post-Russia Forum*, ou en français, le Forum des nations libres de la post-Russie. Ce détail est assez révélateur car il acte dans les esprits des artisans du Forum que la Russie devait cesser d'exister jusqu'à son nom, au même titre que la Yougoslavie, pour laisser place à une mosaïque d'États indépendants. Sur leur site actualisé, il nous est toujours présenté une carte de la Russie encore un peu plus démembrée, avec les mêmes objectifs déjà abordés précédemment. Il nous affiche le conseil de coordination du Forum dans lequel nous avons comme membres : Andrius Almanis, Pavel Mezerin, Rafis Kashapov et Inna Kurochkina. Nous allons nous intéresser aux deux derniers avant de vous présenter les participants du Forum. L'objectif n'étant pas de présenter tout le monde mais de démontrer que derrière ces personnes engagées du Forum se cache le plus souvent de puissants appuis atlantistes quand ce ne sont pas des organisations dites « controversées ». Ce sont ces officines qui laissent entrevoir cette toile complexe de réseaux dont les filets mènent à Washington et à son annexe, Bruxelles. Nous avons expliqué que le cinquième Forum avait été accueilli dans l'antre du Parlement européen et par son vice-président, Roberts Zīle, membre du parti letton Alliance Nationale appartenant au groupe ECR. Mais cette collusion affichée

avec une institution atlantiste n'est pas la plus marquante par rapport à celle qui a été choisie pour accueillir la prochaine réunion. Car le sixième Forum des nations libres de la Post-Russie s'est réalisé sous le patronage du Hudson Institute, aux États-Unis¹. Oui, le think tank néoconservateur américain l'a accueilli dans ses locaux situés au 1201 Pennsylvania avenue NW, à Washington D.C. Elle a duré du 25 au 28 avril 2023 et s'est tenue dans trois lieux différents : le Hudson Institute à Washington, le Philadelphia City Hall à Philadelphie et l'Ukrainian Institute of America basé à New-York². Il ne fait plus aucun doute que les impériaux américains soutiennent, en toute connaissance de cause, un projet visant à détruire la Russie et par conséquent à déclarer une guerre totale à cette dernière. Là où le Bloc des Nations Antibolcheviques (ABN), appuyé par l'administration de Ronald Reagan, voulait démanteler l'URSS, les néoconservateurs américains tentent de renouveler l'expérience en épaulant une nouvelle structure et ses militants comme pions sur leur échiquier géopolitique mondial. Comme nous l'avons démontré avec la composition du portail Region.Expert, l'écrasante majorité des collaborateurs sont passés à travers différents médias, think tanks, fondations, instituts ou ONG en lien direct ou indirect avec le gouvernement américain, l'Union européenne ou à des sociétés transnationales occidentales, mais surtout américaines. Il a été aussi établi que ces personnes ont à la base des idéaux politiques assez disparates. Edward Lucas membre des Libéraux Démocrates anglais, de tendance progressiste, côtoie au sein du portail Region.Expert, Vadim Sidorov, appartenant à la mouvance d'extrême droite russe et converti à l'islam. Lui-même côtoyant le rabbin ultra-sioniste et messianiste Avraham Shmulevich ayant des contacts avec l'extrême droite ukrainienne comme Dmytro Korchynsky, le fondateur de l'UNA-UNSO. Andrius Almanis membre du Parti de la

¹ Hudson Institute, « *A New Architecture for Northern Eurasia: The Sixth Free Nations of Post-Russia Forum* », April 25, 2023. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://www.hudson.org/events/new-architecture-northern-eurasia-sixth-free-nations-post-russia-forum>

² VOIR ANNEXE 44, images 62 a) et 62 b).

Liberté et favorable aux droits LGBTQI+ collabore avec Airat Dilmukhametov, défenseur de l'identité islamique bachkir et de l'organisation terroriste Hizb ut-Tahrir. Le néoconservateur américain Paul Goble travaille aux côtés de Mikhaïl Feldman. Ce dernier étant prêt à abandonner sa nationalité russe au profit d'une autre au moment où Kaliningrad serait indépendante et demanderait son adhésion à l'Union européenne, voire son rattachement à l'Allemagne. Des postures, donc, à l'extrême opposé et que nous identifions chez les participants du Forum, mais dont le but commun gomme ces considérations idéologiques : démanteler et faire disparaître la Fédération de Russie.

LES MEMBRES DU CONSEIL DE COORDINATION DU FORUM

Outre d'**Andrius Almanis** et **Pavel Mezerin** que nous avons déjà traité dans l'ouvrage, nous présentons les deux derniers membres du conseil de coordination du forum :

Rafis Kashapov. Membre du conseil de coordination du Forum, leader et cofondateur du mouvement civique « Free Idel-Ural ». Partisan de l'indépendance de plusieurs pays dans la région de l'Oural, incluant le Tatarstan. D'après la publication *Eurasia Daily Monitor* qui dépend de la Jamestown Foundation, depuis au moins 2018, il bénéficie avec son mouvement et celui des autres minorités issues des ethnies finno-ougriennes et turques du soutien du parlement ukrainien³. Rafis Kashapov est présenté comme le Premier ministre du gouvernement du Tatarstan indépendant en exil. En 2023, il remplace Vil Mirzayanov pour être le nouveau Président du Tatarstan

³ PODOBIED Pavlo (09/07/2019) « *Ukrainian Parliament Intensifies Support for Indigenous Minorities in Russian Federation* », The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://jamestown.org/program/ukrainian-parliament-intensifies-support-for-indigenous-minorities-in-russian-federation/>

en exil⁴. L'autre cofondateur du mouvement « Free Idel-Ural » se nomme **Bolyaen Syres** (Болянь Сиресь), lui aussi participant du Forum des nations libres de la Post-Russie⁵. Originaire de la République de Mordovie (en Russie), il est le chef de la délégation du peuple Erzian au Congrès mondial des peuples finno-ougriens⁶ qui représente l'ensemble des peuples finno-ougriens et samoyèdes⁷ d'Europe et de Russie, chargé de protéger leurs langues et leurs cultures⁸. Bolyaen Syres dirige le magazine *ĖRZÄÑ VAL*, créé en 2020

⁴ Free Idel-Ural (06/02/2023) « *Rafis Kashapov became President of Tatarstan in Exile* ». [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://idel-ural.org/en/archives/rafis-kashapov-became-president-of-tatarstan-in-exile/>

⁵ Free Nations of PostRussia Forum, (10 Août 2022) « Олександр Болькин на II Форумі ЧНР ». YouTube. 0min15sec. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=HsdXmfwxlgQ>

⁶ Le Congrès mondial des peuples finno-ougriens, est un forum qui représente les peuples finno-ougriens et samoyèdes visant à développer les langues, les cultures, l'histoire, ainsi qu'à une conscience nationale de ces peuples. Le forum a été créé en 1992 à Syktyvkar en Russie et se réunit tous les quatre ans, mais désormais à l'étranger. En 2006, le Conseil de l'Europe avait reproché à la Fédération de Russie de ne pas faire le nécessaire pour protéger et promouvoir les langues finno-ougriennes et avait envoyé une liste de recommandation à cette dernière, dont celle de signer et ratifier la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires.

Conseil de l'Europe, (17 novembre 2006), Recommandation 1775 (2006) « *Situation des populations finno-ougriennes et samoyèdes* ». [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://assembly.coe.int/nw/xml/XRef/Xref-XML2HTML-FR.asp?fileid=17493&lang=FR>

⁷ Les samoyèdes sont un ensemble de peuples semi-nomades se situant en Sibérie. Nous pouvons citer comme exemple, les Nénetses et les Selkoupes.

⁸ Free Idel-Ural (21/05/2021) « Керівник ерзяньської делегації на Всесвітній конгрес фінно-угорських народів звернувся до Міністра закордонних справ Естонії ». [En ligne] Consulté le 7 juin 2023.

et distribué en langue erzlan au sein de la diaspora présente en Ukraine. Il est par ailleurs colonel à la retraite des Forces armées ukrainiennes et vétéran de la guerre du Donbass. Mais le plus saisissant arrive en janvier 2023, où il a rencontré le président de l'OUN (B), l'Organisation des nationalistes ukrainiens - faction Bandera, Oleh Medunitsa. Cette entrevue fut élaborée dans le cadre d'une réunion de travail sur la libération « des peuples réduits en esclavage par Moscou » ainsi que sur les coopérations futures entre l'OUN (B) et le mouvement indépendantiste des peuples finno-ougriens que représente Bolyaen Syres⁹. Oleh Medunitsa avait déclaré lors de cette rencontre : *nous devons étudier et adopter l'expérience du Bloc des nations antibolcheviques (ABN)*¹⁰. Faisant référence à l'organisation que dirigeait Yaroslav Stetsko pendant 40 ans et ayant eu l'appui de l'administration de Ronald Reagan, mais surtout du vice-président de l'époque, George H. W. Bush¹¹. Pour conclure, Bolyaen Syres possède aujourd'hui la citoyenneté ukrainienne¹².

Inna Kurochkina. Membre du conseil de coordination du Forum et documentaliste d'origine géorgienne. Elle dirige les

URL : <https://idel-ural.org/uk/archives/%D0%BA%D0%B5%D1%80%D1%96%D0%B2%D0%BD%D0%B8%D0%BA-%D0%B5%D1%80%D0%B7%D1%8F%D0%BD%D1%81%D1%8C%D0%BA%D0%BE%D1%97-%D0%B4%D0%B5%D0%BB%D0%B5%D0%B3%D0%B0%D1%86%D1%96%D1%97-%D0%BD%D0%B0-%D0%B2%D1%81%D0%B5/>

⁹ Voir ANNEXE 45, image 63.

¹⁰ Націоналістичний портал (18/01/2023) « За свободу народів ». [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://ukrnationalism.com/news/officially-oun/4854-za-svobodu-narodiv.html>

¹¹ Revoir le Chapitre 2 sur la troisième tentative de démantèlement de la Russie, concernant l'ABN.

¹² MALINOVSKA Natalia [Малиновська Наталія] (18/08/2018) « Сиресь Боляєнь: Чим далі від російської мови, тим більше миру » Главком. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://glavcom.ua/interviews/sires-bolyajen-chim-dali-vid-rosiyskoji-movi-tim-bilshe-miru-520814.html>

productions NEP Prague, basées en République Tchèque. En 2018, elle a réalisé un documentaire intitulé *The Semantic War* traitant de la propagande du Kremlin et du danger que représente Vladimir Poutine. Ce documentaire très engagé a bénéficié d'une subvention de l'Ambassade américaine en République Tchèque¹³. Cette coopération atlantiste ne s'arrête pas là. Depuis le 17 février 2020, elle est présidente et fondatrice de la Free Russia Foundation Prague¹⁴, la filiale tchèque de la Free Russia Foundation basée aux États-Unis¹⁵. Dans le précédent chapitre, nous avons montré qu'au moins deux membres de l'Institute of Modern Russia (IMR), Olga Khvostunova et Ekaterina Mishina, étaient passées à la Free Russia Foundation, une organisation ayant pour partenaire la Justice for Journalists Foundation (JJF) dont Leonid Nevzlin et Mikhaïl Khodorkovski étaient membres du conseil consultatif. Mais encore, la Free Russia Foundation est incorporée dans la *Coalition to free the Kremlin's political prisoners* dont nous avons établis que la plupart des membres de cette coalition de défense des droits de l'homme avaient des liens avec les néoconservateurs américains¹⁶. Nous mentionnons que les productions NEP Prague d'Inna Kurochkina font partie de cette coalition¹⁷. Autre point révélateur, le président du conseil d'administration de la Free Russia Foundation basé aux États-Unis se

¹³ U.S. Embassy in the Czech Republic, Small Grants Program, 2018 Supported Projects. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://cz.usembassy.gov/education-culture/small-grants-program/>

¹⁴ Kurzycz, Free Russia Foundation Prague, z.s., Praha IČO 08931402 - Obchodní rejstřík firem. [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://rejstrik-firem.kurzy.cz/08931402/free-russia-foundation-prague-z-s/>

¹⁵ Free Russia Foundation, (05/03/2020) « *Free Russia Foundation opens charter Prague, The Czech Republic* ». [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/free-russia-foundation-opens-chapter-in-prague-the-czech-republic/>

¹⁶ Revoir le Chapitre 5 sur Airat Dilmukhametov.

¹⁷ Voir ANNEXE 46, image 64.

nomme David J. Kramer¹⁸. Nous l'avons déjà abordé dans le précédent chapitre en tant que membre du conseil consultatif des libertés humaines du George W. Bush Institute et ancien président de la Freedom House¹⁹. Auparavant, il avait servi pendant huit ans au Département d'État américain sous l'administration de George W. Bush, notamment en tant que Sous-secrétaire d'État adjoint aux affaires européennes et eurasiennes, responsable des affaires de la Moldavie, de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Russie²⁰. Durant cette période, il a été aussi le conseiller principal du sous-secrétaire aux Affaires mondiales, une certaine Paula Dobriansky, membre du PNAC²¹. Peu après, Kramer entre au conseil d'administration de l'International Republican Institute (IRI)²² et devient ensuite directeur associé du programme russe et eurasien au Carnegie Endowment for International Peace (CEIP). Parallèlement, il collabore avec plusieurs think tanks néoconservateurs : il est contributeur pour le Brookings Institute²³ et le *Foreign Affairs*, le magazine du CFR²⁴. Puis, il a occupé les fonctions de *Senior Transatlantic Fellow* au

¹⁸ Free Russia Foundation, Board, Hon. David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/david-j-kramer/>

¹⁹ Freedom House, Expert, David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://freedomhouse.org/expert/david-j-kramer>

²⁰ George W. Bush Presidential Center, Executive Director, David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.bushcenter.org/people/david-j-kramer>

²¹ U.S. Department of State Archives 2001-2009, « Remarks, Testimony, and Releases from the Under Secretary ». [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://2001-2009.state.gov/g/rls/rm/>

²² International Republican Institute, Board members, David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.iri.org/who-we-are/iri-experts/david-kramer/>

²³ Brookings Institute, Guest Author, David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.brookings.edu/author/david-j-kramer/>

²⁴ Foreign Affairs, Authors, David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/authors/david-j-kramer>

German Marschall Fund of the United States²⁵, et surtout de *Senior Fellow* au Project for the New American Century (PNAC)²⁶. Dernièrement, Kramer a rejoint le McCain Institute qui est intégré dans la Coalition pour libérer les prisonniers politiques du Kremlin²⁷.

En 2020, Inna Kurochkina publie un nouveau documentaire dénonçant le régime « mafieux » de Vladimir Poutine en mettant en scène le couple Michael et Natalia Arno qui milite pour plus de démocratie en Russie²⁸. Le documentaire présente Michael Arno, comme l'un des premiers investisseurs américains en Russie post-soviétique durant les années 1990. Il avait réussi à faire entrer de grandes entreprises américaines comme Coca-Cola dans le pays. Or, Michael Arno est membre de la Free Russia Foundation²⁹, et sa femme, Natalia Arno, en est la présidente³⁰. D'origine russe, elle s'est exilée et a obtenu la nationalité américaine avant de fonder en 2014 la Free Russia Foundation. Ultérieurement, Natalia Arno avait travaillé pendant dix ans à l'International Republican Institute (IRI)

²⁵ Foreign Policy for America, Advisory board, David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.fp4america.org/david-kramer>

²⁶ Florida International University, Steven J. Green School of International & Public Affairs, Senior Fellows, David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://sipa.fiu.edu/people/senior-fellows/profiles/davidj.kramer.html>

²⁷ McCain Institute, Directeur général de la politique mondiale, David J. Kramer. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.mccaininstitute.org/fr/le-forum-de-sedona/haut-parleurs/david-kramer/>

²⁸ I NEWS (Ichkeria News), (25/06/2020). « Противостояние. Natalia & Michael Arno. Как Путин, КГБ и мафия оказались в правительстве России ». YouTube, 19min12sec. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=TyUHRjT1OMM>

²⁹ Free Russia Foundation, Michael Arno. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/by/michaelarno/>

³⁰ Free Russia Foundation, Natalia Arno. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/by/natalia-arno/>

dont les six dernières années en tant que directrice nationale pour la Russie³¹. L'IRI est considéré depuis 2016 comme une organisation étrangère indésirable sur le territoire de la Fédération de Russie par le ministère de la Justice russe, au même titre que la Free Russia Foundation, la National Endowment for Democracy (NED), le German Marschall Fund, l'Atlantic Council, la Jamestown Foundation, l'Institute of Modern Russia (IMR), l'Open Society de George Soros, mais aussi l'Église chrétienne évangélique « Nouvelle Génération » et les Amis de Falun Gong³². Fin avril 2023, Natalia Arno avait rencontré Mikhaïl Khodorkovski lors d'une réunion publique à Berlin, avant de se rendre en mai à Prague où elle aurait été victime d'un empoisonnement qui impliquerait les services secrets russes³³. Revenons à présent sur Inna Kurochkina et sur ses liens atlantistes. Le 9 septembre 2021, elle a participé à un débat portant sur le thème : *Radicalisation de la diaspora musulmane en Europe : menace ou illusion ?* Ce débat s'inscrivait dans le cadre la 30^e réunion du Forum économique de Karpacz (en Pologne) surnommé le « Davos de l'Europe de l'Est »³⁴ - celui-là même ayant un partenariat

³¹ Just Security, Guest Author, Natalia Arno. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.justsecurity.org/author/arnonatalia/>

³² Ministère de la Justice de la Fédération de Russie [Министерство юстиции Российской Федерации], Liste des organisations non gouvernementales étrangères et internationales dont les activités sont reconnues comme indésirables sur le territoire de la Fédération de Russie. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20211226090936/https://minjust.gov.ru/ru/documents/7756/>

³³ Idnes.cz, (16/05/2023) « *Ruská opozičnice při pobytu v Praze pocítla příznaky otravy, píší média* ». [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : https://www.idnes.cz/zpravy/zahranicni/rusko-cesko-otrava-podezreni-nadace-svobodne-rusko-natalija-arnoova-michail-chodorkovskij.A230516_163201_zahranicni_dtt

³⁴ Programme XXX Economic Forum Karpacz, Poland, September 7-9, 2021, « *Radicalization of the Muslim Diaspora in Europe – a Threat or an Illusion ?* », page 427. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL :

avec l'Open Ukraine Foundation créée par l'ancien Premier ministre ukrainien Arseni Iatseniouk³⁵. Mme Kurochkina a entre-temps créé une chaîne YouTube Ichkeria NEWS (I-NEWS) dont elle fait la promotion de ses documentaires mais pas uniquement. Elle met aussi en avant le mouvement indépendantiste tchétchène et spécialement celui du Premier ministre autoproclamé de la République tchétchène d'Itchkérie vivant en exil à Londres, Akhmed Zakaïev³⁶. La documentaliste est même devenue la représentante du Premier ministre d'Itchkérie à l'étranger³⁷.

Pour conclure, le mari d'Inna Kurochkina, **Andrey Kurochkin**, est journaliste et directeur de la ressource d'information à Ichkeria NEWS (I-NEWS) et a participé à la sixième réunion du Forum des nations libres de la post-Russie.

https://www.forum-ekonomiczne.pl/wp-content/uploads/2021/10/2021_ANG_PROGRAM-light.pdf

³⁵ Revoir le Chapitre 5 sur Pavel Mezerin.

³⁶ I NEWS, Chaîne Youtube. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.youtube.com/@INEWSI/videos>

³⁷ MATEUSZ BOBOŁOWICZ Piotr, (30/08/2023) « *Inna Kurochkina: Russian mentality comes from the Great Horde* », Wnet.fm. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://wnet.fm/broadcast/inna-kurochkina-russian-mentality-comes-from-the-great-horde/>

NOTE : Inna Kurochkina a été interrogée par la radio polonaise Wnet.fm. Dans cet entretien, elle a affirmé que « la mentalité russe vient de la Grande Horde ». Il s'agit d'une référence à la Horde d'or turquo-mongole gouvernée par la dynastie de Djötkhi, le fils de Gengis Khan, au XIIIe siècle. Cette association des Russes à la horde asiatique a déjà été utilisée par la propagande nazie durant la Deuxième mondiale contre l'URSS lors de ce qui fut appelé « la croisade contre le judéo-bolchevisme ». Réf. :

CARRARD Philippe, « *Nous avons combattu pour hitler* », Éditions Armand Colin, Paris, 2011, Chapitre 5.

LE RETOUR DES SÉPARATISTES TCHÉTCHÈNES

Akhmed Zakaïev. Nous repérons à nouveau le Premier ministre autoproclamé d'Itchkérie - toujours considéré comme un terroriste par la Fédération de Russie et bénéficiant de l'asile politique du Royaume-Uni - en tant que participant régulier du Forum des nations libres de la Post-Russie³⁸. Au cours des années ayant suivi la Deuxième guerre de Tchétchénie, Zakaïev a concouru à plusieurs colloques des tchétchènes exilés dont le Congrès mondial Tchétchène (*World Chechen Congress*) à Varsovie en 2010³⁹. Or, le congrès est présidé par **Denny Teps**⁴⁰, l'un des tout premiers participants du Forum dès mai 2022⁴¹. Le Congrès mondial Tchétchène développe un projet d'union confédérale du Caucase appelée « Union du Caucase » en vue d'unir les peuples caucasiens contre « le régime sanguinaire russe ». L'Union se présente comme un réseau de professionnels dans divers domaines : le droit, la politique et surtout le recrutement des soldats professionnels ayant « une riche expérience et une grande motivation pour rétablir la justice et établir la liberté dans le Caucase ». En clair, l'objectif défini est que l'ensemble des républiques fédératives russes du Caucase soient indépendantes, et pour atteindre cette visée, la lutte armée est le moyen d'y arriver. Si l'Union du Caucase devait se matérialiser, elle rassemblerait : l'Azerbaïdjan, l'Arménie, la Géorgie – avec l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie qui seraient réintégrées -, le Daghestan, la

³⁸ Stowarzyszenie Dziennikarzy Polskich (SDP), *III Free nations of Post-Russia Forum – Forum Program, Poland Gdansk 23-25 /09/2022*. [En ligne] Consulté le 9 juin 2023. URL : <https://sdp.pl/wp-content/uploads/2022/09/Free-Nation-of-Russia-Forum-3nd-EN-Program-1.pdf>

³⁹ Deutsche Welle (DW) (16/09/2010) « *Russia protests against Chechen conference in Poland* ». (op. cité).

⁴⁰ World Chechen Congress. [En ligne] Consulté le 9 juin 2023. URL : <https://worldchechencongress.com/homefr/>

⁴¹ Fundacja Solidarności Dziennikarskiej, (21/05/2022) « *FWNR - Denny Teps - 08.05.2022r* », YouTube, 0min26sec. [En ligne] Consulté le 9 juin 2023. URL : https://www.youtube.com/watch?v=LzByTZnRW_4

Tchéchénie, l'Ingouchie, l'Ossétie du nord, la Kabardino-Balkarie, la Karatchaïévo-Tcherkessie, le *krai* de Krasnodar, l'Adyguée, et le *krai* de Stavropol. Une ambition qui n'est pas sans rappeler celle de la Confédération des peuples montagnards du Caucase que voulait justement créer le président tchéchéne Djokhar Doudaïev et celui du Marché commun du Caucase qu'avait tenté de développer Khozh-Ahmed Noukhayev durant les années 1990. L'Union a plusieurs bureaux : un à Bruxelles, un à Istanbul en Turquie et un dernier à Washington, aux États-Unis. Elle organise plusieurs conférences dans le but de « combattre la Russie »⁴², dont l'une à laquelle a participé Lado Gamsakhourdia, le commandant de l'unité de volontaires géorgiens combattant en Ukraine "*Caucasian Legion*" (la légion caucasienne) et simultanément président de l'ONG géorgienne "*Round Table Free Caucasus*" (la Table ronde du Caucase libre)⁴³. Autre intervenant, Djhabrail Mirzoev, le directeur du Centre national du Daghestan créé par des immigrants daghestanais en Ukraine après l'invasion de l'Ukraine par la Russie⁴⁴. Azer Aliyev, représentant l'Union du Caucase. Et un personnage familier, Dmytro Korchynsky, le fondateur de l'UNA-UNSO et chef du bataillon de volontaires ukrainiens "Bratstvo" (Fraternité). Celui-là

⁴² Caucasian Alliance. [En ligne] Consulté le 9 juin 2023. URL : <https://caucasian-alliance.com/%d0%b4%d0%b5%d1%8f%d1%82%d0%b5%d0%bb%d1%8c%d0%bd%d0%be%d1%81%d1%82%d1%8c/>

⁴³ Transparency International-Gergia, « მრგვალი მაგიდა თავისუფალი კავკასია ». [En ligne] Consulté le 9 juin 2023. URL : <https://www.companyinfo.ge/ka/corporations/899377>

⁴⁴ Kavkaz.Realii (RFE/RL), (09/02/2023) « Уроженцы Дагестана предложили Зеленскому инициировать исключение России из Интерпола ». [En ligne] Consulté le 9 juin 2023. URL : <https://www.kavkazr.com/a/urozhentsy-dagestana-predlozhili-zelenskому-initiitirovatj-isklyuchenie-rossii-iz-interpola/32263153.html>

même ayant des contacts avec le rabbin Avraham Shmulevich, collaborateur du portail Region.Expert⁴⁵.

Sur l'ancienne version du site internet de l'Union du Caucase⁴⁶, nous pouvons lister ses partenaires :

- **L'académie de justice de Bruxelles** (*Brussels Academy of Justice* - Junibrux) dont la mission est de « promouvoir l'établissement des idéaux de liberté, de justice et de démocratie, de construire une société ouverte dans les pays non démocratiques, de lutter pour la création d'un monde égalitaire »⁴⁷. Sans trop de surprise, nous soulignons au sein du conseil d'administration Denny Teps, en tant que recteur, mais surtout nous retrouvons David Satter qui occupe le poste de chef du département de recherche sur les politiques. Rappelons qu'il est membre du conseil consultatif du Justice for Journalists Foundation (JJF) avec Mikhaïl Khodorkovski et Leonid Nevzlin. David Satter est un politologue américain, expert sur les questions politiques en Russie et en URSS, qui a la particularité d'être chercheur au Hudson Institute⁴⁸. Il est également chercheur principal au Foreign Policy Research Institute⁴⁹ et ancien chercheur à court terme au Kennan Institute qui dépend du Wilson Center⁵⁰. C'est aussi un ancien journaliste au *Financial Times*, ainsi qu'à Radio Free

⁴⁵ Джабраил Мирзоев, (20/04/2023) « Нужно бороться с Россией! Джабраил Мирзоев, Ладо Гамсахурдия, Азер Алиев, Дмитро Корчинский » YouTube, 0min46sec. [En ligne] Consulté le 9 juin 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=9yLT2raDxDc>

⁴⁶ Voir ANNEXE 47, image 65.

⁴⁷ Brussels Academy of Justice, about. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://junibrux.com/about/>

⁴⁸ Brussels Academy of Justice, Our team. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://junibrux.com/our-team/>

⁴⁹ Foreign Policy Research Institute, David Satter. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://www.fpri.org/contributor/david-satter/>

⁵⁰ Wilson Center, David Satter. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/david-satter>

Europe/Radio Liberty (RFE/RL)⁵¹. Il a même travaillé en collaboration avec la National Endowment for Democracy (NED) au travers du Center for International Media Assistance (CIMA)⁵². Enfin, David Satter est contributeur pour le *Foreign Affairs*, le magazine du CFR⁵³, et du *National Review*, dont son cofondateur était James Burnham⁵⁴.

- **L'International Eurasia Press Fund (IEPF).** Une ONG internationale créée par un groupe de journalistes et enregistrée en Azerbaïdjan depuis 1992. Ses objectifs sont de développer les médias et la société civile, résoudre les conflits pacifiquement, traiter la question des réfugiés, le développement communautaire et l'éducation. Elle travaille en collaboration avec l'ONU, avec les ambassades des pays étrangers en Azerbaïdjan, mais surtout avec la Banque mondiale, la Commission européenne et le Département d'État américain⁵⁵. L'ONG compte même comme partenaire l'OTAN⁵⁶. Le président de l'IEPF se nomme Umud

⁵¹ Center for International Media Assistance, David Satter. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://www.cima.ned.org/blog/qa-david-satter/>

⁵² Center for International Media Assistance, *The Last Gasp of Empire: Russia's Attempts to Control the Media in the Former Soviet Republics*, by David Satter, January 8, 2014. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://www.cima.ned.org/resource/cima-russia-report-david-satter/>

⁵³ Foreign Affairs, Authors, David Satter. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/authors/david-satter>

⁵⁴ National Review, Author, David Satter. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://www.nationalreview.com/author/david-satter/>

⁵⁵ International Eurasia Press Fund, About us. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://iepf-ngo.org/en/about-us/22>

⁵⁶ International Eurasia Press Fund, Partners. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://iepf-ngo.org/en/partners>

Mirzayev⁵⁷. De nationalité azerbaïdjanaise, il a été élu en 2012 par l'assemblée générale de l'International Press Institute (IPI) pour intégrer son conseil d'administration⁵⁸. L'IPI a pour partenaires et soutiens : la Friedrich Naumann Foundation for Freedom, l'UNESCO – Global Media Defence Fund, les ministères des Affaires étrangères de l'Autriche, du Canada, et de la Suède ; la Commission européenne, la fondation Konrad-Adenauer, la National Endowment for Democracy (NED) et les Open Society Foundations de George Soros⁵⁹.

- **L'État ukrainien.** Le gouvernement de l'Ukraine apporte son soutien au projet d'indépendance des États du Caucase, sujets de la Fédération de Russie.
- Bien évidemment, le **Congrès mondial tchéchène** auquel Akhmed Zakaïev participe et dont Denny Teps en est le président.

Et le dernier et atypique partenaire de l'Alliance du Caucase :

- **Groen (Vert).** Un parti politique belge néerlandophone. Groen a pour idéologie l'écologie politique et défend une société inclusive en faveur des droits LGBTQI+ ainsi que des minorités⁶⁰. Il est affilié au Parti Vert Européen (*European Greens Party*) regroupant, en 2022, pas moins de 35 partis écologistes dans et hors

⁵⁷ International Eurasia Press Fund, Organization Chart. [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://iepfnngo.org/en/organization-chart/33>

⁵⁸ International Press Institute, (09/07/2012) « *IPI Executive Board elects Russian journalist as new chair* ». [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://ipi.media/ipi-executive-board-elects-russian-journalist-as-new-chair/>

⁵⁹ International Press Institute, Supporters and Partners, [En ligne] Consulté le 10 juin 2023. URL : <https://ipi.media/about/supporters-and-partners/>

⁶⁰ Groen, visie. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://www.groen.be/visie>

de l'Union européenne⁶¹. Nous avons au sein de ses membres, les Verts allemands (*Die Grünen*) et Europe Écologie/Les Verts (EELV) pour la France⁶². Au Parlement européen, le Parti Vert Européen est allié avec l'Alliance libre européenne (ALE) pour former le groupe Verts/ALE⁶³. L'ALE rassemble des partis politiques dit autonomistes, mais aussi indépendantistes au niveau régional. En clair, ce sont des partis antinationaux, partisans d'une Europe fédérale et régionalisée où les nations souveraines disparaîtraient. Nous pouvons citer en exemple Régions et Peuples Solidaires⁶⁴ fédérant différents partis politiques régionalistes en France⁶⁵, et représenté par François Alfonsi⁶⁶ au

⁶¹ European Greens, *35th Council - Adopted documents*. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://europeangreens.eu/riga-2022/adopted-documents>

⁶² European Green Party, *Membership List Adopted by the 35th EGP Council, Latvia, 3 – 5 June 2022*. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : https://europeangreens.eu/sites/europeangreens.eu/files/Annex%20B%20-%20EGP%20Membership%20List%20-%2035th%20EGP%20Council%20-%20adopted%20Riga%205%20June%202022_0.pdf

⁶³ Les Verts/ALE au Parlement européen. « *Nous sommes les acteurs du changement* ». [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://www.greens-efa.eu/fr/who-we-are/our-group>

⁶⁴ Régions et Peuples solidaires représente les partis politiques régionalistes : Union Démocratique Bretonne, Unser Land (Alsace), Mouvement Région Savoie, Femu a Corsica (dont est membre le président de la collectivité de Corse, Gilles Simeoni, l'ancien avocat d'Yvan Collonna), Partitu di a Nazione Corsa, Unitat Catalana, HE Bai (Pays Basque), Parti Nationaliste Basque, Oui au Pays Catalan, le Parti Occitan, 57- Le parti des Mosellans, et le Congrès Mondial Amazigh (une ONG regroupant les berbères d'Afrique du Nord). Réf. : Régions et Peuples Solidaires, Présentation de R&PS. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://www.federation-rps.org/>

⁶⁵ Régions et Peuples Solidaires, Partis fédérés. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://www.federation-rps.org/partis-f%C3%A9d%C3%A9r%C3%A9s/>

⁶⁶ François Alfonsi a été de 2002 à 2020, maire d'Osani en Corse.

Parlement européen, aux côtés de son homologue Vert, Yannick Jadot⁶⁷. Dans les rangs de l’ALE, nous retrouvons le Parti nationaliste Écossais (*Scottish National Party*, SNP) réclamant l’indépendance de l’Écosse du Royaume-Uni pour réintégrer l’Union européenne. Mais chose surprenante en raison du positionnement progressiste et atlantiste des Verts/ALE⁶⁸, nous avons l’Alliance néoflamande (*Nieuw-Vlaamse Alliantie*, N-VA)⁶⁹ dirigé par le leader d’extrême droite Bart de Wever, partisan d’une Flandre indépendante. Ce dernier avait fait chuter le gouvernement belge en raison du vote sur le pacte des migrations de l’ONU⁷⁰. Il en va de même avec le Parti populaire hongrois de Transylvanie (*Erdélyi Magyar Neppart*). Celui-ci défend l’autonomie des Hongrois de Roumanie et une ligne conservatrice commune avec celle du Premier ministre Viktor Orbán⁷¹. Relevons à ce

⁶⁷ Les Verts/ALE au Parlement européen. « *Nos député.e.s* ». [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://www.greens-efa.eu/fr/who-we-are/our-meps>

⁶⁸ Les Verts/ALE au Parlement européen. « *Guerre en Ukraine* ». [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://www.greens-efa.eu/fr/fighting-for-you/guerre-en-ukraine>

⁶⁹ Si la N-VA est affiliée l’Alliance libre européenne (ALE), le parti nationaliste flamand fait aussi partie du Groupe Conservateurs et Réformistes Européens, au même titre que le parti letton, Alliance Nationale, qui a accueilli le Forum des nations libres de la Post-Russie pour sa cinquième réunion. Réf. : European Conservatives and Reformists, Nieuw-Vlaamse Alliantie – Belgium. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : https://ecrgroup.eu/ecr/party/new_flemish_alliance

⁷⁰ BALBONI Julien (09/12/2018) « *Le gouvernement belge éclate sur le pacte des migrations* », Le Parisien. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://www.leparisien.fr/international/le-gouvernement-belge-eclate-sur-le-pacte-des-migrations-09-12-2018-7964187.php>

⁷¹ À partir de 2020, le Parti populaire hongrois de Transylvanie a fusionné avec le Parti civil hongrois (*Magyar Polgári Párttal*) pour devenir l’Alliance hongroise de Transylvanie (*Erdélyi Magyar Szövetség*, EMSZ) qui soutient Viktor Orbán. Réf. :

palmarès : l'Union russe lettone (*Latvijas Krievu savienība, LKS*)⁷² voulant protéger les droits de la minorité russophone présente en Lettonie⁷³. Par conséquent, les Verts/ALE soutiennent l'Ukraine contre les populations russophones du Donbass ayant subi depuis le changement de régime de 2014 les pires discriminations, à commencer par l'interdiction de l'usage de la langue russe, puis les bombardements dans les oblasts de Donetsk et de Lougansk pendant huit ans. À contrario, le groupe appui la minorité russophone présente en Lettonie au nom de la défense des minorités et de la lutte contre les discriminations. Cela relève d'un imbroglio idéologique⁷⁴. Ce faisant, il risquerait d'y avoir des tensions entre les Verts/ALE et le gouvernement letton composé de membres de l'Alliance Nationale, le parti ayant accueilli le cinquième Forum des nations libres de la Post-Russie au Parlement européen. Dans son programme, l'Alliance Nationale

Erdélyi Magyar Szövetség, « *AZ ERDÉLYI MAGYAR SZÖVETSÉG-GRŐL* ». [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://emsz.org/az-erdelyi-magyar-szovetsegregol/>

Erdélyi Magyar Szövetség (19/02/2023) « „*KÖZÖS ÉRTÉKEINK ÖSSZEKÖTNEK MINKET!*” – *AZ EMSZ KÜLDÖTTSEGE ORBÁN VIKTOR ÉVÉRTÉKELŐJÉN* ». [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://emsz.org/kozos-ertekeink-osszekotnek-minket-az-emsz-kul-dottsege-orban-viktor-evertkelojen/>

⁷² Русский союз Латвии. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://rusojuz.lv/>

⁷³ European Free Alliance, Member Parties. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://e-f-a.org/member-parties/>

⁷⁴ Cet imbroglio n'est pas le seul. L'ALE a comme partenaire aussi bien le Parti de l'égalité, de la paix et de l'amitié (*Dostluk Eşitlik ve Barış Partisi*) qui défend la minorité musulmane turcophone de la région de Thrace, en Grèce ; que le Parti démocratique d'Artsakh (*Artsakhi zhoghovrdavarakan kusaktsutyun*), qui défend les Arméniens de la région du Haut-Karabakh, en Azerbaïdjan, et milite pour la reconnaissance internationale de la République d'Artsakh. De quoi rendre furieux aussi bien la Grèce que la Turquie, dont cette dernière soutient l'Azerbaïdjan contre la sécession de sa région.

souhaite appliquer les mesures de son volet « *Latviska Latvija* » (Lettonie lettone) : l'usage de la langue nationale à tous les niveaux d'enseignement (excluant donc la langue russe), d'augmenter la part des Lettons en Lettonie, ainsi qu'à empêcher les tentatives d'introduction massive d'immigrants en Lettonie⁷⁵. Pour conclure, l'ALE a comme président Jordi Solé i Ferrando, membre du parti indépendantiste catalan, Gauche Républicaine de Catalogne (*Esquerra Republicana de Catalunya*, ERC)⁷⁶. Ce parti avait appelé à voter Oui au référendum de 2017 sur l'indépendance de la Catalogne organisé par l'ancien président de la généralité de Catalogne, Carles Puigdemont. L'ERC faisait d'ailleurs partie de la Coalition pour le Oui (*Junts pel Sí*) conduite par Puigdemont dans le cadre des élections au Parlement de Catalogne de 2015 et de préparer le référendum sur l'indépendance. Détail intéressant, l'ERC défend la création d'un État valencien de type fédéral regroupant la Province de Valence, de Majorque, Minorque, Ibiza, Formentera et la Catalogne, incluant le département français des Pyrénées-Orientales renommé « Catalogne du nord »⁷⁷. Donc, le parti français EELV cautionne dans ses rangs, des formations politiques souhaitant le démantèlement des États européens, y compris l'unité nationale de la France.

Si nous observons maintenant la nouvelle version du site internet, celle en ligne, les partenaires de l'Union du Caucase mentionnés plus haut ont disparu au profit d'autres à l'exception du Congrès mondial tchétyène⁷⁸. Nous remarquons l'insigne de l'ONG

⁷⁵ Nacionālās apvienības, Programma. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://nacionalaapvieniba.lv/programma/>

⁷⁶ The Greens/EFA, About the EFA Group. [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://www.greens-efa.eu/en/efa>

⁷⁷ Esquerra Republicana de Catalunya, (21/02/2019) « *Esquerra's main ideological foundations* ». [En ligne] Consulté le 11 juin 2023. URL : <https://en.esquerra.cat/en/esquerra-republicana-ideology-ideological-foundations>

⁷⁸ Caucasian Union, participants. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://caucasian-alliance.com/participants/>

géorgienne « Round Table Free Caucasus » dirigé par Lado Gamsakhourdia, le commandant de l'unité de volontaire géorgienne « Caucasian Legion » qui, en plus de se battre en Ukraine, est le bras militaire de l'Union du Caucase. Ensuite, nous avons le **Conseil de la Circassie unie** (*Council of United Circassia*, CUC), une association militant pour l'indépendance de la Circassie et stationné en Turquie. Elle est promue par la Jamestown Foundation et de son analyste, Paul Goble (collaborateur du portail Region.Expert)⁷⁹. En mai 2023, le secrétaire général du Conseil, Mustafa Canbek, avait assisté à une conférence réunissant plusieurs organisations de défenses des peuples du Caucase, dont l'intervenant principal était Akhmed Zakaïev. On constate à cette occasion, la présence des députés ukrainiens Fedir Venislavskiy et Oleg Dunda⁸⁰. Fedir Venislavskiy est le représentant du président de l'Ukraine, en l'occurrence de Volodymyr Zelensky, au Parlement ukrainien. Oleg Dunda est adhérent de « Serviteur du Peuple », le parti du président Zelensky, et pareillement, un participant du Forum des nations libres de la Post-Russie. Comme autre partenaire de l'Union du Caucase, le **Congrès circassien** (*Circassian Congress*, Cherkessk) chargé de préserver la culture, l'identité circassienne et l'indépendance de la Circassie. Ensuite, le **Centre national du Daghestan**, une organisation défendant l'indépendance du Daghestan et dont son président est Dzhabrail Mirzoev. Il dirige le bureau de représentation de l'Union du Caucase à Kiev, en Ukraine. Le Congrès dispose d'un bataillon de volontaires du Daghestan nommé d'après l'imam Shamil qui se bat aux côtés des forces ukrainiennes. Et le dernier, « **Powerful Azerbaijan** », une organisation humanitaire apportant son

⁷⁹ GOBLE Paul (16/02/2023) « *Moscow Continues Efforts to Penetrate Circassian Diaspora* », Eurasia Daily Monitor Volume : 20 Issue : 29, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://jamestown.org/program/moscow-continues-efforts-to-penetrate-circassian-diaspora/>

⁸⁰ Kyiv Post (29/05/2023) « *If Russia is Allowed to Remain an Empire, it Won't be Defeated – Ichkerian Leader* ». [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://www.kyivpost.com/post/17635>

aide à l'Ukraine, soutenant le gouvernement azerbaïdjanais et l'entrée de l'Azerbaïdjan dans l'Union européenne. L'association coopère avec l'ambassade de Turquie.

Nous devons rajouter comme autre force militaire en partenariat avec l'Union du Caucase le **bataillon Cheikh Mansour**. Celui-ci regroupe les volontaires tchéchènes. Il est créé en 2014 par une organisation politique fondée par des natifs du Caucase au Danemark, « Free Caucasus », dans le but initial était de combattre les séparatistes pro-russes dans le Donbass⁸¹. Le bataillon Cheikh Mansour appartenait au corps des volontaires ukrainiens de Secteur Droit (*Pravyi sektor*), commandé à l'époque par Dmytro Yarosh, membre de la mouvance d'extrême droite ukrainienne et proche d'Andriy Biletsky, commandant du bataillon Azov et d'Oleh Tyahnybok du parti Svoboda⁸². Cheikh Mansour appartient aux cinq bataillons tchéchènes qui se bat en Ukraine contre les troupes russes⁸³. Il s'entraîne conjointement, malgré les rivalités, avec le bataillon Dzhokhar Dudaev⁸⁴ et le bataillon spécial séparé du ministère de la Défense de la République tchétchène d'Itchkérie (en abrégé OBON)⁸⁵. Ce

⁸¹ DZYUBAK Anastasia [Дзюбак Анастасія] (26/10/2014) « "Вільний Кавказ" створив батальйон добровольців імені Шейха Мансура », Гречка. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://gre4ka.info/suspilstvo/14085-vilnyi-kavkaz-stvoryv-batalion-dobrovoltsiv-imeni-sheikha-mansura>

⁸² CHEVTCHOUK Ihor [Шевчук Ігор] (18/09/2018) « З військовими в окопах сидять та чергують»: що відомо про «неофіційні» добробати на Донбасі », hromadske. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://hromadske.ua/posts/neofitsiini-dobrobaty-na-don-basi>

⁸³ CHAMBERS Harold (04/04/2023) « *Chechens Fight With Ukrainians Against Russia* », New Lines Magazine. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://newlinesmag.com/reportage/chechens-fight-with-ukrainians-against-russia/>

⁸⁴ Le bataillon Dzhokhar Dudaev a été créé en référence au premier président de la République tchétchène d'Itchkérie.

⁸⁵ CHAMBERS Harold (18/01/2023) « 2022, année sismique pour la Tchétchénie », Atlantico. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL :

dernier est la « branche armée » du gouvernement itchkérien en exil présidé par Akhmed Zakaïev⁸⁶. L'OBON a dans ses commandants le djihadiste Abdul-Hakim al-Shishani, un vétéran de la Deuxième guerre de Tchétchénie⁸⁷. Il était l'ancien chef d'Ajnad al-Kavkaz (Soldats du Caucase, abrégé en AK) qui opérait à l'origine sous le commandement de l'organisation islamiste Ansar al-Sham, lors de la guerre civile en Syrie. L'AK combattait avec des groupes extrémistes tels que le Parti islamique du Turkestan (TIP) et le Front al-Nosra, soit la branche syrienne d'Al-Qaïda⁸⁸. En octobre 2022, Akhmed Zakaïev a rencontré les différents commandants du bataillon OBON, dont Abdul-Hakim al-Shishani, lors d'un déplacement en Ukraine. Au moment de sa visite à Kiev, il a obtenu de la part du Parlement ukrainien le vote d'une résolution reconnaissant la Tchétchénie comme « territoire temporairement occupé par la Russie » et « condamnant le génocide du peuple tchétchène »⁸⁹.

<https://atlantico.fr/article/decryptage/2022-annee-sismique-pour-la-demographie-guerre-en-ukraine-tchetchenie-ramzan-kadyrov-influence-vladimir-poutine-femmes-enfants-generations-soldats-tues-generations-sacrifiees-groupe-wagner-mercenaires-harold-chambers>

⁸⁶ DOUKAEY Aslan (06/09/2022) « *Chechen Fighters in Ukraine Set Sights on Homeland* », Eurasia Daily Monitor Volume: 19 Issue: 129, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://jamestown.org/program/chechen-fighters-in-ukraine-set-sights-on-homeland/>

⁸⁷ LE DOUMEUF Romarik (30/10/2022) « *Des djihadistes d'Al-Qaïda en Ukraine pour soutenir les troupes de Kiev ? C'est un peu plus compliqué que ça* », 20 minutes. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://www.20minutes.fr/monde/4007723-20221030-djihadistes-al-qaida-ukraine-soutenir-troupes-kiev-peu-plus-complique-ca>

⁸⁸ Voir ANNEXE 48, images 66 et 67.

⁸⁹ MIKHALCHENKO Lidia (19/11/2022) « *Chechen Separatist Fighters Defend Ukraine Against 'Common Enemy' Russia* », Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL). [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/ukraine-chechens-common-enemy-russia/32136592.html>

En avril 2023, lors du sixième Forum tenu aux États-Unis, le gouvernement en exil de la République tchétchène d'Ichkérie a été représenté par son ministre des Affaires étrangères, **Inal Sherip**⁹⁰.

LES INDÉPENDANTISTES AUTOCHTONES

Ruslan Gabbasov. Le chef du Centre politique national bachkir. Il avait fondé le mouvement « Bashkort » qui organisait des rassemblements pour l'étude obligatoire de la langue bachkir dans les écoles. Le mouvement fut interdit en Russie pour extrémisme. Gabbasov, a par la suite quitté la Russie avec sa famille pour la Turquie, avant de réclamer l'asile politique à la Lituanie⁹¹. Il est un soutien de la plupart des organisations et opposants du Kremlin dont son compatriote Airat Dilmukhametov – collaborateur du portail Region.Expert –, Alexandre Navalny, l'Open Russia Foundation de Mikhaïl Khodorkovski, ainsi que l'un des participants du Free Russia Forum de Garry Kasparov⁹². En 2022, il avait déclaré au *Moscow Times*, que la guerre en Ukraine était une « fenêtre d'opportunité » qui permettrait de développer une conscience nationale bachkire dont les aboutissements seraient une plus grande autonomie de la république du Bachkortostan face à la Fédération de Russie⁹³. Le

⁹⁰ TORRANCE Kelly Jane (24/06/2023) « Exhilaration in battered Ukraine as coup arises in Russia », New York Post. [En ligne] Consulté le 12 juin 2023. URL : <https://nypost.com/2023/06/24/exhilaration-in-battered-ukraine-as-coup-arises-in-russia/>

⁹¹ KUCHERENKO Daria [Кучеренко Дарья] (07/12/2021), « Националист пришел в Европу », Kommersant. [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://www.kommersant.ru/doc/5117809>

⁹² SHTEPA Vadim [Штепа Вадим] (17 décembre 2021), « Башкортлы и башкирцы. Руслан Габбасов – о пути от империи к федерации », Svoboda (RFE/RL). [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://www.svoboda.org/a/bashkorty-i-bashkirtsy-ruslan-gabbasov-o-puti-ot-imperii-k-federatsii/31614049.html>

⁹³ LATYPOVA Leyla (23/05/2022), « *For Russia's Exiled Ethnic Activists, Ukraine War a 'Window of Opportunity'* », The Moscow Times. [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL :

nationaliste bachkir atteste que « l'élimination com-plète » de la Russie en tant qu'empire passe par le soutien actif des Occidentaux aux six mouvements indépendantistes situés dans la Volga-Oural. Trois de ces mouvements - Bachkirs, des Tatars et des Erzyas - seraient déjà actifs, mais les trois autres, représentant les peuples Mari El, Oudmourtie et Tchouvachie, seraient encore en état de léthargie. Par ailleurs, il indique que les mouvements rassemblant les Oudmourtes, Maris, Erzya et Mokshas bénéficieraient du soutien de l'Estonie et de la Finlande⁹⁴.

Zurtan Khaltarov. Originaire de la ville d'Ulan-Ude au sein de la république fédérative russe de Bouriatie, située dans le sud de la Sibérie. Il avait dû s'exiler après avoir milité pour la défense de la langue bouriate et surtout pour avoir protesté contre un projet de construction d'un monument cosaque, symbole « d'un manifeste de revendications hégémoniques russes »⁹⁵. Il est réfugié aujourd'hui en Pologne et milite pour l'indépendance de la Bouriatie au sein du *Buriyad gürün* (Communauté bouriate des penseurs de la santé).

Rajana Dugar-De Ponte. Elle est membre du Mouvement national bouriate (*Buryat National Movement*). À ce titre, elle est aussi une militante en faveur de l'indépendance de la Bouriatie. Depuis 2015, elle est exilée aux États-Unis et devient chroniqueuse du projet régional de Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), *Siberia.Realities*. Elle est également membre de la Ligue des nations

<https://www.themoscowtimes.com/2022/05/22/for-russias-exiled-ethnic-activists-ukraine-war-a-window-of-opportunity-a77714>

⁹⁴ Idel-Ural.org, (23/01/2023) « *The key to the collapse of the empire lies in six republics of the Idel-Ural – Ruslan Gabbasov* ». [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://idel-ural.org/en/archives/the-key-to-the-collapse-of-the-empire-lies-in-six-republics-of-the-idel-ural-ruslan-gabbasov/>

⁹⁵ JEZNACH Karolina (03/01/2023) « *How Warsaw Became the Exile Capital of the East* », Der Spiegel. [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://www.spiegel.de/international/the-polish-refugee-magnet-how-warsaw-became-the-exile-capital-of-the-east-a-01e8b73a-bf56-42f7-b883-f8b4242f3d4d>

libres (*League of Free Nations*, LFN) qui rassemble les peuples Kamoulks, Cosaques, Bouriates, Mokcha, et Erzya⁹⁶. Erzya est représenté par Bolyaen Syres, celui là-même qui collabore avec le président de l'OUN bandériste⁹⁷. L'objectif de la Ligue est de coordonner les actions des différents mouvements indépendantistes autochtones.

Pavel Sulyandziga. Dans les années 1990, il a été membre du Groupe de Travail sur la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises auprès des Nations-Unies, et depuis 2001, premier vice-président de l'Association Russe des Peuples Autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient (RAIPON). En 2006, il est devenu membre de la Chambre civique de la Fédération de Russie⁹⁸. Il défend particulièrement les droits du peuple Udege dont il est issu. Ce peuple est réparti sur les deux sujets fédéraux de la Fédération de Russie que sont le *krai* de Primorié (Primorsky) et le *krai* de Khabarovsk, situés en Extrême-Orient, longeant la côte des mers du Japon et d'Okhotsk qui débouchent sur l'océan Pacifique. En 2016, il s'engage en politique et se présente aux élections à la Douma d'État russe dans le groupe régional n°28

⁹⁶ Free Nations League, Buriats. [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://freenationsleague.org/en/buryats-fcadd77415d6807e187e6bc9c8ae0cab.html>

⁹⁷ Free Nations League, Erzya. [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://freenationsleague.org/en/erzya-73625e290fa4232bf20aa0c0e7c56be5.html>

⁹⁸ Nations Unies, Droits de l'Homme, M. Pavel Sulyandziga. [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://www.ohchr.org/fr/business/mr-pavel-sulyandziga-former-member-working-group-issue-human-rights-and-transnational-corporations>

qui englobe le territoire de Primorié, sous l'étiquette du parti Iabloko (affilié à l'ALDE)⁹⁹. En 2017, il a demandé l'asile aux États-Unis¹⁰⁰.

Davur Dordzhiev et **Batyr Boromangnaev**. Membres du Congrès du peuple d'Oirat-Kalmouk. Une organisation souhaitant l'indépendance de la Kalmoukie, située dans le Caucase du nord¹⁰¹. Le Congrès du peuple d'Oirat-Kalmouk est représenté au sein de la LNF. Batyr Boromangnaev est l'ancien président de la branche régionale en République de Kalmoukie du parti Iabloko. En 2022, il a été condamné par la justice russe à une amende de 30 000 roubles pour avoir insulté les autorités du Kremlin en comparant la Russie de Poutine à un état « pratiquement fasciste »¹⁰².

Vadim Petrov et **Rustam Vasilev**. Tous les deux sont membres du Parti Républicain Balte (BRP). Le parti autonomiste qui avait été interdit dans l'oblast russe de Kaliningrad et que Mikhaïl Feldman, le collaborateur du portail Region.Expert, encensait dans ses écrits en appelant à une résurgence du régionalisme. Un régionalisme devant aboutir à l'indépendance et à la création de la République balte de Königsberg qui demanderait son adhésion à l'Union européenne, voire son rattachement à l'Allemagne¹⁰³. Lors de la première réunion du Forum, Vadim Petrov, le coordinateur du BRP,

⁹⁹ Iabloko (04/07/2016) « Региональные группы партии «ЯБЛОКО» на выборах в Государственную Думу (2016) ». [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://www.yabloko.ru/2016/07/04-0>

¹⁰⁰ BBC (08/06/2017) « Прочь из России: защитник коренных народов - о бегстве в США ». [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://www.bbc.com/russian/features-40194010>

¹⁰¹ DORDZHIEV Davur (07/02/2023) « *They Dream of Returning to February 23, 2022* », Free Kalmykia. [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://docs.freekalmykia.org/blog/they-want-to-go-back-on-feb-23rd>

¹⁰² Iabloko (02/03/2022) « Полиция преследует председателя Калмыцкого «Яблока» Батыра Боромангнаева ». [En ligne] Consulté le 13 juin 2023. URL : <https://www.yabloko.ru/regnews/kalmykiya/2022/03/02>

¹⁰³ Revoir le chapitre 5 sur Mikhaïl Feldman.

avait exhibé le drapeau représentant l'armoirie de Königsberg. Rustam Vasilev, le leader du BRP, s'est quant à lui exprimé lors du sixième Forum organisé aux États-Unis.

Dmitry Dorovskikh. Militant pour l'indépendance du Kouban. Ce territoire russe jouxtant l'Ukraine et situé à l'Est de la mer d'Azov. Une indépendance qui ne serait qu'une phase de transition. Selon un article d'*Eurasia Daily Monitor* affilié à la Jamestown Foundation et rédigé sous la plume du collaborateur du portail Region.Expert Paul Goble, Dorovskikh serait favorable à l'intégration du Kouban à l'Ukraine¹⁰⁴.

Murat Temirov. Un journaliste originaire de la Circassie, située dans la région du Caucase, proche de la Géorgie. Il est membre du Social and Media Consulting (SOMECON) à Prague, en Tchéquie. Une « initiative citoyenne à but non lucratif » enregistrée depuis 2015 auprès du ministère de la Justice de la République tchèque. SOMECON a été fondé par « un groupe international de professionnels des médias » dans le but de « fournir un soutien à la formation aux médias indépendants de la Fédération de Russie et d'autres pays de l'ex-Union soviétique »¹⁰⁵. Dans ses partenaires, nous retrouvons Transparency International Georgia¹⁰⁶. Cette ONG est financée par le ministère des Affaires étrangères du Danemark, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (SIDA), l'United States Agency for International Development (USAID), la National Endowment for Democracy (NED), la subvention « Black Sea Trust for Regional Cooperation » qui est accordée par le German

¹⁰⁴ GOBLE Paul (24/01/2023) « *The Kuban: A Real 'Wedge' Between Russia and Ukraine* », Eurasia Daily Monitor Volume: 20 Issue: 14, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://jamestown.org/program/the-kuban-a-real-wedge-between-russia-and-ukraine/>

¹⁰⁵ Social and Media Consulting (SOMECON), "about". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://somecon.org/about-us.html>

¹⁰⁶ Social and Media Consulting (SOMECON), "partners". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://somecon.org/partners.html>

Marshall Fund¹⁰⁷, et l'Europe Foundation¹⁰⁸, qui est aussi financée par l'USAID, ainsi que les gouvernements de la Suède et du Danemark¹⁰⁹.

Aida Abdrakhmanova. Vice-Première ministre des Affaires nationales et religieuses du « Gouvernement indépendant du Tatarstan » en exil. Elle est membre de la LFN¹¹⁰.

Nafis Kashapov. Vice-Premier ministre du gouvernement du Tatarstan indépendant en exil. Il est le frère de Rafis Kashapov, le président du Tatarstan en exil et membre du conseil de coordination du Forum des nations libres de la post-Russie.

Dr. Mustafa Canbek. Secrétaire général du Conseil de la Circassie Unie (CUC)¹¹¹. Un conseil associé avec l'Union du Caucase. Le projet émanant du Congrès mondial Tchétchène (WCC), lequel est présidé par Denny Teps, autre participant du Forum des nations libres de la post-Russie.

¹⁰⁷ German Marshall Fund of the United States, "Black Sea Trust for Regional Cooperation". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://www.gmfus.org/black-sea-trust-regional-cooperation>

¹⁰⁸ Transparency International Georgia, "Our Funding". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://transparency.ge/en/our-funding?o=%3E%3D&d%5Bvalue%5D%5Bmonth%5D=6&d%5Bvalue%5D%5Bday%5D=28&d%5Bvalue%5D%5Byear%5D=2023>

¹⁰⁹ Europe Foundation, "Resources". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://epfound.ge/en/resources/publications>

¹¹⁰ Free Nations League (14/04/2023) « *DECLARATION OF THE BASHKORT & TATAR NATIONAL MOVEMENT ON MUTUAL RECOGNITION & COOPERATION* ». [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://freenationsleague.org/en/declaration-of-the-bashkort--tatar-national-movement-on-mutual-recognition--cooperation-be345e756fbe307935e2eebbe37d26bf.html>

¹¹¹ The Council of United Circassia, "Executive board". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://www.united-circassia.org/executivel-board>

Farit Zakiev. Président du Centre public pantatar (*All-Tatar Public Center*, ATPC). En 2021, ce centre a été fermé à la suite d'une décision de la Cour suprême de la république russe du Tatarstan en raison de ses activités extrémistes¹¹². Zakiev appartient aussi à la LFN.

Nikita Andreev. Militant pour l'indépendance de la Yakoutie, situé dans l'actuelle République de Sakha, sujet de la Fédération de Russie, située à l'Extrême-Orient. Il est membre de la Free Yakutia Foundation, dont l'une des cofondatrices se nomme Raisa Zubareva qui représente le mouvement indépendantiste au sein de la LFN.

Magomed Torijev. Journaliste et représentant du Comité pour l'indépendance ingouche. Il a pris la parole au sixième forum des nations libres de la post-Russie dans les locaux du Hundson Institute.

Marina Khankhalaeva. Représentante du mouvement pour l'indépendance de la Bouriatie « Tusgaar Buryad Mongolia » au sein de la LFN¹¹³.

Beslan Kmuzov. Journaliste et militant du mouvement national circassien. En 2022, il avait interrogé le collaborateur du portail Region.Expert, Avraham Shmulevich, concernant la décision du

¹¹² RFE/RL (10/06/2022) « *Tatarstan's Supreme Court Shuts Down All-Tatar Public Center, Labels It Extremist* ». [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/tatarstan-shuts-center-ngo-crackdown-extremist/31892844.html>

¹¹³ Free Nations League (17/02/2023) « *MUNICH SECURITY CONFERENCE WANTS TO TALK ABOUT RUSSIA ONLY WITH ETHNIC RUSSIANS* ». [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://free-nationsleague.org/en/munich-security-conference-wants-to-talk-about-russia-only-with-ethnic-russians-c86cdee479bd7beb576167159402a4b2.html>

parlement ukrainien d'avoir reconnu la Tchétchénie comme territoire temporairement occupé par la Russie¹¹⁴.

Stanislav Pavlovski - Suslov. Il est le vice-président du Comité de la Confédération indépendante de Sibérie (*Committee of the Independent Confederation of Siberia*). Un comité ayant dans sa « déclaration d'indépendance » le projet de la sécession de la Sibérie et de plusieurs autres oblasts limitrophes¹¹⁵. Le but étant de créer les fameux « États-Unis de Sibérie » proposé par le Forum des nations libres de la post-Russie. Quelle ne fut pas notre surprise quand nous remarquons que le Comité de la Confédération indépendante de Sibérie a pour président, un certain Andrius Almanis, l'un des acteurs clés dudit Forum¹¹⁶.

Nous terminons brièvement par cette liste non exhaustive des derniers participants dont les informations restent néanmoins très limitées à leurs sujets : **Grigory Kolmakov**, blogger russe et cofondateur du mouvement « Free Siberia »¹¹⁷. **Denis Ugriumov**, représentant du Free Ingria Socio-Political. **Evgeny Bursanidis**, représentant du « Raspberry Klin – Independent Kuban Movement » (mouvement indépendant du Kouban). **Igor Pronkinov**, membre du mouvement démocratique – Bourjade Erkheten Mongol (*Buryad-*

¹¹⁴ KМУЗОВ Beslan [Кмузов Беслан] (19/10/2022) « Авраам Шмудевич: Признание независимости Ичкерии Украиной важно для всех народов Северного Кавказа » Newcaucasus.com. [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://newcaucasus.com/nc-other/21734-avraam-shmulevich-priznanie-nezavisimosti-ichkerii-ukrainoj-vazhno-dlya-vseh-narodov-severnogo-kavkaza.html>

¹¹⁵ Free Syberia, "ЗАЯВЛЕНИЕ". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://sites.google.com/view/freesiberia/en>

¹¹⁶ Free Syberia, "Committee". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://sites.google.com/view/freesiberia/en/committee>

¹¹⁷ Free Nations of PostRussia Forum, "Leadership". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : <https://www.freenationsrf.org/leadership>

Mongol Erkheden Democratic Movement)¹¹⁸. **Mikhail Oriesnikov** représentant du Mouvement pour la liberté de la Tchouvachie (*Movement for the Freedom of Chuvashia*). **Nia Aytin**, activiste et militante du Mouvement national Nogai pour l'indépendance de la nation Nogai et de la République Nogai d'Astrakhan¹¹⁹. **Michael Gradov**, représentant du mouvement pour la liberté de la Biarmie¹²⁰. **Stanislav Suslov**, représentant du mouvement pour l'indépendance de la Sibérie. **Dobromir Ilyuchenko**, représentant de Green Wedge dans le territoire de Khabarovsk et militant pour la création d'une Fédération du Pacifique. **Alevtina Soldatova**, militante pour la défense de la langue finno-ougrienne, le Vepse. **Anvar Kurmana-kaev**, militant pour l'indépendance de la république de Nogaï.

LES ACTIVISTES EUROPÉENS

À présent, nous devons étudier le profil, le parcours et les affiliations de ces européens secondant les mouvements séparatistes autochtones.

- **Un Autrichien dans les pas de Brzezinski.**

Günther Fehlinger. Économiste autrichien et ancien secrétaire général de l'Union des PME du Parti Populaire Européen (PPE)¹²¹. Il est président du comité autrichien pour l'adhésion de l'Autriche à

¹¹⁸ BURYA D – MONGOL ERKHETEN DEMOCRATIC MOVEMENT, "About us". [En ligne] Consulté le 14 juin 2023. URL : https://buryad-mongol.org/?page_id=93

¹¹⁹ Située dans l'actuel oblast d'Astrakhan dans le Caucase, au nord-ouest de la mer Caspienne.

¹²⁰ La Biarmie désigne l'oblast d'Arkhangelsk se situant au nord de la Russie occidentale et bordant la mer Blanche débouchant sur la mer de Barents puis vers l'océan Arctique.

¹²¹ Visegrad Insight, "Günther Fehlinger". [En ligne] Consulté le 27 juin 2023. URL : <https://visegradinsight.eu/author/g-fehlinger/>

l'OTAN et membre du conseil d'administration Groupe d'action pour l'intégration économique régionale (*Action Group for Regional Economic Integration*, AGREI). Celui-ci a pour but de « soutenir l'intégration économique et européenne des quatre pays des Balkans du Sud (Albanie, Kosovo, Macédoine et Monténégro) »¹²². De plus, Fehlinger a fait part de son expertise aussi bien auprès de l'European Council on Foreign Relations (ECFR)¹²³ que de l'Atlantic Council¹²⁴. Il est aussi président de l'ONG Europeans for Tax Reforms (ETR) qui s'oppose « par principe » à toute augmentation d'impôt et défend un « taux unique d'imposition forfaitaire » pour l'Union européenne¹²⁵. Le président d'honneur de l'ONG n'est autre que l'ancien ministre des Finances de Slovaquie, Ivan Mikloš¹²⁶. Ce dernier est un participant régulier des réunions du Groupe Bilderberg¹²⁷. Günther Fehlinger se pose en admirateur de Zbigniew Brzezinski et déclare qu'il « développe son héritage idéologique » au sein de sa propre doctrine qui est de transformer l'Eurasie en une myriade de démocraties de marché et alliées des États-Unis, sur les anciens pays de la Russie, de l'Iran et de la Chine. Des assertions présentées avec

¹²² Action Group for Regional Economic and European Integration. [En ligne] Consulté le 27 juin 2023. URL : <https://www.agreei.org/>

¹²³ European Council on Foreign Relations, "EXPERTS & STAFF - Günther Fehlinger". [En ligne] Consulté le 27 juin 2023. URL : <https://ecfr.eu/profile/gunther-fehlinger/>

¹²⁴ FEHLINGER Günther (01/05/2017) « *What Can Ukraine Learn from the Balkans ?* » Atlantic Council. [En ligne] Consulté le 27 juin 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/what-can-ukraine-learn-from-the-balkans/>

¹²⁵ Europeans For Tax Reform, "Our mission". [En ligne] Consulté le 27 juin 2023. URL : <https://www.flattax-europe.eu/main/mission.htm>

¹²⁶ Europeans For Tax Reform, "Our people". [En ligne] Consulté le 27 juin 2023. URL : <https://www.flattax-europe.eu/main/people.htm>

¹²⁷ SCHUSTER Robert (03/06/2017) « *Koná sa Bilderberg, ktorý dráždi predstavivosť konšpirátorov. Kto a o čom tam diskutuje?* » HNon-line.sk. [En ligne] Consulté le 27 juin 2023. URL : <https://hnonline.sk/svet/970897-kona-sa-bilderberg-ktory-drazdi-predstavivost-konspiratorov-kto-a-o-com-tam-diskutuje>

des cartes de l'Eurasie aux frontières remodelées qu'il publie sur son compte Twitter¹²⁸. Lors de son invitation à la sixième réunion du Forum des nations libres de la Post-Russie dans les locaux du Hudson Institute, il a fait un plaidoyer pour que l'Ukraine et le reste des pays de l'Europe balkanique rejoignent l'UE et l'OTAN¹²⁹.

Créer une mosaïque de nouveaux États pro-atlantistes sur les décombres de la Russie, de la Chine et de l'Iran, voilà un ambitieux projet qui ne manquera pas de faire fulminer les chancelleries des pays concernés.

- **Les BiélorU.S.**

Pavel Latushko¹³⁰. Ancien ambassadeur biélorusse dans plusieurs pays d'Europe. Après que les élections présidentielles de 2020 ont reconduit pour la sixième fois Alexandre Loukachenko à la présidence de la Biélorussie, d'importantes manifestations se produisirent pour contester les résultats. À cet instant, Latushko bascule dans le camp de l'opposition et s'exile à l'étranger. Il devient le fondateur et le président de « l'administration nationale anti-crise » (Народнае антыкрызіснае ўпраўленне)¹³¹, un gouvernement d'opposition non officiel biélorusse en exil qui a eu l'aval du Conseil de coordination biélorusse dirigée par Svetlana Tikhonovskaïa. Il s'agit de l'ancienne candidate d'opposition à l'élection présidentielle

¹²⁸ Voir ANNEXE 49, image 68.

¹²⁹ Gunther Fehlinger (26/04/2023) « *Speech Fehlinger in Washington Free Russian Nations into #ExRussia Forum at Hudson Institute* », YouTube, 5min11sec. [En ligne] Consulté le 27 juin 2023. URL : https://www.youtube.com/watch?v=Gpb_9_q6qxM

¹³⁰ L'écriture du nom peut varier selon les langues : Pavel Latuszka (polonais), Pavel Latushko (anglais), Pavel Latushka ou Latouchka (français).

¹³¹ National Anti-Crisis Management, "About". [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://www.belarus-nau.org/be/about>

biélorusse de 2020, et ayant suivi aussi le chemin de l'exil¹³². Le Conseil de coordination (*Kaardynatsynaïa rada*) est un organisme voulant à la fois représenter la société civile biélorusse et organiser le transfert pacifique du régime autoritaire biélorusse en régime démocratique. Le Conseil dispose d'un présidium composé de sept membres, dont fait partie Pavel Latushko¹³³. Le Conseil a été rapidement appuyé outre-Atlantique. En novembre 2020, le Sénat américain, sous le parrainage du représentant républicain Christopher Henry Smith, a adopté la « Loi sur la démocratie, les droits de l'homme et la souveraineté en Biélorussie »¹³⁴. Cet acte reconnaît le Conseil de coordination comme « le représentant légitime du peuple biélorusse »¹³⁵. En réponse, un tribunal de Biélorussie a condamné par contumace Svetlana Tikhanovskaïa à 15 ans de prison et Pavel Latushko à 18 ans de prison sous le chef d'inculpation de « haute trahison »¹³⁶. En 2022, une nouvelle organisation vient compléter le Conseil de coordination et l'Administration nationale anti-crise, il s'agit du Cabinet de transition uni du Bélarus (NAM)¹³⁷. Il est présidé par Sviatlana Tikhanouskaya et se fixe comme objectif de libérer la Biélorussie *de la tyrannie dictatoriale de Loukachenko*

¹³² Coordination Council. [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://rada.vision/en>

¹³³ Coordination Council, "Президиум". [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://rada.vision/prezidium>

¹³⁴ Congress.gov. « H.R.8438 – Belarus Democracy, Human Rights, and Sovereignty Act of 2020 ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://www.congress.gov/bill/116th-congress/house-bill/8438/text>

¹³⁵ Coordination Council, (19/01/2021) « *USA continues to support the democratic forces of Belarus* ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://rada.vision/en/usa-continues-to-support-the-democratic-forces-of-belarus>

¹³⁶ Voice of Belarus, (06/03/2023) « *Condemnations par contumace : Svetlana Tikhanovskaïa, 15 ans, Pavel Latouchka, 18 ans* ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://www.voiceofbelarus.org/fr/belarus-nouvelles/condamnations-par-contumace-svetlana-tikhanovskaya-15-ans-pavel-latushko-18-ans/>

¹³⁷ National Anti-Crisis Management, NAM.

et de l'oppression russe. Une fois la Biélorussie « libérée », elle devra quitter les structures eurasiennes : l'État de l'Union entre la Biélorussie et la Russie, l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC), l'Union économique eurasiatique (UEE), et la Communauté des États indépendants (CEI)¹³⁸. Une Biélorussie « européenne » qui, toujours selon ce cabinet, se rapprocherait indubitablement de l'OTAN¹³⁹. Dernier élément, le cabinet coopère déjà avec le Conseil de l'Europe et souhaite être reconnu au niveau international¹⁴⁰.

Vadym Prokoviev. Homme d'affaires et ancien restaurateur à Minsk. En 2020, il vend toutes ses parts et quitte la Biélorussie pour s'installer dans un autre pays pour devenir un opposant actif du président biélorusse Alexandre Loukachenko, mais aussi à Vladimir Poutine¹⁴¹. Tout d'abord, en 2021, il crée la chaîne radio d'oppo-

¹³⁸ National Anti-Crisis Management, (24/06/2023) « *STATEMENT - The United Transitional Cabinet of Belarus* ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://www.belarus-nau.org/en/post/statement>

¹³⁹ National Anti-Crisis Management, (10/07/2023) « *UTC's position on the Vilnius NATO summit* ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://www.belarus-nau.org/en/post/utc-s-position-on-the-vilnius-nato-summit>

¹⁴⁰ National Anti-Crisis Management, (13/10/2022) « *Recognise the United Transitional Cabinet as the true representative of the people* ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://www.belarus-nau.org/en/post/recognise-the-united-transitional-cabinet-as-the-true-representative-of-the-people>

¹⁴¹ Euroradio.FM (06/07/2020) « Ресторатор Вадим Прокопьев продал доли во всех заведениях и уезжает из Беларуси ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://euroradio.fm/ru/restorator-prokopenv-uezhaet-iz-belarusi-i-prodal-svoi-doli-vo-vseh-zavedeniyah>

NOTE : Euroradio.FM, est un média en langue russe qui est sponsorisé entre autres par l'USAID ; et par la plateforme Civic Belarus (<https://www.civicbelarus.eu/>) qui est en partenariat avec la NED.

sition « La Haye » (Радио Гаара)¹⁴². Puis, en 2022, au moment de la guerre en Ukraine, il devient le cofondateur et commandant du régiment de volontaire biélorusse « Pahonia » qui se bat actuellement en Ukraine contre les forces armées russes¹⁴³. Le régiment a été immédiatement promu par l'opposante biélorusse, Svetlana Tikhonovskaïa¹⁴⁴. Néanmoins, le régiment Pahonia collabore sur le terrain avec un autre groupe de combattants biélorusses, le bataillon Kastous-Kalinowski¹⁴⁵. Ce bataillon, intégré dans la Légion internationale pour la défense territoriale de l'Ukraine, se donne comme objectif militaire et politique, non seulement la victoire de l'Ukraine devant conduire à la chute des régimes en Russie et Biélorussie, mais aussi de permettre à l'Ukraine et à la Biélorussie d'intégrer l'Union européenne et l'OTAN¹⁴⁶. Dernièrement, le bataillon Kastous-Kalinowski, par la voie de l'un de ses instructeurs, Nikolai Molokov, veut prendre en modèle de référence le régiment néonazi Azov :

Je veux que le régiment nommé d'après Kastous-Kalinowski devienne une unité puissante qui ne serait pas inférieure même au régiment d'Azov. Tous les Ukrainiens sont fiers du régiment Azov, ce sont de vrais patriotes. De même, je veux que ce soit avec le

¹⁴² Вадим Прокопьев, "Playlist". YouTube. [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLfRs78isPkjigfOUoQCLEV-LM3YPQzuPq>

¹⁴³ Euroradio.FM (04/11/2022) « На создателей и участников полка "Погоня" завели уголовное дело ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://euroradio.fm/ru/na-sozdateley-i-uchastnikov-polka-pogonya-zaveli-ugolovnoe-delo>

¹⁴⁴ Voir ANNEXE 50, image 69.

¹⁴⁵ Euroradio.FM (28/04/2022) « Вадим Прокопьев заявил, что полк "Пагоня" существует ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://euroradio.fm/ru/vadim-prokopev-zayavil-chto-polk-pagonya-sushchestvuet>

¹⁴⁶ Полк імя Кастуся Каліноўскага, "Полк Кастуся Каліноўскага". [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://kalinouski.org/about/>

*régiment de Kastous-Kalinowski. Mais pour cela, un combattant doit être capable de surmonter le sentiment de peur en lui-même.*¹⁴⁷.

Ces déclarations ne sont guère renversantes lorsque nous décelons que le bataillon Kastous-Kalinowski a fait partie du détachement Azov au début du conflit¹⁴⁸.

- **Un Danois négociant à l'anglaise.**

Mikkel Gudsøe. Professeur associé en négociation à l'université d'Aarhus¹⁴⁹, au Danemark. Il a été pendant neuf ans au sein de l'organisation industrielle Dansk Mode & Textil et vice-président exécutif au service des affaires juridiques du groupe Juhl Bach Holding, une société d'investissement immobilier¹⁵⁰. Gudsøe est aussi *senior fellow* de l'Institute for Global Negotiation (IGN) basé en Suisse, et chargé de promouvoir « l'utilisation des compétences de négociation et de résolution des conflits pour relever les défis mondiaux et favoriser la coopération »¹⁵¹. L'institut a pour partenaires : l'université de Zurich (en Suisse), la Ernst Göhnher Stiftung, la Hirschmann Stiftung, Georg und Bertha Schwyzer-Winiker Stiftung, la branche

¹⁴⁷ Euroradio.FM (10/03/2023) « Как полк Калиновского из гражданского человека делает бойца. Рассказ инструктора ». [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://euroradio.fm/ru/kak-polk-kalinovskogo-iz-grazhdanskogo-cheloveka-delaet-boyca-rass-kaz-instruktora>

¹⁴⁸ CIOBANU Claudia (22/03/2022) « *FOREIGN FIGHTERS: TAKING THE FIGHT TO RUSSIA IN UKRAINE* », Reporting Democracy. [En ligne] Consulté le 28 juin 2023. URL : <https://balkaninsight.com/2022/03/22/foreign-fighters-taking-the-fight-to-russia-in-ukraine/>

¹⁴⁹ Aarhus est une importante ville portuaire se situant sur la côte Est de la péninsule du Jutland, sur la partie continentale du Danemark.

¹⁵⁰ Gudsoe.com [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.gudsoe.com/>

¹⁵¹ Institute for Global Negotiation, "about". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.global-negotiation.org/about>

suisse de la Mercator Stiftung, la maison d'édition néerlandaise Brill Publishing, mais surtout l'Europa Institut de l'université de Zurich¹⁵². Celui-ci est subventionné par le Centre BMW d'études allemandes et européennes de l'Université de Georgetown basée à Washington (CGES), qui est décrit comme « le premier centre d'étude des affaires européennes et des relations transatlantiques aux États-Unis »¹⁵³. Dernier partenaire de la liste, le Centre de compétence en négociation humanitaire (*Centre of Competence on Humanitarian Negotiation*, CCHN) issu d'une initiative conjointe entre le Comité international de la Croix-Rouge, du Haut-Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés, du Programme alimentaire mondial des Nations-Unies et de la section suisse de Médecins Sans Frontières¹⁵⁴. Le président d'IGN est un Anglais se dénommant Jack R. Williams. Il est à la fois professeur auxiliaire à Sciences Po Paris, à l'Université Leuphana de Lüneburg en Allemagne, et à l'Université américaine du Kurdistan ; ainsi que consultant pour l'Institut des Nations-Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)¹⁵⁵. L'IGN a comme positionnement politique d'être en faveur de l'Union européenne et d'être très critique envers « l'isolationnisme » de l'administration Trump qui ferait le jeu de la Chine et de son programme des nouvelles routes de la soie¹⁵⁶. Pour le démontrer,

¹⁵² Institute for Global Negotiation, "partners". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.global-negotiation.org/partners>

¹⁵³ Europa Institute, "CGES at Georgetown University". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.eiz.uzh.ch/EIZ/web/eiz/eventliste/cges-georgetownuniversity.aspx>

¹⁵⁴ Frontline negotiations, "Governance". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://frontline-negotiations.org/home/discover/governance/>

¹⁵⁵ Institute for Global Negotiation, "Jack R. Williams - Président". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.global-negotiation.org/members-dyn/jack-r.-williams>

¹⁵⁶ @ign_zurich (Institute for Global Negotiation) « #OBOR a recreation of #globalization on #chinese terms? ». Twitter. 04/05/2018, 12h37 AM. [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL :

nous signalons parmi les membres du conseil d'administration de l'IGN, la baronne Catherine Ashton. Elle était vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité de 2009 à 2014. L'ancienne commissaire européenne occupe désormais le poste de présidente du conseil consultatif de l'IGN¹⁵⁷, celui de conseillère politique principale à la Chatham House¹⁵⁸ et présidente de la Global Europe Chair au Wilson Center, à Washington¹⁵⁹. Rappelons que le centre abrite le Kennan Institute et qu'il a été fréquenté par le collaborateur du portail Region. Expert, Pavel Luzin et par Alina Polyakova de l'Institute of Modern Russia (IMR). Ultime dévoilement, la baronne Catherine Ashton est une participante du World Economic Forum¹⁶⁰.

- **Les Estoniens portés au flambeau.**

Eino Rantanen. Il est étudiant de l'Université de Tartu¹⁶¹, membre du comité d'éducation du conseil municipal de Tartu, et

https://twitter.com/ign_zurich/status/992171193716396032?fbclid=IwAR2pJV8E3LmB_-st0Yjj7eJ3tpgNxGVcIPKFZpe8thojUNU08bPSDRtg6OY

¹⁵⁷ Institute for Global Negotiation, "Catherine Ashton - Chair of Advisory Council". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.global-negotiation.org/members-dyn/catherine-ashton>

¹⁵⁸ Chatham House, "Baroness Ashton - Senior Adviser". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/baroness-ashton>

¹⁵⁹ Wilson Center, "BARONESS CATHERINE ASHTON - Slater Family Distinguished Fellow". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/the-right-honourable-catherine-ashton-baroness-upholland>

¹⁶⁰ World Economic Forum, "Baroness Catherine Ashton". [En ligne] Consulté le 29 juin 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/baroness-catherine-ashton>

¹⁶¹ Tartu, est la deuxième plus grande ville d'Estonie située dans le sud du pays. Elle est considérée comme la capitale intellectuelle et culturelle

président de l'association des jeunes du Parti populaire conservateur estonien, Réveil Bleu (*Sinine Äratuse*)¹⁶². Le Parti populaire conservateur estonien (*Eesti Konservatiivne Rahvaerakond*, EKRE) est un parti considéré comme d'extrême droite. Il est issu de la fusion de l'Union populaire estonienne (*Eestimaa Rahvaliid*, ERL) et du Mouvement patriotique estonien (*Eesti Rahvuslik Liikumine*, ERL)¹⁶³. En 2010, le Mouvement patriotique avait lancé un appel au gouvernement et au conseil municipal de Tartu, exigeant le retrait d'un monument honorant les soldats de l'Armée rouge non loin du Musée national d'Estonie¹⁶⁴. Cet appel fut réalisé en collaboration avec le Parti de l'indépendance estonienne (*Eesti Iseseisvuspartei*, EIP), ayant pour emblème la croix celtique, ainsi qu'avec « Les amis de la légion estonienne » (*Eesti Leegioni Sõprade Klubi*, ELSK). Il s'agit d'une association voulant préserver la mémoire de la Légion SS estonienne qui s'était battue durant la Seconde Guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne nazie¹⁶⁵. L'EKRE axe son programme sur la critique de l'Union européenne, la défense nationale, la lutte contre

du pays voire de la baltique notamment grâce à la renommée de l'université de Tartu créée en 1632.

¹⁶² Uute Uudiste, (15/11/2022) « *Sinise Äratuse juhina jätkab Eino Rantanen* ». [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <https://uueduudised.ee/uudis/eesti/sinise-aratuse-juhina-jatkab-eino-rantanen/>

¹⁶³ BIARD Benjamin, « L'extrême droite en Europe centrale et orientale (2004-2019) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 2019/35-36 (n° 2440-2441), p. 5-70. DOI : 10.3917/cris.2440.0005. [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2019-35-page-5.htm>

¹⁶⁴ Terve Mõistuse Sündikaat (20/04/2010) « *Nõutakse punasamba kõrvaldamist Raadi mõisapargist* ». [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20100429040200/http://www.syn-dikaat.ee/news.php?uID=3755&lang=est>

¹⁶⁵ NIGLAS Kristo (31/07/2019) « *Läaneranna volikogu arutab mälestusmärgi taastamist* » Parnu Postimees. [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <https://parnu.postimees.ee/6741796/laaneranna-volikogu-arutab-malestusmargi-taastamist>

l'immigration et l'affirmation de l'appartenance de l'Estonie à l'OTAN. Le parti réclame même le stationnement d'une flottille de navires de guerre des pays de l'OTAN dans la mer Baltique¹⁶⁶. Depuis sa création en 2012, le Parti populaire conservateur estonien est devenu une force politique incontournable dans le paysage politique estonien. Lors des élections législatives de 2015, le parti était passé de 2,1% à 8,1% des voix et faisait son entrée au Parlement estonien en obtenant sept sièges¹⁶⁷. L'EKRE était la cinquième force politique du pays à ce moment-là. Aux élections de 2019, le parti devient la troisième force politique avec 17,7% des voix, et 19 sièges. Le parti entre dans le gouvernement de coalition du Premier ministre Jüri Ratas et obtient plusieurs postes ministériels, dont celui de l'Intérieur, des Finances et de l'Environnement¹⁶⁸. Au moment des élections législatives de mars 2023, le parti rebascule dans l'opposition, mais est devenu la deuxième force politique, avec 16 %, malgré une légère baisse par rapport à 2019. Il a obtenu 17 sièges sur les 101 que compte le parlement. EKRE est affilié au groupe Identité et Démocratie (ID) au Parlement européen. Soit la coalition de partis politiques composée du Vlaams Belang (VB) de Tom Van Grieken qui prône l'indépendance de la Flandre (Belgique)¹⁶⁹, de l'Alternative für Deutschland (AfD) de Tino Chrupalla et d'Alice Weidel

¹⁶⁶ EKRE, (27/12/2022) « RIIGIKAITSEPROGRAMM 2023 ». [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <https://ekre.ee/riigikaitseprogramm-2023-aasta-valimisteks/>

¹⁶⁷ Riigikogu Valimised 2015, "Eesti Vabariik". [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <http://rk2015.vvk.ee/voting-results.html>

¹⁶⁸ Vabariigi Valitsus, « Jüri Ratase II valitsuse aluspõhimõtted aastaks 2019–2023 ». [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <https://www.valitsus.ee/juri-ratase-ii-valitsuse-aluspohimotted-aastaiks-2019-2023>

¹⁶⁹ RTL Info (25/06/2023) « Indépendance de la Flandre souhaitée par le Vlaams Belang: "Le moment est peut-être venu de faire" un référendum ». [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <https://www.rtl.be/actu/belgique/politique/independance-de-la-flandre-souhaitee-par-le-vlaams-belang-le-moment-est-peut/2023-06-25/article/562714>

(Allemagne), de la Lega de Matteo Salvini (Italie) et du Rassemblement national de Marine Le Pen (France)¹⁷⁰.

Ronald Judin. Il est pareillement adhérent du parti EKRE et un des dirigeants de *Sinine Äratuse*¹⁷¹. Depuis 2014, ce mouvement de jeunesse organise chaque année, dans la ville de Tallinn, la capitale de l'Estonie, une procession aux flambeaux le jour de la fête nationale célébrant l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance (le 24 février 1919)¹⁷². Cette manifestation rassemble les nationalistes estoniens, mais aussi ceux des autres baltes. À titre d'exemple, des militants de l'Alliance Nationale assistent régulièrement à cet événement. C'est-à-dire, le parti nationaliste letton qui défend la mémoire de la Légion SS lettone et avait accueilli le cinquième forum des nations libres de la Post-Russie au Parlement européen¹⁷³. Lors de son allocution en tant qu'invité du sixième forum, Ronald Judin a représenté le mouvement national carélien et a renouvelé son soutien à l'Ukraine¹⁷⁴. En 2022, *Sinine Äratuse* a interviewé la militante nationaliste ukrainienne Olena Semenyaka, membre du Corps

¹⁷⁰ Identité et Démocratie, "Partis membres". [En ligne] Consulté le 30 juin 2023. URL : <https://fr.idgroup.eu/>

¹⁷¹ Free Nations of PostRussia Forum (06/04/2023) « Ronald Judin promo 6th Free Nations of PostRussia Forum 25-28.04.2023 USA ». YouTube, 0min03sec. [En ligne] Consulté le 10 juillet 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=8ofKJJu6nfA>

¹⁷² Sinise Äratuse, "Tõrvikurongkäik". [En ligne] Consulté le 10 juillet 2023. URL : <https://sininearatus.ee/yritused/torvikurongkaik/>

¹⁷³ Sinise Äratuse, "Tõrvikurongkäik 2014". [En ligne] Consulté le 10 juillet 2023. URL : <https://sininearatus.ee/yritused/torvikurongkaik/torvikurongkaik-2014/>

¹⁷⁴ Sinise Äratuse, (29/04/2023) "*SININE ÄRATUS VENEMAA VABADE RAHVASTE FOORUMIL*". [En ligne] Consulté le 10 juillet 2023. URL : <https://sininearatus.ee/2023/04/29/sinine-aratus-venemaa-vabade-rahvaste-foorumil/>

national fondé par l'ancien commandant du bataillon Azov, Andriy Biletsky¹⁷⁵.

- **Les Finlandais au bras (légèrement) tendu.**

Linus Linsén. Il est l'un des directeurs du mouvement de jeunesse nationaliste finlandais, Axe National (*Kansallinen akseli*), anciennement appelée Axe Uusimaa (*Uudenmaan akseli*) en référence du nom de la région finlandaise bordant le sud-ouest du pays et englobant la capitale Helsinki¹⁷⁶. L'une des activités de ce mouvement de jeunesse est de participer régulièrement à la procession de Tallinn, le jour de l'indépendance de l'Estonie¹⁷⁷, sur l'invitation d'un autre mouvement de jeunesse que nous avons déjà abordé, *Sinine Äratus* (Réveil Bleu) affilié à l'EKRE¹⁷⁸. Mais encore, cette organisation de jeunesse soutient leurs « frères tribaux » vivant « sous

¹⁷⁵ Sinine Äratus (08/03/2022) « Interview with Olena Semenyaka from Kyiv 8 mars 2022 », YouTube, 1min10sec. [En ligne] Consulté le 10 juillet 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=ZGc-H0SFv0>

¹⁷⁶ Kansallinen akseli, "Kansallinen akseli". [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.kansallinenakseli.fi/>

¹⁷⁷ @Uudenmaanakseli (Uudenmaan akseli) « Akseli osallistui Viron itsenäisyyspäivän juhlallisuuksiin ja Sinisen Äratusen järjestämään itsenäisyyspäivän soitukulkueeseen. Akselin lisäksi paikalla oli myös irlantilaisen @NationalPartyIE -puolueen sekä heidän nuorisjärjestön @Oige_Naisiunach delegaatio ». Twitter. 28/02/2023, 2h38 PM. [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://twitter.com/Uudenmaanakseli/status/1630563105682882560>

¹⁷⁸ Uudenmaan akseli « Akselit kävivät viime viikolla Virossa juhlimassa Viron itsenäisyyspäivää Sinisen Äratusen vieraana, tavaten kansallismielistä nuorisoa ympäri Eurooppaa ». Instagram. 06/03/2022. [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : https://www.instagram.com/p/CaxXMoCNHm_/?hl=fr

l'oppression russe », les peuples de langue finno-ougrienne¹⁷⁹. Ensuite, Axe National est affilié à l'organisation *Suomen Sisu* (*Sisu* n'a pas d'équivalent en français, on peut traduire comme Vertu Finlandaise)¹⁸⁰. Cette dernière a pour emblème le *käpälikkö* ou nœud Bowen qui se distingue par quatre brindilles d'épINETTE avec un cœur de morse¹⁸¹. Au sein de cette structure, Linus Linsén occupe le poste de directeur adjoint pour le district Varsinais-Suomen¹⁸². Seulement, nous mentionnons que le rédacteur des travaux ayant agréé l'existence de *Suomen Sisu* était Jussi Niinistö¹⁸³, un universitaire devenu député, puis ministre de la Défense sous l'étiquette du parti d'extrême droite les Vrais Finlandais (*Perussuomalaiset*, abrégé en *Perus*)¹⁸⁴. Autre connivence avec l'extrême droite, le 7 mars 2020, Linus Linsén avait participé à un événement appelé « Dawn » qui rassembla dans la ville de Turku, plusieurs personnalités issues de la mouvance ethno-nationaliste finlandaise. La rencontre fut élaborée par Toni Jalonen, l'ancien vice-président des jeunes du parti les

¹⁷⁹ Uudenmaan akseli, "komilaisten kirje suomalaisille". [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.kansallinenakseli.fi/julkaisu/mielipidekirjoitukset/komikirje>

¹⁸⁰ @SuomenSisu (Suomen Sisu) « *Nuorisjärjestömme otti kantaa va-semmiston hybridiuhkaan viime päivien tapahtumien valossa. Lue kannanotto akselin verkkosivulta* ». Twitter. 28/06/2023. 9h57. [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://twitter.com/SuomenSisu/status/1673963700833615873>

¹⁸¹ Suomen Sisu, "An Introduction to Suomen Sisu in English". [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.suomensisu.fi/introduction-to-suomen-sisu-english/>

¹⁸² Suomen Sisu (19/08/2020) « *SUOMEN SISU: TURUN KAUPUNGIN OTETTAVA VASTUU TERRORI-ISKUN UHRIEN MUISTAMISESTA* ». [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : https://www.suomensisu.fi/turun_otettava_vastuu_uhrien_muistamisesta/

¹⁸³ Suomen Sisu, "historia". [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.suomensisu.fi/historia/>

¹⁸⁴ Perussuomalaiset, "Niinistö Jussi". [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.perussuomalaiset.fi/medialle/niinisto-jussi/>

Vrais Finlandais¹⁸⁵. Ce dernier avait dû démissionner de son poste sous la pression de la direction du parti en raison de ses déclarations lors de la conférence « Ethnofutur » tenue à Tallinn, en Estonie. À cette réunion, il se définissait comme un « ethno-nationaliste, traditionaliste et fasciste »¹⁸⁶. Parmi les autres invités de renom figurait Pauli Kaila, l'ancien chef de la branche Turku du Mouvement de résistance nordique (*Pohjoismaisen Vastarintaliikkeen*, PVL)¹⁸⁷. Une organisation ouvertement néonazie et interdite en 2018 par la Cour d'appel de justice¹⁸⁸. Lors du séminaire, il s'était présenté avec un écusson plaqué sur sa poitrine illustrant le *Totenkopf*, soit l'emblème de la troisième division de la Waffen-SS¹⁸⁹. Autre convive, Tuukka Kuru, le président du Mouvement Bleu et Noir (*Sinimusta liike*, SML), un parti politique ouvertement raciste et fasciste qui se veut être l'héritier de l'IKL¹⁹⁰, le parti fasciste et pronazi durant les années 1930 ayant été interdit par les autorités finlandaises au tour-nant de la Seconde Guerre mondiale¹⁹¹. La dénomination

¹⁸⁵ Turun Sanomat (07/03/2020) « *Kansallismieliset kokoontuivat Turussa, mukana fasistiksi julistautunut Toni Jalonen, kielletyn PVL:n aktiiveja ja perussuomalaisia* ». [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.ts.fi/uutiset/4885234>

¹⁸⁶ Ilta-Sanomat (25/02/2020) « *Fasismipuheillaan kohauttanut perussuomalaisen nuorten Toni Jalonen eroaa tehtävästään – synnä puoluejohdon luottamus-pula* ». [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.is.fi/politiikka/art-2000006419189.html>

¹⁸⁷ Takku.net (09/01/2019) « *Analyysi Pohjoismaisen Vastarintaliikkeen hakaristimarssista* ». [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://takku.net/article.php/2019010917091462>

¹⁸⁸ Yle (28/09/2018) « *Hovioikeus lakkauttaa uusnatsistisen Pohjoismaisen Vastarintaliikkeen – yleinen etu vaatii toiminnan kieltämistä* ». [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://yle.fi/a/3-10428598>

¹⁸⁹ Voir ANNEXE 51, images 70 et 71.

¹⁹⁰ Revoir le CHAPITRE 2 dans la deuxième tentative de démantèlement de la Russie, sur les fascistes finlandais de l'IKL.

¹⁹¹ MTV Uutiset (03/12/2022) « *Eduskuntavaaleihin tähtäävä sinimusta liike on avoimen rasistinen ja fasistinen – sen mielenosoituksessa*

« mouvement Bleu et Noir » fait directement référence à l'organisation du même nom du prêtre fasciste et membre de l'IKL, Elias Simojoki. Troisième hôte, Tiina Wiik, une influenceuse d'extrême droite qui animait le blog (aujourd'hui fermé), *Tuonen Joutsen*, où elle écrivait des articles sur l'ethno-nationalisme¹⁹². Dernière sommité, Toni Saarinen, ancien membre du parti des Vrais Finlandais. Lors de la réunion du 7 mars 2020, il s'était présenté avec un t-shirt arborant l'emblème mystique nazi du Soleil noir avec comme inscription « National Socialist »¹⁹³. Cette assemblée avait donc réuni la mouvance fasciste et néonazie finlandaise. Bien que cet événement ait été rapporté dans la presse locale, cela n'a cependant pas découragé Linus Linsén de se lancer en politique. En 2021, il s'était présenté aux élections municipales dans la ville de Turku sous l'étiquette des Vrais Finlandais¹⁹⁴. Le parti est pourtant affilié au groupe Conservateurs et réformistes européens (ECR) au Parlement européen¹⁹⁵. Mais le bouquet final qui ressort avec notre participant au Forum aura été lorsque l'une des organisations dans laquelle il est engagé, *Uudenmaan akseli* (l'Axe Uusimaa, soit l'ancêtre de l'Axe national), décide de publier sur son compte Instagram un message à

itsenäisyyspäivänä voidaan nähdä hakaristilippuja: "Ei kulkueen kärjessä" ». [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.mtvuutiset.fi/artikkeli/eduskuntavaaleihin-tahtaava-sini-musta-liike-on-avoimen-rasistinen-ja-fasistinen-me-olemmme-rotuiden-titeettia-yllapitava-puolue/8584266#gs.s0bxc6>

¹⁹² WIİK Tiina (17/04/2017) « *Nationalismi ilman rotua on harhaa* », *Tuonen Joutsen*. [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20180907180921/https://tuonenjoutsen.blogspot.com/2017/04/nationalismi-ilman-rotua-on-harhaa.html>

¹⁹³ Turun Sanomat, (07/03/2020) « *Turun Perussuomalaiset harkitsee sanktioita luottamushenkilölleen – "Ihmetyttää kovasti"* ». [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.ts.fi/uutiset/4885517>

¹⁹⁴ Uudenmaan akseli, "Linus Linsén". [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.kansallinenakseli.fi/vaalit/linus-linsen>

¹⁹⁵ European Conservatives and Reformists (ECR), "Member Country - Finland". [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://ecrgroup.eu/ecr/country/finland>

la gloire du fasciste finlandais Elias Simojoki, en date du 28 janvier 2021, soit le jour de sa naissance¹⁹⁶. Souvenons-nous que Simojoki défendait l'irrédentisme finlandais et la constitution d'une Grande Finlande devant réunir les peuples de langue finno-ougrienne vivant en Russie.

Artur Ankkalainen. Né dans la Russie occidentale, il s'est exilé en Finlande pour « échapper aux persécutions » des autorités russes en raison de ses prises de position politiques. Lors de la réunion du troisième Forum tenu en Pologne, il représentait l'organisation de défense des Finlandais et des peuples finno-ougriens vivant en Russie, « Soldats de la Grande Finlande » (*Suur-Suomen Sotilaat*, SSS)¹⁹⁷. L'organisation se donne comme ambition de réaliser un *monde finno-ougrien séparé de la Moscovie, des Slaves et de la société internationale*. Il rassemblerait les Caréliens, Veps, Inkeri, Erzya, Moksha, Mari, Merya et autres populations vivant au sein de la Fédération de Russie. Un monde devant s'inscrire dans le concept de « Nouveau Monde Blanc », reposant sur les phénotypes des peuples finno-ougriens qui seraient *les plus blancs ou européens parmi tous ceux qui existent sur terre*. Sur leur site internet, le concept est présenté avec une carte d'une Finlande aux frontières redessinées et regroupant les régions russes où vivent ces peuples¹⁹⁸. Il s'agit d'un projet irrédentiste reposant sur l'ethno-nationalisme finlandais. Artur Ankkalainen est aussi connu pour avoir participé à une opération visant à brûler le drapeau de la Russie le jour de l'anniversaire de l'indépendance de la Finlande, le 6 décembre 2022. Comme le révèle le site internet d'extrême droite finlandais, *Partisaani*, cet outrage au drapeau de la Fédération de Russie fut initié

¹⁹⁶ VOIR ANNEXE 51, image 72.

¹⁹⁷ Stowarzyszenie Dziennikarzy Polskich (SDP), *III Free nations of Post-Russia Forum – Forum Program, Poland Gdansk 23-25 /09/2022* (op.cité).

¹⁹⁸ Sur Suomensotilaat, "Projektista Suur-Suomen Sotilaat". [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://suur-suomensotilaat.com/o-proekte-suur-suomen-sotilaat>

par le mouvement Axe Uusimaa (*Uudenmaan akseli*). Soit la même organisation à laquelle Linus Linsén appartient¹⁹⁹.

• **Un petit Français dans les parages.**

Il a été surprenant de repérer un Français dans les intervenants au deuxième Forum, en date du 23 juillet 2022. Il se dénomme Frédéric Petit²⁰⁰, député de la 7^e circonscription des Français à l'étranger regroupant l'Europe centrale et les Balkans. Investi sous la bannière « Ensemble », la coalition de partis politiques appartenant à la majorité présidentielle du président de la République Emmanuel Macron²⁰¹. Il est membre du groupe parlementaire Groupe Démocrate, MoDem, Indépendants qui dépend de François Bayrou, président du Mouvement Démocrate (MoDem). Ce parti est affilié au Parti démocrate européen (PDE) dont Frédéric Petit est le secrétaire général adjoint depuis 2021²⁰². Le PDE est quant à lui intégré dans le groupe Renew Europe au Parlement européen. En plus de sa charge de député, Frédéric Petit est aussi membre de la commission des affaires étrangères et vice-président de la commission des affaires

¹⁹⁹ Partisaani.com, (12/12/2022) « *Akselin vastaus Venäjän ulkoministeriölle: "Tämä on palavan lipun viesti"* ». [En ligne] Consulté le 11 juillet 2023. URL : <https://www.partisaani.com/news/home-land/2022/12/12/akselin-vastaus-venajan-ulkoministeriölle-tama-on-palavan-lipun-viesti/>

²⁰⁰ Free Nations of PostRussia Forum, 05/08/2022). « Frederic Petit on Free Nation of Russia Forum », YouTube. [En ligne] Consulté le 17 novembre 2022. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=IR11Tt5BCLg>

²⁰¹ Ministère de l'Intérieur. Résultats des élections législatives 2022. [En ligne] Consulté le 17 novembre 2022. URL : [https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_legislatives-2022/\(path\)/legislatives-2022/099/09907.html](https://www.interieur.gouv.fr/Elections/Les-resultats/Legislatives/elecresult_legislatives-2022/(path)/legislatives-2022/099/09907.html)

²⁰² Parti Démocrate européen, "Frédéric Petit". [En ligne] Consulté le 17 novembre 2022. URL : <https://democrats.eu/fr/frederic-petit/>

européennes²⁰³. Nous avons donc un député de la République française, membre de la majorité présidentielle, participant à un Forum dont l'objectif explicite est la destruction de la Russie. En tant que citoyens de l'Hexagone, nous serions en droit de poser quelques questions, dont la première serait si monsieur Petit agit uniquement en son nom propre ou bien est-il le représentant officieux du gouvernement français à ce forum ? Qu'en pense la représentation nationale sur le fait qu'un de leurs collègues participe à une telle entreprise ? Est-ce dans les attributs d'un député de la République d'assister à une organisation qui serait considérée en Russie comme séditeuse, voire terroriste ? Enfin, que diraient les députés français, Frédéric Petit le premier, si la Russie soutenait une organisation qui encouragerait une « décolonisation » de la France ? Imaginons que la Russie crée, par le biais d'hommes de main, un forum que nous appellerons, le Forum des nations libres de France. Ce forum se réunirait par exemple à Minsk, en Biélorussie, et accueillerait les représentants de divers partis politiques ou mouvements indépendantistes bretons, corses, basques, occitans, savoyards, alsaciens, nicéens et d'Outre-mer. Ces mouvements chercheraient la reconnaissance internationale et réclameraient de l'argent, des moyens logistiques et des armes pour lutter contre « l'État colonial français ». On pourrait imaginer que les revendications des mouvements « décoloniaux » pourraient viser certains quartiers ou certaines villes de la future post-France. Pourquoi pas un mouvement Free Seine-Saint-Denis, Free Roubaix ou Free Marseille. Comment l'Assemblée nationale et le gouvernement français réagiraient-ils ? Ne considéreraient-ils pas ce forum et ces composants comme des « ennemis de la République une et indivisible » et la Russie comme pays hostile soutenant des organisations terroristes ?

²⁰³ Assemblée nationale, Frédéric Petit. [En ligne] Consulté le 17 novembre 2022. URL : https://www2.assemblee-nationale.fr/deputes/fiche/OMC_PA721182

- Une Géorgienne sortie des roses.

Nino Nakashidze. Directrice générale adjointe de la chaîne de télévision privée, Mtavari Channel (*Mtavari Arkhi*). De 2004 à 2008, elle a été députée du Mouvement national – Démocrates (*Natsionaluri Modzraoba – Demokratebi*)²⁰⁴. Ce bloc politique a émergé de la fusion des Démocrates unis et du Mouvement national uni²⁰⁵. Or, le Mouvement national uni²⁰⁶ est le parti politique géorgien fondé en 2001 par un certain Mikheil Saakachvili, l'ardent atlantiste devenu président de la Géorgie en 2004, après la révolution des Roses de l'année précédente²⁰⁷. Rappelons que Saakachvili voulait intégrer son pays dans l'Union européenne et dans l'OTAN. Rajoutons aussi qu'il a joué un rôle capital dans le déclenchement de la guerre de Géorgie de 2008. Il pensait avoir le soutien indéfectible de Washington dans cette opération militaire, notamment au travers du diplomate américain Mattiew Bryza, futur membre du conseil d'administration de la Jamestown Foundation. Ce mauvais calcul avait entraîné la défaite de la Géorgie face à l'armée russe et à la

²⁰⁴ Parlement de Géorgie [საქართველოს პარლამენტი], "ნინო ნაკაშიძე". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230220092003/https://parliament.ge/parliament-members/5040/activity>

NOTE : On remarquera que le site internet du parlement de Géorgie a été réalisé avec le soutien de l'USAID, c'est-à-dire, le Département d'État américain.

²⁰⁵ RFE/RL (28/01/2004) « გაერთიანებული დემოკრატები და ნაციონალური მოძრაობა ერთიანდებიან ». [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://www.radiotavisupleba.ge/a/1533343.html>

²⁰⁶ Le Mouvement national uni est depuis 2008, membre observateur du Parti populaire européen (PPE).

²⁰⁷ La révolution des Roses de 2003 s'inscrit dans le cadre des « révolutions de couleurs » qui ont été appuyées par la CIA au travers de la NED, l'IRI, la Freedom House, l'Open Society et tant d'autres, pour faire basculer les pays ayant des régimes favorables aux intérêts de la Russie du côté atlantiste.

partition de son territoire. De 2008 à 2013, Nino Nakashidze a été membre de la délégation géorgienne à l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe²⁰⁸. Plus précisément, elle était chef de la Division du Conseil de l'Europe du ministère des Affaires étrangères de Géorgie²⁰⁹. Au moment de la guerre entre la Russie et la Géorgie, elle a été la cosignataire d'une proposition de résolution réclamant la reconsidération des *pouvoirs ratifiés de la délégation russe*, et ce, au motif de *violations graves des principes fondamentaux du Conseil de l'Europe*²¹⁰. En clair, la révision du droit de vote de la Russie au sein de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. La résolution ne fut cependant pas examinée par l'assemblée parlementaire²¹¹. Mais ce n'est qu'après le déclenchement de la guerre en

²⁰⁸ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, "Mme Nino NAKASHIDZE (Géorgie)". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://pace.coe.int/fr/members/5392/nakashidze>

NOTE : Le Conseil de l'Europe « négocie et adopte la législation de l'UE avec le Parlement européen, sur la base des propositions présentées par la Commission européenne. Il coordonne les politiques des pays de l'UE. Il développe la politique étrangère et de sécurité de l'UE, en s'appuyant sur les lignes directrices du Conseil européen ». Le Conseil de l'Europe englobe 46 des pays européens, y compris des pays ne faisant pas partie de l'Union européenne comme la Géorgie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie ou la Turquie.

²⁰⁹ National Parliamentary Library of Georgia, « ნიშნის მქონე ». [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230505100520/http://www.nplg.gov.ge/bios/ka/00004700/>

²¹⁰ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, Doc. 11728 - 01 octobre 2008, *Réexamen des pouvoirs déjà ratifiés de la délégation russe pour des raisons substantielles*. [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://pace.coe.int/pdf/9b739dd7e1f424960cdd79f92b04f42540366b46f06114b73ec3b877/doc.%2011728.pdf>

²¹¹ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, (12/09/2008) « *Réexamen des pouvoirs déjà ratifiés de la délégation russe pour des raisons substantielles (Article 9 du Règlement de l'Assemblée)* ». [En

Ukraine, que la Fédération de Russie fut exclue du Conseil de l'Europe, le 16 mars 2022²¹². En plus de ce mandat, Nino Nakashidze est devenue ambassadrice de Géorgie en République Tchèque où elle a manœuvré pour l'arrêt de l'appellation de la Géorgie en langue slave « Gruzia » qui est encore employé dans certains pays d'Europe orientale²¹³. En décembre 2022, au moment où Mikheil Saakashvili est incarcéré dans le cadre de ses affaires judiciaires et de son retour d'exil en Ukraine, Nino Nakashidze fera partie des signataires d'une déclaration publique émise par l'ancien président de la Géorgie, Giorgi Margvelashvili, qui réclame le transfert de Saakashvili à l'étranger en raison de son état de santé²¹⁴. Dans le même temps, elle cosigna une lettre similaire regroupant plusieurs anciens diplomates et adressée cette fois à l'OSCE, au Conseil de l'Europe, à l'Union européenne et à l'OTAN²¹⁵. Dans cette liste des signataires se trouvait son collègue Temuri Yakobashvili, ancien ministre d'État à la réintégration sous la présidence de Mikheil de Saakashvili avant de

ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://pace.coe.int/fr/files/11991/html>

²¹² Conseil de l'Europe, (16/03/2022) « *La Fédération de Russie est exclue du Conseil de l'Europe* ». [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : https://www.coe.int/fr/web/portal/full-news/-/asset_publisher/y5xQt7QdunzT/content/the-russian-federation-is-excluded-from-the-council-of-europe

²¹³ REKHVIASHVILI Jimsher (13/07/2011) « *Georgia Asks Friends To Stop Calling It 'Gruzia'* », RFE/RL. [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/georgia-asks-friends-to-stop-calling-it-gruzia/24264848.html>

²¹⁴ Mtavari Channel (23/12/2022) « *We should not allow Mikheil Saakashvili to die by torture, he should be sent abroad immediately - letters from more than 130 former officials* ». [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://mtavari.tv/en/news/107713-we-should-not-allow-mikheil-saakashvili-die>

²¹⁵ Accentnews.ge (06/12/2022) « *Former Diplomats Appeal to Int'l Community over Saakashvili's Health* ». [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://accentnews.ge/en/article/76740-kartveli-diplomatebis-nacili-saakashviltan-dakavshir>

devenir de 2010 à 2013, ambassadeur de Géorgie aux États-Unis. Il est actuellement le président du conseil d'administration de la « Fondation géorgienne pour la stratégie et les études internationales » (*Georgian Foundation for Strategic and International Studies*, GFSIS), plus connu sous le nom familier de Rondeli Foundation²¹⁶, un groupe de réflexion atlantiste ayant pour but de faire intégrer la Géorgie dans l'Union européenne et dans l'OTAN²¹⁷. Pour le démontrer, voici la présentation de quelques-uns de leurs donateurs : le Département d'État américain, le German Marshall Fund USA, la Friedrich Ebert Stiftung, Agence turque de coopération et de coordination (TİKA), la délégation de l'UE en Géorgie, les ambassades d'Estonie et du Royaume-Uni, le ministère des Affaires étrangères de Finlande, la NED, l'USAID, le Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales, l'agence canadienne du développement international, l'Europe Foundation, l'ambassade de Grèce en Géorgie, la Visegrad Foundation, le bureau de la fonction publique de Géorgie, la Japan Tobacco International et l'Open Society Georgia Foundation, soit la branche géorgienne des Open Society Foundations de George Soros²¹⁸. Et parmi ses partenaires, nous notons : l'Atlantic Council, la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), l'ambassade d'Ukraine en Géorgie, le Club de Madrid²¹⁹,

²¹⁶ GFSIS - Rondeli Foundation, "Board". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://gfsis.org.ge/people/advisory-board>

²¹⁷ GFSIS - Rondeli Foundation, "Ongoing projects". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://gfsis.org.ge/projects/view/the-project-strengthening-georgias-eu-candidacy-efforts->

²¹⁸ GFSIS - Rondeli Foundation, "Donors". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://gfsis.org.ge/about/donors>

²¹⁹ Le Club de Madrid est le plus grand forum au monde regroupant les anciens présidents et premiers ministres issus des pays démocratiques. On y retrouve comme partenaires du club : l'United States Institute of Peace (USIP), l'ONG Oxfam, l'Inter-parliamentary Union (IPU), l'Organisation des États américains, la fondation Bertelsmann, la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), les ministères des Affaires étrangères du Canada et d'Allemagne, la National Democratic Institute (NDI) et l'OTAN.

l'entreprise BP, la RAND Corporation et le bureau de liaison de l'OTAN²²⁰.

Depuis 2013, la Rondeli Foundation publie une revue intitulée *My World* (en géorgien : ჩემი სამყარო)²²¹. Dans son numéro 38, elle fait la promotion du mouvement prométhéen (en polonais, *Prometeusz*)²²², le mouvement de libération des peuples qui a émergé sous l'empire tsariste finissant lors de la Première Guerre mondiale et de la Guerre civile russe. Il a été développé durant l'entre-deux-guerres par l'homme politique polonais, Roman Knoll (1888-1946)²²³. Un mouvement auquel avait appartenu plusieurs leaders nationalistes dont Veli Kayum-Khan, le chef du Comité national d'unité du Turkestan (TNEK), proche du nazi Gerhard von Mende et collaborateur de l'Allemagne hitlérienne durant la Seconde Guerre mondiale²²⁴. Ou encore « le père du nationalisme azerbaïdjanais », Mahammad Amin Rasulzade (1884-1955), un sympathisant nazi ayant souhaité collaborer avec le III^e Reich à la condition d'obtenir en échange l'indépendance de l'Azerbaïdjan, au moment où la Werhmarch pénétrerait dans le Caucase. Les Allemands n'ayant pas voulu accorder cette concession, il quitta Berlin en 1943 pour se

Club de Madrid, "partners". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023.

URL : <https://clubmadrid.org/who/partners/>

²²⁰ GFSIS - Rondeli Foundation, "Partners". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://gfsis.org.ge/about/partners>

²²¹ GFSIS - Rondeli Foundation, "მიმდინარე პროექტები". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://gfsis.org.ge/ge/projects/view/my-world>

²²² GFSIS - Rondeli Foundation, "My World #38". [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://gfsis.org.ge/ge/my-world/38>

²²³ GFSIS - Rondeli Foundation, *My World n°38, Prometeusz*, pages 4-11. [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://gfsis.org.ge/files/my-world/38/Mamulia.pdf>

²²⁴ Revoir le CHAPITRE 2 sur les minorités nationales et musulmanes de l'URSS utilisées comme supplétifs de la Wehrmacht et de la Waffen-SS.

réfugier en Turquie²²⁵. La revue n° 38 fait aussi la présentation de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) et de Stepan Bandera²²⁶. Nous retiendrons un dernier détail concernant cette revue, elle est financée par l'ambassade américaine en Géorgie.

• Un Lituanien de la société ouverte.

Andrius Tučkus. Homme politique lituanien et membre du parti Union de la patrie - Chrétiens-démocrates lituaniens (*Tėvynės sąjunga - Lietuvos krikščionys demokratai*, TS-LKD). Un parti de centre-droit affilié au Parti populaire européen (PPE). D'après sa biographie, en 1998, il a été diplômé du cours de développement des petites et moyennes entreprises de Taïwan. En 1999, il a étudié en Allemagne au George Marshall Center for Security Studies qui est en partenariat avec le Département d'État américain, le Département américain de la Défense, et le ministère fédéral de la Défense allemand²²⁷. En 2002, il reçoit une médaille commémorative *pour la contribution au développement des relations transatlantiques de la Lituanie* et à l'occasion de l'invitation de la Lituanie à rejoindre l'OTAN²²⁸. Dans les années 1980, il avait participé activement au mouvement d'indépendance de la Lituanie vis-à-vis de l'URSS aux

²²⁵ CHICHYAN Anna (31/01/2016) « *Mammad Amin Rasulzadeh: Nazi Supporter, Azerbaijani Hero* » Armanpress. [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://armenpress.am/eng/news/1016072.html>

²²⁶ GFSIS - Rondeli Foundation, My World n°38, *Prometeusz*, pages 12-23. [En ligne] Consulté le 12 juillet 2023. URL : <https://gfsis.org.ge/files/my-world/38/Davitashvili.pdf>

²²⁷ The George C. Marshall European Center for Security Studies, "Partners". [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : <https://www.marshallcenter.org/en/about/partners>

²²⁸ Lietuvos Respublikos vyriausioji rinkimų komisija, "Lietuvos Respublikos Seimo rinkimai - Andrius TUČKUS". [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : https://www.vrk.lt/statiniai/puslapiai/rinkimai/400_lt/Kandidatai/Kandidatas19699/Kandidato19699Biografija.html

côtés de Vytautas Landsbergis. Ce dernier était devenu le premier chef d'État lituanien de l'ère post-soviétique (1990-1992) et le fondateur du TS-LKD²²⁹. Au fil des années, Tučkus a été plusieurs fois le conseiller de Vytautas Landsbergis, autant quand ce dernier a été président de la Lituanie que lorsque qu'il fut plus tard député européen²³⁰. Il avait même été sur sa liste aux élections européennes de 2009²³¹. Si nous nous intéressons davantage au cicérone de Tučkus, on s'aperçoit qu'il est membre du conseil consultatif international de la Fondation commémorative des victimes du communisme (*Victims of Communism Memorial Foundation*),²³² Créée en 1993 par le Congrès des États-Unis et chargée de lutter contre le communisme, avec dans sa ligne de mire les pays comme la Chine, Cuba, le Laos, la Corée du Nord, le Vietnam et le Venezuela²³³, elle a vu le jour

²²⁹ Bernardinai.lt, (21/04/2021) « Antrame TS-LKD pirmininko rinkimų ture J. Razma ir M. Adomėnas remia I. Degutienę ». [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : <https://www.bernardinai.lt/2015-04-21-antrame-ts-lkd-pirmininko-rinkimu-ture-j-razma-ir-m-adomenas-pareiske-parama-i-degutienei/>

²³⁰ Biudžetinė įstaiga (23/09/2016) « Vieša diskusija „Realybės įvertinimas: dvidešimt penkeri metai po Sovietų Sąjungos griūties“ ». [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : <https://www.lnb.lt/naujienos/1473-viesa-diskusija-realybes-ivertinimas-dvidesimt-penkeri-metai-po-sovietu-sajungos-griuties>

²³¹ Lietuvos Respublikos vyriausioji rinkimų komisija, "2009 m. birželio 7 d. rinkimai į Europos Parlamentą
Tėvynės sąjunga - Lietuvos krikščionys demokratai". [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : https://www.vrk.lt/statiniai/puslapiai/rinkimai/404_lt/KandidatuSarasai/RinkimuOrganizacija3565.html

²³² Victims of Communism Memorial Foundation, "Leadership - H.E. VYTAUTAS LANDSBERGIS, PH.D.". [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : <https://victimsofcommunism.org/leader/he-vytautas-landsbergis-phd/>

²³³ Victims of Communism Memorial Foundation, "about". [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : <https://victimsofcommunism.org/about/>

sous l'impulsion du président du Comité national des nations captives, Lev E. Dobriansky, le fameux ambassadeur américain d'origine ukrainien, proche en son temps de l'ABN de Yaroslav Stetsko au sein de la Ligue anticommuniste mondial (WACL) et admirateur de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) de Stepan Bandera²³⁴. Les autres instigateurs de cette fondation étaient le président d'Americans for Tax Reform, Grover Norquist et un Américain d'origine polonais bien connu, Zbigniew Brzezinski²³⁵. Vytautas Landsbergis est aussi un proche d'une officine d'un milliardaire américain d'origine hongrois, et que nous avons mentionné à maintes reprises dans l'ouvrage, l'inénarrable George Soros. En 2017, il a participé à la cérémonie d'ouverture de la nouvelle Open Lithuania Foundation (*Atviros Lietuvos fondas*), soit la branche lituanienne des Open Society Foundations²³⁶. L'officine lituanienne bénéficie même du soutien du Conseil lituanien de la Culture (*Lietuvos kultūros taryba*) et de la Commission européenne²³⁷. Landsbergis assiste également en tant qu'intervenant au sein du think tank lituanien, le Centre d'études d'Europe de l'Est (*Rytų Europos studijų centras*, abrégé en anglais EESC)²³⁸. Or, l'EESC a été l'un des organisateurs du Forum public de l'OTAN tenu à Vilnius

²³⁴ Revoir le CHAPITRE 2 dans la Troisième tentative de démantèlement de la Russie sur l'ABN et Yaroslav Stetsko.

²³⁵ SMITH Dinita, (23/12/1995) « *For the Victims of Communism* », The New-York Times. [En ligne] Consulté le 13 juillet 2023. URL : <https://www.nytimes.com/1995/12/23/arts/for-the-victims-of-communism.html>

²³⁶ Atviros Lietuvos fondas (20/04/2017) "Opening of the OLF 2.0". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://olf.lt/en/opening-olf-2-0/>

²³⁷ Atviros Lietuvos fondas, "Istorija". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://olf.lt/istorija/>

²³⁸ Rytų Europos studijų centras, (23/08/2021) « *Lietuvos užsienio politikos akiračiai kartu su prof. Vytautu Landsbergiu* ». [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.eesc.lt/ivykis/lietuvos-uzsienio-politikos-akiraciai-kartu-su-prof-vytautu-landsbergiu/>

les 11 et 12 juillet 2023, avec le German Marshall Fund, la Munich Security Conference (MSC) et l'Atlantic Council²³⁹. L'EESC a la particularité d'avoir comme partenaire : l'OTAN, le gouvernement de Lituanie, la Konrad Adenauer Stiftung, le Swedish Institute, le Foreign Policy Research Institute (FPRI), l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA), le groupe de réflexion Globsec²⁴⁰, l'Institut néerlandais des relations internationales Clingendael, l'Institut royal Elcano (Espagne), le Center for European Policy Analysis (CEPA), l'USAID, la NED et la Commission européenne²⁴¹. Le conseil d'administration du centre est quant à lui présidé par Vyty Jurkonis²⁴². Il a occupé les fonctions de chercheur pour le think tank European Council on Foreign Relations (ECFR) et aujourd'hui celles de directeur de projet à la Freedom House. Et le summum, il a aussi participé à « la première visite d'échange professionnel » dans le cadre du « programme de leadership des visiteurs internationaux » du Département d'État américain²⁴³. Nous indiquons qu'au sein de l'équipe d'experts et associés

²³⁹ Rytų Europos studijų centras, "NATO viešasis forumas 2023". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.eesc.lt/ivykis/prasidejo-nato-viesasis-forumas-2023/>

²⁴⁰ Globsec est basé à Bratislava, la capitale de la Slovaquie. Au sein des membres de son conseil consultatif international, nous dénichons à nouveau la baronne Catherine Ashton, Ian Brzezinski (l'un des fils de Zbigniew Brzezinski), mais aussi le Français Alexandre Adam, l'ancien conseiller Europe du président Emmanuel Macron et membre du Conseil d'État de la République française.

Globsec, "International Advisory Council". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.globsec.org/who-we-are/international-advisory-council>

²⁴¹ Rytų Europos studijų centras, "Mūsų partneriai". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.eesc.lt/apie/>

²⁴² Rytų Europos studijų centras, "Rytų Europos studijų centro (RESC) valdyba ir patarėjų taryba". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.eesc.lt/valdyba-ir-patareju-taryba/>

²⁴³ Freedom House, "Vyty Jurkonis". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://freedomhouse.org/expert/vyty-jurkonis>

de l'EESC, se trouve un Anglais du nom d'**Edward Lucas**, le collaborateur du portail Region.Expert, membre du CEPA et participant du Forum des nations libres de la Post-Russie²⁴⁴. Fait attrayant, en 2016, le nouveau président du TS-LKD était Gabrielius Landsbergis, le petit-fils de son fondateur Vytautas Landsbergis²⁴⁵. Depuis 2020, il est ministre des Affaires étrangères de Lituanie²⁴⁶ et c'est un participant du World Economic Forum²⁴⁷.

- **Des Polonais PIS que pendre.**

Anna Fotyga. Ancienne ministre polonaise des Affaires étrangères (2006-2007) avant de devenir Cheffe du Cabinet auprès du Président de la République de Pologne de l'époque, Lech Kaczynski (2008-2009). Elle est actuellement députée européenne sous l'étiquette du parti conservateur, Droit et Justice (*Prawo i Sprawiedliwość*, PIS) qui est affilié au Groupe Conservateurs et Réformistes Européens (ECR). Au sein du Parlement européen, elle intègre plusieurs commissions dont celle des affaires étrangères, de la sous-commission « sécurité et défense » où elle a assuré la présidence de

²⁴⁴ Rytų Europos studijų centras, "Rytų Europos studijų centro (RESC) komanda". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.eesc.lt/komanda/>

²⁴⁵ Office of the Seimas of the Republic of Lithuania, "Gabrielius Landsbergis". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : https://www.lrs.lt/sip/portal.show?p_r=35299&p_k=2&p_a=498&p_asm_id=79180

²⁴⁶ Assemblée parlementaire de l'OTAN, "LANDSBERGIS Gabrielius". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.nato-pa.int/fr/node/331912>

²⁴⁷ World Economic Forum (17/01/2023) « *Thinking the Unthinkable: The Risk of Nuclear Confrontation - Speakers: Vali R. Nasr, Karin von Hippel, Jiří Šedivý, Jane Harman, Gabrielius Landsbergis* ». [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.weforum.org/events/world-economic-forum-annual-meeting-2023/sessions/thinking-the-unthinkable-the-risk-of-nuclear-confrontation>

2014 à 2019²⁴⁸. Puis, la commission de coopération parlementaire UE-Azerbaïdjan et celle de l'UE-Géorgie, mais surtout de la Délégation à l'Assemblée parlementaire Euronest où siègent les représentants du Parlement européen et les parlementaires de Moldavie, de Biélorussie, d'Arménie, d'Azerbaïdjan de Géorgie et d'Ukraine²⁴⁹. En 2020, elle a été élue secrétaire générale groupe ECR, soit la numéro 2 du groupe. Parallèlement, Anna Fotyga est membre de l'assemblée parlementaire de l'OTAN²⁵⁰ chargée de débattre de la sécurité de l'Alliance atlantique²⁵¹. Outre que cette assemblée soit financée par les pays membres de l'OTAN, elle est appuyée par l'United States Agency for International Development (USAID) pour financer le programme Rose-Roth visant à renforcer la coopération entre les parlements des pays d'Europe centrale et orientale²⁵². En août 2015, elle assista au Kyiv Security Forum de l'Open Ukraine Foundation fondé par l'ancien Premier ministre ukrainien, Arseni Iatseniouk²⁵³. À cette occasion, elle vanta les

²⁴⁸ Agence Europe, Bulletin Quotidien Europe N° 11711, (26/01/2017) « *Mme Fotyga rempile à la présidence de la sous-commission 'Sécurité et défense'* ». [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : https://agenceurope.eu/aewebsite_dev/fr/bulletin/article/11711/34

²⁴⁹ Parlement européen, "Anna FOTYGA". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/28353/ANNA_FOTYGA/cv#detailedcardmep

²⁵⁰ Assemblée parlementaire de l'OTAN, "FOTYGA Anna". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://www.nato-pa.int/fr/members/fotyga-anna>

²⁵¹ Senat.fr, "Mme Joëlle GARRIAUD-MAYLAM". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : https://www.senat.fr/senateur/garriaud_maylam_joelle04035d.html

²⁵² Assemblée parlementaire de l'OTAN, "Séminaires Rose-Roth & programmes de formation parlementaire". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://www.nato-pa.int/fr/content/seminaires-rose-roth-programmes-de-formation-parlementaire>

²⁵³ Open Ukraine (14/05/2016) « *Anna FOTYGA. 8th Kyiv Security Forum* » YouTube, 0min55. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=0xq9gWUEqMU>

mérites de l'intégration de la Pologne à l'Union européenne et à l'OTAN pour permettre de constituer une Europe forte face au danger de la Russie. Anna Fotyga appartient à la catégorie des ardents atlantistes ayant une haine vigoureuse envers les Russes. Elle était déjà présente lors du premier Forum des nations libres de Russie qui s'était déroulée justement en Pologne²⁵⁴. Par la suite, elle a parrainé au nom du groupe ECR le troisième Forum qui s'est tenu à Gdańsk du 23 au 25 septembre 2022²⁵⁵. Ensuite, elle fréquente les milieux néoconservateurs américains tels que le Atlantic Council²⁵⁶ ou bien du National Democratic Institute (NDI) ou encore de l'International Republican Institute (IRI) dans le but d'opérer l'amarrage de l'Ukraine aux structures atlantistes²⁵⁷. En octobre 2022, cette Victoria Nuland polonaise a rencontré chaleureusement le Premier ministre d'Itchkérie, Akhmed Zakaïev²⁵⁸. Fotyga soutient au plus haut

²⁵⁴ Stowarzyszenie Dziennikarzy Polskich, "Conference Free Nations of Russia Forum". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://sdp.pl/conference-free-nations-of-russia-forum/>

²⁵⁵ Stowarzyszenie Dziennikarzy Polskich, *Forum PROGRAM - III Free Nations of PostRussia Forum, Poland Gdansk, 23-25/09/2022*. (op.cité).

²⁵⁶ ABRAMS Amanda (01/12/2016) « *Yatsenyuk at the European Parliament: It's Time for Europe to Do Its Part* » Atlantic Council. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/yatsenyuk-at-the-european-parliament-it-s-time-for-europe-to-do-its-part/>

²⁵⁷ Anna Fotyga Biuro Poselskie (@AnnaFotyga_PE) « *Meeting with @NDI National Democratic Institute to discuss how to strengthen democratic developments in Ukraine and East Asia.* » Twitter, 17 mai 2023, 19h40. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : https://twitter.com/AnnaFotyga_PE/status/1658890203606523905

²⁵⁸ @AnnaFotyga_PE (Anna Fotyga Biuro Poselskie) « *Putin came to power at the expense of the Chechen people's blood. Today, @verkhovna_rada of Ukraine recognized the Chechen Republic of #Ichkeria as temporarily occupied by the Russian Federation. I congratulate Akhmed Zakayev & the Chechen people fighting for freedom in Ukraine* » Twitter, 18/10/2022, 16h39. [En ligne] Consulté le

point l'indépendance de la Tchétchénie, celle de Hong Kong et de Taïwan²⁵⁹. En novembre 2022, elle avait animé un débat intitulé *L'oligarchie, les liens russes, la guerre en Ukraine et l'avenir de la Géorgie*, et auquel avait assisté un certain David J. Kramer, le président du conseil d'administration de la Free Russia Foundation et ancien président de la Freedom House. Mais l'un des plus importants convives géorgiens était Mamuka Mamulashvili, le commandant et fondateur de la Légion géorgienne²⁶⁰. Soit l'unité paramilitaire composée de volontaires géorgiens se battant actuellement en Ukraine²⁶¹. Dans le passé, cet homme avait déjà mené trois guerres contre les forces russes : la guerre contre les séparatistes d'Abkhazie (en Géorgie) aux côtés de l'UNA-UNSO ; la Première guerre de Tchétchénie, avec des séparatistes tchétchènes ; et la guerre du Donbass en côtoyant le régiment Azov²⁶². Avec la guerre d'Ukraine de

15 juillet 2023. URL : https://twitter.com/AnnaFotyga_PE/status/1582380880085291009?t=u4gT2E_G9l_OJGYcuwVWrA&s=19

²⁵⁹ @AnnaFotyga_PE (Anna Fotyga Biuro Poselskie) « 1/ Już w najbliższy piątek 25 listopada w Sali Konferencyjnej Narodowe Muzeum Morskie w Gdańsku odbędzie się konferencja "Nie tylko Hongkong. Chińska partia komunistyczna i dezintegracja międzynarodowego porządku (Drapeau de Hong Kong, Taïwan et Chine) ». [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : https://twitter.com/AnnaFotyga_PE/status/1595067054201208832?t=G1lHsuUkcc4Ja6cMKnJ-Ceg&s=19

²⁶⁰ HAUER Neil (16/02/2016) « The Georgian fighters stiffening Ukraine's defences against possible Russian attack » National Post. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://national-post.com/news/world/the-georgian-fighters-stiffening-ukraines-defences-against-russia>

NOTE : La légion géorgienne a été fondée en 2014 au moment de la guerre du Donbass.

²⁶¹ ECR Group European Parliament (29/11/2022) « *Debrief: The Oligarch, Russian Links, War in Ukraine and the Future of Georgia* » YouTube, 8min44sec. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=3ri-ZcPa6-c>

²⁶² Європейська правда (09/08/2022) « Міноборони Грузії заперечило передачу Росії даних про грузинів, що воюють в Україні ». [En

2022, cela fait désormais quatre²⁶³. Détail à ne pas négliger, au moment de la guerre du Donbass, il a été le principal conseiller militaire du gouverneur d'Odessa en Ukraine qui n'était nul autre que l'ancien président géorgien en cavale, Mikheil Saakashvili²⁶⁴. En toute ardente atlantiste, Anna Fotyga soutient ses semblables en réclamant la libération de Mikheil Saakashvili avec l'appui d'un certain Bernard-Henri Levy²⁶⁵. Au moment de la guerre en Ukraine, elle milite au sein du groupe ECR pour l'envoi d'un maximum d'armes à l'Ukraine ainsi que pour l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN²⁶⁶. En mai 2023, Anna Fotyga sera de nouveau invitée par le Kyiv Security Forum en compagnie cette fois de : **Condolezza Rice** ; **Francis Fukuyama**, ancien membre du PNAC ; l'ancien Premier ministre anglais **Boris Johnson** ; l'ancien général américain et ancien commandant des forces de l'OTAN, **Wesley Clark** ; le secrétaire général adjoint de l'OTAN pour la diplomatie publique,

ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://www.eurointegration.com.ua/news/2022/08/9/7144722/>

²⁶³ SUKHOV Oleg (07/03/2015) « *Georgian warrior fights his fourth war against Kremlin* », Kyiv Post. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/article/content/war-against-ukraine/georgian-warrior-fights-his-fourth-war-against-kremlin-382600.html>

²⁶⁴ WALLER Nicholas (28/02/2016) « *American Ex-Paratrooper Joins Georgian Legion Fighting in Ukraine* », Georgia Today. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <http://gtarchive.georgia-today.ge/news/3112/American-Ex-Paratrooper-Joins-Georgian-Legion-Fighting-in-Ukraine>

²⁶⁵ Niezależna.pl (12/04/2023) « *Nagroda Prometejska dla Micheila Saakaszwilego. „Nazwisko Lech Kaczyński ma dla nas ogromną wartość”* ». [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://niezalezna.pl/481568-nagroda-prometejska-dla-micheila-saakaszwilego>

²⁶⁶ ECR Group European Parliament (06/10/2022) « *"The message is clear: Arms, arms, arms." | MEP Anna Fotyga on how best to help Ukraine* », YouTube, 03min15sec. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : https://www.youtube.com/watch?v=QW11wGnM_4k

Baiba Braže ; l'ancien général américain et ancien directeur de la CIA, **David Petraeus** ; le PDG du cabinet de conseil politique Rasmussen Global, **Fabrice Pothier** qui a été aussi directeur du Carnegie Europe rattaché au Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)²⁶⁷ ; **Nicolas Tenzer**, ancien président du directoire de l'Institut Aspen France²⁶⁸ et membre du Center for European Policy Analysis (CEPA) ; l'ambassadeur de France en Ukraine, **Étienne de Poncins** ; le président du National Democratic Institute (NDI), **Derek Mitchell** ; **Victoria Nuland** et l'ancien président des États-Unis, **George W. Bush**, membre de la confrérie des Skull & Bones²⁶⁹.

Nous pouvons dire qu'Anna Fotyga joue un rôle central au sein du Forum. Elle a soutenu l'initiative d'Andrius Almanis et de Vadim Shtepa dès sa création²⁷⁰.

Kacper Plazynski. Membre depuis 2019 du Sejm ou la chambre basse qui constitue l'une des chambres du Parlement de Pologne. Tout comme Anna Fotyga, il appartient au parti politique Droit et Justice (PIS) et est profondément antirusse²⁷¹. Depuis 2021, il est au

²⁶⁷ Carnegie Endowment for International Peace, "Fabrice Pothier". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://carnegieendowment.org/experts/379>

²⁶⁸ The Aspen Institute France, (18/06/2015) « *Election du nouveau Directoire* ». [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <http://www.aspenfrance.org/news-article/election-du-nouveau-directoire/>

²⁶⁹ Kyiv Security Forum, *For Our Freedom And Yours / Fighting for NATO Annual Kyiv Security Forum, 25-26 May 2023*. [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : http://web.archive.org/web/20230524152227/https://ksf.openukraine.org/mediafile/s/files/KSF_Program_25-26May2023-en.pdf

²⁷⁰ Voir ANNEXE 52, image 73 et 74.

²⁷¹ PIOTROWSKI Michał, (17/05/2023) « *Województwo pomorskie versus poseł Kacper Płażyński. Jest pozew* » Gdansk.pl. [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023. URL : <https://www.gdansk.pl/wiadomosci/Wojewodztwo-Pomorskie-versus-poseł-Kacper-Plazynski-Jest-pozew,a,243116>

sein de la Sejm, le président de la commission des affaires de l'Union européenne²⁷².

Kosma Zlotowski. Député européen polonais du PIS, et membre du Groupe Conservateurs et Réformistes Européens (ECR) au Parlement européen. Il est vice-président de la « délégation au comité parlementaire de partenariat UE-Arménie, à la commission de coopération parlementaire UE-Azerbaïdjan et à la commission parlementaire d'association UE-Géorgie »²⁷³.

- **L'intelligentsia ukrainienne.**

Outre la participation d'**Oleg Dunda** (membre de Serviteur du Peuple - le parti de Zelensky) que nous avons déjà mentionné plus haut, nous relevons :

Yevhen Magda et **Viktor Shlynychak.** Respectivement, directeur exécutif, et président du conseil d'administration au sein de l'Institute of World Policy (IWP)²⁷⁴. Ce groupe de réflexion est basé à Kiev et se donne comme mission *d'informer les décideurs politiques, les experts, les journalistes et le grand public sur les événements et les tendances des relations internationales* concernant l'Ukraine²⁷⁵. L'IWP a été financé à ses débuts par l'USAID, l'OTAN, la Friedrich Ebert Stiftung, le German Marshall Fund, ou encore par l'International Renaissance Foundation de George Soros.

²⁷² SEJM, "Kacper Płażyński". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023.

URL : <https://www.sejm.gov.pl/Sejm9.nsf/posel.xsp?id=299>

²⁷³ Parlement européen, "Kosma ZŁOTOWSKI". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/124884/KOSMA_ZLOTOWSKI/home

²⁷⁴ Главком (21/12/2017) « Інститут світової політики назвав топ-послів 2017 року ». [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://glavcom.ua/publications/institut-svitovoji-politiki-nazvav-top-posliv-2017-roku-460843.html>

²⁷⁵ Euromaidan Press, "Institute of World Policy". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://euromaidanpress.com/author/iwpolicy/>

D'autre part, l'institut est appuyé par l'organisation à but non lucrative, « Ukrainian Think Tanks Liaison Office » à Bruxelles²⁷⁶. Elle regroupe les principaux think tanks ukrainiens dont le but est de faire *avancer les réformes de l'Ukraine* et son intégration européenne²⁷⁷. Dans les partenaires de son réseau international, nous revoyons non sans stupéfaction, les Open Society Foundations de George Soros²⁷⁸.

Taras Stetskiv. Ancien député ukrainien et ancien membre de la délégation parlementaire au Conseil de l'Europe²⁷⁹. Il a été le vice-président de la faction du bloc « Notre Ukraine - Autodéfense populaire », le parti de Viktor Iouchtchenko²⁸⁰. Dans les années 1990, il appartenait à une délégation regroupant des parlementaires et des membres de l'administration présidentielle ukrainienne. Cette dernière avait assisté à une conférence sur la séparation des pouvoirs et l'autorité en temps de crise sociale et économique. Elle était organisée par l'United States Agency for International Development (USAID). Cette conférence s'inscrivait dans le cadre du programme « Parliamentary Development Project » visant à mettre en place un

²⁷⁶ Ukrainian Think Tanks Liaison Office, "14.07.2015. Study "How is Ukraine Perceived in Poland?", IWP". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://ukraine-office.eu/en/14-07-2015-study-how-is-ukraine-perceived-in-poland-iwp/>

²⁷⁷ Ukrainian Think Tanks Liaison Office, "About us". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://ukraine-office.eu/en/about-us-2/>

²⁷⁸ Ukrainian Think Tanks Liaison Office, "Our network". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://ukraine-office.eu/en/our-network/>

²⁷⁹ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, "M. Taras STETSKIV (Ukraine)". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : <https://pace.coe.int/fr/members/4091/stetskiv>

²⁸⁰ LB.ua (11/07/2014) « Стецьків Тарас Степанович - Народний депутат України I, II, III, IV, VI скликань ». [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : https://lb.ua/file/person/118_stetskiv_taras_stepanovich.html

bureau permanent d'assistance technique législative établie à Kiev pour aider les parlementaires ukrainiens dans leurs travaux²⁸¹.

Hanna Hopko. Ancienne députée et ancienne présidente de la commission parlementaire des affaires étrangères (2014-2019). En 2014, le magazine du CFR, *Foreign Affairs*, l'avait nommé « Leading Global Thinker » (Penseur mondial de premier plan). Durant son mandat en tant que présidente de cette commission parlementaire, elle a appuyé les mouvements indépendantistes finno-ougriens. En 2018, elle avait même rencontré les leaders de ces mouvements, notamment l'organisation Free Idel-Ural présidée par Rafis Kashapov et Bolyaen Syres, futurs participants au Forum des nations libres de la Post-Russie²⁸². Auparavant, en 2014, elle reçut le « Certificat du mérite » de la Georgetown University et le prix de la démocratie du National Democratic Institute (NDI) pour *ses efforts afin de faire avancer la cause de la démocratie en Ukraine*. Mais encore, Hanna Hopko est la présidente du « Réseau de défense des intérêts nationaux » (*National Interests Advocacy Network*, ANTS) ayant pour objectif de former la prochaine génération de politiciens ukrainiens pour préparer pleinement l'Ukraine à une adhésion à l'Union européenne et à l'OTAN d'ici à 2029²⁸³. Elle dirige aussi le « Centre international pour la victoire ukrainienne » (*International Centre for Ukrainian Victory*, ICUV) chargée faire valoir son expertise sur la guerre en Ukraine et de récolter des fonds. Pour preuve, Hanna Hopko s'est rendue en 2022 à Taïwan où elle a

²⁸¹ USAID, "Review of the success stories of the PDP for 1994-2007". [En ligne] Consulté le 16 juillet 2023. URL : https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00J1SF.pdf

²⁸² PODOBIE Pavlo (09/07/2019) « *Ukrainian Parliament Intensifies Support for Indigenous Minorities in Russian Federation* », Publication: Eurasia Daily Monitor Volume: 16 Issue: 97, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://jamestown.org/program/ukrainian-parliament-intensifies-support-for-indigenous-minorities-in-russian-federation/>

²⁸³ National Interests Advocacy Network, "About us". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://ants.org.ua/en/about-us/>

rencontré le ministre des Affaires étrangères, Joseph Wu, ainsi que la présidente Tsai Ing-wen. À l'issue de l'entrevue, l'Ukraine a reçu de Taïwan 2 millions de dollars pour reconstruire les villes ukrainiennes²⁸⁴. Elle a aussi participé à plusieurs conférences tenues par des organisations atlantistes comme lors du 95^e séminaire Rose-Roth de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, et du Forum de sécurité de Varsovie (*Warsaw Security Forum*, WSF)²⁸⁵ où elle est membre du conseil consultatif international²⁸⁶. Le WSF a dans ses partenaires la Polish-American Freedom Foundation dont nous scrutons au sein de son conseil d'administration un certain Mark F. Brzezinski, le fils de Zbigniew Brzezinski. En 2022, il a été nommé par le président Joseph Biden au poste d'ambassadeur des États-Unis en Pologne. Sans compter qu'il est membre du CFR, ce qui le place dans les pas de son défunt père²⁸⁷. L'organisateur du WSF est la Casimir Pulaski Foundation. Chaque année elle décerne un prix de « Chevalier de la liberté » récompensant les personnalités exceptionnelles œuvrant *pour la liberté, la justice et la démocratie*. En 2021, le prix a été décerné à Alexei Navalny, en 2014 à Mikheil Saakashvili et en 2016 à Mikhail Khodorkovski²⁸⁸. La Casimir Pulaski Foundation est appuyée financièrement par le ministère des Affaires étrangères de la République de Pologne, la fondation pour la coopération germano-polonaise, la Friedrich Ebert Stiftung, la Konrad Adenauer Stiftung,

²⁸⁴ ICUV, « TAIWAN WILL PROVIDE \$2 MILLION TO UKRAINIAN CITIES ». [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : https://ukrainianvictory.org/publications/taiwan_will_provide_2 mln_to_ua_cities/

²⁸⁵ Warsaw Security Forum, "Hanna Hopko". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://warsawsecurityforum.org/speaker/hopko-hanna/>

²⁸⁶ ICUV, "Hanna Hopko". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://ukrainianvictory.org/fr/experts/hanna-hopko/>

²⁸⁷ Polish-American Freedom Foundation, "Board of Directors". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://en.pafw.pl/board-of-directors/>

²⁸⁸ Casimir Pulaski Foundation, "Knight of Freedom". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://pulaski.pl/en/start-en/>

le Norwegian Fund, le Black Sea Trust for Regional Cooperation du German Marshall Fund of United States, l'International Visegrad Fund, le Conseil de l'Europe, la NED, le Département d'État américain, la division de la diplomatie publique de l'OTAN et les Open Society Foundations de George Soros²⁸⁹.

C'est donc tout naturellement que nous retrouvons dans les partenaires du WSF le Bureau de la sécurité nationale (*Biuro bezpieczeństwa narodowego*, BBN), c'est-à-dire le bureau polonais chargé d'exécuter les tâches confiées par le président de Pologne en matière de sécurité nationale ; Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, Google, l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) - France, la Konrad Adenauer Stiftung, Friedrich Ebert Stiftung, le Norwegian Institute of International Affairs, l'ICUV d'Hanna Hopko, l'Atlantic Council, l'USAID, la NED, l'OTAN, ou encore les Open Society Foundations de George Soros. Sans oublier que le WSF bénéficie du soutien financier du Parlement européen²⁹⁰.

Si nous regardons maintenant les autres membres du conseil consultatif international du WSF, outre Hanna Hopko déjà mentionnée, nous observons la présence de l'ancien ministre polonais des Affaires étrangères **Jacek Czaputowicz** ; l'ancien ministre allemand de l'Environnement sous Angela Merkel, **Norbert Röttgen** ; l'ancien ministre letton des Affaires étrangères **Linas Linkevičius** ; la baronne **Catherine Ashton**, déjà membre du conseil d'administration de l'Institute for Global Negotiation (IGN) avec Mikkel Gudsøe, autre participant du Forum des nations libres de la Post-Russie ; l'ancien chef d'état-major du Royaume-Uni, le général **Mark Carleton Smith** ; le lieutenant-général américain à la retraite **Ben Hodges**, le « mentor principal de l'OTAN pour la logistique »

²⁸⁹ Casimir Pulaski Foundation, "Funding". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://pulaski.pl/en/funding/>

²⁹⁰ Warsaw Security Forum, "Partners". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://warsawsecurityforum.org/partners/>

et partenaire du Center for European Policy Analysis (CEPA)²⁹¹ ; et le dernier et non des moindres, le général américain à la retraite et ancien directeur de la CIA, **David Petraeus**.

En mai 2023, elle était présente au Kyiv Security Forum de l'Open Ukraine Foundation au même titre qu'Anna Fotyga²⁹². Nous terminons avec cette succulente indication : Hanna Hopko appartient aux réseaux de jeunes leaders mondiaux du World Economic Forum²⁹³.

Pavlo Klimkin. Ancien ambassadeur d'Ukraine en Allemagne et au Royaume-Uni (2012-2014). Il a joué un rôle déterminant dans la négociation de l'Accord d'association Ukraine-Union européenne²⁹⁴. L'accord que le président ukrainien Viktor Ianoukovitch avait rejeté pour préférer un accord avec la Russie, et créant l'étincelle des manifestations qui conduisit à l'Euromaïdan et qui fut ratifié une fois le nouveau régime installé en 2014. À cette occasion, Pavlo Klimkin a été propulsé ministre des Affaires étrangères de l'Ukraine sous la présidence du nouveau président Petro Porochenko (2014-2019). Fort de ce statut, les portes des cercles atlantistes lui sont grandes ouvertes. En 2016, il a assisté au rassemblement annuel du Yalta European Strategy (YES) de la Victor Pinchuk Foundation²⁹⁵ en compagnie de l'oligarque ukrainien Victor Pinchuk, de

²⁹¹ CEPA, "Ben Hodges". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://cepa.org/author/ben-hodges/>

²⁹² Kyiv Security Forum, *For Our Freedom And Yours / Fighting for NATO Annual Kyiv Security Forum, 25-26 May 2023*. (op.cité).

²⁹³ World Economic Forum, "Hanna Hopko". [En ligne] Consulté le 17 juillet 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/hanna-hopko>

²⁹⁴ VOGEL Toby (30/03/2012) « *EU, Ukraine initial association agreement* », Politico. [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023. URL : <https://www.politico.eu/article/eu-ukraine-initial-association-agreement/>

²⁹⁵ Revoir le chapitre 5 sur Pavel Mezerin et le chapitre 6 sur Boris Lozhkin.

Boris Lozhkin et des néoconservateurs américains²⁹⁶. Il a concouru au Helsinki Security Forum spécialisé sur les questions internationales²⁹⁷. Ce forum finlandais est rattaché à l'Institut finlandais des affaires internationales (*Finnish Institute of International Affairs*, FIIA). Un think tank similaire à celui de son homologue britannique, la Chatam House. Il est présidé par le député finlandais Jouni Ovaska, président de la Commission des affaires étrangères²⁹⁸ et membre du Parti du Centre (*Keskusta*), affilié à l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) et rattaché au groupe Renew Europe²⁹⁹. Autre fréquentation atlantiste, notre ancien ministre des Affaires étrangères ukrainien participe régulièrement depuis 2014 aux réunions annuelles du World Economic Forum³⁰⁰. Dernièrement, Pavlo Klimkin a intégré le conseil d'administration de l'ONG Come Back Alive³⁰¹. La structure a pour but de récolter des fonds pour financer les Forces armées ukrainiennes. Son directeur est Taras Chmut³⁰². Un analyste militaire ukrainien formé en

²⁹⁶ Victor Pinchuk Foundation, "Second day of the 13th Yalta European Strategy Annual Meeting, 2016". (op.cité).

²⁹⁷ Helsinki Security Forum, "Pavlo Klimkin". [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20221127091158/https://helsinkisecurityforum.fi/speaker/pavlo-klimkin/>

²⁹⁸ kestavakehitys.fi, "Composition of the National Commission on Sustainable Development". [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023. URL : <https://kestavakehitys.fi/en/commission/composition>

²⁹⁹ ALDE, "ALDE Member Parties". [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023. URL : https://www.aldeparty.eu/alde_member_parties

³⁰⁰ Voir ANNEXE 53, image 75.

³⁰¹ CEPR, "Pavlo Klimkin". [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023. URL : <https://cepr.org/about/people/pavlo-klimkin>

³⁰² Повернись живим, "СТРУКТУРА". [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023. URL : <https://savelife.in.ua/strukture/>

Lituanie³⁰³ et ayant participé aux exercices militaires « Sea Breeze-2016 » de l'OTAN³⁰⁴.

Pavlo Zhovnirenko. Président du conseil d'administration du Centre d'études stratégiques (*Center for Strategic Studies*, CSS) basé à Kiev³⁰⁵. Une ONG fondée en 1993 en lien avec le Parlement ukrainien et traitant des sujets de politique internationale et des questions stratégiques³⁰⁶. Dans ses partenaires, nous remarquons l'administration du Président de l'Ukraine, l'entreprise norvégienne de télécommunications Telenor, la Konrad Adenauer Stiftung, la Friedrich Ebert Stiftung, la Friedrich Naumann Stiftung, l'OSCE, le Conseil de l'Europe, le Centre d'information et de documentation de l'OTAN en Ukraine, la Ligue civique OTAN-Ukraine, ou encore l'ambassade américaine en Ukraine³⁰⁷. Et pour bien marquer son

³⁰³ LEVYTSKA Iryna [ЛЕВИЦЬКА Ірина] (21/07/2020) « Армія готова до війни. Це найважливіший здобуток із 2014 року » *Gazeta.ua*. [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023. URL : https://gazeta.ua/articles/opinions-journal/_armiya-gotova-do-vijni-ce-najvazhlivishij-zdobutok-iz-2014-roku/975463

³⁰⁴ Kyiv Post (18/07/2016) « *Moscou affirme que les exercices Sea Breeze 2016 ne favorisent pas la diminution des tensions dans les relations Russie-OTAN* ». [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/article/content/ukraine-politics/russias-state-duma-sea-breeze-2016-drills-do-not-promote-decrease-of-tensions-in-russia-nato-relations-418915.html>

³⁰⁵ L'OURS Rudolphe [Медведь Рудольф] (19/05/2023) « Кримські татари: через депортацію, з окупації – до автономії » *Krym.Realii – RFE/RL*. [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://ua.krymr.com/a/krym-deportatsia-krymski-tatary-avtonomia-ukraina/32418740.html>

³⁰⁶ CSS, "history". [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : <http://css.org.ua/en/history/>

³⁰⁷ CSS, "Partners". [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : <http://css.org.ua/en/partners/>

affiliation atlantiste, entre 1995 et 1997, Pavlo Zhovnirenko avait fait partie des lauréats des bourses de l'OTAN³⁰⁸.

Tamila Tasheva. Ancienne manifestante de l'Euromaïdan et représentante permanente du président de l'Ukraine en République autonome de Crimée. Elle a été nommée en 2022 par le président Volodymyr Zelensky en personne. Son rôle est de *maintenir le contact avec les citoyens ukrainiens de la péninsule - aujourd'hui intégrée à la Russie - qui protestent contre la guerre d'une manière ou d'une autre et expriment leur solidarité avec le continent ukrainien*³⁰⁹. Nous avons donc une Haute fonctionnaire en lien direct avec l'exécutif ukrainien. Comme Hanna Hopko, elle a participé au think tank atlantiste Warsaw Security Forum (WSF)³¹⁰. En 2022, elle assista en tant que conférencière à une réunion portant sur « les droits de l'homme en Crimée occupée », une conférence animée sous le patronage de la National Endowment for Democracy (NED) et de son président-directeur général, Damon Wilson³¹¹. Dernier point, en mai 2023, elle sera présente à une conférence sur les Tatars de Crimée sous l'égide, cette fois-ci, du Groupe Conservateurs et

³⁰⁸ NATO.int, "NATO Research Fellowships Programme - Lauréats des Bourses OTAN 1995-1997". [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://www.nato.int/acad/fellow/95-97/f95-97.htm>

³⁰⁹ President of Ukraine – Official website (24/05/2022) « Volodymyr Zelenskyy discussed with Tamila Tasheva the support for Ukrainian citizens in the occupied Crimea and the development of the Crimea Platform ». [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://www.president.gov.ua/en/news/volodimir-zelenskij-obgovoriv-z-tamiloyu-tashevoyu-pidtrimku-75349>

³¹⁰ Warsaw Security Forum, "Tamila Tasheva". [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://warsawsecurityforum.org/speaker/tasheva-tamila/>

³¹¹ NED, (13/07/2023) « HUMAN RIGHTS IN OCCUPIED CRIMEA: CONSEQUENCES OF RUSSIA'S ALL-OUT AGGRESSION ». [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : <https://www.ned.org/events/human-rights-in-occupied-crimea-consequences-of-russias-all-out-aggression/>

Réformistes Européens (ECR) et de sa coordinatrice pour les Affaires étrangères, Anna Fotyga³¹².

Et le dernier et surprenant participant ukrainien :

Oleh Medunitsa (Олега Медуніцю). Le président de l'OUN **bandériste** ! Il était présent à la sixième conférence du forum des nations libres de la Post-Russie sous la direction du Hudson Institute. Plus exactement, il a pris la parole dans les locaux de l'Ukrainian Institute of America, le 28 avril 2023, à New York³¹³. Il avait rencontré le cofondateur du mouvement Free Idel-Ural, Bolyaen Syres, le représentant des peuples finno-ougriens, en vue de constituer une alliance. Oleh Medunitsa a été élu président à l'unanimité en décembre 2022, lors de la XV^e Grande Assemblée de l'OUN (B). Il est originaire de la ville de Soumy, située au nord-est de l'Ukraine, non loin de la frontière avec la Russie. Il a été Chef de l'Union de la jeunesse ukrainienne « Sumshchyna » (organisation panukrainienne) à la fin des années 1990. En 2012, il a été élu député du bloc de l'opposition unie « Batkivshchyna » conduite par Ioulia Tymochenko. L'opposition unie comprenait sept partis, dont Pour l'Ukraine ! de Vyacheslav Kyrylenko et dont Oleh Medunysia était membre, mais aussi le parti UDAR de Vitali Klitschko et le parti Svoboda d'Oleh Tyahnybok, faisant de lui le candidat unique de l'opposition dans la circonscription électorale à majorité mandatée n° 157³¹⁴. Les néoconservateurs américains poursuivent de la sorte leur collaboration avec les héritiers de Stepan Bandera, comme au

³¹² European Conservatives and Reformists, (23/05/2023) « *Conference: Crimean Tatars after February 2022* ». [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023. URL : https://ecrgroup.eu/event/conference_crimean_tatars_after_february_2022

³¹³ Voir ANNEXE 54, image 76.

³¹⁴ Іванущенко Геннадій (16/12/2022) « Головою ОУН обрано сумчанина Олега Медуніцю » Сумський історичний портал. [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://history.sumy.ua/news/9621-holovoioiu-oun-r-obrano-sumchanyna-oleha-medunysiu.html>

temps de la Guerre froide avec le Bloc des Nations Antibolcheviques (ABN) dirigé pendant près de 40 ans par Yaroslav Stetsko, membre éminent de l'OUN³¹⁵. Petite historiette, il existe maintenant une nouvelle version du bulletin d'information de ce que fut jadis, l'*Anti-Bolshevik Bloc of Nation (ABN) Correspondence*. Désormais, un site internet ukrainien a été conceptualisé :

Anti-imperial Bloc of Nations (ABN) Correspondance
(<https://abn.org.ua/en/>).

Le terme bolchevique a été remplacé par empire, mais il désigne toujours la Russie. Le site fait la part belle aux « mouvements de libérations » tels que la Free Nations League (FNL) regroupant les peuples autochtones de la Russie dont nous avons déjà parlé, le mouvement indépendantiste tchéchène et son représentant Akhmed Zakaïev, le Comité d'indépendance ingouche, le Gouvernement du Tatarstan en exil, etc.³¹⁶ Et pour le couronnement, certains de ces mouvements indépendantistes avaient salué et même encouragé la mutinerie du chef du groupe de mercenaires Wagner, Yevgeny Prigozhin lors de sa « marche sur Moscou ». Voici ce qu'affirmait le gouvernement du Tatarstan en exil, par le biais de Rafis Kashapov, le 24 juin 2023 : *Nous soutenons Yevgeny Prigozhin dans sa campagne contre le Kremlin. L'armée de Poutine se rend en masse aux wagnériens*³¹⁷. Pendant un court instant, le chef de Wagner était passé de « mercenaire sanguinaire » à « combattant de la liberté » selon les standards atlantistes.

- **De Stockholm à Washington.**

³¹⁵ Revoir le CHAPITRE 2 sur l'OUN et l'ABN.

³¹⁶ Anti-Imperial Bloc of Nations (ABN) "Correspondence, Liberation movements". [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://abn.org.ua/en/category/liberation-movements/>

³¹⁷ Voir ANNEXE 55, image 77.

Anders Åslund. Un économiste suédois dont les travaux portent sur la transition économique passant d'une économie planifiée à une économie de marché. Il a été directeur associé principal du programme russe et eurasien du Carnegie Endowment for International Peace (CEIP). À ce titre, il a été conseiller économique auprès des gouvernements de Russie, du Kirghizistan et d'Ukraine durant les années 1990³¹⁸. De 2006 à 2015, il a travaillé en tant que chercheur principal (*Senior Fellow*) au Peterson Institute for International Economics (PIIE)³¹⁹, un groupe de réflexion néolibéral qui a été fondé en 1981 par l'économiste américain C. Fred Bergsten³²⁰. En 2016, Anders Åslund intègre le conseil d'administration de la banque ukrainienne Bank Credit Dnepr avec l'ancien président du Fonds Monétaire International (FMI), Dominique Strauss-Kahn. La Bank Credit Dnepr est contrôlée par l'oligarque Victor Pinchuk³²¹.

³¹⁸ Carnegie Endowment for International Peace, "Anders Åslund". [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://carnegieendowment.org/experts/6>

³¹⁹ On retrouve au sein du conseil d'administration du PIIE, Lynn Forester de Rothschild, et l'ancien président de la Banque Mondiale, Robert B. Zoellick. Comme directeurs honoraires : l'ancien président de la FED, Alan Greenpan ; l'ancien président de la BCE et membre du Groupe Bilderberg, Jean-Claude Trichet ; et même l'ancien président du Mexique, Ernesto Zedillo.

Peterson Institute for International Economics, "Board of Directors". [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.piie.com/about/board-directors>

³²⁰ C. Fred Bergsten était un ancien collaborateur d'Henry Kissinger au sein du Conseil de sécurité national (*National Security Council*, NSC) de 1969 à 1971, puis, membre du Council on Foreign Relations (CFR) et de la Commission Trilatérale. Réf. :

Peterson Institute for International Economics, "C. Fred Bergsten". [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.piie.com/experts/senior-research-staff/c-fred-bergsten>

³²¹ Finance.ua (02/03/2016) « Экс-глава МВФ вошел в набсовет банка Пинчука ». [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL :

Rappelons que ce dernier est membre du conseil consultatif international de l'Atlantic Council et que sa fondation est en partenariat avec le World Economic Forum. Rajoutons à cela qu'Anders Åslund avait participé à la 13^e réunion annuelle du Yalta European Strategy (YES) de la Victor Pinchuk Foundation³²². Dans la poursuite de la lecture de son *curriculum vitae*, il est *Senior Fellow* du Stockholm Free World Forum (*Frivärld*), un groupe de réflexion promouvant l'Union européenne et la défense de l'OTAN³²³. Il appartient également au conseil consultatif de l'Eurasia Foundation³²⁴ qui fut fondée en 1993 avec le soutien de l'United States Agency for International Development (USAID) et financée par le Congrès des États-Unis³²⁵. Le but était de contribuer financièrement à des *initiatives citoyennes* devant faciliter la transition démocratique dans les anciens pays de l'Ex-URSS³²⁶. Dernier élément, Anders Åslund est ancien chercheur principal pour le centre Eurasie du think tank Atlantic Council³²⁷.

LES NÉOCONSERVATEURS AMÉRICAINS DU FORUM

<https://news.finance.ua/ru/news/-/368688/eks-glava-mvf-voshel-v-nabsovet-banka-pinchuka>

³²² Victor Pinchuk Foundation, "*Second day of the 13th Yalta European Strategy Annual Meeting, 2016*". (op.cité)

³²³ Frivärld, "Anders Åslund". [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://frivarld.se/medarbetare/anders-aslund-2/>

³²⁴ Eurasia Foundation, "Anders Åslund". [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.eurasia.org/our-team/anders-aslund/>

³²⁵ Congress.gov, *Senate Foreign Relations Committee, Eurasia Foundation Act, June 2, 2008*, 110th Congress, S. Rept. 110-342. [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.congress.gov/congressional-report/110th-congress/senate-report/342>

³²⁶ USAID, *Final Report - Eurasia Foundation Evaluation*, January 2001. [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PDABW601.pdf

³²⁷ Atlantic Council, "Anders Åslund - Former Senior Fellow". [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/anders-aslund/>

Alexander J. Motyl. Historien américain à la Rutgers University-Newark, dans le New Jersey. Il est spécialiste de l'Ukraine, de la Russie et de l'URSS. Motyl participe à plusieurs think tanks en tant qu'auteur invité au Brookings Institute³²⁸ ou encore en tant que contributeur au Aspen Institute³²⁹. Il est également membre de l'European Leadership Network³³⁰, soit le même think tank auquel a collaboré le collaborateur du portail Region.Expert, Pavel Luzin³³¹. Motyl écrit aussi pour plusieurs médias tels que le *Foreign Policy*³³²,

³²⁸ Brookings Institute, "Alexander J. Motyl". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://www.brookings.edu/people/alexander-motyl/>

³²⁹ The Aspen Institute - Central Europe, "Alexander J. Motyl". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://www.aspen.review/author/alexander-j-motyl/>

³³⁰ European Leadership Network, "Alexander J. Motyl". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://www.europeanleadershipnetwork.org/person/alexander-motyl/>

NOTE : Dans le réseau Senior de l'ELN, il y a : l'ancien commissaire européen belge Louis Michel ; l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen ; François Heisbourg membre de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) ; la députée européenne française, Natalie Loiseau ; Pierre Lellouche ; Hubert Védrine ; Hervé Morin ; le président du conseil de fondation de la Munich Security Conference Foundation, Wolfgang Ischinger ; l'ancien chef d'état-major des forces armées allemandes et ancien président du Comité militaire de l'OTAN, Klaus Nauman ; le commandant en chef de la Royal Navy, Alan West ; et un polonais dont nous avons déjà abordé dans le premier chapitre, Radosław dit « Radek » Sikorski.

European Leadership Network, "Senior Network". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://www.europeanleadershipnetwork.org/networks/network-members/>

³³¹ Revoir le chapitre 5 sur Pavel Luzin.

³³² Foreign Policy, "Author Alexander J. Motyl". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://foreignpolicy.com/author/alexander-j-motyl/>

le *Kyiv Post*³³³, l'*Euromaidan Press*³³⁴, et puis l'*Open Democracy*³³⁵ qui est financé en grande partie par la Oak Foundation, Luminate, et l'*Open Society* de George Soros³³⁶.

Christopher Charles Miller. Colonel des forces spéciales de l'armée américaine à la retraite et ancien secrétaire américain à la Défense par intérim du 9 novembre 2020 au 20 janvier 2021. Par ailleurs, il a été sous-secrétaire adjoint à la Défense pour les opérations spéciales et la lutte contre le terrorisme (*Special Operations and Combating Terrorism*, SOCT)³³⁷ ainsi que directeur du Centre national de lutte contre le terrorisme (*National Counterterrorism Center*, NCTC)³³⁸. Il dépendait du Département américain de la Défense sous l'administration de Donald Trump. Pour terminer, il était présent dès la première réunion du Forum où il avait déclaré que nous assistons à un *moment décisif du XXI^e siècle* qui va déterminer *probablement les cinquante prochaines années*³³⁹.

³³³ Kyiv Post, "Author Alexander Motyl". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/author/alexander-j-motyl>

³³⁴ European Leadership Network, "Alexander Motyl". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://www.europeanleadershipnetwork.org/person/alexander-motyl/>

³³⁵ Open Democracy, "Author Alexander Motyl". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://www.opendemocracy.net/en/author/alexander-motyl/>

³³⁶ Revoir le chapitre 5 sur Natalia Zoubarevitch

³³⁷ C-Span, "Christopher C. Miller". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://www.c-span.org/person/?126874/ChristopherMiller>

³³⁸ Defense.gov, "M. Christopher C. Miller". [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : <https://www.defense.gov/About/Biographies/Biography/Article/2111192/christopher-c-miller/>

³³⁹ Fundacja Solidarności Dziennikarskiej (21/05/2022) « *FWNR - Christopher Charles Miller- 08.05.2022r* » YouTube. 0min50sec. [En ligne] Consulté le 22 juillet 2023. URL : https://www.youtube.com/watch?v=graEWV_uW4w

Janusz Bugajski. Chercheur principal (*senior fellow*) à la Jamestown Foundation et au Center for European Policy Analysis (CEPA) à Washington³⁴⁰. Il a été consultant pour le Département américain de la Défense et de l'United States Agency for International Development (USAID)³⁴¹. Dans les années 1980, Bugajski a été consultant pour les affaires polonaises pour la BBC (étant lui-même d'origine polonaise) et analyste principal de recherche à Radio Free Europe stationné à Munich, en Allemagne de l'Ouest³⁴². Il a ensuite été nommé en 2000 président du programme balkanique du Foreign Service de l'Institute du Center for Strategic & International Studies (CSIS)³⁴³ qu'il avait rejoint auparavant en 1986. Il s'agit d'un cercle de réflexion promouvant les intérêts géopolitiques américains dont l'une des principales fonctions est d'assurer l'alliance entre l'Union européenne et les États-Unis ainsi qu'à l'appartenance à l'OTAN. À ce poste au sein du CSIS, Bugajski anime les programmes télévisés

³⁴⁰ Congress.gov. "Mr. Janusz Bugajski". [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://www.congress.gov/116/meeting/house/111115/witnesses/HHRG-116-FA00-Bio-BugajskiJ-20201208.pdf>

³⁴¹ The Jamestown Foundation, "Janusz Bugajski". [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://jamestown.org/analyst/janusz-bugajski/>

³⁴² Mississippi State University, (08/07/2004) « JANUSZ BUGAJSKI ». [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20040820082836/https://www.msstate.edu/dept/ISSS/2004/bio-bugajski.html>

³⁴³ Le CSIS est présidé par l'ancien secrétaire à la Défense sous l'administration de Bill Clinton, John J. Hamre. Le conseil d'administration du CSIS est quant à lui dirigé l'homme d'affaire américain Thomas J. Pritzker. L'un des milliardaires les plus influents aux États-Unis. Rajoutons que sa famille compte au moins 11 milliardaires, et serait toute aussi importante que les Ford ou les Rockefeller.

VIGNANDO Dorane (14/06/2019) « *Les Pritzker, la saga d'un empire américain* » L'OBS. [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://www.nouvelobs.com/design/20190614.OBS14393/les-pritzker-la-saga-d-un-empire-americain.html>

de l'USIA, World Net, en Europe de l'Est³⁴⁴. Dans les années 2010, il a fait partie du centre de recherche « Forum international d'études démocratiques » (*International Forum for Democratic Studies*) de la National Endowment for Democracy (NED)³⁴⁵. Il s'est exprimé dans plusieurs cercles de réflexion comme le Foreign Policy Research Institute (FPRI)³⁴⁶, le Wilson Center³⁴⁷ et le Warsaw Security Forum (WSF)³⁴⁸. Puis, il a écrit pour le *Kyiv Post* et le *Foreign Affairs*, le magazine du CFR³⁴⁹. En 2022, la Jamestown Foundation publie son dernier livre intitulé : *FAILED STATE - A Guide to Russia's Rupture* (ÉTAT DÉFAILLANT - Un guide pour la rupture de la Russie). Dans son ouvrage, il explique que l'expansion de la Russie à l'extérieur de ses frontières dissimulerait *la pourriture interne croissante* de l'État russe conduisant à son inéluctable effondrement. Un effondrement qui serait amplifié avec la guerre en Ukraine et les sanctions économiques occidentales. Pour faire face au régime de Vladimir Poutine, Bugajski recommande que les États-Unis devraient organiser la préparation d'une crise grave au sein de la Fédération de Russie devant conduire à sa défaillance :

³⁴⁴ CSIS, "Outreach". [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://www.csis.org/programs/europe-russia-and-eurasia-program/archives/new-european-democracies-project/outreach>

³⁴⁵ *Annual Report 2011 – National Endowment for Democracy*, page 83. [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : https://www.ned.org/wp-content/uploads/2016/10/Ned-2011AR_final.pdf

³⁴⁶ Foreign Policy Research Institute, "Janusz Bugajski". [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://www.fpri.org/contributor/janusz-bugajski/>

³⁴⁷ Wilson Center, "Janusz Bugajski". [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/janusz-bugajski>

³⁴⁸ Warsaw Security Forum, "Janusz Bugajski". [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://warsawsecurityforum.org/speaker/bugajski-janusz/>

³⁴⁹ Foreign Affairs, "Author Janusz Bugajski". [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/authors/janusz-bugajski>

*Washington ne devrait pas seulement planifier un certain nombre de scénarios régionaux déstabilisants le long des flancs de l'OTAN, mais aussi la préparation de l'aggravation d'une crise au sein même de la Russie*³⁵⁰.

Un effondrement fédéral devant permettre de rompre l'alliance entre la Chine et une Russie sur le point d'être émietlée. Dans cette stratégie, la Chine verrait ses positions renforcées en Eurasie, mais serait privée d'un allié majeur et la région eurasiennne en serait davantage divisée. Nous retrouvons la veille maxime, *divide ut regnes*. L'effondrement doit aussi permettre à la Turquie de *devenir plus actif dans un « espace russe » en recul*. Cela laisserait entendre que la Turquie de Recep Erdoğan se doit d'être associée au processus de recomposition de l'Eurasie en échange d'une influence étendue en Asie centrale. Mais encore, le but est de propulser, avec plus d'importance, les États-Unis en tant qu'acteur mondial de premier plan au travers de l'élargissement de l'OTAN :

*Le démantèlement de la Fédération de Russie présentera également de nouvelles opportunités transatlantiques pour les pays qui n'auront plus peur des réactions de Moscou à l'adhésion à l'OTAN, notamment l'Ukraine, la Géorgie, la Biélorussie, la Moldavie, l'Arménie et Azerbaïdjan. Il libérera également de nouveaux États qui demanderont à être membres d'institutions multinationales et dont certaines peuvent chercher à rejoindre l'Alliance de l'Atlantique Nord*³⁵¹.

Pour concrétiser, les nouveaux États qui émergeraient de la Post-Russie seraient conviés à rejoindre les organisations sous la prépondérance de Washington.

Casey Michel. Écrivain et journaliste américain basé à New-York. Ses articles sont publiés dans le *Foreign Policy*, *The Atlantic*,

³⁵⁰ BUGAJSKI Janusz, *FAILED STATE - A Guide to Russia's Rupture*, The Jamestown Foundation, Washington DC, 2022, page 407. [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://jamestown.org/wp-content/uploads/2022/07/Russias-Rupture-MS-full-text-Final-web.pdf>

³⁵¹ *Ibid*, page 408.

Politico Magazine et le *Foreign Affairs* – le magazine du CFR. De 2017 à 2019, il a été journaliste d'investigation pour *ThinkProgress*³⁵², un site Web d'information progressiste traitant des questions de recherche et de défense des politiques publiques³⁵³. Ce site s'inscrivait dans le projet du groupe de réflexion « Centre pour le progrès américain » (*Center for American Progress*, CAP), proche du Parti démocrate américain³⁵⁴. Son fondateur est John Podesta, ancien chef de cabinet sous le président Bill Clinton, conseiller sous la présidence de Barack Obama, ancien président de la campagne présidentielle d'Hillary Clinton en 2016 et actuel conseiller principal pour l'innovation et la mise en œuvre de l'énergie propre sous le président Biden³⁵⁵. Aujourd'hui, le président et le chef de la direction du CAP est Patrick Gaspard, qui n'est autre que l'ancien président des Open Society Foundations de George Soros³⁵⁶. De 2021 à 2023, Casey Michel a été chercheur associé du programme Kleptocracy Initiative au sein du think tank Hudson Institute³⁵⁷. Le 27 mai 2022, il écrit un article dans *The Atlantic*, intitulé *Decolonize Russia*, dans lequel il affirme que *pour éviter d'autres effusions de sang insensées, le Kremlin doit perdre l'empire qu'il conserve encore*. Pour

³⁵² *ThinkProgress* a fermé en 2019.

³⁵³ *ThinkProgress*, "Casey Michel". [En ligne] Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://archive.thinkprogress.org/author/casey-michel/>

³⁵⁴ MURPHY Heather (06/09/2019) « *ThinkProgress, the Progressive News Site, Shuts Down* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2019/09/06/business/media/thinkprogress-closing.html>

³⁵⁵ Center for American Progress, "John Podesta - Founder". [En ligne] Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.americanprogress.org/people/podesta-john/>

³⁵⁶ Center for American Progress, "Patrick Gaspard - President and Chief Executive Officer, Center for American Progress". [En ligne] Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.americanprogress.org/people/gaspard-patrick/>

³⁵⁷ Hudson Institute, "Casey Michel - Former Adjunct Fellow, Kleptocracy Initiative". [En ligne] Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1381-casey-michel>

lui, *l'histoire de la Russie est celle d'une expansion et d'une colonisation presque incessante*. Et d'alléguer que *c'est la Russie – et plus précisément l'impérialisme russe – qui présente la menace la plus urgente pour la sécurité internationale*. Il tacle également la Chine, l'accusant de superviser *le plus grand système de camps de concentration que le monde ait connu depuis l'Holocauste, dédié à l'élimination des Ouïghours en tant que nation distincte*. En survolant son article, Casey Michel déplore que l'administration de George H.W. Bush n'ait pas appuyé le démantèlement de la Russie après la chute de l'URSS comme le proposait Dick Cheney. Il s'est plaint que le soutien occidental aux mouvements séparatistes en Russie n'était pas allé assez loin. Il y rajoute : ***Tant que l'empire de Moscou ne sera pas renversé, la région – et le monde – ne seront pas en sécurité***. Pour terminer sur cette phrase lourde de sens : ***le projet de décolonisation russe doit enfin être achevé***³⁵⁸. En clair, la Russie se doit d'être détruite pour faire du XXI^e siècle un nouveau siècle américain. Pour terminer, Casey Michel a récemment été nommé en tant que nouveau responsable du programme de lutte contre la kleptocratie de l'Human Rights Foundation (HRF)³⁵⁹, l'organisation de défense des droits de l'homme lié à la Coalition pour libérer les prisonniers politiques du Kremlin et qui est financée par les Open Society Foundations de Soros.

Paul Massaro. Depuis 2013, il est conseiller principal en politique pour la lutte contre la corruption et les sanctions à la Commission sur la sécurité et la coopération en Europe (*Commission on Security and Cooperation in Europe*, CSCE),

³⁵⁸ MICHEL Casey (May 27, 2022) « *Decolonize Russia* », The Atlantic. [En ligne] Consulté le 11 décembre 2022. URL : <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2022/05/russia-putin-colonization-ukraine-chechnya/639428/>

³⁵⁹ Human Rights Foundation, (28/04/2023), « *HRF Welcomes Combating Kleptocracy Program Head Casey Michel* ». [En ligne] Consulté le 24 juillet 2023. URL : <https://hrf.org/hrf-welcomes-combating-kleptocracy-program-head-casey-michel/>

urnommée commission Helsinki³⁶⁰, une commission créée par le Congrès des États-Unis. Ses travaux sur la corruption ont été particulièrement présentés dans le livre *American Kleptocracy: How the US Created the World's Greatest Money Laundering Scheme in History* (Kleptocratie américaine : comment les États-Unis ont créé le plus grand système de blanchiment d'argent au monde de l'histoire) écrit par un certain Casey Michel. Massaro et Michel se connaissent très bien pour avoir été tous les deux chercheurs associés du programme Kleptocracy Initiative de l'Hudson Institute (2021-2022)³⁶¹. Antérieurement, Massaro a été boursier (2020-2021) du Programme Penn Kemble de la National Endowment for Democracy (NED)³⁶² ; et *Fellow* au « Partenariat pour une Amérique sécurisée » (*Partnership for Secure America*, PSA)³⁶³. Un groupe de réflexion cherchant à promouvoir des solutions bipartites sur les questions de sécurité nationale et de politique étrangère³⁶⁴. Il a été fondé par le sénateur américain Warren Rudman, mais surtout par l'ancien représentant américain et membre du CFR, **Lee Hamilton**³⁶⁵. Celui-là même qui avait rencontré le ministre des Affaires étrangères

³⁶⁰ CSCE, Paul Massaro, "Senior Policy Advisor". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://www.csce.gov/about-csce/staff/paul-massaro-iii-policy-advisor>

³⁶¹ Hudson Institute, "Paul Massaro". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1380-paul-massaro>

³⁶² National Endowment for Democracy, "Penn Kemble Fellow 2020-2021, Paul Massaro". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://www.ned.org/fellowships/penn-kemble-forum-on-democracy/2020-2021-penn-kemble-fellows/>

³⁶³ MASSARO Paul, « *Experience : Fellow - Partnership for a Secure America - may 2020 - nov. 2020. 7 months, Washington, D.C.* » LinkedIn. [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://www.linkedin.com/in/apaulmassaro3/details/experience/>

³⁶⁴ Partnership for a secure America, "Our mission". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://psaonline.org>

³⁶⁵ Lee Hamilton est aussi l'ancien vice-président de la Commission sur les attaques du 11 septembre 2001.

tchéchène d'Ichkérie en exil, Ilyas Akhmadov³⁶⁶. On y retrouve au sein du conseil consultatif du PSA : **Paula Dobriansky**, ancienne membre du Project for the New American Century (PNAC) ; **Leon Panetta**, ancien directeur de la CIA et participant au Yalta European Strategy (YES) de la Victor Pinchuk Foundation ; le général américain à la retraite et ancien directeur de la CIA, **David H. Petraeus** ; le sous-secrétaire à la politique de défense sous le président Bill Clinton, **Frank G. Wisner** ; et l'ancien président de la Banque Mondiale, **Robert Zoellick**³⁶⁷. Le PSA comptait même comme ancien membre l'ancienne sous-secrétaire d'État américaine, **Madeleine Albright**³⁶⁸.

Pour terminer, Paul Massaro a été membre de 2021 à 2022 du « Centre d'études sur la criminalité financière et la sécurité » (*Centre for Financial Crime and Security Studies*, CFCS) du Royal United Services Institute (RUSI)³⁶⁹. Une œuvre de bienfaisance britannique et aussi un groupe de réflexion se donnant comme ambition « de construire un monde plus sûr, équitable et stable »³⁷⁰. Son objectif principal étant « la défense, la sécurité et les affaires

³⁶⁶ Revoir le Chapitre 4 sur la Jamestown Foundation et l'ACPC.

³⁶⁷ Partnership for a secure America, "PSA's Board of Advisors". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://www.psaonline.org/board-of-advisors>

³⁶⁸ Partnership for a secure America, "Our mission". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20200809052422/https://psaonline.org/about-us/#toggle-id-1>

³⁶⁹ Royal United Services Institute, (07/06/2021) « *New RUSI Taskforce on a Transatlantic Response to Illicit Finance (TARIF)* ». [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://rusi.org/news-and-comment/rusi-news/new-rusi-taskforce-trans-atlantic-response-illicit-finance-tarif>

³⁷⁰ Royal United Services Institute, "Centre for Financial Crime and Security Studies". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://rusi.org/explore-our-research/research-groups/centre-for-financial-crime-and-security-studies>

internationales du Royaume-Uni, et comment améliorer la sécurité du Royaume-Uni et celle de nos partenaires de l'OTAN et de l'Union européenne »³⁷¹. RUSI a eu pour mécène feu la reine Elisabeth II. L'œuvre de bienfaisance est présidée, quant à elle, par le prince du Royaume-Uni, Edward, duc de Kent³⁷². Pour terminer, RUSI a eu comme soutien financier en 2020-2021 : la Commission européenne (+ d'1 000 000 £) ; le Département d'État américain (+ de 500 000 £) ; l'entreprise britannique travaillant dans le secteur de la défense BAE Systems, la John D. And Catherine T. MacArthur Foundation, les ministères des Affaires étrangères du Canada et des Pays-Bas (+ de 200 000 £) ; la Carnegie Corporation of New York, Google, Philip Morris International Management, Lockheed Martin (+ de 100 000 £)³⁷³.

Luke Coffey. Ancien officier de l'U.S. Army déployé en Afghanistan³⁷⁴. Il intégra la prestigieuse London School of Economics and Political Science avant de travailler, de 2006 à 2010, à la Chambre des communes en tant que conseiller sur les questions de défense et de sécurité pour le Parti conservateur. De 2010 à 2011, Coffey, bien qu'américain, servit au ministère britannique de la Défense en tant que conseiller spécial principal du secrétaire britannique à la Défense, Liam Fox, à l'époque sous le gouvernement de David Cameron. À partir de 2012, il intègre le groupe de réflexion conservateur Heritage Foundation. D'abord en tant que boursier Margaret

³⁷¹ Royal United Services Institute, "Mission and Values". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://rusi.org/about/our-purpose/mission-and-values>

³⁷² Royal United Services Institute, "RUSI Governing Bodies". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://rusi.org/about/our-people/rusi-governing-bodies>

³⁷³ Royal United Services Institute, "Funding". [En ligne] Consulté le 25 juillet 2023. URL : <https://rusi.org/about/support-rusi/funding>

³⁷⁴ Congress.gov, "Luke Coffey Bio". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://www.congress.gov/116/meeting/house/110670/witnesses/HMTG-116-FA05-Bio-CoffeyL-20200310.pdf>

Thatcher où il s'occupait des activités concernant les « relations entre les États-Unis et le Royaume-Uni ainsi que sur le rôle de l'OTAN et de l'Union européenne dans la sécurité transatlantique et eurasiennne ». Puis, à partir de 2016, en tant que directeur du Douglas and Sarah Allison Center for Foreign Policy, avant de quitter Heritage Foundation en 2022³⁷⁵. Le fondateur d'Heritage Foundation se dénomme Edwin J. Feulner. Il a été président et président émérite de la Fondation commémorative des victimes du communisme (*Victims of Communism Memorial Foundation*), celle-là même qui avait pu voir le jour grâce à Lev E. Dobriansky et Zbigniew Brzezinski³⁷⁶. Dans les années 1980, Heritage Foundation a joué un rôle notable dans le développement de ce qui fut considéré comme la « Doctrine Reagan » et consistant à faire diminuer l'influence du communisme dans le monde en vue de remporter la Guerre froide³⁷⁷. Ensuite, Luke Coffey intervient dans plusieurs médias tels que *Arabnews*³⁷⁸, *TRT France* (média turc)³⁷⁹, *Al-Jazeera*³⁸⁰, ou encore le *Foreign*

³⁷⁵ The Heritage Foundation, "Staff Luke Coffey". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://www.heritage.org/staff/luke-coffey>

³⁷⁶ Victims of Communism Memorial Foundation, "Leadership - Dr. Edwin J. Feulner". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://victimsofcommunism.org/leader/edwin-feulner-phd/>

³⁷⁷ CONINE Ernest (03/02/1986) « *'Reagan Doctrine' Goes on Crusade : Millions for Savimbi Mean We're Not Picking Fights Wisely* », Los Angeles Times. [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1986-02-03-me-3915-story.html>

³⁷⁸ COFFEY Luke (11/11/2020) « *Que se cache-t-il derrière la stratégie russe agressive dans l'Arctique ?* » Arab News. [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://www.arabnews.fr/node/30691/luke-coffey>

³⁷⁹ TRT Français, "Author Luke Coffey". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://www.trtfrancais.com/author/luke-coffey>

³⁸⁰ Al Jazeera, "Author Luke Coffey". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : https://www.aljazeera.com/author/luke_coffey_201412310048630144

*Affairs*³⁸¹. En 2023, il a été l'un des intervenants à la conférence annuelle Lennart Meri, organisée par le « Centre international pour la défense et la sécurité » (RKK)³⁸². Le centre auquel avaient travaillé en tant que rédacteurs, Paul Goble et Vadim Shtepa, membres du portail Region.Expert. Resoulignons que le RKK se présente comme « le premier groupe de réflexion estonien sur la défense, la sécurité et la politique étrangère ». La conférence Lennart Meri a comme supporteurs et partenaires : le gouvernement estonien, le gestionnaire estonien de réseau de transport d'électricité et de gaz Elering, la banque suédoise Swedbank, le constructeur automobile sud-coréen Hyundai, la Konrad Adenauer Stiftung, la Commission européenne, la National Endowment for Democracy (NED), le Département d'État américain, l'OTAN et les ubiquistes Open Society Foundations de George Soros³⁸³. Luke Coffey est présentement chercheur principal au Hudson Institute³⁸⁴.

Diane Francis. Journaliste canadienne et rédactrice en chef du *National Post*. Elle collabore avec différents médias tels que la *Lavvin Agency* comme conférencière principale, puis commentatrice pour la société radio Canada CBC, blogueuse pour le *Huffington Post*³⁸⁵ ; ou encore contributrice pour le *Kyiv Post*³⁸⁶. Diane Francis est aussi coutumière des réseaux atlantistes. Elle est chercheuse

³⁸¹ Foreign Affairs, "Author Luke Coffey". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/authors/luke-coffey>

³⁸² Lennart Meri Conference - International Centre for Defense and Security, "LMC 2023 Speakers". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://lmc.icds.ee/conference-2023/speakers/>

³⁸³ Lennart Meri Conference - International Centre for Defense and Security, "Lennart Meri Conference 2023". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://lmc.icds.ee/>

³⁸⁴ Hudson Institute, "Expert Luke Coffey". [En ligne] Consulté le 26 juillet 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1453-luke-coffey>

³⁸⁵ Huffington Post, "Author Diane Francis". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.huffpost.com/author/diane-francis>

³⁸⁶ Kyiv Post, "Author Diane Francis". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.kyivpost.com/authors/54>

principale non-résidente pour le centre Eurasie à l'Atlantic Council³⁸⁷ et conférencière invitée pour le Wilson Center³⁸⁸, où elle s'est exprimée pour la fusion du Canada avec les États-Unis afin de ne former qu'un seul pays, une seule superpuissance économique³⁸⁹. Elle a d'ailleurs écrit un livre en 2013 intitulé *Merger Of The Century - Why Canada and America Should Become One Country* (La fusion du siècle - Pourquoi le Canada et l'Amérique devraient devenir un seul pays)³⁹⁰. Elle justifie cette « fusion siècle » pour notamment concurrencer la montée en puissance de la Chine³⁹¹. Il est intéressant de noter qu'au même moment où certains des membres du Forum des nations libres de la Post-Russie souhaitent voir une Russie décolonisée et divisée en une mosaïque de nouveaux États, les mêmes planifient de créer une sorte d'Union nord-américaine, pilotée selon toute vraisemblance par Washington et formerait une entité de 19,819 millions de km² et de 370,15 millions d'habitants³⁹². Sans oublier que dans le passé les néoconservateurs américains

³⁸⁷ Atlantic Council, "Diane Francis Nonresident Senior Fellow". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/diane-francis/>

³⁸⁸ Wilson Center, "Diane Francis". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/diane-francis>

³⁸⁹ Wilson Center (19/05/2014) « *"Merger of the Century: Why Canada and America Should Become One Country," A Conversation with Diane Francis* ». [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/event/merger-the-century-why-canada-and-america-should-become-one-country-conversation-diane-francis>

³⁹⁰ GOLDENTHAL Howard (30/09/2013) « *Diane Francis on a Canada-US merger* », CBC. [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.cbc.ca/radio/thecurrent/sep-30-2013-1.2909336/diane-francis-on-a-canada-us-merger-1.2909339>

³⁹¹ Voir ANNEXE 56, image 78.

³⁹² Les États-Unis forment une superficie de 9,834 millions km² et une population en 2021 de 331,9 millions d'habitants. Le Canada a une superficie de 9,985 millions km² (oui, le Canada est plus grand que les États-Unis) et une population en 2021 de seulement 38,25 millions d'habitants soit 8,5 fois moins que la population américaine.

avaient tenté de racheter, sans succès, l'île du Groenland au Danemark dans le but d'exploiter les terres rares, c'est-à-dire les métaux stratégiques pour l'industrie et d'étendre l'influence américaine sur les océans de l'Atlantique et de l'Arctique³⁹³. Une Union nord-américaine regroupant à terme les États-Unis, le Canada et le Groenland pèserait 21,985 millions de km² et 370,20 millions d'habitants³⁹⁴ et conforterait la place de première puissance économique mondiale dépassant la Chine. Tel doit être probablement le schéma directeur des impériaux américains. Les prises de position sur « la fusion du siècle » de Diane Francis ne sont pas si étonnantes du fait que cette dame soit membre du comité exécutif de « l'Institut de droit Canada-États-Unis » (*Canada-United States Law Institute*, CUSLI). Une organisation bipartite chargée d'établir « des liens institutionnels et professionnels » entre les États-Unis et le Canada³⁹⁵ et plaidant pour un renforcement de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)³⁹⁶. Pour finir, Diane Francis est *Media Fellow* au World Economic Forum³⁹⁷.

³⁹³ PERRAULT Laurence (21/04/2020) « *Quel dessous des cartes dans la proposition du rachat du Groenland par les Etats-Unis ?* ». École de Guerre Économique. [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.ege.fr/infoguerre/2020/04/dessous-cartes-proposition-rachat-groenland-etats-unis>

³⁹⁴ La superficie du Groenland est de 2,166 millions km² et une population d'un peu plus de 56 600 habitants.

³⁹⁵ Case Western Reserve University, "Canada-United States Law Institute". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://case.edu/law/centers-institutes/cox-international-law-center/canada-united-states-law-institute>

³⁹⁶ OWEN William L. « *Investment Arbitration under Nation under NAFTA Chapter 11: A Threat to Sovereignty of Member States ?* » School of Law – Case Western Reserve University, Canada-United States Law Journal, Vol. 39, Article 4, January 2014. [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://scholarlycommons.law.case.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2488&context=cuslj>

³⁹⁷ Ryerson University, (01/06/2010) « *CEO Outlook - Diane Francis* ». [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL :

Dernier américain intervenant du Forum et que nous avons déjà traité, **Paul Goble** de la Jamestown Foundation.

LES RUSSES ET LEURS APPARTENANCES CONTROVERSÉES

Yuri Moskalenko. Il a participé notamment au troisième Forum en Pologne. Il est analyste politique et économique russe pour la Free Russia Foundation³⁹⁸. Souvenons-nous qu'elle a été fondée en 2014 et qu'elle est présidée par Natalia Arno, l'ancienne directrice de la section russe de l'International Republican Institute (IRI) et dont David J. Kramer est le président du conseil d'administration.

Vladislav Inozemtsev. Économiste russe et conseiller spécial au Middle East Media Research Institute (MEMRI)³⁹⁹. Soit l'institut ayant dans son conseil d'administration l'ancien Premier ministre israélien Ehud Barak et l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, tous les deux participants à la conférence d'Herzliya⁴⁰⁰.

Alexey Manannikov. Ancien député du peuple de la République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) de 1990 à 1993 et ancien sénateur du Conseil de la Fédération de Russie⁴⁰¹ représentant la région de Novossibirsk (située en Sibérie) de 1993 à 1995. En 2007, il est connu pour son slogan « Poutine est mieux que Hitler »

<https://web.archive.org/web/20100527003538/http://www.ryerson.ca/ceooutlook/diane francis/>

³⁹⁸ Free Russia Foundation, "Yuri Moskalenko". [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/by/yuri-moskalenko/>

³⁹⁹ MEMRI (06/09/2022) « *Mikhail Gorbachev In 2016: Russia Must 'Return To A Path Of Real Democracy'* ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.memri.org/reports/mikhail-gorbachev-2016-russia-must-return-path-real-democracy>

⁴⁰⁰ Revoir le CHAPITRE 5 sur Airat Dilmukhametov ainsi que le CHAPITRE 6 sur la Conférence d'Herzliya.

⁴⁰¹ Le Conseil de la Fédération de Russie est la chambre haute de l'Assemblée fédérale de la fédération de Russie.

lors d'un rassemblement de soutien à Vladimir Poutine⁴⁰². Plus tard, Manannikov intègre le parti d'opposition Iabloko⁴⁰³, avant de s'exiler en Occident pour échapper aux persécutions politiques. En juillet 2022, il a été condamné par contumace par la justice russe pour « discrédit des forces armées »⁴⁰⁴.

Ilya Lazarenko. Dirigeant et fondateur du « Front national d'action révolutionnaire – FNAR » (Фронта национал-революционного действия, ФНРД). Un parti politique radical russe, néopaïen, et ouvertement néonazi. Son emblème n'est autre que la croix celtique représentée avec la même colorimétrie que le drapeau du III^e Reich. En 1997, la justice russe l'avait condamné en vertu de l'article 282 du Code pénal de la Fédération de Russie pour « incitation à la haine nationale, raciale ou religieuse »⁴⁰⁵. C'est aussi un admirateur du général Vlassov, le commandant de l'Armée de libération russe (ROA) qui s'était battue pour l'Allemagne nazie durant la Seconde Guerre mondiale⁴⁰⁶. En 2007, il a participé à la conférence des régionalistes russes « Novgorod Veche » où l'on note la présence d'un certain Vadim Shtepa, le futur rédacteur en chef du portail Region.Expert, directeur de l'Institut des Régions de Russie, futur analyste de la Jamestown Foundation, intervenant du Free Russia Forum de Garry Kasparov et futur personnage clé du

⁴⁰² Svoboda – RFE/RL (25/05/2011) « В Новосибирске задержан правозащитник Алексей Мананников ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.svoboda.org/a/24200768.html>

⁴⁰³ Яблоко (05/07/2022) « Суд в Новосибирске оштрафовал за «дискредитацию» члена «Яблока» Алексея Мананникова ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.yabloko.ru/regnews/Novosib/2022/07/05>

⁴⁰⁴ sibir.realii – RFE/RL « Бывшего новосибирского сенатора оштрафовали за "дискредитацию" ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.sibreal.org/a/byvshego-novosibirskogo-senatora-oshtrafovali-za-diskreditatsiyu/31928657.html>

⁴⁰⁵ People.ru (16/08/2017) « Илья Лазаренко / Илья Lazarenko - Биография ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : https://www.peoples.ru/state/politics/ilya_lazarenko/

⁴⁰⁶ Voir ANNEXE 57, image 79.

Forum des nations libres de la post-Russie. Selon le *Sova Center*, à cette époque et dans le cadre d'un travail collaboratif entre diverses organisations d'extrême droite russes, Shtepa avait rencontré avec Ilya Lazarenko et d'autres, l'un des leaders du mouvement « Fraternité du Nord » (Северное братство), Petr Khomyakov, un groupe ethno-nationaliste radical russe. Il voulait élaborer un manifeste politique dont les contours seraient la « libération nationale du peuple russe ». Pour atteindre leur objectif, les « Nordistes » ont tenté de trouver un soutien financier auprès de l'oligarque déchu Boris Berezovski, celui-là même qui entretenait des liens avec la mafia tchétchène et avait appuyé la révolution orange en Ukraine en 2004. Des tentatives ont même été faites pour établir des relations avec... Zbigniew Brzezinski⁴⁰⁷. Les membres de la Fraternité du Nord voyaient en ce dernier « un allié » dans la destruction de « la Russie impériale »⁴⁰⁸. Mais en raison des dissensions internes, le mouvement a périclité. Vadim Shtepa a quant à lui continué à fréquenter la mouvance néonazie russe en restant en contact avec Ilya Lazarenko et avec son ami Alexei Shiropaev, un autre membre du FNAR⁴⁰⁹. Peu après, Shiropaev et Lazarenko vont être les fondateurs d'une nouvelle organisation « l'Alliance nationale démocratique – AND » (Национал-Демократический Альянс, НДА). Une structure dont laquelle Vadim Shtepa adhérerait⁴¹⁰. Dans le programme de l'AND, il était question de créer sept nouvelles républiques russes avec une large autonomie au sein de la Fédération de Russie, ainsi qu'un

⁴⁰⁷ Кожевникова Г.В., Шеховцов А.В. и др. Радикальный русский национализм: структуры, идеи, лица : [справочник] / сост.: А. Верховский, Г. Кожевникова. – М.: Центр «Сова», 2009. – 410 с. (Научное издание). Pages 231-241. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.sova-center.ru/files/books/rb09-text.pdf>

⁴⁰⁸ *Ibid*, page 234.

⁴⁰⁹ Voir ANNEXE 57, image 80.

⁴¹⁰ CHELNOKOV Alexey [ЧЕЛНОКОВ Алексей] (06/01/2016) « КАК «ГАМАЮН» ХОТЕЛ «ВЗДЫБИТЬ РОССИЮ». Совершенно Секретно (Top secret). [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.sovsekretno.ru/articles/politika/kak-gamayun-khotel-vzdybit-rossiyu/>

rapprochement avec l'Union européenne et l'OTAN⁴¹¹. L'un des logos de l'AND était encore et toujours la croix celtique⁴¹². Ilya Lazarenko et Alexei Shiropaev en sont toujours les coprésidents. Toutefois, un tournant arrive à l'été 2011 où les deux fondateurs renient leur antisémitisme et vont se rendre, avec une délégation de l'AND, en Israël. Ils iront à la Knesset et rencontreront les députés Ayub Kara du Likoud, le parti de Benjamin Netanyahu, et Arye Eldad, du parti Unité nationale, présidé par Benny Gantz⁴¹³. Pour terminer, Ilya Lazarenko fréquentait déjà le Free Russia Forum de Garry Kasparov, avant de participer au Forum des nations libres de la Post-Russie⁴¹⁴. Quant à Alexei Shiropaev, il est promu sur le portail Region.Expert dirigé par son ami Vadim Shtepa⁴¹⁵. Une amitié qui a perduré depuis l'époque du FNAR⁴¹⁶.

Nous arrivons à présent à une personnalité russe importante du Forum tant son parcours est révélateur des connexions que nous avons déjà évoquées.

Pavel Ivlev. Ancien conseiller de Ioukos et de son ancien président-directeur général, Mikhaïl Khodorkovski. Dans les années

⁴¹¹ Национал-демократический Альянс (НДА), "МАНИФЕСТ НАЦИОНАЛ-ДЕМОКРАТИЧЕСКОГО АЛЪЯНСА". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20100322212148/http://nazdem.info/texts/83>

⁴¹² Национал-демократический Альянс (НДА). [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20100322193421/http://nazdem.info/>

⁴¹³ VOLCHEK Dmitri [Волчек Дмитрий] (16/01/2016) « Преображение националиста » Svoboda - RFE/RL. [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.svoboda.org/a/27489657.html>

⁴¹⁴ Voir ANNEXE 57, image 81.

⁴¹⁵ SHIROPAEV Alexei [Широпаев Алексей] (15/02/2018) "«Развернуть русскость против империи»", Region.Expert. [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://region.expert/shiro-paev/>

⁴¹⁶ Voir ANNEXE 57, image 82.

1990, il était aussi l'associé d'un cabinet d'avocats international basé à Moscou, ALM Feldman⁴¹⁷. Ce dernier était en partenariat avec le cabinet d'avocats de Londres, Frere Cholmeley Bischoff, devenu aujourd'hui Eversheds Sutherland, l'un des plus importants au monde⁴¹⁸. Depuis 2005, et à l'instar de son PDG Mikhaïl Khodorovski et de Leonid Nevzlin, il devient un réfugié politique et toutes ses activités en Russie sont stoppées. Il obtient la nationalité américaine et s'engage pleinement dans l'opposition russe en exil. Ivlev va tout d'abord fonder en 2009 le « Comité pour la liberté économique russe » (*Committee for Russian Economic Freedom*, CREF) traitant notamment de l'affaire Ioukos et de la situation des droits de l'homme en Russie. Le CREF a pour partenaire la Free Russia Foundation dont nous avons déjà relevé les liens avec l'International Republican Institute (IRI)⁴¹⁹. Il va ensuite être un contributeur de l'Institute of Modern Russia (IMR)⁴²⁰ dirigé par Pavel Khodorovski, le fils de Mikhaïl Khodorkovski et financée par l'Open Russia Foundation⁴²¹. En 2018, il a été convivielement reçu dans les locaux de l'Atlantic Council en compagnie des futurs participants du Forum des nations libres de la Post-Russie que sont Anders Åslund et Casey Michel⁴²². Le débat a traité principalement du

⁴¹⁷ ALM Feldmans Law Office, "Партнеры". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : http://web.archive.org/web/20050210114318/http://www.alm-feldmans.ru/alm_lead.htm

⁴¹⁸ ALM Feldmans Law Office. [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20050212073814/http://www.alm-feldmans.ru/>

⁴¹⁹ Committee for Russian Economic Freedom, "About CREF". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://russianeconomicfreedom.org/about/>

⁴²⁰ Institute of Modern Russia, "Pavel Ivlev". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20220521162433/https://imrussia.org/en/authors/pavel-ivlev>

⁴²¹ Revoir le chapitre 6.

⁴²² Voir ANNEXE 58, page 83.

système Poutine et de ses méthodes pour exploiter le système juridique à la fois national et international à son propre avantage⁴²³. Le même système qui a sans doute conduit la justice russe à prononcer l'année suivante une condamnation par contumace à 10 ans d'emprisonnement à son encontre pour blanchiment d'argent et détournement de fonds d'un montant de 14 milliards de dollars⁴²⁴. En 2021, il assiste à la XI^e réunion du Free Russia Forum de Garry Kasparov⁴²⁵ avec son ancien associé Mikhaïl Khodorkovski⁴²⁶.

Comme vous avez pu le constater au cours de ce long chapitre, la plupart des participants du Forum sont enchevêtrés soit dans des organisations atlantistes d'orientation démocrate ou conservatrice, soit dans des groupes extrémistes allant des islamistes jusqu'à la mouvance fasciste et néonazie, voire dans des unités militaires combattant actuellement en Ukraine. C'est ce dernier point que nous allons détailler dans le chapitre suivant. Il va nous emmener sur la collusion entre le Forum des nations libres de la Post-Russie avec les forces d'oppositions russes, qu'elles soient politiques comme armées.

⁴²³ WEMER David (19/07/2018) « *Bill Browder Warns Trump Against Making a Deal with Putin* », Atlantic Council. [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/new-atlanticist/bill-browder-warns-trump-against-making-a-deal-with-putin/>

⁴²⁴ RFE/RL (24/05/2019) « *Ex-Yukos Lawyer Sentenced In Absentia By Moscow Court* ». [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/ex-yukos-lawyer-sentenced-in-absentia-by-moscow-court/29960860.html>

⁴²⁵ Free Russia Forum, (27/10/2021) "Program of the XI Forum Free Russia". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/archives-en/forum-xi-en/program-of-the-xi-forum-free-russia>

⁴²⁶ Free Russia Forum, "Pavel Ivlev". [En ligne] Consulté le 27 juillet 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/biographies/ivlev-2>

Citations

Le pouvoir ne peut rester fort que lorsqu'il est maintenu dans l'ombre ; lorsqu'il est exposé à la lumière du jour, il commence à s'évaporer.

Samuel Huntington (1927-2008).

Professeur américain et auteur du livre *Le Choc des civilisations*. Cité dans le livre de Peter Dale Scott, *L'État profond américain*, page 28 ⁴²⁷.

Il y a deux Histoires : l'Histoire officielle, menteuse qu'on enseigne, l'Histoire ad usum delphini, puis l'Histoire secrète, où sont les véritables causes des événements, une histoire honteuse.

Honoré de Balzac (1799-1850),

Écrivain, dramaturge, et romancier français,
dans *Illusions perdues*.

C'est le temps seul qui révèle l'homme juste, un seul jour dévoile le perfide.

Sophocle (495 – 406 avant J.-C.),
Dramaturge grec ⁴²⁸

⁴²⁷ HUNTINGTON Samuel P., *American Politics : The Promise of Disharmony* (Belknap Press, Cambridge, 1981), p. 75. Cité dans : SCOTT Peter Dale, *L'État profond américain – La finance, le pétrole et la guerre perpétuelle*, éditions Demi-Lune, Plogastel-Saint-Germain (France), 2015, page 28.

⁴²⁸ SOPHOCLE, et MASQUERAY Paul. *Sophocle : Ajax*. France, Société d'édition "Les belles lettres", 1922.

CHAPITRE 8

LE CONGRÈS DES DÉPUTÉS DU PEUPLE DE RUSSIE

Connaissez-vous le Congrès des députés du peuple de Russie (*Sjezd narodnyh deputatov*) ? Il s'agit du parlement de transition de la Russie en exil¹. Pour tout dire, un organe législatif parallèle pour assurer la transition démocratique une fois que le régime de Vladimir Poutine sera effondré. Il dispose d'un organe de direction appelé le Comité exécutif. Son organisateur et inspirateur idéologique se nomme **Ilya Ponomarev**, un ancien député de la Douma d'État de Russie². Au cours de sa carrière, il a changé plusieurs fois d'étiquette politique. En 2002 il était membre du Parti communiste de la Fédération de Russie. En 2006, il le quitta pour rejoindre le Front de gauche. Puis en 2013, il rechange à nouveau pour intégrer le parti Russie juste. Avant de s'engager en politique, Ilya Ponomarev avait travaillé de 1998 à 2001 en tant que directeur du département des technologies de l'information pour la compagnie pétrolière Ioukos dirigé par Mikhaïl Khodorkovski. En septembre 2013, Ilya Ponomarev s'est rendu au Club Valdai pour rencontrer le président Vladimir Poutine où il a lancé l'initiative visant à « réconcilier l'opposition et les autorités » par une procédure d'amnistie pour les militants politiques. Deux mois plus tard, Vladimir Poutine annonce

¹ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ (04/11/2022) « Акт о Переходном Парламенте (Регламент Съезда) ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://rosdep.online/reglament/>

² CHODOWNIK Magdalena (13/06/2023) « Илья Пономарёв: "У нас нет полной легитимности, но мы – хоть что-то" » Euronews. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://ru.euro-news.com/2023/06/13/ru-russian-exile-congress-in-warsaw>

une amnistie pour plusieurs personnalités politiques emprisonnées, dont Mikhaïl Khodorkovski³. Mais le tournant arrive en mars 2014, au moment où les populations russophones d'Ukraine se rebellent en Crimée et dans le Donbass contre le nouveau pouvoir à Kiev après sa décision d'interdire l'usage de la langue russe. Les habitants de la Crimée font sécession, organisent un référendum et votent à une écrasante majorité pour un rattachement avec la Russie. Ponomarev sera le seul député à voter contre l'annexion de la Crimée lors de la réunion extraordinaire de la Douma concernant la ratification du traité d'incorporation de la République de Crimée et de la ville de Sébastopol à la Fédération de Russie. Un positionnement qui égratigne sa réputation. Toujours en 2014, il se rend aux États-Unis où il finit par fréquenter les milieux néoconservateurs américains dont le Center for Strategic & International Studies (CSIS) et plaide désormais ouvertement pour les sanctions contre la Russie et une aide militaire à l'Ukraine⁴. Ponomarev incorpore par la suite la Free Russia Foundation de Natalia Arno⁵, puis le Free Russia Forum (FRF) de Garry Kasparov⁶. Au sein du FRF, notamment lors de sa Xe réunion du 31 mai 2021, il côtoie les futurs artisans et participants du Forum des nations libres de la Post-Russie : Vadim Shtepa, Vadim Sidorov et Pavel Ivlev. Lors de la XIe réunion du FRF à Vilnius, en Lituanie, il rencontre Leonid Nevzlin et son ancien patron,

³ LB.ua (20/01/2015) « Пonomарев Илья Владимирович ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : https://lb.ua/file/person/3037_ponomarev_ilya_vladimirovich.html

⁴ CSIS, (15/01/2015) « *Russia's Opposition in a Time of War and Crisis* ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.csis.org/events/russias-opposition-time-war-and-crisis>

⁵ Free Russia Foundation, "Ilya Ponomarev". [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/by/ilyaponomarev/>

⁶ Free Russia Forum, (30/05/2020) « Дебаты: «Советское наследие: национальная гордость или балласт?». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/multimedia/video-ffr/2020-05-30/debaty-sovetskoe-nasledie-naczionalnaya-gordost-ili-ballast>

Mikhaïl Khodorkovski⁷. Ponomarev a été l'un des premiers participants du Forum des nations libres de Russie lors de son lancement le 8 mai 2022 à Varsovie, en Pologne⁸. Il a depuis assisté à pratiquement toutes ses réunions.

La première chose qui interpelle sur le site internet du Congrès est que le drapeau national russe officiel (trois bandes : blanc-bleu-rouge) a été remplacé par un autre, celui à deux bandes blanches et une bande bleu azur au centre. Une manière sans doute de tourner définitivement la page à « l'impérialisme russe », tous les symboles de la Fédération de Russie devant disparaître, jusqu'à son drapeau et son hymne. Ilya Ponomarev avait même sélectionné deux hymnes de la « nouvelle Russie libre » sans pour autant se décider : « Dubinushka » (Дубинушка) ou « Les murs s'effondreront » (Стены рухнут), l'hymne de la « Solidarité » polonaise⁹. Le premier Congrès s'est réuni du 4 au 7 novembre 2022, à Varsovie, en Pologne. Il a adopté un programme politique dont ses lignes directrices sont l'instauration d'« une Russie libre post-Poutine », de ne pas reconnaître les élections en Russie comme honnêtes et impartiales, de condamner les crimes du régime de Vladimir Poutine, et d'acter que seul le Congrès des députés du peuple de Russie est doté d'une légitimité démocratique. Les délégués du Congrès ont également ratifié une « Déclaration constitutive de l'Alliance anti-autoritaire internationale (IAAS) » devant « coordonner l'action contre les régimes autoritaires et non démocratiques ». Le document a été signé par Ilya Ponomarev, devenu membre du Comité exécutif du Congrès, mais aussi par Inna Kurochkina qui représente le Cabinet du Premier

⁷ The Baltic Times (20/05/2022) « Kasparov in Vilnius: Putin's dictatorship won't survive defeat, Russia to change after war ». (op.cité).

⁸ Fundacja Solidarności Dziennikarskiej (21/05/2022) « FWNR - Ilya Ponomarev - 08.05.2022r ». YouTube, 0min40sec. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=yjnFi6ZyH3I>

⁹ Novayagazeta.eu (10/11/2022) « Гонцы русской революции ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://novayagazeta.eu/articles/2022/11/10/gontsy-russkoi-revoliutsii>

ministre d'Itchkérie, Akhmed Zakaïev, et Muhiddin Kibiri de l'Alliance nationale du Tadjikistan. Selon le *Kyiv Post*, cette initiative serait rejointe par les représentants du Mouvement national Azamat (Kazakhstan), du Choix démocratique du Turkménistan et du Mouvement national uni, le parti géorgien de Mikheil Saakachvili¹⁰. Les travaux du Congrès consistent à élaborer une nouvelle Constitution pour la Russie post-Poutine et de procéder à la nomination des *représentants extraordinaires et plénipotentiaires* du Conseil exécutif pour travailler dans différents pays ou organisations internationales. En somme, des ambassadeurs parallèles dans le but d'obtenir un appui à l'étranger. Lors de la réunion du Conseil du 21 novembre 2022, ont été donc nommés :

- en Ukraine : **Ilya Ponomarev** ;
- en Pologne et en Lituanie : **Vladimir Ponomarev** ;
- à la Commission européenne et au Parlement européen : **Gennady Gudkov** ;
- au Parlement européen et en République de Lituanie : **Elena Lukyanova** ;
- en France : **Mark Feygin** ;
- aux États-Unis : **Arkady Yankovsky** ;
- au Royaume-Uni : **Robert Amsterdam**¹¹.

Robert Amsterdam n'est autre que l'avocat d'affaire canadien qui défend, depuis 2003, l'ancien président de Ioukos, Mikhaïl Khodorkovski. Nous avons donc une nouvelle personnalité en lien avec le milliardaire russe déchu. **Gennady Gudkov** est, quant à lui, ancien député de la Douma sous l'étiquette du parti Russie juste où il a

¹⁰ Kiyv Post (09/11/2022) « *Russian Oppositionists Unite, Adopt Political Program* ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.kyivpost.com/post/4925>

¹¹ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ (21/11/2022) « Решения заседания Исполнительного Совета Съезда Народных Депутатов (21.11.2022) ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://rosdep.org/sovet1/>

côtoyé Ilya Ponomarev avant de se faire expulser du parti¹². Tout comme son collègue, Gudkov est un participant aussi bien du Free Russia Forum (FRF) de Garry Kasparov que du Forum des nations libres de la post-Russie. Il a fait partie du premier Conseil exécutif du Congrès (de novembre 2022 à juin 2023)¹³. Au cours de son mandat, il s'est rendu en France avec « l'ambassadeur » Mark Feygin – membre aussi du FRF¹⁴ – pour tenir une réunion du Club démocratique russe à Paris, le 24 mai 2023. À ce rassemblement, il siégeait juste à côté du président du Comité antiguerre de la Russie qui n'est autre que Mikhaïl Khodorkovski¹⁵. Nous remarquons sur le site internet de ce comité antiguerre, outre qu'il reprend le drapeau de la « Russie libre » (blanc-bleu-blanc), que figure dans la composition de ses membres Garry Kasparov, mais aussi Dmitri Gudkov, le fils de Gennady Gudkov¹⁶. Il a été député dans le même parti que son père, avant d'en être exclu, car il s'est rendu aux États-Unis pour participer à une table ronde organisée par la Freedom House et parrainée par le Foreign Policy Initiative (FPI), soit le successeur du think tank néoconservateur américain Project for the New American

¹² HERSZENHORN David M. (15/03/2013) « *Russian Legislator Accused of Treason After U.S. Visit* », The New York Times. URL : <https://www.nytimes.com/2013/03/16/world/europe/russian-legislator-accused-of-treason-after-us-visit.html>

¹³ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ СОБЕТ". [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://rosdep.online/council/>

¹⁴ Free Russia Forum, "Mark Feygin". [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/biographies/feygin>

¹⁵ VINCENT Faustine (25/05/2023) « *Les opposants russes en exil tentent de surmonter leurs divisions pour préparer l'après-Poutine* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : https://www.le-monde.fr/international/article/2023/05/25/les-opposants-russes-en-exil-tentent-de-surmonter-leurs-divisions-pour-preparer-l-apres-poutine_6174776_3210.html

¹⁶ Russian Anti-War Committee. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://antiwarcommittee.info/en/committee/>

Century (PNAC) après qu'il est cessé toute activité en 2006¹⁷. L'autre organisation ayant parrainé la table ronde était l'Institute of Modern Russia (IMR) présidé par le fils de Mikhaïl Khodorkovski¹⁸. Autant dire que le Kremlin a vu rouge. Autre personnalité familière que nous situons au sein de l'organisation parallèle d'Ilya Ponomarev, le collaborateur du portail Region.Expert, participant du FRF, membre du conseil de coordination du Forum des nations libres de la post-Russie et représentant du mouvement Free Ingria, Pavel Mezerin. Il occupe le poste de délégué au Congrès des députés du peuple de Russie¹⁹. Au fur et à mesure que nous progressons dans cette enquête, nous détaillons des liens étroits entre le FRF de Garry Kasparov, l'Institut des Régions de Russie (IRR) avec son portail Region.Expert, le Forum des nations libres de la post-Russie, le Congrès des députés du peuple de Russie et les anciens associés de Mikhaïl Khodorkovski. Vadim Sidorov, Vadim Shtepa, Ilya Lazarenko, Pavel Mezerin, Gennady Gudkov et Pavel Ivlev sont passés par le FRF avant de participer au Forum des nations libres de la post-Russie. Ilya Ponomarev, Robert Amsterdam, Pavel Ivlev et Leonid Nevzlin ont tous travaillé avec Mikhaïl Khodorkovski lorsqu'il était à la tête de Ioukos. Des anciens associés unis pour une même cause, celle de démanteler la Russie en intégrant ou en cumulant les postes dans les diverses structures permettant de réaliser l'objectif. Pour corroborer ces liaisons, en janvier 2023, Garry Kasparov et Mikhaïl Khodorkovski avaient publié un article conjoint *Don't Fear Putin's*

¹⁷ ABELSON Donald, *First Impressions, Second Thoughts: Reflections on the Changing Role of Think Tanks in U.S. Foreign Policy*, Centre for American Studies at the University of Western Ontario, 2011, page 19. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20121130180152/http://cas.uwo.ca/files/Critical%20issuesvol81.pdf>

¹⁸ HERSZENHORN David M. (15/03/2013) « Russian Legislator Accused of Treason After U.S. Visit ». (op.cité).

¹⁹ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ (22/02/2023) « Павел Мезерин: никакое федеративное государство не может строиться сверху ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://rosdep.org/pavel-mezerin-nikakoe-federativnoe-gosudarstvo-ne-mozhet-stroitsya-sverxu/>

Demise (Ne craignez pas la disparition de Poutine), publié dans le *Foreign Affairs*, le magazine du CFR. Dans l'article, ils certifient que l'année 2023 va être *une année charnière* pour le régime de Vladimir Poutine. Un régime sur le point de *s'effondrer dans un proche avenir*. Toujours dans l'article, Kasparov et Khodorkovski présentent leur nouvelle organisation commune fondée en mai 2022, le Comité d'action russe (*Rossiyskiy komitet deystviya*, RKD)²⁰. Il a pour but affiché le démantèlement complet du « régime de Poutine ». Un comité composé entre autres de Dmitri Gudkov, le fils de Gennady Gudkov²¹.

Si le Forum des nations libres de la post-Russie a émergé de l'Institut des Régions de Russie, son embryon en est vraisemblablement le Free Russia Forum, tout comme celui du Congrès des députés du peuple de Russie.

LA COMPOSITION DU CONSEIL EXÉCUTIF DU CONGRÈS DES DÉPUTÉS DU PEUPLE DE RUSSIE

Au moment où le Congrès des députés du peuple de Russie s'est réuni la première fois, le conseil exécutif était composé des membres suivants (de novembre 2022 à juin 2023) :

- **Alexandre Osovtsov.** Ancien membre de plusieurs organisations d'opposition en Russie, dont le parti Iabloko et a occupé le poste de directeur de programme pour l'Open Russia Foundation²², la

²⁰ ZARIPOV Ilshat [Ильшат Зарипов] (24/01/2023) « "Ничему не научились". Рунет о статье Каспарова и Ходорковского », RFE/RL. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://www.svo-boda.org/a/nichemu-ne-nauchilisj-runet-o-statje-kasparova-i-hodorkovskogo/32237019.html>

²¹ Российский Комитет Действия. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023. URL : <https://ruskd.com/>

²² RODRIGUEZ Alex (16/11/2023) « *Push into politics cited for Russian tycoon's fall* » The Chicago Tribune. [En ligne] Consulté le 1^{er} août

fondation de Mikhaïl Khodorkovski devenue aujourd'hui la New Generation Europe Foundation.

- **Mark Feygin.** Ancien avocat qui avait pour clients les Pussy Riot, les militants de Green Peace, et le militant islamiste Heydar Jemal, l'ami de Vadim Sidorov et qui l'avait poussé à se convertir à l'islam, aussi un proche d'Alexandre Douguine au sein du Cercle Yuzhinsky.
- **Andreï Illarionov.** Ancien principal conseiller économique du président Vladimir Poutine de 2000 à 2005. Il a participé au début des années 2000 au World Economic Forum à un moment où l'organisation de Klaus Schwab ne tarissait pas d'éloges Vladimir Poutine et pouvait même organiser ses réunions à Moscou. À l'exemple de la réunion extraordinaire d'octobre 2001 qui s'était déroulée au grand Hôtel Marriott, située sur l'avenue Tverskaïa, avec la participation d'Andreï Illarionov²³. Mais cette idylle ne durera pas. En 2005, Illarionov démissionne de son poste de conseiller principal, en raison du *changement du cours économique du pays, un changement du régime politique et l'apparition d'un modèle étatique corporatiste*. Il avait également critiqué publiquement la mainmise de l'entreprise Ioukos de Mikhaïl Khodorkovski par la compagnie d'État russe Rosneft, ainsi que celle du géant public Gazprom sur la compagnie privée Sibneft. Illarionov incarnait la « voie libérale » du Kremlin, celle qui voulait développer pour la Russie un capitalisme à l'américaine, soit un marché dérégulé et privatisé, dans lequel l'État serait non interventionniste²⁴. Par la suite, il quittera la Russie pour s'installer aux États-Unis où les think tanks néoconservateurs

2023. URL : <https://www.chicagotribune.com/news/ct-xpm-2003-11-16-0311160141-story.html>

²³ NICOLET Laurent (31/10/2001) « *Le Forum économique mondial affiche sa confiance dans le marché russe* », Le Temps. [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.letemps.ch/economie/forum-economique-mondial-affiche-confiance-marche-russe>

²⁴ QUÉNELLE Benjamin (28/12/2005) « *Le Kremlin perd «sa voie libérale* » », Le Temps. [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.letemps.ch/economie/kremlin-perd-voie-liberale>

l'accueilleront à bras ouverts, dont le Atlantic Council²⁵. Il a aussi intégré le groupe de réflexion libertarien Cato Institute en tant que chercheur principal²⁶. L'institut est présidé par Peter Goettler, un ancien haut cadre chez Barclays Capital²⁷. Pour terminer, il s'implique dans l'opposition russe en intégrant le Free Russia Forum de Garry Kasparov²⁸.

▪ **Ludmila Kotesova.** Avocate et ancienne membre du Conseil de la Fédération de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, autrement dit, la chambre haute. Elle était vice-président de la Commission des affaires internationales et membre de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN²⁹.

▪ **Elena Lukyanova.** Avocate et professeure du Département de droit constitutionnel et administratif à la Faculté de droit à l'École supérieure d'économie et ancienne assistante du vice-président de la Douma d'État russe³⁰. Elle participe au Free Russia Forum de Garry

²⁵ AtlanticCouncil (07/04/2015) « *How Putin Prepared for the Big War* », YouTube, 0h56min00sec. [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=74vVyCorxiE>

²⁶ Cato Institute, "Andrei Illarionov". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.cato.org/people/andrei-illarionov>

²⁷ Cato Institute, "Peter Goettler". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.cato.org/people/peter-goettler>

²⁸ Free Russia Forum, "Andrey Illarionov". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/biographies/illarionov>

²⁹ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Kotesova Ludmila". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://rosdep.org/en/deputat/kotesova-ludmila/>

³⁰ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Elena Loukianova". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://rosdep.org/en/deputat/elena-lukyanova/#:~:text=Professeur%20du%20D%C3%A9partement%20de%20droit%20constitutionnel%20et%20administratif%2C%20Faculté%C3%A9%20de%20droit%2C%20%C3%89cole%20sup%C3%A9rieure%20d%27%C3%A9conomie>

Kasparov³¹ tout en étant membre du Comité antiguerre russe dirigé par Mikhaïl Khodorkovski.

▪ **Arkadiy Yankovskiy.** Ancien député de la Douma d'État russe de 1995 à 1999. Durant la guerre de Tchétchénie, il a rencontré à deux reprises le président d'Itchkérie Dzhokhar Dudayev pour contribuer à la libération des prisonniers des deux camps. Il a aussi développé une sympathie pour les séparatistes tchétchènes³². Yankovskiy a été membre de plusieurs partis d'oppositions dont celui de Russie libérale et le Front civil uni, avant de s'exiler aux États-Unis où il rejoint le Free Russia Forum de Garry Kasparov³³.

▪ **Petr Tsarkov.** Militant politique et fondateur de la branche régionale de Moscou du Parti de la liberté du peuple (PARNAS). Il occupait aussi le poste de Vice-président du Conseil des députés du district municipal de Krasnosselski à Moscou³⁴.

▪ **Andreï Sidelnikov.** Avocat et cofondateurs du parti politique « Union des forces de droite » (SPS) d'orientation libérale³⁵. Antérieurement, de 2002 à 2004, il a été l'un des dirigeants du parti

³¹ Free Russia Forum, "Elena Lukyanova". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/biographies/lukyanova-2>

³² СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Arkadi Yankovski". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://rosdep.org/en/deputat/arkady-yankovsky/>

³³ Free Russia Forum, "Arkadiy Yankovskiy". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/en/biographies/yankovskiy>

³⁴ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Petr Tsarkov". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://rosdep.org/en/deputat/petr-tsarkov/>

³⁵ DAUCÉ Françoise, « *Russie : la société civile en perdition politique* », Revue internationale et stratégique, 2007/4 (N°68), p. 93-99. DOI : 10.3917/ris.068.0093. [En ligne] Consulté 1^{er} août 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategie-2007-4-page-93.htm>

politique « Russie libérale »³⁶ dont le coprésident et bailleur de fonds était un certain oligarque déchu, Boris Berezovski³⁷. Andreï Sidelnikov était son représentant spécial jusqu'à ce que les autorités russes abolissent le parti en 2004. La raison était qu'en 2003, le chef du parti « Russie libérale », Mikhaïl Kodanev et son assistant Alexander Vinnik, ont été impliqués dans le meurtre du député de la Douma, Sergueï Iouchenkov. Ce dernier était le coprésident du Parti Libéral et avait réussi à expulser Boris Berezovski l'année précédente³⁸. En 2004, Kodanev fut reconnu coupable et condamné à 20 ans de prison, le mobile du meurtre était l'élimination d'un rival politique³⁹.

▪ **L'indicatif « Caesar ».** Il est commandant d'un groupe armé russe se battant actuellement en Ukraine, aux côtés des Forces ukrainiennes, au nom de la « Russie libre ». Avant cela, il a appartenu au Mouvement impérial russe (*Russkoie imperskoe dvizhenie*, RID), un groupe néonazi russe qu'il a fini par quitter en 2014 pour se rendre en Ukraine⁴⁰. Nous reviendrons davantage sur lui dans le chapitre.

³⁶ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Сидельников Андрей". [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://rosdep.org/deputat/sidelnikov/>

³⁷ RIA.ru (06/06/2008) « "Либеральная партия" Березовского ищет новое лицо ». [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://ria.ru/20041208/755039.html>

³⁸ BBC Russian (17/04/2003) « Досье: Сергей Юшенков ». [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : http://news.bbc.co.uk/hi/russian/news/newsid_2957000/2957473.stm

³⁹ News.ru (06/12/2017) « Верховный суд оставил в силе приговор обвиняемым по делу об убийстве Юшенкова ». [En ligne] Consulté le 1er août 2023. URL : <https://www.newsru.com/russia/23jun2004/sergei.html>

⁴⁰ TERRIER Marie (23/05/2023), « Guerre en Ukraine : à Belgorod, Liberté pour la Russie et RVK, deux groupes à l'origine des attaques » Huffington Post. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://www.huffingtonpost.fr/international/article/guerre-en-ukraine-a->

Puis, **Gennady Goudkov** et **Ilya Ponomarev** que nous avons déjà traité.

En juin 2023, le Conseil exécutif a été renouvelé. Les nouveaux entrants sont :

- **Dmitry Ushatsky**. Ancien député de la colonie urbaine d'Oulianovsk du district de Tosnensky de la région de Leningrad⁴¹.
- **Alexeï Vilents**. Avocat et ancien député du district municipal Cheryomushki de Moscou. Il fut élu grâce au soutien du parti Iabloko et de l'Open Russia Foundation de Mikhaïl Khodorkovski⁴².
- **Olga Kurnosova**. Ancienne députée du Conseil des députés du peuple de Leningrad de 1990 à 1993. En mai 2005, elle fait partie des signataires d'un appel à la création du Front civil uni dirigé par Garry Kasparov. Elle a dirigé la branche de Saint-Petersbourg de l'association « L'Autre Russie » dirigé encore par Kasparov. En 2007, elle a tenté, sans succès, de se présenter aux élections locales, sous l'étiquette du parti Iabloko⁴³. En 2014, elle quitte la Russie pour s'installer à Kiev et s'engage *dans des projets d'information pour contrer la propagande du Kremlin*⁴⁴.

belgorod-liberte-pour-la-russie-et-rvk-deux-groupes-a-l-origine-des-attaques_218192.html

⁴¹ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Ушацкий Дмитрий". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://rosdep.online/ushaczkiy-dmitrij/>

⁴² СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Вилентц Алексей". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://rosdep.online/vilencz-aleksej/>

⁴³ Peoples.ru, (04/06/2008) « *Ольга Курносова / Olga Kurnosova* ». [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : https://www.peoples.ru/state/politics/olga_kurnosova/

⁴⁴ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Курносова Ольга". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://rosdep.online/kurnosova-olga/>

- **Natalia Alexandrovskaja**. Ancienne députée de la Douma de la ville de Moscou (1993-1997)⁴⁵.
- **Vassili Krioukov**. Ancien chef de la branche régionale d'Izhevsk du parti politique Union populaire russe (2003-2009), un parti nationaliste russe. Il a été aussi membre du Conseil politique et chef de la branche régionale de l'organisation nationaliste orthodoxe, considérée d'extrême droite par le *Sova Center*, Union nationale russe (*Russkii obshchenatsional'nyi soiuz*, RONS)⁴⁶. En 2011, la justice russe reconnaît RONS comme organisation extrémiste et a été interdite⁴⁷. La même année, Vassili Krioukov a demandé l'asile politique à l'Allemagne. Un asile qui lui fut accordé⁴⁸.

Les sortants : Gennady Gudkov, Ludmila Kotesova, Elena Lukyanova, Arkadiy Yankovskiy, Mark Feygin.

Les restants : Alexandre Osovtsov, Ilya Ponomarev, « Caesar », Andreï Illarionov, Petr Tsarkov, Andreï Sidelnikov.

Aujourd'hui, le Congrès des députés du peuple de Russie est considéré par certaines organisations internationales en tant que représentant des *forces démocratiques russes*. À l'image de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe dont la direction a reçu le 21 mars 2023 à Strasbourg :

- **Natalia Arno**, présidente de la Free Russia Foundation ;

⁴⁵ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Александровская Наталья". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://rosdep.online/alexandrovskaya-natalya/>

⁴⁶ ALPEROVICH Vera (23/08/2016) « Transformation of the Russian Nationalist Movement: 2013-2016 », Sova Center. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://www.sova-center.ru/en/xenophobia/reports-analyses/2016/08/d35252/>

⁴⁷ Lenta.ru (06/06/2011) « Суд запретил "Русский общенациональный союз" ». [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://lenta.ru/news/2011/06/06/ronsout/>

⁴⁸ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Крюков Василий". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://rosdep.online/kryukov-vasilij/>

- **Dmitriy Gudkov**, Comité anti-guerre russe / Comité d'action russe ;
- **Gennady Gudkov**, Conseil exécutif du Congrès des députés du peuple de Russie ;
- **Sergei Guriev**, Comité anti-guerre russe / Projet True Russia / Fondation anti-corruption ;
- **Evgenia Kara-Murza**, de la Free Russia Foundation ;
- **Garry Kasparov**, Free Russia Forum / Comité d'action russe / Comité anti-guerre russe ;
- **Mikhail Khodorkovski**, Comité anti-guerre russe / Comité d'action russe⁴⁹.

LA RÉPUBLIQUE DE RUSSIE

Du passé faisons table rase, pour reprendre la strophe du chant de *L'Internationale*. Voilà comment nous pourrions décrire les ambitions de cette organisation parallèle au regard de ses déclarations et de ses « législations ». Lors de la deuxième session du Congrès des députés du peuple de Russie, le Comité exécutif a acté le droit des régions individuelles de quitter la Fédération de Russie pour créer des États indépendants au moment de la « période de transition »⁵⁰. Validant donc le processus de décomposition de la Fédération de Russie en une mosaïque d'États. Dans la « loi de transition » votée le 20 février 2023 par ce même Congrès, il est explicitement écrit que la Fédération de Russie doit cesser d'exister en tant que telle dans son premier article. La nouvelle entité devant s'y substituer prendrait de nom de République de Russie :

⁴⁹ Conseil de l'Europe, (21/03/2023) « PACE leadership meets representatives of Russian democratic forces ». [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://www.coe.int/en/web/portal/-/pace-leadership-meets-representatives-of-russian-democratic-forces>

⁵⁰ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, (21/02/2023) « Вторая сессия Съезда Народных Депутатов продолжает свою работу ». [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://rosdep.org/vtoraya-sessiya-sezda-narodnykh-deputatov-prodolzhaet-svoyu-rabotu/>

Nous, le Congrès des députés du peuple de Russie

Sur la base de la Déclaration fondamentale du Congrès des députés du peuple,

Nous déclarons la banqueroute politique définitive du régime de Poutine,

Nous annonçons la création de la République de Russie en tant que successeur légal de la Fédération de Russie,

Nous appelons les représentants des régions russes, des pays du monde, des organisations internationales, ainsi que les fonctionnaires russes et les citoyens russes à reconnaître le nouveau système de pouvoir,

Nous acceptons cette loi comme base juridique de l'existence d'un nouvel État pendant la période de transition.

Article 1 :

Reconnaître l'état de la Fédération de Russie - la Russie, en tant que sujet de droit international, a cessé d'exister.

Mettre fin aux pouvoirs du Président de la Fédération de Russie, du Gouvernement de la Fédération de Russie, de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, de la Cour constitutionnelle de la Fédération de Russie⁵¹.

La « loi de transition » stipule également dans son article 2, une consultation d'un groupe de travail pour élaborer la nouvelle Constitution. Un premier chapitre a d'ailleurs été publié sur leur site internet⁵². Dans son article 3, elle reconnaît l'invalidité des décrets, accords et lois qui intègrent la Crimée et les quatre oblasts ukrainiens de Donetsk, Lougansk, Zaporijia et Kherson à la Fédération de Russie. L'article 7 déclare que les organisations et associations politiques existant dans la Fédération de Russie doivent être dissoutes.

⁵¹ Voir ANNEXE 59, image 84.

⁵² СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, (21/02/2023) « Конституция Российской Республики. Глава I ». [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : https://rosdep.online/constitution_1/

Dans son article 8, la formation d'un « Service de sécurité publique de la République de Russie » chargé de mener les activités de « contre-espionnage et d'antiterrorisme ». Toujours dans le même article, à l'alinéa 3, il est prévu la liquidation de la Direction principale de lutte contre l'extrémisme au sein du ministère de l'Intérieur russe. À l'alinéa 11, la liquidation du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, autrement dit le FSB, soit les services secrets russes. L'article 9 aborde la liquidation de l'administration du président de la Fédération de Russie. À l'alinéa 5 du même article, il est question de transformer le mausolée de Lénine en un « Musée des répressions politiques et des enquêtes dans l'empire russe, l'URSS et la Fédération de Russie ». Enfin, l'article 10 impose la liquidation du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. À l'énoncé de cette loi, il s'agit d'une parfaite concomitance avec les objectifs du Forum des nations libres de la post-Russie que nous avons détaillés dans le chapitre 3 de l'ouvrage.

LA LÉGION DE LA RUSSIE LIBRE ET CONSORTS

Revenons sur l'indicatif « Caesar », membre du Comité exécutif du Congrès des députés du peuple de Russie et au passé de néonazi. Son vrai nom est Maximilian Andronnikov⁵³. Il s'agit du commandant et orateur de la Légion de la Russie libre (*Legion « Svoboda Rossii »*, LSR)⁵⁴. Un groupe de combattants volontaires russe ainsi qu'une subdivision des Forces armées ukrainiennes formée juste après l'invasion par les forces armées russes, en mars 2022. La légion se bat actuellement en Ukraine et a comme emblème un poing blanc sur le drapeau blanc-bleu-blanc de la « Russie libre ».

⁵³ DUROVA Daria [Дурова Дар'я] (08/07/2023) « Легіон "Свобода Росії" анонсував черговий рейд на територію РФ: не в Шебекіно », Obozrevatel. [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://news.obozrevatel.com/ukr/russia/legion-svoboda-rosii-anon-suvav-chergovij-rejd-na-teritoriyu-rf-ne-v-shebekino.htm>

⁵⁴ СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ, "Цезарь (ЛСР)". [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://rosdep.online/caezar/>

Quelques mois avant la première réunion du Congrès, Ilya Ponomarev avait rencontré les différents groupes de combattants russes présents sur le théâtre des opérations en Ukraine en vue de sceller un accord de coopération militaro-politique. L'accord a été conclu sous son patronage le 31 août 2022, dans la ville d'Irpin, située dans la région de Kiev. Il représente trois groupes : la Légion de la liberté de Russie, en présence de l'indicatif « Caesar », l'Armée nationale républicaine (*Natsionalnaya respublikanskaya armiya*, NRA) et le Corps des volontaires russes (*Russkiy dobrovolcheskiy korpus*, RDK)⁵⁵. L'objectif étant de coordonner les opérations militaires et de fédérer l'opposition russe dans un projet politique commun, celui de « détruire le régime du Kremlin ». Cette association n'a cependant pas fait l'unanimité, voire a été contesté par les concernés. La direction du Corps des volontaires russes avait déclaré qu'elle n'a signé aucun document ni ne reconnaissait la nouvelle bannière blanc-bleu-blanc de la « Russie libre »⁵⁶. Malgré cette péripétie, la collaboration sur le terrain entre les différents groupes est effective. À titre d'exemple, lors des raids conjoints entre les Corps de volontaires russes (RDK) et les unités de la Légion de la Russie libre dans la ville russe de Shebekino, dans la région de Belgorod, au niveau de la frontière avec Ukraine, en 2023⁵⁷. Il est captivant de relever que

⁵⁵ Kyiv24news (31/08/2022) « ЛЕГІОН «СВОБОДА РОСІЇ», «РОСІЙСЬКИЙ ДОБРОВОЛЬЧИЙ КОРПУС» ТА «НАЦІОНАЛЬНА РЕСПУБЛІКАНСЬКА АРМІЯ» ПІДПИСАЛИ УГОДУ ПРО СПІВПРАЦЮ ». [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://kyiv24.news/news/legion-svoboda-rosiyyi-rosiyskiy-dobrovolchyy-korpus-ta-natsionalna-respublikanska-armiya-pidpysaly-ugodu-pro-spiivpracyu>

⁵⁶ SOLOVIEV Bogdan [Соловьев Богдан] (01/09/2022) « Экс-депутат Госдумы создал в Украине ячейку для борьбы с Путиным: что не так с организацией », Фокус. ». [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://focus.ua/politics/527726-eks-deputat-gosdumy-sozdal-v-ukraine-yacheyku-dlya-borby-s-putinyem-cto-ne-tak-s-organizaciy>

⁵⁷ SEVRYUGUINE Igor [Севрюгин Игорь] (08/06/2023) « «Существующая власть не может защитить россиян». Начальник штаба «Русского добровольческого корпуса» о рейдах в РФ »,

l’emblème du Corps des volontaires russes (RDK) est le signe de soudure représentant un cercle percé d’une épée qui symbolise l’idée de lutte. Soit le même symbole qu’utilisait l’organisation militaire monarchiste russe *Belaia Ideia* ou Idée Blanche, dirigé par Viktor Aleksandrovich Larionov⁵⁸. L’ancien officier de l’Armée de libération russe (ROA) commandée par le général Vlassov pendant la Seconde Guerre mondiale et ayant travaillé dans le contre-espionnage pour la CIA sous le cryptonyme de GULL durant la Guerre froide⁵⁹. Une référence ne se limitant pas uniquement au niveau symbolique. Le commandant et fondateur des RDK se nomme Denis Kapustin, de son vrai nom Nikitin⁶⁰. Il est une figure de l’hooliganisme et de l’extrême droite néonazie en Russie⁶¹. Depuis des années, il s’était installé en Ukraine et s’est rendu dans divers pays d’Europe dans le but d’unifier les néonazis européens⁶². Nikitin a même noué des

Крым.Реалии. [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://ru.krymr.com/a/rdk-korpus-svoboda-rossiya-tavolzhanika-reydsrochniki-granitsa/32450372.html>

⁵⁸ Voir ANNEXE 60, images 85 et 86.

⁵⁹ Revoir le CHAPITRE 2 sur les collaborateurs russes.

⁶⁰ Deutsche Welle (27/03/2023) « Основатель РДК объявлен в розыск в РФ », [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://www.dw.com/ru/osnovatel-russkogo-dobrovolceskogo-korpusa-obavlen-v-rozysk-v-rf/a-65131489>

⁶¹ DIEHL Jörg, HOLSCHER Max, LEHBERGER Roman, SIEMENS Ansgar (14/02/2019) « *Der Neonazi-Krieger* », Der Spiegel. [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://www.spiegel.de/panorama/justiz/rechtsextremer-kampfsportler-der-neonazi-krieger-aus-moskau-a-1253163.html>

⁶² CUORDIFEDE Célia (03/06/2023) « *Russie : Denis Kasputin, ce "néonazi businessman" derrière les incursions armées à Belgorod* », L’Express. [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://www.lexpress.fr/monde/europe/ukraine-denis-kasputin-ce-neonazi-businessman-derriere-les-incursions-armees-en-russie-CJGQC45EN5DZPKDZWCXZRPR3PI/>

contacts avec le régiment Azov⁶³. Par conséquent, la Légion de la Russie libre, qui entretemps a fait allégeance sur le plan politique au Congrès des députés du peuple de Russie, coopère sur le plan militaire avec une organisation militaire néonazie qu'Ilya Ponomarev avait tenté de fédérer sous son auspice. Quel grand écart sachant que cet ancien député de la Douma avait commencé sa carrière au Parti communiste de la Fédération de Russie.

LE CONSEIL CIVIQUE

Outre la coopération avec les Forces ukrainiennes et la Légion de la Russie libre, le Corps des volontaires russes (RDK), d'orientation néonazie, bénéficient de l'appui à la fois médiatique et logistique d'une organisation appelée le Conseil civique (*Civic Council* ou en russe : Гражданский совет)⁶⁴. Sur son ancien site internet, le Conseil se donne comme principale mission : *le retrait légal du pouvoir des criminels agissant au nom de l'État russe*. Pour cela, il forme des professionnels pour les groupes de résistance dans les régions russes et les républiques nationales. Les nouvelles recrues sont encadrées par des instructeurs professionnels, avant d'être envoyés, avec l'accord du commandement des Forces armées ukrainiennes, dans le Corps des volontaires russes (RDK) et dans les autres unités nationales de l'armée ukrainienne :

Qui contactons-nous

⁶³ KÜPER Martin (31/05/2023) « Pourquoi les néonazis russes se battent contre Poutine », Watson. [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://www.watson.ch/fr/international/guerre%20contre%20l%27ukraine/483532377-denis-nikitin-le-neonazi-russe-qui-se-bat-pour-l-ukraine>

⁶⁴ Civic Council (07/11/2022) « Русский добровольческий корпус, воюющий на стороне Украины », YouTube, 0min07sec. [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=NkDX7-qwMy0&t=1s>

Nous appelons les Russes qui veulent la fin de la guerre en Ukraine et le retrait légal du pouvoir des criminels agissant au nom de l'État russe.

À ceux qui comprennent que les Poutine, Prigozhin et Kadyrov eux-mêmes ne partiront pas, que nous avons besoin de nos propres forces armées opérant dans un cadre juridique compréhensible pour la communauté mondiale.

Comment s'organise la représentation politique

Forces armées propres, c'est-à-dire contrôlées par des représentants des citoyens des régions et des républiques nationales russes, ainsi que par de nombreux émigrants contraints de quitter le pays.

Nous proposons de recueillir la représentation par le biais du Conseil des citoyens avec une procédure de délégation transparente et l'égalité des membres. Toute organisation régionale ou nationale, dont les membres partagent nos objectifs, nos valeurs et sont prêts à participer à la formation des forces armées, peut envoyer un représentant au Conseil.

Nous acceptons les décisions du Tribunal indépendant

Le Conseil civil lance un appel aux militants des droits de l'homme avec une proposition d'initier un tribunal civil, qui deviendra une institution de justice transitionnelle pour la libération de la société russe des criminels qui ont usurpé le pouvoir dans le pays.

Le Conseil civil et toutes les structures créées par lui pour mettre fin à la guerre et chasser les criminels du pouvoir, s'engagent à obéir aux décisions d'un tribunal indépendant et à garantir le droit de chacun à un procès équitable et public.

Comment nous construisons notre armée

Pour lutter efficacement contre le régime de Poutine, il faut des volontaires bien entraînés, bien équipés, dotés d'équipements techniques modernes et organisés en unités bien coordonnées.

Ainsi, avant sa propre présentation, le Conseil Civique ouvre le Centre de Mobilisation et d'Appui Technique.

Nous acceptons des volontaires, les formons sur la base d'une unité spéciale avec la participation d'instructeurs militaires professionnels et les envoyons, en accord avec le commandement des forces armées ukrainiennes, au Corps des volontaires russes et aux unités nationales au sein des forces armées de l'Ukraine.

Le Centre de mobilisation forme également des professionnels pour les groupes de résistance dans les régions russes et les républiques nationales.

En outre, le Centre de mobilisation s'occupe de l'équipement et du soutien technique des unités de volontaires au sein des Forces armées ukrainiennes et des groupes armés sur le territoire de la Fédération de Russie, assure le personnel militaire et organise le traitement des blessés.

Chaque combattant entraîné, habillé et équipé de l'équipement technique nécessaire, qui rejoint les Forces armées ukrainiennes ou la clandestinité armée, coûtera, selon les qualifications, au moins 5000 dollars. Maintenant, nous recrutons et formons les 200 premiers volontaires.

Une société civile armée pour l'État de droit

Aujourd'hui, nous faisons le premier pas dans la construction d'un mouvement de résistance civile consolidé et fort. Sur ce chemin, de nombreuses difficultés nous attendent, mais nous comprenons tous que nous devons en passer par là. Nous sommes contre le chaos et l'anarchie. Nous sommes pour la suprématie des droits de l'homme et des valeurs humanistes. Nous sommes pour une représentation large et véritable, qui ne peut se former que si la voix de chacun est

entendue. Par conséquent, nous n'avons pas un seul dirigeant qui puisse dicter ses conditions ou son opinion. Nous voulons poursuivre cette décentralisation et nous comptons sur votre soutien. En devenant volontaire, ou en contribuant à la formation et à l'équipement d'un corps de volontaires, vous votez pour une vraie représentativité et une décentralisation.

Comment devenir bénévole

Si vous souhaitez être formé pour devenir volontaire du Corps des volontaires russes (RDK) ou de l'une des unités nationales des Forces armées ukrainiennes, suivez le lien et remplissez le formulaire Google

Ou écrivez à proton : Mobilization_Center@proton.me⁶⁵.

Le Centre civique dispose d'une chaîne YouTube faisant la promotion des RDK. Elle est animée par deux présentateurs russes : Anastasia Sergueïeva et Denis Sokolov⁶⁶. Or, ces deux commentateurs sont membres de la Free Russia Foundation⁶⁷. Nous réinsistons

⁶⁵ Гражданский совет, "Остановить войну, победить страх и вернуть родину!". [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20221104054336/https://civiccouncil.wpengine.com/>

⁶⁶ Civic Council (02/11/2022) « Остановить войну, победить страх и вернуть родину. Центр мобилизации Гражданского Совета », YouTube, 0min06sec et 0min37sec. [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=0WFh9gaeoyg>

⁶⁷ Free Russia Foundation, "Анастасия Сергеева". [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/ru/by/anastasiya-sergeeva/>

Free Russia Foundation, "Denis Sokolov". [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/tag/denis-sokolov/>

NOTE : Plus précisément, Denis Sokolov est *Senior Fellow* de la Free Russia Foundation.

sur le fait qu'elle est présidée par Natalia Arno, anciennement de l'International Republican Institute (IRI) et que son conseil d'administration est dirigé par David J. Kramer, également ancien de l'IRI et ancien président de la Freedom House.

Si nous nous intéressons particulièrement au passé de **Denis Sokolov**, nous constatons, outre le fait qu'il soit chercheur principal (*Senior Fellow*) de la Free Russia Foundation, qu'il a été aussi expert durant un mois au Kennan Institute du Wilson Center. À partir de 2018, il devient même conseiller principal non-résident du groupe de réflexion néoconservateur américain Center for Strategic & International Studies (CSIS)⁶⁸. Mais encore, Sokolov est un contributeur pour le média *Open Democracy*, qui bénéficie d'un financement non négligeable de la part de la Oak Foundation, Luminare et des Open Society Foundations de George Soros⁶⁹. Aujourd'hui, Denis Sokolov est le « coordinateur de la résistance civile » au sein du Conseil civique.

Anastasia Sergueïeva occupe au sein du Centre civique le poste de « secrétaire international du Conseil civil ». Elle est cofondatrice de l'association « Za wolną Rosję » (Pour une Russie libre), une plateforme d'information à l'intention de la diaspora russe présente en Pologne. L'association affiche clairement ses ambitions : *la transformation démocratique de la Russie* ainsi qu'une *Ukraine et une Biélorussie libre*. Elle a pour partenaire le ministère des Affaires étrangères polonais, la Fondation pour la coopération germano-polonaise (pl : *Fundacja Współpracy Polsko-Niemieckiej* ; germ : *Stiftung für deutsch-polnische Zusammenarbeit*), la municipalité de Varsovie, l'ambassade de la République Tchèque à Varsovie, le Centre pour le dialogue et l'accord polono-russe (ru : Центр

⁶⁸ Voir ANNEXE 61, images 87, 88 et 89.

⁶⁹ Open Democracy, "Denis Sokolov". [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023. URL : <https://www.opendemocracy.net/en/author/denis-sokolov/>

польско-российского диалога и согласия) et l’ambassade britannique à Varsovie⁷⁰.

En conclusion, nous avons deux personnages en lien avec des organisations atlantistes, chargées non seulement de commenter, sous un certain angle, le conflit ukrainien, mais aussi de promouvoir le recrutement dans le Corps des volontaires russes (DRK) et de rapporter leurs faits d’armes. Une unité militaire néonazie russe.

⁷⁰ Za Wolną Rosję. [En ligne] Consulté le 1^{er} août 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20230205114413/https://freerussia.eu/pl/>

Citations

Il n'existe rien de tel, à ce stade de l'histoire du monde en Amérique, qu'un pays ayant une presse indépendante. Vous le savez et je le sais. Il n'y en pas un parmi vous qui oserait publier ses vraies opinions, et s'il le faisait, vous savez d'avance qu'elles ne seraient jamais imprimées. Je suis payé pour garder mes vraies opinions en dehors du journal pour lequel je travaille. [...] La fonction d'un journaliste est de travestir la vérité, de mentir radicalement, de pervertir, d'avilir, de ramper aux pieds de Mammon, et de se vendre soi-même, de vendre son pays et sa race pour son pain quotidien. Vous savez cela et je le sais ; quelle folie donc que de porter un toast à la presse indépendante ? Nous sommes des outils et les vassaux d'hommes riches qui commandent derrière la scène. Nous sommes les marionnettes, ils tirent sur les ficelles et nous dansons. Nos talents, nos possibilités et nos vies sont la propriété de ces hommes. Nous sommes des prostituées intellectuelles. Je comprends cela. Vous devez manger comme nous tous et vous devez donc garder la bouche fermée. Nous pouvons cacher la vérité avec des peines de prison, mais la vérité finira par éclater et malheureusement pour nous, nous ne pouvons plus boucher la digue.

John Swinton (1829-1901).

Chef éditorial du New York Times de 1860-1870⁷¹.

La dialectique éristique est l'art de disputer, et ce de telle sorte que l'on ait toujours raison, donc per fas et nefas (c'est-à-dire par tous les moyens possibles). On peut en effet avoir objectivement raison quant au débat lui-même tout en ayant tort aux yeux des personnes présentes, et parfois même à ses propres yeux. En effet,

⁷¹ ADDY Premen (07/05/2016) « A dilemma called Trump », Telegraph India. [En ligne] Consulté le 20 septembre 2023. URL : <https://www.telegraphindia.com/opinion/a-dilemma-called-trump/cid/1449342>

quand mon adversaire réfute ma preuve et que cela équivalait à réfuter mon affirmation elle-même, qui peut cependant être étayée par d'autres preuves - auquel cas, bien entendu, le rapport est inversé en ce qui concerne mon adversaire : il a raison bien qu'il ait objectivement tort. Donc, la vérité objective d'une proposition et la validité de celle-ci au plan de l'approbation des opposants et des auditeurs sont deux choses bien distinctes. D'où cela vient-il ? De la médiocrité naturelle de l'espèce humaine. Si ce n'était pas le cas, si nous étions foncièrement honnêtes, nous ne chercherions, dans tout débat, qu'à faire surgir la vérité, sans nous soucier de savoir si elle est conforme à l'opinion que nous avions d'abord défendue ou à celle de l'adversaire : ce qui n'aurait pas d'importance ou serait du moins tout à fait secondaire. Mais c'est désormais l'essentiel. La vanité innée, particulièrement irritable en ce qui concerne les facultés intellectuelles, ne veut pas accepter que notre affirmation se révèle fausse, ni que celle de l'adversaire soit juste. Par conséquent, chacun devrait simplement s'efforcer de n'exprimer que des jugements justes, ce qui devrait inciter à penser d'abord et à parler ensuite. Mais chez la plupart des hommes, la vanité innée s'accompagne d'un besoin de bavardage et d'une malhonnêteté innée. Ils parlent avant d'avoir réfléchi, et même s'ils se rendent compte après coup que leur affirmation est fausse et qu'ils ont tort, il faut que les apparences prouvent le contraire. Leur intérêt pour la vérité, qui doit sans doute être généralement l'unique motif les guidant lors de l'affirmation d'une thèse supposée vraie, s'efface complètement devant les intérêts de leur vanité : le vrai doit paraître faux et le faux vrai.

Arthur Schopenhauer (1788-1860).

Philosophe allemand,

dans son livre *L'Art d'avoir toujours raison* (1864).

CHAPITRE 9

LES PROMOTEURS DE LA « DÉCOLONISATION DE LA RUSSIE »

En parcourant l'ouvrage, nous nous sommes penchés sur les balbutiements du Forum des nations libres de la post-Russie avec l'Institut des Régions de Russie (IRR) et du portail Region.Expert, des liens des participants et des organisateurs avec diverses structures atlantistes, mais nous n'avons jusqu'à présent pas ou peu abordé les organisations, notamment les médias, qui ont promu ce Forum à l'international. Constituer une structure voulant démanteler la Russie nécessite obligatoirement d'avoir une couverture médiatique, à condition qu'elle soit bien orientée, avec une ligne éditoriale définie et s'adressant à un public ciblé. Par exemple en France, qui a entendu parler du Forum des nations libres de la post-Russie sur un grand média national ? La première fois que j'ai perçu cette information, c'était sur YouTube au travers du média internet TV Libertés (TVL) où la présentatrice Élise Blaise avait invité, le 10 septembre 2022, le président du parti politique Union Populaire Républicaine (UPR), François Asselineau¹. À ma connaissance, François Asselineau a été le premier homme politique français à avoir averti sur ce sujet. La deuxième fois où j'ai eu vent de ce Forum, ce fut lors d'une autre vidéo YouTube, publiée le 12 septembre 2022, où l'Association du Dialogue Franco-Russe représentée par Irina Dubois avait invité de nouveau le président de l'UPR pour alerter du

¹ Chaîne officielle TVL (10/09/2022) « *Vers la fin de l'ordre mondial ? - Le Samedi Politique avec François Asselineau (UPR)* » YouTube, 06min30. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=PhhW9FRwqe4>

projet atlantiste de démantèlement de la Russie². Ces deux vidéos ont été le point de départ de cette longue enquête qui m’a amené à écrire ce livre. Elles ont cumulé depuis leur sortie, 899 094 vues pour la première et 573 446 vues pour la seconde³. Malgré des scores importants et l’intérêt d’un certain public, pas un seul grand média français n’a abordé ce sujet aussi gravissime qui consiste à démanteler un grand pays comme la Russie et que les instigateurs de ce plan étaient les États-Unis et ses alliés dans un objectif de domination mondiale. Normalement, dans une démocratie, un tel sujet devrait faire la Une de tous les journaux, médias, télévisions et radios de France et de Navarre. Des débats plus que houleux devraient perturber l’Assemblée nationale en raison du fait qu’un député de la République française, membre de la majorité présidentielle, participe à cette entreprise. Il en va tout de même d’une confrontation avec la première puissance nucléaire mondiale, de la sécurité nationale et de la paix du monde. Pourtant, dans le paysage médiatique français, je n’ai trouvé qu’un seul article de presse traitant du Forum. Il émane de *L’Express* mais réservé à ses abonnés⁴. L’article s’adresse donc à un public restreint et il est en date du 26 juin 2023, soit neuf mois et demi après les sorties des vidéos YouTube. On se demanderait presque si les médias ne se sont pas donné le mot pour ne pas aborder - ou juste murmurer - cette information sensible. Cela pourrait s’expliquer probablement par la crainte que si le grand public était mis au courant, celui-ci pourrait crier au scandale et sa désapprobation manifeste d’un tel projet pourrait aller à l’encontre des intérêts

² Dialogue Franco-Russe (12/09/2022) « *Le plan américain pour démanteler la Russie par M. François Asselineau* » YouTube, 36min40. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=Zy2Y8sQynCw>

³ En date du 2 août 2023.

⁴ VIDAL-GIRAUD Léo (21/06/2023) « *Russie : le jour où les provinces se soulèveront contre Poutine...* », *L’Express*. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://www.lexpress.fr/monde/europe/russie-le-jour-ou-les-provinces-se-souleveront-contre-poutine-NZYUPBI7FRBLVN53YGSPJRQYTI/>

nationaux et de la paix. Car comment arrêter la guerre en Ukraine et soutenir une résolution diplomatique si les États-Unis, dans le même temps, sont en train d'appliquer un projet de destruction absolue de la Russie, aussi d'une recomposition des frontières de l'Eurasie ? Cela ne manquerait pas d'égratigner une certaine propagande enfantine désignant la Russie et ses alliés comme le nouvel Axe du Mal, et de l'autre, les États-Unis, l'OTAN et l'Union européenne, comme le camp du Bien. Si une certaine omerta médiatique sur le Forum est présente en France et plus largement en Europe occidentale, il en est tout autre en Europe de l'Est et dans une certaine mesure en Amérique.

- **La FSD & la SDP.**

Au moment où le Forum s'est réuni pour la première fois à Varsovie en Pologne, il a bénéficié de la couverture de la Fondation de Solidarité du Journalisme (pl : *Fundacja Solidarności Dziennikarskiej*, FSD)⁵. Son objectif est *d'aider les journalistes dans leur métier* et elle est fondée par une agence gouvernementale polonaise, l'Institut national de la liberté (pl : *Narodowy Instytut Wolności*, NIW). Elle œuvre à *l'émergence d'une société civile forte*⁶. La FSD a dans ses partenaires le Centre de presse Foksal (pl : *Centrum Prasowe Foksal*)⁷, qui appartient à l'Association des journalistes polonais

⁵ Fundacja Solidarności Dziennikarskiej. YouTube. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://www.youtube.com/@fundacjasolidarnosci-dzienn8762>

⁶ Narodowym Instytucie Wolności, (11/02/2019) « *PROO 2019: start!* ». [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://niw.gov.pl/proo-2019-start/>

⁷ Fundacja Solidarności Dziennikarskiej. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://solidarnosc dziennikarska.pl/>

(pl : *Stowarzyszenia Dziennikarzy Polskich*, SDP)⁸, elle-même appuyée par l'agence gouvernementale polonaise NIW⁹. Dans les membres qui composent la SDP, nous avons deux journalistes qui retiennent notre attention : le vice-président de la SDP, **Mariusz Pilis**¹⁰ et le président de la branche SDP à Lublin et publiciste **Wojciech Pokora**¹¹. Ce sont deux participants du Forum des nations libres de la post-Russie¹². En 2020, Mariusz Pilis a été décoré de la Croix du Mérite en argent sur décision du président de la République de Pologne, Andrzej Duda¹³, lequel est membre du parti Droit et Justice (PIS), la même formation à laquelle appartient Anna Fotyga. La Croix du Mérite est une récompense décernée aux personnes qui ont rendu des services à l'État ou à des citoyens *accomplissant des actes dépassant le cadre de leur fonction normale*¹⁴.

⁸ Konferencje.pl, "Centrum Prasowe Foksal". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://www.konferencje.pl/o/centrum-prasowe-foksal-w-domu-dziennikarza,1892.html>

⁹ Stowarzyszenie Dziennikarzy Polskich. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://sdp.pl/>

¹⁰ Stowarzyszenie Dziennikarzy Polskich (14/06/2023) « Mariusz Pilis do Edwarda Lucasa: Twoje działania podważają wolność słowa ». [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://sdp.pl/mariusz-pilis-do-edwarda-lucasa-twoje-dzialania-podwazaja-wolnosc-slowa/>

¹¹ Stowarzyszenie Dziennikarzy Polskich (21/04/2021) « *Wojciech Pokora p.o. redaktora naczelnego „Kuriera Lubelskiego”* ». [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://sdp.pl/wojciech-pokora-p-o-redaktora-naczelnego-kuriera-lubelskiego/>

¹² Stowarzyszenie Dziennikarzy Polskich, *Free nations of Russia Forum, Press Release - 3rd forum Free Nations of PostRussia – 23-25/09/2022*. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://sdp.pl/wp-content/uploads/2022/09/Free-Nation-of-PostRussia-Forum-3rd-EN-Press-release.pdf>

¹³ ISAP – Internetowy System Aktów Prawnych, "M.P. 2020 poz. 821". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://isap.sejm.gov.pl/isap.nsf/DocDetails.xsp?id=WMP20200000821>

¹⁴ ISAP – Internetowy System Aktów Prawnych, "MONITOR POLSKI DZIENNIK URZĘDOWY RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ,

- **L’Euromaidan Press et sa collaboration avec Ukraine World.**

Le média ukrainien *Euromaidan Press* a rapporté la réunion du deuxième Forum à Prague dans son article *National minorities of Russian Federation discuss its deimperialization in Prague*¹⁵. Mais ce n’est guère confondant lorsque nous dénichons dans les contributeurs de son site internet, notre cher Paul Goble¹⁶, collaborateur du portail Region.Expert sous la direction de Vadim Shtepa, analyste de la Jamestown Foundation et participant du Forum des nations libres de la post-Russie. La rédactrice en chef d’*Euromaidan Press* se nomme **Alya Shandra**. Le 11 janvier 2022, elle avait cosigné une tribune rédigée sur le site internet du think tank Atlantic Council réclamant que les sénateurs américains devaient voter une loi visant à introduire de nouvelles sanctions contre le gazoduc russe Nordstream 2. Dans la liste des signataires, se trouvait Hanna Hopko, la future participante ukrainienne du Forum¹⁷. L’*Euromaidan Press* est financé par :

POSTANOWIENIE PREZYDENTA RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ, (22/07/2020)". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://isap.sejm.gov.pl/isap.nsf/download.xsp/WMP20200000821/O/M20200821.pdf>

¹⁵ SHANDRA Alya (27/05/2022) « *National minorities of Russian Federation discuss its deimperialization in Prague* », Euromaidan Press. [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://euromaidanpress.com/2022/07/25/national-minorities-of-russian-federation-discuss-its-deimperialization-in-prague/>

¹⁶ Euromaidan Press, "Paul A. Goble". [En ligne] Consulté le 2 août 2023. URL : <https://euromaidanpress.com/author/paulgoble/>

¹⁷ Atlantic Council (11/01/2022) « *Ukrainians call on US Senate to sanction Putin’s pipeline weapon* ». [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/ukrainians-call-on-us-senate-to-sanction-putins-pipeline-weapon/>

- le **Global Peace and Development Charitable Trust**, une organisation à but non lucratif¹⁸ dont la direction mondiale pour les États-Unis est présidée par Sloan Mann, ancien conseiller de l'United States Agency for International Development (USAID)¹⁹ ;
- l'ambassade britannique basée à Kiev²⁰ ;
- le **National Democratic Institute (NDI)** qui est financé par la National Endowment for Democracy (NED) lequel a été créé par le Congrès des États-Unis. Le NDI est présidé par Derek J. Mitchell, l'ancien ambassadeur américain au Myanmar sous l'administration du président Barack Obama²¹ ;
- et le soutien de longue date de l'**International Renaissance Foundation** de George Soros²².

Alya Shandra collabore parallèlement avec Volodomy Yermolenko²³, le rédacteur en chef de *Ukraine World*²⁴. Ce dernier est un contributeur pour le site internet du Atlantic Council²⁵. En ce qui

¹⁸ DT Global, "WHAT WE DO". [En ligne] Consulté le 3 août 2023.

URL : <https://dt-global.com/company/about/what-we-do>

¹⁹ DT Global, "Sloan Mann President DT Global US". [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://dt-global.com/company/about/leadership/sloan-mann>

²⁰ Euromaidan Press, "Patrons, donors, and partners". [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://euromaidanpress.com/about/partners/>

²¹ NDI, "Board of Directors". [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://www.ndi.org/board-directors>

²² Voir ANNEXE 62, images 90 et 91.

²³ Ukraine World (17/02/2018) « *Ep. 2 – Ukrainian “Prisoners of Kremlin”* ». [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://ukraine-world.org/podcasts/ep-2-ukrainian-prisoners-kremlin>

²⁴ Ukraine Crisis media center (17/01/2017) « *Pourquoi il n'est pas acceptable d'exiger des « concessions douloureuses » de l'Ukraine* ». [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://uacrisis.org/fr/51625-concessions-douloureuses-ukraine>

²⁵ YERMOLENKO Volodymyr, OGARKOVA Tetyana (09/02/2017) « *What's Behind the Flare-Up in Eastern Ukraine ?* » Atlantic

concerne *Ukraine World*, il s'agit d'un projet multimédia regroupant un réseau de 300 journalistes et experts internationaux se concentrant sur l'Ukraine. Outre les questions ukrainiennes, le média met en avant les indépendantistes de Hong Kong et de Taïwan²⁶. *Ukraine World* fonctionne aujourd'hui à l'aide :

- du programme U-media financé par l'**USAID** ;
- l'**Ukraine Institute**, dont nous retrouvons au sein du conseil de surveillance, **Tamila Tasheva**, la représentante permanente du président de l'Ukraine en République autonome de Crimée, nommée par le président Volodymyr Zelensky et participante du Forum des nations libres de la post-Russie²⁷ ;
- de l'**Ukrainian Cultural Foundation**, ayant pour partenaires le British Council, le Service d'État ukrainien pour les affaires ethniques et la liberté de conscience, le Creative Europe Desk Ukraine – financé par la Commission européenne²⁸, et l'**USAID**²⁹ ;
- du Centre de l'OTAN en Ukraine ;
- de l'International Renaissance Foundation de George Soros³⁰.

Council. [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/what-s-behind-the-flare-up-in-eastern-ukraine/>

²⁶ Ukraine World, (03/08/2022) « *Hong Kong and Taiwan's Attitudes towards Ukrainian Resistance* ». [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://ukraineworld.org/articles/analysis/hongkong-taiwan>

²⁷ Revoir le chapitre 7 sur l'intelligentsia ukrainienne.

²⁸ European Commission (05/06/2023) « *Commission to fully fund the Creative Europe Desk in Ukraine* ». [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://culture.ec.europa.eu/nl/news/commission-to-fully-fund-the-creative-europe-desk-in-ukraine>

²⁹ Ukrainian Cultural Foundation, "Partners". [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://ucf.in.ua/en/partners>

³⁰ Ukraine World, "about". [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://ukraineworld.org/about>

La coopération entre les deux journalistes ukrainiens s'est approfondie avec le temps, puisque *Ukraine World* fait désormais partie des partenaires d'*Euromaidan Press*. Deux médias dont nous relevons le financement émanant de la même ONG Soros.

- **Le Kyiv Post.**

Le média ukrainien a rédigé un article *The World Will Need a Safe Russia* où il rapporte les activités du deuxième Forum réuni à Prague, via son correspondant sur place Taras Steskiv³¹. Resignons que le *Kyiv Post* a dans ses contributeurs des personnalités ayant participées au Forum : **Paul Goble, Pavel Luzin, Alexander J. Motyl, Janusz Bugajski** et **Diane Francis**. Le média ukrainien est la propriété du Groupe Kaador appartenant à la famille Kivan (**Adnan Kivan et Ruslan Kivan**)³². Le classement 2021 de *Forbes* place Adnan Kivan à la 42^e place des 100 ukrainiens les plus riches du pays avec 240 millions de dollars³³. Les Kivan sont l'une des familles les plus influentes de la région d'Odessa, en Ukraine³⁴. Par ailleurs, le *Kyiv Post* dispose comme correspondant spécial américain en Ukraine, de Jason Jay Smart. De 2009 à 2013, il avait travaillé pour

³¹ STESKIV Taras (17/08/2022) « *The World Will Need a Safe Russia* » *Kyiv Post*. [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/article/opinion/op-ed/the-world-will-need-a-safe-russia.html>

³² Kadorr Group. [En ligne] Consulté le 3 août 2023. URL : <https://kadorrgroup.com/en/ceo>

³³ Forbes.ua, "Інформація про Аднан Ківан". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://forbes.ua/profile/adnan-kivan-49>

³⁴ gordonua.com (14/09/2018) « Глава корпорації KADORR Аднан Ківан увійшов до топ-трійки найвпливовіших одеситів ». [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://gordonua.com/ukr/news/business/-glava-korporatsiji-kadorr-adnan-kivan-uvijshov-do-top-trijky-najvplivovishih-odesitiv-349320.html>

l'International Republican Institute (IRI)³⁵. Il est membre du Parti républicain et avait assisté aux campagnes présidentielles américaines du sénateur John McCain en 2008 et de Ted Cruz en 2016³⁶. En Ukraine, il s'est lié d'amitié avec Valentyn Nalyvaichenko, l'ancien chef du Service de sécurité d'Ukraine (SBU), les services secrets ukrainiens³⁷. Jason Smart est un membre du Free Russia Forum de Garry Kasparov, lequel l'a rencontré chaleureusement³⁸. Le rédacteur en chef du *Kyiv Post* est quant à lui un Canadien du nom de Luc Chénier³⁹. Il est le fondateur et président de l'entreprise spécialisée dans la communication « My Plan C ». On observe au sein de ses clients mondiaux : Sanofi ; Mazda ; Horizon Capital ; Western NIS Enterprise Fund ; VISA ; la Banque mondiale ; les gouvernements de l'Ukraine, du Canada, et de la Lituanie ; le maire de Kiev

³⁵ Leadership Institute, "Jason Smart - Former Guest Speaker at the Leadership Institute". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://leadershipinstitute.org/training/contact.cfm?FacultyID=62972>

³⁶ American Political Services, "Jason Jay Smart". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://americanpoliticalservices.com/fr/jason-jay-smart/>

³⁷ Jason Jay Smart, « *Ukraine's victory is near! Keep up the fight!* » 19/09/2022. LinkedIn. [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : [https://www.linkedin.com/search/results/content/?from-Member=%5B%22ACoAAABhgAUB-pzvUBK0NKNegjrZQqPo4LtTP3ik%22%5D&heroEntityKey=urn%3Ali%3Afsd_profile%3AACoAAABhgAUB-pzvUBK0NKNegjrZQqPo4LtTP3ik&keywords=ja-son%20jay%20smart&position=0&searchId=df4d6ca6-950b-4fdd-812d-e8a4e0770d3f&sid=%2CH7&update=urn%3Ali%3Afs_up-dateV2%3A\(urn%3Ali%3Aactivity%3A6978002812425158656%2CBLENDED_SEARCH_FEED%2CEMPTY%2CDEFAULT%2Cfalse\)](https://www.linkedin.com/search/results/content/?from-Member=%5B%22ACoAAABhgAUB-pzvUBK0NKNegjrZQqPo4LtTP3ik%22%5D&heroEntityKey=urn%3Ali%3Afsd_profile%3AACoAAABhgAUB-pzvUBK0NKNegjrZQqPo4LtTP3ik&keywords=ja-son%20jay%20smart&position=0&searchId=df4d6ca6-950b-4fdd-812d-e8a4e0770d3f&sid=%2CH7&update=urn%3Ali%3Afs_up-dateV2%3A(urn%3Ali%3Aactivity%3A6978002812425158656%2CBLENDED_SEARCH_FEED%2CEMPTY%2CDEFAULT%2Cfalse))

³⁸ Free Russia Forum, "Джейсон Смарт". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://www.forumfreerussia.org/biographies/smart>

³⁹ Kyiv Post, "Contact Us". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://www.kyivpost.com/pages/contact-us>

Vitali Klitschko ; la Victor Pinchuk Foundation, l'USAID, le *Kyiv Post*, et... le World Economic Forum⁴⁰.

Autre anecdote, dans les donateurs parrainant le contenu produit par les journalistes du *Kyiv Post*, quelle surprise de retrouver :

- la National Endowment for Democracy (NED),
- la **Justice for Journalists Foundation (JJF)**. Mikhail Khodorkovski est membre de son Conseil de surveillance avec Leonid Nevzlin et l'ancien président de RFE/RL, Jeffrey Gedin (alias Jeff Gemin). Cette structure étant en partenariat avec la Free Russia Foundation et dont l'une des dirigeantes de la JJF est Maria Logan, l'avocate de Khodorkovski⁴¹ ;
- **Reporters Sans Frontières (RSF)**, qui est soutenue par la NED, l'Human Rights Foundation (financée par les Open Society Foundations), Luminate et la Fondation Ford⁴² ;
- le gouvernement du Danemark ;
- l'OTAN⁴³.

Dernier point, il arrive que le *Kyiv Post* publie les petites annonces de recrutement de l'USAID⁴⁴. Avis aux candidats.

- **Freedom (FREEDOM).**

⁴⁰ My plan C, "about us". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://myplan-c.com/about-us>

⁴¹ Revoir le Chapitre 6 sur l'Open Russia Foundation.

⁴² Reporters sans frontières, "nos soutiens". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://rsf.org/fr/nos-soutiens>

⁴³ Kyiv Post, "about us". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <https://archive.kyivpost.com/about-us>

⁴⁴ Kyiv Post, "Project Management Specialist (Economic Growth) - USAID". [En ligne] Consulté le 4 août 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20230730205020/https://www.kyivpost.com/classifieds/51>

Freedom est un autre média ukrainien ayant couvert le Forum, cette fois lorsqu'il s'est réuni au Parlement européen à Bruxelles⁴⁵. Anciennement dénommé UA TV, il dépend la « Plate-forme multi-média de radiodiffusion étrangère » qui est une entreprise d'État⁴⁶. Elle est rattachée au ministère de la Politique d'information de l'Ukraine⁴⁷ devenu à partir de 2020, le ministère de la Culture, de la jeunesse et des sports de l'Ukraine⁴⁸. Il était occupé depuis juin 2020 jusqu'en juillet 2023 par Oleksandr Tkachenko. D'après l'ancien ministère, *Freedom* est présent dans plus de 44 pays et dans plus 700 réseaux câblés et son audience atteint en moyenne 80 millions de foyers⁴⁹.

⁴⁵ FREEDOM (25/09/2022) « Кенигсберг, Карелия, Ингрия: будущее неимперской РФ обозначили на форуме в Гданьске » YouTube. 0min08sec. [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : https://www.youtube.com/watch?v=2r7pk_Jmbxo

⁴⁶ FREEDOM (24/08/2022) « Телеканал UA перейменовано у FREEDOM — заява МПІУ ». [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://uatv.ua/uk/telekanal-ua-perejmenovano-u-freedom-zayava-mpiu/>

⁴⁷ kanaldim.tv. з питань телебачення і радіомовлення 21.01.2016 No 2. [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : [https://kanaldim.tv/wp-content/uploads/2020/12/vidomosti-pro-vlasnykiv-istotnoyi-uchastistanom-na-31-grudnya-2019-roku-forma-2 .pdf](https://kanaldim.tv/wp-content/uploads/2020/12/vidomosti-pro-vlasnykiv-istotnoyi-uchastistanom-na-31-grudnya-2019-roku-forma-2.pdf)

⁴⁸ Секретаріату Кабінету Міністрів України, "Деякі питання оптимізації системи центральних органів виконавчої влади". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.kmu.gov.ua/npas/deyaki-pitannya-optimizaciyi-sistem-829>

⁴⁹ Міністерство культури та інформаційної політики України, « Пів року телеканалу FREEDOM: 3,5 мільярди переглядів у соцмережах ». [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.mkp.gov.ua/news/7716.html?PrintVersion>

- **Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL).**

Au cours de la rédaction de cet ouvrage, nous avons pu constater que RFE/RL mettait en avant presque systématiquement la plupart des futurs participants et organisateurs du Forum des nations libres de la post-Russie, des membres du Free Russia Forum, des opposants russes comme Garry Kasparov ou de Mikhail Khodorkovski, des leaders indépendantistes présents en Russie et les collaborateurs du portail Region.Expert de l'Institut des régions de Russie (IRR). Le fait que cette station de radio américaine – notamment via ses branches régionales comme celle de Tatar-Bashkir *Idel.realii* – promeut le Forum ne nous étonne donc pas⁵⁰. Quid de Shtepa, chroniqueur pour deux antennes régionales de RFE/RL⁵¹. Remettons-nous en mémoire que RFE/RL a été créée à la base par le Congrès des États-Unis en 1949 et a été financée par la CIA dans le contexte de la Guerre froide. Aujourd'hui RFE/RL est rattachée à l'agence gouvernementale U.S. Agency for Global Media (USAGM). La cheffe de direction de l'USAGM est **Amanda Bennett**, l'ancienne dirigeante de Voice of America⁵². Sa direction est composée des directeurs des diverses agences⁵³ :

- Yolanda López, directrice de Voice of America⁵⁴,

⁵⁰ Idel.Realii – RFE/RL, (20/04/2023) « VI Форум свободных народов пост-России пройдет в США с 25 по 28 апреля ». [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.idelreal.org/a/32371938.html>

⁵¹ Revoir le Chapitre 4 sur Vadim Shtepa.

⁵² U.S. Agency for Global Media, "Amanda Bennett". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.usagm.gov/who-we-are/the-ceo/amanda-bennett/>

⁵³ U.S. Agency for Global Media, "Management Team". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.usagm.gov/who-we-are/management-team-3/>

⁵⁴ U.S. Agency for Global Media, "Yolanda Lopez". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.usagm.gov/who-we-are/management-team/yolanda-lopez/>

- Sylvia Rosabal, directrice de l'Office of Cuba Broadcasting⁵⁵,
- Bay Fang, présidente de Radio Free Asia⁵⁶,
- Brian T. Conniff, 561resident du Middle East Broadcasting Networks (MBN). En 2021, il a été nommé par le président Joseph Biden au poste de directeur adjoint de l'USAGM⁵⁷,
- Laura Cunningham, présidente de l'Open Technology Fund. Auparavant, elle avait travaillé pour le Département d'État américain et occupait un poste de coordinatrice au « Centre d'assistance internationale aux médias » (*Center for International Media Assistance*) du NED⁵⁸,
- **Jamie M. Fly, président de RFE/RL** de juillet 2019 à juin 2020 avant de reprendre le poste en février 2021 jusqu'à sa démission, le 30 juin 2023⁵⁹. Il a travaillé au sein de l'administration du président George W. Bush au bureau du secrétaire à la Défense (2005-2008), puis au Conseil de sécurité national (*National Security Council*, NSC) de 2008 à 2009. Ensuite, il a été directeur exécutif du Foreign Policy Initiative (FPI) de 2009 à 2013 – le successeur du PNAC, et directeur

⁵⁵ U.S. Agency for Global Media, "Sylvia Rosabal". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.usagm.gov/who-we-are/management-team/sylvia-rosabal/#:~:text=Sylvia%20Rosabal%20was%20selected%20to,networks%20in%20the%20United%20States.>

⁵⁶ Radio Free Asia, "Bay Fang". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.rfa.org/about/directors/bay-fang-president-1>

⁵⁷ U.S. Agency for Global Media, "Brian Conniff". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.usagm.gov/who-we-are/management-team/brian-conniff/>

⁵⁸ Open Technology Fund, "Laura Cunningham". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.opentech.fund/about/people/laura-cunningham/>

⁵⁹ U.S. Agency for Global Media, (15/05/2023) « *RFE/RL President and CEO Jamie Fly to depart* ». [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.usagm.gov/2023/05/15/rfe-rl-president-and-ceo-jamie-fly-to-depart/>

au sein du German Marshall Fund des États-Unis⁶⁰. Antérieurement, en 2004, il a participé au programme Transatlantic Young Leaders de l'Aspen Institute de Berlin et à la conférence Atlantik Brücke German-America Young Leaders 2006. Toujours en 2006, il contribue au programme Global Atlanticists de la Friedrich Ebert Stiftung. Il écrit pour plusieurs médias tel que *National Review* et il est membre du Council on Foreign Relations (CFR)⁶¹.

Si nous détaillons le conseil d'administration de RFE/RL, il est composé des personnalités suivantes :

- **Karen Kornbluh.** Chercheuse principale et directrice du programme de politique technologique du German Marshall Fund., ancienne directrice des politiques d'Obama à l'époque où il était sénateur, ainsi qu'ancienne cheffe de cabinet adjoint au département du Trésor américain. Elle a fondé le programme Work and Family de la New America Foundation (NAF). Un think tank traitant des questions de sécurité nationale, de genre, d'éducation, de santé et de technologie. La NAF a pour donateurs : la Fondation Ford,

⁶⁰ U.S. Agency for Global Media, "Jamie Fly". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.usagm.gov/who-we-are/management-team/jamie-fly/>

⁶¹ L'**Atlantik-Brücke** est une association « *au service de l'amitié germano-américaine* » fondée en 1952 par **Eric M. Warburg (1900-1990), le fils de Max Warburg**. Celui-là même qui était chargé de trouver des fonds pour financer la Ligue des peuples étrangers de Russie (*Liga der Fremdvölker Rußlands*) durant la Première guerre mondiale (Cf. Chapitre 2). L'association est présidée par l'ancien ministre fédéral allemand des Affaires étrangères Sigmar Gabriel (du SPD) sous le gouvernement d'Angela Merkel.

Atlantik-Brücke. [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.atlantik-bruecke.org/en/atlantik-bruecke/>

Atlantik-Brücke, "Board director". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.atlantik-bruecke.org/en/atlantik-bruecke/committees-of-atlantik-bruecke-e-v/>

Fondation Siemens, Bloomberg Philanthropies, Bill & Melinda Gates Foundation (+ de 1 000 000 \$) ; Google, Amazon, Carnegie Corporation of New York, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Democracy Fund (créé par le fondateur d'Ebay Pierre Omidyar), Rockefeller Foundation et les Open Society Foundations de George Soros (+ de 250 000 \$)⁶². Pour finir, Karen Kornbluh a été chercheuse principale pour la politique numérique au CFR et participante du World Economic Forum⁶³.

Scott Carpenter. Directeur général de Jigsaw, une société de Google. Avant, il a été le fondateur et codirecteur du programme européen de l'International Republican Institute (IRI). Il siège en plus au conseil d'administration de RFE/RL, celui de la NED. Membre du CFR⁶⁴.

▪ **Lisa Curtis.** Chercheuse principale et directrice du programme de sécurité indo-pacifique au Center for a New American Security (CNAS)⁶⁵, un think tank traitant des questions de politique étrangère et de sécurité nationale. Lisa Curtis a également servi pendant plus de 20 ans en tant qu'experte en sécurité nationale de la politique américaine et indopacifique au sein du Département d'État, au Congrès des États-Unis, au Conseil de sécurité nationale (NSC) et à la CIA. Membre du CFR.

▪ **Jackson K. Diehl.** Ancien rédacteur en chef adjoint de la page éditoriale du *Washington Post*. Il a été un fervent défenseur de

⁶² New America, "2022 Donors and Partners". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.newamerica.org/our-funding/our-funders/>

⁶³ World Economic Forum, "Karen Kornbluh". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/karen-kornbluh>

⁶⁴ NED, "Scott Carpenter". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/scott-carpenter/>

⁶⁵ En français, "Centre pour une nouvelle sécurité américaine".

l'interventionnisme américain aussi bien en Irak en 2003 ou plus récemment en Syrie⁶⁶. Membre du CFR.

▪ **Jeffrey Gedmin (alias Jeff Gemin).** L'ancien président de RFE/RL et membre du conseil consultatif de la Justice for Journalists Foundation (JJF) avec Mikhail Khodorkovski et Leonid Nevzlin. Nous rappelons qu'il appartient à une multitude de think tanks dont le CFR⁶⁷.

▪ **Margaret Hoover.** L'arrière-petite-fille du 31^e président des États-Unis, Hebert Hoover (1874-1964)⁶⁸. Ancienne commentatrice politique de CNN. Elle a servi à la Maison-Blanche sous le président George W. Bush, au Département de la sécurité intérieure. Elle est présidente de l'American Unity Fund qui a pour but de *faire progresser la démocratie, la liberté pour les Américains LGBTQ+*⁶⁹. Membre du CFR.

▪ **Michael Kempner.** Fondateur et PDG de l'entreprise de relation publique MikeWorldWide. En plus de RFE/RL, il siège au conseil d'administration de Radio Free Asia et celui des Middle East Broadcasting Networks. Il a été nommé par le président Biden et confirmé par le Sénat américain comme gouverneur de l'US Agency for Global Media.

⁶⁶ DIEHL Jackson (31/03/2013) « *Jackson Diehl: What the Iraq war taught me about Syria* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : http://web.archive.org/web/20150403155355/https://www.washingtonpost.com/opinions/jackson-diehl-what-the-iraq-war-taught-me-about-syria/2013/03/31/5ef2e6d0-97b2-11e2-814b-063623d80a60_story.html

⁶⁷ Revoir le chapitre 6.

⁶⁸ GREEN Penelope (11/06/2018) « *Margaret Hoover and John Avlon on their Post-Partisan Marriage* » The New York Times. [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2018/07/11/style/margaret-hoover-john-avlon-post-partisan-marriage.html>

⁶⁹ American Unity Fund, "Meet our Team". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.americanunityfund.com/team-auf>

▪ **Kristin Lord.** Ancienne conseillère principale au Département d'État américain. Elle a occupé divers postes de direction à l'United States Institute of Peace (USIP), à la Brookings Institution et au Center for a New American Security (CNAS). Elle est aussi présidente et cheffe de direction de l'organisation à but non lucratif IREX. Une ONG dédiée à la *construction d'un monde plus juste*⁷⁰. Il y figure dans ses donateurs : Google ; Facebook ; Twitter ; Microsoft ; la Banque mondiale ; les ministères des Affaires étrangères de Suède, des Pays-Bas, et du Allemagne ; Unicef ; la fondation Ford ; la Carnegie corporation of New York ; la Bill and Melinda Gates Foundation ; la McKinsey Social Initiative, le Département d'État américain ; l'USAID ; et les Open Society Foundations de George Soros⁷¹. Membre du CFR.

▪ **Tom Malinowski.** Ancien représentant démocrate à la Chambre des États-Unis. Il a été le rédacteur de discours pour les secrétaires d'État Warren Christopher et Madeleine Albright. Il a occupé le poste de directeur principal du Conseil de sécurité nationale (NSC) sous le président Bill Clinton⁷².

Le point frappant dans cette énonciation est l'omniprésence des membres du Council on Foreign Relations (CFR) au sein du conseil d'administration de RFE/RL. En comptant son président démissionnaire, sur les dix membres, huit appartiennent au même think tank.

Pour terminer, nous repérons dans les anciens gouverneurs de l'USAGM : **John J. Sullivan**, ancien ambassadeur américain en Russie ; **Carl Spielvogel**, ancien ambassadeur américain en Slovaquie et membre du CFR ; **Rex Tillerson**, ancien PDG d'Exxon

⁷⁰ Irex, "Kristin M. Lord". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.irex.org/people/kristin-m-lord>

⁷¹ Irex, "Our Supporters". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.irex.org/our-supporters#full-list-donors>

⁷² RFE/RL, "Pressroom – Board of Directors". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : https://press-room.rferl.org/p/8683.html?nocache=1&_ga=2.64572911.1369437289.1691224653-713636968.1691224653

Mobil (2006-2016) ; **Cheryl Halpern**, membre des conseils d'administration de l'International Republican Institute (IRI) et du Washington Institute, ainsi que présidente du Comité des Allemands du B'nai B'rith International ; **Alberto Mora**, ancien officier du service extérieur du Département d'État américain et membre du CFR ; **Mike R. Pompeo**, ancien secrétaire d'État sous le président Donald Trump et ancien directeur de la CIA ; **Hillary Clinton**, ancienne sous-secrétaire d'État sous le président Barack Obama ; et **Kenneth Weinstein**, l'ancien président du Hudson Institute⁷³.

Nous ne devons pas omettre que **Paul Goble**, l'analyste de la Jamestown Foundation, le collaborateur du portail Region.Expert et participant du Forum des nations libres de la post-Russie, qui a occupé plusieurs postes aussi bien à Voice of America, à RFE/RL qu'à l'International Broadcasting Bureau (IBB), l'ancêtre de l'USAGM⁷⁴, et qui a été analyste pour la CIA.

- **Res publica.**

Res publica est une ONG « à but non lucratif » basée à Vilnius, en Lituanie. Elle se définit comme un « centre pour la résistance civile » fondée par des « volontaires de la résilience numérique » chargés de lutter contre la *propagande hostile à la démocratie*⁷⁵. La Russie n'est pas désignée directement dans son condensé, mais ses articles la mentionnent régulièrement. Res publica a fait la promotion du Forum dans son article publié le 23 juillet 2022 : *Free Nations of Russia calls for independence* (Les Nations libres de Russie

⁷³ USAGM, "Former Governors". [En ligne] Consulté le 5 août 2023. URL : <https://www.usagm.gov/who-we-are/board/former-governors/>

⁷⁴ Revoir le Chapitre 5 sur Paul Goble.

⁷⁵ Res Publica, "About us". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://en.respublica.lt/apie-mus>

appellent à l'indépendance)⁷⁶. Depuis 2015, le Centre a pour directeur Giedrius Sakalauskas. En 2021, il avait été invité en tant qu'expert sur *la propagande et la désinformation russe* au Kyiv Security Forum de l'Open Ukraine Foundation (fondé par Arseni Iatse-niouk)⁷⁷. Antérieurement, en 2019, il a été le signataire d'une « Déclaration de principes pour la liberté, la prospérité et la paix » dénonçant *les autocrates et les extrémistes qui menacent les peuples libres* et réaffirmant les valeurs et principes démocratiques et l'appel à l'union de tous ceux partageant ces valeurs. Une déclaration émise par l'Atlantic Council et cosignée entre autres par Madeleine Albright ; Radek Sikorski ; Carl Gershman, le président de la NED ; Derek Mitchell, président du NDI ; Cindy McCain, présidente du conseil d'administration du McCain Institute ; Daniel Twining, président de l'IRI ; Frederick Kempe, le PDG du Atlantic Council⁷⁸. Toujours en 2019, le 24 janvier, Giedrius Sakalauskas a été présent à une table ronde *sur le renforcement de la résilience sociétale* qui s'est tenue au siège de l'OTAN. La table ronde avait été organisée par la délégation permanente de la Lituanie auprès de l'OTAN et le RUSI⁷⁹.

⁷⁶ Res Publica (23/07/2023) « *Free Nations of Russia calls for independence* ». [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://en.respublica.lt/free-nations-of-russia-calls-for-independence>

⁷⁷ Open Ukraine Foundation (12/04/2019) « *Giedrius Sakalauskas: Efforts should be united to combat Russia's propaganda* ». [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://openukraine.org/en/news/1628-giedrius-sakalaukas-treba-objednuvati-zusillya-dlya-borotybi-z-propagandoju-rosiji>

⁷⁸ Atlantic Council, "Declaration of Principles for Freedom, Prosperity, and Peace". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/declaration/>

⁷⁹ Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Lithuania (25/01/2019) « *Panel discussion on building societal resilience was held at NATO headquarters* ». [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://urm.lt/default/en/news/panel-discussion-on-building-societal-resilience-was-held-at-nato-headquarters>

Concernant Res Publica, le centre a pour partenaires :

- **l'Ukraine Crisis Media Center.** L'un des organismes ayant contribué à réformer l'Ukraine avec la BERD lors de la présidence de Petro Porochenko aidé de son bras droit Boris Lozhkin⁸⁰ ;
- **le Fonds de soutien à la défense (*Gynybos paramos fondas*).** Une fondation lituanienne ayant pour but le renforcement des liens entre la Lituanie et la communauté transatlantique. Leurs partenaires sont : l'OTAN, le Bureau du Seimas de la République de Lituanie⁸¹, le think tank estonien « Centre international pour la défense et la sécurité » (RKK) et la Jamestown Foundation⁸².
- **le Civic Resilience Initiative (CRI) ou « l'Initiative pour la résilience civique »**, une ONG qui *concentre ses activités sur l'augmentation de la résilience des sociétés lituanienes et d'autres sociétés de la région*. Leurs partenaires sont l'ambassade d'Allemagne basée à Vilnius, la Baltic Security Foundation, la Fondazione de Gasperi, la Konrad Adenauer Stiftung, l'UE et l'OTAN⁸³.
- **l'Open Information Partnership (OIP)** ou le « Partenariat d'information ouverte », un *réseau diversifié d'organisations et d'individus unis pour contrer et dénoncer la désinformation*. Le réseau est financé par le Foreign, Commonwealth & Development Office du gouvernement britannique⁸⁴. L'OIP compte dans ses membres le NATO Strategic Communications

⁸⁰ Revoir le chapitre 6 sur Boris Lozhkin.

⁸¹ Le Seimas est le parlement monocaméral de Lituanie.

⁸² Gynybos Paramos Fondas. [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://fondas.eu/lt/>

⁸³ Civic Resilience Initiative. [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://cri.lt/#about>

⁸⁴ Open Information Partnership. [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://openinformationpartnership.org/>

Centre of Excellence⁸⁵. Sur leur site internet ces types de centre sont décrits comme *des organisations militaires internationales qui forment et éduquent les dirigeants et les spécialistes des pays membres et partenaires de l'OTAN. Ils offrent une expertise et une expérience reconnues qui profitent à l'Alliance et soutiennent la transformation de l'OTAN*⁸⁶.

- **l'Union of Informed Citizens ou « l'Union des citoyens informés »**, une ONG chargée de sensibiliser le public sur l'Arménie et la lutte contre la désinformation. Leurs partenaires sont le Fonds des Nations Unies pour la Démocratie, Reporters Sans Frontières (RSF), l'European Endowment for Democracy (EED), le German Marshall Fund, l'ambassade américaine en Arménie, la Commission européenne, la NED, l'IRI, la Freedom House, l'OIP et les Open Society Foundations⁸⁷.
- **le Centre des valeurs européennes pour la politique de sécurité (European Values Center for Security Policy)**, une ONG se fixant comme objectif de protéger la démocratie libérale, l'État de droit et l'alliance transatlantique de la République tchèque⁸⁸. En 2022, elle a été financée par les ambassades des États-Unis et du Japon de la République Tchèque ; les ministères des Affaires étrangères des Pays-Bas, du Allemagne, de la République Tchèque, et du Canada ; la Fondation BLÍŽKSOBĚ, le Bureau économique et culturel de Taipei (Taïwan), la Taiwan Foundation for Democracy, la

⁸⁵ Open Information Partnership, "Our members". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://openinformationpartnership.org/about-us/#members>

⁸⁶ NATO Strategic Communications Centre of Excellence, "Frequently Asked Questions". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : https://stratcomcoe.org/about_us/frequently-asked-questions/9

⁸⁷ Union of Informed Citizens, " Our partners". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://uic.am/en/our-partners>

⁸⁸ European Values, "About us". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://europeanvalues.cz/en/about-us/>

Commission européenne, la Konrad Adenauer Stiftung, la Friedrich Naumann Stiftung, le Département d'État américain et l'USAID⁸⁹.

- **INFO OPS Polska.** Une fondation polonaise fondée et présidée par Kamil Basaj qui est professionnellement associé au Commandement de la Composante des Forces de Défense du Cyberspace et au Centre de Sécurité du Gouvernement [polonais]. Il a même été ancien conseiller du ministre polonais de la Défense⁹⁰.
- **Media Development Foundation.** Une ONG géorgienne de défense des droits de l'homme. Leurs partenaires sont l'ambassade américaine en Géorgie, l'USAID, les Open Society Foundations⁹¹.
- **le ministère de la Défense Nationale de Lituanie** (*Lietuvos Respublikos Krašto apsaugos ministerija*).

- **La Jamestown Foundation.**

En tant qu'analyste et contributeur pour la Jamestown Foundation, Vadim Shtepa a promu le Forum des nations libres de la post-Russie sur leur site internet, dans l'article qu'il a rédigé et publié le 10 août 2022 : *Responding to Moscow's Imperial Revanchism, a « Post-Russia » Forum Is Born* (En réponse au revanchisme impérial de Moscou, un forum « post-russe » est né). Dans celui-ci, Shtepa confirme que le Forum a été organisé à l'origine par des

⁸⁹ *European Values - VÝROČNÍ ZPRÁVA ZA ROK 2022*, pages 13-15. [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : https://europeanvalues.cz/wp-content/uploads/2023/06/CS_Bezpecnostni-centrum-Evropske-hodnoty-Vyrocní-zprava-2022.pdf

⁹⁰ INFO OPS Polska, "ZESPÓŁ". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://infoops.pl/zespol/>

⁹¹ Media Development Fund, "partners". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.mdfgeorgia.ge/eng/page/23/>

ONG ukrainiennes, polonaises et lituaniennes⁹². S'il fallait démontrer une dernière fois l'implication de la Jamestown Foundation dans le soutien au démantèlement de la Russie, nous pouvons révéler l'information selon laquelle son président, **Glen Howard**, avait participé le 14 février 2023, en tant que modérateur, à un débat intitulé : *Preparing for the Dissolution of the Russian Federation* (Préparation à la dissolution de la Fédération de Russie) organisé par le Hudson Institute. Figurait comme intervenants :

- **Janusz Bugajski**. À cette date (le 14 février 2023), il était déjà présent au Forum lors de sa deuxième réunion à Prague, en République Tchèque, et était membre de la Jamestown Foundation.
- **Paul Goble**. Membre de la Jamestown Foundation. Il était déjà collaborateur du portail Region.Expert de l'Institut des régions de Russie (IRR) de Vadim Shtepa et d'Andrius Almanis.
- **Natalia Arno**. La présidente de la Free Russia Foundation et proche d'Inna Kurochkina, membre du Conseil de coordination du Forum.
- **Inal Sherip**. Le ministre des Affaires étrangères de la République tchétchène d'Ichkérie et futur participant au 6^e Forum organisé par le Hudson Institute deux mois plus tard.
- **Luke Coffey**. *Senior fellow* du Hudson Institute et futur participant au 6^e Forum.
- **Temuri Yakobashvili**. L'ancien ambassadeur géorgien aux États-Unis et président du conseil d'administration de la Rondeli Foundation⁹³.
- **Oleksiy Goncharenko** (ou Alexii Goncharenko). Député du parlement ukrainien Solidarité européenne (*Yevropeys'ka solidarnist'*) surnommé le « Bloc Petro Porochenko ». Il est membre de la délégation ukrainienne à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe où il est commissaire aux comptes

⁹² Voir ANNEXE 63, image 92.

⁹³ Revoir le chapitre 7 sur Nino Nakashidze.

du Groupe Conservateur européen et Alliance démocratique⁹⁴. Depuis 2022, il est vice-président de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées⁹⁵.

- **Stephen Frederick Starr** (abrégé en Fred Starr). Président et fondateur de « l'Institut d'Asie centrale et du Caucase et le programme d'études sur la route de la soie » (*Central Asia – Caucasus Institute and Silk Road Studies Program*). Un *centre conjoint de recherche et de politiques transatlantiques* affilié à l'organisation à but non lucratif conservatrice American Foreign Policy Council (AFPC)⁹⁶ – dans laquelle Starr a le statut de *Fellow* pour l'Eurasie⁹⁷ - et le Institute for Security and Development Policy (ISDP)⁹⁸ de Stockholm. On a au sein du conseil consultatif de l'AFPC, Paula J. Dobriansky (PNAC)⁹⁹. Pour ce qui est de l'ISDP, la présidente du conseil d'administration est Anna Wieslander¹⁰⁰, la directrice pour l'Europe du Nord du Atlantic Council¹⁰¹. Fred Starr est aussi le cofondateur

⁹⁴ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, "Groupe des Conservateurs européens et Alliance démocratique". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://pace.coe.int/fr/aplist/polgroups/13>

⁹⁵ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, "M. Oleksii GONCHARENKO (Ukraine, CE/AD)". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://pace.coe.int/fr/members/7351/goncharenko>

⁹⁶ En français, le "Conseil américain de politique étrangère".

⁹⁷ Central Asia-Caucasus Institute, "S.Frederick Starr". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.silkroadstudies.org/staff/item/13029-s-frederick-starr.html>

⁹⁸ En français, "l'Institut de politique de sécurité et de développement".

⁹⁹ AFPC, "About AFPC". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.afpc.org/about/board>

¹⁰⁰ Institute for Security & Development Policy, "ISDP Board". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : https://www.isdp.eu/isdp_person_type/isdp-board/

¹⁰¹ Atlantic Council, "Anna Wieslander". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/anna-wieslander/>

du Kennan Institute rattaché au Wilson Center¹⁰². Pour terminer, durant les années 2000, il était membre du Comité américain pour la paix en Tchétchénie (ACPC) avec Glen Howard¹⁰³.

Le second modérateur du débat était **Peter Rough**, ancien collaborateur à la Maison-Blanche sous le président George W. Bush¹⁰⁴, contributeur pour le *National Review*¹⁰⁵, a été invité à l'Institut Montaigne en tant qu'expert¹⁰⁶ et *senior fellow* au Hudson Institute¹⁰⁷.

- **Le Hudson Institute.**

À ce stade du livre il est désormais indiscutable que ce think tank néoconservateur appuie et encourage le démembrement de la Fédération de Russie. Il nous reste plus qu'à nous intéresser à ses têtes dirigeantes, à commencer par son président, **John P. Walters**. En janvier 2021, il succède donc à Kenneth R. Weinstein et reprend les rênes de l'Institut. Auparavant, de 2001 à 2009, il occupait le poste de directeur du Bureau de la politique nationale de contrôle des

¹⁰² Central Asia-Caucasus Institute, "Mission". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.silkroadstudies.org/about-silk-road-studies-program.html>

¹⁰³ Revoir ANNEXE 33.

¹⁰⁴ PICARD Maurin (02/07/2023) « *Peter Rough: «L'heure est venue de se dresser contre la Russie»* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/peter-rough-l-heure-est-venue-de-se-dresser-contre-la-russie-20230702>

¹⁰⁵ National Review, "Peter Rough". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.nationalreview.com/author/peter-rough/>

¹⁰⁶ Institut Montaigne, "Peter Rough - Senior Fellow at Hudson Institute". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.institutmontaigne.org/node/7059>

¹⁰⁷ Hudson Institute, "Peter Rough - Senior Fellow and Director, Center on Europe and Eurasia". [En ligne] Consulté le 8 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1032-peter-rough>

drogues de la Maison Blanche (*Office of National Drug Control Policy*, ONDCP)¹⁰⁸ et était membre du cabinet sous l'administration du président George W. Bush¹⁰⁹. Walters fut chargé de la lutte contre le trafic de drogue, et notamment le trafic d'opium en Afghanistan¹¹⁰. Une mission se soldant par un échec cuisant puisque la production d'opium était passée aux environs de 3 400 tonnes métriques en 2002 à un pic de 7 400 tonnes métriques en 2007, avant de redescendre légèrement dans les années suivantes, pour exploser en 2017 avec 9 000 tonnes métriques¹¹¹. En 2004, Walters déclarait même que *les progrès vers un Afghanistan sûr et démocratique ont été réguliers et significatifs*. Le 15 août 2021, les Talibans rentraient dans Kaboul et le 30 août, les dernières troupes américaines quittaient l'Afghanistan dans des conditions similaires, voire pires, que celles du Vietnam lors de la chute de Saigon, le 30 avril 1975. En outre, en tant que nouveau président du Hudson Institute, John Walters a ouvert en 2022 un nouveau centre chinois qui travaillera à *développer des réponses politiques qui maintiennent l'orientation stratégique des États-Unis sur la Chine*. Un centre dont l'ancien directeur de la CIA, Mike Pompeo, présidera son conseil consultatif. À cette occasion, Walters lancera ces déclarations martiales : *Le Hudson a été créé pour faire face aux menaces existentielles contre les États-Unis et leurs alliés, et aux plus grandes menaces actuelles du Parti*

¹⁰⁸ Office of National Drug Control Policy (ONDCP)

¹⁰⁹ Hudson Institute, "John P. Walters - President and CEO". [En ligne] Consulté le 9 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/559-john-p-walters>

¹¹⁰ WALTERS John P. (25/11/2004) « *Afghans' drug war* », The Washington Times. [En ligne] Consulté le 9 août 2023. URL : <https://www.washingtontimes.com/news/2004/nov/25/20041125-085448-1894r/>

¹¹¹ BJELICA Jelica (25/06/2020), « *New World Drug Report: Opium production in Afghanistan remained the same in 2019* », Afghanistan Analysts. [En ligne] Consulté le 9 août 2023. URL : <https://www.afghanistan-analysts.org/en/reports/economy-development-environment/new-world-drug-report-opium-production-in-afghanistan-remained-the-same-in-2019/>

communiste chinois. Et de rajouter : *Notre nouveau centre réunira l'analyse et le leadership pour faire face à cette menace*¹¹². Pour le président du Hudson Institute, la Chine est une *menace existentielle* pour les États-Unis et sa domination mondiale et l'objectif affiché du think tank est de la contrecarrer. Comment ? En appuyant par exemple la reconnaissance de Taïwan comme État à part entière de la Chine sur le plan international ou bien en mentionnant régulièrement la situation des Ouïghours dans le Xinjiang¹¹³. De faire, au fond, exactement comme avec la Russie en parrainant des organisations voulant son démantèlement. En résumé, pour que la Russie et la Chine ne soient plus une menace existentielle, elles doivent disparaître en une multitude de nouveaux États, plus petits et plausiblement pro-américains.

La direction du Hudson Institute (HI) est agencée de :

- **Joel Scanlon**, vice-président exécutif du HI. De 2003 à 2009, il a occupé plusieurs postes clés dans l'administration du président George W. Bush, dont celui de conseiller adjoint au président et directeur des initiatives stratégiques¹¹⁴.
- **Lewis Libby**, vice-président principal et « membre distingué »¹¹⁵ du HI. De 2001 à 2005, il a été le chef de cabinet du

¹¹² 小山 (19/05/2022) « 哈德逊研究所成立新中国中心 » RFI (cn). [En ligne]

Consulté le 9 août 2023. URL :

<https://www.rfi.fr/cn/%E7%BE%8E%E6%B4%B2/20220519-%E5%93%88%E5%BE%B7%E9%80%8A%E7%A0%94%E7%A9%B6%E6%89%80%E6%88%90%E7%AB%8B%E6%96%B0%E4%B8%AD%E5%9B%BD%E4%B8%AD%E5%BF%83>

¹¹³ CROPSEY Seth (29/05/2020) « *Recognize Taiwan* », Hudson Institute. [En ligne] Consulté le 9 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/node/43122>

¹¹⁴ Hudson Institute, "Joel Scanlon - Executive Vice President". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/895-joel-scanlon>

¹¹⁵ Distinguished Fellow

vice-président Dick Cheney¹¹⁶. Condamné par la justice américaine en juin pour avoir révélé l'identité d'un agent de la CIA, Valerie Plame en 2003. La raison était que cette dernière, était l'épouse de l'ancien ambassadeur américain, Joseph C. Wilson, qui à l'époque, accusait l'administration Bush d'avoir menti au peuple américain sur la menace réelle du régime irakien de Saddam Hussein et sur les fameuses armes de destruction massive. Ce scandale est plus connu sous le nom « d’Affaire Palme-Wilson ». Pour ce crime fédéral, Lewis Libby fut condamné à deux ans et demi de prison et 250 000 \$ d'amende. Il a été partiellement gracié en 2007 par le président George W. Bush afin de lui éviter la prison. En avril 2018, il a de nouveau été gracié par le président Donald Trump¹¹⁷. Pour finir, Lewis Libby est membre du Council on Foreign Relations (CFR).

- **Steve Corder**, directeur financier du HI. De 2014 à 2016, il a été directeur de la comptabilité au Comité national républicain lors des cycles électoraux de 2014 et 2016¹¹⁸.
- **Ann Marie Hauser**, vice-présidente pour les affaires publiques du HI. Ancienne porte-parole pour les affaires internationales au département américain du Trésor dans l'administration du président George W. Bush. Dans le privé, elle occupait les fonctions de vice-présidente des communications d'entreprise chez JPMorgan Chase. Depuis 2007, elle est membre de l'American Council on Germany. Hauser a participé aussi à des voyages

¹¹⁶ Hudson Institute, "Lewis Libby". [En ligne] Consulté le 10 août 2023.
URL : <https://www.hudson.org/experts/601-lewis-libby>

¹¹⁷ BERTHELIER Anthony (13/04/2018) « *Trump gracie Lewis "Scooter" Libby, un homme condamné après avoir dévoilé l'identité d'un agent de la CIA* », Huffington Post. [En ligne] Consulté le 10 août 2023.
URL : https://www.huffingtonpost.fr/international/article/trump-gracie-lewis-scooter-libby-un-homme-condamne-apres-avoir-devoile-l-identite-d-un-agent-de-la-cia_121451.html

¹¹⁸ Hudson Institute, "Steve Corder". [En ligne] Consulté le 10 août 2023.
URL : <https://www.hudson.org/experts/1222-steve-corder>

d'étude avec la Friedrich Naumann Stiftung et la Konrad Adenauer Stiftung¹¹⁹.

- **Matthew Hunter**, Vice-président pour les partenariats stratégiques du HI. Un *vétéran de l'opération de développement* de la campagne présidentielle de Mitt Romney en 2012 et du Comité national républicain¹²⁰.
- **Daniel McKivergan**, vice-président pour les relations gouvernementales du HI. Ancien directeur adjoint des politiques pour la campagne présidentielle de 2008 du sénateur républicain John McCain¹²¹.
- **Nicholas Mackey**, directeur des opérations du HI. Responsable de l'immobilier, de la technologie, de la sécurité, des ressources humaines et des opérations internes du HI¹²².

Le conseil d'administration du HI est composé quant à lui de :

- **Sarah May Stern**. Administratrice du think tank américain axé sur la politique étrangère, le Washington Institute for Near East Policy¹²³. Son conseil d'administration est composé de Joseph I. Lieberman, membre du CFR et du conseil d'honneur des Leaderships Laïcs du musée ANU avec Leonid Nevzlin ; Condoleezza Rice, l'ancienne secrétaire d'État de George W. Bush et membre du CFR ; Richard Perle, membre du PNAC et de l'AEI ; et l'ancien directeur de la CIA, membre de la James-town Foundation, du CFR, ancien de l'ACPC, ancien de la

¹¹⁹ Hudson Institute, "Ann Marie Hauser". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1247-ann-marie-hauser>

¹²⁰ Hudson Institute, "Matthew Hunter". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1108-matthew-hunter>

¹²¹ Hudson Institute, "Daniel McKivergan". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/894-daniel-mc-kivergan>

¹²² Hudson Institute, "Nicholas Mackey". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/986-nicholas-mackey>

¹²³ Hudson Institute, "Sarah May Stern". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/732-sarah-may-stern>

Freedom House, participant à la conférence d'Herzliya, administrateur à vie du Atlantic Council, R. James Woolsey¹²⁴. De plus, Sarah May Stern est aussi membre du CFR.

- **Russell Pennoyer**. Il a été président de la banque d'investissement basée à New York, Benedetto, Gartland & Company (BGC)¹²⁵, qui est spécialisée « dans la levée de capitaux institutionnels pour les fonds d'investissement alternatifs »¹²⁶. La BGC pèse plusieurs centaines de millions de dollars.
- **Thomas C. Barry**. Ancien président et chef de la direction de la Rockefeller & Co, la branche de gestion des investissements de la famille Rockefeller (1983-1993)¹²⁷. Membre du CFR.
- **Linden S. Blue**. Vice-président de General Atomics, une société américaine spécialisée dans la défense¹²⁸ et qui fabrique notamment les drones Predator utilisés par l'US Air Force et la CIA qui ont été déployés sur divers théâtres d'opérations : Yougoslavie, Afghanistan, Pakistan, Irak, Yemen, Libye, Syrie, Somalie¹²⁹.
- **Jack David**. Ancien sous-secrétaire adjoint à la défense pour la lutte contre les armes de destruction massive et la politique de

¹²⁴ The Washington Institute, "Board of Advisors". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.washingtoninstitute.org/about/board-advisors>

¹²⁵ Hudson Institute, "Russell Pennoyer". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1062-russell-pennoyer>

¹²⁶ Benedetto, Gartland & Company. [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://bgg.com/>

¹²⁷ Hudson Institute, "Thomas C. Barry". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/737-thomas-c-barry>

¹²⁸ Hudson Institute, "Russell Pennoyer". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/568-linden-s-blue>

¹²⁹ WOODS Chris (30/05/2015) « *The Story of America's Very First Drone Strike* », The Atlantic. [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/05/america-first-drone-strike-afghanistan/394463/>

- négociation (2004-2006). Il a été aussi coprésident du Groupe de défense supérieur sur la prolifération de l'OTAN. Avant ces prises de fonction, il a été nommé par le président George W. Bush, président de la Commission permanente mixte de défense, Canada-États-Unis (2002-2004)¹³⁰. Membre du CFR.
- **Thomas J. Donohue.** Il a été directeur général de la Chambre de commerce des États-Unis de 1997 à 2021, et président de la même Chambre de 1997 à 2019. Il est « membre d'équipage » de la société de capital-risque Doha Venture Capital Fund¹³¹ avec comme PDG, « Son Excellence » Ahmad Al-Sayed, le ministre d'État et président du conseil d'administration de l'Autorité des zones franches du Qatar¹³². Donohue a été président du Centre pour l'entreprise privée internationale, un programme de la National Endowment for Democracy (NED)¹³³. Membre du CFR.
 - **Richard S. Emmet.** Ancien directeur général de Jane Street Capital et ancien assistant trader chez BNP/Cooper Neff Inc¹³⁴.

¹³⁰ Hudson Institute, "Jack David". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/577-jack-david>

¹³¹ Doha Venture Capital, "Our Team". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://dvc.qa/about-our-team/>

¹³² L'Autorité des zones franches est créée pour « réglementer et promouvoir l'investissement direct étranger (IDE) au Qatar ». Doha Venture Capital, "H.E. AHMAD AL SAYED - Chairman and Managing Director". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://dvc.qa/personnel/ahmad-al-sayed/>

¹³³ OMC, "Biographie: Thomas J. DONOHUE". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : https://www.wto.org/french/thewto/f/dg/f/dft/panel/f/thomas_donohue_bio_f.htm

¹³⁴ Hudson Institute, "Richard S. Emmet". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/richard-emmet>

- **Shinya Katanozaka.** Président du conseil d'administration du groupe japonais ANA Holdings Inc¹³⁵. Il est contributeur pour le World Economic Forum¹³⁶.
- **Jessie J. Knight Jr.** Directeur général du fonds de capital-investissement consacré « à la philanthropie anonyme », Knight Angels¹³⁷. Membre du CFR.
- **Laurence C. Leeds Jr.** Président de la société de gestion basé à New York, Buckingham Capital Management¹³⁸.
- **Gilbert D. Scharf.** Président du conseil d'administration, président et chef de la direction de Maxcor Financial Group Inc. Avant, il était directeur général chez Lazard Brothers & Co. Et directeur général de la Morgan Stanley¹³⁹.
- **Margaret Whitehead.** Elle a servi au Bureau des programmes du Bureau de la Première Dame, Barbara Bush. Whitehead a par ailleurs travaillé comme agent de liaison avec le Congrès au bureau du secrétaire au Travail James Hodgson¹⁴⁰.

¹³⁵ Hudson Institute, "Shinya Katanozaka". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1165-shinya-katanozaka>

¹³⁶ World Economic Forum, "Shinya Katanozaka". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/shinya-katanozaka>

¹³⁷ Hudson Institute, "Jessie J. Knight, Jr.". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/1416-jessie-j-knight-jr>

¹³⁸ Hudson Institute, "Laurence C. Leeds, Jr.". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/718-laurence-c-leeds-jr>

¹³⁹ TWST, "Gilbert D. Scharf". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.twst.com/bio/gilbert-d-scharf/>

¹⁴⁰ Hudson Institute, "Margaret Whitehead". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.hudson.org/experts/720-margaret-whitehead>

- **Allan R. Tessler**. Membre émérite du conseil d'administration du HI. Président de la société de placement, Epoch Holdings Corporation¹⁴¹.

Encore une fois, nous relevons la présence non négligeable des membres du CFR au sein des instances dirigeantes du Hudson Institute avec 6 membres sur 21, soit presque un tiers des postes. Nous pouvons aussi adjoindre la proximité de certaines des têtes dirigeantes du HI avec l'ancienne administration Bush ainsi qu'avec le complexe militaro-industriel américain.

Dans son rapport annuel de 2022, le Hudson Institute totalise 22 586 020 \$ en matière de revenus. 39% de la somme venait des particuliers, 38% des fondations, 14% des corporations et 9% du gouvernement. Dans le tableau des plus gros donateurs, nous signalons : Northrop Grumman Corporation, Lockheed Martin Corporation, American Petroleum Institute, BAE Systems, Mitsubishi Heavy Industries, Boeing Company, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, le ministère des Affaires étrangères du Japon et le Bureau de représentation économique et culturelle de Taipei présent aux États-Unis¹⁴². Ce Bureau de représentation de Taipei sert *de facto* d'ambassade ou de consulat pour Taïwan.

Si nous regardons pour les années précédentes, nous relevons des donations en provenance de **Google** (2021), AT&T, Inc. (2021), Facebook (2021)¹⁴³, Open Philanthropy Project (2020), Intel

¹⁴¹ Hudson Institute, "Allan R. Tessler". [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20130415174047/https://www.hudson.org/tessler>

¹⁴² Hudson Institute, *Annual Report 2022*, pages 94-97. [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://s3.amazonaws.com/media.hudson.org/Hudson+Annual+Report+2022.pdf>

¹⁴³ Hudson Institute, *Annual Report 2021*. [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://s3.amazonaws.com/media.hudson.org/Hudson%20Annual%20Report%202021.WEB-300.pdf>

Corporation (2020), General Atomics Aeronautical Systems (2020)¹⁴⁴, Korea Foundation (2019), le Royaume du Danemark (2019), **l'OTAN** (2019)¹⁴⁵, **Ford Motor Company** (2018), **Konrad-Adenauer-Stiftung** (2018), **Johnson & Johnson** (2018)¹⁴⁶.

En 2017, le Hudson Institute avait reçu 294 368 \$ de la Bill and Melinda Gates Foundation¹⁴⁷. Toujours pour la même année, nous avons comme personnalité ayant fait une donation supérieure à 100 000 \$, un certain **Ronald Lauder**, le président du Congrès juif mondial (WJC). Nous pouvons aussi citer Volkswagen, FedEx Corporation et même la Chambre de commerce des États-Unis¹⁴⁸.

- **Le Groupe Conservateurs et Réformistes Européens (ECR).**

Nous avons pu relever l'implication en particulier du Groupe ECR dans le parrainage du Forum des nations libres de la post-Russie. Tout d'abord avec sa secrétaire générale Anna Fotyga, des

¹⁴⁴ Hudson Institute, *Annual Report 2020*. [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://s3.amazonaws.com/media.hudson.org/Hudson%20AR%202020%20SPREADS.pdf>

¹⁴⁵ Hudson Institute, *Annual Report 2019*. [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://s3.amazonaws.com/media.hudson.org/Hudson%20AR%202019.FINAL-mediumres.pdf>

¹⁴⁶ Hudson Institute, *Annual Report 2018*. [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://s3.amazonaws.com/media.hudson.org/Hudson%20Institute%20AR%202018.pdf>

¹⁴⁷ Bill and Melinda Gates Foundation, Return of Private Foundation (Form 990-PF), 2017, Part XV, Line 3a. Hudson Institute, page 172/979. [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://docs.gatesfoundation.org/documents/2017%20BMGF%20Amended%20Form%20990PF.pdf>

¹⁴⁸ Hudson Institute, *Annual Report 2017*. [En ligne] Consulté le 10 août 2023. URL : <https://www.eatnews.net/wp-content/uploads/2023/03/2017-Annual-Report-Hudson-Institute.pdf>

représentants du parti polonais Droit et Justice (PIS) en tant que participants et d'avoir accueilli le Forum en Pologne. Puis, ce fut au tour du parti letton Alliance Nationale d'avoir reçu le Forum au sein du Parlement européen, par le biais de Roberts Zile, le vice-président du Parlement européen.

- **L'État ukrainien.**

Il est évident que les dirigeants ukrainiens soutiennent l'initiative de vouloir démanteler la Russie. Resoulignons que nous avons comme participants du Forum des membres du parlement ukrainien **Oleg Dunda** du parti présidentiel « Serviteur du Peuple » ; l'ancien ambassadeur, **Pavlo Klimkin** et intervenant au World Economic Forum ; l'ancienne députée et membre du réseau des jeunes leaders mondiaux du World Economic Forum, **Hanna Hopko**, celle qui avait reçu en son temps les mouvements indépendantistes finno-ougriens de Russie ; mais surtout **Tamila Tasheva**, la représentante permanente du président de l'Ukraine en République autonome de Crimée et nommée directement par le président Volodymyr Zelensky. Rajoutons à cela, la participation au Forum du président de l'OUN bandériste, **Oleh Medunitsa**. Pour conclure, l'Ukraine a apporté sa contribution dans le projet d'Union du Caucase du Congrès mondial tchétychène présidé par Denny Teps, un des leaders indépendantistes tchétychènes et participant au Forum des nations libres de la post-Russie. Souvenons-nous que l'Union du Caucase a comme vocation, l'indépendance de toutes les républiques fédératives russes du Caucase pour les fondre dans un nouvel ensemble politique régional séparé de la Russie.

- **La Commission de sécurité et de coopération en Europe (CSCE) ou Commission Helsinki.**

La CSCE est une commission du gouvernement des États-Unis coprésidée par le sénateur démocrate Ben Cardin et le représentant

républicain Joe Wilson. Rappelons que Ben Cardin avait participé au Kyiv Jewish Forum de Boris Lozhkin et que la commission Helsinki comptait dans ses membres, Paul Massaro, l'un des futurs participants du Forum des nations libres de la post-Russie. La CSCE est chargée de promouvoir *les droits de l'homme, la sécurité militaire et la coopération économique dans 57 pays d'Europe, d'Eurasie et d'Amérique du Nord*¹⁴⁹.

Le 23 juin 2022, la CSCE avait organisé un débat portant sur le thème : *Decolonizing Russia – A Moral and Strategic Imperative* ou « Décoloniser la Russie – Un impératif moral et stratégique »¹⁵⁰.

Les intervenants à cet échange étaient :

- **Fatima Tlis (Tlisova)**. Journaliste d'investigation russo-américaine connue pour défendre l'identité et le nationalisme circasien. De 2004 à 2007, elle a été rédactrice en chef de l'agence de presse Regnum. Fatima Tlisova a fait des reportages pour *Associated Press*¹⁵¹, l'Institute for War and Peace Reporting (IWPR), RFE/RL et la Jamestown Foundation. Dernier élément, elle est boursière de la National Endowment for Democracy (NED)¹⁵².

¹⁴⁹ CSCE. [En ligne] Consulté le 11 août 2023. URL : <https://www.csce.gov/>

¹⁵⁰ CSCE, (23/06/2023) « *DECOLONIZING RUSSIA* ». [En ligne] Consulté le 11 août 2023. URL : <https://www.csce.gov/international-impact/events/decolonizing-russia>

¹⁵¹ D'après *Fox News*, le média *Associated Press*, tout comme une trentaine de médias américains a des liens avec **George Soros**. GAINOR Dan Gainor (11/05/2011) « *Why Don't We Hear About Soros' Ties to Over 30 Major News Organizations?* », *Fox news*. [En ligne] Consulté le 11 août 2023. URL : <https://www.foxnews.com/opinion/why-dont-we-hear-about-soros-ties-to-over-30-major-news-organizations>

¹⁵² NED, "Fatima Tlisova". [En ligne] Consulté le 11 août 2023. URL : <https://www.ned.org/fellows/ms-fatima-tlisova/>

- **Botakoz Kassymbekova.** Professeure à l'université de Bâle en Suisse¹⁵³.
- **Erica Marat.** Professeure agrégée et directrice du Département des études régionales et analytiques du Collège des affaires de sécurité internationale de l'Université de la Défense nationale. Antérieurement, elle était chercheuse invitée du Kennan Institute du Wilson Center et rédactrice au service russe de Voice of America (VoA)¹⁵⁴.
- **Casey Michel** du Hudson Institute, que nous ne présentons plus.
- **Hanna Hopko**, l'ancienne députée ukrainienne et membre du réseau des jeunes leaders mondiaux du World Economic Forum. Elle participera au deuxième Forum des nations libres de la post-Russie un mois seulement après ce débat.

Le modérateur était **Bakhti Nishanov**. Conseiller principal en politiques pour la CSCE. Autrefois, il était basé au siège de l'Asie centrale de la Freedom House et avait occupé plusieurs postes de consultant au sein de la Banque mondiale et à l'United States Agency for International Development (USAID). Enfin, il est devenu directeur adjoint pour l'Eurasie à l'International Republican Institute (IRI)¹⁵⁵.

Dans les organismes promouvant la *décolonisation de la Russie*, nous avons donc une commission du Congrès des États-Unis, c'est-à-dire émanant de la branche législative du gouvernement fédéral

¹⁵³ Universität Basel, "Dr. Botakoz Kassymbekova". [En ligne] Consulté le 11 août 2023. URL : <https://dg.philhist.unibas.ch/de/personen/botakoz-kassymbekova/>

¹⁵⁴ CISA, "Dr. Erica Marat". [En ligne] Consulté le 11 août 2023. URL : <https://cisa.ndu.edu/About/Faculty-and-Staff/Article-View/Article/2168331/dr-erica-marat/>

¹⁵⁵ CSCE, Bakhti Nishanov, senior policy advisor. [En ligne] Consulté le 11 août 2023. URL : <https://www.csce.gov/about-csce/staff/bakhti-nishanov-senior-policy-advisor>

américain. Une commission recevant ou composée de membres du Forum des nations libres de la post-Russie (Michel, Hopko, Mas-saro)¹⁵⁶.

- **Une journaliste de LCI très engagée.**

La présentatrice et analyste sur le conflit ukrainien de la chaîne de télévision française LCI, Alla Poedie, a publié le 2 janvier 2023 sur son compte Twitter, une carte du démantèlement de la Russie en plusieurs répartitions. Elle a été présentée à la télévision ukrainienne par le chef du renseignement militaire ukrainien, Kyrylo Boudanov. Les régions russes de Koursk et de Belgorod sont annexées par l'Ukraine, la région de Kaliningrad est donnée à l'Allemagne, la Carélie à la Finlande, les îles Kouriles au Japon et la Sibérie concédée à la Chine¹⁵⁷. Par ailleurs, Alla Poedie avait déclaré sur le plateau de télévision qu'il fallait « détruire » le centre culturel russe de Paris, et invectivant tous les Russes de « cafards », y compris ceux qui fuyaient la Russie pour échapper au service militaire¹⁵⁸.

¹⁵⁶ Voir ANNEXE 64, image 93.

¹⁵⁷ Voir ANNEXE 65, image 94.

¹⁵⁸ @Circonsripti18 (Militant.André.D) : « Sur @LCI une ravagée ukrainophile pro régime de #Kyiv #OTAN a appelé carrément à raser le centre culturel russe de #Paris. Le souci ici c'est qu'il n'y a personne sur le plateau TV pour expliquer que l'#Ukraine n'existe plus, c'est une base militaire [américaine] ». #Russia #Donbass #Crimea ». 9h42 AM, 03/12/2022. Twitter. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2023. URL : <https://twitter.com/Circonsripti18/status/1598960768308826113?lang=fr>

Citations

La National Endowment for Democracy, créée il y a 15 ans pour faire au grand jour ce que la Central Intelligence Agency a fait subrepticement pendant des décennies, dépense 30 millions de dollars par an pour soutenir des choses comme les partis politiques, les syndicats, les mouvements dissidents et les médias dans des dizaines de pays, dont la Chine.

John M. Broder,

Journaliste et membre du comité
de rédaction du *New York Times*¹⁵⁹.

Le terme « théorie du complot » n'est pas une expression anodine. Elle a été conçue par des technocrates de la CIA pour dégager une certaine connotation. Des technocrates entraînés à briser les gens psychologiquement, à détruire les relations, à diviser les gouvernements, à attiser de vieilles haines. Ce sont des scientifiques qui font partie d'une organisation qui a renversé des régimes puissants et est partiellement responsable de l'effondrement de l'Union soviétique. L'influence de ces personnes ne devrait jamais être sous-estimée. La « théorie du complot » est un concept fallacieux et mensonger. Il semble simplement faire référence à des spéculations

¹⁵⁹ BRODER John M. (31/03/1997) « Political Meddling by Outsiders: Not New for U.S. » The New York Times. [En ligne] Consulté le 28 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20161118042417/https://www.ny-times.com/1997/03/31/us/political-meddling-by-outsiders-not-new-for-us.html>

sur un complot secret. Mais quand il s'applique aux crimes politiques de l'élite, il en détruit le contexte, les coulisses et les mobiles. Adopter ce concept revient à regarder un éléphant à travers un microscope.

Lance deHaven-Smith.

Professeur américain à l'Université de l'État de Floride ¹⁶⁰.

¹⁶⁰ DeHAVEN-SMITH Lance, *Aux origines de la « théorie du complot »*, éditions Yves Michel, France, 2022 page 74. Titre original : *Conspiracy Theory in America*, University of Texas Press, USA, 2013.

CHAPITRE 10

LES O.N.G., LA C.I.A. ET LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT AMÉRICAIN

Durant notre investigation, il vous a été familier d'observer la résurgence de certains instituts, ONG, fondations ou think tanks gravitant autour des membres du Forum des nations libres de la post-Russie. Des organisations dont certaines ont été accusées d'être des bras de la diplomatie américaine, voire d'être une deuxième CIA. Nous devons aborder ces liens, inapparents dans les médias de masse, entre les structures appuyant de manière directe ou indirecte le Forum et l'agence de renseignement américaine et le gouvernement des États-Unis. Car nous pouvons légitimement poser la question, après toutes les informations que nous avons pu juxtaposer, si la CIA et le gouvernement américain, donc l'administration Biden, appuient de manière informelle le Forum des nations libres de la post-Russie ? Contribuant ainsi à un projet de démantèlement de la Russie, et en définitive, à un projet de guerre totale avec cette dernière. Il s'agit ici d'un point primordial tant ce plan peut conduire à des bouleversements géopolitiques difficilement perceptibles. Après tout, l'administration Reagan avait déjà sustenté en son temps l'ABN tenue par Yaroslav Stetsko ainsi que la WACL et la CIA avait mené des opérations clandestines visant à appuyer les nationalistes ukrainiens derrière le rideau de fer durant la Guerre froide.

- **La Freedom House.**

La Freedom House ou en français la Maison de la liberté est créée par un groupe de personnes « éminentes » en 1941 à New York dans le but initial de promouvoir le soutien des États-Unis à ses alliés

alors en guerre contre l'Axe, et ce, avant l'attaque de Pearl Harbor. Il s'agissait d'infléchir le courant isolationniste dominant en Amérique et de « lutter contre le fascisme ». Les personnalités ayant joué un rôle central dans sa fondation ont été Eleanor Roosevelt, la femme du président Franklin Delano Roosevelt, et Wendell Willkie le candidat présidentiel républicain qui s'est présenté contre le président Roosevelt en 1940. Wendell Willkie était coprésident honoraire de la Freedom House avec la Première Dame¹. Depuis 1972, la Freedom House évalue annuellement « le niveau de liberté » dans chaque pays du monde. Au début des années 1980, elle avait insisté auprès de l'administration Reagan pour un soutien financier accru pour Radio Free Europe et Radio Liberty². Et depuis 1998, la Freedom House coopère avec l'United States Agency for International Development (USAID) dans le cadre du soutien à son programme Partnership for Reform Ukraine (PRU)³, un programme visant à encourager la transition de l'Ukraine vers une démocratie libérale et à une économie de marché. Freedom House est définie comme une *organisation non gouvernementale* financée en principalement par le gouvernement américain et du Département d'État. Il existe pourtant d'autres financements annexes comme les gouvernements démocratiques : le Canada, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et l'Union européenne. Mais aussi les fondations privées comme la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, la

¹ Freedom House, "Our history". [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://freedomhouse.org/about-us/our-history>

² BUSH Sarah (07/11/2017) « *Should we trust democracy ratings? New research finds hidden biases* ». The Washington Post. [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/11/07/why-do-we-trust-certain-democracy-ratings-new-research-explains-hidden-biases/>

³ *Partnership for Reform in Ukraine (PRU) Program A project of Freedom House funded by the USAID*, January 1, 2001- June 30, 2001. [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PDABU579.pdf

Fondation Ford⁴ et les Open Society Foundations de George Soros (3 000 000 \$ en 2021)⁵.

Le président de la Freedom House se nomme **Michael J. Abramowitz**⁶. Membre du Council on Foreign Relations (CFR), il est ancien boursier du German Marshall Fund et membre du conseil d'administration des Archives de la Sécurité nationale (*National Security Archive*), une association basée à l'université George Washington et chargée de publier sur internet les documents déclassifiés de la CIA dans le cadre du Freedom of Information Act⁷. Il est de plus un contributeur pour le think tank American Enterprise Institute (AEI)⁸ et pour le World Economic Forum⁹. Abramowitz fut aussi le directeur du Levine Institute for Holocaust Education de l'United States Holocaust Memorial Museum¹⁰, le musée présidé par Stuart E. Eizenstat, l'avocat qui avait défendu les intérêts de Mikhaïl

⁴ Freedom House, Regional Program. [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://freedomhouse.org/programs/regional>

⁵ Open Society Foundation, Awarded Grants. [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : https://www.opensocietyfoundations.org/grants/past?filter_keyword=free-dom+house&grant_id=OR2021-82434

⁶ Freedom House, Michael Abramowitz. [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://freedomhouse.org/expert/michael-abramowitz>

⁷ Loi votée par le Congrès des États-Unis en 1966 obligeant les agences fédérales à transmettre leurs documents à quiconque en fait la demande mais avec certaines restrictions pour des raisons de sécurité nationale.

⁸ American Enterprise Institute, Michael J. Abramowitz. [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://www.aei.org/profile/michael-j-abramowitz/>

⁹ World Economic Forum, Michael J. Abramowitz. [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/michael-j-abramowitz>

¹⁰ United States Holocaust Memorial Museum (05/04/2016) « Museum Seeks Public Input for “History Unfolded,” New Crowdsourcing Project ». [En ligne] Consulté le 12 août 2023. URL : <https://www.ushmm.org/information/press/press-releases/museum-seeks-public-input-for-history-unfolded-new-crowdsourcing-project>

Khodorkovski et de Leonid Nevzlin lors de l'affaire Ioukos. Rappelons qu'il était en partenariat avec la Nadav Foundation de Nevzlin via le Jewish People Policy Institute (JPPI) et qu'il était au début des années 2000, membre du conseil d'administration de la Freedom House sous la direction de Bill Richardson (CFR)¹¹.

Dans les anciens présidents de la Freedom House, nous retrouvons David J. Kramer, aujourd'hui président du conseil d'administration de la Free Russia Foundation dont la présidente et fondatrice Natalia Arno est proche de la coordinatrice du Forum des nations libres de la post-Russie, Inna Kurochkina. Autre ancien président durant les années 2000, l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey qui était avec Glen E. Howard et Zbigniew Brzezinski dans le Comité américain pour la paix en Tchétchénie (ACPC), et chargé de favoriser, de manière furtive, les séparatistes tchétchènes durant les années 2000¹².

Si nous nous concentrons désormais sur la présidente du conseil d'administration, *l'honorable Jane Harman*, nous convenons qu'elle est tout aussi membre du CFR. Elle a été membre démocrate de la Chambre des représentants des États-Unis et avait succédé à Lee Hamilton au poste de représentant pour la Californie. Au début des années 2000, elle a appartenu au Comité restreint permanent de la Chambre des États-Unis sur le renseignement (*House Permanent Select Committee on Intelligence*, HPSCI)¹³, chargé de la surveillance de la communauté du renseignement des États-Unis et traitant des questions relatives à la sécurité nationale¹⁴. Jane Harman a par

¹¹ Revoir le chapitre 6 sur la Nadav Foundation.

¹² Revoir le chapitre 4 sur la Jamestown Foundation et l'ACPC.

¹³ United States House Permanent Select Committee on Intelligence (HPSCI).

¹⁴ House Permanent Select Committee on Intelligence, (07/06/2023) « *Intelligence Committee Chairman Mike Turner Holds Open Panel With Former HPSCI Members* ». [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://intelligence.house.gov/news/documentsingle.aspx?DocumentID=1225>

ailleurs siégé à des « conseils consultatifs pour la CIA, le directeur du renseignement national et les départements de la défense, de la sécurité intérieure et de l'État »¹⁵. Pourtant, en 2009, la presse révèle qu'au moment où Jane Harman était membre du HPSCI, la NSA l'avait mise sur écoute et intercepté un de ses appels téléphoniques dans lequel elle aurait traité avec un « agent israélien ». Mme Harman aurait accepté de demander un traitement clément auprès de l'administration Bush pour deux lobbyistes pro-israéliens qui faisaient l'objet d'une enquête pour espionnage¹⁶. Il s'agissait de Steve Rosen et Keith Weissman, deux analystes du Comité américain des affaires publiques d'Israël (AIPAC)¹⁷. D'après *The Guardian*, Harman figurait parmi *les plus grands bénéficiaires des largesses distribuées par la communauté des donateurs de l'AIPAC*. La NSA avait présenté ses preuves à la justice afin de procéder à une enquête mais le procureur général de l'époque, Alberto Gonzales, avait pris la décision *de l'avorter*. La raison de cet abandon par le ministère de la Justice américaine concernant l'AIPAC, toujours selon *The Guardian*, pourrait s'expliquer par la probable implication de divers responsables gouvernementaux dans l'enquête sur le lobby pro-israélien et dévoilerait ainsi une *corruption* profonde¹⁸. Ce scandale n'a pas empêché Jane Harman de devenir par la suite présidente et cheffe de direction du Wilson Center en 2011, après avoir

¹⁵ Freedom House, "Board of Trustees: Member Biographies". [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://freedomhouse.org/about-us/board-and-leadership/board-trustees-member-biographies#Wilcox>

¹⁶ LEWIS Neil A., MAZZETTI Mark (20/04/2009) « *Lawmaker Is Said to Have Agreed to Aid Lobbyists* » The New York Times. [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://www.ny-times.com/2009/04/21/us/politics/21harman.html>

¹⁷ THRUSH Glenn, BRESNAHAN John (22/04/2009) « *Harman calls out NSA* », Politico. [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://www.politico.com/story/2009/04/harman-calls-out-nsa-021537>

¹⁸ SILVERSTEIN Richard (24/04/2009) « *Caught on tape* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://www.theguardian.com/commentisfree/cifamerica/2009/apr/23/jane-harman-wiretapping-aipac>

démissionné du Congrès¹⁹. Elle a obtenu diverses récompenses au cours de sa carrière dont la Defense Department Medal for Distinguished Service en 1998²⁰, la Médaille du sceau de la CIA en 2007, le Prix du directeur de la CIA et la Médaille du directeur du service public distingué du renseignement national en 2011²¹. Pour finir, notre honorable de la Freedom House est membre du comité exécutif de la Commission Trilatérale et participante du World Economic Forum²².

Nous distinguons au sein des membres du conseil d'administration de la Freedom House :

- **Carol C. Adelman.** Chercheuse principale et directrice du Center for Global Prosperity de l'Hudson Institute. Antérieurement, elle avait travaillé pour l'USAID. Membre du conseil d'administration du Atlantic Council et membre du CFR.
- **Goli Ameri.** Ancienne Secrétaire d'État adjoint aux Affaires éducatives et culturelles sous l'administration de George W. Bush. Membre du conseil consultatif de la RAND Corporation²³.
- **Peter Bass.** Vice-président du conseil d'administration de la Freedom House. Il a occupé plusieurs postes au sein du Département d'État américain, dont celui d'assistant exécutif du conseiller à la sécurité nationale. Membre du CFR.

¹⁹ Wilson Center, "Jane Harman". [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20150310030829/https://www.wilsoncenter.org/staff/jane-harman>

²⁰ Médaille du Département de la Défense pour service distingué.

²¹ Under Secretary of Defense for Policy – U.S. Department of Defense, "Jane Harman". [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://policy.defense.gov/OUSSDP-Offices/Defense-Policy-Board/Jane-Harman/>

²² Voir ANNEXE 66, image 95.

²³ Rand Corporation, "Advisory Board". [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://www.rand.org/international/cmepp/about/advisory.html>

- **Sewell Chan.** Journaliste au *New York Times* et au *Los Angeles Times*. Membre du CFR.
- **Michael Chertoff.** Ancien secrétaire à la Sécurité intérieure des États-Unis sous l'administration de George W. Bush.
- **Carole Corcoran.** Directrice des projets spéciaux et secrétaire générale d'International Crisis Group, une organisation chargée de prévenir les conflits meurtriers. Membre du CFR.
- **Rodger Desai.** Fondateur et PDG de Prove Identity. Il avait travaillé auparavant dans la direction en ingénierie chez Exxon-Mobil et General Electric.
- **Martin Etchevers.** Responsable de la communication du groupe de médias argentin Grupo Clarín
- **Mathéa Falco.** Ancienne sous-secrétaire d'État américaine aux affaires internationales de stupéfiants et membre du CFR.
- **David L. Fogel.** Chercheur principal non-résident au Atlantic Council et a été nommé à divers postes au sein du Département d'État américain.
- **Francis Fukuyama.** Figure importante du Project for the New American Century (PNAC), et membre du CFR.
- **Jonathan Ginns.** Fondateur et associé directeur d'ACON Investments. Autrefois, consultant en gestion chez Booz Allen Hamilton.
- **Mark D. Goodman.** PDG de Colorado Nut Holding Company et antérieurement vice-président de la stratégie américaine du groupe McDonald's.
- **Dionisio Gutiérrez.** Homme d'affaires et président de la Fundación Libertad y Desarrollo.
- **Nina Jacobson.** Fondatrice de la société de production Color Force. Anciennement, présidente du Walt Disney Motion Picture Group.
- **Tom Kahn.** Consultant auprès du National Democratic Institute (NDI) et de l'International Republican Institute (IRI). Il siège également aux conseils d'administration du Jewish

Electorate Institute, de l'American Jewish Committee, de l'Israel Policy Forum et la National Coalition Supporting Eurasian Jewry. En résumé, des lobbys pro-israéliens. Membre du CFR.

- **Robert Keane.** PDG de Cimpress, une entreprise spécialisée dans la confection de vêtements.
- **Rachel Kleinfeld.** Chercheuse principale au Carnegie Endowment for International Peace.
- **Howard Konar.** Membre du conseil du United States Holocaust Memorial Museum.
- **Cater Lee.** Ancienne vice-présidente de la programmation et directrice principale du développement des programmes télévisés chez EW Scripps Company.
- **Faith Morningstar.** Psychologue et épouse de l'ancien ambassadeur américain en Azerbaïdjan et auprès de l'Union européenne, Richard Morningstar. Lequel est le président fondateur du Global Energy Center de l'Atlantic Council²⁴.
- **Sharon S. Nazarian.** Vice-présidente principale des affaires internationales de l'Anti-Defamation League (ADL), membre du cercle du président du National Democratic Institute (NDI) et membre du CFR.
- **Lynn Novick.** Réalisatrice et productrice de films documentaires.
- **Sushma Palmer.** Épouse de feu Mark Palmer. Ce dernier était ambassadeur des États-Unis en Hongrie (1986-1990), vice-président de la Freedom House et cofondateur de la NED²⁵.

²⁴ Atlantic Council, "Richard L. Morningstar". [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/richard-l-morningstar/>

²⁵ NED, (10/04/2013) « *A CELEBRATION OF THE LIFE OF AMB. MARK PALMER* ». [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://www.ned.org/events/a-celebration-of-the-life-of-amb-mark-palmer/>

- **Vivek Paul.** Ancien consultant chez Bain & Co, a siégé aux conseils d'administration de la Chambre de commerce de Californie et au conseil consultatif de la Réserve fédérale de San Francisco.
- **Maurice A. Perkins.** Directeur des affaires corporatives de la Transamerica Corporation. Il a travaillé en étroite collaboration avec le Département du Trésor et le Département d'État américain.
- **Collin Roche.** Ancien analyste chez Goldman Sachs & Company à New York.
- **Thomas P. Staudt.** Associé directeur et fondateur d'Island Peak Capital Partners.
- **Ian Simmons.** Cofondateur et directeur de la société d'investissement Blue Haven Initiative.
- **Reed V. Tuckson.** Directeur général de Tuckson Health Connections, LLC.
- **Robert H. Tuttle.** Cogérant de Tuttle-Click Automotive Group, ancien ambassadeur américain à la Cour de Saint-James, membre du conseil d'administration de la NED et du CFR.
- **Norman Willox.** Associé directeur et PDG de la société Blue-water International.

Et le dernier, le général américain à la retraite **Joseph L. Votel**, ancien commandant du United States Special Operations Command (USSOC), donc le commandement unifié chargé de superviser les opérations spéciales de toutes les forces armées américaines. Votel est membre du CFR et a reçu le Distinguished Military Leadership Award du Atlantic Council²⁶.

Nous noterons la présence marquante des membres du Council on Foreign Relations (CFR) cette fois au sein de la direction de la

²⁶ The Arab Gulf States Institute of Washington, "Joseph L. Votel". [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://agsiw.org/associates/joseph-l-votel/>

Freedom House. Au moins 12 sur les 34 membres de son conseil d'administration. Soit plus du tiers des postes.

- **United States Agency for International Development (USAID).**

L'USAID ou l'Agence des États-Unis pour le développement international, est créé en 1961 dans la continuité du plan Marshall d'après-guerre. Initialement, cette agence gouvernementale américaine s'était donnée pour mission de venir en aide aux pays en développement pour contrer l'influence soviétique dans le contexte de la Guerre froide. Encourager l'activité économique, le développement des infrastructures et l'aide humanitaire pour *gagner les cœurs et les esprits* des populations afin d'imposer son modèle et ses références. En bref, l'emploi du *soft power* américain pour créer une *séduction irrésistible*, dixit Zbigniew Brzezinski dans son livre *Le Grand Échiquier*. L'objectif étant aussi de déstabiliser les pays hostiles à la politique américaine. Durant les années 1970-1980, la CIA va utiliser l'USAID pour infiltrer les milieux politiques, comme en Amérique latine, pour fragiliser les régimes socialistes, voire pour appuyer les régimes autoritaires²⁷. Nous pouvons citer le cas de Dan Anthony Mitrione. Cet instructeur américain était le directeur de l'Office of Public Safety (OPS), un programme du gouvernement américain au sein de l'USAID en Uruguay²⁸. Il fut chargé de former la police uruguayenne aux techniques de contre-insurrection envers la guérilla communiste, y compris dans l'emploi de la torture sur les

²⁷ EGE (25/02/2015) « *L'USAID, une ONG au service de la puissance des États-Unis dans le monde* ». [En ligne] Consulté le 13 août 2023.
URL : <https://www.ege.fr/infoguerre/2015/02/lusaid-une-ong-au-service-de-la-puissance-des-etats-unis-dans-le-monde>

²⁸ The National Security Archive, (11/08/2010) « *TO SAVE DAN MITRIONE NIXON ADMINISTRATION URGED DEATH THREATS FOR URUGUAYAN PRISONERS* ». [En ligne] Consulté le 13 août 2023.
URL : <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB324/index.htm>

prisonniers²⁹. La CIA, via l'USAID, fournissait les formations et l'équipement aux forces de sécurité alliées des États-Unis dans le monde³⁰. Aujourd'hui, l'USAID continue toujours d'être considérée comme le *bras armé* de la politique étrangère américaine enveloppée sous le drapeau humanitaire et de la défense des droits de l'homme. Nous pouvons observer cette influence dans les financements et les partenariats avec les ONG, les instituts, voire avec les médias que nous vous avons exposés dans l'ouvrage. L'USAID est financée directement par la Maison-Blanche et elle est dépendante du Département d'État américain. Pour l'année 2024, l'administration de Joseph Biden compte soumettre au Congrès un budget de 63,1 milliards de dollars pour le Département d'État américain, dont 32 milliards d'aides étrangères pour l'USAID, soit une progression de 10% par rapport à l'année précédente (29,4 milliards \$ en 2023)³¹.

Depuis 2021, l'USAID est présidée par **Samantha Power**, nommée à ce poste par le président Joseph Biden et confirmée par le Congrès des États-Unis. Elle est l'ancienne ambassadrice américaine pour les Nations-Unies sous l'administration de Barack Obama. Antérieurement, de 2009 à 2013, elle était membre du Conseil de sécurité nationale (NSC) en tant qu'assistante spéciale du président et directrice principale des affaires multilatérales et des droits de l'homme³². En 2002, elle a rédigé un livre intitulé : *A Problem from*

²⁹ Dan Mittrione sera capturé, puis exécuté par le mouvement révolutionnaire Tupamaros en 1970.

SCHMIDT, A., & SIKKINK, K. (2018). Partners in Crime: An Empirical Evaluation of the CIA Rendition, Detention, and Interrogation Program. *Perspectives on Politics*, 16(4), 1014-1033. doi:10.1017/S1537592717004224 (consulté le 13 août 2023).

³⁰ Voir ANNEXE 67, image 96.

³¹ USAID, "Fiscal Year 2023 President's Budget Request". [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://www.usaid.gov/news-information/press-releases/mar-28-2022-fiscal-year-2023-presidents-budget-request>

³² Samanthapower.com, "about". [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : <https://samanthapower.com/about/>

Hell : America and the Age of Genocide (Un problème de l'Enfer : L'Amérique et l'ère du génocide), un ouvrage dans lequel elle décrit les usages par la puissance américaine, sur la scène politique intérieure ou dans sa politique étrangère, de la qualification d'une situation en termes de « génocide », pour offrir un éclairage historique des politiques d'interventions – ou plutôt de non-intervention – des États-Unis dans des crises extérieures. En clair, elle justifie l'interventionnisme américain dans le monde au nom de la prévention contre les génocides, de l'humanitaire et des responsabilités morales. C'est donc en toute logique que Samantha Power a été favorable à l'intervention militaire américaine en Irak en 2003³³, à celle en Libye en 2011 et avait même poussé, sans succès, le président Obama à intervenir en Syrie, en 2013³⁴. Le magazine *The New Yorker* la dépeint en *Jeanne d'Arc de l'intervention humanitaire*³⁵. Petit détail, son livre, qui a reçu le prix Pulitzer, a été rédigé avec le soutien financier de l'Open Society Institute de George Soros³⁶. En 2016, elle reçut le prix Henry A. Kissinger de l'Université

³³ Charles Johnson (15/06/2013) « *Samantha Power: Iraq war will "going to make Iraq a more humane place."* » YouTube. 0min35sec. [En ligne] Consulté le 15 août 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=hrRC77QtYcY>

³⁴ BOHLEN Celestine (05/02/2003) « *On a Mission To Shine A Spotlight On Genocide; Samantha Power's Mind Leaps From Bosnia to Iraq* », New York Times. [En ligne] Consulté le 15 août 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2003/02/05/books/mission-shine-spotlight-genocide-samantha-power-s-mind-leaps-bosnia-iraq.html>

³⁵ FILKINS Dexter (06/09/2019) « *The Moral Logic of Humanitarian Intervention* », The New Yorker. [En ligne] Consulté le 15 août 2023. URL : <https://www.newyorker.com/magazine/2019/09/16/the-moral-logic-of-humanitarian-intervention>

³⁶ DEZALAY Sara, « *Crimes de guerre et politiques impériales. L'espace académique américain entre droit et politique* », Actes de la recherche en sciences sociales, 2008/3 (n° 173), p. 44-61. DOI : 10.3917/arss.173.0044. [En ligne] Consulté le 15 août 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-actes-de-la-recherche-en-sciences-sociales-2008-3-page-44.htm>

américaine de Berlin qui récompense chaque année une personne pour sa contribution aux relations transatlantiques. Un prix qu'elle recevra des mains d'Henry Kissinger lui-même. L'ironie a voulu que par le passé, Mme Power avait critiqué sévèrement les actions d'Henry Kissinger du temps où il était conseiller à la sécurité nationale puis secrétaire d'État sous les présidents Richard Nixon et Gerald Ford³⁷. En effet, Kissinger était notamment impliqué dans d'importants crimes de guerre dans le monde. Particulièrement dans le renversement et la mort du président du Chili élu démocratiquement, Salvador Allende, et qui a conduit à la dictature du général Pinochet ; ou encore d'avoir poussé à prolonger la guerre du Vietnam inutilement³⁸. Au moment de la remise du prix, la Jeanne d'Arc de l'intervention humanitaire n'a apparemment pas entendu les voix de la moralité et de la pitié. Enfin, Samantha Power est ancienne boursière en affaires internationales du Council on Foreign Relations (2000-2001)³⁹. Le CFR nous revoilà.

La direction de l'USAID est composée de :

Paloma Adams Allen – Isobel Coleman, chercheuse principale au CFR et qui a commencé sa carrière chez McKinsey & Co. –

³⁷ JILANI Zaid (29/05/2016) « *SAMANTHA POWER TO RECEIVE PRIZE FROM HENRY KISSINGER, WHOM SHE ONCE HARSHLY CRITICIZED* », The Intercept. [En ligne] Consulté le 15 août 2023. URL : <https://theintercept.com/2016/05/29/samantha-power-to-receive-prize-from-henry-kissinger-whom-she-once-harshly-criticized/>

³⁸ FROOMKIN Dan (12/02/2016) « *HENRY KISSINGER'S WAR CRIMES ARE CENTRAL TO THE DIVIDE BETWEEN HILLARY CLINTON AND BERNIE SANDERS* », The Intercept. [En ligne] Consulté le 15 août 2023. URL : <https://theintercept.com/2016/02/12/henry-kissingers-war-crimes-are-central-to-the-divide-between-hillary-clinton-and-bernie-sanders/>

³⁹ Council on Foreign Relations, (15/06/2022) « *2022 International Affairs Fellowship (IAF) Conference Keynote Session With Samantha Power* ». [En ligne] Consulté le 15 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/event/2022-international-affairs-fellowship-iaf-conference-keynote-session-samantha-power>

Clinton D. White – **Dennis Vega**, ayant travaillé au Département d'État sous l'administration Obama – **Adetola Abiade**, qui a occupé le poste de responsable des ressources humaines chez JP Morgan Chase – **Colleen Allen** – **Liza Almo** – **Cheryl L. Anderson** – **Kimberly Ball**, ancienne négociatrice de contrats avec l'US Air Force – **Sarah Charles**, ayant fait partie du personnel du Conseil de sécurité nationale (NSC) à la Maison-Blanche – **Neneh Diallo**, directrice de la diversité et de l'inclusion au Millenium Challenge Corporation – **Laila ElGohary** – **Marcela Escobari**, *Senior Fellow* chez Brookings Institute – **Dina Esposito**, qui avait déjà travaillé auparavant pour le Département d'État américain – **Atul Gawande**, ancienne PDG d'Haven, l'entreprise de soins de santé Amazon, Berkshire Hathaway et JPMorgan Chase – **Jason Gray**, qui a travaillé comme ingénieur chez Lockheed Martin – **Jodi Herman**, qui a été vice-présidente des relations gouvernementales et des affaires publiques pour la NED et ancienne directrice du personnel du comité sénatorial des relations étrangères pour le sénateur Ben Cardin (coprésident de la Commission Helsinki) – **Robert Jenkins**, ayant fait sa carrière au Senior Executive Service – **Dean Karlan** – **Erin Elizabeth McKee** – **Reginald W. Mitchell**, ancien militaire ayant servi dans la marine américaine sur des sous-marins nucléaires – **Monde Muyangwa**, qui a siégé au conseil d'administration de la Freedom House – **Roman Napoli**, ancien directeur des politiques au Bureau de l'aide étrangère du Département d'État – **Andrew Plitt**, ayant fait sa carrière au Senior Foreign Service (le service diplomatique du gouvernement américain) – **Michael Schiffer**, qui a collaboré avec le CFR – **Sheryl Stumbras**, qui a fait sa carrière au Senior Foreign Service – **Michele Sumilas**, chargée d'affaires au CFR avec le Center for Strategic & International Studies (CSIS) – **John Voorhees**, membre du Senior Executive Service (SES) et ancien commandant adjoint (*Chief Operating Officer*) pour le US Army Criminal Investigation Command (USACIDC)⁴⁰.

⁴⁰ USAID, "Samantha Power". [En ligne] Consulté le 15 août 2023.

URL : <https://www.usaid.gov/about-us/organization/leadership-listing>

La présence du CFR est moindre dans la direction de l'USAID, avec seulement 4 postes sur 28. Soit, même pas 15% de l'effectif.

- **La National Endowment for Democracy (NED) ou la « deuxième CIA ».**

La NED est une « organisation non gouvernementale » créée en 1983 sur décision de l'administration Reagan⁴¹. Le 8 juin 1982, lors de son discours au palais de Westminster à Londres, le président des États-Unis avait détaillé l'objectif qui allait devenir celui de l'ONG : *favoriser l'infrastructure de la démocratie, le système d'une presse libre, des syndicats, des partis politiques, des universités, ce qui permet à un peuple de choisir sa propre voie pour développer sa propre culture, pour concilier ses propres différences par des moyens pacifiques*⁴². Cette promotion de la démocratie comme outil d'influence dans la Guerre froide fut connue initialement sous le nom de « Democracy Program » et devait être coordonnée directement par l'Agence d'information des États-Unis (USIA). L'un de ces exemples emblématiques en matière de soutien aux organisations prodémocraties fut le mouvement Solidarność (en polonais « Solidarité ») dirigé par Lech Wałęsa. Au moment de la chute du mur de Berlin et des derniers jours de la Guerre froide, la NED avait financé à hauteur de 2,5 millions de dollars Solidarność lors de la campagne présidentielle de Pologne en 1990. Wałęsa remporta haut la main les élections avec 74,25% des voix⁴³. Une fois à la tête de la présidence

⁴¹ Il s'agit de la directive secrète NSDD-77 signée par le président Ronald Reagan qui ordonne de créer une infrastructure pour contribuer « à la campagne globale pour la démocratie ».

⁴² SEIB Philip (06/08/2012) « *The Reagan Legacy and Democracy* », The Huffington Post. [En ligne] Consulté le 15 août 2023. URL : https://www.huffpost.com/entry/reagan-westminster-speech_b_1573652

⁴³ DUCH Wojtek (10/07/2020) « *Pierwsze wybory prezydenckie w Polsce. Brutalna kampania i Wałęsa kontra czarna teczka* », Historia.org.pl. [En ligne] Consulté le 16 août 2023. URL :

de la République de Pologne, le nouvel allié de Washington a entrepris un virage ultralibéral en encourageant les privatisations tout en ayant promis que chaque Polonais recevrait 100 millions de zlotys avec pour slogan de *rendre au peuple ce que les communistes lui ont volé*⁴⁴. Promesse qui ne fut pas tenue et qui conduira plus tard Wałęsa à reconnaître son échec⁴⁵. Mais sa réussite aura été de rapprocher la Pologne de la Communauté économique européenne (CEE)⁴⁶ et de l'OTAN. Cette ingérence de la NED dans les processus électoraux et dans les mouvements prodémocraties ne fut pas la dernière en son genre. Cette tactique fut répétée à d'innombrables reprises aux quatre coins du monde grâce à l'aide du financement croissant du Congrès américain. En effet, le budget octroyé à la NED était au milieu des années 2000 estimé à 60 millions de dollars et investi dans 80 pays⁴⁷. En 2022, la NED disposait d'un budget de

<https://historia.org.pl/2020/07/10/pierwsze-powszechne-wybory-prezydenckie-w-polsce-walesa-kontra-czarna-teczka-i-podzialy-w-solidarnosci/>

⁴⁴ WNEK Konrad (11/12/2017) « *Czy Lech Wałęsa naprawdę obiecał, że da każdemu Polakowi 100 milionów złotych?* », twojahistoria.pl. [En ligne] Consulté le 16 août 2023. URL : <https://twojahistoria.pl/2017/11/12/czy-lech-walesa-naprawde-obiecal-ze-da-kazdemu-polakowi-100-milionow-zlotych/>

⁴⁵ Bankier.pl (29/04/2015) « *Wałęsa gorzko o prywatyzacji: Nie udało mi się* ». [En ligne] Consulté le 16 août 2023. URL : <https://www.bankier.pl/wiadomosc/Walesa-gorzko-o-prywatyzacji-Nie-udalo-mi-sie-7255524.html>

⁴⁶ L'ancêtre de l'Union européenne. La CEE disparaît en 1993 avec le traité de Maastricht.

⁴⁷ RICHE Pascal (12/03/2005) « *Le NED ou l'a(r)gent de la liberté* », Libération. [En ligne] Consulté le 16 août 2023. URL : https://www.liberation.fr/evenement/2005/03/12/le-ned-ou-l-argent-de-la-liberte_512662/

294 millions de dollars et investi dans 101 pays⁴⁸. Soit une multiplication presque par cinq de son budget en 17 ans.

Derrière ces ingérences de la NED, beaucoup voient l'ombre de la CIA utilisant cette ONG pour faire avancer l'agenda géopolitique des États-Unis. L'ancien agent de la CIA Philip Agee déclarait à ce propos :

Aujourd'hui, au lieu d'avoir juste la CIA qui circule dans les couloirs et essaie de manipuler le processus secrètement en insérant de l'argent ici et des instructions là et ainsi de suite, ils ont maintenant un acolyte, qui est ce National Endowment for Democracy⁴⁹.

Peu après, on retrouve la NED au centre des révolutions de couleurs en Europe de l'Est et en Asie centrale, les printemps arabes, les mouvements prodémocraties et autonomistes de Hong Kong. Le ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine reprend même le qualificatif de *deuxième CIA* pour désigner cette organisation⁵⁰. La NED fut d'ailleurs la première ONG *indésirable* à être frappée d'une interdiction du territoire par la Fédération de Russie⁵¹. Nous devons réaborder le fait que le fondateur et

⁴⁸ NED, "2022 Annual Report". [En ligne] Consulté le 16 août 2023.
URL : <https://www.ned.org/2022-annual-report/>

⁴⁹ KENNARD Matt, CURTIS Mark (17/01/2022) « '*CIA SIDEKICK*' GIVES £2.6M TO UK MEDIA GROUPS », DeclassifiedUK. [En ligne] Consulté le 16 août 2023. URL : <https://declassifieduk.org/cia-sidekick-gives-2-6m-to-uk-media-groups/>

⁵⁰ Ministry of Foreign Affairs of the People's Republic of China (07/05/2022) « *Fact Sheet on the National Endowment for Democracy* ». [En ligne] Consulté le 16 août 2023. URL : https://www.fmprc.gov.cn/eng/zxxx_662805/202205/t20220507_10683090.html

⁵¹ LUHN Alec (28/07/2015) « *National Endowment for Democracy is first 'undesirable' NGO banned in Russia* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 16 août 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2015/jul/28/national-endowment-for-democracy-banned-russia>

président de la NED était Carl Gershman, un proche des milieux néoconservateurs américains, pro-israéliens et pro-ukrainiens (George W. Bush Institute, Anti Defamation League, American Jewish Congress, Kyiv Jewish Forum). Il ne quitta la présidence de l'ONG qu'en 2021 où il est remplacé par **Damon Wilson**, qui n'est autre que le vice-président exécutif du think tank Atlantic Council. Auparavant, Wilson travaillait au Conseil de sécurité national (NSC) en tant que directeur pour les affaires d'Europe centrale, de l'Est et du Nord sous l'administration de George W. Bush (2001-2004) et directeur adjoint du cabinet du secrétaire général de l'OTAN, Lord Robertson (2001-2004). Puis, il a occupé diverses fonctions au Bureau de la sécurité européenne et des affaires politiques du Département d'État, au « China desk » et à l'ambassade des États-Unis à Pékin⁵². Le 4 mars 2022, lors d'un forum de la NED, Damon Wilson affirmait fièrement que l'Ukraine était le quatrième plus grand programme de subventions de la NED dans le monde. Damon nous révèle que le partenariat entre la NED et l'Ukraine remontait à 1989, soit avant l'indépendance du pays vis-à-vis de l'URSS⁵³.

La NED subventionne *quatre instituts principaux* qui sont associés *aux partis démocrate et républicain, à l'AFL-CIO*⁵⁴ et à la *Chambre de commerce* [américaine]⁵⁵. Ces instituts sont Solidarity

⁵² NED (02/06/2021) « *NATIONAL ENDOWMENT FOR DEMOCRACY NAMES DAMON WILSON AS NEW PRESIDENT* ». [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <https://www.ned.org/national-endowment-for-democracy-names-new-president-damon-wilson/>

⁵³ NED (04/03/2022) « *A CONVERSATION WITH NED PARTNERS ON THE SITUATION IN UKRAINE* ». [En ligne] Consulté le 21 juin 2023. URL : <https://www.ned.org/events/a-conversation-with-ned-partners-on-the-situation-in-ukraine/>

⁵⁴ L'**AFL-CIO** est la Fédération américaine du travail - Congrès des organisations industrielles, le principal regroupement syndical des États-Unis.

⁵⁵ OWINGS Adrienne (20/11/2017) « *An Interview With Carl Gershman '65, President of the National Endowment for Democracy* », The Politic. [En ligne] Consulté le 16 août 2023. URL :

Center, Center for International Private Enterprise, le National Democratic Institute (NDI), et l'International Republican Institute (IRI).

Au sein de la direction du conseil d'administration de la NED, nous remarquons la présence de :

- **Kenneth Wollack**, le *chairman* de la NED. Membre du Conseil consultatif sur la liberté humaine du George W. Bush Institute. Il était avant cela et pendant plus de 25 ans, le président du National Democratic Institute (NDI), et ancien directeur législatif du lobby pro-israélien, l'AIPAC. Il a fait partie de plusieurs groupes de travail parrainés par la Brookings Institution, le United States Institute of Peace (USIP), l'Atlantic Council et le Council on Foreign Relations (CFR)⁵⁶.
- **Eileen Donahoe**, vice-présidente de la NED. Ancienne ambassadrice des États-Unis auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies sous l'administration du président Barack Obama, ainsi qu'ancienne directrice des affaires mondiales de l'ONG Human Rights Watch (financée entre autres par Soros)⁵⁷. Elle est membre du CFR et du Conseil sur l'avenir des droits de l'homme du World Economic Forum⁵⁸.

<https://web.archive.org/web/20180312033740/https://thepolitic.org/an-interview-with-carl-gershman-65-president-of-the-national-endowment-for-democracy/>

⁵⁶ NED, "KENNETH WOLLACK (PRÉSIDENT)". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/kenneth-wollack/>

⁵⁷ NED, "EILEEN DONAHOE". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20221205080935/https://www.ned.org/experts/eileen-donahoe/>

⁵⁸ World Economic Forum, "EILEEN DONAHOE". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/eileen-donahoe>

- **Peter Roskam**, vice-président de la NED. Ancien représentant républicain de l'Illinois⁵⁹.
- **David Skaggs**, vice-président de la NED. Ancien représentant démocrate américain du Colorado et ancien directeur exécutif du Center for Democracy & Citizenship de l'Aspen Institute⁶⁰.
- **Marlene Colucci**. Directrice exécutive du Business Council et ancienne assistante spéciale du président George W. Bush au Bureau de la politique intérieure⁶¹.
- **Jendayi Frazer**. Chercheuse principale adjointe pour les études sur l'Afrique au CFR⁶².

Viennent ensuite les autres membres du conseil d'administration :

- **Jessica Adelman**. Vice-présidente des affaires générales et des communications mondiales chez Mars. Auparavant, elle occupait des fonctions de cadre dans l'industrie alimentaire tel que chez Cargill et Monsanto⁶³.
- **Stuart Appelbaum**. Vice-président de l'AFL-CIO et membre du Comité national démocrate. Il est aussi président du Jewish Labor Committee et membre du Conseil exécutif de la Conférence des présidents des principales organisations juives américaines⁶⁴ dans laquelle nous retrouvons l'AIPAC, le B'nai B'rith, l'Anti-

⁵⁹ NED, "PETER ROSKAM". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/peter-roskam/>

⁶⁰ NED, "DAVID E. SKAGGS". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/david-e-skaggs/>

⁶¹ NED, "MARLENE COLUCCI". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/marlene-colucci/>

⁶² NED, "JENDAYI FRAZER". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/jendayi-frazer/>

⁶³ NED, "JESSICA ADELMANN". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/jessica-adelman/>

⁶⁴ En anglais, Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations.

Defamation League (ADL), ou encore l'American Jewish Committee⁶⁵.

- **Anne Applebaum.** Rédactrice pour *The Atlantic*, donc le même média où le chercheur du Hudson Institute Casey Michel avait fait un plaidoyer pour la décolonisation de la Russie. Elle était aussi membre du comité de rédaction du *Washington Post*. Mais le plus intéressant étant qu'Anne Applebaum est la femme de Radek Sikorski, le député européen polonais et farouchement atlantiste qui a remercié les États-Unis pour le sabotage des gazoducs Nord Stream. En 2009, elle a été placée sous protection policière après que sa voiture avait subi *une explosion mystérieuse*, échappant de peu à la déflagration⁶⁶. Membre du CFR.
- **Liliana Ayaldea.** Ancienne ambassadrice américaine au Brésil et au Paraguay. Elle a été administratrice adjointe principale du Bureau de l'Amérique latine et des Caraïbes de l'USAID⁶⁷.
- **Stephen E. Biegun.** Vice-président principal de la compagnie Boeing, et ancien vice-président chez Ford Motor Company. Ancien secrétaire exécutif du Conseil de sécurité nationale (NSC) de la Maison Blanche. Il fut conseiller et adjoint de la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice⁶⁸. Membre du CFR.

⁶⁵ Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations, Member organizations. [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://conferenceofpresidents.org/member-organizations/>

⁶⁶ AFP (06/12/2019) « *Pologne : protection policière pour l'épouse du ministre Sikorski* », Lapresse.ca. [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.lapresse.ca/international/europe/200912/06/01-928464-pologne-protection-policier-pour-lepouse-du-ministre-sikorski.php#>

⁶⁷ NED, "LILIANA AYALDE". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/liliana-ayalde/>

⁶⁸ NED, "STEPHEN E. BIEGUN". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/stephen-e-biegun/>

- **Roxanne Brown.** Vice-présidente internationale de United Steelworkers, un syndicat des métallos⁶⁹.
- **Scott Carpenter.** Directeur général de Jigsaw, une société de Google et a codirigé le programme européen de l'International Republican Institute (IRI). Il a été le sous-secrétaire d'État adjoint au Bureau des affaires du Proche-Orient sous l'administration de George W. Bush. Il a siégé au conseil d'administration de RFE/RL et il est membre du CFR⁷⁰.
- **Joaquin Castro.** Représentant démocrate au Congrès des États-Unis.
- **Victor D. Cha.** *Senior Fellow* in Human Freedom au George W. Bush Institute de Dallas, Texas, et contributeur de nouvelles pour MSNBC et NBC News. Membre du CFR.
- **Kelley Currie.** Ancienne ambassadrice itinérante des États-Unis pour les questions mondiales relatives aux femmes et représentante des États-Unis aux Nations Unies. Elle est senior Fellow au Project 2049 Institute⁷¹, un groupe de réflexion plaçant pour *une normalisation* des rapports diplomatiques entre les États-Unis et Taïwan. En somme, reconnaître Taïwan comme un état indépendant⁷².
- **Daniel Fried.** Ancien diplomate américain en Pologne. Il a servi de directeur principal du Conseil de sécurité national (NSC) pour les présidents Clinton et Bush. Puis, il a élaboré aussi

⁶⁹ NED, "ROXANNE BROWN". [En ligne] Consulté le 17 août 2023.
URL : <https://www.ned.org/experts/roxanne-brown/>

⁷⁰ NED, "SCOTT CARPENTER". [En ligne] Consulté le 17 août 2023.
URL : <https://www.ned.org/experts/scott-carpenter/>

⁷¹ NED, "KELLEY CURRIE". [En ligne] Consulté le 17 août 2023.
URL : <https://www.ned.org/experts/kelley-currie/>

⁷² EVERINGTON Keoni (28/11/2019) « *American think tank pitching US-Taiwan joint communiqué to normalize relations* » Taiwan News. [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.taiwan-news.com.tw/en/news/3826493>

l'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale⁷³. Il est membre émérite de la famille Weiser au Atlantic Council⁷⁴.

- **Amaney A. Jamal.** Doyenne de la Princeton School of Public and International Affairs (SPIA). Membre du CFR.
- **Rachel Kleinfeld.** Membre du conseil d'administration de la Freedom House⁷⁵.
- **Mel Martinez.** Ancien sénateur républicain américain. Il a été nommé par le président George W. Bush comme secrétaire du Département américain du logement et du développement urbain⁷⁶.
- **Dayton Ogden.** PDG de Spencer Stuart⁷⁷.
- **Minxin Pei.** Associé principal au Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)⁷⁸. Membre du CFR.
- **Marc F. Plattner.** Fondateur et coéditeur du *Journal of Democracy* et coprésident du Conseil de recherche de l'International Forum for Democratic Studies de la NED⁷⁹. Membre CFR.

⁷³ NED, "DANIEL FRIED". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/ambassador-daniel-fried/>

⁷⁴ Atlantic Council, "Daniel Fried". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/daniel-fried/>

⁷⁵ NED, "RACHEL KLEINFELD". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/rachel-kleinfeld/>

⁷⁶ NED, "MEL MARTINEZ". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/mel-martinez/>

⁷⁷ NED, "DAYTON OGDEN". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/dayton-ogden/>

⁷⁸ NED, "MINXIN PEI". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/minxin-pei-2/>

⁷⁹ NED, "MARC PLATTNER". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.ned.org/experts/marc-plattner/>

- **Nadia Schadlow**. *Senior Fellow* au Hudson Institute et membre du CFR⁸⁰.
- **Elise Stefanik**. Membre républicaine de la chambre des représentants des États-Unis et ancienne membre du personnel du Conseil de politique intérieure du président George W. Bush⁸¹.
- **Scott Taylor**. Doyen de la Frederick S. Pardee School of Global Studies de l'Université de Boston. Membre du CFR⁸².

Nous comptons 11 membres du CFR sur les 27 qui compose la direction de la NED. Soit 40% des postes.

Pour terminer, rappelons que la NED avait accordé une bourse à Ilyas Akhmadov, le ministre des Affaires étrangères de la République tchétchène d'Ichkérie en exil aux États-Unis. Une autre avait été décernée à la journaliste et militante pour l'indépendance de la Circassie et pour la *décolonisation de la Russie*, Fatima Tlisova. Et une dernière à Paul Massaro, membre de la Commission Helsinki (CSCE) et futur participant Forum des nations libres de la post-Russie. La NED est parallèlement l'un des donateurs parrainant le contenu produit par les journalistes du *Kyiv Post* qui fait la promotion du Forum. L'*Euromaidan Press*, autre promoteur du Forum, est aussi subventionné par la NED, via le National Democratic Institute (NDI). Sans oublier que la NED a reçu Janusz Bugajski, membre de la Jamestown Foundation et futur participant du Forum, pour qu'il intègre l'un de ses programmes. Nous citons aussi David Satter, qui avait auparavant collaboré avec la NED et qui travaille aujourd'hui pour la Justice for Journalists Foundation (JJF) avec Mikhaïl Khodorkovski et Leonid Nevzlin, ainsi que pour l'académie de justice

⁸⁰ NED, "NADIA SCHADLOW". [En ligne] Consulté le 17 août 2023.
URL : <https://www.ned.org/experts/dr-nadia-schadlow/>

⁸¹ NED, "ELISE STEFANIK". [En ligne] Consulté le 17 août 2023.
URL : <https://www.ned.org/experts/the-honorable-elise-stefanik/>

⁸² NED, "SCOTT D. TAYLOR". [En ligne] Consulté le 17 août 2023.
URL : <https://www.ned.org/experts/scott-d-taylor/>

de Bruxelles (JunibruX), partenaire de l'Union du Caucase. Et le summum, Jeffrey Gedmin, autre membre du JFF et ancien président de RFE/RL, était membre du conseil de recherche de la NED. La deuxième CIA tourbillonne de manière assez proche autour des souteneurs de la post-Russie.

- **L'International Republican Institute (IRI).**

L'IRI ou Institut républicain international est une organisation subventionnée par la NED, de ce fait par le Congrès des États-Unis, et proche du parti républicain américain. Il a été présidé pendant longtemps par le feu sénateur John McCain, et ancien candidat malheureux à l'élection présidentielle face à Barack Obama en 2008. Il dirigeait l'IRI au moment des révolutions de couleurs qui secouaient l'Europe balkanique et de l'Est vers le début des années 2000⁸³. Il s'était même rendu à Kiev au moment des événements de l'Euro-maidan où il a rencontré l'opposition ukrainienne, dont le leader du parti Svoboda, Oleh Tyahnybok⁸⁴, mais aussi Vitali Klitschko, dont le parti politique, l'UDAR, est en partenariat avec l'IRI⁸⁵. Lorsque John McCain est décédé en 2018, un groupe de réflexion portant son nom a vu le jour, le McCain Institute. Il est rattaché à l'université de l'État de l'Arizona.

⁸³ MASCARO Maria Pia, MALO Antoine (15/09/2008) « *Les faucons de John McCain* » Le JDD. [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.lejdd.fr/International/Les-faucons-de-John-McCain-87227-3269012>

⁸⁴ TAYLOR Adam (16/12/2013) « John McCain Went To Ukraine And Stood On Stage With A Man Accused Of Being An Anti-Semitic Neo-Nazi », (op.cité).

⁸⁵ Associated Press (17/12/2013) « *Ukraine's Klitschko vacates heavyweight title to focus on politics* », Fox News. [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://www.foxnews.com/sports/ukraines-klitschko-vacates-heavyweight-title-to-focus-on-politics>

Aujourd'hui, le président de l'IRI est le sénateur républicain de l'Alaska, **Daniel S. Sullivan**. C'est un membre du CFR.

Le conseil d'administration de l'IRI est assuré par :

Randy Scheunemann. Vice-président de l'IRI et conseiller stratégique au Halifax International Security Forum⁸⁶, une plateforme de discussions traitant de la sécurité internationale et de la coopération entre les démocraties du monde. Il a pour partenaires et supporters le gouvernement du Canada, le *Foreign Affairs* – le magazine du CFR, Politico, l'OTAN, la Konrad Adenauer Stiftung, General Atomics Aeronautical et même Amazon Web Services⁸⁷.

Se démarquent parmi tous les administrés : **Cheryl F. Halpern**. Elle a été membre de l'U.S. Holocaust Memorial Council, et du conseil d'administration de l'International Broadcasting (IBB) et ancienne directrice de RFE/RL⁸⁸. **Frank J. Fahrenkopf Jr**, l'un des fondateurs de l'IRI et de la NED⁸⁹. Le général américain **H. R. McMaster**, l'ancien conseiller à la sécurité nationale sous le président Donald Trump, membre du CFR et participant au Groupe Bilderberg en 2017⁹⁰. **David J. Kramer**, ancien président de la

⁸⁶ IRI, "Randy Scheunemann". [En ligne] Consulté le 17 août 2023.

URL : <https://www.iri.org/who-we-are/iri-experts/randy-scheunemann/>

⁸⁷ Halifax International Security Forum, "PARTENAIRES & SPONSORS". [En ligne] Consulté le 17 août 2023. URL : <https://halifax-theforum.org/partners-sponsors#>

⁸⁸ U.S. Government, « *NOMINATIONS TO THE BOARD OF DIRECTORS OF THE CORPORATION FOR PUBLIC BROADCASTING* », Senate Hearing 110-1226, 17 september 2008. [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-110shrg80430/html/CHRG-110shrg80430.htm>

⁸⁹ IRI, "Frank J. Fahrenkopf, Jr.". [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.iri.org/who-we-are/iri-experts/frank-j-fahrenkopf-jr/>

⁹⁰ SKELTON Charlie (01/06/2017) « *Bilderberg 2017: secret meeting of global leaders could prove a problem for Trump* » The Guardian. [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL :

Freedom House, et président du conseil d'administration de la Free Russia Foundation dirigée par Natalia Arno, proche des partisans de la *décolonisation de la Russie* et du Forum des nations libres de la post-Russie.

Puis viennent : **Alec L. Poitevint II** – **Kelly Ayotte**, ancienne sénatrice républicaine et membre du conseil d'administration du McCain Institute⁹¹ – **Judy A. Black** – **Gahl Hodges Burt** – nous retrouvons **J. Scott Carpenter**, membre du conseil d'administration de la NED et membre du CFR – le sénateur républicain de l'Arkansas **Tom Cotton** – la sénatrice républicaine de l'Iowa **Joni Ernst** – **Alison B. Fortier**, qui a siégé au conseil d'administration de Freedom House, ainsi qu'au conseil consultatif sur la sécurité internationale auprès de la secrétaire d'État Condoleezza Rice⁹² – **Christopher J. Fussner** – le sénateur républicain de la Caroline du Sud **Lindsey Graham**, membre de la commission sénatoriale du budget et *l'un des plus fervents de la défense nationale robuste*⁹³ ; la représentante républicaine du Texas et membre du CFR – **Kay Granger** – **Janet Mullins Grissom**, ancienne directrice des affaires politiques de la Maison-Blanche sous le président George H.W. Bush – **William J. Hybl** – **Mark Kirk**, qui a servi pendant 23 ans en tant qu'officier du renseignement dans la réserve de la marine américaine⁹⁴ et participant à la conférence d'Herzliya – **James T. Kolbe** (décédé) – **Tami Longaberger** – **Peter T. Madigan** – **Constance**

<https://www.theguardian.com/us-news/2017/jun/01/bilderberg-trump-administration-secret-meeting>

⁹¹ McCain Institute, "Kelly Ayotte". [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.mccaininstitute.org/fr/a-propos-de-linstitut/leadership-fr/kelly-ayotte/>

⁹² IRI, "Alison B. Fortier". [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.iri.org/who-we-are/iri-experts/alison-b-fortier/>

⁹³ McCain Institute, "Lindsey Graham". [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.mccaininstitute.org/fr/le-forum-de-se-dona/haut-parleurs/senateur-lindsey-graham/>

⁹⁴ IRI, "Mark Kirk". [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.iri.org/who-we-are/iri-experts/mark-kirk/>

Berry Newman, ancienne sous-secrétaire d'État américain aux affaires africaines et *Nonresident Senior Fellow* au Atlantic Council⁹⁵ – le sénateur de l'Utah **Mitt Romney** – le sénateur de Floride **Marco Rubio** – **Joseph R. Schmuckler** – **Kristen Silverberg**, ancienne ambassadrice américaine pour l'Union européenne et membre du (CFR) – **Frances Townsend**, membre du CFR – l'ancien ambassadeur **Gaddi Vasquez** – et **Olin D. Wethington**, membre du CFR⁹⁶.

Les membres du CFR occupent 7 postes sur 31, soit 22,5% de l'effectif. Le pourcentage monte à 23,3%, si nous enlevons de l'équation James T. Kolbe, décédé en 2022.

- **Le National Democratic Institute (NDI).**

Le NDI ou l'Institut national démocratique est comme son analogue l'IRI, financé par la NED, à la différence qu'il est plus proche du parti démocrate américain. La NDI, tout comme l'IRI, la NED, la Freedom House ou encore l'USAID, a été impliquée dans les révolutions de couleurs qui ont fait basculer en Europe les régimes favorables à Moscou pour y substituer des gouvernements pro-américains.

Le président de cette structure se nomme **Derek Mitchell**. De 2001 à 2009, il a été chercheur principal du programme de sécurité internationale pour l'Asie du think tank néoconservateur Center for Strategic and International Studies (CSIS). Puis de 2009 à 2011, il a été sous-secrétaire adjoint principal à la défense, aux affaires de sécurité de l'Asie et du Pacifique (APSA), au sein du bureau du secrétaire à la défense. Pour finir, il a été nommé par le président Barack

⁹⁵ Atlantic Council, "Constance Berry Newman". [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/constance-berry-newman/>

⁹⁶ IRI (21/03/2019) « *IRI Board Members* ». [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.iri.org/news/iri-board-members/>

Obama en tant qu'ambassadeur du Myanmar (nouveau nom de la Birmanie) de 2012 à 2016⁹⁷.

Le *chairman* du NDI est l'ancien sénateur démocrate du Dakota du Sud, **Thomas A. Daschle**. Il fut le chef de la majorité au Sénat durant les premières années de la présidence de George W. Bush (2001-2003). Entre septembre et octobre 2001, il fut la cible des attaques à l'anthrax⁹⁸. Après coup, il dissuada certains de ses collègues d'apposer des amendements visant à restreindre le très controversé Patriot Act⁹⁹ au risque de voir le parti démocrate être qualifié d'*anti-patriotique* par l'administration Bush, après les attaques du 11 septembre 2001¹⁰⁰. Plus tard, en 2003, bien qu'ayant critiqué le président George W. Bush pour son échec diplomatique ayant conduit à l'intervention militaire américaine en Irak, Daschle finit par policer son discours. Au bout du compte, il apporte son soutien aux troupes américaines et s'est joint au parrainage d'une résolution bipartite *félicitant Bush* et l'US Army, une résolution adoptée à l'unanimité par le Sénat après le début de la guerre¹⁰¹. La raison de cette

⁹⁷ NDI, "Derek Mitchell". [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230205074912/https://www.ndi.org/people/derek-mitchell>

⁹⁸ GILLAN Audrey (16/01/2001) « *Anthrax panic spreads as top US senator is targeted* » The Guardian. [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2001/oct/16/anthrax.uk>

⁹⁹ Le Patriot Act ou l'*Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism*. Traduit en Loi pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour déceler et contrer le terrorisme.

¹⁰⁰ HENTOFF Nat (04/09/2007) « *We're All Suspects* », The Village Voice. [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.villagevoice.com/were-all-suspects/>

¹⁰¹ DEWAR Helen (29/03/2003) « *Daschle Regrets Timing of Bush Criticism* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2003/03/29/daschle-regrets-timing-of-bush-criticism/844b25c5-82e5-469c-a85d-fa17aed80ead/>

tiédeur s'explique par le fait que Daschle craignait que ses critiques lui couteraient son siège, ce qui finalement arriva aux prochaines élections sénatoriales. Membre du CFR.

Puis vient **Harriet C. Babbitt**, la vice-présidente du NDI. Elle fut administratrice de l'USAID et avait servi au Département d'État de 1993 à 1997 en tant qu'ambassadrice des États-Unis auprès de l'Organisation des États américains sous l'administration de Bill Clinton.

Dans le prolongement, nous avons : **Robert G. Libertadore** – **Frank M. « Rusty » Conner III**, associé chez Covington & Burling LLP (le cabinet auquel est associé Stuart Eizenstat, proche de Leonid Nevzlin) – **Stacey Abrams**, membre du CFR – **Bernard W. Aronson**, co-fondateur et directeur associé d'ACON Investments LLC, ancien conseiller international de Goldman Sachs & Co et membre du CFR – **J. Brian Atwood**, qui a servi pendant six ans en tant qu'administrateur de l'USAID et membre du CFR – **Donald A. Baer**, membre du CFR – **Rye Barcott** qui a servi auparavant dans le Corps des Marines des États-Unis – **Howard Berman**, conseiller principal chez Covington & Burling LLP et membre du CFR – **Donna Brazile** – **Johnnie Carson**, ancien ambassadeur américain dans plusieurs pays d'Afrique et membre du CFR – **Dean Fealk**, membre fondateur du Halifax International Security Forum et membre élu à vie du CFR – **Sam Gejdenson** – **Bonnie S. Glaser**, directrice du programme Asie au German Marshall Fund des États-Unis, *senior adviser* au think tank CSIS et membre du CFR – **Caryn Halifax**, présidente de l'International Masonry Institute (IMI) et de l'International Masonry Training and Education Foundation (IMTEF) – **Kathryn Walt Hall**, ancienne ambassadrice des États-Unis en Autriche sous Bill Clinton, administratrice du Woodrow Wilson International Center for Scholars et membre du CFR – **Karl F. Inderfurth**, qui a travaillé comme correspondant au Département d'État et de la Défense et membre du CFR – **Lionel C. Johnson**, président du Pacific Pension & Investment Institute, ancien vice-président et directeur des affaires gouvernementales internationales chez Citigroup et membre du conseil d'administration de RAND

Corporation – **Shanthi Kalathil**, directrice principale du Forum international d'études démocratiques de la NED, et qui a occupé divers postes à l'USAID, au Carnegie Endowment for International Peace et à la Banque mondiale – **Eric Kessler** – **Peter Kovler** – **David Leavy**, ancien directeur principal des affaires publiques pour le Conseil de sécurité nationale (NSC) et attaché de presse adjoint pour les affaires étrangères à la Maison Blanche sous Bill Clinton – **Michael McFaul**, qui a servi pendant cinq ans dans l'administration Obama, d'abord en tant qu'assistant spécial du président et directeur principal pour les affaires russes et eurasiennes au Conseil de sécurité nationale à la Maison Blanche (2009-2012), puis en tant qu'ambassadeur des États-Unis auprès de la Fédération de Russie (2012-2014), et membre du CFR – **Nancy H. Rubin**, membre du CFR – **Dana Shell Smith**, ancienne ambassadrice des États-Unis au Qatar de 2014 à 2017 – **Michael R. Steed**, fondateur et associé directeur de Paladin – **Maurice Tempelsman**, président du conseil d'administration de Lazare Kaplan International Inc. et membre du CFR – **Clyde C. Tuggle**, cofondateur et associé de Pine Island Capital Partners, il a travaillé pendant 30 ans chez The Coca-Cola Company et membre du CFR – **Toni Verstandig**, participant à des réunions de groupes de travail avec l'Atlantic Council, l'Aspen Institute, la Brookings Institution, le Center for a New American Security et l'US Institute of Peace, et membre du CFR – **Maureen White**, membre du CFR.

Viennent ensuite les anciens présidents de la NDI : **Paul G. Kirk, Jr.** Président et chef de la direction de Kirk & Associates, Inc. **Walter F. Mondale** (décédé), qui était le 42^e vice-président des États-Unis (1977-1981) dans l'administration du président Jimmy Carter et membre du CFR. **Charles T. Manatt** (décédé), ancien ambassadeur des États-Unis en République dominicaine. **Madeleine K. Albright** (décédée en 2022), l'ancienne secrétaire d'État sous le président Bill Clinton et membre du CFR¹⁰².

¹⁰² NDI, "Board Directors". [En ligne] Consulté le 18 août 2023. URL : <https://www.ndi.org/board-directors>

Les membres du CFR représentent 19 sièges sur les 36 qui composent le conseil d'administration du NDI, soit 52,7% de l'effectif. Nous pouvons ramener ce pourcentage à 51,5% si nous enlevons les trois anciens présidents du NDI décédés.

Nous relèverons que les présidences de la Freedom House, de l'USAID, de l'IRI sont assurées par des personnes affiliées au même think tank, le CFR ; à l'exception de la NED, dirigée par un cadre de l'Atlantic Council, et celle du NDI, liée au CSIS.

Citations

Quelquefois, les idées mises en avant par les rapports de la Commission trilatérale sont devenues des politiques officielles. Ses recommandations ont toujours été sérieusement débattues à l'extérieur de notre cercle, et elles ont joué un rôle dans les réflexions des gouvernements et dans la formulation de leurs décisions.

David Rockefeller (1915-2017),
Ancien banquier de la Chase Manhattan Bank et
fondateur de la Commission Trilatérale¹⁰³.

Les fruits d'une économie mondiale de plus en plus intégrée ont donné naissance à une nouvelle élite mondiale. Qualifiée de « Davos Men », de « cols d'or » ou... de « cosmocrates », cette classe

¹⁰³ David Rockefeller, Georges Berthoin et Takeshi Watanabe, préface aux Task Force Reports : 9-14, New York University Press, 1978, p. IX. Cité dans : BOIRAL Olivier (novembre 2003) «Pouvoirs opaques de la Trilatérale», (op.cité).

émergente est renforcée par de nouvelles notions de connectivité mondiale. Elle comprend des universitaires, des fonctionnaires internationaux et des dirigeants d'entreprises mondiales, ainsi que des entrepreneurs de haute technologie à succès.

Samuel Huntington (1927-2008),
Professeur à l'université de Harvard, auteur du
livre, *Le choc des civilisations*¹⁰⁴.

¹⁰⁴ ELLYATT Holly (19/01/2018) « *Who are 'Davos Man' and 'Davos Woman'?* » CNBC. [En ligne] Consulté le 8 septembre 2023. URL : <https://www.cnbc.com/2018/01/19/who-are-davos-man-and-davos-woman.html>

CHAPITRE 11

LES CÉNACLES MONDIALISTES DANS L'HISTOIRE

Dans un premier temps, nous avons étudié les organismes qui ont parrainé directement le Forum des nations libres de la post-Russie : Jamestown Foundation, Hudson Institute entre autres. Puis, nous avons observé que les médias promouvant le Forum, à l'image de RFE/RL, du *Kyiv Post*, ou d'*Euromaidan Press* étaient financés ou en partenariat avec des ONG et des structures gouvernementales américaines et en promiscuité avec la CIA. Nous avons noté dans la composition de toutes ces entités, des personnes affiliées aux think tank néoconservateurs, mais aussi aux réseaux internationalistes, et en particulier le Council on Foreign Relations (CFR). Nous allons maintenant comprendre la vision de ces officines que nous avons maintes fois mentionnées dans l'ouvrage. Une vision étalée sur plusieurs générations et en phase de réalisation. Par conséquent, il est indispensable de connaître le passé pour mieux comprendre le présent afin d'anticiper l'avenir. Telle devrait être la maxime écrite en lettre d'or pour définir l'Histoire.

LA ROYAL INSTITUTE OF INTERNATIONAL AFFAIRS (R.I.I.A.) OU CHATHAM HOUSE

Le think tank britannique est fondé en 1919 à la suite du traité de paix de Versailles découlant de la fin de la Première Guerre mondiale. Il a été fondé notamment par le diplomate anglais **Lionel Curtis** et **Lord Robert Cecil**, l'un des architectes de la Société des

Nations, l'ancêtre de l'ONU¹. Lionel Curtis a été aussi le cofondateur avec **Cecil Rhodes**² et **Lord Alfred Milner**³ d'un groupe de réflexion créé vers la fin du XIX^e siècle et qui avait pour but de développer le projet de *fédération impériale britannique*⁴. Très vite, ce projet va inclure les États-Unis dans une fédération impériale anglo-américaine, puis évoluer vers une *Union fédérale des démocraties de l'Atlantique nord* rassemblant cette fois les pays d'Europe occidentale partageant les mêmes valeurs démocratiques. Ce groupe de réflexion s'appelait la *Round Table* ou en français, Table ronde⁵. L'un des rares américains appartenant à cette organisation était **Clarence Streit**, un journaliste correspondant du *New York Times* auprès de la Société des Nations (SDN). Il a détaillé sa vision

¹ Chatham House, our history. [En ligne] Consulté le 27 avril 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-history>

² Cecil Rhodes (1853-1902) était un homme d'affaire britannique et le fondateur de la compagnie diamantaire De Beers qui existe toujours. Il avait parmi ses soutiens financiers les Rothschild.

CHAPMAN Stanley. (1985). *Rhodes and the City of London: Another View of Imperialism*. The Historical Journal, 28(3), The Cambridge University, pages 647-666. [En ligne] Consulté le 19 août 2023. URL : <https://www.cambridge.org/core/journals/historical-journal/article/abs/rhodes-and-the-city-of-london-another-view-of-imperialism/5A092588EB5AF331617C8004525B499D>

³ Alfred Milner (1854-1925) était l'ancien Secrétaire d'État à la Guerre du Royaume-Uni sous le cabinet de Lord David Lloyd George de 1916 à 1918.

⁴ Simon J. Potter, Richard Jebb, John S. Ewart and the Round Table, 1898–1926, *The English Historical Review*, Volume CXXII, Issue 495, February 2007, Oxford Academy, pages 105–132. [En ligne] Consulté le 19 août 2023. URL : <https://academic.oup.com/ehr/article-abstract/CXXII/495/105/394382?redirectedFrom=fulltext&login=false>

⁵ Symonds, Richard, 'The Round Table and their Friends', *Oxford and Empire : The Last Lost Cause ?*, Clarendon Paperbacks (Oxford, 1992; online edn, Oxford Academic, 3 Oct. 2011). [En ligne] Consulté le 19 août 2023. URL : <https://academic.oup.com/book/2724/chapter-abstract/143178585?redirectedFrom=fulltext>

concernant le mouvement fédéraliste dans son livre publié en 1939, *Union now*, retranscrit en français *Union ou chaos ?* Streit et Curtis s'étaient rencontré en 1938 dans une conférence du Council on Foreign Relations (CFR) où les deux hommes ont échangé sur ce projet de fédération. Streit voulait une Union dans les six mois, faute de quoi la civilisation occidentale serait fichue. Curtis aurait rétorqué que tout dépendait du *mouvement des opinions* aux États-Unis. Il renchérissait en laissant entendre que cela prendrait des années, voire des générations. À son retour d'Angleterre, il put lire son ouvrage qu'il a considéré comme étant le déclenchement *d'un mouvement d'une importance encore plus grande pour le monde que celui des pères fondateurs américains*⁶. Curtis a par la suite encouragé sa diffusion au sein de la RIIA et envoyé des copies à des dizaines de personnalités britanniques, dont Winston Churchill. Streit a reçu un succès populaire et son projet d'Union devait être mis à l'étude par plusieurs institutions anglophones pour que sa réalisation devienne *impérative*. Ces institutions anglophones devant élaborer l'étude du projet étaient la World Peace Foundation de Boston, l'Institut of Pacific Relations, la Chatham House de Londres et le Council on Foreign Relations (CFR) de New York.

Intéressons-nous donc au contenu de cet ouvrage si particulier, devenu le phare d'au moins deux think tanks toujours aussi influents à notre époque (Chatham House/CFR).

Replaçons-nous d'abord dans le contexte historique de la publication de l'ouvrage. Nous sommes en 1939, soit peu de temps avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne nazie s'est remilitarisée, a annexé l'Autriche ainsi que les Sudètes, et la Tchécoslovaquie a cessé d'exister après le piétinement par Hitler des accords de Munich de 1938 et s'apprête désormais à attaquer la

⁶ BOSCO Andrea, *June 1940, Great Britain and the First Attempt to Build a European Union*, Cambridge Scholars Publishing, British Library, 2016. [En ligne] Consulté le 19 août 2023. URL : <https://www.cambridgescholars.com/resources/pdfs/978-1-4438-9475-3-sample.pdf>

Pologne. Dans son *Union Now*, Clarence Streit revient sur ce climat fulminant et en arrive au constat que seule une union des démocraties dans une fédération commune peut contrer la montée des totalitarismes. Le projet prévoyait d'avoir comme *embryon* au moins 15 pays : les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Danemark, la Finlande, la Hollande, l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suède et l'Union sud-africaine. À cela, il était aussi question que les colonies et les mandats des européens soient intégrés au projet. Cette association transcontinentale aurait une force armée de l'Union, une monnaie de l'Union, chaque citoyen aurait une nationalité de l'Union, un système postal et un réseau de communications communs dans tous les territoires de l'Union, un régime de franchise douanière entre les pays membres de l'Union et, bien évidemment, la création d'un gouvernement mondial⁷. Streit assure que cette Union défendrait la maxime du gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, à l'image de la démocratie américaine. Que cette Union assurerait la paix, garantirait la sécurité et les intérêts communs des pays membres et développerait des avantages économiques. Mais, pour arriver à cette union, plusieurs obstacles devaient être levés. Dans le cadre de la fédération, et donc de la constitution d'une armée du monde et d'un grand État-major central, les armées nationales devaient à terme être progressivement désarmées, et ce, afin d'éviter toute course aux armements entre pays membres. Streit plaidait pour que l'Union ne maintienne une force armée *qu'à titre temporaire*, dans la configuration, par exemple, contre les régimes totalitaires de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste.

Nous notons qu'à la veille du conflit, Streit considérait que dans l'établissement de l'Union, une alliance entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique relevait de l'imagination :

⁷ STREIT Clarence K., *Union ou Chaos ? Proposition américaine en vue de réaliser une fédération des grandes démocraties*, Librairie de Medici, Paris, 1939, page 23.

Si l'on voulait imaginer une Russie préférant s'allier à ses ennemis actuels, au Japon ou à l'Allemagne, plutôt que de vivre dans l'Union [c'est-à-dire le camp des démocraties], il faudrait plus d'imagination encore pour cimenter solidement une telle alliance. Mais même en poussant le tableau au noir, on n'y découvre aucun danger réel et immédiat pour l'Union⁸.

Le pacte Molotov-Ribbentrop, signé le 23 août 1939 avec en adossement les protocoles secrets prévoyant le partage de l'Europe orientale entre l'Allemagne nazie et l'URSS au moment où Hitler envahirait l'Ouest de la Pologne le mois suivant et déclenchant la Seconde Guerre mondiale, a balayé l'imagination de Streit pour laisser place à la réalité des coups de canons et de la realpolitik. Rajoutons que durant les années 1930, les élites anglaises, et en particulier le cabinet présidé par Neville Chamberlain, étaient en bonne partie favorable à une politique de conciliation avec l'Allemagne nazie au nom de l'anticommunisme⁹, mais aussi de voir la France dominer à nouveau l'Europe¹⁰. Il s'agit de la vieille hantise de la Grande-Bretagne qu'une seule puissance terrestre puisse un jour contrôler toute l'Europe et surpasser la puissance maritime anglaise. Au nom de cette double angoisse, le gouvernement britannique avait concédé le réarmement de l'Allemagne, au grand dam de son « alliée » la France. Peu après, ce fut l'abandon de la Tchécoslovaquie avec la signature des accords de Munich que Chamberlain avait fièrement brandi devant les caméras du monde entier en déclarant avoir sauvé

⁸ STREIT Clarence K. (op.cité), page 218.

⁹ Nous pouvons citer également l'aristocrate Unity Mitford ou encore le roi d'Angleterre Edouard VIII qui a seulement régné durant l'année 1936. Réf. :

BRANCA Éric, *L'aigle et le léopard – Les liaisons dangereuses entre l'Angleterre et le IIIe Reich*, éditions Perrin, Paris, 2023.

¹⁰ SKOPINSKI Nicolas (06/02/2019) « Le 6 février 1939, le jour où le Royaume-Uni a compris que son ennemi n'était pas la France », Slate. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.slate.fr/story/173157/histoire-6-fevrier-1939-royaume-uni-france-allemande-seconde-guerre-mondiale>

la paix. Enfin, et à quelque mois du déclenchement de la guerre, Chamberlain avait même freiné des quatre fers les négociations visant à établir une alliance Anglo-franco-soviétique qui aurait pu prendre le III^e Reich en étau en cas d'invasion de la Pologne.

Nous vous renvoyons au documentaire d'Arte, *Le pacte Hitler-Staline*, revenant sur le fiasco diplomatique ayant conduit au pacte germano-soviétique¹¹.

La France et le Royaume-Uni ont beau être deux démocraties, une union ne fait pas forcément la paire en matière d'ordre géopolitique et d'intérêts nationaux. Il s'agit d'ailleurs du casse-tête de l'Union européenne actuelle, certains européistes souhaitant y remédier en optant pour une mutation vers un État fédéral. Si un tel changement devait être opéré, l'Allemagne, déjà avantagée par l'euro, sa position géographique, son économie, et son lobbying dans les institutions européennes, renforcerait donc ses positions et apparaîtrait davantage comme le *primus inter pares* de ces États-Unis d'Europe. À l'image de la Prusse du XIX^e siècle qui avait entamé le processus d'unification allemande par la signature du *Zollverein*, le 22 mars 1833, à savoir, la constitution d'une union douanière entre plusieurs États allemands, mais dominée économiquement par la Prusse. On pourrait se poser la question si la prédominance de l'Allemagne dans l'UE n'a pas joué un rôle dans le vote en faveur du Brexit de 2016 ? Dans son livre *Pour la domination mondiale*, James Burnham était partisan de l'unification de l'Europe pour empêcher la progression du communisme. Mais il rapportait également que cela devait passer par *une combinaison de concessions et de contrainte*. Autrement dit, par un reniement de certains intérêts nationaux au profit de la *fédération européenne*. Il souligna cependant que la France redoutait, depuis 1870, de voir l'aboutissement d'une telle fédération en raison que *dans une Europe unifiée les Allemands prédomineraient*. Mais il écrivit aussi qu'avec le duo anglo-américain et le concours de la

¹¹ *Le pacte Hitler-Staline*, documentaire réalisé par Cédric Tourbe (2019, France, ARTE France, Agat Films & Cie), diffuseur Arte. Disponible sur internet.

France, la fédération européenne qu'il appelait de ses vœux serait contrôlée par eux¹². Aujourd'hui, et comme l'avait écrit Zbigniew Brzezinski dans *Le Grand Échiquier*, les Américains ont choisi l'Allemagne pour être *le bon citoyen de l'Europe et le partisan déterminé des États-Unis*. Cette illustration est confortée en 2004 où le président américain George W. Bush et le chancelier allemand Gerhard Schröder ont rédigé une déclaration commune : « L'Alliance germano-américaine pour le 21^e siècle » (*Das deutsch-amerikanische Bündnis für das 21. Jahrhundert*)¹³. Un égratignement supplémentaire dans le mirage du couple franco-allemand devant être soi-disant le moteur d'une Europe unifiée alors que son fédérateur serait en fait Américain et que son gestionnaire serait Allemand. Si une fédération européenne devait voir le jour, la France perdrait-elle son siège au conseil de sécurité des Nations Unies, devrait-elle partager son arsenal nucléaire et ses technologies de pointe au nom de l'Europe, c'est-à-dire au profit de l'Allemagne ? Une union peut avoir d'extraordinaires avantages pour certains et de lourds inconvénients pour d'autres. Le *Zollverein* a été bénéfique pour la Prusse, devenue le II^e Reich, mais au détriment de l'indépendance des petits États allemands. L'Union européenne fut profitable pour l'Allemagne, grâce à un euro adapté à son économie, et ce, au détriment de la France et des pays du sud de l'Europe. D'après une étude allemande du Centre de Politique Européenne sortie en 2019, la monnaie commune a fait perdre en moyenne à chaque Français 56 000 euros pour la période 1999-2017. Mais c'est l'Italie qui est la plus à plaindre avec une perte en moyenne de plus de 76 600 euros pour chaque Italien. En 20 ans, l'Allemagne et les Pays-Bas ont été les grands bénéficiaires de la monnaie commune avec respectivement un gain de plus de 23 000 euros par Allemands (1 893 milliards

¹² BURNHAM James, *Pour la domination mondiale*, Paris, éditions Calmann-Lévy, 1954, page 262.

¹³ Der Spiegel (27/02/2004) « *Das "deutsch-amerikanische Bündnis"* ». [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/dokumentation-das-deutsch-amerikanische-buendnis-a-288388.html>

d'euros au total) et 21 000 euros par Hollandais¹⁴. Demain, un gouvernement mondial dominé par les intérêts américains, et plus largement les intérêts anglo-saxons (États-Unis, Royaume-Uni + Commonwealth et Allemagne), ne nuirait-il pas aux intérêts des Français, mais aussi des Russes, des Chinois et par extension des BRICS ?

Autre obstacle à l'Union fédérale que nous dépeint Streit, le nationalisme qu'il qualifie de *maladie*. Un *microbe* qu'il faut donc *isoler* pour éviter toute propagation afin qu'il puisse finir, comme pour une maladie, par disparaître¹⁵. Il pointe ici la question de la souveraineté nationale qui menacerait l'existence de l'Union. En effet, un gouvernement mondial n'aurait aucune autorité, aucun pouvoir, dont celui de contraindre, si les nations conservaient leur *imperium*. C'est-à-dire préservaient leurs lois, leur monnaie, leur budget, leur armée, etc. Il ne s'agirait que d'une simple coquille vide. Par conséquent, Streit associe le nationalisme à la guerre et à l'égoïsme, opposé au *sérum*, le fédéralisme, qui lui, serait pacifique et altruiste. L'histoire des États-Unis en est un exemple croquignolet. Une fédération d'États bâtie sur la guerre à outrance de manière quasi-permanente avec ses voisins et au-delà (Canada, Espagne, Mexique, Caraïbes, Amérique centrale, Amérique du Sud, etc.), et dont la charité n'a pas toujours été bien ordonnée à l'égard des indiens d'Amérique ou des esclaves africains. Nonobstant qu'une fédération n'empêche pas les divisions internes, à l'image de la guerre de Sécession (1861-1865). Autre exemple, l'Union soviétique était aussi un État fédéral. Il n'en demeure pas moins que sous Staline, il s'agissait d'un régime tyrannique qui envoyait des millions de ses citoyens dans les goulags, réduits à l'état d'esclave, quand ce n'était pas les

¹⁴ LENOIR Luc (27/02/2019) « Selon une étude allemande, l'euro aurait particulièrement nuit aux Français », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2019/02/27/20002-20190227ARTFIG00101-selon-une-etude-allemande-l-euro-aurait-particulierement-nui-aux-francais.php>

¹⁵ STREIT Clarence K. (op.cité), page 230-234.

exécutions de masse durant la Grande Terreur. Donc, une union fédérale à vocation mondiale peut très bien être le germe d'une tyrannie globaliste. N'est-elle pas là, la vraie maladie ? La tyrannie sous toutes ses facettes, y compris celle se donnant l'apparence d'une démocratie ou celle se réclamant de l'internationalisme et du fédéralisme.

Dernière chose, Clarence Streit ne précisait pas dans quelle ville résiderait ce gouvernement unitaire. Imaginons que l'Union se serait constituée en 1939, et que la Seconde Guerre mondiale se déclencherait comme dans la réalité. On pouvait difficilement envisager que ce gouvernement du monde se baserait à Genève, en Suisse, dans la même ville où siégeait la Société des Nations finissante. Car trop proche de l'Allemagne. Il aurait été fort possible que ce gouvernement du monde s'installe dans une ville disposant des infrastructures adéquates pour établir son administration et qu'elle soit à bonne distance de l'ennemi afin de se protéger de tout bombardement. Et parmi les villes qui correspondraient à ces critères, il est probable que New York aurait été la candidate idéale pour devenir la capitale du gouvernement mondial. Là où se trouve l'actuelle l'ONU.

- **Direction et conseil d'administration de la Chatham House.**

Traitons maintenant de la direction de la Chatham House. La présidence est assurée entre autres par **Helen Clark**, l'ancienne première ministre travailliste de Nouvelle-Zélande (1999-2008)¹⁶. En 2003, elle s'était opposée à l'intervention militaire américaine en Irak en déclarant que cette guerre n'aurait pas eu lieu si le candidat démocrate Al Gore avait remporté les élections présidentielles en 2000 face à George W. Bush. Quelque temps après, elle s'excusa

¹⁶ Chatham House, "Our governance". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-governance>

pour ses paroles¹⁷. En 2008, elle signa un accord de libre-échange avec la Chine qui est devenu son troisième partenaire commercial¹⁸. En 2009, après avoir quitté le pouvoir, elle devient administratrice du Programme des Nations-Unies pour le développement (PNUD). En 2016, Clark a tenté de se présenter sans succès au poste de secrétaire générale de l'ONU : trois des membres permanents du Conseil de sécurité ont voté contre elle lors de la sélection¹⁹. Ensuite, elle intègre le groupe consultatif du Lancet Countdown²⁰ qui regroupe des experts du monde entier et qui est chargée de conseiller et de sensibiliser les décideurs politiques sur les questions de santé et du changement climatique²¹. Chaque année, leurs conclusions sont publiées dans la revue médicale du *Lancet*²². Lancet Countdown a

¹⁷ AFP (10/04/2003) « *Clark says sorry for Gore crack* », The Sydney Morning Herald. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.smh.com.au/world/middle-east/clark-says-sorry-for-gore-crack-20030410-gdgktt.html>

¹⁸ JEAN CHEN Shu-Ching (07/04/2008) « *Landmark Trade Deal Struck By China, New Zealand* » Forbes. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : https://www.forbes.com/2008/04/07/china-nz-fta-markets-econ-cx_jc_0407markets2.html?sh=326b224c37a8

¹⁹ RNZ (06/10/2016) « *Helen Clark out of running for UN Secretary-General* ». [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.rnz.co.nz/news/national/314975/helen-clark-out-of-running-for-un-secretary-general>

²⁰ Lancet Countdown, "Advisory Groups". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.lancetcountdown.org/about-us/advisory-groups/>

²¹ Lancet Countdown, "About Us". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.lancetcountdown.org/about-us/>

²² La revue médicale britannique *The Lancet* est connue pour avoir publié le 20 mai 2020 une étude falsifiée sur l'inefficacité de l'hydroxychloroquine contre le Covid-19. Le but implicite de cette fausse information (fake news) consistait à décrédibiliser les travaux du professeur Didier Raoult qui recommandait ce traitement. Cela a permis de l'interdire et de privilégier les vaccins des grands laboratoires pharmaceutiques tels que Pfizer ou Moderna. Cette affaire est plus connue sur le nom de « Lancet Gate ». Réf. : Mandeep R. Mehra, Sapan S. Desai, Frank

pour partenaires notamment l'université de Yale aux États-Unis, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS)²³. De 2020 à 2021, elle a d'ailleurs coprésidé le Groupe indépendant pour la préparation et la réponse à la pandémie mandatée par l'Assemblée mondiale de la santé, dont l'organisation mère est l'OMS²⁴. Puis, elle s'était prononcée pour la légalisation du cannabis lors du référendum néo-zélandais sur la question en 2020²⁵. Une légalisation rejetée à 51,17% contre 48,83%. Ensuite, Helen Clark est présidente de l'association Extractive Industries Transparency Initiative (EITI)²⁶ dont la mission est de *promouvoir la gestion ouverte et*

Ruschitzka et Amit N. Patel. (22/05/2020) « RETRACTED: Hydroxychloroquine or chloroquine with or without a macrolide for treatment of COVID-19: a multinational registry analysis » The Lancet. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(20\)31180-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(20)31180-6/fulltext)

²³ <https://www.lancetcountdown.org/> (Consulté le 21 août 2023).

²⁴ Le 17 juin 2020, l'OMS annonce l'interruption des recherches sur l'hydroxychloroquine comme traitement efficace contre le Covid-19. Le 4 juillet 2020, l'OMS confirme la suspension sur le volet de l'hydroxychloroquine malgré le scandale du Lancet Gate. Le 9 juillet 2020, l'OMS informe la création du Groupe indépendant pour la préparation et la réponse à la pandémie avec Helen Clark comme coprésidente.

OMS (29/06/2020) « *Chronologie de l'action de l'OMS face à la COVID-19 - Dernière mise à jour : 29 janvier 2021* ». [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.who.int/fr/news/item/29-06-2020-covidtimeline>

²⁵ CLARK Helen (04/09/2019) « *Cannabis prohibition doesn't work anywhere. It's New Zealand's turn to legalise it* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2019/sep/04/cannabis-prohibition-doesnt-work-anywhere-its-new-zealands-turn-to-legalise-it>

²⁶ CLARK Helen (28/02/2022) « Statement from the EITI Board Chair and Open Government Partnership Ambassador, Rt Hon. Helen Clark, on the situation in Ukraine » EITI. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://eiti.org/news/statement-eiti-board-chair-and-open-government-partnership-ambassador-rt-hon-helen-clark>

*responsable des ressources pétrolières, gazières et minières*²⁷. EITI bénéficie d'importants soutiens : Oxfam, la Fondation Ford, la Chatham House, l'Open Ownership (financée par le ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni, la Banque mondiale, Luminate, NORAD et les Open Society Foundations de George Soros²⁸), BHP Foundation²⁹, Transparency International, ArcelorMittal, Chevron, Orano, Shell, Eni, TotalEnergies, Hess, ExxonMobil, BP ; les ministères des Affaires étrangères du Canada, du Royaume-Uni, d'Australie, du Japon, de Finlande, de France, d'Allemagne, de Suède, des Pays-Bas, de Suisse, de Belgique, de Norvège et du Danemark, et l'Union européenne et l'USAID (les États-Unis)³⁰. Dans son rapport de 2022, les donations pour l'EITI s'élevaient à 8,746 millions de dollars³¹.

Pour conclure, Helen Clark est participante et contributrice pour le World Economic Forum³².

La présidence de la Chatham House est partagée avec trois autres membres :

²⁷ EITI, "Notre mission". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://eiti.org/fr/notre-mission>

²⁸ Open Ownership, "Who funds Open Ownership ?". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.openownership.org/en/about/who-funds-open-ownership/>

²⁹ Sur la déclaration fiscale de 2022 (990-PF) de la fondation, on relèvera sur la liste des obligations d'entreprises (*corporate bonds*) à la page 66 : Citigroup, JPMorgan, Vanguard, Six Circles, Wells Fargo. Réf. : BHP Foundation, "Finances". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.bhp-foundation.org/en/finance-and-governance/>

³⁰ EITI, "Supporting countries". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://eiti.org/fr/node/25484>

³¹ EITI *Progress Report 2022 - French*. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://eiti.org/sites/default/files/2022-06/EITI%20Progress%20Report%202022%20French.pdf>

³² World Economic Forum, "Helen Clark". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/helen-clark>

▪ **Lord Alistair Darling.** Ancien chancelier de l'Échiquier de 2007 à 2010³³. Il avait siégé au cabinet du gouvernement travailliste de 1997 à 2010. Lors de la crise économique de 2008, il avait supervisé la nationalisation du Lloyds Banking Group et de la Royal Bank of Scotland³⁴. Darling avait ardemment soutenu le maintien de la Grande Bretagne dans l'Union européenne au moment du référendum sur le Brexit, en 2016³⁵. C'est un participant du World Economic Forum³⁶.

▪ **Sir John Major.** Ancien Premier ministre britannique de 1990 à 1997 et membre du parti conservateur. Il a pris en charge les négociations du Royaume-Uni concernant le Traité de Maastricht qui conduira à la création de l'Union européenne. En tant que Premier ministre, Major a aussi engagé les forces armées britanniques dans la guerre du Golfe de 1990 à 1991. À partir de 2001, il est nommé président européen du groupe Carlyle³⁷. En 2016, il a milité en faveur du maintien de la Grande-Bretagne dans l'UE lors du référendum. Malgré l'expression de la majorité des votants en faveur du

³³ **Le chancelier de l'Échiquier** est le ministre des Finances et du trésor du Royaume-Uni.

³⁴ Chatham House, "The Rt Hon Lord Darling". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/lord-darling>

³⁵ STEWART Heather (02/06/2016) « *George Osborne et Alistair Darling s'unissent contre Vote Leave* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.theguardian.com/politics/2016/jun/02/george-osborne-alistair-darling-unite-against-vote-leave>

³⁶ HELM Toby, WACHMAN Richard (31/01/2010) « *Alistair Darling tells Davos forum that voters are increasingly optimistic about economic recovery* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.theguardian.com/politics/2010/jan/31/alister-darling-reinforces-economic-recovery>

³⁷ Carlyle (13/05/2001) « *John Major Appointed European Chairman of The Carlyle Group* ». [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.carlyle.com/media-room/news-release-archive/john-major-appointed-european-chairman-carlyle-group>

Brexit, Major avait appelé à la mise en place d'un second référendum au moment des négociations de sortie avec Bruxelles. Car d'après lui, les Britanniques ont été *induits en erreur* sur les conséquences de la sortie du Royaume-Uni de l'UE³⁸.

▪ La baronne **Eliza Manningham-Buller**. De 2002 à 2007, elle a été la directrice générale du Security Service, plus connu sous le nom de MI5, l'un des services de renseignement de Sa Majesté. De 2015 à 2021, elle a été présidente du conseil des gouverneurs du Wellcome Trust³⁹, la fondation considérée en 2023 comme la deuxième plus riche du monde derrière la fondation danoise Novo Nordisk Foundation et devant la Bill and Melinda Gates Foundation⁴⁰.

Viennent ensuite les membres du conseil :

- **Sir Nigel Sheinwald**. Président du conseil de la Chatham House. Ancien diplomate britannique. Il fut notamment ambassadeur aux États-Unis (2007-2012) et avant cela, ambassadeur auprès de l'UE (2000-2003). Il est membre du conseil consultatif du Centre pour la réforme européenne (*Centre for European Reform*)⁴¹. Un think tank qui se donne comme mission *d'améliorer le fonctionnement de l'Union européenne et de renforcer son rôle dans le*

³⁸ AFP (28/02/2018) « *Brexit : l'ancien Premier ministre John Major pour un second référendum* », Le Point. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : https://www.lepoint.fr/monde/brexit-l-ancien-premier-ministre-john-major-pour-un-second-referendum-28-02-2018-2198613_24.php

³⁹ Chatham House, "Baroness Manningham-Buller LG DCB". [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/baroness-manningham-buller>

⁴⁰ KUSHWAHA Ayushi (07/08/2023) « *Top 5 Wealthiest Charitable Foundations In The World* », Ceoworld Magazine. [En ligne] Consulté le 21 août 2023. URL : <https://ceoworld.biz/2023/08/07/top-5-wealthiest-charitable-foundations-in-the-world/>

⁴¹ Chatham House, "Sir Nigel Sheinwald GCMG". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/nigel-sheinwald>

*monde*⁴². Le groupe de réflexion s'affiche clairement comme pro-européen.

- **Joanna Cound.** Vice-présidente du conseil de la Chatham House. Membre du comité exécutif européen et du comité opérationnel mondial de BlackRock, ainsi que du comité de gestion des risques d'entreprise de BlackRock Group Limited (BGL). Elle est aussi coresponsable du Global Public Policy Group de BlackRock⁴³. On remarquera sur le site internet du registre de la transparence de l'Union européenne que BlackRock, l'une des sociétés de gestion d'actifs les plus puissantes du monde, a plusieurs affiliations avec des structures qui défendent la construction européenne et celle du marché unique européen⁴⁴.
- **John Berriman.** Ancien membre du conseil d'administration britannique et directeur des opérations de Pricewaterhouse Coopers UK (PwC) où il a travaillé pendant 40 ans⁴⁵.

⁴² The Centre for European Reform, "About". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.cer.eu/about>

⁴³ Chatham House, "Joanna Cound". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/joanna-cound>

⁴⁴ Nous pouvons citer : The Dutch Fund and Asset Management Association (Dufas), Pensions Europe, European Capital Markets Institute, Bruegel, etc. Réf. : Europa.eu, "Registre de transparence : BlackRock". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://ec.europa.eu/transparencyregister/public/consultation/displaylobby-ist.do?id=51436554494-18>

Blackrock.com, "BlackRock in Europe". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.blackrock.com/corporate/insights/public-policy/blackrock-in-europe>

⁴⁵ Chatham House, "John Berriman". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/john-berriman>

- **Sam Alvis.** Responsable de l'économie au sein du groupe de réflexion en faveur de l'environnement Green Alliance⁴⁶. Il a comme partenaires le Fonds mondial pour la nature (WWF), Green Peace, Suez environnement, The Schroder Foundation⁴⁷. Par ailleurs, il est un contributeur de la plateforme web *medium.com* sur laquelle il ne manque pas de critiquer le Brexit et la montée des populismes en Europe⁴⁸. Apparemment, nous ne sommes pas en présence d'un supporter de Nigel Farage⁴⁹.
- **Anne Cormack.** Directrice exécutive des ressources humaines du groupe De Beers, l'entreprise diamantaire fondée par Cecil Rhodes, l'un des cofondateurs avec Lionel Curtis de la *Round Table*⁵⁰.
- **Juliet Dryden.** Directrice de la British International Studies Association (BISA)⁵¹.

⁴⁶ Chatham House, "Sam Alvis". [En ligne] Consulté le 22 août 2023.
URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/sam-alvis>

⁴⁷ Green Alliance, "Our partners". [En ligne] Consulté le 22 août 2023.
URL : <https://green-alliance.org.uk/about/partners/>

⁴⁸ ALVIS Sam (14/08/2016) « *I'm done with arguing* », medium.com. [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://medium.com/@SamAlvis2/im-done-with-arguing-9d6bba0e82f4>

⁴⁹ Nigel Farage est un homme politique anglais qui a été membre du l'United Kingdom Independence Party (UKIP) puis du Brexit Party. Il est connu pour avoir milité ardemment pour l'organisation du référendum sur la sortie du Royaume-Uni de l'UE ainsi que dans l'aboutissement du processus de sortie, finalement effectué le 31 janvier 2020.

⁵⁰ Chatham House, "Ann Cormack". [En ligne] Consulté le 22 août 2023.
URL : <https://web.archive.org/web/20230512235216/https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/ann-cormack>

⁵¹ Chatham House, "Juliet Dryden". [En ligne] Consulté le 22 août 2023.
URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/juliet-dryden>

- **Kate Gibbons.** Membre du cabinet d'avocats international Clifford Chance⁵².
- **Anita Lowenstein Dent.** Productrice pour la chaîne BBC⁵³.
- **David Nussbaum.** Président du Joffe Charitable Trust et du conseil consultatif de Transparency International - Royaume-Uni. Antérieurement, il dirigeait la branche anglaise du WWF⁵⁴. Au moment de la campagne sur le référendum sur le Brexit, il avait déclaré dans *The Telegraph*, que *quitter l'UE mettrait notre environnement en danger* et orientait donc les lecteurs à voter en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE⁵⁵.
- **Andrew Payne.** Chercheur à la Oxford University⁵⁶.
- **Herbert Swaniker.** Avocat principal au sein du cabinet Clifford Chance⁵⁷.

⁵² Chatham House, "Kate Gibbons". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230513003453/https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/kate-gibbons>

⁵³ Chatham House, "Anita Lowenstein Dent". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/anita-lowenstein-dent>

⁵⁴ Chatham House, "David Nussbaum". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/david-nussbaum>

⁵⁵ NUSSBAUM David (02/06/2016) « Leaving the EU would put our environment at risk », *The Telegraph*. [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20190815012246/https://www.telegraph.co.uk/news/2016/06/02/leaving-the-eu-would-put-our-environment-at-risk/>

⁵⁶ Chatham House, "Andrew Payne". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/andrew-payne>

⁵⁷ Chatham House, "Herbert Swaniker". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/herbert-swaniker>

- **Dr Rhodri Williams**. Responsable des politiques publiques internationales chez l'un des leaders mondiaux en assurance et en services financiers, American International Group (AIG)⁵⁸. C'est un participant du World Economic Forum⁵⁹.

Pour conclure, nous relevons des noms connus dans les conseillers principaux de la Chatham House : l'ancien Président de la Commission européenne, membre du Groupe Bilderberg⁶⁰, président de Goldman Sachs international, participant et contributeur pour le World Economic Forum⁶¹, **José Manuel Barroso**. L'ancienne Haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, la baronne **Catherine Ashton**⁶², dont nous rappelons qu'elle est membre du conseil d'administration de l'Institute for Global Negotiation (IGN) dont Mikkel Gudsøe, l'un des participants du Forum des nations libres de la post-Russie, est *senior fellow*. Qu'elle est membre du conseil consultatif international du Warsaw Security Forum (WSF) avec Hanna Hopko, autre participante du Forum. Enfin, Mme Ashton est une participante du World Economic Forum. On remarque donc la présence non négligeable des militants de la cause de l'Union européenne et des protagonistes du World Economic Forum au sein de la direction de la Chatham House. Sans oublier

⁵⁸ Chatham House, "Dr Rhodri Williams". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-people/rhodri-williams-0>

⁵⁹ World Economic Forum, "Rhodri Williams". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/rhodri-williams>

⁶⁰ SENNEVILLE Valérie de (07/06/2018) « Bilderberg, la conférence la plus secrète du monde ». [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/bilderberg-la-conference-la-plus-secrete-du-monde-133227>

⁶¹ World Economic Forum, "José Manuel Barroso". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/jose-manuel-barroso>

⁶² Chatham House, "Our Governance". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/about-us/our-governance>

sa proximité avec au moins une personne issue d'un service de renseignement britannique.

- **Les partenaires de la Chatham House.**

La Chatham House dispose d'importants partenaires comme le ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni ainsi que celui de la Défense, Chevron, HSBC, la Carnegie Corporation of New York, AIG, ExxonMobil, BP, Shell, Eni, Clifford Chance, la Commission européenne, McKinsey & Company, la Bill & Melinda Gates Foundation ou encore les Open Society Foundations.

Nous avons dans les membres corporatifs majeurs de la Chatham House BAE Systems, Bayer, BHP, Bloomberg, Boston Consulting Group, Citi, City of London, Gilead Sciences, Goldman Sachs International, Google, Huawei Technologies, Japan Bank for International Cooperation, Lockheed Martin, Microsoft (Bill Gates), Mitsubishi Corporation, Moderna, Moody's Investors Service Limited, Morgan Stanley.

Les membres corporatifs standards sont la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque européenne d'investissement, Fitch Ratings, le Bureau économique et commercial de Hong Kong, *The Economist*, De Beers, l'Institut international d'études stratégiques (IISS), la Banque d'Angleterre, la Banque du Japon et BlackRock.

Et une liste cardinale d'ambassades de pays à travers le monde⁶³.

Le réseau assez tentaculaire de la Chatham House atteint jusqu'à l'Open Russia Foundation de Mikhail Khodorkovski, devenue entretemps New Generation Europe Foundation. En effet, les deux entités travaillent depuis peu en collaboration et ont créé la bourse New Generation Europe Foundation Academy Fellowship. Celle-ci est ouverte aux citoyens russes et offre aux candidats, au début de leur

⁶³ Voir ANNEXE 68.

carrière, la possibilité de passer dix mois au sein de la Chatham House pour travailler sur *un projet personnel visant à contribuer aux travaux du programme Russie et Eurasie*. Un programme visant à *aider les leaders d'opinion progressistes*⁶⁴. Ce type de bourse ne se limite pas seulement à une enveloppe financière et à un nom. On l'attribue généralement à une personne possédant un état d'esprit similaire à celui de ses concepteurs. À l'image d'une autre, existant depuis 1903, la bourse d'étude Cecil Rhodes créée en hommage à l'un des cofondateurs de la *Round Table* et animé d'un idéal internationaliste⁶⁵. Cette dernière donne aux étudiants du monde entier le moyen d'intégrer la prestigieuse université d'Oxford. Dans la liste des bénéficiaires de cette bourse, nous retrouvons Bill Clinton (en 1968), l'ancien général américain Wesley Clark (1966), l'ancien directeur de la CIA James Woolsey (1963) ainsi qu'un certain Clarence Streit (1918)⁶⁶.

LE COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS

Nous arrivons donc à ce think tank omniprésent dans l'ouvrage et dont nous avons pu identifier les membres dans la direction, ainsi que les structures parrainant le Forum des nations libres de la post-Russie et celles pivotant autour. Rappelons les chiffres : 1/4 des

⁶⁴ Chatham House, "New Generation Europe Foundation Academy Fellowship". [En ligne] Consulté le 22 août 2023. URL : <https://www.chathamhouse.org/leadership-academy/new-generation-europe-foundation-academy-fellowship>

⁶⁵ Si vous voulez en savoir davantage sur cette organisation et plus généralement le mondialisme, nous vous renvoyons au livre de l'historien anglais Carroll Quigley, *The Anglo-American Establishment* ou "Histoire secrète de l'oligarchie anglo-américaine", disponible en version française aux éditions Retour aux sources (2015).

⁶⁶ Rhodes House - University of Oxford, "Rhodes Scholar Database". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.rhodeshouse.ox.ac.uk/scholars-alumni/rhodes-scholar-database/>

postes pour la Jamestown Foundation, 1/3 pour le Hudson Institute, 80% pour RFE/RL, plus de 50% pour la NDI, plus de 23% pour l'IRI, plus d'1/3 pour la Freedom House, 40% pour la NED, et moins de 15% pour l'USAID mais dont la présidente est membre. Des structures qui, répétons-le, sont liées au gouvernement des États-Unis, au Congrès américain et à la CIA. Le CFR est créé officiellement en 1921 par plusieurs personnalités américaines dont la figure centrale est **Edward Mandell House** (1858-1938), connu sous le surnom de « Colonel House », un diplomate américain, proche conseiller et ami du président des États-Unis, Woodrow Wilson. Il était le représentant personnel du président auprès des puissances européennes avant, pendant et après la Première Guerre mondiale. Le colonel était considéré comme *la main droite* du président Wilson. Dans le passé, House était engagé en politique et avait trouvé un rôle de *faiseur de roi* au sein du parti démocrate du Texas en étant à la tête de la faction politique *Our Crowd* (Notre foule). À l'époque, il était crucial d'avoir son soutien pour tout homme politique candidat au Texas. Et par conséquent, en novembre 1911, House rencontra Wilson et a très vite appuyé sa candidature à l'élection présidentielle de l'année suivante. Une fois élu, House a aidé le nouveau président dans la formation de sa future administration. Il refusa cependant toute nomination officielle et préféra rester le discret confident dans l'ombre. En 1912, le colonel House écrivit un livre, *Philip Dru Administrator*, un roman dans lequel il raconte l'histoire d'un Coup d'État aux États-Unis d'un officier de West Point, Philip Dru. Ce dernier abolit la constitution pour y substituer une autre, établit la *Nouvelle République* et applique un socialisme *tel que l'aurait rêvé Karl Marx*. Dru entre ensuite en guerre contre le Mexique et met en place une *unité de la moitié nord de l'hémisphère occidentale* sous l'égide de cette Nouvelle République⁶⁷. Une sorte d'Union nord-américaine qui prédominerait les mers et les océans, aussi dans les

⁶⁷ HOUSE Edward Mandel, *Philip Dru: Administrator: A Story of Tomorrow*, B. W. Huebsch, Harvard University, U.S.A., 1912, page 292. [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://archive.org/details/philipdruadmini00housgoog/page/n305/mode/2up>

relations internationales. Déjà en 1912, House expliquait, sous les traits d'une fiction, la vision impériale qu'allait devenir celle des États-Unis d'aujourd'hui. Il fut aussi l'initiateur de la création de *The Inquiry* (L'enquête). Il s'agissait d'un *groupe de plus de 100 universitaires et autres experts qui ont rassemblé des informations et rédigé des briefings pour Wilson afin de l'aider à planifier la paix et la fin de la guerre*. Les suggestions de ce groupe ont donné naissance au fameux discours des Quatorze Points de Wilson et au concept de la Société des Nations (SDN)⁶⁸. Mais encore, *The Inquiry* fut une agence de renseignement temporaire, précurseur de ce qu'allait devenir la direction du renseignement de la CIA⁶⁹.

Un autre personnages clé a joué un rôle dans la création du CFR, un certain **Paul Warburg** (1868-1932), l'un des artisans de la création de la Reserve Fédérale américaine et frère de Max Warburg qui était, durant la Première Guerre mondiale, le collecteur de fonds pour la Ligue des peuples étrangers de Russie (*Liga der Fremdvölker Rußlands*). Paul Warburg intégra le conseil d'administration du CFR dès sa création et jusqu'en 1932⁷⁰. Au moment de sa mort, il était président de la Manhattan Company et administrateur de la Bank of Manhattan Trust Company, de la Farmers Loan and Trust Company de New York et de la First National Bank of Boston⁷¹.

⁶⁸ PBS, "Colonel Edward House". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.pbs.org/wgbh/americanexperience/features/wilson-colonel-edward-house/>

⁶⁹ NEU Charles E., *Colonel House: A Biography of Woodrow Wilson's Silent Partner*, Oxford University Press, 2014. Cited by Intelligence in Public Media, Reviewed by Mark BENBOW, *Studies in Intelligence* Vol. 59 N° 3 (Extracts, September 2015). [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.cia.gov/static/Colonel-House.pdf>

⁷⁰ CFR, "Historical Roster of Directors and Officers". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/historical-roster-directors-and-officers>

⁷¹ Federal Reserve History, "Paul M. Warburg". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.federalreservehistory.org/people/paul-m-warburg>

Nous pouvons citer le journaliste **Walter Lippmann** (1889-1974). Il a étudié la manipulation de l'opinion publique dans l'intérêt du Bien commun dans son livre *Public Opinion*, sorti en 1922. Nous lui devons l'expression restée à la postérité « la fabrique du consentement » (*manufacture of consent*). Elle décrit comment, par un jeu de propagande manipulateur, une élite éclairée peut faire accepter à une foule ses décisions⁷². Son ouvrage reste encore aujourd'hui un texte classique en études de communication⁷³. Walter Lippmann entre au conseil d'administration du CFR à partir de 1932 et le resta jusqu'en 1937.

Et le dernier, **Otto Hermann Kahn** (1867-1934). Un banquier américain d'origine allemand qui fut connu pour être associé avec Jacob Schiff, et surtout avec Felix et Paul Warburg de la banque d'investissement Kuhn, Loeb & Co⁷⁴. En 1977, la banque a fusionné avec la Lehman Brothers.

Le premier président du CFR se nommait, quant à lui, **John W. Davis**, l'ancien ambassadeur américain pour le Royaume-Uni sous le président Woodrow Wilson. On remarquera parmi les présidents du CFR qui se sont succédé jusqu'à maintenant, que figure **Allen W. Dulles** (de 1946 à 1950), le premier directeur de la CIA et l'un des initiateurs de Radio Free Europe, la future RFE/RL. Nous constatons

⁷² ARNOLD-FORSTER Tom (02/02/2023), « *Walter Lippmann and Public Opinion* », *American Journalism*, Vol. 40, pages 51-79. [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/08821127.2022.2161665>

⁷³ Nous pouvons compléter avec les ouvrages traitant de cette question : *Psychologie des Foules*, de Gustave Le Bon (1895), et *Propaganda* d'Edward Bernays (1928).

⁷⁴ The New York Times (31/12/1911) « *BANKERS TAKE IN PARTNERS.; Kuhn, Loeb & Co. and J.P. Morgan & Co. Each Add a Member to the Firm* ». [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.nytimes.com/1911/12/31/archives/bankers-take-in-partners-kuhn-loeb-co-and-jp-morgan-co-each-add-a.html>

au sein de l'actuel conseil consultatif mondial du CFR, la présence de l'oligarque ukrainien **Victor Pinchuk**⁷⁵.

- **Direction et conseil d'administration du CFR.**

Le CFR était présidé depuis 2003 et jusqu'à il y a récemment par **Richard N. Haass**. De 2001 à 2003, il a été le directeur de la planification politique au Département d'État sous l'administration de George W. Bush. Auparavant, il était le vice-président et directeur des études de politique étrangère à la Brookings Institution, membre de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) et ancien associé principal du Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)⁷⁶. De 1989 à 1993, il a été assistant spécial du président George H.W. Bush et directeur principal pour les affaires du Proche-Orient et de l'Asie du Sud au sein du Conseil de sécurité nationale (NSC)⁷⁷, donc au moment de la guerre du Golfe. En février 2021, il quitte le parti républicain et devient un critique virulent de la politique étrangère de Donald Trump⁷⁸. La même année, dans le magazine du CFR, *Foreign Affairs*, Haass déplore le retrait des troupes américaines d'Afghanistan opéré par le président Biden et avait

⁷⁵ CFR, "Global Board of Advisors". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/global-board-advisors>

⁷⁶ HASS Richard (01/01/1994) « *Intervention: The Use of American Military Force in the Post-Cold War World* », Carnegie Endowment for International Peace. [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://carnegieendowment.org/1994/01/01/intervention-use-of-american-military-force-in-post-cold-war-world-pub-193>

⁷⁷ U.S. Department of State Archive, "Richard N. Haass". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://2001-2009.state.gov/ou-tofdate/bios/h/5492.htm>

⁷⁸ CASTRONUOVO Celine (10/02/2021) « *Council on Foreign Relations president invokes former boss Reagan in quitting GOP* », The Hill. [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://thehill.com/homenews/news/538210-top-diplomat-invokes-former-boss-ronald-reagan-in-quitting-gop/>

comparé sa politique étrangère à celle de Trump. Il indiquait que le président démocrate était déterminé à *poursuivre un nationalisme trumpien qui rejette l'internationalisme américain précisément au moment où il est le plus nécessaire*⁷⁹. Cela semble faire écho au *microbe* de Clarence Streit. Ces déclarations ne sont pas si choquantes quand nous observons que le patron du CFR avait obtenu, en 1973, la bourse d'étude Cecil Rhodes. Pour terminer, c'est un participant au World Economic Forum⁸⁰. Depuis juin 2023, Richard N. Haass a démissionné de ses fonctions pour être remplacé par **Michael B.G. Froman**. Ce dernier a été conseiller adjoint à la sécurité nationale des États-Unis pour les affaires économiques internationales sous l'administration de Bill Clinton, puis ancien représentant américain au commerce sous l'administration de Barack Obama. Dans son adolescence, il intégra l'Organisation de jeunesse B'nai B'rith (*B'nai B'rith Youth Organization*, BBYO) où il devient 56^e président international en 1980⁸¹. Froman a été ensuite *Resident Fellow* du German Marshall Fund of United States. Ensuite, il a été le directeur général des activités d'assurance internationale de Citi Group. En 2018, il a rejoint la compagnie Mastercard en tant que vice-président et président de la croissance stratégique⁸². La même année, il a été nommé

⁷⁹ MAITRA Sumantra (06/10/2021) « *Why Biden's Foreign Policy Looks so Similar to Trump's* » The National Interest. [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://nationalinterest.org/feature/why-biden%E2%80%99s-foreign-policy-looks-so-similar-trump%E2%80%99s-194948>

⁸⁰ World Economic Forum, "Richard N. Haass". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/richard-n-haass>

⁸¹ BBYO, "Past Grand Aleph Godolim of the Aleph Zadik Aleph". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : https://web.archive.org/web/20130121181741/http://bbyo.org/past_gags/

⁸² Reuters (16/04/2018) « *BRIEF-Ambassador Michael Froman Joins Mastercard As Vice Chairman And President, Strategic Growth* ». [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.reuters.com/article/brief-ambassador-michael-froman-joins-ma-idUSASC09VXT>

directeur à la Walt Disney Company⁸³. Le nouveau président du CFR dispose aussi de plusieurs bourses d'études : une bourse de la Maison-Blanche, une de la Fondation Ford, une de la Fondation MacArthur et une dernière, la bourse Fulbright (subventionnée par le Département d'État américain). C'est aussi un participant au World Economic Forum⁸⁴.

La présidence du conseil d'administration du CFR est assurée quant à elle par **David M. Rubenstein**, un milliardaire américain dont *Forbes* dit qu'il possède une fortune estimée, en août 2023, à 3,2 milliards de dollars⁸⁵. Il est le cofondateur et le coprésident exécutif du Groupe Carlyle, la société américaine spécialisée en matière de gestion d'actifs et de la Défense, l'une des plus importantes du monde⁸⁶. Le groupe Carlyle avait parmi ses conseillers des personnalités importantes telles que l'ancien président des États-Unis George H.W. Bush ; l'ancien secrétaire à la Défense et ancien directeur adjoint de la CIA, Frank Carlucci ; mais aussi un certain Mikhaïl Khodorkovski⁸⁷. David Rubenstein est également coprésident

⁸³ The Walt Disney Company, "MICHAEL B.G. FROMAN". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://thewaltdisney-company.com/leaders/michael-froman/>

⁸⁴ World Economic Forum, "Michael Froman". [En ligne] Consulté le 23 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/michael-froman>

⁸⁵ Forbes, "David Rubenstein". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.forbes.com/profile/david-rubenstein/?sh=398d46a3792f>

⁸⁶ Carlyle, "Our People". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.carlyle.com/our-people>

NOTE : Les autres co-présidents et fondateurs du groupe se nomme William E. Conway, Jr., et Daniel A. D'Aniello. Ce dernier est le président du think tank American Enterprise Institute (AEI) mais aussi membre à vie du conseil d'administration de l'Université de Syracuse, soit l'une des universités américaines qui recrute les futurs agents de la CIA.

⁸⁷ SCHNEIDER Greg (10/11/2003) « Arrested Russian Businessman Is Carlyle Group Adviser », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL :

émérite du think tank Brookings Institution⁸⁸ et participant au World Economic Forum⁸⁹.

Le conseil d'administration du CFR est composé de :

- **Blair W. Effron.** Vice-président du CFR, et cofondateur de la banque d'investissement Centerview Partners.
- **Jami Miscik.** Vice-présidente du CFR, conseillère principale en géopolitique du Groupe Lazard et PDG de Global Strategic Insights. Avant, elle travaillait en tant que PDG dans la société de conseil fondée par Henry Kissinger, Kissinger Associates. Elle était même responsable mondial du risque souverain chez la banque Lehman Brothers. Jami Miscik est pareillement membre du conseil d'administration de Morgan Stanley, General Motors, HP In., et d'In-Q-Tel. Elle a été directrice adjointe du renseignement pour la CIA⁹⁰.
- **Thad W. Allen.** Président du Conseil consultatif national sur le positionnement, la navigation et le timing spatiaux de la NASA. Ancien vice-président exécutif chez la société de conseil, Booz Allen Hamilton. Il est aussi coprésident du conseil des visiteurs de la National Intelligence University⁹¹, c'est-à-dire l'université du renseignement national gérée par et pour la Communauté du renseignement des États-Unis (IC).

<https://www.washingtonpost.com/archive/business/2003/11/10/arrested-russian-businessman-is-carlyle-group-adviser/7e20a4a3-b67b-493e-bc4e-f05f63ec7ac5/>

⁸⁸ Brookings Institution, "David M. Rubenstein". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.brookings.edu/people/david-m-rubenstein/>

⁸⁹ World Economic Forum, "David M. Rubenstein". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/david-m-rubenstein>

⁹⁰ CFR, "Jami Miscik". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/jami-miscik>

⁹¹ CFR, "Thad W. Allen". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/thad-w-allen-0>

- **Nicholas F. Beim.** Associé chez Venrock, une société de capital-risque créée par la famille Rockefeller. Il siège à plusieurs conseils d'administration dont Dataminr et Rebellion Defense qui se concentre sur l'intelligence artificielle (IA). Auparavant, il avait travaillé chez Matrix Partners, Goldman Sachs, et McKinsey & Company⁹².
- **Afsaneh Mashayekhi Beschloss.** Fondatrice et PDG de la société d'investissement RockCreek. Dans le passé, elle était directrice générale et associée du groupe Carlyle, et avait travaillé chez JP Morgan ainsi qu'à la Banque Mondiale. Elle est aussi administratrice de la Fondation Rockefeller⁹³. Participante au World Economic Forum⁹⁴.
- **Margaret Mary Brennan.** Correspondante en chef des affaires étrangères de CBS News. En 2010, elle a couvert la réunion du World Economic Forum⁹⁵.
- **Sylvia Mathews Burwell.** Présidente de l'American University. Ancienne secrétaire du ministère américain de la Santé et des Services sociaux sous l'administration de Barack Obama. Elle fut la présidente de la Fondation Walmart ainsi que présidente et

⁹² CFR, "Nicolas F. Beim". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/nicholas-f-beim-1>

⁹³ CFR, "Afsaneh Mashayekhi Beschloss". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/afsaneh-mashayekhi-beschloss>

⁹⁴ WEF, "Afsaneh Mashayekhi Beschloss". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/afsaneh-mashayekhi-beschloss>

⁹⁵ REAGAN Gillian (29/01/2010) « *Davos Virgin Margaret Brennan déboutonne les titans de la finance* », Business Insider. [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.businessinsider.com/a-davos-virgins-confession-on-opening-up-unbuttoning-titans-of-finance-2010-1?r=US&IR=T>

fondatrice du programme de développement mondial de la Fondation Bill & Melinda Gates⁹⁶. Boursière Cecil Rhodes (1987).

- **Kenneth I. Chenault.** PDG de la société de capital-risque General Catalyst.
- **Tony Coles.** Président exécutif et PDG de Cerevel Therapeutics, la société de biotechnologie du portefeuille Bain. Ancien PDG d'Onyx Pharmaceuticals. Il siège aux conseils d'administration de Regeneron et de McKesson Corporation⁹⁷.
- **Cesar Conde.** Président de NBCUniversal News Group qui supervise NBC News, MSNBC et CNBC. De 2002 à 2003, il fut membre de la Maison Blanche auprès du secrétaire d'État Colin L. Powell. Il avait travaillé pour le groupe fusions et acquisitions, Salomon Smith Barney. Ensuite, il siège au conseil d'administration de Walmart, de PepsiCo et de l'Aspen Institute. Il est Young Global Leader du World Economic Forum⁹⁸.
- **Jane Fraser.** PDG de la banque Citi. Auparavant, elle était associée chez McKinsey & Company et avait entamé sa carrière au sein du groupe Goldman Sachs⁹⁹. Participante et contributrice pour le World Economic Forum¹⁰⁰.
- **Stephen Freidheim.** Fondateur et directeur associé de la société de conseil en investissement, Cyrus Capital Partners¹⁰¹.

⁹⁶ CFR, "Sylvia Mathews Burwell". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/experts/sylvia-mathews-burwell>

⁹⁷ CFR, "Tony Coles". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/tony-coles>

⁹⁸ CFR, "Cesar Conde". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/cesar-conde>

⁹⁹ CFR, "Jane Fraser". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/jane-fraser>

¹⁰⁰ World Economic Forum, "Jane Fraser". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/jane-fraser>

¹⁰¹ CFR, "Stephen Freidheim". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/stephen-freidheim>

- **James P. Gorman.** Président-directeur général de la banque Morgan Stanley. Il avait travaillé antérieurement à la direction de Merrill Lynch et en tant qu'associé principal chez McKinsey & Compagny. C'est aussi l'ancien directeur de la Banque de réserve fédérale de New York, et ancien président du Conseil consultatif fédéral auprès du Conseil de la Réserve fédérale américaine¹⁰². Participant au World Economic Forum¹⁰³.
- **Stephen J. Hadley.** Directeur de Rice, Hadley, Gates & Manuel LLC., la société internationale de conseil stratégique fondée par l'ancienne secrétaire d'État sous le Président George W. Bush, Condoleezza Rice, avec l'ancien secrétaire à la Défense Robert Gates et Anja Manuel. Il est le vice-président exécutif du conseil d'administration de l'Atlantic Council et a occupé le poste de président de l'United States Institute of Peace (USIP). De 2001 à 2005, assistant du président et conseiller adjoint à la sécurité nationale, sous la direction de Condoleezza Rice. Puis, de 2005 à 2009, assistant du président pour les affaires de sécurité nationale¹⁰⁴. En 2019, il a participé au Forum juif de Kiev parrainé par Boris Lozhkin¹⁰⁵.
- **Margaret Ann Hambourg.** Ancienne commissaire de la Food and Drug Administration des États-Unis. Participante du World Economic Forum¹⁰⁶.
- **Charles Johnson.** Associé du cabinet d'avocats Paul, Weiss, Rifkind, Wharton & Garrison LLP, membre du conseil

¹⁰² CFR, "James P. Gorman". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/experts/james-p-gorman>

¹⁰³ World Economic Forum, "James P. Gorman". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/james-p-gorman>

¹⁰⁴ CFR, "Stephen J. Hadley". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/stephen-j-hadley>

¹⁰⁵ Revoir le Chapitre 6 sur le Kyiv Jewish Forum.

¹⁰⁶ World Economic Forum, "Margaret A. Hambourg". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/margaret-a-hambourg>

d'administration de Lockheed Martin et du producteur d'acier US Steel. De 2013 à 2017, il fut secrétaire américain à la sécurité intérieure sous l'administration Obama¹⁰⁷.

- **James Manyika.** Vice-président senior de Google. Il est responsable du département Technologie et société qui se concentre sur l'intelligence artificielle (IA). Antérieurement, il a travaillé pendant 25 ans chez McKinsey & Company où il était membre du conseil d'administration. Il a été associé principal émérite et président émérite du McKinsey Global Institute (MGI)¹⁰⁸. Boursier Cecil Rhodes (1989) et participant au World Economic Forum¹⁰⁹.
- **William H. McRaven.** Professeur de sécurité nationale à la Lyndon B. Johnson School of Public Affairs de l'Université du Texas. Il est aussi conseiller principal du groupe Lazard. C'est un amiral quatre étoiles de l'US Marine à la retraite qui commandait les forces d'opérations spéciales des États-Unis à tous les niveaux¹¹⁰. Au cours de sa carrière, il a été nommé premier directeur du Centre de coordination des forces d'opérations spéciales (NSCC) de l'OTAN¹¹¹.
- **Justin Muzinich.** Président-directeur général, du cabinet-conseil Muzinich & Co. De 2018 à 2021, il a été secrétaire adjoint au Trésor américain sous l'administration Biden où il a représenté

¹⁰⁷ CFR, "Jeh Charles Johnson". [En ligne] Consulté le 24 août 2023.

URL : <https://www.cfr.org/bio/jeh-charles-johnson-1>

¹⁰⁸ CFR, "James Manyika". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/james-manyika>

¹⁰⁹ World Economic Forum, "James Manyika". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/james-manyika>

¹¹⁰ CFR, "William H. McRaven". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/william-h-mcraven>

¹¹¹ Navyseals, "William H. McRaven". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://navyseals.com/ns-overview/notable-seals/william-h-mcraven/>

les États-Unis aux réunions du G7, du G20 et de l'OCDE. Il a débuté sa carrière chez Morgan Stanley¹¹².

- **Janet Napolitano.** Professeure, fondatrice et directrice du Centre pour la sécurité en politique à l'UC Berkeley. Elle est membre du conseil d'administration de la RAND Corporation¹¹³. En 2022, elle a été nommée par le président Biden au Conseil consultatif présidentiel sur le renseignement¹¹⁴.
- **Meghan L. O'Sullivan.** Membre du conseil d'administration de Raytheon, qui est l'un des plus grands fabricants d'armes au monde. Sous l'administration de George W. Bush, elle occupait le poste d'assistante spéciale du président et conseillère adjointe à la sécurité nationale pour l'Irak et l'Afghanistan¹¹⁵. Mais surtout, elle est la présidente nord-américaine de la Commission Trilatérale et participante du World Economic Forum¹¹⁶.
- **Deven J. Parekh.** Directeur général de la société de capital-investissement Insight Partners, pesant 50 milliards de dollars. Il est aussi membre du conseil d'administration de l'US

¹¹² Muzinich & Co, "Justin Muzinich". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.muzinich.com/people/justin-muzinich>

¹¹³ CFR, "Janet A. Napolitano". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/janet-napolitano>

¹¹⁴ White House.gov (04/05/2022) « *President Biden Announces Appointments to the President's Intelligence Advisory Board and the National Science Board* ». [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/05/04/president-biden-announces-appointments-to-the-presidents-intelligence-advisory-board-and-the-national-science-board/>

¹¹⁵ White House – President George W. Bush, "Meghan O'Sullivan". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/government/mosullivan-bio.html>

¹¹⁶ World Economic Forum, "Meghan O'Sullivan". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/meghan-osullivan>

International Development Finance Corporation¹¹⁷. Il est *Henry Crown Fellow* de l'Aspen Institute et membre du conseil d'administration de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP)¹¹⁸.

- **Charles Phillips.** Associé directeur et cofondateur de la société d'investissement et de transformation technologique, Recognize. Anciennement, il fut PDG et président d'Infor, directeur général du groupe technologique de Morgan Stanley. Il siège au conseil d'administration de Paramount, American Express, d'Apollo Theater, de Black Economic Alliance et au Conseil de relance économique du président Obama. Pour terminer, Phillips a été le co-président et directeur d'Oracle Corporation¹¹⁹.
- **Richard L. Plepler.** Fondateur et PDG d'EDEN Productions et ancien président-directeur général de Home Box-Office, Inc. (HBO)¹²⁰.
- **Ruth Porat.** Vice-présidente principale et directrice financière de Google et d'Alphabet. Auparavant, elle était vice-présidente exécutive et directrice financière de Morgan Stanley. Participante du World Economic Forum¹²¹.
- **Laurene Powell Jobs.** Fondatrice et présidente de la société à but non lucratif et philanthropique Emerson Collective, qui est en partenariat avec le World Economic Forum¹²². Laurene Jobs

¹¹⁷ CFR, "Deven J.Parekh". [En ligne] Consulté le 24 août 2023.URL : <https://www.cfr.org/bio/deven-j-parekh-1>

¹¹⁸ CEIP, "Trustees". [En ligne] Consulté le 24 août 2023.URL : <https://carnegieendowment.org/about/trustees>

¹¹⁹ CFR, "Charles Phillips". [En ligne] Consulté le 24 août 2023.URL : <https://www.cfr.org/bio/charles-phillips>

¹²⁰ CFR, "Richard L. Plepler". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/richard-l-plepler>

¹²¹ World Economic Forum, "Ruth Porat". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/ruth-porat>

¹²² World Economic Forum, "Emerson Collective". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/organizations/emerson-collective>

est la propriétaire et présidente du conseil d'administration du média *The Atlantic*¹²³, celui qui publie les articles en faveur de la décolonisation de la Russie écrits par le journaliste du Hudson Institute et participant au Forum des nations libres de la post-Russie, Casey Michel.

- **L. Rafael Reif.** Président émérite du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Participant et contributeur du World Economic Forum¹²⁴.
- **Mariko Silver.** Elle a été Présidente et directrice générale de la Henry Luce Foundation. Elle a travaillé au sein du Département de la Sécurité intérieure sous l'administration Obama¹²⁵.
- **James D. Taiclet.** Président-directeur général de Lockheed Martin. Participant au World Economic Forum¹²⁶.
- **Frances Fragos Townsend.** Vice-présidente exécutive des affaires générales, chez Activision Blizzard. De 2003 à 2004, conseillère adjointe à la sécurité nationale pour la lutte contre le terrorisme. Puis de 2004 à 2008, assistante du président George W. Bush pour la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme. Elle avait présidé le Conseil de sécurité intérieure et était intégrée au groupe consultatif principal du Directeur du renseignement national (*Director of National Intelligence*, DNI), au conseil consultatif externe de la CIA et au conseil consultatif du président américain sur le renseignement. Townsend est au sein de plusieurs conseils d'administration, dont l'Atlantic Council, le

¹²³ CFR, "Laurene Powell Jobs". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/laurene-powell-jobs>

¹²⁴ World Economic Forum, "L. Rafael Reif". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/l-rafael-reif>

¹²⁵ CFR, "Mariko Silver". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/mariko-silver>

¹²⁶ World Economic Forum Annual Meeting, List of Participants As of 17 November 2021 Davos-Klosters, Switzerland, 17 - 21 January 2022. [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.politico.com/f/?id=0000017d-4764-df97-a9ff-ff7fb8a80000>

Center for Strategic and International Studies (CSIS), le McCain Institute, l'International Republican Institute (IRI), et il est membre du groupe stratégique d'Aspen et du comité exécutif de la Commission Trilatérale¹²⁷. En somme, une ribambelle de think tanks néoconservateurs.

- **Tracey T. Travis.** Vice-présidente exécutive et directrice financière d'Estée Lauder Companies¹²⁸, la société du président du Congrès juif mondial (WJC), Ronald Lauder, et partenaire du World Economic Forum.
- **Daniel H. Yergin.** Vice-président de S&P Global, soit la société-mère de l'agence d'analyse financière Standard & Poor's. Participant au World Economic Forum¹²⁹.
- **Fareed Zakaria.** Animateur pour CNN, chroniqueur pour le *Washington Post*, et rédacteur en chef pour *The Atlantic*. Il a été l'ancien rédacteur en chef du *Foreign Affairs*, le magazine du CFR. En 2016, Il avait participé au Yalta European Strategy (YES) organisé par la Victor Pinchuk Foundation en présence notamment de Boris Lozhkin et de Victor Pinchuk¹³⁰. Participant au World Economic Forum¹³¹.
- **Amy Zegart.** Professeure et chercheuse principale à la Hoover Institution. Ancienne consultante chez McKinsey & Company. Participante au World Economic Forum¹³².

¹²⁷ CFR, "Frances Fargos Townsend". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/frances-fragos-townsend>

¹²⁸ CFR, "Tracey T. Travis". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/bio/tracey-t-travis>

¹²⁹ World Economic Forum, "Daniel Yergin". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/daniel-yergin>

¹³⁰ Revoir le Chapitre 6 sur le Kyiv Jewish Forum.

¹³¹ World Economic Forum, "Fareed Zakaria". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/fareed-zakaria>

¹³² World Economic Forum, "Amy Zegart". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/amy-zegart>

Viennent ensuite les membres émérites :

Maurice R. Greenberg, président de l'organisation mondiale d'assurance et d'investissement Starr Companies, et ancien PDG d'AIG. **Carla A. Hills**, présidente-directrice générale de Hills & Company, membre du conseil d'administration international de Starr Companies et de JPMorgan Chase, conseillère principale au CSIS, et membre du comité exécutif de la Commission Trilatérale¹³³. **Robert E. Rubin**, ancien secrétaire au trésor des États-Unis et qui a travaillé pendant 26 ans chez Goldman Sachs¹³⁴. Et l'ancien président du CFR, **Richard Haass**.

En résumé, nous signalons la présence significative des personnes en lien avec le World Economic Forum au sein de la direction du CFR. 18 sur les 40 postes, soit 45% de l'effectif dont l'ancien et le nouveau président du CFR. Rajoutons la concentration de cadres dirigeants de banques ou de multinationales, d'anciens fonctionnaires gouvernementaux, et des connivences avec les services de renseignement américains. Nous constatons qu'il existe factuellement un entremêlement aussi bien avec les différents réseaux de pouvoir qu'avec les sphères politiques, économiques, industrielles, universitaires, philanthropiques et technologiques.

- **Le *Foreign Affairs* et « la refondation de l'ordre mondial ».**

Nous devons également au CFR la promotion et la renommée controversée d'un professeur américain ayant développé, durant les années 1990, une thèse sur les nouveaux rapports de force qui prédomineraient dans l'ère post-Guerre froide. Ce professeur et ami de

¹³³ CSIS, "Carla Hills". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.csis.org/people/carla-hills>

¹³⁴ CFR, "Robert E. Rubin". [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/expert/robert-e-rubin>

Zbigniew Brzezinski, était Samuel Huntington (1927-2008), l'auteur du *Choc des civilisations*. Le 19 octobre 1992, Samuel Huntington a été invité au think tank American Enterprise Institute (AEI) où il a tenu une conférence portant sur le sujet¹³⁵. Mais ce fut par le biais de l'article publié en date du 1^{er} juin 1993 dans le *Foreign Affairs*, le magazine du CFR, que sa thèse se fera connaître¹³⁶. Puis, en 1996, il développa davantage ses réflexions dans le livre *The Clash of Civilizations and Remaking of World Order* (Le choc des civilisations et la refondation de l'Ordre mondial). Le livre se voulait être une réponse à son élève Francis Fukuyama et à son livre *La Fin de l'histoire*. Huntington développe donc la thèse selon laquelle les guerres de civilisations sont en passe de devenir la base de la politique mondiale. Huntington subdivise le monde en huit grandes civilisations : occidentale (Amérique du Nord, Europe et Australie), latino-américaine, africaine, islamique, indoue, chinoise, orthodoxe, bouddhiste et japonaise. Il insiste sur les conflits de culture entre civilisation occidentale et islamique et les conflits économiques entre monde occidental et monde asiatique [Chine], affirmant que la résurgence de l'islam entraînera un conflit avec l'Occident, guidé par la volonté de dominer l'autre. Parmi les solutions pour préserver la civilisation occidentale, Huntington préconisait de mener à bien l'intégration politique, économique et militaire pour coordonner leurs politiques afin d'empêcher les États d'autres civilisations d'exploiter leurs différends. En somme, créer des institutions supranationales qui engloberaient l'Europe et l'Amérique, donc le bloc civilisationnel occidental, au nom d'un tronc culturel commun pour contrecarrer le déclin relatif de l'Occident. Il est intéressant de relever qu'Huntington décrivait le déclin en citant le suicide culturel, la désunion

¹³⁵ HUNTINGTON Samuel P. (19/10/1992) « *The Clash of Civilizations - Bradley Lecture Series* », American Enterprise Institute. [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.aei.org/events/the-clash-of-civilizations/>

¹³⁶ HUNTINGTON Samuel P. (01/06/1993) « *The Clash of Civilizations ?* », *Foreign Affairs*. [En ligne] Consulté le 24 août 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/1993-06-01/clash-civilizations>

politique, le développement des comportements antisociaux (crime, drogue, violence), la perte des valeurs familiales, la préférence accordée à l'éthique et à la complaisance, la chute du niveau scolaire et du niveau intellectuel, la baisse dans les relations de confiance, la baisse démographique, etc. En somme, une crise morale, voire existentielle¹³⁷. Les débats clivants en Occident sur le wokisme, la *cancel culture*, l'intersectionnalité, la théorie du genre, en résumé ce que le journaliste britannique Douglas Murray appelle *la Grande déraison*¹³⁸, tend à donner raison à Huntington sur ce point. Autre proposition marquante, intégrer les États occidentaux à l'Union européenne et à l'OTAN – dont ceux d'Europe centrale. Idée qui sera reprise par son ami Zbigniew Brzezinski dans *Le Grand Échiquier* et appliqué au cours de la décennie suivante. Puis encourager ce qu'il appelle *l'occidentalisation* de l'Amérique latine, et freiner le développement militaire des États de l'islam et chinois afin de maintenir la supériorité technologique et militaire de l'Occident sur les autres civilisations. Huntington tend à nous expliquer que face aux dangers émanant des autres civilisations (chinoise et islamique), il recommandait de regrouper le bloc occidental sous le patronage américain et d'étendre ce bloc à l'Amérique latine. En somme, cette thèse légitimerait les États-Unis en tant que chef de la civilisation occidentale au nom du danger commun. Pour résumer en une phrase, maintenir la domination du monde occidental par l'Amérique au travers du prisme culturel et civilisationnel.

Pourtant, il proposait aussi que la Russie soit reconnue comme une *puissance phare* du monde orthodoxe et comme *une puissance régionale essentielle* ayant *de légitimes intérêts dans la sécurité de ses frontières sud*. C'est-à-dire concéder le fait que la Russie avait sa place dans l'ordre international. Cette recommandation n'a pas été prise en considération par les néoconservateurs américains au regard de leur politique étrangère vis-à-vis de la Fédération de Russie.

¹³⁷ HUNTINGTON Samuel P., *Le choc des civilisations*, éditions Odile Jacob, Paris, 1997, pages 336-337.

¹³⁸ MURRAY Douglas, *La Grande Dérison – Race, genre, identité*, éditions L'artilleur, Paris, 2020.

Ils ont préféré appuyer les séparatistes tchéchènes et, plus tard, la révolution orange et l'Euromaïdan en Ukraine. Autre anecdote captivante, Huntington voyait les risques de sécession de l'Ukraine entre sa partie occidentale ukrainophone tournée vers l'Ouest et sa partie russophone orientée à l'Est vers la Russie, en citant en particulier la Crimée. Toutefois, il tablait sur un scénario, le plus probable selon lui, que l'Ukraine resterait à la fois unie, déchirée de l'intérieur, indépendante et coopérerait intimement avec la Russie. Il insistait sur le fait que les relations culturelles russo-ukrainiennes fournissaient *la base de l'unité du monde orthodoxe*¹³⁹. Cette possibilité fut annihilée en 2014.

Huntington insistait lourdement sur cet écueil : il fallait admettre que toute intervention de l'Occident dans les affaires dites des autres civilisations était *probablement la plus dangereuse cause d'instabilité et de conflit généralisé dans le monde aux civilisations multiples*¹⁴⁰. Les guerres américaines, et plus largement occidentales, étalées sur ces trente dernières années, semblent une nouvelle fois lui donner raison.

Cependant, si nous revenons à la séparation artificielle du monde selon Huntington, elle ne correspond pas à la vision, aux intérêts et même aux cultures des divers peuples et nations du monde. De cette façon, il intègre, dans le bloc civilisationnel occidental, des pays protestants et catholiques, mais pas l'Amérique latine qui est majoritairement catholique. Le bloc civilisationnel islamique intègre Israël, les pays sunnites et chiïtes. La civilisation chinoise intègre la Chine excepté le Tibet qui appartiendrait à la civilisation bouddhiste, mais aussi les deux Corées et le Viêtnam (dont le plus important groupe religieux est bouddhiste). Le bloc civilisationnel orthodoxe intègre la Bosnie et l'Albanie (majoritairement musulmanes). On pourrait d'ailleurs se demander pourquoi, dans le schéma d'Huntington, il n'existerait pas une civilisation judaïque, égyptienne ou persane au regard de leurs histoires plurimillénaires, à l'instar de la particularité

¹³⁹ HUNTINGTON Samuel P., (op.cité), pages 178-183.

¹⁴⁰ *Idem*, page 345.

de la civilisation japonaise¹⁴¹. Cette vision simpliste du monde est aujourd'hui fissurée avec l'exemple de la montée des BRICS qui regroupent des pays pourtant de civilisations différentes, mais dont l'attraction vers un monde multipolaire a été le moteur de l'association. Ces pays se sont écartés ainsi du choc entre civilisations, sans pour autant dénier les tensions culturelles et religieuses pouvant exister entre eux. Nous pouvons citer l'alliance militaire et économique entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. Cette dernière appartient à la « civilisation islamique », mais dont les intérêts géostratégiques (elle est positionnée juste en face de l'Iran) et énergétique (ressources pétrolières) ont motivé davantage ce rapprochement qu'une confrontation civilisationnelle, alors que cette même Arabie saoudite a financé, avec le Qatar, la propagande et le terrorisme islamiste dans le monde. Ces pays ont contribué à la résurgence de l'islam et à la non-intégration des immigrés musulmans d'Europe qu'Huntington signale comme *un problème immédiat* au même titre que les immigrés mexicains pour les États-Unis¹⁴². Pourtant, le petit émirat qatari accueille depuis 2002 la base militaire américaine d'Al-Udeid ayant servi pour les opérations militaires en Afghanistan, en Irak en 2003 et en Syrie contre Daesh. Les questions sécuritaires et énergétiques passent, dans ce cas précis, avant les questions religieuses ou civilisationnelles.

La thèse de Huntington fut récupérée par les néoconservateurs américains et en particulier par l'administration de George W. Bush après le 11 septembre 2001 dans sa « guerre contre la Terreur » et son combat contre « l'Axe du Mal » : Syrie, Irak, Iran et Corée du Nord¹⁴³. Mais sans mentionner les principaux sponsors du terrorisme islamiste : l'Arabie saoudite et le Qatar. Ni encore moins l'une des principales organisations encourageant la conquête islamique de

¹⁴¹ *Idem*, page 21.

¹⁴² *Idem*, page 223.

¹⁴³ VICTOR Jean-Christophe, « *Il n'y a pas de choc des civilisations* », Arte/Le dessous des cartes, Réalisation : Alain Jomier (France, 2002-10mn). [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://www.daily-motion.com/video/x2vtmjib>

l'Europe, les Frères Musulmans, qui ont été catalogués comme organisation terroriste dans plusieurs pays du Moyen Orient, ainsi qu'en Russie. Néanmoins, en consultant le site internet du Département d'État américain, les Frères musulmans (*Muslim Brotherhood*) ne figurent pas, à ce jour, sur la liste des organisations terroristes¹⁴⁴. Il en va de même pour l'Union européenne¹⁴⁵. La question que l'on pourrait se poser est pourquoi ? Rappelons que les Frères musulmans ont été appuyés par la CIA pour contrer l'influence du communisme durant la Guerre froide¹⁴⁶.

Détail attractif, dans sa transcription anglaise, le livre de Huntington présente sur la couverture les impressions d'Henry Kissinger : *one of the most important books to have emerged since the end of the Cold war*. Traduit comme suit : « l'un des livres les plus importants parus depuis la fin de la Guerre froide ».

- **Les généreux donateurs du CFR.**

Selon le rapport annuel du CFR de 2021-2022, le think tank a reçu 77 000 000 \$¹⁴⁷ en provenance des donateurs suivants :

a) *Pour le financement du David Rockefeller Studies Program :*

Bloomberg Philanthropies, Benjamin Breslauer, Compton Foundation, Dean Dakolias, Shelby Cullom Davis, Charitable Fund, Diamonstein-Spielvogel Foundation, **Exxon Mobil Corporation**, **Bill**

¹⁴⁴ U.S. Department of State, "Foreign Terrorist Organizations". [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://www.state.gov/foreign-terrorist-organizations/>

¹⁴⁵ *Journal officiel de l'Union européenne*, L25, 65^e année, 4 février 2022. [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=OJ:L:2022:025:FULL>

¹⁴⁶ Revoir le chapitre 2 sur la troisième tentative de démantèlement de la Russie.

¹⁴⁷ CFR, "Funding". [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/funding>

& Melinda Gates Foundation, Roger Hertog, Christopher W. Johnson, Charitable Trust, René Kern Family Foundation, Charles Koch Institute, Koret Foundation, Philip C. Lauinger Jr., Henry Luce Foundation, Estate of Mary Alyce Merow, Mitsubishi Corporation (Americas), Mitsubishi Heavy Industries America, Mitsui & Co. (U.S.A.), Robert E. Rubin, Bernard and Irene, Schwartz Foundation, Smith Richardson Foundation, Abraham David Sofaer, Stanton Foundation, James S. Tisch, Toyota Motor Corporation, Kenneth T. Wasserman

b) Pour le financement des bourses et des programmes pour les stagiaires :

Robert A. Belfer, Blavatnik Family Foundation, **Carnegie Corporation of New York**, **Ford Foundation**, Hitachi, Ltd., Miles Kahler, Power Corporation of Canada, Kavitar R. Shriram, Dhanam Foundation.

c) Provenant des dons jumelés d'entreprises et de fondations :

Benevity Community, Impact Fund, **Boeing Company**, **Boeing PAC Match Program**, Charities Aid Foundation America, Eaton Vance Management, **Ford Foundation**, Matching Gift Program, Mastercard Impact Fund, Prospect Hill Foundation, Inc., Qualcomm Inc., S&P Global Foundation, Walt Disney Company, Warburg Pincus Foundation, Weingart Foundation¹⁴⁸.

- **Les donateurs pour les années antérieures.**

¹⁴⁸ CFR, *Donor Listing 2021–2022, Annual Fund Operating Grants Endowment and Other Special Gift*. [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : https://cdn.cfr.org/sites/default/files/pdf/2022%20Donor%20Listing.pdf?_gl=1*z43iyj*_ga*MTkwMTAzMjY4Ni4xNjg0NzU3NTE0*_ga_24W5E70YKH*MTY5NDE5ODg3OS45Mi4wLjE2OTQxOTg4NzkuMC4wLjA.

Si nous regardons dans les rapports annuels antérieurs, en prenant l'exemple celui de l'année 2014-2015, nous retrouvons comme donateurs familiaux :

a) Pour le financement du David Rockefeller Studies Program :

Bank of Tokyo-Mitsubishi, UFJ, **Google**, Korea Foundation, Japan Foundation Center for Global Partnership, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, **Rockefeller Brothers Fund**, **Rockefeller Foundation**, United States Institute of Peace (USIP), les **Open Society Foundations (George Soros)**.

b) Provenant des dons jumelés d'entreprises et de fondations :

Adobe Systems Incorporated, AIG Matching Grants Program, American Express, Foundation, Avon Products Foundation, Bloomberg, **The Boeing Company**, Capital Group Companies, Charitable Foundation, **Carlyle Group**, Carnegie Corporation of New York, **Chevron Humankind**, Employee Engagement Fund, **Chevron Humankind**, Matching Gift Program, **Chevron Matching**, Employee Funds EOG Resources Inc, Equifax, Bill & Melinda Gates Foundation, **GE Foundation (General Electric)**, Genworth Foundation, **Goldman, Sachs & Co.**, Matching Gift Program, **JPMorgan Chase Foundation Matching Gift Program**, Kresge Foundation, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Merck Foundation, **Microsoft Matching Gifts Program**, NYSE **Euronext**, David and Lucile Packard Foundation, **Pfizer Foundation Matching Gifts Program**, QUALCOMM Foundation Matching Grant Program, **Rockefeller Foundation**, salesforce.com, inc., Starr Foundation, Takeda Pharmaceuticals, Visa Matching Gift Program, Warburg Pincus, Williams Companies, Inc¹⁴⁹.

¹⁴⁹ CFR, *Donor Listing 2014–2015, Annual Fund Operating Grants Endowment and Other Special Gift*. [En ligne] Consulté le 25 août 2023.
URL :

LE GROUPE BILDERBERG

Le groupe Bilderberg¹⁵⁰ a été fondé en 1954 aux Pays-Bas. Il s'agit d'un autre de ces réseaux regroupant d'importantes personnalités partageant la même vision internationaliste du monde. La figure centrale de sa fondation était **Joseph Retinger** (1888-1960), un Polonais issu de l'aristocratie qui durant la Seconde Guerre mondiale travaillait pour les services secrets britanniques et était le proche conseiller du Premier ministre du gouvernement polonais en exil à Londres, le général Władysław Sikorski (1881-1943). Après la guerre, il milita en faveur de l'unification de l'Europe sur le modèle de fédération. Les 10 et 11 novembre 1947, est créé à Paris le Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne (CICMUE). Il succédait à l'éphémère Comité de liaison des mouvements pour l'unité européenne créé quelques mois plus tôt. Le CICMUE était présidé par le député conservateur britannique et gendre de Winston Churchill, Duncan Sandys, et était dirigé par son secrétaire général, Joseph Retinger¹⁵¹. Le Comité rassemblait des mouvements de plusieurs pays ayant pour cause commune, la mise en place d'un fédéralisme européen. Il était composé de :

- **l'Union européenne des fédéralistes (UEF)** dirigé par le Néerlandais Henri Brugmans,
- **l'United Europe Movement**, dont l'un des fondateurs est l'ancien Premier ministre Winston Churchill,

http://web.archive.org/web/20160409235613/http://i.cfr.org/content/about/annual_report/ar_2015/CFR_2015_Donor_Listing.pdf

¹⁵⁰ Le nom a été donné en référence à l'hôtel néerlandais éponyme ayant accueilli la première réunion du groupe.

¹⁵¹ Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE) – Université du Luxembourg, « *La création du Mouvement européen* ». [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://www.cvce.eu/recherche/unit-content/-/unit/04bfa990-86bc-402f-a633-11f39c9247c4/272166ae-84b2-466b-9cfa-4df511389208>

- **la Ligue indépendante de coopération européenne (LICE)** de l'ancien Premier ministre belge Paul van Zeeland¹⁵²,
- **le Conseil français pour l'Europe unie** que préside le commissaire à l'énergie atomique Raoul Dautry,
- les Nouvelles équipes internationales (NEI) du Français Robert Bichet,
- **l'Union parlementaire européenne (UPE)** du comte **Richard Coudenhove-Kalergi** et fondateur de la Paneurope. L'UPE a notamment conduit à la fondation du Conseil de l'Europe en 1949¹⁵³.

Ce comité va lancer une vaste campagne de propagande en faveur d'une Europe unie. L'un des succès notables du comité a été l'organisation, en mai 1948, du Congrès de la Haye placé sous la présidence d'honneur de Winston Churchill¹⁵⁴. Une réussite qui est suivie de la transformation du CICMUE en Mouvement européen, le 25 octobre 1948. Retinger en devient l'un des secrétaires généraux et crée une section à Londres, vers la fin de l'année 1949. L'organisation se dote comme symbole, d'un drapeau marqué d'un E vert sur fond blanc. Le Mouvement européen est financé, outre les cotisations de ses membres, par des subventions gouvernementales. Le 19 septembre 2000, le *Daily Telegraph* publia un article du journaliste Ambrose Evans-Pritchard, affirmant, sur la base de documents

¹⁵² **Paul van Zeeland** deviendra secrétaire général honoraire du Groupe Bilderberg.

¹⁵³ European Society Coudenhove-Kalergi, "Richard Coudenhove-Kalergi". [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : http://web.archive.org/web/20090525134211/http://www.european-society-coudenhove-kalergi.org/gesellschaft_richardcoudenhovekalergi1.asp

¹⁵⁴ Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE) – Université du Luxembourg, « *Le Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne* ». [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : https://www.cvce.eu/recherche/unit-content/-/unit/04bfa990-86bc-402f-a633-11f39c9247c4/5e4d62cb-3849-434e-ac34-32b989d37059/Resourcess#7f755781-133b-4738-b04f-918204c2810b_fr&overlay

déclassifiés du gouvernement américain, que la communauté du renseignement américain *a mené une campagne dans les années 50 et 60 pour créer une dynamique en faveur d'une Europe unie*. Le Mouvement européen avait reçu des fonds notamment du général William J. Donovan qui était le chef du Bureau américain des services stratégiques en temps de guerre, donc le précurseur de la CIA. L'une des structures qui devait faire avancer l'agenda américain en faveur de l'unité européenne était le Comité américain pour une Europe unie (*American Committee on United Europe*, ACUE)¹⁵⁵, dont le vice-président de l'époque était un certain Allen Dulles, le premier directeur de la CIA. En 1958, l'ACUE finançait le Mouvement européen à hauteur de 53,5% de son budget. Mais encore, l'ACUE était elle-même dotée de fonds provenant des fondations Ford et Rockefeller. La fondation Ford était dirigée par Paul Hoffman, ancien officier de l'OSS (ancêtre de la CIA) et qui a dirigé l'ACUE à la fin des années 1950. Les dirigeants du Mouvement européen Joseph Retinger, Robert Schuman et Paul-Henri Spaak *ont tous été traités comme des mercenaires par leurs sponsors américains*¹⁵⁶. Outre ses liens troubles avec le renseignement américain, le Mouvement européen est aujourd'hui cofinancé par l'Union européenne¹⁵⁷. Le Mouvement compte aussi comme partenaire l'Union des fédéralistes européens (EFU)¹⁵⁸, lui aussi cofinancé par l'Union européenne. Ce dernier collabore avec le Mouvement fédéraliste mondial (*World Federalism Movement*, WFM). Le WFM est créé en 1947 sur la base d'un groupe de personnes ayant rédigé la « déclaration de Montreux » (en Suisse) appelant à la mise en place d'une gouvernance

¹⁵⁵ American Committee for a United Europe (ACUE).

¹⁵⁶ EVANS-PRITCHARD Ambrose (19/09/2000) « *Euro-federalists financed by US spy chiefs* », The Telegraph. [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/1356047/Euro-federalists-financed-by-US-spy-chiefs.html>

¹⁵⁷ European Movement International. [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://europeanmovement.eu/>

¹⁵⁸ Union des fédéralistes européens. [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://www.federalists.eu/uef>

mondiale ainsi qu'à une fédération mondiale. Parmi les points de leur programme, nous soulignons :

« Le gouvernement fédéral mondial doit être ouvert à tous les peuples et à toutes les nations. »

La « limitation de la souveraineté nationale et le transfert au gouvernement fédéral mondial des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires liés aux affaires mondiales. »

La « **création de forces armées supranationales** capables de garantir la sécurité du gouvernement fédéral mondial et de ses États membres. »

La « propriété et le contrôle par le gouvernement fédéral mondial du développement atomique et d'autres découvertes scientifiques capables de destruction massive ».

Le « **pouvoir de lever des revenus adéquats** directement et indépendamment des impôts de l'État »¹⁵⁹.

Ce projet peut aisément faire écho à celui de Clarence Streit dans *Union ou Chaos ?* ou bien de James Burnham dans *Pour la domination mondiale*.

Dans la liste des donateurs du WFM depuis au moins 2007, nous relevons la **Commission européenne**¹⁶⁰, mais aussi les gouvernements des Pays-Bas, du Danemark, de Finlande, de Belgique, de Suède, de Norvège, de Suisse, d'Irlande, du Canada, du Luxembourg, du Royaume-Uni et de la principauté du Lichtenstein. Nous notons aussi des fondations bien connues : The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, la Ford Foundation, la Oak Foundation et les Open Society Foundations de George Soros. Terminons

¹⁵⁹ World Federalist Movement, "Montreux Declaration (23 August 1947)". [En ligne] Consulté le 25 août 2023. URL : <https://www.wfm-igp.org/about-us/montreux-declaration/>

¹⁶⁰ Ce qui implique au moins trois présidents de la Commission européenne : José Manuel Baroso, Jean-Claude Junker, et Ursula von der Leyen.

avec le Vanguard Charitable Endowment Program, l'une des plus grandes organisations subventionnaires des États-Unis (200 000 \$ en 2010)¹⁶¹.

Dans les rapports annuels du WFM, nous notons que les plus gros donateurs sur la longévité ont été la Commission européenne, la Ford Foundation et le gouvernement néerlandais. Nous pouvons citer comme exemple que la Commission européenne a versé 2 167 305 \$ pour la seule année 2008, soit le premier subventionnaire du WFM, devant la Ford Foundation (1,250,000 \$), la John D. and Catherine T. MacArthur Foundation (500 000 \$), la Oak Foundation USA (200 000 \$), le Foreign & Commonwealth Office¹⁶² (104 212 \$) et l'Open Society Institute¹⁶³ (50 000 \$)¹⁶⁴. Vers la fin des années 2010, c'est le gouvernement néerlandais qui devient le plus important bailleur de fonds du mouvement fédéral mondial. Alors que sa contribution pour 2007 n'était que de 3 575 \$, elle monte à 151 989 \$ en 2008 pour finir par exploser après 2010. En 2017, sa contribution passe à 921 152 \$ et il devient le premier bailleur de fonds. En 2018, 863 745 \$, devant la Commission européenne (760 330 \$)¹⁶⁵. En 2019, 1 011 835 \$, à cela il faut additionner un versement de 17 345 \$ de l'ambassade des Pays-

¹⁶¹ *World Federalist Movement - Institute for Global Policy, ANNUAL REPORT 2010*, pages 41-44. [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL : <https://www.wfm-igp.org/wp-content/uploads/wfm-igp-annual-report-2010.pdf>

¹⁶² Il s'agit de l'équivalent du ministère des Affaires étrangères du Royaume-Uni qui a changé de nom en 2020 pour devenir Foreign, Commonwealth & Development Office (FCDO).

¹⁶³ L'Open Society Institute est l'ancien nom des Open Society Foundations d'aujourd'hui.

¹⁶⁴ Voir ANNEXE 69, image 97.

¹⁶⁵ *World Federalist Movement - Institute for Global Policy, FINANCIAL STATEMENTS AND SUPPLEMENTARY INFORMATION 2017-2018*, pages 15-17. [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL : <https://www.wfm-igp.org/wp-content/uploads/WFM-IGP-Audited-Financial-Statements-2017-2018.pdf>

Bas¹⁶⁶. Le gouvernement néerlandais est resté de loin le principal soutien financier du WFM jusqu'à 2022, date du dernier rapport consultable¹⁶⁷. Nous pourrions nous demander qui est donc le chef du gouvernement néerlandais souhaitant tant déboursier dans ce programme de gouvernance mondiale qui limiterait la souveraineté des États et de son propre pays. Il s'agit de Mark Rutte, Premier ministre depuis 2010 et leader du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (*Volkspartij voor Vrijheid en Democratie*, VVP)¹⁶⁸, affilié au groupe Renew Europe au Parlement européen¹⁶⁹. Rutte est un invité régulier du Groupe Bilderberg¹⁷⁰ et du World Economic Forum (WEF)¹⁷¹. En décembre 2021, à la suite d'une demande d'accès à l'information¹⁷², des lettres de correspondance échangées entre le WEF et des membres du cabinet du gouvernement hollandais ont été publiées. Dans un de ces courriers, Mark Rutte remerciait Klaus Schwab, pour son invitation à la 50^e réunion annuelle du WEF en soulignant *l'importance* de ce forum pour le gouvernement néerlandais. Il déclarait aussi : *Au fil des ans, nous avons construit une relation solide, comme le témoigne la délégation néerlandaise importante lors de la réunion annuelle* [du WEF]¹⁷³. On peut

¹⁶⁶ Voir ANNEXE 69, image 98.

¹⁶⁷ *World Federalist Movement - Institute for Global Policy, ANNUAL REPORT 2022*, page 21. [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL : <https://www.wfm-igp.org/wp-content/uploads/wfm-igp-full-annual-report-2021-2022.pdf>

¹⁶⁸ Volkspartij voor Vrijheid en Democratie (VVP).

¹⁶⁹ Renew Europe Group, "Our parties". [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL : <https://www.reneweuropegroup.eu/our-parties>

¹⁷⁰ Bilderberg Meetings, "Participants 2022". [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL : <https://bilderbergmeetings.org/meetings/meeting-2022/participants-2022>

¹⁷¹ World Economic Forum, "Mark Rutte". [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/mark-rutte>

¹⁷² Faite à la demande du député néerlandais Pepijn van Houwelingen, membre du parti Forum pour la Démocratie (*Forum voor Democratie*, FvD).

¹⁷³ Overheid.nl, *Bijlage 3 - Nazending Kamervragen Van Houwelingen*. [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL :

remarquer dans certaines lettres du cabinet adressé à Klaus Schwab, la solennité réservée normalement à des chefs d'États en employant la formule d'appel générale *Your Excellency* ou « Son Excellence ». Lorsque Mark Rutte fut interpellé à la Chambre des Représentants¹⁷⁴ par Van Meijeren, un parlementaire d'opposition du parti Forum pour la Démocratie (FvD)¹⁷⁵, sur ces échanges avec Klaus Schwab, du livre que ce dernier a écrit, *The Great Reset*, et de ses rapports avec le World Economic Forum, il botta en touche en accusant le parlementaire de propager des théories conspirationnistes¹⁷⁶.

Finalement, le fédéralisme européen auquel Retinger militait ne serait que la transition vers un État fédéral mondial. Une simple région administrative de ce gouvernement suprême. Un État mondial dont les nations doivent être dépossédées de leur souveraineté. Un idéal qui se poursuit au travers du Groupe Bilderberg et de ses semblables.

- **Un cofondateur du Bilderberg au passé gênant.**

Une autre personnalité ayant joué un rôle fondamental dans la création du Groupe Bilderberg est le Prince Bernhard de Lippe-Biesterfeld (1911-2004). Issu de l'aristocratie allemande¹⁷⁷, il a épousé en 1937 la princesse Juliana des Pays-Bas. Puis, en 1948, il a obtenu le titre de prince consort au moment où son épouse devient

<https://open.overheid.nl/documenten/ronl-3ce77537-2a5a-41d4-9d3d-64c12b88ec6d/pdf>

¹⁷⁴ Appelée aussi Seconde Chambre des États généraux (*Tweede Kamer*), qui est la chambre basse.

¹⁷⁵ Le FvD propose notamment un référendum sur l'appartenance des Pays-Bas à l'Union européenne, à l'instar du Royaume-Uni.

¹⁷⁶ ThePostOnline TPO (14/07/2021) « *Gideon van Meijeren (FvD) betraapt Mark Rutte op leugen over boek Klaus Schwab 'The Great Reset'* » YouTube, 0min40sec. [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=kiLg2kgTSNQ>

¹⁷⁷ La maison princière de Lippe, située aujourd'hui dans le länders de Basse-Saxe, dans l'Ouest de l'Allemagne.

la nouvelle reine des Pays-Bas. Cependant, Bernhard était au cours de sa vie, un universitaire membre du NSDAP. Au début des années 1930, il devient membre de la SS, plus précisément de la Reiter-SS (les unités de cavalerie)¹⁷⁸. À la même époque, il avait travaillé pour la société IG Farben, le fabricant du gaz mortel Zyklon B qui a été plus tard utilisé pour exterminer les Juifs dans les camps de concentration nazis¹⁷⁹. Durant la Seconde Guerre mondiale, avec l'invasion en 1940 de la Hollande par la Wehrmacht, Bernhard se rendit à Londres où il servit d'officier dans la Royal Air Force (RAF) à Londres. Il obtient alors le grade honorifique de « Wing Commander Gibbs ». Il participa notamment aux bombardements alliés sur l'Europe occupée avant de rentrer en 1944 aux Pays-Bas en tant que héros de guerre. En 1961, il va cofonder et devenir le premier président jusqu'en 1976 de l'ONG internationale World Wild Fund (WWF) ou le Fonds mondial pour la nature chargé de préserver l'environnement et qui existe toujours¹⁸⁰. Le WWF a comme logo, l'animal de référence, le panda. Parmi les autres fondateurs du WWF, nous retiendrons le prince Philip Mountbatten (1921-2021)¹⁸¹, le mari de la

¹⁷⁸ WATERFIELD Bruno (05/03/2010) « Dutch Prince Bernhard 'was member of Nazi party' », The Telegraph. [En ligne] Consulté le 26 août 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20210705211347/https://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/netherlands/7377402/Dutch-Prince-Bernhard-was-member-of-Nazi-party.html>

¹⁷⁹ MADELIN Thibaut (12/11/2003) « L'ancien groupe nazi IG Farben s'arrête un demi-siècle après sa liquidation », Les Échos. [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/2003/11/lancien-groupe-nazi-ig-farben-sarrete-un-demi-siecle-apres-sa-liquidation-677273>

¹⁸⁰ WWF (02/12/2004) « WWF mourns loss of Founder-President HRH Prince Bernhard of the Netherlands ». [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://www.wwf.eu/?16911/WWF-mourns-loss-of-Founder-President-HRH-Prince-Bernhard-of-the-Netherlands>

¹⁸¹ En 1988, le **prince Philip Mountbatten** aurait déclaré qu'il souhaitait, après sa mort, être réincarné en un virus mortel pour apporter sa contribution à résoudre le problème de la surpopulation mondiale : « Dans le cas où je me réincarnerais, j'aimerais revenir sous la forme

reine Elisabeth II¹⁸². Dans le catalogue des contributeurs WWF, on retiendra entre autres, la Oak Foundation et l'USAID (le Département d'État américain)¹⁸³. Le prince Bernhard fut par la suite impliqué dans plusieurs scandales. Le premier fut dans les années 1950 avec l'affaire Greet Hofmans. Le prince consort aurait introduit la « guérisseuse » Greet Hofmans au sein de la cour de Hollande. Bernhard avait fait appel à ses services pour soigner au départ la maladie oculaire de la princesse Maria Christina, mais elle est devenue très vite l'amie et la conseillère de la reine Juliana. Ses liens étaient si forts qu'elle influença la dirigeante sur le plan politique¹⁸⁴. Cette controverse révélée au grand public a fini par fragiliser la famille royale¹⁸⁵. Le deuxième, est son implication dans le scandale de corruption visant la société d'armement américaine Lockheed¹⁸⁶ en

d'un virus mortel, pour contribuer à résoudre la surpopulation ».
Réf. :

HIND John (21/06/2009) « *Did I say that ?* » The Guardian. [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://www.theguardian.com/lifeandstyle/2009/jun/21/quotes-by-prince-philip>

¹⁸² FRANQUET Guillemette (27/02/2023) « *Pourquoi la WWF doit beaucoup au prince Philip ?* », RTL. [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://www.rtl.fr/actu/international/pourquoi-la-wwf-doit-beaucoup-au-prince-philip-7900239361>

¹⁸³ WWF, *Annual Review 2020*. [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : https://wwfint.awsassets.panda.org/downloads/wwfintl_annualreview2020.pdf

¹⁸⁴ Dutch News (12/11/2008) « *52-year-old royal scandal hits headlines* ». [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://www.dutchnews.nl/2008/11/52-year-old-royal-scandal-hits/>

¹⁸⁵ KUNZE Rolf-Ulrich (April 2007) « *Prinz Bernhard* », Westfälische Wilhelms-Universität Münster. [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20120712042003/http://www.uni-muenster.de/NiederlandeNet/nl-wissen/monarchie/personen/bernhard.html>

¹⁸⁶ Ancien nom de l'actuelle Lockheed Martin.

1976. Ces révélations mirent fin à sa carrière de prince consort¹⁸⁷. La même année, il quitta la présidence du WWF.

- **Les participants du Groupe Bilderberg (2022).**

Aujourd'hui, la fille du Prince Bernhard et de la reine Juliana, **Beatrix** (ancienne reine des Pays-Bas), ainsi que leur petit-fils, **Willem-Alexander** et actuel roi des Pays-Bas, sont des membres distingués du Groupe Bilderberg¹⁸⁸. Sa majesté des Pays-Bas a participé à la réunion annuelle de 2022 avec la présence notable du Premier ministre néerlandais **Mark Rutte**, mais aussi de personnalités que nous avons déjà énumérées, comme **Radek Sikorski**. Notre député polonais appartient au comité de pilotage du Groupe Bilderberg¹⁸⁹ en plus d'être membre du think tank American Enterprise Institute (AEI). Rappelons qu'il avait remercié les États-Unis pour avoir détruit les pipelines Nord Stream. À cette réunion, Sikorski était accompagné de sa femme, **Anne Applebaum**, comme nous l'avons déjà mentionné, membre du conseil d'administration de la NED, du CFR et rédactrice de *The Atlantic*. Il y avait à cette réunion :

- **Paul M. Achleitner**, ancien président du conseil de surveillance de la Deutsche Bank et trésorier du Bilderberg.
- **Audrey Azoulay**, directrice générale de l'UNESCO.
- **James Baker**, conseiller du groupe Carlyle.
- **José Manuel Barroso**, ancien président de la Commission européenne et PDG de Goldman Sachs International.

¹⁸⁷ KANTER Jan (03/12/2004) « *Umstritten bis zum Schluß* », Die Welt. [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20190406182213/https://www.welt.de/print-welt/article356262/Umstritten-bis-zum-Schluss.html>

¹⁸⁸ CASTONGUAY (10/06/2006) « *Bilderberg - La bonne société... secrète* », Le Devoir. [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://www.ledevoir.com/politique/canada/111295/bilderberg-la-bonne-societe-secrete>

¹⁸⁹ Voir ANNEXE 70.

- **Ben van Beurden**, le PDG de Shell.
- **Thomas Buberl**, PDG d'AXA.
- **Albert Bourla**, le PDG de Pfizer.
- **William Burns**, le directeur de la CIA.
- **Sergio Ermotti**, PDG de la banque suisse UBS.
- **Chrystia Freeland**, vice-première ministre du Canada.
- **Ben Hodges**, directeur au Center for European Policy Analysis (CEPA).
- **Shashank Joshi**, rédacteur en chef de la défense au média anglais *The Economist*.
- **Henry Kissinger**, ancien conseiller américain à la sécurité nationale.
- **Jörg Kukies**, secrétaire d'État à la Chancellerie d'Allemagne.
- **Yann LeCun**, vice-président et scientifique en chef de l'IA chez Facebook.
- **Bernard Looney**, PDG de la compagnie pétrolière BP.
- **Sanna Marin**, Première ministre de Finlande et Young global leader du World Economic Forum.
- **Oksana Markarowa**, ambassadrice d'Ukraine aux États-Unis.
- **Charles Michel**, président du Conseil européen et participant du World Economic Forum¹⁹⁰.
- **Zanny Minton Beddoes**, rédactrice en chef de *The Economist*.
- **Campbell M. Kurt**, coordonnateur du Conseil national de sécurité (NSC) pour l'Indopacifique de l'administration Biden.
- **Bernard Émié**, directeur général au ministère des Armées (France).
- **Michael Mullen**, ancien président des chefs d'État-major interarmées des États-Unis.

¹⁹⁰ World Economic Forum, "Charles Michel". [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/charles-michel>

- **Patrick Pouyanné**, président de TotalEnergies SE.
- **Gideon Rachman**, commentateur en chef des affaires étrangères au *Financial Times*.
- **Didier Reynders**, commissaire européen à la Justice (UE).
- **Nadia Schadlow**, chercheuse principale au Hudson Institute.
- **Margaritis Schinas**, vice-président de la Commission européenne.
- **Eric E. Schmidt**, ancien PDG et président de Google LLC.
- **Kevin Scott**, directeur technique chez Microsoft (Bill Gates).
- **Kyrsten Sinema**, sénatrice démocrate américaine.
- **Constanze Stelzenmüller**, directrice au Brookings Institution.
- **Jens Stoltenberg**, secrétaire général de l'OTAN.
- **Jake Sullivan**, directeur du Conseil national de sécurité (NSC) sous l'administration Biden.
- **Ashley J. Tellis**, directrice au Carnegie Endowment for International Peace (CEIP).
- **Yuriy Vitrenko**, PDG, Naftogaz (Ukraine).
- **Tom Tugendhat**, Président du Comité des affaires étrangères à la Chambre des communes (Royaume-Uni).
- **Celeste Wallander**, secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires de sécurité internationale (États-Unis)¹⁹¹.

Depuis 2012, le président du Bilderberg est Henri de Castries¹⁹². Ancien PDG d'AXA, vice-président de Nestlé, administrateur de la HSBC, et qui a été nommé président de l'Institut Montaigne¹⁹³.

¹⁹¹ Bilderberg Meetings, "Participants 2022". (op.cité).

¹⁹² Bilderbergmeetings, chairman, Henri de Castries. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://bilderbergmeetings.co.uk/chairman/>

¹⁹³ Institut Montaigne, Henri de Castries. [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://www.institutmontaigne.org/experts/henri-de-castries>

En 2023, la réunion annuelle du Groupe Bilderberg avait accueilli un certain **Garry Kasparov**¹⁹⁴, le président du Free Russia Forum et partenaire avec Mikhail Khodorkovski au sein du Comité d'action russe (*Rossiyskiy komitet deystviya*, RKD).

LA COMMISSION TRILATÉRALE

En juillet 1973 est créée la Commission Trilatérale. Un nouveau cénacle privé regroupant à huis clos les élites politiques et économiques occidentales chargées d'assurer *l'orientation* de la politique internationale des pays de la triade, donc les pays d'Amérique du Nord, d'Europe de l'Ouest et du Japon. Cette commission se donne, comme idée directrice, la nécessité de faire émerger un *nouvel ordre international*. Le cadre national serait *trop étroit* pour résoudre les problèmes globaux, et par conséquent, il est primordial de définir une *nouvelle architecture internationale*¹⁹⁵. Le fondateur de cette « organisation opaque » se dénomme **David Rockefeller**. Issu de la dynastie Rockefeller ayant fait fortune dans le pétrole avec la création de la Standard Oil, et devenant plus tard les compagnies Esso et ExxonMobil. Il avait dirigé la Chase Manhattan Bank qui a fusionné en 2001 avec la JPMorgan & Co. pour être l'actuelle JPMorgan Chase. David Rockefeller a été aussi le président du conseil d'administration du Council on Foreign Relations (CFR) de 1970 à 1985, puis président d'honneur de 1985 jusqu'à sa mort en 2017¹⁹⁶. Il a fait partie également de la délégation américaine ayant réuni pour la première fois le Groupe Bilderberg en 1954, année de sa création. Il en

¹⁹⁴ Bilderberg Meetings, "Participants 2023". [En ligne] Consulté le 27 août 2023. URL : <https://bilderbergmeetings.org/meetings/meeting-2023/participants-2023>

¹⁹⁵ BOIRAL Olivier (novembre 2003) « *Pouvoirs opaques de la Trilatérale* », (op.cité).

¹⁹⁶ CFR, "Historical Roster of Directors and Officers". [En ligne] Consulté le 28 août 2023. URL : <https://www.cfr.org/historical-roster-directors-and-officers#chapter-title-0-3>

a été un participant régulier pendant plusieurs décennies¹⁹⁷. David Rockefeller fut épaulé par plusieurs personnalités pour développer ce qu'il appelait son *idée* (la Commission Trilatérale). **Zbigniew Brzezinski**, déjà participant régulier du Groupe Bilderberg, en plus d'être membre du CFR. Mais encore, un « obscur gouverneur démocrate de Géorgie », **James Earl (Jimmy) Carter**, le futur 39^e président des États-Unis¹⁹⁸. Sans oublier **Henry Kissinger**, membre du CFR, participant régulier du Groupe Bilderberg, futur participant de la conférence d'Herzliya et du World Economic Forum¹⁹⁹. Nous soulevons qu'en 2009, Henry Kissinger souhaitait que la Commission trilatérale, après avoir concouru à intégrer le Japon dans ce qu'il appelait « le cadre de l'Atlantique Nord », devait contribuer à *intégrer l'Asie et la Russie dans un cadre mondial cohérent*²⁰⁰. Cette perspective d'intégration semble aujourd'hui compromise avec la guerre en Ukraine et l'émergence des BRICS.

La Commission Trilatérale s'est taillée au fil du temps la réputation d'être un groupe d'internationalistes. David Rockefeller se réclamait d'en être un et « *fier de l'être* » dans son livre *Mémoires*²⁰¹. D'être contre le protectionnisme national. Certains des membres composant la Commission Trilatérale, notamment la branche américaine, ont d'ailleurs quitté la commission pour intégrer par la suite l'administration Carter, mais surtout l'administration du président Bill Clinton qui a promulgué l'Accord de libre-échange nord-

¹⁹⁷ ROCKEFELLER David, *Mémoires*, éditions de Fallois, Paris, 2006, pages 482-483.

¹⁹⁸ ROCKEFELLER David, *Idem*, page 490.

¹⁹⁹ Moïsi Dominique, (04/06/2023) « *Kissinger, un siècle de géopolitique* », Les Échos. [En ligne] Consulté le 28 août 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/kissinger-un-siecle-de-geopolitique-1948838>

²⁰⁰ KISSINGER Henry A. (26/04/2009) « The Intellectual Underpinnings of the Trilateral Partnership in the 21st Century » Henryakissinger.com. [En ligne] Consulté le 28 août 2023. URL : <https://www.henryakissinger.com/speeches/the-intellectual-underpinnings-of-the-trilateral-partnership-in-the-21st-century/>

²⁰¹ ROCKEFELLER David, (op. cité), page 474.

américain (ALENA)²⁰². Clinton était, lui aussi, un membre de la Trilatérale. Enfin, *son aversion pour les mouvements populaires*²⁰³. Cette répulsion est décrite dans le célèbre rapport de la Commission sur la gouvernance des démocraties rédigé en 1975 par Michel Crozier, Joji Watanuki et un certain Samuel Huntington. Le rapport nommé *The Crisis Of Democracy* (La crise de la démocratie) dénonçait les *excès de la démocratie* en citant par exemple les médias télévisés trop indépendants qui saperaient l'autorité du gouvernement.

Les médias deviennent une formidable caisse de résonance pour les difficultés et les tensions de la société. Les mouvements et les modes prennent des proportions plus larges. Il est beaucoup plus difficile d'échapper au tourbillon des événements de relations publiques et de se concentrer sur des problèmes plus fondamentaux [...] Les médias privent les gouvernements et, dans une certaine mesure, les autres autorités responsables du décalage temporel, de la tolérance et de la confiance qui permettent d'innover et d'expérimenter de manière responsable. - page 35.

Il y a, par exemple, de nombreuses preuves qui suggèrent que le développement du journalisme télévisé a contribué à saper l'autorité gouvernementale. - page 98.

En résumé, un journalisme bénéficiant d'un public élargi grâce aux progrès de la télévision et qui aborderait des thèmes en mettant l'accent sur « la controverse » ou sur la « violence » susciterait *une baisse de confiance* dans le gouvernement, soulignant donc un

²⁰² LÉPINASSE Pierre. *Vers une intelligence économique transnationale ? La commission trilatérale*. In: Revue Française d'Etudes Américaines, N°63, février 1995. Lobbying et lobbyists. pp. 107-116. [En ligne] Consulté le 28 août 2023. URL : https://www.persee.fr/doc/rfea_0397-7870_1995_num_63_1_1570

NOTE : Selon les règles établies, on devait quitter la Commission trilatérale au moment où la personne membre serait nommée à une charge officielle.

²⁰³ BOIRAL Olivier (novembre 2003) « *Pouvoirs opaques de la Trilatérale* », (op. cité).

manque *d'allégeance à l'ordre établi* (page 99)²⁰⁴. Nous pouvons nous demander si à l'ère d'internet, des réseaux sociaux trop influents et indépendants ne rempliraient pas, aux yeux de la Trilatérale, ce même travail de « sape » ? Ce rapport de 1975 n'avait pas manqué de créer quelques esclandres dans le contexte des vagues de protestations contre la guerre du Vietnam aux États-Unis.

• La direction de la Commission Trilatérale.

La Commission Trilatérale est composée de trois présidents. Un pour chaque région : Amérique du Nord, Europe, Asie-Pacifique.

Pour l'Amérique du Nord, nous avons la susnommée **Meghan O'Sullivan**, membre du conseil d'administration du CFR et participante au World Economic Forum. Puis deux vice-présidents : **Herminio Blanco Mendoza**, l'ancien ministre du Commerce et de l'Industrie mexicain qui avait été le négociateur en chef de l'ALENA²⁰⁵. **Jeffrey Simpson**, ancien journaliste canadien, membre du conseil consultatif de l'Institut canadien des Affaires mondiales qui est présidé par John Manley, membre fondateur du Conseil consultatif mondial du Wilson Center et ancien membre du Conseil consultatif international de la Brookings Institution²⁰⁶.

Pour l'Europe, le président se nomme **Axel A. Weber**. Banquier allemand, ancien président de la Bundesbank (2004-2011) et ancien

²⁰⁴ CROZIER Michel, HUNTINGTON Samuel, WATANUKI Joji, *The Crisis of Democracy*, New York University Press, The Trilateral Commission, U.S.A., 1975. [En ligne] Consulté le 28 août 2023. URL : https://ia800305.us.archive.org/29/items/TheCrisisOfDemocracy-TrilateralCommission-1975/crisis_of_democracy_text.pdf

²⁰⁵ World Trade Organization, "HERMINIO BLANCO MENDOZA". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : https://www.wto.org/english/news_e/news12_e/biography_herminioblanc_mexico_e.pdf

²⁰⁶ Canadian Global Affairs Institute, "Advisory Council". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : https://www.cgai.ca/advisory_council

membre du Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE)²⁰⁷. Weber est un participant du World Economic Forum (WEF)²⁰⁸. Les vice-présidents sont : **Monica Maggioni**. Journaliste italienne, ancienne présidente de la RAI (2015-2018)²⁰⁹, vice-présidente de l'Union européenne de radiotélévision²¹⁰ et membre de l'Italy–USA Foundation (Fondazione Italia USA)²¹¹. Elle participe au WEF²¹². **Carl Bildt**, ancien Premier ministre suédois²¹³, issu de l'aristocratie scandinave, et ancien Haut Représentant pour la Bosnie-Herzégovine²¹⁴. Il est aussi le coprésident du

²⁰⁷ LOGUTENKOVA Elena (01/07/2011) « UBS Plans to Appoint Axel Weber Chairman to Succeed Villiger », Bloomberg. [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20150402192322/https://www.bloomberg.com/news/articles/2011-07-01/axel-weber-to-be-nominated-for-election-to-ubs-board-to-succeed-villiger>

²⁰⁸ World Economic Forum, "Axel A. Weber". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/axel-a-weber>

²⁰⁹ VirgilioNotizie (18/11/2021) « Chi è Monica Maggioni: età, vita e carriera della giornalista Rai ». [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://notizie.virgilio.it/chi-e-monica-maggioni-eta-vita-e-carriera-della-giornalista-rai-1510149#:~:text=Dal%202015%20al%202018%20%C3%A8,approfondimento%20e%20di%20attualit%C3%A0%20informativa.>

²¹⁰ PSENNY Daniel (28/09/2016) « *Monica Maggioni (la RAI) : « On ne peut survivre que si l'on est crédible »* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : https://www.lemonde.fr/televisions-radio/article/2016/09/28/monica-maggioni-la-rai-on-ne-peut-survivre-que-si-l-on-est-credible_5004812_1655027.html

²¹¹ Fondazione Italia USA, "Staff". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.italiausa.org/staff/>

²¹² World Economic Forum, "Monica Maggioni". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/monica-maggioni>

²¹³ Les Échos (18/09/1998) « *Carl Bildt : une image d'homme d'Etat* ». [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/1998/09/carl-bildt-une-image-dhomme-detat-1047718>

²¹⁴ Un poste créé de toute pièce après les accords de Dayton qui mirent fin à la guerre de Bosnie (1992-1995). Le Haut représentant est chargé de superviser la mise en œuvre desdits accords. Carl Bildt a été le premier

conseil de l'European Council on Foreign Relations (ECFR)²¹⁵. Bildt est participant et contributeur du WEF²¹⁶.

Pour l'Asie-Pacifique, la présidence est assurée par **Takeshi Niinami**. Président de la Holding japonaise de boissons, Suntory²¹⁷. Proche de l'American Center Japan, un centre d'échange culturel et universitaire entre Japonais et Américains, et financé par le Département d'État américain²¹⁸. Participant au WEF²¹⁹. Comme vice-présidents, nous avons : **Barry Desker**, ancien diplomate singapourien. En 2015, il a été nommé représentant de Singapour auprès de la Commission intergouvernementale des droits de l'homme de l'ASEAN (AICHR)²²⁰. **Jin Roy Ryu**, président-directeur général du

à prendre cette fonction. Cependant, le Haut représentant fait figure de critiques en Bosnie-Herzégovine en raison de sa partialité, d'être obsolète, voire son manque de légitimité. Il dispose par exemple de pouvoirs exceptionnels dont celui de voter des lois, faisant ainsi figure de gouverneur. Réf. :

PERROT Léon de (28/07/2022) « *Bosnie-Herzégovine : Le Haut Représentant a-t-il fait son temps ?* » Le Temps. [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://blogs.letemps.ch/leon-de-perrot/2022/07/28/bosnie-herzegovine-le-haut-representant-a-t-il-fait-son-temps/>

²¹⁵ European Council on Foreign Relations, « *Opening remarks by Carl Bildt – A free and democratic Europe* ». [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://ecfr.eu/event/annual-council-meeting-2022/a-free-and-democratic-europe/>

²¹⁶ World Economic Forum, "Carl Bildt". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/carl-bildt>

²¹⁷ Suntory, "Leadership". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.suntory.com/about/topmessage/index.html>

²¹⁸ American Center Japan, "Niinami Takeshi". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://americancenterjapan.com/abroaderview/niinami-takeshi/>

²¹⁹ World Economic Forum, "Takeshi Niinami". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/takeshiniinami>

²²⁰ The Straits Times (04/12/2005) « *Mr Barry Desker appointed Singapore's representative to Asean Intergovernmental Commission on Human Rights* ». [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL :

conglomérat sud-coréen, Poongsan, l'un des plus importants fabricant de munitions dans le monde. Il a été reçu au think tank Center for Strategic & International Studies (CSIS)²²¹.

À ce comité exécutif de la Trilatérale doit se rajouter les honorables présidents :

Georges Berthoin. Haut fonctionnaire et diplomate français. Notamment directeur de cabinet de Jean Monnet à la Haute Autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) (1952-1955). Chef adjoint de la délégation de la CECA et chargé d'affaires au Royaume-Uni (1956-1958). Haut-représentant de la Commission de la Communauté économique européenne auprès du Royaume-Uni (1970-1973). Il est l'ancien président international du Mouvement Européen (1970-1973), dont l'un des initiateurs était Joseph Retinger, l'un des fondateurs du Groupe Bilderberg. Berthoin a également été un cofondateur de la Commission Trilatérale²²².

Mario Monti. L'ancien Premier ministre italien (2011-2013) et ancien commissaire européen (1995-2004). Fondateur du think tank pro-européen Bruegel, il a appartenu au comité directeur du Groupe Bilderberg²²³. Son parcours professionnel l'a conduit en tant que conseiller international chez la banque Goldman Sachs²²⁴ et membre

<https://www.straitstimes.com/singapore/mr-barry-desker-appointed-singapores-representative-to-asean-intergovernmental-commission>

²²¹ CSIS, "Jin Roy Ryu". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL :

<https://www.csis.org/people/jin-roy-ryu>

²²² DULPHY Anne, MANIGAND Christine, « Entretien avec Georges Berthoin », *Histoire@Politique*, 2010/1 (n° 10), p. 12-12. [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-histoire-politique-2010-1-page-12.htm>

²²³ Bilderberg Meetings, "Participants 2011". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20111109000703/http://www.bilderbergmeetings.org/governance.html>

²²⁴ FOLEY Stephen (18/11/2011) « *Quel est le prix pour la nouvelle démocratie ? Goldman Sachs à la conquête de l'Europe* », Independent.

du conseil consultatif de Coca-Cola Company²²⁵. Il a été membre de la Commission Attali constituée à la demande du président Nicolas Sarkozy pour fournir des recommandations sur la *libération de la croissance* économique²²⁶. Depuis 2015, l'ancien Premier ministre est président du conseil consultatif européen de Transparency International²²⁷ tout en participant aux activités du think tank Atlantic Council²²⁸. Monti a par ailleurs fait partie du groupe de pilotage du Groupe Spinelli. Dans son manifeste, le groupe se donnait comme objectif de pousser vers une Europe *toujours plus étroite* et de faire évoluer l'UE en une véritable *Europe fédérale et post-nationale*²²⁹. Le manifeste fustige également les intérêts nationaux qui seraient en train d'*obscurcir la vision commune* et le nationalisme qui

[En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.independent.co.uk/news/business/analysis-and-features/what-price-the-new-democracy-goldman-sachs-conquers-europe-6264091.html>

²²⁵ European Commission, "Mario Monti". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : https://ec.europa.eu/economy_finance/bef2009/speakers/mario-monti/index.html

²²⁶ *Strengthening Economic Governance in the EU* Brussels Room JAN 4Q2 Thursday, 13 January 2011. [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/201101/20110112ATT11575/20110112ATT11575EN.pdf>

²²⁷ Transparency International, "Our Advisory Board". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://transparency.eu/advisory-board/>

²²⁸ Club de Madrid (30/04/2019) « *RAJOY, MONTI AND MICHEL JOIN CLUB DE MADRID* ». [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://clubmadrid.org/rajoy-monti-and-michel-join-club-madrid/>

²²⁹ La liste des personnalités ayant signé ce manifeste se trouvant dans le lien ci-dessous :

Spinelli Group, "Network". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20100921204031/http://www.spinelligroup.eu/network/>

NOTE : Parmi les signataires nous avons : l'Union des Fédéralistes Européens (UFE) - Belgique, Jean-Pierre Gouzy l'ancien membre de la direction française de l'UFE, Philippe Adriaenssens, président des Jeunes Européens Fédéralistes (JEF).

appartiendrait à *une idéologie du passé*²³⁰. Le *microbe* de Clarence Streit fait sa réapparition. Le Groupe Spinelli a été créé le 15 septembre 2010²³¹ à l'initiative de Guy Verhofstadt²³², Daniel Cohn-Bendit²³³, Isabelle Durant²³⁴ et de Sylvie Goulard²³⁵. Dernier détail, le Groupe Spinelli a comme partenaire l'Union des fédéralistes européens (UFE)²³⁶ qui collabore aussi bien avec le Mouvement européen qu'avec le World Federalist Movement (WFM) plaidant en faveur d'une gouvernance mondiale et d'une restriction des souverainetés nationales²³⁷. Pour terminer, Monti est un participant du World Economic Forum²³⁸.

²³⁰ Spinelli Group, "Manifesto". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20100920061622/http://www.spinelligroup.eu/>

²³¹ Euractiv (10/11/2010) « *Le groupe Spinelli, député européen, a été lancé aujourd'hui au Parlement européen* ». [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <http://pr.euractiv.com/press-release/mep-spinelli-group-launched-today-european-parliament-16109>

²³² Guy Verhofstadt est un homme politique belge a été le président du groupe Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) au Parlement européen de 2009 à 2019. Soit l'ancêtre du groupe Renew Europe.

²³³ Daniel Cohn-Bendit est une figure emblématique d'Europe Écologie les Verts (EELV) dont nous avons démontré dans le chapitre 7 que ce parti soutient avec d'autres le démantèlement des États-nations d'Europe au profit de régions.

²³⁴ Isabelle Durant est une femme politique belge, membre du parti Ecolo qui est rattaché au parti des Verts Européens, soit la même formation à laquelle appartient EELV.

²³⁵ Sylvie Goulard a été l'ancienne ministre française des Armées du 17 mai au 21 juin 2017 sous la présidence d'Emmanuel Macron, et actuelle seconde sous-gouverneur de la Banque de France.

²³⁶ Spinelli Group, "About The Group". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://thespinelligroup.eu/>

²³⁷ Dans les membres du conseil d'administration du Groupe Spinelli, nous retrouvons Radek Sikorski.

²³⁸ World Economic Forum, "Mario Monti". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/mario-monti>

Jean-Claude Trichet. Haut fonctionnaire français, ancien gouverneur de la Banque de France, et ancien président de la Banque centrale européenne (BCE). En 2015, il rejoint le conseil consultatif de la société d'investissement obligataire américaine, Pacific Investment Management Co (Pimco)²³⁹. Il est depuis 2012, président du conseil d'administration de Bruegel, le think tank fondé par Mario Monti²⁴⁰. Tout comme ce dernier, il fait partie du comité directeur du Groupe Bilderberg²⁴¹. Participant au World Economic Forum²⁴².

Yasuchika Hasegawa. PDG de l'entreprise pharmaceutique Takeda Pharmaceutical. Participant du World Economic Forum²⁴³.

Akihiko Tanaka. Président de l'Agence japonaise de coopération internationale, une agence gouvernementale japonaise venant en aide au développement économique à la fois au niveau national et international. Participant au World Economic Forum²⁴⁴.

Viennent après les trois directeurs pour chaque branche :

²³⁹ Reuters (07/12/2015) « *Bernanke, Trichet, Brown join Pimco advisory board* ». [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.reuters.com/article/us-allianz-pimco-advisoryboard/bernanke-trichet-brown-join-pimco-advisory-board-idUKKBN0TQ2LJ20151207>

²⁴⁰ WISHART Ian (04/04/2012) « *Trichet named head of think-tank* », Politico. [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.politico.eu/article/trichet-named-head-of-think-tank/>

²⁴¹ Bilderberg Meetings, "Participants 2011" (op. cité).

²⁴² World Economic Forum, "Jean-Claude Trichet". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/jean-claude-trichet>

²⁴³ World Economic Forum, "Yasuchika Hasegawa". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/yasuchika-hasegawa>

²⁴⁴ World Economic Forum, "Akihiko Tanaka". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/akihiko-tanaka>

EUROPE : **Paolo Magri**. Vice-président exécutif de l'Italian Institute for International Political Studies (ISPI)²⁴⁵. Cet institut italien compte dans ses associés : Allianz, AIG, Eni, Google, IBM, le groupe Lazard, Whirlpool, Deloitte, Pfizer, McKinsey & Company²⁴⁶. Magri est membre du groupe politique européen du World Economic Forum²⁴⁷.

AMÉRIQUE DU NORD : **Richard Fontaine**. Conseiller en politique étrangère du sénateur John McCain (président à l'époque de l'IRI), et qui a travaillé au Département d'État ainsi qu'au Conseil national de sécurité (NSC)²⁴⁸. Participant au World Economic Forum²⁴⁹.

ASIE PACIFIQUE : **Hideko Katsumata**. Directrice exécutive et cheffe des opérations du Centre japonais pour les échanges internationaux (JCIE)²⁵⁰. Elle est membre du conseil des gouverneurs de la Japan Broadcast Corporation (NHK) et vice-présidente du Conseil consultatif sur la radiodiffusion internationale²⁵¹.

²⁴⁵ ISPI, "Paolo Magri". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.ispionline.it/it/bio/paolo-magri>

²⁴⁶ ISPI, "Soci". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.ispionline.it/it/istituto-ispi/soci>

²⁴⁷ *World Economic Forum, Renew Europe, Report 2018*. [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : https://www3.weforum.org/docs/Renew_Europe_report_2018.pdf

NOTE : Le rapport a été préparé en collaboration avec McKinsey & Company.

²⁴⁸ The Trilateral Commission, "Richard Fontaine". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.trilateral.org/people/richard-fontaine/>

²⁴⁹ World Economic Forum, "Richard Fontaine". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/richard-fontaine>

²⁵⁰ Japan Center for International Exchange, JCIE.

²⁵¹ JCIE, "Hideko Katsumata". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.jcie.org/bio/hideko-katsumata-bio/>

On constatera l'omniprésence des participants au World Economic Forum dans la direction de la Commission Trilatérale. La représentation est de 11 postes sur 17, soit 64,7% de l'effectif.

Nous relevons cette fois dans les membres du comité exécutif de la Trilatérale nord-américaine quelques têtes connues : **Paula Donbriansky** du think tank Project for the New American Century (PNAC). **Henry Kissinger** (Bilderberg, CFR, World Economic Forum), **Joseph S. Nye, Jr.**, ancien sous-secrétaire à la Défense pour les affaires de sécurité internationale, membre du CFR et du Atlantic Council. **Jane Harman**, la présidente de la Freedom House. **David M. Rubenstein**, le cofondateur et coprésident du groupe Carlyle et président du conseil d'administration du CFR²⁵².

- **Quelques membres distingués de la Trilatérale.**

En date de juin 2022, nous soulignons les personnes appartenant à la Trilatérale nord-américaine :

Michael Bloomberg, co-fondateur et PDG de Bloomberg LP. **Kenneth M. Duberstein**, PDG du Duberstein Group et ancien chef de cabinet du président Ronald Reagan. **Michael Duffy**, rédacteur en chef adjoint au *Washington Post*. **Diana Farrell**, présidente fondatrice et directrice générale du JPMorgan Chase Institute, membre du CFR, ancienne directrice chez McKinsey Global Institute (MGI) - la branche de recherche économique de McKinsey & Company, et ancienne employée de Goldman Sachs. **Laurence D. (Larry) Fink**, le PDG de BlackRock. **Marillyn A. Hewson**, présidente-directrice générale de Lockheed Martin. **Joseph P. Kennedy III**, membre du parti démocrate. **Scott Kleinman**, coprésident d'Apollo Global Management²⁵³. **Fred Langhammer**, président pour les Affaires

²⁵² The Trilateral Commission, "Leadership, Members & Fellows", (op. cité).

²⁵³ Appolo Global Management est un fonds de capital-investissement new-yorkais gérant près de 500 milliards de dollars en 2022. L'un de

mondiales de The Estée Lauder Companies, l'entreprise de Ronald Lauder, président du Congrès juif mondial (WJC). **James Manyika**, associé principal chez McKinsey & Co et président et directeur du McKinsey Global Institute. **Michael Mullen**, ancien président des chefs d'état-major interarmées des États-Unis et participant au Groupe Bilderberg. **John D. Negroponte**, ancien ambassadeur américain à l'ONU (2001-2004) et ancien directeur du renseignement national (DNI). **David Petraeus**, ancien général américain et ancien directeur de la CIA. **Robert Zoellick**, ancien président de la Banque mondiale.

Nous pouvons citer quelques noms d'anciens membres connus : **Madeleine Albright** (décédée). **Robert D. Haas**, président de Levi Strauss²⁵⁴. **Antony Blinken**, devenu secrétaire d'État sous l'administration Biden. **George H. W. Bush** (décédé), et... **George Soros**²⁵⁵.

Au sein des membres de la Trilatérale Europe nous énumérons :

Laurent Bigorgne, ancien directeur de l'Institut Montaigne. **Elisabeth Guigou**, ancienne ministre et députée socialiste française. **Olli Rehn**, gouverneur de la Banque de Finlande. **Rosen Plevneliev**, ancien président de la République de Bulgarie. **Jean Lemierre**, directeur de BNP Paribas. **Toomas Hendrik Ilves**, ancien président

ses cofondateurs, Leon Black, est impliqué dans l'affaire **Jeffrey Epstein** qui a révélé un réseau de prostitution international incluant des mineures. À la mise en lumière de son « black book » (carnet d'adresses), il a été démontré les importants contacts qu'avait Epstein avec l'establishment américain.

GAZZANE Hayat (21/02/2022) « *Quatre choses à savoir sur le fonds Apollo* », Les Échos. [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/finance-marches/gestion-actifs/quatre-choses-a-savoir-sur-le-fonds-apollo-1388535>

²⁵⁴ The Trilateral Commission, "Membership". [En ligne] Consulté le 29 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20031003192538/http://www.trilateral.org/memb.htm>

²⁵⁵ BOIRAL Olivier (novembre 2003) « *Pouvoirs opaques de la Trilatérale* », (op. cité).

de la République d'Estonie. **Beat Hess**, président du conseil d'administration du groupe suisse, Holcim. **Sigmar Gabriel**, ancien vice-chancelier d'Allemagne et directeur de l'Atlantik-Brücke. **Guy Elliott**, directeur non exécutif de la Royal Dutch Shell. L'amiral **Giampaolo Di Paola**, ancien ministre italien de la Défense et ancien président du comité militaire de l'OTAN. **Stéphane Boujnah**, directeur général du Groupe Euronext. **Yves-Louis Darricarrère**, conseiller principal de la Lazard Frères Banque. François Bujon de l'Estang, ancien ambassadeur français aux États-Unis. **Joachim Lang**, directeur général de la Fédération des industries allemandes (BDI)²⁵⁶.

On distingue dans les membres de la Trilatérale Asie Pacifique :

Chandrajit Banerjee, directeur général de la Confédération de l'industrie indienne. **Chen Naiqing**, ancien vice-président de l'Institut du peuple chinois des affaires étrangères. **Ichiro Fujisaki**, ancien ambassadeur du Japon aux États-Unis. **Han Sung-Joo**, ancien ministre sud-coréen des Affaires étrangères et ancien ambassadeur de Corée du Sud aux États-Unis. **Bilahari Kausikan**, ancien ambassadeur singapourien. **Koichi Kawana**, président de la société Lublyst et directeur non-exécutif de BANDAI NAMCO Holdings, Inc. **Lee Hong Koo**, ancien Premier ministre de Corée du Sud. **Li Zhaoxing**, ancien ministre chinois des Affaires étrangères. **Yasuhiro Sato**, directeur du conseil d'administration de la holding bancaire japonaise Mizuho Financial Group. **Kanetsugu Mike**, Président du conseil d'administration de Mitsubishi UFJ Financial Group. **Shigemitsu Sugisaki**, Ancien vice-président de Goldman Sachs Japon. **Tarisa Watanagase**, ancien gouverneur de la Banque de Thaïlande²⁵⁷.

- **David Rockefeller, un conspirateur « et fier de l'être » ?**

²⁵⁶ Bundesverband der Deutschen Industrie, BDI.

²⁵⁷ Voir ANNEXE 71, image 99.

Dans son livre *Mémoires*, David Rockefeller répondit à ses détracteurs concernant ces réunions à huis clos et sujets à spéculations en les qualifiant de *paranoïa populiste*. Pourtant, on relèvera cette citation toujours tirée de son livre, à la page 475, dans laquelle il affirmait qu'il conspirait avec d'autres capitalistes dans le monde dans le but de mettre en place une « structure politique et économique mondiale plus intégrée », qu'il plaidait coupable et qu'il en était fier :

Certains croient même que nous faisons partie d'une cabale secrète agissant contre les grands intérêts des États-Unis, et ils représentent ma famille et moi comme des « internationalistes » ; ils vont jusqu'à prétendre que nous conspirons avec d'autres capitalistes dans le monde pour construire une structure politique et économique mondiale plus intégrée – un seul monde, si vous voulez. Si c'est ce dont on m'accuse, je plaide coupable et j'en suis fier²⁵⁸.

Au cours de sa vie, David Rockefeller a fréquenté, constitué, dirigé, ou appuyé des réseaux dont les membres ont produit des documents ou financé des structures militant en faveur de la mise en place de cette structure globale. Cela démontrerait l'existence de cette *cabale* qui n'est plus si secrète que cela.

LE WORLD ECONOMIC FORUM

Nous arrivons au dernier réseau qui s'est fait connaître notamment par son président pour la sortie de son livre sujet à « controverse », Covid-19 – La grande réinitialisation ou *The Great Reset*, sorti en 2020. Nous abordons bien évidemment Klaus Schwab, le président et fondateur du World Economic Forum. Mais qui est donc ce personnage tant décrié ? Klaus Schwab naquit en 1938, à Ravensburg en Allemagne. D'après son cursus universitaire, de 1957 à

²⁵⁸ ROCKEFELLER David, *Mémoires*, éditions de Fallois, Paris, 2006, page 475.

1967, Schwab a étudié dans plusieurs pays²⁵⁹. Initialement en Allemagne où il est diplômé du Humanistisches Gymnasium à Ratisbourg. En Suisse, il obtiendra une licence en sciences économiques et sociales à l'Université de Fribourg, ainsi qu'un double doctorat, d'abord en ingénierie à l'École polytechnique fédérale (EPF) de Zurich, et un autre en économie à l'Université de Fribourg. Puis, il obtient un master en administration publique à la John F. Kennedy School of Government rattachée à la Harvard University aux États-Unis (1967)²⁶⁰. C'est au sein de ce dernier établissement que la vie de Schwab va être *transformée* lors d'un séminaire dont l'orateur était un professeur du nom d'Henry Kissinger. Une rencontre qui lui aurait, selon ses propres dires, *ouvert les yeux*. Dès lors, les deux hommes vont nouer une longue amitié. Ce serait aussi à partir de ce moment-là, qu'il développa un intérêt pour les affaires géopolitiques²⁶¹. À cette époque, Henry Kissinger n'était pas uniquement professeur à l'université d'Harvard, il dirigeait également le projet d'études spéciales du Rockefeller Brothers Funds chargé de *définir les principaux problèmes et opportunités auxquels les États-Unis étaient confrontés* et à *clarifier les buts et objectifs nationaux*²⁶². Ce projet fut initié par le gouverneur républicain de New York, Nelson Rockefeller, le frère de David Rockefeller et futur vice-président des États-Unis sous le président Gerald Ford. Kissinger devient deux ans

²⁵⁹ World Economic Forum, "Klaus Schwab". [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/about/klaus-schwab>

²⁶⁰ Harvard Kennedy School – Institute of Politics (27/03/2014) « *Improving the State of the World: A Conversation with Klaus Schwab* ». [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://iop.harvard.edu/events/improving-state-world-conversation-klaus-schwab-0>

²⁶¹ Institute of Politics Harvard Kennedy School (16/03/2021) « *Improving the State of the World: A Conversation with Klaus Schwab* », YouTube, 10min55sec. [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=7TDiND82vFg&t=663s>

²⁶² Rockefeller Brothers Fund, "IN DEPTH: THE SPECIAL STUDIES PROJECT". [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://www.rbf.org/about/our-history/timeline/special-studies-project/in-depth>

plus tard, en 1969, le conseiller à la sécurité nationale, puis secrétaire d'État, proche de Nelson Rockefeller et, plus largement, de la famille Rockefeller²⁶³.

Après cette rencontre mémorable avec l'homme qui peut être assimilé à son mentor, Klaus Schwab va ensuite retourner en Suisse où il intègre la direction de l'entreprise manufacturière Sulzer Escher Wyss AG, à Zurich, au passé troublant. Entre 1907 et 1911, l'entreprise zurichoise, en collaboration avec la société d'ingénierie allemande Voith, avait équipé en turbines l'usine de production d'eau lourde norvégienne Norsk-Hydro. Durant la Seconde Guerre mondiale, elle servira le programme de recherche et de développement de l'arme atomique du III^e Reich²⁶⁴. Escher Wyss avait pour supérieur, durant ces années de guerre, un certain Eugen Schwab, le père de Klaus Schwab. En 1938, il contrôlait la filiale de Ravensburg au moment où Klaus venait de naître²⁶⁵. L'entreprise zurichoise est d'ailleurs citée sur la liste des corporations liées à l'intelligence économique avec le III^e Reich dans la rubrique *Actifs de l'ère de l'Holocauste*²⁶⁶ du site internet du National Archives and Records Administration (NARA). Escher Wyss avait aussi expédié des lance-flammes à l'Allemagne sous le nom « Brennstoffbehälter »,

²⁶³ חדש חולני סדר (28/02/2022) « Klaus Schwab David Rockefeller speaks on How they promote and had been influenced by H. Kissinger », YouTube, 0min23sec. [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=nek-P8vwAMg&t=23s>

²⁶⁴ European Route of Industrial Heritage, "NORWEGIAN INDUSTRIAL WORKERS MUSEUM WORLD HERITAGE SITE". [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://www.erih.net/i-want-to-go-there/site/norwegian-industrial-workers-museum-world-heritage-site>

²⁶⁵ SCHNYDER Stefan (17/01/2017) « Der superidealistische Weltverbesserer », Berner Zeitung. [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://www.bernerzeitung.ch/der-superidealistische-weltverbesserer-601940099547>

²⁶⁶ Holocaust-Era Assets.

traduit en « bidon d'essence »²⁶⁷. Enfin, Escher Wyss figurait parmi les entreprises suisses ayant utilisé le travail forcé issu des prisonniers des camps de concentration nazis²⁶⁸. Klaus Schwab ne resta que trois ans à la direction de l'entreprise (1967-1970). Moins d'un an plus tard, en février 1971, il fonde le « Forum européen du management ». L'officine va se transformer peu après en Forum économique mondial ou World Economic Forum. Surnommé aussi le Forum de Davos, en référence à la ville suisse ayant accueilli le premier évènement²⁶⁹. Pour terminer, c'est un accoutumé des réseaux mondialistes, puisqu'il a été anciennement membre du comité directeur du Groupe Bilderberg, au même titre que son ami Henry Kissinger, et que David Rockefeller, et même Edmond de Rothschild²⁷⁰.

• Qu'est-ce que le World Economic Forum ?

Le Forum économique mondial se définit comme une organisation internationale de coopération public-privée qui engage les

²⁶⁷ Ces informations proviennent de la documentation de la branche du renseignement secret de l'OSS (ancêtre de la CIA), Records of the Office of Strategic Services (RG 226) aux fichiers L 41589 et L 47178. Réf. : National Archives, "Holocaust-Era Assets, Military Agency Records RG 226". [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://www.archives.gov/research/holocaust/finding-aid/military/rg-226-3h.html>

²⁶⁸ Swissbankclaims.com. [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : https://www.swissbankclaims.com/Documents/2015/von%20Kauf-fungen_DE.pdf

²⁶⁹ PARKER Ceri (20/12/2019) « *The World Economic Forum at 50: A timeline of highlights from Davos and beyond* », World Economic Forum. [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/2019/12/world-economic-forum-davos-at-50-history-a-timeline-of-highlights/>

²⁷⁰ Bilderberg Meetings, "Participants 2014". [En ligne] Consulté le 30 août 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20140202095633/http://www.bilderbergmeetings.org/former-steering-committee-members.html>

principaux dirigeants politiques, économiques, culturels et autres de la société pour façonner les agendas mondiaux, régionaux et industriels. À lire sa présentation, il ne s'agirait donc que d'une sorte de club VIP visant à encourager le développement économique, les innovations technologiques, les partenariats public-privé et une forme de coopération internationale. L'organisation se vante même d'être un cercle vertueux en affirmant que l'intégrité morale et intellectuelle est au cœur de tout ce que [le World Economic Forum] fait. Il rassemble des personnes de tous horizons et motivées dans l'objectif est d'apporter des changements positifs²⁷¹. Néanmoins, cette vision euphorique a été écornée par l'un de ses participants, un certain professeur Samuel Huntington. En 2004, il avait rédigé un article dépréciatif sur les « Davos Men » (Homme de Davos) dénommé *Dead Souls: The Denationalization of the American Elite*, se traduisant par « Les Âmes mortes : la dénationalisation de l'élite américaine »²⁷². Il y détaille l'émergence de cette superclasse mondiale regroupant une minorité de l'humanité, quelques dizaines de millions de personnes, surnommés les « cosmocrates », considérée souvent comme riche, puissante, et animée d'une pensée internationaliste. Elle serait composée d'universitaires, de fonctionnaires internationaux et de dirigeants d'entreprises mondiales, ainsi que d'entrepreneurs de haute technologie à succès. Huntington explique que cette nouvelle configuration entraînerait plusieurs conséquences néfastes pour les États-Unis, voire pour les autres nations. Tout d'abord, d'un côté, un fossé qui se creuse entre le peuple préoccupé par ses problèmes du quotidien, y compris la préservation de son identité nationale. De l'autre, une élite cosmopolite voyant leurs problèmes comme secondaires et davantage orientée vers le commerce international, les migrations et voulant renforcer les institutions supranationales qui leur

²⁷¹ World Economic Forum, "Our Mission". [En ligne] Consulté le 31 août 2023. URL : <https://www.weforum.org/about/world-economic-forum>

²⁷² ELLYATT Holly (19/01/2018) « *Who are 'Davos Man' and 'Davos Woman'?* », CNBC. [En ligne] Consulté le 31 août 2023. URL : <https://www.cnbc.com/2018/01/19/who-are-davos-man-and-davos-woman.html>

permettraient de développer leurs activités. Il entrevoit donc une « distinction centrale », une opposition croissante, entre le cosmopolitisme et le nationalisme. Huntington aborde clairement la question de la sécession des élites avec le peuple. Une sédition qui n'est pas sans rappeler les écrits de l'historien et sociologue américain Christopher Lasch (1932-1994) dans son livre *La Révolte des élites et la trahison de la démocratie* :

*Si les élites ne font que se parler à elles-mêmes, une des raisons en est qu'il n'existe pas d'institutions qui promeuvent une conversation générale, transcendant les frontières des classes. La vie civique demande des cadres dans lesquels les gens se rencontrent en égaux, sans égard à leurs origines raciales, sociales, ou nationales. Du fait du déclin des institutions civiques, depuis les partis politiques jusqu'aux parcs publics et aux lieux de réunion informels, la conversation est presque devenue aussi spécialisée que la production du savoir. Les classes sociales se parlent à elles-mêmes, dans un dialecte qui est propre à chacune, et inaccessible à ceux qui n'en font pas partie ; elles ne se mélangent qu'en des occasions solennelles et dans les fêtes officielles*²⁷³.

Ensuite, ce cosmopolitisme affecterait les universités, les médias, les tribunaux, les multinationales, les ONG et le milieu politique. Résultat, le gouvernement, animé de cet idéal internationaliste, prendrait des décisions contraires aux intérêts des peuples sur le plan national. Des choix conduisant à une perte de confiance dans les institutions du pays et qui entraînerait, par ricochet, une abstention dans le processus démocratique, voire une défiance vis-à-vis des gouvernants. Le régime changerait de nature pour devenir une sorte de *démocratie non représentative*. Il cible aussi les « Gauchistes », plus largement les personnes orientées politiquement à gauche, car bien que contestataires, ils partageraient le même idéal pouvant animer cette superclasse mondiale. À savoir le cosmopolitisme, l'internationalisme et l'antinationalisme. Ils feraient partie, comme eux, de

²⁷³ LASCH Christopher, *La révolte des élites et la trahison de la démocratie*, éditions Flammarion, Paris, 2010, page 125.

ces « individus transnationaux », militant pour la fusion des cultures sur le volet sociétal, notamment avec le triomphe de la culture américaine devenant une culture mondiale et que l'humanité doit adopter. La fin des frontières nationales en fusionnant les économies nationales en un seul tout mondial. Ce qui est partagé aussi bien par les multinationales que par certaines ONG au nom de l'humanitaire et des droits de l'homme. Et surtout, les individus transnationaux auraient une approche moraliste consistant à dénoncer le patriotisme, le nationalisme et donc la souveraineté nationale *comme des forces du mal*. Ils préféreraient appuyer le droit et les institutions internationales qui seraient des normes *moralement supérieures* à celles des nations individuelles. S'estimant « citoyen du monde » plutôt qu'appartenant et étant loyal à son pays.

Huntington précise que les mondialistes sont *obsédés par le monde en tant qu'unité économique* et dans lequel ils pourront être les *chasseurs*, donc les dominants. Dans un marché mondial sans frontières et sans restriction nationale, les entreprises ne s'adressent plus aux gouvernements, mais directement aux citoyens, devenant un basique « consommateur mondial ». Huntington conclut qu'à l'ère du début du XXI^e siècle, l'avenir, tel qu'il le pressentait, n'était pas *l'hypothèse universaliste* incarnée par les Davos Men, ni l'impérialisme américain, mais bien la coopération internationale entre nations souveraines :

Cependant, ni l'hypothèse de la suprématie [américaine] ni l'hypothèse universaliste ne reflètent fidèlement l'état du monde au début du XXI^e siècle. L'Amérique est la seule superpuissance, mais il existe d'autres grandes puissances : la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France, la Russie, la Chine, l'Inde et le Japon au niveau mondial, ainsi que le Brésil, le Nigeria, l'Iran, l'Afrique du Sud et l'Indonésie au sein de leurs régions. L'Amérique ne peut atteindre aucun objectif important dans le monde sans la coopération d'au moins certain de ces pays. - Samuel Huntington.

Pour les États-Unis, il renchérisait en déclarant que *l'alternative au cosmopolitisme et à l'impérialisme est un nationalisme voué à la*

*préservation et à l'amélioration des qualités qui ont défini l'Amérique depuis sa création*²⁷⁴.

Entre le *sérum* (gouvernement mondial) et le *microbe* (la nation) de Clarence Streit, Huntington recommandait le microbe, et ce, bien qu'il ait fréquenté le World Economic Forum et la Commission Trilatérale.

- **La « quatrième révolution industrielle ».**

Le 10 janvier 2016, Klaus Schwab est invité sur le plateau de la chaîne de télévision publique suisse, RTS, pour aborder les points majeurs de son livre, *La quatrième révolution industrielle*²⁷⁵. Il indique que la révolution technologique n'en est qu'à ses débuts et qu'elle va bouleverser les sociétés dans les années et décennies à venir. Il serait question d'implanter des puces électroniques dans le cerveau ou sous la peau pour faciliter les communications entre personnes. Schwab précisait que cela pourrait se faire *dans les 10 ans à venir* en rajoutant que d'abord, les puces seraient implantées dans les vêtements. Ce serait une « interaction entre notre cerveau et le monde digital ». Le président du Forum économique mondial résume qu'il s'agit d'une *fusion* entre le monde physique, digital et biologique. Autre révolution majeure qu'il entrevoit, l'arrivée d'une intelligence artificielle (IA) personnalisée pour chaque personne connectée au monde digital. Un *serveur* qui nous assistera tout au long de notre vie et qui pourra *apprendre* et devenir même un *partenaire intellectuel*. Une révolution conduisant à des transformations dans une multitude de domaines, comprenant les transports ou

²⁷⁴ HUNTINGTON Samuel P. (01/03/2004) « *Dead Souls: The Denationalization of the American Elite* », The National Interest. [En ligne] Consulté le 31 août 2023. URL : https://archive.wphna.org/wp-content/uploads/2013/12/04-03_The_National_Interest_Samuel_Huntington_Davos_Man.pdf

²⁷⁵ SCHWAB Klaus, *La quatrième révolution industrielle*, éditions Dunod, Malakoff (France), 2017.

l'éducation. Dans son livre, Schwab se veut aussi rassurant en insistant que cette révolution technologique donnerait la possibilité de rendre l'homme *plus humain*. Le journaliste lui posa la question sur les risques du contrôle policier que pourrait engendrer un tel système. Schwab répondit que cela ne lui faisait pas peur, mais que cela lui faisait *du souci*. Dans ce *nouveau monde* se dessinant, Schwab dit que nous devons *accepter une transparence* et même *une transparence totale, tout va être transparent* y compris le secret bancaire. En clair, *il faut s'habituer, il faut se comporter ainsi* tout en mesurant ses paroles en précisant qu'à la condition que cette intrusion dans la vie privée ne soit pas *abusée* par le biais du système juridique chargé de nous protéger. Il rajouta même que cela nous rendrait *plus responsables*. Le journaliste rétorqua sur la question des écoutes téléphoniques que pourraient utiliser les services de renseignement et en premier lieu, son téléphone portable. Le patron de Davos dit que *si on n'a rien à cacher, il ne faut pas avoir peur*²⁷⁶. Klaus Schwab n'a donc pas trop à redire dans une société future où les entreprises de services technologiques et les services de renseignement auront une telle quantité d'informations sur les utilisateurs qu'ils les connaîtront mieux qu'eux-mêmes dans tous les aspects de leur vie, de leur naissance à leur mort. Y compris dans leurs modes de consommations, leurs déplacements, toutes leurs interactions sociales, quitte à ce que notre vie privée, nos convictions politiques ou religieuses, voire nos émotions, ne soient plus un secret. Une intrusion jusqu'à notre corps où l'on implanterait des puces pouvant, par exemple, être utilisés à des moyens de géolocalisation ou d'écoute et en permanence. Sans connaître d'ailleurs les effets à long terme de ces puces RFID sur le corps humain et sur notre santé.

Pour illustrer *ce monde nouveau*, le 11 novembre 2016, Ida Auker, députée au parlement danois et *agenda contributor* au World Economic Forum, avait rédigé un article détaillant le monde de 2030 en insistant qu'il ne s'agissait pas d'une utopie, mais bien d'un

²⁷⁶ RTS - Radio Télévision Suisse (11/01/2016) « *L'interview de Klaus Schwab* », YouTube. [En ligne] Consulté le 31 août 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=IJcey1PPiIM>

sécenario montrant vers où nous pourrions nous diriger *pour le meilleur comme pour le pire*. Dans ce monde, la personne basique ne possède rien, ni voiture, ni maison, ni électroménager, ni vêtements, mais elle est heureuse. Tout ce qui est considéré comme un produit est devenu un service. Toute chose est devenue gratuite, même la communication numérique et l'énergie. Les transports en commun et les vélos sont devenus une généralité, la voiture individuelle est quant à elle délaissée. Nous avons des villes conçues pour la « durabilité, la réparabilité et la recyclabilité » où les problèmes environnementaux ont été réglés. Mais dans ce cadre idyllique, Ida Auken nous explique que les IA et les robots ont pris des pans entiers des emplois des êtres humains. La personne de 2030 aurait donc moins de travail et plus de temps libres pour ses loisirs. Le divertissement et l'aversion pour *les problèmes difficiles* sont donc les nouvelles normes. Auken détaille que dans ce monde, il y a en réalité deux humanités. Celle vivant dans les villes intelligentes et celle qui a refusé toute cette technologie, vivant à l'extérieur des villes. Ces personnes, qui se sont senti *obsolètes et inutiles* après l'arrivée de l'IA et des robots qui ont pris leurs emplois, se sont rebellées contre le système politique et vivaient désormais dans des communautés autoapprovisionnés à l'image des petits villages du XIX^e siècle. Mais le passage le plus terrifiant de ce conte de fées avant-gardiste est que la personne basique vivant dans la ville n'a pas d'intimité et ne peut aller nulle part sans être répertorié et surveillé constamment :

*Nulle part où je peux aller et ne pas être inscrit. Je sais que, quelque part, tout ce que je fais, pense et rêve est enregistré. J'espère juste que personne ne l'utilisera contre moi*²⁷⁷.

En somme, il s'agit d'une sorte de société futuriste orwellienne avec un Big Brother numérique. Je ne possède rien, je n'ai pas de vie privée, mes libertés sont limitées, je suis surveillé jusqu'à mes pensées, mais je suis censé être heureux quand même. On pourrait se demander ce qu'il adviendrait aux personnes qui émettraient des

²⁷⁷ Voir ANNEXE 72, image 100.

pensées critiques envers cet ordre établi. Subiraient-ils le même sort que Winston dans *1984* pour avoir commis un crime par la pensée ?

En 2023, lors du sommet mondial des gouvernements du World Economic Forum tenu à Dubaï²⁷⁸, Klaus Schwab avait déclaré ceci : *Qui maîtrise ces technologies [notamment sur l'IA] - d'une manière ou d'une autre - sera le maître du monde*²⁷⁹.

- **Le « Great Reset ».**

En 2020, Klaus Schwab sort son livre ayant fait beaucoup couler d'encre, *Covid-19-La grande réinitialisation*²⁸⁰ ou *The Great Reset*. Il présente la crise du Covid-19 *comme une fenêtre d'opportunité rare mais étroite pour réfléchir, réimaginer et réinitialiser notre monde*, c'est-à-dire redéfinir les règles en matière sociétale, économique, environnementale, technologique, industrielle, et de santé au niveau international. En somme, il s'agirait de promouvoir *une vision à la fois internationaliste, libérale et réformatrice*²⁸¹. Schwab insiste donc sur l'importance du rôle que doivent jouer les organisations internationales, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qu'il considère comme *la seule organisation capable de*

²⁷⁸ World Government Summit 2023. [En ligne] Consulté le 1^{er} septembre 2023. URL : <https://www.worldgovernmentsummit.org/events/world-government-summit-2023>

²⁷⁹ @disclosetv (Disclose.tv) « NEW - Klaus Schwab: "Who masters those technologies - in some way - will be the master of the world." ». Twitter, 14/02/2023, 11h35 PM. [En ligne] Consulté le 1^{er} septembre 2023. URL : https://twitter.com/disclosetv/status/1625624806203817992?t=6fARXTp_bI79QZtkII587Q&s=19

²⁸⁰ SCHWAB Klaus, MALLERET Thierry, *Covid-19-La grande réinitialisation*, Forum Publishing, Cologny/Genève - Suisse, 2020.

²⁸¹ AUDUREAU William (10/02/2021) « *Qu'est-ce que « The Great Reset », un livre devenu théorie du complot ?* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 1^{er} septembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2021/02/10/qu-est-ce-que-the-great-reset-un-livre-devenu-theorie-du-complot_6069491_4355770.html

coordonner une réponse mondiale à la pandémie tout en citant Bill Gates abondant dans ce sens. Pourtant, Klaus Schwab explique qu'une démondialisation est en train de s'opérer face à la montée du nationalisme ainsi qu'une grande *fragmentation* de l'ordre internationale. Dans son livre, il pourfend le nationalisme et défend l'interconnexion de l'économie mondiale, et que mettre un terme à la mondialisation était chose impossible. C'est méconnaître que la mondialisation n'est pas un phénomène irréversible aux yeux de l'Histoire. L'humanité a connu plusieurs mondialisations à différents degrés ainsi que des phases d'ouvertures et de fermetures, de l'Antiquité à nos jours, de l'Empire romain à l'Empire britannique en passant par la Chine impériale qui était au XVII^e siècle, le carrefour du commerce international²⁸². Il surenchère en proclamant *qu'il ne peut y avoir de reprise durable sans un cadre stratégique mondial de gouvernance*. Cela laisse entendre qu'il faudrait contrer la montée du microbe de Clarence Streit pour pouvoir faire émerger cette grande réinitialisation arrivant au sérum, une gouvernance mondiale. Pour Schwab, s'il y avait eu une gouvernance mondiale, le virus Sars CoV-2 aurait été maîtrisé plus efficacement.

Dans le cadre d'une gouvernance mondiale opérationnelle, les nations auraient dû s'unir pour mener une « guerre » mondiale et coordonnée contre la pandémie.

Il critique le vide de cette gouvernance mondiale et la stratégie des États-nations défendant un modèle, qui selon lui, ne fonctionnerait pas en cas de risques mondiaux et seule une décision concertée à l'échelle mondiale serait alors efficace.

Pour l'instant, voici l'essentiel à retenir : face à un tel vide dans la gouvernance mondiale, seuls les États-nations font preuve d'assez de cohésion pour être capables de prendre des décisions collectives, mais ce modèle ne fonctionne pas dans le cas de risques

²⁸² Universalis.fr, « MONDIALISATION - Histoire de la mondialisation ». [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/mondialisation-histoire-de-la-mondialisation/>

mondiaux qui nécessitent des décisions concertées à l'échelle mondiale.

Au moment du Covid-19, l'OMS avait déconseillé d'utiliser l'hydroxychloroquine (avec azithromycine) comme traitement préventif contre le Covid-19²⁸³. Cette dissuasion accouplée d'une étude falsifiée (fake news) publiée le 20 mai 2020 dans le journal *The Lancet*, a discrédité ce traitement et a conduit à son interdiction en France, le 27 mai 2020, donc une semaine plus tard²⁸⁴. Idem concernant l'Ivermectine alors que le British Ivermectin Recommendation Development (BIRD) Panel et le Front Line COVID-19 Critical Care Alliance' (FLCCC), basé aux États-Unis, avaient montré que l'utilisation de ce traitement *peut réduire le risque de contracter le COVID de plus de 90 % et la mortalité de 68 à 90 %*. Cela a conduit en Inde à ce que l'Indian Bar Association (IBA) intente une action en justice contre la scientifique en chef de l'OMS, le Dr Soumya Swaminathan. L'IBA a reproché à la scientifique de l'OMS d'avoir voulu déconseiller ce traitement afin de *tromper et semer la confusion chez les médecins et le grand public* ainsi que d'avoir *mené une campagne de désinformation contre l'ivermectine*²⁸⁵. Pour ce qui

²⁸³ ONU (02/03/2021) « Covid-19 : l'OMS déconseille vivement l'hydroxychloroquine comme traitement préventif ». [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1090612>

²⁸⁴ BÉZIE Grégoire, AFP (26/05/2020) « Coronavirus : l'hydroxychloroquine interdite en France dans le traitement du Covid », France 3. [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20200611042840/https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/bouches-du-rhone/marseille/coronavirus-haut-conseil-sante-publique-siffle-fin-partie-hydroxychloroquine-interdite-france-1833556.html>

²⁸⁵ SANTOS Raisa, FLETCHER Elaine Ruth (18/06/2021) « Indian Bar Association Rebukes WHO Chief Scientist Over Ivermectin Guidelines for COVID Treatment », Health Policy Watch. [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : <https://healthpolicy-watch.news/indian-bar-association-rebukes-who-chief-scientist-over-whos-ivermectin-guidelines-for-covid-treatment/>

est de l'inefficacité des États-nations à gérer les risques mondiaux, par exemple une pandémie, les cas de la Suède, de la Corée du Sud ou encore de l'île de Taïwan le contredit²⁸⁶. Au moment du Covid-19, Taïwan avait pris la décision d'interdire l'entrée des voyageurs de la Chine continentale, alors même que l'OMS déconseillait de prendre de telles mesures²⁸⁷, sachant de plus que l'OMS avait comme deuxième ressource de financement pour l'année 2020-2021, la fondation Bill & Melinda Gates à hauteur de 751 000 000 \$, juste derrière l'Allemagne avec 1,268 milliard \$²⁸⁸. La fondation de Bill Gates avait signé un accord deux mois avant l'apparition du virus à Wuhan avec la société allemande BioNTech, axé sur la technologie ARN messenger, utilisée plus tard dans les vaccins contre le Covid-19²⁸⁹.

Les institutions internationales si chèrement défendues par Klaus Schwab ne sont pas à l'abri de potentiels conflits d'intérêts avec des multinationales et cela ne coïncide pas forcément avec les intérêts des peuples, y compris avec leur santé. Nous pouvons conclure à la proximité entre les dirigeants des laboratoires pharmaceutiques et

²⁸⁶ BRUNET Margot, LANN Pierre (04/03/2022) « *Covid: en ne confinant pas, la Suède s'en est-elle mieux sortie que ses voisins européens ?* », Marianne. [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : <https://www.marianne.net/societe/sante/covid-en-ne-confinant-pas-la-suede-sen-est-elle-mieux-sorti-que-ses-voisins-europeens>

²⁸⁷ TANCA Louis, AFP (08/04/2020) « *SUÈDE, CORÉE DU SUD, TAÏWAN... COMMENT SE PROPAGE LE CORONAVIRUS DANS LES ÉTATS QUI N'ONT PAS CONFINÉ ?* », BFM TV. [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/international/suede-coree-du-sud-taiwan-comment-se-propage-le-coronavirus-dans-les-etats-qui-n-ont-pas-confine_AN-202004080194.html

²⁸⁸ OMS, "Nos contributeurs". [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : <https://www.who.int/fr/about/funding/contributors#cms>

²⁸⁹ SIDERIS Felicia (11/05/2022) « *Vaccins : la fondation de Bill Gates a-t-elle investi dans BioNTech juste avant la pandémie de Covid ?* », TF1 info. [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : <https://www.tf1info.fr/sante/vaccins-contre-le-covid-19-la-fondation-de-bill-gates-a-t-elle-investi-dans-biontech-juste-avant-la-pandemie-2219450.html>

les réseaux mondialistes. Prenons le cas du PDG de Pfizer, M. Abert Bourla. N'est-il pas un participant au Groupe Bilderberg et au World Economic Forum et Klaus Schwab ne s'est-il pas entretenu avec lui lors de la réunion annuelle de Davos en 2022 ? N'y aurait-il donc pas un mélange des genres ?²⁹⁰

Ensuite, sur un ton mélodramatique, il annonce que la pandémie nous a révélés que seule une collaboration sur le plan international pourra permettre de relever les défis de demain. Cette collaboration plus étroite ne serait pas un choix, mais une obligation, faute de quoi, nous serions tous condamnés :

Nous sommes tous conscients que sans une plus grande collaboration, nous ne pourrions pas relever les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés collectivement. Pour le dire le plus simplement possible, si, en tant qu'êtres humains, nous ne collaborons pas pour faire face à nos défis existentiels (l'environnement et la chute libre de la gouvernance mondiale, entre autres), nous sommes condamnés. Ainsi, nous n'avons pas d'autre choix que de faire appel au meilleur de nous-mêmes.

Le fameux argument grandiloquent de « l'unité pour la sauvegarde la paix » face à « l'ennemi commun » que Clarence Streit avait déjà employé dans *Union ou Chaos* ? pour proposer un gouvernement mondial en 1939, donc il y a plus de 80 ans. À la différence que cette fois, l'ennemi commun d'aujourd'hui n'est plus incarné par les régimes totalitaires, mais par une multitude de dangers globaux : cela peut être les pandémies un jour, un autre, ce sera contre la prochaine crise économique, un autre encore, ce sera le changement climatique. Mais il restera toujours cet ennemi récurrent au travers des écrits des mondialistes, le *microbe* : la nation libre,

²⁹⁰ World Economic Forum, « *Davos Annual Meeting 2022 - Conversation with Albert Bourla, CEO of Pfizer – Original* ». [En ligne] Consulté le 1er septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/videos/davos-annual-meeting-2022-conversation-with-albert-bourla-ceo-of-pfizer-original>

souveraine et indépendante. L'ennemi de Clarence Streit, de Joseph Retinger, de David Rockefeller et de Klaus Schwab.

- **La gouvernance du World Economic Forum.**

Outre **Klaus Schwab**, le conseil d'administration du Forum économique mondial est composé de plusieurs personnalités que nous avons déjà abordées. Nous retrouvons donc **David M. Rubenstein**, le cofondateur et coprésident du groupe Carlyle, président du CFR, membre du comité exécutif de la branche nord-américaine de la Commission Trilatérale, et participant du Groupe Bilderberg (2017)²⁹¹. Et un mastodonte, **Laurence D. (Larry) Fink**, le PDG de BlackRock, membre de la Trilatérale nord-américaine, du CFR et du Groupe Bilderberg²⁹².

Viennent ensuite :

- **Børge Brende**. Président exécutif du World Economic Forum. Ancien ministre des Affaires étrangères du Danemark²⁹³. Membre du conseil d'administration des réunions du Groupe Bilderberg²⁹⁴, et participant en 2023.
- **Peter Brabeck-Letmathe**. Vice-président du World Economic Forum. Ancien PDG, puis président émérite du groupe Nestlé.

²⁹¹ Bilderberg Meetings, "Participants 2017". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.bilderbergmeetings.org/meetings/meeting-2017/participants-2017>

²⁹² ZUCCHERI Renato (26/09/2018) « *Conte vede Larry Fink: Ceo di BlackRock e membro Bilderberg* », Il Giornale. [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.ilgiornale.it/news/mondo/conte-vede-larry-fink-ceo-blackrock-e-membro-bilderberg-1581012.html>

²⁹³ World Economic Forum (15/09/2017) « *Norway's Børge Brende joins World Economic Forum* ». [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/press/2017/09/norway-s-borge-brende-joins-world-economic-forum/>

²⁹⁴ The Salzburg Summit, "Børge Brende". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://salzburgsummit.com/person/borge-brende/>

Il est ancien membre des conseils d'administration de Salt Mobile, SA Roche, Crédit Suisse, L'Oréal, et d'Exxon Mobil Corporation²⁹⁵. Participant au Groupe Bilderberg en 2011²⁹⁶.

- **Christine Lagarde.** La présidente de la Banque centrale européenne (BCE), ancienne directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), ancienne associée du cabinet d'avocats américain Baker & McKenzie, participante au Groupe Bilderberg²⁹⁷ et qui avait participé à la réunion plénière 2019 de la Commission Trilatérale²⁹⁸.
- **Mukesh D. Ambani.** PDG du conglomérat indien Reliance Industries, spécialisé dans le domaine de l'énergie, les télécommunications ou encore le textile. D'après *Forbes*, en 2023 il serait la 13^e personne la plus riche du monde avec une fortune estimée à 94,8 milliards de dollars²⁹⁹. Membre du

²⁹⁵ World Economic Forum, "Peter Brabeck-Letmathe". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/peterbrabeck-letmathe>

²⁹⁶ SKELTON Charlie (13/06/2011) « *Bilderberg 2011: Handbags at dawn* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/blog/2011/jun/13/bilderberg-2011-switzerland>

²⁹⁷ BFM TV (07/06/2013) « *LE GROUPE BILDERBERG SE RÉUNIT À LONDRES: FILLON ET LAGARDE INVITÉS* ». [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/international/europe/angleterre/le-groupe-bilderberg-se-reunit-a-londres-fillon-et-lagarde-invites_AN-201306070064.html

²⁹⁸ The Trilateral Commission, « *2019 Plenary Meeting of the Trilateral Commission - Paris, 14 – 16 June 2019* ». [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : https://trilateralmeetings.eu/trilateral-meetings-media-video_old/

²⁹⁹ Forbes, "Real Times Billionaires List". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.forbes.com/real-time-billionaires/#240c7b203d78>

Conseil consultatif mondial de Bank of America et membre du conseil consultatif international de la Brookings Institution³⁰⁰.

- **Marc Benioff.** PDG de Salesforce, axé sur l'édition de logiciels de cloud computing³⁰¹. Selon *Forbes*, il a une fortune estimée à 8,3 milliards de dollars, soit la 275^e personne la plus riche du monde en 2023³⁰².
- **Thomas Buberl.** Directeur général du Groupe AXA. Participant au Groupe Bilderberg en 2023³⁰³. Il avait travaillé auparavant pour le cabinet américain Boston Consulting Group³⁰⁴.
- **Chrystia Freeland.** Vice-première ministre du Canada sous le gouvernement de Justin Trudeau. Boursière Cecil Rhodes (1991). Anciennement ministre du Commerce international du Canada, où elle a supervisé l'accord de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne (AECG)³⁰⁵. Elle a reçu plusieurs distinctions de la Freedom House et de l'Atlantik-Brücke³⁰⁶. Participante au Groupe Bilderberg en 2023.

³⁰⁰ World Economic Forum, "Mukesh D. Ambani". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/mukesh-d-ambani>

³⁰¹ World Economic Forum, "Marc Benioff". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/marc-benioff>

³⁰² Forbes, "Marc Benioff". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.forbes.com/profile/marc-benioff/?list=rtb/&sh=1678a5c53ee0>

³⁰³ Bilderberg Meetings, "Participants 2023". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://bilderbergmeetings.org/press/press-release/participants>

³⁰⁴ World Economic Forum, "Thomas Buberl". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/thomas-buberl>

³⁰⁵ L'Accord économique et commercial global, AECG.

³⁰⁶ World Economic Forum, "Chrystia Freeland". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/chrystia-freeland>

- **Orit Gadiesh.** Présidente de Bain & Company³⁰⁷. Elle possède la double nationalité américaine et israélienne. Elle a servi dans les services de renseignement israéliens et avait été employée au bureau du chef d'état-major adjoint, Ezer Weizman³⁰⁸.
- **Kristalina Georgieva.** Directrice générale du Fonds monétaire international (FMI)³⁰⁹. Elle a préalablement travaillé pour la Banque Mondiale (2017-2019) et a été nommée vice-présidente de la Commission européenne chargée du budget et des ressources humaines (2014-2016)³¹⁰. Participante au Groupe Bilderberg³¹¹.
- **Fabiola Gianotti.** Directrice générale de l'organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN)³¹². Participante au Groupe Bilderberg en 2017.
- **Albert Arnold Gore dit Al Gore.** Ancien vice-président des États-Unis sous l'administration de Bill Clinton. Il fut l'un des défenseurs de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Lorsqu'il était étudiant, il avait obtenu une bourse

³⁰⁷ World Economic Forum, "Orit Gadiesh". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/orit-gadiesh>

³⁰⁸ RON Liat (07/12/2015) « "אני אקלקטית" », Globes.co.il. [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.globes.co.il/news/article.aspx?did=1000037004>

³⁰⁹ World Economic Forum, "Kristalina Georgieva". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/kristalina-georgieva-e2891d4514>

³¹⁰ European Commission, "Kristalina Georgieva". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : https://commission.europa.eu/persons/kristalina-georgieva_en

³¹¹ GOTEV Georgi (10/06/2016) « *Bilderberg gathering envisions top job for Kristalina Georgieva* », Euractiv. [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/bilderberg-gathering-envisions-top-job-for-kristalina-georgieva/>

³¹² World Economic Forum, "Fabiola Gianotti". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/fabiola-gianotti>

- de la Rockefeller Foundation pour intégrer la Vanderbilt University Divinity School (1971-1972)³¹³. Il est associé chez la société américaine de capital-risque Kleiner Perkins Caufield & Byers et membre du conseil d'administration d'Apple³¹⁴. Il est l'une des figures du combat contre le « réchauffement climatique ».
- **André Hoffmann.** Président de la société Massellaz qui est le bureau familial des héritiers de la famille Roche³¹⁵. Participant au Groupe Bilderberg³¹⁶.
 - **Paula Ingabire.** Ministre des Technologies de l'information, des communications et de l'innovation du Rwanda, dont le président de la République est toujours Paul Kagame, alias « le boucher des Grands Lacs »³¹⁷.

³¹³ The University of Melbourne, Australia, *Citation, Proposed Doctor of Laws honoris causa for the Hon. Mr Al Gore*. [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : https://about.unimelb.edu.au/_data/assets/pdf_file/0021/16383/170602-HD-Citation- Hon-Al-Gore ABP-FINAL.pdf

³¹⁴ World Economic Forum, "Al Gore". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/al-gore>

³¹⁵ Bloomberg, "Massellaz AG". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.bloomberg.com/profile/company/1783293D:SW#xj4y7vzkg>

³¹⁶ L'Obs (28/05/2019) « *Voici la liste des participants à la réunion « secrète » du Bilderberg* ». [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.nouvelobs.com/economie/20190528.OBS13619/voici-la-liste-des-participants-a-la-reunion-secrete-du-bilderberg.html>

³¹⁷ World Economic Forum, "Paula Ingabire". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/paula-ingabire>

- **Joe Kaeser.** Ancien PDG de l'entreprise allemande Siemens Energy et membre du conseil international de la JPMorgan Chase. Participant au Groupe Bilderberg en 2015³¹⁸.
- **Yo-Yo Ma.** Violoncelliste américain d'origine français³¹⁹.
- **Patrice Motsepe.** Fondateur et président exécutif de l'African Rainbow Minerals, une société minière basée en Afrique du Sud³²⁰.
- **Ngozi Okonjo-Iweala.** Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Avant, elle avait travaillé pendant 25 ans à la Banque Mondiale. Il s'agit de l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Nigéria³²¹.
- **Lubna S. Olayan.** Présidente du comité exécutif d'Olayan Financing Company, un portefeuille d'investissements mondiaux fondé par le richissime homme d'affaires saoudien Suliman S. Olayan. Lubna Olayan est sa fille³²².
- **Son Excellence, la Reine Rania Al Abdullah** du Royaume de Jordanie³²³. En 2006, elle a intégré le conseil d'administration

³¹⁸ Bilderberg Meetings UK (06/07/2015) « *PARTICIPANTS, BILDERBERG 2015* ». [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://bilderbergmeetings.co.uk/2015/participants/>

³¹⁹ World Economic Forum, "Yo-Yo Ma". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/yo-yo-ma>

³²⁰ World Economic Forum, "Patrice Motsepe". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/patrice-motsepe>

³²¹ World Economic Forum, "Ngozi Okonjo-Iweala". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/ngozi-okonjo-iweala>

³²² World Economic Forum, "Lubna S. Olayan". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/lubna-s-olayan>

³²³ World Economic Forum, "H.M. Queen Rania Al Abdullah of the Hashemite Kingdom of Jordan". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/rania-al-abdullah>

de la Fondation pour les Nations-Unies³²⁴. Elle reçut la Global Citizen Award de l'Atlantic Council qui récompense chaque année des personnalités contribuant à *améliorer le monde*. On listera dans les récentes personnes ayant reçu ce prix, le président ukrainien Volodymyr Zelensky et le Chancelier allemand Olaf Scholz. Dans les sponsors de l'évènement, nous soulignons l'entreprise Pfizer³²⁵.

- **Mark Schneider**. Le directeur général de Nestlé³²⁶.
- **Tharman Shanmugaratnam**. Ancien Premier ministre de la cité-État de Singapour³²⁷ et élu président en septembre 2023³²⁸.
- **Jim Hagemann Snabe**. Le président de la société allemande Siemens³²⁹. Depuis 2022, il est membre du conseil consultatif mondial auprès de la Deutsch Bank avec, entre autres, Henry Kissinger et l'ancien PDG de Google, Eric Schmidt³³⁰. La

³²⁴ United Nations Foundation, "Press Releases, September 13, 2006". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20110623070341/https://unfoundation.org/press-center/press-releases/2006/her-majesty-queen-rania-joins-unf-board.html>

³²⁵ Atlantic Council, "ABOUT THE GLOBAL CITIZEN AWARDS". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.atlantic-council.org/events/global-citizen-awards/>

³²⁶ World Economic Forum, "Mark Schneider". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/mark-schneider>

³²⁷ World Economic Forum, "Tharman Shanmugaratnam". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/tharman-shanmugaratnam>

³²⁸ Ouest-France (01/09/2023) « *L'ex-vice Premier ministre de Singapour Tharman Shanmugaratnam élu président* ». [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.ouest-france.fr/monde/singapour/lex-vice-premier-ministre-de-singapour-tharman-shanmugaratnam-elu-president-1e2ea4a2-48ed-11ee-95fb-5373350b7482>

³²⁹ World Economic Forum, "Jim Hagemann Snabe". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/jim-hagemann-snabe>

³³⁰ Deutsch Bank (01/11/2022) « Global Advisory Board to advise Deutsche Bank on key trends in business and politics ». [En ligne]

même année, il devient président du conseil d'administration de l'entreprise suédoise Northvolt³³¹. Cette dernière est spécialisée dans la fabrication des batteries au lithium pour les véhicules électriques.

- **Julie Sweet.** PDG de l'entreprise mondiale de conseil Accenture. Elle est membre du conseil d'administration du Center for Strategic & International Studies (CSIS), un think tank néoconservateur dont nous ne présentons plus³³².
- **Feike Sybesma.** Président du conseil de surveillance de la société néerlandaise d'électronique, Royal Philips³³³.
- **Heizo Takenaka.** Professeur émérite de l'Université Keio au Japon et ancien ministre de l'Intérieur et des communications³³⁴.
- **Zhu Min.** Ancien directeur général adjoint du FMI, ancien vice-gouverneur de la Banque populaire de Chine et vice-président du centre chinois pour les échanges économiques internationaux (CCIEE)³³⁵. Un groupe de réflexion basé à

Consulté le 2 septembre 2023. URL : https://www.db.com/news/detail/20221101-global-advisory-board-to-advise-deutsche-bank-on-key-trends-in-business-and-politics?language_id=1

³³¹ North Volt (14/12/2022) « *Northvolt announces Jim Hagemann Snabe as new Chairman of the Board* ». [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://northvolt.com/articles/board2022/>

³³² CSIS, "Julie Sweet". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/people/julie-sweet>

³³³ World Economic Forum, "Feike Sybesma". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/feike-sybesma>

³³⁴ World Economic Forum, "Heizo Takenaka". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/heizo-takenaka>

³³⁵ China Center for International Economic Exchanges, CCIEE.

Pékin, en Chine, c'est-à-dire avec l'agrégation des autorités chinoises³³⁶. Sur son site internet, il est mentionné que :

Le CCIEE respecte la Constitution de la République populaire de Chine, les lois, réglementations et politiques nationales. Il met en pratique les valeurs socialistes fondamentales, chérit le sentiment de patriotisme et de bonne conduite, reste aligné sur le code d'éthique sociale et favorise la culture d'une conduite de travail honnête et autodisciplinée³³⁷.

Le *microbe* de Clarence Streit ferait-il une exception en ce qui concernerait la Chine ?

On relèvera que sur les 29 membres composant le conseil d'administration du World Economic Forum, au moins 12 d'entre eux, dont la présidence, sont affiliés au Groupe Bilderberg. Soit 41,3% de l'effectif.

Pour terminer, on soulignera la présence des enfants de Klaus Schwab au sein de la direction du World Economic Forum :

- Olivier. M. Schwab, membre de l'équipe de gestion.
- Nicole Schwab, membre du comité exécutif³³⁸.

- **Les partenaires stratégiques du World Economic Forum.**

Dans la liste des partenaires stratégiques de l'organisation internationale de Klaus Schwab nous comptons :

³³⁶ World Economic Forum, "Zhu Min". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/min-zhu>

³³⁷ CCIEE, "History & Mission". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230325065052/http://english.cciee.org.cn/leader.aspx?clmId=54>

³³⁸ World Economic Forum, "Leadership and Governance". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/about/leadership-and-governance>

ABB, Accenture, Adecco Group, African Rainbow Minerals, Agility, AIG, Aker, Alibaba Group, AlixPartners, Allianz, **Amazon**, Aramco, ArcelorMittal, **AstraZeneca**, Bahrain Economic Development Board, Bain & Company, Banco Bradesco, Bank of America, **Barclays**, **Bill & Melinda Gates Foundation**, **BlackRock**, Boston Consulting Group (BCG), **BP**, Bridgewater Associates, Capgemini, **Chevron**, Cisco, **Citi**, Cognizant, Dell Technologies, Deloitte, dentsu, Deutsche Bank, DHL Group, DP World, DSM-Firmenich, Ericsson, EY, **Goldman Sachs**, Hanwha Group, HCLTech, Hewlett Packard Enterprise, Hitachi, Honeywell, Hong Kong Exchanges and Clearing (HKEX), HP, HSBC, **Huawei Technologies**, Hubert Burda Media, IBM, Infosys, Intel, Itaú Unibanco, JLL, **Johnson & Johnson**, **JPMorgan Chase & Co.**, Kearney, KPMG, Kudelski Group, **Lazard**, Luksic Group, Mahindra Group, Majid Al Futtaim Holding, ManpowerGroup, Marsh McLennan, Mastercard, **McKinsey & Company**, Mercuria Energy Group, Meta, **Microsoft**, Mitsubishi Corporation, Mitsubishi Heavy Industries, **Morgan Stanley**, Mubadala Investment Company, Nestlé, Novartis, Novo Nordisk Foundation, **Open Society Foundations (George Soros)**, Palantir Technologies, PayPal, PepsiCo, **Pfizer**, Procter & Gamble, Publicis Groupe, Qatar Investment Authority, Qualcomm, Reliance Industries, Royal Philips, S&P Global, SAP, Saudi Basic Industries (SABIC), Schneider Electric, Sequoia Capital, Siemens, SK Group, SOCAR (State Oil Company of the Azerbaijan Republic), Sony Group, Standard Chartered BankSuntory Holdings, Swiss Re, Takeda Pharmaceutical, Tata Consultancy Services, The Coca-Cola Company, Uber Technologies, UBS, Verizon Communications, Volkswagen Group, Volvo Group, Wellcome Trust, Wipro, Yara International, Zurich Insurance Group³³⁹.

³³⁹ World Economic Forum, "Partners". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/partners/#Z>

Citations

L'Amérique possède une puissance et une influence sans précédent. Selon tous les critères traditionnels de mesure de la puissance d'un pays, elle détient une position équivalente à celle de Rome lorsqu'elle dominait le monde méditerranéen.

William Kristol.

Cofondateur du think tank, Project for the New American Century (PNAC)³⁴⁰.

Il peut être dangereux d'être l'ennemi de l'Amérique, mais être l'ami de l'Amérique est fatal.

Henry Kissinger.

Ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis. Membre du CFR, du Groupe Bilderberg et de la Commission Trilatérale³⁴¹.

³⁴⁰ KRISTOL William, KAPLAN Lawrence F., *Notre route commence à Bagdad – par les faucons de la Maison-Blanche*, éditions Saint-Simon, Paris, 2003, page 154.

³⁴¹ The Wall Street Journal, (17/12/2010) « *A Fatal Friendship?* ». [En ligne] Consulté le 28 août 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/SB10001424052748704828104576021823816289798>

Je veux être très clair : si la Russie envahit l'Ukraine d'une manière ou d'une autre, Nord Stream 2 n'avancera pas.

Ned Price.

Porte-parole du département d'État américain,
le 26 janvier 2022 ³⁴².

³⁴² Reuters (27/01/2022) « *Nord Stream 2 will not move forward if Russia invades Ukraine -State Dept* ». [En ligne] Consulté le 28 août 2023.
URL : <https://www.reuters.com/business/energy/nord-stream-2-will-not-move-forward-if-russia-invades-ukraine-state-dept-2022-01-27/>

CHAPITRE 12

LES TEMPLES DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN, SES PRÊCHEURS ET LEURS MÉCÈNES

Dans son article de 2004, Samuel Huntington avait mis en avant les deux idéologies qui seraient une impasse pour les États-Unis : le cosmopolitisme incarné par une élite internationaliste appelée aujourd'hui les « Davos Men » et dont nous avons retracé l'histoire étalée sur plus d'un siècle au travers de ses différents réseaux ; puis, l'impérialisme, se conjuguant avec le mondialisme, animé par la conquête et la domination du monde. Aujourd'hui, et comme nous l'avons démontré dans l'ouvrage, les relais de cet impérialisme sont toujours actifs, notamment au travers du Hudson Institute ou encore de la Jamestown Foundation, les deux principales organisations parrainant le Forum des nations libres de la post-Russie. Si nous connaissons les donateurs pour la première, il est difficile de le savoir pour la seconde. Selon sa déclaration pour l'année 2019 (form 990), la Jamestown Foundation affiche 2 400 668 \$ en matière de revenus¹. L'un des rares donateurs ayant pu être identifié est le Vanguard Charitable Endowment Program, à hauteur de 10 000 \$², donc l'une des plus grandes organisations subvention-

¹ Cause IQ, "2019 Form 990 for Jamestown Foundation / Glen E Howard MBR". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : https://www.causeiq.com/organizations/view_990/363266722/6ad-dca23735aed96cc691ac41c2018e1

² 2020 Form 990 Vanguard Charitable Endowment Program, page 95 sur 574. [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL :

naires aux États-Unis, fondée par la société américaine de fonds d'investissement Vanguard. Cette dernière pèse, en 2023, 8 200 milliards de dollars³. D'ailleurs, au sein des membres du conseil d'administration du Vanguard Charitable Endowment Program, nous avons John J. Brennan, l'ancien PDG du groupe Vanguard et membre des conseils d'administration d'American Express et du Rockefeller Capital Management⁴. Nous devons à présent nous intéresser aux différents autres temples de l'impérialisme américain que nous avons pu relever et dont certains membres du Forum ou partisans de la « décolonisation de la Russie » ont été affiliés.

LE WILSON CENTER

Le Woodrow Wilson International Center for Scholars, raccourci en Wilson Center, est créé en 1968, en hommage au président américain Woodrow Wilson dans le cadre de la création par le gouvernement américain du complexe de musées et de centres d'enseignement, Smithsonian Institution⁵. Le Wilson Center dispose de l'agrégation du Congrès des États-Unis ainsi que de subventions de l'État fédéral américain s'élevant à environ un tiers de son budget (en 2015). Les deux autres tiers proviennent de fonds privés⁶.

[https://www.vanguardcharitable.org/sites/default/files/Vanguard_Charitable_Endowment_Program_-_2019_Form_990_\(Public_Disclosure_Copy\).pdf](https://www.vanguardcharitable.org/sites/default/files/Vanguard_Charitable_Endowment_Program_-_2019_Form_990_(Public_Disclosure_Copy).pdf)

³ Vanguard Group, "About Vanguard". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.nl.vanguard/professional/about-vanguard>

⁴ Vanguard Charitable Endowment Program, "About". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.vanguardcharitable.org/about-us>

⁵ Smithsonian Institution, "Woodrow Wilson Center Established". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.si.edu/object/woodrow-wilson-center-established%3A%2Fsi%2Fhistory%2Fwwc%2Fwwc-established>

⁶ Wilson Center, *Woodrow Wilson International Center for Scholars Plan for Federal Funding Hiatus Revised August 2015*. [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL :

Pour les contributions 2022, nous retiendrons :

Pour les donations supérieures à 100 000 \$:

Carnegie Corporation Of New York, Occidental Petroleum Corporation, les ambassades du Qatar et des Émirats Arabes Unis, et les **Open Society Foundations de George Soros**.

Pour les donations entre 50 000 et 100 000 \$:

Amazon, Blackstone Inc., Disney Worldwide Services, Inc., General Motors Corporation, Merck, **Microsoft Corporation** (Bill Gates), Northrop Grumman, la Ford Foundation, UBS, United Nations Population Fund, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Pour les donations entre 25 000 et 50 000 \$:

AIG, AT&T, **BP America**, **Chevron Corporation**, Citibank, **ExxonMobil Corporation**, Facebook, Gilead Sciences, Inc., Google, JPMorgan Chase & Co., PepsiCo, Inc., la U.S. Russia Foundation, Wal-Mart Stores, et... **Pfizer** (dont le PDG Albert Bourla est un participant du WEF)⁷.

Le Centre se réclame d'avoir été nommé *groupe de réflexion n°1 en études régionales au monde*⁸. Il dispose de plusieurs sections dont le Kennan Institute traitant les recherches avancées sur la Russie et l'Eurasie ; mais aussi du Kissinger Institute axé sur la compréhension des relations bilatérales avec la Chine⁹.

http://web.archive.org/web/20190207020147/https://www.wilsoncenter.org/sites/default/files/wilson_center_plan_for_possible_lapse_in_federal_appropriation_revised_august_2015.pdf

⁷ Wilson Center, "2022 DONORS". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/2022-donors>

⁸ Wilson Center, "ABOUT THE WILSON CENTER". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/about>

⁹ Wilson Center, "KISSINGER INSTITUTE ON CHINA AND THE UNITED STATES". [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL :

Le Président, directeur et chef de la direction du Wilson Center est, depuis 2021, **Mark Green**. Représentant républicain à la Chambre des États-Unis, ancien directeur exécutif du McCain Institute¹⁰, ancien président de l'International Republican Institute (IRI) et ancien administrateur de l'USAID¹¹. Il avait aussi intégré le conseil d'administration du George W. Bush Institute aux côtés du président et fondateur de la NED, Carl Gershman ; et de David J. Kramer, à l'époque président de la Freedom House et aujourd'hui président du conseil d'administration de la Free Russia Foundation¹².

Résumons que c'est le Wilson Center qui a reçu :

- **Pavel Luzin**. Le collaborateur du média Region.Expert de l'Institut des régions de Russie (IRR), donc le noyau du Forum des nations libres de la post-Russie.
- **Alina Polyakova**. Membre du conseil d'administration de l'Institute of Modern Russia (IMR). L'institut présidé par Pavel Khodorkovski, et financé par l'Open Russia Foundation de Mikhaïl Khodorkovski, et rebaptisée en New Generation Europe Foundation et qui collabore avec la Chatham House.
- **Olga Irisova**. La cofondatrice du réseau Riddle Russia, où avait travaillé Pavel Luzin.
- **Anna Kushkova**, boursière Nevzlin délivrée par le Leonid Nevzlin Center for Russian and East European Jewry.

<https://www.wilsoncenter.org/program/kissinger-institute-china-and-united-states>

¹⁰ Mark Green était membre du conseil d'administration du McCain Institute

¹¹ Wilson Center (28/01/2021) « *Wilson Center Names Ambassador Mark Green as Next President, Director and CEO* ». [En ligne] Consulté le 2 septembre 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/article/wilson-center-names-ambassador-mark-green-next-president-director-and-ceo>

¹² Revoir le CHAPITRE 6 sur le Kyiv Jewish Forum.

- **Matthew Rojansky.** Directeur américain du Kennan Institute, président et chef de la direction de la U.S. Russia Foundation et participant à la Conférence Herzliya.
- **David Satter.** Membre du conseil d'administration de l'académie de Bruxelles (*Brussels Academy of Justice* - JunibruX) avec Denny Teps, participant au Forum des nations libres de la post-Russie et président du Congrès mondial Tchétchène (WCC). La JunibruX était en partenariat dans le projet de création d'Union du Caucase visant à créer un Caucase indépendant de la Russie. Rappelons que David Satter est aussi chercheur au Hudson Institute.
- **Stephen Frederick Starr.** Le cofondateur du Kennan Institute ayant participé à la réunion organisée par le Hudson Institute sur la dissolution de la Russie, le 10 août 2022, en compagnie du président de la Jamestown Foundation, Glen Howard, de la présidente de la Free Russia Foundation, Natalia Arno, et de quatre participants du Forum des nations libres de la post-Russie : Luke Coffey Inal Sherip, Paul Goble, et Janusz Bugajski.
- **Erica Marat.** Elle avait participé à la réunion du 23 juin 2022 sur la « décolonisation de la Russie » organisée sous le patronage de la Commission de sécurité et de coopération en Europe (CSCE). Était présent à cette réunion, Casey Michel, futur participant du Forum des nations libres de la post-Russie et chercheur au Hudson Institute.
- **Denis Sokolov.** Ancien expert au Kennan Institute, et membre de la Free Russia Foundation. Souvenons-nous qu'il fait partie du Conseil civique qui sponsorise le Corps des volontaires russes (RDK), une unité paramilitaire néonazie russe qui se bat actuellement en Ukraine.
- **Jane Harman.** Devenue présidente émérite du Wilson Center et présidente de la Freedom House. Membre du CFR, de la Commission Trilatérale, du World Economic Forum, et ayant

siégée à des conseils consultatifs pour la CIA et le Département d'État américain.

- **Catherine Ashton.** Ancienne haute fonctionnaire à la Commission européenne faisant partie du *Staff Leadership* du Wilson Center¹³. En tant que membre du conseil d'administration de l'Institute for Global Negotiation (IGN) et membre du conseil consultatif international du Warsaw Security Forum (WSF), elle côtoie Mikkel Gudsøe et Hanna Hopko, deux participants du Forum des nations libres de la post-Russie. Réitérons qu'elle est une participante au World Economic Forum.

Nous noterons dans les membres du conseil consultatif mondial du Wilson Center, ses deux coprésidents :

- **David Petraeus**, le général américain à la retraite et ancien directeur de la CIA.
- **Sir John McLeod Scarlett**¹⁴, l'ancien directeur général et commandant en chef du Secret Intelligence Service (SIS), plus connu sous le nom de MI6, les services de renseignement du Royaume-Uni¹⁵.

N'oublions pas que le Wilson Center est en partenariat avec la Conférence d'Herzliya et rassemble d'anciens hauts gradés militaires israéliens ainsi que d'anciens directeurs du Mossad¹⁶.

¹³ Wilson Center, "Leadership". [En ligne] Consulté le 3 septembre 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/leadership>

¹⁴ Wilson Center, "GLOBAL ADVISORY COUNCIL". [En ligne] Consulté le 3 septembre 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/global-advisory-council>

¹⁵ National Portrait Gallery, "Sir John McLeod Scarlett". [En ligne] Consulté le 3 septembre 2023. URL : <https://www.npg.org.uk/collections/search/person/mp130418/sir-john-mcleod-scarlett>

¹⁶ Revoir le CHAPITRE 6 sur la conférence d'Herzliya.

LE CENTER FOR STRATEGIC & INTERNATIONAL STUDIES

Le Center for Strategic and International Studies (CSIS) est fondé en 1962. Ce groupe de réflexion était initialement affilié à l'université de Georgetown. L'un des premiers professionnels ayant été embauché dans cette structure a été Richard V. Allen, le futur conseiller à la sécurité nationale sous Ronald Reagan¹⁷. Il était aux côtés du président de l'ABN, Yaroslav Stetsko, et du vice-président George H.W. Bush lors du dîner de la conférence des nations captives, le 18 juillet 1983¹⁸. Dans les autres figures de proue du CSIS, nous retrouvons Zbigniew Brzezinski, Henry Kissinger, Radosław dit « Radek » Sikorski¹⁹ et notre ancien directeur de la CIA et membre de la Jamestown Foundation, James Woolsey²⁰. Le CSIS travaille étroitement avec le Congrès des Etats-Unis²¹ et en collaboration avec la NED, le German Marshall Fund of the United States, l'International Republican Institute (IRI), l'Institut américain pour

¹⁷ Ronald Reagan Library, "ALLEN, RICHARD V.: *Papers, 1981 – REAGAN LIBRARY COLLECTIONS*". [En ligne] Consulté le 3 septembre 2023. URL : <https://www.reaganlibrary.gov/public/archives/textual/personal%20papers/Allen.pdf>

¹⁸ Revoir ANNEXE 19.

¹⁹ **Radek Sikorski** appartient non seulement au think tank New Atlantic Initiative (NAI), mais il est aussi membre du conseil consultatif de l'Institut Brzezinski sur la géostratégie du programme du SCIS.

CSIS, "Advisory Board and Leadership". [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://www.csis.org/programs/brzezinski-institute-geostrategy/advisory-board-and-leadership>

²⁰ KUZMANOVIC Djordje (05/07/2019) « *Lagarde & Von der Leyen : le choix de la tension militaire et de l'austérité* », Marianne. [En ligne] Consulté le 23 juillet 2023. URL : <https://www.marianne.net/agora/tri-bunes-libres/lagarde-von-der-leyen-le-choix-de-la-tension-militaire-et-de-l-austerite>

²¹ CSIS, "About". [En ligne] Consulté le 3 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/about>

la paix (USIP) et le Woodrow Wilson Center que nous venons de traiter²².

- **La direction du CSIS.**

La présidence du CSIS est assurée par :

John J. Hamre. PDG du CSIS depuis 2000 et ancien secrétaire adjoint à la Défense sous l'administration Clinton²³. Membre du CFR.

Thomas J. Pritzker. Homme d'affaires et milliardaire américain. Il fait partie d'une des plus riches familles des États-Unis. Selon *Forbes*, il aurait une fortune personnelle à hauteur de 5,6 milliards de dollars²⁴. Membre du CFR.

Arrivent ensuite les administrateurs :

- **Brendan Bechtel.** Président-directeur général de Bechtel Group.
- **Erskine Bowles.** Il a siégé aux conseils d'administration de Morgan Stanley, First Union Corporation, Merck, Norfolk Southern Corporation, General Motors et Facebook.
- **William S. Cohen.** Président du Cohen Group. Membre du CFR.
- **William M. Daley.** Vice-président des affaires publiques de Wells Fargo. Membre du CFR.

²² CSIS, "Outreach". [En ligne] Consulté le 3 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/programs/europe-russia-and-eurasia-program/archives/new-european-democracies-project/outreach>

²³ CSIS, "John J. Hamre". [En ligne] Consulté le 3 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/people/john-j-hamre>

²⁴ Forbes, "Thomas Pritzker". [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.forbes.com/profile/thomas-pritzker/?sh=6510b8e83864>

- **Ray Dalio.** Fondateur de Bridgewater Associates. Membre du CFR.
- **Andreas Dracopoulos.** Coprésident de la Fondation Stavros Niarchos (SNF).
- **William E. (Bill) Ford.** Président-directeur général de General Atlantic et ancien banquier de la Morgan Stanley. Membre des conseils d'administration de ByteDance, IHS Markit et Royalty Pharma, et de BlackRock. Membre du CFR.
- **Henrietta Fore.** Ancienne directrice de l'UNICEF. Ancienne administratrice de l'USAID. Membre du CFR.
- **Michael P. Galvin.** Président de la société Galvin Enterprises.
- **Helene D. Gayle.** Présidente et directrice générale du Chicago Community Trust. Elle préside le conseil d'administration de la Federal Reserve Bank de Chicago. Membre du CFR.
- **Darío Gil.** Vice-président senior et directeur de la recherche chez IBM.
- **Evan G. Greenberg.** Président-directeur général de Chubb Limited et du groupe Chubb. Ancien haut cadre chez AIG. Membre du CFR.
- **Maurice R. Greenberg.** Président de la société mondiale d'assurance, Starr Companies. Ancien PDG d'AIG et président de la Starr Foundation. Membre du CFR.
- **Linda W. Hart.** Présidente de Hart Group et ancienne présidente du comité consultatif juridique de la Bourse de New York (NYSE).
- **John B. Hess.** PDG de Hess Corporation. Il siège au comité exécutif de l'American Petroleum Institute. Membre de la Commission Trilatérale et du CFR.
- **Carla A. Hills.** Conseillère principale chez ASG. Ancienne représentante du commerce des États-Unis sous l'administration Clinton où elle a mené et conclu les négociations sur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Membre du CFR.

- **Mellody Hobson.** Co-PDG d'Ariel Investments. Présidente du conseil d'administration de Starbucks Corporation et administratrice de JPMorgan Chase. Anciennement membre du conseil d'administration des sociétés Estée Lauder, dirigé entre autres par Ronald Lauder, président du Congrès juif mondial (WJC). Membre du CFR.
- **Ray Hunt.** Président exécutif de la société pétrolière américaine, Hunt Consolidated. A siégé aux conseils d'administration d'Halliburton Company, PepsiCo, Inc. et Bessemer Securities Corporation. En 2001, il a été nommé par le président George W. Bush pour siéger au Conseil consultatif présidentiel sur le renseignement à Washington.
- **James L. Jones Jr.** Général américain à la retraite du Corps des Marines des États-Unis et ancien commandant suprême de l'OTAN. Il fut conseiller à la sécurité nationale sous l'administration Obama.
- **Fred Khosravi.** PDG d'Imperative Care. Il est entrepreneur en dispositifs médicaux dans la Silicon Valley.
- **Ronald Kirk.** Conseiller juridique principal des bureaux de Gibson, Dunn & Crutcher.
- **Henry A. Kissinger.** Ancien secrétaire d'État américain. Membre du CFR, du Groupe Bilderberg, de la Commission Trilatérale et participant à la Conférence d'Herzliya et au World Economic Forum.
- **Kenneth G. Langon.** Fondateur et PDG de la société Invemed Associates. Ancien membre des conseils d'administration de ChoicePoint, Geeknet, General Electric et de YUM Brands.
- **Kewsong Lee.** Ancien PDG du groupe Carlyle.
- **W. James (Jim) McNerney Jr.** Ancien PDG de Boeing. Ancien haut cadre de General Electric.
- **Phebe N. Novakovic.** PDG de General Dynamics. Elle a travaillé auparavant pour la CIA.

- **Sam Nunn.** Ancien sénateur démocrate américain. Cofondateur et coprésident du groupe de réflexion Nuclear Threat Initiative (NTI). Membre du CFR.
- **Joseph S. Nye Jr.** Ancien secrétaire adjoint à la défense U.S. Ancien président du groupe nord-américain au sein de la Commission Trilatérale et membre de son comité exécutif²⁵. Membre du CFR et de l'Atlantic Council²⁶.
- **Leon Panetta.** Ancien directeur de la CIA.
- **William K. Reilly.** Ancien président et membre émérite du Fonds mondial pour la nature (WWF), dont le cofondateur est le prince Bernhard, l'un des artisans du Groupe Bilderberg. Il est membre du CFR.
- **Paul Ryan.** Ancien président républicain de la Chambre des représentants des États-Unis. Membre du CFR.
- **Jin Roy Ryu.** PDG du groupe sud-coréen Poongsan, l'un des plus grands fabricants de munitions dans le monde.
- **Bob Schieffer.** Ancien journaliste de CBS News.
- **Brad Smith.** Vice-président puis président de Microsoft.
- **Julie Sweet.** PDG d'Accenture et administratrice du World Economic Forum.
- **Andrew Taylor.** Président exécutif d'Enterprise Holdings.
- **Frances F. Townsend.** Membre des conseils d'administration du CFR, de l'International Republican Institute (IRI), mais aussi de l'Atlantic Council²⁷.

²⁵ The Trilateral Commission, North America Executive Committee. (op. cité).

²⁶ Atlantic Council, Board of Directors. [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/about/board-of-directors/>

²⁷ CSIS, Frances F. Townsend. [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/people/frances-f-townsend>

- **Byron D. Trott.** Président et codirecteur général de la banque d'affaires, BDT & MSD Partners.
- **Romesh Wadhvani.** Fondateur et président de SymphonyAI, un groupe spécialisé dans le développement de l'intelligence artificielle (IA).
- **James Winnefeld Jr.** Ancien vice-président des chefs d'état-major interarmées du département américain de la Défense.
- **Darren W. Woods.** PDG d'ExxonMobil Corporation²⁸.

Vous remarquerez, encore une fois, la présence non négligeable des membres du CFR. Ils représentent au moins 19 sièges de direction du CSIS sur 43 dont la présidence. Soit 44,1% de l'effectif.

- **Les liens entre le CSIS et l'opposition russe.**

En synthétisant les informations que nous avons récoltées durant cette enquête, nous nous apercevons que c'est via le CSIS que sont passés :

- **Janusz Bugajski.** Chercheur principal à la Jamestown Foundation et participant au Forum des nations libres de la Post-Russie.
- **Ilya Ponomarev.** Opposant russe et l'une des figures primordiales du Forum des nations libres de la Post-Russie. Membre du Free Russia Forum de Garry Kasparov et du Congrès des députés du peuple de Russie.
- **Denis Sokolov.** Membre du Conseil civique et ancien expert au Kennan Institute rattaché au Wilson Center.

²⁸ CSIS, "Board of Trustees & Counselors". [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/about/people/board-trustees-counselors>

- **Donald N. Jensen**²⁹. Contributeur pour l'Institut of Modern Russia (IMR) dirigé par Pavel Khodorkovski, le fils de Mikhail Khodorkovski.
- **Les contributions pour le CSIS (2022).**

Les donations en provenance des ONG ou des fondations :

Supérieures à 250 000 \$:

Bill & Melinda Gates Foundation, Korea Foundation, Oceans 5, **Open Society Foundations (George Soros)**, Rural India Supporting Trust, Sarah Scaife Foundation, SED Fund, Smith Richardson Foundation, Stanford University, The Starr Foundation, Stavros Niarchos Foundation, Wadhvani Foundation.

Entre 100 000 et 249 999 \$:

Carnegie Corporation of New York, Chey Institute for Advanced Studies, Chumir Foundation for Ethics in Leadership, Climate Investment Funds, ClimateWorks Foundation, Craig Newmark Philanthropies, Diana Davis Spencer Foundation, **Ford Foundation**, Henry Luce Foundation, Humanity United, **John D. and Catherine T. MacArthur Foundation**, National Graduate Institute for Policy Studies (GRIPS), **The Rockefeller Foundation**.

Inférieures à 100 000 \$:

Democracy Fund (créé par Pierre Omidyar, le fondateur d'Ebay), le **Fonds mondial pour la nature (WWF)**, European Climate Foundation (ECF), Johns Hopkins University, **l'Université de Syracuse** – celle-là même qui forme les futurs agents de la CIA³⁰.

Les donations en provenance des corporations :

²⁹ CSIS (17/11/2017) « *Lost Kingdom: The Quest for Empire and the Making of the Russian Nation* ». [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/events/lost-kingdom-quest-empire-and-making-russian-nation>

³⁰ CSIS, "Foundation and Nonprofit". [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/about/financial-information/donors/foundation-and-nonprofit>

Supérieures à 250 000 \$:

Amazon, Aramco, Bank of America Corporation, **Chevron** Corporation, Deloitte Touche Tohmatsu LLC, **Exxon Mobil Corporation**, FedEx, General Atomics, GSK plc, HIL, Leonardo S.p.A, **Lockheed Martin Corporation**, **Microsoft (Bill Gates)**, Northrop Grumman, Pratt Industries, SAIC.

Entre 100 000 et 249 999 \$:

AT&T, Inc., Bechtel Corporation, Bloomberg L.P., **Boeing**, Castle Hook Partners, CCIA (Computer and Communications Industry Association), Chubb, **Citigroup**, Equinor ASA, Fujitsu, General Dynamics Corporation, **Google**, Hanwha Group, Hess Corporation, Hitachi, Keidanren, Merck & Co., **Meta (Mark Zuckerberg)**, Mitsubishi Corporation, Musarubra US LLC, NeWay Capital LLC, Nikkei Inc., NTT Group (Nippon Telegraph and Telephone Corporation), Pan American Energy S.L., Pharmaceutical Research and Manufacturers of America, Raytheon Technologies Corporation, Samsung, Tanium, Inc., **Thales SA**.

Inférieures à 100 000 \$:

Accenture, American Airlines Group, BAE Systems, **BP**, Carlyle Group, General Electric, IBM, Morgan Staley, TotalEnergies, United Airlines, Walmart, The Walt Disney Compagnie, Toshiba Corporation. Et les laboratoires pharmaceutiques : **Johnson & Johnson**, **Gilead**, et **Pfizer** (PDG : Albert Bourla, participant du World Economic Forum)³¹.

Les donations en provenance des gouvernements des pays suivants :

Supérieures à 250 000 \$: États-Unis, Japon, Corée du Sud, Émirats arabes unis et **Taïwan**.

Entre 100 000 et 249 999 \$: Australie, Danemark, Norvège, Qatar et les **Nations Unies (ONU)**.

³¹ CSIS, "Corporations". [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/about/financial-information/donors/corporations>

*Inférieures à 100 000 \$: Allemagne, Vietnam, Nouvelle-Zélande, Maryland, Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni, Canada, France et OTAN*³².

L'ATLANTIC COUNCIL

Le groupe de réflexion existe depuis 1961, et se donne aujourd'hui comme objectif de *façonner ensemble l'avenir mondial*. Le groupe de réflexion œuvre pour un rapprochement économique et stratégique avec le continent européen ainsi que pour la défense de l'OTAN. Son premier président et cofondateur était Christian Herter, l'ancien secrétaire d'État sous le président Dwight Eisenhower, gouverneur du Massachussetts et proche de John Foster Dulles³³. À l'époque, Christian Herter était sous-secrétaire d'État et dépendait directement de Dulles qui occupait le poste de secrétaire d'État jusqu'en 1959. Date à laquelle Dulles quitte ses fonctions et est remplacé par son subordonné. Autre personnage clé ayant contribué à la création de l'Atlantic Council, le secrétaire d'État américain de l'époque, Dean Rusk. Il avait obtenu la bourse d'étude Cecil Rhodes en 1931. Rusk écrivit des articles pour le *Foreign Affairs*, le magazine du CFR³⁴. Il succéda à Christian Herter au poste de secrétaire d'État en 1961. L'Atlantic Council se voulait à l'origine être une *organisation politique pour la sécurité et la coopération économique transatlantiques*. Pour ce faire, Christian Herter avait dirigé les délégations du conseil d'administration du tout nouvel Atlantic Council aux réunions de l'OTAN et de la Communauté économique européenne afin de *stimuler l'intérêt pour l'expansion des*

³² CSIS, "U.S. and Allied/Partner Government". [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/about/financial-information/donors/us-and-alliedpartner-government>

³³ Atlantic Council, "Since 1961". [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/about/history/>

³⁴ Foreign Affairs, "Dean Rusk". [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.foreignaffairs.com/authors/dean-rusk>

institutions atlantiques. La délégation était composée de Matthew B. Ridgway, l'ancien commandant suprême des forces armées de l'OTAN et ancien chef d'état-major de l'armée américaine, et enfin John J. McCloy, le directeur du conseil d'administration du CFR (1953-1970)³⁵. On notera que la Communauté économique européenne, devenue l'Union européenne, est considérée par l'Atlantic Council comme une *institution atlantique* au même titre que l'OTAN, traduisant donc un caractère similaire et indissociable entre les deux organisations. Par conséquent, le processus d'unification européen n'est pas perçu aux yeux de ce réseau néoconservateur américain comme un modèle de « contrepoids » face à l'Amérique, mais bien comme une entité supplétive à cette dernière. Une confirmation supplémentaire après les écrits de Zbigniew Brzezinski et de James Burnham sur le rôle de l'Europe unifiée dans la stratégie américaine de domination mondiale.

- **La direction de l'Atlantic Council.**

Le président de l'Atlantic Council se nomme **John F.W. Rogers**. Vice-président exécutif et secrétaire du conseil d'administration de Goldman Sachs³⁶. Il était anciennement sous-secrétaire d'État à la gestion du Département d'État sous l'administration de George H.W. Bush (1991-1993)³⁷.

³⁵ COLLINS N. W. (09/11/2021) « *The Atlantic imperative* », Atlantic Council. [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/content-series/the-atlantic-council-at-60/the-atlantic-imperative/>

³⁶ Goldman Sachs, "John FW Rogers". [En ligne] Consulté le 5 septembre 2023. URL : <https://www.goldmansachs.com/about-us/people-and-leadership/leadership/executive-officers/john-f-w-rogers.html>

³⁷ Office of Historian, "John FW Rogers (1956–)". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://history.state.gov/departments-history/people/rogers-john-f-w>

Le PDG du conseil d'administration du think tank est, depuis 2007, **Frederick Kempe**. Ancien rédacteur et journaliste du *Wall Street Journal*³⁸. Membre du CFR.

Nous retrouvons en tant que président exécutif émérite de l'Atlantic Council **James L. Jones, Jr.** Le général américain à la retraite et ancien commandant suprême des forces de l'OTAN. Il est en même temps membre du conseil d'administration du CSIS³⁹.

Nous avons ensuite les membres du comité exécutif :

- **Adrienne Arsht**. Vice-présidente exécutive de l'Atlantic Council. Présidente émérite de la TotalBank, et fondatrice du Arsht-Rockefeller Foundation Resilience Center, une organisation philanthropique financée par Adrienne Arsht et la Rockefeller Foundation. Elle compte dans ses partenaires la JPMorgan Chase et le programme environnement des Nations-Unies⁴⁰. Elle est membre du CFR.
- **Stephen J. Hadley**. Vice-président exécutif et président du conseil consultatif international de l'Atlantic Council. Il a été assistant du président George W. Bush et conseiller adjoint à la sécurité nationale. Il était sous la direction de Condoleezza Rice, à l'époque conseillère à la sécurité nationale⁴¹. Ancien

³⁸ Atlantic Council, "Frederick Kempe". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/frederick-kempe/>

³⁹ CSIS, "James L. Jones Jr.". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/people/james-l-jones-jr>

⁴⁰ Adrienne Arsht-Rockefeller Foundation – Resilience Center, "Our people & partners". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://onebillionresilient.org/our-people/>

⁴¹ U.S. Department of State, "Stephen J. Hadley". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://2009-2017.state.gov/s/p/fapb/185584.htm>

président du conseil d'administration de l'United States Institute of Peace (USIP) et membre du CFR⁴².

- **Robert J. Abernethy.** Vice-président de l'Atlantic Council. Entrepreneur américain. Membre du conseil d'administration du Brookings Institution et du RAND Center for Global Risk & Security. Il est aussi membre du Comité consultatif du Département d'État sur la politique économique internationale, et du Forum du Président du CFR⁴³.
- **Alexander V. Mirtchev.** Vice-président de l'Atlantic Council. Ancien chercheur principal et membre du Cabinet national Wilson au Wilson Center où il a cofondé le Conseil de l'Institut Kissinger sur la Chine et les États-Unis⁴⁴. Il fut également vice-président de la Royal United Services Institute for Defence and Security (RUSI)⁴⁵.
- **George Lund.** Trésorier de l'Atlantic Council.
- **Michael Andersson.** Président de la Chambre de commerce américano-suédoise des États-Unis (SACC-USA)⁴⁶. Il travaille depuis plus de trois décennies pour l'entreprise aéronautique suédoise, Saab Group⁴⁷.

⁴² USIP, "Stephen J. Hadley". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.usip.org/people/stephen-j-hadley>

⁴³ Johns Hopkins University, "Robert J. Abernethy JHU'62". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://sais.jhu.edu/robert-j-abernethy-jhu%E2%80%9962>

⁴⁴ En anglais, "Council to the Kissinger Institute on China and the U.S."

⁴⁵ Atlantic Council, "Alexander Mirtchev". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/expert/alexander-mirtchev/>

⁴⁶ En anglais, "Swedish American Chambers of Commerce USA, SACC-USA".

⁴⁷ Mentor Foundation, "Michael C. Andersson". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://mentorfoundationusa.org/michael-andersson/>

- **Teresa Carlson.** Ancienne vice-présidente des ventes et des opérations fédérales chez Microsoft⁴⁸. Auparavant, elle avait travaillé chez Amazon Web Services ou elle a promu le cloud dans le secteur public et *supervisé l'accord entre AWS et la CIA pour fournir des services cloud classifiés*⁴⁹.
- **James E. Cartwright.** Général américain à la retraite et ancien vice-président des chefs d'état-major interarmées, c'est-à-dire qu'il était le deuxième officier militaire le plus haut gradé des forces armées américaines.
- **George Chopivsky.** D'origine ukrainienne, il est le fondateur et président de l'Ukrainian Development Company, une compagnie visant à soutenir économiquement l'Ukraine. Il a notamment passé des contrats avec l'USAID⁵⁰.
- **Helima Croft.** Directrice générale chez la banque d'investissement RBC Capital Markets. Membre de la

⁴⁸ Microsoft Alumni Network, "Teresa Carlson". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.microsoft-alumni.com/s/1769/19/interior.aspx?sid=1769&gid=2&pgid=252&cid=11792&ecid=11792&crid=0&calpgid=1383&calcid=5458>

⁴⁹ MITCHELL Billy (05/04/2021) « *Teresa Carlson, leader d'AWS, quitte Amazon pour Splunk* », FedScoop. [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://fedscoop.com/breaking-teresa-carlson-headed-splunk-decade-amazon/>

⁵⁰ U.S.-Ukraine Business Council, « George Chopivsky, President of Ukrainian Development Company received a Distinguished Service Award from U.S-Ukraine Business Council (USUBC) ». [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.usubc.org/site/recent-news/george-chopivsky--president-of-ukrainian-development-company-received-a-distinguished-service-award-from-us-ukraine-business-council--usubc->

Commission Trilatérale et membre à vie du CFR. Elle avait travaillé pour la CIA⁵¹.

- **Paula J. Dobriansky.** Membre de la Commission Trilatérale, du CFR, et ayant fait partie des premiers adhérents au Project for the New American Century (PNAC). Rappelons qu'elle avait siégé aux conseils d'administration de la NED et de la Freedom House. Elle est au sein des divers conseils consultatifs du Partnership for Secure America (PSA), de l'American Foreign Policy Council (AFPC)⁵².
- **Michael Fisch.** Milliardaire américain et fondateur de la société capital-investissement, American Securities. Chiffre d'affaires de 45 milliards de dollars en 2023⁵³.
- **Sherri W. Goodman.** Chercheuse principale au Wilson Center. Membre du CFR⁵⁴.
- **Karl Hopkins.** Avocat de l'Atlantic Council et associé chez Bradley.

⁵¹ Atlantic Council, "Helima Croft". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.atlanticcouncil.org/events/flagship-event/global-energy-forum/helima-croft/>

⁵² CNAS, "Paula J. Dobriansky". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/people/paula-j-dobriansky>

⁵³ SMITH Emily (17/02/2023) « *Billionaire Michael Fisch battling estranged wife over three Hamptons mansions* », Page Six. [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://page-six.com/2023/02/17/inside-billionaire-michael-fisch-wife-lauras-epic-divorce-battle/>

⁵⁴ Wilson Center, "SHERRI GOODMAN". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/sherri-goodman>

- **Joia M. Johnson.** Vice-présidente exécutive, avocate générale et secrétaire générale de la société mondiale de biens de consommation, Hanesbrands Inc.⁵⁵
- **Safi Kalo.**
- **C. Jeffrey Knittel.** Président-directeur général d'Airbus Americas⁵⁶.
- **Judith A. Miller.** Ancienne avocate de la société américaine de construction, Bechtel Group. Membre du CFR
- **Richard L. Morningstar.** Ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'Azerbaïdjan et de l'Union européenne. Il fut conseiller spécial du président Clinton sur les questions énergétiques de la Caspienne. Il avait poussé à la réalisation du pipeline Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui allait contourner la Russie pour passer par la Turquie⁵⁷. Il est membre du CFR.
- Kostas Pantazopoulos.
- **Lisa Pollina. Vice-président de RBC Capital Markets.** Anciennement nommée par les présidents Bill Clinton et de George W. Bush pour représenter les États-Unis aux réunions liées à l'OTAN dans le monde. Elle a également collaboré avec le German Marshall Fund et elle est membre du CFR⁵⁸.

⁵⁵ The Minority Corporate Counsel Association (MCCA), "JOIA M. JOHNSON". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://mcca.com/mcca-people/joia-johnson/>

⁵⁶ Airbus.com, "C. Jeffrey Knittel". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.airbus.com/en/our-governance/c-jeffrey-knittel>

⁵⁷ Harvard Kennedy School - Belfer Center, « *From Pipe Dream to Pipeline: The Realization of the Baku-Tbilisi-Ceyhan Pipeline* ». [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.belfercenter.org/publication/pipe-dream-pipeline-realization-baku-tbilisi-ceyhan-pipeline>

⁵⁸ CUMMING Chris (22/09/2014) « *RBC's Lisa Pollina: Creating Jobs for Military Veterans* », American Banker. [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.americanbanker.com/news/rbcs-lisa-pollina-creating-jobs-for-military-veterans>

- **Dina H. Powell McCormick.** Ancienne conseillère adjointe à la sécurité nationale des États-Unis pour la stratégie sous le président Donald Trump et avait auparavant occupé plusieurs fonctions dans l'administration de George W. Bush⁵⁹. Elle a été cadre de la banque Goldman Sachs⁶⁰ et a même été présidente de sa filiale à but non lucrative, Goldman Sachs Foundation. Elle est membre de l'Aspen Institute et du CFR⁶¹.
- **Gil Tenzer.** Directeur de l'immobilier et membre fondateur de la société de gestion, Contrarian. Membre du Club Sénat de l'AIPAC, soit le très influent lobby pro-israélien aux États-Unis. Président des Amis américains de l'Université IDC basée à Herzliya⁶², c'est-à-dire l'université qui organise la Conférence d'Herzliya, une université dont laquelle Gil Tenzer est un important donateur⁶³.
- **Frances F. Townsend.** Membre de la direction du CFR, membre du conseil d'administration du CSIS, et de l'IRI.

⁵⁹ GORDON Michael R. (15/03/2017) « *Dina Powell, Donald Trump Aide, Named to National Security Post* », New York Times. [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.ny-times.com/2017/03/15/us/politics/dina-powell-donald-trump-aide-named-to-national-security-post.html>

⁶⁰ GOTTFRIED Miriam, ANDRIOTIS Anna Maria (30/05/2023) « *Goldman Sachs Executive Dina Powell McCormick to Depart for Merchant Bank* », The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/goldman-sachs-executive-dina-powell-mccormick-to-depart-for-merchant-bank-ee8cd10a>

⁶¹ Aspen Institute, "Dina Powell McCormick". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.aspeninstitute.org/people/dina-powell/>

⁶² JINSA, "Gil Tenzer". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://jinsa.org/person/gil-tenzer/>

⁶³ Reichman University, "Gil Tenzer". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.runi.ac.il/en/about/runifriends/donor-recognition/gil-tenzer/>

- **Albert (Al) Williams.** Vice-président des affaires générales de Chevron Corporation⁶⁴.
- **Jenny Wood.** Responsable mondiale du marketing et des relations avec les investisseurs chez le gestionnaire d'actifs, Third Point LLC⁶⁵.

Nous décomptons pour l'Atlantic Council 12 membres du CFR sur les 29 postes de son comité exécutif, dont son PDG. Soit 41,3% de l'effectif.

Nous relevons dans les directeurs de l'Atlantic Council, **Henry Kissinger** et, une nouvelle fois, l'ancien directeur de la CIA, **David Petraeus**. Comme directeurs honoraires, nous avons l'ancienne secrétaire d'État sous George W. Bush, **Condoleezza Rice**. Un autre ancien directeur de la CIA dénommé **Robert Gates** et membre du CFR. Mais aussi l'ancien général américain à la retraite et ancien commandant de l'United States Central Command (CENTCOM), **James Mattis**. L'ancien chef d'État-major américain et amiral à la retraite, **Michael Mullen**. Encore un autre ancien directeur de la CIA en la personne de **Leon Panetta**. L'ancien secrétaire d'État à la Défense sous Bill Clinton, **William J. Perry**. Puis, vient le tour de **James A. Baker**, celui-là même qui avait rencontré le parrain de la mafia tchéchène Khozh-Ahmed Noukhayev via Adnan Khashoggi. Baker est également un membre du CFR. Nous retiendrons aussi un Allemand, **Horst Teltschik**, qui était le proche confident du Chancelier d'Allemagne de l'époque, Helmut Kohl. Le suivant est **William H. Webster**, l'ancien directeur du Federal Bureau of Investigation (FBI) et...lui aussi ancien directeur de la CIA...et membre du CFR. Nous terminons cette liste avec l'un des directeurs nommés à vie et que nous avons déjà cité maintes fois dans

⁶⁴ Chevron.com, "Albert (Al) J. Williams". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://www.chevron.com/about/leadership/al-williams>

⁶⁵ The John Sloan Dickey Center for International Understanding - Dartmouth College, "Jenny Wood '95". [En ligne] Consulté le 6 septembre 2023. URL : <https://dickey.dartmouth.edu/people/jenny-wood-95>

l'ouvrage, l'inénarrable **James Woolsey**, ancien directeur de la CIA et membre du CFR⁶⁶.

L'Atlantic Council détient donc le record d'avoir non seulement le plus d'anciens directeurs de la CIA intégrés dans sa structure ; mais aussi le fait que sur les cinq dénombrés, quatre sont affiliés au CFR. *Congratulations !*

- **Un réseau allant jusqu'au Forum des nations libres de la post-Russie :**

Si nous regroupons les informations récoltées précédemment, nous constatons que l'Atlantic Council :

- Est en partenariat avec le **Center for European Policy Analysis (CEPA)** dans lequel sont chercheurs Edward Lucas, Pavel Luzin, et Janusz Bugajski, les participants du Forum des nations libres de la post-Russie.
- Est en partenariat avec la **Victor Pinchuk Foundation**. Laquelle travaille avec le World Economic Forum et dont le fondateur, l'homme d'affaires ukrainien **Victor Pinchuk** est membre du conseil consultatif international de l'Atlantic Council. Victor Pinchuk étant un proche du fondateur du Kyiv Jewish Forum et vice-président du Congrès juif mondial (WJC), Boris Lozhkin.
- A donné une tribune à l'opposant russe **Mikhaïl Khodorkovski**.
- A intégré **Alina Polyakova** en tant que directrice de recherche pour l'Europe et l'Eurasie. Elle est membre du conseil d'administration de l'Institute for Modern Russia (IMR), présidé par Pavel Khodorkovski et présidente du CEPA.
- Avait comme chercheur non-résident **Jeffrey Gedmin (alias, Jeff Gemin)**, l'ancien président de Radio Free Europe/Radio

⁶⁶ Atlantic Council, board of directors, (op. cité).

Liberty (RFE/RL) et membre de plusieurs autres think tanks : l'American Enterprise Institute (AEI), l'Aspen Institute, le New Atlantic Initiative (NAI) et le CFR. Ancien membre du conseil d'administration de la NED et membre du conseil consultatif de la Justice for Journalists Foundation (JJF) avec Mikhaïl Khodorkovski et Leonid Nevzlin.

- A dans les membres de son conseil d'administration, **Stuart Eizenstat**, le coprésident du Jewish People Policy Institute (JPPI) dans lequel Leonid Nevzlin était président associé. Rappelons qu'en tant qu'avocat, il avait défendu les intérêts de Mikhaïl Khodorkovski et de Leonid Nevzlin au moment où Ioukos passait sous le contrôle de la compagnie d'État russe Rosneft.
- Est en lien via James Woolsey avec la **Conférence d'Herzliya** et le **MEMRI**, soit des structures proches des services de renseignement israéliens. Woolsey est respectivement un participant régulier de la première et membre du conseil d'administration de la deuxième.
- A accueilli l'ancienne députée israélienne **Ksenia Svetlova**, en tant que chercheuse principale non-résidente, et qui avait participé au Kyiv Jewish Forum 2023.
- A recruté le Canadien **James C. Temerty** dans son conseil consultatif international. Ce dernier est fondateur de l'association Ukrainian Jewish Encounter qui est en partenariat avec le Kyiv Jewish Forum.
- A agréé **Andrei Stavnitser** en tant que contributeur. L'homme d'affaires ukrainien dirige le groupe TIS qui est l'un des partenaires du Kyiv Jewish Forum.
- A fait valoir l'expertise de **Günther Fehlinger**. Futur participant autrichien au Forum des nations libres de la post-Russie. Un incendiaire atlantiste et favorable non seulement au démantèlement de la Russie, mais aussi de l'Iran et de la Chine.
- Travaille en collaboration avec le **Hudson Institute** et la **Jamestown Foundation**. Les ardents soutiens du Forum des

nations libres de la post-Russie et du démantèlement de la Russie.

- A comme partenaire le **Georgian Foundation for Strategic and International Studies, (GFSIS)**, aussi appelé la **Rondeli Foundation**. Elle est présidée par l'ancien ambassadeur géorgien Temuri Yakobashvili. Ce dernier était présent au débat du 14 février 2023 portant sur la préparation de la dissolution de la Russie avec comme autres invités, plusieurs participants du Forum des nations libres de la post-Russie, le président de la Jamestown Foundation Glen Howard et le tout sous le patronage du Hudson Institute.
- Est l'un des organisateurs du **Forum public de l'OTAN** de 2023.
- En partenariat avec le **Warsaw Security Forum (WSF)**, avec au sein de son conseil consultatif Hanna Hopko, participante du Forum des nations libres de la post-Russie.
- A reçu **Anna Fodyga**, figure majeure du Forum des nations libres de la post-Russie et active dès sa création.
- A eu comme chercheurs principaux pour son centre Eurasie, **Anders Åslund** et **Diane Francis**. Tous les deux participants du Forum.
- A accueilli l'ancien conseiller de Ioukos, **Pavel Ivlev**, ainsi que l'ancien chercheur au Hudson Institute, **Casey Michel**. Faisant également partie du Forum des nations libres de la post-Russie.
- A invité l'opposant russe **Andreï Illarionov**, l'ancienne « voie libérale du Kremlin » au début des années 2000, et aujourd'hui membre du Conseil exécutif du Congrès des députés du Peuple de Russie.
- Avait rédigé une tribune réclamant que les sénateurs américains devaient voter une loi visant à introduire de nouvelles sanctions contre le gazoduc russe Nord Stream 2. Une tribune signée entre autres par la rédactrice en chef d'*Euromaidan Press* **Alya Shandra**, et par **Hanna Hopko**, future participante ukrainienne du Forum des nations libres de la post-Russie.

- Avait rédigé la « Déclaration de principes pour la liberté, la prospérité et la paix », dont l'un des signataires était **Giedrius Sakalauskas**, le directeur de Res Publica faisant la promotion du Forum des nations libres de la post-Russie.
- Est par le biais de ses membres en connivence avec le **Wilson Center** et le **CSIS**.

- **Le tableau des contributeurs de l'Atlantic Council (2022) :**

Dons de plus de 1 000 000 \$:

Adrienne Arsht, Bahaa Hariri, Ambassade des Émirats arabes unis, Gaurav et Sharon Srivastava, **Goldman Sachs**, Institute for Progress, Michael Fisch, American Securities Foundation, **The Rockefeller Foundation**, UK Foreign, Commonwealth & Development Office (ministère des Affaires étrangères britannique), Département de la Défense des États-Unis, Département d'État des États-Unis.

Dons entre 500 000 et 999 999 \$:

Charles and Lynn Schusterman Family Philanthropies, Craig Newmark Philanthropies, Crescent Petroleum, **Google**, James C. Temerty, C.M., Jeffrey M. Talpins Foundation, **JPMorgan Chase Foundation**, **Open Society Foundations (George Soros)**, Schmidt Futures, Smith Richardson Foundation, Inc., Splunk Inc., System Capital Management

Dons entre 250 000 et 499 999 \$:

Accenture Federal Services, Airbus, Amazon Web Services, Bank Gospodarstwa Krajowego, Bank of America Corporation, C. Boyden Gray, Çalık Holding A.Ş., **Chevron** Corporation, ClimateWorks Foundation, Cyfrowy Polsat S.A., **la délégation de l'Union européenne aux États-Unis**, European Climate Foundation, Gary Rieschel, General Atomics, Keith J. Krach and the Krach Institute for Tech Diplomacy at Purdue, Kostas Pantazopoulos, **Lockheed Martin Corporation**, Melanie Chen, **Meta**, Ministère des Affaires

étrangères et de la Coopération internationale des Émirats arabes unis, Open Source Security Foundation, Robert J. Abernethy, Rosamund Stone Zander, SAAB, SICPA S.A., Département d'État américain de l'énergie.

Dons entre 100 000 et 249 999 \$:

Ahmet Ören, Alan H. Fleischmann and Dafna Tapiero of Laurel Strategies, Inc., Apple, Aramco Americas, Ashraf Qazi, Blackstone Charitable Foundation, BNP Paribas SA, **BP America**, Cheniere Energy, Inc., Circle Internet Financial, Clean Air Task Force, Clear-Path Foundation, Climate Action Solution Centre (CASC), Daniel Poneman, Dariusz Mioduski, David McCormick and Dina Powell McCormick, Dun & Bradstreet, Eni S.p.A., EQT Corporation, FedEx Corporation, Fincantieri Marine Group, General Electric, George and Kirsten Lund, Georgetown University Law Center's ICAP, Gideon Foundation, Global Affairs Canada, Gregg Sherrill, GS Energy, Hopelyn Investments Limited, Hunt Consolidated, Inc., Ihnatowycz Family Foundation, John Riady, Leonardo DRS, Limak Holding, Majid Al Futtaim, Mapa, Ministère de la Défense de la République de Finlande, Ministère des Affaires étrangères de la République de Lettonie, Morningstar Family Foundation, National Grid, Nicole and Andre Kelleners, Northrop Grumman Corporation, Omidyar Network, PepsiCo, Pivotal Foundation and Francis and Dionne Najafi, Raytheon Technologies Corporation, RBC Capital Markets, **Rockefeller Brothers Fund**, Romanian National University of Political Studies and Public Administration (SNSPA), Ronald Weiser, Ministère royal norvégien de la Défense, Ministère royal norvégien des Affaires étrangères, Sempra Energy, Siemens Energy AG, Solana Foundation, Squire Patton Boggs, Stellar Development Foundation, Ministère des Affaires étrangères de Suède, **Taiwan Economic and Cultural Representative Office (TECRO)**, Tellurian Inc., United Airlines, **Victor Pinchuk Foundation**, William Marron

Dons entre 50 000 et 99 999 \$:

ACT1, ADS Group, Afiniti Inc, African Rainbow Minerals (ARM), Ahmed Charai, Air Products, Ambassador Clifford Sobel,

Applied Intuition, Baker & McKenzie LLP, Beretta USA Corporation, **BioNTech (en partenariat avec la Bill and Melinda Gates Foundation)**, Booz Allen Hamilton, Bridgewater Associates, LP, Café Milano, **Carnegie Corporation of New York**, Charles O. Rossotti, Chopivsky Family Foundation, Climate Advisers, Clyde C. Tuggle, Collective Good Foundation, Colleen Bell, Corporacion Multi Inversiones, Dan Negrea, Danladi Verheijen, Dataminr, David D. Aufhauser, Dentons US LLP, Devon Energy, DT Institute, Edelman, Ambassade du Royaume-Uni à Pékin, Emitel S.A., Equinor, Excelerate Energy, **ExxonMobil Corporation**, GE Gas Power, General Motors, GM Defense, Guang Yang, Heising-Simons Foundation, I.C. Holdings, Ilker Baburoglu, Improbable U.S Defense & National Security, Inter-American Development Bank, itrek Inc., Jack Wadsworth, Japan External Trade Organization, Jeff Yass, Jenny Wood, John E. Klein, Joia Johnson, JS Global Ltd., Kirkland & Ellis LLP, KNDS, KPMG LLP, Leonardo US Corporation, LexisNexis, Mastercard, Matthew Little, Maxar Technologies, Meg Gentle, Merck, Michael Margolis, Ministère national de la Défense de la Lituanie, MSCI, Nader Tavakoli, Nancy And Geoffrey, Stack Family Foundation, Nathaniel Morris, **NATO Public Diplomacy Division**, News Corporation, Our Secure Future program in the One Earth Foundation, Palantir, Penguin Random House, Peraton, Ploughshares Fund, Primer AI, Procaps Group, Ray Washburne, Repsol, Richard Attias & Associates, S&P Global, SAIC, Sayari, Semana, Shell Corporation, SK Group, SouthWest Holdings, Swiss Re Foundation, Tekfen İnşaat ve Tesisat A.Ş., Tennessee Valley Authority, Textron Inc., Thales Group, The Coca-Cola Company, The Howard Baker Forum, TotalEnergies, TRENDS Research and Advisory, TÜPRAŞ, UK Cabinet Office, United Parcel Service, **United States Institute of Peace (USIP)**, Unity Charitable Fund, a fund of Tides Foundation, US Chamber of Commerce, Zorlu Enerji Elektrik Üretim Anonim Şirketi, Zurich Insurance Group Ltd⁶⁷.

⁶⁷ Atlantic council, (10/05/2023) « *Annual Report - 2022 Honor roll of contributors* ». [En ligne] Consulté le 7 septembre 2023. URL :

LE PROJECT FOR THE NEW AMERICAN CENTURY

Comme nous l'avons expliqué en début du livre, le Project for the New American Century, ou Projet pour un nouveau siècle américain, est un think tank néoconservateur ayant joué un rôle important dans la politique étrangère américaine au début des années 2000. Il a été cofondé en 1997 par **William Kristol** et **Robert Kagan** et son but clairement affiché était d'assurer la prédominance des États-Unis ainsi que de ses intérêts dans le monde pour instaurer une *Pax americana* mondiale à l'ouverture du XXI^e siècle⁶⁸. Ses membres vont occuper des postes importants au sein de l'équipe de politique étrangère de l'administration George W. Bush. Sur les 25 personnes ayant signé la fameuse « Déclaration de Principe » du think tank⁶⁹, 10 allaient servir dans l'administration Bush, dont le vice-président **Dick Cheney**. Rappelons que Cheney est un membre honorable du conseil d'administration de la Jamestown Foundation qui appuyait auparavant les séparatistes tchéchènes et aujourd'hui le Forum des nations libres de la post-Russie. Au poste de secrétaire à la Défense, on y installa **Donald Rumsfeld** et son secrétaire adjoint **Paul Wolfowitz**⁷⁰. **Zalmay Khalilzad** a été ambassadeur en Afghanistan et en Irak. Il avait jadis travaillé en étroite collaboration avec Zbigniew Brzezinski qui à l'époque était l'architecte de la politique de soutien de l'administration Carter aux Moudjahidines d'Afghanistan contre les Soviétiques (Opération Cyclone)⁷¹. Il est aussi conseiller et

<https://www.atlanticcouncil.org/in-depth-research-reports/report/2022-honor-roll-of-contributors/>

⁶⁸ University of Alberta (Canada), BARRY Tom (28/06/2006), *IRC Special Report - Rise and Demise of the New American Century*. [En ligne] Consulté le 7 septembre 2023. URL : <https://sites.ualberta.ca/~rait-ken/documents/0606riseanddemise.pdf>

⁶⁹ Revoir ANNEXE 32.

⁷⁰ AHMED Inam, LITON Shakhawat (22/03/2018) « *A war for oil* », The Daily Star. [En ligne] Consulté le 7 septembre 2023. URL : <https://www.thedailystar.net/frontpage/war-oil-1551700>

⁷¹ Atlantic Council (10/03/2015) « *India-US 2015: Partnering for Peace and Prosperity Conference* ». [En ligne] Consulté le 7 septembre 2023.

administrateur du CSIS⁷². **I. Lewis Libby** nommé chef de cabinet du vice-président des États-Unis et membre du CFR. **Peter W. Rodman** au poste de secrétaire adjoint à la Défense pour les affaires de sécurité internationale. Mais surtout, la nomination en tant que conseiller adjoint à la sécurité nationale **Elliott Abrams**. Réitérons ses innombrables distinctions honorifiques : ancien membre du Comité américain pour la Paix en Tchétchénie (ACPC), membre du CFR, de la NED, de la Conférence d'Herzliya, de l'Israel Democracy Institute (IDI), du Jewish People Policy Institute (JPPI) et de United States Holocaust Memorial Council. Il occupa le poste de conseiller adjoint à la sécurité nationale des États-Unis. Enfin, au poste de sous-secrétaire d'État aux affaires mondiales, **Paula Dobriansky**. Elle dispose également d'un apanage de titres de noblesses : membre de la Commission Trilatérale, a siégé aux conseils d'administration de la Freedom House et de la NED, et a fait partie de la direction du CFR.

- « **Reconstruire les défenses de l'Amérique** ».

En septembre 2000, le think tank produit une publication *Rebuilding America's Defenses : Strategies, Forces, and Resources For a New Century*. (Reconstruire les défenses de l'Amérique : stratégies, forces et ressources pour un nouveau siècle) dans laquelle il est affirmé que les États-Unis devraient *chercher à préserver et à étendre leur position de leadership mondial en maintenant la prééminence des forces militaires américaines*⁷³. Le document prônait,

URL : <https://www.atlanticcouncil.org/uncategorized/india-us-2015-partnering-for-peace-and-prosperity-bios/>

⁷² CSIS, "Zalmay Khalilzad, U.S. Ambassador to Iraq". [En ligne] Consulté le 7 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/events/zalmay-khalilzad-us-ambassador-iraq>

⁷³ Project for the New American Century, *REBUILDING AMERICA'S DEFENSES Strategy, Forces and Resources For a New Century*, September 2000, page iv. [En ligne] Consulté le 7 septembre 2023. URL :

entre autres, l'augmentation du budget de la Défense, la création d'une quatrième armée – les forces spatiales – pour contrôler l'espace, l'introduction de nouvelles technologies dans les différents corps d'armée, etc. Cet investissement colossal attribué à l'armée américaine devait empêcher l'émergence de toute puissance rivale. Le document précisait que ce *processus de reconversion, même s'il introduit un changement radical, sera vraisemblablement long, à moins d'un événement catastrophique jouant le rôle de catalyseur – comme un nouveau Pearl Harbor*⁷⁴. Hasard du calendrier, le « nouveau Pearl Harbor », le 11 septembre 2001, est arrivé un an après la publication. Après ce bouleversement historique ayant conduit au lancement de la « Guerre contre la Terreur » au Moyen-Orient, les dépenses militaires ont explosé durant l'administration Bush. En 2000, elles représentaient 320,9 milliards de dollars, soit 3,11% de son PIB. En 2009, à la fin du deuxième mandat de George W. Bush, les dépenses avaient grimpé à 705,92 milliards de dollars, soit 4,89% de son PIB. Une augmentation du budget de presque 120% en l'espace de huit ans⁷⁵. Pour finir, le PNAC définissait la mission de l'armée américaine comme suit : *Conduire victorieusement plusieurs conflits majeurs sur des théâtres d'opérations simultanés et assurer les missions « de police » liées au modelage de l'environnement sécuritaire dans les régions critiques*. Une mission qui sera celle de la politique étrangère de l'administration de George W. Bush en Afghanistan, en Irak et plus largement dans le monde.

<https://web.archive.org/web/20130817122719/http://www.newamericancentury.org/RebuildingAmericasDefenses.pdf>

⁷⁴ « Further, the process of transformation, even if it brings revolutionary change, is likely to be a long one, absent some catastrophic and catalyzing event – like a new Pearl Harbor ».

⁷⁵ Macrotrends LLC, « U.S. Military Spending/Defense Budget 1960-2023 ». [En ligne] Consulté le 7 septembre 2023. URL : <https://www.macrotrends.net/countries/USA/united-states/military-spending-defense-budget>

- « Notre route commence à Bagdad ».

En 2003, au moment de l'invasion et de l'occupation de l'Irak, William Kristol avait coécrit un livre avec Lawrence F. Kaplan, *War Over Iraq: Saddam's Tyranny And America's Mission*, édité en français sous le titre : « Notre route commence à Bagdad par les faucons de la Maison-Blanche »⁷⁶. Un ouvrage dans lequel les néoconservateurs affichent davantage leurs convictions que dans leur publication de septembre 2000. Ils nous détaillent la « Doctrine Bush », se résumant en un interventionnisme belliciste dans les affaires du monde au nom de valeurs relevant presque du sacré : la démocratie, les droits de l'homme et les intérêts américains. En somme, la défense d'un *internationalisme typiquement américain*. La volonté de changer les régimes qui ne plaisent pas à l'Amérique. La quête de la prééminence américaine, soit la supériorité absolue que doit avoir l'Amérique dans tous les domaines et contrer toute puissance concurrente. Kristol et Kaplan justifient également la guerre en Irak en prétextant que le *tyran* Saddam Hussein menace la paix. Qu'il est à la tête d'un régime *sanguinaire* qui a *lancé des guerres d'agression contre plusieurs de ses voisins et a toujours cherché à dominer le Moyen-Orient* ainsi que d'avoir consacré des ressources *immenses au développement d'un arsenal de destruction massive*⁷⁷. Des affirmations désopilantes au regard de l'histoire de la politique étrangère américaine depuis sa création. Bien entendu, les néocons n'abordent pas trop le fait que durant la guerre Iran-Irak (1980-1988), l'administration Reagan - c'est-à-dire les néoconservateurs américains - avait financé et armé l'Irak du « tyran sanguinaire » Saddam Hussein pour faire la guerre contre l'Iran après que la

⁷⁶ Le livre a été préfacé par **François Heisbourg**, membre de l'International Institute for Strategic Studies (IISS). Celui-là même qui avait défendu le mensonge sur l'existence des armes de destruction massive d'Irak pour justifier l'intervention militaire américaine.

⁷⁷ KRISTOL William, KAPLAN Lawrence F., *Notre route commence à Bagdad – par les faucons de la Maison-Blanche*, éditions Saint-Simon, Paris, 2003, page 20.

révolution islamique de 1979 avait chassé le Shah, Mohammad Reza Pahlavi, allié de Washington. De même qu'il est passé sous silence l'affaire de l'Iran-Contra, où la même administration Reagan, en violant l'embargo sur les armes voté par le Congrès des États-Unis⁷⁸, avait facilité la vente d'armes à l'Iran pour financer les Contras au Nicaragua. L'Iran, considéré par George W. Bush comme faisant désormais partie de « l'Axe du Mal ». On relèvera dans le groupe de personnes ayant été les acteurs directs ou indirects du scandale Iran-Contra :

- **Elliott Abrams.** Conseiller adjoint à la sécurité nationale sous l'administration George W. Bush.
- **David Addington** qui était devenu le chef de cabinet du vice-président Cheney, dans l'administration Bush.
- **John Bolton,** devenus ambassadeur de l'ONU sous l'administration Bush, puis conseiller à la sécurité nationale sous Donald Trump.
- **Richard (Dick) Cheney,** devenu vice-président des États-Unis sous l'administration Bush.
- **Robert M. Gates.** Devenant secrétaire à la Défense sous l'administration de George W. Bush, puis sous celle de Barack Obama. Ancien directeur de la CIA, membre du CFR et directeur honoraire de l'Atlantic Council.
- **Manuchehr Ghorbanifar.** Marchand d'armes iranien et ancien agent de la SAVAK, les services secrets iraniens du temps du Shah d'Iran. Durant le début de l'administration de Bush, il est réapparu en tant que source de renseignement sur l'Iran pour le Pentagone, malgré les objections de la CIA.
- **Michael Ledeen.** L'un des plus ardents défenseurs de la doctrine Bush. Rappelons qu'il a été membre distingué du

⁷⁸ Aussi appelé le *Boland Amendment* ou l'Amendement Boland, qui décrit deux amendements votés par le Congrès des États-Unis en 1982 et 1984. Ils visent à limiter l'aide du gouvernement américain aux Contras au Nicaragua.

- Comité américain pour la paix en Tchétchénie (ACPC) et membre du think tank American Enterprise Institute (AEI).
- **Edwin Meese.** Il a été procureur général des États-Unis sous Ronald Reagan.
 - **John Negroponte.** Il aura occupé diverses fonctions sous l'administration Bush : ambassadeur auprès de l'ONU (2001-2004), ambassadeur en Irak (2004-2005), premier directeur du renseignement national (DNI) et secrétaire d'État adjoint (2007-2009).
 - **Oliver L. North.** Lieutenant-colonel des États-Unis et figure médiatique dans l'affaire de l'Iran-Contra.
 - **Daniel Ortega.** Il était le « candidat préféré par l'administration Bush » lors des élections présidentielles nicaraguayennes de 2006. Il est depuis 2007, le président du Nicaragua qui tient désormais le pays d'une main de fer. Aujourd'hui, le régime d'Ortega dispose d'un *nouveau modèle répressif* qui *n'a pas fait cesser les violations des droits humains et ne tolère aucune forme de dissidence ou de critique*. Dixit Amnesty International⁷⁹.
 - **John Poindexter.** Il a occupé brièvement le poste de directeur du Bureau de sensibilisation à l'information du DARPA sous l'administration de George W. Bush.
 - **Otto Reich.** Il a été nommé secrétaire d'État adjoint aux Affaires de l'hémisphère occidental sous l'administration Bush⁸⁰.

⁷⁹ Amnesty International, (17/02/2023) « *Nicaragua. Le nouveau modèle répressif du régime de Daniel Ortega substitue l'exil à la prison* ». [En ligne] Consulté le 8 septembre 2023. URL : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2023/02/n-ignore-toujours-quelles-mesures-ont-ete-prises-pour-faciliter-une-enquete-independante-visant-a-identifier-et-traduire-en-justice-les-auteurs-de-ce-crime/>

⁸⁰ The National Security Archive (24/11/2006) « *The Iran-Contra Affair 20 Years On* ». [En ligne] Consulté le 8 septembre 2023. URL : <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB210/>

Silence donc sur ce détail de l'histoire qui a vu l'essentiel de ces protagonistes être recasés dans l'administration Bush. Mutisme sur le fait que le Conseil de sécurité national (NSC) de l'époque avait soutenu l'utilisation de l'argent du trafic de cocaïne en provenance du cartel de Medellin de Pablo Escobar pour financer les Contras⁸¹. Autre étouffement dans la guerre Iran-Irak, les États-Unis ayant financé les deux camps pour affaiblir les deux puissances du Moyen-Orient. En 1980, Henry Kissinger avait résumé en une phrase le conflit : *C'est dommage qu'ils ne puissent pas perdre tous les deux*⁸². En février 1982, le Département d'État américain avait même retiré l'Irak de la liste des États soutenant le terrorisme international. En 1983, l'envoyé spécial du président Ronald Reagan à Bagdad, Donald Rumsfeld, avait même serré la main au « tyran sanguinaire » Saddam Hussein pour normaliser les relations diplomatiques⁸³. Cette guerre aura coûté 1,2 million de morts. Mais plus encore, il n'y figure aucune ligne abordant l'opération Cyclone, où l'administration Carter, suivi de celle de Reagan, avait appuyé les Moudjahidines en Afghanistan contre les Soviétiques. Un soutien ayant fait émerger Al-Qaïda avec à sa tête, Oussama Ben Laden. Une autre parcelle de l'histoire assez gênante dans le narratif du combat du Bien, incarné par les démocraties, contre le Mal, représenté par les terroristes et les régimes autoritaires.

⁸¹ The National Security Archive, « *The Contras, Cocaine, and Covert Operations* ». [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB2/index.html>

⁸² MCCARTHY Andrew C. (03/03/2012) « *It's a Pity Somebody Has to Win* », National Review Online. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20130330234452/http://www.nationalreview.com/articles/292496/it-s-pity-somebody-has-win-andrew-c-mccarthy>

⁸³ BATTLE Joyce (25/02/2003) « *Shaking Hands with Saddam Hussein : The U.S. Tilts toward Iraq, 1980-1984* », The National Security Archive. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB82/index.htm>

En poursuivant la lecture, les faucons de la Maison-Blanche se revendiquent, avec une pointe d'arrogance non dissimulée, être une puissance équivalente à celle de l'empire romain du temps de l'Antiquité. D'afficher leur mépris envers les institutions internationales comme l'ONU ou le droit international qui n'iraient pas dans le sens de l'Amérique. Quitte à passer outre et à les piétiner, cela ne leur pose aucun problème. Dire qu'aujourd'hui les néoconservateurs reprochent à Vladimir Poutine la violation de ce même droit qu'ils ont pourtant eux-mêmes conspué et piétiné allègrement. Mépris également envers ses « alliés » comme les Français à qui ils reprochent d'avoir un *complexe d'infériorité*. Les néoconservateurs n'aiment apparemment pas qu'on leur dise « non » ou que l'on conteste leurs décisions. Même si, finalement, les Français avec leur *complexe d'infériorité* avaient raison sur l'Irak et sur les conséquences désastreuses qu'allait engendrer cette guerre dans le Moyen-Orient. Mais la raison française n'atteint manifestement pas les oreilles des néoconservateurs américains et leur complexe de supériorité devenu insupportable pour le reste du monde. Ensuite, Kristol et Kaplan vont plus loin dans leur dénouement en affirmant que :

*L'Amérique ne doit pas seulement être le policier ou le shérif du monde, elle doit être son phare et son guide*⁸⁴.

Le terme « guide » pouvant aussi s'associer à une dimension religieuse. Si tel est le cas, alors les néoconservateurs laisseraient entendre que c'est la mission divine de l'Amérique de dominer et de pacifier le monde. Après tout, les politiciens américains, notamment ceux de l'administration George W. Bush, ont eu cette tendance récurrente d'avancer la main sur le cœur que « Dieu bénisse l'Amérique »⁸⁵. Certains pourraient répondre : pourquoi Dieu bénirait seulement l'Amérique et pourquoi pas l'humanité entière ?

⁸⁴ KRISTOL William, KAPLAN Lawrence F., *Notre route commence à Bagdad – par les faucons de la Maison-Blanche*, éditions Saint-Simon, Paris, 2003, page 156.

⁸⁵ En anglais, "God bless America".

Ensuite, les faucons réitèrent les mensonges sur les possessions des armes de destruction massive qu'aurait le régime irakien, d'assurer que l'Irak post-Saddam Hussein sera un exemple de démocratie pour le Moyen-Orient avant de conclure en apothéose :

*Notre armée a relevé le défi avec deux campagnes brillantes et innovantes en Afghanistan et en Irak. Notre peuple a relevé le défi. De nombreuses batailles, aussi bien militaires que politiques, restent à mener comme autant de tests de la détermination de l'Amérique. Mais la guerre contre le terrorisme et les États qui le soutiennent - le grand défi d'aujourd'hui - est déjà bien entamée*⁸⁶.

Les campagnes « brillantes et innovantes » se sont terminées d'abord en Irak avec le retrait des troupes américaines en 2011, en laissant une situation chaotique qui va permettre à Daesh de prospérer peu de temps après. Puis, le 30 août 2021, l'armée américaine se retirait d'Afghanistan dans le désordre et la précipitation, donc dans des conditions similaires, voire pires que celles du Vietnam en 1975. Pour ce qui est des batailles à venir, nous avons eu la Libye en 2011 et l'Ukraine depuis 2014. La route qui devait commencer à Bagdad est en train de conduire, sur le plan militaire, à une guerre par procuration⁸⁷ avec la Russie. Sur le volet politique et économique, à une confrontation croissante avec le modèle alternatif à la prééminence américaine, les BRICS et en particulier avec la Chine. La route finira-t-elle à Taïwan ? Nous le saurons dans les années à venir. En attendant, il y a une question qui n'est pas abordée dans le livre. Lors de la campagne éclair et des bombardements sur l'Irak, un bâtiment a été épargné et immédiatement gardé par une cinquantaine de chars de l'armée américaine ainsi que par des tireurs d'élite au moment de

⁸⁶ KRISTOL William, KAPLAN Lawrence F., *Notre route commence à Bagdad – par les faucons de la Maison-Blanche*, éditions Saint-Simon, Paris, 2003, page 167.

⁸⁷ Cela désigne une confrontation indirecte entre deux puissances en utilisant un ou des pays interposés.

la prise de Bagdad. Il s'agissait du ministère du pétrole⁸⁸. Qu'est-il arrivé aux ressources pétrolières de l'Irak après le renversement de Saddam Hussein ? D'après *CNN*, l'un des grands gagnants de cette guerre a été la compagnie pétrolière américaine ExxonMobil qui a permis de conforter ses positions en Irak avec l'ouverture de nouveaux forages, notamment dans le Kurdistan irakien⁸⁹. Autres gagnants, les compagnies pétrolières BP, Shell, et Chevron. Soit les actuels généreux donateurs des think tanks néoconservateurs que nous venons de traiter, mais aussi les partenaires des réseaux mondialistes comme la Chatham House, le CFR ou le World Economic Forum. D'autres compagnies américaines ont vu leurs affaires fructifier, dont celle d'Halliburton dirigée par Dick Cheney. Ces gains profitables que constituaient les ressources pétrolières irakiennes ont été annoncées en 1998, par le PDG de Chevron et membre du CFR⁹⁰, Kenneth T. Derr⁹¹. Il avait lancé ces paroles prophétiques : *L'Irak*

⁸⁸ AFP (16/04/2003) « *Oil ministry an untouched building in ravaged Baghdad* », The Sydney Morning Herald. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.smh.com.au/world/middle-east/oil-ministry-an-untouched-building-in-ravaged-baghdad-20030416-gdgm32.html>

⁸⁹ HEUVELEN Ben Van (18/12/2012) « *In Iraq, Exxon oil deal foment talk of civil war* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : https://www.washington-post.com/world/middle-east/in-iraq-exxon-oil-deal-foments-talk-of-civil-war/2012/12/17/bdb242c0-4860-11e2-b6f0-e851e741d196_story.html

⁹⁰ CFR, "Kenneth T. Derr". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20100329084727/http://www.cfr.org/about/member-ship/roster.html?letter=D>

⁹¹ Kenneth T. Derr va par la suite intégrer les conseils d'administration : d'Halliburton (la société de Dick Cheney), Citigroup, AT&T Corp., et de Potlatch Corporation. Réf. : [Halliburton, "Board member, Kenneth Derr". \[En ligne\] Consulté le 9 septembre 2023. URL : https://ir.halliburton.com/board-member/kenneth-derr](https://www.halliburton.com/board-member/kenneth-derr)

*possède d'énormes réserves de pétrole et de gaz auxquelles j'aimerais que Chevron ait accès*⁹². Ce fut chose faite grâce à l'administration Bush.

- **Le plan quinquennal des néoconservateurs américains.**

En 2007, le général américain et ancien commandant suprême de l'OTAN, Wesley Clark, avait déclaré dans un entretien public que 10 jours après les attaques du 11 septembre 2001, il était allé au Pentagone où il avait rencontré le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, son secrétaire adjoint Paul Wolfowitz ainsi que plusieurs autres généraux. L'un de ces hauts gradés militaires lui a informé que la décision avait été prise d'attaquer l'Irak. Clark demanda *Pourquoi ?*, son homologue lui répondit *Je ne sais pas. Je pense qu'ils ne savent pas quoi faire d'autre.* Clark cherchant à comprendre posa la question : *Ont-ils trouvé des informations reliant Saddam Hussein et Al-Qaïda ?* Son collègue général lui rétorqua que : *Non, non, il n'y a rien de nouveau. Ils ont juste pris la décision de faire la guerre à l'Irak. Je pense que c'est parce qu'on ne sait pas quoi faire au sujet du terrorisme, mais on a une bonne armée et on peut renverser n'importe quel gouvernement.* Quelques semaines plus tard après cet échange, Clark était retourné au Pentagone, au moment où l'armée américaine venait de bombarder l'Afghanistan. Il rencontra à nouveau son homologue de la première conversation et lui questionna : *Allons-nous toujours bombarder l'Irak ?* Son collègue lui lança : *C'est pire que ça !* Il présenta une feuille de papier à Clark et lui dit : *Je viens de recevoir ça d'en haut* [en référence au bureau du secrétaire à la Défense]. Il continua en dévoilant le plan d'action de l'administration Bush pour les années à venir :

⁹² JUHASZ Antonia (15/04/2013) « *Why the war in Iraq was fought for Big Oil* », CNN. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://edition.cnn.com/2013/03/19/opinion/iraq-war-oil-juhasz/index.html>

*Ceci est un mémo qui décrit comment nous allons prendre 7 pays en 5 ans, en commençant par l'Irak, ensuite la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et pour finir l'Iran*⁹³.

Le général Wesley Clark, boursier Cecil Rhodes, est aujourd'hui à la retraite et il est l'un des directeurs du think tank Atlantic Council⁹⁴.

Cette révélation indiquerait donc que les néoconservateurs américains avaient prévu, depuis au moins octobre 2001, d'attaquer l'Irak, mais également six autres pays⁹⁵. Un plan quinquennal qui fut partiellement réalisé avec l'Irak en 2003, puis la Libye en 2011, ensuite la déstabilisation de la Syrie durant la décennie 2010, et qui a échoué pour l'instant sur le cas de l'Iran. On pourrait se demander si cela ne relève pas, sur le plan de la justice internationale, de certains chefs d'accusations qui ont été recourus lors du Procès de Nuremberg.

En 2011, après une enquête de deux ans de la Commission des crimes de guerre de Kuala Lumpur (KLWCC)⁹⁶, un tribunal malaisien avait déclaré l'ancien président des États-Unis George W. Bush et l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair coupables de

⁹³ MissLibyana (15 août 2011) « 02-03-2007 - Wesley Clark - L'origine des guerres en Irak et en Libye (sous-titres français) », YouTube. 0min30sec. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=e8ya295inZc&t=137s>

⁹⁴ Atlantic Council, "Gen. Wesley Clark (USA, Ret.)". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.atlantic-council.org/events/flagship-event/global-energy-forum/gen-wesley-clark-ret/>

⁹⁵ Al Jazeera (22/09/2003) « US 'plans to attack seven Muslim states' ». [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.al-jazeera.com/news/2003/9/22/us-plans-to-attack-seven-muslim-states>

⁹⁶ En anglais, "Kuala Lumpur War Crimes Commission".

*crimes contre la paix, de crimes contre l'humanité et de génocide en raison de leur rôle dans la guerre en Irak*⁹⁷.

- **Le dernier sursaut du PNAC, le Foreign Policy Initiative (FPI).**

En 2006, le temple de l'impérialisme qu'est le PNAC ferme ses portes. Le néo-conservatisme traverse des difficultés en raison de la persistance de l'instabilité de l'Irak avec la multiplication des attentats terroristes, et pour ne pas avoir trouvé les fameuses armes de destruction massive sur le terrain. Une vision négative qui ne manqua pas de faire surgir des divisions au sein même des néoconservateurs et une critique de l'interventionnisme agressif. Pourtant, William Kristol, Robert Kagan et Dan Senor fondent, en 2009, le think tank Foreign Policy Initiative (FPI) qui s'affiche dans la continuité idéologique du PNAC. L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis et de sa ligne *America First* ou l'Amérique d'abord, axée sur une politique moins interventionniste et davantage concentrée sur les problèmes intérieurs, va porter le coût de grâce au think tank. Cette orientation du nouveau président était aux antipodes de la ligne du FPI, toujours partisan d'une politique agressive et engagée à l'étranger. Devenu minoritaire dans le parti républicain, le FPI a fini par fermer ses portes en 2017⁹⁸. William Kristol, bien que républicain de base, critiquera la politique étrangère de Donald Trump en faveur du désengagement des États-Unis sur divers

⁹⁷ FALK Richard (28/11/2011) « *Kuala Lumpur tribunal: Bush and Blair guilty* », Al Jazeera. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.aljazeera.com/opinions/2011/11/28/kuala-lumpur-tribunal-bush-and-blair-guilty>

⁹⁸ BOURGOIS Pierre, Retour sur le Project for the New American Century (1997-2006) et le « moment néoconservateur » post-Guerre froide, (op. cité).

théâtres d'opération dans le monde et finira même par soutenir le candidat démocrate Joe Biden à l'élection présidentielle de 2020⁹⁹.

LE CENTER FOR A NEW AMERICAN SECURITY

Au moment où le PNAC, le think tank néoconservateur proche du parti républicain, fermait ses portes, un autre temple de l'impérialisme, adjacent cette fois au parti démocrate, venait d'ouvrir. Le Center for a New American Security (CNAS) ou Centre pour une nouvelle sécurité américaine. Un groupe de réflexion se voulant bipartite et axé sur *l'avenir de la sécurité nationale* et de *la politique étrangère* américaine.

Il a été cofondé en 2007 par **Michèle Flournoy**. Elle avait commencé sa carrière au Pentagone sous l'administration de Bill Clinton où elle occupa les fonctions de sous-secrétaire adjointe principale à la Défense pour la stratégie et la réduction des menaces, puis sous-secrétaire adjointe à la Défense pour la stratégie¹⁰⁰. En 2009, elle devient sous-secrétaire à la Défense pour la politique sous l'administration Obama. Elle est membre de l'Aspen Strategy Group et du Council on Foreign Relations (CFR)¹⁰¹. Mme Flournoy a cofondé la société de conseil stratégique WestExec Advisors avec Antony Blinken, membre de la Commission Trilatérale avant de la quitter pour

⁹⁹ KRAWCZYK Kathryn (02/03/2020) « *Bill Kristol declares Joe Biden 'the simple answer' for beating Trump* », The Week. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://theweek.com/spe-edreads/899351/bill-kristol-declares-joe-biden-simple-answer-beating-trump>

¹⁰⁰ MEHTA Aaron (08/11/2020), « *Michèle Flournoy could become the first woman to run the Pentagon. Here's what would change* », Defense News. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.defensenews.com/pentagon/2020/11/08/michele-flournoy-could-become-the-first-woman-to-run-the-pentagon-heres-what-would-change/>

¹⁰¹ CNAS, "Michèle Flournoy". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/people/mich%C3%A8le-flournoy>

devenir secrétaire d'État sous l'administration Biden¹⁰². On retrouve au sein de l'équipe de cette société, l'ambassadeur Dennis Ross¹⁰³, collaborateur avec Leonid Nevzlin au sein du Jewish People Policy Institute (JPPI) et participant régulier à la Conférence d'Herzliya.

Le deuxième cofondateur se nomme **Kurt Campbell**¹⁰⁴. Ancien officier dans la réserve de la marine américaine, affecté dans les chefs d'état-major interarmées et dans « l'unité consultative stratégique du chef des opérations navales ». Puis, à partir de 2009, il occupa les fonctions de secrétaire d'État adjoint chargé des Affaires de l'Asie de l'Est et du Pacifique sous l'administration Obama. En 2021, Campbell est nommé Coordonnateur du Conseil national de sécurité (NSC) pour l'Indopacifique sous l'administration Biden¹⁰⁵. Auparavant, il a été directeur de programme pour le Center for

¹⁰² WestExec Advisors, « Michèle Flournoy and Tony Blinken Form Global Strategic Advisory Firm with Former Senior National Security Officials ». [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.westexec.com/michele-flournoy-and-tony-blinken-form-global-strategic-advisory-firm-with-former-senior-national-security-officials/>

¹⁰³ WestExec Advisors, "Our Team". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.westexec.com/our-team/>

¹⁰⁴ CNAS (21/03/2013) « Kurt Campbell, Michèle Flournoy Named Co-Chairs of CNAS Board of Directors ». [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/press/press-release/kurt-campbell-michele-flournoy-named-co-chairs-of-cn-as-board-of-directors>

¹⁰⁵ SMITH Nicola (20/01/2021) « Joe Biden promotes foreign policy tsar in sign of 'pivot to Asia' », The Telegraph. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.telegraph.co.uk/news/2021/01/20/joe-biden-promotes-foreign-policy-tsar-sign-pivot-asia/>

Strategic and International Studies (CSIS)¹⁰⁶. Il est actuellement membre du CFR.

Lors du lancement officiel du CNAS, l'une des oratrices ayant prononcé le discours d'ouverture n'était nulle autre qu'Hillary Clinton¹⁰⁷. En 2009, avec l'élection de Barack Obama à la présidence des États-Unis, plusieurs membres du CNAS occuperont des postes clés dans sa future administration dont ses deux fondateurs¹⁰⁸. Par ailleurs, l'une des figures mirifiques du groupe de réflexion n'est autre qu'une certaine **Victoria Nuland**. La Secrétaire d'État adjointe aux Affaires européennes et eurasiennes sous l'administration Obama et ayant joué un rôle capital dans le changement de régime en Ukraine en 2014¹⁰⁹. Elle avait occupé le poste de PDG du CNAS de 2018 à 2019 avant de remettre sa démission¹¹⁰.

- **La direction du CNAS.**

Aujourd'hui, le directeur général du CNAS, et successeur de Victoria Nuland, est une personnalité que nous avons déjà évoquée,

¹⁰⁶ Harvard Kennedy School - Belfer Center, "Kurt M. Campbell". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.belfer-center.org/person/kurt-m-campbell>

¹⁰⁷ CNAS (27/06/2007) « *CNAS Official Launch: Hillary Clinton Keynote Address* ». [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/publications/video/cnas-official-launch-hillary-clinton-keynote-address>

¹⁰⁸ LOZADA Carlos (07/06/2009) « *Carlos Lozada -- Setting Priorities for the Afghan War* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/06/05/AR2009060501967.html>

¹⁰⁹ Revoir le chapitre 1.

¹¹⁰ CNAS (01/02/2019) « *CEO Victoria Nuland to Depart CNAS* ». [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/press/press-release/victoria-nuland-to-depart-cn-as>

Richard Fontaine. Le directeur de la branche nord-américaine de la Commission Trilatérale et membre du CFR¹¹¹ et qui fait partie de l'équipe exécutive du think tank avec :

Paul Scharre. Vice-président du CNAS. Il a travaillé au Bureau du secrétaire à la Défense (OSD), donc pour le Département de la défense américain, où il a établi *des politiques sur les programmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance et les technologies énergétiques dirigées*¹¹².

Anna Saito Carson. Vice-présidente du CNAS. Ancienne responsable des comptes stratégiques pour le Global Business Policy Council (GBPC) de Kearney, une société de conseil en stratégie. Elle avait été auparavant directrice pour le CSIS¹¹³.

Viennent après les membres du conseil d'administration :

- **Richard L. Armitage.** Président de la société de conseil en entreprise Armitage International. Il a été secrétaire d'État adjoint sous l'administration George W. Bush. Il est actuellement conseiller pour le think tank CSIS¹¹⁴.
- **Denis A. Bovin.** Conseiller principal chez la société mondiale indépendante de conseil en banque d'investissement Evercore Inc. Membre émérite à vie du conseil d'administration du

¹¹¹ CNAS, "Richard Fontaine". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/people/richard-fontaine>

¹¹² CNAS, "Paul Scharre". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/people/paul-scharre>

¹¹³ CNAS, "Anna Saito Carson". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/people/anna-saito-carson>

¹¹⁴ CSIS, "Board of Trustees & Counselors". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.csis.org/about/people/board-trustees-counselors>

Massachusetts Institute of Technology (MIT)¹¹⁵. Membre du CFR.

- **Michèle Flournoy**. Cofondatrice du CNAS et membre du CFR.
- **Carl D. Glaeser**. Cofondateur de la société d'investissement, Palladian Capital Partners.
- **Cecil Haney**. Amiral à la retraite. Il a servi comme commandant du Commandement stratégique américain (USSTRATCOM), donc l'un des neuf commandements unifiés du Département de la défense.
- **David J. Hogan**. Ancien président de la société d'investissement Mannheim. Avant, il a occupé les postes de direction auprès de Citigroup, de Saudi International Bank (filiale de JP Morgan) et du groupe Gefinor.
- **Jon M. Huntsman, Jr.** Vice-président de Ford Motor Company. Il siège aussi aux conseils d'administration de Chevron, de la Nuclear Threat Initiative et il coprécide le conseil consultatif d'Intel Corporation. Il est également membre du Conseil de politique de défense du Pentagone. Mais surtout, il s'agit de l'ancien président de l'Atlantic Council¹¹⁶.
- **Joseph I. Lieberman**. Ancien sénateur américain, coprésident du conseil d'honneur des Leaderships Laïcs du musée du Peuple juif ANU avec Leonid Nevzlin. Lieberman est parallèlement membre des think tanks American Enterprise Institute (AEI) et du CFR ; et participant 2023 au Kyiv Jewish Forum organisé par Boris Lozhkin¹¹⁷.

¹¹⁵ The MIT Corporation, "Life Members Emeriti". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://corporation.mit.edu/membership/all-members/life-members-emeriti>

¹¹⁶ CNAS, "Jon Huntsman". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/people/jon-huntsman>

¹¹⁷ Revoir le chapitre 6 sur le Kyiv Jewish Forum.

- **James Murdoch.** Fondateur et PDG du fonds d'investissement LUPA Systems et ancien PDG de la 21st Century Fox. Membre du CFR.
- **John Richardson.** Amiral de l'US Navy à la retraite. Il a rejoint les conseils d'administration The Exelon Corporation et de Boeing Company. Membre du CFR.
- **Robert Roche.** Président de l'entreprise pharmaceutique Roche Entreprises.
- **David Schwimmer.** PDG du London Stock Exchange Group (LSEG). Il avait passé auparavant 20 ans chez Goldman Sachs.
- **Karen D. Seitz.** Fondatrice de la société mondiale de conseil, Fusion Partners. Ancienne cadre chez Goldman Sachs.
- **Douglas Silverman.** Associé directeur et codirecteur de la société d'investissement de Senator Investment Group. Ancien banquier chez Merrill Lynch & Co.
- **Michael Sonnenfeldt.** Président et fondateur de TIGER 21, le *premier réseau de groupes d'apprentissage entre pairs pour les investisseurs fortunés de toute l'Amérique du Nord*. Il est aussi président de la société d'investissement MUUS & Company.
- **Jane Wales.** Vice-présidente de l'Aspen Institute. Elle a été assistante spéciale du président des Etats-Unis et directrice principale du Conseil national de sécurité (NSC) sous l'administration de Bill Clinton. Elle avait anciennement collaboré avec la Carnegie Corporation de New York. Membre du CFR.
- **Michael J. Zak.** « Entrepreneur en haute technologie et investisseur en capital-risque ». Après le 11 septembre 2001, il avait siégé au Conseil consultatif sur l'analyse stratégique de la communauté du renseignement des États-Unis¹¹⁸.

Nous relevons que les personnes affiliées au CFR occupent 7 postes sur 20, dont son directeur, membre de la Trilatérale nord-

¹¹⁸ CNAS, "Michael J. Zak". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023.
URL : <https://www.cnas.org/people/michael-j-zak>

américaine¹¹⁹, soit 35% de l'effectif. Nous pouvons rajouter à cela, deux personnes affiliées au CSIS et une à l'Atlantic Council.

Si nous observons cette fois les membres du conseil consultatif du CNAS, nous retrouvons **Paula Dobriansky**¹²⁰. L'une des signataires de la déclaration de principe du Project for the New American Century (PNAC).

Certains néoconservateurs du think tank de William Kristol et de Robert Kagan ont apparemment trouvé refuge dans un nouveau temple de l'impérialisme pour prêcher la bonne parole.

- **Les donateurs du CNAS (2021-2022).**

Supérieures à 500 000 \$:

Northrop Grumman Systems Corporation ; **Open Philanthropy**¹²¹ ; Smith Richardson Foundation, Inc. (SRF) ; **U.S. Department of Defense**, Secretary of the Air Force Concepts Development and Management (SAF/CDM), Office of Commercial and Economic Analysis (OCEA).

Entre 250 000 et 499 999 \$:

Eric and Wendy Schmidt by recommendation of Schmidt Futures program ; **Lockheed Martin Corporation (LMCO) ; Open**

¹¹⁹ CNAS, "Board of Directors". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/people?group=board-of-directors>

¹²⁰ CNAS, "Paula J. Dobriansky". [En ligne] Consulté le 9 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/people/paula-j-dobriansky>

¹²¹ **Open Philanthropy** a été cofondé par le milliardaire **Dustin Moskovitz**, le cofondateur de Facebook, sa femme **Cari Tuna**, et **Holden Karnofsky**, le cofondateur de l'organisation caritative GiveWell. Cari Tuna est actuellement la présidente d'Open Philanthropy. Réf. : <https://www.openphilanthropy.org/about-us/> (Consulté le 9 septembre 2023)
<https://www.openphilanthropy.org/about/team/cari-tuna/> (Consulté le 9 septembre 2023)

Society Foundations (George Soros) ; U.S. Department of Defense, Defense Threat Reduction Agency (DTRA) ; U.S. Department of Defense, Office of the Secretary of Defense, Office of Net Assessment (ONA).

Entre 100 000 et 249 999 \$:

Amazon Web Services (AWS), Inc. ; Apple Inc. ; Bank of America Corporation ; Carl and Nancy Glaeser ; **Carnegie Corporation of New York** ; Carol Deane ; **Chevron Corporation** ; Comcast Cable Communications Management, LLC ; Craig Newmark Foundation ; Democracy Fund (Pierre Omidyar, le fondateur d'Ebay) ; Doug Silverman ; l'ambassade du Japon aux États-Unis ; Georgetown University, Center for Security and Emerging Technology (CSET) ; Ginkgo Bioworks Holdings Inc. ; Goldman-Sonnenfeldt Foundation, Inc. ; **Google LLC** ; Huntington Ingalls Industries (HII), Inc. ; John Rosenwald ; Leidos Holdings, Inc. ; Leonardo DRS, Inc. ; Michael Zak ; Neal Blue ; Qualcomm, Inc. ; Raytheon Technologies Corporation ; **Taipei Economic and Cultural Representative Office** (l'ambassade officieuse de Taïwan) ; **The Boeing Company** ; The Roche Family Foundation, Inc. ; The William and Flora Hewlett Foundation ; United Way of San Antonio and Bexar County.

Entre 50 000 et 99 999 \$:

AT&T Inc. ; BAE Systems, Inc. ; Bharat Bhisé ; Booz Allen Hamilton Holding Corporation ; Boston Consulting Group (BCG), Inc. ; **BP America, Inc.** ; Citigroup Inc. ; Denis Bovin ; Drue and H.J. Heinz II Charitable Trust ; l'Ambassade de la République de Lettonie aux États-Unis ; Heinz Family Foundation ; Intel Corporation ; **International Republican Institute (IRI)** ; **JPMorgan Chase & Co.** ; Karen Seitz ; Korea Foundation ; **le ministère lituanien de la défense**¹²² ; Markle Foundation ; **Rockefeller Brothers**

¹²² Le ministère lituanien de la Défense est dirigé depuis 2020 par **Arvydas Anušauskas** du parti Union de la patrie - Chrétiens-démocrates lituaniens (*Tėvynės sąjunga - Lietuvos krikščionys demokratai*, TS-LKD) le parti fondé par **Vytautas Landsbergis**, le mentor **Andrius**

Fund, Inc. ; Semiconductor Industry Association (SIA) ; SoftBank Group ; Solana Foundation ; **le ministère des affaires étrangères de Suède**¹²³ ; Visa Inc¹²⁴.

D'autres think tanks peuvent être rajoutés à cette liste non exhaustive, comme le **Brookings Institution**. Ses deux coprésidents, Glen Hutchins et Suzanne Nora Johnson, sont également membres du CFR¹²⁵. Au sein de ses administrateurs nommés à vie, David M. Rubenstein, le président du CFR et cofondateur du groupe Carlyle¹²⁶. Ou encore l'**Aspen Institute** dont le président et directeur général est Daniel R. Porterfield, lui aussi membre du CFR. La présidence du conseil d'administration de l'institut est assurée par Margot L. Pritzker, la femme de Thomas Pritzker (membre du CFR), donc la riche famille américaine qui contrôle la Carnegie

Tučkus – participant du Forum des nations libres de la post-Russie. Le TS-LKD est membre de la coalition gouvernementale qui regroupe également le Parti de la Liberté (*Laisvēs Partija*), soit le parti d'**Andrius Almanis**, l'un des instigateurs du Forum des nations libres de la post-Russie (Réf. Chapitre 7).

¹²³ Le ministère des Affaires étrangères de Suède était administré au moment de cette donation par **Ann Linde** du Parti social-démocrate des travailleurs suédois (*Sveriges Socialdemokratiska Arbetareparti*, SAP). Elle est une contributrice pour le World Economic Forum. <https://www.weforum.org/agenda/authors/anne-linde> (Consulté le 10 septembre 2023)

¹²⁴ CNAS, "CNAS Supporters". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.cnas.org/support-cnas/cnas-supporters>

¹²⁵ Brookings Institution, "BOARD OF TRUSTEES". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230128104015/https://www.brookings.edu/about-us/board-of-trustees/>

¹²⁶ Brookings Institution, "2021 Annual Report, BOARD OF TRUSTEES". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://annualreport.brookings.edu/board-of-trustees/>

Endowment for International Peace (CEIP)¹²⁷. Au sein du conseil d'administration de l'Aspen Institute nous avons une certaine Jane Harman, la présidente de la Freedom House¹²⁸. Nous soulignons dans les membres du Centre Aspen en Italie, une certaine Giorgia Meloni, la présidente du parti politique Fratelli d'Italia, devenue Première ministre de l'Italie depuis 2022¹²⁹, et depuis 2020, la présidente du groupe Conservateurs et Réformistes Européens (ECR) au Parlement européen¹³⁰. Le même groupe soutenant le Forum des nations libres de la post-Russie. Nous pouvons terminer avec le **German Marshall Fund of United States**, présidée par **Heather A. Conley**, membre du CFR. Cette dame avait travaillé auparavant au CSIS où elle avait développé une série, *Kremlin Playbook*, traitant sur le comportement économique de la Russie. Sous l'administration de George W. Bush, elle était la secrétaire d'État adjointe au Bureau des affaires européennes et eurasiennes. À ce poste, elle a conduit les efforts à l'élargissement de l'OTAN à l'Europe orientale. Madame Conley a aussi créé le Partenariat renforcé en Europe (e-PINE) regroupant huit États nordiques et baltes¹³¹. Nous avons sur le tableau des généreux donateurs du GMF :

Supérieur à 1 000 000 \$:

¹²⁷ Aspen Institute, "Margot L. Pritzker". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.aspeninstitute.org/people/margot-l-pritzker/>

¹²⁸ Aspen Institute, "Board of Trustees". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.aspeninstitute.org/team/board-of-trustees/>

¹²⁹ Aspen Institute Italia, "Aspen Community". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.aspeninstitute.it/en/aspen-community/>

¹³⁰ ECR, "About ECR Party". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://ecrparty.eu/about/>

¹³¹ German Marshall Fund of the United States, "Heather A. Conley". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.gmfus.org/find-experts/heather-conley>

La Commission européenne, Auswaertiges Amt, le ministère des Affaires étrangères de Norvège, **l'USAID**, le Ministère suédois des Affaires étrangères.

Entre 100 000 et 999 999 \$:

Compagnia di San Paolo, Freudenberg Stiftung GmbH, BNP Paribas Fortis, Mercedes-Benz North America Corporation, Alfred Landecker Foundation, Robert Bosch Stiftung GmbH, Amazon.com Services LLC, **Google**, **Microsoft Corporation**, Charles Stewart Mott Foundation, Knight Foundation, **Open Society Foundation**, Sandler Foundation, The Bernard and Anne Spitzer Charitable Trust, **The Rockefeller Foundation**, The William and Flora Hewlett Foundation, **Commission européenne, délégation de l'UE aux États-Unis**, Global Affairs Canada (ministère des Affaires étrangères du Canada), KfW Group, le Ministère de la Défense de Lettonie, et le Ministère des Affaires étrangères de Belgique.

Entre 10 000 et 99 999 \$:

University of Ottawa, Air Liquide, **Airbus Group**, The Michelin Group, Valeo Management Services, Phokion Potamianos, **Bertelsmann Stiftung**, Istituto per gli Studi di Politica Internazionale, **Konrad-Adenauer-Stiftung**, Fundacao Luso-Americana Para O Desenvolvimento, MERICS Institute for China Studies, Porticus Dusseldorf GmbH, Sasakawa Peace Foundation, The BBVA Foundation, Turkish Industry and Business Association, Unitas Communications, United States-Japan Foundation, Wallenberg Foundation, Wilfried Martens Centre for European Studies, BlueLinx Corporate Office, **Boeing Company**, Daimler North America Corporation, Deloitte, **Exxon Mobil Corporation**, **Gilead Sciences, Inc.**, **J.P. Morgan Charitable Giving Fund**, Brennan Center for Justice, **International Republican Institute (IRI)**, King Baudouin Foundation, l'Ambassade des Pays-Bas à Paris, Ambassade de la République slovaque à Washington, **Bureau fédéral américain du sous-secrétaire à la défense pour la politique**, Département

américain du logement et du développement urbain, l'ambassade américaine en Belgique, l'ambassade américaine à Berlin, la Mission américaine pour l'Union européenne, **USAID Anti-Corruption Task Force**¹³².

Citations

L'ancien responsable de la sécurité de Microsoft [Mike Howard, ancien agent de la CIA] parle de sa collaboration avec Bill Gates, ce qu'il considère comme la plus grande menace pour les États-Unis.

Stephanie Pagones et **Andrew Murray**,
Journalistes pour *Fox Business*, le 1^{er} juillet 2021¹³³.

¹³² German Marshall Fund of the United States, "Our Donors". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.gmfus.org/about/our-donors>

¹³³ PAGONES Stephanie, MURRAY Andrew (01/07/2021) « *Former Microsoft security boss on working with Bill Gates, what he sees as biggest threats to US* », FoxBusiness. [En ligne] Consulté le 20 septembre 2023. URL : <https://www.foxbusiness.com/lifestyle/microsoft-cia-security-head-bill-gates-threats>

Il est urgent de disposer de certificats de vaccination numérisés, fiables, traçables, vérifiables et universellement reconnus pour que les gens puissent retourner au travail, à l'école et se rendre à des événements.

Vaccination Credential Initiative (VCI),

La coalition d'entreprises regroupant Microsoft, Salesforce et Oracle ayant élaboré le passeport de vaccination numérisé (Green Pass), le 15 janvier 2021¹³⁴.

Nous avons besoin d'un gouvernement mondial.

Bill Gates.

Fondateur de l'entreprise américaine Microsoft,
dans le *Huffington Post*¹³⁵.

Participant du World Economic Forum.

¹³⁴ S.B.-E et AFP (15/01/2021) « *DES ORGANISATIONS AMÉRICAINES, DONT MICROSOFT ET ORACLE, TRAVAILLENT SUR UN PASSEPORT DE VACCINATION* », BFM TV. [En ligne] Consulté le 20 septembre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/des-organisations-americaines-dont-microsoft-et-oracle-travaillent-sur-un-passeport-de-vaccination_AD-202101150137.html

¹³⁵ ASCHE Christoph von (27/01/2005) « *Bill Gates : « Wir brauchen eine Weltregierung »* », Huffington Post. [En ligne] Consulté le 9 mars 2023. URL : https://web.archive.org/web/20170413052636/https://www.huffington-post.de/2015/01/27/bill-gates-wir-brauchen-eine-weltregierung_n_6556658.html

CHAPITRE 13

LES FONDATIONS PRIVÉES ET LES CORPORATIONS

Durant notre enquête, nous avons observé que derrière les structures appuyant les membres du Forum des nations libres de la Post-Russie, les sources de financement ainsi que les partenariats provenaient des mêmes fondations philanthropiques, entre autres : la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP), la Rockefeller Foundation, la Ford Foundation, les Open Society Foundations de George Soros, et récemment la Bill and Melinda Gates Foundation. Disposant d'une puissance financière conséquente et ayant une dimension planétaire de leur politique, elles œuvrent à l'édification de ce que l'historien Ludovic Tournès résumait en une *mondialité fortement teintée de couleurs américaines*. Elles adoptent comme stratégie celle de faire émerger dans les pays qu'elles opèrent une élite internationale *du savoir et du pouvoir* afin de *piloter rationnellement* les sociétés contemporaines. Il s'agit de recruter des personnes possédant un certain état d'esprit pour appliquer le triptyque :

- La paix ou la *pax americana*. Admettre que les États-Unis soient le garant de l'ordre international.
- La démocratie. D'orientation libérale.
- L'économie de marché. Basée sur l'école de Milton Friedman. Non-intervention de l'État dans l'économie, laisser le capitalisme suivre son cours, libre circulation des biens, des hommes et des capitaux.

Le *modus operandi*¹ de ces fondations passe par la constitution de réseaux qui permettront de faciliter la réalisation de ces objectifs, corrélés le plus souvent avec la géopolitique de Washington². Les fondations investissent donc dans les écoles et les universités pour recruter dans le milieu intellectuel, les hôpitaux, dans les campagnes d'informations, la création de bourses d'études pour former les futurs leaders comme avec les bourses Cecil Rhodes, le financement d'organisations internationales pouvant servir de lieux d'échange et de contact dans différents pays, etc.

Aujourd'hui, ces fondations disposent d'une influence équivalente à celle des États.

- **Andrew Carnegie et la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP).**

La fondation a été créée en 1910 par l'industriel **Andrew Carnegie** (1835-1919) qui a fait fortune dans la sidérurgie en devenant l'un des plus riches américains de son temps. Toutefois, il a eu cette détestable réputation d'être qualifié de *Robber Baron* (baron voleur) pour désigner ses méthodes peu scrupuleuses en affaires³. Il usa abondamment de la corruption, de la manipulation, du mensonge et de la répression pour briser les grèves de ses employés sous-payés. Le fait de créer une fondation philanthropique se consacrant aux bonnes œuvres lui permettait de redorer son image devenue haïssable aux yeux des foules⁴. La CEIP est présidée actuellement

¹ Mode opératoire, en latin.

² TOURNÈS Ludovic, *L'argent de l'influence – Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, éditions Autrement, Paris, 2010, pages 5-6.

³ BBC, « *The Robber Barons - Andrew Carnegie* », [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.bbc.co.uk/programmes/b07z7g5p>

⁴ ERNSBERGER Richard Jr. (21/12/2016) « *ANDREW CARNEGIE : ROBBER BARON TURNED ROBIN HOOD* », Historynet. [En ligne]

par **Penny Pritzker**, appartenant à la famille Pritzker, l'une des familles américaines les plus riches. Elle est membre du CFR. On y décèle dans le conseil d'administration **Henri de Castries**, le président du Groupe Bilderberg. Ce dernier intègre la CEIP à partir de 2019, dont le président de la fondation était à l'époque William Burns, le futur directeur de la CIA sous l'administration Biden⁵. Nous signalons aussi **Robert Zoellick**, membre du think tank New Atlantic Initiative (NAI), du CFR et de la branche nord-américaine de la Commission Trilatérale⁶. Adjoignons que le CEIP est associé au World Economic Forum⁷ et qu'en 2020, ses actifs représentaient 401 375 079 \$. Nous retenons sur la liste de ses donateurs :

Supérieurs à 2 000 000 \$:

Carnegie Corporation of New York, **Pritzker Foundation /Pritzker Traubert Foundation**, Robert & Ardis James Foundation, The Stanton Foundation,

Entre 1 000 000 et 1 999 999 \$:

Facebook, The Ken Olivier and Angela Nomellini Charitable Fund, **Open Society Foundations (George Soros)**, Tavitian Foundation, United Kingdom Department for International Development (gouvernement britannique).

Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.historynet.com/andrew-carnegie-robber-baron-turned-robin-hood/>

⁵ CEIP, (06/06/2019) « *Carnegie Endowment for International Peace Board of Trustees Welcomes Five New Members* ». [En ligne] Consulté le 30 avril 2023. URL : <https://carnegieendowment.org/2019/06/06/carnegie-endowment-for-international-peace-board-of-trustees-welcomes-five-new-members-pub-79269>

⁶ CEIP, "Trustees". (op. cité).

⁷ World Economic Forum, "Carnegie Endowment for International Peace". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/organizations/carnegie-endowment-for-international-peace>

Entre 550,000 et 999,999 \$:

Ford Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Tata Education and Development Trust, United Kingdom Conflict, Stability and Security Fund (gouvernement britannique).

Entre 250,000 et 549,999 \$:

The Chuard-Ransom Charitable Fund, Steven Denning/The Sage Foundation, The Henry Luce Foundation, le ministère norvégien des Affaires étrangères⁸, The Pew Charitable Trusts, **Rockefeller Brothers Fund**, Suzanne & Walter Scott Foundation, William and Flora Hewlett Foundation, **Zhang Yichen**⁹.

Entre 100,000 et 249,999 \$:

Elizabeth Bagley¹⁰, Bank of America Foundation, David et Kelly Burke, Chumir Foundation for Ethics in Leadership, Craig Newmark Philanthropic Fund, Daniel Morgan Graduate School of National Security, l'ambassade du Japon en Russie, Emerald Gate Charitable Trust, Facebook India Online Services Pvt. Ltd., le

⁸ Le ministère des Affaires étrangères norvégien était piloté par **Ine Eriksen Søreide**. Participante en 2021 au World Economic Forum. Réf. :

World Economic Forum, (2021) « *Food from the Ocean, Rivers and Lakes – Essential for Food Systems* ». [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/events/virtual-ocean-dialogues-2021/liveblog?stream=session-highlights&stream-item=launch-of-the-blue-food-challenge>

⁹ Zhang Yichen est président-directeur général de CITIC Capital Holdings Limited, président de l'entreprise de franchise principale McDonald's en Chine et à Hong Kong, président de Harbin Pharmaceutical Group Holding Company et président de GNC. C'est un participant du World Economic Forum.

World Economic Forum, "Zhang Yichen". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/zhang-yichen>

¹⁰ Elizabeth Bagley est devenue en 2023, l'ambassadrice des États-Unis au Brésil sous l'administration Biden. Membre du CFR.

ministère finlandais des Affaires étrangères¹¹, Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH¹², Global Affairs Canada (le ministère des Affaires étrangères canadien)¹³, Maha Ibrahim, Japan Bank for International Cooperation, Walter B. Kielholz Foundation, Makena Capital Management, Scott and Laura Malkin, ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas¹⁴, Amelia and Bayo Ogunlesi, Oppenheimer Generations Foundation, Palestinian

¹¹ Le ministère finlandais des Affaires étrangères était de 2019 à 2023, Pekka Haavisto. Membre du parti Ligue Verte (*Vihreä liitto*), le parti écologique finlandais qui est affilié au Parti Vert Européen (PVE). Il en a d'ailleurs été l'un des coprésidents du PVE et c'est un participant du World Economic Forum. Dernièrement, il a annoncé sa candidature pour les élections présidentielles finlandaises de 2024.

World Economic Forum (24/05/2022) « *NATO in the Nordics – Speakers : Pekka Haavisto, Mikael Damberg, Fareed Zakaria* ». [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/events/world-economic-forum-annual-meeting-2022/sessions/nato-in-the-nordics>

¹² Le GIZ est financé directement par le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement qui était occupé à l'époque par Gerd Müller. Il est devenu ensuite le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Enfin, c'est un *agenda contributor* du World Economic Forum. Réf. :

World Economic Forum, "Gerd Müller". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/gerd-muller>

¹³ Le ministère des Affaires étrangères canadien était géré en 2020 par François-Philippe Champagne qui est *Young Global Leader* du World Economic Forum. Réf. :

GPAI, « *The Honourable François-Philippe Champagne, MP* ». [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://gpai.ai/community/francois-philippe-champagne/>

¹⁴ Le ministère des Affaires étrangères néerlandais était en 2020, Stef Blok. Participant au même titre que son Premier ministre Mark Rutte du World Economic Forum. Réf. :

World Economic Forum, "Stef Blok". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/stef-blok>

Business Committee on Peace and Reform, Poongsan Corporation, PSquared Charitable Foundation, G.M. Rao, Schlosstein-Hartley Family Foundation, George W. and Pamela M. Siguler, le Département fédéral des Affaires étrangères suisse¹⁵, **Taipei Economic and Cultural Representative Office in the United States (l'ambassade officielle de Taïwan aux États-Unis)**¹⁶, Twitter, UniKorea Foundation, United Kingdom Foreign & Commonwealth Office (ministère des Affaires étrangères britannique)¹⁷, United States Air

¹⁵ Le Département fédéral de Affaires étrangères suisse est depuis 2017, Ignazio Cassis. Il a été président de la Suisse durant l'année 2022. C'est un participant du World Economic Forum. Réf. :

World Economic Forum, "Ignazio Cassis". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/ignazio-cassis>

¹⁶ Le Bureau de la représentation de Taipei aux États-Unis est assuré depuis 2020 par Hsiao Bi-khim, membre du Parti démocrate progressiste (*Democratic Progressive Party*). Le parti indépendantiste taiwanais actuellement au pouvoir avec sa présidente, Tsai Ing-wen. Hsiao Bi-khim fut reçue par le McCain Institute, soit le think tank qui est financé par pratiquement les mêmes bailleurs de fonds que le CEIP. On retrouve même dans le conseil d'administration du McCain Institute : Joseph I. Lieberman, l'ancien directeur de la CIA, David Petraeus, Lynn Forester de Rothschild et Frances Fragos Townsend – membre de la direction du CFR, de l'IRI, et du CSIS. Réf. :

McCain Institute, "Amb. Bi-khim Hsiao". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.mccaininstitute.org/the-sedona-forum/speaker/amb-bi-khim-hsiao/>

McCain Institute, "Board of Trustees". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.mccaininstitute.org/about/leadership/>

¹⁷ Le secrétaire d'État au Bureau des Affaires étrangères du Commonwealth était à l'époque Dominic Raab du parti Conservateur. Participant du World Economic Forum. Réf. :

World Economic Forum, "Dominic Raab". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/people/dominic-raab>

Force Academy, **United States European Command (EUCOM)**¹⁸, WhatsApp Inc.

Inférieure à 100 000 \$ (liste non complète) :

Australia Department of Foreign Affairs and Trade (ministre des Affaires étrangères d'Australie), **The Boeing Company**, **BP North America**, **Chevron**, **Citigroup Inc**, l'ambassade du Japon aux États-Unis, **la délégation de l'Union européenne de Moscou**, **la Commission européenne**, le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, Hitachi, Intel (China) Co., **JPMorgan Chase & Co.**, Korea Foundation, Mitsubishi Corporation (Russia), **National Democratic Institute (NDI)**, **la Division de la diplomatie publique de l'OTAN**, Northrop Grumman Corporation, Omidyar Network, **Shell Oil Company**, Smith Richardson Foundation, **le ministère des Affaires étrangères de Suède**¹⁹ ; The Warburg Pincus Foundation²⁰.

- **John D. Rockefeller, la Standard Oil et la Rockefeller Foundation.**

La fondation philanthropique est fondée en 1913 par **John Davison Rockefeller** (1839-1927), le magnat du pétrole, fondateur de la dynastie Rockefeller et de la Standard Oil Company. Créée en 1870, la compagnie pétrolière est surnommée « la Pieuvre » en raison de ses méthodes cyniques pour accaparer le monopole en

¹⁸ EUCOM est l'un des onze commandements interarmées dépendant du Département américain de la Défense. Il s'agit du commandement européen, donc relevant de l'OTAN. Il est dirigé par le général Curtis Scaparrotti.

¹⁹ Rappelons qu'il finance aussi le think tank Center for a New American Security (CNAS).

²⁰ Carnegie Endowment for International Peace, 2020Report Annual, pages 26-31. [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : https://ceipfiles.s3.amazonaws.com/pdf/2020_Annual+Report_final.pdf#page=27

recourant au « chantage et à la spoliation »²¹. John D. Rockefeller détestant la concurrence, et voulant mettre fin à la *ruineuse compétition* qui sévissait entre les compagnies de raffinage, décide de créer un cartel dans lequel la Standard Oil jouerait un rôle prédominant. Fin 1871, pour mettre fin à la guerre des prix, et d'assurer ce monopole, John D. Rockefeller s'associera avec Tom Scott, président des chemins de fer de Pennsylvanie, ainsi qu'avec Cornelius Vanderbilt de la New York Central, et Jay Gould de la Erie Railroad. Une machination dans laquelle les magnats du pétrole et des chemins de fer créeront la holding financière South Improvement Company (SIC), une *conspiration* restée célèbre sous le nom de « Massacre de Cleveland »²². La conjuration est apparemment une tradition dans la famille Rockefeller. Mais ce fut de courte durée car le complot fut révélé par la presse. Après la décision de l'augmentation par deux de ses prix qui a entraîné un mécontentement populaire et l'attaque des wagons de la Standard Oil, la SIC fut dissoute. Ce revers n'empêcha pas John D. Rockefeller de poursuivre son objectif hégémonique durant les années à venir. En 1874, la Standard Oil absorba plusieurs compagnies rivales comme Charles Pratt & Co, Lockhart, Frew & Co et American Transfer Company, pour devenir plus tard, en 1882, un véritable « trust »²³. Vers la fin du XIX^e siècle, les richesses accumulées par Rockefeller furent utilisées pour prendre des parts importantes dans les secteurs stratégiques de l'économie américaine : compagnies maritimes, firmes d'acier, établissements financiers, compagnies immobilières, etc. La Pieuvre étend ses tentacules avec un appétit vorace, impossible à rassasier. La Standard Oil a désormais sa place à Wall Street avec William Rockefeller, le frère cadet de John D. Rockefeller, qui deviendra l'un des

²¹ *La Face cachée du pétrole*, documentaire réalisé par Patrick Barberis (2010, France, ARTE Editions) diffuseur Arte. Disponible sur internet.

²² AUZANNEAU Matthieu, *Or Noir – La grande histoire du pétrole*, éditions La Découverte, Paris, 2015, Chapitre 2.

²³ *Idem*, Chapitre 3.

directeurs de la National City Bank of New York²⁴, surnommé « la banque du pétrole »²⁵, et qui s'associa avec un autre magnat de la finance, John Pierpont Morgan de la banque J.P. Morgan & Co. L'irrésistible ascension de l'empire Rockefeller se fait sentir jusqu'en Europe, en Chine, en Inde, au Mexique, au Venezuela et dans les autres pays d'Amérique du Sud. Toutefois, il dut se confronter à de nouveaux concurrents sur la scène internationale. Il y avait la Royal Dutch Shell de Marcus Samuel, présente en Europe mais aussi en Asie ; et la Branobel²⁶ dirigée par les frères Nobel et solidement amarrée aux puits de pétrole de Bakou en Russie. Ces deux entités sont en affaire avec la branche parisienne de la famille Rothschild, lesquels fonderont leur société pétrolière Bnito²⁷. Les relations entre les Rothschild et les Rockefeller n'ont pas toujours été amicales. Il y eut des rivalités, des guerres des prix sur l'or noir et des luttes de pouvoir pour s'imposer dans les affaires du monde. En 1894, une première « tentative d'accord » fut élaborée pour un partage des ressources du Caucase entre les Rothschild, les Nobel et les Rockefeller, mais elle fut avortée. La réunion a été dévoilée dans la presse et a conduit au veto du ministère des Finances russe. Malgré ce nouvel échec de créer un cartel, John D. Rockefeller continue d'accroître

²⁴ Elle prendra plus tard le nom de Citibank appartenant au groupe Citigroup, devenant par la suite Citi, une des banques les plus puissantes du monde.

²⁵ AUZANNEAU Matthieu, *Or Noir – La grande histoire du pétrole*, page 105.

²⁶ En 1920 les Soviétiques prennent le pouvoir à Bakou, la société Branobel sera nationalisée, puis dissoute en 1959. Réf. :
BORODKIN Leonid Iosifovitch, DMITRIEVA Anna V, « Nobel Brothers Petroleum Company on the St.-Petersburg stock exchange: factors of share prices dynamics in the early 20th century », *Revue française d'histoire économique*, 2017/1-2 (N° 7-8), p. 50-70. DOI : 10.3917/rfhe.007.0050. [En ligne] Consulté le 16 octobre 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-histoire-economique-2017-1-page-50.htm>

²⁷ Bnito sera absorbée par la Royal Dutch Shell en 1911.

son empire, surtout grâce à l'apparition de l'automobile au début du XX^e siècle, d'abord en France en 1899, puis aux États-Unis avec l'ingénieur Henry Ford et sa firme Ford Motor Compagny en 1903. Fini le pétrole lampant, bienvenue à l'ère de l'essence et au moteur à explosion. L'hégémonie de l'empire Rockefeller n'est pas sans inquiéter la presse, puis les politiciens. En 1904, la journaliste d'investigation Ida Minerva Tarbell sort un livre à charge contre les *robber barons* (les barons voleurs), *L'Histoire de la Standard Oil Compagny*. L'impact de ce livre d'enquête sur les pratiques de la compagnie était tel que le président des États-Unis de l'époque, Théodore Roosevelt, fera de la lutte contre les cartels son cheval de bataille. Une enquête fut ouverte et déboucha sur une procédure judiciaire. En 1907, la Standard Oil est condamnée à payer une amende de 29 millions de dollars²⁸, mais le poids de la société était si imposant à Wall Street, qu'après sa condamnation, son action chuta, et entraîna la crise financière de novembre de la même année. Rockefeller dut intervenir pour sauver la situation. En juillet 1908, la cour d'appel annula l'amende record, au grand dam du président Roosevelt²⁹. Pourtant, l'empire Rockefeller subit encore un revers sur le plan juridique. En 1911, après une rude bataille, une loi anti-trust est votée au Congrès des États-Unis, et force Rockefeller à dissoudre sa compagnie. Mais là encore, le magnat du pétrole trouve la parade. Il fragmente son empire en plusieurs sociétés (Standard Oil of California, Standard Oil of New Jersey...) « tous dirigés par des hommes de paille »³⁰. Un véritable trompe-l'œil. Durant la Première Guerre mondiale, Rockefeller a vendu son pétrole à tous les belligérants, *en France comme en Allemagne les usines tournent à plein régime grâce au pétrole américain*. Malgré l'entrée en guerre des États-Unis en 1917, la Deutsch-Amerikanische Petroleum Gesellschaft (DAPG), filiale de la Standard Oil en Allemagne, continua

²⁸ AUZANNEAU Matthieu, *Or Noir – La grande histoire du pétrole*, pages-106-107.

²⁹ *Idem*, page 110.

³⁰ La Face cachée du pétrole, (op. cité).

de coopérer avec les autorités allemandes jusqu'à la fin de la guerre³¹. Après l'armistice, les sociétés pétrolières ont vu leurs bénéfices être multipliés par quatre. La production de pétrole passa de 100 000 barils de pétrole par jour à 300 000. Le chef d'État britannique, Lord Curzon, déclarera à ce sujet que « la victoire de 1918 a été gagnée sur un flot de pétrole ». Durant l'entre-deux guerres, le 28 août 1928, une autre réunion secrète, rassemblant différentes compagnies pétrolières, est organisée en Écosse au château d'Achanarry, à l'initiative de Henri Deterding, le patron de la Royal Dutch Shell. Le but était de conclure une entente afin de se partager équitablement les ressources pétrolières mondiales. Les compagnies représentées sont l'Anglo-Persian Oil Compagny³², la Royal Dutch Shell, et bien entendu la Standard Oil of New Jersey de Rockefeller³³. « L'accord Achanarry » fut signé le 17 septembre 1928 entre les trois grands. S'ajouteront à cet accord « de la ligne rouge », les

³¹ Le fait de faire des affaires avec tous les belligérants au cours d'une guerre n'était pas la seule « controverse » chez Rockefeller. Durant l'entre-deux-guerres, la Standard Oil of New Jersey (future Esso) avait noué des accords confidentiels avec la société allemande IG Farben et qui ont perduré sous le régime nazi. Réf. :

AUZANNEAU Matthieu, « 9. La persistante alliance de Big Oil avec l'Allemagne nazie », dans : *Or noir. La grande histoire du pétrole*, sous la direction de AUZANNEAU Matthieu. Paris, La Découverte, « Poche / Essais », 2015, p. 199-218. [En ligne] Consulté le 16 octobre 2023. URL : <https://www.cairn.info/or-noir--9782707190628-page-199.htm>

³² L'Anglo-Persian Oil Compagny deviendra la British Petroleum (BP) en 1954.

³³ *Le secret des Sept sœurs, la véritable et inavouable histoire du pétrole*, documentaire réalisé par Frédéric Tonolli (2011, France, France Télévisions), diffuseur France 5. Disponible sur internet.

compagnies Standard Oil of New York, Gulf Oil³⁴ et Texaco³⁵. Le cartel pétrolier international surnommé les « sept sœurs » était né. La Standard Oil of New Jersey fut plus tard rebaptisée Exxon. Tandis que la Standard Oil of New York est renommée Mobil. En 1999, ces deux compagnies fusionnent pour former l'actuelle **ExxonMobil**, soit l'un des sponsors de la plupart des think tanks néoconservateurs américains cités précédemment.

Revenons en 1913. C'est donc dans un climat hostile et jouissant d'une réputation de baron voleur, que John D. Rockefeller entreprend, à l'instar d'Andrew Carnegie, de redorer son blason. Avec son fils John D. Rockefeller Jr. (1874-1960), ils élaborent la fondation philanthropique portant leur nom. Sa devise officielle est alors de *promouvoir le bien-être de l'humanité dans le monde*. Une devise qui n'a pas toujours été appliquée au cours de son histoire. Dès sa création, elle finance les programmes eugénistes en Amérique et à l'étranger, dont ceux de la Société Kaiser-Wilhelm durant l'Allemagne wilhelmienne³⁶. La fondation Rockefeller finança aussi, dans les années 20, la construction de l'Institut Kaiser-Wilhelm

³⁴ La Gulf Oil appartenait à la famille Mellon avant de fusiner en 1984 avec la Standard Oil of California plus connue sous le nom de Chevron, puis racheté au début des années 1990 par le Groupe Hinduja. Réf. :

Bibliothèque nationale de France, "Gulf oil Corporation". [En ligne] Consulté le 16 octobre 2023. URL : https://data.bnf.fr/fr/15159588/gulf_oil_corporation/

³⁵ Texaco fusionna en 2001 avec Chevron.

PEZET Jacques (01/10/2018) « Un tribunal international a-t-il annulé l'amende de 9,5 milliards d'euros que devait verser la compagnie pétrolière Chevron à l'Equateur ? », Libération. [En ligne] Consulté le 16 octobre 2023. URL : https://www.liberation.fr/check-news/2018/10/01/un-tribunal-international-a-t-il-annule-l-amende-de-95-milliards-d-euros-que-devait-verser-la-compag_1682361/

³⁶ HUENER Jonathan, NICOSIA Francis R., *Medicine and Medical Ethics in Nazi Germany: Origins, Practices, Legacies*. (2002). Allemagne : Berghahn Books, New York Oxford, page 104.

d'anthropologie, d'hérédité humaine et d'eugénisme (*Kaiser-Wilhelm-Institut für Anthropologie, menschliche Erblehre und Eugenik*) à Berlin³⁷. Cet institut sera dans la droite ligne des programmes eugénistes de l'Allemagne hitlérienne. Le directeur de l'institut de l'époque était Eugen Fischer (1874-1963). Sous le régime nazi, il donnait des cours aux médecins SS, dont le tristement célèbre Joseph Mengele qui deviendra son assistant³⁸. Ses cours se basaient sur les *spécificités raciales pour déterminer les origines raciales des individus*³⁹. Il fera stériliser des centaines de milliers de personnes, comme les malades mentaux ou les *bâtards de Rhénanie* - les enfants nés d'une union entre une Allemande et un Africain - au motif qu'ils étaient *racialement déficients*⁴⁰. Après la guerre, il n'a fait l'objet d'aucun procès car son rôle dans la solution finale n'a pas pu être déterminé⁴¹. Autre entorse à sa devise, la fondation Rockefeller joua un rôle dominant dans le lancement de la production agricole intensive appelée la « Révolution verte » en 1943 au Mexique, avec l'Office of Special Studies. Ce programme fut réalisé avec la coopération de l'administration du président mexicain Manuel Ávila Camacho.

³⁷ KUHLE Stefan. (2002). *The Nazi Connection: Eugenics, American Racism, and German National Socialism*. Royaume-Uni: Oxford University Press, pages 20-21.

³⁸ United States Holocaust Memorial Museum, "Dr Eugen Fischer". [En ligne] Consulté le 10 septembre 2023. URL : <https://www.ushmm.org/exhibition/deadly-medicine/profiles/#01-fischer>

³⁹ BAUCHE Manuela (07/02/2021) « *SEHNSÜCHTE NACH GENETISCHER EINDEUTIGKEIT* », *Zeitgeschichte*. [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://zeitgeschichte-online.de/themen/sehnsuechte-nach-genetischer-eindeutigkeit>

⁴⁰ « *La Honte noire* » : *Chroniques de l'occupation de la Rhénanie*, documentaire réalisé par Dominik Wessely (2019, Allemagne, ARTE Studios), diffuseur Arte. Disponible sur internet.

⁴¹ MIALET Olivier (16/06/2017) « *Le génocide nazi s'est-il inventé en Namibie ?* », Les Inrocks. [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.lesinrocks.com/actu/le-genocide-nazi-sest-il-invente-en-namibie-42815-16-06-2017/>

Cette « Révolution Verte » sera exportée dans le monde entier avec l'emploi massif des pesticides, des intrants chimiques, des céréales à haut potentiel de rendement, de l'irrigation, jusqu'à utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM) qui sera le fleuron de l'entreprise Monsanto⁴². La fondation Rockefeller étant liée étroitement à Monsanto⁴³ et en partenariat avec la fondation Ford⁴⁴, la fondation Bill & Melinda Gates⁴⁵ et les Open Society Foundations de George Soros⁴⁶. Nouveau point discutable, la fondation Rockefeller a financé les études du professeur Alfred Kinsey (1894-1956) qui aboutirent sur deux rapports qui bouleverseront la société américaine, puis les sociétés du monde occidental dans leur sexualité, *Sexual Behavior in the Human Male* (1948) et *Sexual Behavior in the Human Female* (1953)⁴⁷. Le « Rapport Kinsey » fut l'amorçage

⁴² ROBIN Marie-Monique, *Le Monde selon Monsanto*, éditions La Découverte, Paris, 2009.

⁴³ VIDAL Jean (09/10/1999) « *How Monsanto's mind was changed* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/science/1999/oct/09/gm.food>

⁴⁴ The Rockefeller Foundation, "Report 4919". [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.rockefellerfoundation.org/report/4919/>

⁴⁵ Bill & Melinda Gates Foundation, « *Bill & Melinda Gates, Rockefeller Foundations Form Alliance to Help Spur "Green Revolution" in Africa* ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.gatesfoundation.org/ideas/media-center/press-releases/2006/09/foundations-form-alliance-to-help-spur-green-revolution-in-africa>

⁴⁶ The Rockefeller Foundation (20/06/2023) « Gates Foundation, Open Society Foundations, and The Rockefeller Foundation Announce New Recipients of Multilateral Development Banks Challenge Fund ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.rockefellerfoundation.org/news/gates-foundation-open-society-foundations-and-the-rockefeller-foundation-announce-new-recipients-of-multilateral-development-banks-challenge-fund/>

⁴⁷ Kinsey Institute – Indiana University, « *Diversity of sexual orientation* ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL :

de la « révolution sexuelle » qui aura une influence considérable sur l'évolution des mœurs⁴⁸, avec le développement d'une *sexualité non binaire*⁴⁹. Durant les années 1950 et 1960, la fondation Rockefeller est associée à l'opération de la CIA visant à appuyer financièrement le Mouvement européen de Joseph Retinger, par le truchement du Comité américain pour une Europe unie (ACUE)⁵⁰. L'un des présidents de la fondation de l'époque était un certain Dean Rusk. Celui-ci va être nommé en 1961 secrétaire d'État américain sous l'administration Kennedy et cofondateur du think tank Atlantic Council⁵¹. Enfin, l'influence de la fondation Rockefeller se fait ressentir jusque dans les organisations internationales, en contribuant particulièrement à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Depuis janvier 2022, la fondation Rockefeller a été reconnue comme *acteur non étatique en relations officielles avec l'OMS*⁵². En outre, le terrain où

<https://kinseyinstitute.org/research/publications/historical-report-diversity-of-sexual-orientation.php>

⁴⁸ BBC News - Afrique (23/03/2023) « *Alfred Kinsey, l'homme qui a lancé une "bombe atomique" sexuelle qui a détruit les tabous et déclenché une révolution* ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.bbc.com/afrique/articles/crg0e8x9v7go>

⁴⁹ IACOBELLI Teresa, WIMPEE Rachel (09/01/2020) « *Funding a Sexual Revolution: The Kinsey Reports* », Rockefeller Archive Center. [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://resource.rockarch.org/story/funding-a-sexual-revolution-the-kinsey-reports/>

⁵⁰ En anglais, "American Committee for a United Europe", ACUE.

⁵¹ BARNES Bart (22/12/1994) « *DEAN RUSK, '60S FOREIGN POLICY LEADER, DIES* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1994/12/22/dean-rusk-60s-foreign-policy-leader-dies/23ea540e-5733-4afc-87ae-95d71f8c1575/>

⁵² WHO (20/04/2022) « *The Rockefeller Foundation - Partner in global health* ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.who.int/about/funding/contributors/the-rockefeller-foundation>

a été construit le siège de l'ONU provenait d'une donation de John D. Rockefeller Jr.

Aujourd'hui, le président de la fondation Rockefeller est **James Stavridis**. Amiral à la retraite de l'U.S. Navy. Il fut le 16^e commandant suprême des forces alliées à l'OTAN où il a supervisé les opérations en Afghanistan, en Libye, en Syrie, dans les Balkans et pour la lutte contre la piraterie sur les côtes africaine. En 2021, il a publié un roman dont il est le coauteur et intitulé, *2034 : A Novel of the Next World War* (2034 : Un roman sur la prochaine guerre mondiale). Un livre présenté comme un *thriller géopolitique* qui imagine en 2034 un affrontement naval entre les États-Unis et la Chine dans la mer de Chine méridionale menant à une nouvelle conflagration mondiale⁵³. Une sorte de roman d'anticipation apocalyptique. Pour finir, James Stavridis est membre du CFR. Nous retrouvons dans le conseil d'administration : **Afsaneh Mashayekhi Beschloss** – membre du conseil d'administration du CFR. Il y a aussi **Sharon Percy Rockefeller**, l'épouse de l'ancien sénateur démocrate, John Davison « Jay » Rockefeller IV qui est l'arrière-petit-fils de John D. Rockefeller, le fondateur de la Standard Oil. Elle est membre du CFR. En 2021, la fondation pesait plus de 7 milliards de dollars⁵⁴. Enfin, la fondation Rockefeller est associée avec le World Economic Forum⁵⁵.

- **Henry Ford et la Ford Foundation.**

⁵³ The Rockefeller Foundation, "Adm. James Stavridis, USN, Ret". [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.rockefeller-foundation.org/profile/admiral-james-stavridis-usn-ret/>

⁵⁴ Rockefeller Foundation, "2021-990-PF". [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.rockefellerfoundation.org/wp-content/uploads/2023/01/2021-990-PF.pdf>

⁵⁵ World Economic Forum, "The Rockefeller Foundation". [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/organizations/the-rockefeller-foundation>

Créée en 1936 par l'industriel américain, fondateur de la Ford Motor Company et magnat des affaires de renommée mondiale, **Henry Ford** (1863-1947). Le but de cette fondation est de *réduire la pauvreté et l'injustice, de renforcer les valeurs démocratiques, de promouvoir la coopération internationale et de faire progresser la réussite humaine*⁵⁶. Pourtant, cela n'a pas toujours été le cas de son fondateur. En effet, durant les années 1930, Henry Ford avait financé le NSDAP, alors en pleine ascension à un tournant de l'Histoire⁵⁷. Il fut plus tard décoré par les diplomates nazis de la Grand-Croix de l'Aigle allemand, le 30 juillet 1938, pour son 75^e anniversaire. General Motors aurait même contribué à l'effort de guerre nazi durant la Seconde Guerre mondiale, au travers de sa filiale de Cologne, par l'utilisation de travailleurs forcés issus des camps de prisonniers de guerre⁵⁸. Avant cela, il avait écrit dans les années 1920 des tracts antisémites dont le plus connu est le pamphlet *The International Jew* (Le Juif international) et auxquels Hitler, qui était un grand admirateur des techniques américaines de production de masse, dira : *Je considère Henry Ford comme mon inspiration*. Ford finira par se rétracter sur ses écrits⁵⁹. On peut s'interroger si la création de la fondation n'était pas une manière de se donner une image plus vertueuse en prenant modèle sur Andrew Carnegie et John D. Rockefeller.

⁵⁶ Ford Foundation, "Mission". [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.fordfoundation.org/about/about-ford/mission/>

⁵⁷ Herodote, « *Henry Ford - Industriel génial et antisémite viscéral* ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : https://www.herodote.net/Industriel_genial_et_antisemite_visceral-synthese-2664.php

⁵⁸ SABATIER Patrick (04/12/1998) « *Ford, fournisseur du III^e Reich. Le groupe américain employait prisonniers et déportés en produisant pour la Wehrmacht.* », Libération. [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/1998/12/04/ford-four-nisseur-du-iii-e-reich-le-groupe-americain-employait-prisonniers-et-de-portes-en-produisant-p_254762/

⁵⁹ DOBBS Michael (30/11/1998) « *Ford and GM Scrutinized for Alleged Nazi Collaboration* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/national/daily/nov98/nazicars30.htm>

Qu'importe, la fondation Ford a eu comme président du conseil d'administration de 1958 à 1960, **John J. McCloy**, membre important de l'OSS et ancêtre de la CIA⁶⁰, ancien président de la Banque mondiale, ancien président de la Chase Manhattan Bank (1953-1960) et président du conseil d'administration du CFR (1953-1970)⁶¹. C'était aussi un proche de David Rockefeller, lequel lui succéda à la présidence du conseil du CFR⁶². Au poste de président de la Ford Foundation, McCloy était par conséquent associé à l'opération de la CIA qui devait financer le Comité américain pour une Europe unie (ACUE) afin d'alimenter les caisses du Mouvement européen de Joseph Retinger. Rappelons que Retinger est un fédéraliste européen convaincu, proche de David Rockefeller et cofondateur du Groupe Bilderberg⁶³. Souvenons-nous que McCloy faisait partie des toutes premières personnalités à rejoindre l'Atlantic Council au moment de sa création.

En 2021, la fondation Ford était chiffrée aux alentours de 16 milliards de dollars. Son président est **Darren Walker**. Auparavant, il était le vice-président de la fondation Rockefeller et directeur opérationnel de la Abyssinian Development Corporation, *la plus grande organisation de développement communautaire de Harlem*. Il a été décoré par la reine Elizabeth II de l'Ordre de l'Empire britannique

⁶⁰ Office of the Historian, (26/09/1945) « 95. Memorandum From the Assistant Secretary of War (McCloy) to the Director of the Strategic Services Unit of the Department of War (Magruder) ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1945-50Intel/d95>

⁶¹ CFR, « *The John J. McCloy Program on International Relations* ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.cfr.org/john-j-mccloy-program-international-relations>

⁶² PEARSON Richard (12/03/1989) « STATESMAN AND BANKER JOHN J. MCCLOY, 93, DIES », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.washington-post.com/archive/local/1989/03/12/statesman-and-banker-john-j-mccloy-93-dies/ebc3fe7c-7763-4901-a9c4-413f0e173c14/>

⁶³ Revoir le chapitre 11 sur le Groupe Bilderberg.

pour services rendus aux relations entre le Royaume-Uni et les États-Unis. C'est un membre du CFR⁶⁴. La présidence du conseil d'administration est assurée par **Francisco Cigarroa**, chef du service de transplantation pédiatrique au Centre des sciences de la santé de l'Université du Texas. En 2011, il est nommé par le président Barack Obama au poste de commissaire de l'Initiative de la Maison-Blanche sur l'excellence éducative pour les Hispano-Américains⁶⁵. La fondation a par ailleurs une multitude de partenariats dont celui avec la Rockefeller Foundation, la Bill & Melinda Gates Foundation, le réseau Omidyar (fondateur d'Ebay), les Open Society Foundations de George Soros⁶⁶, avec des banques comme la Citi⁶⁷ et l'entreprise Visa, et avec l'USAID, c'est-à-dire avec le gouvernement des États-Unis⁶⁸.

⁶⁴ Ford Foundaton, "Darren Walker". [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.fordfoundation.org/about/people/darren-walker/>

⁶⁵ Ford Foundation, "Francisco G. Cigarroa". [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.fordfoundation.org/about/people/francisco-g-cigarroa/>

⁶⁶ Ford Foundation (11/05/2021) « *Funders Come Together to Launch \$50 Million CARE Fund* ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.fordfoundation.org/news-and-stories/news-and-press/news/funders-come-together-to-launch-50-million-care-fund/>

⁶⁷ Citi (23/10/2019) « Citi, OPIC and Ford Foundation Launch Scaling Enterprise, a \$100 Million Financing Partnership to Support Social Enterprises ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.citigroup.com/global/news/press-release/2019/citi-opic-and-ford-foundation-launch-scaling-enterprise-a-100-million-financing-partnership-to-support-social-enterprises>

⁶⁸ Ford Foundation (24/09/2012) « *Ford Foundation co-founds Better Than Cash alliance* ». [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.fordfoundation.org/news-and-stories/news-and-press/news/ford-foundation-co-founds-better-than-cash-alliance/>

Nous concluons que la fondation Ford est, comme ses précédentes, associée au World Economic Forum⁶⁹.

- **George Soros et l'Open Society.**

Nous arrivons maintenant à l'indicible **George Soros**. En 1979, il fonde l'Open Society Institute, qui deviendra les Open Society Foundations que nous connaissons aujourd'hui. Il s'agit d'un financier, philanthrope et lobbyiste américain d'origine hongrois. D'après *Forbes*, en 2017, il avait culminé une fortune personnelle de 25,2 milliards de dollars, pour retomber en septembre 2023 à 6,7 milliards⁷⁰. La fortune de Soros provient de sa carrière en tant que banquier d'affaires, mais surtout de la création de fonds spéculatifs, dont Double Eagle, qui devint ensuite Quantum Fund. En 1992, ce fond géré par Soros sera impliqué dans une opération de spéculation massive à la baisse sur la livre sterling au point de provoquer l'intervention de la Banque centrale du Royaume-Uni. Cette opération aurait fait gagner à George Soros plus d'1 milliard de dollars et développe sa réputation d'être *l'homme qui a fait sauter la banque d'Angleterre*⁷¹. La valeur du Quantum Fund avait monté en flèche en atteignant les 7 milliards de dollars. Autres grands gagnants de cette spéculation ayant conduit à la chute de diverses monnaies européennes, dont la lire italienne, ainsi qu'à la destruction du mécanisme de change européen : les banques américaines Citicorp, JP Morgan, Chemical Banking, Bankers Trust, Chase Manhattan, First

⁶⁹ World Economic Forum, "Ford Foundation". [En ligne] Consulté le 11 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/organizations/ford-foundation>

⁷⁰ Forbes, "Georges Soros". [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://www.forbes.com/profile/george-soros/>

⁷¹ WEINSTEIN Elizabeth (09/11/1997) « Europe: George Soros--The Man Who Broke The Bank Of England », RFE/RL. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/1087131.html>

Chicago, Bank of America et Goldman Sachs⁷². Au moment de la crise financière asiatique de 1997, Soros sera accusé par le Premier ministre malaisien Mahathir Mohamad d'avoir réitéré la même opération, cette fois contre les monnaies de l'Asie du Sud-Est et de « saper » le développement économique des pays de la région⁷³. Ses opérations spéculatives et cette réputation de banquier sans scrupules n'a pourtant pas empêché George Soros d'intégrer le prestigieux conseil d'administration du CFR, de 1995 à 2004⁷⁴. Ni même de participer aux réunions de la Commission Trilatérale⁷⁵, du Groupe Bilderberg⁷⁶, ou d'être reçu en grande pompe au World Economic Forum au point d'être un *agenda contributor*⁷⁷. On pourrait interpellier Klaus Schwab à ce sujet : les spéculations sur les devises étrangères qui provoquent des crises économiques et accessoirement des émeutes dans les pays les plus pauvres, ne sont-elles pas une controverse à l'éthique du forum de Davos sur *l'intégrité morale et intellectuelle et d'apporter des changements positifs* au monde. En 2002, nouveau coup dur pour George Soros qui sera

⁷² SCHAEFER Steve (07/06/2015) « *Forbes Flashback: How George Soros Broke The British Pound And Why Hedge Funds Probably Can't Crack The Euro* », Forbes. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://www.forbes.com/sites/steveschaefer/2015/07/07/forbes-flashback-george-soros-british-pound-euro-ecb/?sh=57160c4c6131>

⁷³ FARLEY Maggie (22/09/1997) « *Malaysian Leader, Soros Trade Barbs* », Los Angeles Times. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1997-sep-22-fi-34969-story.html>

⁷⁴ CFR, "Historical Roster of Directors and Officers", (op.cité).

⁷⁵ BOIRAL Olivier (novembre 2003) « *Pouvoirs opaques de la Trilatérale* », (op. cité).

⁷⁶ V.D.F. (08/11/2011) « *Le groupe Bilderberg ne passe pas inaperçu en Suisse* », Libération. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : https://www.liberation.fr/futurs/2011/06/08/le-groupe-bilderberg-ne-passe-pas-inapercu-en-suisse_741237/

⁷⁷ World Economic Forum, "Georges Soros". [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/georgesoros>

cette fois condamné par la justice française pour délit d'initié. En effet, le milliardaire américain avait utilisé des informations privilégiées sur la Société Générale lors de l'achat et de la vente ultérieure des actions sur cette dernière. Soros avait dû rembourser ses gains élevés à 2,2 millions d'euros et en 2011, il perdit son procès lorsqu'il a recouru à la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) pour tenter de faire annuler sa condamnation⁷⁸. Une décision que le milliardaire n'a pas digérée et il entendait bien y remédier à l'avenir en usant de son lobbying pour faire nommer à la CEDH plusieurs juges issus de ses Open Society Foundations⁷⁹.

Pour gommer cette image sulfureuse de banquier spéculateur, George Soros va donc investir massivement dans les Open Society Foundations à hauteur de 18 milliards de dollars⁸⁰ pour être le philanthrope bienfaiteur qu'il prétend incarner aujourd'hui, à l'instar d'Andrew Carnegie, de John D. Rockefeller et d'Henry Ford. L'Open Society ou « société ouverte » fait référence à son mentor Karl Popper (1902-1994) et son livre paru en 1945, *The Open Society and Its Enemies* (La société ouverte et ses ennemis). La vision de ce philosophe autrichien naturalisé britannique était de plaider en faveur d'une société ouverte sur le monde, multiculturelle, démocratique et où l'individu serait émancipé. Les ennemis de cette société étaient avant tout la société close, refermée sur elle-même, basé sur le tribalisme (esprit de communauté) incarnée par le nationalisme et

⁷⁸ SMITH Heather (06/11/2011) « *Soros Loses Case Against French Insider-Trading Conviction* », Bloomberg. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2011-10-06/soros-loses-human-rights-appeal-against-insider-trading-case>

⁷⁹ PUPPINCK Grégor (2021) « Le Conseil de l'Europe admet la véracité du rapport sur les ONG et les juges de la CEDH et rejette la candidature d'une nouvelle « juge-Soros » » European Centre for Law and Justice. (op.cité).

⁸⁰ GELLE David (17/10/2017) « *George Soros Transfers Billions to Open Society Foundations* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2017/10/17/business/george-soros-open-society-foundations.html>

le totalitarisme. Selon Popper, ce combat de conceptions remonterait jusqu'à Athènes et Sparte lors de la guerre du Péloponnèse au V^e siècle avant J.-C. Il dénigre aussi Platon en le présentant comme *l'ancêtre intellectuel du totalitarisme*⁸¹. Les arguments étant qu'il était partisan d'une économie fermée en raison de la *corruption* spirituelle et morale qui viendrait du commerce avec les autres États et de ses marchands étrangers. Un commerce provoquant un *mélange des mœurs de toutes sortes*. Platon défendait aussi une adéquation entre la vie privée d'un homme et la vie civique, c'est-à-dire un homme qui se consacrait *totalelement à la prospérité de la cité et par là atteindre la plénitude de son être*. Platon insistait aussi sur la formation militaire qui conduirait le citoyen, non seulement à défendre la cité en cas d'attaques éventuelles, mais créerait un sentiment d'attachement à un collectif. En peu de mots, il soutenait le concept de citoyen-soldat, attaché à sa cité, à ses lois et à ses traditions, comme modèle de référence⁸². Tout ce que Karl Popper exècre. Nous retrouvons, encore une fois, le « microbe » de Clarence Streit et la confrontation entre le mondialisme d'un côté et la nation de l'autre. Afin de marquer la continuité dans l'œuvre de Popper, George Soros va soutenir l'Esperanto. Une langue construite internationale inventée par Lazare Markovitch Zamenhof au XIX^e siècle et se voulant être un mélange des cultures et avoir un caractère mondial. Cet appui n'est pas dû au hasard, il relève en vérité d'un héritage familial. En effet, son père, Tivadar Soros, avait créé un club espéranto à Irkoutsk, en Sibérie, après s'être évadé d'un camp de prisonniers de

⁸¹ NIPPEL, Wilfried. Du totalitarisme à l'état constitutionnel In : Liberté antique, liberté moderne : Les fondements de la démocratie de l'Antiquité à nos jours [en ligne]. Toulouse : Presses universitaires du Midi, 2010 (généré le 12 septembre 2023). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/pumi/11863>. ISBN : 9782810708659. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pumi.11863>.

⁸² TÊTE Marguerite. Le Totalitarisme de Platon. In: Bulletin de l'Association Guillaume Budé, n°2, juin 1954. pp. 46-59. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : https://www.persee.fr/doc/bude_0004-5527_1954_num_1_2_4605

guerre pendant la Guerre civile russe. Il retourna après en Hongrie où il écrivit un roman et un mémoire dans cette langue globale⁸³. Aujourd'hui, le nombre de locuteurs parlant l'Esperanto est estimé aux alentours d'1,6 million et ces locuteurs sont éparpillés dans 120 pays⁸⁴.

Autre constance dans l'idéal de son mentor sur la société ouverte, George Soros, toujours à travers les Open Society Foundations, va appuyer des structures en faveur de l'accueil massive des migrants et des réfugiés en Europe. Nous pouvons désigner le cas du réseau paneuropéen *United for Intercultural Action* (Unis pour l'action interculturelle), une organisation orientée politiquement très à gauche, voire à l'extrême gauche, dont le crédo est la lutte *contre le nationalisme, le racisme, le fascisme et en faveur des migrants, des réfugiés et des minorités*⁸⁵. L'organisation *United* revendique être soutenue par plus de 550 organisations de tous les pays européens et d'agir également comme lobby auprès des institutions de l'Union européenne. Nous avons ici un exemple manifeste d'une alliance concomitante entre un membre de « l'hyper classe mondiale » et une mouvance d'extrême gauche. Bien que cette dernière soit contestataire, voire anarchiste pour certains, elle possède le même logiciel idéologique que les « Davos Men » : internationalisme, cosmopolitisme et antinationalisme. C'est cette union incongrue que Samuel Huntington avait précisément analysée dans son article de 2004,

⁸³ MIKIC David (26/10/2016) « *The Secret Language of George Soros* », The Tablet. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://www.tabletmag.com/sections/arts-letters/articles/secret-language-of-george-soros>

⁸⁴ CORSETTI Renato (13/04/2018) « *Esperanto – not what you thought ?* », British Library. [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://blogs.bl.uk/european/2018/04/esperanto-not-what-you-thought.html>

⁸⁵ United for intercultural action, "About UNITED". [En ligne] Consulté le 12 septembre 2023. URL : <https://unitedfia.org/about-united/>

*Dead Souls : The Denationalization of the American Elite*⁸⁶, et qui se matérialise.

Sur le site internet d'*United*, sont détaillés leurs sponsors. Outre l'appui financier des Open Society Foundations, nous dénombrons : la Commission européenne (Budget général/Socrates/Grundtvig/Jeunesse en action/Erasmus+/DG Emploi Affaires sociales/TACIS IBPP/Programme Europe pour les citoyens) ; le Conseil de l'Europe (Fonds européen pour la jeunesse / Centres européens de la jeunesse) ; OSCE-BIDDH⁸⁷, la Heinrich-Böll-Stiftung, le Conseil œcuménique des Églises, Olof Palmes MinnesFond, Conseil culturel de Suède, le ministère de l'Éducation de Slovénie, Groupe des Verts, Groupe socialiste et Groupe GUE/NGL au Parlement européen, Fondation européenne de la culture, Stiftung West-Östliche Begegnung, Aktionsbündnis Gegen Gewalt, Rechtstextremismus und Fremdenfeindlichkeit Brandenburg, Home Office UK (le ministère de l'Intérieur britannique), le ministère de l'Intérieur des Pays-Bas (le gouvernement de Mark Rutte – membre Bilderberg et World Economic Forum), Département fédéral des Affaires étrangères de Suisse, le programme Matra du ministère néerlandais des Affaires étrangères (gouvernement de Mark Rutte), Instituto Português da Juventude, le Bureau national d'intégration de Suède, le Service Nationale de la Jeunesse Luxembourg, LNU – Conseil norvégien de la jeunesse, Europees Platform Grundtvig, Friedrich Ebert Stiftung, Office fédéral des assurances sociales (Département de la jeunesse) de Suisse, le Bureau suisse de coordination de la jeunesse pour l'Europe, le Service fédéral de lutte contre le racisme (Fonds pour les projets contre le racisme) de Suisse, Migros Kulturprozent (Suisse), la communauté de Madrid (Espagne), le Ministère de la Jeunesse et des Sports d'Azerbaïdjan, Conseil national suédois de la jeunesse, la Fondation Rothschild, Municipalité locale de Budapest (Capitale de

⁸⁶ Revoir le Chapitre 11 sur le World Economic Forum.

⁸⁷ Le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

la Hongrie), Conseil de la jeunesse de Chypre, Fonds humanitaire juif, Foundation Remembrance Responsibility and Future, Minority Rights Group Europe, OSCE – Mission to Skopje, le ministère finlandais de l'Éducation et de la Culture, Province Noord-Brabant, Children and Youth Development Fund Georgia, Final Frontiers Internet, Dijkman Print, the EU-Russia Civil Society Forum, OBEY Clothing ; le Ministère fédéral de la Famille, des Personnes âgées, de la Femme et de la Jeunesse d'Allemagne via son programme "Demokratie leben!" (le gouvernement d'Angela Merkel)⁸⁸.

Dans cette énonciation, l'Union européenne, des fondations privées, des institutions étatiques et des collectivités locales financent un réseau orienté très à gauche, antinational et en faveur de l'arrivée des réfugiés. En tant que citoyens et contribuables, les peuples d'Europe ne devraient-ils pas se poser la question du bienfondé quant à l'utilisation de leur fonds par leurs États respectifs ainsi que par la Commission européenne pour couvrir une organisation potentiellement hostile à leurs intérêts et cela ne mériterait-il pas de faire l'objet d'un débat public ? Pour terminer sur ce sujet, l'un des slogans de la mouvance d'extrême gauche est de n'avoir « Ni Dieu, ni maître ». Dieu peut-être pas, mais des maîtres surement, car comme le déclarait Napoléon : *la main qui donne est au-dessus de celle qui reçoit*⁸⁹. En définitive, c'est celui qui paie qui commande.

Si nous regardons le site internet des Open Society Foundations, le réseau philanthropique de Soros se vante d'apparaître aux yeux du public comme à la fois progressiste, défenseur de la démocratie et vecteur de paix dans le monde⁹⁰. Pourtant, les Society Foundations ont été associées aux « révolutions de couleurs », notamment celle d'Ukraine en s'associant avec la « deuxième CIA », la National

⁸⁸ Voir ANNEXE 73, image 101.

⁸⁹ FIÉVÉE Joseph, *Correspondance et relations avec Bonaparte*, Tome 1^{er} (1802-1804), A. Desrez, France, 1836, page XXXI.

⁹⁰ Open Society Foundations, "Our History". [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://www.opensocietyfoundations.org/who-we-are/our-history>

Endowment for Democracy (NED)⁹¹. Après le vote référendaire de 2016 ayant abouti à la victoire du Brexit, George Soros avait injecté 400 000 livres sterling dans une campagne pour faire annuler le processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Il était question de mener une opération publicitaire à l'échelle nationale dans le but d'espérer obtenir un deuxième référendum qui invaliderait le premier, mais sans que cela aboutisse. Le quotidien britannique *The Telegraph* parla alors de *complot secret pour contrecarrer le Brexit*⁹². Durant la présidence de Donald Trump, Soros a financé des activistes communautaires pour perturber son mandat. Il a appuyé aussi bien le mouvement Black Lives Matter, les mouvements de défense des émigrés comme le National Immigration Forum, les think tanks les plus progressistes comme le Center for American Progress (CAP), les mouvements féministes comme Women's March, les mouvements en faveur de la légalisation des drogues, mais aussi pour la légalisation de « l'industrie des travailleuses du sexe », de l'avortement ou encore les mouvements LGBTQI+ défendant la cause de la pansexualité et les « politiques d'identité de genre »⁹³. Pourtant, l'image du progressiste, bienfaiteur et homme de paix que veut se donner Soros est légèrement écornée au regard de son investissement de 100 millions de dollars dans la

⁹¹ NED, "Ukraine". [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20140831044648/http://www.ned.org/where-we-work/eurasia/ukraine>

⁹² TIMOTHY Nick, McCANN Kate, NEWELL Claire, HEIGHTON Luke (08/02/2018) « *George Soros, the man who 'broke the Bank of England', backing secret plot to thwart Brexit* », *The Telegraph*. [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://www.telegraph.co.uk/politics/2018/02/07/george-soros-man-broke-bank-england-backing-secret-plot-thwart/>

⁹³ HAGELIN Rebecca (19/02/2018) « *George Soros funds movements to disrupt communities* », Associated Press. [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://apnews.com/article/entertainment-religion-race-and-ethnicity-george-soros-black-lives-matter-3a8b5ed85cb845960e7388e2ea4ec4e5>

société d'armement du Groupe Carlyle⁹⁴. Rappelons que les Open Society Foundations sont l'un des principaux bailleurs de fonds des think tanks néoconservateurs américains les plus va-t-en-guerre, en plus d'être l'un des donateurs du World Federalist Movement (WFM), qui plaide en faveur d'un gouvernement mondial. Rajoutons qu'en septembre 2021, les Open Society Foundations avaient lancé un appel du G20, pour mobiliser 50 milliards de dollars pour vacciner au moins 40 % de la population de tous les pays à revenu faible et intermédiaire pour lutter contre le Covid-19. L'objectif était de faire vacciner au moins 60% vers la mi-2022⁹⁵. Pour ce faire, les Open Society Foundations avaient collaboré avec entre autres, la Clinton Foundation mais surtout avec l'entreprise... Pfizer. Cela s'inscrivait dans le cadre du Covid Treatment Quick Start Consortium pour faire parvenir les traitements (bien évidemment les vaccins ARN messagers de Pfizer) à ces pays⁹⁶.

En juin 2023, George Soros, à 92 ans, cède l'empire qu'il a bâti à son fils, Alexander Soros⁹⁷. Dans cette passation de pouvoir, l'essentiel des 25 milliards de dollars du Soros Fund Management qui

⁹⁴ DALLECOSTE Pascal, *Qui veut vraiment du Carlyle Group ?*, Laboratoire de Recherche de l'École de Guerre Économique (LAREGE), 2003. [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : https://www.ege.fr/sites/ege.fr/files/fichiers/carlyle_group.pdf

⁹⁵ Open Society Foundations (03/09/2021) « *The Open Society Foundations Call on G20 to Mobilize \$50 Billion to Vaccinate the World* ». [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://www.opensocietyfoundations.org/newsroom/the-open-society-foundations-call-on-g20-to-mobilize-50-billion-to-vaccinate-the-world>

⁹⁶ Margocis Center for Health Policy – Duke (07/09/2022) « *The COVID Treatment Quick Start Consortium* ». [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://healthpolicy.duke.edu/news/covid-treatment-quick-start-consortium>

⁹⁷ AFP (12/06/2023) « *George Soros cède son empire à son fils Alexander, farouche opposant de Donald Trump* », La Tribune. [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/economie/international/george-soros-cede-son-empire-a-son-fils-alexander-farouche-opposant-de-donald-trump-965543.html>

gère sa fortune ira alimenter les Open Society Foundations dans les années à venir. Parmi les nouvelles directives que l'héritier a entreprises, l'une a été de réduire drastiquement les activités des Open Society Foundations dans l'Union européenne pour concentrer ses activités aux États-Unis⁹⁸. L'approche de la campagne présidentielle de 2024 et la candidature de Donald Trump ne sont pas innocentes à ce changement de cap. Rappelons que les Open Society Foundations sont aussi associés au World Economic Forum et figurent sur la liste des partenaires stratégiques⁹⁹.

- **Bill Gates, Microsoft et la Bill & Melinda Gates Foundation.**

La fondation Bill & Melinda Gates a été créée en 2000 par le couple Gates du même nom. Bill Gates est le cofondateur et ancien PDG de la multinationale informatique Microsoft, évaluée en 2023 à 111,6 milliards de dollars¹⁰⁰. Selon *Forbes*, toujours en 2023, Bill Gates aurait une fortune personnelle estimée à 111,9 milliards de dollars, soit la 7^e fortune du monde¹⁰¹. En 1975, ce Rockefeller de

⁹⁸ CHASTAND Jean-Baptiste (11/09/2023) « *La fondation Soros réduit drastiquement ses activités dans l'UE, suscitant l'inquiétude en Hongrie* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/11/la-fondation-soros-reduit-drastiquement-ses-activites-dans-l-ue-suscitant-l-inquietude-en-hongrie_6188915_3210.html

⁹⁹ World Economic Forum, "Open Society Foundations". [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/organizations/open-society-institute>

¹⁰⁰ REDMOND Tony (27/06/2023) « *Microsoft Cloud Hits \$111.6 Billion Annual Revenue* », Microsoft. [En ligne] Consulté le 13 septembre 2023. URL : <https://techcommunity.microsoft.com/t5/microsoft-365-admin-center/microsoft-cloud-hits-111-6-billion-annual-revenue/mp/3885351>

¹⁰¹ Forbes (14/09/2023), « *Bill Gates* ». [En ligne] Consulté le 14 septembre 2023. URL : <https://www.forbes.com/profile/bill-gates/?sh=34852955689f>

l'informatique crée, avec son ami Paul Allen, l'entreprise qui va le faire connaître. Très vite, Microsoft devient un leader dans la fabrication de logiciels grâce au système d'exploitation Windows. Seulement voilà, vers la fin des années 1990, l'entreprise Microsoft sera traînée devant la justice américaine et accusée d'avoir violé la loi anti-trust (situation de monopole)¹⁰². Microsoft contrôlait en effet 90% du marché mondial des systèmes d'exploitation, le tout en ayant usé des méthodes licencieuses avec notamment l'utilisation du chantage sur ses concurrents et ses partenaires commerciaux pour asseoir son monopole. Pour comprendre la situation, Windows voyait mal l'apparition des logiciels de navigation concurrents au sien, comme Netscape. Ce dernier allait particulièrement menacer les positions de Windows. Microsoft a donc contre-attaqué en développant le logiciel Explorer, lequel a été offert « gracieusement » aux détenteurs de Windows 95 pour s'imposer sur le marché. Cette manœuvre pouvait être assimilée à un « abus de position dominante ». De plus, Microsoft aurait fait pression sur ses partenaires pour qu'ils privilégient Explorer au détriment de Netscape, « lequel détenait 70% du marché ». Microsoft aurait même tenté d'établir un *gentleman's agreement* avec Netscape en lui *offrant le marché des serveurs en échange de celui des navigateurs*. Un accord s'exerçant en fait sous la pression de Microsoft. Ce *coup de force* a permis à Microsoft d'atteindre la position dominante convoitée. Cependant, comme pour le monopole de John D. Rockefeller sur le pétrole, le gouvernement américain s'en est mêlé, ainsi qu'une vingtaine d'États américains. Ils décidèrent d'intenter un procès à Microsoft pour violation de la loi anti-trust dans le but de rétablir la concurrence¹⁰³. Le procès débute en 1998 et le juge Thomas Penfield

¹⁰² Antitrust Division – U.S. Department of Justice, « *U.S. V. Microsoft: Court's Findings Of Fact* ». [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://www.justice.gov/atr/us-v-microsoft-courts-findings-fact>

¹⁰³ GROSJEAN Pierre (22/10/1998) « *Les trois paradoxes qui font du procès Microsoft un splendide cas d'école* », Le Temps. [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://www.letemps.ch/economie/cyber/trois-paradoxes-proces-microsoft-un-splendide-cas-decole>

Jackson rend ses conclusions en 2000 où il a estimé que Microsoft avait bien violé le *Sherman Antitrust Act* de 1890¹⁰⁴, la loi antitrust qui avait justement été votée à l'époque pour contrer les monopoles tels que celui de la Standard Oil de Rockefeller. Le tribunal avait réclamé le démantèlement de l'entreprise. Bill Gates fera appel de la décision et en 2001, un deuxième jugement rejette le démantèlement mais pas l'abus de position monopolistique¹⁰⁵. Finalement, Microsoft a conclu un accord avec le Département de la Justice américaine qui sera validé en 2002¹⁰⁶. La société échappe à la dislocation, mais est désormais sous surveillance. En février 2000, au même moment où la procédure judiciaire se déroulait, la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère français de la Défense venait de sortir un rapport concernant les liens tacites entre Microsoft et les services de renseignement américains. Le rapport pointe les soupçons sur *l'existence de programmes espions* dans les produits vendus par Microsoft pour permettre à la NSA d'espionner ses utilisateurs. Le rapport indiquait que la création de Microsoft *a été largement encouragée entre autres financièrement par la NSA, et qu'IBM s'est vu imposer le MS-DOS (Microsoft disk operating system, NDLR) comme système d'exploitation par la même*

¹⁰⁴ KAUFFMANN Sylvie (05/04/2000) « Microsoft est jugé coupable du viol de la législation américaine antitrust », Le Monde. [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/archives/article/2000/04/05/microsoft-est-juge-coupable-du-viol-de-la-legislation-americaine-antitrust_3680241_1819218.html

¹⁰⁵ KAUFFMANN Sylvie (30/06/2001) « Microsoft échappe au démantèlement, mais pas à l'abus de position monopolistique », Le Monde. [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/archives/article/2001/06/30/microsoft-echappe-au-demantement-mais-pas-a-l-abus-de-position-monopolistique_4197431_1819218.html

¹⁰⁶ ZDNet (24/03/2004) « Affaire Microsoft: plus de dix ans de procédures aux États-Unis et en Europe ». [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://www.zdnet.fr/actualites/affaire-microsoft-plus-de-dix-ans-de-procedures-aux-tats-unis-et-en-europe-39146527.htm>

administration. Il avançait pour preuve que Microsoft avait comme premier client mondial le Pentagone¹⁰⁷. Il est donc probable qu'un démantèlement de Microsoft n'aurait pas arrangé certains pontes à Washington qui voyait à travers cette société un outil de renseignement à l'échelle mondiale.

C'est dans ce contexte tumultueux que Bill Gates lance avec sa femme sa fondation. Le fondateur de Microsoft se donne une nouvelle image, celui du philanthrope soucieux de la cause environnementale, de la lutte contre la pauvreté dans le monde et surtout de la santé de l'humanité. Mais avant tout pour effacer cette réputation de chef d'entreprise aux pratiques monopolistiques peu vertueuses et que Microsoft soit associée aux services de renseignement américains. Il copie ainsi ses prédécesseurs Andrew Carnegie, John D. Rockefeller, Henry Ford et George Soros. L'organisation philanthropique va investir dans plusieurs domaines dont celui des médias. Nous pouvons citer l'European Journalism Centre (EJC)¹⁰⁸, une organisation chargée de former les futurs journalistes et de *soutenir, renforcer et développer le journalisme et les médias au Conseil de l'Europe*¹⁰⁹. Le Centre est subventionné, en outre par la Fondation Bill & Melinda Gates, par le ministère néerlandais des Affaires étrangères (le gouvernement de Mark Rutte), Google New Initiative, Meta Journalism Project (Facebook), YouTube, Jacobs Foundation, la Commission européenne, les Open Society Foundations, ou encore *Project Syndicate*¹¹⁰. *Project Syndicate* est une organisation médiatique internationale produisant et diffusant des commentaires

¹⁰⁷ Les Échos (21/02/2000) « *Un rapport fait état de liens entre Microsoft et les services de renseignements américains* ». [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/2000/02/un-rapport-fait-etat-de-liens-entre-microsoft-et-les-services-de-renseignements-americains-738096>

¹⁰⁸ En français, Centre européen du journalisme.

¹⁰⁹ European Journalism Centre, "About". [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://ejc.net/about>

¹¹⁰ European Journalism Centre, "For funders". [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://ejc.net/for-funders>

d'actualité. Elle travaille avec 508 médias dans 156 pays au monde. L'organisation est financée encore une fois par la fondation Bill & Melinda Gates, de même que la Fondation Européenne pour le Climat, la Friedrich-Ebert-Stiftung, la Banque mondiale, la Banque Postale, la Google Digital News Initiative et les Open Society Foundations¹¹¹.

La fondation a également financé plusieurs grands médias de masse durant la période du Covid-19. Il serait question de plusieurs centaines de millions de dollars de dons pour financer des projets médiatiques. Parmi les bénéficiaires, nous avons les médias américains comme CNN, NBC, NPR, *The Atlantic*, ou encore PBS. Les médias britanniques comme *The Financial Times* et *The Daily Telegraph*. Entre avril 2020 et avril 2021, *The Guardian* a reçu quant à lui une donation à hauteur de 9 millions de dollars¹¹². Les médias français comme *Le Monde* ayant perçu près de 4 millions de dollars depuis 2014, dont 2 126 790 \$ rien que pour l'année 2019, année de l'apparition du Covid. Une subvention accordée dans le cadre de la *sensibilisation et l'analyse du public à la santé mondiale et au développement*. Une nouvelle subvention de 2 123 071 \$ a été accordée en 2022 pour le même engagement. Le média allemand *Der Spiegel* a touché en 2021 la somme de 2 900 000 \$, toujours pour la même sensibilisation sur la santé mondiale. Idem pour le quotidien espagnol *El País* qui a bénéficié d'une aide de 1 205 016 \$ en 2022¹¹³.

¹¹¹ Project Syndicate, "About". [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://www.project-syndicate.org/about>

¹¹² SCIRE Sarah (14/04/2021) « *Philanthropic support is a small but growing revenue stream for The Guardian, reaching a record-breaking \$9M last year* », NiemanLab. [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://www.niemanlab.org/2021/04/philanthropic-support-is-a-small-but-growing-revenue-stream-for-the-guardian-reaching-a-record-breaking-9m-last-year/>

¹¹³ Bill & Melinda Gates Foundation, "Committed grants". [En ligne] Consulté le 15 septembre 2023. URL : <https://www.gatesfoundation.org/about/committed->

La fondation Bill & Melinda Gates s'est investie naturellement dans le domaine de la santé. Comme nous l'avons dit précédemment, elle est devenue en 2020/2021, le deuxième contributeur de l'OMS. Parallèlement, la fondation philanthropique est le partenaire et fondateur de l'ONG Gavi, The Vaccin Alliance ayant encouragé à la *vaccination systématique* - notamment par les vaccins ARN messagers – en collaboration avec l'OMS¹¹⁴. La fondation des Gates avait déboursé 4,1 milliards de dollars jusqu'à présent et compte déboursier 1,6 milliard de dollars supplémentaire durant la période 2021-2025¹¹⁵. De même, elle a contribué à coup de millions de dollars la CDC Foundation¹¹⁶, une organisation à but non lucrative créée à la base par le Congrès des États-Unis¹¹⁷ dans le but d'appuyer les actions de l'organisme gouvernemental Centers for Disease Control and Prevention (CDC) qui incitait, là aussi, à la vaccination aux moyens de l'ARN messenger¹¹⁸. Autre organisation gouvernementale à laquelle la fondation Gates a investi : la National Institutes of Health (NIH)¹¹⁹, l'une des principales agences américaines de

[grants?q=LE%20MONDE#q/k=le%20monde&program=Global%20Policy%20%26%20Advocacy](https://www.gatesfoundation.org/about/committed-grants?q=LE%20MONDE#q/k=le%20monde&program=Global%20Policy%20%26%20Advocacy)

¹¹⁴ Gavi, "Covid-19". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.gavi.org/fr/covid19>

¹¹⁵ Gavi, "The Bill & Melinda Gates Foundation". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.gavi.org/investing-gavi/funding/donor-profiles/bill-melinda-gates-foundation>

¹¹⁶ Bill & Melinda Gates Foundation, "Committed grants – CDC Foundation". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.gatesfoundation.org/about/committed-grants?page=3&q=CDC%20Foundation>

¹¹⁷ CDC Foundation, "Our Story". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.cdcfoundation.org/our-story>

¹¹⁸ CDC, « *Getting Your COVID-19 Vaccine* ». [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/vaccines/expect.html>

¹¹⁹ MATTIEWS Kristin R.W. (2008) « The grand impact of the Gates Foundation. Sixty billion dollars and one famous person can affect the spending and research focus of public agencies », National Library of

recherche médicale et de santé publique qui avait comme directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID)¹²⁰, un certain Anthony S. Fauci¹²¹. Il est membre du CFR et a été nommé conseiller médical en chef du président Joe Biden en 2021 pour gérer la pandémie de Covid-19. Fauci avait vivement recommandé d'utiliser les vaccins Pfizer/BioNTech et Moderna qu'il qualifiait d'*hautement efficaces* et *fiables* tout en rajoutant que ces vaccins n'avaient pas été bâclés¹²². Or en France, l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) a recensé depuis le début de la vaccination 124 647 cas d'effets indésirables avec le vaccin BioNTech-Pfizer, 33 115 cas pour le Moderna¹²³. En dernier lieu, le gouvernement français a retiré certains vaccins ARN messagers comme le Moderna, qui a été interdit aux moins de 30 ans. Il a été calculé pour l'Hexagone, 150 millions d'injections, avec un total de 190 000 effets secondaires, dont 25% de cas graves, ayant provoqué parfois des dégâts irréversibles, voire

Medecine. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC2373372/>

¹²⁰ En anglais, National Institute of Allergy and Infectious Diseases, NIAID. Soit l'une des 27 structures qui compose le NIH.

¹²¹ National Institute of Allergy and Infectious Diseases, « *Anthony S. Fauci, M.D., Former NIAID Director* ». [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.niaid.nih.gov/about/director>

¹²² F.R., AFP (20/11/2020) « *ÉTATS-UNIS : LE DR ANTHONY FAUCI ASSURE QUE LES VACCINS ANTI-COVID N'ONT PAS ÉTÉ BÂCLÉS* », BFM TV. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/sante/etats-unis-l-immunologue-anthony-fauci-assure-que-les-vaccins-anti-covid-n-ont-pas-ete-bacles_AD-202011200071.html

¹²³ ANSM (25/01/2023) « *Point de situation sur la surveillance des vaccins contre le Covid-19 – Période du 22/12/2022 au 19/01/2023* ». [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://ansm.sante.fr/actualites/point-de-situation-sur-la-surveillance-des-vaccins-contre-la-covid-19-periode-du-22-12-2022-au-19-01-2023>

la mort¹²⁴. Fauci finira par démissionner de ses deux postes que sont celui de directeur au NIH et de conseiller médical en chef du président à la fin décembre 2022¹²⁵. Au cours de la pandémie, l'Union européenne commanda initialement plusieurs centaines de millions de doses de vaccins ARN messagers qui ont été évalués à 10 milliards d'euros¹²⁶. Un chiffre qui grimpa en flèche pour atteindre 2,6 milliards de doses, puis en 2021, une commande supplémentaire d'1,8 milliard de doses de deuxième génération, portant le total à 4,4 milliards de doses¹²⁷. Entre-temps, les laboratoires pharmaceutiques avaient augmenté leur prix de vente. Pour Pfizer, la dose de vaccin passait en 2022, de 110 à 130 \$ (112 à 132 €)¹²⁸. Le coût faramineux

¹²⁴ @CNEWS (CNEWS) « Guillaume Bigot : « On a une vision claire des effets secondaires du vaccin en France. 150 millions d'injections, 190 000 effets secondaires. Beaucoup de ces effets secondaires graves sont réversibles, mais malheureusement certains effets sont irrémédiables » dans #Facealinfo ». Twitter, 15/02/2023, 7h26 PM. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://twitter.com/CNEWS/status/1625924613136842762>

¹²⁵ BBC News (22/08/2022) « *Dr Anthony Fauci to step down from government in December* ». [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-62637432>

¹²⁶ GUARASCIO Francesco (20/11/2020) « *L'UE pourrait payer plus de 10 milliards d'euros pour les vaccins Pfizer et CureVac* », Reuters. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.reuters.com/article/sante-coronavirus-union-pfizer-idFRKBN2800NW>

¹²⁷ TF1 Info (09/04/2021) « *L'Union européenne veut commander 1,8 milliard de doses de vaccins de 2e génération* ». [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : https://www.tf1info.fr/sante/l-union-europeenne-veut-commander-1-8-milliard-de-doses-de-vaccins-anti-covid-de-2e-generation-2183117.html?fbclid=IwAR3wb9uCTmUG-bh6sbERKx6Soj2zOmTJpYnKbBJlal_8fj6Hnby-LC22Qz4

¹²⁸ DA SOIS Julien (23/10/2022) « Covid-19 : Pfizer critiqué après avoir annoncé une forte hausse du prix de son vaccin aux États-Unis », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/societes/covid-19-pfizer-critique-apres-annonce-une-forte-hausse-du-prix-de-son-vaccin-aux-etats-unis-20221023>

de ces contrats avec les laboratoires pharmaceutiques s'élevant à plusieurs dizaines de milliards d'euros au frais des contribuables européens, réalisés dans l'opacité complète et sur soupçons de corruption, a conduit la présidente de la Commission européenne, Ursula van der Layen, à faire l'objet d'une plainte au pénal en Belgique pour *usurpation de fonctions et de titre, destruction de documents publics* (effacement de ses échanges SMS avec Pfizer) et *prise illégale d'intérêts et corruption*¹²⁹.

Bill Gates s'intéresse également à l'identité numérique. L'entreprise Microsoft a investi dans l'ONG ID2020 charger de promouvoir la transformation numérique en travaillant sur une « identification numérique », ainsi qu'un « portefeuille numérique » à chaque citoyen, notamment dans les pays les plus pauvres¹³⁰. Dans le répertoire des partenaires de cette organisation, nous retrouvons donc Microsoft, mais aussi la Rockefeller Foundation, Accenture et Gavi, The Vaccin Alliance¹³¹. La raison de cet engouement était qu'après un rapport de 2018 du McKinsey Global Institute, l'identification à l'ère du numérique allait devenir un marché prometteur, particulièrement celui des données personnelles et dans la facilitation des interactions entre individus et institutions. Ce rapport a été réalisé en collaboration avec la Banque mondiale, Omidyar Network, la Bill & Melinda Gates Foundation, les Open Society Foundations, la Rockefeller Foundation, et ID2020¹³². Pour illustrer le propos, durant la

¹²⁹ THIERS Victor de (14/04/2023) « SMS entre Ursula von der Leyen et Pfizer : une plainte pénale déposée en Belgique », RTBF. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.rtb.be/article/sms-entre-ursula-von-der-leyen-et-pfizer-une-plainte-penale-deposee-en-belgique-11182870>

¹³⁰ ID2020. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://id2020.org/>

¹³¹ ID2020, "Alliance". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230310053603/https://id2020.org/alliance>

¹³² McKinsey Global Institute, « *Identication in a digital age* ». [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL :

période de Covid-19, vers début janvier 2021, ce fut une coalition d'entreprises composée d'Oracle, de Salesforce et de Microsoft qui avait élaboré la création du passeport sanitaire et appliqué quelques mois plus tard dans différentes parties du monde¹³³. Cette coalition en faveur de la création d'un passeport sanitaire s'appelait Vaccination Credential Initiative (VCI). Elle regroupe aujourd'hui des firmes comme Google et Apple, mais aussi les États américains de New York, de Californie et du Colorado. Soit les États contrôlés par le parti démocrate¹³⁴. Autre élément, la Fondation Bill & Melinda Gates finance, avec Omidyar Network, la société indienne MOSIP visant à *développer des systèmes d'identification fondamentaux polyvalents* pour les Indiens. MOSIP précise qu'il s'agira d'un *système d'identité numérique unique, universel et progressif*¹³⁵. Au sein de son conseil consultatif, nous avons Adam Cooper, l'architecte en chef d'ID2020¹³⁶. Il est aussi à souligner que peu de temps avant l'apparition du Covid-19, la fondation Bill & Melinda Gates avait financé un projet du Massachusetts Institute of Technology (MIT) visant à créer un carnet de vaccination injecté sous la peau. Il s'agissait de mettre un marquage et une vaccination sous-cutané

<https://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Business%20Functions/McKinsey%20Digital/Our%20Insights/Infographic%20What%20is%20good%20digital%20ID/MGI-Digital-ID-infographic-vF.ashx>

¹³³ S.B.-E., AFP (15/01/2021) « *DES ORGANISATIONS AMÉRICAINES, DONT MICROSOFT ET ORACLE, TRAVAILLENT SUR UN PASSEPORT DE VACCINATION* », BFM TV. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/international/amerique-nord/etats-unis/des-organisations-americales-dont-microsoft-et-oracle-travaillent-sur-un-passeport-de-vaccination_AD-202101150137.html

¹³⁴ VCI, "The VCI™ Charter". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://vci.org/about>

¹³⁵ MOSIP, "About". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.mosip.io/about.php>

¹³⁶ MOSIP, "Governance". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.mosip.io/governance.php>

encapsulés dans des nanoparticules. Ce projet a été testé au Kenya et au Malawi en décembre 2019¹³⁷. Une expérience similaire sera copiée en Suède où l'entreprise DSruptive Subdermals développa une micro-puce, de la taille d'un grain de riz, capable de porter le passeport sanitaire de ses utilisateurs directement sous la peau de leur main¹³⁸. Ensuite, comme nous l'avons dit pour Bill Gates avec BioNTech, Microsoft entretient également des liens avec les laboratoires pharmaceutiques, dont AstraZeneca, dans le développement de l'intelligence artificielle (IA)¹³⁹. Ces liens peuvent s'étendre jusqu'à la Commission européenne. En juin 2023, un scandale éclate autour de la nomination de Fiona Scott Morton au poste d'économiste en chef à la direction générale de la concurrence de la Commission européenne. La raison était, outre sa nationalité américaine, qu'elle avait des liens étroits avec les GAFAM en ayant été consultante pour Apple, Amazon, **Pfizer** et **Microsoft**. En juillet 2023, devant la « controverse » suscitée par cette nomination par Ursula von der Leyen, Fiona Morton finira par démissionner¹⁴⁰. Dernier point,

¹³⁷ AFP (19/12/2019) « *Le Kenya et le Malawi, zones test pour un carnet de vaccination injecté sous la peau* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/12/19/le-kenya-et-le-malawi-zones-test-pour-un-carnet-de-vaccination-injecte-sous-la-peau_6023461_3212.html

¹³⁸ TF1 Info (22/12/2021) « *VIDÉO - Covid-19 : le pass sanitaire implanté sous la peau grâce à une micro-puce expérimenté en Suède* ». [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.tf1info.fr/international/video-covid-19-coronavirus-pandemie-epidemie-controle-le-pass-sanitaire-implante-sous-la-peau-grace-a-une-micro-puce-experimente-en-suede-2205186.html>

¹³⁹ DUCRUET Catherine (05/09/2019) « *Santé : AstraZeneca et Microsoft veulent séduire les start-up de l'intelligence artificielle* », Les Échos. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/industrie-services/pharmacie-sante/sante-astrazeneca-et-microsoft-veulent-seduire-les-start-up-de-lintelligence-artificielle-1129334>

¹⁴⁰ CHALUP Anne-Laure de (19/07/2023) « *L'ancienne consultante de Microsoft, Apple, Amazon ou Pfizer renonce à son poste à la direction de la concurrence de la Commission européenne* », La Dépêche. [En

la société Microsoft a été citée par l'ONG Oxfam pour avoir planqué 108 milliards de dollars pour échapper au fisc¹⁴¹. Microsoft fait partie des partenaires stratégiques du World Economic Forum et dont Bill Gates est un invité de marque¹⁴². Aujourd'hui, la fondation de Monsieur Gates est la deuxième association caritative la plus importante au monde avec 55,1 milliards de dollars¹⁴³.

LES U.S. FOUNDATIONS

Outre les grandes fondations privées, d'autres structures jouent à la fois le rôle de réseaux, mais davantage celui de vivier pour recruter, dans les différents pays où elles opèrent, les futurs leaders à l'esprit atlantiste, voire mondialiste, qui pourront être placés à des postes clés de gouvernance et servant l'agenda de Washington. Les U.S. Foundations en sont les modèles typiques.

- **La U.S.-Ukraine Foundation.**

ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.ladepeche.fr/2023/07/19/lancienne-consultante-de-microsoft-apple-amazon-ou-pfizer-renonce-a-son-poste-a-la-direction-de-la-concurrence-de-la-commission-europeenne-11350588.php>

¹⁴¹ AFP (15/04/2016) « *Apple, Microsoft, Pfizer et GE ont mis 500 milliards à l'abri du fisc* », Capital. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.capital.fr/entreprises-marches/apple-microsoft-pfizer-et-ge-ont-mis-500-milliards-a-l-abri-du-fisc-1118718>

¹⁴² World Economic Forum, "Microsoft Corporation". [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.weforum.org/organizations/microsoft-corporation>

¹⁴³ BOSE Pallabi (11/08/2022) « *10 des plus grandes fondations philanthropiques au monde* », Lifestyle Asia. [En ligne] Consulté le 16 septembre 2023. URL : <https://www.lifestyleasia.com/ind/living/largest-philanthropic-foundations-in-the-world/>

Dans l'ouvrage, nous avons relevé le cas de l'opposant ukrainien Vitali Klitschko, devenu l'un des leaders de l'Euromaidan et maire de Kiev, passé auparavant par la U.S.-Ukraine Foundation¹⁴⁴. Cette structure a été cofondée et est dirigée par Nadia K. McConnell. Ancienne directrice des relations avec le Congrès à la Federal Emergency Management Administration (FEMA) et ancienne administratrice adjointe de la NASA pour les affaires du Congrès dans l'administration Reagan¹⁴⁵. En 2017, elle avait participé à une table ronde sur « l'influence russe en Ukraine » organisée par le think tank Atlantic Council¹⁴⁶. Actuellement, nous relevons au sein du conseil d'administration de la fondation, Temuri Yakobashvili¹⁴⁷. Le président du conseil d'administration de la « Fondation géorgienne pour la stratégie et les études internationales » (GFSIS) ou Rondeli Foundation, aujourd'hui partisan de la « décolonisation de Russie »¹⁴⁸. Autre personnalité que nous retrouvons dans les instances dirigeantes de la U.S.-Ukraine Foundation, une certaine Paula Dobriansky, figure du Project for the New American Century (PNAC) et maintenant du Center for a New American Security (CNAS)¹⁴⁹.

¹⁴⁴ Revoir le chapitre 1.

¹⁴⁵ U.S.-Ukraine Foundation, "Nadia K. McConnell". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://usukraine.org/officers/nadia-k-mcconnell>

¹⁴⁶ C-Span (2017), "Nadia K. McConnell". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : [https://www.c-span.org/search/?searchtype=Videos&personid\[\]=106946&sdate=2017-01-01&edate=2017-12-31&sort=Most+Recent+Event](https://www.c-span.org/search/?searchtype=Videos&personid[]=106946&sdate=2017-01-01&edate=2017-12-31&sort=Most+Recent+Event)

¹⁴⁷ U.S.-Ukraine Foundation, "BOARD OF DIRECTORS". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20190608225637/https://www.usukraine.org/board-of-directors/>

¹⁴⁸ Revoir les chapitres 7 (Une Géorgienne sortie des Roses) et 9 (Jamestown Foundation).

¹⁴⁹ U.S.-Ukraine Foundation, *2018 Annual Report*. [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL :

L'une des plus importantes bienfaitrices de la fondation, entre 100 000 et 500 000 \$ selon les années, est Irene K. Joseph, la cofondatrice la société de biotechnologie Cygnus Technologies¹⁵⁰. Dans l'historique des donateurs nous avons The Heritage Foundation (2018), Open Society Foundations (2016), Self Reliance (NY) Federal Credit Union (2015), ExxonMobil (2014), Monsanto Company (2013), The Coca-Cola Company (2013), System Capital Management (2013), l'USAID (2003-2007).

- **La U.S.-Russia Foundation (USRF).**

Fondée en 2008, la U.S.-Russia Foundation soutient les éléments constitutifs de la démocratie en Russie, notamment l'État de droit, la liberté d'information et la libre entreprise. Elle est héritière du Fonds d'investissement américain en Russie (TUSRIF) de 329 millions de dollars créé par le gouvernement américain. La fondation travaille en partenariat avec le gouvernement américain via l'USAID¹⁵¹. Dans les chapitres précédents, il a été démontré que l'USRF était l'un des bailleurs de fonds du think tank atlantiste European Leadership Network. Rappelons que le PDG de l'USRF était en 2022, Matthew Rojansky, un ancien directeur du Kennan Institute ayant participé à la Conférence d'Herzliya. Mais ce n'est pas tout, il a été directeur adjoint du programme Russie et Eurasie au Carnegie Endowment for International Peace (CEIP). Auparavant, il était

<https://web.archive.org/web/20191123024725/https://www.usukraine.org/wp-content/uploads/2019/06/FY18-Annual-Report.pdf>

¹⁵⁰ USUF (17/08/2018) « *New initiatives at the U.S.-Ukraine Foundation* », The Ukrainian Weekly. [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20180817170803/https://www.ukrweekly.com/uwwp/new-initiatives-at-the-u-s-ukraine-foundation/>

¹⁵¹ U.S. Russia Foundation, "About". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://www.usrf.us/about-usrf>

stationné à l'ambassade des États-Unis à Kiev, en Ukraine, et chercheur invité à la Division de recherche du Collège de défense de l'OTAN¹⁵². Matthiew Rojansky est actuellement expert pour l'Eurasia Foundation qui travaille en partenariat avec l'USAID. L'actuel conseil d'administration de l'USRF est présidé par John R. Beyrle, l'ancien ambassadeur américain en Russie (2008-2012)¹⁵³.

Depuis 2015, elle fait partie des ONG étrangères jugées « indésirables » par la Fédération de Russie¹⁵⁴.

- **La French-American Foundation (FAF).**

Créée en 1975 à l'initiative de l'ambassadeur américain et membre du CFR, James G. Lowenstein¹⁵⁵, avec James Chace rédacteur en chef du *Foreign Affairs*, et l'historien Nicholas Wahl¹⁵⁶. Le 18 mai 1976, c'est lors d'un dîner d'État entre le président Valéry

¹⁵² U.S. Russia Foundation (10/01/2022) « *Matthew Rojansky Appointed President and CEO of USRF* ». [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20220121120434/https://www.usrf.us/matthew-rojansky-appointed-president-and-ceo-of-usrf/>

¹⁵³ U.S. Russia Foundation, "John R. Beyrle". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://www.usrf.us/john-r-beyrle>

¹⁵⁴ HARTOG Eva (29/12/2015) « Unwanted and Shunned: Russia Cracks Whip on Foreign NGOs » The Moscow Times. [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://www.themoscow-times.com/2015/12/29/unwanted-and-shunned-russia-cracks-whip-on-foreign-ngos-a51332>

¹⁵⁵ French-American Foundation, "Mission". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20190105200854/https://frenchamerican.org/about/mission/>

¹⁵⁶ French-American Foundation (09/01/2023) « *In Memoriam: The Honorable James G. Lowenstein* ». [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://frenchamerican.org/the-honorable-james-g-lowenstein-1927-2023/>

Giscard d'Estaing et le président américain Gerald Ford à l'occasion des célébrations du bicentenaire de la Déclaration d'indépendance, qu'est actée la création de la fondation. Deux sièges sont créés, l'un à Paris, un autre à New York. La branche sœur américaine fut mise en place par John Negroponte. Il en était le président de 1997 à 2001 avant d'intégrer l'administration de George W. Bush en devenant ambassadeur aux Nations-Unies où il a défendu l'intervention militaire en Irak, avant de devenir le 1^{er} directeur du renseignement national (DNI)¹⁵⁷. En 1981, la FAF mettra en place le programme phare des « Young Leaders » visant à *bâtir des relations durables entre jeunes personnalités françaises et américaines et appelées à de hautes fonctions dans leurs pays respectifs*¹⁵⁸. Les Young Leaders (YL) sont issus des milieux aussi bien politique, journalistique, que du monde des affaires.

a) Les Young Leaders :

Du côté américain nous avons le général Wesley K. Clark (YL 1983), Hillary Clinton (YL 1983), Bill Clinton (YL 1984), Robert Zoellick (YL 1994), Antony Blinken – CFR, Trilatérale, secrétaire d'État sous l'administration Biden (YL 1998), Ian Brzezinski - le fils de Zbigniew Brzezinski et membre de la *task force* de l'U.S.-Ukraine Foundation et senior fellow du Atlantic Council (YL 2001).

Du côté français nous pouvons citer la liste partielle suivante :

François Henrot, banquier d'affaire chez Rothschild & Cie, il a été le bras droit de David de Rothschild (YL 1981) - Alain Juppé , Premier ministre sous le président Jacques Chirac et ministre sous le président Nicolas Sarkozy (YL 1981) - François Léotard, ministre

¹⁵⁷ DORMANN Benjamin, Ils ont acheté la presse – Pour comprendre enfin pourquoi elle se tait, étouffe ou encense, éditions Jean Picollec, Paris, 2012, pages 229-232.

¹⁵⁸ French-American Foundation, "Qui sommes-nous ?". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <http://french-american.org/qui-sommes-nous/>

des Armées dans le gouvernement Balladur et président de l'UDF (YL 1981) - Jean-Marie Colombani, devenu cofondateur et directeur de publication du magazine en ligne Slate.fr (YL 1983) - Christine Ockrent, journaliste, compagne de Bernard Kouchner et participante du groupe Bilderberg (YL 1983) - Jacques Toubon, ministre de la Justice dans le gouvernement Juppé (YL 1983) - Henri de Castries - le président du Groupe Bilderberg (YL 1994) - Erik Izraelewicz, directeur des rédactions de *La Tribune* (YL 1994) - Laurent Joffrin, ancien directeur de la rédaction et de la publication de *Libération* et qui a lancé récemment le mouvement politique «Les Engagé.e.s» (YL 1994) - Olivier Nora, PDG de Grasset et Fayard (YL 1995) - François Hollande, devenu président de la République de 2012 à 2017 (YL 1996) - Anne Lauvergeon, présidente d'Orano, anciennement Areva (YL 1996) - Pierre Moscovici, devenu ministre sous le président François Hollande, puis commissaire européen et président de la Cour des comptes (YL 1996) - Denis Olivennes, directeur général du journal *Libération* (YL 1996) - Sylvie Kauffmann, directrice des rédactions *Le Monde* (YL 1998) - Marisol Touraine, devenue ministre sous le président Emmanuel Macron (YL 1998) - Pascal Riché, rédacteur en chef de Rue89 (YL 1999) - Stéphane Boujnah, président du directoire d'Euronext (YL 2000) - David Kessler, devenu directeur de France Culture (YL 2000) - Arnaud Montebourg, ministre sous le président François Hollande (YL 2000) - Nicolas Dupont-Aignan, président du parti Debout la France (YL 2001) - Stéphane Fouks, devenu vice-président du groupe Havas, filiale de Vivendi (YL 2001) - Nicolas Moreau - ancien dirigeant du groupe AXA (YL 2001) - Valérie Pécresse, ministre sous le président Nicolas Sarkozy (YL 2002) - Matthieu Croissandeau, rédacteur en chef de *L'Obs* (YL 2003) - Nicolas Tissot, travaille au sein du conseil d'administration de CLP-OSEG avec l'ancien patron du Mossad Tamir Pardo (YL 2003) - Charlotte Dennery, directrice générale de Cetelem (YL 2004) - Olivier Ferrand, président et fondateur du think tank Terra Nova, ancien député socialiste (YL 2005) - Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre sous le président Nicolas Sarkozy (YL 2005) - Matthieu Pigasse - associé chez Lazard Frère et

actionnaire des groupes *Le Monde* et *Huffington Post* (YL 2005) - Najat Belkacem, ministre sous le président François Hollande (YL 2006) - Frédéric Lemoine, président du directoire du groupe Wendel (YL 2006) - Laurent Wauquiez, ministre sous le président Nicolas Sarkozy (YL 2006) - Justin Vaisse, historien français et ancien expert au think tank Brookings Institution (YL 2007) - Stéphane Israël, PDG d'Arianespace, ancien directeur de cabinet du ministre Montebourg (YL 2011) - Fleur Pellerin, ministre sous le président Hollande (YL 2012) - Julien Aubert, ancien député Les Républicains (YL 2013) - Jérôme Chapuis, ancien rédacteur adjoint d'RTL et directeur de la rédaction de *La Croix* (YL 2013) - Benoît Claveranne, directeur général d'AXA (YL 2013) - Philippe Naudet, capitaine de frégate et commandant du sous-marin nucléaire d'attaque « Améthyste » (YL 2013) - Cédric Villani, ancien député LREM (YL 2013) - Jean de Monicault, Lieutenant-Colonel et rédacteur auprès de l'État-Major des Armées (YL 2014) - Gwenhaël Le Boulay, travaillant chez Boston Consulting Group (YL 2014) - Alexis Morel, directeur de la stratégie de Thales (YL 2014) - Elise Vincent, journaliste au média *Le Monde* (YL 2015)¹⁵⁹.

Nous terminons cet énoncé avec les deux derniers Young Leaders retenant notre attention, Edouard Philippe (YL 2011) et

¹⁵⁹ Dans les proches de la French-American Foundation, nous signalons la journaliste activiste et communautariste **Rokhaya Diallo**. Le 31 octobre 2017, elle était présente au lancement de la Fondation Obama à Chicago. Réf. :

French-American Foundation (31/03/2014) « *Rokhaya Diallo* ». [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://frenchameri-can.org/rokhaya-diallo/>

DIALLO Rokhaya (01/11/2017) « *Obama veut inspirer les jeunes générations d'activistes* », Libération. [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/2017/11/01/obama-veut-inspirer-les-jeunes-generations-d-activistes_1607211/

Emmanuel Macron (YL 2012)¹⁶⁰. Devenus respectivement, Premier ministre et président de la République. Emmanuel Macron est à la fois Young Leader de la French-American Foundation, mais aussi participant du Groupe Bilderberg (2014)¹⁶¹ et Young Global Leader du World Economic Forum¹⁶². Rappelons que du temps où il était gérant de la Banque Rothschild, il avait permis le rachat par Nestlé d'une filiale de Pfizer. Qu'il était à ce moment-là proche des hommes d'affaires Henri Harmand, Jean Peyrelevade (ex-président du Crédit Lyonnais) et Claude Bébéar. Ce dernier étant le fondateur du groupe d'assurance AXA et de l'Institut Montaigne qui était

¹⁶⁰ French-American Foundation, "EARLIER CLASSES". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20170119182504/https://frenchamerican.org/young-leadersclasses>

¹⁶¹ Bilderberg Meetings, "Participants 2014". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20150317113944/http://www.bilderbergmeetings.org/participants.html>

¹⁶² The Forum of Young Global Leaders – World Economic Forum, "Emmanuel Macron". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : https://web.archive.org/web/20220516031923/https://www.younggloballeaders.org/community?utf8=%E2%9C%93&q=macron&x=9&y=11&status=&class_year=&sector=&region=#results

présidé récemment par Laurent Bigorgne¹⁶³, lui aussi un de ses amis¹⁶⁴. Sans omettre qu'il a eu comme appui dans sa carrière de banquier puis politique, d'un certain Alain Minc, qui fut Young Leader de la FAF dès la première année du lancement de son programme. Celui-ci avait recommandé à son ami David de Rothschild (président du conseil d'administration du Congrès juif mondial - WJC) d'embaucher Emmanuel Macron dans sa banque, car il était « charmant », « intelligent », « souple » et « rapide », soit les qualités d'un banquier d'affaires qu'il assimilait à un *métier de pute*¹⁶⁵.

b) Les sponsors de la FAF :

En 2015, la FAF bénéficiait du soutien financier venant du Groupe Airbus, de AlixPartners, Citigroup, Lazard Frères, BNP Paribas, Caisse des Dépôts, Clarence Westbury Foundation, EDF, IBM

¹⁶³ Laurent Bigorgne a été contraint de démissionner de la présidence de l'Institut Montaigne pour avoir drogué son ancienne belle-sœur dans le but de commettre un viol. Laurent Bigorgne avait aussi pris de la cocaïne au moment des faits. En décembre 2022, il sera condamné à 12 mois de prison avec sursis et 2 000 € d'amende. Réf. :

AFP (08/12/2022) « Laurent Bigorgne, ex-directeur de l'Institut Montaigne, condamné à douze mois de prison avec sursis pour avoir drogué son ancienne belle-sœur », Le Monde. [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/societe/article/2022/12/08/laurent-bigorgne-ex-directeur-de-l-institut-montaigne-condamne-a-douze-mois-de-prison-avec-sursis-pour-avoir-drogué-son-ex-belle-soeur_6153485_3224.html

¹⁶⁴ CHANUT Jean-Christophe (07/09/2016) « Bayrou accuse Macron d'être le "potentiel candidat" des milieux financiers », La Tribune. ". [En ligne] Consulté le 17 septembre 2023. URL : <https://www.la Tribune.fr/economie/france/bayrou-accuse-macron-d-etre-le-potentiel-candidat-des-milieux-financiers-597261.html>

¹⁶⁵ Francetvinfo, « Quand Alain Minc conseillait à Rothschild d'embaucher Emmanuel Macron », Actu Orange. [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://actu.orange.fr/videos/politique/quand-alain-minc-conseillait-a-rothschild-d-embaucher-emmanuel-macron-CNT0000019wmPR.html>

France, LVMH, Aforge Degroof Finance, L'Oréal, Allen & Overy, Lilly France, GDF – Suez (aujourd'hui Engie), Renault, FedEx, Safran, Hearst Russell Reynolds Associates, Lafarge, Sodexo, Veolia Environnement, SEH Legal, Air Liquide, Jones Day, Areva, Laser, Arianespace, Latham & Watkins, Banque Transatlantique, Merrill Lynch, Cabinet Ron Soffer Natixis Global Asset Management, Daniel Féau Conseil Immobilier, PwC, Diversao SAS, Publicis Groupe, EY, SITA France, Findercod, The Boston Consulting Group, Floriane de Saint Pierre & Associés, Valtus Transition, Vivendi, Wendel, Capgemini, Valeo.

D'autres fondations ont émergé dans le même style avec la **National Italian American Foundation (NIAF)** qui a pour but de renforcer les liens entre l'Italie et les États-Unis et dont le siège est à Washington DC. La fondation a félicité la victoire de la présidente du parti Fratelli d'Italia, Giorgia Meloni, pour son accession au poste de Première ministre d'Italie¹⁶⁶. Depuis plusieurs années, il existe un modèle similaire, mais orienté vers une autre puissance, avec aussi un programme de Young Leaders, la **France China Foundation**. Nous retrouvons dans son conseil stratégique, le président du Conseil constitutionnel Laurent Fabius, mais aussi un certain Édouard Philippe. Nous relevons l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, l'ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, ou encore Thomas Buberl, le directeur et administrateur d'AXA¹⁶⁷.

LES CORPORATIONS

¹⁶⁶ The National Italian American Foundation (22/10/2022) « *The National Italian American Foundation Congratulates Italy's new Prime Minister Giorgia Meloni* ». [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : https://www.niaf.org/niaf_event/the-national-italian-american-foundation-congratulates-italys-new-prime-minister-giorgia-meloni/

¹⁶⁷ France China Foundation, "Conseil stratégique". [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://francechinafoundation.org/strategic/?lang=fr>

Maintenant que nous avons pu identifier les entreprises et les banques comme étant à la fois les bailleurs de fonds réguliers des think tanks néoconservateurs américains et très souvent les partenaires des réseaux mondialistes - en particulier du World Economic Forum - ; nous devons dès à présent scruter leurs principaux actionnaires¹⁶⁸ :

Accenture : The Vanguard Group, Inc. (8,534 %), Geode Capital Management LLC (1,625 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,501 %), Wellington Management Co. LLP (1,415 %).

Airbus : Gouvernement français (10,86 %), Gouvernement allemand (10,84 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (5,606 %), Gouvernement espagnol (4,090%), TCI Fund Management Ltd. (3,009 %), The Vanguard Group, Inc. (2,525 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (1,606 %), Capital International Ltd (1,516 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,192 %).

Allianz : The Vanguard Group, Inc. (3,430 %), Norges Bank Investment Management (2,183 %), DWS Investment GmbH (1,887 %), Union Investment Privatfonds GmbH (1,577 %).

Amazon : Jeffrey Bezos (9,653 %), The Vanguard Group, Inc. (6,854%), Mackenzie Scott (2,593 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (2,082 %).

Apple Inc. : The Vanguard Group, Inc. (8,076 %), Geode Capital Management LLC (1,721 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,413 %), Norges Bank Investment Management (1,071 %).

¹⁶⁸ Les informations données ci-dessous proviennent du site internet Zonebourse.com durant la période du 18 au 22 septembre 2023. URL : <https://www.zonebourse.com/>

Aramco : Gouvernement d'Arabie saoudite (90,19 %), Public Investment Fund (Investment Company) (8,000%), The Vanguard Group, Inc. (0,0497 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (0,004638 %).

AstraZeneca : Capital Research & Management Co. (World Investors) (5,850 %), Wellington Management Co. LLP (4,162 %), Investor AB (Investment Company) (3,328 %), The Vanguard Group, Inc (3,186 %), Norges Bank Investment Management (2,342 %), BlackRock Investment Management (UK) Ltd. (2,261 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,968 %).

AT&T : The Vanguard Group, Inc. (8,347 %), Newport Trust Co. (2,788 %), Geode Capital Management LLC (1,778 %).

BAE Systems : Barclays Bank Plc (4,024 %), The Vanguard Group, Inc (3,587 %), Silchester International Investors LLP (3,043 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (2,658 %).

Barclays Bank Plc : Qatar Investment Authority (Investment Company) (6,611 %), Dodge & Cox (4,882 %), The Vanguard Group, Inc. (3,511 %), Solium Capital UK Ltd. (3,218 %), Norges Bank Investment Management (2,708 %), BlackRock Investment Management (UK) Ltd. (2,030 %).

Bank of America Corporation : The Vanguard Group, Inc. (7,265 %), Norges Bank Investment Management (1,306 %), Parnassus Investments LLC (0,4316 %).

BioNTech : PRIMECAP Management Co (1,657 %), Flossbach von Storch AG (1,206 %), BlackRock Fund Advisors (0,5992 %), Baillie Gifford & Co. (0,5779 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (0,3292 %).

BlackRock : The Vanguard Group, Inc. (8,362 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (2,754 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (2,222 %).

Boeing : The Vanguard Group, Inc. (7,641 %), Newport Trust Co. (5,730 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (2,522 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (2,389 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (2,071 %).

BP : The Vanguard Group, Inc. (3,409 %), Norges Bank Investment Management (2,905 %), BlackRock Investment Management (UK) Ltd. (2,373 %).

Carlyle Group : The Carlyle Group LP (Global Private Equity) (11,98%), Daniel D'Aniello (9,113 %), William Conway (8,837 %), David Rubenstein (8,077 %), BlackRock Advisors LLC (7,366 %), Vanguard Fiduciary Trust Co. (6,870 %), Capital Research & Management Co. (5,516 %).

Chevron Corporation : The Vanguard Group, Inc. (8,222 %), Geode Capital Management LLC (1,550 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (1,075 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (0,9871 %).

Cisco : The Vanguard Group, Inc. (8,956 %), Geode Capital Management LLC (1,877 %), Wellington Management Co. LLP (1,114 %), Norges Bank Investment Management (1,047 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,015 %).

Citigroup : The Vanguard Group, Inc. (8,217 %), Massachusetts Financial Services Co (1,022 %), Eagle Capital Management LLC (0,9065 %), BlackRock Investment Management LLC (0,8616 %)

Deutsche Bank : Hamad Al-Thani - ancien émir du Qatar (4,594%), The Vanguard Group, Inc. (3,438 %), Hudson Executive Capital LP (3,303 %), Norges Bank Investment Management (2,183 %), Goldman Sachs International (1,154%), Cerberus Capital Management LP (0,9571 %).

Ericsson : FIL Investment Advisors (UK) Ltd. (5,095 %), Cevian Capital AB (4,911 %), Investor AB (Investment Company)

(4,736 %), DNB Asset Management AS (3,975 %),
Swedbank Robur Fonder AB (3,344 %), Norges Bank
Investment Management (2,302 %).

ExxonMobil Corporation : The Vanguard Group, Inc. (9,426 %),
Fidelity Management & Research Co. LLC (2,394 %),
Geode Capital Management LLC (1,686 %).

FedEx : The Vanguard Group, Inc. (7,179 %), Frederick Smith
(6,109 %), PRIMECAP Management Co. (4,912 %), Dodge
& Cox (4,723 %), Frederick Smith Enterprises Co., Inc.
(1,647 %), Geode Capital Management LLC (1,533 %).

Ford Motor Company : The Vanguard Group, Inc. (8,349 %),
Newport Trust Co. (3,870 %), Geode Capital Management
LLC (1,665 %), Norges Bank Investment Management
(0,9169 %).

General Atomics (maison mère General Dynamics) : Longview
Asset Management LLC (10,36 %), The Vanguard Group,
Inc. (7,732 %), Newport Trust Co. (6,020 %), Wellington
Management Co. LLP (4,633 %), Capital Research &
Management Co. (Global Investors) (2,819 %).

General Electric (GE) : Capital Research & Management Co.
(Global Investors) (9,272 %), The Vanguard Group, Inc.
(7,870 %), TCI Fund Management Ltd. (3,827 %).

General Motors (GM) : The Vanguard Group, Inc. (7,712%),
Capital Research & Management Co. (World Investors)
(4,980 %), Capital Research & Management Co. (Global
Investors) (2,195 %).

Gilead : The Vanguard Group, Inc. (8,665 %), Capital Research &
Management Co. (World Investors) (6,620 %), Capital
Research & Management Co. (Global Investors) (3,365 %).

Goldman Sachs Group, Inc. : Fidelity Management & Research
Co. LLC (40,25%), JPMorgan Investment Management, Inc.
(13,80 %), AllianceBernstein LP (10,87 %), The Vanguard
Group, Inc. (8,468 %).

- Google** : Fidelity Management & Research Co. LLC (4,045 %), Wellington Management Co. LLP (1,202 %), JPMorgan Investment Management, Inc. (1,095 %).
- GSK plc** : Dodge & Cox (3,647 %), The Vanguard Group, Inc. (3,429 %), Norges Bank Investment Management (2,333 %), BlackRock Investment Management (UK) Ltd. (2,036 %).
- Hess Corporation** : The Vanguard Group, Inc. (10,08 %), John Hess (9,305 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (8,887 %).
- HSBC** : Ping An Asset Management Co., Ltd. (8,423 %), The Vanguard Group, Inc. (3,445 %), Norges Bank Investment Management (3,033 %), BlackRock Investment Management (UK) Ltd. (2,144 %).
- Huntington Ingalls Industries (HII), Inc.** : The Vanguard Group, Inc. (12,39 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (5,302 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (4,186 %).
- IBM** : The Vanguard Group, Inc. (8,708 %), Geode Capital Management LLC (1,673 %), Norges Bank Investment Management (0,6825 %).
- Johnson & Johnson** : The Vanguard Group, Inc. (8,464 %), Geode Capital Management LLC (1,738 %), State Farm Investment Management Corp. (1,219 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (1,110 %), Norges Bank Investment Management (1,004 %).
- JPMorgan Chase** : The Vanguard Group, Inc. (9,046 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (2,918 %), Wellington Management Co. LLP (1,145 %).
- Lazard Ltd** : The Vanguard Group, Inc (9,277 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (6,952 %), Ariel Investments LLC (3,134 %).

- Lockheed Martin Corporation :** The Vanguard Group, Inc. (8,512 %), Capital Research & Management Co. (3,023 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,905 %).
- Mastercard :** The MasterCard Foundation (10,54 %), The Vanguard Group, Inc (7,033 %), Capital Research & Management Co. (2,603 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,731 %).
- Merck & Co :** The Vanguard Group, Inc. (9,189 %), Wellington Management Co. LLP (2,592 %), Geode Capital Management LLC (1,895 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,204 %).
- Meta :** The Vanguard Group, Inc. (7,928 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (4,455 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (2,106 %).
- Microsoft :** The Vanguard Group, Inc. (8,468 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (2,170 %), Geode Capital Management LLC (1,843 %). **Bill Gates ne possède que 1,386 %.**
- Mitsubishi Corporation :** Berkshire Hathaway, Inc. (Investment Management) (8,313 %), Meiji Yasuda Life Insurance Co. (4,060 %), Nomura Asset Management Co., Ltd. (3,682 %), TOKIO MARINE HOLDINGS, INC. (3,009 %), The Vanguard Group, Inc. (2,782 %).
- Moderna :** The Vanguard Group, Inc. (7,008 %), Stéphane Bancel (5,530 %), Baillie Gifford & Co. (4,603 %), Flagship Pioneering (3,386 %), Robert Langer (3,024 %).
- Morgan Stanley :** MITSUBISHI UFJ FINANCIAL GROUP, INC (22,76 %), The Vanguard Group, Inc. (6,473 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (2,919 %), Wellington Management Co. LLP (2,073 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (1,325 %).
- Nestlé :** The Vanguard Group, Inc. (3,494 %), NESTLÉ S.A. (3,066 %), Norges Bank Investment Management (2,918 %),

Capital Research & Management Co. (World Investors) (2,031 %).

Northrop Grumman : The Vanguard Group, Inc. (7,825 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (7,366 %), Wellington Management Co. LLP (3,500 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (2,635 %), Massachusetts Financial Services Co. (2,469 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (2,291 %), JPMorgan Investment Management, Inc. (1,938 %).

Novartis : NOVARTIS AG (7,573 %), Sandoz Family Foundation (3,914 %), The Vanguard Group, Inc. (3,206 %).

PayPal : The Vanguard Group, Inc. (8,154 %), Comprehensive Financial Management LLC (California) (2,701 %), Geode Capital Management LLC (1,780 %).

PepsiCo, Inc : The Vanguard Group, Inc. (9,134 %), Geode Capital Management LLC (1,796 %), Norges Bank Investment Management (1,013 %).

Pfizer : The Vanguard Group, Inc (8,603 %), Wellington Management Co. LLP (3,402 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (3,350 %).

Qualcomm : The Vanguard Group, Inc. (9,385 %), Geode Capital Management LLC (1,754 %), AllianceBernstein LP (1,374%).

Raytheon Technologies Corporation : The Vanguard Group, Inc (8,318 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (5,290 %), Wellington Management Co. LLP (2,495 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (1,960 %).

S&P Global : The Vanguard Group, Inc. (8,707 %), TCI Fund Management Ltd. (2,932 %), Geode Capital Management LLC (1,722 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (1,477 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (1,392 %), JPMorgan Investment Management, Inc. (1,308 %), Wellington Management Co. LLP (1,286 %),

Capital Research & Management Co. (Global Investors)
(1,208 %).

Siemens : SIEMENS AG (7,182 %), la famille Siemens (6,857 %),
The Vanguard Group, Inc. (3,046 %), Qatar Investment
Authority (Investment Management) (2,983 %).

SK Group : SK INC. (25,88 %), Tae-Won Choi (17,73 %),
National Pension Service of Korea (7,546 %), Gi-won Chey
(6,585 %), The Vanguard Group, Inc (1,677 %).

System Capital Managment : Rinat Akhmetov - homme d'affaire
ukrainien (100%).

Thales SA : Gouvernement français (26,06 %), DASSAULT
AVIATION (25,23 %), Thales SA Employees Stock
Ownership Plan (3,011 %), The Vanguard Group, Inc.
(1,615 %).

The Coca-Cola Compagny : The Vanguard Group, Inc.
(8,235 %), Geode Capital Management LLC (1,666 %),
Fidelity Management & Research Co. LLC (1,118 %),
Norges Bank Investment Management (1,068 %),
Wellington Management Co. LLP (0,9901 %), JPMorgan
Investment Management, Inc. (0,9207 %).

The Walt Disney Compagny : The Vanguard Group, Inc.
(7,896%), State Farm Investment Management Corp.
(1,849%), Geode Capital Management LLC (1,671 %).

TotalEnergies : Total SA Employee Stock Ownership Plans
(4,437 %), The Vanguard Group, Inc (3,159 %), Norges
Bank Investment Management (2,907 %), Capital Research
& Management Co. (World Investors) (2,366 %).

Toyota Motor Corporation : TOYOTA MOTOR
CORPORATION (17,12 %), TOYOTA INDUSTRIES
CORPORATION (7,308 %), Nippon Life Insurance Co.
(3,883 %), DENSO CORPORATION (2,756 %), The
Vanguard Group, Inc. (2,512 %).

Uber : The Vanguard Group, Inc. (5,867 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (5,378 %), Public Investment Fund (Investment Company) (3,564 %), Morgan Stanley Investment Management, Inc. (3,478 %), JPMorgan Investment Management, Inc. (2,718 %).

UBS : UBS GROUP AG (12,04 %), Dodge & Cox (4,018 %), Norges Bank Investment Management (3,375 %), The Vanguard Group, Inc. (2,982 %).

United Airlines : The Vanguard Group, Inc. (11,22 %), PRIMECAP Management Co. (6,875 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (5,966 %), Capital Research & Management Co. (World Investors) (3,594 %).

Visa : The Vanguard Group, Inc. (8,560 %), Fidelity Management & Research Co. LLC (2,192 %), Geode Capital Management LLC (1,897 %).

Volkswagen : PORSCHE AUTOMOBIL HOLDING SE (1,276%), Qatar Investment Authority (Investment Company) (1,198 %), Union Investment Privatfonds GmbH (0,5969 %).

Walmart : Walton Enterprises LLC (37,17 %), Walton Family (8,743 %), The Vanguard Group, Inc. (4,848 %).

Zurich Insurance Group : The Vanguard Group, Inc. (3,530 %), Capital Research & Management Co. (Global Investors) (2,195 %), Norges Bank Investment Management (1,875 %).

Vous constaterez que les principaux détenteurs des actions de ces diverses sociétés sont :

- **Norges Bank Investment Management.** Soit le fonds souverain norvégien géré par la Banque centrale norvégienne¹⁶⁹. En

¹⁶⁹ Norges Bank Investment Management, "Governance model". [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.nbim.no/en/organisation/governance-model/>

- 2023, le fonds valait plus de 15 040 milliards de couronnes norvégiennes, soit près de 1 400 milliards de dollars¹⁷⁰.
- **Capital Research & Management Co**, plus connu sous le nom de **Capital Group**. En 2021, elle disposait de plus de 2 300 milliards de dollars d'actifs sous gestion¹⁷¹.
 - **Fidelity Management & Research Co** ou **Fidelity Investments**. En juin 2023, la société pesait en gestion d'actifs 4 500 milliards de dollars¹⁷².
 - **The Vanguard Group**, dont nous réinsistons que cette société américaine de fonds d'investissement pèse en 2023, 8 200 milliards de dollars. Souvenons-nous que sa fondation philanthropique avait fait une donation à la Jamestown Foundation, l'actif soutien du Forum des nations libres de la post-Russie.

La Banque centrale norvégienne est gouvernée par Ida Wolden Bache¹⁷³. Le PDG de Capital Group, est Timothy D. Armour¹⁷⁴. La PDG de Fidelity Management est depuis 2014, Abigail Johnson. Elle disposerait d'une fortune personnelle de 25,5 milliards de dollars, ce qui en ferait, d'après *Forbes*, la 59^e fortune du monde¹⁷⁵.

¹⁷⁰ Norges Bank Investment Management. [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.nbim.no/>

¹⁷¹ Capital Group, (23/02/2021) « *Capital Group Names Rob Hardy Corporate Governance Director* ». [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.capitalgroup.com/about-us/news-room/capital-group-names-rob-hardy-corporate-governance-director.html>

¹⁷² Fidelity, "Our compagny". [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.fidelity.com/about-fidelity/our-company/>

¹⁷³ Norge Bank, "Ida Wolden Bache". [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.norges-bank.no/en/topics/about/Organisation/The-Executive-Board/Bache/>

¹⁷⁴ Capital Group, "Our People". [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.capitalgroup.com/institutions/asia-other/en/about/our-people.html>

¹⁷⁵ Forbes, (18/09/2023) « *Abigail Johnson* ». [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.forbes.com/profile/abigail-johnson/?sh=1c78e8fd1c42>

Depuis 2017, le PDG de Vanguard se nomme Mortimer J. Buckley¹⁷⁶. Ces quatre dirigeants gèrent ensemble pour plus de 16 400 milliards de dollars d'actifs et font partie des personnes les plus influentes et les puissantes au monde, tout comme leurs actionnaires dont il n'a pas été possible de nommer. Si nous additionnons la société BlackRock et ses 8 500 milliards de dollars d'actifs sous gestion avec le PDG Larry Fink, cela fait 24 900 milliards de dollars gérés par cinq personnes, une Norvégienne et quatre Américains, dont au moins un est associé au World Economic Forum. Cette somme de 24 900 milliards de dollars représente presque le quart du PIB mondial en 2022¹⁷⁷.

Dernière anecdote, Vanguard Group finance au travers de son organisation philanthropique Vanguard Charitable, la Renew Democracy Initiative (RDI). Une structure chargée de confronter « l'alliance des dictateurs menaçant la liberté dans le monde ». Elle a été fondée par Garry Kasparov et la dirige. On retrouve dans l'équipe dirigeante de la RDI des noms familiers : Anne Applebaum (NED) et William Kristol (PNAC). Enfin, la RDI subventionne l'Institute of Modern Russia (IMR) de Mikhail Khodorkovski.

¹⁷⁶ Vanguard Group, "Our management team". [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://corporate.vanguard.com/content/corporatesite/us/en/corp/who-we-are/sets-us-apart/our-management-team.html>

¹⁷⁷ LOUIS Paul (26/12/2021) « LE PIB MONDIAL DEVRAIT DÉPASSER LES 100.000 MILLIARDS DE DOLLARS POUR LA PREMIÈRE FOIS EN 2022 », BFM TV. [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/economie/international/le-pib-mondial-devrait-depasser-les-100-000-milliards-de-dollars-pour-la-premiere-fois-en-2022_AN-202112260090.html

Citations

*C'est la menace du recours à la force [contre l'Irak] et notre positionnement sur place qui vont mettre la force derrière la diplomatie. Mais si nous devons recourir à la force, c'est parce que nous sommes l'Amérique ; **nous sommes la nation indispensable**. Nous nous tenons debout et voyons plus loin que d'autres pays vers l'avenir, et nous voyons le danger qui pèse ici sur nous tous.*

Madeleine Albright (1937-2022).

Secrétaire d'État des États-Unis. Sur NBC-TV "The Today Show" avec Matt Lauer, 19 février 1998¹⁷⁸. Ancienne présidente du National Democratic Institute (NDI).

L'OTAN est vraiment une armée d'occupation, ce n'est pas une force de maintien de la paix.

John R. MacArthur.

Journaliste américain et éditeur du *Harper's Magazine*¹⁷⁹.

¹⁷⁸ U.S. Department of State Archive, "Secretary of State Madeleine K. Albright - Interview on NBC-TV "The Today Show" with Matt Lauer - Columbus, Ohio, February 19, 1998". [En ligne] Consulté le 20 septembre 2023. URL : <https://1997-2001.state.gov/state-ments/1998/980219a.html>

¹⁷⁹ *Yougoslavie -Une guerre évitable*, documentaire réalisé par George Bogdanich et Maron Lettmayer (2005, France, Frontier Theatre and Film Inc.), diffuseur Toute L'Histoire. 18min23.

L'histoire devra analyser très précisément les décisions que nous avons prises et qui nous ont conduit à ce que j'appellerais une politique immorale, inconstitutionnelle, illégale, inefficace, incompréhensive et inexcusable.

Thomas Hutson.

Ex-employé de l'ambassade des États-Unis à Belgrade, en parlant du rôle des États-Unis dans la guerre de Yougoslavie¹⁸⁰.

¹⁸⁰ *Idem*, 51min59sec.

CHAPITRE 14

L'HYPOCRISIE DU COMBAT POUR LA LIBERTÉ ET DES DROITS DE L'HOMME

Depuis l'opération militaire déclenchée en Ukraine le 24 février 2022, le Forum des nations libres de la post-Russie, tout comme leurs parrains néoconservateurs américains et jusqu'à l'administration Biden, ont martelé dans leur communication que la Fédération de Russie était un « état terroriste », « dictatorial », piétinant les droits de l'homme et que Vladimir Poutine serait un « criminel de guerre » devant être arrêté et déféré devant la justice internationale. Le 17 mars 2023, les juges de la Cour pénale internationale (CPI) ont même délivré un mandat d'arrêt à l'encontre du président Vladimir Poutine¹. S'il est vrai que la Russie fait partie des pays signataires du Statut de Rome du 17 juillet 1998, donc du traité international qui a créé la Cour de la Haye, elle ne l'a pas ratifié. Par conséquent, d'un point de vue du droit, cette juridiction ne s'applique pas à la Russie, au même titre qu'un autre grand pays signataire, les États-Unis. En raison de l'invasion de l'Irak en 2003, et devant la propagande mensongère sur les armes de destruction massive, George W. Bush aurait dû être poursuivi pour crimes de guerre par la CPI. Or, il n'en fut rien. La raison en était que l'Amérique n'avait pas ratifié le traité de 1998, mais avait aussi

¹ Cour pénale internationale (17/03/2023) « Situation en Ukraine : les juges de la CPI délivrent des mandats d'arrêt contre Vladimir Vladimirovitch Poutine et Maria Alekseïevna Lvova-Belova ». [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.icc-cpi.int/fr/news/situation-en-ukraine-les-juges-de-la-cpi-delivrent-des-mandats-darret-contre-vladimir>

consciencieusement posé des garde-fous pour ne jamais être inquiétée par de pareilles poursuites². L'article 16 permet par exemple au Conseil de Sécurité de l'ONU (les cinq pays membres permanents) de suspendre les poursuites engagées en cas de « danger pour la paix ». Autre mesure, le vote en 2002 par la Chambre des États-Unis suivi de la promulgation par le président George W. Bush de l'*American Service-Members' Protection Act* (ASPA). Une loi fédérale visant à protéger le personnel militaire et les fonctionnaires américains contre toute poursuite pénale qui émanerait de la CPI. Cette loi interdit toute coopération, tout soutien financier, toute assistance militaire, toute extradition de citoyens américains vers la CPI. Elle autorise même le président des États-Unis à libérer, par la force si nécessaire, les citoyens américains qui seraient détenus ou emprisonnés par la CPI :

Le Président est autorisé à utiliser tous les moyens nécessaires et appropriés pour provoquer la libération de toute personne décrite au paragraphe (b) qui est détenue ou emprisonnée par, au nom ou à la demande de la Cour pénale internationale³.

Si les atlantistes rêvent de voir Vladimir Poutine, comme Bachar El-Assad, Saïf al-Islam Kadhafi devant la Cour de la Haye pour crimes contre l'humanité, d'autres en revanche peuvent attendre pour que soient jugés George W. Bush, Condoleezza Rice, Dick Cheney, Paula Dobriansky, Eliott Abrams et l'ensemble de l'administration américaine de l'époque, ainsi que certains hauts gradés militaires américains pour complot, crime d'agression, crimes de guerre et crime contre la paix. Mais aussi les PDG et membres des conseils d'administration des sociétés pétrolières américaines qui se

² GRIGNON Anne (12/06/2016) « *Pourquoi Bush n'a-t-il pas été jugé devant la Cour pénale internationale ?* », Nouvel Obs. [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20160613111628/https://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20160602.OBS1810/pourquoi-bush-n-a-t-il-pas-ete-juge-devant-la-cour-penale-internationale.html>

³ U.S. Department of State Archive (30/07/2003) « *American Service-Members' Protection Act* ». [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://2001-2009.state.gov/t/pm/rls/othr/misc/23425.htm>

sont enrichis en s'implantant en Irak pour pillage. Pour finir, les idéologues néoconservateurs américains ayant fait de la propagande de guerre comme William Kristol et les collaborateurs à ces crimes, comme l'ancien Premier ministre anglais Tony Blair, surnommé le « caniche de Bush »⁴. La défense des droits de l'homme, de la démocratie, de la dignité humaine, de la liberté contre la tyrannie et du respect du droit international venant des États-Unis relève donc de l'euphémisme et d'une vaste hypocrisie au regard de son histoire en prenant pour point de départ la fin de la Guerre froide.

• Le parjure fait à Gorbatchev (1989-1990) et à Poutine (2014).

En 1990, au moment des derniers jours de la Guerre froide, le dernier dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev s'était entretenu avec le secrétaire d'État américain James Baker sous le président George H. W. Bush pour convenir d'un commun accord afin que l'OTAN ne s'étende pas au-delà de l'Allemagne réunifiée. Baker avait acquiescé dans ce sens et était appuyé par le Chancelier d'Allemagne de l'époque Helmut Kohl. Celui-ci avait affirmé que *l'OTAN ne pouvait naturellement pas étendre son territoire au territoire actuel de la RDA*. Néanmoins, cette promesse de non-extension de l'OTAN vers l'Est n'a pas été écrite et intégrée dans le traité du 12 septembre 1990 qui sera signé par les quatre puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale (URSS, Royaume-Uni, États-Unis et France) actant la réunification allemande et l'établissement de l'OTAN dans l'Ex-Allemagne de l'Est⁵. En 1991, le

⁴ The Guardian (14/11/2002) « 50% see Blair as Bush's lapdog ». [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/politics/2002/nov/14/foreignpolicy.uk1>

⁵ WIEGREFE Klaus (18/02/2022) « Neuer Aktenfund von 1991 stützt russischen Vorwurf », Der Spiegel. [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.spiegel.de/ausland/nato-osterweiterung-aktenfund-stuetzt-russische-version-a-1613d467-bd72-4f02-8e16->

Premier ministre britannique John Major avait assuré au ministre soviétique de la Défense, le maréchal Dmitri Yazov, concernant l'intérêt des pays d'Europe de l'Est à rejoindre l'OTAN, que *rien de tel n'arrivera jamais*⁶. En 1999, ce qui ne devait jamais arriver est survenu avec l'entrée de trois pays d'Europe orientale, dont la Pologne. Un élargissement amplifié sous l'administration Bush en 2004 avec l'entrée de sept pays d'Europe de l'Est permettant à l'OTAN d'avoir désormais une frontière avec la Russie. Le 5 septembre 2014, lors de la signature du Protocole de Minsk, un autre parjure a été réalisé, cette fois écrit, par les dirigeants français et allemand, François Hollande et Angela Merkel. Ils s'étaient engagés à faire respecter les engagements de la partie ukrainienne dans le but de faire cesser la guerre du Donbass. En réalité, et de l'aveu même des intéressés, il s'agissait de permettre à l'Ukraine de gagner du temps pour se renforcer militairement en vue d'une confrontation à venir avec Moscou⁷.

Quant à James Baker, nous rappelons qu'il a rencontré par la suite, et par l'intermédiaire d'Adnan Khashoggi, le chef de la mafia tchéchène Noukhayev qui allait être le pion des atlantistes pour mettre la main sur les richesses en hydrocarbure du Caucase russe. Projet qui ne verra jamais le jour. Baker est membre du CFR, et est devenu le conseiller du groupe Carlyle, directeur honoraire de

2cd6d3285295?fbclid=IwAR3u1GB4j5o-wyt2wK8UlhxWOxoYJf4J2G46hkZzdDHEqUyivSZy -BoCVY

⁶ WINTOUR Patrick (12/01/2022) « *Russia's belief in Nato 'betrayal' – and why it matters today* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 18 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2022/jan/12/russias-belief-in-nato-betrayal-and-why-it-matters-today>

⁷ GIL Fabrice (30/12/2022) « *Après Angela Merkel, l'aveu de François Hollande : les accords de Minsk, duperie de l'occident ?* », Quotidien Libre. [En ligne] Consulté le 19 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20221230081843/https://www.quotidien-libre.fr/apres-angela-merkel-laveu-de-francois-hollande-les-accords-de-minsk-duperie-de-loccident/>

l'Atlantic Council et participant régulier au Groupe Bilderberg. Il a fait son petit bonhomme de chemin.

- **La guerre du Golfe (1990-1991).**

Après la fin de la guerre Iran-Irak (1980-1988) qui a vu les États-Unis soutenir les deux camps, Saddam Hussein était ruiné et endetté auprès du Koweït, lequel exigeait son remboursement. Une créance élevée à 60 milliards de dollars. De plus, le Koweït avait entretemps engagé une politique de surproduction de son pétrole pour faire chuter les prix du baril, entraînant indirectement un affaissement de l'économie irakienne. C'est dans ce contexte que l'allié des Américains d'hier devient l'ennemi d'aujourd'hui quand le 2 août 1990, l'armée de Saddam Hussein envahit le Koweït. Les troupes irakiennes occupent le pays en deux jours, installe un gouvernement fantoche et contrôle dorénavant ses puits de pétrole⁸. C'est alors qu'une fausse information (fake news) va faire son apparition. Une « infirmière » koweïtienne se présente au Congrès des États-Unis pour rapporter les atrocités qu'aurait commises l'armée irakienne sur les bébés koweïtiens. En vérité, l'infirmière s'avérait être la fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis, Nayirah-al-Sabah, et que son témoignage était un mensonge. Cette fausse information plus connue aujourd'hui sous « l'affaire des couveuses koweïtiennes » a largement été médiatisée et servit de prétexte pour justifier une intervention militaire au Koweït et au bombardement de l'Irak⁹. Une intervention se traduisant par le feu vert de l'ONU et

⁸ GUIBAL Claude (30/07/2021) « *Épisode 4/8 : Et Saddam Hussein envahit le Koweït...* », Radio France – France Culture. [En ligne] Consulté le 19 septembre 2023. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-reportage-de-la-redaction/et-saddam-hussein-envahit-le-koweit-9292957>

⁹ PESNOT Patrick (01/12/2012) « *Le mensonge des couveuses koweïtiennes* », Radio France- France Inter. [En ligne] Consulté le 19 septembre 2023. URL :

le déclenchement de l'Opération *Desert Storm* (Tempête du désert). Elle dura du 17 janvier au 28 février 1991. La coalition de 42 pays conduite par les États-Unis chasse rapidement l'armée irakienne du Koweït, reprend le contrôle des puits de pétrole, mais au prix d'un nombre considérable de victimes. Il a été estimé que la guerre avait coûté à l'Irak entre 35000 et 45000 civils et entre 85000 et 110000 soldats, soit entre 120000 et 155000 morts¹⁰. Par la suite, l'embargo voté à l'ONU contre l'Irak à partir du 6 août 1990 - et qui perdura jusqu'en 2003 - aurait conduit à la mort de 500000 enfants irakiens. En 1996, lorsque la journaliste Lesley Stahl avait posé la question à l'ambassadrice américaine pour les Nations Unies, Madeleine Albright, si cela en valait le prix (les sanctions contre l'Irak ayant fait plus de morts que le bombardement atomique d'Hiroshima), elle répondit : *Je pense que c'est un choix très dur, mais le prix - nous pensons que cela en valait le prix*¹¹. Au total, la guerre du Golfe et ses conséquences auraient fait au moins entre 620000 et 655000 morts du côté irakien.

Cette attaque massive contre l'Irak, pays musulman, va accroître le sentiment anti-occidental dans la région ainsi que l'influence des organisations djihadistes comme d'Al-Qaïda. Un sentiment anti-occidental accompagné du développement du terrorisme islamiste qui

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/rendez-vous-avec-x/le-mensonge-des-couveuses-koweitiennes-7779337>

¹⁰ POMFRET John (04/06/1991) « *VIOLENCE INCREASING IN N. IRAQ* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 19 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1991/06/04/violence-increasing-in-n-iraq/9a6423b1-1303-4fcf-aaaa-195ad3fd7850/?fbclid=IwAR0LLAQakHt7zHUYkd6qNBN5tw7roqV8qibt0H3NbKy6uzwz3DsHaSH1AVM>

¹¹ « I think this is a very hard choice, but the price -- we think the price is worth it. »

Kevin Groenhagen (28/06/2008) « *Madeleine Albright - 60 Minutes* », YouTube. [En ligne] Consulté le 19 septembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=FbIX1CP9qr4>

culmina après la nouvelle intervention militaire américaine en 2003¹².

- **Les guerres de Yougoslavie (1991-2000).**

Si nous abordons aujourd'hui les guerres d'Ex-Yougoslavie, deux événements reviennent fréquemment pour les définir : le siège de Sarajevo et le Massacre de Srebrenica. Et pour clôturer le débat, la Serbie serait la seule à blâmer dans cette guerre. Un point de vue historique qui mérite un léger rééquilibrage. Si la Serbie a en effet commis des atrocités, elle n'a cependant pas été la seule. Ce qui est moins connu, c'est le rôle des États-Unis dans l'appui aux forces armées croates et bosniaques ainsi qu'aux groupes terroristes responsables d'atrocités tout aussi condamnables. Le but stratégique de l'Amérique dans le démantèlement de la Yougoslavie était de renforcer sa présence dans les Balkans pour contrer toute influence de la Russie dans cette région d'Europe.

a) Soutien à l'armée croate et à ses dérives.

Dès juillet 1995, plusieurs opérations secrètes étaient déjà en cours pour soutenir la Croatie contre l'armée fédérale yougoslave. Les services de renseignement américains avaient déployé le premier modèle de système de reconnaissance d'avions sans pilote UAV, les fameux drones MQ-1 Predator, sur l'île de Brač, dans le sud de la Croatie. Les UAV permettaient de survoler la Yougoslavie et d'identifier les positions serbes pour les transmettre à l'armée croate. Cette dernière était d'ailleurs épaulée depuis le 29 novembre

¹² ANDERSON Perry, MARZOUKI Nadia, « *La casuistique de la guerre et de la paix* », Mouvements, 2003/3 (no27-28), p. 134-141. DOI : 10.3917/mouv.027.0134. [En ligne] Consulté le 19 septembre 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2003-3-page-134.htm>

1994 par la société militaire privée américaine Military Professional Ressources Inc. (MPRI), avec l'autorisation de l'administration américaine. MPRI était en contact direct avec le secrétaire d'État américain Warren Christopher et le président Bill Clinton. La société militaire privée était dirigée par de hauts gradés militaires américains :

- le général à la retraite et ancien commandant suprême de l'OTAN, **John R. Galvin**.
- le général à la retraite et ancien chef du commandement des opérations spéciales de l'armée américaine, **James J. Lindsay**
- le général **Ronald H. Griffith**, qui était toujours actif et occupa en 1995 le poste de vice-chef d'état-major de l'armée américaine, soit le deuxième poste le plus élevé de l'armée. Il avait les fonctions de vice-président exécutif au sein de MPRI¹³.
- Le général à la retraite **Carl E. Vuono**, ancien chef d'État-major de l'armée américaine¹⁴. Membre du CFR.

Le MPRI va s'illustrer notamment lors de « l'opération Tempête »¹⁵ déclenchée début août 1995, au cours de laquelle l'armée croate lance une campagne éclair afin de mettre un terme à l'existence de la République serbe de Krajina (RSK), peuplée majoritairement par des Serbes, et qui s'était autoproclamée indépendante de

¹³ SMITH Harrison (24/07/2018) « *Gen. Ronald Griffith, Gulf War commander and Army vice chief of staff, dies at 82* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : https://www.washingtonpost.com/local/obituaries/gen-ronald-griffith-gulf-war-commander-and-army-vice-chief-of-staff-dies-at-82/2018/07/24/ad3f0f1c-8f55-11e8-bcd5-9d911c784c38_story.html

¹⁴ BEZRUCHENKO Viktor, *The Civil War in Bosnia and Herzegovina (1992-95): Political, Military, and Diplomatic History / Political, Social and Religious Studies of the Balkans Volume III*, Strategic Book Publishing, 2022, page 503.

¹⁵ Le nom "Tempête" donné à l'opération faisait évidemment référence à l'opération Tempête du Désert lancée par les États-Unis contre l'armée irakienne en 1991.

la Croatie quelques années auparavant. Le 5 août, l'armée croate reprend le contrôle de la région de Krajina. Une reconquête qui n'aurait pu se réaliser sans le soutien des États-Unis, comme le témoigna plus tard Charles Boyd, l'ancien commandant adjoint de l'armée américaine en Europe (1992-1995) :

La Croatie n'aurait pas entrepris les offensives contre les Serbes, contre le secteur ouest, nord et sud et dans toute la région de Krajina, sans l'approbation explicite du gouvernement américain¹⁶.

Durant les premières 48 heures de l'offensive croate, plusieurs casques bleus issus des forces de maintien de la paix trouvèrent la mort. L'armée croate a envahi plus de 20 postes d'observation de l'ONU et démis de force 200 de leurs soldats¹⁷. Pendant et après l'offensive, il s'ensuivit des exactions sur les civils serbes, puis leur expulsion de la Krajina. Un exode de près de 200 000 Serbes qui se réfugièrent vers la Bosnie ou la Serbie. Le 30 août 1995, l'OTAN entre officiellement dans la partie et déclenche l'opération Deadeye, puis Deliberate Force, en ciblant l'aviation et les infrastructures militaires des Serbes de Bosnie. Ces opérations décisives ont conduit en décembre 1995 aux accords de Dayton¹⁸. Plusieurs généraux croates seront par la suite poursuivis par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) pour crimes de guerre. En

¹⁶ International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, page 10240, lignes 5 à 11. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : https://www.icty.org/x/cases/slobodan_milosevic/trans/en/020926IT.htm

¹⁷ POMFRET John (06/08/1995) « *ATTACKS ON U.N. UNITS SHOW ACRIMONY TOWARD WORLD BODY IN BALKANS* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1995/08/06/attacks-on-un-units-show-acrimony-toward-world-body-in-balkans/be8b83cb-3855-48e7-bed4-451251b4c742/>

¹⁸ NATO (10/07/2023) « *Operations and missions: past and present* ». [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/topics_52060.htm?selectedLocale=en

2008, la justice croate finira par condamner le général Mirko Norac pour son rôle dans le massacre de civils et de prisonniers de guerre serbes en temps de guerre¹⁹. En 2011, deux autres anciens généraux croates, Ante Gotovina et Mladen Markač, seront reconnus coupables de divers crimes contre l'humanité par le TPIY. Mais le 16 novembre 2012, un tribunal de l'ONU annulera les condamnations²⁰. Le président de la chambre d'appel de l'ONU ayant rendu cette décision était le juge Theodor Meron. Un Américain et membre du CFR²¹.

b) Armer les Bosniaques...et l'internationale djihadiste.

Pour démanteler la Yougoslavie, le Pentagone avait noué une alliance secrète avec les groupes islamistes radicaux du Moyen-Orient pour les envoyer en Bosnie. Ces extrémistes religieux étaient les alliés du moment d'Oncle Sam et seront les ennemis de demain après le 11 septembre 2001, lors du déclenchement de la « guerre contre

¹⁹ France 24 (30/05/2008) « *La Croatie condamne un ancien général pour crimes de guerre* ». [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : <https://www.france24.com/en/20080530-croatian-former-general-condemned-war-crimes-croatia>

²⁰ United Nations (16/11/2012) « *Le tribunal pour crimes de guerre de l'ONU annule les condamnations de deux anciens généraux croates* ». [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : <https://news.un.org/en/story/2012/11/425802>

²¹ United Nations - International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia (16/11/2012) « *Appeals Chamber Acquits and Orders Release of Ante Gotovina and Mladen Markač* ». [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : <https://www.icty.org/sid/11145>

United Nations, International Tribunal for the Prosecution of Persons Responsible for Serious Violations of International Humanitarian Law Committed in the Territory of the Former Yugoslavia since 1991, Case No. IT-06-90-A, 16 November 2012. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : https://www.icty.org/x/cases/gotovina/acjug/en/121116_judgement.pdf

le terrorisme ». L'alliance se concrétisait par l'établissement d'un « vaste canal secret de contrebande d'armes » via la Croatie pour armer les combattants bosniaques et les combattants étrangers islamistes. Ce canal était réalisé par les agences clandestines des États-Unis, de la Turquie, de l'Iran, mais aussi des Moudjahidines afghans, ainsi que l'organisation chiite libanaise et pro-iranienne du Hezbollah. Cette dernière est pourtant considérée par les États-Unis comme « terroriste ». Ainsi, les armes étaient achetées par l'Iran et la Turquie avec le soutien financier de... l'Arabie saoudite. Le transport des armes se faisait initialement par les avions de la compagnie aérienne iranienne Iran Air avant d'être appuyé par les avions de transport militaire C-130 Hercules de l'armée américaine²². Le pont aérien alimentant de manière continue en armes les combattants bosniaques et l'international djihadiste en Bosnie venait d'être édifié. Très vite, la Croatie était devenue la plaque tournante de ce trafic clandestin. Elle avait également reçu des quantités d'armes en provenance d'Allemagne, d'Argentine ou de Belgique. Un trafic bien entendu illégal et en violation flagrante de l'embargo sur les armes émis par l'ONU. Or, la force de protection de l'ONU (FOR-PRONU), chargée théoriquement de faire respecter l'embargo, dépendait des pays qui fournissaient des troupes pour ses renseignements, dont les États-Unis. Cela a permis au Pentagone de contourner facilement l'embargo et de procéder aux livraisons d'armes notamment dans la ville de Tuzla, au nord-ouest de l'actuelle Bosnie-Herzégovine. Lorsque le pot aux roses commençait à être découvert, les Américains auraient fait pression sur la FOR-PRONU pour qu'ils réécrivent leurs rapports, quitte à menacer les responsables norvégiens récalcitrants à « les faire taire ». En 1995, le directeur de la CIA de l'époque, un certain James Woolsey, avait fait part de ses réticences à l'administration Clinton de s'allier avec des islamistes. Pour preuve, lorsque la CIA dépêcha son premier chef de station à Sarajevo pour assurer la liaison avec les autorités bosniaques, ces dernières avaient informé les services de

²² Le **C-130 Hercules** est un avion qui a été conçu au début des années 1950 par la société Lockheed Martin.

renseignement iraniens. Il était devenu une cible à abattre. Cette mésaventure l'a obligé à précipiter son évacuation. La présence de camps d'entraînement afghans et iraniens en Bosnie allait devenir un problème bien plus conséquent, et que les États-Unis tenteront de remédier avec la signature des accords de Dayton, le 14 décembre 1995. Les accords actent la sécession de la Bosnie-Herzégovine de la Yougoslavie finissante et sa subdivision en deux entités régionales : la fédération de Bosnie-et-Herzégovine peuplés majoritairement de Bosniaques et de Croates et la république serbe de Bosnie ou *Republika Srpska*, peuplée majoritairement de Serbes. Les accords prévoyaient aussi le retrait de toutes les forces étrangères, dont les opposants à la CIA, les Iraniens et les Moudjahidines. Le plus confondant lors de ce premier conflit aura été qu'au même moment où les Américains appuyaient les musulmans bosniaques et les Moudjahidines contre les Serbes, d'autres services de renseignement avaient armé les Serbes de Bosnie contre les Bosniaques et les Moudjahidines. Il s'agissait des Grecs, des Ukrainiens, ainsi que des...Israéliens²³.

c) Sécuriser l'acheminement et l'approvisionnement des Moudjahidines.

Le recrutement des Moudjahidines, qui partiront faire le djihad en Bosnie, se faisait par le biais « d'agences humanitaires » à l'image de la Third World Relief Agency (TWRA)²⁴. Fondée en 1987 à Vienne, en Autriche, par l'ancien diplomate soudanais El-fatih Hassanein et son frère Sukarno Hassanein²⁵. Elfatih Hassanein était à la fois le collecteur de fonds pour le président bosniaque, Alija

²³ ALDRICH Richard J. (22/04/2022) « *America used Islamists to arm the Bosnian Muslims* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2002/apr/22/war-crimes.comment>

²⁴ En français, Association d'Aide au Tiers Monde.

²⁵ BEZRUCHENKO Viktor, (op.cité) page 189.

Izetbegovic, et celui qui allait faire transiter les combattants fanatisés pour soutenir l'armée de Bosnie. Les fonds provenaient de dons de plusieurs pays du Moyen-Orient, y compris d'un certain Oussama Ben Laden. D'après les enquêteurs autrichiens, ce serait 350 millions de dollars qui auraient transité vers la Bosnie. D'autre part, il a été rapporté que la TWRA avait des liens avec le cheikh Omar Abdel Rahman. Un religieux égyptien radical ayant été reconnu coupable par la justice américaine pour avoir planifié l'attaque du World Trade Center de 1993, à New York²⁶. Rajoutons qu'Elfatih Hassanein était membre du Front national islamique (*al-Jabha al-Islamiyah al-Qawmiyah*), le parti politique islamiste au pouvoir au Soudan. Hassanein était aussi un partisan de la création d'un état islamique en Bosnie. De son côté, Washington était évidemment au courant de ces liens avec l'islam radical et avait donné des instructions pour que les activités de la TWRA ne soient pas stoppées ni compromises²⁷. Fournir en armes et en combattants la Bosnie contre les troupes serbes et sans faire intervenir directement les Marines, était la priorité absolue. Quitte à violer l'embargo sur les armes voté auparavant par le Congrès des États-Unis et faire abstraction de personnalités peu recommandables. Autre figure ayant joué un rôle clé dans cette logistique, le syrien islamiste Ayman Awan. Chargé d'accueillir les nouvelles recrues sur place et commandant en second des chefs Moudjahidines. Il était l'intermédiaire entre les chefs des combattants étrangers et les autorités Bosniaques et en contact direct

²⁶ PRESTON Julia (18/02/2017) « *Omar Abdel Rahman, Blind Cleric Found Guilty of Plot to Wage 'War of Urban Terrorism,' Dies at 78* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL: <https://www.nytimes.com/2017/02/18/world/middleeast/omar-abdel-rahman-dead.html>

²⁷ POMFRET John (22/09/1996) « *Bosnia's Muslims Dodged Embargo* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/longterm/bos-vote/front.htm>

avec le président Alija Izetbegovic²⁸. Le point de passage et d'approvisionnement se faisait par le port de Split, situé sur la côte dalmate de la Croatie. Les armes et les hommes traversaient ensuite la frontière pour se rendre sur le front avec l'aval des plus hautes autorités, dont le président de la Croatie de l'époque, Franjo Tuđman. Seulement, cette alliance avec les fondamentalistes wahhabites avait un revers. Les Moudjahidines ambitionnaient, à l'instar d'Elfatih Hassanein, de créer un état islamique en Bosnie et donc de chasser tous les chrétiens. Ils se retournèrent même contre leurs alliés croates catholiques de Bosnie. En retour, les autorités croates avaient coupé le ravitaillement et capturé plusieurs combattants étrangers. En signe de représailles, les Moudjahidines exécutaient plusieurs soldats croates et capturaient quelques officiers dont Živko Totić, le commandant en chef de l'armée croate au sein de la brigade Zenica. Finalement, un échange de prisonniers aura lieu. Après ces événements, Franjo Tuđman voulait mettre fin à toute aide à la Bosnie, mais en fut dissuadé par les pressions du président Clinton. Les Moudjahidines, renforcés dans cette confrontation, disposaient désormais d'une large autonomie vis-à-vis de l'armée bosniaque. Le 13 août 1993 est ainsi créé la brigade El-Moudjahid. Une unité composée uniquement de combattants étrangers qui vont s'illustrer dans les combats de Vitez et de Travnik, situés au cœur de la Bosnie. La brigade forge rapidement sa réputation par des actes de barbarie : mutilation, torture, décapitation de prisonniers serbo-bosniaques, sur les soldats comme sur les civils. Le premier chef de cette brigade était Abou Abdel Aziz alias « Barberousse » qui deviendra l'un des recruteurs pour Al-Qaïda. Il sera plus tard supplanté par l'émir égyptien Anwar Sha'baan qui défend une interprétation extrême du Coran et proche lui aussi d'Al-Qaïda. Cette brigade de choc n'empêcha pas le président bosniaque de venir les féliciter en personne pour leurs exploits sur le front. Ce n'est que vers début 1995 que Washington se rend compte du monstre qu'il a engendré. Au fil des mois,

²⁸ *La guerre de Bosnie - les combattants d'Allah*, documentaire réalisé par Olivier Pighetti (2011, France, AB Productions), diffuseur Toute l'Histoire. Disponible sur internet.

les États-Unis vont faire pression sur le président Alija Izetbegovic pour les évacuer de Bosnie en raison des pourparlers de paix auxquels ils sont hostiles. Au moment de la signature des accords de Dayton, plusieurs chefs de la brigade El Moujahid sont assassinés, dont Anwar Sha'baan. Les combattants étrangers vont ensuite pour la plupart quitter lentement la Bosnie vers le Moyen-Orient ou en Europe où ils formeront des cellules terroristes. D'autres resteront sur place pour se cacher, certains recevront même la nationalité bosniaque²⁹. Plus tard, le TPIY accusa l'AID, le service de renseignement bosniaque, et particulièrement son chef de la branche régionale à Zenica, Sead Kikic, d'avoir participé aux *destructions des preuves de crimes de guerre* commis par la brigade El-Moudjahid³⁰.

d) *L'appui à l'organisation terroriste UÇK.*

La première partie du démantèlement de la Yougoslavie ayant été une réussite avec l'indépendance de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie, la deuxième phase pouvait s'opérer par l'administration Clinton en appuyant cette fois sur l'organisation jugée à l'époque comme « terroriste » par les États-Unis, l'Armée de libération du Kosovo (UÇK)³¹. Le 15 janvier 1999, plusieurs dizaines d'Albanais du Kosovo sont retrouvés morts à Račak. Une mission de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

²⁹ DÉRENS Jean-Arnaud (28/05/2005) « *En Bosnie, les anciens djihadistes font profil bas* », Le Temps. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : <https://www.letemps.ch/opinions/bosnie-anciens-djihadistes-profil-bas>

³⁰ OTAŠEVIĆ Ana, « Les organisations combattantes irrégulières en Bosnie Herzégovine », *Stratégique*, 2013/2 (N° 103), p. 219-230. DOI : 10.3917/strat.103.0219. [En ligne] Consulté le 21 septembre 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-strategique-2013-2-page-219.htm>

³¹ U.S. Department of State Archive, "Special Representative Robert S. Gelbard, Press Conference, Pristina, Serbia and Montenegro February 22, 1998", (op. cité).

(OSCE) dirigé par le général américain William G. Walker est envoyée sur place : ce dernier va imputer immédiatement la responsabilité de ce « massacre » aux Serbes, massacre relevant d'un crime contre l'humanité. Or, plusieurs journaux occidentaux avaient remis en question ces conclusions hâtives en rapportant qu'il s'agissait plutôt d'une mise en scène de l'UÇK, qui avait déplacé les corps de ses propres combattants tués la veille lors d'une bataille contre les forces de sécurité serbes³². Une équipe de médecins légistes finlandais avait été dépêchée sur place et avait conclu qu'*aucune indication, permettant de penser que ces personnes étaient autre chose que des civils désarmés*³³. Toutefois, elle ne prouve pas la thèse de « l'exécution massive de civils albanais par des unités serbes »³⁴. Cet événement allait pourtant conduire à la conférence de Rambouillet de février à mars 1999 réunissant les puissances occidentales et les délégations de la Yougoslavie et du Kosovo. Officiellement, elle devait résoudre diplomatiquement les tensions entre serbes et kosovars et trouver un accord de paix. Mais officieusement, l'administration Clinton, et particulièrement sa secrétaire d'État Madeleine Albright, avait pour but de mettre autant de contraintes possibles à la partie yougoslave pour que cette dernière ne puisse que la rejeter

³² HAZAN Pierre (21/01/1999) « *Au Kosovo, des faits troublants alimentent la polémique sur le massacre de Racak* », Le Temps. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.le-temps.ch/monde/kosovo-faits-troublants-alimentent-polemique-massacre-racak>

³³ FRANÇOIS Didier (18/03/1999) « *Tuerie de Racak: le trop prudent rapport. Seule conclusion des légistes finnois: les 40 victimes étaient des civils* », Libération. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL: https://www.liberation.fr/planete/1999/03/18/tuerie-de-racak-le-trop-prudent-rapport-seule-conclusion-des-legistes-finnois-les-40-victimes-etaient_267818/

³⁴ Courrier International (01/10/2003) « *YUGOSLAVIE. Le vrai-faux massacre qui a déclenché la guerre du Kosovo* ». [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.courrierinternational.com/article/2001/01/25/le-vrai-faux-massacre-qui-a-declenche-la-guerre-du-kosovo>

et justifier ainsi une nouvelle intervention militaire de l'OTAN. Henry Kissinger dira plus tard à propos de la conférence que *le texte de Rambouillet, qui appelait la Serbie à admettre les troupes de l'OTAN dans toute la Yougoslavie, était une provocation, un prétexte pour commencer les bombardements*³⁵. Thomas Hutson, ancien employé de l'ambassade des États-Unis à Belgrade, qui fut témoin des événements, rapporta quant à lui que *ce n'étaient pas des accords, c'était un dictat, auquel ni le gouvernement yougoslave ni aucun autre État souverain ne pouvait consentir*³⁶. Comme prévu, la Yougoslavie refusa, et le 24 mars 1999, le président Clinton s'adresse à la nation pour informer que les forces armées américaines ainsi que celles de l'OTAN ont lancé des frappes aériennes sur les forces serbes³⁷. Les bombardements vont durer pendant plus de 70 jours et verra l'ambassade chinoise à Belgrade être frappée « par erreur » et dans laquelle trois employés trouvèrent la mort³⁸. Après l'accord sur un cessez-le-feu, le Kosovo est occupé par les troupes de l'OTAN via la force multinationale pour le Kosovo, la KAFOR. Ensuite, c'est la mise en place de la Mission d'administration intérimaire des Nations unies au Kosovo (MINUK), et dont l'un

³⁵ BANCROFT Ian (24/03/2009) « *Serbia's anniversary is a timely reminder* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/mar/24/serbia-kosovo>

³⁶ *Yougoslavie - Une guerre évitable*, documentaire réalisé par George Bogdanich et Maron Lettmayer (2005, France, Frontier Theatre and Film Inc.), diffuseur Toute L'Histoire.

³⁷ MCAmericanpresident (24/03/2008) « *President Bill Clinton - Statement on Kosovo Intervention* », YouTube. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=rusF4OJzGbo>

³⁸ PHILIP Bruno (24/02/2022) « *Chine-Etats-Unis : en 1999, « l'affaire mystérieuse » du bombardement américain sur l'ambassade chinoise à Belgrade* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL: https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/24/chine-etats-unis-en-1999-l-affaire-mysterieuse-du-bombardement-americain-sur-l-ambassade-chinoise-a-belgrade_6115012_3210.html

des représentants spéciaux sur place sera un certain Bernard Kouchner, membre tout comme sa compagne Christine Ockrent du Groupe Bilderberg³⁹. La MINUK est chargée de préparer l'indépendance du Kosovo et de collaborer avec les autorités kosovares, c'est-à-dire avec l'UÇK et plus tard avec sa branche politique, le parti démocratique du Kosovo (PDK), dont le président accèdera aux fonctions de Premier ministre du Kosovo, Hashim Thaçi. Celui-ci sera accusé par l'ancienne procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Carla Del Ponte, de s'être livré au trafic d'organe ainsi que plusieurs dirigeants kosovars⁴⁰. Le 16 décembre 2011, le député suisse Dick Marty présente un rapport devant le Conseil de l'Europe sur le trafic d'organes dont auraient été victimes des prisonniers serbes de l'UÇK dans plusieurs centres de détentions, dont la « maison jaune » du village de Ripë⁴¹. D'après le journaliste Pierre Péan, dans le livre *Le monde selon K*.⁴², du fait de ses fonctions de haut représentant spécial pour l'ONU, Bernard Kouchner aurait dû savoir pour ce trafic⁴³. Rappelons que le PDK est aujourd'hui affilié à

³⁹ DÉSROSIERS Éric (05/06/2006) « *Perspectives - Les maîtres du monde* », Le Devoir. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.ledevoir.com/non-classe/110837/perspectives-les-maitres-du-monde>

⁴⁰ France Info (01/11/2011) « *Carla Del Ponte accuse des leaders kosovars de trafic d'organes* ». [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/carla-del-ponte-accuse-des-leaders-kosovars-de-traffic-d-organes_1664699.html

⁴¹ DÉRENS Jean-Arnault (04/01/2011) « *Trafic d'organes au Kosovo : un rapport accablant* », Le Monde diplomatique. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/car-net/2011-01-04-Kosovo>

⁴² PÉAN Pierre, *Le monde selon K*, éditions Fayard, Paris, 2009.

⁴³ Agenceinfolibre (07/04/2014) « *Pierre Péan sur B.Kouchner et la maison jaune : "Quand on lui pose la question, il devient fou !"* », YouTube. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=kP5P5uoeQXs>

l'Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE), rattachée au groupe Renew Europe.

En 2008, Helena Ranta, l'une des médecins légistes finlandaises ayant autopsié les cadavres du « massacre de Račak » confiera qu'elle avait reçu des pressions de la part du général William Walker pour faire accuser les Serbes et ainsi servir de *casus belli* à l'OTAN : *Walker voulait que je déclare que les Serbes étaient derrière [le massacre de Račak] afin que la guerre puisse commencer*⁴⁴.

e) La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo aujourd'hui.

Après Dayton, la Bosnie-Herzégovine a eu le privilège d'avoir l'une des constitutions les plus compliquées au monde, imposant des quotas d'ethnies à tous les niveaux des organes de décision de l'État. De plus, le pays vit sous la tutelle du Haut-représentant pour la Bosnie-Herzégovine qui dispose de pouvoirs considérables comme celui de voter des lois et de démettre de leur fonction des élus. Il s'agit d'un étranger, l'Allemand Christian Schmidt, ancien ministre de la Culture dans le gouvernement d'Angela Merkel, et accusé par ses détracteurs de soutenir les Croates de Bosnie. Un poste créé de toute pièce à la suite des accords de Dayton, donc depuis 1995. Trois décennies de tutelle. La Bosnie-Herzégovine est désormais, par sa position géographique dans les Balkans, le jeu d'influence des grandes puissances mondiales : européenne (surtout allemande), américaine, chinoise, russe, saoudienne et turque⁴⁵. Ensuite, elle est classée en 2022 selon Transparency International, à la 110^e place sur 180

⁴⁴ HERMAN Edward S., PETERSON David, *The Politics of Genocide*, Monthly Review Press, U.S.A., 2010, pages 97-98.

⁴⁵ *Bosnie-Herzégovine - Une paix si fragile*, documentaire réalisé par Pierre-Olivier François (2023, France, ARTE Studio) Diffuseur Arte. Disponible sur internet.

concernant l'indice de perception de la corruption⁴⁶. Puis, la Bosnie connaît, outre la poussée des volontés sécessionnistes de toute part, une lente montée du salafisme⁴⁷. Pour preuve, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo - devenu indépendant en 2008 - ont été en tête des pays européens en pourcentage de la population ayant rejoint des organisations terroristes (Front Al-Nosra et Daesh), au moment des guerres civiles en Syrie et en Irak au cours des années 2010⁴⁸. Le Kosovo, quant à lui, abrite depuis 1999, la base américaine - et de l'OTAN - Bondsteel. Cette base est soupçonnée aujourd'hui d'être un centre de détention ayant « de nombreux parallèles avec Guantánamo : des détenus arrêtés en dehors de toute procédure judiciaire, sans garantie judiciaire, sans avocat ». Par ailleurs, Bondsteel n'est pas accessible aux inspections du Comité contre la Torture du Conseil de l'Europe (CPT)⁴⁹. Joignons le fait que le Kosovo est, lui aussi, gangréné par la corruption, par les mafias et par les trafics illégaux en tout genre, dont le trafic de drogue, au vu et au su des

⁴⁶ Transparency International, "Bosnia and Herzegovina". [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.transparency.org/en/countries/bosnia-and-herzegovina>

⁴⁷ IEMed, "IEMed Mediterranean Yearbook 2017", « *Salafism in Bosnia and Herzegovina* » by Dr Marko Babić. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.iemed.org/publication/salafism-in-bosnia-and-herzegovina/?lang=fr>

⁴⁸ European Parliament, PETROVIĆ Predrag (juin 2016) « *Islamic radicalism in the Balkans* », European Union Institute for Security Studies (EUISS). [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : https://www.europarl.europa.eu/meetdocs/2014_2019/documents/dsee/dv/10_balkan_radicalism/10_balkan_radicalismen.pdf

⁴⁹ Conseil de l'Europe – Assemblée parlementaire (22/01/2006) « *Allégations de détentions secrètes dans des États membres du Conseil de l'Europe* ». [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : https://web.archive.org/web/20130706103913/https://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Committee-Docs/2006/20060124_Jdoc032006_F.htm

Américains⁵⁰. En 2000, les agences internationales de lutte contre le trafic de drogue ont estimé que le Kosovo était devenu le « paradis des contrebandiers » qui fournissait jusqu'à 40% de l'héroïne vendue en Europe et en Amérique du Nord⁵¹. Pour finir, les dirigeants kosovars soupçonnés d'être impliqués dans le trafic d'organes n'ont toujours pas été inquiétés par la Cour pénale internationale.

f) Le de Gaulle de la Bosnie en lutte.

Durant cette période, nous avons observé le soutien affiché de Bernard-Henri Levy au président bosniaque, Alija Izetbegovic (1925-2003), qu'il a rencontré en personne et dont il a serré la main en janvier 1993. En 2013, lors du dixième anniversaire de sa mort, le philosophe très engagé avait rendu un vibrant hommage dans son discours à Sarajevo à ce personnage qu'il surnommait « le de Gaulle de la Bosnie en lutte »⁵². BHL salue ainsi un homme ayant pactisé avec les terroristes islamistes responsables de crimes de guerre et qui les a couverts jusqu'au bout. Mais ce n'était pas la seule controverse du personnage. Durant la Seconde Guerre mondiale, Alija Izetbegovic avait été durant sa jeunesse un collaborateur du régime fasciste croates des Oustachis, l'état fantoche créé par l'Allemagne nazie. Il avait ensuite rejoint les Jeunes musulmans. Ce groupe était tiraillé entre rejoindre la division SS Handschar encouragée par le grand Mufti de Jérusalem, Mohammed Amin al-Husseini, ou les communistes yougoslaves. Izetbegovic avait soutenu la division SS. En

⁵⁰ The Guardian (11/09/2000) « US 'covered up' for Kosovo ally », [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2000/sep/10/balkans.internationalcrime>

⁵¹ O'Kane Maggie (13/03/2000) « Kosovo drug mafia supply heroin to Europe », The Guardian. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2000/mar/13/balkans>

⁵² LÉVY Bernard-Henri (23/10/2013) « Le discours de Sarajevo », La règle du jeu. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://laregledujeu.org/2013/10/23/14508/le-discours-de-sarajevo/>

1946, un tribunal militaire yougoslave le condamna à trois ans d'emprisonnement pour ses activités en temps de guerre. Une fois sa peine purgée, il se lança en politique et il retourna en prison pour avoir publié dans les années 1970 un manifeste islamiste, la *Déclaration islamique (Islamska deklaracija)*⁵³. Ce document affichait clairement « un programme d'islamisation des musulmans et des nations musulmanes ». Izetbegovic voulait que l'Islam devienne « un mode de vie intégral » régissant l'ensemble de la société. Il aspirait aussi à unir tous les musulmans en une « seule communauté - religieuse, culturelle et politique » :

La réalisation de l'Islam dans tous les domaines de la vie personnelle des individus, de la famille et de la société, à travers le renouveau de la pensée religieuse islamique et la création d'une communauté islamique unique du Maroc à d'Indonésie⁵⁴.

Il estimait que les mouvements islamiques devraient prendre le pouvoir dans les pays dès lors où ils deviendraient majoritaires pour imposer une société islamique :

Le mouvement islamique devrait et peut envisager de prendre le pouvoir dès qu'il sera moralement et numériquement si fort, qu'il pourra non seulement renverser le mouvement non islamique existant, mais aussi construire le nouveau gouvernement islamique⁵⁵.

⁵³ BINDER David (20/10/2003) « *Alija Izetbegovic, Muslim Who Led Bosnia, Dies at 78* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.ny-times.com/2003/10/20/world/alija-izetbegovic-muslim-who-led-bosnia-dies-at-78.html>

⁵⁴ ZADRO Lucija (2020), *Uloga i djelovanje stranih muslimanskih dobrovoljaca u ratu Hrvata i Muslimana u Bosni i Hercegovini 1992. - 1994*. University of Zagreb, Faculty of Croatian Studies / Sveučilište u Zagrebu, Fakultet hrvatskih studija. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://repozitorij.hrstud.unizg.hr/islandora/object/hrstud%3A2453/datastream/PDF/view>

⁵⁵ N-NUM.com, IZETBEGOVIĆ Alija, *ISLAMSKA DEKLARACIJA*, page 24. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL :

Puis, Izetbegovic présentait comme exemple d'ordre islamique bien réalisé, le Pakistan⁵⁶. Or, la république islamique du Pakistan n'a pas de relations diplomatiques officielles avec Israël, arrête ses citoyens pour avoir visité le pays⁵⁷. L'antisémitisme⁵⁸ ainsi que la persécution de la minorité chrétienne sont également palpables⁵⁹.

Bien avant l'ode à la joie au bataillon néonazi Azov, BHL avait déjà appuyé des personnalités à la réputation douteuse et sujette à « controverse ».

<https://www.n-um.com/wp-content/uploads/2017/09/Islamska-Deklaracija-knjiga-o-islamizaciji-muslimana-Alija-Izetbegovic.pdf>

⁵⁶ La *Déclaration islamique* est aujourd'hui promue par la fondation Alija Izetbegović. Réf. :

FONDACIJA ALIJA IZETBEGOVIĆ (02/06/2020) « *Komplet izabranih djela Alije Izetbegovića u izdanju Muzeja "Alija Izetbegović"* ». [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.alijaizetbegovic.org/novo-izdanje-kompleta-izabranih-djela-alije-izetbegovica/#>

⁵⁷ Haaretz (05/07/2023) « *Pakistan Arrests Five Citizens for Travelling to Israel* ». [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.haaretz.com/world-news/asia-and-australia/2023-07-05/ty-article/pakistan-arrests-five-citizens-for-travelling-to-israel/00000189-2602-da0e-a59b-af73d4f50000>

⁵⁸ JIKELI Günther, « L'antisémitisme en milieux et pays musulmans : débats et travaux autour d'un processus complexe », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2015/2-3 (n° 62-2/3), p. 89-114. DOI : 10.3917/rhmc.622.0089. [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-d-histoire-moderne-et-contemporaine-2015-2-page-89.htm>

⁵⁹ Human Right Watch (22/08/2023) « *Pakistan: Mob Attacks Christian Settlement* ». [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : <https://www.hrw.org/news/2023/08/22/pakistan-mob-attacks-christian-settlement>

- **Soutien à Paul Kagame, alias « le boucher des Grands Lacs » (1994 - ?).**

Entre avril et juillet 1994, le gouvernement de l'ethnie majoritaire Hutu perpète un génocide de la minorité Tutsi qui aura fait selon les spécialistes entre 800 000 et 1 million de morts. Durant cette période, trois acteurs principaux vont s'illustrer : le Front patriotique rwandais (FPR) présidé par Paul Kagame, la force militaire internationale avec mandat de l'ONU dirigée par la France, appelée l'Opération Turquoise, et les forces armées américaines. Le FPR a été soutenu par les Américains et les Britanniques via sa base arrière de l'Ouganda, voisin frontalier nord du Rwanda. De là, il lance son offensive dès le mois d'avril 1994. À partir du mois de mai, le FPR est aux portes de Kigali, la capitale du Rwanda, qui est finalement prise en juillet. Cette progression du FPR produit un nombre considérable de déplacés de la majorité Hutu vers l'Ouest du pays, vers la frontière avec ce qui est encore appelé le Zaïre, aujourd'hui la République Démocratique du Congo (RDC). Entretemps, l'Opération Turquoise est enclenchée à partir du 23 juin 1994 ; elle a pour mission de stopper les massacres « partout où il sera possible » et par la force si cela est nécessaire. La force internationale commandée par la France se déploie dans l'Ouest du Rwanda. Plus tard, Kagame reprocha à la France d'avoir voulu protéger les « génocidaires » rwandais - englobant sans distinctions les victimes, les réfugiés et les bourreaux - ainsi que d'avoir laissé perpétrer les massacres de Bisesero. La procédure judiciaire en France menée par les associations rwandaises proche de Paul Kagame a abouti le 1^{er} septembre 2022 sur un non-lieu. Une ordonnance qui fut cassée par la Cour d'appel de Paris, seulement pour une question de procédure⁶⁰. Mais

⁶⁰ RFI (21/06/2023) « *Génocide au Rwanda: la justice française annule le non-lieu dans l'enquête sur les massacres de Bisesero* ». [En ligne] Consulté le 25 septembre 2023. URL : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230621-g%C3%A9nocide-au-rwanda-la-justice-fran%C3%A7aise-annule-le-non-lieu-dans-l-enqu%C3%AAtre-sur-les-massacres-de-bisesero>

derrière cette accusation de protéger « les génocidaires », Kagame comptait se servir des réfugiés pour justifier ses futures interventions militaires dans la région du Kivu au Zaïre afin d'extraire les richesses minières du pays : l'or, la cassitérite (minerai d'étain) ou encore le coltan, indispensables pour les ordinateurs, téléphones portables et les futures batteries des voitures électriques⁶¹. La tactique était de pousser les réfugiés, tout en commettant au passage les mêmes crimes de guerre que le régime précédent mais cette fois contre les Hutus, à la frontière vers le Zaïre, pour ensuite légitimer ses interventions militaires en poursuivant les « génocidaires ». Pour réaliser ce dessein, la présence de la force internationale commandée par la France faisait obstacle. C'est là qu'entre en scène notre troisième acteur. L'opération Turquoise ne va durer que jusqu'au 20 août 1994. D'après l'ancien ministre de la Défense de l'époque, Charles Millon, le président Chirac avait subi les pressions de Bill Clinton pour qu'il arrête tout⁶². Car en juillet 1994, le président des États-Unis avait lancé l'opération militaire Support Hope visant à fournir une aide humanitaire aux réfugiés du génocide, mais aussi une aide militaire pour conforter l'instauration du nouveau régime et en assurant une aide financière de la Banque mondiale. Un nouveau gouvernement rwandais allait donc voir le jour, allié de Washington, avec Paul Kagame en tant que ministre de la Défense, puis en tant que président depuis 2000. En 1995, Paul Kagame affirma devant la presse que d'anciens membres de l'ex-FAR (Forces armées rwandaises) ayant participé au génocide étaient présents dans les camps de réfugiés au Zaïre et constitueraient une menace pour la sécurité du Rwanda. Cette « menace » lui permet d'obtenir la levée pour un an de l'embargo de l'ONU sur les armes, instauré depuis mars 1994 contre le gouvernement précédent. La requête de Kagame

⁶¹ AFP (28/12/2016) « *RD Congo : Kivu, un destin compliqué au cœur des Grands Lacs* », Le Point. [En ligne] Consulté le 25 septembre 2023. URL : https://www.lepoint.fr/afrique/rd-congo-kivu-un-destin-complique-au-coeur-des-grands-lacs-28-12-2016-2093360_3826.php

⁶² ONANA Charles, *Holocauste au Congo : L'Omerta de la communauté internationale* (op. cité), page 12.

s'est faite avec l'aide des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Les armes, que le Rwanda a accumulées, vont permettre d'équiper l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) dirigé par Laurent Désiré Kabila pour fomenter le coup d'État contre le président du Zaïre, Joseph-Désiré Mobutu en 1997⁶³. Désiré Kabila devient donc le nouveau président de la République démocratique du Congo (RDC) de 1997 jusqu'à 2001. Puis, c'est son fils, Joseph Kabila, qui lui succède jusqu'en 2019, où après des tensions politiques, une alternance s'est produite avec l'élection de Félix Tshisekedi à la présidence de la RDC. Kagame, en tant que président, va financer et équiper des groupes armés, tels que le Mouvement du 23 mars (M23)⁶⁴, responsables d'exactions et de massacres qui totaliseraient aujourd'hui 10 millions de morts, 500 000 femmes violées et 110 000 km² de forêts dévastées par l'exploitation illégale des ressources minières dans la région du Kivu, en RDC. Paul Kagame, bien qu'ayant développé sa lourde réputation de « boucher des Grands Lacs », est reçu parmi les grands de ce monde. Il a serré la main au président français Emmanuel Macron et à celle du secrétaire d'État américain, Antony Blinken⁶⁵. Il bénéficie d'une notoriété au point que l'une de ses ministres en fonction, Paula Ingabire, a intégré la gouvernance du World Economic Forum. La Cour pénale internationale devra, là aussi, attendre longtemps, surtout si Kagame compte rester au pouvoir jusqu'en 2035.

⁶³ *Idem*, pp. 97-100.

⁶⁴ Nations Unies – Conseil de sécurité (10/08/2017), Lettre datée du 4 août 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts dont le mandat a été reconduit par la résolution 2293 (2016), S/2017/672. [En ligne] Consulté le 25 septembre 2023. URL : <https://webdoc.rfi.fr/rdc-kasai-violences-crimes-kamuina-nsapu/chap-04/pdf/rapport-groupe-experts-aout-2017.pdf>

⁶⁵ AFP (11/08/2022) « *Blinken appelle Kigali et Kinshasa à "cesser" de soutenir des groupes armés en RDC* », L'Express. [En ligne] Consulté le 25 septembre 2023. URL : https://www.lexpress.fr/monde/rwanda-les-etats-unis-inquiets-pour-les-droits-de-l-homme_2178418.html

À présent, nous devons nous concentrer sur les compagnies qui tireraient profit de l'exploitation illégale des minerais de la RDC avec la complicité du « boucher des Grands Lacs ». D'après le politologue et journaliste Charles Onana, serait impliquée dans ce trafic la coentreprise américano-néerlandaise, Eagues Wings Ressources International (EWRI), filiale de la compagnie américaine Trinitech international Inc., basée dans l'Ohio, aux États-Unis⁶⁶. EWRI, société fondée en 2000 au Luxembourg, était représenté par Alfred Rwigema, le gendre du président Paul Kagame. Trinitech International était dirigé par l'américain Robert Raun⁶⁷. Nous avons aussi Rwanda Metals et Grands Lacs Metals, des sociétés proches de l'armée patriotique rwandaise⁶⁸. Autre entreprise, l'American Mineral Fields International (AMFI), basée dans le Kansas, aux États-Unis⁶⁹. Elle était dirigée par son cofondateur, Jean-Raymond Boule et présidée par Michael McMurrough. Ce dernier est un proche du président Bill Clinton. Cette société avait signé des accords avec le chef de l'AFDL, Laurent-Désiré Kabila, au moment où celui-ci renversait le président du Zaïre, Joseph-Désiré Mobutu. Dans ces accords figurait un contrat d'un milliard de dollars pour l'exploitation des mines au Congo de Kolwezi (cobalt) et de Kipushi (zinc)⁷⁰. En 1997,

⁶⁶ ONANA Charles, *Holocauste au Congo : L'Omerta de la communauté internationale* (op. cité), pp. 384-386.

⁶⁷ CUVELIER Jeroen, RAEYMAEKERS Tim, *EUROPEAN EUROPEAN EUROPEAN COMPANIES COMPANIES COMPANIES AND THE AND THE AND THE COLTAN TRADE: COLTAN TRADE: COLTAN TRADE: AN UPDATE AN UPDATE* part 2, IPIS Report – September 2002. [En ligne] Consulté le 25 septembre 2023. URL : https://ipisresearch.be/wp-content/uploads/2015/06/20021008_Coltan-rapport.pdf

⁶⁸ ONANA Charles, *Holocauste au Congo : L'Omerta de la communauté internationale* (op. cité), page 377.

⁶⁹ *Idem*, pp. 373-375.

⁷⁰ SNOW Keith Harmon, BAROUSKI David (01/03/2006), *Behind the Numbers Untold Suffering in the Congo - Part 1 of 2*. The University of Texas at Austin - Liberal Arts ITS. [En ligne] Consulté le 25 septembre 2023. URL : <https://www.laits.utexas.edu/africa/ads/1535.html>

la compagnie américaine va changer de nom pour devenir Adastra Minerals Inc⁷¹. Puis en 2006, Adastra Mineral Inc. est acquise pour 275 millions de dollars par la compagnie canadienne, First Quantum Minerals, dont le président de l'époque était G. Clive Newall ; aujourd'hui il s'agit de Tristan Pascall⁷². Les principaux actionnaires de cette compagnie en 2023 sont :

- La société hongkongaise, Jiangxi Copper Compagny Limited, avec 18,30 % et représentant une valeur de 3,395 milliards de dollars.
- Capital Research & Management Co. (World Investors), 16,35 %, valeur : 3,033 milliards de dollars.
- Capital Research & Management Co. (Global Investors), 12,75 %, valeur : 2,366 milliards de dollars.
- Fidelity Management & Research Co. LLC, 5,361 %, valeur : 995 millions de dollars.
- Capital International Ltd., 2,998 %, valeur : 556 millions de dollars.
- The Vanguard Group, Inc., 2,681 %, valeur 497 millions de dollars.
- BlackRock Investment Management (UK) Ltd, 1,932 %, valeur 358 millions de dollars⁷³.

Si nous nous concentrons sur Jiangxi Copper Compagny Limited, on s'aperçoit qu'elle a comme actionnaires principaux :

⁷¹ SEC.gov, "ADASTRA MINERALS INC". [En ligne] Consulté le 25 septembre 2023. URL : <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/1050602/000122096704000100/0001220967-04-000100.txt>

⁷² Fasken (may 2006) "First Quantum Minerals Inc.", Fasken. [En ligne] Consulté le 25 septembre 2023. URL : [https://www.fasken.com/en/solution/clientwork/2006/05/first-quantum-acquires-adastra-for-us\\$275-million](https://www.fasken.com/en/solution/clientwork/2006/05/first-quantum-acquires-adastra-for-us$275-million)

⁷³ Zonebourse.com, "First Quantum Minerals Ltd.". [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.zonebourse.com/cours/action/FIRST-QUANTUM-MINERALS-LT-1410017/societe/>

- The Vanguard Group, Inc., 3,837 %, valeur : 83 millions de dollars.
- APG Asset Management NV, 3,127 %, valeur : 68 millions de dollars.
- FIL Investment Management (Hong Kong) Ltd., 1,667 %, valeur : 36 millions de dollars⁷⁴.

Et si maintenant nous nous intéressons à APG Asset Management NV, nous découvrons qu'il s'agit de la société d'investissement de retraite néerlandaise, Algemene Pensioen Groep (APG). APG est basée aux Pays-Bas et dispose d'un capital de 541 milliards d'euros d'actifs sous gestion⁷⁵. Jusqu'en 2008, elle était rattachée au fonds de pension Stichting Pensioenfonds ABP⁷⁶. APG a comme présidente de directoire, Mme Annette Mosman⁷⁷. Or, nous notons dans les anciens membres du conseil d'administration d'APG, l'ancien Premier ministre belge (1999-2008), M. Guy Verhofstadt⁷⁸. Membre du parti néerlandophone Open Vlaamse Liberalen en Democraten (Open vld), député européen et ancien président du groupe Alliance des libéraux et des démocrates pour l'Europe (ALDE) au Parlement européen, aujourd'hui le groupe Renew Europe. Rappelons qu'il a été le cofondateur du Groupe Spinelli qui milite en

⁷⁴ Zonebourse.com, "Jiangxi Copper Company Limited". [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.zonebourse.com/cours/action/JIANGXI-COPPER-COMPANY-LI-5228696/societe/>

⁷⁵ APG, "Asset Management". [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://assetmanagement.apg.nl/>

⁷⁶ APG (30/06/2022) « *Pension Fund ABP exists 100 years* ». [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://apg.nl/en/publication/pension-fund-abp-exists-100-years/>

⁷⁷ APG, "Corporate Governance". [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://apg.nl/en/about-apg/corporate-governance/>

⁷⁸ COOPER Harry (01/11/2016) « Parliamentarians can keep the (other) day job ». [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.politico.eu/article/meps-can-have-second-jobs-guy-verhofstadt-belgium-ngo/>

faveur d'une « Europe fédérale et post-nationale »⁷⁹. Au sein de l'APG, il occupait les fonctions de vice-président du conseil de surveillance de 2009 à 2014 où il gagnait 144 000 euros par an. À présent, M. Guy Verhofstadt est membre du conseil consultatif de la fondation anticorruption de l'opposant russe Alexeï Navalny⁸⁰.

- **Les révolutions de couleurs 2000-2005.**

Comme nous l'avons écrit au cours de l'ouvrage, les « révolutions de couleurs » ont été appuyées par les États-Unis et la CIA via diverses ONG pour faire avancer l'agenda géopolitique visant à contrôler l'Eurasie, conformément à la vision de Zbigniew Brzezinski dans son livre *Le Grand Échiquier*. Tout d'abord en 2000, le mouvement serbe Otpor (Résistance) qui fut financé par la NED, va jouer un rôle déterminant dans la chute de Slobodan Milošević. En 2003, ce fut la révolution des Roses en Géorgie qui renverse le président Edouard Chevardnadze et fera porter au pouvoir le très atlantiste Mikheil Saakachvili. En 2004, c'était la révolution Orange en Ukraine qui annula le deuxième tour de l'élection présidentielle pour faire élire le candidat pro-occidental, Viktor Iouchtchenko. En 2005, la révolution des Tulipes au Kirghizistan entraîne la chute du président Askar Akayev et de son gouvernement. En 2005 toujours, c'est la tentative avortée en Biélorussie de la révolution en *jean* qui fut appuyée par l'organisation Zubr, calquée sur le modèle d'Otpor⁸¹.

- **Les doutes persistants sur le 11 septembre 2001.**

⁷⁹ Revoir le chapitre 11 sur la Commission Trilatérale.

⁸⁰ European Parliament, "Guy VERHOFSTADT". [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : https://www.europarl.europa.eu/meps/fr/97058/GUY_VERHOFSTADT/cv

⁸¹ DIEHL Jackson (03/01/2005) « *Battle for Belarus* » The Washington Post - American Enterprise Institute. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.aei.org/articles/battle-for-belarus/>

Plus de 20 ans se sont passés après les attaques, et pourtant, un nombre croissant d'Américains ne croient pas en la version officielle du 11 septembre et penche plutôt pour une opération interne, un *inside job* (travail de l'intérieur). C'est ce que nous révèle Statista dans son étude de 2019, à la question : *Dans quelle mesure croyez-vous à la théorie du complot selon laquelle le 11 septembre serait une opération interne ?* 23% d'entre eux répondent qu'ils y croient (un peu et fermement) contre 45 % qui n'y croient pas du tout⁸². En 2023, selon le sondage réalisé par l'IFOP pour l'ambassade des États-Unis, 55% des Américains se disaient sensibles aux « théories du complot » et en France 35%. Toujours dans la même étude, 42% des Américains pensent désormais que le 11 septembre est un *inside job*⁸³. En l'espace de quelques années, la part d'Américains ne croyant pas en la version officielle du 11 septembre a presque doublé.

Dans la liste des arguments que ces personnes émettent pour démontrer la thèse du complot interne et contredire la commission du 11 septembre, nous citerons : l'effondrement des deux Tours à la vitesse de la chute libre. Ce qui laisserait entendre que cela n'aurait pu se réaliser qu'à travers l'installation d'explosifs à l'intérieur des bâtiments, et donc de complicités internes. Idem pour la troisième Tour (World Trade Center 7 ou WTC7 ou Tour n°7) alors qu'aucun avion ne l'a touché et qu'elle ne figure pas dans le rapport de la commission du 11 septembre. Autre point, le passeport d'un des

⁸² Statista, « *To what extent do you believe in the conspiracy theory that 9/11 was an inside job?* ». [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.statista.com/statistics/959504/belief-september-11-inside-job-conspiracy-us/>

⁸³ FRESARD Jules (13/04/2023) « 11-SEPTEMBRE, CHLOROQUINE, GUERRE EN UKRAINE... 35% DES FRANÇAIS CROIENT AUX THÉORIES COMLOTISTES », BFM TV. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/societe/11-septembre-chloroquine-guerre-en-ukraine-35-des-francais-croient-aux-theories-complotistes_AN-202304130788.html

terroristes qui a détourné l'avion et retrouvé dans les décombres comme par miracle, le trou du Pentagone ne correspondant pas au diamètre d'un Boeing, pourquoi l'Air Force n'est pas intervenue pour intercepter les avions, les soupçons des délits d'initiés sur les ventes des compagnies aériennes American Airlines et United Airlines précédant le jour de l'attaque, etc.⁸⁴

Des arguments auxquels ni les hommes politiques ni même les journalistes n'ont su apporter de réponses claires et définitives. Nous allons présenter l'exemple de la France avec l'émission *Les détectives de l'Histoire*, diffusée sur la chaîne de télévision France 5. L'épisode consacré à démystifier les « théories du complot » autour du 11 septembre 2001 et apporter des réponses « rationnelles », était présentée par le journaliste Laurent Joffrin, *young leader* 1994 de la French-American Foundation⁸⁵. Pour apporter une explication logique à l'effondrement de la troisième tour (la Tour n°7) qui n'a été percuté par aucun avion, Laurent Joffrin nous fera venir un spécialiste en construction, Henri Gottesdiener. Celui-ci apportera une hypothèse abracadabrante dont voici la retranscription :

Laurent Joffrin : Alors, qu'est-ce qu'il en est de l'autre immeuble ? Il y a les deux grandes tours, il y a un troisième immeuble [...] lui aussi, il s'effondre sur lui-même, mais aucun avion n'est rentré dedans.

Henri Gottesdiener : Non. Mais on peut, alors là, on est réduit aux suppositions, car on n'a pas d'informations particulières sur cet immeuble. On peut imaginer que le kérosène

⁸⁴ BUI Elodie, COCQUET Marion (26/01/2017) « *Des soupçons de délit d'initiés jamais vraiment levés* », Nouvel Obs. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.nouvelobs.com/rue89/20090203.RUE2675/des-soupcons-de-delit-d-inities-jamais-vraiment-leves.html>

⁸⁵ **Laurent Joffrin**, de son vrai nom Mouchard, est aussi un membre du Club le Siècle, un réseau élitiste français regroupant aussi bien les milieux d'affaires, du monde politique et journaliste français. **Edouard Philippe** comme **Emmanuel Macron** sont passés par ce réseau.

éventuellement s'il est descendu jusqu'à la base des tours, je ne sais pas si les sous-sols communiquaient... On peut imaginer qu'il y a eu...

Laurent Joffrin : C'est hypothétique. Ce qu'on dit, c'est qu'il y a des flammes, des flammèches, du feu qui s'est communiqué par l'air.

Henri Gottesdiener : Ça ne serait pas suffisant. Alors, il se peut que le feu soit passé d'une tour à l'autre et ensuite, soit monté dans les étages.

Laurent Joffrin : Vous avez l'air moins sûr, quand même.

Henri Gottesdiener : Je suis moins sûr parce qu'on n'a pas d'info !⁸⁶

Pour reprendre un commentateur taquin de l'émission : *Ce soir-là est né le concept de feu intelligent à GPS intégré*. Plaisanterie à part, le fait qu'un journaliste d'une émission du service public avance avec un « spécialiste en construction » comme hypothèse, l'effondrement d'une tour de 194 mètres de hauteur en métal par le kérosène enflammé en provenance des deux avions écrasés, que ce kérosène enflammé soit après descendu pour aller ensuite dans les sous-sols, puis parcourant plus de 100 mètres de distance pour aller directement vers la Tour n°7 – pourquoi celle-là en particulier, on ne sait pas⁸⁷ – ; qui remonte dans l'immeuble et fait effondrer le

⁸⁶ *Les détectives de l'histoire, 11 Septembre : A-t-on dit toute la vérité ?*, émission réalisée par Nicolas Ferraro et présentée par Laurent Joffrin (2010, France, France Télévisions) diffuseur France 5. Disponible sur internet.

Dailymotion à 7min30 : <https://www.dailymotion.com/video/xep06s#from=embediframe> (Consulté le 26/09/2023)

⁸⁷ La WTC 7 était occupée principalement par la Salomon Smith Barney, filiale de la Citigroup. Le bâtiment abritait aussi des services officiels (CIA, du Department of Defense et l'Internal Revenue Service (IRS) et Securities and Exchange Commission (SEC)). Réf. :

CORLEY William G., *World Trade Center Building Performance Study: Data Collection, Preliminary Observations, and*

bâtiment de la même manière que les deux autres tours, est légèrement tirée par les cheveux. Il n'est pas certain que cette prestation relevant presque du comique ait convaincu les plus sceptiques.

Autre élément qui est passé sous silence, la composition de la commission du 11 septembre ayant rédigé le rapport actant la version officielle sur les attentats :

Parti démocrate : **Lee H. Hamilton**, vice-président de la commission, avait siégé à plusieurs conseils consultatifs des services de renseignement, dont la CIA. Président et directeur du Wilson Center, et membre du CFR⁸⁸. **Richard Ben-Veniste**, représentait Boeing et United Airlines. **Jamie S. Gorelick**, membre du CFR. **Timothy J. Roemer** représentant les intérêts de Boeing et de Lockheed Martin. **Max Cleland** qui démissionnera et sera remplacé par **Bob Kerrey**, membre du CFR. Plus tard, Cleland accusera publiquement la Maison-Blanche d'avoir tenté de « saper le travail » de la commission⁸⁹.

Parti républicain : **Thomas H. Kean**, président de la commission et membre du CFR. Il a travaillé à la NED et il est le président du conseil d'administration de la Carnegie Corporation of New York⁹⁰. **John F. Lehman**, membre du CFR. **Thomas Slade Gorton**,

Recommendations, Homeland Security, Federal Emergency Management Agency, U.S.A., 2002, Chapter 5 : WTC 7, Table 5.1 – WTC 7 Tenants.

⁸⁸ Wilson Center, "Lee H. Hamilton". [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/200812111033912/https://www.wilsoncenter.org/index.cfm?fuseaction=director.about>

⁸⁹ SHENON Philip (05/12/2003) « *Ex-Senator Will Soon Quit 9/11 Panel, Leaving Gap for Victims' Advocates* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2003/12/05/us/ex-senator-will-soon-quit-9-11-panel-leaving-gap-for-victims-advocates.html>

⁹⁰ Carnegie of New York, "Thomas H. Kean, Chairman". [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.carnegie.org/about/trustees/thomas-h-kean-chair/>

avait des liens étroits avec la compagnie Boeing⁹¹. **Fred F. Fielding** a fait du lobbying pour Spirit Airlines et United Airlines. **James R. Thompson**, défendait les intérêts d'American Airlines⁹².

En clair, au moment de la remise du rapport, 50% des membres de la commission sur le 11 septembre étaient affiliés au CFR et une part considérable avait des liens avec des corporations dont l'industrie de l'armement.

Quoi qu'il en soit, le résultat de cette attaque aura fait 2977 morts. Le 7 octobre 2001, ce fut le lancement de l'intervention militaire en Afghanistan, marquant le début de la « guerre contre la Terreur ». Le 26 octobre 2001 sera voté au Congrès des États-Unis la loi du *Patriot Act*. Une loi controversée en raison de son atteinte aux libertés et à la vie privée des citoyens américains, à l'accroissement d'une surveillance généralisée à l'échelle mondiale et à une étendue des pouvoirs des agences fédérales américaines au nom de la sécurité nationale et de la lutte contre le terrorisme. Puis, ce fut l'ouverture du camp de Guantanamo, réputé pour ses conditions difficiles et l'usage de la torture sur les prisonniers incarcérés.

La thèse du complot interne sur le 11 septembre 2001 devra être minutieusement étudiée et débattue par les historiens. Cela nécessitera sans doute un long travail, à l'image d'une autre affaire alimentant les « théories du complot », celle de l'assassinat du président

⁹¹ NELSON Robert T. (13/04/1993) « Slade Gorton -- Portrait Of A Political Enigma -- Who Is Thomas Slade Gorton Iii? Even His Closest Associates Find Him Difficult To Define. ». The Seattle Times. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://archive.seattletimes.com/archive/?date=19930413&slug=1695729>

⁹² HOLGUIN Jaime (05/03/2003) « *Conflicts Of Interest On Sept. 11 Panel ?* », CBS News. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20110310000752/http://www.cbsnews.com/stories/2003/03/05/eveningnews/main542868.shtml>

des États-Unis John Fitzgerald Kennedy⁹³. Le 15 décembre 2022, à la suite d'une nouvelle déclassification des archives de la CIA, le journaliste de *Fox News*, Tucker Carlson, relève que d'après une source ayant eu accès auxdites archives que « **oui, la CIA est impliquée dans l'assassinat de JFK** »⁹⁴. La version officielle émise à l'époque par la Commission Warren, qui était déjà handicapée au départ par les mêmes suspicions⁹⁵, est apparemment en train de se fissurer 60 ans après. Faudra-t-il attendre l'année 2061 pour que l'ensemble des archives de la CIA soient déclassifiées et ainsi avoir un élément de réponse concernant le 11 septembre 2001 ?

L'histoire du XX^e siècle nous montre que les *inside job* ou plutôt les *false-flag attacks* (les attaques sous fausse bannière) ont existé. Nous avons rapidement cité dans l'ouvrage les cellules *Stay-Behind* de l'OTAN et sa branche italienne, le réseau Gladio, en lien avec la loge maçonnique P2, le SISMI, l'extrême droite italienne néofasciste et même la Mafia. Ce réseau avait fomenté des attaques terroristes, dont celui de Bologne, pour faire accuser les communistes durant les années de plomb. Nous avons déjà abordé qu'en 1964, les États-Unis ont inventé de toute pièce les « incidents du golfe du Tonkin » entre le 2 et le 4 août, où des torpilleurs nord-vietnamiens auraient attaqué les destroyers américains USS Maddox et USS Turner Joy, permettant ainsi de justifier une intervention militaire.

⁹³ Le Point (19/11/2013) « *L'assassinat de Kennedy, 50 ans après, nourrit encore les théories du complot* ». [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : https://www.lepoint.fr/monde/l-assassinat-de-kennedy-50-ans-apres-nourrit-encore-les-theories-du-complot-19-11-2013-1758578_24.php

⁹⁴ CARLSON Tucker (15/12/2022) « *Tucker Carlson: Source says yes, the CIA was involved in JFK's assassination* », Fox News. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.foxnews.com/video/6317311778112>

⁹⁵ Dans le film *JFK* sorti en 1991, le réalisateur américain Oliver Stone revient sur les incohérences de la version officielle émise par la commission Warren.

En 1963, des chefs d'État-Major de l'armée américaine avaient pour projet de monter une attaque sous fausse bannière dans l'objectif d'envahir Cuba pour renverser Fidel Castro après l'échec du débarquement de la baie des Cochons l'année précédente. Le projet prévoyait **le détournement d'avions et des attentats à la bombe** à Miami et à Washington afin d'accuser par la suite le gouvernement cubain et justifier une intervention militaire contre ce dernier. Dans les documents déclassifiés, il était expliqué qu'il fallait *donner au monde l'image d'un gouvernement cubain représentant (...) une menace grave et imprévisible pour la paix dans l'hémisphère occidental*. Et avancé que *la publication de la liste des victimes dans les journaux américains provoquerait dans le pays une vague d'indignation instrumentalisée*. Le projet portait le nom de Northwoods Operation. Il fut rejeté par l'administration Kennedy⁹⁶.

En 1939, après l'invasion de la Pologne par l'Allemagne nazie, et conformément aux protocoles secrets liés au pacte Ribbentrop-Molotov, l'armée rouge occupe la partie orientale de la Pologne et l'annexe à l'Union soviétique. Staline fera déporter 400 000 polonais jugés « non soviétisables » et fera exécuter 25 000 d'entre eux, principalement des officiers de l'armée, par le NKVD au printemps 1940. Les corps seront enterrés dans la forêt de Katyń, en Biélorussie. En avril 1943, l'armée allemande découvre les fosses où étaient enterrés les cadavres. Le ministre de la Propagande, Joseph Goebbels, informe l'opinion publique internationale du massacre perpétré par les Soviétiques en précisant la période d'exécution, avril 1940. À partir de cet instant, Staline va accuser les nazis d'avoir perpétré ce crime en juillet 1941. Au moment où l'armée rouge réoccupe la Biélorussie, le NKVD va créer de fausses preuves pour attester sa version. En 1946, au moment du procès de Nuremberg, les Soviétiques voudront faire acter la responsabilité du massacre de Katyń

⁹⁶ DIFFALAH Sarah (06/07/2009) « 11/09 : quand les Américains préparaient une invasion à Cuba », Le Nouvel Obs. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.nouvelobs.com/monde/20090706.OBS3289/11-09-quand-les-americains-preparaient-une-invasion-a-cuba.html>

aux Allemands, mais le tribunal ne le mentionnera pas dans les verdicts, « faute de preuves suffisantes ». Il faudra attendre le 13 octobre 1990, soit les derniers jours de l'URSS, pour que Mikhaïl Gorbatchev présente ses excuses officielles au peuple polonais et reconnaisse la responsabilité soviétique dans le massacre⁹⁷. Une version officielle mensongère qui a duré 47 ans⁹⁸.

Le 26 novembre 1939, pour justifier sa guerre d'agression contre la Finlande, et toujours dans le cadre des protocoles secrets, Staline va ordonner de bombarder à l'artillerie le village soviétique de Mainila situé dans l'isthme de Carélie, non loin de la frontière finlandaise. Le stratagème était de présenter faussement la Finlande comme l'agresseur et servir de prétexte au déclenchement de la guerre d'Hiver⁹⁹. Cet événement est connu sous le nom « d'incident de Mainila ».

Le 31 août 1939, la veille du déclenchement de l'invasion de la Pologne, les nazis vont créer une fausse opération commando visant à accuser les Polonais d'être les agresseurs pour servir de *casus belli* à l'invasion de la Pologne et au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale. Le nom de code de cette attaque sous fausse bannière était « Opération Himmler ». Elle consistait à utiliser quelques prisonniers des camps habillés en polonais, et sous la surveillance des agents du SD également déguisés, pour prendre d'assaut la station de radio de Gleiwitz, située en Silésie à la frontière polonaise. L'objectif consistait à lancer un faux appel radio en langue polonaise, incitant à la minorité polonaise vivant en Silésie à se soulever contre

⁹⁷ Visegrad Post (13/04/2020) « *Il y a 80 ans, le massacre de Katyń* ». [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://visegrad-post.com/fr/2020/04/13/il-y-a-80-ans-le-massacre-de-katyn/>

⁹⁸ *Les bourreaux de Staline - Katyn, 1940*, documentaire réalisé Cédric Tourbe (2020, France, La Générale de Production), diffuseur Arte. Disponible sur internet.

⁹⁹ YLE (26/11/2009) « *Finland Marks 70th Anniversary of Shelling of Mainila* ». [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://yle.fi/a/3-5935607>

l'Allemagne. Peu après l'opération, les prisonniers déguisés sont abattus et on présente à la presse internationale les « preuves » de l'attaque polonaise¹⁰⁰. Le lendemain, le 1^{er} septembre 1939, la Wehrmacht envahissait la Pologne. Il s'agissait de « l'incident de Gleiwitz ». Désormais, vous saurez à l'avenir que l'élément déclencheur de la Seconde Guerre mondiale qui aura fait 50 millions de morts sur le continent européen était l'œuvre d'une attaque sous fausse bannière.

Dans la nuit du 27 février 1933, Hitler est chancelier d'Allemagne depuis un mois. En pleine campagne législative, le parlement allemand, le Reichstag, brûle. L'incendie criminel fut immédiatement exploité par les nazis pour faire accuser les communistes avec comme vitrine Marinus van der Lubbe, jugé coupable et condamné à mort. Le documentaire d'Arte, *L'Incendie du Reichstag, quand la démocratie brûle*, revient sur toutes les incohérences et les zones d'ombre de la version officielle avancée par les nazis¹⁰¹. Il soulève aussi que ces derniers ont été les grands bénéficiaires de ce drame et que tout laisse à présager qu'ils en ont été les commanditaires, notamment par Hermann Goering. Le 5 mars 1933, dans un climat électrisant, les résultats tombent. Le NSDAP obtient 43,9% des voix, soit dix points de plus qu'en novembre 1932, et 288 sièges. Avec son alliance avec le DNVP, le parti nazi a désormais la majorité au parlement¹⁰². Le 24 mars 1933, les députés votent les pleins pouvoirs à Adolf Hitler qui instaure sa dictature et ses lois

¹⁰⁰ LEBOVIC Matt (23/09/2019) « Comment un tout « autre » Schindler a contribué à la Seconde Guerre mondiale », The Times of Israël. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://fr.timesofisrael.com/comment-un-tout-autre-schindler-a-contribue-a-la-seconde-guerre-mondiale/>

¹⁰¹ *L'Incendie du Reichstag, quand la démocratie brûle*, documentaire réalisé Mickaël Gamrasni (2022, France, CinéTévé), diffuseur Arte. Disponible sur internet.

¹⁰² LeMO - Lebendiges Museum Online, "Ergebnis der Reichstagswahl am 5. März 1933". [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.dhm.de/lemo/bestand/objekt/reichstagswahl-5-maerz-1933>

antisémites. En 1934, avec la disparition du président Hindenburg, Hitler fusionne les fonctions de Président du Reich avec celles de Chancelier du Reich. La République de Weimar est morte et le III^e Reich venait de naître. La loi des pleins pouvoirs ne sera abrogée qu'en 1945.

Le 18 septembre 1931, en Manchourie, une explosion détruit une section d'une voie de chemin de fer appartenant à une compagnie japonaise. Les autorités nippones accusent immédiatement les Chinois d'avoir orchestré l'attaque, permettant ainsi l'invasion de la Manchourie par le Japon. En réalité, il s'avérait que c'était l'armée japonaise qui avait fait sauter la voie pour envahir et annexer la Manchourie. « L'incident de Mukden », comme on l'appellera plus tard, sera inspiré par le célèbre dessinateur belge Georges Remi, plus connu sous le nom d'Hergé, pour rédiger l'album *Tintin et le lotus bleu*¹⁰³.

Voici quelques exemples qui montrent qu'en histoire, les versions officielles peuvent très bien être instrumentalisées, biaisées, voire devenir une imposante propagande mensongère (fake news) pour légitimer ou cacher les pires crimes inavouables. On soulignera que le thème employé pour définir la plupart de ces événements est « incident » et non le qualificatif d'attaque sous fausse bannière. Pour finir, nous noterons qu'au cours du XX^e siècle, et à intervalles réguliers, les puissances du moment ont utilisé ce stratagème pour faire avancer leur vision politique et géopolitique. Si, dans l'hypothèse où le 11 septembre était un jour reconnu officiellement comme une attaque sous fausse bannière, cela ne serait pas nouveau, mais les conséquences engendrées par ce type de cataclysme ont été à chaque fois terribles pour les peuples et pour la paix dans le monde.

¹⁰³ COMBIS Hélène (21/10/2016) « *Tintin, la Chine du Lotus bleu décryptée en six points* », Radio France – France Culture. [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : <https://www.radio-france.fr/franceculture/tintin-la-chine-du-lotus-bleu-decryptee-en-six-points-5720280>

- **La guerre d'Afghanistan et le bombardement du Pakistan (2001-2021).**

Vers la fin des années 1990, la compagnie américaine Unocal avait pour projet de développer la construction d'un pipeline qui partirait du Turkménistan, traversant l'Afghanistan et plus particulièrement la partie ouest et sud-ouest où se trouve l'ethnie majoritaire pachtoun, et le Pakistan pour atteindre l'Océan Indien¹⁰⁴. Seulement, la réalisation du pipeline Turkménistan-Afghanistan-Pakistan (TAP) ne pouvait se faire qu'avec l'accord du régime taliban en place depuis 1994 en Afghanistan. Unocal avait même reçu une délégation talibane pour négocier ce projet¹⁰⁵. Mais le 11 septembre 2001 changea radicalement la donne. Le 5 octobre 2001, l'armée américaine avec ses alliés – et avec l'aide des seigneurs de guerres afghans de l'Alliance du nord – interviennent en Afghanistan, officiellement pour traquer Oussama Ben Laden et pour la « lutte contre le terrorisme ». Dès novembre 2001, les Talibans sont chassés du pouvoir et l'administration américaine installe un gouvernement provisoire dirigé par Hamid Karzaï, issu de l'ethnie pachtoun. Mais encore, Hamid Karzaï était un ancien consultant de la compagnie Unocal. Autre connivence, quelques années plus tard, un nouvel ambassadeur américain sera nommé en Afghanistan, un certain Zalmay Khalilzad¹⁰⁶. Membre du think tank Project for the New American

¹⁰⁴ BBC News (04/12/1997) « *Taleban in Texas for talks on gas pipeline* ». [En ligne] Consulté le 26 septembre 2023. URL : http://news.bbc.co.uk/2/hi/world/west_asia/37021.stm

¹⁰⁵ SHAH Babar. "REVIVAL OF TRANS AFGHANISTAN GAS PIPELINE PROJECT." *Strategic Studies*, vol. 23, no. 1, 2003, pp. 143–66. JSTOR. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.jstor.org/stable/45242227>

¹⁰⁶ Zalmay Khalilzad a siégé aux conseils d'administration du National Endowment for Democracy (NED), de America Abroad Media, du Center for the National Interest, du Middle East Studies Center de la

Century (PNAC) et du CFR, et ancien conseiller d'Unocal également. En fait, il s'agissait du patron d'Hamid Karzai¹⁰⁷. Les deux hommes travaillaient ensemble sur l'élaboration du projet de gazoduc TAP¹⁰⁸. Rajoutons qu'un troisième consultant tout aussi important d'Unocal voulait contribuer à la réalisation du pipeline, un certain Henry Kissinger¹⁰⁹. En 2002, le nouveau président de l'Afghanistan signa avec ses homologues turkmène et pakistanais, un accord pour la construction dudit pipeline. Néanmoins, ce projet a été longtemps retardé en raison de l'instabilité de l'Afghanistan, du fait de la résistance talibane¹¹⁰. Autre revers, celui de la concurrence chinoise. En 2007, la Chine a lancé son projet de gazoduc Central Asia–China reliant l'empire du Milieu au Turkménistan, en passant par l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Le gazoduc est terminé

RAND Corporation, de l'Atlantic Council, de l'Université américaine du Kurdistan et de l'Université américaine d'Afghanistan. Il a aussi été conseiller du Center for Strategic and International Studies (CSIS).

Réf. :

U.S. Department of State, "Zalmay Khalilzad". [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.state.gov/biographies/zalmay-khalilzad/>

¹⁰⁷ Les Échos (12/05/2003) « *Les Etats-Unis en Irak : la collusion privée-public* ». [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/2003/05/les-etats-unis-en-irak-la-collusion-prive-public-1058277>

¹⁰⁸ Le Monde (13/12/2001) « *Hamid Karzai, un Pachtoune nommé président* ». [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/archives/article/2001/12/13/hamid-karzai-un-pachtoune-nomme-president_254716_1819218.html

¹⁰⁹ OTTAWAY David B., MORGAN Dan (05/10/1998) « *Gas Pipeline Bounces Between Agendas* », « *The Route to Pakistan* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/europe/caspian100598b.htm>

¹¹⁰ O'ROURKE Breffni (14/02/2006) « *Turkmenistan: A Pipeline Long In The Pipeline* », RFE/RL. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.rferl.org/a/1065762.html>

depuis 2009 et a connu plusieurs extensions. Entre-temps, en 2005, la compagnie Unocal a été acquise par Chevron pour 17,9 milliards de dollars, et ce, malgré une offre concurrente avantageuse de la compagnie d'État chinoise CNOOC de 18,5 milliards de dollars. Elle se heurta à l'hostilité et à l'opposition du Congrès américain et de l'administration Bush pour empêcher la montée en influence de la Chine¹¹¹. Autre élément, l'Afghanistan va connaître, durant la période d'occupation américaine, à la fois l'explosion de la corruption et celle du trafic de drogue, notamment l'héroïne, transformant le pays en un narco-État. Les chiffres sont accablants. En 2007, l'Afghanistan a produit 8 200 tonnes d'opium, cela représentait 53 % du PIB du pays et 93 % de l'offre mondiale d'héroïne selon l'ONU¹¹². L'administration d'Hamid Karzaï était évidemment impliquée dans ce commerce illicite juteux. Un trafic de drogue dont l'universitaire canadien et professeur émérite Peter Dale Scott soulève « l'implication et la responsabilité historique » de la CIA¹¹³. Dans la nuit du 30 au 31 août 2021, les dernières troupes américaines quittaient en catastrophe l'Afghanistan, à la suite de l'entrée des Talibans dans Kaboul et actant leur reprise du pouvoir après 20 ans d'absence. Faisons à présent un bilan de ces 20 ans de guerre. Selon les sources du Watson Institute International & Public de la Brown

¹¹¹ LEE Don, DOUGLAS Elizabeth (03/08/2005) « *Chinese Drop Takeover Bid for Unocal* », Los Angeles Times. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.latimes.com/archives/la-xpm-2005-aug-03-fi-chinaoil3-story.html>

¹¹² MCCOY Alfred W. (09/01/2018) « *How the heroin trade explains the US-UK failure in Afghanistan* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/news/2018/jan/09/how-the-heroin-trade-explains-the-us-uk-failure-in-afghanistan>

¹¹³ SCOTT Peter Dale, « *L'opium, la CIA et l'administration Karzaï* », Colombian College of Arts & Sciences – The George Washington University. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://historynewsnetwork.org/article/125230>

University¹¹⁴, d'octobre 2001 à août 2021, le conflit en Afghanistan aurait fait plus de 176 000 morts. Il est dénombré : 2 324 soldats américains, 3 917 américains des sociétés militaires privées, 1 444 soldats alliés, 52 893 combattants ennemis, 46 319 civils afghans, 69 095 soldats et forces de polices afghans, 446 humanitaires et 74 journalistes. Durant la même période, l'armée américaine a aussi bombardé le Pakistan dans les zones frontalières de l'Afghanistan qui constituaient la base arrière des Talibans. Bilan : 67 000 morts, dont 32 838 combattants ennemis et 24 099 civils. Au total, cette guerre a fait au moins 243 000 morts¹¹⁵.

- **Tentative de coup d'État contre le président Hugo Chavez (2002).**

En 1998, le candidat du parti de gauche, Mouvement pour la Cinquième République, (*Movimiento V [Quinta] República*, MVR), représenté par Hugo Chavez, remporte les élections présidentielles avec 56,2%, battant le candidat de droite, Henrique Salas Römer. En tant que nouveau président, Hugo Chavez va mettre en place une nouvelle constitution qui sera approuvée par référendum et qui change le nom du pays en « République bolivarienne du Venezuela », supprime le sénat au profit d'un système monocaméral, rallonge le mandat du président de 5 à 6 ans, mais surtout met en place le référendum révocatoire permettant aux citoyens de destituer n'importe quel élu, y compris le président de la République. Dès le début de son mandat, Hugo Chavez avait lancé plusieurs programmes sociaux pour les plus démunis. Par ailleurs, les entreprises américaines

¹¹⁴ La Brown University est située dans l'État du Rhode Island, aux États-Unis.

¹¹⁵ Watson Institute – International & Public Affairs – Brown University, "Cost of War". [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : https://watson.brown.edu/costsofwar/figures/2021/War-DeathToll?fbclid=IwAR0OP7Z3UvT81SXMv7ayd1_6vhkpvtA0szJ3UbCZFMfA2vOymXEto4seI8

ont réduit, entre début et fin 1999, de 73 % leur participation à l'économie vénézuélienne, en grande partie « à cause de la personnalité » du nouveau président¹¹⁶. Autre mécontentement de l'Oncle Sam, Hugo Chavez s'était rapproché de Cuba et de Fidel Castro, avait refusé de signer le traité de libre-échange de l'hémisphère américain lors du Sommet des Amériques à Québec, et déclarait son opposition à la guerre en Afghanistan en 2001. Il affirmait que les États-Unis *combattaient le terrorisme par le terrorisme*. Mais le « séisme » a été en 2000 lorsque Hugo Chavez décide de renforcer le contrôle du gouvernement vénézuélien sur la compagnie pétrolière publique, Petroleos de Venezuela SA (PDVSA) devenue « un État dans l'État » en lien avec « les majors occidentales »¹¹⁷. Avoir un président hostile aux intérêts américains, et qui plus est, à la tête de l'un des pays fondateurs de l'OPEP et disposant d'importantes ressources pétrolières, était donc devenu intolérable pour l'administration de George W. Bush¹¹⁸. Le 11 avril 2002, une manifestation antigouvernementale défile dans les rues de Caracas initialement pour défendre les cadres de PDVSA qui venaient d'être licenciés par le président vénézuélien. En fait, cette manifestation était le début du lancement du coup d'état orchestré par plusieurs officiers de l'armée et des oligarques du pays, comme Gustavo Cisneros, homme d'affaires vénézuélien et « ami de pêche » de l'ancien président des

¹¹⁶ LACUBE Nathalie (20/12/1999) « *Le Venezuela affronte les « inondations du siècle* », La Croix. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.la-croix.com/Archives/1999-12-20/Le-Venezuela-affronte-les-inondations-du-siecle- NP -1999-12-20-489734>

¹¹⁷ GASTON-BRETON Tristan (18/08/2006) « 23. *Hugo Chavez ou le pétrole « rendu au peuple* » », Les Échos. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/2006/08/23-hugo-chavez-ou-le-petrole-rendu-au-peuple-1071234>

¹¹⁸ WILSON Scott (22/11/2001) « *Chavez fait de Caracas un allié des États-Unis en critique* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2001/11/22/chavez-turns-caracas-from-us-ally-to-critic/b29574b6-7fcd-48c5-bc1d-51b5e2e54ccf/>

États-Unis George H.W. Bush¹¹⁹. Le coup d'État est appuyé par les États-Unis, mais aussi par l'Espagne¹²⁰. La manifestation se dirige ensuite vers le palais présidentiel de Miraflores où vont s'affronter les partisans pro et anti-Chavez. C'est alors que survient un événement « controversé », la foule anti-Chavez tout comme celle soutenant le président vénézuélien, sont victimes de tirs de snipers faisant plusieurs morts. Les putschistes, qui avaient activé les snipers¹²¹, accuseront par la suite Chavez d'avoir donné l'ordre à ses partisans de tirer sur ses opposants. Une version qui sera reprise par les médias privés participant eux aussi à la préparation et à l'exécution du coup d'État (Radio Caracas Televisión (RCTV), *El Universal*, *El Nacional*, *Tal Cual*, *El Impulso*, *El Nuevo País*, *El Mundo*¹²² et par l'ambassade américaine du Venezuela¹²³. Le 12 avril 2002, les militaires putschistes prennent le contrôle du pays et déclarent que

¹¹⁹ ISIKOFF Michael (28/04/2002) « *Hugo's Close Call* », Newsweek. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.newsweek.com/hugos-close-call-143197>

¹²⁰ CAMPBELL Duncan (29/04/2002) « *American navy 'helped Venezuelan coup'* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2002/apr/29/venezuela.duncancampbell>

¹²¹ CICCARIELLO-MAHER George (05/09/2016) « *Venezuela 2002 : retour sur un « coup d'État médiatique planifié* », ACRIMED. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.acrimed.org/Venezuela-2002-retour-sur-un-coup-d-Etat>

¹²² LEMOINE Maurice (août 2002) « *Dans les laboratoires du mensonge au Venezuela* », Le Monde diplomatique (pages 16-17). [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2002/08/LEMOINE/9214>

¹²³ Embassy of the United States Caracas, Venezuela - Public Affairs Office (12/04/2002) « *STATEMENT BY PHILIP T. REEKER, DEPUTY SPOKESMAN* ». [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20061006054448/http://emba-jadusa.org.ve/wwwwh1785.html>

Chavez a démissionné et qu'ils l'ont fait prisonnier¹²⁴. À ce moment-là, au palais de Miraflores, Pedro Carmona, chef du plus grand groupe d'affaires du pays et faisant partie des putschistes, devient président par intérim. Il annule la constitution de Chavez ratifiée par le peuple, dissout le parlement ainsi que la Cour suprême, tout en s'engageant sur le fait qu'il y aurait de nouvelles élections d'ici un an. Le 13 avril, des manifestations importantes pro-Chavez défilent dans les rues de Caracas, bloquent les routes et encerclent désormais le palais de Miraflores. La Garde présidentielle, restée fidèle à Chavez, investit le bâtiment où Carmona sera mis en détention domiciliaire avant de se libérer et trouver l'asile politique en Colombie, tout comme la plupart des conjurés lorsqu'ils sauront que le coup d'État a échoué. Hugo Chavez est par la suite relâché et rétabli dans ses fonctions de président du Venezuela. Malgré ce revers, fin 2002, les cadres de PDVSA, avec l'aide du patronat vénézuélien, organisent une grève qui durera 63 jours et entraîne une baisse de 70% de la production pétrolière. Le but était de fragiliser l'économie du pays pour semer des troubles, mais là encore, les partisans de Chavez se mobilisèrent et le gouvernement procède alors à une vaste purge des employés de la société pétrolière. En 2003, ce ne sont pas moins de 18 000 sur les 42 000 employés de la PDVSA, dont 80% de cadres, qui sont licenciés. Chavez a définitivement mis au pas la compagnie publique pétrolière dont les rendements serviront à des programmes sociaux¹²⁵.

- **Les guerres d'Irak (2003-2011, 2013-2017) et l'instabilité sécuritaire (2017- ?).**

¹²⁴ WILSON Scott (13/04/2002) « *Leader of Venezuela Is Forced To Resign* », The Washington Post. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2002/04/13/leader-of-venezuela-is-forced-to-resign/cc06e4b8-5753-49b9-b3ec-864350cb762c/>

¹²⁵ GASTON-BRETON Tristan (op. cité).

Outre le mensonge des armes de destruction massive justifiant l'intervention en l'Irak pour contrôler ses ressources pétrolières, une autre explication peut être apportée dans le déclenchement du conflit. En septembre 2000, Saddam Hussein avait pris la décision de ne plus accepter le dollar comme monnaie d'échange sur le pétrole. Il avait exigé que 10 milliards de dollars inscrits sur le compte de l'ONU devaient être convertis en euros. Saddam Hussein avait ainsi porté atteinte aux intérêts du dollar américain comme monnaie de référence mondiale dans les échanges commerciaux. Cette politique fut brutalement arrêtée avec l'intervention américaine en 2003¹²⁶. L'occupation américaine fut par la suite marquée en 2004 par les révélations des pratiques de la prison d'Abou Ghraïb, où des photographies montraient des militaires américains torturant et humiliant les détenus de la prison. Ces exactions constituaient un viol caractéristique des principes des droits de l'homme et de la dignité humaine¹²⁷ (la CPI a été encore une fois absente dans ce dossier). En 2011, l'armée américaine, n'arrivant pas endiguer l'insécurité émanant d'organisations terroristes, mais aussi les combats entre les milices chiites et sunnites se disputant le pouvoir, quitte l'Irak. Dès lors, une organisation islamiste existant depuis 2006 va prendre de l'importance, l'État islamique d'Irak, devenant en 2012 l'État islamique de l'Irak et du levant (EIIL), soit Daech. Cette organisation va ainsi s'étendre en Irak et en Syrie au point de contrôler un immense territoire grand de plus de 280 000 km². Une menace attirant une internationale djihadiste et qui nécessita une nouvelle intervention militaire internationale en 2013 et jusqu'à son annihilation

¹²⁶ ROBIN Jean-Pierre (19/11/2007) « *Le dollar cessera-t-il d'être la devise du pétrole ?* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/economie/2007/11/19/04001-20071119ARTFIG00269-le-dollar-cessera-t-il-detre-la-devise-du-petrole-.php#:~:text=Quant%20%C3%A0%20Saddam%20Husse%2C%20il,ONU%20soient%20convertis%20en%20euros.>

¹²⁷ *Torture made in U.S.A.*, documentaire réalisé par Marie-Monique Robin (2010, France, Galaxie Presse, C.F.R.T 2010) diffuseur Arte. Disponible par internet.

territoriale en 2017. Daesh s’est entretemps internationalisé et tente de s’implanter aux Philippines, en Indonésie, au Pakistan, en Afghanistan, en Afrique subsaharienne, etc. Si nous devons maintenant faire le bilan humain, nous notons qu’entre mars 2003 et mars 2023, il a été estimé que les deux conflits irakiens et l’instabilité sécuritaire qui perdure actuellement, ont fait entre 281 000 et 315 000 morts, toujours d’après le Watson Institute¹²⁸.

Nous rappelons qu’en août 2002, soit un an avant le déclenchement de la guerre de 2003, Bernard-Henri Levy déclarait publiquement qu’il fallait attaquer l’Irak de Saddam Hussein¹²⁹.

• Guerre russo-géorgienne (2008).

En 2008, le président de la Géorgie sorti de la révolution des Roses, Mikheil Saakachvili, décide de reprendre le contrôle sur les provinces séparatistes pro-russes d’Ossétie du Sud et d’Abkhazie par la force. Dans notre chapitre 4, nous avons abordé le rôle du diplomate américain Mattiew Bryza, aujourd’hui membre du conseil d’administration de la Jamestown Foundation, d’avoir assuré le soutien des États-Unis au président géorgien dans ce dossier épineux. Une assurance conduisant au déclenchement de son offensive contre la province d’Ossétie du Sud, le 7 août 2008. L’assaut est mené sur Tskhinvali, la capitale de l’Ossétie du Sud. L’armée géorgienne attaque à l’artillerie des infrastructures des forces de maintien de la paix de la Communauté des États Indépendants (CEI) où 18 soldats russes trouvèrent la mort. Cet affrontement a été le déclenchement de la guerre russo-géorgienne¹³⁰. L’armée russe entre en jeu, bat

¹²⁸ Watson Institute – International & Public Affairs – Brown University, (op. cité).

¹²⁹ SAN Louis (07/11/2011) « *Les vingt ans de guerre de BHL* », (op. cité).

¹³⁰ Der Spiegel (25/05/2008) « *The Chronicle of a Caucasian Tragedy* ». [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL :

l'armée géorgienne, et le 16 août 2008, la diplomatie américaine et européenne obtient la cessation des hostilités. Il en résulta que les deux provinces sécessionnistes sont, *de facto*, indépendantes. Les pertes humaines seraient de :

- 170 militaires, 14 policiers, 228 civils tués et 1 747 blessés du côté géorgien.
- 67 militaires tués et 283 blessés pour la partie russe.
- 365 militaires et civils sud-ossètes tués¹³¹.

Soit un total de 844 morts.

Pour masquer sa responsabilité dans le déclenchement du conflit, le narratif des autorités géorgiennes a été de dire qu'ils étaient tombés dans le piège des Russes en tentant de leur faire croire qu'ils allaient abandonner l'Ossétie du Sud. Un narratif totalement mensonger que s'empresse de reprendre Bernard-Henri Levy pour le présenter aux opinions publiques occidentales¹³².

- **Les guerres en Libye, la déstabilisation de l'Afrique subsaharienne (2011 - ?) et la crise migratoire en Europe (2015 - ?).**

Au moment des printemps arabes, la Libye connaît des troubles semblables à ceux en Égypte et en Tunisie. Ces contestations populaires allaient être l'aubaine pour opérer un changement de régime et le renversement du dirigeant libyen Mouammar Kadhafi. Un

<https://www.spiegel.de/international/world/road-to-war-in-georgia-the-chronicle-of-a-caucasian-tragedy-a-574812.html>

¹³¹ CNN (16/03/2023) « 2008 Georgia Russia Conflict Fast Facts ». [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://edition.cnn.com/2014/03/13/world/europe/2008-georgia-russia-conflict/index.html>

¹³² SAPIR Jacques (09/09/2008) « La Guerre d'Ossétie du Sud : 1 - Qui a piégé qui ? », IRIS. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : https://www.iris-france.org/docs/pdf/forum/2008_09_09_ossetie1.pdf

changement prévu depuis au moins octobre 2001, selon les plans d'attaque des néoconservateurs américains indiqués par le général Wesley Clarke. Il répondait à plusieurs objectifs. D'abord, mettre la main sur les ressources énergétiques de la Libye, notamment le gisement de gaz NC7 située dans l'Ouest de la Libye, convoité par la France puis par le Qatar. Kadhafi ne voulait pas que le Qatar s'implante en Libye, ce qui a rendu fou de rage l'émirat qui décida alors de comploter pour le renverser, avec le soutien des forces de l'OTAN et en particulier de Nicolas Sarkozy, président de la République française de l'époque¹³³. Autre personnalité ayant poussée à la guerre, nous retrouvons, encore une fois, Bernard-Henri Lévy. Il aurait perçu 9,1 millions d'euros du Qatar pour encourager la France à faire la guerre contre la Libye de Mouammar Kadhafi¹³⁴. Une déstabilisation qui va conduire cette puissance du Golfe à accéder aux ressources en hydrocarbures et à favoriser l'implantation des Frères musulmans dans le pays¹³⁵. En outre, il était question d'empêcher Kadhafi de mettre en place son projet de créer une monnaie africaine, le dinar or. Le retour au standard or dans une partie du monde était une déclaration de guerre à la suprématie du dollar dont la

¹³³ *Gaz & pétrole – guerres secrètes*, documentaire réalisé par Patrick Charles-Messance (2012, France, TV Presse Productions), diffuseur Canal+.

¹³⁴ Marianne (23/09/2021) « *Argent du Qatar : Bernard-Henri Lévy débouté de son recours contre le média Blast* ». [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.marianne.net/societe/police-et-justice/argent-du-qatar-bernard-henri-levy-deboute-de-son-recours-contre-le-media-blast>

NOTE : Carla Bruni-Sarkozy, la femme du président français Nicolas Sarkozy en fonction au moment des faits, aurait touché 6 millions d'euros du Qatar, ainsi que Laurent Platini pour 9,1 millions d'euros, et même l'ONG Human Right Watch pour 3 millions d'euros, sachant que l'ONG bénéficie des fonds des Open Society de George Soros.

¹³⁵ AFP (01/04/2011) « *Libye: Vers une partition du pétrole ?* », 20 minutes. [En ligne] Consulté le 28 mai 2023. URL : <https://www.20minutes.fr/economie/699249-20110401-economie-libye-vers-partition-petrole>

valeur ne repose que sur la confiance et non plus sur le précieux métal jaune depuis sa non-convertibilité décidé par le président Richard Nixon, le 15 août 1971. Ce projet aurait aussi porté atteinte au Franc CFA, la monnaie garantie par le Trésor français et utilisée dans l'Afrique de l'Ouest¹³⁶. Le renversement de Kadhafi était donc dans l'intérêt à la fois des atlantistes, des Qataris, des Frères musulmans et des privés. En 2011, l'OTAN est intervenue militairement et a contourné son mandat initial de l'ONU qui devait mettre en place un couloir humanitaire pour *in fine* bombarder les troupes de Kadhafi. L'OTAN a donné des armes aux « rebelles libyens » qui s'avéraient être aussi des groupes djihadistes. Ils iront plus tard se battre en Syrie quand d'autres formeront l'État islamique en Libye (la branche libyenne de Daesh). D'autres encore comme les soldats Touareg, intégrés dans l'armée libyenne, vont aller rejoindre des groupes djihadistes dans le Sahel et participer à la déstabilisation du Mali et de l'Afrique subsaharienne à partir de 2012¹³⁷. La conséquence de l'effondrement de l'État libyen aura été l'intervention de la France au Mali en 2013 avec l'opération Serval. L'élimination de Kadhafi a conduit par la suite à une nouvelle guerre civile cette fois entre clans rivaux à partir de 2014. En 2020, un cessez-le-feu est finalement mis en place entre le Gouvernement d'union nationale (GAN) de Tripoli et sa principale faction concurrente dirigée par le maréchal Khalifa Haftar, commandant en chef de l'Armée nationale libyenne, principalement appuyé par l'Égypte du maréchal Abdel Fattah al-Sissi. Autre conséquence désastreuse de la chute de l'État libyen, la crise migratoire à partir de 2015 vers l'Europe, dont la

¹³⁶ ASHER-SCHAPIRO Avi (12/01/2016) « *Libyan Oil, Gold, and Qaddafi: The Strange Email Sidney Blumenthal Sent Hillary Clinton In 2011* », Vice. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://www.vice.com/en/article/gv9d49/libyan-oil-gold-and-qaddafi-the-strange-email-sidney-blumenthal-sent-hillary-clinton-in-2011>

¹³⁷ ACLED (08/02/2023) « *The Sahel: Geopolitical Transition at the Center of an Ever-Worsening Crisis* ». [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://acleddata.com/conflict-watchlist-2023/sahel/>

Libye est devenue une zone de transit. Et non des moindres : le retour de l'esclavage et la montée du trafic d'êtres humains dans le pays¹³⁸. Le bilan de ces troubles sont les suivants : Première guerre civile libyenne (février-octobre 2011), au moins 30 000 morts¹³⁹. Deuxième guerre civile libyenne (2014-2020), au moins 18 000 morts¹⁴⁰ et 400 000 déplacés intérieurs¹⁴¹. Guerre du Mali, puis du Sahel : 1 800 morts entre 2012 et 2014, 4 700 morts de novembre

¹³⁸ DIDIER Clara, DIOUF Fatou, LEE Jessie (13/01/2021) « *The return of slavery in Libya* », Grow. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://www.growthinktank.org/en/the-return-of-slavery-in-libya/>

¹³⁹ Associated Press (08/09/2011) « *La guerre libyenne a fait 30 000 victimes* », La Presse. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : https://www.lapresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/la-libye-apres-kadhafi/201109/08/01-4432713-la-guerre-libyenne-a-fait-30-000-victimes.php?fbclid=IwAR1dlphlRA-kG0TSBs3_XaCNUKqjRoYdVM4ewQyFUWHpO-VFrG6b0PoMUyE

¹⁴⁰ Human Rights Solidarity, « *Human Rights Solidarity published the annual report on the Victims of Armed Clashes in Libya during the year 2020* ». [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://hrsly.com/en/human-rights-solidarity-published-the-annual-report-on-the-victims-of-armed-clashes-in-libya-during-the-year-2020/#:~:text=the%20year%202020-,Human%20Rights%20Solidarity%20published%20the%20annual%20report%20on%20the%20Victims,Libya%20during%20the%20year%202020.&text=According%20to%20the%20report%2C%20of,were%20771%2C%20including%2090%20children>

¹⁴¹ United Nations (08/07/2020) « *Negotiated Solution in Libya Crucial as Foreign Interference Grows, Thousands Flee Homes, Secretary-General Warns Security Council, Stressing Time 'Not on Our Side'* », SG/SM/20166. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://press.un.org/en/2020/sgsm20166.doc.htm>

2018 à mars 2019¹⁴² ; 4 660 morts en 2020¹⁴³, 6 000 morts en 2021, et 9 000 morts en 2022¹⁴⁴. Pour un total d'un minimum de 26 160 morts. En 2021, entre 700 000 et 1 million de migrants étaient présents en Libye, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

- **Déstabilisation de la Syrie depuis 2011, le soutien au Front Al-Nosra et à Daech.**

Nous avons à peu près la même configuration que pour la Libye. À la différence que le Qatar voulait faire passer des gazoducs traversant la Syrie pour avoir un accès à la mer Méditerranée et contourner ainsi le détroit d'Ormuz¹⁴⁵. Seulement les négociations avec Bachar

¹⁴² LE CAM Morgane (04/05/2019) « *Au Mali, l'opération « Barkhane » ensablée en terre oubliée* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/05/04/barkhane-l-ensablement-en-terre-oubliee_5458125_3212.html?fbclid=IwAR0jtGk7VYU-Bhc_P96rJbU-mewHSmKZOnsCpkA-5SqgYhQDn2fEg825dpivA

¹⁴³ International Committee of the Red Cross (14/09/2020) « *Central Sahel: Spike in violence leads to higher deaths, more than 1 million fleeing homes* ». [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://www.icrc.org/en/document/central-sahel-spike-violence-leads-higher-deaths-more-1-million-fleeing-homes#:~:text=More%20than%204%2C660%20people%20died,Location%20and%20Event%20Data%20Project.>

¹⁴⁴ WILKINS Henri (29/12/2022) « *Deaths, Instability Increase Across the Western Sahel in 2022* », Voice of America. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://www.voanews.com/a/deaths-instability-increase-across-the-western-sahel-in-2022-/6888640.html#:~:text=As%20the%20Western%20Sahel%20conflict,about%206%2C000%20the%20year%20before.>

¹⁴⁵ ORUC Merve Sebnem (17/12/2015) « *It's still about oil and gas in the Middle East* », Middle East Eye. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://www.middleeasteye.net/opinion/its-still-about-oil-and-gas-middle-east>

el-Assad n'aboutissaient pas, alors le Qatar et ses alliés atlantiques, mais aussi l'Arabie Saoudite, ont commencé à financer et armer des « groupes rebelles » pour tenter de le renverser, tout en s'appuyant sur les contestations populaires des printemps arabes¹⁴⁶. Un soutien tombé en bonne partie dans les mains de groupes djihadistes tels que le Front al-Nosra ou dans le futur État Islamique (Daech). Dès 2012, la CIA et le MI6 avaient coopéré étroitement pour transférer les armes de Libye afin de les livrer consciencieusement à des groupes djihadistes. Les services de renseignement américains avaient même anticipé, et accueilli favorablement la création d'un État islamique qui affaiblirait durablement la Syrie¹⁴⁷. Elle se matérialisera deux ans plus tard. Nous le savons grâce aux documents déclassifiés du renseignement américain de la Defense Intelligence Agency (DIA) datant d'août 2012 et rendu public par l'organisation américaine à but non lucrative, Judicial Watch¹⁴⁸. Le document précise également que la guerre en Syrie est une guerre de proxy contre la Russie, la Chine et l'Iran. Rajoutons que d'après le *Wall Street Journal*, Israël a soigné durant cette période, les djihadistes du Front Al-Nosra¹⁴⁹. Ce soutien à des groupes terroristes s'explique au travers des déclarations d'Amos Yadlin, l'ancien chef du renseignement militaire israélien, qui affirmait que l'Iran et le Hezbollah étaient des menaces

¹⁴⁶ AHMED Nafeez (30/08/2013) « *Syria intervention plan fueled by oil interests, not chemical weapon concern* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/environment/earth-insight/2013/aug/30/syria-chemical-attack-war-intervention-oil-gas-energy-pipelines>

¹⁴⁷ MILNE Seumas (03/06/2015) « *Now the truth emerges: how the US fuelled the rise of Isis in Syria and Iraq* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/jun/03/us-isis-syria-iraq>

¹⁴⁸ Voir ANNEXE 74, image 102.

¹⁴⁹ TROFIMOV Yaroslav (11/06/2015) « *To U.S. Allies, Al Qaeda Affiliate in Syria Becomes the Lesser Evil* », The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/to-u-s-allies-al-qaeda-affiliate-in-syria-becomes-the-lesser-evil-1434022017>

*bien plus graves que les islamistes radicaux sunnites*¹⁵⁰. L'administration Obama voulait opérer une intervention militaire occidentale en Syrie visant à renverser le régime de Bachar El-Assad en réitérant la même opération que pour la Libye et en tentant de passer par un aval détourné de l'ONU. Cette fois-ci, l'action est empêchée par les vetos russes et chinois¹⁵¹. Le conflit va entraîner par ricochet la déstabilisation une nouvelle fois de l'Irak et permettre à l'international djihadiste de semer la terreur et le chaos dans la région. Bilan de cette guerre qui est toujours en cours, au moins 269 000 morts selon le Watson Institute pour la période 2014-2023. Cependant, selon le Syrian Centre for Policy Research (SCPR), nous arrivons à 470 000 morts, mais seulement pour la période 2011-2016¹⁵².

- **L'Euromaïdan (2013-2014) et guerre du Donbass (2014-2022).**

¹⁵⁰ I24News (14/03/2015) « *Israël soigne des djihadistes d'Al-Qaïda blessés en Syrie (Wall Street Journal)* ». [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL :

<http://web.archive.org/web/20150503161202/http://www.i24news.tv/fr/actu/international/moyen-orient/64257-150314-israel-soigne-des-djihadistes-d-al-qaida-blesses-en-syrie-wall-street-journal>

¹⁵¹ AFP (29/08/2013) « *La Chine et la Russie clament leur opposition à une intervention en Syrie* », Libération. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/2013/08/29/la-chine-et-la-russie-clament-leur-opposition-a-une-intervention-en-syrie_927876/

¹⁵² BLACK Ian (11/02/2016) « *Report on Syria conflict finds 11.5% of population killed or injured* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : https://www.theguardian.com/world/2016/feb/11/report-on-syria-conflict-finds-115-of-population-killed-or-injured?CMP=share_btn_tw&fbclid=IwAR3pjanmUJmweBS-bFjDlv53LdGedUapitnYBpZumRCJCU2rXVHBTVG7uGOM

Nous avons déjà mentionné dans notre chapitre 1 le rôle des États-Unis après que le président ukrainien Viktor Ianoukovytch avait refusé de signer un accord de rapprochement avec l'Union européenne. Il s'en est suivi les manifestations de l'Euromaïdan, avec comme fait marquant durant les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, des snipers positionnés sur les toits qui ont tiré sur les deux camps¹⁵³. Ces événements tragiques ont accéléré le changement de régime à Kiev, puis permis un rapprochement avec les institutions atlantistes et la suppression de l'usage de la langue russe dans les oblasts du sud de l'Ukraine. Toutes ces combinaisons ont conduit au soulèvement des populations russophones et ont marqué le début de la guerre du Donbass. D'après le haut-commissariat aux droits de l'homme pour l'ONU, en presque huit ans, juste avant le déclenchement de « l'opération militaire spéciale » de la Russie, le conflit aurait fait entre 14 200 et 14 400 morts, soit 6 500 combattants séparatistes pro-russes, 4 400 soldats ukrainiens et 3 404 civils¹⁵⁴.

• Implication dans la guerre civile au Yémen (2014 - ?).

L'année 2014 a vu l'émergence d'une nouvelle guerre civile au Yémen. Les rebelles Houthis de confession chiite prennent le contrôle de l'Ouest du territoire et de la capitale Sanaa, provoquant ainsi

¹⁵³ France Info (26/04/2014) « *Ukraine : une enquête contredit la version officielle sur les snipers de la place Maïden* ». [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/ukraine-une-enquete-contredit-la-version-officielle-sur-les-snipers-de-la-place-maiden_586145.html

¹⁵⁴ Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme – Nations Unies, (27/01/2022), *Conflict-related civilian casualties in Ukraine*. [En ligne] Consulté le 29 septembre 2023. URL : https://ukraine.un.org/sites/default/files/2022-02/Conflict-related%20civilian%20casualties%20as%20of%2031%20December%202021%20%28rev%2027%20January%202022%29%20corr%20EN_0.pdf

le renversement du président Ali Abdallah Sahel. Le conflit oppose désormais les rebelles aux forces loyalistes réfugiés dans l'Est du pays et va ensuite s'internationaliser avec l'intervention d'une coalition menée par l'Arabie saoudite. Elle va tenter d'écraser la rébellion chiite à ses frontières en aidant les loyalistes. De son côté, l'Iran accorde un soutien aux Houthis. Les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays occidentaux vont, quant à eux, appuyer l'Arabie saoudite en lui fournissant des armes¹⁵⁵. La guerre est toujours en cours. Le Watson Institute a estimé que le bilan humain s'élèverait à 112 000 morts, mais ce chiffre peut être réévalué à 377 000 morts selon l'ONU¹⁵⁶.

- **Souçons de l'implication de la CIA dans la tentative de coup d'État contre le président turc Erdoğan (2016).**

Dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016, à Ankara, capitale de la Turquie, des militaires putschistes conduits par le général Semih Terzi tentent de renverser le président Recep Tayyip Erdoğan. Plusieurs bâtiments institutionnels sont ciblés par des attaques aériennes dont le parlement et le palais présidentiel. Les militaires putschistes prennent le contrôle de plusieurs points clés de la ville, mais se heurtent rapidement aux manifestants pro-Erdoğan qui les forcent à battre en retraite. D'autre part, le coordinateur du putsch, le général Semih Terzi, sera éliminé par le sous-officier loyaliste Omer Halisdemir qui trouva la mort après son action. Ce dernier sera élevé au

¹⁵⁵ RIEDEL Bruce (04/02/2021) « *It's time to stop US arms sales to Saudi Arabia* », Brookings Institution. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://www.brookings.edu/articles/its-time-to-stop-us-arms-sales-to-saudi-arabia/>

¹⁵⁶ Tehran Times (24/11/2021) « *UN warns of catastrophic Yemen death toll* ». [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://www.tehrantimes.com/news/467379/UN-warns-of-catastrophic-Yemen-death-toll>

rang de héros après les événements¹⁵⁷. Autre facteur ayant joué un rôle dans l'échec des putschistes, les services de renseignement russes avaient averti le gouvernement turc de l'imminence du coup d'État seulement quelques heures avant son déclenchement¹⁵⁸. Au total, ce sont 290 personnes qui trouvèrent la mort, dont plus de 100 putschistes. Le reste des militaires rebelles se sont rendus aux autorités et une vaste purge est organisée¹⁵⁹. Plus de 55 000 personnes, et pas uniquement des militaires limogés, mais aussi des juges, des procureurs, policiers, professeurs, doyens des universités, fonctionnaires de l'Éducation nationale. 500 licences ont été retirées pour les radios et les télévisions, etc.¹⁶⁰ L'homme qui sera désigné comme étant l'instigateur du coup d'État est le chef religieux Fethullah Gülen, l'inspirateur de la confrérie Gülen, une organisation islamiste ayant été au départ l'allié de l'AKP, le parti d'Erdoğan du temps où il était Premier ministre, avant d'être son adversaire à partir de

¹⁵⁷ AFP (19/04/2018) « *Prison à vie pour les tueurs du "héros" du putsch manqué en Turquie* », Paris Match. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20221130050810/https://www.parismatch.com/Actu/International/Prison-a-vie-pour-les-tueurs-du-heros-du-putsch-manque-en-Turquie-1499636>

¹⁵⁸ The Moscow Times (21/07/2016) « *Russia Warned Turkish Government About Imminent Coup – Reports* ». [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://www.themoscow-times.com/2016/07/21/russia-warned-turkey-about-imminent-coup-a54674>

¹⁵⁹ AFP (17/07/2016) « *Turquie. La grande purge d'Erdogan* », Paris Match. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230325225322/https://www.parismatch.com/Actu/International/Turquie-La-grande-purge-d-Erdogan-1021150>

¹⁶⁰ RAMIANDRASOA Holy (26/07/2016) « *La grande purge d'Erdogan* », Statista. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://fr.statista.com/infographie/5340/la-grande-purge-derdogan/>

2013¹⁶¹. À la suite du putsch manqué, un nombre considérable de Turcs ont la conviction que derrière le mouvement Güleniste, se cacherait l'implication de la CIA. Son chef était en effet exilé depuis des années aux États-Unis¹⁶². Ces soupçons sont renforcés lorsqu'en décembre 2017, le parquet d'Istanbul lance un mandat d'arrêt contre l'ancien vice-président du National Intelligence Council de la CIA, Graham Fuller. Il est accusé d'espionnage et d'avoir tenté de renverser le gouvernement. Fuller est aussi connu en Turquie pour avoir appuyé la demande de résidence aux États-Unis du prédicateur de la confrérie¹⁶³. Aujourd'hui, le mouvement Güleniste est considéré en Turquie comme une organisation terroriste.

- **Le couple Jeffrey Epstein / Ghislaine Maxwell et leur proximité avec la CIA et le Mossad (? – 2019/2020).**

Le 6 juillet 2019, le milliardaire pédophile américain Jeffrey Epstein est arrêté à New York pour trafic sexuel présumé de mineur¹⁶⁴.

¹⁶¹ YETKIN Murat (17/07/2017) « *AKP's problematic relations with Gülen* », Daily News. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://www.hurriyetdailynews.com/opinion/murat-yetkin/akps-problematic-relations-with-gulen-115586>

¹⁶² ARANGO Tim, YEGINSU Ceylan (02/08/2016) « *Turks Can Agree on One Thing: U.S. Was Behind Failed Coup* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20160804223419/https://www.ny-times.com/2016/08/03/world/europe/turkey-coup-erdogan-fethullah-gulen-united-states.html>

¹⁶³ AFP (01/12/2017) « *Turquie: mandat d'arrêt contre un ex-cadre de la CIA* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230526194427/https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/12/01/97001-20171201FILWWW00175-turquie-mandat-d-arret-contre-un-ex-cadre-de-la-cia.php>

¹⁶⁴ RUSSO Carla Herreria (06/07/2019) « *Jeffrey Epstein Arrested For Allegedly Sex Trafficking Minors: Reports* », Huffington Post. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL :

Le 2 juillet 2020, c'est au tour de sa compagne et complice Ghislaine Maxwell d'être arrêtée par la police américaine. Leur arrestation retentissante a révélé au monde leur implication dans un vaste réseau de prostitution impliquant des filles mineures afin de fournir des clients fortunés et puissants, mais aussi de filmer, au travers de caméras cachées, leurs ébats pour les faire chanter et les transmettre à divers services de renseignement, dont la CIA et le Mossad. Pour comprendre la proximité de Jeffrey Epstein et de Ghislaine Maxwell avec les services de renseignement, nous devons remonter le temps et revenir sur leurs parcours. Jeffrey Epstein a commencé sa carrière en tant que financier travaillant pour la banque Bear Stearns en 1980. Il la quitta l'année suivante, après que la commission américaine des opérations de bourse (SEC) eut ouvert une enquête contre l'un des clients d'Epstein pour avoir enfreint les règles sur les ventes d'actions. Sans emploi et fauché, il redouble d'énergie en se lançant dans les affaires illégales, celui du blanchiment d'argent et le rapprochement de personnalités controversées, comme un certain trafiquant d'armes mais aussi de drogue, Adnan Khashoggi, l'homme d'affaires saoudien, proche de la CIA et impliqué avec plusieurs néoconservateurs américains dans l'affaire Iran-Contra. Epstein était une aide « de première importance » pour Khashoggi dans la négociation des contrats d'armement mondiaux. Or, le centre de la plupart des activités de Contra était dans l'État américain de l'Arkansas, dont un certain Bill Clinton était le gouverneur à cette époque¹⁶⁵. En 1985, Epstein fera une nouvelle rencontre, cette fois décisive, en la qualité de Robert Maxwell, le père de Ghislaine Maxwell, sa future compagne. Jeffrey et Ghislaine commenceront à se fréquenter vers le début des années 1990. Robert Maxwell était un magnat britannique des médias, propriétaire du journal *The Daily Mirror*, un fraudeur

https://web.archive.org/web/20230426100456/https://www.huffpost.com/entry/jeffrey-epstein-arrested-sex-trafficking-mi-nors_n_5d213a82e4b0f31256852d10

¹⁶⁵ HOWARD Dylan, *L'affaire Epstein – Espionnage, prostitution, esclavage, mensonges, chantages*, éditions Le jardin des Livres, 2020, Paris, pages 38-39.

brassant des centaines de millions de dollars, mais également un agent du Mossad. En tant qu'espion, il aurait été missionné par Israël pour organiser une vente d'arme à l'Iran qui fera grand bruit, l'affaire Iran-Contra¹⁶⁶. Au milieu des années 1980, Epstein avait donc des contacts aussi bien avec la CIA qu'avec le Mossad, tout en étant mêlé à une opération secrète conduite par l'administration Reagan. En 1987, il intègre la Tower Financial Corporation dirigée par l'homme d'affaires américain Steven J. Hoffenberg. Au début des années 1990, les deux hommes seront au cœur d'une vaste escroquerie de 460 millions de dollars à travers la mise en place d'un système de Ponzi¹⁶⁷. Dans cette affaire, seul Hoffenberg sera jugé et condamné à 20 ans de prison. Epstein n'a pas été inquiété, bien au contraire, il réutilisa les millions qu'il a pu engranger de ces crimes économiques pour créer et financer son empire : Financial Trust Company et J. Epstein & Compagny¹⁶⁸. Financial Trust Compagny avait comme client, Leslie H. Wexner, le milliardaire américain et fondateur de chaînes de vente au détail, dont The Limited, et propriétaire de Victoria's Secret. Epstein noua un lien financier et personnel avec ce dernier, au point qu'en 1996, le milliardaire lui aurait offert le manoir Herbert N. Straus, situé à Manhattan, et estimé à 13,2 millions de dollars. Ce lieu sera l'un des endroits où Epstein installera une ribambelle de caméras cachées pour filmer, à leur insu, les frivolités de ses amis et clients de la haute société en compagnie de filles mineures. L'année suivante, en 1997, il achète pour 2,5

¹⁶⁶ Radio J (31/12/2021) « Ghislaine Maxwell, Jeffrey Epstein : des espions du Mossad ? 31/12/2021, Radio J. », YouTube. 05min00sec. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : https://www.youtube.com/watch?v=ygYQS_dPFSk

¹⁶⁷ STEWART James B., GOLDSTEIN Matthew, KELLY Kate, ENRICH David (10/07/2019) « Jeffrey Epstein's 'Infinite Means' May Be a Mirage », The New York Times. [En ligne] Consulté le 30 septembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20190711120425/https://www.nytimes.com/2019/07/10/business/jeffrey-epstein-net-worth.html>

¹⁶⁸ HOWARD Dylan, (op. cité), pp. 42-43.

millions de dollars une résidence à Palm Beach, en Floride¹⁶⁹. De ce coin reposant, il va abuser sexuellement un nombre considérable de lycéennes âgées de 17, 16, 15 voire 14 ans, en échange d'une rétribution financière. Il leur donnait en moyenne 200 \$ à chaque prestation pour ce qui était, au départ, un simple massage. La fille pouvait toucher davantage en cas de rapport sexuel et si elle ramenait une amie à la résidence. Un vaste réseau de prostitution s'est mis ainsi en place jusqu'à l'île Little Saint James, dans les îles Vierges des États-Unis. L'île privée que venait d'acquérir Epstein en 1998, où orgies, viols et perversions ont été monnaies courantes. Ghislaine Maxwell avait, quant à elle, pour rôle de créer des contacts dans la bonne société et de recruter des filles pour Jeffrey. Dans sa tâche de recruteuse, elle aurait bénéficié de la complicité « potentielle » de Sarah Kellen, Nadia Marcinkova, et Adriana Mucinska. En mai 2006, la police de Floride signe un affidavit de cause probable qui accuse Jeffrey Epstein et deux de ses assistants de plusieurs chefs d'accusation d'actes sexuels illégaux avec un mineur. En juillet de la même année, le FBI ouvre une enquête fédérale visant le crime probable de « prostitution infantine » à l'encontre de Jeffrey Epstein. Toutefois, après deux ans d'enquête, en mai 2008, c'est le coup de théâtre. Les avocats d'Epstein, dont Kenneth Starr et Alan Dershowitz, ont rencontré le procureur fédéral de Floride, Alexander Acosta, pour passer un accord sur le plaidoyer. Le prédateur plaide coupable de deux chefs d'accusations : un chef de sollicitation à la prostitution et un chef de sollicitation à la prostitution avec une mineure de moins de 18 ans¹⁷⁰. Il bénéficie non seulement d'une réduction de peine, 18 mois de prison seulement¹⁷¹, mais également

¹⁶⁹ HOWARD Dylan, (op. cité), pp. 44-45.

¹⁷⁰ BROWN Julie K. (28/11/2018) « *For years, Jeffrey Epstein abused teen girls, police say. A timeline of his case* », Miami Herald. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20181201030212/https://www.miamiherald.com/news/local/article221404845.html>

¹⁷¹ En fait, Epstein a bénéficié de conditions de détention très confortables : il était dans une aile privée d'une prison du comté de Palm

d'un accord de non-poursuite. C'est-à-dire l'immunité pour lui et ses complices potentiels. En clair, les victimes d'Epstein ne pourraient plus le traîner, ni lui, ni ses associées, devant la justice. L'enquête du FBI a été par la suite abandonnée et Epstein sortira de prison le 21 juillet 2009¹⁷². Le journaliste Dylan Howard, qui a enquêté sur l'affaire Epstein, soulève la piste que cet accord secret n'aurait pu se concrétiser sans l'influence sur Acosta de l'ancien procureur du comté de Palm Beach, Barry Krischer, un proche de l'Anti-Defamation League (ALD), l'organisation pro-israélienne soupçonnée d'espionnage aux États-Unis au profit de Tel-Aviv. De plus, Epstein avait dans son carnet d'adresse bien rempli, deux anciens premiers ministres israéliens, Shimon Peres et Ehud Barak¹⁷³. Souvenons-nous que ce dernier est membre du conseil d'administration du MEMRI tout comme l'avocat d'Epstein, Alan Dershowitz, ainsi que l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey. Ehud Barak rencontrera Epstein une trentaine de fois, entre 2013 et 2017, et ce, malgré sa condamnation en 2008 qui l'inscrira comme délinquant sexuel¹⁷⁴.

Beach, la porte de sa cellule était ouverte régulièrement, il bénéficiait de repas de meilleure qualité que ceux des autres détenus, avait une télévision dans sa chambre individuelle, et il pouvait s'entretenir avec ses avocats à tout moment. Il a même bénéficié d'une dispense pour son travail. Ce qui signifie qu'Epstein n'est allé en prison que le soir. Finalement, il sera libéré le 21 juillet 2009, soit après avoir purgé une peine de 13 mois au lieu de 18.

¹⁷² Après sa libération, Epstein devait purger une peine d'un an en résidence surveillée dans sa villa de Palm Beach. Mais cela n'a pas empêché le délinquant sexuel de violer quotidiennement sa période probatoire en quittant son domicile comme bon lui semblait et sans que les autorités n'interviennent pour le remettre en prison. Réf. :

Jeffrey Epstein : pouvoir, argent et perversion, réalisé par Lisa Bryant (2020, U.S.A., Netflix), diffuseur Netflix. Saison 1, épisode 3.

¹⁷³ HOWARD Dylan, (op. cité), pp. 147-149.

¹⁷⁴ JTA (04/05/2023) « *Ehud Barak a rencontré Jeffrey Epstein une trentaine de fois entre 2013 et 2017 – WSJ* », The Times of Israël. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL :

Parmi les autres personnalités que le couple Maxwell/Epstein fréquentait avant la condamnation de 2008, nous citerons l'ancien président Bill Clinton. Il avait pris 26 fois l'avion privé de Jeffrey Epstein, surnommé le « Lolita Express », entre 2001 et 2003. Clinton a fait partie des personnalités qui se sont rendues sur son île privée, même si l'ancien président dément cette information avec la même assurance que lors du scandale Monica Lewinsky¹⁷⁵. Ghislaine Maxwell est d'ailleurs une amie de la famille Clinton, au point d'avoir passé des vacances en 2009 sur un yacht avec Chelsea Clinton, la fille de Bill et d'Hillary Clinton¹⁷⁶. Elle a même assisté au mariage de leur fille en 2010¹⁷⁷. Autre amitié, plutôt du côté d'Epstein, nous avons un homme d'affaires new-yorkais du nom de Donald Trump. Après sa condamnation en 2008, le futur président prendra définitivement ses distances et le répudia. Si nous nous intéressons aux autres passagers ayant embarqué dans le jet privé, les carnets de voyages indiquent la présence d'acteurs d'Hollywood tels que Kevin Spacey et Chris Tucker. Les chanteurs Courtney Love et Jimmy Buffet. Les magnats des médias Bill Wallace et Charlie Rose. Du milieu de la politique avec Ehud Barak, David Koch et Tony Blair. Et aussi le monde de l'informatique avec l'inénarrable Bill Gates¹⁷⁸. Epstein faisait chanter le cofondateur de Microsoft après qu'il a découvert sa relation avec une joueuse de bridge russe en 2010, alors qu'il était encore marié avec sa femme Melinda¹⁷⁹. Le

<https://fr.timesofisrael.com/ehud-barak-a-rencontre-jeffrey-epstein-une-trentaine-de-fois-entre-2013-et-2017-wsj/>

¹⁷⁵ Jeffrey Epstein : pouvoir, argent et perversion (op. cité). Saison 1, épisode 4.

¹⁷⁶ En 2009, son compagnon Jeffrey Epstein était condamné et incarcéré en tant que délinquant sexuel. Cela ne posait apparemment pas de problèmes pour les Clinton de continuer à entretenir des relations avec la compagne et complice d'Epstein.

¹⁷⁷ HOWARD Dylan, (op. cité), page 54.

¹⁷⁸ HOWARD Dylan, (op. cité), page 59.

¹⁷⁹ STIEB Matt (22/05/2023) « *Jeffrey Epstein Reportedly Tried Black-mailing Bill Gates Over Affair* », Intelligencer. [En ligne] Consulté le

couple Maxwell/Epstein entretenait d'illustres amitiés comprenant les milieux aristocratiques, dont un membre de la famille royale britannique, le prince Andrew, duc d'York, le deuxième fils de la reine Elisabeth II. Ce dernier a été accusé par l'une des victimes d'Epstein, Virginia Giuffre née Roberts, de l'avoir violé alors qu'elle était mineure au moment des faits, en 2001. Le prince Andrew sera déchu de ses titres militaires en 2021, quittera la vie publique et le 15 février 2022, un accord à l'amiable a été trouvé avec Virginia Giuffre pour éviter le procès. Le prince s'engage à verser 12 millions de livres sterling à l'organisation de soutien aux droits des victimes *Speak Out, Act, Reclaim*, fondée par Virginia Giuffre¹⁸⁰. En 2010, pour célébrer sa libération, Epstein avait organisé à Manhattan une soirée intitulée *Welcome home from prison*. L'invité d'honneur de cette soirée n'était nul autre que le prince Andrew. Les autres convives étaient la présentatrice de CBS News Katie Couric¹⁸¹, l'animateur Charlie Rose, la comédienne Chelsea Handler, le cinéaste de réputation mondiale Woody Allen et l'ancien conseiller principal du président Clinton, George Stephanopoulos¹⁸².

Epstein continua ainsi son entreprise macabre pendant presque dix ans, comme si cette condamnation de 2008 n'était qu'un léger contretemps, jusqu'au jour où en 2019, le juge du district sud de l'État de Floride, Kenneth A. Marra, rend son verdict et invalide l'accord entre les avocats d'Epstein et le procureur Acosta qui garantissait l'immunité. La juge confirme que *le gouvernement fédéral*

6 octobre 2023. URL : <https://nymag.com/intelligencer/2023/05/jef-frey-epstein-tried-blackmailing-bill-gates-over-affair.html>

¹⁸⁰ AFP (15/02/2022) « *Affaire Epstein : le prince Andrew trouve un accord avec son accusatrice, Virginia Giuffre, pour éviter un procès* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/02/15/affaire-epstein-le-prince-andrew-trouve-un-accord-avec-son-accusatrice-virginia-giuffre-pour-eviter-un-proces_6113805_3210.html

¹⁸¹ Aujourd'hui, Katie Couric travaille pour le groupe audiovisuel American Broadcasting Company, ABC.

¹⁸² HOWARD Dylan, (op. cité), pp. 172-173.

sous la direction du procureur Acosta avait non seulement caché des informations aux victimes, mais les a également induites en erreur. Ce « contrat illégal » passé avec Epstein visant à le protéger, lui et ses complices, constituait donc une infraction à la loi relative aux droits des victimes de crime¹⁸³. Cette décision fut capitale dans la suite des événements. Le 6 juillet 2019, le délinquant sexuel est arrêté à New York, à la descente de son avion alors qu'il revenait de France. Il est inculpé pour deux chefs d'accusation : complot pour faire du trafic sexuel et crime grave de trafic sexuel de mineures. Les agents du FBI perquisitionnent le domicile de Manhattan où ils trouvèrent de la pédopornographie dans son coffre-fort, mais aussi des diamants et des faux passeports. Devant le retentissement de l'affaire, Alexander Acosta, devenu entretemps secrétaire au travail sous l'administration de Donald Trump, fut contraint de démissionner de son poste, le 19 juillet.

Jeffrey Epstein est placé cette fois-ci dans une prison de haute sécurité de New York, le Metropolitan Correctinal Center¹⁸⁴. Mais le 10 août 2019, il est retrouvé mort dans sa cellule, l'autopsie conclura à un « suicide par pendaison ». Au moment de son « suicide », les gardes chargés de le surveiller dormaient et les caméras de surveillance ne fonctionnaient pas. Mark Epstein, le frère de Jeffrey Epstein, ne croyant pas au suicide, avait engagé un médecin légiste pour avoir un deuxième avis sur l'autopsie. Il releva trois fractures de l'hyoïde, un petit os en forme de U se trouvant sous les mandibules et la mâchoire inférieure. Le médecin légiste conclut qu'une telle tentative de suicide par pendaison ne peut pas provoquer ce genre de fracture¹⁸⁵. En revanche, nous la retrouvons dans les

¹⁸³ Jeffrey Epstein : pouvoir, argent et perversion (op. cité). Saison 1, épisode 4.

¹⁸⁴ Le centre pénitencier abrite des criminels et des terroristes considérés comme dangereux, comme le célèbre trafiquant mexicain Joaquín Guzmán dit « El Chapo », l'ancien chef du Cartel de Sinaloa.

¹⁸⁵ Jeffrey Epstein : pouvoir, argent et perversion (op. cité). Saison 1, épisode 4.

meurtres par strangulation¹⁸⁶. Dans son livre, *L’Affaire Epstein*, le journaliste Dylan Howard passe en revue les différents services de renseignement susceptibles d’être impliqué dans le potentiel meurtre d’Epstein (FSB, MI6, Mossad, etc.). Il tend la piste des services secrets saoudiens dont le mode opératoire d’assassinat est la strangulation à l’image du journaliste tué Jamal Khashoggi et le fait qu’Epstein avait entretenu des liens d’affaires et d’amitié avec un prince saoudien, Mohamed Ben Salman (MBS). Pourtant, il y a un service de renseignement que Dylan Howard ne mentionne pas dans sa liste d’« espions tueurs », celui de son propre pays, la CIA¹⁸⁷. Bref, encore une version officielle qui a du plomb dans l’aile. Faudra-t-il attendre la déclassification des archives de Langley, soit l’année 2079, pour connaître un début de vérité ? D’autres interrogations restent sans réponse, comme le fait que deux jours avant la mort d’Epstein, ce dernier aurait transféré la totalité de ses biens, soit 577 millions de dollars, dans un fonds aux bénéficiaires inconnus¹⁸⁸. Qui sont ces mystérieux bénéficiaires qui ont récupéré l’argent et dans quel but ? Des questions restant pour l’instant sans réponse. Le 2 juillet 2020, c’est au tour de Ghislaine Maxwell d’être arrêtée par les autorités américaines¹⁸⁹. Elle purge actuellement une peine de 20 ans de prison.

À la suite des diverses perquisitions des résidences d’Epstein, son carnet d’adresse a été retrouvé et présente l’étendue de ses contacts

¹⁸⁶ HOWARD Dylan, (op. cité), page 218.

¹⁸⁷ HOWARD Dylan, (op. cité), pp. 225-226.

¹⁸⁸ Cnews (22/08/2019) « AVANT SA MORT, JEFFREY EPSTEIN AVAIT PLACÉ 577 MILLIONS DE DOLLARS DANS UN FONDS ». [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.cnews.fr/monde/2019-08-22/avant-sa-mort-jeffrey-epstein-avait-place-577-millions-de-dollars-dans-un-fonds>

¹⁸⁹ CHAPPELL Bill (02/07/2020) « Ghislaine Maxwell Arrested, Charged In Connection To Jeffrey Epstein Abuse Case », NPR. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.npr.org/2020/07/02/886537383/fbi-arrests-ghislaine-maxwell-in-connection-to-jeffrey-epstein-case>

au sein de l'establishment américain. Nous pouvons citer William J. Burns, le président de la Carnegie Endowment for International Peace (CEIP) devenu en 2021 le directeur de la CIA¹⁹⁰. Kathryn Ruemmler, l'avocate de Barack Obama à la Maison-Blanche. Le professeur émérite de linguistique Noam Chomsky. Epstein aurait rencontré ces trois personnalités entre 2013 et 2017, soit bien après sa condamnation de 2008¹⁹¹. Parallèlement, il a eu plus d'une douzaine de réunions avec la directrice générale du groupe Rothschild, Ariane de Rothschild¹⁹². Rappelons qu'Ariane de Rothschild est une participante et contributrice de la Conférence d'Herzliya qui accueille l'establishment israélien, dont des anciens directeurs du Mossad.

À présent nous devons achever l'affaire Epstein en soulignant plusieurs points. Tout d'abord, que Ghislaine Maxwell et Jeffrey Epstein auraient été en lien avec au moins deux services de renseignement, la CIA et le Mossad. Que le couple a contribué à développer un réseau d'exploitation sexuel au niveau international. Qu'ils étaient en contact avec des personnalités très influentes et les

¹⁹⁰ SAFDAR Khadeeja, BENOIT David (30/04/2023) « *Epstein's Private Calendar Reveals Prominent Names, Including CIA Chief, Goldman's Top Lawyer* », The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/jeffrey-epstein-calendar-cia-director-goldman-sachs-noam-chomsky-c9f6a3ff>

¹⁹¹ CAVALLIER Andrea (30/04/2023) « Epstein's VERY tangled web: Pedophile met with current CIA Director William Burns, Obama White House lawyer, Noam Chomsky and music director for the American Symphony Orchestra in the years AFTER his sex offence conviction », Daily Mail. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.dailymail.co.uk/news/article-12031021/Jeffrey-Epstein-met-current-CIA-Director-William-Burns-convicted-sex-offender.html>

¹⁹² LAPIN Andrew (02/05/2023) « *Les noms de Noam Chomsky et Ehud Barak figurent sur l'agenda de Jeffrey Epstein* », The Times of Israël. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://fr.timesofisrael.com/les-noms-de-noam-chomsky-et-ehud-barak-figurent-sur-lagenda-de-jeffrey-epstein/>

faisaient chanter. Que les services de renseignement étaient vraisemblablement au courant de ce trafic et les ont protégés. Que l'une des hypothèses les plus probables est que ces mêmes services ont fait le ménage une fois que l'arrestation des protagonistes était devenue évidente. Pour éviter la divulgation des noms des personnes impliquées dans ce trafic, Epstein devait donc être réduit au silence et faire passer son élimination en suicide. Ensuite, même si Jeffrey Epstein et Ghislaine Maxwell sont hors circuit, ce réseau d'exploitation sexuel international incluant des mineures existe toujours et n'a pas été démantelé. Les clients ayant abusés sexuellement des mineures n'ont pas été arrêtés et jetés en prison. Les rabatteurs sont en liberté. Les banques qui ont facilité le réseau d'Epstein ne sont pas inquiétées par la justice ; l'une d'entre elle, la J.P. Morgan Chase, a même négocié un accord à l'amiable avec les îles vierges américaines pour que les poursuites s'arrêtent à son encontre. En septembre 2023, elle a accepté de verser 75 millions de dollars¹⁹³. Pour terminer, Jeffrey Epstein était, avant sa condamnation de 2008, membre du conseil d'administration de l'université Rockefeller¹⁹⁴, membre de la Commission Trilatérale et membre du Council on Foreign Relations (CFR)¹⁹⁵. D'après ABC, il a appartenu au CFR de

¹⁹³ AFP (26/09/2023) « *Affaire Epstein : accord entre la banque J.P. Morgan et les Îles vierges américaines pour annuler les poursuites* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/26/affaire-epstein-accord-entre-la-banque-j-p-morgan-et-les-iles-vierges-americaines-pour-annuler-les-poursuites_6191104_3210.html

¹⁹⁴ GUSTINI Ray (21/06/2011) « *Vanity Fair Reminds Us When Jeffrey Epstein Wasn't a Creep* », The Atlantic. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.theatlantic.com/national/archive/2011/06/vanity-fair-reminds-us-when-jeffrey-epstein-wasnt-creep/351984/>

¹⁹⁵ HOWARD Dylan, (op. cité), page 175.

1995 à 2009 et lui aurait versé en dons 350 000 \$ durant cette période¹⁹⁶. Epstein faisait partie des réseaux mondialistes.

- **Guerre russo-ukrainienne (2022- ?).**

Le conflit en Ukraine déclenché depuis le 24 février 2022 est, comme nous l'avons détaillé précédemment, la conséquence du coup d'État de 2014 conduit par les États-Unis et les européens pour mettre en place un gouvernement pro-atlantiste et antirusse. Coup d'État ayant pour effet domino de provoquer le soulèvement des populations ukrainiennes russophones et le déclenchement de la guerre du Donbass. Puis le sabotage de la diplomatie par la partie occidentale du protocole de Minsk pour gagner du temps et armer l'Ukraine, aboutissant en fin de compte à l'intervention militaire russe. Si la Russie est responsable du déclenchement de la guerre, les États-Unis et ses alliés européens le sont également pour l'avoir provoqué. Le 18 août 2023, le *New York Times* avait rapporté que le coût humain de ce conflit était évalué, entre février 2022 et août 2023, à 500 000 morts et blessés, russes et ukrainiens confondus¹⁹⁷. D'après la BBC, la Russie aurait au moins 80 000 soldats tués et 162 000 blessés¹⁹⁸.

¹⁹⁶ LEBERMAN Josh (26/11/2019) « *Jeffrey Epstein's \$350K in donations to Council on Foreign Relations to go to fight trafficking* », NBC News. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.nbcnews.com/news/us-news/jeffrey-epstein-s-350k-donations-council-foreign-relations-go-fight-n1091626>

¹⁹⁷ COOPER Hélène Cooper, GIBBONS-NEFF Thomas, SCHMITT Éric, BARNES Julian E. (18/08/2023) « *Troop Deaths and Injuries in Ukraine War Near 500,000, U.S. Officials Say* », The New York Times. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.nytimes.com/2023/08/18/us/politics/ukraine-russia-war-casualties.html>

¹⁹⁸ IVCHINA Olga [Ившина Ольга] (04/08/2023) « *Офицеры на передовой: что известно о потерях России в Украине к августу* », BBC News – Russia. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.bbc.com/russian/features-66401153>

Si nous nous en tenons à ces chiffres, l'Ukraine aurait donc au minimum 258 000 morts et blessés. Mais selon le colonel américain à la retraite Douglas Macgregor¹⁹⁹, interviewé le 22 août 2023 sur le réseau Twitter ("X") par le journaliste Tucker Carlson, ce serait 400 000 soldats ukrainiens qui aurait été tués depuis le début du conflit²⁰⁰. À ces chiffres, nous devons rajouter les réfugiés et déplacés s'élevant à un tiers de la population, soit 14,5 millions de personnes. 8 millions de déplacés à l'intérieur du pays et 6,5 millions d'Ukrainiens qui ont fui à l'étranger²⁰¹.

- **Le sabotage de Nord Stream (2022).**

En faisant exploser les pipelines Nord Stream, les États-Unis et la Norvège n'ont pas seulement commis un acte de sabotage contre la Russie, mais aussi un acte de guerre économique contre plusieurs pays européens, menaçant ainsi leur sécurité énergétique. La coentreprise Nord Stream 2 était le fruit d'un partenariat avec plusieurs sociétés, dont la compagnie russe Gazprom qui possédait 51% des parts. Deux sociétés allemandes, E.ON et BASF via sa filiale

¹⁹⁹ Le colonel Douglas Macgregor a été l'un des principaux planificateurs du bombardement de la Yougoslavie par l'OTAN en 1999. Il était sous les ordres du général Wesley Clark. Réf. :

RICKS Thomas E. (16/04/1999) « *Why the U.S. Army Is Ill-Equipped To Move Troops Quickly Into Kosovo* », The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/SB924151165244228519>

²⁰⁰ @TuckerCarlson (Tucker Carlson) « *Ep. 18 Into the abyss: Colonel Douglas Macgregor tells us why the Ukraine war must end now.* », 22/08/2023, 1h07 PM, Twitter. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://twitter.com/TuckerCarlson/status/1693761723230990509>

²⁰¹ AFP (26/05/2022) « *Guerre en Ukraine : un tiers des Ukrainiens déplacés ou réfugiés* », Euronews. [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://fr.euronews.com/2022/05/26/guerre-en-ukraine-un-tiers-des-ukrainiens-deplaces-ou-refugies>

Wintershall (10% chacune). La compagnie anglo-néerlandaise Royal Dutch Shell (10%). La compagnie autrichienne OMV (10%) et le français Engie (9%)²⁰². Par conséquent, les États-Unis et la Norvège, pays membres de l'OTAN, ont commis un acte relevant du terrorisme d'État envers d'autres membres de l'Alliance atlantique : l'Allemagne, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni. L'Autriche n'étant pas membre de l'OTAN mais cela reste néanmoins un pays membre de l'Union européenne, et par conséquent, une attaque contre l'ensemble des pays de l'Union, conformément à sa clause de défense mutuelle²⁰³. À notre connaissance, la Commission européenne ne s'est pas exprimée sur les révélations du journaliste Seymour Hersh.

- **L'appui au Forum des nations libres de la post-Russie (2022-?).**

Arrivé à ce chapitre de l'ouvrage, il est indubitable que les think tanks néoconservateurs américains, les services de renseignement américains et l'administration de Joseph Biden appuient en toute connaissance de cause le Forum des nations libres de la post-Russie. C'est-à-dire, un projet de guerre totale, un plan contre la paix du monde. Rappelons que l'un des artisans du Forum, Vadim Shtepa, appartenant autrefois à la mouvance d'extrême droite néonazie

²⁰² BFM Bourse (04/09/2015) « *ENGIE : PARTIE PRENANTE DU GAZODUC NORD STREAM 2* ». [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://www.tradingsat.com/engie-FR0010208488/actualites/engie-partie-prenante-du-gazoduc-nord-stream-2-620175.html>

²⁰³ La clause de défense mutuelle est définie dans l'article 42, paragraphe 7, du traité sur l'Union européenne (TUE) issu du traité de Lisbonne. Il stipule qu'en cas d'agression d'un pays membre de l'UE, les autres États membres se doivent aide et assistance. Réf. : EUR-Lex, « *Clause de défense mutuelle* ». [En ligne] Consulté le 6 octobre 2023. URL : <https://eur-lex.europa.eu/FR/legal-content/glossary/mutual-defence-clause.html>

russe, a fini par être embauché en tant qu'expert à la Jamestown Foundation, proche de la CIA, et qu'il travaille désormais pour RFE/RL - également proche de la CIA - qui est rattaché à la U.S. Agency for Global Media (USAGM). Cela signifie que son employeur est, au bout du compte, le gouvernement américain²⁰⁴. La Jamestown Foundation et RFE/RL ont quant à eux, des affiliations non négligeables avec le CFR au travers des membres de leurs conseils d'administration respectifs. Andrius Almanis a passé 17 ans dans l'armée lituanienne et a été le représentant national dans la mission de maintien de la paix au Kosovo. Par ses fonctions, il a naturellement travaillé avec l'OTAN. Pour terminer, l'Institut des régions de Russie (IRR), préambule au Forum des nations libres de la post-Russie, a vu le jour en mars 2021. C'est-à-dire moins de trois mois après l'installation de l'administration Biden.

Au-delà des guerres, des coups d'État, des soutiens à des dictatures, à des organisations terroristes ainsi qu'à des trafics illégaux (drogues, armes, êtres humains), nous pouvons terminer avec McKinsey & Compagny. Cette entreprise a été accusée d'avoir contribué à la crise des opiacés aux États-Unis, notamment en conseillant les groupes pharmaceutiques, dont Purdue Pharma, le fabricant de l'Oxycontin responsable de la mort par overdose de 500 000 américains entre 1999 et 2008. Soit l'équivalent de deux fois le nombre de morts des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. En 2021, McKinsey a accepté de payer 573 millions de dollars pour solder les poursuites judiciaires de 47 États américains²⁰⁵. Cela équivaut à un ratio de 1 146 \$ par Américain mort. Il s'agit du même cabinet que le gouvernement français a choisi pour l'épauler dans la politique de

²⁰⁴ Voir ANNEXE 77, image 106.

²⁰⁵ AFP (04/02/2021) « *Crise des opiacés : McKinsey paie 573 millions de dollars pour solder des poursuites* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/societes/crise-des-opiaces-mckinsey-paie-573-millions-de-dollars-pour-solder-des-poursuites-20210204>

vaccination contre le Covid-19. McKinsey & Compagny étant aussi un partenaire stratégique du World Economic Forum.

Citations

Nul n'est plus esclave que celui qui se croit libre sans l'être.

Johann Wolfgang von Goethe (1749-1832).
Poète, romancier et dramaturge allemand ²⁰⁶.

Il est incroyable de voir comme le peuple, dès qu'il est assujetti, tombe soudain dans un si profond oubli de sa liberté qu'il lui est impossible de se réveiller pour la reconquérir : il sert si bien, et si volontiers, qu'on dirait à le voir qu'il n'a pas seulement perdu sa liberté mais bien gagné sa servitude.

Étienne de la Boétie (1530-1563).
Écrivain et poète français. *Discours sur la servitude volontaire.*

²⁰⁶ « Niemand ist mehr Sklave, als der sich für frei hält, ohne es zu sein ».

Von GOETHE Johann Wolfgang. *Aus den Wahlverwandtschaften*, 1809, Book 2, Chapter 5. Cité dans : TUCKNESS Alex., WOLF Clark. *This Is Political Philosophy: An Introduction*. Allemagne : Wiley, 2016.

Toutes les fois que la tyrannie s'efforce de soumettre la masse d'un peuple à la volonté d'une de ses portions, elle compte parmi ses moyens les préjugés et l'ignorance de ses victimes.

Nicolas de Condorcet (1743-1794).

Mathématicien, philosophe, et homme politique français. Dans *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*²⁰⁷.

Agiter le peuple avant de s'en servir.

Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord (1754-1838).

Diplomate français²⁰⁸.

²⁰⁷ CONDORCET Nicolas, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, 1795. Cité dans Gallica – Bibliothèque nationale de France (BnF). [En ligne] Consulté le 20 mars 2023. URL : <https://gallica.bnf.fr/essentiels/condorcet/esquisse-tableau-historique-progres-esprit-humain/citations>

²⁰⁸ TALLEYRAND-PÉRIGORD, Charles Maurice de. *La Confession de Talleyrand : Mémoires du Prince de Talleyrand*. Albert de Broglie, Tchèque : Good Press, 2023.

CHAPITRE 15

MENACES CONTRE LA DÉMOCRATIE ET LES NATIONS SOUVERAINES EN OCCIDENT

Le rôle du Forum des nations libres de la post-Russie n'est pas uniquement de vouloir démanteler la Fédération de Russie en une vingtaine ou une trentaine d'États, il s'agit aussi de les faire intégrer, pour une partie d'entre eux, aux structures occidentales : l'Union européenne et l'OTAN. Un objectif visant à renforcer le bloc occidental dominé par les États-Unis en espérant ainsi rejoindre le camp de la « démocratie » face au camp de « l'autoritarisme » incarné par la Chine. Dans le chapitre précédent, nous avons épluché quelques exemples historiques récents qui relativisent cette confrontation du Bien contre le Mal. Mais encore, l'image de l'Occident, représentant soi-disant les valeurs démocratiques devant être exportées aux quatre coins du monde, devient de plus en plus écornée quant à l'application de ces dites valeurs à leurs propres populations. Il a été observé depuis plusieurs années une montée des atteintes aux libertés, voire aux fondements mêmes de la démocratie. Nous avons abordé le *Patriot Act* et les centres pénitenciers comme Guantanamo pour les États-Unis, mais en Europe, nous constatons une tendance vers une politique autoritaire et de surveillance généralisée.

LA DÉMOCRATIE ILLUSOIRE

Il existe une longue série de points démontrant que le principe de *demos kratos*, soit le pouvoir du peuple, a été fourvoyé. Nous sommes davantage dans un régime oligarchique qui tend à se donner

un verni de démocratie. Il incarne l'illusion que le citoyen a le pouvoir au travers du bulletin de vote, alors qu'en vérité il est ailleurs. Les élites sont présélectionnées à l'avance par des officines atlantistes et mondialistes - les véritables décideurs - et par un jeu de manipulation de l'opinion, on influence les électeurs à voter « correctement » pour leur champion. Si je devais résumer en une maxime notre démocratie illusoire, elle se dévoilerait ainsi : Donnez-moi le contrôle des médias et des instituts de sondages et je ferai élire n'importe lequel de mes hommes de main qui appliquera ma politique.

- **Les référendums au pilori.**

Le 29 mai 2005, les Français avaient voté NON à 55% contre l'adoption du traité sur la Constitution européenne. De même pour le référendum aux Pays-Bas, le 1^{er} juin 2005, où le Non l'a emporté avec 61,5% des voix¹. Ces deux référendums ont été transgressés par le traité de Lisbonne du 13 décembre 2007 ratifié par les chefs d'État européens et sous la houlette du président Nicolas Sarkozy, puis par le vote des parlementaires français réunis en Congrès à Versailles, le 4 février 2008². Le traité de Lisbonne est une copie conforme de ce que les Français et les Néerlandais avaient refusé par les urnes. Il accorde la primauté du droit européen sur le droit national, c'est-à-dire une perte de souveraineté nationale au profit des institutions de l'UE. D'autre part, il prévoit la reconnaissance juridique de l'UE, ce qui signifie que la Commission européenne pourra signer des traités

¹ The Guardian (02/06/2005) « *Dutch say 'devastating no' to EU constitution* ». [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2005/jun/02/eu.politics>

² AFP, Reuters (4 février 2008) « *Traité européen : le Congrès vote la révision de la Constitution* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 5 avril 2023. URL : https://www.lemonde.fr/politique/article/2008/02/04/traité-de-lisbonne-le-congres-s-apprete-a-adopter-la-revision-de-la-constitution_1007357_823448.html

avec des pays ou des organisations qui seront reconnus internationalement. Ce traité de Lisbonne fut ensuite ratifié cette fois par voie parlementaire des pays membres, à l'exception de l'Irlande dont la constitution l'oblige à organiser un référendum. Le 28 septembre 2008, c'est justement au tour du peuple irlandais de rejeter le traité à 53,4 %³. Il aura fallu l'organisation d'un deuxième référendum, le 2 octobre 2009, où le Oui l'a cette fois emporté à 67,1% pour que le dernier obstacle à l'application du Traité de Lisbonne saute⁴. Trois référendums ont donc été piétinés. Depuis le 1^{er} décembre 2009, le traité est entré en vigueur.

Au début des années 2000, les autorités grecques avaient masqué les déficits pour entrer dans la zone euro. Cette dissimulation s'est réalisée grâce à la banque Goldman Sachs. Au moment de la crise de la dette publique grecque, la banque avait spéculé contre elle. La conséquence a été l'imposition de plans d'austérité concoctés par la Troïka (FMI, BCE, Commission européenne)⁵ à la Grèce, comme conditions inflexibles pour rester dans la zone euro⁶. Les restrictions budgétaires impopulaires conduites par le gouvernement d'Athènes ont conduit à l'arrivée au pouvoir de la coalition de gauche radicale

³ AFP, RTE, C.J. (13/06/2008) « *Traité européen : victoire du «non» en Irlande* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/2008/06/13/01003-20080613ART-FIG00391-traite-europeen-le-non-en-tete-en-irlande.php>

⁴ RENTERGHEM Marion Van (03/10/2009) « *Les Irlandais disent "oui" au traité de Lisbonne* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/europe/article/2009/10/03/le-oui-l-emporterait-au-referendum-irlandais_1248697_3214.html

⁵ A l'époque, la présidente du FMI était Christine Lagarde (Baker & Mckenzie et Bilderberg), le président de la Banque centrale européenne était Mario Draghi (Goldman Sachs et Bilderberg), et le président de la Commission européenne était José Manuel Barroso (Bilderberg et Goldman Sachs).

⁶ *Puissante et incontrôlée : la Troïka*, documentaire réalisé par Harald Schumann et Arpad Bondy (2015, France, RBB / Arpad Bondy filmproduktion et Arte Studio), diffuseur Arte. Disponible sur internet.

SYRIZA, menée par Alexis Tsípras, lors des élections législatives de janvier 2015 et qui devient alors Premier ministre. Mais après l'échec des négociations entre le nouveau gouvernement et la Troïka sur un nouveau plan de rigueur en échange d'un arrangement financier, Alexis Tsípras décide de trancher la question par référendum. Le 5 juillet 2015, les Grecs ont voté à 61,5% contre le plan d'austérité. Mais sous la pression de la Troïka, le gouvernement de Tsípras finit par appliquer la rigueur pourtant refusée par les urnes. À cet instant, le nouveau président de la BCE, Jean-Claude Juncker (participant du groupe Bilderberg) avait déclaré : ***Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens***⁷. Pire, le président de l'Eurogroupe⁸, le néerlandais Jeroen Dijsselbloem (Bilderberg)⁹, avait même exigé d'Athènes des abandons de souveraineté¹⁰. Ce qui fut chose faite en 2018, lorsque la Grèce est entrée dans un « cadre de surveillance renforcée ». En clair, une mise sous tutelle européenne jusqu'en 2022¹¹. Les résultats des différents plans d'austérité ont été la baisse des salaires des fonctionnaires de 40%, la division

⁷ SOUDAIS Michel (29/01/2015) « *Juncker dit « non » à la Grèce et menace la France* », Politis. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20150319184438/http://www.politis.fr/Juncker-dit-non-a-la-Grece-et,29890.html>

⁸ L'Eurogroupe est la réunion mensuelle des ministres des Finances des États membres de la zone euro de l'Union européenne.

⁹ L'Express (13/06/2015) « *Qui sont les dix Français invités du très secret groupe Bilderberg ?* ». [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : https://www.lexpress.fr/diaporama/diapo-photo/actualite/politique/qui-sont-les-dix-francais-invites-du-tres-secret-groupe-bilderberg_1689177.html

¹⁰ AFP (12/07/2015) « *L'Eurogroupe exige d'Athènes des abandons de souveraineté* ». [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.dna.fr/actualite/2015/07/12/grece-les-negociations-s-enlisent-la-menace-d-un-grexit-se-renforce>

¹¹ COLLEN Vincent (20/08/2022) « *L'économie grecque enfin libérée de la tutelle de l'Europe* ». [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/leconomie-grecque-enfin-liberee-de-la-tutelle-de-leurope-1782854>

par deux des pensions de retraite¹², l'âge de départ à la retraite allongé à 67 ans¹³. Le PIB grec est passé en 2008 de 355,91 milliards de dollars à 219,07 milliards de dollars en 2022, soit une baisse de 38,5 %¹⁴. La récession financière a entraîné une baisse de la natalité couplée à une fuite de la jeunesse grecque à l'étranger. Ces deux facteurs ont eu pour conséquence une chute démographique¹⁵. Entre 2008 et 2023, la population grecque est passée de 11,1 millions d'habitants à 10,3 millions¹⁶. Dernier point, la dette était autour de 140% de son PIB au début de la crise, et malgré tous les plans d'austérité, elle a atteint le pic de 212,43% en 2020, pour redescendre à 178,11% en 2022¹⁷. Ce fut le quatrième référendum entaché, qui plus est, dans le berceau de la démocratie et de la civilisation hellénistique, devenu une référence pour les peuples d'Europe.

¹² France Info (20/08/2018) « *Après huit ans de crise, la Grèce n'est plus sous tutelle* ». [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : https://www.francetvinfo.fr/economie/crise/austerite-en-europe/apres-huit-ans-de-crise-la-grece-n-est-plus-sous-tutelle_2903645.html

¹³ European Commission, « *Greece - Old-age pensions* ». [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1112&intPagId=4567&langId=en#:~:text=Full%20pension%3A%20you%20are%20entitled,and%2067%20years%20of%20age.>

¹⁴ Trading Economics, "Greece". [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://tradingeconomics.com/greece/gdp>

¹⁵ MUACEVIC Alexander, ADLER John R. (21/01/2023) « *Tracing Time Trends of Births in Greece* », NIH – National Library of Medicine. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC9940775/>

¹⁶ World Population Review, "Greece Population 2023". [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://worldpopulationreview.com/countries/greece-population>

¹⁷ O'NEILL Aaron (13/10/2023) « Greece: National debt in relation to gross domestic product (GDP) from 2018 to 2028 », Statista. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.statista.com/statistics/270413/national-debt-of-greece-in-relation-to-gross-domestic-product-gdp/>

Le 21 mars 2014, l'Union européenne signe avec le nouveau régime de Kiev, installé depuis le coup d'État de l'Euromaïdan, l'accord d'association qui avait été rejeté par le président Ianoukovytch. Pourtant, en 2015, après que l'assemblée des Pays-Bas a voté en faveur du texte de loi validant cet accord, les partis « eurosceptiques » néerlandais réussissent à obtenir plus de 300 000 signatures de citoyens pour les déposer à la Commission électorale afin de déclencher un référendum consultatif si les néerlandais sont pour ou contre cet accord d'association¹⁸. Le 6 avril 2016, les résultats du référendum donnent la victoire du Non à l'accord d'association UE-Ukraine à 64%¹⁹. Le Premier ministre Mark Rutte (Bilderberg et World Economic Forum) ne tient pas compte du résultat et vers la fin 2016, il obtient lors d'un sommet avec les chefs d'État européens, un texte « interprétatif » qui ferait accepter l'accord au Parlement néerlandais sous une interprétation différente. Il a brandi à l'occasion la menace russe en affirmant que *retirer le traité de la table est le plus grand cadeau que l'on puisse faire à Vladimir Poutine*²⁰. L'accord d'association UE-Ukraine est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2017. En février 2018, la coalition parlementaire de Mark

¹⁸ AFP, (29/10/2015) « Pays-Bas: référendum pour les eurosceptiques », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2015/10/29/97001-20151029FIL-WWW00169-pays-bas-referendum-pour-les-eurosceptiques.php>

¹⁹ La Tribune (07/04/2016) « Les Pays-Bas disent non à l'accord d'association de l'UE avec l'Ukraine ». [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/economie/international/les-pays-bas-disent-non-a-l-accord-d-association-de-l-ue-avec-l-ukraine-562536.html>

²⁰ QUATREMER Jean (16/12/2016) « Traité UE-Ukraine : les Pays-Bas trouvent un accord avec leurs partenaires de l'Union européenne », Libération. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/2016/12/16/traite-ue-ukraine-les-pays-bas-trouvent-un-accord-avec-leurs-partenaires-de-l-union-europeenne_1535890/

Rutte a voté un projet de loi supprimant le référendum consultatif²¹. Probablement pour écarter l'omnipotente menace russe.

En avril 2016, lors de la campagne du référendum sur le Brexit au Royaume-Uni, nous avons assisté à l'ingérence du président des États-Unis, Barack Obama, qui avait appelé les Britanniques à rester dans l'Union européenne lors d'un discours à Londres²². Autre compromission, la banque américaine Goldman Sachs avait fait un don de plusieurs centaines de milliers de livres sterling au lobby pro-UE Britain Stronger in Europe. D'autres banques outre-Atlantique ont donné des chèques à la campagne pour le maintien du Royaume-Uni dans l'UE, comme JP Morgan et Bank of America²³. Nous avons même assisté à un événement tragique à quelques jours du référendum. Le 16 juin 2016, une députée travailliste, militante engagée dans le maintien du Royaume-Uni dans l'UE, Jo Cox, est assassinée par un homme ayant des antécédents psychiatriques et aurait crié « Britain First ! » (La Grande-Bretagne d'abord !)²⁴. Après la tragédie,

²¹ MOUTEAU Antoine (27/02/2018) « *Les Pays-Bas suppriment le référendum* », Ouest-France. [En ligne] Consulté le 7 octobre 2023. URL : <https://www.ouest-france.fr/europe/pays-bas/les-pays-bas-suppriment-le-referendum-5592281>

²² COLLOMP Florentin (22/04/2016) « *Barack Obama met tout son poids contre le Brexit* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/2016/04/22/01003-20160422ARTFIG00232-barack-obama-met-tout-son-poids-contre-le-brexit.php>

²³ DUVAL Jean-Baptiste (21/01/2016) « *Brexit: Goldman Sachs et JP Morgan mettent le paquet (d'argent) pour que l'Angleterre reste en Europe* », Huffington Post. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : https://www.huffingtonpost.fr/actualites/article/brexit-goldman-sachs-et-jp-morgan-mettent-le-paquet-d-argent-pour-que-l-angleterre-reste-en-europe_70593.html

²⁴ BERNARD Philippe (23/11/2016) « *Qui est Thomas Mair, le loup solitaire d'extrême droite qui a tué la députée Jo Cox ?* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/11/23/qui-est-thomas-mair-le-loup-solitaire-d-ex-treme-droite-qui-a-tue-la-deputee-jo-cox_5036791_3214.html

la campagne fut suspendue et une vive émotion envahit le pays²⁵. Cette triste affaire ne manqua pas d'être exploité pour donner enfin le maintien dans l'UE gagnant dans les sondages. Un véritable retournement de la situation alors que le Brexit était en tête des intentions de vote²⁶. Étrangement, ce n'était pas la première fois que ce genre de drame arrivait. En effet, en 2003, en Suède, un référendum avait eu lieu sur l'adoption de la monnaie unique. Anna Lindh, ministre social-démocrate et militante engagée pour l'euro, a été poignardée par un déséquilibré mental²⁷, le 10 septembre, soit 4 jours avant le scrutin²⁸. Elle meurt le lendemain des suites de ses blessures, le 11 septembre. Il y eut aussi un vibrant hommage, la campagne fut suspendue, et curieusement, le dernier sondage sorti avant le scrutin donna le Oui à l'euro gagnant²⁹. Et finalement, le Non à la monnaie unique l'avait emporté à 55%. Dans les deux cas, nous avons plusieurs similitudes : les deux femmes étaient partisans de l'Union européenne, les deux furent assassinées par un «

²⁵ STEWART Heather (16/06/2016) « *Politicians suspend EU campaign after Jo Cox is killed* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/politics/2016/jun/16/politicians-suspend-eu-rivalries-after-cox-killing>

²⁶ CURTICE John (23/06/2016) « *How Leave Won the Battle but Remain May Still Win the War* », What UK Thinks EU. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.wha-tukthinks.org/eu/2016/06/23/how-leave-won-the-battle-but-remain-may-still-win-the-war/>

²⁷ UNSGAARD Edvard, MELOY J. Reid (06/01/2011) « *The Assassination of the Swedish Minister for Foreign Affairs* », Journal of Forensic Sciences - American Academy of Forensic Sciences. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1111/j.1556-4029.2010.01653.x>

²⁸ The Guardian (11/09/2003) « *Swedish foreign minister dies after stabbing* ». [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2003/sep/11/3>

²⁹ CNN (14/09/2003) « *Murder overshadows Swedish poll* ». [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://edition.cnn.com/2003/WORLD/europe/09/13/sweden.lindh/>

déséquilibré mental » avec pratiquement le même mode opératoire, à quelques jours d'un scrutin important qui était défavorable à la construction européenne, et leur mort furent exploitées dans le but d'inverser la tendance des intentions de vote, en vain. Coïncidences troublantes. Après la victoire du Brexit, le président de Goldman Sachs de l'époque, ancien commissaire européen à la Concurrence, membre éminent de la Commission Trilatérale ainsi que du Groupe Bilderberg, Peter Sutherland (1946-2018)³⁰, avait déclaré : *D'une façon ou d'une autre, ce résultat [du Brexit] doit être annulé*³¹. Le 27 juin 2016, les agences de notation financière américaines Fitch Ratings et Standard & Poors, ont dégradé la note du Royaume-Uni. Elle lui permettait jusqu'à présent d'emprunter sur les marchés financiers avec un taux d'intérêt faible³². Comme nous l'avons dit plus haut, George Soros finança une campagne visant à mettre en œuvre un deuxième référendum pour faire annuler le précédent. Les politiciens pro-UE au sein du parti conservateur ont manœuvré pour retarder et faire échouer les négociations de sortie qui vont prendre près de trois ans et demi avant que le Brexit soit effectif. Le tournant arrive à partir des élections européennes du 23 mai 2019, voyant le triomphe du Brexit Party de Nigel Farage. Celui-ci a récolté 30% des voix et a balayé le parti conservateur à la cinquième place avec 8,8%. Cet événement a conduit à la démission de la Première

³⁰ Trilateral Commission, "Peter Sutherland". [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <http://web.archive.org/web/20120505011848/https://www.trilateral.org/go.cfm?do=Page.View&pid=24>

³¹ @PDSutherlandUN (Peter Sutherland) « The younger generation in UK has been sacrificed all because of distortion of facts & consequences. Somehow this result must be overturned. ». 2h51 PM, 25/06/2016. Twitter. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://twitter.com/PDSutherlandUN/status/746687362902728704>

³² MEAKIN Lucy, CHAPPATTA Brian (27/06/2016) « *U.K. Rating Cut Two Levels by S&P, One by Fitch After Brexit* », Bloomberg. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-06-27/s-p-cuts-u-k-top-credit-rating-by-two-notches-after-brexit-vote?embedded-checkout=true>

ministre Theresa May³³ et son remplacement par Boris Johnson. Puis, faute d'avoir une majorité au Parlement, le nouveau Premier ministre a déclenché de nouvelles élections générales qui auront lieu le 12 décembre 2019. Cette fois-ci, les résultats donnent une majorité confortable au parti conservateur et composée pour l'essentiel de partisans du Brexit. Boris Johnson avait ainsi les coudées franches pour faire aboutir le processus de sortie du Royaume-Uni de l'UE. Le parlement renouvelé vote le projet de loi sur l'accord de retrait fixé le 31 janvier 2020 à minuit³⁴. Il aura fallu un référendum, deux élections générales (2017 et 2019) et une élection européenne (2019), trois années et demie d'après négociations et de combats politiques pour sortir de l'Union européenne.

- **Les médias dans les mains d'une oligarchie.**

Prenons le cas de la France. Nous avons une majorité de grands médias détenus par quelques personnalités fortunés. Martin Bouygues, membre du Club des Cent³⁵, possède le Groupe TF1 qui

³³ **Theresa May** était initialement en faveur du maintien du Royaume-Uni dans l'UE. Son mari, **Philip May**, travaille pour la société de gestion d'investissement américaine, Capital Group (Capital Research & Management Co) pesant 2 300 milliards de dollars.

BECKET Adam (21/11/2017) « *Who is Philip May ? Theresa May's husband and closest advisor* », Business Insider. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.businessinsider.com/who-is-philip-may-theresa-may-husband-closest-advisor-capital-group-paradise-papers-2017-11?r=US&IR=T>

³⁴ UK Parliament (09/01/2020) « *The Brexit Bill has passed its Commons stages* ». [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.parliament.uk/business/news/2020/january/brexit-bill-third-reading/>

³⁵ ARNAUD Jean-François (14/04/2023) « *Club des Cent, Bontemps, Jurade... : ces clubs qui cultivent la bonne chère et les bonnes affaires* », Challenges. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL :

regroupe également TFX, TMC, et LCI. Patrick Drahi, sponsor de la conférence Herzliya, contrôle le groupe Altice auquel sont rattachés BFM TV, RMC, I24 News, à 49% l'*Express* et 100% du journal *Libération*. La famille Mohn, dont Liz Mohn est proche du World Economic Forum³⁶, dirige le groupe Bertelsmann rassemblant RTL Group et le Groupe M6. Daniel Křetínský, participant du World Economic Forum³⁷, contrôle le Czech Media Invest qui est composé des magazines *Elle*, *Marianne*, *Télé 7 jours*, *Franc-Tireur* ainsi que la société « Le Nouveau Monde » qui possède à 27% « le Monde libre » qui gère *L'OBS* et Le Monde SA qui administre *Le Monde*. Autre actionnaire à 27% de l'entreprise « le Monde libre », et à 49% pour « Le Nouveau Monde » nous avons Xavier Niel, le fondateur de *Free*. Mathieu Pigasse, pour *Les Inrockuptibles*. La famille Dassault pour *Le Figaro*. Vincent Bolloré pour le groupe Vivendi, qui dirige le groupe Canal + (avec C8, C Star, et CNEWS), et à 57% le groupe Lagardère qui regroupe Virgin Radio, RFM, *Le Journal du Dimanche*, *Paris Match* et Europe 1. Arianne de Rothschild contrôlant majoritairement le groupe Lampsane ISA qui supervise *Slate*. François Pinault, pour le journal *Le Point*. Alain Weill possédant à 51% *L'Express*. La famille Baylet, dont Jean-Michel Baylet qui appartient à la Franc-maçonnerie, possédant le Groupe La Dépêche et les Journaux du Midi. Pour ce qui est des médias publics, le président du groupe France Télévisions, gérant les chaînes France 2,

https://www.challenges.fr/france/club-des-cent-bontemps-jurade-ces-clubs-qui-cultivent-la-bonne-chere-et-les-bonnes-affaires_852111

³⁶ World Economic Forum (16/06/2016) « Professor Klaus Schwab receives Reinhard Mohn Prize 2016 for Responsible Entrepreneurship ». [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.weforum.org/press/2016/06/professor-klaus-schwab-receives-reinhard-mohn-prize-2016-for-responsible-entrepreneurship/>

³⁷ AKRMAN Libor, KUDRNOVÁ (28/01/2019) « Davos a majetkové choutky Čupra i Křetínského aneb souhrn událostí 4. Týdne », Peak.cz. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.peak.cz/davos-a-majetkove-choutky-cupra-i-kretinskeho-aneb-souhrn-udalosti-4-tydne/14220/>

France 3, France 4 et France 5, est nommé par le Président de la République, c'est-à-dire Emmanuel Macron³⁸.

En 2004, le président de TF1 de l'époque, Patrick Le Lay, expliquait que le rôle de la chaîne était de « vendre du temps de cerveau humain disponible » pour des compagnies comme Coca-Cola :

Il y a beaucoup de façons de parler de la télévision. Mais dans une perspective « business », soyons réaliste : à la base, le métier de TF1, c'est d'aider Coca-Cola, par exemple, à vendre son produit (...). Or pour qu'un message publicitaire soit perçu, il faut que le cerveau du téléspectateur soit disponible. Nos émissions ont pour vocation de le rendre disponible : c'est-à-dire de le divertir, de le détendre pour le préparer entre deux messages. Ce que nous vendons à Coca-Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible (...) ³⁹.

- **Le dictat des sondages lors des campagnes électorales.**

Apparus aux États-Unis, les sondages sont devenus en Occident une composante essentielle des campagnes électorales. Le sondage est défini comme « une enquête statistique visant à donner une indication quantitative, à une date déterminée, des opinions, souhaits, attitudes ou comportements d'une population par l'interrogation d'un échantillon ». Des politologues ont étudié plusieurs effets que produisent les sondages :

³⁸ Le Monde diplomatique (décembre 2022) « *Médias français, qui possède quoi* ». [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/PPA>

³⁹ ACRIMED (11/07/2004) « *Le Lay (TF1) vend « du temps de cerveau humain disponible »* ». [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.acrimed.org/Le-Lay-TF1-vend-du-temps-de-cerveau-humain#nb1>

- Le *bandwagon* ou « effet de mode » encourage l'électeur à se retrouver dans le camp du vainqueur, par conséquent à rejoindre la majorité. En somme, il s'agit de faire son choix par opportunisme et sans réelle réflexion, pour celui qui est le plus susceptible de remporter l'élection.
- L'*underdog* ou « opprimé », est la tendance à voter pour le candidat à la traîne dans les sondages.
- L'effet *humble the winner* ou « humilier le vainqueur » qui consiste à « une volonté de tenir tête au vainqueur proclamé de manière à le rendre plus humble face à un électorat non-acquis ».
- L'effet *snob the loser* ou « snober le perdant », qui se traduit par un abandon du camp pressenti à perdre l'élection par désespoir.

Au cours d'une campagne électorale, les sondages sont commandés en masse autant par les partis politiques que par les médias en espérant que ces études soient propagées au plus grand nombre pour orienter les électeurs vers tel ou tel positionnement. Ce matraquage conséquent fait du sondage un « instrument de propagande », et utilisé en grand nombre, ils en font des armes d'influence massive pouvant piétiner la libre opinion individuelle⁴⁰.

Au moment de l'élection présidentielle française de 2017, la commission des sondages avait totalisé la réalisation de 560 sondages ayant un lien avec cette élection⁴¹. Une progression constante par rapport aux élections présidentielles précédentes. 157 sondages

⁴⁰ ROUSSEAU Charlotte (30/03/2022) « *Ingérence et influence des médias dans l'élection présidentielle française* », École de Guerre Économique (EGE). [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.ege.fr/infoguerre/ingerence-et-influence-des-medias-dans-lelection-presidentielle-francaise>

⁴¹ AUBIN Marie-Ève, GUYOMAR Mattias, *La commission des sondages face aux élections présidentielles et législatives de 2017*. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.commission-des-sondages.fr/hist/pdf/rapport-2017-final.pdf>

pour l'élection présidentielle de 1995, 193 pour celle de 2002, 293 pour la campagne de 2007 et 409 pour l'élection de 2012⁴². Soit une multiplication par 3,5 depuis 1995.

- **L'inégalité du temps de parole des candidats lors des élections.**

Toujours en France, les candidats ne bénéficient pas du même temps de parole. Sont ainsi privilégiés les « grands candidats » au détriment des « petits candidats » en rapport des sondages d'opinion. Si nous prenons le cas du premier tour de l'élection présidentielle de 2017, une étude de Statista a montré que le candidat François Fillon (Les Républicains) a eu droit 476 heures de temps de parole, pour un résultat au 1^{er} tour de 20%, et à la troisième place. Cette surexposition s'inscrit dans un contexte où ce dernier était empêtré au même moment dans un scandale portant sur les soupçons d'emplois fictifs qu'aurait bénéficiés sa femme, Penelope Fillon. Venait ensuite Emmanuel Macron (En Marche) avec plus de 266 heures de temps de paroles pour arriver à 24%, à la première place. Puis, Benoît Hamon (Parti socialiste) pour 209 heures pour un résultat de 6,3%, en cinquième position. Marine Le Pen (Front national), 207 heures pour atteindre 21,3% des voix, accédant au second tour. Jean-Luc Mélenchon (La France Insoumise), 90 heures pour parvenir à 19,5%, soit la quatrième place. Les 6 autres candidats se partagent un peu plus de 91 heures alors qu'ils représentent au total 8,74 % des voix. Nous arrivons à un total de 1340,06 heures pour l'ensemble des candidats, dont 1248,54 heures ont été consacrés au cinq « grands candidats » et 91,52 heures pour les six

⁴² AUBIN Marie-Ève, GUYOMAR Mattias, *La commission des sondages face aux élections présidentielles et législatives de 2012*. [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.commission-des-sondages.fr/hist/pdf/2012.pdf>

« petits candidats »⁴³. En clair, les principaux candidats ont bénéficié de 93,17% du temps de parole accordé par les médias contre 6,83 % pour les six candidats considérés comme marginaux. Cependant, les médias doivent faire respecter une stricte égalité du temps de parole, mais uniquement à compter du 10 avril 2017 à minuit, date du lancement officielle de la campagne, et qui s'arrête le 22 avril 2017 à minuit, soit seulement 12 jours⁴⁴. Une période beaucoup trop courte pour faire découvrir de nouveaux candidats auprès de l'opinion publique.

- **La mise en avant des candidats des réseaux mondialistes.**

En France, toujours lors de l'élection présidentielle de 2017, nous avons assisté lors de la primaire du Parti Socialiste à la confrontation entre plusieurs candidats : l'ancien Premier ministre Manuel Valls, participant du groupe Bilderberg⁴⁵. L'ancien ministre de l'Économie Arnaud Montebourg, *Young Leader* de la French-American Foundation. L'ancien ministre de l'Éducation nationale Vincent Peillon, membre du Grand Orient de France (GODF)⁴⁶. Benoît Hamon, le

⁴³ Statista (19/05/2023) « *Temps de parole et d'antenne des candidats à l'élection présidentielle en France en 2017, par candidat* ». [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://fr.statista.com/statistiques/702833/temps-parole-antenne-candidats-election-presidentielle-france/>

⁴⁴ Conseil constitutionnel, "QUEL EST LE CALENDRIER EXACT DE LA CAMPAGNE ?". [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://presidentielle2017.conseil-constitutionnel.fr/tout-savoir/la-campagne/calendrier-exact-de-campagne/index.html>

⁴⁵ GUÉNOLÉ Thomas (13/02/2017) « *Oui, le phénomène Macron était bien une (énorme) bulle médiatique* », Marianne. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://www.marianne.net/agora/tribunes-libres/oui-le-phenomene-macron-etait-bien-une-énorme-bulle-media-tique>

⁴⁶ NOUZILLE Vincent (07/12/2012) « *Le nouveau pouvoir des franc-maçons* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL :

vainqueur de la primaire, et proche du think tank Terra Nova⁴⁷. La primaire Les Républicains a départagé, quant à elle, trois principaux candidats : l'ancien président de la République Nicolas Sarkozy, participant au Club le Siècle. L'ancien Premier ministre Alain Juppé, *Young Leader* 1981 de la French-American Foundation. L'ancien Premier ministre François Fillon, participant à la fois au cercle Valdaï et au groupe Bilderberg. François Fillon avait d'ailleurs reçu l'appui d'Henri de Castries, le patron du Bilderberg⁴⁸. Enfin, comme nous l'avons développé précédemment, Emmanuel Macron a fréquenté au moins quatre réseaux de pouvoir mondialistes : le Club le Siècle, la French-American Foundation comme Edouard Philippe, participant au Groupe Bilderberg, et *Young Global Leader* du World Economic Forum. Macron a été soutenu entre autres par Alain Minc, également *Young Leader* de la French-American Foundation, par l'Institut Montaigne présidé à l'époque par Laurent Bigorgne, membre de la Commission Trilatérale Europe, et par Jacques Attali, participant du Club le Siècle, qui disait en août 2014, que Macron avait tout à fait *le talent pour être un présidentiable un jour*⁴⁹. En 2016, Emmanuel Macron avait bénéficié d'une couverture médiatique digne d'un matraquage qui le mit sur le devant de la scène pour être présenté comme le futur président de la République. Pour les élections présidentielles de 2027, les médias se

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/2012/12/07/01016-20121207ARTFIG00492-le-nouveau-pouvoir-des-francs-macons.php>

⁴⁷ BOULOUQUE Sylvain (23/01/2017) « *Retour en force de la question sociale : Benoît Hamon ou la fin de la gauche Terra Nova* », Atlantico. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://atlantico.fr/article/decryptage/retour-en-force-question-sociale-benoit-hamon-ou-fin-gauche-terra-nova-boulouque-sylvain>

⁴⁸ BAYART Bertille (07/12/2016) « *Henri de Castries, le joker de François Fillon* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2016/12/07/35003-20161207ARTFIG00327-henri-de-castries-le-joker-de-fillon.php>

⁴⁹ BFM TV (27/08/2014) « *Emmanuel Macron "présidentiable" pour Jacques Attali* ». YouTube. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=UdWD1A3mumc>

focalisent désormais sur Gabriel Attal comme un présidentiable⁵⁰. Il a participé à la réunion du Groupe Bilderberg de 2023 à Lisbonne⁵¹ et il est *Young Global Leader* 2020 du World Economic Forum⁵².

- **La partialité des médias et des journalistes sur l'Union européenne.**

Les 24 et 25 novembre 1971, des journalistes réunis à Munich avaient rédigé et adopté une déclaration des devoirs et des droits des journalistes. Elle est plus connue aujourd'hui sous le nom de Charte de Munich, et adoptée depuis par l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), par la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et par l'ensemble des syndicats de journalistes d'Europe⁵³. Les devoirs reposant sur la déontologie des journalistes sont dénommés comme suit :

1. Respecter la vérité, quelles qu'en puissent être les conséquences pour lui-même, et ce, en raison du droit que le public a de connaître la vérité.

⁵⁰ FICEK Isabelle (31/10/2023) « *Présidentielle 2027 : la percée de Gabriel Attal* », Les Échos. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/politique-societe/politique/presidentielle-2027-la-percee-de-gabriel-attal-2026057>

⁵¹ Bilderberg Meetings, "Participants 2023". (op. cité).

⁵² World Economic Forum, « *Les Young Global Leaders francophones de la classe 2020* ». [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20201106223356/https://fr.weforum.org/agenda/2020/03/les-young-global-leaders-francophones-de-la-classe-2020/>

⁵³ Le Monde (30/03/1993) « *POINT/DÉONTOLOGIE DU JOURNALISME La " Charte de Munich " " Le droit à l'information... "* ». [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/archives/article/1993/03/30/point-deontologie-du-journalisme-la-charte-de-munich-le-droit-a-l-information_3915832_1819218.html

2. Défendre la liberté de l'information, du commentaire et de la critique.
3. Publier seulement les informations dont l'origine est connue ou dans le cas contraire les accompagner des réserves nécessaires ; ne pas supprimer les informations essentielles et ne pas altérer les textes et documents.
4. Ne pas user de méthodes déloyales pour obtenir des informations, des photographies et des documents.
5. S'obliger à respecter la vie privée des personnes.
6. Rectifier toute information publiée qui se révèle inexacte.
7. Garder le secret professionnel et ne pas divulguer la source des informations obtenues confidentiellement.
8. S'interdire le plagiat, la calomnie, la diffamation et les accusations sans fondement, ainsi que recevoir un quelconque avantage en raison de la publication ou de la suppression d'une information.
9. Ne jamais confondre le métier de journaliste avec celui de publicitaire ou de propagandiste ; n'accepter aucune consigne, directe ou indirecte, des annonceurs.
10. Refuser toute pression et n'accepter de directive rédactionnelle que des responsables de la rédaction.

Or, pendant la campagne du référendum de 2005 en France sur le traité sur la Constitution européenne, l'éthique du journalisme a été égratigné tant les médias français avaient pris fait et cause pour le Oui au traité européen⁵⁴. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA, aujourd'hui l'Arcom) avait noté à l'époque un traitement médiatique donnant un rapport en faveur du Oui à 57% contre 43% pour le Non, et avait écrit aux principales chaînes de télévision pour

⁵⁴ Acrimed (29/05/2015) « 10 ans après, retour sur le traitement médiatique du référendum sur le TCE ». [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://www.acrimed.org/10-ans-apres-retour-sur-le-traitement-mediatique-du-referendum-sur-le-TCE>

rectifier cette disproportion avant la fin de la campagne⁵⁵. Nous pouvons citer l'exemple du rédacteur en chef du journal *Le Monde*, Patrick Jarreau, qui avait incité à voter Oui face à cette frange de la gauche opposée au Traité qu'il assimilait à un *nouvel intégrisme révolutionnaire et national*, en d'autres termes, à l'extrême droite⁵⁶. Pire, au moment des résultats du référendum de 2016 donnant la victoire du Brexit, certains journalistes, pris par leur faconde, sont allés carrément dans l'intimidation ou l'invective envers les Britanniques. Le journaliste ultra-européiste Jean Quatremer pour *Libération*, avait déclaré que *pour éviter l'effet de contagion, il faut que le départ [du Royaume-Uni] soit douloureux*⁵⁷. La journaliste du média *Le Monde*, Hélène Bekmezian, communiqua dans un tweet que *le droit de vote, c'est comme le permis : franchement, au bout d'un certain âge, on devrait le retirer*⁵⁸, faisant référence aux personnes âgées qui avaient voté majoritairement pour le Brexit. Plus fort, le journaliste d'*Europe 1*, Jean-Michel Apathie, avait publié sur son compte Twitter : *Un peu crétins quand même ces Britanniques*⁵⁹. La

⁵⁵ WOLF Laurent (10/05/2005) « Référendum : les partisans du non dénoncent le parti pris des médias », *Le Temps*. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://www.letemps.ch/monde/referendum-partisans-non-denoncent-parti-pris-medias>

⁵⁶ JARREAU Patrick (15/04/2005) « Vote révolutionnaire pour le non », *Le Monde*. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/europe/article/2005/04/15/vote-revolutionnaire-pour-le-non_639517_3214.html

⁵⁷ @LCP (LCP) « - @quatremer : "Pour éviter l'effet de contagion, il faut que le départ soit douloureux" #Brexit #EuropeHebdo ». 9h28 PM, 22/06/2016. Twitter. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://twitter.com/LCP/status/745699900273233921?lang=fr>

⁵⁸ @Bekouz (Hélène Bekmezian) « Le droit de vote, c'est comme le permis : franchement, au bout d'un certain âge, on devrait leur retirer #Brexit », 3h45 PM, 24/06/2016. Twitter. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://twitter.com/Bekouz/status/746338499494817792>

⁵⁹ Valeurs actuelles (13/12/2019) « Ces prophètes de malheur qui prédisaient le pire pour le Brexit ». [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023.

présentatrice de BFM TV, Roselyne Dubois, avouait même la collusion entre les politiciens et les médias pour promouvoir l'Union européenne lorsqu'elle interrogea Nadine Morano (Les Républicains) : *Nous médias, comme vous élus, n'arrivons pas à passer l'idée que l'Europe apporte quelque chose. Que faut-il changer ? Il y a un vrai mea culpa à avoir !*⁶⁰. Cette partialité des médias est d'autant plus amplifiée lorsque les journalistes de France TV peuvent être mieux payés s'il parlent - en bien - de l'Union européenne⁶¹. Nous pouvons ajouter le fait que certains journalistes appartiennent aux mêmes réseaux mondialistes ou qu'ils sont formés par des instituts financés par la Commission européenne ou par les fondations américaines à l'instar de l'European Journalism Center (EJC) ou de Project Syndicate.

En 2021, un sondage IPSOS nous révélait que seul 16% des Français avaient confiance dans les journalistes⁶².

URL : <https://www.valeursactuelles.com/politique/ces-prophetes-de-malheur-qui-predisaient-le-pire-pour-le-brexit>

⁶⁰ Nico le Taureau (2016) « *Brexit : BFM TV reconnaît manipuler l'opinion sur l'Union Européenne (24_06_2016)* », Dailymotion. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://www.dailymotion.com/video/x4ilukp>

⁶¹ CAMPION Etienne (19/01/2021) « *Des journalistes de France TV mieux payés s'ils parlent de l'UE ? Le rêve européen à marche forcée* », Marianne. [En ligne] Consulté le 21 octobre 2023. URL : <https://www.marianne.net/agora/humeurs/des-journalistes-de-france-tv-mieux-payes-sils-parlent-de-lue-le-reve-europeen-a-marche-forcee>

⁶² IPSOS (25/10/2021) « *Seuls 16% des Français déclarent faire confiance aux journalistes* ». [En ligne] Consulté le 20 octobre 2023. URL : <https://www.ipsos.com/fr-fr/seuls-16-des-francais-declarent-faire-confiance-aux-journalistes>

• Manipulation des élections : les machines à voter.

En 2006, la chaîne de télévision américaine HBO diffuse le film documentaire *Hacking Democracy* dans lequel elle revient sur les anomalies et les irrégularités des systèmes du vote électronique aux États-Unis, notamment lors des élections présidentielles de 2000 et de 2004⁶³. Il a été noté par exemple dans le comté de Volusia, en Floride, État clé qui a donné la victoire à George W. Bush, qu'un ordinateur avait compté à l'envers les votes en faveur du candidat démocrate Al Gore en 2000. L'ordinateur avait enregistré 16 022 votes négatifs. Le logiciel qui comptait les votes provenait de la compagnie texane Global Election Systems dirigé à l'époque par Howard Van Pelt, et assisté par son vice-président, Robert J. (Bob) Urosevich⁶⁴. En 2002, elle est rachetée par la société Diebold, pour devenir Diebold Election Systems, Inc. Robert J. Urosevich intègre sa direction. Cette compagnie avait développé le logiciel GEMS qui fut installé dans les machines à voter électroniques réparties dans 30 États des États-Unis. Pourtant, il s'avérait que GEMS pouvait être facilement piraté et par conséquent, il était aisé de manipuler les résultats de l'élection. Idem pour le code source du système Diebold ESX qui a démontré sa vulnérabilité. Autre faille, dans l'État de Californie, il a été découvert qu'un nombre considérable de machines à voter n'utilisaient pas de logiciels certifiés. Il y eut des modifications au préalable. Mais le plus atterrifiant fut le manque d'intégrité de la compagnie Diebold, dont plusieurs des dirigeants comme le PDG Walden O'Dell, étaient des collecteurs de fonds pour le parti républicain lors des élections présidentielles. C'est-à-dire pour George

⁶³ Javier Smaldone (17/07/2018) « *Hacking Democracy (subtitulado en español)* », YouTube. [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=uCp7ImaEJ1k>

⁶⁴ Global Election Systems, NEWS RELEASE (31/07/2000), « *GLOBAL ELECTION APPOINTS NEW PRESIDENT* ». [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20010422111828/http://www.globalelection.com/news.asp?newsid=18>

W. Bush. Ces dysfonctionnements, notamment ces 16 022 votes à la faveur d'Al Gore disparus dans l'État de Floride, n'ont pas manqué d'alimenter la « controverse » sur le fait que George W. Bush ait remporté ce *swing state* à seulement 537 voix. En décembre 2000, la Cour Suprême des États-Unis valide son élection en tant que nouveau président des États-Unis⁶⁵. Après toutes ces polémiques, la société Diebold dut changer de nom⁶⁶ et devint en 2007 Premier Election Solutions (PES)⁶⁷. En 2009, PES est racheté par son concurrent, Election Systems & Software (ES&S)⁶⁸, dont le vice-président n'était autre que Todd Urosevich, le frère de Bob Urosevich. Cette acquisition allait donner à ES&S 70% du marché des machines à voter. Pourtant, le ministère américain de la Justice et 14 États ont lancé une enquête sur la transaction en raison de la violation de la loi antitrust⁶⁹. En mars 2010, le ministère américain de la Justice exige d'ES&S de céder les actifs de systèmes d'équipement de vote

⁶⁵ Brut, (03/11/2020) « Comment George W. Bush est devenu président des États-Unis grâce à la Floride ». [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.brut.media/fr/international/comment-george-w-bush-est-devenu-president-des-etats-unis-grace-a-la-floride-b31b7b6c-c219-47ce-ba78-16656186d270>

⁶⁶ GIMBEL Barney (03/11/2006) « *Rage against the machine* », CNN Money. [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : https://money.cnn.com/magazines/fortune/fortune_archive/2006/11/13/8393084/index.htm

⁶⁷ PR Newswire, (2011) « *Diebold Election Systems to Become Premier Election Solutions* ». [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20110606060738/http://www.prnewswire.com/news-releases/diebold-election-systems-to-become-premier-election-solutions-58271377.html>

⁶⁸ RUFF Joe (03/09/2009) « *ES&S buys competitor* », Omaha.com. [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://archive.ph/20120908014523/http://www.omaha.com/article/20090903/MONEY/909039985>

⁶⁹ Reuters (19/12/2009) « *U.S. opens probe of Diebold unit sale -report* ». [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.reuters.com/article/idUSN1925508020091219?type=marketsNews>

acquis par PES afin de rétablir la concurrence⁷⁰. Ces actifs seront acquis par la société Dominion Voting Systems. Aujourd'hui, ES&S et Dominion dominent le marché des machines à voter aux États-Unis. Elles appartiennent à des sociétés de capital-investissement⁷¹. En 2019, ES&S était contrôlée à 100% par Government Systems, Software & Services Inc, elle-même possédée majoritairement par McCarthy Group. LLC, avec une détention supérieure de 5% pour Tom Burt, le PDG d'ES&S, et Tom O'Brien, vice-président d'ES&S⁷². McCarthy Group. LLC a pour président, Michael R. McCarthy⁷³. Il est membre du conseil d'administration de la société spécialisée dans le transport ferroviaire Union Pacific Corporation dont les principaux actionnaires sont Vanguard Group et Capital Research & Management Co.⁷⁴. En 2018, Dominion Voting Systems

⁷⁰ U.S. Department of Justice (08/03/2010) « *Justice Department Requires Key Divestiture in Election Systems & Software/Premier Election Solutions Merger* ». [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.justice.gov/opa/pr/justice-department-requires-key-divestiture-election-systems-softwarepremier-election>

⁷¹ COHN Jennifer (07/10/2019) « *America's Electronic Voting System is Corrupted to the Core* », *Medium.com*. [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://jennycohn1.medium.com/americas-electronic-voting-system-is-corrupted-to-the-core-1f55f34f346e>

⁷² Florida Faire Elections Coalition (21/06/2019), *Ownership of Election Systems & Software, LLC* (« ES&S »). [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : https://www.ffec.org/wp-content/uploads/2019/06/ESS-ownership_06-21-2019.pdf

⁷³ Sec.gov (30/09/2008) « *MICHAEL R. McCARTHY ELECTED TO UNION PACIFIC CORPORATION BOARD OF DIRECTORS* ». [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.sec.gov/Archives/edgar/data/100885/000119312508203933/dex991.htm>

⁷⁴ Market Screener, "UNION PACIFIC CORPORATION". [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.market-screener.com/quote/stock/UNION-PACIFIC-CORPORATION-14754/company/>

a été rachetée par Staple Street Capital⁷⁵, dont les deux cofondateurs, Stephen D. Owens et Hootan Yaghoobzadeh, ont occupé des fonctions de cadre au sein du groupe Carlyle⁷⁶. Yaghoobzadeh a même été vice-président principal chez Cerberus Capital Management, une société d'investissement très proche des services de renseignement américains⁷⁷. À titre d'exemple, l'ancien directeur de la CIA sous l'administration Obama, Leon Panetta, est conseiller de Cerberus pour les questions de renseignement et de sécurité⁷⁸. Au sein du comité exécutif de Staple Street Capital, nous avons William E. Kennard, ancien ambassadeur des États-Unis auprès de l'Union européenne sous l'administration Obama et ancien directeur général du groupe Carlyle⁷⁹.

⁷⁵ Osler, "Dominion Voting Systems". [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.osler.com/en/expertise/deals-cases/dominion-voting-systems>

⁷⁶ Staple Street Capital, "Team". [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://staplestreetcapital.com/Team>

⁷⁷ R. Scott Spellmeyer, directeur général de Cerberus Capital Management, est retraité de la CIA en tant qu'officier supérieur des opérations paramilitaires. **David Robertson**, autre directeur général, avait occupé des postes de direction sur le terrain du temps où il a travaillé pour la CIA.

Cerberus Capital Management, "R. Scott Spellmeyer". [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.cerberus.com/our-firm/leadership/r-scott-spellmeyer/>

Cerberus Capital Management, "David Robertson". [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.cerberus.com/our-firm/leadership/david-robertson/>

⁷⁸ MIDER Zachary, JACOBS Jennifer (16/02/2017) « *At Cerberus, Feinberg Built a Web of National Security Ties* », Bloomberg. [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-02-16/at-cerberus-feinberg-built-a-web-of-national-security-contacts>

⁷⁹ Staple Street Capital, "EXECUTIVE BOARD". [En ligne] Consulté le 22 octobre 2023. URL : <https://staplestreetcapital.com/Team/Board>

En janvier 2021, le gouvernement français avait tenté d'instaurer un vote par anticipation lors de la présidentielle de 2022 avec l'usage de machines à voter⁸⁰. Le 19 février, le Sénat avait rejeté l'amendement controversé qui proposait ce système venant d'outre-Atlantique⁸¹. En France, les principales machines à voter utilisées sont Point & Vote, fabriquées par l'entreprise espagnole Indra ; ESF1 de l'entreprise néerlandaise Nedap⁸² ; et enfin i-Votronic de la société américaine ES&S⁸³.

- **Manipulation des élections : l'officine israélienne Team Jorge et autres.**

En février 2023, la plateforme Forbidden Stories de l'association de journalistes Freedom Voices Network a enquêté sur la société « ultra-secrète » israélienne Team Jorge sur son implication dans

⁸⁰ AFP (16/02/2021) « *Bientôt des « machines à voter » en France ? Le gouvernement veut instaurer le vote par anticipation en 2022* », Le Nouvel Obs. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://www.nouvelobs.com/election-presidentielle-2022/20210216.OBS40321/bientot-des-machines-a-voter-en-france-le-gouvernement-veut-instaurer-le-vote-par-anticipation-en-2022.html>

⁸¹ AFP, BOITEAU Victor (19/02/2021) « *Le Sénat rejette le vote par anticipation* », Libération. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : https://www.liberation.fr/politique/elections/le-senat-rejette-le-vote-par-anticipation-20210219_6CX5ADQWL5F4DLFVC62PWQBQ4M/

⁸² LAUSSON Julien (17/02/2021) « *Présidentielle 2022 : les problèmes que posent les machines à voter* », Numerama. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://www.numerama.com/politique/689409-presidentielle-2022-les-problemes-que-posent-les-machines-a-voter.html>

⁸³ MANACH Jean-Marc (27/04/2007) « *Les machines à voter ne respectent pas toutes le cahier des charges* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20070429023256/https://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-823448,36-902955,0.html>

plusieurs dizaines de manipulations d'élections à travers le monde. Il a été dénombré que Team Jorge aurait manipulé au moins 33 campagnes présidentielles dont 27 ont été une réussite. La société, active depuis 1999, propose un tarif à ses clients de 15 millions de dollars pour falsifier une élection⁸⁴. La société travaille avec au moins « une demi-douzaine de services secrets ». Leurs armes : le piratage informatique, la création d'une armée de trolls – plus de 30 000 faux comptes sur les réseaux sociaux⁸⁵ – pour inonder les réseaux sociaux afin d'influencer l'opinion publique, le cyber-espionnage, le harcèlement et l'intimidation des journalistes ou des militants, l'utilisation de fausses informations pour dénigrer tels candidats (fake news). Les dirigeants de la société sont Tal Hanan alias « Jorge », son frère Zohar Hanan, Mashi Meidan, Shuki Friedman. La plupart de ces personnes ont des liens avec les services de renseignement israéliens. Tal Hanan est un ancien officier des forces spéciales des Forces de défenses israéliennes, et ancien officier de liaison de la 6^e flotte de l'US Navy ayant des liens étroits avec les agences de sécurité américaines. Il est devenu le PDG de la société de sécurité privée israélienne Demoman International. Mashi Meidan est un ancien membre du Shabak, le service de renseignement israélien, plus connu sous le nom du Shin Bet. Shuki Friedman serait un ancien officier du renseignement posté à Ramallah. Team Jorge dispose de trois règles essentielles : ne pas interférer dans la politique intérieure israélienne, ne pas s'immiscer dans les élections aux États-Unis et

⁸⁴ BUSCHEK Christo, CHRISTOPH Maria, DIEHL Jörg, HÖFNER Roman, HOFFMANN Heiner, HOPPENSTEDT Max, LEHBERGER Roman, MÜLLER Ann-Katrin, OBERMAIER Frederik, OBERMAYER Bastian, ROSENBAACH Marcel, SCHULZ Thomas et WIEDMANN-SCHMIDT Wolf (17/02/2023) « *Ihr Auftrag: Fälscht die Wahl! Ihr Preis: 15 Millionen. Ihr Name: Team Jorge* », Der Spiegel. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://www.spiegel.de/ausland/storykillers-undercover-bei-den-cybersoeldnern-der-grosse-spiegel-report-a-2b51071c-6efe-41f3-9cec-3fd08d51f4cc>

⁸⁵ Team Jorge utilisait des bots « Advanced Impact Media Solutions » (AIMS).

ne pas se mêler de la Russie de Vladimir Poutine⁸⁶. Pourtant, malgré ces règles établies, l'enquête a révélé que la société israélienne était en contact avec l'entreprise Cambridge Analytica qui fut impliquée dans le scandale de la fuite de données personnelles de 87 millions d'utilisateurs de Facebook qu'elle exploitait en 2014 dans le but de pouvoir influencer les intentions de votes aux États-Unis en la faveur du candidat Donald Trump lors de la primaire républicaine. En 2022, Facebook a payé 725 millions de dollars d'amende pour avoir enfreint les règles de protection de la vie privée en partageant leurs données à des tierces parties, dont la firme Cambridge Analytica⁸⁷. Le directeur général d'Analytica de l'époque, Alexander Nix, s'était vanté que l'entreprise utilisait « une série de sales coups » pour obtenir des informations sur des candidats afin de les rendre publiques. Ces méthodes peu scrupuleuses étaient les pièges à miel⁸⁸, des pots-

⁸⁶ Frontal (15/02/2023) « *Infokrieger & Wahl-Manipulation UNCOVERED: "Du bringst Geld. Wir kämpfen." I Spurensuche I frontal* », YouTube. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://youtu.be/gg0okVa6sSU>

⁸⁷ Les Echos, (23/12/2022) « *Scandale de Cambridge Analytica : Facebook accepte de payer 725 millions de dollars* », [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/tech-medias/hightech/scandale-de-cambridge-analytica-facebook-accepte-de-payer-725-millions-de-dollars-1891714>

⁸⁸ Le piège-à-miel est une tactique utilisée par les services de renseignement qui consiste à monter une affaire de mœurs contre une personnalité que l'on souhaite soit discréditer auprès de l'opinion publique, soit la faire rentrer dans le rang ou l'instrumentaliser pour soutirer des informations. L'opération consiste à attirer la cible par le sexe (une femme ou un homme) et d'obtenir ainsi des images compromettantes qui serviront de moyens de pression.

LUSSATO Céline (24/06/2015) « *Le "piège à miel" : la bonne vieille méthode des espions britanniques* », Le Nouvel Obs. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://www.nouvelobs.com/monde/20150624.OBS1464/le-piege-a-miel-la-bonne-vieille-methode-des-espions-britanniques.html>

de-vin et des prostituées⁸⁹. À la suite de ces révélations, Cambridge Analytica a mis la clé sous la porte.

D'après le média *Der Spiegel*, les activités de la Team Jorge font désormais « partie d'un marché mondial en pleine croissance de fournisseurs de services de désinformation » à l'image de Black Cube et du groupe DarkMatter⁹⁰. En somme, un marché du piratage de la démocratie. Black Cube est une société privée fondée en 2010 par les anciens officiers de renseignement israélien Dan Zorella et Avi Yanus. Son président d'honneur était Meir Dagan (1945-2016), ancien conseiller du Premier ministre Ariel Sharon et ancien directeur du Mossad⁹¹. Le groupe DarkMatter est quant à lui une société de sécurité informatique fondée en 2014 aux Émirats Arabes Unis. Elle a recruté ces dernières années plusieurs anciens officiers du renseignement israélien⁹².

⁸⁹ The week (20/03/2018) « *Cambridge Analytica CEO 'admits to dirty tricks'* ». [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://theweek.com/92390/cambridge-analytica-ceo-admits-to-dirty-tricks>

⁹⁰ BUSCHEK Christo, DIEHL Jörg, HÖFNER Roman, HOPPENSTEDT Max, LEHBERGER Roman, OBERMAIER Frederik, OBERMAYER Bastian et ROSENBAACH Marcel (15/02/2023) « *Diese Geheimfirma manipuliert offenbar weltweit Wahlen – gegen Geld* », *Der Spiegel*. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://www.spiegel.de/netz-welt/storykillers-diese-geheimfirma-manipuliert-offenbar-weltweit-wahlen-gegen-geld-a-0042d0b1-3878-4784-a415-dc6762a41c02>

⁹¹ Israel Valley (15/08/2021) « *Question au Dr Valley. « Black Cube est-elle liée au renseignement israélien ?* ». [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://israelvalley.com/2021/08/15/black-cube-creee-par-des-anciens-du-renseignement-israelien/>

⁹² ZIV Amitai (16/10/2019) « *Mysterious UAE Cyber Firm Luring ex-Israeli Intel Officers With Astronomical Salaries* », *Haaretz*. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2023. URL : <https://www.haaretz.com/israel-news/2019-10-16/ty-article/.premium/mysterious-uae-cyber-firm-luring-ex-israeli-intel-officers-with-astronomical-salaries/0000017f-dc83-df62-a9ff-dcd7866a0000>

Dernière anecdote, Tal Hanan déclarait que *la différence entre le complot et la vérité* se résumait à 18 mois.

- **Le mur des parrainages et celui de l'argent.**

D'autres thèmes peuvent être soulevés concernant le dysfonctionnement du système démocratique. Par exemple en France, sur la question de l'obligation d'avoir 500 parrainages de maires pour concourir à l'élection présidentielle. Depuis l'élection de 2017, les noms des maires et d'élus locaux qui accordent leur parrainage à tel ou tel candidat sont rendus publics⁹³. Ce socle non seulement favorise les grands partis politiques déjà bien implantés, mais cette levée de l'anonymat des élus fait peser sur ces derniers de multiples pressions. Ces craintes ont conduit à une baisse du nombre de parrainages accordés aux candidats, notamment à la défaveur de ceux qui veulent donner une nouvelle offre politique et renforce, encore une fois, les grands partis traditionnels⁹⁴. Pour se décharger de cette responsabilité pesante, nous avons eu ce fait abracadabrants lors de l'élection présidentielle de 2022 où le Haut-commissaire au plan, François Bayrou, allié politique du président Emmanuel Macron, a créé une « banque des parrainages ». Les maires pouvaient envoyer leurs parrainages non remplis à cette « banque » et c'est le Haut-commissaire au plan lui-même, soit *ipso facto* le gouvernement, qui disposait du pouvoir de parrainer les candidats et de choisir qui

⁹³ Public Sénat (12/01/2017) « *Parrainage des candidats : un dispositif rénové pour 2017* ». [En ligne] Consulté le 26 octobre 2023. URL : <https://www.publicsenat.fr/actualites/non-classe/parrainage-des-candidats-un-dispositif-renové-pour-2017-52649>

⁹⁴ LALLIER Hugo, GUILLOU Yann (04/03/2022) « *Pourquoi les élus sont-ils aussi peu nombreux à parrainer des candidats ?* », Slate. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2023. URL : <https://www.slate.fr/story/224319/parrainage-500-signatures-maire-election-presidentielle-2022-democratie-anonymat-soutien>

pouvait concourir et qui ne devait pas l'être⁹⁵. Avec ce système, s'il devait perdurer, le gouvernement se doterait du pouvoir de choisir ses propres opposants et d'empêcher l'accès aux 500 parrainages à des candidats voulant offrir une nouvelle donne politique.

Nous pouvons aborder aussi le souci de la transparence dans le financement des partis politiques. En France, de récentes affaires pèsent sur la provenance de l'argent des candidats à la présidentielle. À titre d'exemple, Nicolas Sarkozy aurait bénéficié de versements de la Libye du dirigeant Mouammar Kadhafi pour financer sa campagne présidentielle de 2007. Emmanuel Macron aurait, quant à lui, reçu un financement du cabinet américain McKinsey & Compagny pour sa campagne présidentielle de 2017⁹⁶.

Aux États-Unis, les électeurs américains n'ont de choix qu'entre deux grands partis politiques, républicain et démocrate, et dont les dépenses pour une campagne présidentielle – ne bénéficiant d'aucun plafond – deviennent astronomiques. En 2012, la campagne présidentielle a coûté plus de 2 milliards de dollars⁹⁷. Celle de 2016, plus de 2,4 milliards de dollars. La présidentielle de 2020, 6,6 milliards de dollars. Si nous rajoutons les dépenses de campagne pour le renouvellement du Congrès qui se déroule au même moment, nous

⁹⁵ AFP (25/02/2022) « *Banque des parrainages* » : Bayrou assure disposer d'une réserve suffisante pour que Le Pen et Zemmour concourent », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/banque-des-parrainages-bayrou-assure-disposer-d-une-reserve-suffisante-pour-que-le-pen-et-zemmour-concourent-20220225>

⁹⁶ LECOCQ REALE Clara (04/04/2023) « *Affaire McKinsey : de nouvelles révélations sur le financement de la campagne d'Emmanuel Macron en 2017* », Radio France. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2023. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/journal-de-8h/journal-de-8h-du-mardi-04-avril-2023-2325515>

⁹⁷ Challenges (17/02/2011) « *La présidentielle US de 2012 devrait coûter 2 milliards* ». [En ligne] Consulté le 26 octobre 2023. URL : https://www.challenges.fr/monde/la-presidentielle-us-de-2012-devrait-couter-2-milliards_353327

arrivons à un total pour les élections de 2020 de 14 milliards de dollars⁹⁸.

ATTEINTES AUX LIBERTÉS FONDAMENTALES

Nous avons assisté ces derniers temps à un recul des libertés publiques au profit de dérives autoritaires au fur et à mesure que les crises multiformes apparaissent et convergent : crise sociale, économique, politique, migratoire, civilisationnelle, morale, etc. Elles se sont manifestées surtout au cours des différents mouvements sociaux et durant la période du Covid-19.

• Le droit de manifester mis à mal.

En novembre 2018, émerge en France le mouvement social des Gilets Jaunes, dénonçant la vie chère et réclamant davantage de démocratie au travers de la mise en place du référendum d'initiative citoyenne (R.I.C.). Ce mouvement va rassembler plusieurs millions de personnes et s'internationaliser. La réponse du gouvernement aura été la répression : 10 000 gardes à vue, 3 100 condamnations⁹⁹, 13 900 tirs de LBD¹⁰⁰, des milliers de blessés dont des éborgnés et

⁹⁸ LAROCQUE Sylvain (03/11/2020) « *Une campagne deux fois plus coûteuse que celle de 2016* », Le journal de Montréal. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2023. URL : <https://www.journaldemontreal.com/2020/11/03/une-campagne-deux-fois-plus-couteuse-que-celle-de-2016>

⁹⁹ VINCENT Elise (08/11/2019) « *« Gilets jaunes » : 10 000 gardes à vue, 3 100 condamnations... une réponse pénale sans précédent* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.le-monde.fr/societe/article/2019/11/08/gilets-jaunes-plus-de-3-000-condamnations-par-la-justice-entre-novembre-2018-et-juin-2019_6018431_3224.html

¹⁰⁰ CNEWS (15/11/2019) « *MOBILISATION, BLESSURES, ARRESTATIONS... UN AN DE GILETS JAUNES EN CHIFFRES* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL :

des mutilés à vie, et plusieurs morts¹⁰¹. En novembre 2021, à Rotterdam au Pays-Bas, une manifestation contre le confinement et les restrictions sanitaires prévoyant l'interdiction aux non-vaccinés d'accéder à certains sites tourne à l'émeute. En retour, la police a tiré à balle réelle sur les manifestants. Bilan : deux blessés et une cinquantaine d'arrestations¹⁰². En janvier 2022, au Canada, le mouvement des camionneurs pour la liberté et opposé aux restrictions sanitaires ainsi qu'au passeport vaccinal a fait trembler le pays au point que le Premier ministre, Justin Trudeau, s'est réfugié avec sa famille dans un lieu secret¹⁰³. Auparavant, ce *young leader* du

<https://www.cnews.fr/france/2019-11-15/mobilisation-blessures-arrestations-un-de-gilets-jaunes-en-chiffres-840398>

¹⁰¹ MÉNAL Hélène (07/04/2023) « *« Il faut arrêter l'hémorragie »... Mutilés, éborgnés en manif, ils veulent faire entendre leur voix* », 20 minutes. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.20minutes.fr/societe/reforme_des_retraites/4031473-20230407-faut-arreter-hemorragie-mutiles-eborgnes-manif-veulent-faire-entendre-voix

¹⁰² RTS (20/11/2021) « *A Rotterdam, la police a tiré à balles réelles lors d'émeutes contre les restrictions sanitaires* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.rts.ch/info/monde/12656412-a-rotterdam-la-police-a-tire-a-balles-reelles-lors-demeutes-contre-les-restrictions-sanitaires.html#:~:text=%C3%A0%2017%3A01-,A%20Rotterdam%2C%20la%20police%20a%20tir%C3%A9%20%C3%A0%20balles%20r%C3%A9elles%20lors,%C3%A9meutes%20contre%20les%20restrictions%20sanitaires&text=Deux%20manifestants%2C%20bless%C3%A9s%20par%20balles,se%20trouvent%20%C3%A0%20l'h%C3%B4pital>.

¹⁰³ MARCUS Josh (31/01/2022) « *Justin Trudeau and family move to secret location as Canada trucker protests spark security fears, report says* », Independent. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.independent.co.uk/news/world/americas/justin-trudeau-trucker-convoy-protest-canada-b2003458.html?utm_content=Echo-box&utm_medium=Social&utm_campaign=Main&utm_source=Twitter&fbclid=IwAR3Z5_XXFaYSjsR-N6n-

WEF¹⁰⁴ avait, à l'instar d'Emmanuel Macron, invectivé les manifestants en les qualifiant de « misogynes » et de « racistes »¹⁰⁵. Il n'est pas sûr que ça leur ait plu. Face aux blocages et à la contestation, la réponse du gouvernement aura été de décréter en février l'État d'urgence et de geler pas moins de 206 comptes bancaires en lien avec des personnes liées au mouvement de protestation¹⁰⁶.

Outre ces dérives en Europe, des méthodes encore plus radicales sont expérimentés aux États-Unis pour maintenir l'ordre. En décembre 2022, le conseil d'administration de la ville californienne de San Francisco était revenu sur son projet d'autoriser la police à utiliser des « robots tueurs » pour neutraliser des suspects « dans des situations extrêmes ». Ces robots auraient la capacité d'être potentiellement « équipés de charges explosives pour percer des structures fortifiées contenant des sujets violents, armés ou dangereux ».

jiSjFUCYaNO_0X0sBOP7w_ZstxwrSJ080X6gWA#Echo-box=1643474928

¹⁰⁴ CORCORAN Terence (18/02/2022) « *Terence Corcoran : Au Canada, suivez l'argent + les idées* », Financial Post. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://financialpost.com/opinion/terence-corcoran-in-canada-follow-the-money-the-ideas>

¹⁰⁵ CONDOMINES Anaïs (05/01/2022) « « Misogynes et racistes » : *Justin Trudeau s'en est-il aussi pris violemment aux non-vaccinés ?* », Libération. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.liberation.fr/checknews/misogynes-et-racistes-justin-trudeau-a-t-il-lui-aussi-insulte-les-non-vaccines-20220105_QSJGYSMRLRFG3NMDXNMGWCJNPHE/

¹⁰⁶ DUPAS Achille (22/02/2022) « *Le gouvernement canadien a bien gelé des comptes bancaires liés aux blocages du convoi dit "de la liberté"* », RTBF. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.rtf.be/article/le-gouvernement-canadien-a-bien-gеле-des-comptes-bancaires-lies-aux-blocages-du-convoi-dit-de-la-liberte-10938125>

Ils sont aujourd'hui utilisés dans d'autres régions aux États-Unis, comme dans la ville de Dallas dans l'État du Texas¹⁰⁷.

- **Le passeport sanitaire/vaccinal comme outil de ségrégation et de contrôle des populations.**

Les gouvernements ont forcé leurs citoyens à s'injecter des vaccins, à des prix surélevés¹⁰⁸, dont les fabricants – Pfizer et ses sociétés affiliées – ne garantissait pas de leur efficacité et se déchargeaient de toute responsabilité en cas d'apparition d'effets secondaires, et sur fond de suspicions de corruption visant la Commission européenne. Toute personne qui refusait les injections était considéré comme *persona non grata* au travers de l'instauration du passeport sanitaire mis en place en Europe et dans d'autres régions du monde. Un véritable outil de contrôle et de mise en application d'un apartheid des temps modernes. Ainsi, les non-vaccinés ne pouvaient pas accéder aux bars, aux restaurants, cinémas, à certains lieux publics, exercer certaines fonctions (pompiers, infirmiers, etc.), et ils subissaient l'opprobre de leur entourage, des médias¹⁰⁹, de son

¹⁰⁷ DERICO Ben (07/12/2022) « *San Francisco makes U-turn on 'killer robots' plan* », BBC. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.bbc.com/news/technology-63883235>

¹⁰⁸ BARGELÈS Claire (07/09/2023) « *Afrique du Sud: une ONG dévoile des contrats de vaccins anti-Covid aux conditions «déraisonnables* », RFI. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230906-afrique-du-sud-une-ong-d%C3%A9voile-des-contrats-de-vaccins-anti-covid-aux-conditions-d%C3%A9raisonnables>

¹⁰⁹ Nous pouvons citer l'exemple du journaliste Christophe Barbier qui avait déclaré sur BFM TV qu'il fallait transformer le passeport sanitaire en passeport vaccinal, de répertorier les noms des non-vaccinés et d'envoyer ainsi des brigades pour aller frapper à leur porte. Réf. : Valeurs actuelles (07/11/2021) « [Vidéo] Covid-19 : "On peut demander à ceux qui ont les noms des non-vaccinés de donner ces fichiers à des brigades", propose Christophe Barbier ». [En ligne] Consulté le 28

gouvernement qui lui a menti¹¹⁰ et jusqu'au président de la République lui-même qui a déclaré qu'il avait *très envie de les emmerder* et de *continuer à le faire jusqu'au bout*¹¹¹. Le 5 août 2021, le passeport sanitaire a été validé par les membres du Conseil constitutionnel présidé par Laurent Fabius¹¹², dont le fils Victor Fabius est directeur associé chez McKinsey & Compagny¹¹³. Donc le cabinet américain qui gérât la logistique de la vaccination contre le Covid-19 en France aux côtés d'Emmanuel Macron et du gouvernement. Autre membre distingué du conseil constitutionnel ayant rendu la décision,

octobre 2023. URL : <https://www.valeursactuelles.com/politique/video-covid-19-la-bonne-solution-cest-de-transformer-le-passe-sanitaire-en-passe-vaccinal-estime-christophe-barbier>

¹¹⁰ Nous avons eu le ministre de la Santé, Olivier Véran, qui avait déclaré que le but n'était pas de mettre un passeport sanitaire puis vaccinal qui trierait et contrôlerait les gens. Pourtant, le 12 juillet 2021, Emmanuel Macron et son gouvernement vont imposer le passeport sanitaire qui sera transformé en passeport vaccinal. Olivier Véran est aujourd'hui, porte-parole du gouvernement. Réf. : <https://streamable.com/ipmbac> (Consulté le 28/10/2023)

¹¹¹ @BFMTV (BFMTV) « Emmanuel Macron : "Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder, donc on va continuer de le faire" ». 9h08 PM, 04/01/2022, Twitter. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://twitter.com/BFMTV/status/1478458242707636228?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwtterm%5E1478458242707636228%7Ctwgr%5E30205d1be9deff88e928cb77c35d9da4668d938a%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.lelibrepenseur.org%2Fmacron-un-psy-chopathe-a-lelysee%2F

¹¹² AFP (05/08/2021) « Pass sanitaire : feu vert du Conseil constitutionnel sur la quasi totalité des mesures », La Tribune. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/economie/france/pass-sanitaire-feu-vert-du-conseil-constitutionnel-sur-quasi-toutes-les-mesures-mais-rejet-de-la-rupture-anticipee-de-cdd-890270.html>

¹¹³ McKinsey & Compagny, "Victor Fabius". [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.mckinsey.com/our-people/victor-fabius/fr-FR>

Alain Juppé, *Young Leader* 1981 de la French-American Foundation. Ces décisions ont porté atteinte au droit du consentement libre et éclairé, ont conduit à une remise en question de l'égalité des droits entre les citoyens, la mise en place de mesures autoritaires et liberticides, ainsi qu'une mise en danger de la vie d'autrui par l'injection répétitive d'un produit en phase 3 d'expérimentation et dont l'efficacité restait à démontrer. Le professeur Didier Raoult, qui a été stipendié en raison de ses recommandations de l'hydroxychloroquine avec azithromycine contre le virus, explique qu'on était « sorti de la science » et qu'on était rentré dans « la croyance ». Il cite notamment deux grandes études démontrant le basculement d'un monde scientifique à un monde de conviction non-scientifique et amènent une société à croire et à faire n'importe quoi, y compris le pire. Tout d'abord, l'expérience de Ash sur le conformisme. On réunit le sujet de l'expérience avec des acteurs dans une pièce et on leur montre sur un papier des lignes en leur demandant si la ligne qu'on leur présente est plus grande ou plus petite que des lignes de référence. Les deux premières fois les acteurs donnent la bonne réponse. La troisième fois, les acteurs donne une mauvaise réponse, mais par effet de groupe et de vouloir se conformer avec la pensée dominante, 36,8% des sujets expérimentés vont suivre le groupe majoritaire. Ensuite, c'est l'expérience de Milgram. On fait réunir dans une pièce un enseignant, le sujet de l'expérience et un acteur. On attache l'acteur à une chaise et le sujet est installé à une table de contrôle. On présente l'expérience comme une nouvelle méthode éducative. À chaque mauvaise réponse de l'acteur, le sujet doit appuyer sur un bouton qui provoque une décharge électrique. Plus, l'acteur donne de mauvaises réponses, plus le sujet doit augmenter les décharges électriques pouvant entraîner de lourdes séquelles, voire la mort. En réalité, l'acteur ne fait que simuler. Il n'y a aucune décharge électrique. Le sujet est en revanche tiraillé entre ce que lui dicte sa conscience et les ordres de l'enseignant lui sommant de poursuivre l'expérience jusqu'au bout. Il a été démontré que 65% des sujets

testés étaient prêts à donner une décharge électrique mortelle¹¹⁴ parce qu'on leur a demandé de le faire¹¹⁵. À obéir à des choses qui n'ont pas de sens et contraire à leur morale.

• Criminalisation des pensées non-conformistes

a) *Accusation de sectarisme et de complotisme.*

En janvier 2023, le gouvernement français avait ouvert des « Assises contre les dérives sectaires et le complotisme »¹¹⁶. Derrière cette lutte contre le sectarisme, il s'agit surtout de discréditer, mais aussi de censurer la montée sur internet des discours contestataires allant à l'encontre des narratifs officiels présentés par les médias et le gouvernement. Nous en tenons pour preuve que si le gouvernement voulait vraiment lutter contre les sectes, alors pourquoi il n'interdirait pas la Scientologie ou les Témoins de Jéhovah, reconnus comme sectes d'après la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes)¹¹⁷, et comme étant les plus dangereuses car disposant d'un capital de plusieurs centaines de millions de dollars ? Le gouvernement sait très bien que

¹¹⁴ THIBERT Cécile (22/03/2017) « *Expérience de Milgram: l'être humain préfère (encore) torturer que désobéir* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://sante.lefigaro.fr/article/experience-de-milgram-l-etre-humain-prefere-encore-torturer-que-desobeir/>

¹¹⁵ IHU Méditerranée-Infection (01/02/2022) « *Vaccin, Croyances & Réalité* ». YouTube, 2min40sec. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=eiviH40AAjE>

¹¹⁶ TENDIL Michel (8 novembre 2022) « *Le gouvernement prépare des assises des dérives sectaires et du complotisme* », banquedesterritoires.fr. [En ligne] Consulté le 7 janvier 2023. URL : <https://www.banquedesterritoires.fr/le-gouvernement-prepare-des-assises-des-derives-sectaires-et-du-complotisme>

¹¹⁷ Miviludes, ministère de l'Intérieur, Rapport d'activité 2021. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.miviludes.interieur.gouv.fr/sites/default/files/publications/francais/MIVILUDES-RAPPORT2021_web_%2027_04_2023%20_0.pdf

s'il interdisait ces organisations, elles feraient immédiatement recours auprès de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) pour atteinte à la liberté de pensée, de conscience et de religion. La France serait condamnée et contrainte de dédommager les sectes à hauteur de plusieurs millions d'euros comme cela s'est produit en 2013, où l'État français a dû déboursier plus de 3,5 millions d'euros à la secte Madarom¹¹⁸. Il en fut d'ailleurs de même avec la branche française des Témoins de Jéhovah en 2011, ce qui ferait donc jurisprudence¹¹⁹. Voilà la raison pour laquelle le gouvernement ne peut pas lutter efficacement contre les sectes et reste dans l'impuissance. Pour inverser cette tendance, certains suggèrent pour cela que la France reprenne sa souveraineté sur le plan juridique en lançant une procédure pour que la France quitte la CEDH, mais aussi l'Union européenne. Car l'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme de la CEDH a été rendu obligatoire conformément aux dispositions du Traité de Lisbonne et entré en vigueur depuis le 1^{er} décembre 2009¹²⁰.

Pour ce qui est de l'accusation de complotisme, on va volontairement créer un amalgame en englobant les opposants les plus

¹¹⁸ AFP (31/01/2013) « *La France condamnée par la Cour Européenne des Droits de l'Homme dans l'affaire de la secte du Mandarom* » France 3 PACA. [En ligne] Consulté le 7 janvier 2023. URL : <https://france3-regions.francetvinfo.fr/provence-alpes-cote-d-azur/2013/01/31/la-france-condamnee-par-la-cour-europeenne-des-droits-de-l-homme-dans-l-affaire-de-la-secte-du-mandarom-191579.html>

¹¹⁹ LE BARS Stéphanie (30/06/2011) « *Témoins de Jéhovah : la Cour européenne des droits de l'homme condamne la France* » Le Monde. [En ligne] Consulté le 7 janvier 2023. URL : https://www.lemonde.fr/societe/article/2011/06/30/temoins-de-jehovah-la-cour-europeenne-des-droits-de-l-homme-condamne-la-france_1543102_3224.html

¹²⁰ Cour européenne des Droits de l'Homme, "Adhésion de l'Union européenne". [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.echr.coe.int/fr/accession-of-the-european-union#:~:text=L'adh%C3%A9sion%20de%20l'Union,des%20droits%20de%20l'homme.>

critiques et sérieux avec les partisans des thèses les plus délirantes comme celles de la terre plate ou creuse, des reptiliens et consorts dans le but de les décrédibiliser pour les reléguer au rang de délire paranoïaque¹²¹.

b) Accusation des opposants à la vaccination et au passeport vaccinal d'être une force meurtrière égalant le terrorisme.

Avant l'accusation de sectaires, nous avons eu comme autre criminalisation plus grave en matière de la liberté de parole, l'accusation de terrorisme. Le 14 décembre 2022, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), financée en bonne partie par la fondation Bill & Melinda Gates, a lancé sur son compte Twitter une propagande virulente contre les activistes non injectés et anti-passeport sanitaire/vaccinal. Dans ce clip de campagne présenté par le professeur Peter Hotez, les activistes anti-pass incarnent « l'antiscience », « l'extrême droite » et sont qualifiés de « force meurtrière majeure mondiale » qui tue autant que « la violence armée, le terrorisme mondial, la prolifération nucléaire et les cyberattaques ». Selon cette présentation, ces activistes sont considérés comme une menace primordiale et laisse donc entendre que les gouvernements doivent réagir face à ce danger¹²².

c) Accusation des opposants aux sanctions contre la Russie d'être des pro-russes.

Dans le contexte de la guerre en Ukraine, l'Union européenne et les États européens ont mis en œuvre une série de sanctions

¹²¹ POUPART Florent, BOUSCAIL Manon, *La théorie du complot : paranoïa ou idéologie ?* Santé mentale, N° 243 - Décembre 2019. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.santementale.fr/2019/12/la-theorie-du-complot-paranoia-ou-ideologie/>

¹²² Voir ANNEXE 75, image 103.

économiques contre la Russie. En mars 2022, le ministre français de l'Économie, Bruno Le Maire, avait déclaré sur un ton martial : *nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe, la mettre à genoux et de promettre de livrer une guerre économique et financière totale à la Russie*¹²³. Or, en septembre 2023, un an et demi après, le journal *La Tribune* rapportait que malgré le contexte de guerre et les sanctions occidentales, la croissance économique de la Russie va être supérieure à celle de la zone euro¹²⁴. Pire, le spectre d'une récession menace l'Union européenne en 2024 en raison de la crise énergétique et de la remontée des taux d'emprunt d'État¹²⁵. Mais derrière ces sanctions, le journal *Le Canard Enchaîné* a révélé que les pays européens continuaient, par des pays intermédiaires, à se fournir en gaz et en pétrole russe¹²⁶. 290 tonnes d'uranium en provenance de Russie ont été fournis à la France en 2022, soit un tiers de l'approvisionnement de son parc nucléaire¹²⁷. Ensuite, l'Union européenne s'approvisionne toujours en nickel, en aluminium ou en

¹²³ France 24 (01/03/2022) « *"Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe", affirme Bruno Le Maire • FRANCE 24* », YouTube. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=Ntzacqlm-Ac>

¹²⁴ AFP (27/09/2023) « *En 2023, la croissance économique de la Russie va dépasser celle de la zone euro, malgré les sanctions occidentales* », *La Tribune*. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/economie/international/en-2023-la-croissance-economique-de-la-russie-va-depasser-celle-de-la-zone-euro-malgre-les-sanctions-occidentales-977691.html>

¹²⁵ NORMAN Grégoire (27/10/2023) « *Le spectre de la récession menace la zone euro en 2024* », *La Tribune*. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/en-2024-le-spectre-de-la-recession-en-zone-euro-981664.html>

¹²⁶ BENYAHIA-KOUIDER Odile, LABBÉ Christophe, « *Des circuits très raffinés pour finir l'Europe en pétrole et en gaz russes* », *Le Canard Enchaîné*, mercredi 12 octobre 2022, page 3.

¹²⁷ BENYAHIA-KOUIDER Odile, LABBÉ Christophe, « *D'inavouable atomes crochus unissent la France à Poutine* », *Le Canard Enchaîné*, mercredi 7 décembre 2022, page 3.

titane auprès de la Russie¹²⁸. Et comble de l'hypocrisie, malgré la guerre, le gouvernement ukrainien avait continué d'acheminer le gaz russe vers l'Europe, via le pipeline brotherhood qui traverse l'Ukraine. Le gouvernement ukrainien qui demandait à l'Occident d'imposer toutes les sanctions imaginables à la Russie, poursuivait en même temps son partenariat avec l'« ennemi » pour continuer à toucher les royalties¹²⁹. Dans ce contexte, les personnalités publiques qui se prononcent pour un cessez-le-feu, l'arrêt des sanctions contreproductives, ainsi que l'arrêt des livraisons d'armes à l'Ukraine pour sortir d'une situation de cobelligérance avec la Russie, sont étiquetés par le gouvernement et par les médias comme étant des « pro-russes »¹³⁰. Sous-entendu d'être des agents de subversion au service d'une puissance étrangère.

Résumons. Réquisitoire sur l'extrême droite, le sectarisme, le complotisme, délire paranoïaque ou maladie mentale comme sous l'URSS du temps Léonid Brejnev, antiscience, pro-russe ou pro-Poutine (c'est-à-dire traître et agent de l'étranger), criminel, etc. Si ces anathèmes ne suffisaient pas, il ne resterait plus qu'un dernier palier, l'accusation de terrorisme et donc d'ennemi de l'État. Nous

¹²⁸ MANN Nathan (24/10/2023) « *En Europe, l'importation de métaux critiques de Russie bat son plein* », Usine nouvelle. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://www.usinenouvelle.com/article/en-europe-l-importation-de-metaux-critiques-de-russie-bat-son-plein.N2186138>

¹²⁹ HANNE Isabelle (17/11/2022) « *Pipeline ukrainien Brotherhood : une autre guerre dans les tuyaux* », Libération. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : https://www.liberation.fr/international/europe/pipeline-ukrainien-brotherhood-une-autre-guerre-dans-les-tuyaux-20221117_FXZXQNRT25B55M6GIH5YO6HMH/

¹³⁰ HAQUET Charles, COLLET Emma (21/07/2023) « *Militaires, intellectuels, politiques... Qui sont vraiment les prorusses en France ?* », L'Express. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://www.lexpress.fr/monde/europe/militaires-intellectuels-politiques-qui-sont-vraiment-les-prorusses-en-france-YUW4JB7VHZH-BLHPE7OXX64ANRI/>

tomberions ainsi en plein dans la dystopie 1984 de George Orwell, le crime par la pensée.

- **Concentration des pouvoirs vers une technocratie supranationale non élue.**

Le 26 octobre 2023, sur la station de radio française *Sud Radio*, l'avocat Carlo Alberto Brusa a révélé le contenu des contrats de Pfizer après qu'une décision de la Cour de justice de Pretoria a accédé à la requête d'un collectif réclamant la transparence sur les transactions effectuées entre l'État d'Afrique du Sud et l'entreprise pharmaceutique. Le fabricant ne s'engageait ni sur l'efficacité du vaccin ni sur les effets secondaires de leur vaccin alors qu'il était encensé dans la presse¹³¹. La Commission européenne était donc parfaitement au courant de la nature de ces contrats et a poursuivi malgré tout, jusqu'à commander 4,4 milliards de doses de vaccin pour un montant estimé à 35 milliards d'euros¹³². Mais ce type de dérive ne s'arrête pas uniquement au cas de la santé. En juillet 2023, la Commission européenne avait adopté un nouveau cadre légal permettant le transfert des données personnels des européens vers les États-Unis au nom « de la sécurité des flux de données ». Ce transfert n'est pas sans rappeler les craintes de voir les services de renseignement

¹³¹ @SudRadio (Sud Radio) « Vaccin contre la #COVID19 : "Nous sommes dans une tromperie ! Je suis juriste, ce n'est pas du complotisme ! Pfizer s'est battu pour que les contrats ne soient pas publiés parce qu'ils savaient que tout serait révélé !", explique @cab2626 », 1h09 PM, 26/10/2023, Twitter. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://twitter.com/SudRadio/status/1717498595144777892?t=AocKBS8edj3C49yJkdSA5g&s=19>

¹³² GAYET Anne-Sophie, BAUER-BABEF Clara (08/06/2023) « *Contrats Covid avec Pfizer : Ursula von der Leyen visée par une nouvelle plainte* », Euractiv. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://www.euractiv.fr/section/pharma/news/contrats-covid-avec-pfizer-ursula-von-der-leyen-visee-par-une-nouvelle-plainte/>

américains, notamment la NSA, les utiliser à leurs profits¹³³. Toujours au sein de la Commission européenne, par le biais cette fois du commissaire européen au marché intérieur, Thierry Breton souhaite renforcer le contrôle des contenus sur les réseaux sociaux, au nom du combat contre les « discours haineux » et les « appels à la révolte ». Les plateformes qui ne se conformeraient pas à cette nouvelle directive pourraient recevoir une amende, une censure, voire une interdiction dans l'espace de l'Union européenne. Un pied de nez envoyé à Elon Musk qui a racheté en avril 2022, le réseau Twitter, rebaptisé X¹³⁴. En août 2023, est entré en vigueur le *Digital Security Act* (DSA), soit le règlement sur les services numériques au sein de l'Union européenne pour renforcer le contrôle du partage et la diffusion d'informations sur les réseaux sociaux. Thierry Breton avait affirmé qu'il y aurait *un avant et un après*¹³⁵. Le même commissaire européen Thierry Breton, nonobstant d'endosser la casquette de président du comité de censure, endosse le costume d'un ministre de l'Armement. Ce dernier a mobilisé 15 usines au sein de l'Union européenne pour être capable de fabriquer un million d'obus livrables à l'Ukraine. Antérieurement, le Conseil de l'Union européenne a proposé en mars 2023 de débloquer 2 milliards d'euros

¹³³ N.J., AFP (10/08/2023) « *L'UE adopte un nouveau cadre pour le transfert de données vers les États-Unis* », Le Point. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : https://www.lepoint.fr/monde/l-ue-adopte-un-nouveau-cadre-pour-le-transfert-de-donnees-vers-les-etats-unis-10-07-2023-2527963_24.php

¹³⁴ JEHANNO Emilie (17/03/2023) « *Règlement européen : Va-t-on vers une « censure » des réseaux sociaux le 25 août ?* », 20 minutes. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://www.20minutes.fr/high-tech/by-the-web/4045528-20230717-reglement-europeen-va-vers-censure-reseaux-sociaux-25-aout>

¹³⁵ FAURENT Louis (18/10/2023) « *Réseaux sociaux : pourquoi Elon Musk agace-t-il autant Thierry Breton et l'Europe ?* », Challenges. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : https://www.challenges.fr/media/reseaux-sociaux-pourquoi-elon-musk-agace-t-il-autant-thierry-breton-et-leurope_871080

pour atteindre ces objectifs¹³⁶. « L'Europe, c'est la paix » a fait son temps.

- **Menace sur l'épargne.**

En 2013, au moment de la crise des dettes de la zone euro, la Bank of Cyprus, a ponctionné tous les comptes dont les dépôts étaient supérieurs à 100 000 euros. Les clients de la banque avaient perdu 60% de leur épargne¹³⁷. Le 28 mai 2015, la Commission européenne a ordonné à la France et à l'Italie et à neuf autres pays de mettre « intégralement en œuvre » la directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances (BRRD)¹³⁸. Cette directive européenne prévoit qu'à l'avenir, les banques en faillite pourront ponctionner les comptes des déposants supérieurs à 100 000 euros. Elle est entrée en vigueur en France à compter du 1^{er} janvier 2016¹³⁹.

¹³⁶ MEDDAH Hassan (22/03/2023) « *Le plan de Thierry Breton pour permettre à l'Europe de livrer en urgence un million d'obus à l'Ukraine* », Usine nouvelle. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2023. URL : <https://www.usinenouvelle.com/article/le-plan-de-thierry-breton-pour-permettre-a-l-europe-livrer-en-urgence-un-million-d-obus-a-l-ukraine.N2113066>

¹³⁷ La Tribune (30/03/2013) « *Ponction massive à Chypre sur les comptes de plus de 100.000 euros* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20130330trib000756871/ponction-massive-a-chypre-sur-les-comptes-de-plus-de-100.000-euros.html>

¹³⁸ Le Figaro (28/05/2015) « *Législation bancaire : 11 pays sous pression* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/2015/05/28/97002-20150528FILWWW00147-legislation-bancaire-pression-sur-11-pays-ce.php>

¹³⁹ MASSON Victoria (22/12/2015) « *Les banques en faillite pourront désormais ponctionner les comptes des déposants* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/12/22/20002-20151222ARTFIG00003-les->

- **Portefeuille d'identité numérique européen, monnaies numériques et baisse des paiements en cash.**

Le 3 juin 2021, la Commission européenne a proposé de mettre en place une « identité numérique » pour tous les citoyens, résidents et entreprises de l'Union Européenne. L'objectif est de mettre en place un « portefeuille d'identité numérique » à chaque européen dans lequel il y aurait son identité et ses données personnelles, indispensables dans la vie quotidienne de tous les jours. À titre d'exemple, ouvrir un compte bancaire, déposer une déclaration fiscale, s'inscrire à une université, prouver son âge pour l'accès à certains lieux ainsi qu'à des attributs personnels, enfin accéder à d'autres services publics et privés. Ce portefeuille d'identité numérique européen se veut être comme un outil « fiable et sécurisé » visant à faciliter les démarches administratives des citoyens européens et des entreprises selon les dires de la Commission européenne. L'entreprise Thales travaille déjà à ce portefeuille d'identité numérique sous le nom de « Digital ID Wallet »¹⁴⁰. Le Digital ID Wallet est « émis par le gouvernement [français] pour offrir une large gamme de service d'identité » et considéré comme « un moyen pratique de prouver et protéger son identité aussi bien virtuellement qu'en face à face ». La personne utilise cette identité numérique, intégrée à son portable sous forme de QR Code, pour effectuer ses démarches quotidiennes, par exemple, le rappel de son rendez-vous pour la vaccination ou bien pour s'identifier auprès d'un examen lors

banques-en-faillite-pourront-desormais-ponctionner-les-comptes-des-deposants.php#:~:text=Les%20banques%20en%20faillite%20pourront%20d%C3%A9sormais%20ponctionner%20les%20comptes%20des%20d%C3%A9posants,-Par%20Victoria%20Mas-son&text=Seuls%20les%20comptes%20ayant%20plus,s'appliquera%20au%201er%20janvier.

¹⁴⁰ Thales (27/05/2021) « *Le Digital ID Wallet de Thales* », YouTube. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.youtube.com/watch?v=Y5b0nLRte_A

de concours. Ce portefeuille d'identité numérique vise à créer une identité numérique européenne dans le cadre de la « boussole numérique » de la Commission européenne pour 2030, avec le projet de la communication 5G¹⁴¹. La Commission précise bien que :

D'ici à 2030, tous les services publics clés devraient être disponibles en ligne, tous les citoyens auront accès à leurs dossiers médicaux électroniques et 80% des citoyens devraient utiliser une solution d'identification électronique¹⁴².

Ce projet s'inscrit en fait dans la droite ligne des recommandations du World Economic Forum dans sa publication du 23 janvier 2018¹⁴³ intitulée *The Known Traveller - Unlocking the potential of digital identity for secure and seamless travel*¹⁴⁴. Dans ce rapport, il est présenté le concept « d'identité numérique du voyageur » ou *The Know Traveller Digital Identity* (KTDI). Il faciliterait les voyages de manière plus « sûre et fluide », mais pas seulement, car ce concept cherche à « transformer le secteur du voyage et du tourisme ainsi que les services médicaux, l'éducation et au-delà ». En bref, une identité numérique indispensable sans laquelle vous ne pourrez accéder à certains services. Dans la liste des informations récoltées dans cette identité numérique du voyageur, il y aurait : « le numéro de contact, email de contact, pays visités lors de ce voyage avant l'arrivée, numéro de vol, l'itinéraire de voyage, le but du voyage, la durée du voyage, l'historique de voyage étendu, les personnes avec qui ils voyagent, la monnaie qui est amenée dans le pays, l'antécédent criminel, le numéro de permis de conduire, et enfin et le plus

¹⁴¹ Commission européenne, « *Décennie numérique de l'Europe: objectifs numériques pour 2030* ». Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/priorities-2019-2024/europe-fit-digital-age/europes-digital-decade-digital-targets-2030_fr

¹⁴² Voir ANNEXE 76, image 104.

¹⁴³ Voir ANNEXE 76, image 105.

¹⁴⁴ En français : « Le voyageur connu : libérer le potentiel de l'identité numérique pour des voyages sécurisés et fluides ».

intéressant, les informations sur la santé (par ex. vaccins) ». Le KTDI regroupe comme partenaires, outre le World Economic Forum, le ministère des Affaires étrangères du Canada (gouvernement de Justin Trudeau), le gouvernement des Pays-Bas (gouvernement de Mark Rutte), Accenture, Idemia, Air Canada, YUL Aéroport International Montréal-Trudeau¹⁴⁵.

En mars 2023, deux humoristes russes, Vladimir Kouznetsov (alias « Vovan ») et Alexeï Stolaryov (« Lexus »), ont piégé une dizaine de personnalités de renommée mondiale dont la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde. L'un des humoristes s'est fait passer sur Zoom pour le président ukrainien Volodymyr Zelensky en traitant des difficultés européennes et de l'avenir de la guerre en Ukraine¹⁴⁶. Au cours de la discussion, Christine Lagarde aborde le projet d'euro numérique de la BCE qui « faciliterait la vie quotidienne »¹⁴⁷ mais explique qu'il s'agira en fait de contrôler et de tracer les paiements des européens au motif de la « lutte contre les attaques terroristes » ou « le blanchiment d'argent », y compris les petits montants (300, 400 euros)¹⁴⁸. Le 25 septembre 2023, devant quelques députés européens, la patronne de la BCE a dû reconnaître que l'euro numérique ne serait « pas

¹⁴⁵ The Know Traveller Digital Identity. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://ktdi.org/>

¹⁴⁶ BARLUET Alain (16/03/2023) « *Les étonnants canulars d'un duo russe au service du Kremlin* », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/les-etonnants-canulars-d-un-duo-russe-au-service-du-kremlin-20230316>

¹⁴⁷ Banque centrale européenne, "Un euro numérique". [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.ecb.europa.eu/paym/digital_euro/html/index.fr.html

¹⁴⁸ LEROUX Alex (07/04/2023) « *“L’euro numérique permettra un certain degré de contrôle des paiements” – Christine Lagarde* », Coin academy. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://coinacademy.fr/actu/lagarde-bce-cbdc-euro-controle/>

totalement anonyme » pour ceux qui l'utiliseront¹⁴⁹. Un dispositif qui n'est pas sans inquiéter certains européens concernant l'atteinte à leur vie privée¹⁵⁰. Le 23 octobre 2023, la présidente de la BCE a activé son projet d'euro numérique. Elle espère sa mise en circulation d'ici à 2027 ou 2028. L'Union européenne n'est pas la seule zone du monde projetant de développer une monnaie numérique. Le Canada développe son dollar numérique¹⁵¹, les États-Unis¹⁵², la Chine avec le Yuan numérique¹⁵³, la Russie avec un rouble

¹⁴⁹ ARMQNET Pauline (26/09/2023) « *CHRISTINE LAGARDE ADMET QUE L'EURO NUMÉRIQUE NE SERA PAS "TOTALEMENT ANONYME"* », BFM Crypto. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/crypto/christine-lagarde-admet-que-l-euro-numerique-ne-sera-pas-totalement-anonyme_AV-202309260419.html#:~:text=%22Nous%20travail-lons%20%C3%A0%20prot%C3%A9ger%20la,de%20la%20commission%20des%20affaires

¹⁵⁰ Financial Times (14/04/2021) « *Europeans raise privacy concerns over digital currency* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.ft.com/content/661e066c-b41b-46e3-a9c0-275132039c1a>

¹⁵¹ Banque du Canada, "Dollar canadien numérique". [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.banqueducanada.ca/dollarnumerique/>

¹⁵² RAULINE Nicolas (10/03/2022) « *La Maison-Blanche ouvre la voie à un dollar numérique* », Les Echos. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/la-maison-blanche-ouvre-la-voie-a-un-dollar-numerique-1392718>

¹⁵³ LARIGAUDRIE Antoine (06/07/2023) « *LE YUAN NUMÉRIQUE EST DÉJÀ UNE RÉALITÉ POUR CERTAINS CHINOIS* », BFM TV Crypto. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/crypto/le-yuan-numerique-est-deja-une-realite-pour-certains-chinois_AV-202307060555.html

numérique¹⁵⁴, le Royaume-Uni avec une livre sterling numérique¹⁵⁵, l'Australie, le Japon¹⁵⁶, la Corée du Sud, Inde, etc.

Autre phénomène, depuis 2019, année de la pandémie, les règlements d'achats en cash ont baissé au profit des paiements par cartes bancaires et en ligne. En France, les règlements en espèces sont passés de 68% en 2019 à 50% en 2022¹⁵⁷. En Australie, le phénomène est amplifié avec une baisse de 50% en 2023¹⁵⁸. En Hollande et en Finlande, le paiement par carte bancaire représente 80%. Autre

¹⁵⁴ La Tribune (15/08/2023) « *La Russie lance un rouble numérique dans l'espoir d'échapper aux sanctions* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/economie/international/la-russie-lance-un-rouble-numerique-dans-l-espoir-d-echapper-aux-sanctions-972988.html>

¹⁵⁵ DE VAUPLANE Hubert (24/05/2023) « *Une monnaie numérique pour sauver la livre sterling ?* », Le Grand Continent. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://legrandcontinent.eu/fr/2023/05/24/une-monnaie-numerique-pour-sauver-la-livre-sterling/#:~:text=Le%20gouvernement%20britannique%20et%20la,livre%20num%C3%A9rique%20%C3%A0%20l'avvenir.>

¹⁵⁶ DE BRIANT Louis (20/02/2023) « *La Banque centrale du Japon va lancer un projet pilote pour le yen numérique* », Usine digitale. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.usine-digitale.fr/editorial/la-banque-centrale-du-japon-va-lancer-un-projet-pilote-pour-le-yen-numerique.N2102791>

¹⁵⁷ BFM RMC (23/08/2023) « *DE MOINS EN MOINS DE TRANSACTIONS EN ARGENT LIQUIDE : SE DIRIGE-T-ON VERS LA DISPARITION DU CASH ?* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://rmc.bfmtv.com/actualites/economie/conso/de-moins-en-moins-de-transactions-en-argent-liquide-se-dirige-t-on-vers-la-disparition-du-cash_AV-202308230345.html

¹⁵⁸ WRIGHT Shane (22/10/2023) « *'Cash no longer king, but it's not dead': Australians follow the money to digital wallets* », The Sunday Morning Herald. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.smh.com.au/politics/federal/cash-no-longer-king-but-it-s-not-dead-australians-follow-the-money-to-digital-wallets-20231020-p5eds7.html>

phénomène, la disparition progressive des distributeurs de billets. La France en compte encore 73 000 mais en a perdu 5 000 au cours de la période 2018 à 2021¹⁵⁹. La disparition progressive du cash risque d'accentuer la dépendance des citoyens envers le futur système de contrôle numérique en cours d'élaboration.

- **Le *fact-checking* comme gardien des narratifs officiels.**

Le *fact-checking* ou littéralement « la vérification des faits » revient régulièrement dans notre vocabulaire contemporain pour désigner une méthode journalistique chargée de « débunker » les fausses informations (fake news) visant à tromper le public et d'apporter une explication rationnelle avec des informations factuelles et vérifiées. Un travail pouvant être tout à fait louable à l'ère d'internet où les fausses informations peuvent être facilement propagées. Néanmoins, sous couvert de lutter contre la désinformation, certaines officines peuvent être utilisées dans le but de défendre une version officielle et à dénigrer les versions alternatives, qualifiées le plus souvent de « théorie du complot ». Selon les travaux du professeur américain de l'Université de l'État de Floride, Lance de Haven-Smith, le terme « théorie du complot » a été conçu dans les années 1960 par les « technocrates de la CIA » dans le but de dégager une connotation suscitant la réprobation de l'auditoire. Il s'agissait de contrer le scepticisme grandissant des Américains devant la version officielle donnée par la commission Warren sur l'assassinat du

¹⁵⁹ A.L. (23/08/2023) « *De moins en moins de transactions en argent liquide: se dirige-t-on vers la disparition du cash?* », RMC. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://rmc.bfmtv.com/conso/banque-et-assurance/de-moins-en-moins-de-transactions-en-argent-liquide-se-dirige-t-on-vers-la-disparition-du-cash_AV-202308230345.html

président John Fitzgerald Kennedy¹⁶⁰. Derrière ce terme, c'est la volonté de neutraliser psychologiquement les personnes qui seraient susceptibles de s'interroger et de pencher pour un « Crime d'État contre la Démocratie » impliquant un certain establishment américain que d'un crime perpétré par l'unique Lee Harvey Oswald concernant l'assassinat de JFK. Envisager un seul instant l'existence d'une criminalité politique d'une élite capable de tuer le président des États-Unis relèverait du fantasque et donc de la « théorie du complot »¹⁶¹. Une théorie pas si farfelue depuis le 15 décembre 2022 où *Fox News* a révélé que la Central Intelligence Agency serait impliquée dans la mort de son Commandant en Chef.

L'un des premiers grands *fact checking* à voir le jour est le groupe de journalistes britanniques d'investigation Bellingcat, basé aux Pays-Bas depuis 2014. En 2022, il a été dévoilé que Bellingcat a été financé par la CIA via la National Endowment for Democracy (NED), au même titre que Finance Uncovered, Open Democracy et d'autres plateformes pour un montant de plus de 2,6 millions de livres sterling. Bellingcat a touché par exemple pour l'année 2020, 94 000 £ de la NED, ce qui en fait l'un des plus importants bailleurs de fonds institutionnels¹⁶².

Autre entreprise chargée de lutter contre les fakes news, cette fois américaine et fondée en 2018, NewsGuard. En 2021, elle a été choisie par la Commission européenne pour contribuer au travail de réécriture de son Code de bonnes pratiques contre la désinfor-

¹⁶⁰ DeHAVEN-SMITH Lance, *Aux origines de la « théorie du complot »*, éditions Yves Michel, France, 2022 page 74. Titre original : *Conspiracy Theory in America*, University of Texas Press, USA, 2013.

¹⁶¹ *Idem*, page 113.

¹⁶² KENNARD Matt, CURTIS Mark (17/01/2022) « '*CIA SIDEKICK*' GIVES £2.6M TO UK MEDIA GROUPS », Declassified UK. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.declassifieduk.org/cia-sidekick-gives-2-6m-to-uk-media-groups/>

mation¹⁶³. Au sein du conseil consultatif de NewsGuard, nous signalons :

- **Kate O'Sullivan.** Directrice générale de la diplomatie numérique chez Microsoft.
- **Jimmy Wales.** Le cofondateur de Wikipédia.
- **Don Baer.** Ancien directeur de la communication de la Maison-Blanche sous l'administration de Bill Clinton.
- **Elise Jordan.** Analyste politique pour NBC, et ancienne plume de la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice.
- **Tom Ridge.** Ancien premier secrétaire d'État à la Sécurité intérieure dans l'administration de George W. Bush.
- **Arne Duncan.** Ancien secrétaire à l'éducation sous l'administration de Barack Obama.
- **Gianni Riotta.** Éditorialiste pour quotidien italien *La Stampa* et membre du CFR¹⁶⁴.
- **Anders Fogh Rasmussen.** Ancien Premier ministre du Danemark et ancien secrétaire général de l'OTAN.
- Le général américain à la retraite **Michael V. Hayden.** Ancien directeur de la NSA et de la CIA. Membre du conseil d'administration du MEMRI avec Ehud Barak et James Woolsey entre autres¹⁶⁵.

¹⁶³ NewsGuard (06/10/2021) « La Commission européenne annonce que NewsGuard sera signataire du Code européen de bonnes pratiques contre la désinformation ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.newsguardtech.com/fr/press/european_commission_announces_newsguard_prospective_signatory-code_of_practice_on_disinformation/

¹⁶⁴ NewsGuard, "Comité Consultatif". [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.newsguardtech.com/fr/notre-comite-consultatif/>

¹⁶⁵ Revoir le CHAPITRE 5 sur Airat Dilmukhametov.

Les fausses informations n'ont qu'à bien se tenir avec cette équipe de choc.

En France, nous avons la petite officine *Conspiracy Watch*, lancé en 2007 et dirigé par Rudy Reichstadt. Il y a aussi Julien Pain, journaliste de *France Info*, présentant « Vrai ou Faux ». Ou encore Tristan Mendès France, chroniqueur pour le groupe Radio France. Durant la période Covid-19, ces *fact-checkers* n'ont eu de cesse de défendre les narratifs officiels. Ils ont validé la thèse de l'origine animale du virus¹⁶⁶, tout en dénigrant la thèse de la création en laboratoire qui aurait fuité alors qu'elle était devenue la plus probable¹⁶⁷. Lors de la polémique autour du professeur Didier Raoult et de son traitement à l'hydroxychloroquine avec azithromycine contre le virus, les mêmes *fact-checkers* l'ont discrédité en affirmant qu'il y avait un « consensus scientifique » pour dire que ça ne marchait pas, tout en rassurant sur les vaccins ARN messagers de Pfizer¹⁶⁸. Les contrats de Pfizer étant désormais à la disposition du public, nous savons aujourd'hui que le fabricant ne s'engageait ni sur son efficacité ni sur la garantie qu'il n'y aurait pas d'effets secondaires. De plus, le « consensus scientifique » n'est pas aussi probant au regard de l'étude du Centre de néphrologie et de dialyse du centre hospitalier AZ Groeninge de Belgique, et publié sur la plateforme ScienceDirect, en octobre 2023. Cette dernière a révélé l'efficacité de

¹⁶⁶ Senseur (09/04/2023) « **LES ORIGINES DU COVID-19** selon France Info (Julien Pain) », YouTube, 0min53. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=Q1OkefWBYng>

¹⁶⁷ HELMORE Edward (26/02/2023) « *Le Covid-19 provient probablement d'une fuite de laboratoire, selon un article citant le département américain de l'énergie* », The Guardian. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.theguardian.com/world/2023/feb/26/covid-virus-likely-laboratory-leak-us-energy-department>

¹⁶⁸ LCP - Assemblée nationale (23/05/2022) « *Big pharma | Conspirations ? #06* », YouTube. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=gG2U16aBZws>

l'hydroxychloroquine avec azithromycine sur les patients hospitalisés pour une infection au Covid-19¹⁶⁹. Enfin, au moment de l'instauration du passeport sanitaire, Julien Pain avait assuré le 6 mai 2021 sur Twitter :

*Beaucoup d'inquiétudes autour du pass sanitaire. Certaines complètement légitimes. D'autres non. Par exemple, non, le pass sanitaire ne sera pas un passeport vaccinal et n'imposera pas la vaccination. Et non il ne faudra pas le présenter pour aller au restaurant*¹⁷⁰.

Sept mois plus tard, le gouvernement informe de la transformation du passeport sanitaire en passeport vaccinal pour début 2022¹⁷¹.

Ces *fact-checkers* se sont comportés comme les gardiens des narratifs officiels tels des prêtres devant préserver leur dogme de foi, et

¹⁶⁹ MEEUS Gert, VAN COILE Frauke, POTTEL Hans, MICHEL Ann-Sophie, VERGAUWEN Ortwin, VERHELLE Katy, LAMOTE Stof-fel, LEYS Mathias, BOUDEWIJNS Michaël, SAMAËY Pieter, « *Effi-cacy and safety of in-hospital treatment of Covid-19 infection with low-dose hydroxychloroquine and azithromycin in hospitalized pa-tients: A retrospective controlled cohort study* », New Microbes and New Infections, Volume 55, 2023, 101172, ISSN 2052-2975. Scien-ceDirect. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : [https://www.sciencedirect.com/science/ar-ticle/pii/S2052297523000914](https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2052297523000914)

¹⁷⁰ @JulienPain (Julien Pain) « Beaucoup d'inquiétudes autour du pass sanitaire. Certaines complètement légitimes. D'autres non. Par exemple, non, le pass sanitaire ne sera pas un passeport vaccinal et n'imposera pas la vaccination. Et non il ne faudra pas le présenter pour aller au restaurant... #VraiOuFake ». 4h28 PM, 06/05/2021. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://twitter.com/Julien-Pain/status/1390312619362430976>

¹⁷¹ FARADE Eleonora, DULIEU Laura, BENNETOT Caroline (17/12/2021) « *Le passeport sanitaire devient le passeport vaccinal* », Radio France – France culture. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/jour-nal-de-22h/journal-de-22h00-julie-pietraszewski-du-vendredi-17-decembre-2021-5038074>

ont mis à l'index tous ceux qui déviaient de la parole sacrée. À l'image des inquisiteurs invoquant leur sermon pour désigner les hérétiques : conspirationnistes, délirants, théoriciens du complot, extrême droite, etc. Puis, lorsque le dogme s'effrite, il est rare que ces garants de la Doxa se remettent en question. Pire, ils prêchent désormais pour un contrôle renforcé des réseaux sociaux au nom de la « lutte contre la haine », la « désinformation » et les « fake news »¹⁷². Mais surtout pour empêcher des internautes taquins de rappeler leurs déclarations ou prises de position antérieures. Y compris l'implication pour certains d'entre eux, notamment Rudy Reichstadt, dans le scandale du fonds Marianne. Le fonds Marianne a été créé en avril 2021 à l'initiative de la ministre chargée de la Citoyenneté, Marlène Schiappa, à la suite de l'assassinat du professeur d'histoire Samuel Paty par un terroriste islamiste. Le fonds doté de 2,5 millions d'euros devait financer des associations « promouvant les valeurs de la République » pour lutter contre les « discours haineux et séparatistes » sur les réseaux sociaux¹⁷³. Cependant, l'argent a en fait été détourné de son objectif initial pour financer des proches du pouvoir, dont Mohamed Sifaoui, mais également l'officine « Comme un » chargée de lancer des contenus politiques contre les opposants d'Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle de 2022¹⁷⁴. *Conspiracy Watch* aurait pour sa part touché

¹⁷² Le monde (23/10/2023) « *Nous appelons les utilisateurs de X [ex-Twitter] à engager, le 27 octobre, une grève du tweet, un #notwitter-day* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.le-monde.fr/idees/article/2023/10/23/nous-appelons-les-utilisateurs-de-x-ex-twitter-a-engager-le-27-octobre-une-greve-du-tweet-un-notwitter-day_6196145_3232.html

¹⁷³ ORIOL Lucie (20/04/2021) « *"Fonds Marianne" lancé par Schiappa: comment seront choisis les lauréats* », Huffington post. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.huffingtonpost.fr/politique/article/fonds-marianne-lance-par-schiappa-comment-seront-choisis-les-laureats_179663.html

¹⁷⁴ ROUGET Antton, SALVI Ellen (12/04/2023) « *Le fonds Marianne de Schiappa a financé des contenus politiques en période électorale* », Médiapart. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL :

60 000 euros du fonds Marianne¹⁷⁵. En mai 2023, le Parquet national financier a ouvert une information judiciaire pour « détournement de fonds » et « abus de confiance »¹⁷⁶. Après cette affaire, l’hashtag #Rudyrendslargent est apparu sur le réseau Twitter (X). On peut comprendre que ce type de « discours toxique » puisse énerver le fondateur de l’Observatoire du conspirationnisme.

LE DÉMANTÈLEMENT DES NATIONS AU PROFIT D’UNE EUROPE FÉDÉRALISÉE ET D’UN ÉLARGISSEMENT SANS FIN

Il n’y a pas que la démocratie qui est menacée, l’existence même des États-nations est compromise. Ils doivent disparaître au nom de l’idéal mondialiste et de la paix universelle. Telle était la vision de Clarence Streit dans *Union ou Chaos ?* et telle est la politique actuellement mise en œuvre par ses disciples.

<https://www.mediapart.fr/journal/france/120423/le-fonds-marianne-de-schiappa-finance-des-contenus-politiques-en-periode-electorale>

¹⁷⁵ VANEECKHOUTTE François (19/04/2023) « *Rudy Reichstadt, fondateur du site anti-complotiste Conspiracy Watch, a-t-il indûment bénéficié du Fonds Marianne ?* », Libération. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.liberation.fr/checknews/rudy-reichstadt-fondateur-du-site-anti-complotiste-conspiracy-watch-a-t-il-indument-beneficie-du-fonds-marianne-20230419_WQBDND75UBDPXGRT2S7VWODCSE/

¹⁷⁶ LAURENT Samuel (04/05/2023) « *Fonds Marianne : une information judiciaire ouverte notamment pour « détournement de fonds » et « abus de confiance* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/societe/article/2023/05/04/fonds-marianne-une-information-judiciaire-ouverte-notamment-pour-detournement-de-fonds-et-abus-de-confiance_6172130_3224.html

- **Les projets d'élargissement de l'Union européenne.**

Le 12 octobre 2022, la Commission européenne a souhaité voir intégrer les six derniers pays des Balkans dans l'Union européenne. Cela comporte le Kosovo, la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, l'Albanie, le Monténégro, et la Macédoine du Nord¹⁷⁷. Nous serions donc dans une union politique à 33 états dans laquelle les pays contributeurs nets comme la France, l'Italie, l'Allemagne, la Suède ou les Pays-Bas, vont devoir déboursier davantage d'argent afin d'aligner les États balkaniques aux normes européennes. À la suite du Brexit qui a vu la sortie du Royaume-Uni de l'UE – deuxième État contributeur de l'Union –, la contribution de la France est passée en 2020 de 21,48 milliards d'euros à 26,359 milliards d'euros en 2022¹⁷⁸. Si le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE est gelé depuis 2019, la Moldavie accélère ses efforts pour entrer dans l'UE¹⁷⁹, ainsi que la Géorgie¹⁸⁰. Enfin, l'Arménie a fait part de son intention de vouloir

¹⁷⁷ Commission européenne, communiqué de presse (12/10/2022) « Paquet « élargissement » 2022 : la Commission européenne évalue les réformes dans les Balkans occidentaux et en Turquie et recommande d'octroyer le statut de candidat à la Bosnie-Herzégovine ». [En ligne] Consulté le 24 septembre 2023. URL : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_22_6082

¹⁷⁸ Ministère de l'Économie et des Finances, « *Quelle est la contribution de la France au budget de l'Union européenne ?* ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023. URL : <https://www.economie.gouv.fr/ce-def/contribution-france-budget-europe>

¹⁷⁹ GAVIN Gabriel (21/05/2023) « *Moldova ramps up EU membership push amid fears of Russia-backed coup* », Politico. [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.politico.eu/article/moldova-ramps-up-eu-membership-push-amid-fears-of-russia-backed-coup/>

¹⁸⁰ AFP (08/09/2023) « *Adhésion à l'UE : la Géorgie doit d'abord faire des réformes, selon Josep Borrell* », Euronews. [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://fr.euronews.com/2023/09/08/adhesion-a-lue-la-georgie-doit-dabord-faire-des-reformes-selon-josep-borrell>

rejoindre l'UE¹⁸¹ et bien évidemment, l'Ukraine. Ce ne serait pas moins de 36 États qui seraient à terme sous l'égide de Bruxelles et, en arrière-fond, de Washington. À cela, nous devons ajouter que si le processus de démantèlement de la Russie devait arriver à son terme, les nouveaux États indépendants ne manqueraient pas de faire acte de candidature (ex : la Carélie, l'Ingrie, etc...), de même qu'une Biélorussie « démocratique » post-Loukachenko. Soit autant de nouveaux pays qui, en raison de leur fragilité économique, bénéficieraient des dotations des États européens contributeurs. Une contribution ne pouvant que s'alourdir au fur et à mesure que les candidatures se multiplieront.

• Vers l'État européen.

En septembre 2023, la secrétaire d'État française chargée de l'Europe, Laurence Boone, et son homologue allemande, Anna Lührmann, ont commandé un rapport devant traiter des pistes de réflexion sur la réforme de l'Union européenne avant tout nouvel élargissement. Ce rapport, rédigé par des experts allemands et français, a été présenté par la suite aux ministres des Affaires européennes. Parmi les pistes que les experts ont préconisées, la modification des mécanismes de décision dans tous les domaines. Les décisions ne se prendraient plus à l'unanimité des États membres, mais à une majorité qualifiée de 60 % des États membres et représentant 60 % de la population de l'UE¹⁸². Si par exemple la France devait mettre son

¹⁸¹ ORY Isabelle (04/10/2023) « *Charles Michel : "La Russie a trahi l'Arménie, et celle-ci regarde vers l'UE"* », L'Express. [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.lexpress.fr/monde/europe/charles-michel-la-russie-a-trahi-larmenie-et-celle-ci-regarde-vers-lue-XQL2DY2NVRDVZJ5HBYBGLFEM7U/>

¹⁸² BRZOZOWSKI Alexandra, PUGNET Aurélie (19/09/2023) « *Les pistes d'experts franco-allemands pour une réforme de l'UE avant l'élargissement* », Euractiv. [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.euractiv.fr/section/elargissement/news/les-pistes->

veto sur un nouvel élargissement, il suffira d'une majorité d'États pour que la décision soit appliquée. Ce système favoriserait davantage les intérêts de l'Allemagne qui dispose déjà d'une importante influence dans les pays d'Europe du Nord, centrale et de l'Est. Berlin aurait plus de marges de manœuvre, nécessaire pour recueillir cette majorité qualifiée, que Paris¹⁸³. Autre piste, concernant cette fois la préservation de l'État de droit, afin de simplifier les procédures visant à sanctionner les États récalcitrants aux directives qui émaneraient de l'Union européenne. Ensuite, la création d'un statut particulier pour le Royaume-Uni suivant le principe de la « différenciation » en devenant un « État associé ». Ce qui impliquerait que le pays devrait contribuer au budget annuel de l'UE et être gouverné par la Cour de Justice européenne en échange d'une « participation » au marché unique¹⁸⁴. En somme, une réintégration progressive à l'Union européenne. La Commission européenne serait aussi rebaptisée « l'Exécutif européen » et le Parlement obtiendrait un « droit d'initiative législative » à part entière. Enfin, après lecture de ce rapport, des eurodéputés ont même proposé que le domaine de l'environnement et la biodiversité relèvent exclusivement de la compétence de l'Union, tandis que « la santé publique, la protection civile, l'industrie et l'éducation » devraient être une compétence

dexperts-franco-allemands-pour-une-reforme-de-lue-avant-lelargissement/

¹⁸³ SOUBROUILLARD Régis (25/01/2015) « *Emmanuel Todd : "L'Europe n'est plus le monde d'une démocratie libérale égalitaire"* », Marianne. [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.marianne.net/politique/emmanuel-todd-leurope-nest-plus-le-monde-dune-democratie-liberale-egalitaire>

¹⁸⁴ PALACIN Hugo (20/09/2023) « *En vue d'élargir l'Union européenne, un rapport franco-allemand plaide pour des réformes structurelles* », Toute l'Europe. [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/en-vue-d-elargir-l-union-europeenne-un-rapport-franco-allemand-plaide-pour-des-reformes-structurelles/>

partagée entre l'Union et les États membres¹⁸⁵. Pour conclure, les États membres verraient leur souveraineté nationale encore plus réduite qu'auparavant. Ce groupe d'experts, surnommé le « groupe des Douze », est présidé du côté allemand par Daniela Schwarzer¹⁸⁶. Le 1er mai 2021, elle a été nommée directrice exécutive pour l'Europe et l'Eurasie des Open Society Foundations¹⁸⁷.

Antérieurement, elle avait été nommée directrice du programme européen du think tank transatlantique, le German Marshall Fund (GMF)¹⁸⁸. Le GMF a comme président émérite J. Robinson (Robin) West, directeur général du cabinet américain Boston Consulting Group et *Young Leader* 1981 de la French-American Foundation¹⁸⁹.

¹⁸⁵ FOX Benjamin (25/10/2023) « *Des eurodéputés proposent une révision des traités de l'Union* », Euractiv. [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.euractiv.fr/section/institutions/news/des-eurodeputes-proposent-une-revision-des-traites-de-lunion/>

¹⁸⁶ France Diplomatie, « Communiqué de presse - Groupe d'experts franco-allemand sur les réformes institutionnelles de l'Union européenne (23 janvier 2023) ». [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-et-rangere-de-la-france/la-france-et-l-europe/evenements-et-actualites-lies-a-la-politique-europeenne-de-la-france/actualites-europeennes/article/communiqu-e-de-presse-groupe-d-experts-franco-allemand-sur-les-reformes>

¹⁸⁷ Open Society Foundations (26/04/2021) « *Open Society Names Daniela Schwarzer as Executive Director for Europe and Eurasia* ». [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.opensociety-foundations.org/newsroom/open-society-names-daniela-schwarzer-as-executive-director-for-europe-and-eurasia>

¹⁸⁸ Fondation Robert Schuman, "Daniela Schwarzer". [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://old.robert-schuman.eu/fr/doc/cs/daniela-schwarzer.pdf>

¹⁸⁹ German Marshall Fund of the United States, "Our People". [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.gmfus.org/about/our-people>

Le 22 novembre 2023, le Parlement européen a voté en faveur d'un rapport visant à une modification des traités européens allant dans le sens du groupe des Douze¹⁹⁰.

- **La promotion de la régionalisation et de l'« ethnicisme » pour démanteler les nations européennes.**

Durant l'enquête, nous avons abordé le rôle du Parti vert européen dans la défense des mouvements dits « autonomistes » régionaux et dans la volonté de créer un éclatement des grands États-nations au profit de petites régions dans une Europe fédéralisée. En fait, ce processus de décomposition des nations européennes est appuyé par l'Union européenne et surtout par l'Allemagne. Le docteur en science politique Pierre Hillard a traité de ces questions dans ses différents ouvrages : *Minorités et régionalismes dans l'Europe fédérale des régions* (2001), *La décomposition des nations européennes – de l'Union euro-atlantique à l'État mondial* (2005), et *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial – Destination Babel* (2007). Il traite notamment de l'institut européen, dont la direction est davantage allemande, et de l'Association des Régions Frontalières Européennes (ARFE). Il a pour but de « favoriser la coopération transfrontalière grâce à l'émergence des entités territoriale, les eurorégions ». Celles-ci regroupent des régions frontalières existantes de plusieurs pays dans le but de créer une région européenne artificielle et de réduire l'importance de la frontière nationale en une

¹⁹⁰ Parlement européen, communiqué de presse du 22 novembre 2023. « *Avenir de l'UE : les propositions du Parlement pour modifier les traités* ». [En ligne] Consulté le 23 novembre 2023. URL : <https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20231117IPR12217/avenir-de-l-ue-les-propositions-du-parlement-pour-modifier-les-traites#:~:text=Les%20d%C3%A9put%C3%A9s%20demandent%20plus%20de,les%20menaces%20sanitaires%20transfrontali%C3%A8res%2C%20y>

simple frontière administrative¹⁹¹. À titre d'exemple, il existe l'euro-région Pamina et Rhin supérieur, regroupant l'Alsace, le Pays de Bade, mais aussi le canton suisse de Bâle-ville. Pamina a le statut d'Eurodistrict¹⁹². L'ARFE a eu comme président, un certain Wolfgang Schäuble (1979-1983), devenu ministre fédéral allemand (2009-2017) sous Angela Merkel. Aujourd'hui, son président est depuis 2020, le Belge Karl-Heinz Lambertz. Derrière sa nationalité du plat pays, il appartient à la minorité germanophone située à l'Est de la Belgique, à la frontière allemande. Lambertz a d'ailleurs été Premier ministre de la Communauté germanophone de Belgique de 1999 à 2014¹⁹³. À l'ARFE, nous pouvons ajouter l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques (UFCE)¹⁹⁴ chargée de promouvoir les minorités ethniques dans les pays d'Europe. Cet institut est financé directement par le ministère de l'Intérieur de la République fédérale d'Allemagne, de différents Länder allemands, et par la province autonome Bolzano - Tyrol du Sud où vit une majorité d'Italiens germanophones¹⁹⁵, la Communauté germanophone de Belgique et le

¹⁹¹ HILLARD Pierre, *La décomposition des nations européennes – de l'Union euro-atlantique à l'État mondial*, éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 2005, deuxième édition, pp. 13-15.

¹⁹² Eurodistrict Pamina. [En ligne] Consulté le 29 octobre 2023. URL : <https://www.eurodistrict-pamina.eu/fr/rhin-superieur.html>

¹⁹³ Association of European Border Regions, "History". [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://www.aebr.eu/history/>

¹⁹⁴ En anglais, Federal Union of European Nationalities (FUEN).

¹⁹⁵ PUCCIARELLI Matteo (02/05/2023) « L'italianisation du Tyrol du Sud, ce "mensonge répété mille fois" », *Courrier international*. [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://www.courrierinternational.com/article/reportage-l-italianisation-du-tyrol-du-sud-ce-mensonge-repete-mille-fois#:~:text=Le%20principe%20de%20la%20%E2%80%9Cproportionnalit%C3%A9%20ethnique%E2%80%9D&text=En%20effet%2C%20en%201971%2C%20alors,et%20occupent%2069%20%25%20des%20postes.>

plus surprenant, le ministère hongrois des ressources humaines¹⁹⁶. Fondé en 1949, son but est de promouvoir l'autonomie linguistique, économique, culturel et politique vis-à-vis des pouvoirs centraux nationaux. L'UFCE compte dans ses membres, le Parti Breton (*Strollad Breizh*) qui dans son programme politique ne cache pas ses ambitions bien plus qu'« autonomistes »¹⁹⁷. Au nom du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », le parti s'engage pour la création d'un « État démocratique breton » qui serait le seul moyen, d'après lui, de « préserver l'identité et la culture bretonne ». Le parti prône également une Europe fédérale dans laquelle la nation bretonne aurait toute sa place¹⁹⁸. Un autre partenaire de l'UFCE qui retient notre attention, l'Association des sociétés socioculturelles allemandes en Pologne (*Verband der deutschen sozial-kulturellen Gesellschaften in Polen*, VdG). Elle représente la minorité allemande concentrée dans l'ancienne région de Silésie aujourd'hui située dans le Sud-Ouest de la Pologne. Par conséquent, l'Allemagne soutient dans un cas le séparatisme régional, de l'autre, elle promeut ses minorités éparpillées sur le continent. Le but à long terme étant de reconfigurer les frontières de l'Europe selon Berlin. Il n'est donc pas étonnant de découvrir que l'UFCE avait été au cours de son histoire, membre jusqu'au début des années 1960, du Mouvement européen de Joseph Retinger, le cofondateur du Groupe Bilderberg¹⁹⁹.

¹⁹⁶ Federal Union of European Nationalities, "PROMOTEUR". [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://fuen.org/fr/article/PROMOTEUR>

¹⁹⁷ Federal Union of European Nationalities, "Liste des organisations membres". [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://fuen.org/fr/members>

¹⁹⁸ Parti Breton, *Programme politique – Programm politikel*, [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://partibreton.bzh/wp-content/uploads/2010/01/programme-pb-version-fev-2010.pdf>

¹⁹⁹ Federal Union of European Nationalities, "History". [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://fuen.org/fr/article/History>

En 1997, le groupe au Parlement européen, l'Alliance Radicale Européenne (ARE)²⁰⁰ qui rassemblait les partis régionalistes d'Europe, a élaboré une carte d'une Europe décomposée. Elle représentait une France démembrée avec l'indépendance de la Corse, de la Bretagne et de l'Occitanie. Elle perdrait Lille et ses environs au profit de la Flandre rattachée aux Pays-Bas. Paris récupérerait la région belge francophone de Wallonie ainsi que les cantons francophones de la Suisse qui n'existerait plus. L'Espagne perdrait la région de Galicie, le Pays basque (français compris), la Catalogne à laquelle serait rattachée le département français des Pyrénées-Orientales. L'Italie perdrait la Sardaigne ainsi que le Tyrol du Sud. Le Royaume-Uni vole en éclat avec l'indépendance de l'Écosse, du Pays de Galle, le comté de Cornouailles, et l'Irlande du Nord est rattachée à la République d'Irlande. Cependant, il y a un pays qui est le grand bénéficiaire de la recomposition, c'est l'Allemagne. Elle récupère, la partie germanophone de la Belgique, le Luxembourg, l'Alsace-Moselle, les cantons germanophones de la Suisse, et l'Autriche. Ce qui frappe pour une carte de 1997, c'est que nous voyons déjà un Monténégro indépendant neuf ans avant les faits, ainsi qu'un Kosovo déjà indépendant et rattaché à l'Albanie. Nous observons même une partie de la région serbe de Voïvodine qui est rattachée à la Hongrie²⁰¹. Ce n'est peut-être pas un hasard si le parti politique Alliance des Magyars de Voïvodine (*Vajdasági Magyar Szövetség*)

²⁰⁰ Le groupe a été présidée par l'eurodéputée française Catherine Lalumière du Parti Radical de Gauche (PRG). Elle est présidente de la Maison de l'Europe, et contributrice externe pour l'Institut Jacques Delors.

Europe politique, "Groupe de l'Alliance Radicale Européenne (ARE)". [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://www.europe-politique.eu/alliance-radicale-europeenne.htm>

Institut Delors, "Catherine Lalumière". [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://institutdelors.eu/tous-les-contributeurs/catherine-lalumiere/>

²⁰¹ HILLARD Pierre, *La décomposition des nations européennes* (op. cité), annexe 5.

chargé de défendre la minorité magyare de cette région est partenaire de l'UFCE. D'autant plus que ce parti prône justement « l'autonomie » politique de la Voïvodine pour empêcher le départ de la minorité hongroise et son assimilation à la culture serbe, une « indépendance économique » de cette région et bien évidemment, l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne²⁰². En 2004, le groupe au Parlement européen Verts/Alliance Libre Européenne, dans la continuité de l'ARE, publie une nouvelle carte de l'Europe encore plus démantelée et toujours au profit de l'Allemagne. L'historique région germanique de Silésie est recrée et détachée de la Pologne. Plus d'un tiers du territoire de la Roumanie serait rétrocédée à la Hongrie. Une République de Venise est créée et séparée de l'Italie. Le Nord-Ouest de la Macédoine du Nord est annexé à une grande Albanie à laquelle le Kosovo est intégré. La République Tchèque perdrait la région de Moravie qui prendrait le chemin de l'indépendance. Enfin, la création en Europe du Nord d'un État lapon qui se ferait au détriment de la Norvège, de la Finlande et de la Suède²⁰³.

Cette carte a été publiée sur le site internet de l'Alliance libre européenne pour la jeunesse (*European Free Alliance Youth*)²⁰⁴.

Outre l'UFCE et l'ARFE, nous pouvons joindre pour le cas de la France, la politique de décentralisation de l'État appliqué en 2003 qui fut en réalité une initiative des instances européennes. Plus précisément, du Conseil de l'Europe (en 1997) par l'intermédiaire du rapporteur sur la régionalisation, l'Allemand Peter Rabe, député socialiste au Land de Basse-Saxe et sous la présidence du Catalan,

²⁰² Vajdasági Magyar Szövetség, "PROGRAM". [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://www.vmsz.org.rs/rolunk/dokumentum/program>

²⁰³ Voir ANNEXE 78, image 107.

²⁰⁴ European Free Alliance Youth (18/08/2015) « *EUROPE : L'ANCIEN RÉGIME AU BORD DE LA RUPTURE !* ». [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20150819025833/https://efay.eu/2015/08/18/europe-lancien-regime-au-bord-de-la-rupture/>

Llibert Cuatrecasas²⁰⁵. Autre mécanisme favorisant la régionalisation sur des critères ethniques, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires et la convention-cadre pour la protection des minorités. Elles ont été toutes les deux élaborées par Alfons Gopel, l'ancien ministre-président du Land de Bavière, et de Siegbert Alber, l'ancien vice-président du Parlement européen et avocat général à la cour de justice des communautés européennes sous l'égide de l'UFCE. Par ailleurs, ces deux personnages ont été présidents de la Paneurope pour la section Allemagne²⁰⁶. La Paneurope étant l'association défendant depuis 1926 l'unité du continent européen et créée par le comte Richard Coudenhove-Kalergi, et aussi intégrée au sein du Mouvement européen de Joseph Retinger.

Ce projet de démantèlement des nations européennes appuyé par l'UE et l'Allemagne répond au même principe que le Forum des nations libres de la post-Russie visant la Fédération de Russie et appuyé par les euro-atlantistes : diviser pour mieux régner. Il est plus facile de contrôler de petites entités de la taille d'une région qu'un grand pays disposant de la superficie, du poids démographique et des ressources nécessaires pour tenir tête à la vassalisation d'une puissance extérieure.

²⁰⁵ HILLARD Pierre, *La décomposition des nations européennes* (op. cité), page 48.

²⁰⁶ HILLARD Pierre, *La décomposition des nations européennes* (op. cité), page 136.

Citations

La gouvernance mondiale s'avère efficace dès lors qu'elle est anti-démocratique. Les problèmes politiques les plus urgents de notre planète sont avant tout des problèmes internationaux, mais l'identité politique du citoyen lambda s'entête à rester locale. Tant que personne n'aura résolu ce problème, le plan de gouvernance mondiale devra rester cloîtrer dans un coffre-fort à l'ONU.

Gideon Rachman.

Journaliste anglais au *Financial Times*,
dans son article *And now for a world government* ²⁰⁷.
Membre du Groupe Bilderberg.

Nous aurons un gouvernement mondial que nous l'aimions ou pas. La question est seulement si nous l'aurons par consentement ou par conquête.

James Paul Warburg (1896-1969).

Banquier américain. Au comité des affaires étrangères du Sénat
des États-Unis, le 17 février 1950 ²⁰⁸.

²⁰⁷ RACHMAN Gideon (08/12/2008) « *And now for a world government* ». *Financial Times*. [En ligne] Consulté le 8 décembre 2022.
URL : <https://www.ft.com/content/7a03e5b6-c541-11dd-b516-000077b07658>

²⁰⁸ Revision of the United Nations Charter, Hearings before a subcommittee of the committee on Foreign Relations United States Senates, Eighty-First Congress – second session on resolutions relative to revision of the United Nations charter, Atlantic Union, World Federation, Etc., Febuary 1950. Printed for use the Committee on Foreign

Retour à la normale, remise en ordre ? Non, il n'y aura pas de retour à la normale... On va aller vers un monde radicalement nouveau, avec des technologies nouvelles, un rapport de pouvoir nouveau. Les États-Unis ne seront plus la première puissance du monde, qui ne voudra même plus gouverner le monde. Il faudra soit accepter un désordre général soit mettre en place un ordre planétaire, avec un gouvernement mondial, avec sorte de monnaie mondiale comme on l'a fait pour l'Europe.

Jacques Attali.

Haut fonctionnaire français, sur la chaîne de télévision française, I-télé (aujourd'hui CNEWS), le 03 mars 2009 ²⁰⁹.

Relations. United States Government Printing Office, Washington : 1950, page 494.

²⁰⁹ Thoseevilnatzis (30 mai 2009) « Jacques Attali Nouvel Ordre Mondial et Monnaie Mondiale » YouTube. 0min21sec. [En ligne] Consulté le 11 mars 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=p2ZTBQ-vsFA>

CHAPITRE 16

LES BOULEVERSEMENTS DE L'ORDRE MONDIAL

En faisant défiler les publications du compte Twitter (X) du Forum des nations libres de la post-Russie, nous observons que l'organisation ne prétend plus vouloir seulement « décoloniser » la Russie, mais aussi la Chine. De nouvelles cartes circulent sur ses réseaux sociaux et dépeignent une Post-Chine remplacée par une multitude d'États¹. Le Forum n'hésite plus à relayer les publications de ses sponsors que sont la Jamestown Foundation et le Hudson Institute, ainsi que celles du gouvernement de l'Est Turkestan en exil (*East Turkistan Government in Exile*, ETGE)². Ce gouvernement représente la minorité musulmane des Ouïghours vivant en Chine et réclame l'indépendance de la région du Xinjiang pour être rebaptisée « Est-Turkestan ». Son siège est à Washington, aux États-Unis³. Il est représenté par son « Premier ministre », Salih Hudayar. Günter Fehlinger, militant actif du Forum, l'a rencontré en avril 2023⁴.

¹ Voir ANNEXE 79, image 108.

² @freenationsrf (Free Nations of PostRussia Forum). Twitter. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2023. URL : <https://twitter.com/freenationsrf>

³ East Turkistan Government in Exile. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2023. URL : <https://east-turkistan.net/>

⁴ @GunterFehlinger (Gunther Fehlinger). « I call the Free World to condemn the Genocide against the people of East Turkestan @POTUS @RobertaMetsola @ETExileGov @SalihHudayar ». Twitter, 29/04/2023, 19h14. [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023. URL :

Hudayar prône pour un rapprochement du nouvel État, l'Est-Turkistan, avec les pays turcophones d'Asie centrale : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Turkménistan et Tadjikistan⁵. Donc une volonté de réunir le monde turcophone en un seul bloc. Autre organisation à laquelle le Forum s'associe désormais, le Parti populaire de Mandchourie (*People's Party of Manchuria* - 滿洲人民党). Ce parti plaide pour la création d'un État indépendant de Mandchourie regroupant le nord de la région de la Mongolie-intérieure et les actuelles régions de Liaoning, du Heilongjiang et du Jilin, situées dans le nord de la Chine⁶. Bien évidemment, le Forum appui les mouvements indépendantistes du Tibet, de Hong Kong et de Taïwan. Les dirigeants chinois ont de quoi voir rouge.

Ce projet de vouloir démanteler les deux plus grands États de l'Eurasie n'est pas sans faire écho à l'agenda OTAN 2030. L'Alliance atlantique prévoit de poursuivre le soutien de ses partenaires que sont l'Ukraine et la Géorgie⁷. L'agenda insiste sur le renforcement de la « convergence politique » des États membres face à la

https://twitter.com/GunterFehlinger/status/1652360630609870848?ref_src=twsrc%5Egoogle%7Ctwcamp%5Eserp%7Ctwgr%5Etweet

⁵ @SalihHudayar (Salih Hudayar) « It is deeply concerning that western experts/strategists on #CentralAsia are ignoring the humanitarian crisis faced by Uyghurs/Turkic peoples in #EastTurkistan, a crucial part of Central Asia currently under Chinese occupation, in important discussions ». 5h27 PM, 28/09/2023, Twitter. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2023. URL :

<https://twitter.com/SalihHudayar/status/1707416720434954272>

⁶ @PPM_Manchuria (滿洲人民党 People's Party of Manchuria) « The People's Party of Manchuria and other volunteers of The Congress of Manchuria will work with other Free Nations to secure the peace and prosperity of Eurasia! ». 9h33 AM, 29/10/2023, Twitter. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2023. URL : https://twitter.com/PPM_Manchuria/status/1718546493366526257

⁷ OTAN (14/06/2021) « Les dirigeants adoptent l'agenda OTAN 2030, destiné à renforcer l'Alliance ». [En ligne] Consulté le 31 octobre 2023. URL : https://www.nato.int/cps/fr/natohq/news_184998.htm

« menace » simultanée de la Russie et de la Chine à l'ordre international⁸ :

L'ordre international fondé sur des règles, essentiel à la sécurité, à la liberté et à la prospérité des Alliés, est menacé par des régimes autoritaires comme la Russie et la Chine, qui ne partagent pas les mêmes valeurs que les Alliés, ce qui n'est pas sans conséquence pour la sécurité, les valeurs et le processus démocratique des pays de l'Alliance. En donnant suite aux décisions découlant de l'initiative OTAN 2030, l'OTAN va s'employer à étendre et approfondir ses partenariats conformément à ses valeurs et à ses intérêts afin de préserver l'ordre international fondé sur des règles⁹.

Selon l'aveu même de l'OTAN, la Russie et la Chine sont donc des menaces à l'ordre international, dominé essentiellement par les États-Unis et le monde anglo-saxon. Et que l'objectif de l'OTAN est de contrer la montée en puissance de ces deux géants de l'Eurasie, mais encore de stopper leur volonté d'ériger un monde multipolaire au travers des BRICS. Un monde dans lequel l'empire américain ne serait plus l'hégémon. L'agenda de l'OTAN et les objectifs du Forum des nations libres de la post-Russie (et de la post-Chine) ont donc une vision géopolitique concordante qui prend tout son sens.

MONDE UNIPOLAIRE CONTRE MONDE MULTIPOLAIRE

Le XXI^e siècle marquera la confrontation de deux visions opposées. Le monde unipolaire d'un côté, dominé par les États-Unis et le monde anglo-saxon, de l'autre, le monde multipolaire avec la Chine, la Russie, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud (BRICS), ainsi que tous

⁸ OTAN 2030 : *Unis pour une nouvelle ère*, 25 novembre 2020. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2023. URL : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2020/12/pdf/201201-Reflection-Group-Final-Report-Fre.pdf

⁹ OTAN 2030, Fiche d'information, juin 2021. [En ligne] Consulté le 31 octobre 2023. URL : https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/2021/6/pdf/2106-factsheet-nato2030-fr.pdf

les pays qui refuseront la prédominance des impériaux américains et des mondialistes. Ce match scellera l'avenir de ce siècle.

- **G7 et BRICS à la croisée des chemins.**

En 1975, le groupe des sept ou G7 a été fondé à la suite du choc pétrolier pour traiter des questions économiques, financières, et des relations internationales des sept pays membres, pesant à l'époque les 2/3 des richesses mondiales : États-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Canada, France, Italie et Japon. Aujourd'hui, le poids du G7 est dépassé par la montée du groupe concurrent, les BRICS. En 1995, le G7 ne pesait déjà plus que 44,9% du PIB mondial mesuré à parité de pouvoir d'achat, les pays qui formeront plus tard les BRICS ne pesaient que 16,9%. En 2010, le G7 était tombé à 34,3%, les BRICS désormais formés, représentaient 26,6%. Et en 2023, le G7 dégringole à 29,9% et les BRICS 32,1%¹⁰. Les BRICS ont ainsi dépassé en matière de richesse le G7. Un écart amplifié depuis que le groupe s'est élargi après le sommet de Johannesburg du 22 au 24 août 2023. Les six nouveaux membres sont : l'Argentine, l'Égypte, l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite et l'Éthiopie. À onze, les BRICS+ représentent 36% des territoires de la planète, le G7 est à 16,1%. En matière de poids démographique, ils rassemblent 45% de la population mondiale, soit près de 3,6 milliards de personnes, le G7 est à 9,7%, soit près de 776 millions de personnes. Rajoutons que la plupart des pays qui composent le G7 ont accompli leur transition démographique et vont connaître dans les années à venir un vieillissement de leur population, suivi d'une baisse du nombre d'habitants. À contrario, certains pays des BRICS+ ont une croissance démographique dynamique, à l'image du Brésil, de l'Inde ou de l'Égypte. Ainsi, l'écart démographique entre le G7 et les BRICS+ sera accru d'ici 2050. Ensuite, avec les BRICS élargis, ils

¹⁰ RICHTER Felix (22/08/2023) « *The Rise of the BRICS* », Statista. [En ligne] Consulté le 1^{er} novembre 2023. URL : <https://www.statista.com/chart/30638/brics-and-g7-share-of-global-gdp/>

représentent désormais 37,3% du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, creusant là encore la différence avec le G7 avec 29,9%. En réserve mondiale de pétrole en 2021, les BRICS+ sont à 44,4%, et 3,9% pour le G7. En volume total d'exportation en 2022, les BRICS+ représentent 23,4% contre 28,8% pour le G7. En production industrielle en 2021, les BRICS+ rassemblent 38,3% contre 30,5% pour les pays du G7. En réserve mondiale d'or en 2022, les BRICS+ n'ont en revanche que 17% contre 49,2% pour le G7. En volume de récolte en 2021, la part des BRICS+ est de 48,7% pour le blé, et de 54,7% pour le riz ; à l'inverse pour le G7 la part est de 19,1% pour le blé, et 2,6% pour le riz. Pour terminer, en volume de production annuel de métal en 2022, la part des BRICS+ est de 79,2% pour l'aluminium, 77,4% pour le palladium, et 30,7% pour l'or ; la part des pays du G7 est respectivement de 1,3%, 6,9% et 12,2%¹¹. Enfin, les BRICS+ souhaitent développer une monnaie commune pour devenir la nouvelle monnaie de référence internationale et accentuer la dédollarisation de l'économie mondiale¹². Par ailleurs, la Chine a développé un système de paiement et d'échanges internationaux, *Cross-Border Interbank Payment System* (CIPS)¹³ pour ne plus dépendre de la société SWIFT¹⁴ dominée par les intérêts géopolitiques américains. À titre d'exemple, après le 11 septembre 2001, SWIFT a transféré les données financières des citoyens

¹¹ TASS (24/08/2023) « *BRICS and G7 countries in global economy* ». [En ligne] Consulté le 1er novembre 2023. URL : https://tass.com/world/1664909?utm_source=google.com&utm_medium=organic&utm_campaign=google.com&utm_referrer=google.com

¹² SAVAGE Rachel (24/08/2023) « *What is a BRICS currency and is the U.S. dollar in trouble?* », Reuters. [En ligne] Consulté le 1er novembre 2023. URL : <https://www.reuters.com/markets/currencies/what-is-brics-currency-could-one-be-adopted-2023-08-23/>

¹³ En français, système de paiement interbancaire transfrontalier.

¹⁴ *Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication*, ou en français, Société pour les télécommunications financières interbancaires mondiales

européens aux services secrets des États-Unis¹⁵. Autre exemple plus manifeste, à la suite du déclenchement de la guerre en Ukraine en 2022, les États-Unis et l'Union européenne ont exclu la Russie du réseau SWIFT en guise de sanction¹⁶. La Russie passe désormais par le CIPS pour effectuer ses transactions internationales.

Actuellement, l'Europe dépend toujours pour ses transactions et ses paiements de cette société, y compris via les entreprises américaines Visa et Mastercard pour les cartes bancaires.

- **L'empire américain et sa recomposition du monde.**

Après le 11 septembre 2001, l'administration Bush avait multiplié les opérations militaires au Moyen-Orient et avait donc élaboré un projet d'attaque d'une multitude de pays dans le but de contrôler les ressources énergétiques. Mais il ne s'agissait que d'une phase. Les néoconservateurs prévoyaient à long terme de remodeler cette région du monde, du Maroc au Pakistan, à leur convenance en démantelant tour à tour, les pays du Moyen-Orient¹⁷, à l'instar de la Yougoslavie, sur des critères ethniques. Le lieutenant-colonel américain Ralph Peters avait rédigé un article intitulé « Frontières de sang » dans la revue militaire américaine *Armed Forces Journal* (AFJ) en juin 2006, dans lequel il présentait une carte prévoyant la révision des frontières des pays. Il est prévu une division de l'Irak en trois, avec un État chiite, un État sunnite, et la création d'un grand

¹⁵ PAYE Jean-Claude, « *Affaire Swift : de la domination à l'hégémonie* », Pyramides [En ligne], 21 | 2011, mis en ligne le 18 janvier 2012, consulté le 1^{er} novembre 2023. URL : <https://journals.openedition.org/pyramides/801>

¹⁶ MEARIAN Lucas, IDG NS (28/02/2022) « *Les US et l'Europe débranchent la Russie du réseau financier Swift* », Le monde informatique. [En ligne] Consulté le 1^{er} novembre 2023. URL : <https://www.lemondeinformatique.fr/actualites/lire-les-us-et-l-europe-debranchent-la-russie-du-reseau-financier-swift-85958.html>

¹⁷ Ce projet est connu sous l'appellation de « Grand Moyen-Orient ».

Kurdistan regroupant une partie de l'Irak, le nord de la Syrie, l'Est de la Turquie et le nord-ouest de l'Iran. Une Arabie saoudite dépecée au profit de la Jordanie, du Yémen, de l'État irakien chiite, et d'un « État sacré islamique » réunissant les lieux saints de l'islam que sont la Mecque et Médine. Un Iran aux dimensions réduites en faveur d'un grand Azerbaïdjan et d'un « Baloutchistan libre » à sa frontière Est. Enfin, un Pakistan perdant toute sa partie Ouest au profit du Baloutchistan et d'un grand Afghanistan rassemblant les territoires pakistanais où l'ethnie pachtoune est majoritaire¹⁸. Ce projet de recomposition est, pour l'instant, resté au point mort. En 2017, la région du Kurdistan irakien avait tenté de s'émanciper via l'organisation d'un référendum ayant vu le Oui l'emporter à plus de 90%. Un évènement n'ayant donné aucune suite sur le plan politique, notamment après la bataille de Kirkouk du 16 octobre 2017 où l'armée irakienne, appuyée par les milices chiites, prennent le contrôle de la ville. Après cette défaite, les autorités du Kurdistan irakien ont négocié un cessez-le-feu et gelé les résultats du référendum d'indépendance¹⁹. Ce programme s'inscrit une nouvelle fois dans la devise du diviser pour mieux régner. Diviser le Moyen-Orient pour contrôler les ressources en hydrocarbures. Diviser la Yougoslavie pour intégrer les nouveaux États aux structures atlantistes que sont l'Union européenne et l'OTAN. Diviser les grands États-nations européens en régions dans une Union européenne où l'Allemagne serait le *bon citoyen de l'Europe* et le *partisan déterminé des États-Unis*. Et avec le Forum des nations libres de la post-Russie, diviser la Russie et la Chine pour dominer le monde. L'un des membres du Forum, Günther Fehlinger, l'autrichien admirateur de Zbigniew Brzezinski, a même présenté dernièrement sur son compte Twitter (X) une carte de l'Inde complètement démantelée avec notamment la création

¹⁸ Voir ANNEXE 80, image 109.

¹⁹ AFP (25/10/2017) « Irak: le Kurdistan prêt à geler les résultats du référendum », L'Express. [En ligne] Consulté le 1er novembre 2023.
URL : https://www.lexpress.fr/monde/proche-moyen-orient/irak-le-kurdistan-pret-a-geler-les-resultats-du-referendum_1955026.html

d'un État indépendant du Khalistan, actuellement revendiqué par les indépendantistes sikhs²⁰.

Pendant que les néoconservateurs américains prônent la division à des pays ou à des régions qui seraient hostiles à leur domination, certains d'entre eux œuvrent, en même temps, pour la création d'une Union nord-américaine dans laquelle Washington contrôlerait le Canada, comme nous l'avons démontré avec Diane Francis qui veut carrément une fusion entre les deux pays, mais aussi le Groenland en tentant de le racheter au Danemark. Il y serait associé le Mexique au travers de l'ALENA et le développement d'une *communauté économique sécuritaire en Amérique du Nord* selon les propres écrits de Richard N. Haass, le président du CFR²¹. Une Union nord-américaine devant resserrer davantage ses liens avec l'Union européenne afin d'élaborer une Union transatlantique²².

- **Émergence de nouveaux blocs continentaux et d'organisations internationales.**

L'Union européenne et l'Union nord-américaine ne sont pas les seuls blocs continentaux en cours d'élaboration à travers le monde. Nous examinons des prototypes similaires en cours de formation :

- **L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA)**, créée en 1963, elle englobe tous les pays d'Afrique. En 2002, elle est remplacée par l'Union Africaine (UA). L'UA dispose d'un parlement panafricain, calqué sur le modèle européen. L'organisation

²⁰ Voir ANNEXE 81, image 110.

²¹ HILLARD Pierre, *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial – Destination Babel*, éditions François-Xavier de Guilbert, Paris, 2007, pp. 21-31.

²² Parlement européen, (02/03/2009) « *RAPPORT sur l'état des relations transatlantiques après les élections qui ont eu lieu aux États-Unis* », Rapport - A6-0114/2009. [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-6-2009-0114_FR.html

ambitionne le développement économique et l'intégration du continent au travers de son agenda 2063. Parmi ses objectifs ambitieux, la création d'une Afrique unie de type fédérale ou confédérée, la création d'un passeport africain, une zone de libre-échange continentale africaine, un réseau intégré de trains à grande vitesse, une stratégie spatiale africaine, et l'établissement d'un Forum économique africain annuel²³. Sans doute pour concurrencer le Forum économique mondial de Klaus Schwab.

- **L'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN).** Érigée en 1967, cette association regroupe aujourd'hui l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, les Philippines, Brunei, le Vietnam, le Laos, la Birmanie et le Cambodge. Elle se donne pour but l'intégration économique régionale, mais aussi des engagements politiques : *S'unir sous une seule vision, une seule identité et une seule communauté bienveillante et de partage. Construire la communauté de l'ASEAN comprenant : 1) Communauté politique et de sécurité de l'ASEAN. 2) Communauté économique de l'ASEAN. 3) Communauté socioculturelle de l'ASEAN*²⁴. Le 1^{er} janvier 2022, la plus grande zone de libre-échange du monde a été créée. Elle comprend l'ASEAN, la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il s'agit du Partenariat régional économique global (*Regional Comprehensive Economic Partnership*, RCEP)²⁵.

²³ Union africaine, "Projets phares de l'agenda 2063". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20230914043853/https://au.int/fr/agenda2063/projets-phares>

²⁴ Association of Southeast Asian Nations, "Importance de la Charte de l'ASEAN". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://asean.org/asean-charter/>

²⁵ BOUISSOU Julien (31/12/2021) « *En Asie, naissance de la plus vaste zone de libre-échange du monde* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/12/31/en-asie-naissance-de-la-plus-vaste-zone-de-libre-echange-du->

- Le **Conseil de coopération du Golfe** (*Gulf cooperation council*, GCC), fondée en 1981, il tend à renforcer les liens des pays de la péninsule arabique (Arabie saoudite, Koweït, Qatar, Bahreïn, Émirats arabes unis et le sultanat d'Oman). Dans ses projets, il est question de prévoir l'intégration des marchés financiers, un marché commun et la construction d'un réseau ferroviaire²⁶.
- Le **Système d'intégration centre-américain (SICA)**, créé en décembre 1991, il vise à l'intégration régionale des pays d'Amérique centrale : Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine²⁷. L'organisation dispose aujourd'hui d'un comité exécutif, d'un parlement centraméricain et d'une Cour de Justice Centraméricaine²⁸.
- L'**Union économique eurasiatique (UEE)**, créée en octobre 2000, elle regroupe les pays de l'ancienne Union soviétique (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizistan, et Arménie) pour développer une union douanière. Par ailleurs, le Traité sur la création de l'Union de la Russie et de la Biélorussie signé en 1999 par les deux pays prévoit à terme l'annexion de la Biélorussie par la Fédération de Russie. Elle serait effective d'ici à 2030²⁹.

[monde_6107811_3234.html#:~:text=%C3%89conomie%20mondiale-,En%20Asie%2C%20naissance%20de%20la%20plus%20vaste%20zone%20de%20libre,tiers%20de%20la%20population%20mondiale.&text=Lecture%204%20min](monde_6107811_3234.html#:~:text=%C3%89conomie%20mondiale-,En%20Asie%2C%20naissance%20de%20la%20plus%20vaste%20zone%20de%20libre,tiers%20de%20la%20population%20mondiale.&text=Lecture%204%20min)

²⁶ Cooperation Council for the Arab States of the Gulf, "Projects". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://www.gcc-sg.org/en-us/CooperationAndAchievements/Projects/Pages/default.aspx>

²⁷ Sistema de la Integración Centroamericana, "Estados miembros". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://www.sica.int/estadosmiembros>

²⁸ Sistema de la Integración Centroamericana, "La Corte Centroamericana de Justicia (CCJ)". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://www.sica.int/organos/ccj>

²⁹ LEMAÎTRE Camille (22/02/2023) « *Le plan (plus si) secret de Moscou pour annexer la Biélorussie d'ici à 2030* », Korii – Slate. [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://korii.slate.fr/biz/plan->

Il existe aussi l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une alliance militaire rassemblant les membres de l'UEE avec le Tadjikistan. Un contre-modèle à celui de l'OTAN.

- **L'Union des nations Sud-américaines (UNASUR)**, née en mai 2008, elle réunit tous les pays sud-américains, exceptée la Guyane française. Elle affiche comme ambition de créer *un espace d'intégration et d'union culturelle, sociale, économique et politique entre ses peuples, en donnant la priorité au dialogue politique, aux politiques sociales, à l'éducation, à l'énergie, aux infrastructures, au financement et à l'environnement, entre autres*³⁰. L'UNASUR entretient des liens privilégiés avec son modèle européen au travers de l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EuroLat)³¹. Des liens amenés à se renforcer dans le cadre du projet d'accord de libre-échange UE-Mercosur³². Le Mercosur étant une communauté économique de plusieurs pays d'Amérique du Sud, inspiré de la communauté économique européenne³³.

Outre les organisations continentales, nous assistons à la montée de **l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)** créée en

secret-moscou-annexion-bielorussie-poutine-loukachenko-passeportisation-russification

³⁰ Parlamento del Mercosur, "UNASUR". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://parlamentomercosur.org/innovaportal/v/4503/1/parlasur/unasur.html>

³¹ Eurolat – Parlement européen, "Accueil". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://www.europarl.europa.eu/eurolat/fr/home>

³² MEYERFELD Bruno (14/09/2023) « *Projet d'accord de libre-échange Europe-Mercosur : les négociations virent à l'aigre* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : https://www.le-monde.fr/economie/article/2023/09/14/projet-d-accord-de-libre-echange-europe-mercotur-les-negociations-virent-a-l-aigre_6189345_3234.html

³³ HILLARD Pierre, *La décomposition des nations européennes* (op. cité), pp. II et III.

2001 à l'initiative de la Chine et de la Russie. L'organisation intergouvernementale traite notamment des questions économiques, de sécurité collective et de lutte contre le séparatisme et le terrorisme. En 2023, elle rassemble les deux géants de l'Eurasie, l'ensemble des pays d'Asie centrale excepté le Turkménistan, l'Inde, le Pakistan, et l'Iran. Elle compte comme pays observateurs la Mongolie, l'Afghanistan et la Biélorussie. Enfin, neuf « partenaires de dialogue » (Arménie, Azerbaïdjan, Cambodge, Népal, Sri Lanka, Turquie Égypte, Qatar et Arabie saoudite)³⁴. L'OCS regroupe la plupart des pays de l'Eurasie.

Enfin, nous terminons avec l'**Organisation de la Coopération Islamique (OCI)**. Elle est la deuxième plus grande organisation internationale, après l'ONU³⁵. Elle rassemble 57 pays, soit l'ensemble des pays musulmans du monde, et œuvre à *dynamiser le rôle d'avant-garde de l'Islam dans le monde tout en voulant promouvoir les droits de l'Homme et les libertés fondamentales*. L'OCI s'engage à soutenir *la lutte du peuple palestinien actuellement sous occupation étrangère et à lui donner les moyens de recouvrer ses droits inaliénables y compris le droit à l'autodétermination et le droit de créer son État souverain avec pour capitale al-Qods al-Charif (le nom arabe pour désigner Jérusalem), tout en préservant le caractère historique et islamique et les lieux saints de cette ville*. L'État palestinien, étant reconnu par une majorité des pays du monde, fait partie de l'OCI³⁶. Ensuite, l'organisation s'engage à aider *les minorités et communautés musulmanes vivant à l'extérieur des États membres, à préserver leur dignité et leur identité culturelle et religieuse*. Elle

³⁴ ONU - Political and Peacebuilding Affairs, « *Shanghai Cooperation Organization* ». [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://dppa.un.org/en/shanghai-cooperation-organization>

³⁵ Organisation de la coopération islamique, "Histoire". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : https://www.oic-oci.org/page/?p_id=116&p_ref=26&lan=fr

³⁶ Organisation de la coopération islamique, "États Membres". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : <https://www.oic-oci.org/states/?lan=fr>

promeut la coopération entre les États membres dans différents domaines : social, économique, culturel et informationnel ³⁷.

LES PERSPECTIVES DE CONFRONTATION ENTRE PUISSANCES

Nous devons à présent nous pencher sur les possibilités d'évolution des rapports entre puissances concurrentes, notamment sur les tensions géopolitiques en cours : l'Ukraine, Israël et Taïwan.

- **Ukraine : une partie d'échecs entre les États-Unis et la Russie.**

Quelles pourraient être les issues du conflit en Ukraine, au niveau du *Rimland* d'Europe orientale ? À ce stade, nous pouvons évaluer quatre scénarios concernant la suite des opérations :

Scénario n°1 : Une victoire de l'Ukraine avec le soutien de l'OTAN.

Les conséquences sont la récupération des territoires ukrainiens d'avant 2014, l'Ukraine intègre l'Union européenne ainsi que l'OTAN, la chute de Vladimir Poutine et l'affaiblissement de la Russie. Cet affaiblissement peut être soit minime, la Russie arrive à préserver son intégrité territoriale malgré le soutien atlantiste aux mouvements séparatistes régionaux. Soit l'affaiblissement est sérieux pour qu'une partie de son territoire fasse sécession, notamment dans la région du Caucase avec la Tchétchénie et le Daghestan par exemple. Soit cet affaiblissement est suffisamment profond et grave pour aboutir au processus de « décolonisation » complète de la Russie avec toutes les répercussions que cela engendrerait. L'avènement

³⁷ Organisation de la coopération islamique, "CHARTER DE L'ORGANISATION DE COOPERATION ISLAMIQUE (OCI)". [En ligne] Consulté le 2 novembre 2023. URL : https://www.oic-oci.org/upload/documents/charter/fr/oic_charter_2018_fr.pdf

d'un chaos étalé sur une vaste partie de l'Eurasie pour des années. Enfin, une fois la Russie anéantie, la Chine serait la prochaine cible de l'empire américain. Le deuxième gros morceau à « décoloniser ».

Scénario n°2 : Une victoire de la Russie et de ses alliés.

Dans la configuration d'une victoire minime, l'Ukraine pourrait perdre ses quatre oblasts du sud de l'Ukraine : Donetsk, Lougansk, Zaporijia et Kherson. L'Ukraine deviendrait probablement une zone tampon et neutre. Dans la tournure d'une nette victoire, l'Ukraine, non-seulement perd les quatre oblasts, mais perd aussi tous les oblasts du Sud et de l'Est de l'Ukraine : Mykolaïv, Odessa, Dnipropetrovsk et Kharkiv pour aboutir au projet de Nouvelle-Russie (Novorossia), donc la création d'un nouveau territoire russe incluant la région moldave séparatiste de Transnistrie. L'Ukraine perdrait alors son accès à la mer Noire. Dans le cas d'une écrasante victoire de la Russie, l'Ukraine serait divisée en deux. Le Sud et l'Est de l'Ukraine englobant l'ensemble des territoires situés à l'Est du Dniepr seraient annexés par la Russie. L'Ukraine perdrait plus de la moitié de son territoire pour ne préserver que sa partie occidentale, historiquement polono-lituanienne. Elle en ressortirait affaiblie et deviendrait soit un état satellite de Washington, soit un état satellite de Moscou, voire un état complètement intégré à la Fédération de Russie à long terme. La conséquence immédiate serait une immigration accentuée de la population ukrainienne vers l'Europe occidentale et la mise en place d'une guérilla dans l'Ouest de l'Ukraine. Une guérilla pouvant durer des mois, voire des années et que l'OTAN ne manquerait pas de soutenir. Nous pourrions voir à la frontière de cette nouvelle Ukraine l'édification d'un nouveau rideau de fer pour empêcher aussi bien les Ukrainiens de passer à l'Ouest que les incursions atlantistes. Un mur longeant les frontières de la Finlande, celles de la Biélorussie (qui intégrerait aussi la Fédération de Russie), de l'enclave de Kaliningrad, de l'Ukraine, et de la Transnistrie. Ainsi, toute avancée de l'OTAN serait gelée. Puis, dans le Caucase, la Russie pourrait annexer les deux territoires séparatistes de la Géorgie : l'Abkhazie

et l'Ossétie du Sud. Une fois que les frontières seraient pérennisées, il ne resterait plus qu'à la Russie d'orienter son économie vers l'Asie et de tourner le dos à cet Occident en qui tout dialogue aura été rompu. Si une victoire de la Russie se profile et peu importe le degré de cette victoire, les conséquences pour l'Europe seront un effondrement progressif en raison de la convergence des crises multiformes : énergétique, économique, monétaire, sociale, migratoire, etc. Tout l'argent et les armes donnés à l'Ukraine, ainsi que toutes les sanctions n'auront servi finalement à rien. Nous arrivons à des sommes astronomiques. Au début du conflit, l'UE avait versé à l'Ukraine une contribution de 83 milliards d'euros et en novembre 2023, un nouveau plan d'aide financière de 50 milliards d'euros est sur la table. Soit un total de 133 milliards d'euros³⁸. Autre conséquence plausible, la montée des partis politiques anti-Union européenne qui voudront copier le Royaume-Uni avec le Brexit et sûrement quitter l'OTAN. Les États-Unis, quant à eux, subiraient une nouvelle défaite après celles en Afghanistan et en Irak. L'empire américain montrerait de nouveaux signes de faiblesse aux yeux du monde. Cet affaiblissement conforterait la Chine sur ses visées sur l'île de Taïwan.

Scénario n°3 : M.A.D.

La Mutual Assured Destruction (M.A.D.) ou destruction mutuelle assurée³⁹. Il s'agit d'une doctrine de stratégie militaire qui

³⁸ Ukrinform, « L'Union européenne a déjà fourni à l'Ukraine près de 83 milliards d'euros d'aide et prépare un nouveau plan d'aide financière pour un montant de 50 milliards d'euros ». [En ligne] Consulté le 3 novembre 2023. URL : <https://www.ukrinform.fr/rubric-economy/3779706-lunion-europeenne-a-deja-fourni-a-lukraine-pres-de-83-milliards-deuros-daide.html>

³⁹ Ce concept a été développé par l'ancien président du Hudson Institute, Donald G. Brennan.

BRENNAN Donald G. (May 24, 1971) « *Strategic Alternatives : I* », The New York Times, page 31. [En ligne] Consulté le 3 novembre

consiste à utiliser à grande échelle des armes nucléaires par un pays attaquant un pays doté également du même type d'arme avec des capacités de seconde frappe⁴⁰. Cela entraîne donc l'anéantissement total des deux puissances, voire du reste du monde compte-tenu des retombées radioactives. Face à la menace d'une destruction mutuelle assurée, les puissances disposant des armes nucléaires empêchent d'utiliser ces dernières. Nous parlons ainsi d'équilibre de la Terreur. Elle fut appliquée durant la Guerre froide comme moyen de dissuasion nucléaire. Cette doctrine a failli être employée lors de la crise des missiles de Cuba en 1962 où nous avons évité de justesse la Troisième Guerre mondiale. Pourtant, si l'un des empires engagés dans le conflit (États-Unis ou Russie), se sachant menacé de toute part, que tout semble perdu pour lui et ne disposant plus d'aucune porte de sortie, décide de déclencher le feu nucléaire, alors la partie serait terminée pour l'humanité. *Game over*.

Scénario n°4 : Un cessez-le-feu immédiat.

Une proposition de médiation pourrait se faire à l'initiative de deux pays membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations-Unies comme la Chine, allié de la Russie (représentant l'Est), et de la France, alliée des États-Unis (représentant l'Ouest), le tout, appuyée par plusieurs pays non-alignés⁴¹. Toutes les parties se

2023. URL : <https://www.nytimes.com/1971/05/24/archives/strategic-alternatives-i.html>

⁴⁰ C'est-à-dire pouvant répliquer face à une attaque.

⁴¹ Cette proposition d'initiative de paix conjointe de la France et de la Chine pour résoudre le conflit ukrainien a été lancée par Philippe Conte, un ancien responsable du parti politique Union Populaire Républicaine (UPR), invité sur la chaîne YouTube « Le Tribunal Populaire » et en présence de Philippe Murer.

Source : Le Tribunal Populaire (05/10/2022) « *Le Tribunal Populaire : Crise énergétique et géopolitique ? (E1 S2022)* », YouTube. 1h05min55sec. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=fkHOFcGc6dE&t=43s>

réuniraient autour de la table pour négocier un cessez-le-feu immédiat et entamer un processus de paix sous l'égide des Nations-Unies. L'arrêt des combats serait décrété. Le front serait figé, une zone démilitarisée pourrait être définie, ainsi que la possibilité d'envoyer les Casques Bleus pour faire respecter le cessez-le-feu. Cela permettrait plus facilement l'envoi de l'aide humanitaire aussi bien aux Ukrainiens ukrainophones, qu'aux Ukrainiens russophones, ainsi que limiter les spéculations sur les matières premières. À ce moment-là, nous pouvons avoir trois embranchements. Le premier : le cessez-le-feu n'est que de courte durée, les combats reprennent et c'est l'échec du processus de paix. La guerre et son cortège de malheur repartent pour une durée indéterminée. Le deuxième : le cessez-le-feu dure et un processus de paix serait enclenché. Chaque partie pourrait être amenée à faire des concessions. De nouvelles frontières seraient établies et validées par toutes les parties avec une clause spéciale qui engage solennellement l'Ukraine à ne jamais intégrer l'OTAN et la Russie de ne revendiquer plus aucun autre territoire. Le troisième : lors des négociations, personne ne fait de concessions. La Russie conserverait alors ses gains territoriaux dans le sud de l'Ukraine et une nouvelle Guerre froide entre l'Ouest et l'Est se mettrait en place sur la frontière des combats. Nous aurions ainsi un scénario à la coréenne. Ce statu quo n'arrangerait personne et les tensions seraient toujours palpables entre les différents acteurs du conflit. Quand bien même la paix serait signée, elle serait en défaveur de l'Ukraine qui aurait perdu au moins 15 à 20% de son territoire et un pays ravagé par la guerre qui nécessiterait des décennies à reconstruire. La Russie aurait échoué à libérer complètement les quatre oblasts annexés, sans oublier le bilan matériel et humain engendré. Une paix dont l'empire américain ne s'accommoderait pas car il n'aurait pas atteint ses objectifs initiaux : le contrôle total de l'Ukraine, de la mer Noire et l'éjection de la Russie de l'Europe orientale. Une partie d'échecs qui se solderait donc par un avantage relatif pour la Russie.

Aux dernières nouvelles, la contre-offensive ukrainienne engagée depuis le 4 juin 2023, et qui devait accomplir un tournant majeur

dans la guerre, est en échec⁴². Par ailleurs, début novembre 2023, des responsables américains et européens ont discuté avec le gouvernement ukrainien sur ce que pourraient impliquer « d'éventuelles négociations de paix avec la Russie pour mettre fin à la guerre »⁴³.

- **Israël – Gaza : vers un embrasement général et le choc des civilisations ?**

Le 7 octobre 2023, l'organisation terroriste du Hamas, branche palestinienne des Frères Musulman stationné dans la bande de Gaza, lance une série d'attaques contre Israël ayant fait au moins 1 400 morts et plus de 150 otages. Il s'agit d'une des attaques les plus meurtrières qu'ait connu le pays. En réponse, l'armée israélienne a lancé toute une série de bombardements tout aussi meurtrier sur la bande de Gaza ayant fait plusieurs milliers de victimes. Une invasion terrestre de la bande de Gaza est en cours et dans l'objectif de faire évacuer plus de deux millions de Palestiniens vers le Sinaï, en Égypte⁴⁴. Une force multinationale pourrait ainsi se constituer pour prêter main forte à Israël, comprenant les États-Unis et ses alliés

⁴² PIETRALUNGA Cédric (26/10/2023) « *Pourquoi la contre-offensive de l'Ukraine est en échec* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/26/guerre-en-ukraine-pourquoi-la-contre-offensive-de-kiiev-est-en-echec_6196499_3210.html

⁴³ KUBE Courtney, LEE Carol E., WELKER Kristen (04/11/2023) « *U.S., European officials broach topic of peace negotiations with Ukraine, sources say* », NBCNews. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : https://www.nbcnews.com/news/world/us-european-officials-broach-topic-peace-negotiations-ukraine-sources-rca123628?cid=sm_npd_nn_tw_ma&taid=654597ad4c3a570001099fd1&utm_campaign=trueanthem&utm_medium=social&utm_source=twitter

⁴⁴ LEE Jonathan (23/10/2023) « *מסמך שגיבש משרד המודיעין מציע לפנות את תושבי הרצועה לסיני לאחר המלחמה* », Haaretz. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://www.haaretz.co.il/news/politics/2023-10-29/ty-article/.premium/0000018b-7cea-d0f6-afeb-7eff10f00000>

européens⁴⁵. D'autre part, le gouvernement rebelle houthi, contrôlant l'Ouest du Yémen, et non reconnu internationalement, a déclaré la guerre à Israël⁴⁶. Au Liban, l'organisation terroriste chiite libanaise du Hezbollah bombarde le nord d'Israël qui en retour pilonne le sud Liban⁴⁷. Par la suite, l'Union internationale des Savants musulmans (IUMS)⁴⁸, fondée par le prédicateur Youssef al-Qaradawi, mentor des Frères musulmans et stationné au Qatar, a lancé une Fatwa obligeant religieusement tous les gouvernements islamiques à intervenir militairement contre les mécréants agresseurs. Ne pas prendre position constituerait une trahison envers Dieu, Son Prophète et les croyants, et l'un des plus grands péchés aux yeux de Dieu Tout-Puissant⁴⁹. Au même moment, plusieurs navires militaires

⁴⁵ MARTIN Peter, JACOBS Jennifer (31/10/2023) « *US and Israel Weigh Peacekeepers for the Gaza Strip After Hamas* », Bloomberg. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2023-10-31/us-and-israel-weigh-peacekeepers-for-the-gaza-strip-after-hamas?embedded-checkout=true>

⁴⁶ LEMON James (01/11/2023) « *Who are the Houthis? Yemen-based militants join the Israel-Hamas conflict* », The Sunday Morning Herald. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://www.smh.com.au/world/middle-east/who-are-the-houthis-yemen-based-militants-join-the-israel-hamas-conflict-20231101-p5egpq.html>

⁴⁷ HAGE BOUTROS Philippe, EL HAGE Anne-Marie, TALEB Wael, ABDELNOUR Raphaël, KARAM Matthieu, BRAIDY Nour, HAMADI Ghadir, (02/11/2023) « *Un combattant du Hezbollah tué dans un bombardement israélien au Liban-sud; Israël achève "l'encerclement de la ville de Gaza" : Jour 27 de la guerre Israël – Hamas* », L'Orient-Le jour. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://www.lorientlejour.com/article/1355819/les-bombardements-israeliens-se-poursuivent-sur-gaza-ce-matin-jour-27-de-la-guerre-israel-hamas.html>

⁴⁸ En anglais, International Union of Muslim Scholars, IUMS.

⁴⁹ International Union of Muslim Scholars (02/11/2023) « *Fatwa concernant le devoir des gouvernements islamiques envers l'invasion sioniste de Gaza* ». [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://iumsonline.org/fr/ContentDetails.aspx?ID=31428>

américains sont déployés en méditerranée orientale⁵⁰. Si ce conflit laisse présager la confrontation entre le monde occidental et le monde musulman qui validerait pour le coup la thèse de Samuel Huntington sur le choc des civilisations, nous devons souligner que le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu s'était appuyé pendant des années sur ces mêmes Frères musulmans, dont le Hamas, pour diviser le mouvement national palestinien dominé à l'époque par le Fatah⁵¹. En 2020, le Premier ministre israélien avait même envoyé le chef du Mossad Yossi Cohen et le général Herzi Halevi en charge de Gaza, de rencontrer les dirigeants du Qatar qui abritent sur leur sol les leaders du Hamas. L'objet de la rencontre concernait la demande insistante de Netanyahu pour que les Qataris poursuivent à tout prix, par leurs intermédiaires, le financement du groupe terroriste⁵². Netanyahu a fait ce que les Américains ont réalisé en Afghanistan ou en Yougoslavie, en se servant des Frères musulmans pour faire avancer leur agenda géopolitique. Diviser le mouvement national palestinien par une frange plus radicale et opposée à la solution à deux États, c'est-à-dire refuser de reconnaître l'existence d'Israël, correspondait parfaitement avec les visées de l'extrême droite israélienne, également opposée à la création d'un

⁵⁰ GOURSAUD Lisa (28/10/2023) « *Understanding the US deployment in the Eastern Mediterranean* », L'Orient-Le jour. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://today.lorientlejour.com/article/1355134/understanding-the-us-deployment-in-the-eastern-mediterranean.html>

⁵¹ ENDERLIN Charles (03/02/2006) « *Quand Israël favorisait le Hamas, par Charles Enderlin* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2006/02/03/quand-israel-favorisait-le-hamas-par-charles-enderlin_737642_3232.html

⁵² I24 News (23/02/2020) « *Le chef du Mossad et un général israélien se sont rendus au Qatar en février* ». [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/diplomatie-de-fense/1582438991-le-chef-du-mossad-et-un-general-se-sont-rendus-au-qatar-en-fevrier>

État palestinien⁵³. Les colonisations israéliennes pouvaient ainsi se poursuivre et le grignotage de la Cisjordanie aurait été tel qu'un État aux frontières définies ne pourrait voir le jour.

Il reste toutefois une zone d'ombre à éclaircir concernant le 7 octobre. Comment est-il possible que le gouvernement israélien n'ait rien vu venir de l'attaque alors que les services de renseignement égyptiens l'avaient averti d'un danger imminent en provenance de Gaza quelques jours avant ?⁵⁴ D'après l'ancien Premier ministre israélien Yaïr Lapid (juillet à décembre 2022), Benjamin Netanyahou avait été informé de l'attaque du Hamas par les services de renseignement israéliens⁵⁵.

Les scénarios possibles concernant l'issue de la guerre Israël-Hamas à Gaza peuvent être les suivants :

- En cas de victoire de Tsahal : l'expulsion de 2,3 millions de Palestiniens vers le Sinaï en Égypte conformément au projet du gouvernement israélien⁵⁶. L'installation de nouvelles colonies juives à Gaza, et la fin la solution à deux États. Le Hamas serait

⁵³ Cette extrême-droite possède plusieurs portefeuilles ministériels dans le gouvernement Netanyahu, dont celui des finances avec **Bezael Smotrich** et celui de la sécurité nationale avec **Itamar Ben-Gvir**.

⁵⁴ PERRY Smadar (10/09/2023) « *Egyptian General Intelligence Director supposedly warned Netanyahu about 'something fierce from Gaza'* », Ynet news. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://www.ynetnews.com/article/hyjqqqz11a>

⁵⁵ DE LA RUFFIE Etienne (29/10/2023) « Israël : Benjamin Netanyahou avait été informé de l'attaque du Hamas par les renseignements, affirme son prédécesseur Yaïr Lapid », Le JDD. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : <https://www.lejdd.fr/international/israel-benjamin-netanyahou-avait-ete-informe-de-lattaque-du-hamas-par-les-renseignements-affirme-son-predcesseur-yair-lapid-139265>

⁵⁶ TEIBEL Amy (31/10/2023) « *Un « document » des Renseignements propose le transfert des Gazaouis dans le Sinaï* », Times of Israel. [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://fr.timesofisrael.com/un-document-des-renseignements-propose-le-transfert-des-gazaouis-dans-le-sinaï/>

affaibli et le Fatah reviendrait sur le devant de la scène pour représenter l'existence d'un État palestinien. Autre possibilité, une occupation seulement partielle en se limitant au nord de la bande de Gaza.

- En cas de victoire du Hamas : l'évacuation de l'armée israélienne sur le plan terrestre, mais a contrario, une intensification des bombardements aériens de la bande de Gaza. Une situation qui ne pourrait pas se poursuivre en raison de la réprobation de l'opinion publique internationale croissante. Israël, considérablement affaibli sur le plan diplomatique et celui du rayonnement international, serait contraint à faire la paix. Une défaite d'Israël ne manquerait pas de galvaniser la cause palestinienne dans l'ensemble du monde musulman, voire au-delà. Cela renforcerait davantage la légitimité du Hamas sur le plan politique par rapport au Fatah au sein du mouvement national palestinien.
- Un cessez-le-feu immédiat, l'arrivée d'une aide humanitaire et le lancement des négociations pour la libération des otages israéliens retenus par le Hamas. La question de la création d'un État palestinien vivant à côté d'Israël pourrait être soulevée.
- Un embrasement de la région du Proche-Orient avec le risque de voir s'exporter le conflit en Europe en raison des importantes communautés musulmanes et juives présentes dans cette partie du monde. Nous assisterions à un choc des civilisations aux conséquences incalculables.

Sur le plan intérieur, dans tous les cas, le Premier ministre Benjamin Netanyahu serait sur un siège éjectable. Pire, il pourrait être traduit devant la justice israélienne pour ses négligences ayant conduit au désastre du 7 octobre, de sa conduite de la guerre et de ses affaires de corruption.

Enfin, l'anecdote de ce conflit aura été que l'arsenal militaire utilisé par le Hamas pour lancer les attaques du 7 octobre 2023 proviendrait en partie des armes que l'Occident avait données à

l'Ukraine pour combattre l'armée russe, mais qui, en raison de la corruption et du marché noir, ont été revendus à des tiers⁵⁷.

- **Taïwan : une partie de jeu de Go entre les États-Unis et la Chine.**

Pendant ce temps, une autre partie continue à l'autre bout du monde, pas une partie d'échecs, mais une partie de jeu de go. Pékin continue d'avancer ses pierres noires en mer de Chine pour encercler progressivement cette pierre blanche qu'est l'île de Taïwan et contrôler progressivement les îles Spratley et créer des îles artificielles par le système de poldérisation pour y imposer des bases militaires. Ces îlots factices permettent à la Chine d'instaurer sa souveraineté sur cette mer méridionale qu'elle revendique comme sa zone économique exclusive. Une zone représentant 1,7 million de km², soit 85,7% de la mer de Chine méridionale. L'équivalent de 2,5 fois la superficie de la France. L'Amérique sera amenée à devoir gérer ce nouveau champ de bataille pour préserver à tout prix le *Rimland* de l'Asie-pacifique et sa pièce maîtresse Taïwan, car il en va de sa primauté mondiale. Le compte à rebours a commencé. Xi Jinping s'est fixé comme objectif qu'avant le 1^{er} octobre 2049, date du centenaire de la création de la République populaire de Chine, l'île de Taïwan réintègre la mère patrie⁵⁸. Il est assez probable que Xi Jinping souhaite voir cette réunification sous sa présidence. Ce serait tout un symbole. Une victoire pour la Chine sur l'empire américain et une gloire personnelle qui dépasserait celle de Mao Zedong. Xi Jinping

⁵⁷ GAY Marcel (08/10/2023) « *Des armes du Hamas proviendraient d'Ukraine* », L'info du jour. [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://infodujour.fr/societe/securite/71563-des-armes-du-hamas-proviendraient-dukraïne>

⁵⁸ GOVER Ted (August 11, 2022) « *Commentary: Xi Jinping will not want to jeopardise third term prospects with armed conflict over Taiwan* », Channel News Asia (CNA). [En ligne] Consulté le 5 novembre 2023. URL : <https://www.channelnewsasia.com/commentary/china-taiwan-pelosi-united-states-xi-jinping-stability-2871446>

doit certainement avoir cette vision à l'esprit : La Chine, ayant atteint le rang de première puissance mondiale, enfin réunifiée et le « Mianzi »⁵⁹ aura été lavé de tout déshonneur. L'empire du Milieu retrouverait sa place comme durant le XVIII^e siècle, c'est-à-dire redevenir le centre des échanges mondiaux et le phare du monde. Selon Willy Lam, spécialiste du Parti Communiste Chinois (PCC) à l'université de Hong Kong, une attaque de Taïwan par la Chine serait envisagée entre 2027 et 2032⁶⁰. Une guerre en chasserait ainsi une autre, et les menaces d'une Troisième Guerre mondiale ne seraient pas prêtes de retomber. Sauf si les Taïwanais décident de négocier avec les autorités chinoises sur un rattachement à la mère patrie de manière pacifique. Des garanties sur le modèle démocratique de l'île serait négociées pour réitérer le principe du « un pays, deux systèmes » développé par Deng Xiaoping. Cependant, avec le précédant de Hong Kong qui a vu ce principe être remis en cause⁶¹, bon nombre de Taïwanais refuseraient le rattachement. Il y aurait une autre solution diplomatique : l'organisation d'un référendum

⁵⁹ La face en chinois.

⁶⁰ PLUYETTE Cyrille (27/11/2022) « *Willy Lam : "Il est très probable que Xi Jinping attaque Taïwan entre 2027 et 2032"* », L'Express. [En ligne] Consulté 5 novembre 2023. URL : https://www.lexpress.fr/actualite/monde/asie/willy-lam-personne-ne-peut-desormais-contredire-xi-jinping-une-ere-dangereuse-s-ouvre_2182341.html

⁶¹ Lors des négociations entre le Royaume-Uni et la Chine sur la rétrocession de Hong Kong, il était prévu la conservation d'un degré d'autonomie jusqu'en 2047, soit 50 ans après le transfert de la souveraineté. Le tournant a été en 2020, avec la promulgation de la loi sur la sécurité nationale de Hong Kong le 30 juin 2020 par l'Assemblée nationale de la République populaire de Chine. Cette dernière est considérée comme une atteinte à l'article 23 de la loi fondamentale de Hong Kong qui stipule que la région administrative spéciale « promulguera ses propres lois » par son Conseil législatif local. Cette loi dite de sécurité nationale vise notamment à réprimer les discours et les actes sécessionnistes, indépendantistes, de trahison et de subversions en lien avec des puissances étrangères. Une loi qui acte la fin du principe « un pays, deux systèmes ».

sous l'égide des Nations-Unies durant lequel les Taïwanais voteraient soit en faveur d'un rattachement à la Chine continentale, soit en faveur d'un État indépendant et reconnu internationalement. Cela serait conforme aux droits des peuples à disposer d'eux-mêmes du point de vue occidental, mais une atteinte gravissime à l'intégrité territoriale du point de vue de la Chine. Pékin lancerait une opération militaire si à la sortie de ce référendum, une majorité de taiwanais voterait en faveur de l'indépendance. Surtout si les États-Unis devaient débloquer les fonds et le matériel de propagande nécessaires pour faire gagner le camp des indépendantistes. La situation serait de même périlleuse si une majorité de Taïwanais votait en faveur d'un rattachement avec la Chine. Il est probable que les États-Unis ne reconnaîtraient pas ce référendum qu'ils accuseraient d'être faussé en raison de fraudes qui seraient orchestrés par les auxiliaires du PCC, ou d'intimidations chinoises via des exercices militaires au large de Taïwan. De violentes manifestations pro-indépendantistes pourraient alors éclater, appuyées par les puissances occidentales, comme ce fut le cas à Hong Kong lors des manifestations de 2019-2020. Cela conduirait à l'annulation du référendum et à l'organisation d'un deuxième qui serait remporté, cette fois-ci, par le camp indépendantiste, comme en Ukraine lors des élections présidentielles de 2004. À ce niveau de tension géopolitique, on pourrait même envisager un « incident » entre la marine taïwanaise ou américaine et la marine chinoise qui pourrait déclencher des hostilités de grande ampleur.

Taïwan est donc dans une situation inextricable en raison de son positionnement géographique, proche de la Chine, se situant sur une route du commerce maritime mondial et ouvert sur l'océan Pacifique. Cela fait de l'île un pivot géopolitique primordial pour les États-Unis dans sa stratégie de *containment*⁶² face aux ambitions

⁶² *Containment* ou l'endiguement est une stratégie de politique étrangère américaine qui consistait à stopper la progression du communisme à d'autres États durant la guerre froide. Cette stratégie est toujours en vigueur avec pour objectif de contenir la puissance chinoise, surtout en mer de Chine.

chinoises dans la région. Rajoutons que l'île est en plus le leader mondial dans la fabrication de semi-conducteurs indispensables pour les ordinateurs et téléphones portables. L'entreprise taïwanaise TSMC, produit 90% des puces les plus avancées au monde, notamment pour les iPhone⁶³. Si Taïwan tombe dans les mains de la Chine, c'est le *Rimland* de l'Asie-pacifique qui s'effondre. Et si le *Rimland* de l'Asie-pacifique s'effondre, c'est la domination mondiale américaine qui s'effondre. L'île de Taïwan va-t-elle rejoindre la Chine continentale, deviendra-t-elle un État indépendant reconnu internationalement, conservera-t-elle son statu quo, ou bien allons-nous vers une confrontation militaire entre la Chine et les États-Unis au moment où le premier soldat de l'Armée populaire de libération débarquera sur le sol taïwanais ? Pour Samuel Huntington, le sort de l'île passerait par la réunification :

*Au début du XXI^e siècle, il est probable que par la force ou la négociation, ou par un mélange des deux, Taïwan sera intégrée de façon plus étroite à la Chine continentale*⁶⁴.

Nous aurons la réponse définitive avant 2049.

LA TURQUIE D'ERDOĞAN CONSTITUE SON PROPRE EMPIRE

Au début de son accès au pouvoir en tant que Premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan a su habilement se présenter aux yeux de l'Europe et des États-Unis comme un démocrate musulman « modéré ». Il a édulcoré son discours et a adopté une ligne pro-

⁶³ LEPLÂTRE Simon (25/10/2022) « *Les producteurs de puces électroniques de Taïwan au cœur d'une guerre technologique entre les États-Unis et la Chine* », Le Monde. [En ligne] Consulté 5 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/10/25/a-taiwan-les-producteurs-de-puces-electroniques-se-mettent-a-la-geopolitique_6147190_3234.html

⁶⁴ HUNTINGTON Samuel P., *Le choc des civilisations*, éditions Odile Jacob, Paris, 1997, page 190.

occidentale, pro-OTAN et souhaitant intégrer la communauté européenne. Une stratégie qui a parfaitement fonctionné au point que les États-Unis ont fait pression sur l'Union européenne pour ouvrir des négociations avec la Turquie. Pourtant, Erdoğan s'était au départ engagé en politique au sein du Parti du salut national (*Millî Selamet Partisi*, MSP), un parti politique d'orientation islamiste qui a été dissous en 1981 par la Cour constitutionnelle pour ses activités contraires à la laïcité. En 1994, il est élu maire d'Istanbul sous l'étiquette du successeur idéologique du MSP, le Parti du bien-être (*Refah Partisi*, RP). Son élection, il la devait en partie au réseau de son allié de l'époque, Fethullah Gülen. Ce dernier avait constitué des relais dans les médias, l'éducation, la police et la justice. En 1996, lors d'un entretien avec une journaliste, il affirmait : *Je suis l'imam d'Istanbul*⁶⁵. Le 30 juin 1997, à la suite d'un coup d'État militaire, le Premier ministre turc issu de *Refah*, Necmettin Erbakan, est poussé à la démission et son parti est interdit le 6 janvier 1998⁶⁶. Le RP finit par réapparaître quelque temps plus tard sous le nom de Parti de la vertu (*Fazilet Partisi*, FP) auquel Erdoğan intègre ses structures. Auparavant, en 1997, lors d'un rassemblement, Recep Tayyip Erdoğan fera l'éloge du célèbre poète turc Zia Gökalp, l'un des pères du nationalisme islamique turc au début du XX^e siècle. Il affirma à cette occasion : *Nos minarets seront nos baïonnettes. Les coupoles, nos casques. Les mosquées, nos casernes. Et les croyants nos soldats*⁶⁷.

⁶⁵ ARTUR DU PLESSIS Laurent, *Erdogan ou la haine de l'Occident*, (op. cité) page 83.

⁶⁶ Necmettin Erbakan avait déclaré en 1989 lors d'un discours devant la communauté turque vivant à Arnhem, aux Pays-Bas : « *Les Européens sont malades...Nous donnerons les médicaments. L'Europe entière deviendra islamique. Nous conquerrons Rome* ». Réf. :

ARTUR DU PLESSIS Laurent, *Erdogan ou la haine de l'Occident*, (op. cité), pp. 87-88.

⁶⁷ *Turquie, nation impossible*, documentaire réalisé par Nicolas Glimois (2019, France, Arte France, LCP, RSI, RTS, Artline Films), diffuseur Arte France. Disponible sur la chaîne YouTube Arte. 1h19min19sec.

Ces déclarations lui vaudront d'être démis de ses fonctions de maire d'Istanbul, 10 mois d'emprisonnement (il n'en fera que 4 grâce à des remises de peine et à une loi d'amnistie) et cinq ans d'inéligibilité en vertu de l'article 312 du Code pénal pour « incitation à la haine religieuse »⁶⁸. En 1999, à sa sortie de prison, il changea de stratégie et adopta un virage politique pro-occidental de façade. Un visage plus présentable, mais sans pour autant renier ses convictions islamistes. Ainsi, il cofonde en 2001 le Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, AKP). Le parti remporta largement les élections législatives de 2002 et propulsa Erdoğan aux fonctions de Premier ministre en mars 2003 (en raison de sa condamnation pour inéligibilité de 1998). Puis, il gagna celles de la présidence de la république en 2014, en 2018 et récemment en 2023. Le 15 mai 2023, un jour après le premier tour de l'élection présidentielle, Esra Erdoğan, la fille du président turc, avait publié sur son compte Twitter en langue arabe : *Le Croissant islamique ottoman brisera le siècle de la Croix occidentale avec l'aide et la force de Dieu*⁶⁹. Des déclarations allant dans le sens de celles qui ont valu à son père quatre mois de prison.

Depuis maintenant deux décennies, l'homme fort de la Turquie, pétri par l'histoire glorieuse de ce que fut jadis l'empire ottoman, s'est lancé dans une quête de grandeur pour son pays. Une quête se traduisant sur le plan international comme de plus en plus hostile envers l'Europe et l'Occident en général.

[En ligne] Consulté le 4 novembre 2023. URL : https://www.youtube.com/watch?v=TNUFTwOjZ_Y

⁶⁸ ARTUR DU PLESSIS Laurent, *Erdogan ou la haine de l'Occident*, (op. cité), pp. 84 et 88.

⁶⁹ Voir ANNEXE 82, image 111.

- **La « patrie bleue » et l'impuissance de l'Union européenne.**

Depuis de nombreuses années, le président turc a mené plusieurs opérations de forage dans les Zones Économiques Exclusives (Z.E.E.) grecques et chypriotes afin d'exploiter les ressources en gaz et en pétrole au seul profit de la Turquie. Les visées d'Erdoğan en méditerranée orientale, mais aussi en mer Noire, sont l'élargissement massif des eaux territoriales turques pour réaliser la politique stratégique de la « patrie bleue » (*Mavi Matan*). Cette doctrine doit ainsi ériger la Turquie au rang de puissance navale de premier plan. Une politique expansionniste visant à annexer les eaux territoriales des pays voisins. Elle conduit actuellement à la montée des tensions notamment avec la Grèce en mer Égée⁷⁰. Face à ces provocations, Erdoğan peut être conforté par le silence de Washington qui a besoin de la Turquie dans l'OTAN en raison de son positionnement géographique à cheval entre l'Europe et le Moyen-Orient. Ankara accueille sur son sol la base militaire américaine d'Incirlik. De plus, le néo-sultan mise également sur la division des européens. Si la Grèce peut avoir le soutien militaire de la France, en revanche, l'Allemagne préfère tempérer, user de la diplomatie et même céder. Les raisons sont tout d'abord économiques, l'Allemagne étant le premier partenaire européen de la Turquie, et le deuxième pays avec le plus grand nombre d'entreprises étrangères en Turquie, avec 7 600 entreprises. Les exportations de la Turquie vers son premier client qu'est l'Allemagne atteint en 2022, 21,1 milliards de dollars, là où la France n'est que le septième client avec 9,5 milliards de dollars⁷¹.

⁷⁰ *Méditerranée orientale : l'épreuve de force*, documentaire réalisé par ARTE Reportage (2020, France, ARTE G.E.I.E), diffuseur ARTE. Disponible sur YouTube, à 10min23sec. [En ligne] Consulté le 6 novembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=NI7VXqlkVoY>

⁷¹ SANSARLIOĞLU Burhan (20/03/2020) « *Türkiye Almanya'ya ihracatta rekorlara doymuyor* », AA. [En ligne] Consulté le 6 novembre

Deuxièmement, l'Allemagne abrite une importante communauté turque estimée à 2,4 millions de personnes, soit le premier groupe de résidents étrangers du pays, et le moins intégré socio-économiquement⁷², mais surtout en grande partie acquis au président Erdoğan. À titre d'exemple, lors des élections présidentielles de 2023, 65% de la diaspora turque d'Allemagne avait voté en sa faveur⁷³. Cela s'explique que ces personnes sont originaires de la région d'Anatolie, *de milieux peu éduqués, de régions rurales, plutôt conservatrices, traditionnelles, orientées vers la religion ou le nationalisme*⁷⁴. L'AKP dispose donc d'une influence sur le plan économique, culturel ainsi que religieux, notamment au travers de l'Union islamique turque pour les affaires religieuses (*Diyanet İşleri Türk İslam Birliği*, DITIB) regroupant 900 mosquées en Allemagne. Troisièmement, le chantage sur les migrants que fait peser Erdoğan sur l'Europe. Depuis la guerre civile en Syrie, la Turquie a accueilli 3,5 millions de réfugiés syriens sur son sol⁷⁵. Une situation dont le

2023. URL : <https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/turkiye-almanyaya-ihracatta-rekorlara-doyuyor/2540537>

⁷² ÖZTÜRK Asiye, « *Turcs en Allemagne. Problèmes et perspectives* », Outre-Terre, 2006/4 (no 17), p. 105-111. [En ligne] Consulté le 6 novembre 2023. URL : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-4-page-105.htm>

⁷³ WIEDER Thomas (12/05/2023) « *Elections en Turquie : le vote turc en Allemagne, un réservoir de voix pour Erdogan* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 6 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/05/12/elections-en-turquie-le-vote-turc-en-alle-magne-un-reservoir-de-voix-pour-erdogan_6173157_3210.html

⁷⁴ FLOTAT-TALON Hugo (17/05/2023) « *Elections en Turquie : les raisons du vote majoritaire pour Erdogan en Allemagne - L'opposition s'inquiète à Istanbul* », DW. [En ligne] Consulté le 6 novembre 2023. URL : <https://www.dw.com/fr/elections-turquie-r%C3%A9sultats-diaspora-turque-alle-magne-vu-podcast-radio-dw/audio-65649293>

⁷⁵ OZTURK Timour (27/05/23) « *Les réfugiés syriens, boucs émissaires de la politique turque* », Les Echos. [En ligne] Consulté le 6 novembre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/les-refugies-syriens-boucs-emissaires-de-la-politique-turque->

président turc utilise comme une arme pour menacer Bruxelles de laisser ses frontières ouvertes si une réponse « concrète » concernant ses exigences n'était pas apportée (aide financière supplémentaire pour conserver les migrants en Turquie, l'exemption de visas pour les ressortissants turcs voulant se rendre en Europe, l'ouverture de nouveaux chapitres dans le processus d'adhésion d'Ankara à l'UE, une modernisation de l'union douanière)⁷⁶. Quatrièmement, Erdoğan peut compter sur l'animosité des dirigeants allemands vis-à-vis de la France dont il sait qu'elle est isolée au niveau de l'Union européenne et que les deux pays n'ont pas la même vision stratégique⁷⁷. Rajoutons enfin, le déclin économique de la Grèce depuis l'instauration des plans de rigueurs imposés par la Troïka depuis 2010. Tout affaiblissement de la Grèce contribue d'une manière ou d'une autre au renforcement de la Turquie.

- **Le business avec Daesh, la protection du Front Al-Nosra et le combat contre les Kurdes.**

Durant la guerre civile syrienne, la Turquie n'était pas uniquement la base arrière des rebelles syriens et de sa représentation autour du Conseil national syrien (CNS) basé à Istanbul⁷⁸. Elle fut aussi

[1947118#:~:text=La%20Turquie%20compte%20environ%203,devenue%20un%20enjeu%20%C3%A9lectoral%20central.](#)

⁷⁶ AFP (11/03/2020) « *Turquie : chantage d'Erdoğan sur les migrants avec l'Union européenne* », Capital. [En ligne] Consulté le 6 novembre 2023. URL : <https://www.capital.fr/economie-politique/turquie-chantage-derdogan-sur-les-migrants-avec-lunion-europeenne-1364444>

⁷⁷ La Tribune (25/01/2022) « *Du néant de la relation stratégique franco-allemande au divorce nécessaire* ». [En ligne] Consulté le 6 novembre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/opinions/du-neant-de-la-relation-strategique-franco-allemande-au-divorce-necessaire-902628.html>

⁷⁸ AFP (01/10/2011) « *Le Conseil national syrien tente de fédérer les différents courants de l'opposition* », France 24. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.france24.com/fr/20111001-syrie->

le point de passage de la contrebande illégale de pétrole qui transitait depuis les territoires contrôlés par l'État Islamique au nord de la Syrie et de l'Irak⁷⁹. Un trafic dans lequel le ministère de la Défense russe avait accusé en 2015 la famille d'Erdoğan, et plus particulièrement son fils, Bilal Erdoğan, d'en être le bénéficiaire⁸⁰. En 2016, au moment où l'armée syrienne, avec l'aide de l'aviation russe, regagnait du terrain face aux groupes djihadistes, le président turc lançait l'opération *Bouclier de l'Euphrate*. L'armée turque devait chasser l'État islamique du nord-Ouest de la Syrie, mais surtout combattre les milices kurdes afin d'empêcher la réalisation d'une continuité territoriale avec la région autonome du Rojava, située à l'Est de la Syrie. Le Rojava est aussi appelé le Kurdistan syrien. En 2018, une opération similaire baptisée *Rameau d'olivier* est lancée dans le district d'Afrine, dans l'Ouest de la Syrie pour évacuer les Kurdes de la région et être occupée par l'Armée syrienne libre. En 2019, une dernière opération est menée au nord-Est de la Syrie, baptisée *Source de Paix*. Erdoğan voyait comme une menace la création à ses frontières d'une vaste région sous le contrôle des séparatistes Kurdes pouvant servir d'appui pour le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK)⁸¹. Ce dernier étant considéré comme une organisation terroriste en Turquie⁸². Ces offensives ont été interprétées par le

turquie-istanbul-opposition-conseil-national-contestation-politique-ba-char-al-assad

⁷⁹ DW (26/11/2014) « 'IS' supply channels through Turkey ». [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.dw.com/en/is-supply-channels-through-turkey/video-18091048>

⁸⁰ PAMUK Humeyra, BALMER Crispian, (08/12/2015) « *Turkish leader's son denies Russian allegations of Islamic State trade* », Reuters. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.reuters.com/article/uk-mideast-crisis-turkey-russia-idUKKBN0TR15A20151208>

⁸¹ Le PKK prône l'autonomie des Kurdes situés dans l'Est de la Turquie.

⁸² Ministère des Affaires étrangères de Turquie, "PKK". [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL :

politologue Ahmet Insel comme « une politique de nettoyage ethnique »⁸³. Au cours de ces opérations, l'armée turque pénètre dans la province d'Idlib et installe des fortifications et des postes d'observation afin de stopper l'avancée de l'armée syrienne⁸⁴. La province abrite 3 millions d'habitants et dominée par les groupes djihadistes dont le Front al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaïda), et se voit désormais bénéficier de la protection d'Erdoğan. En juillet 2016, le Front al-Nosra rompt avec Al-Qaïda pour devenir le Front Fatah Al Cham. En janvier 2017, ce dernier fusionne avec d'autres groupes djihadistes pour former Hayat Tahrir al-Cham⁸⁵.

Depuis l'écrasement de Daesh dans le nord-est de la Syrie, aujourd'hui contrôlé par les autonomistes Kurdes, les États-Unis ont déployé 900 soldats pour sécuriser le territoire, mais surtout les champs de pétrole syriens qui s'y trouvent⁸⁶. En août 2020, l'administration Trump avait approuvé un accord entre l'entreprise américaine Delta Crescent Energy et les représentants des autorités kurdes

<https://www.mfa.gov.tr/pkk.fr.mfa#:~:text=Le%20PKK%20est%20une%20organisation,une%20organisation%20terroriste%20en%202004.>

⁸³ BLANCHARD Sandrine (09/10/2019) « *"Erdogan mène une politique de nettoyage ethnique en Syrie"* », DW. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.dw.com/fr/erdogan-m%C3%A8ne-une-politique-de-nettoyage-ethnique-dans-le-nord-de-la-syrie/a-50763496>

⁸⁴ AFP (23/12/2019) « *Les forces du régime syrien encerclent un poste de l'armée turque à Idlib* », France 24. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.france24.com/en/20191223-syria-regime-forces-surround-turkish-army-post-in-idlib>

⁸⁵ L'Orient-Le jour (28/01/2017) « *Des groupes islamistes syriens s'allient à l'ex-Front al-Nosra* ». [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.lorientlejour.com/article/1032033/des-groupes-islamistes-syriens-sallient-a-lex-front-al-nosra.html>

⁸⁶ MROUE Bassem (07/09/2023) « *Fighting between rival US-backed groups in Syria could undermine war against the Islamic State group* », AP News. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://ap-news.com/article/syria-us-russia-sdf-dier-elzour-iran-islamic-state-b34283664f94a99953bbd7499f3dab86>

pour développer et moderniser des champs pétroliers de la région. Ce contrat permet ainsi de rapporter plusieurs milliards de dollars à Delta Crescent Energy et aux autorités kurdes sans passer par le gouvernement syrien. Ce dernier a dénoncé cet accord consistant à « voler le pétrole syrien sous le parrainage et le soutien de l'administration américaine »⁸⁷. En octobre 2023, l'aviation turque a lancé une série de bombardements endommageant plus de la moitié des infrastructures électriques et pétrolières sous le contrôle kurde. Cette opération militaire visait à empêcher le renforcement économique et politique des autonomistes kurdes ainsi qu'un soutien financier au PKK en Turquie. Les États-Unis ont préféré limiter leur action à la protection de leur position, sans voulant pour autant froisser Ankara⁸⁸.

- **Le soutien militaire à l'Azerbaïdjan contre les Arméniens du Haut-Karabakh.**

Le Haut-Karabakh est une région peuplée majoritairement d'Arméniens situés dans l'Ouest de l'Azerbaïdjan et qui s'est proclamée en État indépendant depuis 1991, mais non reconnu internationalement, la République de Nagorny Karabakh. Elle bénéficie de l'appui militaire et financier de l'Arménie. L'Azerbaïdjan défend, quant à elle, son droit à l'intégrité territoriale. Les pourparlers autour d'une résolution du conflit sont dans l'impasse depuis de longues années. Le 27 septembre 2020, à la suite d'affrontements antérieurs, la

⁸⁷ ATWOOD Kylie, BROWNE Ryan (05/08/2020) « *Former Army Delta Force officer, US ambassador sign secretive contract to develop Syrian oil fields* », CNN. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://edition.cnn.com/2020/08/05/politics/syria-secretive-oil-contract-delta-force-ambassador/index.html>

⁸⁸ AFP (10/11/2023) « *La Turquie détruit le pétrole et les installations électriques du nord-est de la Syrie, selon les Kurdes* », France 24. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.france24.com/en/live-news/20231011-turkey-destroying-ne-syria-oil-power-facilities-kurds>

deuxième guerre du Haut-Karabakh éclate⁸⁹. Les Forces armées azerbaïdjanaises prennent le dessus, notamment grâce à la livraison des drones turcs Bayraktar TB2. Les avions sans pilotes (UAV) ont contribué de manière significative à la victoire sur les tanks arméniens⁹⁰. On notera que la Turquie n'était pas le seul pays à fournir des drones à l'Azerbaïdjan, puisque Israël en a fait de même. L'Arménie avait d'ailleurs rappelé son ambassadeur de Tel-Aviv en guise de protestation contre ces livraisons d'armes⁹¹. Le gouvernement turc avait aussi envoyé des mercenaires syriens et libyens pour prêter main forte à l'Azerbaïdjan. Les mercenaires étaient recrutés via la société militaire privée turque Sadat, proche du président Recep Tayyip Erdoğan⁹². Au cours de ce conflit, des vidéos ont tourné sur les réseaux sociaux montrant les Forces armées azerbaïdjanaises commettre des crimes de guerre, torturant et exécutant des

⁸⁹ AFP (27/09/2020) « *Combats meurtriers au Karabakh : l'Azerbaïdjan et l'Arménie sont au bord de la guerre* », Sud-Ouest. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20201001210158/https://www.sudouest.fr/2020/09/27/azerbaïdjan-combats-meurtriers-au-karabakh-l-armenie-decrete-la-mobilisation-generale-7893611-4803.php>

⁹⁰ KINIK Hülya, ÇELİK Sinem (14/12/2021) « The Role of Turkish Drones in Azerbaijan's Increasing Military Effectiveness: An Assessment of the Second Nagorno-Karabakh War », Insight Turkey Fall 2021 / Volume 23 Number 4. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.insightturkey.com/articles/the-role-of-turkish-drones-in-azerbaijans-increasing-military-effectiveness-an-assessment-of-the-second-nagorno-karabakh-war>

⁹¹ IMBERT Louis (03/10/2020) « *Haut-Karabakh : l'Arménie dénonce des ventes d'armes israéliennes à l'Azerbaïdjan* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/03/haut-karabakh-l-armenie-denonce-des-ventes-d-armes-israeliennes-a-l-azerbaïdjan_6054628_3210.html

⁹² RFI (07/10/2020) « *Des mercenaires libyens envoyés au Haut-Karabakh aux côtés de l'Azerbaïdjan* ». [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20201007-mercenaires-libyens-haut-karabakh-combattre-c%C3%B4t%C3%A9-l-azerba%C3%AFdjan>

prisonniers arméniens capturés⁹³. Un accord de cessez-le-feu est signé le 10 novembre 2020⁹⁴. La victoire décisive arrive le 19 septembre 2023 lorsque l'Azerbaïdjan, prétextant officiellement lutter contre le terrorisme, lance une nouvelle offensive qui sonne le glas de la République autoproclamée du Haut-Karabagh. Le 20 septembre 2023, les séparatistes arméniens annoncent déposer les armes⁹⁵. 100 000 civils arméniens quittent le Haut-Karabagh pour se réfugier en Arménie⁹⁶. Enfin, le 15 octobre 2023, le drapeau de

⁹³ VINCENT Faustine (17/10/2022) « *L'Azerbaïdjan face aux crimes de guerre de ses soldats contre des Arméniens* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/10/17/l-azerbaïdjan-face-aux-crimes-de-guerre-de-ses-soldats-contre-des-armeniens_6146082_3210.html

⁹⁴ AFP (10/11/2020) « *Cessez-le-feu total* » dans le Haut-Karabakh, les Arméniens dans la rue », Libération. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/2020/11/10/cessez-le-feu-total-dans-le-haut-karabakh-les-armeniens-dans-la-rue_1805155/

⁹⁵ AP, AFP (20/09/2023) « L'Azerbaïdjan affirme avoir « rétabli sa souveraineté » dans le Haut-Karabakh, où au moins 200 personnes ont été tuées selon les séparatistes », Le Monde. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/international/article/2023/09/20/haut-karabakh-l-azerbaïdjan-et-les-separatistes-armeniens-annoncent-un-cessez-le-feu-et-l-ouverture-de-negociations_6190143_3210.html

⁹⁶ Ouest-France (30/09/2023) « *Haut-Karabakh : plus de 100 000 Arméniens ont fui depuis la capitulation des séparatistes* ». [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.ouest-france.fr/europe/armenie/haut-karabakh-plus-de-100-000-armeniens-ont-fui-depuis-la-capitulation-des-separatistes-fede83cc-5f69-11ee-aa5d-501b292835f8>

l'Azerbaïdjan flotte dans la ville de Stepanakert⁹⁷, la capitale de la République de Nagorny Karabakh⁹⁸.

- **La cause palestinienne et l'Islam comme étendards contre l'Occident sur fond de double jeu.**

Depuis plusieurs années, et surtout depuis la guerre d'Israël contre le Hamas déclenchée le 7 octobre 2023, Recep Tayyip Erdoğan a su utiliser la cause palestinienne pour gagner en popularité dans le monde musulman. Le président turc n'hésite plus à multiplier les discours anti-occidentaux et brandir le spectre d'un retour aux guerres de religion : *Ô l'Occident, je m'adresse à vous : voulez-vous relancer une nouvelle croisade du croissant contre la croix* ?⁹⁹. Puis de traiter Israël comme « un État terroriste occupant » et de ne pas considérer le Hamas comme une organisation terroriste¹⁰⁰. Pourtant, depuis qu'Erdoğan est au pouvoir, les exportations vers « l'État terroriste » n'ont eu de cesse de grimper. En 2003, les exportations de

⁹⁷ France 24 (15/10/2023) « Haut-Karabakh : le président azerbaïdjanais, Ilham Aliiev, a hissé le drapeau national à Stepanakert ». [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20231015-haut-karabakh-president-azerba%C3%AFdjanaais-ilham-aliev-drapeau-national-stepanakert>

⁹⁸ AFP (28/09/2023) « Haut-Karabakh : la république autoproclamée « cessera » d'exister le 1er janvier 2024 », Le Figaro. [En ligne] Consulté le 7 novembre 2023. URL : <https://www.lefigaro.fr/international/haut-karabakh-la-republique-autoproclamee-cessera-d-exister-le-1er-janvier-2024-20230928>

⁹⁹ AUDLAUER Anne (30/10/2023) « Chez Erdogan, discours pro-Palestiniens et anti-Occident ne font qu'un », Le Temps. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.letemps.ch/monde/chez-erdogan-discours-pro-palestiniens-et-anti-occident-ne-font-qu-un>

¹⁰⁰ YUSUF MELIKOĞLU Mehmet Yusuf (29/10/2023) « Erdogan: "Nous afficherons Israël comme un criminel de guerre aux yeux du monde" », AA. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.aa.com.tr/fr/politique/erdogan-nous-afficherons-isra%C3%ABl-comme-un-criminel-de-guerre-aux-yeux-du-monde-/3036255>

la Turquie vers Israël représentaient 1,1 milliard de dollars, contre 500 millions de dollars pour les importations. En 2014, au moment où Erdoğan accède à la présidence après avoir été Premier ministre, les exportations représentaient 3 milliards de dollars contre 2,9 milliards pour les importations. En 2022, les exportations atteignent un record de 6,7 milliards de dollars contre 2,2 milliards pour les importations. Israël est classé au 10^e rang des exportations turques au niveau mondial¹⁰¹. Le commerce turc n'a jamais été aussi fleurissant malgré toutes les opérations israéliennes contre la bande de Gaza qui ont été faites : opération Arc-en-ciel (2004), opération Jours de pénitence (2004), opération Pluie d'été (2006), le blocus de Gaza depuis 2007, l'opération Plomb durci (2008-2009), l'abordage par l'armée israélienne de la flottille de Gaza pour briser le blocus (2010), l'opération Pilier de défense (2012), la guerre de Gaza de 2014 et les multiples affrontements entre Palestiniens et Israéliens qui culmineront jusqu'à l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023. D'autre part, Ankara a poursuivi l'acheminement du pétrole de l'Azerbaïdjan vers Israël au travers de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan. Environ 40% de la consommation annuelle de pétrole d'Israël en dépend¹⁰². En 2022, au moment de la guerre en Ukraine, Erdoğan avait même entamé des négociations avec Tel-Aviv pour créer un pipeline pour expédier le gaz israélien vers l'Europe en passant par la Turquie¹⁰³. Le 5 octobre 2023, deux jours avant l'attaque

¹⁰¹ Euronews (10/11/2023) « Quel est l'état des relations économiques entre la Turquie et Israël, comment le volume des échanges commerciaux a-t-il changé sous le gouvernement du parti AKP ? ». [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://tr.euronews.com/2023/10/11/turkiye-israil-ekonomik-iliskileri-ne-durumda-ticaret-hacmi-ak-parti-iktidarinda-nasil-deg>

¹⁰² BNE IntelliNews (30/10/2023) « *Oil continues to flow to Israel via Turkey despite Erdogan's vehement speeches on plight of Gaza* ». [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.intel-linews.com/oil-continues-to-flow-to-israel-via-turkey-despite-erdogan-s-vehement-speeches-on-plight-of-gaza-299108/>

¹⁰³ Atalayar (31/05/2022) « *Turkey bets on gas pipeline from Israel amid energy crisis* ». [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL :

du Hamas, le ministre turc de l'Énergie, Alparslan Bayraktar, avait annoncé qu'il se rendrait dans quelques semaines en Israël pour discuter des livraisons de gaz fossile israélien à la Turquie. Il avait déclaré :

Nous parlons d'une coopération énergétique plus globale, mais la livraison de gaz israélien à la Turquie et à l'Europe via la Turquie est l'une des principales priorités – sinon le fer de lance ». [...] « Nous parlons d'une partie du gaz qui resterait en Turquie et d'une partie qui irait en Europe pour assurer la sécurité de l'approvisionnement européen¹⁰⁴.

Autre duplicité, le président turc se présente souvent comme le défenseur des musulmans opprimés dans le monde, dont des Ouïghours turcophones du Xinjiang victimes de la répression chinoise. Lorsqu'il était Premier ministre, Erdoğan avait qualifié le traitement cette communauté comme relevant du « génocide »¹⁰⁵. Mais en 2020, la Turquie se rapproche de la Chine pour être intégrée dans le projet des « Nouvelles routes de la soie »¹⁰⁶. En décembre de la même année, Pékin a annoncé la ratification d'un traité d'extradition avec Ankara pour rapatrier les Ouïghours suspectés de terrorisme et

<https://www.atalayar.com/en/articulo/economy-and-business/turkey-bets-gas-pipeline-israel-amid-energy-crisis/20220531153443156676.html>

¹⁰⁴ BERMAN Lazar (05/10/2023) « *Le ministre turc de l'Énergie bientôt en Israël pour discuter livraison de gaz* », Times of Israël. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://fr.timesofisrael.com/le-ministre-turc-de-lenergie-bientot-en-israel-pour-discuter-livraison-de-gaz/>

¹⁰⁵ COGAN Killian (02/01/2021) « *Pourquoi la Turquie lâche ses "frères" ouïghours* », Le JDD. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.lejdd.fr/International/pourquoi-la-turquie-lache-ses-freres-ouigours-4015767>

¹⁰⁶ CHAUDET Didier (28/11/2020) « *Vers un rapprochement entre la Chine et la Turquie ?* », Asialyst. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://asialyst.com/fr/2020/11/28/chine-turquie-rapprochement/>

réfugiés au pays de la Sublime Porte¹⁰⁷. La grandeur de la Turquie peut très bien se faire sur le dos de quelques « frères turques ».

- **Le choix de l'Europe dans sa dépendance énergétique envers l'Azerbaïdjan et la Turquie.**

Le 22 juillet 2022, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, s'est rendue à Bakou, en Azerbaïdjan, pour signer avec le président Ilham Aiyev un accord qui prévoit de passer les livraisons de gaz vers l'Europe de 10 à 20 milliards de mètres cubes. Cette démarche s'inscrit dans le contexte de la guerre en Ukraine et de la politique de sanction contre la Russie visant à se passer de ses hydrocarbures. Mais le champ gazier azéri Shah Deniz qui alimente l'Europe a comme premier actionnaire (+ de 25%) la société britannique BP¹⁰⁸. Arrive ensuite la State Oil Company of Azerbaijan Republic (SOCAR), la compagnie pétrolière et gazière de l'État azéri, avec à 21,02%. Le troisième actionnaire, à hauteur de 19,99%, est la compagnie russe Lukoil. En quatrième pour 19%, la compagnie nationale pétrolière et gazière de Turquie, Turkish Petroleum. Et enfin, la compagnie pétrolière publique iranienne, National Iranian Oil Company¹⁰⁹. L'UE finance donc toujours la Russie par l'intermédiaire de sa compagnie, ainsi que la Turquie et l'Iran. Mais encore, l'Europe s'associe avec l'Azerbaïdjan, considéré

¹⁰⁷ AFP (28/12/2020) « *Ouïghours : la Chine signe un traité d'extradition avec la Turquie* », France 24. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20201228-ou%C3%AFghours-la-chine-signe-un-trait%C3%A9-d-extradition-avec-la-turquie>

¹⁰⁸ Offshore Technology, « *Oil & gas field profile: Shah Deniz Conventional Gas Field, Azerbaijan* ». [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : <https://www.offshore-technology.com/data-insights/oil-gas-field-profile-shah-deniz-conventional-gas-field-azerbaijan/?cf-view&cf-closed>

¹⁰⁹ J.C. « Du gaz azéri qui sent la poudre », Le Canard enchaîné, mercredi 2 novembre 2022, page 3.

comme une « dictature »¹¹⁰ et dont l'armée a commis des crimes de guerre envers des prisonniers arméniens lors de la guerre de 2020. En optant pour ce choix, l'UE renforce économiquement la Turquie et sa dépendance dans l'acheminement en hydrocarbure. C'est d'ailleurs l'une des ambitions du président Erdoğan de faire de la Turquie un « hub gazier aux portes de l'Europe »¹¹¹.

- **États-Unis, OTAN, Ukraine, Russie : une duplicité permanente.**

Le jeu de la diplomatie du président turc aura été de jouer constamment sur tous les tableaux avec ses partenaires. Depuis 2017, la Turquie a passé plusieurs commandes à la Russie de missiles antiaériens S-400 provoquant la colère de Washington qui en retour appliquera des sanctions, dont la suspension de la livraison des avions de combat F16¹¹². À l'inverse, dans le contexte de la guerre en Ukraine, Erdoğan a livré à Zelensky ses drones de combat Bayraktar. Mais en août 2022, et en dépit des sanctions occidentales contre la Russie, Ankara et Moscou ont signé un accord pour renforcer leur coopé-

¹¹⁰ MASSIOT Aude (09/04/2018) « *L'Azerbaïdjan est une dictature mais ça ne dérange pas l'Europe* », Libération. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : https://www.liberation.fr/planete/2018/04/09/l-azerbaïdjan-est-une-dictature-mais-ca-ne-derange-pas-l-europe_1639516/

¹¹¹ OZTURK Timour (19/10/2022) « *La Turquie ambitionne de devenir un hub gazier aux portes de l'Europe* », Les Echos. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/la-turquie-ambitionne-de-devenir-un-hub-gazier-aux-portes-de-leurope-1870710>

¹¹² PS, AFP (27/04/2022) « *MALGRÉ SON APPARTENANCE À L'OTAN, LA TURQUIE CONFIRME SA VOLONTÉ DE S'ÉQUIPER DE SYSTÈMES ANTI-MISSILE RUSSE* », BFM TV. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/industries/malgre-son-appartenance-a-l-otan-la-turquie-confirme-sa-volonte-de-s-equiper-de-systemes-anti-missile-russe_AD-202204270308.html

ration économique et énergétique. L'accord prévoit que les livraisons de gaz russes à Turquie allaient être *partiellement payées en roubles*¹¹³. Au moment de la deuxième guerre civile libyenne, le président turc décide de soutenir le gouvernement libyen d'accord national (GAN) reconnu par les Nations-Unies, pour en retour exploiter les ressources énergétiques¹¹⁴. Par la suite, la Turquie, tout en étant dans l'OTAN, a noué en 2019 une alliance tactique avec le gouvernement de Tripoli pour un partage d'une zone maritime de la méditerranée orientale afin d'exploiter les ressources en hydrocarbure. Un accord empiétant délibérément la zone maritime de la Grèce, alliée de l'OTAN¹¹⁵. Par ailleurs, Ankara a aussi déployé un contingent militaire dans la partie Ouest de la Libye afin d'empêcher la progression des troupes du Maréchal Haftar qui en contrôle l'Est, le tout appuyé par Moscou¹¹⁶. Enfin, comme nous l'avons expliqué précédemment, au cours de la guerre civile syrienne, l'armée turque a combattu les groupes de défenses kurdes (YPG), alliés des États-Unis. D'autre part, elle occupe désormais une partie du nord de la Syrie, ainsi que la région d'Idleb, où des affrontements réguliers se

¹¹³ AFP (14/12/2022) « *La Turquie se place au centre d'un nouveau gazoduc reliant le Turkménistan et l'Europe* », La Tribune. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/energie-environnement/la-turquie-se-place-au-centre-d-un-nouveau-gazoduc-reliant-le-turkmenistan-et-l-europe-944663.html>

¹¹⁴ JÉGO Marie (05/06/2020) « *Le gaz au centre de l'engagement militaire turc en Libye* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/05/le-gaz-au-centre-de-l-engagement-militaire-turc-en-libye_6041879_3212.html

¹¹⁵ AFP (03/10/2022) « *Turkey and Libya sign maritime hydrocarbons deal* », France24. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : <https://www.france24.com/en/live-news/20221003-turkey-and-libya-sign-maritime-hydrocarbons-deal-1>

¹¹⁶ *La Turquie ou la tentation du pouvoir en Méditerranée*, documentaire réalisé par Sophie Nivelles-Cardinale (2023, France, Les Films d'Ici), diffuseur Arte. Disponible sur internet.

produisent entre les factions syriennes pro-turques et l'armée syrienne du gouvernement de Damas, allié de la Russie¹¹⁷.

- **Du *soft power* turc aux FM.**

Toujours dans sa volonté de faire de la Turquie une grande puissance, Erdoğan a investi massivement dans le *soft power* turc. Il a notamment augmenté l'aide publique au développement dont un tiers est consacré à l'Afrique. La Turquie a tissé tout un réseau d'ONG dont la plus connue est l'Agence turque pour la coopération et le développement (TIKA) qui compte 63 bureaux dans le monde, dont 22 bureaux sur le continent africain¹¹⁸. Les projets de développement ne se limitent pas au plan économique et social, mais touchent aussi le plan culturel avec la diffusion de séries télévisées via la société de diffusion publique turque, Radio-télévision de Turquie (*Türkiye Radyo Televizyon, TRT*). La TIKA développe parallèlement des programmes dans l'éducation et la construction d'écoles turques dont certaines sont ouvertement coraniques (au Maroc, en Algérie, Tunisie, Égypte, Mauritanie, ou encore en Somalie). Erdoğan se sert de la religion comme vecteur d'influence au travers de la présidence des affaires religieuses (*Diyanet İşleri Başkanlığı*), l'administration chargée de financer et de diffuser l'Islam à l'étranger. C'est cette administration à laquelle est rattachée l'ensemble des organisations islamiques turques qui gèrent les mosquées affiliées à

¹¹⁷ AFP (03/09/2023) « Syrie : une vingtaine de morts dans des combats entre l'armée et des combattants pro-turcs », France 24. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20230903-syrie-une-vingtaine-de-morts-dans-des-combats-entre-l-arm%C3%A9e-et-des-combattants-pro-turcs>

¹¹⁸ DEDET Joséphine (03/12/2021) « Turquie : « Un tiers de notre aide au développement est consacré à l'Afrique » », Jeune Afrique. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : <https://www.jeuneafrique.com/1263044/economie-entreprises/turquie-afun-tiers-de-notre-aide-au-developpement-est-consacre-a-afriqueaf/>

travers le monde, dont l'Union islamique turque pour les affaires religieuses (DITIB) regroupant 900 mosquées en Allemagne. Or, l'Université Johann Wolfgang Goethe de Francfort-sur-le-Main avait pointé en 2018 les discours anti-occidentaux et les liens dangereux de DITIB avec les Frères musulmans :

Le Ditib, la plus grande association musulmane, peut également être accusée de problèmes. Des incitations anti-juives, anti-chrétiennes et anti-occidentales pouvaient être lues à plusieurs reprises sur les pages d'accueil locales du Ditib. Le Ditib a toléré des liens avérés avec la scène salafiste de Wolfsburg et de Dinslaken et a parfois vanté le martyr dans ses sermons. Cette année, son groupe de jeunes a posté un fier selfie avec le prédicateur salafiste Pierre Vogel lors d'un voyage à La Mecque. Le Conseil central des musulmans d'Allemagne, représenté dans les médias par le jovial Aiman Mazyek, doit également se demander s'il est un partenaire approprié pour prévenir la radicalisation. Selon l'Office fédéral de la protection de la Constitution, son association individuelle comptant le plus grand nombre de membres, la « Communauté islamique d'Allemagne », est considérée comme l'organisation la plus importante des partisans des Frères musulmans, une autre se considère dans la tradition des ultranationalistes turcs, et un troisième fait office de porte-parole de la République islamique d'Iran. Il est évident qu'aucune déclaration convaincante contre le djihadisme ne vient de ces milieux¹¹⁹.

Entre 2012 et 2013, le président turc avait d'ailleurs soutenu la présidence de Mohamed Morsi, le leader des Frères musulmans en

¹¹⁹ SCHRÖTER Susanne (29/08/2017) « Dschihadisten als Elitetruppe des Islams. Eine klare Ablehnung dieser Position durch islamische Verbände in Deutschland fehlt », Goethe-Universität Frankfurt am Main. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : <https://web.archive.org/web/20181027190000/https://www.normativeor-ders.net/de/presse/medienecho/40-presse/presse-echo/5606-dschihadisten-als-elitetruppe-des-islams-eine-klare-ablehnung-dieser-position-durch-islamische-verbaende-in-deutschland-fehlt-von-susanne-schroeter>

Égypte. Il avait même accordé l'asile aux membres de la confrérie lorsqu'ils furent chassés du pouvoir par le Maréchal al-Sissi¹²⁰.

- **L'Organisation des États turquies.**

Autre composante du *soft power* turc, l'Organisation des États turquies (*Türk Devletleri Teşkilatı*, TDT). Créée en octobre 2009 à Nakhitchevan, en Azerbaïdjan. Cette organisation intergouvernementale a pour but primordial *de promouvoir une coopération globale entre les États turquies*, et est construite sur quatre piliers principaux que sont *l'histoire commune, la langue commune, l'identité commune et la culture commune*¹²¹. Les quatre États membres fondateurs du TDT sont la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Kirghizistan. Depuis 2019, l'Ouzbékistan est devenu un membre à part entière. Sont devenus récemment des États observateurs, le Turkménistan, la République turque de Chypre du Nord (non reconnu internationalement), et depuis 2018, ce qui en surprendra plus d'un, la Hongrie de Victor Orbán. Le Premier ministre conservateur hongrois avait déclaré lors de son entrée dans l'organisation que :

La Hongrie a toujours été attentive au partenariat avec les pays d'identité turque. Elle protège sa langue, sa culture et ses traditions au sein du monde moderne, tout en respectant et prenant soin de ses racines turquies.

Il justifia sa participation en se référant aux origines hypothétiques des Hongrois avec les Huns d'Attila, avant de rajouter que la coopération turcophone était « l'une des pierres angulaires d'un "nouvel ordre mondial" au bénéfice des pays orientaux » :

¹²⁰ Le Dessous des Cartes – ARTE (04/02/2023) « *Turquie : les cartes d'Erdogan - Le dessous des cartes | ARTE* », YouTube. [En ligne] Consulté le 9 novembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=qZD3Zh2kZM>

¹²¹ Organization of Turkic States. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://turkicstates.org/en/turk-konseyi-hakkinda>

Il est désormais clair que l'ordre mondial ancien s'est effondré, dont le dogme voulait que l'argent et le savoir venaient de l'Occident riche et puissant pour ruisseler vers les pauvres pays de l'Est. Puis de conclure que la Hongrie se tient désormais prête pour l'ouverture d'un nouveau chapitre dans la coopération hongro-turcique.

Victor Orbán, présenté pour certain comme le « défenseur de l'Europe chrétienne »¹²², n'est donc pas dans une optique de choc de civilisations, mais de multipolarité orientée vers l'Asie centrale et de ses opportunités économiques ainsi qu'énergétiques. Opportunités s'inscrivant dans l'édification des nouvelles routes de la soie chinoises en Asie centrale¹²³.

L'organisation turcique encourage une coopération des États dans tous les domaines : politique, économique, éducation, santé, culturel, y compris sur la nécessité d'unifier le monde turcophone. En 2022, une « commission de l'alphabet » a été créée en vue de réaliser l'unité linguistique¹²⁴. Mais ce n'est pas tout. Le 12 novembre 2021, lors du 8^e sommet annuel du TDT, les chefs d'États ont approuvé le document commun, Vision mondiale 2040 (*World*

¹²² TV5 Monde (11/02/2021) « Hongrie : Orban se veut le défenseur d'une "Europe chrétienne contre l'immigration" ». [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://information.tv5monde.com/international/hongrie-orban-se-veut-le-defenseur-dune-europe-chretienne-contre-limmigration-31176>

¹²³ LEPELTIER-KUTASI Ludovic, NOVASTAN (04/09/2018) « Viktor Orbán veut mettre la Hongrie sur la carte de l'Asie centrale », Le courrier d'Europe centrale. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://courrierdeuropecentrale.fr/convoquant-attila-le-hun-viktor-orban-veut-rapprocher-la-hongrie-de-lasie-centrale/>

¹²⁴ Daily Sabah (20/10/2022) « *Turkic states establish 'Alphabet Commission' to unify languages* ». [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://www.dailysabah.com/turkey/diaspora/turkic-states-establish-alphabet-commission-to-unify-languages>

Vision 2040), détaillant les objectifs à long terme de l'organisation¹²⁵. Il est mentionné :

- La promotion de « l'identité turque commune ».
- « Créer un espace commun d'information et de médias turcs ».
- « Assurer une coopération et une coordination efficaces avec les organisations de coopération turque telles que comme TURKSOY, l'Académie turque, la Fondation turque pour la culture et le patrimoine et TURKPA pour faire progresser la collaboration dans les sphères culturelle, universitaire et parlementaire ».
- « Préparer des vidéos éducatives sur l'histoire, la géographie, la littérature, les valeurs et la culture turques communes ».
- Le « renforcement des relations intergouvernementales entre États ».
- « Éliminer les restrictions quantitatives et les barrières non tarifaires au commerce ».
- Transformer les États membres en un « groupe économique régional vigoureux reliant les corridors commerciaux Est et Ouest, Nord et Sud ».
- « Augmenter la part des monnaies nationales dans les échanges entre États membres afin de réduire la dépendance à l'égard des devises étrangères et se prémunir contre les retombées financières externes sur la base d'un intérêt mutuel ». Le dollar n'étant pas cité, mais son allusion est sans équivoque.
- « Développer des projets d'infrastructures énergétiques stratégiques dans la région ». Les corridors gaziers entre autres.
- « Établir une connectivité numérique intrarégionale » pour « soutenir la quatrième révolution industrielle dans les États membres et assurer une meilleure intégration dans l'économie

¹²⁵ Organization of Turkic States, "Turkic World Vision 2040". [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://turkicstates.org/en/haberler/turkic-world-vision-2040> 2396

mondiale basée sur la connaissance et grâce à l'utilisation du Big Data ». Il est question aussi de développer l'intelligence artificielle dans divers domaines.

- « Renforcer la coopération dans le domaine de « la technologie satellitaire et promouvoir les partenariats entre les agences spatiales ».
- « Renforcer la collaboration avec les organisations internationales, telles que l'OMS, pour aligner les politiques des États membres sur la vision et les objectifs mondiaux en matière de santé ».
- « Autonomiser les communautés de la diaspora et construire des ponts entre elles et leurs pays d'origine pour protéger leur identité et agir dans l'unité dans les questions liées au monde turc ».
- Travailler « sur la nécessité de la réforme de l'ONU ».
- « Renforcer les relations institutionnelles avec l'ONU et ses organes, l'Organisation de la coopération islamique (OCI), l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et la Conférence sur l'interaction et les mesures de confiance en Asie (CICA) ».
- « Établir un nouveau partenariat avec les institutions régionales concernées, notamment l'Union européenne (UE), l'Organisation de la Coopération économique de la mer Noire (BSEC), l'Organisation de coopération économique (ECO) et le Groupe de Visegrád [Hongrie, Pologne, Tchéquie et Slovaquie] ».

Et le dernier point révélateur.

« Renforcer la coopération avec les organisations internationales et régionales partageant un intérêt commun pour contribuer à la gouvernance mondiale »¹²⁶.

¹²⁶ *Turkic World Vision 2040*, page 6. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://www.turkicstates.org/assets/pdf/haberler/turkic-world-vision-2040-2396-97.pdf>

Le président Erdoğan cherche donc à bâtir un nouvel ordre mondial dont la Turquie et le monde turcophone auraient une place de choix dans le cadre de la gouvernance globale. C'est tout son projet de « Grand Turan ».

- **Le Grand Turan.**

Le 17 novembre 2021, Recep Tayyip Erdoğan et son partenaire gouvernemental, le chef du Parti du mouvement nationaliste (MHP) d'extrême droite, Devlet Bahçeli, ont présenté devant les médias une carte de l'Eurasie représentant le monde turcophone¹²⁷. Il englobe la Turquie, l'Azerbaïdjan, les pays d'Asie centrale, des territoires du Nord-Est de la Grèce et de la Bulgarie, le Nord de Chypre, le Nord de l'Iran, la Crimée, la région chinoise du Xinjiang, la Mongolie, et un vaste espace contenant le Sud de la Russie allant du Caucase jusqu'à la République de Sakha¹²⁸. La carte n'évoque pas seulement une représentation de l'espace historique des peuples turcs, elle dessine également les contours d'un projet géopolitique panturquiste appelé le Grand Turan, l'objectif ultime des nationalistes turcs de vouloir rassembler le monde turcophone en une seule entité politique et culturelle au nom une appartenance ancestrale commune. Bâtir une vaste ceinture turcique s'étendant des portes de l'Europe à

¹²⁷ @cumhuriyetgzt (Cumhuriyet) « *Ankara'da kritik görüşme: Erdoğan ve Bahçeli görüşmesinden ilk görüntü* ». 12h48 PM, 17/11/2021, Twitter. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : https://twitter.com/cumhuriyetgzt/status/1460937922287390728?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etw-embed%7Ctwterm%5E1460937922287390728%7Ctwgr%5E75bdb0133a18309b72cbdb487218515784d629e8%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fgreekcitytimes.com%2F2021%2F11%2F19%2Ferdogan-turkish-world-thrace%2F

¹²⁸ Voir ANNEXE 83, image 112.

l'océan Pacifique en passant par son cœur, l'Asie centrale. L'Organisation des États turciques en est l'un de ses principaux vecteurs et l'étape indispensable à l'unité régionale, comme le développe dans le journal *Kriter*, l'ancien diplomate turc en Russie, Halil Akinçi :

Avec la dissolution de l'Union Soviétique et l'indépendance des Républiques Soviétiques Turques, la conception du monde turc a dépassé les frontières de la République de Turquie, où elle s'est réfugiée. Aujourd'hui, il existe sept États turcs indépendants, dont Chypre. Au milieu de l'Eurasie, qui a été sous domination/influence étrangère en fonction des conditions changeantes du monde au cours des 200 dernières années, la ceinture turque historique s'étendant de la Méditerranée au Pacifique a été relancée. Cette génération est une génération dans laquelle l'importance est accordée de Mackinder à Spykman. Cette ceinture a trouvé sa place sur la carte géopolitique mondiale non seulement grâce à son emplacement, mais aussi grâce à ses ressources naturelles et sa population. Protéger ce lieu et accroître son importance ne sera possible que s'ils agissent ensemble et en coopération. Pour cela, ils doivent établir et renforcer les liens politiques et spirituels ainsi que les liens physiques (de transport) entre eux. L'utilisation rationnelle de certaines de leurs vastes et productives ressources naturelles ne peut être réalisée que grâce à la coopération. [...] L'État turc unique s'est soudainement transformé en six États. Cette situation a fait naître des rêves et l'idéal turc de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle, adopté par les intellectuels turcs de Sadri Maksudi à Zeki Velidi en passant par Ahmet Cevat, de Mustafa Çokay à Ziya Gökalp, a été virtuellement ravivé. Soudain, nous avons commencé à nous sentir plus forts et à croire sincèrement que nous avons été promus d'un État régional à un État mondial¹²⁹.

¹²⁹ AKINÇI Halil (01/11/2021) « *Türk Dünyasının Jeopolitiği ve Türk Dış Politikasındaki Yeri* », *Kriter*. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://kriterdergi.com/dosya-turk-dunyasi/turk-dunyasi-nin-jeopolitigi-ve-turk-dis-politikasindaki-yeri>

Pour marquer cette unité culturelle, les peuples turcophones célèbrent ensemble la semaine du monde turc et des communautés à partir du 21 mars. Il s'agit de la fête de Nevruz (signifiant « nouveau jour » et désignant le printemps), qui selon le ministère de l'Éducation nationale turc, est une « journée spéciale d'intégration qui permet de vivre l'unité, la solidarité et la fraternité côte à côte du passé au présent » pour les communautés turques du monde¹³⁰. L'Université Gazi, localisée à Ankara, célèbre cette journée en postant sur les réseaux sociaux une carte du monde turcophone avec cette particularité d'afficher la région chinoise du Xinjiang recouverte du drapeau sécessionniste du gouvernement de l'Est-Turkestan en exil¹³¹. D'autre part, il existe depuis 2012 la Plateforme de l'unité mondiale turque (*Türk Dünyası Birlik Platformu*) qui développe les idéaux panturquistes au travers de son journal mensuel avec en couverture la carte du Grand Turan. Cette carte a une autre particularité, elle représente des communautés turques autonomes dans les Balkans, en Allemagne et en France¹³². La plateforme fait par ailleurs la promotion de l'intellectuel turcique d'origine tatar de Crimée, İsmail Gaspirali (1851-1914), l'un des grands penseurs de l'unité linguistique des peuples turcs.

Selon l'Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution (*Bundesamt für Verfassungsschutz*) cette idéologie du panturquisme ou turanisme est décrit comme suit :

Le panturquisme repose sur l'idée d'une origine ethnique commune à tous les peuples turcs, combinée à la volonté d'unir ces peuples dans une patrie commune sous la direction des Turcs. Cet empire commun sera alors appelé « Turan ». Selon votre opinion,

¹³⁰ Milli Eğitim Bakanlığı (21/03/2023) « TÜRK DÜNYASI VE TOPLULUKLARI HAFTASI (21 MART NEVRUZ GÜNÜ) KUTLU OLSUN ». [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://adalar.meb.gov.tr/www/turk-dunyasi-ve-topluluklari-haftasi-21-mart-nevruz-gunu-kutlu-olsun/icerik/913>

¹³¹ Voir ANNEXE 84, image 113.

¹³² Voir ANNEXE 85, image 114.

cela pourrait alors s'étendre des Balkans à l'ouest de la Chine ou au Japon¹³³.

Un empire commun dont la Turquie réunirait sous son patronage : l'Azerbaïdjan – le Kirghizistan – le Kazakhstan – l'Ouzbékistan – le Tadjikistan – le Turkménistan – la république turque de Chypre du Nord – les Turcomans d'Irak – les Turkmènes d'Erbil (Irak) – les Koumyks, les Balkars, les Karachays et les Nogays du Caucase russe – la province de Bayan-Ölgiy en Mongolie – le Turkestan du Sud (qui désigne une province du nord de l'Afghanistan) – la république russe du Tatarstan – la république du Bachkortostan (sujet de la Fédération de Russie) – la Tchouvachie (république fédérée au sein de la Russie) – les Tatars de Crimée – la Gagaouzie (État autonome au sein de la Moldavie) – le Karakalpakstan (république autonome au sein de l'Ouzbékistan) – le kraï d'Altaï (situé dans la région de Sibérie en Russie) – la république de Touva et la Khakassie (États autonomes turcs au sein de la Russie) – la république de Sakha (sujet de la Fédération de Russie) – le Sud de l'Azerbaïdjan (qui décrit la région nord-ouest de l'Iran) – les Qashgaïs (peuple vivant dans le sud-est de l'Iran) – les communautés autonomes turques d'Europe – et enfin l'Est-Turkestan (l'actuelle région chinoise du Xinjiang)¹³⁴.

Cette recomposition géopolitique de l'Eurasie s'imbrique parfaitement dans les objectifs des néoconservateurs américains et du Forum des nations libres de la post-Russie souhaitant voir la Russie, la

¹³³ Bundesamt für Verfassungsschutz, « *Türkischer Rechtsextremismus - Die „Grauen Wölfe“ in Deutschland* ». [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023. URL : <https://www.verfassungsschutz.de/SharedDocs/hintergruende/DE/auslandsbezogener-extremismus/tuerkischer-rechtsextremismus-in-deutschland.html>

NOTE : Dans les soutiens au projet du Grand Turan, nous retrouvons l'organisation d'extrême droite turque affiliée au MHP, les Loups Gris (*Ülkücü*). Considérée en Allemagne comme « l'une des plus grandes menaces pour l'ordre fondamental libre et démocratique ».

¹³⁴ Voir ANNEXE 86, image 115.

Chine, l'Iran et plus largement les BRICS+ êtres broyés. Paul Goble avait rédigé un article dans ce sens sur le site de la Jamestown Foundation, le 16 décembre 2021, donc quelques mois avant le déclenchement de la guerre en Ukraine et la création du Forum :

De nombreux analystes russes rejettent les propos turcs sur la formation d'une communauté culturelle transnationale appelée « Grand Turan ». Ils ne croient pas qu'une telle idée attirera réellement les Azerbaïdjanais, encore moins les Asiatiques centraux, sans parler des peuples turcs vivant dans la Fédération de Russie. Mais Kamran Gasanov, de l'Université de l'Amitié des Peuples de Moscou, affirme que cette idée turque de longue date est tout aussi puissante parmi les peuples turcs que le monde russe l'est parmi les Russes. [...] Bien entendu, la Russie n'est pas le seul État menacé par le Turan. L'Iran ne souhaite évidemment pas voir ce type d'expansion turque. À plus long terme, ce n'est pas le cas de la Chine non plus, non seulement en raison de la présence de peuples turcs à l'intérieur de ses frontières (notamment les Ouïghours, les Kazakhs et d'autres), mais aussi en raison des espoirs de Pékin de devenir un jour l'acteur dominant en Asie centrale et dans le Caucase du Sud. [...] Cela en fait une menace particulièrement dangereuse pour la Russie à l'étranger et dans son pays, une menace que l'Occident utilisera à une époque de tensions croissantes entre la Russie et l'OTAN¹³⁵.

Ces écrits font écho à ceux de Janusz Bugajski lorsqu'il écrivit en 2022, dans son livre *FAILED STATE - A Guide to Russia's Rupture*, que l'effondrement de la Russie devait permettre à la Turquie de devenir plus active dans un « espace russe » en recul¹³⁶. En clair, Erdoğan aurait droit à sa part du gâteau en ayant le champ libre pour

¹³⁵ GOBLE Paul (17/12/2021) « *Moscow fears Ankara's Greater Turan ideas threaten Russia abroad and at home* », Eurasia Daily Monitor Volume : 18 Issue : 188, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://jamestown.org/program/moscow-fears-ankaras-greater-turan-ideas-threaten-russia-abroad-and-at-home/>

¹³⁶ Revoir le CHAPITRE 7 sur les néoconservateurs américains du forum.

réaliser son rêve de constituer la ceinture turcique qui formerait un *Rimland* en Eurasie. Un empire dont l'une de ses premières victimes serait l'Arménie, qui se retrouverait prise dans la mâchoire du pan-turquisme, entre la Turquie et l'Azerbaïdjan. L'un des obstacles à la première phase de la constitution de cet empire est qu'il n'existe pas, pour l'instant, de continuité géographique turcique reliant Ankara et la Mer Caspienne, et donc à l'Asie centrale. L'Arménie, et plus précisément sa région méridionale, le Syunik, empêche cette jonction. Le 25 septembre 2023, le président Erdoğan et son homologue azéri se sont rencontrés à Nakhitchevan. Au cours de leur entretien, les deux hommes ont fait allusion à la perspective de « créer un corridor terrestre entre les deux pays » via le Sud de l'Arménie¹³⁷. Un corridor auquel Erevan¹³⁸ est catégoriquement opposé. Le 23 octobre 2023, l'Azerbaïdjan avait annoncé mener des exercices militaires conjoints avec la Turquie près des frontières de l'Arménie¹³⁹. Après la reconquête du Haut-Karabakh par l'armée azérie, la prochaine étape sera-t-elle le dépeçage du premier pays chrétien de l'Histoire, au même titre que la Pologne en septembre 1939 ? Comment réagiront Washington et Bruxelles dans cette configuration après leurs compromissions avec la Turquie et l'Azerbaïdjan dans le but de vouloir à tout prix contrer la Russie ? Il est vrai qu'utiliser la Turquie contre les Russes, ce n'est pas nouveau. Au XIX^e siècle, l'empire britannique, appuyé par la France, avait mené la guerre de Crimée (1853-1856) aux côtés de l'empire ottoman. L'objectif était alors de

¹³⁷ OSBORN Andrew, BAGIROVA Nailia (25/09/2023) « *Azerbaijani and Turkish leaders hold talks, eye land corridor via Armenia* », Reuters. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.reuters.com/world/azerbaijani-turkish-leaders-hold-talks-eye-forging-land-corridor-via-armenia-2023-09-25/>

¹³⁸ Erevan est la capitale de l'Arménie.

¹³⁹ AFP (23/10/2023) « *L'Azerbaïdjan annonce mener des exercices militaires avec la Turquie près de l'Arménie* », France Info. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : https://www.francetvinfo.fr/monde/conflit-dans-le-haut-karabakh/l-azerbaïdjan-annonce-mener-des-exercices-militaires-avec-la-turquie-pres-de-l-armenie_6139608.html

contrer l'expansionnisme de la Russie visant à prendre Istanbul et l'accès aux détroits du Bosphore et des Dardanelles. Cela aurait assuré à l'empire russe une ouverture sur la Méditerranée et l'Asie Mineure. Inacceptable pour les Britanniques de l'époque. Ainsi, dans la stratégie anglo-saxonne, les Turcs faisaient déjà figure de *Rimland* eurasiatique pour contrer le *Heartland* russe.

Si le projet de Grand Turan prenait forme, il ne resterait plus qu'à Erdoğan de rajouter une étoile de plus sur le sceau de la république de Turquie qui changerait de nom pour devenir le Grand Empire Turanique. Il faut savoir que le sceau de la présidence turque est constitué d'un soleil entouré de 16 étoiles représentant les 16 grands empires indépendants turcs dans l'histoire : Xiong Nu (220 – 46 av. J.-C.), Xiongnu du Sud (48 av. J.-C. – 216 ap. J.-C.), l'empire hunnique (375 – 469 ap. J.-C.), l'empire hephtalite (390-577), le Khaganat turc (551-744), l'Avar Khaganat (565-835), le Khazar Khaganat (651-983), le Khaganat ouïghour (744-840), le Khanat Karakhanide (840-1212), l'empire ghaznavide (977-1186), l'empire seldjoukide (1037-1194), la Dynastie Khwarazmian (1077-1231), la Horde d'Or (1236-1502), l'empire timuride (1368-1501), l'empire moghol (1526-1858) et l'empire ottoman (1299-1922)¹⁴⁰.

La dix-septième étoile du Grand Turan (ᠲ ᠦᠷᠠᠨ)¹⁴¹ attend son heure.

¹⁴⁰ Présidence de la République de Türkiye, « Sceau ». [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.tccb.gov.tr/fr/presidency/seal/>

¹⁴¹ Il s'agit de l'alphabet de l'Orkhon signifiant, la plus ancienne écriture connue en turc et développé par les Köktürks (peuple turc de Mongolie et d'Asie centrale). Le mot veut dire « Turan ».

Citations

Cette victoire de l'Amérique sur la Russie soviétique a donné naissance à l'illusion brève, mais largement partagée que le 21^e siècle sera donc le siècle américain, avec les États-Unis agissant comme le leader mondial bienveillant. 20 ans plus tard, une domination mondiale américaine véritablement globale n'est plus possible, et ce, pour plusieurs raisons. Au cours des dernières décennies, le changement social mondial a connu une accélération historique sans précédent, en particulier parce que les communications de masse instantanées telles que la radio, la télévision, et internet ont stimulé un éveil universel de la conscience politique de masse. La montée généralisée de l'activisme populiste à l'échelle mondiale qui en résulte s'avère hostile à une domination extérieure du type de celle qui prévalait à l'époque du colonialisme et de l'impérialisme. Une résistance populiste persistante, hautement motivée et de peuples politiquement éveillés et historiquement irrités contre le contrôle extérieur.

Zbigniew Brzezinski (1928-2017).

Ancien conseiller américain à la sécurité nationale,
auteur du livre *Le grand Échiquier*,
à l'European Forum For New Ideas (EFNI), en 2012¹⁴².

¹⁴² NoLongeraTheory (30/11/2012) « Zbigniew Brzezinski European Forum For New Ideas((The Elite getting nervous maybe) » YouTube, 6min58. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=L3J1XQgNzOw&feature=youtu.be>

... l'Internet représente une menace pour ceux qui savent et qui décident. Parce qu'il donne accès au savoir autrement que par le cursus hiérarchique. Parce que le pouvoir appartient à ceux qui appartiennent (à des réseaux) et pas à ceux qui possèdent (des rentes). On a observé les mêmes résistances lors de l'invention de l'imprimerie ou du téléphone.

Jacques Attali.

Haut fonctionnaire français,
dans le journal *Libération*, le 5 mai 2000 ¹⁴³.

Tout empire périra.

Jean-Baptiste Duroselle (1917-1994).

Historien français, dans son livre du même titre¹⁴⁴.

¹⁴³ MAURIAC Laurent, PENICAUT Nicole (5 mai 2000), « Jacques Attali, consultant et essayiste : « La nouvelle économie est par nature anticapitaliste » », *Libération*. [En ligne] Consulté le 13 mars 2023. URL : https://www.liberation.fr/futurs/2000/05/05/jacques-attali-consultant-et-essayiste-la-nouvelle-economie-est-par-nature-anticapitaliste_324660/

¹⁴⁴ DUROSELLE Jean-Baptiste, *Tout empire périra*, Publications de la Sorbonne, 1^{ère} édition, Paris, 1981.

CHAPITRE 17

VISIONS STRATÉGIQUES

En 2012, quelques années avant de mourir, Zbigniew Brzezinski écrit son dernier livre, *Vision stratégique – l’Amérique et la crise du pouvoir mondial* (*Strategic Vision : America and the Crisis of Global Power*). Il fait le constat que les États-Unis ne peuvent plus prétendre vouloir gérer unilatéralement les affaires du monde au regard des évolutions et des bouleversements géopolitiques, économiques, sociaux et démographiques d’aujourd’hui. Il en arrive à la conclusion qu’une redéfinition des rapports entre puissances est nécessaire. Elle se traduirait par la cogérance des affaires mondiales au travers d’un « Occident plus large et vital ». La constitution d’un « Grand Occident » qui serait au cœur de la « stabilité mondiale » et dans lequel seraient intégrées la Turquie et la... Russie¹. Une intégration se faisant sous condition. La poursuite de la démocratisation de la Turquie laïque qui lui permettrait de rejoindre l’UE. Une Turquie que Brzezinski qualifiait comme étant une « extension informelle de l’Europe et donc aussi de l’Occident »². Pour la Russie, de profondes réformes démocratiques et le respect de l’État de droit devaient être mis en œuvre. Ce partenariat Occident-Russie serait fondé sur « un engagement envers des valeurs politiques et économiques communes »³. En somme, une association de l’ensemble des pays de l’hémisphère nord devant faire front face à l’influence de la Chine et à son rang de superpuissance. Un mastodonte occidental incluant monde russe et monde turc pesant 1,102 milliard

¹ BRZEZINSKI Zbigniew, *Vision stratégique – l’Amérique et la crise du pouvoir mondial*, éditions Retour aux sources, France, 2020, page 152.

² *Idem*, page 156.

³ *Idem*, page 159.

d'habitants (15,9% de la population mondiale), un PIB de 34 459 milliards \$ (46,3% du PIB mondial) et 40,3 millions de km² (27% de la surface terrestre du monde)⁴. *Vision stratégique* prend donc le contrepied de son livre antérieur *Le grand Échiquier*. Brzezinski se résigne en disant que l'Amérique ne peut pas affronter la Russie et la Chine en même temps. Pour assurer les États-Unis de rester le leader mondial, il recommande de tendre la main à la Russie. Nous ne sommes plus dans la domination mondiale, mais dans la coopération internationale. Zbigniew Brzezinski réitéra cette affirmation à l'European Forum For New Ideas (EFNI) de Pologne en 2012 :

*La domination mondiale par une seule puissance n'est plus une perspective internationale réaliste. Cependant, en même temps, nous devons faire face au fait que le monde est plus vulnérable au chaos mondial croissant et que les État-nations responsables n'ont d'autre choix que de promouvoir leur coopération géopolitique*⁵.

Cette perspective de « Grand occident » intégrant le monde russe aurait été fort possible après la fin de la Guerre froide. Mais il aurait probablement fallu dissoudre l'OTAN en 1991 et les États-Unis auraient dû renoncer à toute volonté de domination mondiale. Malheureusement, les néoconservateurs américains en ont décidé autrement, Brzezinski inclus. La stratégie a été de soutenir les séparatistes tchéchènes, d'élargir au maximum l'OTAN, de faire les révolutions de couleurs, de multiplier les interventions militaires à l'étranger et d'installer quantité de bases militaires au point d'en compter près de 800 dans plus de 70 pays⁶. Ce projet d'Occident élargi est mort et enterré depuis le coup d'État de 2014 en Ukraine. Quant à la Turquie d'Erdoğan, elle se tourne désormais vers

⁴ *Idem*, page 176.

⁵ NoLongerTheory (30/11/2012) « Zbigniew Brzezinski European Forum For New Ideas((The Elite getting nervous maybe) » (op.cité) 5min.

⁶ VINE David (July/August 2015) « *Where in the World Is the U.S. Military ?* », Politico. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.politico.com/magazine/story/2015/06/us-military-bases-around-the-world-119321/>

l'islamisme et l'impérialisme tout en prenant ses distances avec le modèle occidental. Les impériaux américains se sont maintenant engagés dans une logique de guerre jusqu'au-boutiste contre la Russie, contre la Chine et contre les BRICS+. Une stratégie qui les a conduits à saborder l'économie de ses partenaires européens avec la fin de Nord Stream et de les rendre dépendant de la Turquie et de l'Azerbaïdjan, soit aux panturquistes au discours de plus en plus véhément envers l'Occident. Une tactique perdante sur le plan militaire, car l'armée russe n'a jusqu'à présent pas été vaincue en Ukraine malgré des milliards injectés. Échec aussi de leur succursale du Forum des nations libres de la post-Russie cherchant à démanteler la Russie. Échec sur le plan diplomatique en voulant isoler la Russie alors qu'elle renforce son alliance avec la Chine et contribue à la montée des BRICS+. Le mépris affiché des néoconservateurs américains envers ses partenaires européens, en les traitant comme des domestiques en espionnant de manière systématique aussi bien leurs institutions, leurs entreprises que leurs citoyens. Les révélations d'Edward Snowden en sont un exemple révélateur⁷. Du transfert des données personnelles des européens vers les États-Unis et validée par la Commission européenne. En leur sommant de stopper toute relation commerciale avec des pays qu'ils n'aiment pas. En 2015, la France a dû annuler la vente de navires Mistral à la Russie sous pression américaine⁸. L'accaparement des fleurons industriels français et européens par des entreprises américaines avec la complicité des pouvoirs publics et sur fond de suspicion de corruption. L'affaire de la vente d'Alstom à General Electric conclue par

⁷ FOLLOROU Jacques, GREENWALD Gleen (21/10/2013) « *Comment la NSA espionne la France* ». [En ligne] Consulté le 12 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/technologies/article/2013/10/21/comment-la-nsa-espionne-la-france_3499758_651865.html

⁸ AFP (01/07/2014) « *Poutine lie l'affaire BNP Paribas à la vente controversée des Mistral* », France 24. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2023. URL : <https://www.france24.com/fr/20140701-poutine-russie-bnp-paribas-amende-usa-france-ukraine-mistral-crimee-saint-nazaire>

Emmanuel Macron en est un autre exemple manifeste⁹. De recruter dans les pays « alliés » les futurs leaders de demain pour propulser leur carrière et les placer à des postes clés dans les institutions pour en faire de parfaits auxiliaires. Nous pouvons aussi citer l'ingérence dans les banlieues françaises pour recruter des leaders potentiels au travers du programme du Département d'État intitulé *International Visitor Leadership* (existant depuis les années 1940)¹⁰. Enfin, en s'immisçant dans leurs affaires par le biais de l'extraterritorialité du droit américain au travers du dollar¹¹. Avec un tel « ami » américain, la France n'aurait plus besoin d'ennemis. En résumé, pendant que les États-Unis renforcent leur mainmise sur leur protectorat que constitue l'Europe, ils perdent progressivement leur place de *primus inter pares*. Par ailleurs, l'Amérique renvoie désormais un visage d'empire tyrannique auprès des autres pays du monde, suscitant la crainte pour certains, la réprobation pour les uns et la haine pour d'autres. Nous sommes loin de l'image hollywoodienne et iconique des Américains comme les sauveurs du monde et l'Amérique comme le pays de la liberté. Autre élément, la promotion en Occident de la théorie du genre, des LGBTQI+, de la cancel culture et plus généralement du wokisme, provoque la rétractation d'une partie non négligeable des pays du globe qui restent attachés à des valeurs plus traditionnelles. Une idéologie mettant ainsi à mal l'un des

⁹ AFP (12/07/2022) « *Vente d'Alstom à GE : ouverture d'une enquête pour corruption et recel* », Capital. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2023. URL : <https://www.capital.fr/entreprises-marches/vente-dalstom-a-ge-ouverture-dune-enquete-pour-corruption-et-recel-1441482>

¹⁰ GRECO Bertrand (03/11/2008) « *Comment les Etats-Unis draguent nos banlieues* », Le JDD. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.lejdd.fr/Societe/Comment-les-Etats-Unis-draguent-nos-banlieues-84924-3081401>

¹¹ LASSAUCE Ludovic (31/10/2019) « *Extraterritorialité du droit américain : le grand « Hold-Up »* ». [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/extraterritorialite-du-droit-americain-le-grand-hold-up-832113.html>

points forts de l'Amérique, son *soft power*. La « séduction irrésistible » n'est plus si opérante qu'avant.

Dans son ouvrage *Notre route commence à Bagdad*, William Kristol avait comparé la puissance de l'Amérique à la Rome antique où elle était au sommet de sa puissance. C'est oublier que l'empire romain a fini par périr. En Occident tout d'abord en 476 par les Germains et en 1453 avec la prise de Constantinople par les Turcs. Comme tous les empires qui l'ont précédé et comme tous les empires qui le succéderont. L'empire perse, l'empire d'Alexandre le Grand, Rome, l'empire Byzantin, l'empire de Charlemagne, le Saint-Empire romain germanique, l'empire des Habsbourg, les deux empires napoléoniens, le II^e puis le III^e Reich, l'empire ottoman, les empires coloniaux européens, la Chine impériale, l'empire britannique, l'empire russe puis soviétique : l'empire américain ne fera pas exception à la règle. L'un des indicateurs les plus probants : les États-Unis sont endettés à plus de 100 000 milliards de dollars¹². Une dette irremboursable.

Un empire est par essence un despotisme. Il est représenté par une caste disposant de tous les leviers de commande et bénéficiant de somptueux privilèges par rapport au reste de la population vivant dans des conditions souvent délétères. L'empire est une mutation d'une nation en une entité plus vaste, regroupant d'autres nations, d'autres peuples, mais tous subjugués à la première. Un empire est en guerre de manière presque permanente, sur le plan intérieur (guerres civiles, contestations) ou sur le plan extérieur (guerres de conquête), parfois les deux en même temps. Un empire incarne le plus fréquemment l'injustice : il exploite, il pille, il réprime dans le sang, il taxe lourdement et il tend à mentir pour justifier ses actes par le biais d'une propagande astucieuse. Un empire peut incarner

¹² KOLBER Vince (20/12/2022) « *How Much Washington Really Owes: \$100 Trillion* », The Wall Street Journal. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023. URL : <https://www.wsj.com/articles/how-much-washington-really-owes-100-trillion-debt-social-insurance-expenditure-medicare-medicaid-treasury-11671571955>

l'hubris, la quête d'un pouvoir absolu et de vouloir étendre ses frontières jusqu'aux confins du monde. Pour finir, un empire est ruineux, car il est obligé de mobiliser des ressources considérables pour entretenir son administration, ses vastes territoires, son armée et les futures guerres. Pour toutes ces raisons, l'empire porte en lui les germes de sa propre destruction.

Un jour viendra peut-être où l'Amérique devra faire le choix entre soit vivre en tant que nation libre ou bien mourir en tant qu'empire despotique. Pour paraphraser Zbigniew Brzezinski : *La clé de l'avenir de l'Amérique est donc entre les mains du peuple américain*¹³.

- **La montée d'internet, une menace pour les puissants.**

Toujours à l'European Forum For New Ideas (EFNI), Zbigniew Brzezinski pointait que l'émergence d'internet - avec ses réseaux sociaux - avait « stimulé un éveil universel de la conscience politique de masse ». Cet éveil aurait donc développé une résistance à leur domination mondiale. Cette révolution de l'information n'en est pas à sa première fois. L'humanité avait déjà connu ce type de changement au travers de l'invention de l'imprimerie par Gutenberg au XV^e siècle. Cette invention allait être un évènement majeur dans l'époque de la Renaissance ainsi qu'un tournant dans l'histoire de l'imprimerie. On assista à l'accroissement spectaculaire de la diffusion au plus grand nombre des livres et de leurs contenus : en premier ce furent les écrits bibliques, mais par la suite, les arts, la culture, les idées et les informations. C'est par le biais de cette révolution de l'imprimerie que se sont diffusés notamment les courants religieux comme le protestantisme, les idéaux des Lumières puis révolutionnaires, la littérature, les idéologies et bien entendu les journaux. Jusqu'au début du XX^e siècle, la presse écrite était considérée comme le moyen d'information pouvant toucher un très large public.

¹³ BRZEZINSKI Zbigniew, Vision stratégique – l'Amérique et la crise du pouvoir mondial, (op. cité), page 141.

Mais à partir des années 30, se développent le cinéma parlant et la radio qui s'ajoutent aux moyens de diffusion de l'information, concurrençant ainsi la presse écrite. C'est au cours de cette période que va naître l'industrie des relations publiques incarnée par Edward Bernays, considéré comme « le père de la propagande politique et d'entreprise ». Dans son livre *Propaganda*, écrit en 1928, il y pointait déjà à l'époque les failles des démocraties par le biais de la manipulation des masses au travers des moyens techniques de propagande (radio, journaux, etc.) utilisés par ceux qui les contrôlent et qui agissent dans l'ombre. Après la Seconde Guerre mondiale, un autre acteur va bouleverser nos usages en matière d'information, la télévision. Elle va commencer à apparaître dans les foyers, d'abord en Amérique, puis dans le reste du monde. Elle devient un marqueur indispensable dans la société de consommation au cours des trente glorieuses. La nouvelle norme est la famille dînant ensemble devant le journal télévisé ou bien devant son programme favori. Au cours des décennies, la télévision va devenir « la reine incontestée des médias » jusqu'à ce qu'un autre protagoniste entre en scène : internet. Ce réseau informatique mondial, accessible aujourd'hui à des milliards de personnes à travers la planète, facilite la diffusion de l'information. En un temps infime, une information publiée sur un réseau social peut toucher des millions d'utilisateurs aux quatre coins du monde. L'accès à l'information n'a jamais été aussi facile qu'en quelques clics et une connexion haut débit. Mais cette révolution ne s'arrête pas en si bon chemin. Elle a permis l'émergence de communautés d'internautes cherchant à développer leurs propres opinions sans pour autant passer par les médias traditionnels (radios, télévisions, journaux, etc.). On contourne ainsi un canal hiérarchique au profit d'un autre plus horizontal. Les médias contrôlés aujourd'hui par des oligarques, ces « dirigeants invisibles » que décrivait Bernays dans son livre, se voient de plus en plus concurrencés par des médias alternatifs et des sites internet pouvant capter autant de personnes que certaines de leurs émissions. Cette tendance peut se matérialiser par une étude de 2020 de Statista. Elle montre la progression fulgurante de la consommation d'internet au détriment de

la télévision au cours de la décennie 2010. En 2011, le temps moyen estimé passé par jour devant la télévision était de 178 minutes contre 76 pour internet. En 2019, la consommation d'internet a dépassé pour la première fois celle de la télévision, avec respectivement 170 minutes contre 167¹⁴. Si la tendance se confirme pour cette décennie 2020, alors 2019 aura marqué le pas d'une révolution où internet, non seulement a détrôné la télévision, mais deviendra prédominant et pèsera davantage dans l'éducation et l'information pour les générations futures. Elles seront moins enclines à suivre le « cursus hiérarchique » traditionnel en déclin, donc moins influençables. Car rien n'est pire pour un régime ou une entreprise, et peu importe leur nature, d'utiliser une propagande si elle n'est pas à la hauteur de son efficacité, qu'elle décroît avec le temps et qu'elle coûte cher. D'après l'institut Thomas More, en 2023, *41% des Français s'informent désormais d'une manière ou d'une autre via les réseaux sociaux et ce pourcentage atteint 62% chez les moins de 25 ans*¹⁵.

Une révolution en marche. Et elle est là.

- **Pourquoi le gouvernement mondial ne peut être qu'une dictature.**

Nous pouvons constater qu'au travers du prototype continental, l'Union européenne, aussi bien que le gouvernement mondial annoncé par les mondialistes, ne peut être démocratique. L'ancien dissident soviétique et militant pour les droits de l'homme, Vladimir Boukovsky, avait rédigé en 2005 un livre intitulé *L'Union*

¹⁴ Voir ANNEXE 87, image 116.

¹⁵ DALMONT Cyrille (04/10/2023) « *Décrire le réel · Vers une concurrence féroce entre le pouvoir et les réseaux sociaux* », Institut Thomas More. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2023. URL : <https://institut-thomas-more.org/2023/10/04/decrire-le-reel-%C2%B7-vers-une-concurrence-feroce-entre-le-pouvoir-et-les-reseaux-sociaux/>

*européenne, une nouvelle URSS ?*¹⁶ Il indiquait dans ses écrits les similitudes entre l'Union soviétique et l'Union européenne. Une caste de technocrates non élus par le peuple, disposant de pouvoirs conséquents, n'ayant aucun compte à rendre et disposant d'une immunité judiciaire. Un parlement supranational ayant très peu de pouvoir. La volonté de créer un homme nouveau, « soviétique » pour l'un, « européen » pour l'autre, afin d'effacer les identités nationales et de détruire l'État-nation. La corruption des institutions et une démocratie de façade. La mise à l'index et la persécution des opposants au système, par la prison du côté soviétique et du côté européen, par le « goulag intellectuel appelé politiquement correct » conduisant à l'ostracisme. La même propagande en affirmant que seul un État supranational éviterait la guerre. Il y a néanmoins une différence, l'URSS s'est imposée par la force armée, l'Union européenne s'est imposée par la contrainte et la pression économique. Et enfin, que le système était irréformable. La seule alternative que Vladimir Boukovsky recommandait pour mettre fin à ce système était « l'indépendance ».

À présent, si demain un gouvernement mondial devait émerger pour gérer non pas 27 pays comme l'UE, mais 193, comment pourrait-il être capable d'appliquer ses directives à l'échelle mondiale sans déposséder les États de leur souveraineté nationale ? C'est-à-dire, la liberté des peuples que Clarence Streit qualifiait de *microbe*. Un système, dans lequel une caste de technocrates non élus disposant de la plus grande concentration des pouvoirs et décidant du sort de 8 milliards de personnes, est-il vraiment une option souhaitable au nom de l'idéal grandiloquent de « l'unité pour la paix » ? Si nous revenons à l'Union européenne, cette union supranationale se montre de plus en plus autoritaire en bafouant les référendums ainsi que les libertés des peuples d'Europe et dont les représentants sont cooptés en fonction de liens d'intérêts, notamment avec les milieux atlantistes et mondialistes. Un tel système peut-il être viable au

¹⁶ BOUKOVSKY Vladimir, *L'Union européenne, une nouvelle URSS ?* éditions du Rocher, Monaco, 2005.

niveau global et surtout, peut-il tenir sur le long terme ? Vladimir Boukovsky concluait en ces termes :

L'UE est le vieux modèle soviétique servi à la sauce occidentale. Mais j'insiste, comme l'URSS, l'Union européenne porte en elle les germes de sa propre perte. Hélas, quand elle s'écroulera, car elle va s'écrouler, elle laissera derrière elle une immense destruction et de gigantesques problèmes économiques et ethniques. Le vieux système n'était pas réformable, l'Union européenne non plus. [...] J'ai vécu dans votre futur et ça n'a pas marché ¹⁷.

L'Union soviétique bâtie « pour empêcher la guerre » n'a pas marché en 70 ans. La construction européenne « au nom de la paix » ne marche pas en plus de 66 ans, surtout après 2005 où elle se fait désormais contre la volonté des peuples. Un gouvernement mondial ayant pour maxime « l'unité pour la paix » ne pourrait donc fonctionner temporairement qu'en imposant une tyrannie globaliste. Avant de s'effondrer à son tour.

- **Un « nouvel ordre mondial » pas si nouveau que cela.**

L'expression « nouvel ordre mondial » est utilisée de manière récurrente dans les discours des chefs d'État atlantistes, ce qui peut susciter nombre d'interrogations. En effet, que désigne-t-elle ? Nous pouvons la définir comme une mutation des rapports internationaux au travers du basculement d'un ordre ancien. Un ordre ancien devant faire place à un ordre nouveau, régi sous de nouvelles règles et re-définissant les relations internationales. Le basculement se traduit le plus couramment comme une période de chaos et de désordre se matérialisant par un effondrement, une guerre, une crise majeure ou par une combinaison de ces facteurs. Si nous prenons cette définition,

¹⁷ Abbé Pagès - Société et Résistance (03/03/2018) « *Vladimir Boukovsky : "J'ai vécu dans votre futur"* », YouTube. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=3E5kIP4R-Qw>

des nouveaux ordres mondiaux ou régionaux ont été récurrents au cours de l'Histoire. Lorsque Rome détruit Carthage en 149 av. J.-C. et met fin à la troisième guerre punique, un nouvel ordre méditerranéen a émergé. Il marque l'avènement de la République romaine comme puissance méditerranéenne incontestée en éliminant sa rivale. Quand Octave ressort triomphant de la bataille d'Actium en 31 av. J.-C. et vainquit Antoine et Cléopâtre, un nouvel ordre romain est apparu avec la fin des guerres civiles et l'instauration du Principat. Lors de la déposition du dernier empereur romain d'Occident, Romulus Augustule en 476 ap. J.-C., une nouvelle ère a vu l'émergence des royaumes germaniques. Les conquêtes de Charlemagne et son couronnement en l'an 800 par le Pape Léon III marquent un nouvel ordre occidental chrétien réunissant une multitude de peuples sous son sceptre. Au X^e siècle, avec les invasions normandes et la chute de l'empire carolingien, un nouvel ordre, cette fois féodal, a fait son apparition. La prise de Constantinople en 1453 par les Turcs a acté la fin de l'Empire romain d'Orient et l'avènement d'un nouvel ordre ottoman. La guerre de Sept ans a vu la victoire de la Grande-Bretagne sur la France et a consolidé son empire colonial ainsi que maritime. Elle a fait naître un nouvel ordre mondial dominé par les Britanniques. L'impact de la Révolution française de 1789 et l'épopée napoléonienne ont fait entrevoir un nouvel ordre mondial sur le plan des idées. La victoire de la Prusse en 1870 contre la France a fait aboutir l'unité allemande et a mis en place un nouvel ordre germanique en Europe. À la fin de la Première Guerre mondiale, l'avènement de la Société des Nations, le triomphe du communisme en Russie et la recomposition des frontières en Europe ont donné suite à un nouvel ordre mondial. Avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale et la domination de l'Allemagne sur l'Europe, Hitler a fait basculer l'ordre mondial. Les nazis voulaient en effet bâtir la « Nouvelle Europe » (*Das Neue Europa*) qui devait s'inscrire dans un « nouvel ordre mondial » dans lequel dominerait le III^e Reich¹⁸. Cette propagande a été même reprise par les collaborateurs

¹⁸ Voir ANNEXE 88, image 117.

français, le gouvernement de Vichy et par le Maréchal Philippe Pétain le premier, lors de son discours du 30 octobre 1940 sur la collaboration avec l'Allemagne : *C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles dans le cadre d'une activité constructive du **nouvel ordre européen**, que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration*¹⁹. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, un nouvel ordre mondial est encore survenu. Il marque le déclin des influences européennes dans les affaires du monde au profit des deux géants que sont devenus les États-Unis en tant que première puissance mondiale et l'URSS, la division du monde en deux blocs et le commencement de la Guerre froide. Avec la chute du mur de Berlin, la fin de la Guerre froide et la disparition de l'Union soviétique, un nouvel ordre mondial a surgi. Il propulsa les États-Unis au rang d'hyperpuissance, au triomphe de leur modèle idéologique et à l'instauration de la *pax americana*. C'est ce nouvel ordre mondial, mais surtout américain, que le président George H. W. Bush appelait de ses vœux dans son discours de 1991. La crise économique de 2008, la remise en question du dollar, la montée de la Chine et du monde multipolaire, ont été interprétés aussi comme l'émergence d'un nouvel ordre mondial. En 2022, le président Joseph Biden déclarait : *C'est le moment où les choses changent. Il va y avoir un nouvel ordre mondial et nous devons le diriger*²⁰. En clair, le monde va connaître de nouveaux bouleversements (géopolitiques,

¹⁹ Le soir (30/10/2016) « 30 octobre 1940 : discours du maréchal Pétain annonçant sa collaboration avec Hitler ». [En ligne] Consulté le 12 novembre 2023. URL : <https://www.lesoir.be/art/1350591/article/soirmag/soirmag-histoire/2016-10-24/30-octobre-1940-discours-du-marechal-petain-annoncant-sa-collaboration-avec-#:~:text=Une%20collaboration%20a%20%C3%A9t%C3%A9%20en-visag%C3%A9,d'abord%20entre%20nos%20mains.>

²⁰ AUDUREAU William (25/03/2022) « *Que recouvre l'expression « nouvel ordre mondial » et pourquoi suscite-t-elle tant de fantasmes ?* », Le Monde. [En ligne] Consulté le 12 novembre 2023. URL : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/03/25/que-re-couvre-l-expression-nouvel-ordre-mondial-et-pourquoi-suscite-t-elle-tant-de-fantasmes_6119165_4355770.html

économiques, etc.) et les États-Unis – les néoconservateurs américains et les mondialistes – se doivent de diriger l'ordre nouveau à venir. Leur nouvel ordre mondial. Leurs règles. Sous leur domination.

Le nouvel ordre mondial n'est donc pas si nouveau dans l'Histoire. Le 15 mars 1941, lors d'un discours à la Maison-Blanche, le président Franklin Delano Roosevelt l'avait concédé en désignant le nouvel ordre sous l'égide des nazis :

Ils cherchent ouvertement à détruire tous les systèmes de gouvernement électifs sur tous les continents, y compris le nôtre ; ils cherchent à établir des systèmes de gouvernement basés sur l'« enrégimentation » de tous les êtres humains par une poignée de dirigeants individuels qui ont pris le pouvoir par la force. Oui, ces hommes et leurs partisans hypnotisés appellent cela un nouvel ordre. Ce n'est pas nouveau et ce n'est pas un ordre. Car l'ordre entre les nations présuppose quelque chose de durable – un système de justice sous lequel les individus, sur une longue période, sont prêts à vivre. L'humanité n'acceptera en définitive jamais un système imposé par la conquête et basé sur l'esclavage²¹.

Toute comparaison avec notre époque actuelle ne serait que pure coïncidence.

- **Quelle vision stratégique pour la France ?**

La France se trouve dans la situation suivante. Elle appartient à des structures, l'Union européenne et l'OTAN, dominées par les intérêts germano-américains et plus largement anglo-saxons. Les dirigeants français ont fait allégeance au nouvel ordre mondial des

²¹ The American Presidency Project, Franklin D. Roosevelt (March 15, 1941) « *Address at the Annual Dinner of White House Correspondents' Association* ». [En ligne] Consulté le 12 novembre 2023. URL : <https://www.presidency.ucsb.edu/documents/address-the-annual-dinner-white-house-correspondents-association>

globalistes et ont trahi la cause du peuple qu'ils méprisent. Ils gèrent désormais la France comme une province vassalique et contre les intérêts nationaux. La France est dépossédée de ses marges de manœuvre sur le plan de la politique économique, énergétique, juridique, migratoire, sociale, diplomatique, de l'agriculture, etc. Elle est menacée de disparaître par une dislocation régionale, la perte d'identité nationale et le déclassement dans une multitude de domaines. Enfin, une partie considérable des Français sombre dans le désespoir et l'indifférence, voire pour certains sont « hypnotisés » et accompagnent ce processus de vassalisation et de destruction de la France au nom de l'idéal européiste et mondialiste.

Face à ce constat macabre, quelle solution apporter ? Charles de Gaulle, qui a connu ce type de situation au cours de sa vie, insistait sur la volonté d'exister par soi-même, dans le cadre national :

L'essentiel, pour jouer un rôle international, c'est d'exister par soi-même, en soi-même, chez soi. Il n'y a pas de réalité internationale qui ne soit d'abord une réalité nationale.

La France ne peut se maintenir qu'au travers d'un État efficace :

Il n'y a eu de France que grâce à l'État. La France ne peut se maintenir que par lui. Rien n'est aussi capital que la légitimité, les institutions et le fonctionnement de l'État. C'est pourquoi il faut que cet État ait à sa tête un chef qui en manifeste la permanence.

Sur l'Europe, il voulait qu'elle soit fondée sur les nations qui refuseraient l'hégémonie anglo-saxonne et [les] champions du supranational.

En diplomatie, la mission de la France était de plaider en faveur de l'indépendance et de la liberté des peuples ainsi que de la coopération internationale pour aboutir à la paix.

C'est dire que la France, tout en se dotant des moyens voulus pour rester elle-même, continuera à travailler partout, et d'abord sur notre continent, d'une part pour l'indépendance des peuples et

la liberté des hommes, d'autre part pour la détente, l'entente et la coopération, autrement dit pour la paix.

Le général voulait bâtir un ordre fondé sur l'esprit et non sur le matérialisme :

*Construire un ordre tel que la liberté, la sécurité, la dignité de chacun y soient exaltées et garanties, au point de lui paraître plus désirables que n'importe quels avantages offerts par son effacement. [...] Assurer en définitive la victoire de l'esprit sur la matière.*²²

Enfin, Charles de Gaulle était intraitable sur « l'esprit d'abandon » qui animait déjà à son époque les élites françaises et qu'il assimilait à l'esprit de servilité :

*Mais il y a plus grave, c'est l'esprit d'abandon. Cette espèce de trahison de l'esprit, dont on ne se rend même pas compte. L'esprit de Locarno, l'esprit qui nous a amené à tout lâcher sans aucune garantie, l'esprit qui nous a amenés à laisser réoccuper la Rhénanie, l'esprit qui nous a conduits à rendre sans contrepartie leur charbon et leur acier aux Allemands, pour construire la CECA dans les conditions où on l'a construite. Comme si le but d'une politique française était de faire plaisir aux autres pays et de faire en sorte qu'il n'y ait plus de France ! Surtout ne pas faire de peine aux étrangers ! Il y a chez nous toute une bande de lascars qui ont la vocation de la servilité. Ils sont faits pour faire des courbettes aux autres. Et ils se croient capables, de ce seul fait, de diriger le pays*²³.

Un idéal que nous pouvons retrouver chez Georges Bernanos dans son livre, *La France contre les robots* (1947), où il entrevoyait

²² Fondation Charles de Gaulle, *La vocation de la France par le général de Gaulle*, par Alexandre Duval-Stalla. [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : <https://www.charles-de-gaulle.org/wp-content/uploads/2017/06/La-vocation-de-la-France-par-le-general-de-Gaulle-par-Alexandre-Duval-Stalla.pdf>

²³ PEYREFITTE Alain, *C'était de Gaulle - Tome I*. éditions Fayard, Paris, 2014.

l'avènement d'une société dominée par la Technique et faisant émerger un monde déshumanisé et où la liberté cèderait le pas sur la performance, l'efficacité et la rentabilité. Donc à l'ascension fatidique d'une nouvelle forme de totalitarisme :

Je demande pardon à Dieu de regarder avec trop de complaisance se gratter les imbéciles. La malfaisance n'est pas dans les imbéciles, elle est dans le mystère qui les favorise et les exploite, qui ne les favorise que pour mieux les exploiter. Le cerveau de l'imbécile n'est pas un cerveau vide, c'est un cerveau encombré où les idées fermentent au lieu de s'assimiler, comme les résidus alimentaires dans un côlon envahi de toxines. Lorsqu'on pense aux moyens chaque fois plus puissants dont dispose le système, un esprit ne peut évidemment rester libre qu'au prix d'un effort continu²⁴.

Si la France devait se ressaisir, elle devrait donc, selon la vision de de Gaulle, récupérer sa souveraineté et son indépendance. Soit un changement complet de paradigme auquel le « système » a habitué les Français, à leur faire renoncer à toute volonté de puissance et d'indépendance au nom d'un projet supranational. À combattre l'esprit d'abandon, le renoncement de la compromission, du fatalisme, du défaitisme et en définitive, à l'esprit de collaboration. Un chemin vers la servitude volontaire qu'avait avancé Étienne de la Boétie en son temps. Une indépendance qui se traduirait par la sortie des institutions qui dominent la France : l'Union européenne, la Banque centrale européenne et donc l'euro, l'OTAN, la CEDH, la remise à plat de Schengen ainsi que de certains traités internationaux comme le Traité d'Aix-la-Chapelle de 2019²⁵. La création d'un nouveau

²⁴ BERNANOS Georges, *La France contre les robots*, éditions Payot & Rivages, Paris, 2023, page 125.

²⁵ Le traité d'Aix-la-Chapelle de 2019 signé entre Emmanuel Macron et Angela Merkel prévoit la convergence et le renforcement accru de la France et de l'Allemagne dans différents domaines, notamment en diplomatie. La création d'une assemblée parlementaire franco-allemande réunissant 50 élus de chaque pays. Créer un siège de membre permanent au conseil de sécurité des nations unies pour l'Allemagne. En bref, le traité cherche à renforcer l'Allemagne dans les institutions

franc et le contrôle exclusif de l'État sur la Banque de France (BDF). Acter une bonne fois pour toute le divorce de cette escroquerie du « couple franco-allemand » qui en réalité est germano-américain et qui tend à être également germano-turc. De s'orienter vers les pays d'Europe du Sud, dont la Grèce. Une diplomatie non-alignée sur les États-Unis, quitte à dire non à leurs injonctions et de se fâcher avec notre « ami » américain. Embrasser la multipolarité du monde en se tournant davantage vers l'Amérique latine et l'Eurasie (Russie, Inde, Chine, Asie du sud-Est, Corée du Sud, Japon, Indonésie, Arménie, etc.). En somme, se tourner vers les BRICS+. Un redressement de l'État et de son économie par le biais d'une politique de planification. Enfin, de s'opposer avec panache contre toute tentative de contrôle de la France par l'extérieur (puissances étrangères, lobbys, sociétés transnationales, institutions supranationales) ou par l'intérieur (élites traîtres et serviles ; organisations criminelles, sédi- tieuses et terroristes).

• Vers un basculement de la société ?

L'histoire est un perpétuel recommencement, disait l'historien athénien Thucydide. Cette citation peut faire écho à une théorie qui fut exposée au IV^e siècle avant J.-C. par le philosophe Platon dans son œuvre *La République* au livre VIII : L'anacyclose, ou la théorie cyclique du basculement des régimes politiques. Cette théorie a été ensuite détaillée par l'historien grec Polybe de Mégalo- polis dans *Histoires* au cours du II^e siècle avant J.-C. Il développe le basculement successif de six régimes : monarchie, tyrannie, aristocratie, oligarchie, démocratie et ochlocratie.

internationales et à aligner davantage la France sur les positions de Berlin, soit en arrière-fond, ceux de Washington. Réf. :

Toute l'Europe (01/06/2021) « *Qu'est-ce que le traité d'Aix-la-Chapelle ?* ». [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : <https://www.touteleurope.eu/vie-politique-des-etats-membres/qu-est-ce-que-le-traite-d-aix-la-chapelle/>

Tout d'abord, la monarchie se constituerait de manière spontanée et naturelle, lors de catastrophes naturelles (inondation, épidémie, ou mauvaises récoltes) entraînant le désordre. Les hommes ayant survécu se rassemblent et, naturellement, un homme se distingue du groupe. Par sa force et sa morale, il s'affirme auprès du groupe et prend ainsi le commandement. Polybe explique que ce lien naturel peut exister aussi bien chez l'homme que chez les animaux. En somme, la monarchie repose sur un homme faisant usage de la force, mais en l'exploitant au service de tous. À titre d'exemple : la défense du groupe contre un ennemi extérieur ou rendre à chacun de ses sujets le mérite qui lui est dû. En retour, le monarque reçoit l'adhésion des masses populaires. Ce qui fait naître chez ces dernières la notion du bien et du mal, et ce que doit être la légitimité de son chef.

C'est plutôt par une adhésion à son jugement qu'on lui obéit et qu'on s'entend pour sauvegarder son pouvoir, même si c'est un vieillard ; on le protège et on se bat d'un même cœur contre les adversaires de sa souveraineté. C'est ainsi qu'un monarque se trouve transformé insensiblement en roi, lorsque la raison prend le pas sur la passion et la force. Telle est la première notion que la nature donne aux hommes du bien, du juste et de leurs contraires, telles sont l'origine et la genèse de la vraie royauté.

Ensuite, la monarchie évolue progressivement vers une tyrannie. Pourquoi ? Parce que le descendant du monarque - soit la première ou la deuxième génération qui suit - n'a pas nécessairement les mêmes principes et qualités que son ancêtre et qu'il peut maltraiter ses sujets. Le descendant doit sa légitimité que par succession héréditaire et non pas par ses propres faits d'armes. Mais surtout, il se distingue d'un mode de vie luxueux, totalement différent par rapport à ses sujets, ainsi que par une dépravation des mœurs. Ce qui l'expose aux calomnies et au mépris. Ainsi, la tyrannie naquit de la monarchie. Le régime tyrannique – par son impopularité due essentiellement aux actions du chef – est renversé par une conspiration émanant d'un « mouvement révolutionnaire » venant « des plus nobles » et des plus « magnanimes », les aristocrates. Ce mouvement est accompagné par le peuple pour renverser la monarchie.

Pour combler le vide du pouvoir, le peuple s'en remet à ces aristocrates qui voulaient placer « l'intérêt commun au-dessus de tout ». Ainsi, l'aristocratie naquit de la tyrannie. Pourtant, le même problème se pose. Les descendants des aristocrates, qui n'avaient « ni l'expérience du malheur ni absolument aucune expérience de l'égalité politique et de la liberté politique » n'ont connu depuis l'enfance que les privilèges de leurs ancêtres. En conséquence, ils s'abandonnent dans les mêmes vices que sous la tyrannie : la cupidité et l'avidité. Ce qui fait décrier une fois de plus le peuple. Ainsi, l'oligarchie naquit de l'aristocratie. Comme pour le régime tyrannique, le régime oligarchique est à son tour renversé, cette fois par les citoyens. Une fois les oligarques massacrés ou proscrits, ils décident de ne plus remettre le pouvoir à une minorité comme dans les régimes antérieurs, mais à la majorité, c'est-à-dire eux-mêmes. Un groupe émane des citoyens et se charge de fonder le nouveau régime. Ainsi, la démocratie naquit de l'oligarchie. Cependant, les générations qui suivent voient la prise de la démocratie par les « petits-fils des fondateurs ». En effet, les habitudes du pouvoir prennent le pas sur l'égalité et la liberté civique. L'objectif n'est plus que de convaincre les masses, quitte à dilapider des fortunes, voire d'user de la corruption auprès du peuple, ce qui rend ce dernier « vénal et assoiffé de cadeaux ». En clair, la corruption ravilit le peuple au niveau d'une « bête féroce » où règne la démagogie. Ainsi, nous entrons dans le dernier régime, l'ochlocratie, soit le pouvoir des foules. Un régime devenant incontrôlable où règne le *pathos* (les passions) au détriment du *logos* (la raison). Pour mettre fin à cette forme d'anarchie, le peuple retrouve un monarque qui par sa force et sa morale restaure l'ordre. Et ainsi de suite...²⁶

Ce que nous pouvons retenir à travers cette théorie cyclique, c'est que la principale cause qui entraîne à chaque fois le basculement d'un régime vers un autre est la déconnexion entre l'élite et son peuple. À partir du moment où les dirigeants se comportent en tyrans ou en démagogues, il y a basculement. C'est une leçon que nous

²⁶ Polybe, *Histoires*, 6.3.5-6 ; 3.9-4.12 .5.1-2 ; 5.4-6.3 ; 6.7-9.11.

devons retenir pour notre époque contemporaine car elle peut permettre d'anticiper les événements à venir.

Citations

Tout ce qui élève unit.

Charles Péguy (1873-1914).
Écrivain français²⁷.

Pour atteindre la vérité, il faut une fois dans la vie se défaire de toutes les opinions qu'on a reçues, et reconstruire de nouveau tout le système de ses connaissances.

René Descartes (1596-1650).
Mathématicien et philosophe français²⁸.

²⁷ MONTEIL Didier (21/11/2015) « *La Der du conseil régional Poitou-Charentes en chantant* », La Nouvelle République. [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : <https://www.lanouvellerepublique.fr/vienne/la-der-du-conseil-regional-poitou-charentes-en-chantant>

²⁸ ENS (20/05/2020) « *Le scepticisme est le premier pas vers la connaissance* », France Culture. [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/le-scepticisme-est-le-premier-pas-vers-la-connaissance-1735056>

L'espérance est le songe d'un homme éveillé.

Aristote (384-322 avant J.-C.).
Philosophe grec²⁹.

Puisque tout recommence toujours, ce que j'ai fait sera tôt ou tard une source d'ardeurs nouvelles après que j'aurai disparu.

Charles de Gaulle (1890-1970).
Président de la République française de 1959 à 1969³⁰.

²⁹ FAUVEL Guillaume, « L'espoir », *Humanisme*, 2017/1 (N° 314), p. 82-87. DOI : 10.3917/huma.314.0082. URL : <https://www.cairn.info/revue-humanisme-2017-1-page-82.htm>

³⁰ Fondation Charles de Gaulle, (18/04/2020) « *Lettre d'information n°6 – Hommage à Robert Poujade* ». [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : <https://www.charles-de-gaulle.org/blog/2020/04/18/lettre-dinformation-n6-hommage-a-robert-poujade/>

CONCLUSION

Durant notre enquête, cette petite officine qu'est le Forum des nations libres de Russie nous a révélé l'étendue de ses connexions avec des organisations atlantistes, des think tanks mondialistes et l'administration américaine. Il a été apporté à votre connaissance que l'objectif ultime est de démanteler la Russie, mais aussi la Chine, l'Iran, voire l'Inde. Ce dessein s'inscrit dans la continuité géopolitique des néoconservateurs américains et des mondialistes partisans de la domination mondiale. Ils veulent, mordicus, casser le monde multipolaire émergeant représenté par les BRICS+. Ils espèrent ainsi asseoir leur prédominance sur le monde au cours de ce siècle. Pour arriver à ce but, les impériaux américains se reposent de manière tacite sur la Turquie et le panturquisme pour constituer un nouveau *Rimland* en Eurasie. Cependant, en faisant ce pari, ils prennent le risque de voir se former un empire turcique antioccidental. Depuis le coup d'État de 2014 en Ukraine, les atlantistes livrent désormais une guerre jusqu'au-boutiste contre la Russie et ils livreront, probablement demain, une guerre similaire contre la Chine via Taïwan. Ce projet est un projet de guerre totale, un plan contre la paix du monde, contre des dirigeants représentant 3,6 milliards de personnes et contre la volonté même d'un nombre croissant de personnes en Occident. Une domination mondiale que même Zbigniew Brzezinski avait reconnue à la fin de sa vie comme n'étant plus une option réaliste. Un dernier message qui n'a pas été entendu par ses successeurs. Samuel Huntington l'avait compris et écrit jadis en 2004. L'hypothèse de la suprématie américaine ou l'hypothèse globaliste des Davos Men ne représentaient pas l'état du monde au début du XXI^e siècle. Il voyait celle des coopérations internationales en bonne intelligence avec les États émergents. Il a fallu huit ans à Brzezinski pour rejoindre la position d'Huntington. Combien de temps s'écoulera-t-il avant que les néoconservateurs américains ne fassent le deuil de leur empire, celui du siècle américain, et de faire

renaître une Amérique composant d'égal à égal avec les autres nations du monde ? À quel instant les globalistes comprendront que leur projet de gouvernement mondial est voué à s'effondrer comme la tour de Babel, du fait des oppositions qui surgiront de toutes parts ? Enfin, quand les peuples prendront-ils conscience des enjeux de leur temps et s'opposeront-ils à la montée inexorable de la tyrannie globaliste ? Le moment où les nations stopperont la marche irrésistible du nouvel ordre mondial.

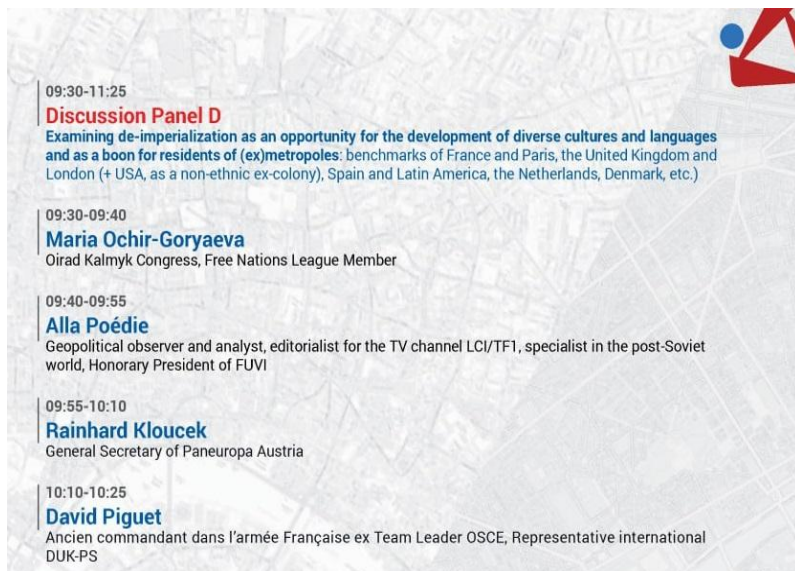
ÉPILOGUE

Le Forum des nations libres de la post-Russie poursuit ses réunions internationales. Le 7^e Forum s'est réuni du 1^{er} au 2 août 2023 au Japon. Au programme, la neutralisation de *l'axe des despotes Moscou-Pékin-Pyongyang-Téhéran et leurs régimes satellites (Assad, Maduro, talibans, Loukachenko, etc.)*. Les nouveaux états indépendants de la post-Russie dans l'Asie Pacifique aurait comme nouveau partenaire privilégié, non pas la Chine, mais le Japon. Autre aspect, la création d'une « nouvelle architecture de sécurité collective en Asie du Nord et de l'Est » composée des nouveaux États de la Post-Russie associés avec « le Japon, la Corée du Sud, la Mongolie, Taiwan et autres »¹. Le terme « autres » peut sous-entendre les États-Unis et ses alliés européens. Le 8^e Forum s'est tenu à Londres et à Paris, respectivement, le 12 et le 14 octobre 2023². Dans la liste des participants au forum de Paris, nous retrouvons la journaliste de LCI, Alla Poedie, mais aussi l'ancien officier supérieur de l'armée française et ancien missionnaire de l'Organisation pour la sécurité et

¹ Free nations of PostRussia Forum, (09/07/2023) « *The 7th Free Nations PostRussia Forum in Tokyo on August 1-2* ». [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : <https://www.freenationsrf.org/news-posts/the-7th-free-nations-postrussia-forum-in-tokyo-on-august-1-2>

² Free nations of PostRussia Forum, "Documents". [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : <https://www.freenationsrf.org/documents>

la coopération en Europe (OSCE), David Piguet³. Ce dernier a rendu hommage à Stepan Bandera qu'il qualifiait de « grand résistant ukrainien »⁴.



³ @freenationsrf (Free Nations of PostRussia Forum) « Final agenda with timing of 8th Free Nations #PostRussia Forum: The Global Benefits of PostRussia 12-14.10.23 in #London & #Paris ». 8h59 AM, 04/10/2023, Twitter. [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : <https://twitter.com/freenationsrf/status/1709463221248102759>

⁴ @piguet_david (David Piguet) « Easy target for ignorant westerners who drink the Russian cool aid presented to them. Stepan Bandera is a great Ukrainian resistant who fought soviets and declared the independence of Ukraine against Nazis. He spent the war in concentration camp. His brother died in Auschwitz ». 10h42 PM, 16/10/2023, Twitter. [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023. URL : https://twitter.com/piguet_david/status/1658573756900560913

Le Service fédéral de surveillance financière de la Fédération de Russie (Rosfinmonitoring), en charge de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, a enregistré le Forum des nations libres de la post-Russie et la plupart de ses protagonistes dans sa liste des organisations et des personnes considérées comme « extrémistes et terroristes ».

Sont listés dans les personnes extrémistes et terroristes :

Andrius Almanis, Vadim Shtepa, Ilya Ponomarev, Garry Kasparov, Inna Kurochkina, Maximilian Andronnikov (Caesar), Gennady Gudkov, Rusland Gabbasov, Akhmed Zakaïev, Pavel Mezerin, Dmytro Korchynsky, Denis Kapustin, Rafis et Nafis Kashapov, Lado Gamsakhourdia.

Sont listés dans les organisations extrémistes et terroristes :

The Forum Free States of Post-Russia (Forum des nations libres de la Post-Russie), Free Russia Foundation, Civic Council, Légion de la Russie libre, Corps des volontaires russes (RDK), Congrès mondial tchéchène (WCC), Gouvernement Tchétchène en exil, ABN Movment – Anti-Imperial Bloc of Peoples, UNA-UNSO, Bataillon Azov, Organisation ukrainienne Bratstvo (Fraternité), Organisation ukrainienne Secteur Droit, Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA), Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), League of Free Nations (LFN), Mouvement « Free Idel-Ural », Légion Caucasienne, Centre national du Daghestan, Conseil de la Circassie unie (CUC), Union du Caucase, Congrès circassien (CC), Bataillon Cheikh Mansour, Bataillon Dzhokhar Dudaev, Centre politique national bachkir (Bashkort), Parti républicain balte (BRP).

Source : <https://fedsfm.ru/documents/terrorists-catalog-portal-act>

REMERCIEMENTS

Je tenais à remercier particulièrement et avant tout François As-selineau ainsi que TVLibertés et l'Association du dialogue Franco-Russe pour m'avoir fait découvrir l'existence du Forum des nations libres de Russie, les 10 et 12 septembre 2022. Ce fut le départ d'une longue enquête qui s'acheva le 23 novembre 2023. Soit un an, deux mois et treize jours. Je remercie également mon éditeur et au Cercle Aristote qui ont pu rendre possible la publication de ce travail d'investigation. Mes salutations distinguées aux néoconservateurs américains et aux mondialistes dont les déclarations, les écrits ou les agissements m'ont permis de comprendre leur vision du monde. Je remercie sincèrement pour l'apport de cette masse d'informations les historiens, géopoliticiens, docteurs en science politique, universitaires, journalistes, personnalités politiques, diplomates, écrivains, intellectuels, conférenciers, lanceurs d'alerte et citoyens engagés. Certains se reconnaîtront. Je tenais enfin à saluer la communauté virtuelle et ses innombrables internautes connus ou anonymes, français comme étrangers. Vous avez contribué sans le savoir à cet ouvrage, par la création d'un contenu vidéo, d'une publication sur un réseau social ou d'un simple partage. Il résulte du travail d'une intelligence collective reliée à cet outil révolutionnaire qu'est internet. Ce livre est aussi un peu le vôtre, par votre engagement pour la ré-information ainsi que par votre quête du savoir et de la vérité, soit en définitive, le chemin conduisant vers la liberté. Car la vérité rend libre. Libre de l'ignorance, cette chaîne invisible de notre esclavage moderne. Elle est le sérum, le véritable sérum face aux microbes que sont le mensonge, la manipulation et la naïveté. Comme le disait Jean Racine dans *Britannicus* : *Il n'est point de secret que le temps*

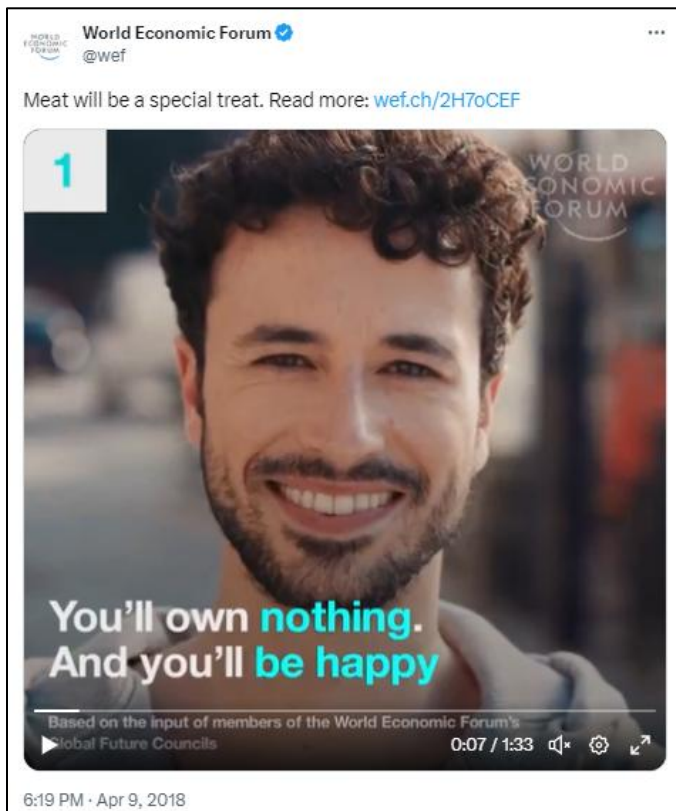
ne révèle. Le secret, la dissimulation et la conjuration s'effacent et disparaîtront face à la vérité et à l'épreuve du temps. C'est ce qui nous donne raison d'espérer. Gardez toujours cette espérance en vous, telle une lumière éclairant l'obscurité de ce monde jusqu'à ce que l'horizon dévoile son aurore.

À vous tous, vous qui incarnez l'espoir, je vous dis merci.

VIVE LA NATION ! VIVE LA FRANCE !

ANNEXES

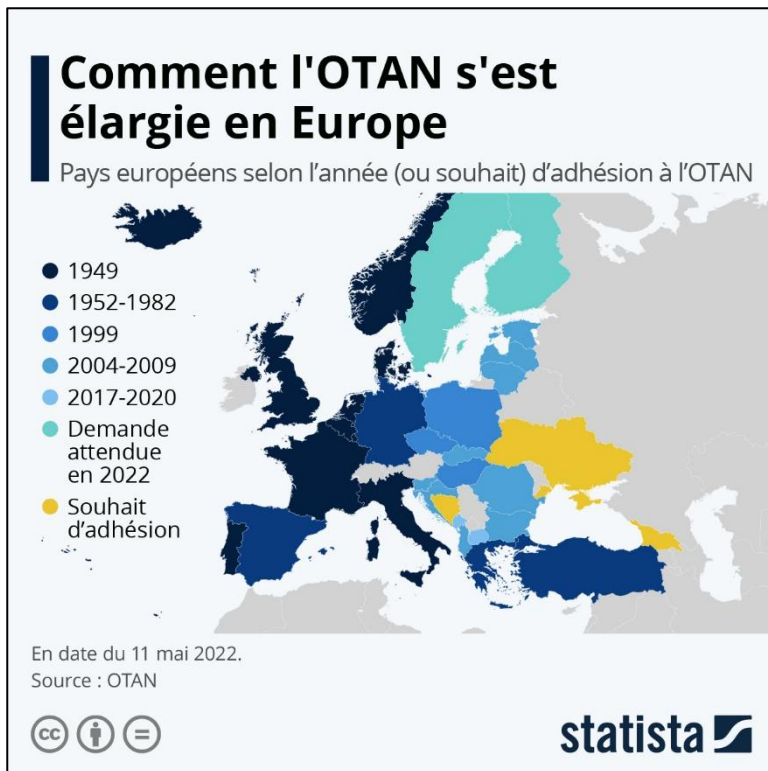
ANNEXE 1 : Les prédictions pour 2030 du World Economic Forum



1. Parmi les prédictions du WEF : « Vous ne posséderez rien et vous serez heureux ».

Source : @wef (WEF) « Meat will be a special treat ». 6h19 PM, 09/04/2018, Twitter. [En ligne] Consulté le 14 novembre 2023.
URL : <https://twitter.com/wef/status/983378870819794945>

ANNEXE 2 : Progression de l'OTAN de 1949 à 2022



2. Carte de l'Europe montrant l'élargissement de l'OTAN au cours du temps.

Source : GAUDIAUT Tristan (25/01/2022) « Comment l'Otan s'est élargie en Europe », Statista. [En ligne] Consulté le 23 octobre 2022.

URL : <https://fr.statista.com/infographie/26657/annee-adhesion-membres-otan-en-europe-carte/>

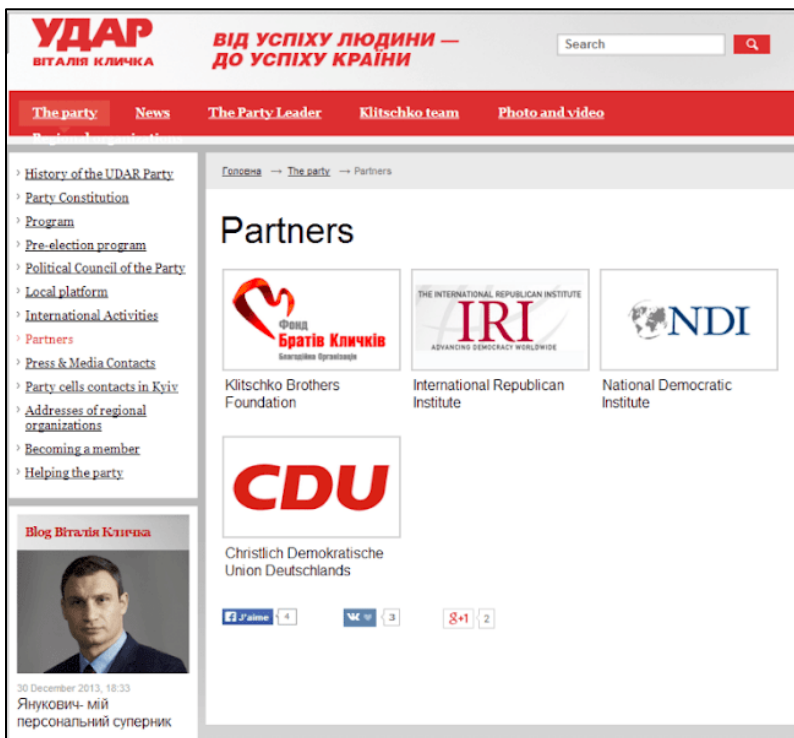
ANNEXE 4 : Victoria Nuland rencontre l'opposition ukrainienne



4. À gauche, Oleh Tyahnybok, leader du parti Svoboda, au centre Victoria Nuland, puis Vitali Klitschko du parti UDAR, et à droite, Arseni Iatseniouk, du parti Batkivshchyna (l'Union panukrainienne « Patrie »), le 6 février 2014 à Kiev.

Source : Reuters (2014). Andrew Kravchenko. URL : <https://pictures.reuters.com/CS.aspx?VP3=SearchResult&VBID=2C0FCIXRYLWAIF&SMLS=1&RW=1366&RH=625&POPUPPN=4&POPUPIID=2C0BF1OY70MDQ>

ANNEXE 5 : Vitali Klitschko et ses partenaires atlantistes



5. Capture d'écran du site internet du parti politique UDAR, dans la rubrique « partenaires » nous retrouvons le parti politique allemand CDU, mais surtout les organisations américaines de l'IRI et la NDI (mars 2014).



6. Logo de la US-Ukraine Foundation.

Source : UDAR, "Partners". [En ligne] Consulté le 1er novembre 2022.

URL :

<http://web.archive.org/web/20140406215027/https://klichko.org/en/about/partners>

US-Ukraine Foundation, « The U.S.-Ukraine Foundation 2012 Annual Report – A mission Committed to Ukraine's Democracy ». 1 Thomas Circle NW - Suite 900-B • Washington, DC 20005, U.S.A. 2013. Page 8 du rapport. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2022. URL : <https://usukraine.org/about/annual-reports>



In photo with Vitaliy Klitschko are USUF's Sofiya Kovalchuk (left) and (from right to left) Liliya Bychuk, Oksana Yakovenko and Yuliya Solovey. Mr. Klitschko, chairman of the Ukrainian Democratic Alliance for Reforms, member of the Kyiv City Council and three-time world heavyweight boxing champion, appeared for a discussion of the challenges and opportunities Ukraine faces at The Brookings Institution on October 12, 2011.

7. Vitali Klitschko à la US-Ukraine Foundation

Source : UDAR, "Partners". [En ligne] Consulté le 1er novembre 2022.

URL : <http://web.archive.org/web/20140406215027/https://klichko.org/en/about/partners>

US-Ukraine Foundation, « *The U.S.-Ukraine Foundation 2012 Annual Report – A mission Committed to Ukraine's Democracy* ». 1 Thomas Circle NW - Suite 900-B • Washington, DC 20005, U.S.A. 2013. Page 8 du rapport. [En ligne] Consulté le 26 octobre 2022. URL : <https://usukraine.org/about/annual-reports>

ANNEXE 6 : Arseni Iatseniouk et la Commission Trilatérale



HOME | CONTACT | SITE MAP

 THE TRILATERAL COMMISSION

ABOUT / MEMBERSHIP / LEADERSHIP / PUBLICATIONS / MEETINGS / FAQ / NEWS



EUROPEAN REGIONAL MEETING OF THE TRILATERAL COMMISSION

[← back](#)

KRAKOW/POLAND
(37th Meeting of the European Group)

At the Sheraton Krakow Hotel

Conference Chairman: Jean-Claude Trichet
Host Country Chairmen: Andrzej Olechowski

Friday, October 25

19h00 - 20h30, Opening reception in the Cloth Hall on Main Square
hosted by **Marek Sowa**, Marshal of Małopolska Voivodeship
Bronisław Komorowski, President of the Republic of Poland

8. a) Site internet de la Commission Trilatérale sur la réunion de la section Europe en Pologne, en 2013.



 THE TRILATERAL

ABOUT / MEMBERSHIP / LEADERSHIP / PUBLICATIONS / MEETINGS / FAQ / NEWS

Sunday, October 27

09h00 - 10h30

Ukraine and the European Union

Chair/Moderator: **Aleksander Kwaśniewski**, Co-Chairman of the European Parliament Monitoring Mission to Ukraine; Former President of the Republic of Poland

Keynote addresses: **Leonid Kozhara**, Minister of Foreign Affairs of Ukraine; OSCE Chair-in-Office

Arseniy Yatsenyuk, Member of the Supreme Rada; Head of the Political Council of the Batkivshchyna All-Ukrainian Union and of the parliamentary group "Fatherland" (Opposition); former Foreign Minister of Ukraine and Speaker of Parliament

U.S. Respondent: **Steven Pifer**, Senior Fellow at the Brookings Institution; Former U.S. Ambassador to Ukraine

EU Respondent: **Jan Tomblinski**, EU Ambassador to Ukraine, Kyiv

8. b) Participation d'Arseni Iatseniouk à la réunion « Ukraine and the European Union » du 27 octobre 2013.

Source : The Trilateral Commission, « *European regional meeting of the Trialeral Commission - Krakow/Poland (37th Meeting of the European Group)* ». 2013. [En ligne] Consulté le 27 octobre 2022.

URL :

<http://web.archive.org/web/20170320002217/https://www.trilateral.org/go.cfm?do=File.View&fid=176>

ANNEXE 7 : Oleh Tyahnybok, Svoboda et la mouvance néonazie



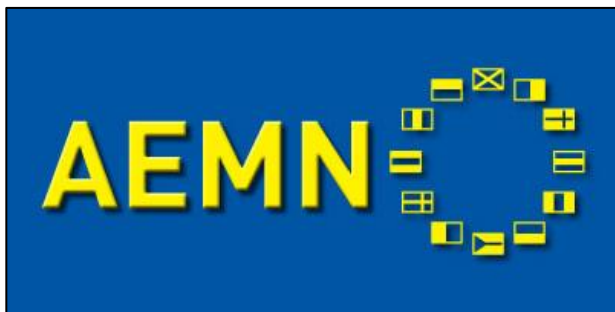
9. Drapeau du Parti Social National d'Ukraine



10. Logo de Svoboda



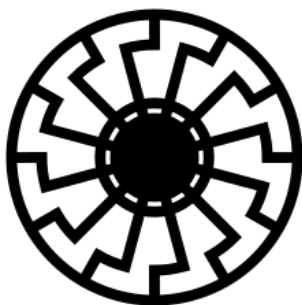
11. Logo du Front National Européen



12. Logo de l'Alliance des mouvements nationaux européens



13. a). L'emblème du bataillon Azov



avec ses inspirations nazies :
le soleil noir



et le symbole de la division SS Das Reich



13. b). Nouveau logo du bataillon devenu
régiment Azov.

Source : GEOFFROY Romain (23 mars 2022) « Qui sont les soldats du régiment Azov, accusés d’être les « néonazis » de l’armée ukrainienne ? », Le Monde. [En ligne] Consulté le 2 novembre 2022.

URL : https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2022/03/23/qui-sont-les-soldats-du-regiment-azov-accuses-d-etre-les-neonazis-de-l-armee-ukrainienne_6118771_4355770.html

Рус

дс

dsnews.ua

Новини

Держава

Економіка

Світ

Суспільство

Інтерв'ю

Техно

Блоги

ЗМІСТ

1. Ранні роки і освіта

2. Діяльність в націоналістичних організаціях

3. Політичне переслідування режимом Януковича

4. Війна на Донбасі і полк "Азов"

5. Політична діяльність після 2014 року

6. Скандали

7. Сім'я

8. Статки

9. Білецький в соцмережах

Білецький не брав участь в президентських виборах в 2019 році. На дострокових парламентських виборах в тому ж році "Національний корпус" пішов єдиним списком з ВО "Свобода", Правим сектором, Української добровольчої армією, ОУН і Конгресом українських націоналістів. Білецький був в списку під другим номером. Об'єднання не пододало прохідний бар'єр.

14. Le vice-président du parti "Secteur droit" Vasyl Labaichuk (1^{er} à gauche), le chef du parti « Corps national » et créateur du bataillon Azov, **Andriy Biletsky** (2^e à gauche) ; le chef du parti de la liberté "Svoboda" **Oleh Tyahnybok** (au centre) et le commandant de l'Armée des volontaires ukrainiens **Dmytro Yarosh** [Secteur droit] (à droite) lors d'une conférence de presse pour créer une liste d'union sous la bannière Svoboda, pour les élections législatives de 2019.



**15. Oleh Tyahnybok serrant la main du vice-président
Joe Biden. Kiev, Ukraine, 22 avril 2014.**

Sources :

EFREMOV Sergueï (10/09/2021) « DOSSIER : Andriy Biletsky », DSnews.ua (op.cité).

Reuters (2014). Anastasia Sirotkina.

URL :

<https://pictures.reuters.com/CS.aspx?VP3=SearchResult&VBID=2C0FCIXRNE4N9S&SMLS=1&RW=1366&RH=625&POPUPPN=4&POPUPIID=2C0408T8QLQLQ>

ANNEXE 8 : Le tweet de Radek Sikorski



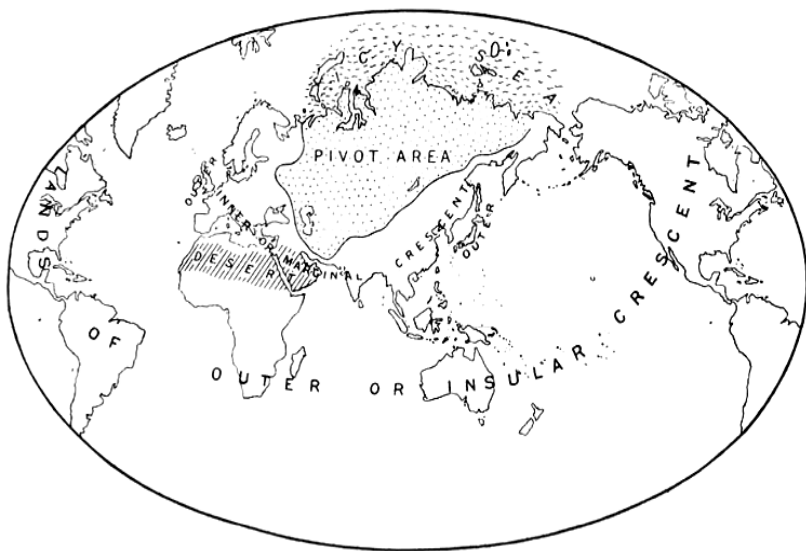
16. Capture d'écran du tweet du député européen polonais, Radek Sikorski remerciant les États-Unis avec en dessous la photo de la fuite de gaz du Nord Stream 2.

La photo a été publiée le 27 septembre 2022 par le Commandement de la défense danoise qui montre la fuite de gaz du gazoduc Nord Stream 2. Handout / DANISH DEFENCE / AFP.

Source : @radeksikorski (Radek Sikorski MEP) « Thank You, USA. ». 5h38 PM, 27/09/2022, Twitter. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2022. URL : https://twitter.com/radeksikorski/status/1574800653724966915?t=Uc5j1wru57r_a0gusDix5A&s=19

NOTE : Le tweet a été depuis supprimé.

ANNEXE 9 : Carte du Heartland d'après Mackinder



17. Représentation du Heartland, « le pivot géographique de l'Histoire ».

Source : "The Geographical Pivot of History", Geographical Journal 23, no. 4 (April 1904).

**ANNEXE 10 : Télégramme de la Ligue des
peuples étrangers de Russie adressé au président
des États-Unis Woodrow Wilson, le 9 mai 1916**



- 18. Copie du télégramme envoyé par la Ligue des peuples
étrangers de Russie envoyé aux États-Unis.**

REPRODUCTION DU TÉLÉGRAMME EN FRANÇAIS :

Stockholm, le 9 mai (1916). La Ligue des peuples étrangers de Russie a envoyé aujourd'hui au président Wilson le télégramme suivant : Au président des États-Unis d'Amérique, M. Woodrow Wilson, Washington.

Monsieur le Président !

Nous nous adressons de toute urgence à vous, Monsieur le Président, en tant que défenseur des valeurs humaines et de la justice, et à travers-vous à tous les humanistes, pour vous faire savoir quel sort difficile nos peuples et nos coreligionnaires doivent endurer à cause de la Russie. -Nous nous adressons par votre intermédiaire, Monsieur le Président, aussi aux alliés de la Russie, car nous savons qu'eux aussi, subissent une souffrance insupportable pour leur amour de la liberté et leur sens de la justice.

Nous, membres nés des nations étrangères et des communautés religieuses de Russie, dénonçons le gouvernement russe devant l'ensemble du monde civilisé et appelons à l'aide, à la protection contre l'anéantissement !

Nous, les Finlandais, accusons le gouvernement russe d'enfreindre notre constitution solennelle. Notre état d'autonomie est détruit, notre État de droit est détruit. Le parlement de l'État est complètement éliminé de la vie publique ; les langues locales sont supprimées, les administrations sont désorganisées. Les juges constitutionnels et les fonctionnaires sont enfermés dans les prisons russes ou envoyés en Sibérie.

Nous, les Baltes, étions les sujets les plus fidèles de l'Empire russe pendant des siècles. En retour, notre constitution, nos droits légitimes, ont été volés. Les habitants ont été systématiquement dressés les uns contre les autres. Pendant la guerre, l'armée russe a dévasté, pillé et incendié nos résidences. Beaucoup d'entre nous sont

suspectés sans raison, emprisonnés comme des ennemis sans procès et condamnés à la misère.

Nous, les Lettons, avons toujours fourni à l'État russe de nombreux fonctionnaires éprouvés. Nous avons vu notre système scolaire détruit. Le gouvernement russe a fomenté un esprit de haine et d'inimitié envers les personnes d'autres origines ethniques, alimentant ainsi l'immoralité. Bien que nous ayons offert des légions volontaires pour défendre la Russie, une grande partie de la population lettone est maintenant expulsée de ses maisons pour périr dans la misère au sein de l'empire.

Nous, les Lituanien, avons perdu notre indépendance nationale, les garanties solennelles du « Statut lituanien » ont été rompues. Notre foi a été persécutée. Les églises catholiques ont été converties de force en églises orthodoxes. La propriété de l'église a été volée. — L'éducation et la prière ont été empêchés par la force et la langue maternelle lituanienne devait être éradiquée ; qui possédait un livre de prières écrit en lituanien était puni d'emprisonnement ou d'exil sibérien. - Une grande partie des terres a été confisquée et distribuée à des sujets russes ou sont devenus des terres de la couronne. Maintenant, l'armée russe chasse violemment une grande partie de notre peuple, l'entraîne dans la misère et le pays autrefois prospère est dévasté.

Nous, les Polonais, avons enduré des tourments physiques et moraux pendant des siècles depuis que nous étions sous la domination russe. Les violations constitutionnelles et la destruction de notre État et de notre vie nationale caractérisent le comportement de la « nation sœur » : la Russie ! Pas la moindre mesure n'a été prise pour tenir la promesse d'autonomie donnée par le commandement suprême russe durant la guerre. Maintenant, les troupes russes ont inutilement dévasté, ravagé et pillé nos territoires, le gouvernement russe a chassé une grande partie de notre peuple vers des terres étrangères, et à l'intérieur du Reich, un million et demi de Polonais sont dans le besoin.

Nous, Juifs de Russie, sommes réduits en esclavage comme n'importe quel autre peuple de cette terre. On nous empêche de

fréquenter les écoles et les universités. Entassés dans des *zones de résidence*¹, on nous a fait payer le prix d'un appauvrissement croissant. Dans un pogrom barbare, la populace a été autorisée à laisser libre cours à ses instincts bestiaux. La guerre a chassé des centaines de milliers d'entre nous vers l'étranger, et plusieurs milliers d'entre eux sont morts misérablement. Nos habitations ont été pillées et nos compatriotes périssent chaque jour dans une misère épouvantable.

Nous, Ukrainiens, avons été privés de notre autonomie solennellement accordée. L'indépendance de notre église a été détruite, notre langue, la langue de 30 millions de personnes, a été bannie de la vie publique et des écoles élémentaires. Les associations culturelles ont été dissoutes lorsque la guerre a éclaté et la presse a été interdite. **En Galicie et en Bucovine, les intentions de la Russie d'exterminer notre peuple ont été clairement établies.** Tout Ukrainien a été persécuté, des arrestations massives ont été effectuées et une russification violente a été initiée. Le gouvernement russe a eu le culot de se présenter comme le libérateur de la Galicie.

Nous, musulmans de Russie, qui sommes 25 millions, déplorons l'asservissement qui nous est fait. La pratique de notre religion est illégalement interdite. Politiquement, nous sommes persécutés. Nos terres nous ont été volées pour être données aux sbires et aux oppresseurs russes. Le développement de notre culture est entravé, partout où nous sommes, on est soumis à des restrictions injustes. Pendant la guerre, toute justice a cessé d'exister. Nous sommes persécutés et maltraités.

Nous, les Géorgiens, le plus grand peuple du Caucase, avons conclu des traités garantissant nos libertés avec la Russie, qui ont tous été rompus. Notre dynastie, l'indépendance de notre église, nos

¹ « Ansiedlungsrayons » ou qui peut se traduire en français « rayons de règlement », « rayons de peuplement » ou « zones de résidence » étaient des régions d'Europe occidentale appartenant à la l'empire russe où étaient concentrés les populations juives dans un périmètre limité entre le XVIIIe et le début du XXe siècle. Une zone qui englobait des territoires allant de la mer Baltique à la mer Noire, mais les populations juives étaient surtout concentrées dans les régions qui allaient devenir la future Pologne après la Première guerre mondiale. À la veille de la Deuxième guerre mondiale, la population juive polonaise représentait 10% de la population totale de la Pologne, soit 3 474 000 de personnes.

institutions nationales ont été détruites. Nos paysans qui étaient libres ont été expropriés pour faire place aux paysans russes. En 1905/06, notre pays a été dévasté, les soldats russes ont déshonoré les femmes et les religieuses. Avec le déclenchement de la guerre nos meilleurs furent déportés, notre province d'Adjarie est complètement dévastée. Affamés, nus et misérables, plus de 50 000 personnes ont été expulsées et condamnées.

La Russie empiète sur nous, ses propres sujets. Elle a supprimé toute vie nationale, elle a empoisonné nos cultures. La Russie a délaissé la droiture et l'honnêteté pour faire place à l'immoralité et à la corruption ; elle a procédé à des persécutions religieuses, piétine l'éducation, et elle s'efforce d'abêtir ses propres sujets.

Mais maintenant, nos frères saignent et meurent pour la Russie (les Finlandais sont soulagés), le gouvernement russe a maintenant donné toute liberté à ses fonctionnaires de ravager nos demeures.

Nous ne nous plaignons pas des dégâts causés par les opérations de guerre. Mais nous déplorons la destruction insensée commise par pure soif de vol et de meurtre, et sur ordre direct. Nous nous plaignons des craintes communes de nos propres peuples, d'être emprisonnés, kidnappés, chassés, de vivre dans la faim, la misère et la putréfaction. Nous déplorons la maladie et la mort de milliers d'innocents, de vieillards, de femmes et d'enfants.

Nous n'oublions pas que des millions de nos compatriotes sont encore aux mains des Russes, qui doivent se taire et endurer les tortures les plus terribles. Nous connaissons également l'habitude du gouvernement russe de se venger sur les membres de nos familles sans défenses lorsqu'ils manifestent leur mécontentement légitime.

Nous ne pouvons rien faire pour les nôtres aujourd'hui, que Dieu les protège ! Mais nous savons aussi que plus personne ne croit aux promesses du gouvernement russe. Jamais nos descendants n'oublieront le martyre que la Russie nous a infligé. La Russie a asservi et négligé les peuples confiés à ses soins, et a abusé de son pouvoir pour torturer ses propres sujets et détruire notre prospérité pour les générations à venir.

C'est la Russie elle-même qui nous a repoussés ! La persécution de nos compatriotes continuera et ne s'arrêtera pas tant que l'objectif : l'éradication des peuples étrangers en tant que nations ne sera pas atteint. C'est pourquoi nous appelons : Au secours, protégez-nous de la destruction !

Liga der Fremdvölker Rußlands (Ligue des peuples étrangers de Russie).

Konni Zilliacus. Samuli Sario. Baron Friedrich von der Ropp. Sylvio Brödrich, Groupe Letton en Suisse. Comité lituanien de Berlin : Dr. I. Saulys, A. Zmuidzinavicius, S. Kairys. Michel Lempicki, membre de la Douma. Waclaw Sieroszewski. L. Dawidsohn. Dr. S. Zabłudowski. **Dmytro Donzow***. Groupe ukrainien. Kasy Abdul Rachid Ibrahim. Michel de Tseretheli.(Tel.-Adr.:Stockholm Nation Liga).

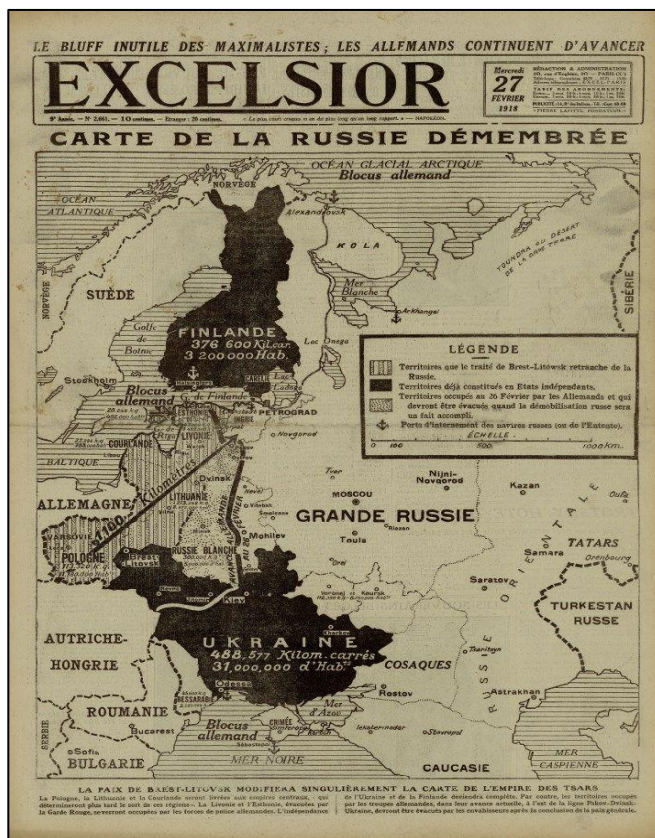
Imprimé par H.S.Hermann à Berlin.

* Dmytro Donzow est Dmytro Dontsov dans sa transcription en allemand. Le penseur du nationalisme intégral ukrainien qui influença l'OUN et Stepan Bandera, a été membre de la Ligue.

Source : REVELSTEIN, H. (1916). Die Fremdvölker Rußlands an den Präsidenten Wilson.. In Die Not der Fremdvölker unter dem russischen Joche: [Finnland, die Ostseeprovinzen, Litauen und Polen, die Ukraine und Weißrussland, Beßarabien, der Kaukasus] (pp. 96-100). Berlin, Boston: De Gruyter.

<https://doi.org/10.1515/9783112426623-010> (Consulté le 1^{er} décembre 2022).

ANNEXE 11 : Carte de la Russie démembrée en 1918

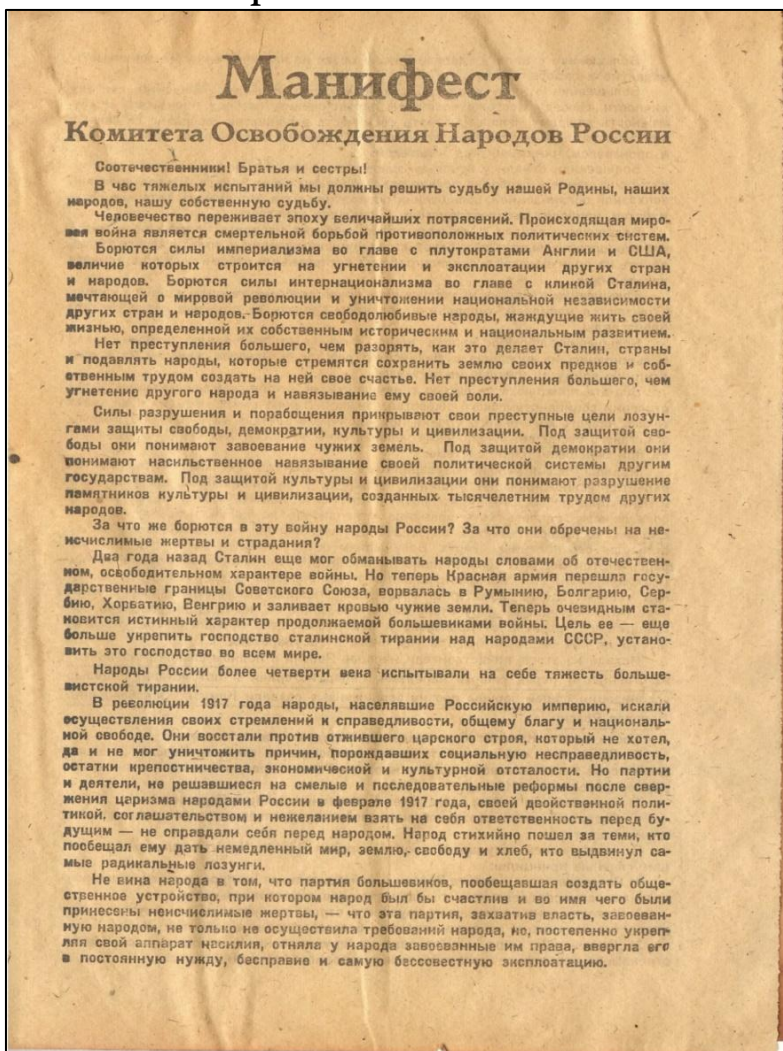


19. Carte de la Russie démembrée. Excelsior n°2661, mercredi 27 février 1918. Fonds de la guerre 14-18. Bibliothèque municipale de Lyon (cote 27854).

Source : MIOTKE Sandrine, 1918 - *Gagner la Paix*, numelyo [en ligne], mis en ligne le 2019-09-09T14:06:36.246Z, consulté le 2023-04-06 13:31:37.

URL : https://numelyo.bm-lyon.fr/BML:BML_00GOO01001THM0001_1918_Gagn_Paix

ANNEXE 12 : Le manifeste de Prague présenté par Andreï Vlassov



TRADUCTION INTÉGRALE DU MANIFESTE EN FRANÇAIS

Le Manifeste du Comité pour la libération des peuples de Russie.

Chers compatriotes ! Frères et sœurs !

En une heure d'épreuves difficiles, nous devons décider du sort de notre patrie, de nos peuples, de notre destin personnel.

L'humanité traverse une époque de grands bouleversements. La guerre mondiale en cours est un combat meurtrier de systèmes politiques opposés.

Les combats sont les puissances de l'impérialisme dirigées par les ploutocrates d'Angleterre et des États-Unis, dont la grandeur est bâtie sur la persécution et l'exploitation d'autres nations et peuples. Les combattants sont les puissances de l'internationalisme dirigées par la clique de Staline, rêvant d'une révolution mondiale et de la destruction de l'indépendance nationale des autres pays et peuples. Les combattants sont des nations éprises de liberté, assoiffées de vivre leur propre vie, dirigées par leur développement historique et national personnel.

Il n'y a pas de plus grand crime que de détruire, comme le fait Staline, des pays et de supprimer des peuples, qui essaient de préserver la terre de leurs ancêtres et avec leur effort personnel créent sur elle leur propre bonheur. Il n'y a pas de plus grand crime que de persécuter une autre nation et de lui imposer sa volonté.

Les puissances de destruction et d'asservissement couvrent leurs visées criminelles de slogans de défense de la liberté, de la démocratie, de la culture et de la civilisation. Sous la défense de la liberté, ils comprennent la poussée énergique de leur système politique sur d'autres gouvernements. Sous la défense de la culture et de la civilisation, ils comprennent la destruction des monuments de la culture et de la civilisation qui ont été créés par les efforts millénaires d'autres peuples.

Pour quoi les peuples de Russie se battent-ils dans cette guerre ? Pourquoi sont-ils condamnés à d'innombrables sacrifices et souffrances ?

Il y a deux ans, Staline pouvait encore tromper les peuples avec des mots sur le caractère patriotique et libérateur de la guerre. Mais maintenant, l'Armée rouge a franchi les frontières de l'URSS et a pénétré en Roumanie, en Bulgarie, en Serbie, en Croatie, en Hongrie et noie dans le sang des terres étrangères. Maintenant, le véritable caractère de la guerre menée par les bolcheviks est clair. Son but – renforcer encore plus la seigneurie de la tyrannie stalinienne sur les peuples de l'URSS, établir cette seigneurie dans le monde entier.

Les peuples de Russie ont éprouvé pendant plus d'un quart de siècle le poids de la tyrannie bolchevique.

Lors de la révolution de 1917, les peuples qui habitaient l'empire russe ont tenté de rechercher la réalisation de leurs désirs d'équité, de bien-être général et de liberté nationale. Ils se sont rebellés contre le gouvernement tsariste qui n'a pas voulu ni été capable de détruire les raisons qui ont créé l'injustice sociale, les vestiges du servage, le retard économique et culturel. Mais le parti et les dirigeants, qui n'ont pas décidé des réformes courageuses et efficaces après le renversement du tsarisme par les peuples de Russie en février 1917, avec leur politique à deux faces, leur attitude conciliante et leur manque de désir de prendre sur eux la responsabilité de l'avenir – ne se justifiait pas devant le peuple. Le peuple suivit naturellement ceux qui lui promettaient la paix immédiate, la terre, la liberté et le pain, qui lançaient les slogans les plus radicaux.

Le peuple n'est pas coupable du fait que le parti des bolcheviks, ayant promis d'établir l'ordre public, dans lequel le peuple serait heureux et au nom de qui ont fait d'innombrables victimes – que ce parti, ayant pris le pouvoir, par les mains du peuple, non seulement n'a pas répondu aux demandes du peuple, mais en fin de compte, le renforcement de son appareil de pouvoir a enlevé au peuple sa lutte pour les droits, l'a placé dans le besoin constant, l'absence de règle et l'exploitation la plus irresponsable.

Les bolcheviks ont retiré aux peuples de Russie leur droit à l'indépendance nationale, au développement et à l'originalité.

Les bolcheviks ont pris au peuple la liberté d'expression, la liberté de conviction, la liberté de la vie privée, la liberté de choisir son lieu de résidence et la liberté de mouvement, la liberté de planification et la possibilité pour chacun de prendre sa place dans la société en fonction de ses capacités. Ils ont remplacé ces droits par la terreur, les privilèges de parti et l'arbitraire, commis contre la personne.

Les bolcheviks ont pris aux agriculteurs la terre pour laquelle ils se sont battus, le droit de travailler librement sur la terre et d'utiliser librement les fruits de leur travail. Après avoir menotté les paysans avec leur organisation de kolhoz, les bolcheviks en ont fait des serviteurs du gouvernement sans droits, davantage exploités et réprimés.

Les bolcheviks ont retiré aux travailleurs leur droit de choisir librement une profession et un lieu de travail, de s'organiser et de lutter pour de meilleures conditions et une compensation pour leur travail, d'influencer la production et ont fait des travailleurs les esclaves du capitalisme gouvernemental sans droits.

Les bolcheviks ont enlevé à l'intelligencia le droit de créer librement au profit du peuple et ont essayé d'utiliser la force, la terreur et la corruption pour en faire une arme de leur propagande mensongère.

Les bolcheviks ont condamné le peuple de notre patrie à une pauvreté constante, à la faim et à la mort, à un asservissement spirituel et physique et, finalement, les ont forcés à une guerre pour des intérêts étrangers.

Tout cela est masqué par des mensonges sur la démocratie de la constitution stalinienne, sur la construction d'une société socialiste. Aucun pays au monde n'a connu et ne connaît un niveau de vie aussi bas face à des ressources matérielles aussi importantes, une telle anarchie et un tel dénigrement de la personne, comme cela était et reste dans le système bolchevique.

Les peuples de Russie n'ont pas cru au bolchevisme, face auquel le gouvernement est une machine dévorante, tandis que le peuple - ses droits privés, démunis et globalement privés d'esclaves. Ils voient le grave danger qui les guette. Si le bolchevisme pouvait au moins temporairement s'établir sur le sang et les os des peuples d'Europe, la bataille de plusieurs années des peuples de Russie qui a coûté d'innombrables sacrifices serait vaine. Le bolchevisme utiliserait l'épuisement des peuples dans cette guerre et les priverait finalement de la capacité de résister. Par conséquent, les efforts de tous les peuples doivent être dirigés vers la destruction de la machine monstrueuse du bolchevisme et vers l'octroi à chacun des droits de vivre et de créer librement, dans la mesure de ses forces et de ses capacités, pour l'établissement de l'ordre,

VENANT DE CELA, LES REPRÉSENTANTS DES PEUPLES DE RUSSIE, EN PLEINE COMPRÉHENSION DE LEUR RESPONSABILITÉ DEVANT LEURS PEUPLES, DEVANT L'HISTOIRE ET L'ASCENDANCE, DANS LE BUT D'ORGANISER LEUR BATAILLE GÉNÉRALE CONTRE LE BOLCHEVISME : ONT CRÉÉ LE COMITÉ POUR LA LIBÉRATION DES PEUPLES DE RUSSIE.

Les objectifs du Comité de libération des peuples de Russie sont : Le renversement de la tyrannie de Staline, la libération des peuples de Russie du système bolchevique et la restitution des droits aux peuples de Russie pour lesquels ils se sont battus et ont gagné dans la révolution populaire de 1917 · Arrêt de la guerre et une paix honorable avec l'Allemagne. Création d'un nouveau système politique populaire libre sans bolcheviks ni exploiters

Comme base d'un nouveau gouvernement pour les peuples de Russie, le comité pose les grands principes suivants :

1) L'égalité de tous les peuples de Russie et un droit réel au développement national, à l'autodétermination, à l'autonomie et à l'indépendance gouvernementale.

- 2) La confirmation d'un front ouvrier populaire, devant lequel les intérêts du gouvernement sont subordonnés aux objectifs d'élévation du bien-être et de développement de la nation.
- 3) La préservation de la paix et l'établissement de relations pacifiques avec toutes les nations du monde, un développement global de la collaboration internationale.
- 4) Actions gouvernementales de grande envergure pour le renforcement de la famille et du mariage. Une véritable égalité pour les femmes.
- 5) La liquidation du travail forcé et l'octroi aux travailleurs d'un droit réel au travail libre qui crée leur bien-être matériel, la confirmation d'un salaire pour tous les types de travail d'un montant qui peut soutenir un niveau de vie approprié.
- 6) La liquidation des fermes collectives, le retour gratuit des terres à la propriété privée des agriculteurs. La liberté de déterminer l'utilisation des terres par la main-d'œuvre. La liberté d'utiliser les produits de son travail personnel, l'abolition des réquisitions forcées et l'annulation de toutes les dettes envers le gouvernement soviétique.
- 7) L'établissement de la propriété privée protégée du travail. Le rétablissement du commerce, de l'artisanat, de l'industrie domestique, l'octroi du droit d'initiative privée et la possibilité pour celle-ci de participer à la vie économique de la nation.
- 8) Donner à l'intelligencia la possibilité de créer librement pour le bien-être de son peuple.
- 9) Garantir la justice sociale et la défense des travailleurs contre toute exploitation, quelles que soient leur origine et leurs activités antérieures.
- 10) La création pour tous sans exception du droit réel à l'éducation gratuite, aux soins médicaux, aux vacances et à l'aide sociale aux personnes âgées.
- 11) La destruction du régime de la terreur et de la force. Liquidation des repeuplements forcés et des exils massifs. L'instauration d'une véritable liberté de religion, de conscience, d'expression, de réunion,

de presse. Une garantie de protection des personnes, des biens et du domicile. L'égalité de tous devant la loi, l'indépendance et la clarté de la justice.

12) La libération des opposants politiques au bolchevisme et le retour à la patrie des prisons et des camps de tous ceux qui ont été réprimés pour leur combat contre le bolchevisme. Pas de vengeance ni de persécution pour ceux qui arrêtent leur combat pour Staline et le bolchevisme, que ce soit par nécessité ou par conviction.

13) Le rétablissement de la propriété nationale ruinée pendant la guerre - villes, villages, usines et usines aux frais du gouvernement.

14) Soutien gouvernemental aux invalides de guerre et à leurs familles.

La destruction du bolchevisme est le but sans compromis de toutes les puissances progressistes. Le Comité pour la libération des peuples de Russie est certain que les efforts unis des peuples de Russie trouveront le soutien de tous les peuples libres et aimants du monde.

Le Mouvement de libération des peuples de Russie est la continuation d'une longue bataille contre le bolchevisme, pour la liberté, la paix et l'équité. La réussite de cette bataille est désormais assurée par :

a) L'accumulation d'une plus grande expérience que lors de celle de la révolution de 1917.

b) L'accumulation de forces militaires croissantes et organisées - l'Armée de libération russe, les Forces de libération ukrainiennes, les forces cosaques et les détachements nationaux

c) L'accumulation de forces armées antibolcheviques à l'arrière soviétique.

d) L'accumulation de pouvoirs d'opposition croissants au sein du peuple, de l'appareil gouvernemental et de l'armée de l'URSS.

Le Comité pour la libération des peuples de Russie voit dans l'UNITÉ DE TOUTES LES FORCES NATIONALES ET LA

SUBORDINATION À LA TÂCHE COMMUNE DE RENVERSER LE POUVOIR BOLCHEVIQUE la principale condition de la victoire sur le bolchevisme. C'est pourquoi le Comité pour la libération des peuples de Russie soutient toute opposition révolutionnaire et antistalinienne, antibolchevique, tout en rejetant de manière décisive tous les projets réactionnaires liés à la suppression des droits du peuple.

Le Comité pour la libération des peuples de Russie se félicite de l'assistance de l'Allemagne dans les conditions qui ne portent pas atteinte à l'honneur et à l'indépendance de notre patrie. Cette aide est actuellement la seule possibilité réaliste d'organiser une lutte armée contre la clique stalinienne.

Par notre combat, nous avons assumé la responsabilité du sort des peuples de Russie. Avec nous se trouvent des millions des meilleurs fils de notre patrie, ayant pris les armes et ayant déjà montré leur courage et leur volonté de donner leur vie au nom de la libération de notre patrie du bolchevisme. Avec nous se trouvent des millions de personnes qui ont quitté le bolchevisme et consacrent leurs efforts à la cause commune de la bataille. Avec nous se trouvent des dizaines de millions de frères et sœurs, souffrant sous l'oppression de la tyrannie stalinienne et attendant l'heure de la libération.

Officiers et soldats des Forces de libération ! Avec le sang versé dans notre lutte commune, notre amitié de combat avec des guerriers de différentes nationalités s'est renforcée. Nous avons une cause commune. Nous devons aussi faire un effort commun. SEULE L'UNITÉ DE TOUTES LES FORCES ARMÉES ANTIBOLCHEVIQUES DES PEUPLES DE RUSSIE CONDUIRA À LA VICTOIRE. Ne laissez pas tomber de vos mains les armes que vous avez reçues, combattez pour l'unité, combattez de manière désintéressée avec les ennemis du peuple - le bolchevisme et ses associés. N'oubliez pas que vous êtes attendu par les peuples torturés de Russie. Libérez-les !

Compatriotes, frères et sœurs qui se trouvent en Europe ! Votre retour à la patrie en tant que citoyens de plein droit ne peut être possible qu'avec la victoire sur le bolchevisme. Vous êtes dans les

millions. De vous dépend le succès de la bataille. N'oubliez pas que vous travaillez pour une cause commune, pour les forces héroïques de libération. Multipliez vos efforts et vos exploits !

Officiers et soldats de l'Armée rouge ! Arrêtez la guerre criminelle qui vise l'oppression des peuples d'Europe. Tournez vos armes contre les usurpateurs bolcheviks qui ont asservi les peuples de Russie et les ont condamnés à la faim, à la souffrance et à l'anarchie.

Frères et sœurs de la patrie ! Renforcez votre combat contre la tyrannie stalinienne, contre la guerre de l'occupation. Organisez vos pouvoirs pour un combat décisif pour vos droits qui vous ont été enlevés, pour l'équité et le bien-être.

Le Comité pour la libération des peuples de Russie vous appelle tous à l'unité et au combat pour la paix et la liberté !

PRAGUE, LE 14 NOVEMBRE 1944

Le président du Comité pour la libération des peuples de Russie

Lieutenant général A. Vlassov

Membres du comité : lieutenant général F. Abramov, militant social G. Alekseev, professeur S. Andreev, professeur G. Anufriev, lieutenant général E. Balabin, militant social Shamba Balinov, professeur F. Bogatirchuk, artiste S. Volhovskiy, colonel B. Boyarsky, ouvrier K. Gordienko, sous-colonel A. Dzhapanov, lieutenant général G. Zhilenkov, major général D. Zakutniy, capitaine D. Zyzablitskiy, militant social Y. Zherebkov, colonel Bunyachenko, colonel M. Meandrov, maître de conférences A. Zaitsev, professeur A. Karpinsky, professeur N. Kovalev, journaliste A. Lisovskiy, major général B. Malishkin, feldfebel I. Mamedov, professeur I. Moskvitinov, écrivain Y. Muzichenko, ouvrier N. Podlzanik, professeur S. Rudnev, sous-lieutenant G. Saakyan, maître de conférences E. Tenzorov, major général F. Trukhin, professeur A. Tsagol,

agriculteur H. Tsimbal, capitaine I. Chanukh, Dr.Ibrahim Chulik, militant social F. Shlippe, F. Yanushevsky.

Candidats : lieutenant V. Dubovets, ouvrier V. Egorov, journaliste A. Kazantsev, ingénieur P. Kumin, militant social L. Levitsky, ouvrier Y. Rodniy, ingénieur P. Semenov, professeur L. Smirnov, professeur V. Stalmakov, professeur V Tatarinov, major I. Telnikov, soldat A. Sheglov.

(Les noms de famille de plusieurs membres et candidats du Comité pour la libération des peuples de Russie ne sont pas publiés en raison de leur présence sur le territoire de l'URSS ou dans le but de leur sécurité personnelle).

Sources :

Prager Manifest, Prag, 1944.

Ein Manifest des Komitees zur Befreiung der Völker Russlands, welches am 14. November 1944 in Prag verabschiedet wurde.

Museum Berlin-Karlshorst. Collection : Sammlung. Numéro d'inventaire : 201929

URL : <https://berlin.museum-digital.de/object/75041>

ANDREYEV Catherine, *Vlasov and the Russian Liberation Movement : Soviet Reality and Emigré Theories*, Cambridge University Press, United Kingdoms, 1987, page 216-223. [En ligne] Consulté le 13 décembre 2022.

URL : <https://www.cambridge.org/core/books/abs/vlasov-and-the-russian-liberation-movement/prague-manifesto/3B9A7782A5E991BAC52F1227C9CB77EE>

ANNEXE 13 : Document déclassifié de la CIA sur l'opération Belladonna

DECLASSIFIED AND RELEASED BY
CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
SOURCE METHODS EXEMPT FROM
NAZI WAR CRIMES OF SILENCE ACT
DATE 2007

~~TOP SECRET - CONTROL~~
~~SECRET~~
OPERATIONAL MEMORANDUM

LTS-1243
COPY No. 2
NO. MGH-391

COUNTRY Ukraine
SUBJECT Operation Belladonna
ORIGIN Amson
SOURCE KILKENNY

DATE: INFO. November 1946
DIST. 27 December 1946
PAGES 25
SUPPLEMENT

A. HISTORY OF THE OPERATION

- Operation Belladonna originated in April 1946 with the introduction of source to members of the Oriental (Catholic) Church familiar with Eastern affairs. Through Father Ivo Zelizer, at that time special adviser to the chief of the Vatican Mission to USFET at Kronberg, source was introduced to Father Diacisyn, formerly also on the staff of the Vatican Mission but then in Rome. Through Diacisyn in Rome, source met the Ukrainian Catholic Bishop Buczko, adviser to the Vatican on Ukrainian affairs and a long-standing member of Ukrainian nationalist movements, who supplied information and introductions to other informants. Eventually both Buczko and Diacisyn withdrew as active contacts, after sending source on to a leader of the Ukrainian organization in Germany, Vasily Mudry, former vice-president of the Polish Sejm. After considerable contact with source, Mudry also withdrew from the operation, on the grounds that, although he is a vice-president of UHVR, he is only an overt Ukrainian political representative and does not deal with any secret affairs. He passed source on to the real leaders, Father Ivan Hrinioch and Yuri Lopatinsky, who accorded source their confidence and agreed to collaborate on intelligence operations.
- Contact was thus established with the UHVR for the purpose of obtaining intelligence concerning the USSR and Soviet operations at home and abroad. It was understood from the beginning that the Ukrainians considered themselves not agents but collaborators of the Americans and that their subordinate agents should remain ignorant of the American aspects of their work. On this basis, contact has been maintained with the representatives of the UHVR at the highest level: Hrinioch, Lopatinsky, and Lebed. An additional contact is a Ukrainian, Michael Korzan, an ASN representative in Austria, whom source employs as an informant and liaison man. Source is known by his real name to Hrinioch, Mudry, Buczko, and Lebed, but with Hrinioch he also uses the name Dr. Felix Novak and with Lebed Dr. Michael. Incidental information has been supplied by Mudry, Bishop Buczko, Father Diacisyn, and other less prominent Ukrainians.

After mutual confidence had been established, Hrinioch delivered to source two long, detailed reports on Ukrainian centers, as well as much other information, and agreed to furnish agents to enter the Ukraine. A questionnaire submitted to Lopatinsky in May 1946, however, was not answered owing to the UHVR group's understanding that they were to deal directly with source and "with no one else in his absence. That difficulty was resolved, and satisfactory arrangements were made for contacts through other means in source's

AN/C
AS
PS
CNS
PE
MID/PCD

MFH:CCJ
DISTRIBUTION

CLASSIFICATION
Wash. (2)
Vienna (2)
oved from Project
Classification: 74-124-293
s # 69-425/83
s # 20-104-5

~~TOP SECRET - CONTROL~~
Munich
CS COPY
Files (12)
74-124-293
CLASSIFICATION CANCELLED ON CHANGED FILE
PROPERTY OF FBI/DOJ/NSA
IN ON BEHALF OF

21. Copie des archives déclassifiées de la CIA datant de novembre 1946.

Source : CIA Archives, AERODYNAMIC, Vol. 9, date : november

1946, MGH 391. [En ligne] Consulté le 12 mai 2023.URL :

[https://www.cia.gov/readingroom/docs/AERODYNAMIC%20%20%20V
OL.%209%20%20\(DEVELOPMENT%20AND%20PLANS\).0001.pdf](https://www.cia.gov/readingroom/docs/AERODYNAMIC%20%20%20VOL.%209%20%20(DEVELOPMENT%20AND%20PLANS).0001.pdf)

ANNEXE 14 : Stepan Bandera a été protégé par l'OSS (la CIA) alors que l'OUN est considérée comme une « organisation terroriste »

SECRET

DRAFT WORKING PAPER

cover.” In doing so, the Central Intelligence Group urged Maj. Gen. Withers A. Burress, USFET G-2, to delay his investigation until after 15 January 1947.⁶⁸ (S)

The additional time permitted Aradi “to inform his people that they must be under cover by 15 January, because the United States Government is going to accede to a legitimate request of the Russians that war criminals and conspirators be rounded up and delivered to them, even if they are not former Soviet citizens.” Stewart added, “by taking cover we mean breaking off all contact with the overt political groups in the Ukrainian colony, changing names and cover documents and actually hiding until the political flap is over.”⁶⁹ According to Stewart’s communiqué to Helms in early 1947, “the result was less dramatic than we expected.” The Soviets did not push further for Bandera’s arrest and, Stewart wrote, “the Belladonnians fell into line very nicely.”⁷⁰ (S)

Despite their role in sheltering Bandera, OSO officials in Washington’s Foreign Branch M and Special Projects Division still took a dim view of Munich’s work with the Ukrainians. This movement, Washington commented, “is, as the field agrees, **primarily** [original emphasis] a terrorist organization.” Headquarters felt that intelligence produced by both LYNX and BELLADONNA had been minimal. In a fitting—and prophetic—statement, Washington told its field officers that:

⁶⁸Stewart to Helms, "Belladonna Operation," 2 January 1946 [47], FSRO-1111, (S), in DO Records, C J, Box 511, [no folder listed], CIA ARC. (S)

⁶⁹Stewart to Lewis and Aradi, "Operation Belladonna," 10 December 1946, FSRO-1111, (S), in DO Records, C J, Box 511, [no folder listed], CIA ARC. (S)

⁷⁰ Stewart to Helms, "Belladonna Operation, 2 January 1946 [47], (S). CIC dubbed its role in hiding Bandera from the Soviets as Operation ANYFACE, named after a Dick Tracy character. No indication exists in the surviving records that CIG actually met with Bandera to warn him of the search. As an indication of how difficult it was to track Bandera down, American intelligence in Rome reported that the Ukrainian leader had escaped from the Ukraine and now lived in Czechoslovakia. The CIA reported this in October 1947 based on information provided by a Ukrainian named Federonczuk to the Counter Intelligence Corps. See C J to Washington, "Liberty International," 10 October 1947, PIRA-1580, (S), in DO Records, C J, Box 296, [no folder listed], CIA ARC. (S)

31

SECRET

22. Copie des archives déclassifiées de la CIA sur Stepan Bandera et l'OUN.

TRADUCTION :

SECRET

PROJET DE DOCUMENT DE TRAVAIL

Ce faisant, le Central Intelligence Group a exhorté le major-général Withers A. Burress, USFET G-2, pour retarder son enquête après le 15 janvier 1947. 68 (S)

Le délai supplémentaire a permis à Aradi "d'informer son peuple qu'il devait être sous couverture d'ici le 15 janvier, car le gouvernement des États-Unis va adhérer à une demande légitime des Russes que les criminels de guerre et les conspirateurs soient arrêtés et qui leur soient livrés, même s'ils ne sont pas d'anciens citoyens soviétiques." Stewart a ajouté, "en prenant cette couverture, nous entendons rompre tout contact avec les groupes politiques manifestes de

la colonie d'Ukraine, changer de noms et de documents de couverture et se cacher jusqu'à ce que le rabat politique soit terminé. » 69 Selon le communiqué de Stewart à Helms au début de 1947, « le résultat fut moins dramatique que prévu." Les Soviétiques n'ont pas poussé plus loin pour l'arrestation de Bandera et, écrit Stewart, "les Belladonnians se sont très bien alignés". 70 (S)

Malgré leur rôle dans la protection de Bandera, les responsables de l'OSO au Foreign Office de Washington, la branche M et la division des projets spéciaux voyaient toujours d'un mauvais œil le travail de Munich avec les Ukrainiens. **Ce mouvement, a commenté Washington, "est, comme le domaine en convient, principalement** [italique original] **une organisation terroriste."** Le quartier général a estimé que le renseignement produit par LYNX et BELLADONNA avaient été minimes.

70 : Le CIC a doublé son rôle dans cachant Bandera aux Soviétiques dans le cadre de l'opération ANYFACE, du nom d'un personnage de Dick Tracy. Aucune indication n'existe dans les dossiers survivants que le CIG a effectivement rencontré Bandera pour l'avertir de la recherche. Pour montrer à quel point il était difficile de retrouver Bandera, les services de renseignement américains à Rome ont rapporté que le dirigeant ukrainien s'était échappé d'Ukraine et vivait maintenant en Tchécoslovaquie. La CIA a rapporté cela en octobre 1947 sur la base des informations fournies par un Ukrainien du nom de Federonczuk au Counter Intelligence Corps.

Source : RUFFNER Kevin Conley, *Eagle and Swastika: CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, (op. cité), page 220. [En ligne] Consulté le 13 mai 2023.

URL : <https://archive.org/details/EagleAndSwastika--CIAAndNaziCollaboratorsKevinConleyRuffner2003/page/n219/mode/2up>

ANNEXE 15 : Document déclassifié de la CIA sur Mikola Lebed



CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
WASHINGTON 25, D. C.
OFFICE OF THE DIRECTOR

6 MAY 1952

RECEIVED
MAY 6 1952
INVESTIGATION SECTION

ABLE COPY

Mr. Argyle R. Mackey
Commissioner of Immigration
and Naturalization
Department of Justice
Washington 25, D.C.

SUBJECT: Mykola LEBED

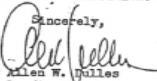
Dear Sir:

inestimable value to this Agency in its operations. In connection with future Agency operations of the first importance, it is urgently necessary that subject be able to travel in Western Europe. Before subject undertakes such travel, however, this Agency must be in a position to assure his reentry into the United States without investigation or incident which would attract undue attention to his activities. Your Service has indicated that it cannot give such assurance because of the fact that subject was convicted in 1936 of complicity in the 1934 Assassination of the Polish Minister of the Interior and sentenced to death, later commuted to life imprisonment. Subject's trial by the Polish court was largely influenced by political factors and this Agency has no reason to disbelieve subject's denial of complicity in this assassination. However, the conviction of a crime involving moral turpitude raises the question of subject's admissibility to the United States under the Immigration laws. Your Service has indicated that, if the subject reenters the United States on a reentry permit, an investigation must then be conducted. Such investigation

In order to remove the obstacles to the fulfillment of this Agency's projected operations and pursuant to the authority granted under Section 8 of the CIA Act of 1949, I approve and recommend for your approval, the entrance of this subject into the United States for permanent residence under the above Act because such entry is essential to the furtherance of the national intelligence mission and is in the interest of national security. In accordance with previous correspondence in Section 8 cases, it is understood that you will present this matter to the Attorney General for his approval. There is attached a memorandum of biographical information and Form I-125 in duplicate.

In line with the suggestion made in your letter of 31 March 1952, it will be appreciated if you will record the subject's admission for permanent residence as of the date of his original entry, 4 October 1949, to coincide with date of entry of his wife and daughter.

In view of the urgency in this case, it would be appreciated if you would give it your expeditious consideration.

Sincerely,

 Allen W. Dulles
 Deputy Director

ABLE COPY

DECLASSIFIED AND RELEASED
 CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY
 AUTOMATICALLY EXEMPT
 NAZI WAR CRIMES DISCLOSURE ACT
 DATE 2003-2005

DECLASSIFIED
 Nazi War Crimes Disclosure Act
 PL 105-346
 DATE 11/10/2003

23. Document déclassifié de la CIA indiquant qu'Allen Dulles insiste sur la protection de Mikola Lebed concernant une enquête criminelle menée par l'Immigration and Naturalization Service en 1952.

Source : RG 263, des Archives de la CIA. Cité dans BREITMAN Richard, GODA Norman J. W. (op. cité) page 126.

**ANNEXE 16 : Résolutions de la première
conférence du Bloc des nations antibolcheviques
(ABN) les 21 et 22 novembre 1943**

A PAGE OF ABN HISTORY

**RESOLUTIONS ADOPTED BY THE FIRST CONFERENCE OF THE ANTIBOLSHEVIST
BLOCK OF NATIONS (ABN) (Enslaved Nations of Eastern Europe and Asia), held on
November 21st and 22nd, 1943, in Ukraine.**

The Political Situation.

1. The present war between German National Socialism and Russian Bolshevism is a typical imperialistic and aggressive war, waged for the mastery of the world, for a new distribution of the earth's wealth, for new sources of raw materials and new markets, and finally for manpower which entails the enslavement and exploitation of man.
2. Both warring imperialisms deny the right of a nation to political and cultural development within a national state, bringing political, social and cultural slavery to the conquered peoples in the form of the Nazi "New Europe" or the Bolshevik "Union of Soviet Socialist Republics".
3. These anti-social and criminal aims are cloaked by false slogans of social equality, deliverance of workers from the capitalist yoke, etc.
4. Bolshevism, with complete bankruptcy of its ideas, seeks support by reviving reactionary catchwords of Slavophilism and traditional Russian patriotism.
5. This imperialistic war inevitably leads the two warring powers to economic and military ruin by increasing and bringing to the fore of internal contradictions inherent in the systems. This, naturally, favours the growth of revolutionary liberation movements amongst the enslaved nations. In recent times there has been a marked growth of this sort of activity. This is the guarantee of victory for the revolutions and of a new and brighter future. The enslaved nations will have to put a stop to the absurd mutual slaughter by their national revolutions and thus achieve peace and order in the world. The latter based on the recognition of political rights of each nation, will ensure cultural and economic development to all countries. The system of free national states will guarantee complete freedom to the individual, who, until now, has been oppressed and exploited by foreign imperialists.

To achieve victory for national revolutions, a single common front of the freedom-aspiring nations is necessary. The conference, therefore, resolves that a Central Committee, composed of representatives of nations in Eastern Europe and Soviet-dominated Asia, be organized immediately to co-ordinate the revolutionary activities of separate nations. Its task should be the adoption of a general plan and common tactics to be employed in the struggle for liberty against the common enemy. At a signal from this committee simultaneous uprisings should take place in all subjugated countries in accordance with the pre-arranged plan.

Special Decisions.

1. The First Conference of Enslaved Nations of Eastern Europe and Asia greets the heroic struggle of the nations of Western and Central Europe against the Nazi imperialist and proclaims its complete solidarity with them.
2. The conference deems it necessary to acquaint the nations of Western and Central Europe with the struggle, and aims for which it is waged, of the nations of Eastern Europe and Soviet controlled Asia.

The conference appeals that everything possible be done to prevent the transportation of non-German formations in the German Army to Germany or to the fronts... (omitted for security reasons). Soldiers serving in the Ukrainian Insurgent Army (U.P.A.) of non-Ukrainian origin should be gathered into specially organized national formations... (omitted for security reasons). It calls for the strengthening of peoples' self-defence against the terror unleashed by the retreating German armies and civil administration.

Signed on behalf of the Resolutions Committee:

- (1) GURIELLI - Georgian (Professor)
- (2) GOGIA - Georgian (Major)
- (3) FISUL - Azerbeidjanian (Lieutenant)
- (4) SHIMRAT - Uzbek (Teacher)
- (5) STECENKO - Ukrainian (Professor)
- (6) KHODZHAYEV - Ukrainian
(Agriculturist)
- (7) OSERSKA - Ukrainian (Engineer)

Signed on behalf of National Delegations

- (1) Armenia - ANTRANT
- (2) Azerbeidjan - FISUL
- (3) Bashkiria - KACARMAN
- (4) Byelo-Russia - DRUZHNY
- (5) Cherkessia - DZHIGIT
- (6) Chuvassia - SKVORAZOV
- (7) Georgia - GOGIA
- (8) Kabardinia - BAKSAN
- (9) Kazakhstan - DEZHKMAN
- (10) Osssetia & ARAM
- (11) Tartaria - TUKAY
- (12) Ukraine - STECENKO
- (13) Uzbekistan - SHIMRAT

24 a) et 24 b). Captures d'écran du site de la bibliothèque numérique du Federal Bureau of Investigation (FBI), Vault.

TRADUCTION :

UNE PAGE D'HISTOIRE DE L'ABN

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA PREMIÈRE CONFÉRENCE DU BLOC DES NATIONS ANTIBOLCHEVIQUES (ABN) (Nations asservies d'Europe orientale et d'Asie), tenue les 21 et 22 novembre 1943 en Ukraine.

La situation politique

1. La guerre actuelle entre le national-socialisme allemand et le bolchevisme russe est une typique guerre impérialiste et agressive menée pour la maîtrise du monde, pour une nouvelle répartition des richesses de la terre, pour de nouvelles ressources en matières premières et de nouveaux marchés, et enfin pour une main-d'œuvre qui implique l'asservissement et l'exploitation de l'homme.
2. Les deux impérialismes en guerre nient le droit de la nation au développement politique et culturel au sein d'un État national, apportant l'esclavage politique, social et culturel aux peuples conquis sous la forme de la "Nouvelle Europe" nazie ou de "l'Union des Républiques socialistes soviétiques" bolchevique.
3. Ces objectifs antisociaux et criminels sont masqués par de faux slogans d'égalité sociale, de délivrance des travailleurs du joug capitaliste, etc.
4. Le bolchevisme, avec la faillite complète de ses idées, cherche un soutien en faisant revivre les slogans réactionnaires du slavophilisme et du patriotisme russe traditionnel.
5. Cette guerre impérialiste conduit inévitablement les deux puissances belligérantes à la ruine économique et militaire en augmentant et en mettant en évidence les contradictions internes inhérentes aux systèmes. Ceci, naturellement, favorise la croissance des mouvements révolutionnaires de libération parmi les nations asservies. Ces derniers temps, il y a eu une croissance marquée de ce type d'activité. C'est la garantie de la victoire des révolutions et d'un avenir nouveau et radieux. Les nations

asservies devront mettre un terme à l'absurde massacre mutuel par leurs révolutions nationales et parvenir ainsi à la paix et à l'ordre dans le monde. Cette dernière, fondée sur la reconnaissance des droits politiques de chaque nation, assurera le développement culturel et économique de tous les pays. Le système des États nationaux libres garantira une liberté totale à l'individu qui, jusqu'à présent, a été opprimé et exploité par les impérialistes étrangers.

Pour remporter la victoire de la révolution nationale, un seul front commun des nations aspirant à la liberté est nécessaire. **La conférence décide donc qu'un Comité central, composé de représentants des nations d'Europe de l'Est et d'Asie dominée par les Soviétiques, soit organisé immédiatement pour coordonner les activités révolutionnaires des nations séparatistes. Sa tâche devrait être l'adoption d'un plan général et d'une tactique commune à employer dans la lutte pour la liberté contre l'ennemi commun. Sur un signal de ce comité, un soulèvement simultané devrait avoir lieu dans tous les pays subjugués conformément au plan préétabli.**

Décisions spéciales.

1. La première conférence des nations asservies d'Europe orientale et d'Asie salue la lutte héroïque des nations d'Europe occidentale et centrale contre l'impérialisme nazi et proclame son entière solidarité avec elles.
2. La conférence juge nécessaire de faire connaître aux nations d'Europe occidentale et centrale la lutte et les objectifs pour lesquels elle est menée, des nations d'Europe orientale et d'Asie contrôlée par les Soviétiques.

La conférence lance un appel pour que tout soit fait pour empêcher le transport des unités non-allemandes de l'armée allemande vers l'Allemagne ou vers les fronts... (omis pour des raisons de sécurité). Les soldats servant dans l'armée insurrectionnelle ukrainienne (U.P.A.) d'origine non ukrainienne devraient être regroupés dans des

formations nationales spécialement organisées... (omis pour des raisons de sécurité). Elle appelle au renforcement de l'autodéfense des peuples contre la terreur déclenchée par les armées et l'administration civile allemandes en retraite.

Signé au nom du Comité des résolutions :

- (1) GURIELLI – Géorgien (Professeur)
- (2) GOGIA – Géorgien (Major)
- (3) FISUL – Azerbaïdjanais (Lieutenant)
- (4) SHIMRAT – Ouzbek (Enseignant)
- (5) STECENKO – Ukrainien (Professeur)
- (6) KHODZHAYEV – Ukrainien (Agriculteur)
- (7) OSERSKA – Ukrainien – (Ingénieur)

Signé au nom des délégations nationales :

- (1) Arménie – ANTRANT
- (2) Azerbaïdjan – FISUL
- (3) Bachkirie – KAGARMAN
- (4) Biélorussie – DRUZHNY
- (5) Tcherkessie – DZHIGIT
- (6) Tchouvachie – SKVORAZOW
- (7) Géorgie – GOGIA
- (8) Kabardie – BAKSAN
- (9) Kazakhstan – DEZHKMAN
- (10) Ossétie – ARAM
- (11) Tatars – TUKAY
- (12) Ukraine – STECENKO
- (13) Ouzbékistan – SHIMRAT

Sources : FBI, Vault, *American Friends of ABN information bulletin*, May-June 1952, vol 1, N° 2-3, pp. 9-10. [En ligne]
Consulté le 12 janvier 2023.

URL : <https://vault.fbi.gov/anti-bolshevik-bloc-of-nations/anti-bolshevik-bloc-of-nations-part-01-of-01/view>

**ANNEXE 17 : La loi américaine 86-90 du 17 juillet
1959 relative à la troisième semaine de juillet
désignée comme « semaine des Nations
Captives »**

PUBLIC LAW 86-90-JULY 17, 1959

[73 STAT.

**Public Law 86-90
July 17, 1959**

JOINT RESOLUTION

**Providing for the designation of the third week of July as
"Captive Nations Week".**

Whereas the greatness of the United States is in large part attributable to its having been able, through the democratic process, to achieve a harmonious national unity of its people, even though they stem from the most diverse of racial, religious, and ethnic backgrounds ; and

Whereas this harmonious unification of the diverse elements of our free society has led the people of the United States to possess a warm understanding and sympathy for the aspirations of peoples everywhere and to recognize the natural interdependency of the peoples and nations of the world ; and

Whereas the enslavement of a substantial part of the world's population by Communist imperialism makes a mockery of the idea of peaceful coexistence between nations and constitutes a detriment to the natural bonds of understanding between the people of the United States and other peoples ; and

Whereas since 1918 the imperialistic and aggressive policies of Russian communism have resulted in the creation of a vast empire which poses a dire threat to the security of the United States and of all the free peoples of the world ; and

Whereas the imperialistic policies of Communist Russia have led, through direct and indirect aggression, to the subjugation of the national independence of Poland, Hungary, Lithuania, Ukraine, Czechoslovakia, Latvia, Estonia, White Ruthenia, Rumania, East Germany, Bulgaria, mainland China, Armenia, Azerbaijan, Georgia, North Korea, Albania, Idel-Ural, Tibet, Cossackia, Turkestan, North Viet-Nam, and others ; and

Whereas these submerged nations look to the United States, as the citadel of human freedom, for leadership in bringing about their liberation and independence and in restoring to them the enjoyment of their Christian, Jewish, Moslem, Buddhist, or other religious freedoms, and of their individual liberties ; and

Whereas it is vital to the national security of the United States that the desire for liberty and independence on the part of the peoples of these conquered nations should be steadfastly kept alive ; and

Whereas the desire for liberty and independence by the overwhelming majority of the people of these submerged nations constitutes a powerful deterrent to war and one of the best hopes for a just and lasting peace ; and

Whereas it is fitting that we clearly manifest to such peoples through an appropriate and official means the historic fact that the people of the United States share with them their aspirations for the recovery of their freedom and independence : Now, therefore, be it

Resolved by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress assembled, That the President of the United States is authorized and requested to issue a proclamation designating the third week in July 1959 as "Captive Nations Week" and inviting the people of the United States to observe such week with appropriate ceremonies and activities. The President is further authorized and requested to issue a similar proclamation each year until such time as freedom and independence shall have been achieved for all the captive nations of the world.

Approved July 17, 1959.

TRADUCTION :

LOI PUBLIQUE 86-90 DU 17 JUILLET 1959 73 STAT.

Droit public 86-90

17 juillet 1959

RÉSOLUTION CONJOINTE

**Prévoyant la désignation de la troisième semaine de juillet
comme "Semaine des Nations Captives".**

Alors que la grandeur des États-Unis est en grande partie capable d'avoir pu, par le biais du processus démocratique, parvenir à une unité nationale harmonieuse de son peuple, même s'ils proviennent de divers races, religieux, et ethniques différents ; et

Considérant que cette unification harmonieuse des divers éléments de notre société libre a conduit le peuple des États-Unis à posséder une compréhension et une sympathie chaleureuses pour les aspirations des peuples du monde entier et à reconnaître l'interdépendance naturelle des peuples et des nations du monde ; et

Considérant que l'asservissement d'une partie substantielle de la population mondiale par l'impérialisme communiste fait fi de l'idée de coexistence pacifique entre les nations et porte atteinte aux liens naturels d'entente entre le peuple des États-Unis et les autres peuples ; et

Considérant que depuis 1918 les politiques impérialistes et agressives du communisme russe ont abouti à la création d'un vaste empire qui constitue une grave menace pour la sécurité des États-Unis et de tous les peuples libres du monde ; et

***Alors que* la politique impérialiste de la Russie communiste a conduit, par des agressions directes et indirectes, à l'assujettissement de l'indépendance nationale de la Pologne, de la Hongrie, de la Lituanie, de l'Ukraine, de la Tchécoslovaquie, de la Lettonie, de l'Estonie, de la Ruthénie Blanche (Biélorussie), de la Roumanie, de l'Allemagne de l'Est, de la Bulgarie, de la Chine continentale, Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Corée du Nord, Albanie, Idel-Oural, Tibet, Cossackia, Turkestan, Nord Viet-Nam, et autres ; et**

Alors que ces nations submergées se tournent vers les États-Unis, en tant que citadelle de la liberté humaine, pour diriger leur libération et

leur indépendance et leur rendre la jouissance de leurs libertés religieuses chrétiennes, juives, musulmanes, bouddhistes ou autres, et de leurs libertés individuelles ; et

Considérant qu'il est vital pour la sécurité nationale des États-Unis que le désir de liberté et d'indépendance des peuples de ces nations conquises soit fermement entretenu ; et

Considérant que le désir de liberté et d'indépendance de l'écrasante majorité des peuples de ces nations submergées constitue un puissant moyen de dissuasion contre la guerre et l'un des meilleurs espoirs d'une paix juste et durable ; et

Considérant qu'il convient que nous manifestations clairement à ces peuples, par des moyens appropriés et officiels, le fait historique que le peuple des États-Unis partage avec eux leurs aspirations au recouvrement de leur liberté et de leur indépendance : Maintenant, qu'il soit donc

Résolu par le Sénat et la Chambre des représentants des États-Unis d'Amérique réunis en Congrès, que le président des États-Unis est autorisé et prié de publier une proclamation désignant la troisième semaine de juillet 1959 comme la "Semaine des nations captives" et invitant le peuple des États-Unis d'observer cette semaine avec des cérémonies et des activités appropriées. Le président est en outre autorisé et prié de publier une proclamation similaire chaque année jusqu'à ce que la liberté et l'indépendance aient été obtenues pour toutes les nations captives du monde.

Approuvé le 17 juillet 1959.

Source : Public Law 86-90 - July 17, 1969. Passed Congress.

« *S.J.Res. 111 (86th) : Joint resolution providing for the designation of the third week of July as "Captive Nations Week"* ». [En ligne] Consulté le 14 janvier 2023.

URL : <https://www.govtrack.us/congress/bills/86/sjres111/text>

ANNEXE 18 : Résolution du Bloc des Nations Antibolcheviques lors de la conférence à Londres, du 24 au 26 septembre 1982

ABN Conference Resolution (*London, September, 24 - 26, 1982*)

Whereas, all of freedom-loving humanity is presently faced with the ever-greater threat of Russian imperialism in its historically-uninterrupted drive to conquer the world, and

Whereas, to this end, Bolshevik Russia has utilised direct military means as in Afghanistan, or proxy military intervention as in Poland, and

Whereas, Moscow is the centre of international terrorism, which has continuously led a psychological-political war with the Free World having the intention to internally subvert and demoralise Western democratic societies, thereby paving the way for a Moscow-directed communist takeover, and

Whereas, the USSR Constitution explicitly obligates the Soviet Russian government to support all so-called national liberation movements and social revolts throughout the Free World in order to camouflage its expansionist aggressions, and

Whereas, the Western response to this Russian imperialist drive was primarily dictated by a “balance of power” strategy — an unrealistic strategy when the two concerned are striving for diametrically opposed political aims, and

Whereas, the nations subjugated in the USSR and the “satellite” countries are continuously leading a determined national-liberation struggle which is tearing the Russian prison of nations apart from within, thereby eliminating the potential prime cause of thermo-nuclear holocaust, and

Whereas, the West’s “balance of power” strategy and the policies of “containment”, “appeasement” and “detente” neglect the importance of the liberation movements of the subjugated nations —

the Achilles' heel of the Russian empire — as the only viable alternative to thermo-nuclear war, and

Whereas, the Western Governments, by signing the Helsinki Accords with the USSR, did not deny the “inviolability” and “integrity” of the status quo given the Russian communist conquests, and

Whereas, the moral and political weakness of the West was demonstrated by NATO which allowed the USSR and its “satellites” to develop a great military advantage in terms of conventional armaments, and

Whereas, the policy of detente has created a false sense of security among peoples of the Free World, and

Whereas, NATO has primarily targeted its thermo-nuclear missiles on the territories of the subjugated nations, on which Moscow has deployed the overwhelming majority of its thermo-nuclear arsenal, and

Whereas, in the national-liberation struggles of Ukraine, Byelorussia, Lithuania, Latvia, Estonia, Turkestan, Georgia, Hungary, Rumania, Bulgaria, Azerbaidjan, North Caucasus, Poland, Armenia, Czechia, Slovakia, Croatia, Slovenia, Serbia, Albania, Cuba, Vietnam, Cambodia, Laos, Idel-Ural, Angola and the other subjugated nations are to be found the rudiments of a new, just and free world order, founded upon a mutual respect of each nation's right to national independence, statehood and sovereignty, and

Whereas, with the dissolution of the Russian empire a considerable number of crises in various geo-political complexes of the world in the Middle East, Africa, South and South-East Asia and South and Central America, will automatically be resolved, thereby guaranteeing a stable and just international political order,

Now, therefore, be it resolved that the Conference of the Anti-Bolshevik Bloc of Nations, convened in London, Great Britain on September 24-26, 1982, call on the nations of the Free World to proclaim a GREAT CHARTER OF INDEPENDENCE for the nations subjugated in the USSR and the “satellite” countries by Russian imperialism and communism. This will reflect the Free World's moral and political support for the re-establishment of national,

democratic, independent and sovereign states by the subjugated nations, each within its own ethnographic boundaries; for the reunification in freedom of China, Korea and Germany.

We propose to the Western Powers the creation of a centre of psychological-political warfare based on the ideological concepts of the Great Charter of Independence, and with the aim of assisting the subjugated nations in the USSR and its “satellites.”

We suggest to the countries of the NATO Alliance to establish an ABN radio broadcasting station, through which the representatives of the national-liberation movements of the subjugated nations can freely propagate their national ideals and concepts of liberation.

We suggest that the United States government-sponsored radio broadcasts of Radio Liberty, Radio Free Europe, the Voice of America, and the BBC be changed in the spirit of the ideal of national liberation, independence and the necessity of the dissolution of the Russian empire and of the Communist system.

We suggest that the NATO Alliance, in developing its strategy, recognise and take into account the potential of the subjugated nations and their national liberation struggles as the only alternative to a thermo-nuclear holocaust.

We ask that the Western Powers declare the Helsinki Accords null and void since they serve to preserve the Russian empire, and since Moscow has never had any intention of abiding by even the most elementary human rights provisions in the Accords.

We ask that the West European countries terminate the natural gas pipeline deal with the USSR, which to a large extent will be constructed by political and religious prisoners from the subjugated nations, currently languishing in Russian concentration camps. With their economic aid, Western European countries are indirectly strengthening Russia’s military potential and simultaneously, leaving themselves dependent on the USSR. The pipeline, if completed, will in reality be an infamous monument to Russian terror and tyranny and a mockery of the noble Western traditional values of liberty, justice, freedom, democracy and national independence, and will stand as a constant reminder of the growing “neutralization” of Western Europe.

We appeal to the Free World to use all possible means to attain the liquidation of all concentration and slave labour camps and psychiatric asylums — disgraces in the twentieth century — and the release of all political and religious prisoners in the USSR and all communist dominated countries.

We appeal to the Free World to rise in support of the immediate release of Yuriy Shukhevych, son of the late Commander- in-Chief of the Ukrainian Insurgent Army. Yuriy Shukhevych, blinded by the KGB, has been a prisoner in Russian concentration camps for over thirty years. His only crime was the refusal to denounce his father and the ideals of national independence for which he fought and died.

We declare our wholehearted support for the United States Council for World Freedom presently chaired by General John K. Singlaub in its endeavors to bring substantial assistance to the national liberation movements of the peoples subjugated by Russian imperialism and communism.

We support all Western attempts to disperse and eliminate all terrorist groups actively supported by Communist Russia which are acting against Western societies with the primary aim of subverting and weakening the West, thereby making the West more vulnerable to Russian conquest.

We urge all free labour movements in the world to expose the Marxist-Leninist state as a slave system for workers. The Bolsheviks use the inmates of concentration camps for slave labour in the building of vast construction projects in inhuman physical and working conditions — a disgrace to all freedom-loving humankind.

Source : *ABN Correspondence*, Mars-April 1983, Vol. XXXIV, N°2, Munich, pp.43-45. « *ABN Conference Resolution (London, September, 24 - 26, 1982)* ». [En ligne] Consulté le 11 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/14108/file.pdf>

TRADUCTION :

**Résolution de la conférence ABN (Londres, 24-26
septembre 1982)**

Considérant que toute l'humanité éprise de liberté est actuellement confrontée à la menace toujours plus grande de l'impérialisme russe dans sa course historiquement ininterrompue à la conquête du monde, et

Considérant que, à cette fin, la Russie bolchevique a utilisé des moyens militaires directs comme en Afghanistan, ou une intervention militaire par procuration comme en Pologne, et

Considérant que Moscou est le centre du terrorisme international, qui a continuellement mené une guerre psychologique et politique avec le monde libre, ayant l'intention de renverser et de démoraliser en interne les sociétés démocratiques occidentales, ouvrant ainsi la voie à une prise de contrôle communiste dirigée par Moscou, et

Considérant que la Constitution de l'URSS oblige explicitement le gouvernement russe soviétique à soutenir tous les soi-disant mouvements de libération nationale et les révoltes sociales dans le monde libre afin de camoufler ses agressions expansionnistes, et

Considérant que la réponse occidentale à cette poussée impérialiste russe a été principalement dictée par une stratégie d'"équilibre des forces" - une stratégie irréaliste lorsque les deux concernés s'efforcent d'atteindre diamétralement les objectifs politiques opposés, et

Considérant que les nations subjuguées par l'URSS et les pays « satellites » mènent continuellement une lutte de libération nationale déterminée qui déchire de l'intérieur la prison russe des nations, éliminant ainsi la cause principale potentielle de l'holocauste thermonucléaire, et

Alors que la stratégie occidentale d'"équilibre des forces" et les politiques d'"endiguement", d'"apaisement" et de "détente" négligent l'importance des mouvements de libération des nations subjuguées - le talon d'Achille de l'empire russe - comme seul moyen viable alternative à la guerre thermonucléaire, et

Considérant que les gouvernements occidentaux, en signant les accords d'Helsinki avec l'URSS, n'ont pas nié « l'inviolabilité » et « l'intégrité » du statu quo compte tenu des conquêtes communistes russes, et

Considérant que la faiblesse morale et politique de l'Occident a été démontrée par l'OTAN qui a permis à l'URSS et à ses "satellites" de développer un grand avantage militaire en termes d'armements conventionnels, et

Considérant que la politique de détente a créé un faux sentiment de sécurité parmi les peuples du monde libre, et

Considérant que l'OTAN a principalement ciblé ses missiles thermonucléaires sur les territoires des nations captives, sur lesquelles Moscou a déployé l'écrasante majorité de son arsenal thermonucléaire, et

Considérant que, dans les luttes de libération nationale de l'Ukraine, de la Biélorussie, de la Lituanie, de la Lettonie, de l'Estonie, du Turkestan, de la Géorgie, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de l'Azerbaïdjan, du Caucase du Nord, de la Pologne, de l'Arménie, de la Tchéquie, de la Slovaquie, de la Croatie, de la Slovénie, de la Serbie, de l'Albanie, Cuba, le Vietnam, le Cambodge, le Laos, l'Idel-Oural, l'Angola et les autres nations subjuguées se trouvent les rudiments d'un nouvel ordre mondial juste et libre, fondé sur le respect mutuel du droit de chaque nation à l'indépendance nationale, à l'État et à la souveraineté, et

Qu'avec la dissolution de l'empire russe, un nombre considérable de crises dans divers complexes géopolitiques du monde au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud et du Sud-Est et en Amérique du Sud et centrale, seront automatiquement résolues, garantissant ainsi un ordre politique international stable et juste,

Maintenant, par conséquent, qu'il soit résolu que la Conférence du Bloc des Nations anti-bolcheviques, convoquée à Londres, Grande-Bretagne, du 24 au 26 septembre 1982, appelle les nations du monde libre à proclamer une GRANDE CHARTE D'INDÉPENDANCE pour les nations subjuguées en URSS et les pays "satellite" par l'impérialisme et le communisme russes. Cela reflétera le soutien moral et politique du monde libre au rétablissement d'États nationaux, démocratiques, indépendants et souverains par les nations subjuguées, chacune dans ses propres frontières ethnographiques ; pour la réunification libre de la Chine, de la Corée et de l'Allemagne.

Nous proposons aux puissances occidentales la création d'un centre de guerre psychopolitique basé sur les concepts idéologiques de la Grande Charte de l'Indépendance, et dans le but d'aider les nations captives en URSS et ses "satellites".

***Nous suggérons* aux pays de l'Alliance de l'OTAN d'établir une station de radiodiffusion pour l'ABN, à travers laquelle les représentants des mouvements de libération nationale des nations captives peuvent propager librement leurs idéaux nationaux et leurs concepts de libération.**

***Nous suggérons* que les émissions de radio parrainées par le gouvernement des États-Unis, de Radio Liberty, Radio Free Europe, la Voice of America et la BBC soient tournés vers l'idéal de libération nationale, d'indépendance et de la**

nécessité de la dissolution de l'empire russe ainsi que du système communiste.

Nous suggérons que l'Alliance de l'OTAN, dans l'élaboration de sa stratégie, reconnaisse et tienne compte du potentiel des nations subjuguées et de leurs luttes de libération nationale comme seule alternative à un holocauste thermonucléaire.

***Nous demandons* aux puissances occidentales de déclarer les accords d'Helsinki nuls et non avenus puisqu'ils servent à préserver l'empire russe** et que Moscou n'a jamais eu l'intention de respecter les dispositions les plus élémentaires des accords en matière de droits de l'homme.

***Nous demandons* que les pays d'Europe occidentale mettent fin à l'accord de gazoduc avec l'URSS, qui sera en grande partie construit par des prisonniers politiques et religieux des nations captives, qui languissent actuellement dans les camps de concentration russes. Avec leur aide économique, les pays d'Europe occidentale renforcent indirectement le potentiel militaire de la Russie et, simultanément, se laissent dépendre de l'URSS. Le pipeline, s'il est achevé, sera en réalité un monument tristement célèbre de la terreur et de la tyrannie russes et une parodie des nobles valeurs traditionnelles occidentales de liberté, de justice, de liberté, de démocratie et d'indépendance nationale, et sera un rappel constant de la croissante « neutralisation » de l'Europe occidentale.**

Nous appelons le monde libre à utiliser tous les moyens possibles pour parvenir à la liquidation de tous les camps de concentration et de travail forcé et des asiles psychiatriques - des disgrâces au XXe siècle - et à la libération de tous les prisonniers politiques et religieux en URSS et dans tous les pays dominés par le communisme.

Nous appelons le monde libre à se lever pour soutenir la libération immédiate de Yuriy Shukhevych, fils de feu le commandant en chef de l'Armée Insurrectionnelle Ukrainienne. Yuriy Shukhevych, aveuglé par le KGB, est prisonnier dans les camps de concentration russes depuis plus de trente ans. Son seul crime a été de refuser de dénoncer son père et les idéaux d'indépendance nationale pour lesquels il s'est battu et est mort.

Nous déclarons notre soutien sans réserve au Conseil des États-Unis pour la Liberté dans le Monde actuellement présidé par le général John K. Singlaub dans ses efforts pour apporter une aide substantielle aux mouvements de libération nationale des peuples soumis à l'impérialisme et au communisme russes.

Nous soutenons toutes les tentatives occidentales de disperser et d'éliminer tous les groupes terroristes activement soutenus par la Russie communiste qui agissent contre les sociétés occidentales dans le but principal de renverser et d'affaiblir l'Occident, rendant ainsi l'Occident plus vulnérable à la conquête russe.

Nous exhortons tous les mouvements ouvriers libres du monde à dénoncer l'État marxiste-léniniste comme un système esclavagiste pour les travailleurs. Les bolcheviks utilisent les détenus des camps de concentration comme esclaves dans la construction de vastes projets de construction dans des conditions physiques et de travail inhumaines - une honte pour toute l'humanité éprise de liberté.

ANNEXE 19 : Yaroslav Stetsko avec le vice-président des États-Unis, George H. W. Bush



- 25. Yaroslav Stetsko serrant la main de George H. W. Bush, lors de la 25e célébration du dîner de conférence de la semaine des nations captives, le 18 juillet 1983, à Washington, D.C.**

En bas de la photo :

« À l'honorable Yaroslav Stetsko avec tous mes meilleurs vœux »
George H. W. Bush



Vice-President George Bush, Congressman Gerald Solomon, Yaroslav Stetsko and George Allen — the former U.S. National Security Advisor.

26. Dîner de la conférence des nations captives, le 18 juillet 1983, à Washington, D.C.

De gauche à droite : George H. W. Bush ; Gérald Solomon, membre républicain de la Chambre des représentants à New-York ; Yaroslav Stetsko président de l'ABN ; Richard V. (George) Allen, l'ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis.

Sources :

ABN Correspondence, September-December 1983, Vol XXXIV, n° 5-6, page 7. [En ligne] Consulté le 15 janvier 2023.

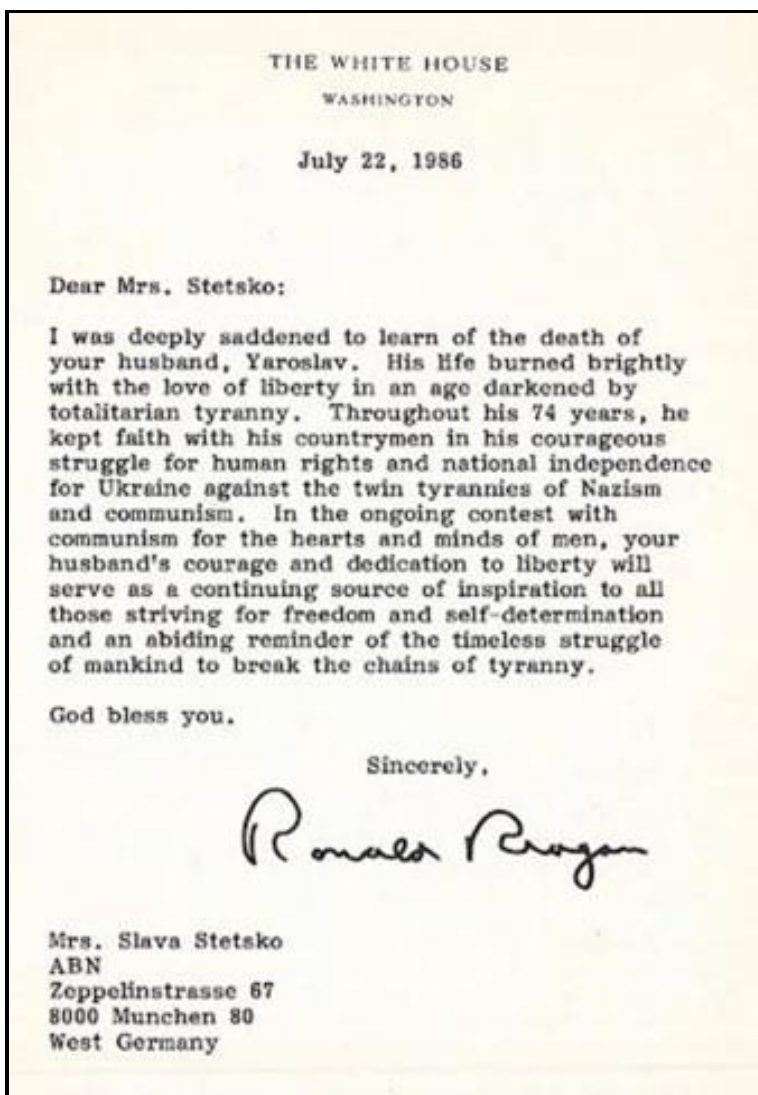
URL : <https://diasporiana.org.ua/periodika/14108-abn-correspondence-1983-n-1-6/>

ABN Correspondence, September-December 1983, Vol XXXIV, n° 5-6, page 6. (op. cité).

ANNEXE 20 : Yaroslav Stetsko avec le président des États-Unis, Ronald Reagan



27. Le président des États-Unis, Ronald Reagan, serrant la main de Yaroslav Stetsko lors de la cérémonie de célébration de la semaine des nations captives, le 19 juillet 1983, à Washington (Bulletin de l'ABN Correspondence, 1983).



28. Ronald Reagan transmet ses condoléances à Mme Stetsko, et décrit son défunt mari comme un combattant ayant lutté pour les Droits de l'homme et l'indépendance de l'Ukraine face aux totalitarismes (1986).

Chère Mme Stetsko,

J'ai été profondément attristé d'apprendre le décès de votre mari, Yaroslav. Sa vie a brûlé de mille feux avec l'amour de la liberté à une époque assombrie par tyrannie totalitaire. Tout au long de ses 74 ans, il a gardé la foi avec ses compatriotes dans sa courageuse lutte pour les droits de l'homme et l'indépendance nationale pour l'Ukraine contre les tyrannies jumelles du nazisme et le communisme. Dans la lutte en cours avec le communisme, pour le cœur et l'esprit des hommes, le courage et le dévouement de votre mari à la liberté servira de source d'inspiration permanente à tous ceux qui aspirent à la liberté et à l'autodétermination et un rappel permanent de la lutte intemporelle de l'humanité pour briser les chaînes de la tyrannie.

Que Dieu vous bénisse.

Sources :

ABN Correspondence, July-August 1983, Vol XXXIV, n° 4. [En ligne] Consulté le 15 janvier 2023.

URL : <https://diasporiana.org.ua/periodika/14108-abn-correspondence-1983-n-1-6/>

ABN Correspondence, May-August 1986, Vol. XXXVII, n° 3/4, page 31. [En ligne] Consulté le 15 janvier 2023. URL : <https://diasporiana.org.ua/wp-content/uploads/books/14111/file.pdf>

ANNEXE 21 : Document déclassifié de la CIA sur Viktor Aleksandrovich Larionov

Section:	SGT/UN, AB-43	Report No:	122
Reference:	Of. Spot Report 86	Report Date:	27.5.46
Source:	GERENKOV	Information Date:	Present
Sub-Source:		Date Info. Received:	22.5.46 23.5.46 24.5.46
Evaluation:	B-3		
SUBJECT:	Victor Alexander LARIONOFF		

1. GERENKOV has collected the following curriculum vitae from LARIONOFF, information intended for preliminary vetting of Subject:

Born: 13.7.1897 in St. Petersburg, Russia.

Education: "Gymnasium" and Artillery School, finished in 1917.

1917-1920: Took part in the Russian Civil War, fought in Southern Russia, came out as a captain.

1921-1928: Lived in Finland. Was member of an anti-Bolshevik Group led by Gen. KUTYEPKOV, who stood in a close contact with the Finnish Gen. Staff.

June 1927: Organized and personally executed a sabotage act against the Soviets, blowing up the Central Communist Party Club in Leningrad. He returned to Finland. The Soviet Government insisted that Finland either deliver LARIONOFF to Russia or expell him from Finland. (His name is listed in a Soviet book entitled "White Guardist Terror Against the USSR", Author: KITOMOSHOV, Moscow, 1928. LARIONOFF has the copy of the book in his possession).

1928-1938: Lived in Paris with his family. Here he continued his "anti-Bolshevik" work. He organized an anti-Soviet Youth group which dabbled in espionage against the Soviets. On Soviet insistence the French Government has expelled LARIONOFF in 1938.

1938-1945: Lived in Germany. From 1938 to 44 LARIONOFF worked as a journalist for Russian language papers in Germany. After 1941 he claims not to have written any political articles. He stood in contact with the Germans with the "Anschluss-Politisches Amt", ROA with any SS-organizations.

1944: LARIONOFF was invited to join the Vlassov-Freedom Movement. He joined and was assigned to the ROA Intelligence Section under Major KALUGIN (Of. Spot Report 99). -Though given a lot of freedom LARIONOFF could not manage to organize a very efficient espionage service within the ROA because of the continuous bickering and chaos reigning among the Vlassov-people.

1945-1946: Lived in the French Zone of Germany. His family (wife and daughter) have settled there more-less permanently. He is still interested in intelligence work, but has decided to stay clear of the French contacts "because of their close collaboration with the Soviet", - and till now has not managed to establish any other (American or British) serious contacts.

LARIONOFF was asked now (through a cut-out) to give more details on his "recent intelligence activity, if any". Following is his answer:

29. Rapport sur Larionoff (en anglais - Victor Alexander Larionoff) faisant mention de son intégration en 1944 dans l'armée de Vlassov (ROA).

Source : *Declassified CIA Archives*, subject Victor Alexander Larionoff, Vol.11. [En ligne] Consulté le 13 mai 2023.

URL :

https://archive.org/details/LarionoffVictor/LARIONOFF%2C%20VICTOR%20%20%20VOL.%201_0011/

ANNEXE 22 : les objectifs du forum des nations libres de Russie




FREE NATIONS OF RUSSIA FORUM

The well-being, prosperity and future of 144 million people living in Russia are falling down about our ears. Such are the results of the actions of Putin's big-league and oligarchs who have deep ties to the Kremlin. The current regime has built an authoritarian system with a prosperous metropolis, which siphons resources from subordinate «colonies» and requires the expansion of the «food base». The irrepressible appetites and aggressive policies of the center have already led to the largest war in Europe since WW2, and the situation is deteriorating uncontrollably. The peoples' fates are under threat, not only in Russia, but in the whole world.

It's time to turn the ship around. Today, both Russia regions' natural resources and perspiration and inspiration of people on a vast territory serve the interests of Moscow. But the Nations of Russia have the rights for self-determination and for worthy future for themselves, their children and grandchildren. People should manage their lives by themselves and find their place in the international community.

Free Nations of Russia Forum is a platform for bringing together municipal and regional leaders, members of the opposition movements of the Russian Federation, representatives of national movements, activists, the expert community, and everyone who is aware of the need for an immediate transformation of Russia. We discuss ways for structural changes in society, develop a plan of specific actions, concentrate resources and coordinate efforts for maximum efficiency in achieving our goals.




GOALS

The goals of the Forum are: the reconstruction and structural transformation of Russia, the economic and political development of historical-cultural regions and autonomies, the full implementation of civil rights and freedoms, and peoples' social well-being.

Forum participants develop approaches to the independent post-Putin nation states transitional administrations and governments creation, discuss minimizing risks of uncontrolled collapse in key sectors (including demilitarization with a complete rejection of the nuclear arsenal), form the new European collective security architecture and develop policies of peaceful, good-neighborly coexistence of the new independent republics of Russia and neighboring countries.

Among the Forum main focus areas are:

- De-imperialization and Decolonization
- Deputinization and Denazification
- Demilitarization and Denuclearization
- Economic and Social changes

30 a). Capture d'écran du site internet du Forum.



Reconstruction and structural transformation involves changing the administrative and territorial structure of post-Putin Russia. This process is a transition from an authoritarian imperial state to a galaxy of free, independent and democratic countries that can provide a decent standard of living, comfort, rights, prosperity and development for their own citizens, as well as sustainable peace in Eurasia.

De-imperialization and Decolonization will allow every nation and every region with separate cultural identity, history and economy, to fully realize the right for self-determination. Nations of Russia will gain sovereignty, subjectivity and independence — both political, economic and cultural.

Deputinization and Denazification is the only chance to defeat the corrupt imperial power elite, which destroys all dissenters and suppresses as harshly as possible any attempts by popular leaders to resist the criminal system. This process consists from an impartial investigation of the crimes of the regime, a tribunal for the organizers, ideologists and lustration for direct participants.

Demilitarization and Denuclearization are necessary to minimize casualties in case of the dictatorial regime fall and to eliminate all risks associated with the possibility of using the remnants of the Russian nuclear arsenal in regional conflicts, international terrorism and other threats to collective security.

Economic and Social changes should prevent the collapse of legal and economic institutions during transition period, prevent the people's economic ruin and guarantee the sustainability of cooperation between new political and economic entities. Citizens of each region will find the best organizational form for their land: republics, unions, federations, confederations etc.



SPEAKERS

Among the participants and speakers of the Forum are opposition activists and politicians, including those in forced emigration, leaders of Russian regional national movements, as well as statesmen, diplomats and politicians from Europe, Asia and North America, military experts, economists, political scientists, religious authorities, journalists.

EVENTS

If you want to take part in our next event or watch the live broadcast — subscribe to the Forum pages on social networks or register for the event, you are interested in.

30 b). Capture d'écran du site internet du Forum.

TRADUCTION :

Le bien-être, la prospérité et l'avenir de 144 millions de personnes vivant en Russie nous tombent dessus. Tels sont les résultats des actions de la grande ligue et des oligarques de Poutine qui ont des liens profonds avec le Kremlin. Le régime actuel a construit un système autoritaire avec une métropole prospère, qui siphonne les ressources des « colonies » subordonnées et nécessite l'expansion de la « base alimentaire ». Les appétits irrépressibles et les politiques agressives du centre ont déjà conduit à la plus grande guerre en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, et la situation se détériore de manière incontrôlable. Le sort des peuples est menacé, non seulement en Russie, mais dans le monde entier.

Il est temps de faire demi-tour. Aujourd'hui, les ressources naturelles des deux régions russes et la transpiration et l'inspiration des habitants d'un vaste territoire servent les intérêts de Moscou. Mais les nations de Russie ont le droit à l'autodétermination et à un avenir digne pour elles-mêmes, leurs enfants et petits-enfants. Les gens doivent gérer leur vie par eux-mêmes et trouver leur place dans la communauté internationale.

Le Forum des Nations libres de Russie est une plate-forme pour réunir les dirigeants municipaux et régionaux, les membres des mouvements d'opposition de la Fédération de Russie, les représentants des mouvements nationaux, les militants, la communauté d'experts et tous ceux qui sont conscients de la nécessité d'une transformation immédiate de Russie. Nous discutons des moyens de changements structurels dans la société, élaborons un plan d'actions spécifiques, concentrons les ressources et coordonnons les efforts pour une efficacité maximale dans la réalisation de nos objectifs.

Les objectifs du Forum sont : la reconstruction et la transformation structurelle de la Russie, le développement économique et politique des régions et autonomies historiques et culturelles, la pleine mise en œuvre des libertés et droits civils et le bien-être social des peuples.

Les participants au forum élaborent des approches pour la création d'administrations et de gouvernements de transition des États-nations indépendants post-Poutine, discutent de la minimisation des risques d'effondrement incontrôlé dans des secteurs clés (y compris la démilitarisation avec un rejet complet de l'arsenal nucléaire), forment la nouvelle architecture européenne de sécurité collective et élaborent des politiques de coexistence pacifique et de bon voisinage des nouvelles républiques indépendantes de Russie et des pays voisins.

Parmi les principaux domaines d'intervention du Forum figurent :

- Dé-impérialisation et décolonisation
- Dépoutinisation et dénazification
- Démilitarisation et dénucléarisation
- Changements économiques et sociaux

La reconstruction et la transformation structurelle impliquent de modifier la structure administrative et territoriale de la Russie post-Poutine. Ce processus est une transition d'un État impérial autoritaire vers une galaxie de pays libres, indépendants et démocratiques qui peuvent offrir un niveau de vie décent, le confort, les droits, la prospérité et le développement à leurs propres citoyens, ainsi qu'une paix durable en Eurasie.

La désimpérialisation et la décolonisation permettront à chaque nation et à chaque région ayant une identité culturelle, une histoire et une économie distinctes de réaliser pleinement le droit à l'autodétermination. Les nations de la Russie acquerront souveraineté, subjectivité et indépendance - à la fois politique, économique et culturelle.

La dépoutinisation et la dénazification sont la seule chance de vaincre l'élite corrompue du pouvoir impérial, qui détruit tous les dissidents et réprime aussi durement que possible toute tentative des dirigeants populaires de résister au système criminel. Ce processus

consiste en une enquête impartiale sur les crimes du régime, un tribunal pour les organisateurs, les idéologues et une lustration pour les participants directs.

La démilitarisation et la dénucléarisation sont nécessaires pour minimiser les pertes en cas de chute du régime dictatorial et pour éliminer tous les risques associés à la possibilité d'utiliser les restes de l'arsenal nucléaire russe dans les conflits régionaux, le terrorisme international et d'autres menaces à la sécurité collective.

Les changements économiques et sociaux doivent empêcher l'effondrement des institutions juridiques et économiques pendant la période de transition, empêcher la ruine économique du peuple et garantir la durabilité de la coopération entre les nouvelles entités politiques et économiques. Les citoyens de chaque région trouveront la meilleure forme d'organisation pour leur territoire : républiques, unions, fédérations, confédérations etc.

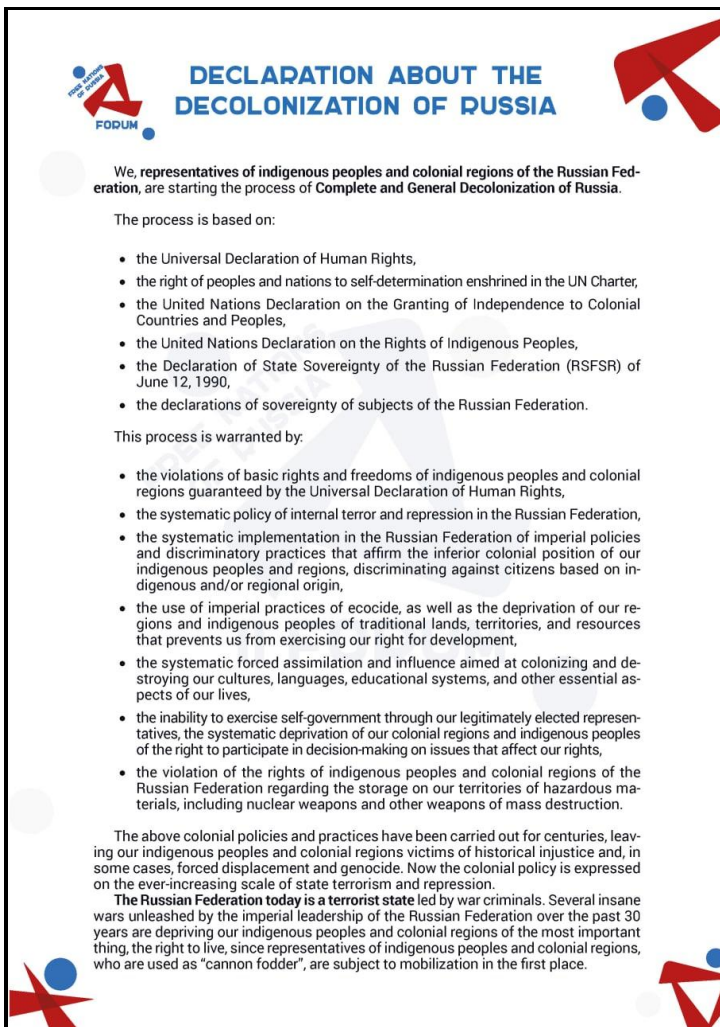
Parmi les participants et orateurs du Forum figurent des militants de l'opposition et des politiciens, y compris ceux en émigration forcée, des dirigeants de mouvements nationaux régionaux russes, ainsi que des hommes d'État, des diplomates et des politiciens d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord, des experts militaires, des économistes, des politologues, autorités religieuses, journalistes.

Si vous souhaitez participer à notre prochain événement ou regarder la retransmission en direct — abonnez-vous aux pages du Forum sur les réseaux sociaux ou inscrivez-vous à l'événement qui vous intéresse.

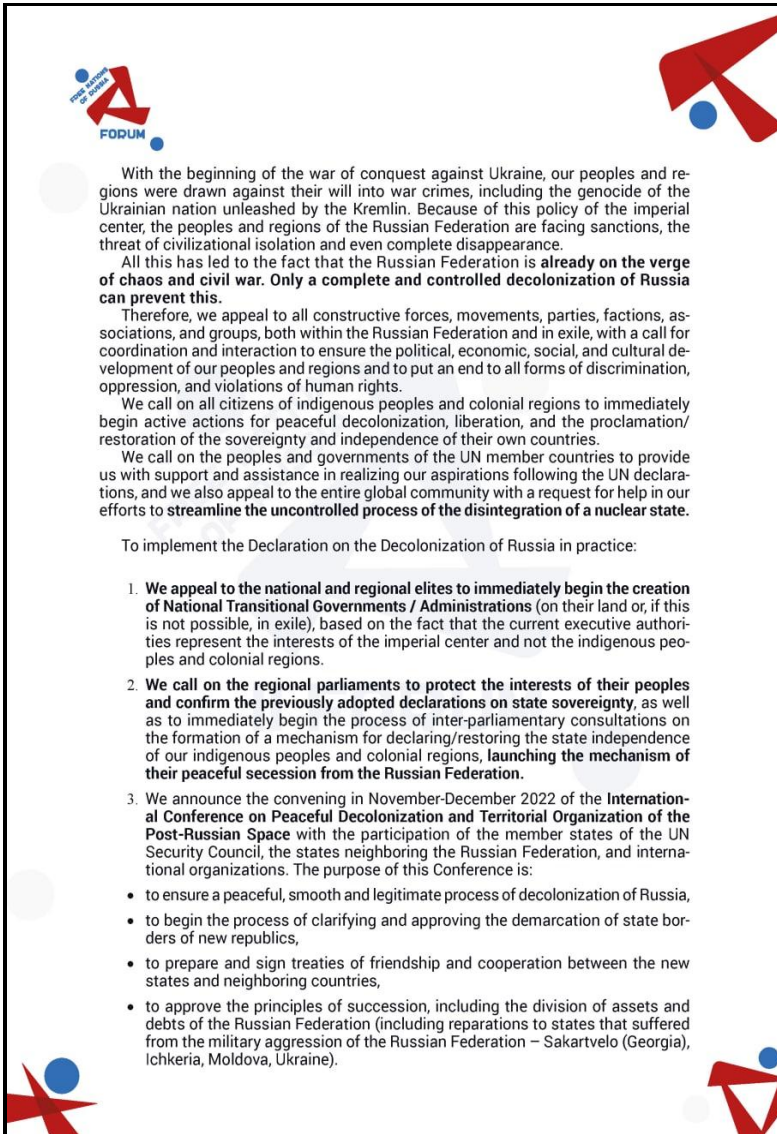
Source : Free Nations of Russia Forum. Accessible. Consulté le 13 mai 2023.

URL : <https://web.archive.org/web/20220816170105/https://freenationsrf.org/en.html>

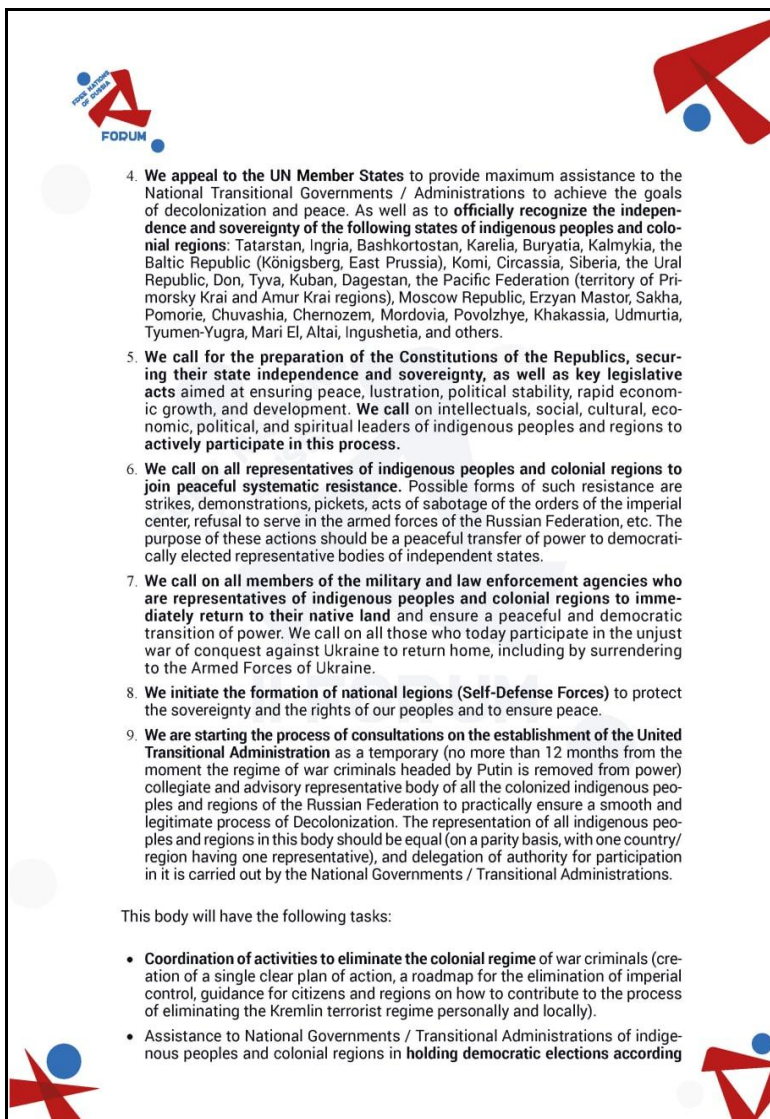
ANNEXE 23 : La déclaration de décolonisation de la Russie



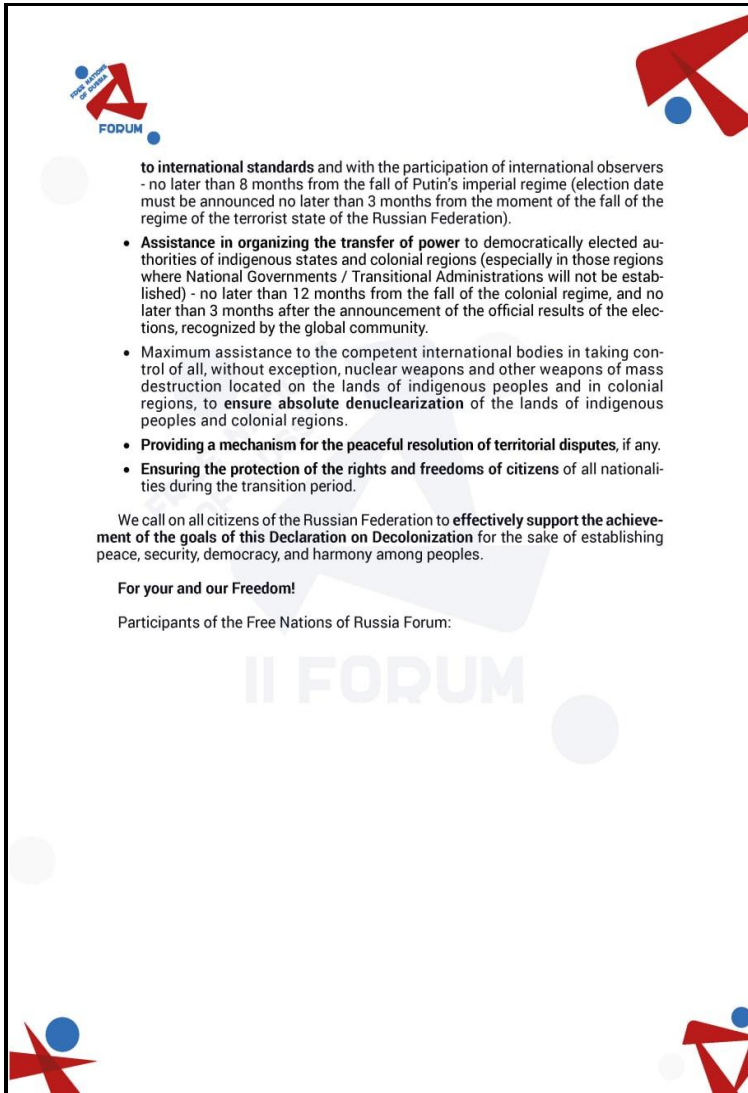
31 a). Capture d'écran du site internet Free Nations of Russia Forum.



31 b). Capture d'écran du site internet Free Nations of Russia Forum.



31 c). Capture d'écran du site internet Free Nations of Russia Forum.



31 d). Capture d'écran du site internet Free Nations of Russia Forum.

TRADUCTION :

Nous, représentants des peuples autochtones et des régions colonisées de la Fédération de Russie, sur la base de :

- la Déclaration universelle des droits de l'homme ;
- le droit des peuples à l'autodétermination, inscrit dans la Charte des Nations Unies ;
- la Déclaration des Nations Unies sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ;
- la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ;
- la Déclaration sur la souveraineté de la RSFSR du 12 juin 1990 ;
- la Déclaration sur la souveraineté des sujets de l'actuelle Fédération de Russie nous commençons le processus de décolonisation complète et générale de la Russie.

Ce processus est dû à :

- La violation des droits et libertés fondamentaux des peuples autochtones et des régions colonisées garantis par la Déclaration universelle des droits de l'homme.
- La politique systémique de terreur et de répression internes en Fédération de Russie.
- La mise en œuvre systématique dans la Fédération de Russie de politiques impériales et de pratiques discriminatoires qui affirment la position coloniale inférieure de nos peuples et régions indigènes, discriminant les citoyens sur la base de l'origine indigène et/ou régionale.
- L'utilisation de pratiques impériales d'écocide, ainsi que la privation de nos régions et peuples autochtones de terres, territoires et ressources traditionnels, qui nous empêche d'exercer notre droit au développement.

- L'assimilation forcée systématique et exposition à la colonisation et à la destruction de nos cultures, langues, systèmes éducatifs et autres aspects essentiels de nos vies.
- L'incapacité d'exercer l'autonomie gouvernementale à travers leurs représentants légalement élus, la privation systématique de nos régions colonisées et des peuples autochtones du droit de participer à la prise de décision sur les questions qui affectent nos droits.
- La violation des droits des peuples autochtones et des régions colonisées de la Fédération de Russie concernant le stockage sur notre territoire de matières dangereuses - armes nucléaires et autres armes de destruction massive.

Les politiques et pratiques coloniales ci-dessus ont été menées pendant des siècles, laissant nos peuples autochtones et nos régions colonisées victimes d'injustices historiques et, dans certains cas, de déplacements forcés et de génocide. Désormais, la politique coloniale s'exprime dans l'ampleur toujours croissante du terrorisme d'État et de la répression.

La Fédération de Russie est aujourd'hui un pays terroriste dirigé par des criminels de guerre. Un certain nombre de guerres insensées déclenchées par la direction impériale de la Fédération de Russie au cours des 30 dernières années privent nos peuples autochtones et régions colonisées de la chose la plus importante - le droit à la vie, puisque les représentants des peuples autochtones et des régions colonisées, qui sont utilisés comme "chair à canon", sont soumis à la mobilisation en premier lieu.

Avec le début de la guerre de conquête contre l'Ukraine, nos peuples et nos régions ont été entraînés contre leur volonté dans des crimes de guerre, y compris le génocide de la nation ukrainienne déclenché par le Kremlin. En raison de cette politique du centre impérial, les peuples et les régions de la Fédération de Russie ont été confrontés à des sanctions, à des restrictions, à la menace d'un isolement civilisationnel et même à une disparition complète.

Tout cela a conduit au fait que la Fédération de Russie est déjà au bord du chaos et de la guerre civile. Seule une décolonisation complète et contrôlée de la Russie peut empêcher cela.

Par conséquent, nous lançons un appel à toutes les forces constructives, mouvements, partis, factions, associations et groupes, tant au sein de la Fédération de Russie qu'en exil, en appelant à la coordination et à l'interaction pour assurer le développement politique, économique, social et culturel de nos peuples et régions afin de mettre fin à toutes les formes de discrimination, d'oppression et de violation des droits de l'homme.

Nous appelons tous les citoyens des peuples autochtones et des régions colonisées à commencer immédiatement des actions actives pour la décolonisation pacifique, la libération et la déclaration/restauration de la souveraineté et de l'indépendance de leur propre pays.

Nous appelons les peuples et les gouvernements des pays membres de l'ONU à nous fournir soutien et assistance dans la réalisation de nos aspirations conformément aux déclarations de l'ONU, et nous appelons également l'ensemble de la communauté mondiale avec une demande d'aide dans nos efforts pour rationaliser le processus désormais incontrôlé de désintégration d'un État nucléaire.

En vue de la mise en œuvre pratique de la Déclaration sur la décolonisation de la Russie :

1. Nous appelons les élites nationales et régionales à lancer immédiatement la création de gouvernements/administrations nationales de transition (sur leur propre terre ou, si cela n'est pas possible, alors en exil), sur la base du fait que l'exécutif actuel les autorités représentent les intérêts du centre impérial, et non les peuples indigènes et les régions colonisées.

2. Nous appelons les parlements des républiques et les doumas régionales des régions à protéger les intérêts de leurs peuples et à confirmer les déclarations précédemment adoptées sur la souveraineté de l'État, ainsi qu'à entamer immédiatement le processus de consultations interparlementaires sur la formation d'un mécanisme de déclaration

/ restauration de l'indépendance de l'État de nos peuples autochtones et régions colonisées, lançant un mécanisme pour leurs sécessions pacifiques de la Fédération de Russie.

3. Nous annonçons la convocation en novembre-décembre 2022 de la Conférence internationale sur la décolonisation pacifique et l'organisation territoriale de l'espace post-russe avec la participation des États membres du Conseil de sécurité de l'ONU, des États voisins de la Fédération de Russie et de la communauté internationale. Organisations. Le but de cette Conférence est :

- de garantir un processus pacifique, harmonieux et légitime de décolonisation de la Russie ;
- de débiter le processus de clarification et d'approbation de la démarcation des frontières étatiques des nouvelles républiques ;
- de préparer signer des traités d'amitié et de coopération entre les nouveaux États et les pays voisins ;
- d'approuver des principes de succession, y compris le partage des avoirs et des dettes de la Fédération de Russie (y compris les réparations aux États qui ont souffert de l'agression militaire de la Fédération de Russie - Sakartvelo, Itchkérie, Moldavie, Ukraine).

4. Nous appelons les États membres de l'ONU à fournir une assistance maximale aux gouvernements / administrations nationaux de transition pour atteindre les objectifs de décolonisation et de paix.

Et également reconnaître officiellement l'indépendance et la souveraineté des États suivants des peuples autochtones et des régions colonisées : Tatarstan, Ingrie, Bachkortostan, Carélie, Bouriatie, Kalmoukie, République balte (Kenigsberg, Prusse orientale), Komi, Circassie, Sibérie, République de l'Oural, Don, Touva, Kouban, Daghestan, Fédération du Pacifique (le territoire de Primorye et Amur), République de Moscou, Erzyan Mastor, Sakha, Pomorie, Chuvashia, Chemozem, Mordovia, Volga, Khakassia, Oudmourtie, Tyumen-Yugra, Mari El, Altai, Ingouchie et autres.

5. Nous appelons à la préparation des Constitutions des Républiques, garantissant leur indépendance et leur souveraineté étatiques, ainsi que

des actes législatifs clés visant à assurer la paix, la lustration, la stabilité politique, la croissance économique rapide et le développement.

Nous appelons les intellectuels, les dirigeants sociaux, culturels, économiques, politiques et spirituels des peuples et des régions autochtones à participer activement à ce processus.

6. Nous appelons tous les représentants des peuples autochtones et des régions colonisées à une résistance systémique pacifique. Les formes d'une telle résistance peuvent être : grèves, manifestations, piquets, actes de sabotage des ordres du centre impérial, refus de servir dans les forces armées de la Fédération de Russie, etc. Le but de ces actions devrait être un transfert pacifique du pouvoir à des organes représentatifs démocratiquement élus d'États indépendants.

7. Nous appelons tous les militaires et les représentants des forces de l'ordre qui sont des représentants des peuples autochtones et des régions colonisées à retourner immédiatement sur leur terre natale et à assurer une transition pacifique et démocratique du pouvoir. Nous appelons tous ceux qui participent aujourd'hui à l'injuste guerre de conquête contre l'Ukraine à rentrer chez eux, notamment en se rendant aux Forces armées ukrainiennes.

8. Nous initions la formation de légions nationales (Forces d'auto-défense) pour protéger la souveraineté, les droits de nos peuples et assurer la paix.

9. Nous commençons le processus de consultations sur la création de l'Administration transitoire unie en tant qu'organe représentatif temporaire (pas plus de 12 mois à compter du moment où le régime des criminels de guerre dirigé par Poutine est destitué) collégial et consultatif de tous les colonisés autochtones et des régions de la Fédération de Russie pour assurer pratiquement un processus de décolonisation harmonieux et légitime. La représentation de tous les peuples et régions autochtones dans cet organe doit être égale (selon le principe de parité, un pays / région - un représentant), la délégation des pouvoirs pour y participer est effectuée par les gouvernements nationaux / administrations transitoires.

Cet organe aura les missions suivantes :

- **Coordination des activités visant à éliminer le régime colonial des criminels de guerre (création d'un plan d'action unique et clair, feuille de route pour l'élimination du contrôle impérial, conseils aux citoyens et aux régions sur la manière de contribuer personnellement au processus d'élimination du régime terroriste du Kremlin et localement).**

- **Assistance aux gouvernements nationaux/administrations de transition des peuples autochtones et des régions colonisées** pour la tenue d'élections démocratiques conformément aux normes internationales et avec la participation d'observateurs internationaux - au plus tard 8 mois après la chute du régime impérial de Poutine (la date des élections doit être annoncée au plus tard plus de 3 mois à partir du moment de la chute du régime du terroriste d'État de la Fédération de Russie).

- **Assistance à l'organisation du transfert de pouvoir aux autorités démocratiquement élues des États autochtones et des régions colonisées** (en particulier dans les régions où les gouvernements nationaux / administrations de transition ne seront pas établis) - au plus tard 12 mois après la chute du régime colonial, et pas plus tard, plus de 3 mois après l'annonce des résultats officiels des élections, reconnus par la communauté mondiale.

- **Assistance maximale aux organismes internationaux compétents pour prendre le contrôle de toutes, sans exception, les armes nucléaires et autres armes de destruction massive situées sur les terres des peuples autochtones et dans les régions colonisées, afin d'assurer la dénucléarisation absolue des terres des peuples autochtones et régions colonisées.**

- Fournir un mécanisme pour la résolution pacifique des conflits territoriaux, le cas échéant.

- Assurer la protection des droits et libertés des citoyens de toutes nationalités pendant la période de transition.

Nous appelons tous les citoyens de la Fédération de Russie à soutenir efficacement la réalisation des objectifs de cette Déclaration sur la décolonisation en vue d'instaurer la paix, la sécurité, la démocratie et l'harmonie entre les peuples.

Pour votre liberté et la nôtre !

Source : Free Nations of Russia Forum. Accessible. Consulté le 13 mai 2023.

URL :

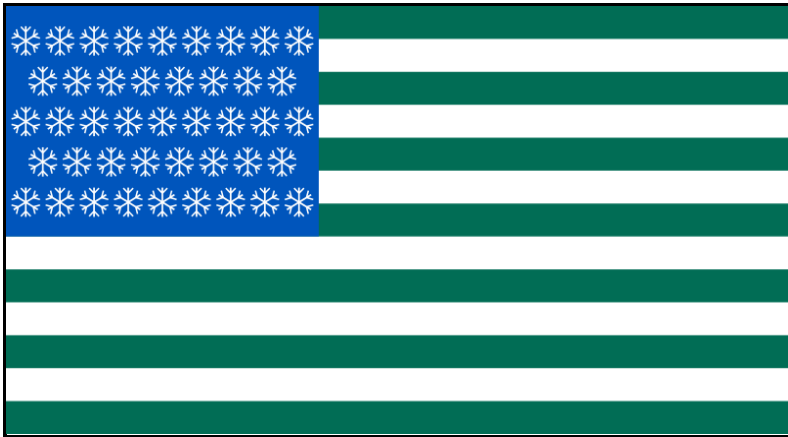
<https://web.archive.org/web/20220816170105/https://freenationsrf.org/en.html>

ANNEXE 24 : Carte de la post-Russie présentée par le Forum



32. Capture d'écran du site internet Free Nations of Russia Forum.

ANNEXE 25 : Les drapeaux des « États-Unis de Sibérie » et de la « République baltique de Königsberg »



33. Drapeau des États-Unis de Sibérie.



34. Armoirie de la ville de Königsberg

Sources :

The Economist (21 december 2021) « *Siberia is an empty land filled with contradictions* ».

URL : <https://www.economist.com/christmas-specials/2019/12/21/siberia-is-an-empty-land-filled-with-contradictions> (Consulté le 7 novembre 2022).

TERESHKOVA Anna (10 august 2012) « *Putting Siberia on the world map of contemporary art* », The Siberian Times. URL : <https://siberiantimes.com/culture/arts/features/putting-siberia-on-the-world-map-of-contemporary-art/> (Consulté 7 novembre 2022).

SAAR Jüri (16/03/2018) « *The Future of Königsberg* », International Center for Defence and Security. [En ligne] Consulté le 21 novembre 2023.

URL : <https://icds.ee/en/the-future-of-konigsberg/>

ANNEXE 26 : Communiqué de presse du 2^e Forum des nations libres de Russie à Prague



PRESS RELEASE

**2ND FORUM
FREE NATIONS OF RUSSIA**

The future of the 140 million people living in Russia is now crumbling before our eyes because of the actions of the Kremlin authorities. The Putin regime has built a dictatorial system with a prosperous metropolis, which siphons resources from subordinated «colonies» and uses them to satisfy its imperial ambitions. The aggressive policy of the empire has already led to the largest war in Europe within the past 80 years, and all the inhabitants of Russia have become its hostages, whom propaganda mobilizes for this war. The fate of the nations not only of Russia but of the whole world was put under threat.

It's time to take action and make a difference. Today, the natural wealth of the regions and the assets and talents of people on a vast territory are forced to serve the interests of Moscow. But the **peoples of Russia have the right to political, economic, and cultural self-determination**, and a worthy future for themselves, their children, and grandchildren. People must manage their own lives and find their place in the international community.

The Free Nations of Russia Forum - a platform united together new political leaders, regional and national movement participants, civic activists, the expert community, and everyone aware of the need for **a decisive de-imperialization of the state**. At the First Forum, which took place on May 8 in Warsaw, its participants, representing different nations and regions of Russia, discovered the closeness of their positions. Now we are starting to work together in collaboration.

Unlike the well-known "leaders of the Russian opposition", who only dream of replacing the "bad" Kremlin tsar with a "good" one, but want to preserve the old Moscow-centrism, **we are supporters of the radical reconstruction and structural transformation of Russia in favor of its many nations and regions**.

As long as "United Russia" is preserved, it will inevitably turn into an aggressive empire, no matter what "a liberal" comes to power in the Moscow Kremlin. 30 years ago we already observed the formation of «a free Russia», but now we see it was a historical impasse. And, maybe, as those years they talked about the emergence of «**post-Soviet**» countries, today it's time to talk about «**post-Russian**» ones?

The participants of the Forum stand for **the transition from an authoritarian imperial state to a freewill union of free, independent, and democratic states** that can provide a decent standard of living for their citizens, as well as sustainable peace in Eurasia. The complete and irrevocable decolonization of Russia is part of this process.

And this is not just a placable wish - the Forum participants intend to discuss **specific technologies of the post-Russian political space transformation**. Including its demilitarization with the complete rejection of the nuclear arsenal, which in no way

35 a). Capture d'écran du site internet du Forum.




contributes to economic development, but only awakens the imperial ambitions of the Kremlin authorities. But the nations and regions of Russia, on the contrary, are interested in modern development, which the imperial power deprives them of. The new states will need peaceful and good neighborly relations with European countries, international recognition, and participation in solving the global problems of humanity. **Free, different, equal states** of the former empire are knocking on the door of world history!

Also, the Forum participants will discuss the impact of Decolonization and Reconstruction of Post-Russia on the construction of a new collective security architecture in Europe, the Atlantic and Asia, therefore, among the speakers of the Second FNR Forum, there are not only representatives of more than 20 nations and regions of Russia, including Rajan Dugar-De Ponte (Buryatia), Ruslan Gabbasov (Bashkortostan), Rafis Kashapov (Tatarstan), Alexei Manannikov (Siberia), Denny Teps (Ichkeria), Elena Mikhailova (Veliky Novgorod), Yuri Moskalenko (Far East), Ilya Ponomarev (Novosibirsk), Gennady Gudkov (Kolomna), but also public leaders, philosophers and international experts from Europe and North America: Janusz Bugaisky (USA), Pavlo Klimkin (Ukraine), Edward Lucas (Great Britain), Wojciech Pokora (Poland), Tamila Tasheva (Ukraine), Andrius Almanis (Lithuania), Oleg Dunda (Ukraine), Paul Massaro (USA), Taras Stetskiv (Ukraine), Mariusz Pilis (Poland), Evgeny Magda (Ukraine), Vadim Prokopiev (Belarus), Pavlo Zhovniirenko (Ukraine) .

The online press conference of the Forum participants will take place on July 15 at 16:00 CET.

(A link to an online broadcast, during which it will be possible to ask questions about the FNR Forum to its participants Rafis Kashapov (Tatarstan), Pavel Mezerin (Ingria), Inna Kurochkina (representative of Ichkeria), and Vadim Petrov (Koenigsberg), will be provided on the Forum resources FNR in Telegram and Facebook 14.07)

ORGANIZED
Institute of Regions of Russia



www.rureg.eu

CONTACTS

 www.freenationsrf.org  **PRESS**
freenationsrf.org@gmail.com

 [freenationsrussia](https://www.facebook.com/freenationsrussia)  [freenationsrussia](https://www.facebook.com/freenationsrussia)




35 b). Capture d'écran du site internet Free Nations of Russia Forum.

ANNEXE 27 : Les administrateurs de l’Institut des Régions de Russie



[Main](#)[About us](#)[News](#)[Programs](#)[Structure](#)[Cooperation and support](#)[Video](#)



Andrius Almanis
President of the Institute of Russia's Regions
Chairman of the Society of the International Support "Way to the Dream"
Publicist
Writer
Playwright



Vadim Shtepa
Director of the Institute of Russia's Regions
Russian journalist
editor-in-chief of the Internet magazine Region Expert
Author of numerous publications in Russian, European and American media, as well as author of three books on the history and philosophy of regionalism, columnist for Radio Liberty project (www.sibreal.org and www.severreal.org). Since 2015 he has been living in Estonia due to political persecution in Russia.

36. Capture d’écran du site internet IRR.

Source : Institute of Russia’s Regions, structure. Accessible.
Consulté 12 mai 2023.

URL : [https://web.archive.org/web/20211128001113/
https://rureg.eu/en/structure/](https://web.archive.org/web/20211128001113/https://rureg.eu/en/structure/)

ANNEXE 28 : Présentation de l'Institut des Régions de Russie

Traduit de l'anglais au français

L'Institut des Régions de Russie a pour objet d'étudier les spécificités politiques, économiques et culturelles des Régions de Russie dans la perspective de leur souveraineté après l'inévitable chute du régime impérial de Poutine.

La tâche de l'Institut des régions de Russie est de combler le créneau vide dans le domaine de l'étude des régions de Russie, qui est observé dans les institutions occidentales modernes. De nombreux chercheurs étrangers ressemblent remarquablement aux centralistes du Kremlin. Car tous deux regardent la Russie « à travers le prisme de Moscou » et ne remarquent donc pas et ne comprennent pas les événements qui se déroulent dans plus de 80 régions situées dans un espace gigantesque allant de la Baltique à l'océan Pacifique.

Rappelons-nous l'opinion du célèbre analyste américain Paul Goble – l'effondrement de l'URSS en 1991 a été une surprise tout à fait inattendue pour de nombreux soviétologues occidentaux, car ils n'ont pas prêté suffisamment d'attention à la situation dans diverses républiques soviétiques. Les chercheurs de la Russie moderne pourraient se retrouver dans une situation similaire...

L'étude des régions de la Russie elle-même n'est menée qu'aux fins de la politique coloniale du Kremlin, mais pas dans son propre intérêt. En raison des lois répressives de Poutine ces dernières années, qui interprètent toute protection des intérêts régionaux comme « des appels à la violation de l'intégrité territoriale », il n'y a pas d'institutions d'études régionales indépendantes dans la Russie moderne. De plus, l'actuelle « Fédération de Russie » n'est plus qu'un nom officiel ; en réalité, sous Poutine, le fédéralisme conventionnel russe, apparu au début des années 1990, a été éliminé. L'Institut des régions

de Russie estime que la « nouvelle fédéralisation » de la conscience des habitants des régions de Russie, leur passage à la résolution de problèmes locaux urgents, aidera à surmonter la propagande impériale du Kremlin, qui unifie toutes les régions et renforce l'hostilité envers les autres pays.

Aujourd'hui, les élections des gouverneurs en Russie sont devenues une procédure formelle. En réalité, les gouverneurs sont nommés par le Kremlin et la nomination libre de candidats indépendants est devenue pratiquement impossible en raison de divers obstacles juridiques. Dans la Russie d'aujourd'hui, les partis politiques régionaux sont interdits, qui existent librement même dans les États européens unitaires.

Dans la « Fédération » de Russie, ils ne peuvent pas nommer leurs députés aux parlements locaux. Les élections directes des maires dans la plupart des villes russes ont également été annulées. Ainsi, les communautés civiles régionales sont privées du droit de vote.

D'UN POINT DE VUE ÉCONOMIQUE, LA PLUPART DES RÉGIONS DE RUSSIE SONT AUJOURD'HUI TRANSFORMÉES EN COLONIES,

Puisque leurs ressources sont généralement détenues par des sociétés oligarchiques, dont le siège est situé à Moscou, et la plupart des impôts perçus dans les régions vont également à Moscou. D'un point de vue culturel, une unification stricte est en cours dans la Russie d'aujourd'hui, puisque les langues des républiques nationales sont en fait privées de leur statut d'État.

Cette politique hypercentraliste et néo-coloniale du Kremlin donne lieu à une montée des élans contestataires dans différentes régions de Russie (Oblast d'Arkhangelsk, Khabarovsk Krai, République d'Ingouchie, Bachkortostan, etc.). Les manifestations les plus massives de ces dernières années ont pris lieu dans les régions, pas à Moscou. Notre Institut entend étudier les raisons de ces protestations régionales et coopérer avec leurs représentants afin que leurs points

de vue soient connus du monde, et non étouffés par les médias pro-Kremlin.

Pour la Lituanie, la situation dans la région russe frontalière de Kaliningrad, où les manifestations civiles sont également fréquentes, est particulièrement intéressante. Notre Institut prévoit d'étudier en détail la situation dans cette enclave qui, sous Poutine, s'est transformée de « région pilote de l'intégration européenne russe » (comme on l'appelait dans les années 1990) en une base militaire russe contre l'Europe, et les habitants se sont en fait révélés être des otages impuissants de la politique militariste du Kremlin.

L'Institut des régions de Russie prévoit une interaction étendue avec des experts de divers pays, organise des conférences et des séminaires internationaux, publie des recherches scientifiques fondamentales et des travaux analytiques consacrés aux problèmes spécifiques d'une région russe particulière.

L'outil médiatique de l'Institut des régions de Russie est le webjournal *Region.Expert*, qui est publié depuis 2019 en Estonie. Actuellement, c'est le seul portail Web indépendant consacré au thème du régionalisme russe. Des dizaines d'auteurs de diverses régions de Russie, ainsi que des experts étrangers engagés, publient leurs articles analytiques et mènent des discussions libres, non contraintes par la censure russe actuelle.

**LES COLLABORATEURS AVEC LE PORTAIL
REGION.EXPERT SONT :**

Paul Goble (USA), le spécialiste des problèmes ethniques et politiques en Eurasie.

Edward Lucas (Grande-Bretagne), politologue

Avraham Shmulevich (Israël), politologue

Vadim Sidorov (République tchèque), chercheur sur les relations interethniques en Russie

Natalia Zubarevich (Moscou), experte régionale

Pavel Luzin (Perm), expert régional

Yaroslav Zolotarev (Sibérie), historien et linguiste

Airat Dilmukhametov (Bachkortostan), personnalité publique et politique, aujourd'hui prisonnier politique

Lenar Miftakhov (Tatarstan)

Alexeï Vorsine (Khabarovsk)

Pavel Mezerin (Ingrie)

Mikhaïl Feldman (Kaliningrad)

Le philosophe-régionaliste Daniil Kotsyubinsky

(Saint-Pétersbourg)

et d'autres.

Source : Institute of Russia's Regions, structure. Accessible.
Consulté 12 mai 2023.

URL : [https://web.archive.org/web/20211128002004/
https://rureg.eu/en/about-us/](https://web.archive.org/web/20211128002004/https://rureg.eu/en/about-us/)



37. Capture d'écran du site internet de l'Institute of Russia's Regions (IRR) présentant ses collaborateurs de Region.Expert.

ANNEXE 29 : Le parcours d'Andrius Almanis



LIETUVOS RESPUBLIKOS VYRIAUSIOJI RINKIMŲ KOMISIJA

Pradžia

Naujienos

Struktūra ir kontaktai

Veikla

Teisinė informacija

Administracinė informacija

Q

Paieška svetainėje

Andrius ALMANIS



Vienmandatė apygarda:

Turas:

Sąrašas:

Numeris sąraše:

Porinkiminis eilės numeris:

Laisvės partija

62

71

Traukinis

Veikla

Rinkimai ir referendumai

Šiuo metu vykstantys

2020 m. Seimo rinkimai

Kandidatai

Anketa

Biografija

Turto ir pajamų deklaracijos

Privatų interesų deklaracija

Kita

1. Gimimo data, vieta

1965-05-27

2. Tautybė

Lietuvė

3. Išsilavinimas:

Išsilavinimas	Mokymo įstaigos pavadinimas	Specialybė	Baigimo metai
Aukštasis universitetinis	Lietuvos žemės ūkio akademija	Miškų ūkio inžinierius	1988

3.1. mokslo laipsnis **Nenurodė**

3.2. pedagoginis vardas **Nenurodė**

4. Užsienio kalbų mokėjimas **Anglų, Lenkų, Rusų, Vokiečių**

5. Darbo patirtis:

Darbo pradžia	Darbo pabaiga	Darbovietė	Pareigos
2016	2020	Tarptautinio palaikymo bendrija "Kelias į svajonę"	Pirmininkas
2007	2020	Ventos regioninio parko direkcija	Vyr. specialistas informacijai, direktorius, reindžeris
2005	2007	Krašto apsaugos savanorių pajėgų štabas	Ryšių su visuomene karininkas
2004	2004	Lietuvos kariuomenė	Vyr. nacionalinis atstovas taikos palaikymo misijoje Kosove
2003	2004	Krašto apsaugos savanorių pajėgų Petro Bartkaus mokymo centras	Dėstytojas
2000	2003	Krašto apsaugos savanorių pajėgos	Akmenės rajono teritorinės gynybos bataliono vadas
1993	2000	Savanoriškoji krašto apsaugos tarnyba	Akmenės rajono kuopos vadas
1991	1993	Krašto apsaugos departamentas	Akmenės rajono komendantų pavaduotojas
1990	1991	Krašto apsaugos departamentas	Akmenės rajono krašto apsaugos instruktorius
1988	1990	Kamunų valstybinis rezervatas	Jaunesnysis mokslinis bendradarbis
1988	1988	Papildęs girininkija	Girininko pavaduotojas

38. Capture d'écran du site internet de la Commission électorale suprême de la République de Lituanie.

Source : Lietuvos respublikos vyriausioji rinkimų komisija (VRK), Andrius Almanis. [En ligne] Consulté le 8 novembre 2022.

URL : https://www.vrk.lt/2020-sei/kandidatai?srcUrl=/rinkimai/1104/rnk1424/kandidatai/lrsKandidatasBiografija_rkndId-2420168.html

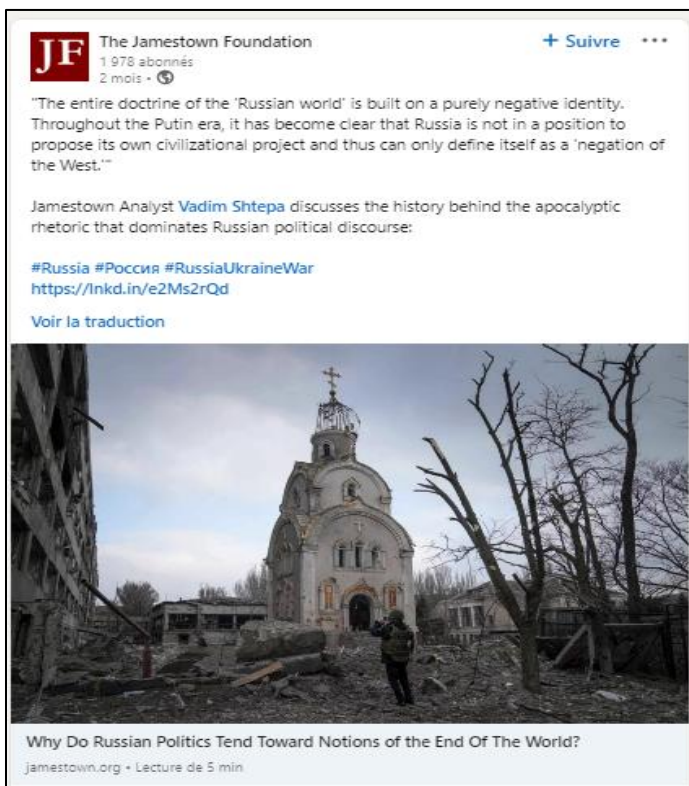
TRADUCTION :

Éducation	Nom de l'établissement d'enseignement	Spécialité	Année d'obtention du diplôme
Université supérieure	Académie lituanienne d'agriculture	Ingénieur forestier	1988

Début du travail	Fin du travail	Lieu de travail	Devoirs
2016	2020	Communauté de soutien internationale "Road to a dream"	Président
2007	2020	Direction du parc régional de la Venta	Homme spécialiste de l'information, directeur, ranger
2005	2007	Quartier général des forces volontaires de la défense nationale	Responsable des relations publiques
2004	2004	Armée lituanienne	Homme représentant national dans la mission de maintien de la paix au Kosovo
2003	2004	Centre de formation Petros Bartkauskas des forces volontaires de la défense nationale	Professeur

Début du tra- vail	Fin du travail	Lieu de travail	Devoirs
2000	2003	Force des volontaires de la Défense nationale	Commandant du bataillon de défense territoriale du district d'Akmene
1993	2000	Service volontaire de la Défense nationale	Commandant de compa- gnie du district d'Akmene
1991	1993	Ministère de la Défense na- tionale	Commandant adjoint du district d'Akmene
1990	1991	Ministère de la Défense na- tionale	Instructeur de la défense nationale du district d'Akmene
1988	1990	Réserve d'État de Kamani	Attachée de recherche ju- nior
1988	1988	Papila Foresterie	Sous-forestier

ANNEXE 30 : Vadim Shtepa, l'analyste pour la Jamestown Foundation



39. Capture d'écran du compte LinkedIn de la JF.

Source : SHTEPA Vadim (22/02/2023) « *Why Do Russian Politics Tend Toward Notions of the End Of The World ?* » The Jamestown Foundation, via LinkedIn. [En ligne] Consulté le 12 mai 2023.

URL : https://www.linkedin.com/posts/jamestown-foundation_why-do-russian-politics-tend-toward-notions-activity-7034645913717342208-bNSB/?originalSubdomain=az
<https://jamestown.org/program/why-do-russian-politics-tend-toward-notions-of-the-end-of-the-world/>

ANNEXE 31 : La chambre des représentants des États-Unis rend hommage à William G. Geimer, le fondateur de la Jamestown Foundation

[Congressional Record Volume 149, Number 2 (Wednesday, January 8, 2003)]
 [Extensions of Remarks]
 [Page E39]
 From the Congressional Record Online through the Government Publishing Office

IN MEMORY OF COLD WAR HERO WILLIAM G. GEIMER

HON. FRANK R. WOLF

of virginia

in the house of representatives

Wednesday, January 8, 2003

Mr. WOLF. Mr. Speaker, on December 1, 2002 another chapter of the Cold War with the Former Soviet Union ended with the passing of William G. Geimer. Bill was the visionary founder and longtime president of the Jamestown Foundation, a non profit organization devoted to promoting liberty and fighting totalitarianism most notably in the Soviet Union during the Cold War.

I had the privilege of working with and learning from Bill as he waged the good fight against the oppressive regimes of the Soviet Union that sought to crush the human spirit. Through his instrumental role at the Jamestown Foundation, Bill's leadership and vision helped bring down the Iron Curtain. Mr. Speaker, I will insert following these remarks a press release from the Jamestown Foundation that describes how Bill made a tremendous difference with his life.

Bill's efforts and advocacy with the Jamestown Foundation influenced Members of Congress, government officials and the general public exposing the corrupt and immoral nature of Soviet communism. Bill will be truly missed as this nation confronts other totalitarian regimes, but his life and vision can serve as a legacy for others continuing the fight against evil.

In Memoriam, William W. Geimer: August 18, 1937--December 1, 2002

Jamestown Foundation Founder and Cold War Hero Dies

Washington, DC.--With deep sorrow, the Jamestown Foundation announces the death of William W. Geimer, its visionary founder and longtime president.

Mr. Geimer, 65, established the Jamestown Foundation at a critical point in the Cold War as a source of first-hand accounts of the inner workings of the Soviet Union and other Eastern bloc countries. From its founding in 1984, the foundation has become the leading force for disclosing to the world the knowledge and insights of those in the top reaches of closed totalitarian societies, including high level defectors from the Soviet Union and its client states. For creating a safe haven for high-ranking officials from behind the Iron Curtain with the courage to tell the world the true nature of communism, Geimer was recognized by President Ronald Reagan as a key figure in the collapse of the Soviet Union.

40 a). Capture d'écran du site internet du Bureau de publication du gouvernement américain

Geimer was inspired to launch the foundation following his work with Arkady Shevchenko, the highest-ranking Soviet official ever to defect when he left his position as undersecretary general of the United Nations. Asked by the State Department to serve as Shevchenko's attorney, Geimer recognized that Shevchenko could provide a unique and invaluable insider's view of Soviet policymaking, arms control negotiation strategies and the workings of the top reaches of the then-secret Soviet government. Geimer was instrumental in the publication of Shevchenko's writings, most notably, the bestseller "Breaking with Moscow," in which Shevchenko acknowledged, as well as the close personal friendship between them, "the countless hours, days, years of himself" that Bill Geimer had given to "bring me into a new life."

Following the end of the Cold War, Geimer moved the foundation aggressively into monitoring the Soviet transition away from totalitarianism by publishing daily analytical reports on events in the region. The Jamestown Foundation's research and publications have become the leading source of information on the war in Chechnya, and on political, military and economic trends in the states of the former Soviet Union and in China.

"Bill was an American patriot who devoted his life to promote freedom and democracy worldwide," said Barbara D. Abbott, the Jamestown Foundation's vice chairman and now president. "From the Evil Empire to the Axis of Evil, he never wavered in his belief that an attack on the secrecy of closed societies is one of the greatest weapons in a democracy's arsenal. Bill's vision, wisdom, kindness and humor will be missed, but his work will continue at the Jamestown Foundation."

"Geimer was a visionary," long-time Board member and former Central Intelligence Agency director R. James Woolsey observed. "He had an enormous impact on our national security efforts. As the Soviet Union began to collapse, Bill was one of the first to foresee that the instability brought about by that dissolution might result in rogue groups more difficult to deal with and potentially more of a threat to freedom than the USSR, which is precisely the situation we face with Osama bin Laden and al-Qaida."

Zbigniew Brzezinski, Jamestown Advisory Board member, recalls that "Bill Geimer was a patriot with a vision, an idealist with a program, and a leader who knew how to get things done."

Vice President Dick Cheney, a former Jamestown Foundation board member who attended Wednesday's funeral services, stated, "The Jamestown Foundation has played an important role in alleviating suffering and in furthering democracy."

A native of Chicago, William W. Geimer received his bachelor's degree from Marquette University and his law degree from Northwestern University. He served on President Ronald Reagan's Export-Import Bank transition team, and in top-level positions in the Nixon and Ford administrations, including as deputy assistant secretary of state for international trade. He maintained a private law practice in Washington, DC from 1976 to 1984.

40 b). Capture d'écran du site internet du Bureau de publication du gouvernement américain

TRADUCTION :

À LA MÉMOIRE DU HÉROS DE LA GUERRE FROIDE
WILLIAM G. GEIMER

HON. FRANK R. WOLF

de virginie

à la chambre des représentants

Mercredi 8 janvier 2003

M. WOLF. Monsieur le Président, le 1er décembre 2002, un autre chapitre de la guerre froide avec l'ex-Union soviétique s'est terminé avec le décès de William G. Geimer. Bill était le fondateur visionnaire et président de longue date de la Jamestown Foundation, une organisation à but non lucratif vouée à la promotion de la liberté et à la lutte contre le totalitarisme, notamment en Union soviétique pendant la guerre froide.

J'ai eu le privilège de travailler avec Bill et d'apprendre de lui alors qu'il menait le bon combat contre les régimes oppressifs de l'Union soviétique qui cherchaient à écraser l'esprit humain. **Grâce à son rôle déterminant à la Jamestown Foundation, le leadership et la vision de Bill ont contribué à faire tomber le rideau de fer.** Monsieur le Président, j'insérerai après ces remarques un communiqué de presse de la Jamestown Foundation qui décrit comment Bill a fait une énorme différence dans sa vie.

Les efforts et le plaidoyer de Bill auprès de la Jamestown Foundation ont influencé les membres du Congrès, les représentants du

gouvernement et le grand public, exposant la nature corrompue et immorale du communisme soviétique. Bill nous manquera vraiment alors que cette nation affronte d'autres régimes totalitaires, mais sa vie et sa vision peuvent servir d'héritage à d'autres poursuivant la lutte contre le mal.

In Memoriam, William W. Geimer : 18 août 1937--1er décembre 2002

Le fondateur de la Jamestown Foundation et héros de la guerre froide décède

Washington, DC.--Avec une profonde tristesse, la Jamestown Foundation annonce le décès de William W. Geimer, son visionnaire fondateur et président de longue date.

M. Geimer, 65 ans, a créé la Jamestown Foundation à un moment critique de la guerre froide en tant que source de témoignages de première main sur le fonctionnement interne de l'Union soviétique et d'autres pays du bloc de l'Est. **Depuis sa création en 1984, la fondation est devenue la principale force de divulgation au monde des connaissances et des idées de ceux qui se trouvent au sommet des sociétés totalitaires fermées, y compris des transfuges de haut niveau de l'Union soviétique et de ses États clients.** Pour avoir créé un refuge sûr pour les hauts fonctionnaires derrière le rideau de fer avec le courage de dire au monde la vraie nature du communisme, Geimer a été reconnu par le président Ronald Reagan en tant que personnage clé de l'effondrement de l'Union soviétique.

Geimer a été inspiré pour lancer la fondation suite à son travail avec Arkady Shevchenko, le plus haut responsable soviétique à avoir fait défection lorsqu'il a quitté son poste de sous-secrétaire général des Nations Unies. Interrogé par le Département d'État pour servir d'avocat de Shevchenko, Geimer a reconnu que Shevchenko pouvait fournir une vue d'initié unique et inestimable sur l'élaboration des politiques soviétiques, les stratégies de négociation sur le contrôle des armements et le fonctionnement des hauts responsables

du gouvernement soviétique alors secret. Geimer était joué un rôle déterminant dans la publication des écrits de Shevchenko, notamment le best-seller " Rompre avec Moscou ", dans lequel Shevchenko a reconnu, ainsi que l'amitié personnelle étroite entre eux, " les innombrables heures, jours, années de lui-même " que Bill Geimer avait donné pour "m'amener dans une nouvelle vie".

Après la fin de la guerre froide, Geimer a poussé la fondation de manière agressive à surveiller la transition soviétique loin du totalitarisme en publiant des rapports analytiques quotidiens sur les événements dans la région. **Les recherches et les publications de la Jamestown Foundation sont devenues la principale source des informations sur la guerre en Tchétchénie et sur les tendances politiques, militaires et économiques dans les États de l'ex-Union soviétique et en Chine.**

"Bill était un patriote américain qui a consacré sa vie à promouvoir la liberté et la démocratie dans le monde", a déclaré Barbara D. Abbott, vice-présidente et aujourd'hui présidente de la Jamestown Foundation. « De l'empire du mal à l'axe du mal, il n'a jamais vacillé dans sa conviction qu'une attaque contre le secret des sociétés fermées est l'une des plus grandes armes de l'arsenal d'une démocratie. La vision, la sagesse, la gentillesse et l'humour de Bill nous manqueront, mais son travail se poursuivra à la Jamestown Foundation."

« Geimer était un visionnaire », a observé R. James Woolsey, membre de longue date du conseil d'administration et ancien directeur de la Central Intelligence Agency. « Il a eu un impact énorme sur nos efforts de sécurité nationale. Alors que l'Union soviétique commençait à s'effondrer, Bill fut l'un des premiers à prévoir que l'instabilité provoquée par cette dissolution pourrait se traduire par des groupes voyous plus difficiles à gérer et potentiellement plus menaçants pour la liberté que l'URSS, qui est précisément la situation à laquelle nous sommes confrontés avec Oussama ben Laden et al-Qaida. »

Zbigniew Brzezinski, membre du Jamestown Advisory Board, rappelle que « Bill Geimer était un patriote avec une

vision, un idéaliste avec un programme et un leader qui savait comment faire avancer les choses." Le vice-président Dick Cheney, ancien membre du conseil d'administration de la Jamestown Foundation qui a assisté aux funérailles de mercredi, a déclaré : "La Jamestown Foundation a joué un rôle important dans le soulagement de la souffrance et dans la promotion de la démocratie."

Originaire de Chicago, William W. Geimer a obtenu son baccalauréat de l'Université Marquette et son diplôme en droit de l'Université Northwestern. Il a fait partie de l'équipe de transition de l'Export-Import Bank du président Ronald Reagan et a occupé des postes de haut niveau dans les administrations Nixon et Ford, y compris en tant que sous-secrétaire d'État adjoint au commerce international. Il a maintenu un cabinet de droit privé à Washington, DC de 1976 à 1984.

Source : GovInfo. U.S.A. Congressional Record Volume 149, Number 2 (Wednesday, January 8, 2003). [en ligne]. Consulté le 11 décembre 2022.

URL :

<https://www.govinfo.gov/content/pkg/CREC-2003-01-08/html/CREC-2003-01-08-pt1-PgE39.htm>

ANNEXE 32 : Déclaration de principes du think tank néoconservateur américain, Project for the New Amercian Century (PNAC)

DECLARATION DE PRINCIPES

3 juin 1997

La politique étrangère et de défense américaine est à la dérive. Les conservateurs ont critiqué les politiques incohérentes de l'administration Clinton. Ils ont également résisté aux pulsions isolationnistes venant de leurs propres rangs. Mais les conservateurs n'ont pas avancé avec confiance une vision stratégique du rôle de l'Amérique dans le monde. Ils n'ont pas établi de principes directeurs pour la politique étrangère américaine. Ils ont permis aux divergences sur les tactiques d'obscurcir un accord potentiel sur les objectifs stratégiques. Et ils ne se sont pas battus pour un budget de la défense qui maintiendrait la sécurité américaine et ferait avancer les intérêts américains dans le nouveau siècle.

Nous visons à changer cela. Notre objectif est de plaider la cause et de rallier le soutien au leadership mondial américain.

Alors que le XXe siècle tire à sa fin, les États-Unis se présentent comme la première puissance mondiale. Après avoir mené l'Occident à la victoire dans la guerre froide, l'Amérique fait face à une opportunité et à un défi : les États-Unis ont-ils la vision de s'appuyer sur les réalisations des décennies passées ? Les États-Unis ont-ils la volonté de façonner un nouveau siècle favorable aux principes et intérêts américains ?

Nous risquons de gâcher l'occasion et de ne pas relever le défi. Nous vivons du capital - à la fois les investissements militaires et les réalisations en matière de politique étrangère - accumulé par les administrations passées. Les coupes dans les affaires étrangères et les dépenses de défense, le manque d'attention aux outils de l'art de gouverner et un leadership inconstant rendent de plus en plus difficile le maintien de l'influence américaine dans le monde. Et la

promesse de bénéfices commerciaux à court terme menace de prendre le pas sur les considérations stratégiques. En conséquence, nous compromettons la capacité de la nation à faire face aux menaces actuelles et à faire face aux défis potentiellement plus grands qui nous attendent.

Nous semblons avoir oublié les éléments essentiels du succès de l'administration Reagan : une armée forte et prête à relever les défis présents et futurs ; une politique étrangère qui promeut avec audace et détermination les principes américains à l'étranger ; et un leadership national qui accepte les responsabilités mondiales des États-Unis.

Bien entendu, les États-Unis doivent être prudents dans l'exercice de leur pouvoir. Mais **nous ne pouvons éviter en toute sécurité les responsabilités du leadership mondial ou les coûts associés à son exercice. L'Amérique a un rôle vital à jouer dans le maintien de la paix et de la sécurité en Europe, en Asie et au Moyen-Orient.** Si nous nous dérobons à nos responsabilités, nous invitons les défis à nos intérêts fondamentaux. L'histoire du XXe siècle aurait dû nous apprendre qu'il est important de façonner les circonstances avant que les crises n'éclatent et de faire face aux menaces avant qu'elles ne deviennent graves. **L'histoire de ce siècle aurait dû nous apprendre à embrasser la cause du leadership américain.**

Notre objectif est de rappeler ces leçons aux Américains et d'en tirer les conséquences pour aujourd'hui. Voici quatre conséquences :

- **nous devons augmenter considérablement les dépenses en matière de défense si nous voulons assumer nos responsabilités mondiales aujourd'hui et moderniser nos forces armées pour l'avenir ;**
- **nous devons renforcer nos liens avec nos alliés démocratiques et défier les régimes hostiles à nos intérêts et à nos valeurs ;**
- nous devons promouvoir la cause de la liberté politique et économique à l'étranger ;

- **nous devons accepter la responsabilité du rôle unique de l'Amérique dans la préservation et l'extension d'un ordre international favorable à notre sécurité, notre prospérité et nos principes.**

Une telle politique reaganienne de force militaire et de clarté morale n'est peut-être plus à la mode aujourd'hui. Mais c'est nécessaire si les États-Unis veulent s'appuyer sur les succès du siècle passé et assurer notre sécurité et notre grandeur au siècle prochain.

Elliott Abrams Gary Bauer William J. Bennett Jeb Bush

**Dick Cheney Eliot A. Cohen Midge Decter Paula Dobriansky
Steve Forbes**

**Aaron Friedberg Francis Fukuyama Frank Gaffney Fred C.
Ikle**

**Donald Kagan Zalmay Khalilzad I.Lewis Libby
Norman Podhoretz**

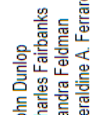
**Dan Quayle Peter W. Rodman Stephen P. Rosen
Henry S. Rowen**

**Donald Rumsfeld Vin Weber George Weigel
Paul Wolfowitz**

Source : Project for the New American Century, Statement of Principles, June 3, 1997. Accessible. Consulté le 6 mars 2023.

URL: [https://web.archive.org/web/20050205041635/
http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm](https://web.archive.org/web/20050205041635/http://www.newamericancentury.org/statementofprinciples.htm)

**ANNEXE 33 : Membres du Comité américain
pour la paix en Tchétchénie**

	
Advocacy Background Events Media Center Peace Plans Reports Resources	 Chechnya 1319 18th Street NW Washington, DC 20036 telephone: 202.296.2861 x205 fax: 202.296.3380 email: 
The Chechnya Committee for Peace In Chechnya	
home about action contact search	
About ACPIC > Members Morton Abramowitz Elliott Abrams Kenneth Adelman Bulent Alt-Reza Richard V. Allen Audrey L. Altstadt Vadim Altskan Zeyno Baran Antonio L. Betancourt John Bolsteins John Brademas Zbigniew Brzezinski Richard Burt John Calabrese Eric Chenoweth Walter C. Clemens Elliot Cohen Nicholas Daniloff Ruth Daniloff Midge Decker James S. Denton Larry Diamond Thomas R. Donahue Robert Dujarric John Dunlop Charles Fairbanks Sandra Feldman Geraldine A. Ferraro Catherine A. Fitzpatrick Erwin Friedlander Frank Gaffney Charles Gatti Richard Gere Douglas Ginsburg Paul Goble Marshall I. Goldman Oriando Gutierrez Barbara Haig Alexander M. Haig, Jr. Robert P. Hanrahan Paul B. Henze Eleanor Herman Peter J. Hickman Norman Hill Ivling Louis Horowitz Glen E. Howard Bruce P. Jackson Robert Kagan Max M. Kampelman Thomas Kean Mati Koiva Guler Koknar Harry Kopp William Kristol Janis Kukianis Saulius V. Kuprys Kenneth D. S. Lapatin Michael A. Ledeen Robert J. Lieber Seymour M. Lipset Robert McFarlane Mihajlo Mijailov Bronislaw Misztal Joshua Muravchik Julia Nanay Johanna Nicholas Jan Nowak William Odum P.J. O'Rourke Richard Perle	

41. Capture d'écran de l'ancien site internet de l'ACPC.

Source : The American Committee for Peace in Chechnya, members. Accessible. Consulté le 7 mars 2023.

URL : http://web.archive.org/web/20050407171752/http://www.peacein-chechnya.org/about_members.htm

ANNEXE 34 : Le parrain de la mafia tchéchène Khozh Ahmed Noukhayev et ses contacts



42. Khozh Ahmed Nouk-hayev (au centre) avec Adan Khashoggi (à droite). L'homme d'affaires Khashoggi avait des liens avec la CIA

Sources :

Compte Twitter du Chechen Center, publié le 21 octobre 2015, à 15h03.

<https://twitter.com/ChechenCenter/status/656817972430905344?s=20> (Consulté le 28 mars 2023)

<https://www.thechechenpress.com/> (Consulté le 28 mars 2023)

Top war (March 14 2012) « The Barons of Death ». [En ligne]
Consulté le 29 mars 2023.

URL : <https://en.topwar.ru/12342-barony-smerti.html>

NOTE : Topwar.ru est une revue militaire russe qui traite des conflits en cours. Le site dispose du certificat d'enregistrement des médias de masse EL n° FS77-76970 et a été délivré le 11 octobre 2019 par le Service fédéral de surveillance des communications, des technologies de l'information et des médias de masse (Roskomnadzor).

Le site Topwar.ru est pris comme référence dans les publications universitaires et scientifiques présentées par la bibliothèque numérique américaine JSTOR (Journal Storage).

Exemple : La publication de Catherine Harris et de Frederick W. Kagan de l'Institute for the Study of War (l'Institut pour l'étude de la guerre) en date du 1er mars 2018 « RUSSIA'S MILITARY POSTURE : GROUND FORCES ORDER OF BATTLE ».

URL : <https://www.jstor.org/stable/resrep17469>

(Consulté le 29 mars 2023).



43. Khozh Ahmed Noukhayev avec l'ancienne Première ministre du Royaume Uni, Margaret Thatcher.

Photo prise en 1997.

Capture d'écran du compte Twitter du Chechen Center, un média indépendantiste tchéchène d'Itchkérie, faisant régulièrement la promotion du Premier ministre autoproclamé en exil à Londres, Akhmed Zakaïev.



44. De gauche à droite : Boris Dimitrievitch Pankine, ancien ambassadeur soviétique aujourd'hui vivant en Suède, Khozh Ahmed Noukhayev et Jacques Attali.



45. De gauche à droite : Le grand mufti de Russie Talgat Tadzhuddin, Khozh Ahmed Noukhayev et Alexandre Douguine.

Sources :

Noukhaev.info (28 juin 2001) « ФОТОРЕПОРТАЖ С КОНФЕРЕНЦИИ ИСЛАМСКАЯ УГРОЗА ИЛИ УГРОЗА ИСЛАМУ ? ». [En ligne] Consulté le 30 mars 2023.

URL : <https://noukhaev.info/images/conf/list/index.htm>

Марьям Кулиева. В журнале "40 параллель" № 11, 1999 г. Traduction : Maryam Kuliyeva. Dans la revue "40 Parallèles" n° 11, 1999. Cité dans : Noukhaev.info (28 juin 2001) « СНЯВ ДОСПЕХИ РЫЦАРЯ ВОЙНЫ ». [En ligne] Consulté le 29 mars 2023.

URL : <https://noukhaev.info/public/40th.htm>

Civil Research Council, « *Caucasian diamond traffic – part 2* » Moscow, June 2005.

URL :

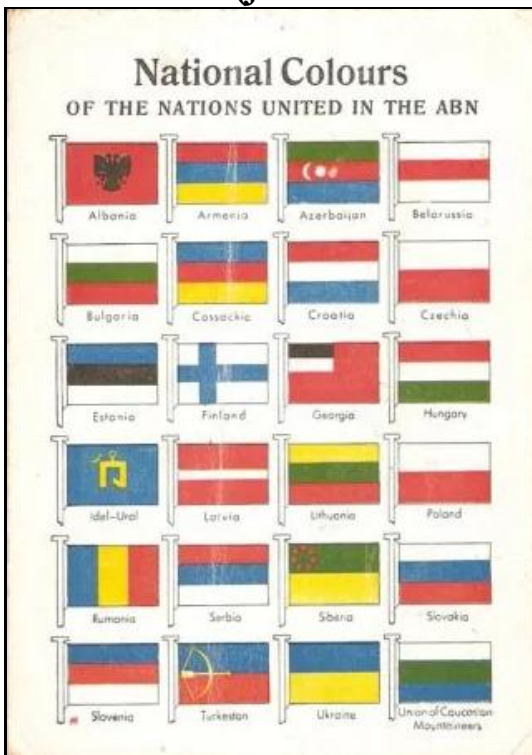
<https://web.archive.org/web/20060825220944/http://www.civilresearch.org/pdf/7.pdf> (Consulté le 29 mars 2023)

URL : <https://web.archive.org/web/20060624113743/http://www.civilresearch.org/index.php?action=archive> (Consulté le 29 mars 2023)

NOTE : le Civil Research Council ou Conseil de la recherche civile est une organisation non-gouvernementale basée à Moscou qui traite « des questions de sécurité publique et de lutte contre la menace terroriste ».

URL : <https://web.archive.org/web/20060624113342/http://www.civilresearch.org/index.php?action=about> (Consulté le 29 mars 2023)

ANNEXE 35 : Les « couleurs nationales des nations unies dans l'ABN » reprises dans l'article de Paul Goble (Jamestown Foundation)



46. Liste des drapeaux nationaux composant l'ABN (Bloc des Nations Antibolcheviques) : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bulgarie, Cossackia, Croatie, Tchéquie, Estonie, Finlande, Géorgie, Hongrie, Idel-Oural, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Serbie, Sibérie, Slovaquie, Slovénie, Turkestan, Ukraine, et Union des montagnards Caucasiens.

Source : GOBLE Paul (July 15, 2016) « *Is It Time for an Updated 'Anti-Bolshevik Bloc of Nations' ?* » The Jamestown Foundation. Accessible. Consulté le 18 Janvier 2023. URL :

<https://web.archive.org/web/20160915032749/http://jamestownfoundation.blogspot.com/2016/07/is-it-time-for-updated-anti-bolshevik.html>

TRADUCTION :**Est-il temps pour un "Bloc des nations
antibolchevique" actualisé ?**

Par Paul GOBLE, 15 Juillet, 2016.

La force et la longévité de l'effort anticommuniste de l'Occident pendant la guerre froide reposaient sur deux alliances qui n'existent plus. Le premier était l'alliance entre ceux qui sont attachés à la démocratie et à la liberté et ceux qui sont attachés au capitalisme de marché libre ; la seconde reliait ceux qui s'opposaient au communisme en tant que système et ceux qui combattaient l'approche impérialiste de Moscou envers les peuples non russes. Il semble peu probable que la première alliance soit sur le point de se reformer de sitôt - les intérêts des deux parties ont divergé au-delà de toute réconciliation. Mais les politiques de plus en plus autoritaires et impérialistes de Vladimir Poutine signifient que la seconde pourrait bien être reconstituée, bien que sous quelle forme exacte ne soit pas claire.

Ce à quoi pourrait ressembler une nouvelle alliance de mouvements nationaux pro-démocratiques et anti-impériaux est loin d'être clair. Pourtant, certaines idées sur la nature et la force d'une telle combinaison peuvent être glanées à partir d'un examen de l'histoire du plus important de ses antécédents de la guerre froide, le Bloc des nations antibolchevique - ou, comme il était presque invariablement connu par à la fois partisans et opposants, l'ABN. Plus tôt ce mois-ci, l'historien Vladislav Bykov a publié un article à ce sujet sur le portail *Rufabula* ([Rufabula](#) , 5 juillet).

Bykov souligne que 2016 est « une année jubilaire » dans l'histoire de l'anticommunisme mondial : le 70^e anniversaire de la création de l'ABN, et le 20^e anniversaire de sa dissolution à un moment où ses organisateurs croyaient avoir atteint leurs objectifs et que ces réalisations étaient irréversibles. L'ABN a été créée à Munich, le 16

avril 1946, par des personnes qui avaient fui l'avancée du communisme soviétique et qui étaient engagées dans le renversement du régime communiste et dans la formation d'États-nations dans la région.

Son document fondateur déclarait : « Au nom des grands objectifs du progrès humain, de la liberté des nations et de la liberté des peuples, la lutte contre le bolchevisme a une importance décisive. Nous sommes le centre antibolchevique de libération nationale composé d'organisations de pays asservis et spoliés par le bolchevisme. Nous luttons pour l'indépendance. Dans cette lutte, nous unissons nos forces pour la réalisation de l'objectif commun de libération et établissons le Bloc des peuples antibolchevique.

Les Ukrainiens ont joué un rôle central dans l'organisation de l'ABN, mais il y avait aussi des Turkestaniens, des Biélorusses, des Hongrois, des Slovaques, des Estoniens, des Lettons, des Lituanien et finalement plus de 20 nations différentes, pas seulement derrière le rideau de fer en Europe et à l'intérieur des frontières de l'Union soviétique, mais des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui luttait également contre le communisme et l'impérialisme.

S'inspirant des idées de la Ligue prométhéenne d'avant 1939, l'ABN a fait de son principe fondamental « l'anti-impérialisme » parce que ses fondateurs considéraient le bolchevisme comme «la dernière réincarnation de l'empire de Moscou ». De nombreux Russes ont partagé leurs points de vue, mais l'ABN ne les a pas inclus, car ses dirigeants "ne faisaient pas confiance aux Russes", souligne Bykov.

Pendant 40 ans jusqu'à sa mort, Yaroslav Stetsko a été le président de l'ABN, un homme dont la carrière est allée de la clandestinité ukrainienne à une prison polonaise à un camp de prisonniers nazi et, finalement, à un dîner en son honneur donné par le président américain Ronald Reagan. A sa mort en 1986, sa veuve, Iaroslava Stetsko, lui succède. Auparavant, elle avait été responsable des publications de l'organisation, y compris la toujours précieuse *Correspondance ABN*, qui a été publiée à Munich en anglais, allemand et français.

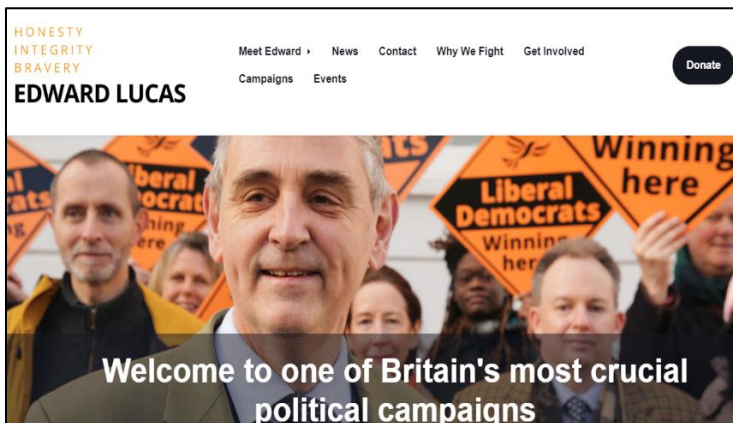
Aujourd'hui, 70 ans après la création de l'ABN, les raisons de créer quelque chose comme ça pour l'avenir se multiplient. Vladimir Poutine a attaqué à la fois la démocratie et les droits des nationalités ; et ceux qui s'opposent à sa politique - et ils comprennent de nombreux Russes de souche, il faut le dire - peuvent vouloir une organisation qui cherche à se défendre contre les attaques du chef du Kremlin, en particulier parce qu'il est important que la démocratie informe les droits des nations et les droits des nations informer la démocratie.

Mais il reste à voir si cela est possible. D'une part, il y a beaucoup moins de personnes en Occident qu'il n'y en avait en 1946 qui ont vécu sur leur propre peau la brutalité de Moscou et beaucoup moins d'intérêt pour l'Occident à assumer des responsabilités supplémentaires en matière de promotion de ces valeurs. Les groupes restants sont répartis entre ces deux ensembles de valeurs ainsi qu'entre les différentes nations concernées. Et beaucoup en Occident mettent désormais en doute toute l'entreprise de promotion de la démocratie, sans parler de la défense des droits des nations à l'autodétermination, quelle que soit sa définition.

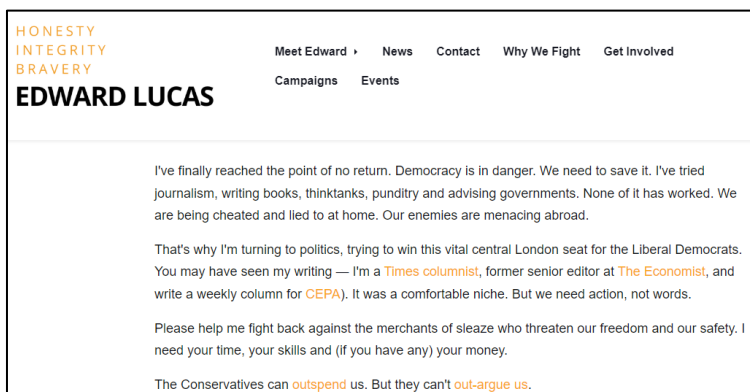
D'un autre côté, cependant, alors que les actions de Poutine se poursuivent, de plus en plus de personnes, à la fois dans l'ancien espace soviétique et plus largement, cherchent à s'opposer à lui par autant de tactiques différentes que possible. **Un nouvel ABN, engagé à unir les valeurs de la défense de la démocratie et de la défense des droits nationaux, pourrait constituer un point de convergence pour beaucoup et promouvoir ainsi la combinaison de valeurs que les Nations Unies en général et l'Occident en particulier ont déclaré depuis longtemps qu'ils les soutenaient. Par conséquent, à tout le moins, cet anniversaire et la parution de l'article de Bykov fournissent l'occasion de discuter de cette possibilité.**

Source : GOBLE Paul (July 15, 2016) « *Is It Time for an Updated 'Anti-Bolshevik Bloc of Nations' ?* » The Jamestown Foundation. (op. cité).

ANNEXE 36 : Site de campagne d'Edward Lucas, candidat Libdems



47 a). Capture d'écran du site de campagne d'Edward Lucas.



47 b). Capture d'écran du site de campagne d'Edward Lucas.

Source : Edward Lucas, why we fight. Accessible. Consulté le 5 avril 2023.

URL : https://web.archive.org/web/20221208095052/https://www.edwardlucas.com/why_we_fight

ANNEXE 37 : Les positions politiques et religieuses d'Avraham Shmulevich sur Israël

київ +13° USD ↓ 36.8961 **Блоги читачів**

ГОЛОВНА УКРАЇНА КИЇВ СВІТ БІЗНЕС НАУКА ШОУ-БІЗНЕС СПОРТ LIFESTYLE

Я-КОРСПОНДЕНТИ ТЕКСТИ ФОТО ВІДЕО

Строительство Третьего Храма как политическая задача

30 липня 2020, 17:52

ВЛАСНИК СТОРІНКИ
АВРААМ ШМУЛЕВИЧ
ІСТОРИК, ПОЛІТОЛОГ



1 1375



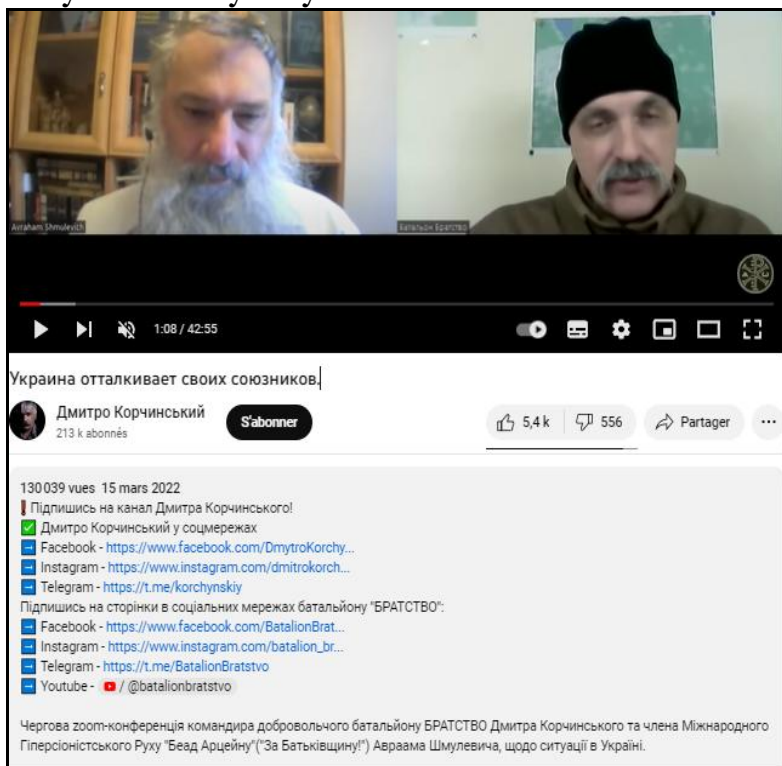
Когда мы говорим "Израиль от Нила — до Евфрата" — это подразумевает, в первую очередь сильную экономику.

48. Titre de l'article : « La construction du Troisième Temple comme tâche politique ».

En sous-titre : « Quand nous disons "Israël du Nil à l'Euphrate" - cela implique, tout d'abord, une économie forte. »

Source : ШМУЛЕВИЧ АВРААМ [SHMULEVICH Avraham] (30 juillet 2020) « Строительство Третьего Храма как политическая задача », korrespondent.net. [En ligne] Consulté le 6 avril 2023.
URL : <https://blogs.korrespondent.net/blog/world/4258125/>

ANNEXE 38 : Avraham Shmulevich avec Dmytro Korchynsky



49. Capture d'écran de la chaîne YouTube de Dmytro Korchynsky, fondateur de l'UNA-UNSO, du parti politique « Bratstvo » (Fraternité), ainsi que du bataillon de volontaires ukrainien BRATSTVO.

Traduction de la description tout en bas :

« Une autre conférence zoom du commandant du bataillon de volontaires BRATSTVO, Dmytro Korchynsky et le membre du Mouvement hyper-sioniste international "Bead Arceinu" ("Pour la patrie !") Avraham Shmulevich, concernant la situation en Ukraine. »

Source : Дмитро Корчинський. 15 mars 2022. « Украина отталкивает своих союзников ». YouTube. 1min08sec. [En ligne] Consulté le 7 avril 2023.

URL : <https://www.youtube.com/watch?v=PoAggzABzsc>



50. Drapeau de l'UNA-UNSO



51. Symbole de « Fraternité »



52. En arrière fond le drapeau du bataillon de volontaires ukrainiens « Fraternité ».

Sur le bras de Dmytro Korchynsky (au centre), le symbole du Totenkopf, qui était l’insigne de la 3^e division S.S « Totenkopf ».

Source :

Дмитро Корчинський. 25 février 2022. « Батальйон БРАТСТВО Дмитра Корчинського оголошує набір ». YouTube. 0min01sec. [En ligne] Consulté le 7 avril 2023.

URL : <https://www.youtube.com/watch?v=n0hy1OnGSyg>

Photos de l'UNA-UNSO dans les années 1990.

Leurs membres ont participé à des opérations militaires lors de la première guerre de Tchétchénie contre les troupes fédérales russes entre 1994 et 1996. Cependant, l'UNA-UNSO a aussi combattu aux côtés de la Russie au moment où l'armée moldave tentait de récupérer la Transnistrie qu'elle revendique comme son territoire. Les séparatistes de Transnistrie sont soutenus par la Russie en raison de la présence sur ce territoire d'une base russe (la 14^e armée de la Garde soviétique) ainsi qu'à son positionnement stratégique avec un contrôle sur le fleuve Dniestr qui traverse cette région. Le fleuve perce aussi toute l'Ukraine de l'Ouest et donne accès à la mer Noire. Ces événements seront d'ailleurs appelés la guerre du Dniestr (de mars à juillet 1992).

Les nationalistes ukrainiens considéraient cette région comme appartenant à l'Ukraine. Ils ne pouvaient accepter une union de la Moldavie - incluant la Transnistrie - avec la Roumanie. Par conséquent, l'UNA-UNSO s'est battu aux côtés des séparatistes transnistriens appuyés par la Russie.



53. Dmytro Korchynsky (au centre) lors de la 11e session de l'Académie nationale des sciences. Kyiv, 29 février 1994.

Le slogan en haut du drapeau :

« TOUTE LA PUISSANCE DE L'UNA »



54. Photo de l'UNA-UNSO en 1992.

Sources :

Radio Chişinău, (04/03/2018) « FOTO | Cum naţionaliştii ucraineni au „apărat” Transnistria în războiul din 1992 ». [En ligne] Consulté le 14 avril 2023. URL :

<https://radiochisinau.md/foto-nationalistii-ucraineni-au-aparat-transnistria-in-razboiul-din-1992---64239.html>

KRAVCHENKO Mykola [Кравченко Микола] (18/11/2020)

« УНА-УНСО і українське законодавство Джерело », Цензор.нет. [En ligne] Consulté le 14 avril 2023.

URL :

https://censor.net/ua/blogs/3231866/unaunso_ukranske_zakonodavstvo

ANNEXE 39 : Participation de Pavel Mezerin au Kyiv Security Forum de l'Open Ukraine Foundation fondée par Arseni Iatseniouk



Kyiv Security Forum



OpenUkraine
Arseniy Yatsenyuk Foundation

KSF ▾	Youth KSF ▾	Media ▾	News	Photo/Vide

Homepage / News

«Russian-style information war: substitution of concepts and blaming the other for its own «sins», Pavlo Mezerin said during Summer School on Information Security

01 August 2014, 16:17

During the second day of Summer School on Information Security initiated by Arseniy Yatsenyuk Open Ukraine Foundation and NATO Information and Documentation Centre the experienced experts in information security have spoken and expressed some interesting thoughts regarding Ukrainian-Russian confrontation.

Pavlo Mezerin, «Free Ingria» Civic Movement, Saint-Petersburg

Basic tactics and strategies of the information war carried out by Russia against Ukraine are actually easy to understand. We should not believe that we deal with something unknown, since the key features of information attack and propaganda using by Russia have specific roots and historic tradition. It's important to understand that historic legitimization in Russian version is a factor of manipulation and a basis of information philosophy of that country. Under these conditions, substitution of notions and blaming others for your own sins is the main method of warfare.

55. Déclarations de Pavel Mezerin à l'Open Ukraine Foundation.



56. Les partenaires de l'Open Ukraine Foundation

Source : Open Ukraine Foundation (01/08/2014) « Russian-style information war: substitution of concepts and blaming the other for its own «sins», Pavlo Mezerin said during Summer School on Information Security ». [En ligne] Consulté le 27 avril 2023.

URL : <https://ksf.openukraine.org/en/news/888-informacijna-vijna-po-rosijsyky-pidmina-ponyaty-ta-zvinuvachennyya-inshih-u-vlasnih-grihahpavlo-mezerin-pid-chas-litnyoji-shkoli-z-informacijnoji-bezpeki>

ANNEXE 40 : Vadim Sidorov invité au Parlement européen par le Groupe Conservateurs et Réformistes Européens dans le cadre du cinquième Forum des nations libres de Russie



57. Capture d'écran de la chaîne YouTube de Vadim A. Sidorov

TRADUCTION :

Le discours de Vadim Sidorov au Parlement européen, le 31 janvier 2023.

Le discours de Vadim Sidorov au Parlement européen sur l'importance de la **démilitarisation de la Russie post-Poutine** en général et ses régions voisines avec l'UE et l'OTAN (**et leurs membres potentiels comme l'Ukraine et la Biélorussie**) et le développement possible de ces régions en coopération étroite avec leurs voisins.

Source :

Vadim A. Sidorov (18 février 2023) « The speech of Vadim Sidorov in Europarlament/Выступление Вадима Сидорова в Европарламенте 31.01.2023 », YouTube. 01min30. [En ligne] Consulté le 2 mai 2023.

URL : <https://www.youtube.com/watch?v=hUZEPULuyAc>

ANNEXE 41 : L'Institute of Modern Russia et son président

IMR INSTITUTE OF MODERN RUSSIA

[ANALYSIS](#)
[OPINIONS](#)
[HUMAN RIGHTS](#)
[NEWS](#)
[RESEARCH](#)
[PROJECTS](#)
[EVENTS](#)
[ABOUT US](#)

20 years under Putin: a timeline

About us

The Institute of Modern Russia (IMR) is a nonprofit, nonpartisan think tank whose mission is to deepen knowledge and understanding of Russian politics and society among Western policymakers, stakeholders, experts, and journalists. IMR aims to educate the general public through original research, detailed analysis, and informed policy discussions.

Founded in 2010, IMR is located in New York City; it is a federal tax-exempt Section 501(c)(3) public charity, incorporated in New Jersey.

For general inquiries or questions please contact us at:
info@imrussia.org
tel./fax +1 212 381-2118
Forward media requests to press@imrussia.org

Staff



PAVEL KHODORKOVSKY, President

Pavel Khodorkovsky is the president of the Institute of Modern Russia, an organization he founded to continue the work his father, Mikhail Khodorkovsky, began through the Open Russia Foundation. The Institute of Modern Russia seeks to promote the development of civil society in Russia by reinforcing the rule of law and strengthening relationships between Russia and other countries. Since his father's arrest in 2003, Khodorkovsky has been unable to return to Russia for fear of political persecution and actions against him aimed at pressuring his father to abandon his legal battle.

Khodorkovsky holds a degree in business administration from Babson College. In 2011, he cofounded [Enertiv](#), a cleantech energy monitoring company.

58. Pavel Khodorkovski est le président de l'Institut de la Russie moderne et le fils de Mikhail Khodorkovski

Source : Institute of Modern Russia, about us. [En ligne] Consulté le 22 mai 2023. URL : <https://imrussia.org/en/about-us>

NOTE : Le site de l'Institute of Modern Russia n'est plus accessible après le 22 mai 2023. Vous pouvez retrouver le lien sur Web Archive : <https://web.archive.org/web/20230322131828/https://www.imrus-sia.org/en/about-us> (Consulté le 24 mai 2023).

ANNEXE 42 : Léonid Nevzlin et son parcours

A black and white portrait of Leonid Nevzlin, an older man with glasses, resting his chin on his hand in a thoughtful pose.

LEONID NEVZLIN

Dr. Leonid Nevzlin is a well-known entrepreneur, philanthropist, critic of Vladimir Putin and his government and long-time supporter of the Russian democratic opposition. Throughout the 1990s and up to early 2000s, Nevzlin was a shareholder and a top manager at the Bank Menatep, the Rosprom financial industrial group, and the Yukos oil company. Before leaving Russia for Israel in 2003, following the politically motivated Yukos trials, he also served as president of the Russian Jewish Congress, represented the Republic of Mordovia in Russia's Federation Council, and was elected Rector of the Russian State University for the Humanities.

In Israel, Nevzlin established the [NADAV](#) Foundation, [launched](#) the Leonid Nevzlin Research Center for Russian and Eastern European Jewry at Jerusalem's Hebrew University and re-created the [Museum of the Jewish People](#). He is a board member at the [Interdisciplinary Center Herzliya](#), Israel's first private university, and has also served on the board of governors of the [Jewish Agency for Israel](#), a large nonprofit organization, and the board of trustees of [Keren Hayesod](#), an official fundraiser for Israel. Nevzlin has been a shareholder and a board member of [Haaretz](#), Israel's leading newspaper, a founder of [Liberal](#), a reputable, Hebrew-language monthly magazine. He has recently [launched](#) [Detali](#) (*Details*), a Russian-language news and analytics website.

© 2010–2023 The Institute of Modern Russia, Inc.

59. Leonid Nevzlin, contributeur pour l'Institute of Modern Russia.

TRADUCTION :

Le Dr Leonid Nevzlin est un entrepreneur bien connu, philanthrope, critique de Vladimir Poutine et de son gouvernement et partisan de longue date de l'opposition démocratique russe. Tout au long des années 1990 et jusqu'au début des années 2000, **Nevzlin a été actionnaire et cadre supérieur de la Bank Menatep, du groupe industriel financier Rosprom et de la compagnie pétrolière Ioukos**. Avant de quitter la Russie pour Israël en 2003, à la suite des procès politiquement motivés de Ioukos, il a également été président du **Congrès juif russe**, a représenté la République de Morдовie au Conseil de la Fédération de Russie et a été élu recteur de l'Université d'État russe des sciences humaines.

En Israël, Nevzlin a créé la **Fondation NADAV** , a lancé le **Centre de recherche Leonid Nevzlin** pour les Juifs russes et d'Europe de l'Est à l'Université hébraïque de Jérusalem et a recréé le Musée du peuple juif. Il est membre du conseil d'administration du **Centre interdisciplinaire Herzliya** , la première université privée d'Israël, et a également siégé au conseil d'administration de l' **Agence juive pour Israël**, une grande organisation à but non lucratif, et au conseil d'administration de **Keren Hayessod**, un collecteur de fonds officiel pour Israël. Nevzlin a été actionnaire et membre du conseil d'administration de **Haaretz** , le principal journal israélien, l'un des fondateurs de **Liberal**, un magazine mensuel réputé en langue hébraïque. Il a récemment lancé **Detali (Détails)**, un site Web d'actualités et d'analyse en russe.

Source : Institute of Modern Russia, "About us". [En ligne]
Consulté le 24 mai 2023.

URL :

<https://web.archive.org/web/20230322131828/https://www.imrussia.org/en/about-us>

ANNEXE 43 : La famille Nevzlin est l'un des principaux soutiens de la conférence d'Herzliya



60. La Nadav Foundation (contrôlée par famille Nevzlin) fait partie des principaux soutiens de la conférence pour l'année 2021, avec entre autres, l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv, Lockheed Martin, et Raytheon.



61. La famille Nevzlin fait partie des principaux soutiens de la conférence pour l'année 2017.

Sources :

Reichman University, "Herzliya Conference, Acknowledgments 2021". [En ligne] Consulté le 30 mai 2023.

URL :<https://www.runi.ac.il/media/zkxi50r0/acknowledgments2021h2.pdf>

Reichman University, "Herzliya Conference, Acknowledgments 2017". [En ligne] Consulté le 3 juin 2023.

URL :<https://www.runi.ac.il/media/yoti3fr1/acknowledgments2017e.pdf>

ANNEXE 44 : Le Forum des nations libres de la Post-Russie invité par le Hudson Institute

**APRIL
25—28
2023**

**VI FREE NATIONS
OF POSTRUSSIA
FORUM USA**

**NEW FUTURE OF NORTHERN
EURASIA: ARCHITECTURE OF
POST-RUSSIAN SPACE**

THE SIXTH FNP FORUM, THE NEW FUTURE OF NORTHERN EURASIA. ARCHITECTURE OF THE POST-RUSSIAN SPACE, WILL TAKE PLACE IN APRIL 2023 IN THREE US CITIES:

APRIL 2023	25	10:00 AM 6:00 PM	WASHINGTON D.C. HUDSON INSTITUTE 1201 PENNSYLVANIA AVENUE NW, WASHINGTON, D.C.
APRIL 2023	26	10:00 AM 1:00 PM	WASHINGTON D.C. HUDSON INSTITUTE 1201 PENNSYLVANIA AVENUE NW, WASHINGTON, D.C.
APRIL 2023	27	9:00 AM 3:00 PM	PHILADELPHIA CITY HALL 1400 JOHN F. KENNEDY BOULEVARD, PHILADELPHIA, PA 19107
APRIL 2023	28	9:00 AM 3:00 PM	NYC UKRAINIAN INSTITUTE OF AMERICA 2 E. 79TH STREET, NEW YORK, NY 10075



62 a). Deuxième page de la présentation du 6^e Forum organisé aux États-Unis du 25 au 28 avril 2023.



62 b). Dernière page de la présentation du 6e Forum organisé aux États-Unis du 25 au 28 avril 2023.

Source :

Hudson Institute, VI Free Nations of Post-Russia Forum – New Future of Northern Eurasia : Architecture of Post-Russian space. (April 25-28 2023). [En ligne] Consulté le 7 juin 2023. URL : <https://s3.amazonaws.com/media.hudson.org/Free+Nations+of+PostRussia+Forum+April+25-28+USA.pdf>

ANNEXE 45 : Bolyaen Syres, participant au Forum des nations libres de la Post-Russie, travaille en collaboration avec l'OUN bandériste



63. Capture d'écran du site internet "Portail nationaliste".

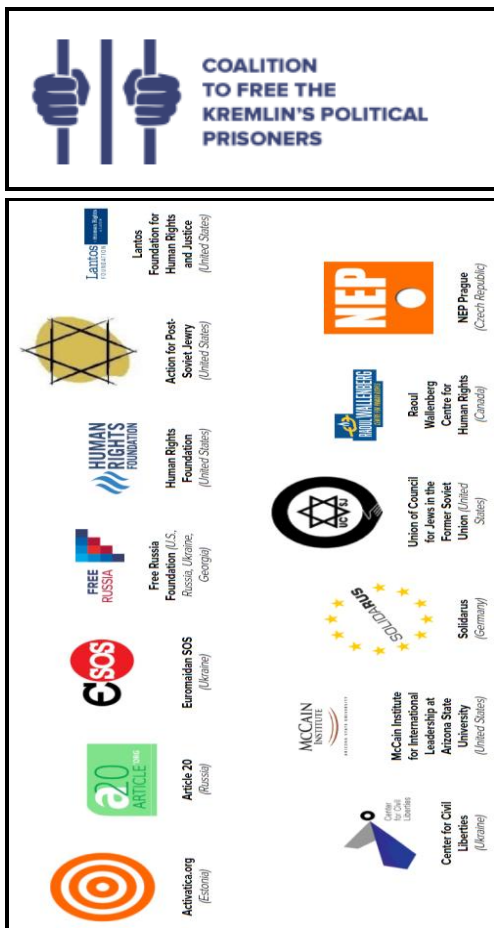
Bolyaen Syres (à droite) avec le président de l'OUN bandériste, Oleh Medunitsa (à gauche). En arrière-fond, sur la gauche, le portrait du fondateur de l'OUN, le colonel Yevhen Konovalets ; et sur la droite, le portrait de Roman Shukhevych, le leader de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA). Janvier 2023.

Source :

Націоналістичний портал [Portail nationaliste], (18/01/2023) « За свободу народів ». [En ligne] Consulté le 8 juin 2023.

URL : <https://ukrnationalism.com/news/officially-oun/4854-za-svobodu-narodiv.html>

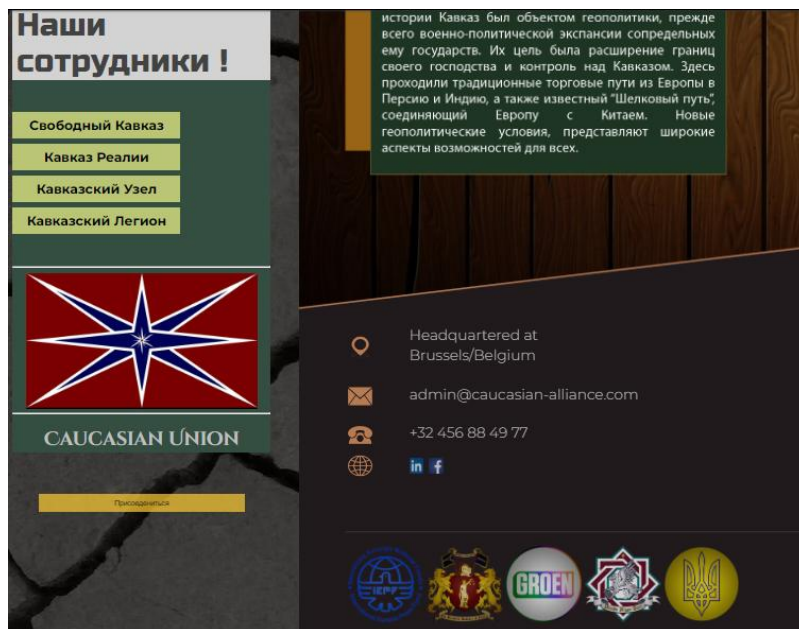
ANNEXE 46 : Les membres de la Coalition pour la libération des prisonniers politiques du Kremlin



64. Capture d'écran du site internet Free Russia Foundation.

Source : Free Russia Foundation, Coalition to Free the Kremlin's political prisoners. [En ligne] Consulté le 8 juin 2023. URL : <https://www.4freerussia.org/coalition/about/>

ANNEXE 47 : Le congrès mondial Tchétchène et ses partenaires au sein de l'Union du Caucase



65. Capture d'écran du site internet de l'Union du Caucase (ancienne version).

Tout en bas, les logos des soutiens (de gauche à droite) : l'ONG International Eurasia Press Fund (IEPF), l'académie de justice de Bruxelles (*Brussels Academy of Justice* - Junibruх), le parti politique belge néerlandophone Groen, le Congrès mondial Tchétchène (*World Chechen Congress*), et l'Ukraine représenté par son armoirie, le trident d'or.

Source : Caucasian Alliance. [En ligne] Consulté le 9 juin 2023.

URL :

<http://web.archive.org/web/20230423084004/https://caucasian-alliance.com/about/>

ANNEXE 48 : L'islamiste Abdul-Hakim al-Shishani aux côtés du leader séparatiste tchéchène et participant du Forum des nations libres de la Post-Russie, Akhmed Zakaïev



66. Entouré en rouge, le djihadiste Abdul-Hakim al-Shishani de son vrai nom Rustam Azhiev. La troisième personne en partant de la gauche, le Premier ministre autoproclamé de la République tchéchène d'Itchkérie, Akhmed Zakaïev.

Source :

AL-KANJ Sultan (22/10/2022), « *Chechen fighters leave Syria to battle Russians in Ukraine* », Al-Monitor. [En ligne] Consulté le 9 juin 2023.

URL : <https://www.al-monitor.com/originals/2022/10/chechen-fighters-leave-syria-battle-russians-ukraine>



67. Présentation de la fiche du leader extrémiste Abdul Hakim al-Shishani.

Capture d'écran du site internet de "Projet de lutte contre l'extrémisme" (*Counter Extremism Project*, CEP), une organisation à but non lucrative américaine créée « pour lutter contre la menace croissante des idéologies extrémistes ». Elle est en partenariat avec le Département d'État américain.

Source :

Counter Extremism Project, Abdul Hakim al-Shishani. [En ligne]
Consulté le 9 juin 2023.

URL : <https://www.counterextremism.com/extremists/abdul-hakim-al-shishani>

ANNEXE 49 : Günther Fehlinger, admirateur de Brzezinski et partisan de la doctrine de recomposition de l'Eurasie



68. Günther Fehlinger présentant les cartes de la Russie et de la Chine démantelée ainsi que les drapeaux de l'Union européenne et du Kosovo.

TRADUCTION :

« J'admire Brzezinski et je développe son héritage idéologique (la doctrine Brzezinski) dans la doctrine Fehlinger : **Transformer l'Eurasie en des démocraties de marché, alliées aux États-Unis, issues de l'Ex-Russie, de l'Ex-Chine, et de l'Ex-Iran.** Mieux vaut des petits États libres que des empires hostiles, une prison des nations ! »

Source :

@GunterFehlinger (Gunter Fehlinger). « I admire #Brzezinski and I am developing his ideological legacy from #BrzezinskiDoctrine to #FehlingerDoctrine Transform #Eurasia into Market Democracies, allied to USA by #ExRussia & #ExChina & #ExIran Better small, free states than hostile Empires, prison of nations ! ». Twitter, 30/04/2023, 17h39. [En ligne]. Consulté le 19 Juillet 2023.

URL :

<https://twitter.com/GunterFehlinger/status/1652699150763319298>

ANNEXE 50 : Vadym Prokopiev commandant du régiment de volontaire biélorusse « Pahonia »



69. Compte Twitter de l'opposante biélorusse Svetlana Tikhanovskaïa (en anglais : Sviatlana Tsikhanouskaya). Vadym Prokopiev (dans le cercle rouge) avec les volontaires biélorusses du régiment Pahonia combattant en Ukraine.

Sources :

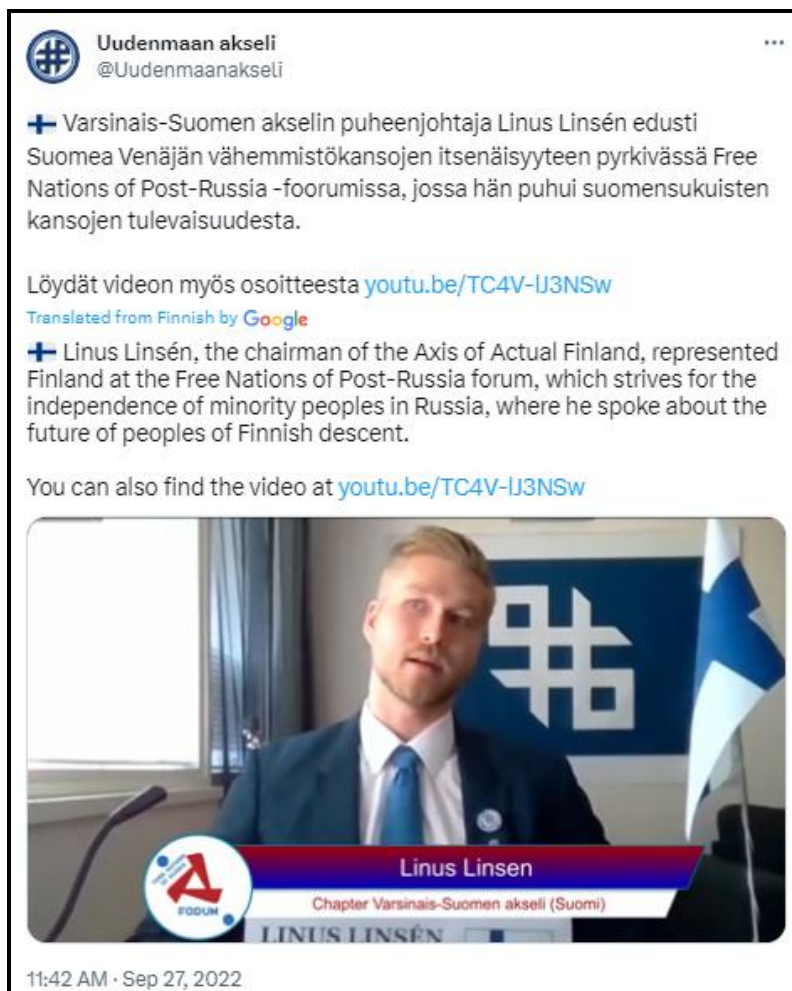
@Tsihanouskaya (Sviatlana Tsikhanouskaya) « Meet the members of a newly formed Belarusian military unit, regiment Pahonia, a part of the Ukrainian Armed Forces. They will help defend Ukraine, show that Belarusians #StandWithUkraine & expand our Anti-War Movement. The unit is growing – they train new volunteers ». Twitter, 31/03/2022, 16h03. [En ligne] Consulté 10 juillet 2023.

URL :https://twitter.com/Tsihanouskaya/status/1509531745929949190?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1509531745929949190%7Ctwgr%5Eeeb8fc25b3bb4130907b3692e97795e42798ca78%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fn1info.ba%2Fsvijet%2Fbjelorusi-dali-zakletvu-ukrajini-bore-se-protiv-ruskih-snaga%2F

AMERIKE Glas (04/04/2022), « Bjelorusi dali zakletvu Ukrajini, bore se protiv ruskih snaga », N1 TV. [En ligne] Consulté le 10 juillet 2023 :

<https://n1info.ba/svijet/bjelorusi-dali-zakletvu-ukrajini-bore-se-protiv-ruskih-snaga/>

ANNEXE 51 : Linus Linsén et la mouvance fasciste et néonazie finlandaise



70. Linus Linsén, intervenant au Forum des nations libres de Russie.



71. Capture d'écran du compte Twitter de Toni Jalonen, organisateur de la conférence « Dawn ».

De gauche à droite : le néonazi **Pauli Kaila** avec le symbole du Totenkopf sur la poitrine ; **Linus Linsén** (*Kansallinen akseli* - anciennement *Uudenmaan Akseli* -, *Suomen Sisu*) ; **Tuukka Kuru**, le président du Mouvement Bleu et Noir (*Sinimusta liike*, SML), **Tiina Wiik** (influenceuse ethno-nationaliste) ; **Toni Jalonen** - ancien des jeunesses du Perus - ; et **Toni Saarinen**, ancien membre des jeunesses du Perus et arborant un t-shirt du Soleil noir avec l'inscription « National Socialist ».

Sources :

@Uudenmaanakseli (Uudenmaan akseli) « Varsinais-Suomen akselin puheenjohtaja Linus Linsén edusti Suomea Venäjän vähemmistökansojen itsenäisyyteen pyrkivässä Free Nations of Post-Russia -foorumissa, jossa hän puhui suomensukuisten kansojen tulevaisuudesta. Löydät videon myös osoitteesta <http://youtu.be/TC4V-IJ3NSw> ». Twitter, 27/09/2022, 11h42. [En ligne] Consulté le 5 juillet 2023.

URL : <https://twitter.com/Uudenmaanakseli/status/1574695921992204293>

@TJJalonen (Toni Jalonen) : « #Aamunkoitto-konferenssi Turussa sujui vallan mainiosti, osallistujia oli laskujeni mukaan reippaasti yli 60 ja puheet olivat vallan mielenkiintoisia sekä inspiroivia. Kiitos järjestäjäkumppaneille, puhujille, myyjille ja yleisölle. Ensi vuonna uudestaan! ». Twitter. 7 mars 2020, 18h54. En ligne. Consulté le 5 juillet 2023.

URL : <https://twitter.com/TJJalonen/status/1236349446587396096>



72. Publication de l'Axe Uusimaa à la gloire du leader fasciste finlandais Elias Simojoki.

TRADUCTION :

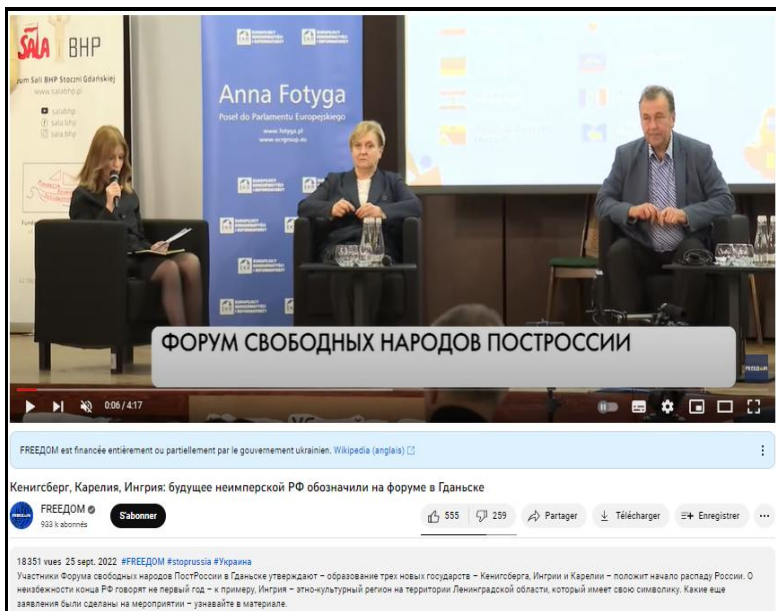
L'Axe Uusimaa (*Uudenmaan akseli*) fête l'anniversaire d'Elias Simojoki !

Simojoki était l'un des plus grands influenceurs idéologiques du mouvement nationaliste finlandais dans les années 1930. Le travail de sa vie au sein de la Société académique de Carélie (*Akateeminen Karjala-Seura*, AKS), du Mouvement populaire patriotique (*Isänmaallinen kansanliike*, IKL), de l'organisation Bleus et Noirs (*Sini-mustat*) et de plusieurs batailles pour la liberté des Finlandais a été complet et apprécié.

Source : uudenmaanakseli (Uudenmaan akseli) : « Simojoki oli yksi Suomen kansallismielisen liikehännän suurimpia aatteellisia vaikuttajia 1930-luvulla. Hänon elämäntyönsä Akateemisessa Karjala-Seurassa, Isänmaallisessa Kansanliikkeessä, Sinimustat-järjestössä sekä useissa suomensukuisten vapautta koskevissa taisteluissa on ollut kattava ja arvostettava. ». Instagram. 28/01/2021. En ligne. Consulté le 2 novembre 2022. URL : <https://www.instagram.com/p/CV-7QLgtSW6/?hl=fr>

NOTE : La publication a été entre-temps retirée.

ANNEXE 52 : Anna Fotyga, membre de l'assemblée parlementaire de l'OTAN et du groupe Conservateurs et Réformistes Européens, appuyant les mouvements séparatistes de Russie



73. De gauche à droite : Inna Kurochkina, Anna Fotyga et Andrius Almanis. Au IIIe Forum des nations libres de la Post-Russie, à Gdańsk en Pologne, le 25 septembre 2022.



74. Capture d'écran du site de l'assemblée parlementaire de l'OTAN sur Anna Fotyga.

Sources :

Assemblée parlementaire de l'OTAN, "FOTYGA Anna". [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023.

URL : <https://www.nato-pa.int/fr/members/fotyga-anna>

СВОБОДА (25/09/2022) « Кенигсберг, Карелия, Ингрия: будущее неимперской РФ обозначили на форуме в Гданьске » YouTube 03h26min47sec. [En ligne] Consulté le 15 juillet 2023.

URL : https://www.youtube.com/watch?v=2r7pk_Jmbxo

ANNEXE 53 : Pavlo Klimkin, participant du Forum des nations libres de la Post-Russie et du World Economic Forum



[Join us](#)[Sign in](#)



Pavlo Klimkin
Minister of Foreign Affairs,
Ministry of Foreign Affairs of
Ukraine

Studies in physics and mathematics, Moscow Institute of Physics and Technology. 1991-93, research officer, National Academy of Science of Ukraine, Paton Welding Institute; 1993-97, Attaché, Third and Second Secretary, Directorate-General for Arms Control and Disarmament, MFA of Ukraine; 1997-2000, Third and Second Secretary, Embassy of Ukraine, Federal Republic of Germany; 2000-02, First Secretary, Counsellor, Department for Economic Cooperation, MFA of Ukraine; 2002-04, Head, division for economic and sectoral cooperation with the EU, Department for European Integration, MFA of Ukraine; 2004-08, Minister-Counsellor, Embassy of Ukraine, UK; 2008-10, Director, EU Department, MFA of Ukraine; 2010-11, Deputy Minister of Foreign Affairs of Ukraine; 2011-12, Deputy Minister, Head of Staff; 2012-14, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Ukraine to the Federal Republic of Germany. Since June 2014, Minister for Foreign Affairs of Ukraine.

75. Capture d'écran du site du World Economic Forum.

Sources :

World Economic Forum, *Annual Meeting of the New Champions 2014 - List of Participants As of 3 September 2014*. [En ligne] Consulté le 19 juillet 2023.

URL : https://www3.weforum.org/docs/Media/AMNC14/AMNC14_List%20of%20Participants.pdf

World Economic Forum, Pavlo Klimkin. [En ligne] Consulté le 20 juillet 2023.

URL : <https://www.weforum.org/people/pavlo-klimkin>

ANNEXE 54 : le président de l'OUN (B) Oleh Medunitsa au 6^{ème} Forum des nations libres de la Post-Russie sous le patronage du Hudson Institute



76. Intervention du leader de l'OUN bandériste au 6^e Forum aux États-Unis, le 28 avril 2023.

Source : Ukrainian Congress Committee of America (28/04/2023)
« *New York: Free Nations PostRussia Forum - Architecture of Post-Russian Space* ». YouTube 03h26min47sec. [En ligne]
Consulté le 23 juillet 2023.

URL :

<https://www.youtube.com/watch?v=3XcCuNTc3p4&t=17770s>

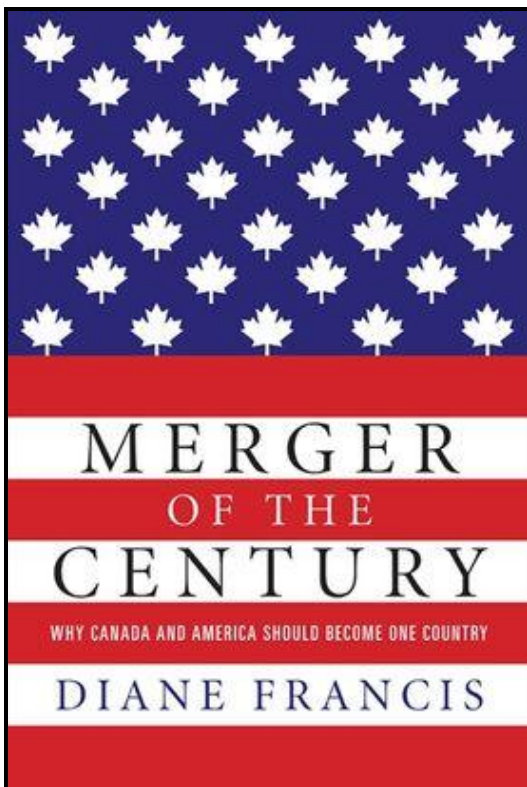
ANNEXE 55 : Le nouvel ABN Correspondence relaie un appel du "Gouvernement indépendant du Tatarstan" à rejoindre la mutinerie de Prigozhin



77. Capture d'écran du site internet du nouvel ABN (24 juin 2023).

Source : ABN Correspondence (24/06/2023) « *Appeal of the Government of Independent Tatarstan to the events of Prigozhin's military mutiny* ». [En ligne] Consulté le 21 juillet 2023. URL : <https://abn.org.ua/en/documents/appeal-of-the-government-of-independent-tatarstan-to-the-events-of-prigozhins-military-mutiny/>

ANNEXE 56 : L'union du Canada et des États-Unis pour former un seul pays.



78. Couverture du livre de Diane Francis plaidant en faveur d'une union entre le Canada et les États-Unis.

Sources : FRANCIS Diane, *Merger Of The Century - Why Canada and America Should Become One Country*, HarperCollins Publishers, Canada, 2013.

URL : <https://www.harpercollins.ca/9781443424417/merger-of-the-century/> (Consulté le 27 juillet 2023).

ANNEXE 57 : Ilya Lazarenko, participant du Forum des nations libres de la Post-Russie, membre de la mouvance néonazie russe, proche de Vadim Sthepa, et du Free Russia Forum de Garry Kasparov



80. Ilya Lazarenko et Alexei Shiropaev (au centre) membres du "Front d'action révolutionnaire national - FARN" et cofondateurs de "l'Alliance nationale démocratique - AND".



79. Ilya Lazarenko s'affichant avec le portrait du général Vlassov, commandant de l'Armée de libération russe (ROA) et collaborateur de l'Allemagne nazie.



81. Participation au débat organisé par le Free Russia Forum de Garry Kasparov avec comme invités Ilya Ponomarev et Ilya Lazarenko

Source :

Free Russia Forum, (30/05/2020) « Дебаты: «Советское наследие: национальная гордость или балласт ? ». [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023.

URL : <https://www.forumfreerussia.org/multimedia/video-ffr/2020-05-30/debaty-sovetskoe-nasledie-naczialnaya-gordost-ili-ballast>



82. Alexei Shiropaev avec son ami Vadim Shtepa, arborant le drapeau du "Front national d'action révolutionnaire - FNAR" représentant la croix celtique à la référence nazie.

Sources :

CHELNOKOV Alexey [ЧЕЛНОКОВ Алексей] (27/04/2017) « БОЛОТНЫЙ ОБОЗ ГЕНЕРАЛА ВЛАСОВА » Совершенно Секретно (Top secret). [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023.

URL : <https://www.sovsekretno.ru/articles/politika/bolotnyy-oboz-general-vlasova/>

CHELNOKOV Alexey [ЧЕЛНОКОВ Алексей] (06/01/2016) « КАК «ГАМАЮН» ХОТЕЛ «ВЗДЫБИТЬ РОССИЮ». Совершенно Секретно (Top secret). [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023.

URL : <https://www.sovsekretno.ru/articles/politika/kak-gamayun-khotel-vzdybit-rossiyu/>

ANNEXE 58 : Pavel Ivlev, invité en 2018 au Atlantic Council aux côtés des futurs participants du Forum des nations libres de la Post-Russie



83. Pavel Ivlev (deuxième personne à gauche) avec, respectivement à sa droite, d’Anders Åslund et Casey Michel, les futurs participants du sixième Forum des nations libres de la Post-Russie.

Source : AtlanticCouncil (19/07/2018) « Russia's Interference in the US Judiciary » YouTube, 03min24sec. [En ligne] Consulté le 28 juillet 2023.

URL :

<https://www.youtube.com/watch?v=ymEanwjXS4Q&t=190s>

ANNEXE 59 : La "loi de transition" du Congrès des députés du Peuple de Russie

СЪЕЗД НАРОДНЫХ ДЕПУТАТОВ
российский парламент
переходного периода

• ENGLISH

Проектов документов: 2
Принятые документы: 18

Новости Документы Официально СНД в СМИ Исполнительный совет Поиск по сайту

Акт о переходном периоде

Принято 20.02.2023

Съезд Народных Депутатов

Мы, Съезд Народных депутатов России,
Опираясь на Основополагающую Декларацию Съезда народных депутатов,
Констатируем окончательное политическое банкротство путинского режима.
Объявляем о создании Российской Республики как правопреемницы Российской Федерации.
Обращаемся к представителям российских регионов, странам мира, международным организациям, а также к российским госслужащим и гражданам России с призывом признать новую систему власти,
Принимаем настоящий Акт как правовую основу существования нового государства в течение переходного периода.

Статья 1

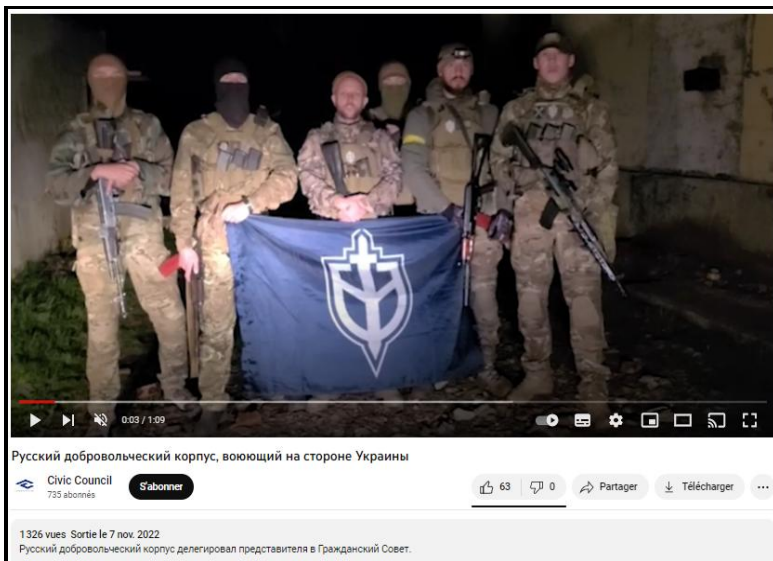
1. Признать государство Российская Федерация – Россия, как субъект международного права, прекратившим свое существование.
2. Прекратить полномочия Президента Российской Федерации, Правительства Российской Федерации, Федерального собрания Российской Федерации, Конституционного суда Российской Федерации.

84. Capture d'écran du site internet du Congrès des députés du peuple de Russie sur la "loi de transition", acceptée le 20 février 2023, stipulant la fin de la Fédération de Russie au profit de la "République de Russie".

Source : Congrès des députés du peuple de Russie, "loi de transition". [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023.

URL : <https://rosdep.online/transition-period/>

ANNEXE 60 : Le Corps des Volontaires russes (RDK) reprend pour emblème celui de l'organisation de jeunesse paramilitaire Idée Blanche



85. Le Corps des Volontaires russes (RDK) arborant leur drapeau représentant le signe de soudure, l'emblème de l'organisation de jeunesse paramilitaire Belaia Ideia ou Idée Blanche. L'organisation militaire regroupant les monarchistes russes qui était dirigée par Viktor Aleksandrovich Larionov, ancien officier de l'Armée de libération russe (ROA) commandée par le général Vlassov, collaborateur de l'Allemagne nazie.

Source :

Civic Council (07/11/2022) « Русский добровольческий корпус, воюющий на стороне Украины ». YouTube, 00min03sec. [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=NkDX7-qwMy0>



86. Couverture du magazine Belaia Ideia ou Idée Blanche avec la représentation du signe de soudure en bas à gauche. Magazine publié en 1939 dans son n°4.

Sources :

"РУССКИЙ ДОБРОВОЛЬЧЕСКИЙ КОРПУС". [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://rusvolcorps.com/>

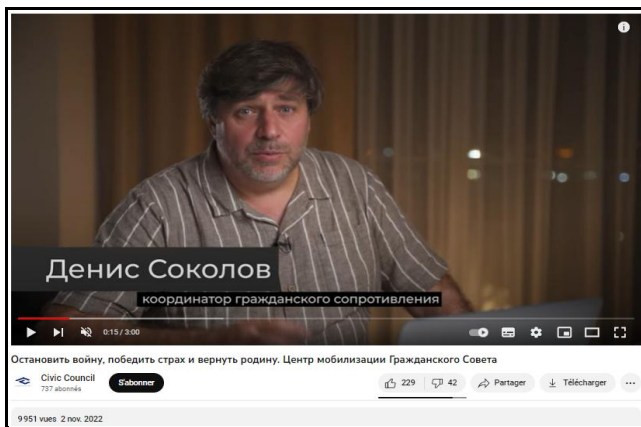
Белая идея. № 4, май 1939 [Париж, 1939] (Idée blanche. N° 4, mai 1939 [Paris, 1939]).

Аукционный дом «Литфонд», Лот 212 (Maison de vente aux enchères « Fonds Littéraire », lot 212. [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023. URL : <https://www.litfund.ru/auction/328/212/>

Русский Центр [Centre russe] (29/07/2016) « ВИКТОР ЛАРИОНОВ. ЖИЗНЬ ВО ИМЯ НАЦИИ ». [En ligne] Consulté le 30 juillet 2023.

URL : <https://russcenter.info/ru/viktor-larionov-zhizn-vo-imya-nacii>

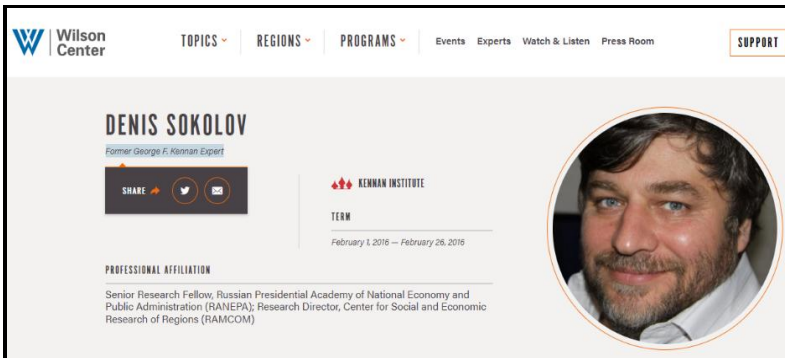
ANNEXE 61 : Le présentateur du Conseil civique Denis Sokolov et son passage dans les milieux néoconservateurs américains



87. Capture d'écran de la vidéo YouTube du Conseil civique avec comme présentateur Denis Sokolov.



88. Capture d'écran de la vidéo YouTube du think tank néoconservateur Center for Strategic & International Studies (CSIS) avec Denis Sokolov en tant que Visiting Fellow du Programme Russie et Eurasie du CSIS.



89. Capture d'écran du site internet du Wilson Center.

Sources :

Civic Council (02/11/2022) « Остановить войну, победить страх и вернуть родину. Центр мобилизации Гражданского Совета » YouTube, 00min15sec. [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023.

URL : <https://www.youtube.com/watch?v=0WFh9gaeoyg>

Wilson Center, "Denis Sokolov, Former George F. Kennan Expert". [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023.

URL : <https://www.wilsoncenter.org/person/denis-sokolov>

Center for Strategic and International Studies (11/04/2017) « *The Muslims of the Former Soviet Union in Exile* » YouTube, 00h02min30sec. [En ligne] Consulté le 31 juillet 2023.

URL : <https://www.youtube.com/watch?v=rQtaqHSK3b4&t=2s>

ANNEXE 62 : Le média ukrainien *Euromaidan Press* et ses donateurs



90. Capture d'écran du compte Twitter d'Euromaidan Press promouvant le Forum des nations libres de la post-Russie.



91. Capture d'écran du site d'*Euromaidan Press* concernant la liste de ses généreux donateurs : L'International Renaissance Foundation de George Soros, la GPD Charitable Trust, l'ambassade britannique à Kiev et le National Democratic Institute (NDI).

Sources :

@EuromaidanPress (Euromaidan Press) « The second forum of the Free Nations of Russia ended in Prague. It adopted a declaration on the decolonization of Russia. The Forum is devoted to radically restructuring Russia, which should be “decolonized, deimperialized, & deputinized, organizers said ». Twitter, 25 juillet 2022, 7h30. [En ligne] Consulté le 4 août 2023.

URL : <https://twitter.com/EuromaidanPress/status/1551439602229166080>

Euromaidan Press, "Patrons, donors, and partners". [En ligne] Consulté le 08 août 2023.

URL : <https://euromaidanpress.com/about/partners/>

ANNEXE 63 : La Jamestown Foundation faisant la promotion du Forum sur son site internet



[ABOUT US](#)
[PROGRAMS](#)
[REGIONS](#)
[PRESS/MULTIMEDIA](#)
[STORE](#)

Responding to Moscow's Imperial Revanchism, a "Post-Russia" Forum Is Born

Publication: Eurasia Daily Monitor Volume: 19 Issue: 122
 By: Vadim Shtepa
 August 10, 2022 10:36 PM Age: 3 months



Forum of Free Nations. (Source: RFE/RL)

In May 2022, the first Forum of the Free Nations of Russia was held in Warsaw, Poland, and the second was held in Prague, Czech Republic, at the end of July. The latter gathering saw the adoption of the Declaration on the Decolonization of Russia ([Freenationsrf.org](https://freenationsrf.org), accessed August 9). Representatives of more than 30 Russian regions (national republics and oblasts), mainly living in exile, took part in these events, in person and virtually. The forum was originally organized by Ukrainian, Polish and Lithuanian nongovernmental organizations.

92. Capture de l'article de Vadim Shtepa publié sur le site internet de la Jamestown Foundation faisant la promotion du Forum des nations libres de la post-Russie. On remarquera au centre de la photo le logo de l'Institut des régions de Russie (IRR).

Source : SHTEPA Vadim (10/08/2023) « *Responding to Moscow's Imperial Revanchism, a "Post-Russia" Forum Is Born* »
 Publication: Eurasia Daily Monitor Volume: 19 Issue: 122, The Jamestown Foundation. [En ligne] Consulté le 08 août 2023.

URL : <https://jamestown.org/program/responding-to-moscows-imperial-revanchism-a-post-russia-forum-is-born/>

ANNEXE 64 : La Commission Helsinki en faveur de la « décolonisation de la Russie »



[ABOUT CSCE](#) | [LEADERSHIP](#) | [COMMISSIONERS](#) | [STAFF](#) | [INTERNATIONAL IMPACT](#) | [BY COUNTRY](#) | [BY ISSUE](#) 

DECOLONIZING RUSSIA

Thursday, June 23, 2022 - 10:00am | Washington, DC United States

A Moral and Strategic Imperative

Moderator(s)

Bakhti Nishanov

Senior Policy Advisor

Commission on Security and Cooperation in Europe

Witnesses

Fatima Tiis

Circassian journalist

Botakoz Kassymbekova

Lecturer

University of Basel

Erica Marat

Associate Professor, College of International Security Affairs

National Defense University

Hanna Hopko

Chair, Democracy in Action Conference

Former Member of the Ukrainian Parliament

Casey Michel

Author

American Kleptocracy

93. Capture d’écran de la Commission Helsinki sur le thème de la décolonisation de la Russie comme « impératif moral et stratégique ».

Source : Commission of Security and Cooperation in Europe, (23/06/2022) « *Decolonizing Russia - A Moral and Strategic Imperative* ». [En ligne] Consulté le 12 août 2023.
URL : <https://www.csce.gov/international-impact/events/decolonizing-russia>

ANNEXE 65 : La journaliste de LCI, Alla Poedie, présente une carte des territoires de la Russie redistribués à des pays tiers



94. Capture d'écran de la publication du compte Twitter d'Alla Poedie montrant la carte d'une Russie éclatée. Elle a été présentée sur un média ukrainien.

Source : @AllaPoedie (Alla Poedie) : « L'éclatement de #Russie par K.BOUDANOV, le chef de renseignement militaire [ukrainien] : la Sibérie ira à la #Chine, les régions de Koursk et de Belgorod à l'Ukraine, Kaliningrad à #Allemagne, la Carélie à #Finlande, et les îles Kouriles au #Japon #wishes #RussiaIsLosing #UkraineWillWin ». 11h58 AM, 02/01/2023. Twitter. [En ligne] Consulté le 30 octobre 2023.

URL :

<https://twitter.com/AllaPoedie/status/1609866633308250113?t=qxEgsH00L22wBItG4zBZIQ&s=19>

ANNEXE 66 : La présidente du conseil d'administration de la Freedom House au World Economic Forum



95. Jane Harman, la présidente du conseil d'administration de la Freedom House, au World Economic Forum, le 17 janvier 2023.

Source : World Economic Forum, (17/01/2023) « *Thinking the Unthinkable: The Risk of Nuclear Confrontation* ». [En ligne]
Consulté le 13 août 2023.

URL : <https://www.weforum.org/events/world-economic-forum-annual-meeting-2023/sessions/thinking-the-unthinkable-the-risk-of-nuclear-confrontation>

ANNEXE 67 : Document déclassifié de la CIA sur l'USAID

MORI DocID: 1451843

MEMORANDUM FOR: Deputy Director for Operations

SUBJECT : Counter Intelligence Staff,
Police Group Activities

1. Counter Intelligence Staff, Police Group (CI/PG) is responsible for Staff coordination within the Office of the Deputy Director for Operations for activities and programs involving assistance to foreign police/security forces for the purpose of exploiting such activities and programs for intelligence purposes.

2. CI/PG maintains liaison with the Office of Public Safety, Agency for International Development (OPS/AID) and its training facility, the International Police Academy (IPA). CI/PG also administers and supervises Project [redacted]

In addition, CI/PG coordinates a joint [redacted] Central Intelligence Agency [redacted] Technical Investigations Course. CI/PG provides guidance and counsel to the Area Divisions in matters pertaining to police/security functions and activities. Specific details of these functions are as follows:

LIAISON WITH OPS/AID

CI/PG liaison with OPS/AID and IPA is conducted on a daily basis and consists principally of:

- A. exchange of information on IPA participants, some of whom later attend [redacted] courses [redacted]
- B. arranging for inclusion of Agency sponsored participants in IPA/OPS/AID training programs,
- C. arranging for IPA/OPS/AID briefings and tours for foreign police/security representatives sponsored by CIA Area Divisions

00597

SECRET

96. Rapport déclassifié de la CIA de 1973 sur ses relations avec le Bureau de la sécurité publique, l'organisation de l'USAID chargée de fournir une formation aux techniques d'interrogatoire de la CIA aux services de police en Asie et en Amérique latine au cours des trois premières décennies de la guerre froide.

Source : National Security Archives, NSAEBB/NSAEBB222, *Family Jewels*. [En ligne] Consulté le 13 août 2023. URL : https://nsarchive2.gwu.edu/NSAEBB/NSAEBB222/family_jewels_pt5_or.pdf

ANNEXE 68 : La liste des membres corporatifs de la Chatham House

Mise à jour en août 2023.

Les partenaires :

AIG, Bill & Melinda Gates Foundation, BP plc, Carnegie Corporation of New York, Chevron Ltd, Clifford Chance LLP, Crescent Petroleum, Eni S.p.A., Equinor, European Commission, ExxonMobil Corporation, Foreign, Commonwealth & Development Office, UK, HSBC Holdings plc, Intesa Sanpaolo S.p.A., JETRO London, Koç Holding, Leonardo S.p.A., MAVA Foundation, McKinsey & Company, Ministry of Defence, UK, Open Society Foundations, Reliance Industries Limited, Robert Bosch Stiftung, Shell Plc, Stavros Niarchos Foundation.

Membres corporatifs majeurs :

Allen & Overy LLP, Apis Partners, BAE Systems plc, Baillie Gifford & Co, Bayer, BBC, BHP, Bloomberg, BOKA Group, Boston Consulting Group, British Army, Brown Advisory, China International Capital Corporation (CICC) UK Limited, Citi, City of London, CLP Holdings Limited, CQS, Decision Support Center (DSC), Deloitte LLP, Department for Business and Trade UK, Dia-geo, DXC Technology Company, Findlay Park Partners LLP, Gilead Sciences, Goldman Sachs International, Google, Huawei Technologies, Integra Capital, Inthallo Ltd, Investcorp International Ltd, Japan Bank for International Cooperation, JLR, KPMG LLP, Linklaters, Lockheed Martin UK, Low Carbon, Luksic Group, Meta, Microsoft Ltd, Mitsubishi Corporation, Moderna UK, Moody's Investors Service Limited, Morgan Stanley, Norinchukin Bank, Oliver Wyman, OneWeb Holdings Limited, PricewaterhouseCoopers, Rio Tinto plc, Rudaw Media Network, S&P Global, Silver Lake Partners, The Economist, Trafigura, Vodafone Group, Wallbrook, Willis Towers Watson, Zhong Lun Law Firm

Membres corporatifs standards :

Anglo American plc, APCO Worldwide, Apple, Argus Media, Asahi Shimbun (Europe), Auriga Global Investors, SV, S.A., Aviva, Banca d'Italia, Bank of England, Bank of Japan, Barclays, BBC Monitoring, BDT & Company International LLP, BlackRock Investment Management (UK) Ltd, Bland Group Ltd, Booz Allen Hamilton, BPL Global, BritishAmerican Business, British Council, Brunswick Group, Cabinet Office UK, Canning House, Casey Family Programs, CCB London, Charles River Associates, Chemonics International, CNOOC International, Commonwealth Parliamentary Association, Commonwealth Secretariat, Covington & Burling LLP, CRU International Ltd, Curtis, Mallet-Prevost, Colt & Mosle LLP, D Group, Dai-ichi Life International (Europe) Ltd, Davis Polk & Wardwell LLP, DBJ Europe Limited, DBRS Ratings Limited, De Beers Group Services UK Ltd, Debevoise & Plimpton LLP, Department for Science, Innovation & Technology UK, Department for Transport Maritime UK, Department of Health & Social Care UK, Dragon Capital, EDF, Egon Zehnder, Elliott Advisors, Energy Intelligence Group, Environmental Resources Management Ltd, ERG International Group, European Bank for Reconstruction and Development, European Investment Bank, European Stability Mechanism, EY, Fitch Ratings, Flint Global, GardaWorld, General Secretariat of the Council of the European Union, GlaxoSmithKline, The Guardian, Hakluyt, Haleon, Herbert Smith Freehills LLP, Highgate, Hines, HM Treasury UK, Hong Kong Economic & Trade Office, House of Commons Library, Hunt Energy LLC, Industry and Parliament Trust, Institute for Global Change, International Federation of Pharmaceutical Manufacturers and Associations, International Institute for Strategic Studies (IISS), IOGP, ITOCHU Europe plc, Japan Organization for Metals and Energy Security (JOGMEC), JICA UK Office, Kekst CNC, Krull Corp, Kyodo News, League of Arab States, Marubeni Europe plc, Mitsubishi Research Institute Inc., Mitsui & Co Europe plc, Mo Ibrahim Foundation, Mott MacDonald, NEPAD Secretariat, Neptune Energy, NHK Japan Broadcasting Corporation, Nikkei Inc, Nominet, Olayan Group, ORB International, Peec Mobility, Perenco, Permira Advisers LLP, Petrofac, PIMCO Europe Ltd, Point72, Portland, Prudential plc, QBE

European Operations, Roche, Rokos Capital Management, Rolls-Royce plc, Russell Reynolds Associates Ltd, SAAB UK, Saudi Center for International Strategic Partnerships, SMBC BI, S-RM Intelligence and Risk Consulting, Standard Chartered Bank, Sullivan & Cromwell LLP, Sumitomo Corporation Europe, Tata Ltd, Telegraph Media Group, Temasek Holdings, Tokio Marine & Nichido Fire Insurance Co. Ltd, Toshiba Corporation, TotalEnergies, Tullow Oil plc, UBS, UK Defence Solutions Centre, US Africa Command, Vitrol, Walmart, World Food Programme.

Les ONG :

ACLED, Aga Khan Foundation (UK), AHF Europe, Aldaae Party, Carbon Trust, CIFF, Clean Air in London, Elders Foundation, International Committee of the Red Cross, International Council of Beverages Associations – Asia Pacific Regional Group, International Rescue Committee, Internet Society, Médecins Sans Frontières – UK, Oversight Board UK, Oxfam, Prospect Foundation, Responsible Jewellery Council, Royal Society, Saferworld, Sightsavers, Transparency International, United Nations Economic and Social Commission for Western Asia (ESCWA).

Les Ambassades, hauts-commissariats et bureaux de représentation :

Algeria, Embassy of - Angola, Embassy of the Republic of - Armenia, Embassy of the Republic of - Australia, High Commission of - Austria, Embassy of - Azerbaijan, Embassy of the Republic of - Bahrain, Embassy of the Kingdom of - Belarus, Embassy of the Republic of - Belgium, Embassy of - Brazil, Embassy of - Brunei Darussalam High Commission - Canada, High Commission of - Chile, Embassy of - China, Embassy of the People's Republic of - Costa Rica, Embassy of - Croatia, Embassy of the Republic of - Cyprus, High Commission for the Republic of - Czech Republic, Embassy of the - Denmark, Royal Embassy of - Egypt, Embassy of the Arab Republic of - Estonia, Embassy of the Republic of - Finland, Embassy of - France, Embassy of - Georgia, Embassy of - Germany, Embassy of the Federal Republic of - Government of Gibraltar -

Greece, Embassy of - Hungary, Embassy of - Iceland, Embassy of - India, High Commission of - Indonesia, Embassy of the Republic of - Iraq, Embassy of the Republic of - Ireland, Embassy of - Israel, Embassy of - Italy, Embassy of - Japan, Embassy of - Jordan, Embassy of the Hashemite Kingdom of - Kazakhstan, Embassy of the Republic of - Korea, Embassy of the Republic of - Kosovo, Embassy of the Republic of - Kurdistan Regional Government UK Representation - Kuwait, Embassy of the State of - Latvia, Embassy of the Republic of - Lithuania, Embassy of the Republic of - Luxembourg, Embassy of - Mexico, Embassy of - Moldova, Embassy of the Republic of - Mongolia, Embassy of - Mozambique, High Commission for the Republic of - Netherlands, Embassy of the Kingdom of the - New Zealand, High Commission of - North Macedonia, Embassy of the Republic of - Norway, Royal Embassy of -Oman, Embassy of the Sultanate of - Pakistan, High Commission for the Islamic Republic of - Philippines, Embassy of the Republic of the - Poland, Embassy of the Republic of - Portugal, Embassy of - Qatar, Embassy of the State of - Quebec Government Office - Romania, Embassy of - Saudi Arabia, Embassy of the Royal Kingdom of - Scottish Government - Serbia, Embassy of the Republic of - Singapore, High Commission for the Republic of - Slovak Republic, Embassy of the - Slovenia, Embassy of the Republic of - South Africa, High Commission for the Republic of - Spain, Embassy of - Sweden, Embassy of - Switzerland, Embassy of - **Taipei Representative Office in the United Kingdom (Taiwan)**- Tanzania, High Commission of the United Republic of - Tunisia, Embassy of - Turkey, Embassy of the Republic of - Ukraine, Embassy of - United Arab Emirates, Embassy of the - United States of America, Embassy of the - Vanuatu, Honorary Consulate of the Republic of - Vietnam, Embassy of the Socialist Republic of - Yemen, Embassy of the Republic of.

Les membres académiques :

Anglia Ruskin University - Department of Humanities and Social Sciences, Brunel University - Department of Politics and History, King's Business School, King's College London - Department of War Studies, London School of Economics - Department of

International Relations, Loughborough University - Academy for Diplomacy & International Governance, Nanyang Technological University - S Rajaratnam School of International Studies, North-eastern University, Queen Mary University of London - School of Politics and International Relations, Regent's University London - Department of International Relations, Royal College of Defence Studies, School of Politics and Economics, King's College London, United Nations University – MERIT, University College London - Department of Political Science, University College London - School of Slavonic and East European Studies, University of Bath - Department of Politics, Languages and International Studies, University of Buckingham - Department of Economics and International Studies, University of Kent - Department of Politics and International Relations, University of Portsmouth - Centre for European and International Studies Research, University of Westminster - Department of Politics and International Relations, Westminster Law School, University of Westminster.

Source : Chatham House, "Corporate members". [En ligne]
Consulté le 22 août 2023.

URL : <https://www.chathamhouse.org/become-member/corporate-membership/corporate-members>

ANNEXE 69 : Les contributions accordées au World Federalist Movement

**World Federalist Movement/
Institute for Global Policy, Inc.**

Notes to Financial Statements

11. Grants and Contributions Revenue

During the years ended December 31, grants and contributions were provided by the following:

	2008	2007
John D. and Catherine T. MacArthur Foundation	\$ 500,000	\$ 150,000
Unit for Public International Law-Ministry for Foreign Affairs - Finland	147,038	131,386
Department for International Law, Human Rights and Treaty Law - Sweden	300,000	-
Security Policy Department - Sweden		
Ministry of Foreign Affairs - Sweden	110,278	77,077
European Commission	2,167,305	68,108
Department of Foreign Affairs - Ireland	-	64,231
Open Society Institute	50,000	50,000
Oxfam - Novib	-	43,515
Minority Rights Group	-	34,452
European Center for Conflict Prevention	-	13,218
Task Force ICC - Ministry of Foreign Affairs - Netherlands	151,989	3,575
Foreign and Commonwealth Office - Conflict Group - London/United Kingdom	104,212	3,320
United Nations, Human Rights and Economic Law Division - Foreign Affairs Canada	-	1,923
The Ford Foundation	1,250,000	-
Department of International Law - Ministry of Foreign Affairs - Denmark	13,527	-
Permanent Mission of the Principality of Liechtenstein	9,050	-
Directorate of International Law - Swiss Federal Department of Foreign Affairs	77,700	-
Anonymous	455,000	-
The Oak Foundation USA	200,000	-
Arsenault Family Foundation	60,000	-
Department of Global Affairs, Ministry of Foreign Affairs - Norway	92,483	-
Other grants and contributions	44,140	88,261
	<u>\$ 5,732,722</u>	<u>\$ 729,066</u>

**97. Rapport annuel du Word Federalist Movment sur les
contributions reçues en 2007 et 2008.**

WORLD FEDERALIST MOVEMENT/ INSTITUTE FOR GLOBAL POLICY, INC. NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS		
(6) <u>Grants and contributions revenue</u>		
In 2019 and 2018, grants and contributions were provided by the following:		
	2019	2018
Government of Netherlands - PUF Alliance	\$ 1,011,835	\$ 863,745
Government of Finland	176,160	170,925
Government of Netherlands - CICC	105,469	303,683
GPPAC	74,505	-
NORAD	57,216	-
Irish Aid	55,275	56,825
Government of Switzerland	50,346	45,460
Netherlands Embassy	17,345	-
UK Embassy	14,607	-
Other grants	12,695	9,503
Government of Australia	11,169	72,730
Government of Liechtenstein	9,693	9,871
Minnesota Community	5,194	-
Joseph E. Schwartzbeber	5,000	-
The Community Foundation	5,000	-
CSW	4,690	-
The Connable Office	1,250	-
City of the Hague	-	7,982
European Commission	-	760,330
Government of Norway	-	176,086
Anonymous	-	100,010
Workable World Trust	-	79,915
Norwegian Development Agency	-	76,649
IKV-Pax Christi	-	34,981
	<u>\$ 1,617,449</u>	<u>\$ 2,768,695</u>

98. Rapport annuel du Word Federalist Movment sur les contributions reçues en 2018 et 2019.

Sources :

World Federalist Movement – Institute for Global Policy, *Annual Report 2008*, page 13. [En ligne] Consulté le 25 août 2023.

URL : <https://www.wfm-igp.org/wp-content/uploads/wfm-igp-annual-report-2008.pdf>

World Federalist Movement – Institute for Global Policy, *FINANCIAL STATEMENTS TOGETHER WITH AUDITOR'S REPORT AS OF AND FOR THE YEARS ENDED DECEMBER 31, 2019 AND 2018*, page 14. [En ligne] Consulté le 25 août 2023.

URL : <https://www.wfm-igp.org/wp-content/uploads/WFM-IGP-Audited-Financial-Statements-2018-2019.pdf>

ANNEXE 70 : La composition du comité de pilotage du Groupe Bilderberg

CO-PRÉSIDENTS

Halberstadt, Victor (NLD), président des réunions de la Fondation Bilderberg ; Professeur d'économie, Université de Leiden

Kravis, Marie-Josée (États-Unis), Présidente, American Friends of Bilderberg Inc. ; Président, The Museum of Modern Art

Abrams, Stacey (États-Unis), PDG, Sage Works Production

Altman, Roger C. (États-Unis), fondateur et président principal, Evercore Inc.

Alverà, Marco (ITA), co-fondateur, zhero.net ; PDG TES

Barbizet, Patricia (FRA), Président-directeur général, Temaris & Associés SAS

Barroso, José Manuel (PRT), Président, Goldman Sachs International LLC ; Ancien président de la Commission européenne

Botín, Ana P. (ESP), présidente exécutive du groupe Banco Santander SA

Brende, Børge (NOR), président du Forum économique mondial

Carney, Mark J. (CAN), président, Brookfield Asset Management

Castries, Henri de (FRA), président, Institut Montaigne

Döpfner, Mathias (DEU), président-directeur général, Axel Springer SE

Gruber, Lilli (ITA), rédacteur en chef -Chef et présentateur "Otto e mezzo", La7 TV

Hedegaard, Connie (DNK), présidente de la Fondation KR ; Ancien commissaire européen

Hobson, Melody (États-Unis), co-PDG et président d'Ariel Investments LLC

Karp, Alex (États-Unis), PDG de Palantir Technologies Inc.

Koç, Ömer M. (TUR), président de Koç Holding AS

Kudelski, André (CHE), Président et CEO de Kudelski Group SA

Leysen, Thomas (BEL), Président de Mediahuis et Umicore ; Président DSM NV

Liikanen, Erkki (FIN), président, IFRS Foundation Administrateurs

Micklethwait, John (États-Unis), rédacteur en chef, Bloomberg LP

Minton Beddoes, Zanny (GBR), rédacteur en chef, The Economist

Nadella, Satya (USA), PDG, Microsoft Corporation

O'Leary, Michael (IRL), PDG du groupe Ryanair

Papalexopoulos, Dimitri (GRC), trésorier, Réunions de la Fondation Bilderberg ; Président, TITAN Cement Group

Sawers, John (GBR), président exécutif, Newbridge Advisory

Schadlow, Nadia (États-Unis), chercheur principal, Hudson Institute

Schmidt, Eric E. (États-Unis), ancien PDG et président, Google LLC

Sikorski, Radoslaw (POL), député européen ; chercheur principal, Université Harvard ; Ancien ministre des Affaires étrangères de Pologne

Thiel, Peter (États-Unis), président de Thiel Capital LLC

Wallenberg, Marcus (SWE), président de Skandinaviska Enskilda Banken AB

Zeiler, Gerhard (AUT), président de Warner Bros. Discovery International

Source : Bilderberg Meetings, "Steering Committee". [En ligne]
Consulté le 26 août 2023.

URL : <https://bilderbergmeetings.org/background/steering-committee/steering-committe>

ANNEXE 71 : Les membres de la Commission Trilatérale

THE TRILATERAL COMMISSION		
MEMBERSHIP IN JUNE 2022 <i>*Executive Committee</i>		
AXEL A. WEBER European Chairman	MEGHAN O'SULLIVAN North American Chairman	TAKESHI NINAMI Asia Pacific Chairman
MONICA MAGGIONI European Deputy Chair	HERMINIO BLANCO MENDOZA North American Deputy Chairman	BARRY DESKER Asia Pacific Deputy Chairman
CARL BILDT European Deputy Chairman	JEFFREY SIMPSON North American Deputy Chairman	RYU JIN ROY Asia Pacific Deputy Chairman
<i>IN MEMORIAM</i>		
DAVID ROCKEFELLER Founder		
PETER SUTHERLAND Honorary European Chairman		
GEORGES BERTHOIN European Honorary Chairman		YASUCHIKA HASEGAWA Asia Pacific Honorary Chairman
MARIO MONTI European Honorary Chairman		AKIHIKO TANAKA Asia Pacific Honorary Chairman
JEAN-CLAUDE TRICHET European Honorary Chairman		

PAOLO MAGRI European Director	RICHARD FONTAINE North American Director	HIDEKO KATSUMATA Asia Pacific Director

99. La direction des trois branches de la Commission Trilatérale (Europe, Amérique du Nord, et Asie-Pacifique).

Source : The Trilateral Commission, *Membership in June 2022*. [En ligne]
Consulté le 29 août 2023. URL : <https://www.trilateral.org/wp-content/uploads/2022/06/TC-MEMBERSHIP-LIST-June-2022-1.pdf>

ANNEXE 72 : Article du World Economic Forum sur un scénario du monde de 2030. « Je ne possède rien, je n'ai aucune intimité et je n'ai jamais été aussi heureuse »



100. Ida Auken est membre du parti Social-Démocrate (*Socialdemokratiet*) danois. Elle a été ministre de l'environnement de 2011 à 2014 et *Young Global Leader* du World Economic Forum.

Sources :

WEF, "Ida Auken". [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022.

URL : <https://www.weforum.org/agenda/authors/ida-auken>

@wef (World Economic Forum) " Welcome to 2030. I own nothing, have no privacy, and life has never been better", 4h10 PM, 12/12/2016, Twitter. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2022.

URL : <https://twitter.com/wef/status/808328302213689344/photo/1>

Welcome to 2030. I own nothing, have no privacy, and life has never been better

11 Nov 2016. Ida Auken Member of Parliament, Parliament of Denmark (Folketinget)

Welcome to the year 2030. Welcome to my city - or should I say, "our city". I don't own anything. I don't own a car. I don't own a house. I don't own any appliances or any clothes. It might seem odd to you, but it makes perfect sense for us in this city. Everything you considered a product, has now become a service. We have access to transportation, accommodation, food and all the things we need in our daily lives. One by one all these things became free, so it ended up not making sense for us to own much. First communication became digitized and free to everyone. Then, when clean energy became free, things started to move quickly. Transportation dropped dramatically in price. It made no sense for us to own cars anymore, because we could call a driverless vehicle or a flying car for longer journeys within minutes. We started transporting ourselves in a much more organized and coordinated way when public transport became easier, quicker and more convenient than the car. Now I can hardly believe that we accepted congestion and traffic jams, not to mention the air pollution from combustion engines. What were we thinking? Sometimes I use my bike when I go to see some of my friends. I enjoy the exercise and the ride. It kind of gets the soul to come along on the journey. Funny how some things seem never seem to lose their excitement: walking, biking, cooking, drawing and growing plants. It makes perfect sense and reminds us of how our culture emerged out of a close relationship with nature.

"Environmental problems seem far away"

In our city we don't pay any rent, because someone else is using our free space whenever we do not need it. My living room is used for business meetings when I am not there. Once in awhile, I will choose to cook for myself. It is easy - the necessary kitchen equipment is delivered at my door within minutes. Since transport became free, we stopped having all those things stuffed into our home. Why keep a pasta-maker and a crepe cooker crammed into our cupboards? We can just order them when we need them. This also made the breakthrough of the circular economy easier. When products are turned into services, no one has an interest in things with a short life span. Everything is designed for durability, repairability and

recyclability. The materials are flowing more quickly in our economy and can be transformed to new products pretty easily. Environmental problems seem far away, since we only use clean energy and clean production methods. The air is clean, the water is clean and nobody would dare to touch the protected areas of nature because they constitute such value to our well being. In the cities we have plenty of green space and plants and trees all over. I still do not understand why in the past we filled all free spots in the city with concrete.

The death of shopping

Shopping? I can't really remember what that is. For most of us, it has been turned into choosing things to use. Sometimes I find this fun, and sometimes I just want the algorithm to do it for me. It knows my taste better than I do by now. When AI and robots took over so much of our work, we suddenly had time to eat well, sleep well and spend time with other people. The concept of rush hour makes no sense anymore, since the work that we do can be done at any time. I don't really know if I would call it work anymore. It is more like thinking-time, creation-time and development-time. For a while, everything was turned into entertainment and people did not want to bother themselves with difficult issues. It was only at the last minute that we found out how to use all these new technologies for better purposes than just killing time.

"They live different kinds of lives outside of the city"

My biggest concern is all the people who do not live in our city. Those we lost on the way. Those who decided that it became too much, all this technology. Those who felt obsolete and useless when robots and AI took over big parts of our jobs. Those who got upset with the political system and turned against it. They live different kind of lives outside of the city. Some have formed little self-supplying communities. Others just stayed in the empty and abandoned houses in small 19th century villages. Once in a while I get annoyed about the fact that I have no real privacy. No where I can go and not be registered. I know that, somewhere, everything I do, think and dream of is recorded. I just hope that nobody will use it against me. All in all, it is a good life. Much better than the path we were on, where it became so clear that we could not continue with the same model of growth. We had all these terrible things happening: lifestyle diseases, climate

change, the refugee crisis, environmental degradation, completely congested cities, water pollution, air pollution, social unrest and unemployment. We lost way too many people before we realised that we could do things differently.

***Author's note:** Some people have read this blog as my utopia or dream of the future. It is not. It is a scenario showing where we could be heading - for better and for worse. I wrote this piece to start a discussion about some of the pros and cons of the current technological development. When we are dealing with the future, it is not enough to work with reports. We should start discussions in many new ways. This is the intention with this piece*

TRADUCTION :

Bienvenue en 2030. Je ne possède rien, je n'ai aucune intimité et la vie n'a jamais été meilleure

***11 Nov 2016.** Ida Auken, membre du parlement. Parlement du Danemark (Folketinget)*

Bienvenue en l'an 2030. Bienvenue dans ma ville - ou devrais-je dire, "notre ville". Je ne possède rien. Je ne possède pas de voiture. Je ne possède pas de maison. Je ne possède aucun électroménager ni aucun vêtement. Cela peut vous sembler étrange, mais c'est parfaitement logique pour nous dans cette ville. Tout ce que vous considériez comme un produit est devenu un service. Nous avons accès au transport, à l'hébergement, à la nourriture et à tout ce dont nous avons besoin dans notre vie quotidienne. Une par une, toutes ces choses sont devenues gratuites, donc cela n'avait plus de sens pour nous de posséder beaucoup.

La première communication est devenue numérisée et gratuite pour tous. Puis, lorsque l'énergie propre est devenue gratuite, les choses ont commencé à bouger rapidement. Le transport a chuté de façon spectaculaire dans le prix. Cela n'avait plus de sens pour nous de posséder des voitures, car nous pouvions appeler un véhicule sans

conducteur ou une voiture volante pour des trajets plus longs en quelques minutes. Nous avons commencé à nous déplacer de manière beaucoup plus organisée et coordonnée lorsque les transports en commun sont devenus plus faciles, plus rapides et plus pratiques que la voiture. Maintenant, j'ai du mal à croire que nous ayons accepté les embouteillages et les embouteillages, sans parler de la pollution de l'air par les moteurs à combustion. A quoi pensions-nous ? Parfois j'utilise mon vélo quand je vais voir certains de mes amis. J'aime l'exercice et la balade. Cela amène en quelque sorte l'âme à accompagner le voyage. C'est drôle comme certaines choses semblent ne jamais perdre leur enthousiasme : marcher, faire du vélo, cuisiner, dessiner et faire pousser des plantes. Cela prend tout son sens et nous rappelle comment notre culture est née d'une relation étroite avec la nature.

"Les problèmes environnementaux semblent loin"

Dans notre ville, nous ne payons aucun loyer, car quelqu'un d'autre utilise notre espace libre chaque fois que nous n'en avons pas besoin. Mon salon est utilisé pour les réunions d'affaires quand je ne suis pas là. De temps en temps, je choisirai de cuisiner moi-même. C'est facile - l'équipement de cuisine nécessaire est livré à ma porte en quelques minutes. Depuis que les transports sont devenus gratuits, nous avons cessé d'avoir toutes ces choses entassées dans notre maison. Pourquoi garder une machine à pâtes et une crêpière entassée dans nos placards ? Nous pouvons simplement les commander quand nous en avons besoin.

Cela a également facilité la percée de l'économie circulaire. Lorsque les produits sont transformés en services, personne ne s'intéresse aux choses à courte durée de vie. Tout est conçu pour la durabilité, la réparabilité et la recyclabilité. Les matériaux circulent plus rapidement dans notre économie et peuvent être transformés assez facilement en nouveaux produits. Les problèmes environnementaux semblent loin, puisque nous n'utilisons que de l'énergie propre et des méthodes de production propres. L'air est pur, l'eau est propre et personne n'oserait toucher aux zones naturelles protégées car elles constituent une telle valeur pour notre bien-être. Dans les villes, nous avons beaucoup d'espaces verts et de plantes et d'arbres partout. Je

ne comprends toujours pas pourquoi, par le passé, nous remplissions tous les emplacements libres de la ville avec du béton.

La mort des achats

Achats ? Je ne me souviens pas vraiment de quoi il s'agit. Pour la plupart d'entre nous, cela s'est transformé en choix de choses à utiliser. Parfois, je trouve cela amusant, et parfois je veux juste que l'algorithme le fasse pour moi. Il connaît mes goûts mieux que moi maintenant. Lorsque l'IA et les robots ont pris en charge une grande partie de notre travail, nous avons soudainement eu le temps de bien manger, de bien dormir et de passer du temps avec d'autres personnes. Le concept d'heure de pointe n'a plus de sens, puisque le travail que nous faisons peut-être fait à tout moment. Je ne sais plus vraiment si j'appellerais ça du travail. C'est plus comme un temps de réflexion, un temps de création et un temps de développement. Pendant un certain temps, tout a été transformé en divertissement et les gens ne voulaient pas s'embarrasser de problèmes difficiles. Ce n'est qu'à la dernière minute que nous avons découvert comment utiliser toutes ces nouvelles technologies à de meilleures fins que simplement tuer le temps.

« Ils vivent des vies différentes en dehors de la ville »

Ma plus grande préoccupation concerne toutes les personnes qui ne vivent pas dans notre ville. Ceux que nous avons perdus en chemin. Ceux qui ont décidé que c'était trop, toute cette technologie. Ceux qui se sont sentis obsolètes et inutiles lorsque les robots et l'IA ont pris en charge une grande partie de nos emplois. Ceux qui se sont fâchés avec le système politique et se sont retournés contre lui. Ils vivent des vies différentes en dehors de la ville. Certains ont formé de petites communautés auto-approvisionnées. D'autres sont simplement restés dans les maisons vides et abandonnées des petits villages du XIXe siècle. De temps en temps, je suis agacé par le fait que je n'ai pas vraiment d'intimité. Nulle part où je peux aller et ne pas être inscrit. Je sais que, quelque part, tout ce que je fais, pense et rêve est enregistré. J'espère juste que personne ne l'utilisera contre moi. Dans l'ensemble, c'est une belle vie. Beaucoup mieux que le chemin sur lequel nous étions, où il est devenu si clair que nous ne pouvions pas

continuer avec le même modèle de croissance. Toutes ces choses terribles se sont produites : maladies liées au mode de vie, changement climatique, crise des réfugiés, dégradation de l'environnement, villes complètement congestionnées, pollution de l'eau, pollution de l'air, troubles sociaux et chômage. Nous avons perdu beaucoup trop de monde avant de réaliser que nous pouvions faire les choses différemment.

Note de l'auteur : Certaines personnes ont lu ce blog comme mon utopie ou mon rêve du futur. Cela ne l'est pas. C'est un scénario montrant où nous pourrions nous diriger - pour le meilleur et pour le pire. J'ai écrit cet article pour lancer une discussion sur certains des avantages et des inconvénients du développement technologique actuel. Lorsqu'il s'agit de l'avenir, il ne suffit pas de travailler avec des rapports. Nous devrions commencer les discussions de nombreuses façons nouvelles. C'est l'intention avec cette pièce.

Source : AUKEN Ida (11 november 2016) « *Welcome to 2030. I own nothing, have no privacy, and life has never been better* », World Economic Forum. Accessible. Consulté le 5 novembre 2022.

URL : https://web.archive.org/web/20200919105141/https://www.weforum.org/agenda/2016/11/shopping-i-can-t-really-remember-what-that-is?utm_content=bufferadc5f&utm_medium=social&utm_source=twitter.com&utm_campaign=buffer

ANNEXE 73 : Les supporters de l'United for intercultural action

UNITED is supported by

- more than 550 organisations from all European countries
- many prominent individuals
- private supporters
- long-term volunteers from Aktion Sühnezeichen Friedensdienste, Austrian Holocaust Memorial Service and the EVS, Grundtvig and Leonardo Programmes of the European Union.

Since 1992 financial support was received from various sponsors such as: [European Commission](#) (General Budget/Socrates/Grundtvig/Youth in Action/Erasmus+/DG Employment Social Affairs/TACIS IBPP/Europe for Citizens Programme), Council of Europe ([European Youth Foundation/European Youth Centres](#)), [OSCE-ODIHR](#), [Heinrich-Böll-Stiftung](#), World Council of Churches, Olof Palmes MinnesFond, Cultural Council Sweden, Ministry of Education Slovenia, Green Group, Socialist Group, and GUE/NGL Group in the European Parliament, European Cultural Foundation, Stiftung West-Östliche Begegnung, Aktionsbündnis Gegen Gewalt, Rechtsextremismus und Fremdenfeindlichkeit Brandenburg, Home Office UK, Ministry of Interior-BZK NL, Federal Department of Foreign Affairs CH, the Matra Programme of the Netherlands Ministry of Foreign Affairs, Instituto Português da Juventude, National Integration Office Sweden, Service Nationale de la Jeunesse Luxembourg, LNU - Norwegian Youth Council, Europees Platform Grundtvig, Friedrich Ebert Stiftung, Federal Social Insurance Office (Dep. for Youth Affairs) CH, Swiss Coordination Office of Youth for Europe, Federal Service for Combating Racism (Fund for Projects Against Racism) CH, Migros Kulturprozent CH, Comunidad de Madrid, Ministry of Youth and Sport of Azerbaijan, The Swedish National Board of Youth Affairs, Rothschild Foundation, Local Municipality of Budapest, Youth Board of Cyprus, Jewish Humanitarian Fund, Foundation Remembrance Responsibility and Future, Minority Rights Group Europe, OSCE - Mission to Skopje, Finnish Ministry of Education and Culture, Province Noord-Brabant, Open Society Foundations, Children and Youth Development Fund Georgia, [Aral Frontiers Initiative](#), [Ujtemen Projekt](#), the EU-Russia Civil Society Forum, OBEY Clothing, Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women & Youth - Demokratie Leben! and others.

This website has been funded with support of the Council of Europe (European Youth Foundation), the Erasmus+ Programme of the European Union and the Open Society Foundations.

This website reflects the views only of the authors, and the sponsors cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

UNITED publications can be freely re-used, translated and re-distributed, provided source (www.unitedagainstracism.org) is mentioned and a copy is sent to the UNITED Secretariat.



Co-funded by the
Erasmus+ Programme
of the European Union



OPEN SOCIETY
FOUNDATIONS



Funded by
the European Union

101. Capture d'écran du site internet *United for intercultural action*.

Source : United for intercultural action, "Supported by". [En ligne]
Consulté le 13 septembre 2023.

URL : <https://unitedfia.org/supported-by/>

ANNEXE 74 : Document déclassifié de la DIA datant d'août 2012 prévoyant la création d'un État Islamique dans l'Est de la Syrie

B. DEVELOPMENT OF THE CURRENT EVENTS INTO PROXY WAR: WITH SUPPORT FROM RUSSIA, CHINA, AND IRAN, THE REGIME IS CONTROLLING THE AREAS OF INFLUENCE ALONG COASTAL TERRITORIES (TARTUS AND LATAKIA), AND IS FIERCELY DEFENDING HOMS, WHICH IS CONSIDERED THE PRIMARY TRANSPORTATION ROUTE IN SYRIA. ON THE OTHER HAND, OPPOSITION FORCES ARE TRYING TO CONTROL THE EASTERN AREAS (HASAKA AND DER ZOR), ADJACENT TO THE WESTERN IRAQI PROVINCES (MOSUL AND ANBAR), IN ADDITION TO NEIGHBORING TURKISH BORDERS. WESTERN COUNTRIES, THE GULF STATES AND TURKEY ARE SUPPORTING THESE EFFORTS. THIS HYPOTHESIS IS MOST LIKELY IN ACCORDANCE WITH THE DATA FROM RECENT EVENTS, WHICH WILL HELP PREPARE SAFE HAVENS UNDER INTERNATIONAL SHELTERING, SIMILAR TO WHAT TRANSPIRED IN LIBYA WHEN BENGHAZI WAS CHOSEN AS THE COMMAND CENTER OF THE TEMPORARY GOVERNMENT.
8. (S) THE EFFECTS ON IRAQ:
A. (S)(1) Sec. 1.4 (c) [REDACTED] SYRIAN REGIME BORDER FORCES RETREATED FROM THE BORDER AND THE OPPOSITION FORCES (SYRIAN FREE ARMY) TOOK OVER THE POSTS AND RAISED THEIR FLAG. THE IRAQI BORDER GUARD FORCES ARE FACING A BORDER WITH SYRIA THAT IS NOT GUARDED BY OFFICIAL ELEMENTS WHICH PRESENTS A DANGEROUS AND SERIOUS THREAT.
B. THE OPPOSITION FORCES WILL TRY TO USE THE IRAQI TERRITORY AS A SAFE HAVEN FOR ITS FORCES TAKING ADVANTAGE OF THE SYMPATHY OF THE IRAQI BORDER POPULATION, MEANWHILE TRYING TO RECRUIT FIGHTERS AND TRAIN THEM ON THE IRAQI SIDE, IN ADDITION TO HARBORING REFUGEES (SYRIA)
C. IF THE SITUATION UNRAVELS THERE IS THE POSSIBILITY OF ESTABLISHING A DECLARED OR UNDECLARED SALAFIST PRINCIPALITY IN EASTERN SYRIA (HASAKA AND DER ZOR), AND THIS IS EXACTLY WHAT THE SUPPORTING POWERS TO THE OPPOSITION WANT, IN ORDER TO ISOLATE THE SYRIAN REGIME, WHICH IS CONSIDERED THE STRATEGIC DEPTH OF THE SHIA EXPANSION (IRAQ AND IRAN).
D. THE DETERIORATION OF THE SITUATION HAS DIRE CONSEQUENCES ON THE IRAQI SITUATION AND ARE AS FOLLOWS:
1. THIS CREATES THE IDEAL ATMOSPHERE FOR AQI TO RETURN TO ITS OLD POCKETS IN MOSUL AND RAMADI, AND WILL PROVIDE A RENEWED MOMENTUM UNDER THE PRESUMPTION OF UNIFYING THE JIHAD AMONG SUNNI IRAQ AND SYRIA, AND THE REST OF THE SUNNIS IN THE ARAB WORLD AGAINST WHAT IT CONSIDERS ONE ENEMY, THE DISSENTERS. ISI COULD ALSO DECLARE AN ISLAMIC STATE THROUGH ITS UNION WITH OTHER TERRORIST ORGANIZATIONS IN IRAQ AND SYRIA, WHICH WILL CREATE GRAVE DANGER IN REGARDS TO UNIFYING IRAQ AND THE PROTECTION OF ITS TERRITORY.
(S)(1) Sec. 1.4 (c) (S)(1) Sec. 1.4(d)
[REDACTED]
14-L-0552/DIA/ 291
(S)(1) USC 1.424

102. Capture d'écran du site internet de Judicial Watch.

Source : Judicial Watch, HEADER R 050839Z AUG 12, 14-L-0552/DIA/291. [En ligne] Consulté le 27 septembre 2023. URL : <https://www.judicialwatch.org/wp-content/uploads/2015/05/Pg.-291-Pgs.-287-293-JW-v-DOD-and-State-14-812-DOD-Release-2015-04-10-final-version11.pdf>

ANNEXE 75 : L'OMS, par le biais du professeur Peter Hotez, qualifie les activistes non-vaccinés de « force meurtrière majeure mondiale »



103. Capture d'écran de la publication du compte Twitter de l'OMS criminalisant les mouvements citoyens opposés à la vaccination et au passeport sanitaire.

Source : @WHO (World Health Organization (WHO)) : « “*Anti-vaccine activism, which I actually call anti-science aggression, has now become a major killing force globally.*” - @PeterHotez, Professor and Dean @BCM_TropMed, on the devastating impact of #misinformation and disinformation ». 12h40 PM, 14/12/2022. Twitter. [En ligne] Consulté 26 octobre 2023.

URL : <https://twitter.com/WHO/status/1602991915808456705?t=Ha9UMO3eLCd0F6XIOPT1eg&s=19>

ANNEXE 76 : La Commission européenne et le World Economic Forum préparent l'identité numérique d'ici à 2030



104. Capture d'écran du site de la Commission européenne proposant un portefeuille d'identité nu-mérique européen (2021).

Source : Commission européenne, communiqué de presse (03/06/2021), « La Commission propose une identité numérique fiable et sécurisée pour tous les Européens ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023.

URL : https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_2663?fbclid=IwAR1sFj1fP_2Zqjtku2q5hSjwGGUS1yirM03HwhL0HR39CY9YahPW894Fx6U



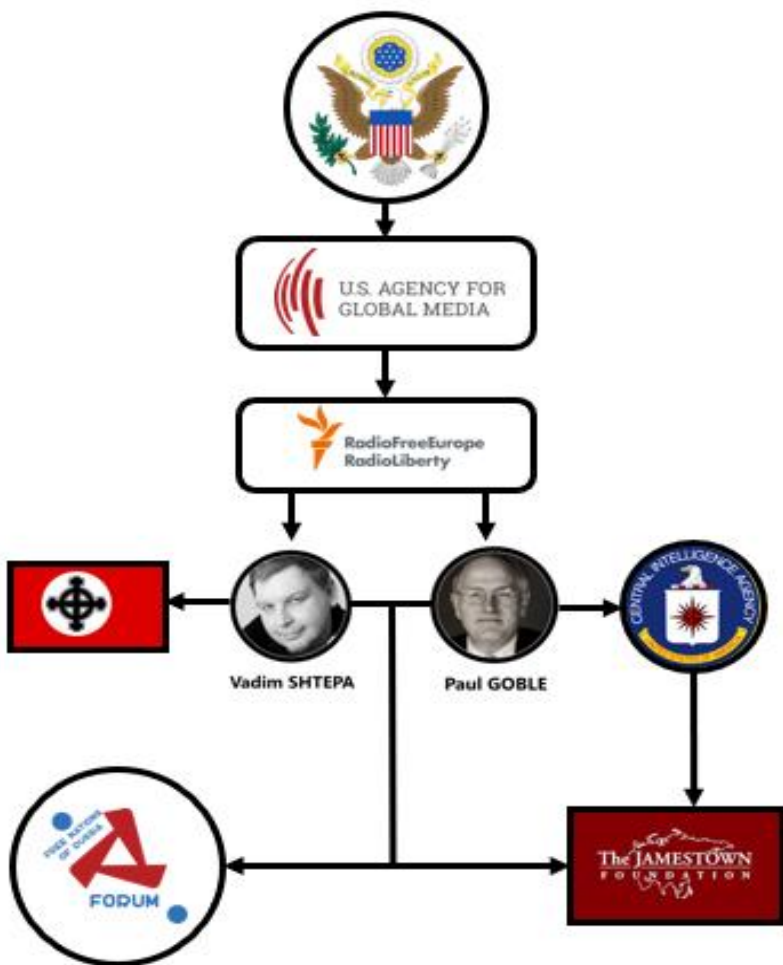
105. Le World Economic Forum proposait dans son rapport de janvier 2018, une identité numérique pour voyager. Elle disposerait de toutes les informations concernant le passager, y compris celles sur sa santé, comme par exemple sa mise à jour des vaccins.

Source : World Economic Forum, (January 2018), « The Known Traveller Unlocking the potential of digital identity for secure and seamless travel ». [En ligne] Consulté le 28 octobre 2023.

URL : https://www3.weforum.org/docs/WEF_The_Known_Traveller_Digital_Identity_Concept.pdf

ANNEXE 77 : RFE/RL et ses liens avec le Forum des nations libres de la post-Russie

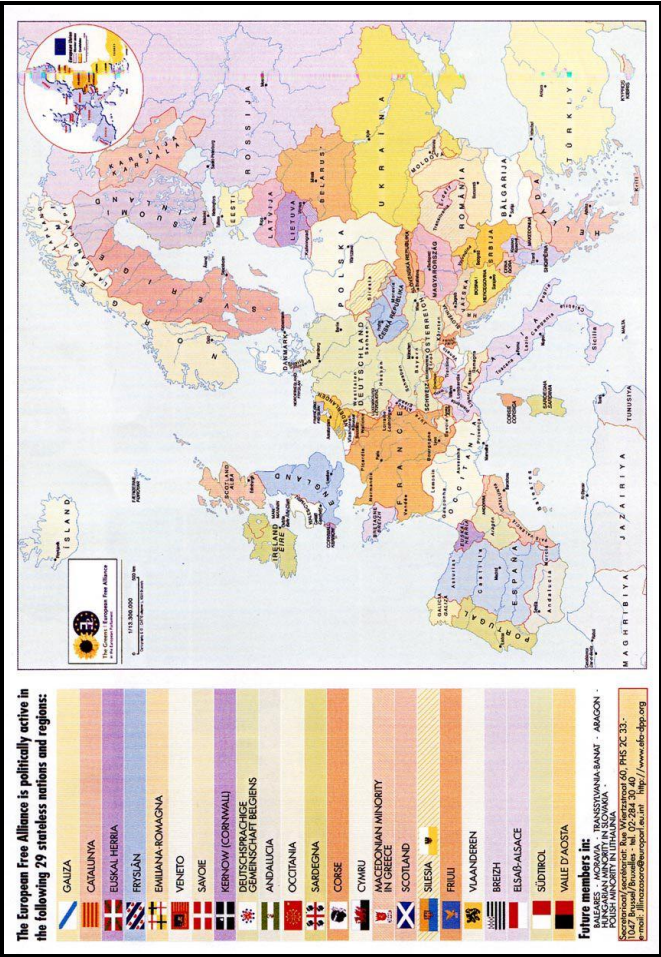
U.S. GOVERNMENT & CONGRESS



106. Vadim Shtepa et ses connexions atlantistes

Création : Nicolas TACCHI (2023).

ANNEXE 78 : Carte de l'Europe décomposée du groupe Verts/Alliance Libre Européenne



107. Carte de l'Europe aux frontières remodelées sur les critères ethniques et régionales au profit de l'Allemagne.

Source : HILLARD Pierre, *La décomposition des nations européennes* (op. cité), annexe 21.

ANNEXE 79 : Le Forum des nations libres de la Post-Russie prévoit aussi une post-Chine

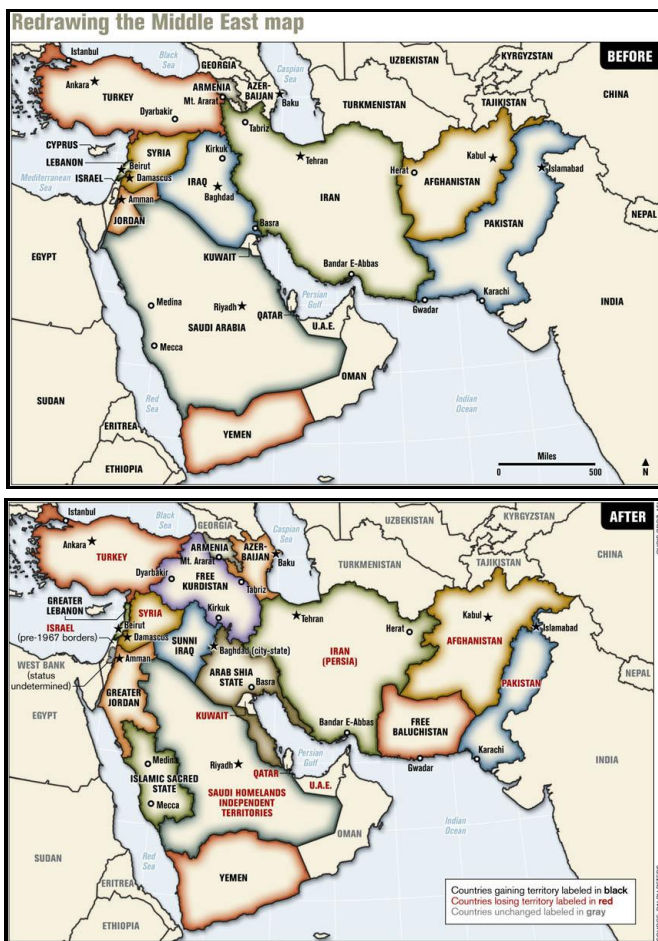


108. Capture d'écran de la publication du compte Twitter du Forum des nations libres de la post-Russie (4 août 2023).

Source : @freenationsrf (Free Nations of PostRussia Forum) « One more time about main target Stop #MBTPAxis #PostRussia #DecolonizationRF ». Twitter, 04/08/2023. [En ligne] Consulté le 9 août 2023.

URL : https://twitter.com/freenationsrf/status/1687563092022988801?ref_src=twsrc%5Egoogle%7Ctwcamp%5Eserp%7Ctwgr%5Etweet%7Ctwtr%5Etrue

ANNEXE 80 : Carte du Moyen-Orient recomposé par le lieutenant-colonel américain Ralph Peters, publié dans *Armed Forces Journal* (2006)



109. Carte du redécoupage du Moyen-Orient (avant/après).

Source : HILLARD Pierre, *La marche irrésistible du nouvel ordre mondial – Destination Babel*, éditions François-Xavier de Guibert, Paris, 2007, pp. 71-78, annexe 4.

ANNEXE 81 : Günther Fehlinger, participant du Forum des nations libres de la post-Russie, publiant une carte d'une post-Inde



110. Capture d'écran de la publication du compte Twitter de Günther Fehlinger :

« *J'appelle tous les peuples libres de l'ex-Inde* ».

Source : @GunterFehlinger (Gunter Fehlinger) : « *I call all Free People of #exIndia @SikhNarrative @freenationsrf @SalihHudayar* ». 6h53 PM, 05/10/2023. Twitter. [En ligne] Consulté le 1^{er} novembre 2023.

URL : <https://twitter.com/GunterFehlinger/status/1709975154950828245>

ANNEXE 82 : Esra Erdoğan et son tweet en faveur du choc des civilisations (monde islamique contre monde occidental chrétien)



111. Capture d'écran de la publication du compte Twitter d'Esra Erdoğan : « Le Croissant islamique ottoman brisera le siècle de la Croix occidentale avec l'aide et la force de Dieu ».

Le choix de la langue arabe et non celle du turc vise à séduire davantage les populations du Proche-Orient et d'Afrique du Nord sur la volonté d'un front islamique uni contre l'Occident chrétien. Un front uni dont la Turquie de son père en serait la tête.

Sources :

@EssraTurke (Esra Erdoğan) « سيكسر الهلال الاسلامي العثماني قرن #الصليب الغربي بعون الله وقوته ».

12h49 PM, 15/05/2023, Twitter. [En ligne] Consulté le 4 novembre 2023.

URL : <https://twitter.com/EssraTurke/status/1658062085018865666?t=CcBskIeGvYDjhBmQFIcMog&s=19>

ANNEXE 83 : Cartographie du monde turcophone



112. Recep Tayyip Erdoğan et Devlet Bahçeli montrant une carte du monde turcophone (2021).

Source :

GOBLE Paul (17/12/2021) « *Moscow fears Ankara's Greater Turan ideas threaten Russia abroad and at home* », Aze.media. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023.

URL : <https://aze.media/moscow-fears-ankaras-greater-turan-ideas-threaten-russia-abroad-and-at-home/>

ANNEXE 84 : La célébration de la semaine du monde et des communautés turques par l'Université de Gazi (Ankara)



113. Représentation du monde turcophone en incluant la région chinoise du Xinjiang recouverte du drapeau sécessionniste du gouvernement de l'Est-Turkestan en exil.

Source : @Gazi_Universite (Gazi Üniversitesi) « 21 Mart Türk Dünyası ve Toplulukları Haftası Kutlu Olsun ». 11h41 AM, 21/03/2021, Twitter. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023.
URL : https://twitter.com/Gazi_Universite/status/1373585575329009666?t=OwBpFoHL2MpBiY26SBwCkw&s=19

ANNEXE 85 : Couverture du journal n°38 – Septembre 2020 de la Plateforme turque pour l'unité mondiale

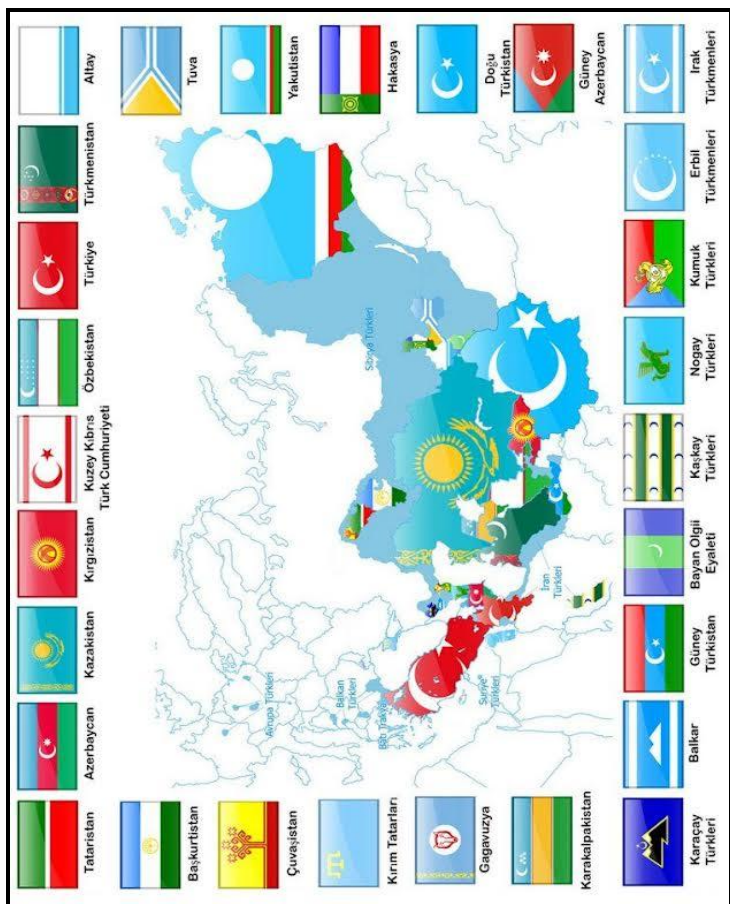


114. Représentation du Grand Turan avec des communautés turques autonomes dans les Balkans ainsi qu'en Allemagne et en France.

Source : Türk Dünyası Birlik Platformu, (8/10/2020) « *Türk Dünyası Guncesi Nu:38 | Eylül 2020* ». [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023.

URL : <https://www.turkdunyasibirlik.org/turk-dunyasi-guncesi-nu38-eylul-2020.html>

ANNEXE 86 : Carte du Grand Turan



115.

Carte représentant la mosaïque de peuples turcophones devant faire partie du nouvel empire turcique.

Source : OMELYANCHUK Andrey [Омелянчук Андрей] (28/06/2021) « Современная Турция – реалии и перспективы », Військовий кур'єр України [Courrier militaire d'Ukraine]. [En ligne] Consulté le 10 novembre 2023.

URL : <https://mil.co.ua/sovremennaya-turczyya-realyy-y-perspektivy/>

Certificat d'enregistrement d'État des médias de masse

KV n ° 22287-12187P du 12 septembre 2016

ANNEXE 87 : La consommation d'internet dépasse celle de la télévision

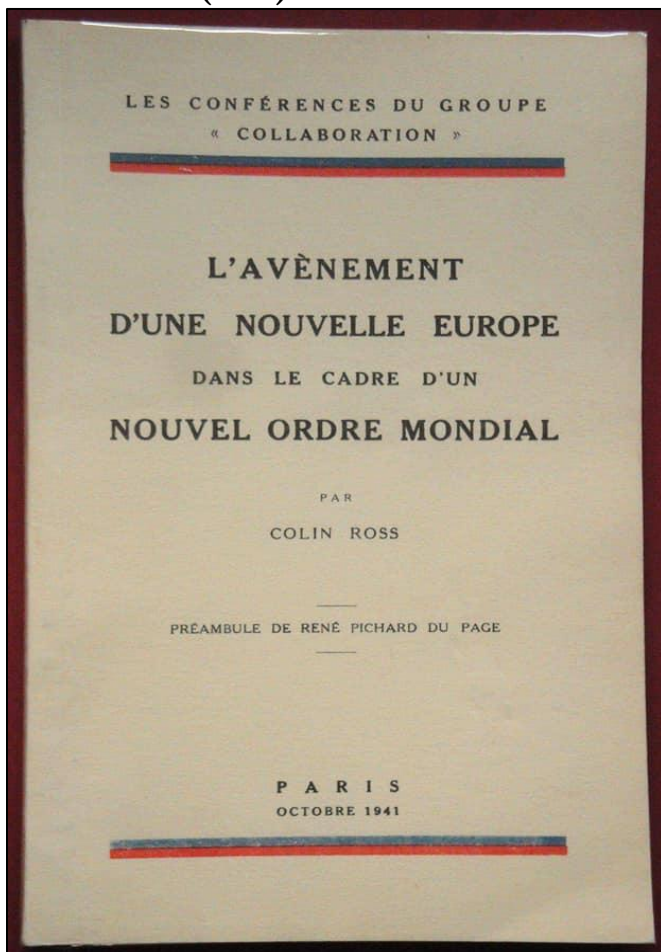


116. Graphique montrant que l'année 2019 a vu pour la première fois la consommation d'internet dépasser celle de la télévision.

Source : GAUDIAUT Tristan (20/11/2020) « La fin du règne de la télévision ? », Statista. [En ligne] Consulté le 11 novembre 2023.

URL : <https://fr.statista.com/infographie/9737/consommation-moyenne-medias-tv-et-internet-en-minutes/>

**ANNEXE 88 : Le groupe « collaboration »
invitant le nazi Colin Ross sur le thème de la
« Nouvelle Europe dans le cadre d'un nouvel
ordre mondial » (1941)**



117. Couverture du livre retranscrivant la conférence
« *L'avènement d'une Nouvelle Europe dans le cadre d'un
Nouvel ordre mondial* » du groupe Collaboration fondé
par Alphonse de Châteaubriant.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE 1	21
Un enjeu de domination mondiale.	
CHAPITRE 2	65
Les projets antérieurs de démantèlement de la Russie.	
CHAPITRE 3	175
Le forum des nations libres de Russie.	
CHAPITRE 4	191
De l'institut des régions de Russie à la Jamestown Foundation.	
CHAPITRE 5	271
Le portail Région.Expert et ses collaborateurs.	
CHAPITRE 6	353
La connexion Khodorkovski.	
CHAPITRE 7	425
Des démocrates progressistes à l'extrême droite identitaire en passant par les islamistes et convergeant vers Washington.	
CHAPITRE 8	523
Le congrès des députés du peuple de Russie.	
CHAPITRE 9	549
Les promoteurs de la « décolonisation de la Russie ».	

CHAPITRE 10	589
Les O.N.G., la C.I.A. et le Département d'Etat américain.	
CHAPITRE 11	623
Les cénacles mondialistes dans l'histoire.	
CHAPITRE 12	719
Les temples de l'impérialisme américain, ses prêcheurs et leurs mécènes.	
CHAPITRE 13	775
Les fondations privées et les corporations.	
CHAPITRE 14	837
L'hypocrisie du combat pour la liberté et des droits de l'homme.	
CHAPITRE 15	913
Menaces contre la démocratie et les nations souveraines en occident.	
CHAPITRE 16	981
Les bouleversements de l'ordre mondial.	
CHAPITRE 17	1039
Visions stratégiques.	
CONCLUSION	1061
REMERCIEMENTS	1065

ANNEXES	1067
ANNEXE 1 : Les prédictions pour 2030 du World Economic Forum	1069
ANNEXE 2 : Progression de l'OTAN de 1949 à 2022.....	1070
ANNEXE 3 : Carte des résultats de l'élection présidentielle ukrainienne de 2010.....	1071
ANNEXE 4 : Victoria Nuland rencontre l'opposition ukrainienne	1072
ANNEXE 5 : Vitali Klitschko et ses partenaires atlantistes..	1073
ANNEXE 6 : Arseni Iatseniouk et la Commission Trilatérale.....	1076
ANNEXE 7 : Oleh Tyahnybok, Svoboda et la mouvance néonazie.....	1077
ANNEXE 8 : Le tweet de Radek Sikorski	1082
ANNEXE 9 : Carte du Heartland d'après Mackinder	1083
ANNEXE 10 : Télégramme de la Ligue des peuples étrangers de Russie adressé au président des États-Unis Woodrow Wilson, le 9 mai 1916.....	1084
ANNEXE 11 : Carte de la Russie démembrée en 1918	1090
ANNEXE 12 : Le manifeste de Prague présenté par Andreï Vlassov	1091
ANNEXE 13 : Document déclassifié de la CIA sur l'opération Belladonna	1101
ANNEXE 14 : Stepan Bandera a été protégé par l'OSS (la CIA) alors que l'OUN est considérée comme une « organisation terroriste ».....	1102

ANNEXE 15 : Document déclassifié de la CIA sur Mikola Lebed	1105
ANNEXE 16 : Résolutions de la première conférence du Bloc des nations antibolcheviques (ABN) les 21 et 22 novembre 1943	1106
ANNEXE 17 : La loi américaine 86-90 du 17 juillet 1959 relative à la troisième semaine de juillet désignée comme « semaine des Nations Captives »	1111
ANNEXE 18 : Résolution du Bloc des Nations Antibolcheviques lors de la conférence à Londres, du 24 au 26 septembre 1982	1115
ANNEXE 19 : Yaroslav Stetsko avec le vice-président des États-Unis, George H. W. Bush	1124
ANNEXE 20 : Yaroslav Stetsko avec le président des États-Unis, Ronald Reagan	1126
ANNEXE 21 : Document déclassifié de la CIA sur Viktor Aleksandrovich Larionov	1129
ANNEXE 22 : Les objectifs du forum des nations libres de Russie	1130
ANNEXE 23 : La déclaration de décolonisation de la Russie	1135
ANNEXE 24 : Carte de la post-Russie présentée par le Forum.....	1146
ANNEXE 25 : Les drapeaux des « États-Unis de Sibérie » et de la « République baltique de Königsberg » .	1147
ANNEXE 26 : Communiqué de presse du 2 ^e Forum des nations libres de Russie à Prague	1149

ANNEXE 27 : Les administrateurs de l'Institut des Régions de Russie.....	1151
ANNEXE 28 : Présentation de l'Institut des Régions de Russie.....	1152
ANNEXE 29 : Le parcours d'Andrius Almanis	1157
ANNEXE 30 : Vadim Shtepa, l'analyste pour la Jamestown Foundation	1161
ANNEXE 31 : La chambre des représentants des États-Unis rend hommage à William G. Geimer, le fondateur de la Jamestown Foundation.....	1162
ANNEXE 32 : Déclaration de principes du think tank néoconservateur américain, Project for the New Amercian Century (PNAC)	1167
ANNEXE 33 : Membres du Comité américain pour la paix en Tchétchénie	1170
ANNEXE 34 : Le parrain de la mafia tchétchène Khozh Ahmed Noukhayev et ses contacts	1172
ANNEXE 35 : Les « couleurs nationales des nations unies dans l'ABN » reprises dans l'article de Paul Goble (Jamestown Foundation)	1177
ANNEXE 36 : Site de campagne d'Edward Lucas, candidat Libdems	1181
ANNEXE 37 : Les positions politiques et religieuses d'Avraham Shmulevich sur Israël	1182
ANNEXE 38 : Avraham Shmulevich avec Dmytro Korchynsky	1183

ANNEXE 39 : Participation de Pavel Mezerin au Kyiv Security Forum de l'Open Ukraine Foundation fondée par Arseni Iatseniouk.....	1188
ANNEXE 40 : Vadim Sidorov invité au Parlement européen par le Groupe Conservateurs et Réformistes Européens dans le cadre du cinquième Forum des nations libres de Russie.....	1190
ANNEXE 41 : L'Institute of Modern Russia et son président.....	1192
ANNEXE 42 : Léonid Nevzlin et son parcours.....	1193
ANNEXE 43 : La famille Nevzlin est l'un des principaux soutiens de la conférence d'Herzliya.....	1195
ANNEXE 44 : Le Forum des nations libres de la Post-Russie invité par le Hudson Institute	1196
ANNEXE 45 : Bolyaen Syres, participant au Forum des nations libres de la Post-Russie, travaille en collaboration avec l'OUN bandériste.....	1199
ANNEXE 46 : Les membres de la Coalition pour la libération des prisonniers politiques du Kremlin	1200
ANNEXE 47 : Le congrès mondial Tchétchène et ses partenaires au sein de l'Union du Caucase.....	1201
ANNEXE 48 : L'islamiste Abdul-Hakim al-Shishani aux côtés du leader séparatiste tchétchène et participant du Forum des nations libres de la Post-Russie, Akhmed Zakaïev	1202
ANNEXE 49 : Günther Fehlinger, admirateur de Brzezinski et partisan de la doctrine de recomposition de l'Eurasie	1204

- ANNEXE 50 :** Vadym Prokopiev commandant du
régiment de volontaire biélorusse
« Pahonia »..... **1206**
- ANNEXE 51 :** Linus Linsén et la mouvance fasciste et
néonazie finlandaise..... **1208**
- ANNEXE 52 :** Anna Fotyga, membre de l'assemblée
parlementaire de l'OTAN et du groupe
Conservateurs et Réformistes Européens,
appuyant les mouvements séparatistes
de Russie..... **1213**
- ANNEXE 53 :** Pavlo Klimkin, participant du Forum des
nations libres de la Post-Russie et du World
Economic Forum **1215**
- ANNEXE 54 :** le président de l'OUN (B) Oleh Medunitsa
au 6^{ème} Forum des nations libres de la
Post-Russie sous le patronage du Hudson
Institute **1216**
- ANNEXE 55 :** Le nouvel ABN Correspondence relaie
un appel du "Gouvernement indépendant
du Tatarstan" à rejoindre la mutinerie de
Prigozhin **1217**
- ANNEXE 56 :** L'union du Canada et des États-Unis pour
former un seul pays. **1218**
- ANNEXE 57 :** Ilya Lazarenko, participant du Forum des
nations libres de la Post-Russie, membre de la
mouvance néonazie russe, proche de Vadim
Sthepa, et du Free Russia Forum de Garry
Kasparov **1219**
- ANNEXE 58 :** Pavel Ivlev, invité en 2018 au Atlantic
Council aux côtés des futurs participants du
Forum des nations libres de la Post-Russie.... **1223**

ANNEXE 59 : La "loi de transition" du Congrès des députés du Peuple de Russie	1224
ANNEXE 60 : Le Corps des Volontaires russes (RDK) reprend pour emblème celui de l'organisation de jeunesse paramilitaire Idée Blanche	1225
ANNEXE 61 : Le présentateur du Conseil civique Denis Sokolov et son passage dans les milieux néoconservateurs américains	1227
ANNEXE 62 : Le média ukrainien <i>Euromaidan Press</i> et ses donateurs	1229
ANNEXE 63 : La Jamestown Foundation faisant la promotion du Forum sur son site internet	1232
ANNEXE 65 : La journaliste de LCI, Alla Poedie, présente une carte des territoires de la Russie redistribués à des pays tiers	1234
ANNEXE 66 : La présidente du conseil d'administration de la Freedom House au World Economic Forum	1235
ANNEXE 67 : Document déclassifié de la CIA sur l'USAID	1236
ANNEXE 68 : La liste des membres corporatifs de la Chatham House	1237
ANNEXE 69 : Les contributions accordées au World Federalist Movement	1241
ANNEXE 70 : La composition du comité de pilotage du Groupe Bilderberg	1244
ANNEXE 71 : Les membres de la Commission Trilatérale ..	1247

ANNEXE 72 : Article du World Economic Forum sur un scénario du monde de 2030. « Je ne possède rien, je n'ai aucune intimité et je n'ai jamais été aussi heureuse ».....	1248
ANNEXE 73 : Les supporters de l'United for intercultural action.....	1255
ANNEXE 74 : Document déclassifié de la DIA datant d'août 2012 prévoyant la création d'un État Islamique dans l'Est de la Syrie.....	1256
ANNEXE 75 : L'OMS, par le biais du professeur Peter Hotez, qualifie les activistes non-vaccinés de « force meurtrière majeure mondiale »	1257
ANNEXE 76 : La Commission européenne et le World Economic Forum préparent l'identité numérique d'ici à 2030	1258
ANNEXE 77 : RFE/RL et ses liens avec le Forum des nations libres de la post-Russie.....	1260
ANNEXE 78 : Carte de l'Europe décomposée du groupe Verts/Alliance Libre Européenne.....	1261
ANNEXE 79 : Le Forum des nations libres de la Post-Russie prévoit aussi une post-Chine.....	1262
ANNEXE 80 : Carte du Moyen-Orient recomposé par le lieutenant-colonel américain Ralph Peters, publié dans <i>Armed Forces Journal</i> (2006)	1263
ANNEXE 81 : Günther Fehlinger, participant du Forum des nations libres de la post-Russie, publiant une carte d'une post-Inde.....	1264

ANNEXE 82 : Esra Erdoğan et son tweet en faveur du choc des civilisations (monde islamique contre monde occidental chrétien)	1265
ANNEXE 83 : Cartographie du monde turcophone	1266
ANNEXE 84 : La célébration de la semaine du monde et des communautés turques par l'Université de Gazi (Ankara)	1267
ANNEXE 85 : Couverture du journal n°38 – Septembre 2020 de la Plateforme turque pour l'unité mondiale.....	1268
ANNEXE 86 : Carte du Grand Turan	1269
ANNEXE 87 : La consommation d'internet dépasse celle de la télévision	1270
ANNEXE 88 : Le groupe « collaboration » invitant le nazi Colin Ross sur le thème de la « Nouvelle Europe dans le cadre d'un nouvel ordre mondial » (1941).....	1271

ADARL

revue.libres@gmail.com

Imprimé en France

Mai 2025